VILLE DE
BELFORT

Numéro 173

RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
de la Ville de Belfort

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les actes parus au présent Recueil des Actes Administratifs peuvent être consultés au siège Hôtel de VILLE de BELFORT et du GRAND BELFORT Communauté d'Agglomération Place d'Armes - 90020 Belfort Cedex
et sur le site internet www.belfort.fr

AVRIL-MAI-JUIN 2021

SOMMAIRE

Conseil municipal du jeudi 27 mai 2021 ---------- P. 1

Arrêtés ---------- P. 926

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MAI 2021

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 27 MAI 2021
à 19h00

ORDRE DU JOUR

2021-56	M. Damien MESLOT	Nomination du secrétaire de séance
2021-57	M. Damien MESLOT	Adoption du compte rendu de la séance du Conseil municipal du 31 mars 2021
2021-58	M. Damien MESLOT	Compte rendu des décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil municipal des 3 juillet et 16 octobre 2020, en application de l'article L. 2122-22 du CGCT, du 1er mars au 23 avril 2021
2021-59	M. Damien MESLOT	Désignation des présidents des conseils de quartier - Modificatif
2021-60	M. Damien MESLOT	Présentation du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)
2021-61	M. Damien MESLOT	Créations et suppressions de postes
2021-62	M. Damien MESLOT	Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes sur la gestion de Grand Belfort Communauté d'Agglomération concernant les exercices 2014 et suivants
2021-63	M. Damien MESLOT	Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2020-2025
2021-64	M. Sébastien VIVOT	Approbation du compte de gestion 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey
2021-65	M. Sébastien VIVOT	Approbation du compte administratif de la Ville de Belfort 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement Secteur Dorey
2021-66	M. Sébastien VIVOT	Affectation des résultats 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey
2021-67	M. Sébastien VIVOT	Budget supplémentaire 2021(Budget principal, budget annexe du CFA, budget du lotissement secteur Dorey)
2021-68	M. Sébastien VIVOT	Avis sur l'instauration de la taxe locale sur la publicité extérieure par Grand Belfort Communauté d'Agglomération

2021-69	M. Sébastien VIVOT	Cession d'un ensemble immobilier sis 2 à 8 rue Strolz à Belfort - Parcelle AK 083 (1.945 m²)
2021-70	M. Sébastien VIVOT	Cession d'une emprise d'environ 110 m² à M. et Mme ROBERT - Allée Hélène Boucher
2021-71	M. Sébastien VIVOT	Cession de la parcelle AE 543 sise rue Charles Bohn à la SCI 9 rue Charles Bohn d'une part et SCI 4B d'autre part
2021-72	M. Sébastien VIVOT	Acquisition de la parcelle BO 22, rue des Commandos d'Afrique à Offemont
2021-73	M. Sébastien VIVOT	Acquisition du terrain du stade des Trois Chênes et du parking attenant à Belfort - Parcelles cadastrées BX 18 et BX 8
2021-74	M. Sébastien VIVOT	Extinction des servitudes de stationnement grevant le parking de la Maison des Arts suite à la cession du bâtiment - Parcelle BK 381
2021-75	Mme Florence BESANCENOT	Tome 2 du livre "Histoire de commerce" et poursuite du parcours photos
2021-76	Mme Florence BESANCENOT	Convention entre la Banque des territoires et la Ville de Belfort pour le co-financement d'une solution d'analyse de flux
2021-77	Mme Delphine MENTRÉ	Musées - Adhésion de la Ville de Belfort à l'association des musées de Bourgogne Franche-Comté
2021-78	Mme Delphine MENTRÉ	Musées - Dévolution du mobilier archéologique tiré des fouilles du Bramont
2021-79	M. Bouabdallah KIOUAS	Chantiers d'insertion - Bilan 2020 - Programme 2021
2021-80	Mme Marie-Hélène IVOL	Appel à projets contrat de ville 2021
2021-81	Mme Marie-Hélène IVOL	Convention e-Péri&school
2021-82	M. Tony KNEIP	Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance du Grand Belfort 2021-2023
2021-83	M. Tony KNEIP	Convention de mise à disposition de la police municipale de Belfort aux communes de Bavilliers, Essert et Offemont
2021-84	Mme Corinne CASTALDI	Rémunération forfaitaire du personnel municipal sollicité pour la tenue des élections
2021-85	M. Pierre-Jérôme COLLARD	Marché de transport collectif pour la Ville de Belfort, les communes du Grand Belfort Communauté d'Agglomération et les RPI - Convention pour un groupement de commandes
2021-86	M. Nikola JELICIC	Nouvelle convention "Cap'jeunes 90"

DÉLIBÉRATIONS

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-56

Nomination du secrétaire de séance

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD
Mme Marie-José FLEURY - mandataire : M. Christophe GRUDLER

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-56

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction des Affaires Générales

Références : DM/LS/ML/VG
Code matière : 5.2

***Objet* : Nomination du secrétaire de séance**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-15 ;

Au début de chacune de ses séances, le Conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL, À L'UNANIMITÉ,

DECIDE

de désigner Monsieur Loïc LAVAILL pour remplir la fonction de secrétaire de séance.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13767-DE-1-1

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-57

Adoption du compte rendu de la séance du Conseil municipal du 31 mars 2021

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD
Mme Marie-José FLEURY - mandataire : M. Christophe GRUDLER

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-57

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction des Affaires Générales

Références : DM/LS/ML/VG
Code matière : 5.2

***Objet* : Adoption du compte rendu de la séance du Conseil municipal du 31 mars 2021**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-25 ;

Vu le projet ci-annexé ;

Considérant que le compte rendu de la séance du Conseil municipal du 31 mars 2021 a été affiché à la porte de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération et publié sur le site internet de la Ville de Belfort en date du 7 avril 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL, À L'UNANIMITÉ,

DECIDE

d'adopter le compte rendu de la séance du Conseil municipal du 31 mars 2021.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13800-DE-1-1

VILLE DE
BELFORT

Compte rendu de la séance du Conseil municipal du 31 mars 2021

Le 31 mars 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Claude JOLY, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Brice MICHEL, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, M. Romuald ROICOMTE, M. François BORON, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents :

Mme Latifa GILLIOTTE (pouvoir à Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT)
M. Ian BOUCARD (pouvoir à M. Damien MESLOT)
M. Bastien FAUDOT (pouvoir à Mme Samia JABER)

Secrétaire de séance : Mme Nathalie BOUDEVIN

Ordre de passage des rapports : 1 à 32

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h20.

DELIBERATION N° 2021-24 : NOMINATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL À L'UNANIMITÉ,

DECIDE

de désigner Madame Nathalie BOUDEVIN pour remplir la fonction de secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2021-25 : ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 FÉVRIER 2021

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL À L'UNANIMITÉ,

DECIDE

d'adopter le compte rendu de la séance du Conseil municipal du 10 février 2021.

DELIBERATION N° 2021-26 : COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE EN VERTU DE LA DÉLÉGATION QUI LUI A ÉTÉ CONFIÉE PAR DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DES 3 JUILLET ET 16 OCTOBRE 2020, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT, DU 1ER JANVIER AU 28 FÉVRIER 2021

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du compte rendu des décisions prises sur la période du 1er janvier au 28 février 2021.

DELIBERATION N° 2021-27 : CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider les créations et suppressions des postes mentionnés.

Par 34 voix pour, 0 voix contre, 4 abstentions (M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Marie-José FLEURY), (Mme Mathilde REGNAUD, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-28 : RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Vu le rapport de Mme Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2021.

DELIBERATION N° 2021-29 : ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 DE LA VILLE DE BELFORT, DU BUDGET ANNEXE DU CFA MUNICIPAL ET DU BUDGET ANNEXE DU LOTISSEMENT SECTEUR DOREY

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de rejeter l'ensemble des amendements.

Par 4 voix pour (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE), 34 voix contre, 0 abstention, (Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER ne prennent pas part au vote).

DECIDE

d'adopter le budget primitif 2021 de la Ville de Belfort, du CFA municipal et du lotissement secteur Dorey,

de voter les crédits par nature et pour chaque section au niveau du chapitre,

d'adopter le régime des provisions semi-budgétaire (pas d'inscriptions en recettes d'investissement),

d'approuver les ouvertures de crédits de paiement pour les AP-CP,

d'approuver la fin du reversement du tiers du produit des concessions de cimetière au CCAS qui est désormais intégrée à la participation dont le montant est fixé à 1,760 M € (Un million sept cent soixante mille euros),

d'approuver la répartition des crédits de subventions dont la liste est annexée au document budgétaire et **d'autoriser** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions d'objectifs et de moyens avec les associations et organismes, en fonction des seuils réglementaires et des modalités de versement,

d'autoriser Monsieur le Maire à verser, en 2021, les aides aux permis aux apprentis de moins de 18 ans du CFA, dans la limite d'une enveloppe de 36 000 € (trente six mille euros). La liste des bénéficiaires sera jointe au compte administratif 2021,

d'autoriser Monsieur le Maire à verser le soutien aux sportifs de haut niveau dans la limite d'une enveloppe de 100 000 € (cent mille euros), conformément aux délibérations cadres en vigueur. La liste des bénéficiaires sera jointe au compte administratif 2021,

d'autoriser le versement des cotisations aux organismes auxquels la Ville est adhérente, selon les montants arrêtés par leurs organes délibérants,

de procéder à un vote distinct pour les associations qui comptent un membre du Conseil municipal, soit en son sein de leur conseil d'administration, soit en qualité de salarié, ainsi :

- *Mme Dominique CHIPEAUX ne prend pas part au vote pour le Comité des Fêtes*

- *Mme Marie STABILE ne prend pas part au vote pour l'association OÏKOS*

- *M. Loïc LAVAILL ne prend pas part au vote pour l'ASMB Judo et la société de Tir de la Miotte*

- *Mme Marianne DORIAN ne prend pas part au vote pour l'association OÏKOS*

- *M. Samuel DEHMECHE ne prend pas part au vote pour l'association OÏKOS*

- *Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote pour le Secours populaire.*

Par 29 voix pour, 8 voix contre (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER), 0 abstention, (M. Loïc LAVAILL, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, Mme Marianne DORIAN, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-30 : ADOPTION DES TAUX D'IMPOSITION DIRECTE LOCALE

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de reconduire les taux de taxe d'habitation à 16,8% et de taxe foncière sur le non bâti à 82,83 %,

de porter le taux de la taxe foncière à 38,93 %.

Par 34 voix pour, 9 voix contre (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER), 0 abstention.

DELIBERATION N° 2021-31 : ACTUALISATION DES TARIFS MUNICIPAUX

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver l'actualisation des droits et tarifs municipaux qui prendront effet au 1er mai 2021, sauf indications contraires suivant l'annexe jointe.

Par 34 voix pour, 2 voix contre (Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE), 4 abstentions (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER), (Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-32 : COMPTE RENDU DE LA COMMISSION DE MUTUALISATION DES SERVICES VILLE/GRAND BELFORT - EXAMEN DES COMPTES 2019

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de mandater Monsieur le Maire, ou son représentant, pour effectuer les flux financiers ainsi dégagés pour les exercices 2019 et 2020,

de résilier les conventions de mise à disposition des services et des locaux actuellement en vigueur,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de mise à disposition :

. des services communs.

. des services partagés.

. de l'annexe Bartholdi par le Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

. des locaux par la Ville de Belfort.

Par 34 voix pour, 3 voix contre (Mme Mathilde REGNAUD, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE), 6 abstentions (M. René SCHMITT, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER).

DELIBERATION N° 2021-33 : INFORMATION DES ÉLUS NON SIÉGEANT AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET AU SMGPAP

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte de ces nouvelles dispositions.

DELIBERATION N° 2021-34 : CESSION D'UN BÂTIMENT SIS 18 FAUBOURG DE FRANCE - LOTS 3, 11, 31, 32, 33, 76, 101, 109, 110 ET 112

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver les conditions de cette cession à la société d'économie mixte SEMAVILLE au prix de 1 200 000 € (un million deux cent mille euros) sachant que cette vente intègre le transfert du bail commercial,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Par 34 voix pour, 3 voix contre (M. René SCHMITT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER), 6 abstentions (Mme Mathilde REGNAUD, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT).

DELIBERATION N° 2021-35 : VENTE DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER CHÂTEAU GEORGES LÉGUILLON SIS À VESCEMONT ET GIROMAGNY

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de rapporter la délibération n° 19-18 mais uniquement pour l'identité de l'acquéreur et la vente en un seul lot,

d'autoriser la cession de cet ensemble immobilier à Monsieur DUBOIS, selon le nouveau découpage et les montants qui vous sont présentés, soit en son nom propre soit sous la forme de la structure juridique immobilière indiquée,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir, ainsi que toutes autres pièces concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Par 34 voix pour, 8 voix contre (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER), 1 abstention (Mme Jacqueline GUIOT).

DELIBERATION N° 2021-36 : ACQUISITION D'UN APPARTEMENT SITUÉ AU 57 RUE DES COMMANDOS D'AFRIQUE À OFFEMONT

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver les conditions de cette acquisition à la Ville de Belfort,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Par 36 voix pour, 1 voix contre (Mme Jacqueline GUIOT), 5 abstentions (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT).

DELIBERATION N° 2021-37 : ACQUISITION D'UNE EMPRISE D'ENVIRON 250 M² À LA SNCF, RUE FOLTZ

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de cette transaction, à savoir, l'acquisition par la Ville de Belfort à SNCF RESEAU d'une emprise d'environ 234 m² à prendre sur la parcelle BN 146 à laquelle s'ajoute une emprise optionnelle de 12 m², toutes deux sises rue Foltz; les frais de géomètre et d'enregistrement authentique sont à la charge de l'acquéreur comme il est d'usage soit de la Ville de Belfort,

d'approuver le classement dans le domaine public communal de ces deux emprises,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Par 39 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention (Mme Jacqueline GUIOT), (M. Alain PICARD, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-38 : ACQUISITION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SITUÉ 2 À 8 RUE STROLZ À BELFORT

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser la participation de la Ville à la vente interactive avec un maximum d'enchères fixé à 2 738 400 € (deux millions sept cent trente huit mille quatre cent euros), hors frais de notaire,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Par 34 voix pour, 1 voix contre (Mme Jacqueline GUIOT), 0 abstention (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-39 : INCORPORATION DANS LE DOMAINE COMMUNAL DES PARCELLES AC 276 ET 279 PRÉSUMÉES SANS MAÎTRE ET SISES RUE DE LA SAPINIÈRE ET RUE PERGAUD

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider l'incorporation des parcelles cadastrées AC 276 sise rue de la Sapinière et AC 279 sise rue Pergaud dans le domaine communal, et que cette incorporation sera constatée par arrêté de Monsieur le Maire.

Par 37 voix pour, 0 voix contre, 2 abstentions (Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER), (M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-40 : CONVENTION POUR LES PROJETS DE MAÎTRISE DE LA DEMANDE D'ÉNERGIE : AVENANT

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1er Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'adopter le projet d'avenant proposé entre la Ville de Belfort et Certinergy,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer :

. l'avenant au bénéfice de la Ville de Belfort,

. les dossiers de demande de CEE et toutes les pièces nécessaires pour les opérations engagées.

Par 36 voix pour, 0 voix contre, 4 abstentions (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE), (Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-41 : RENOUVELLEMENT DU LABEL "TERRITOIRE VÉLO"

Vu le rapport de M. Yves VOLA, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver le renouvellement du label « Territoire Vélo »,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout acte relatif à ce label.

Par 41 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention, (Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-42 : PROGRAMME DE TRAVAUX FORESTIERS 2021 ET ÉTAT D'ASSIETTE

Vu le rapport de M. Yves VOLA, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider le programme de travaux forestiers 2021,

de valider l'assiette des coupes de l'exercice 2021.

Par 40 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention, (Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-43 : EMBELLISSEMENT DES COURS DE RÉCRÉATION DE L'ÉCOLE MATERNELLE BARTHOLDI

Vu le rapport de M. Yves VOLA, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser la signature de la convention entre le lycée Quelet et la Ville de Belfort pour l'embellissement des cours de récréation de l'école maternelle Bartholdi.

Par 42 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention, (Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-44 : CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL ENTRE LES VILLES DE BELFORT ET MONTBÉLIARD - ACTIONS 2021-2024

Vu le rapport de Mme Delphine MENTRÉ, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de renouveler ce partenariat pour les années 2021, 2022, 2023 et 2024,

d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat culturel entre Belfort et Montbéliard et ses éventuels avenants.

Par 41 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention, (Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-45 : PROJET DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ADAPEI

Vu le rapport de Mme Delphine MENTRÉ, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver les termes de la convention avec l'ADAPEI du Territoire de Belfort,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer.

Par 42 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention, (M. Alain PICARD ne prend pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-46 : MODIFICATION DU NOM DES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider les modifications du nom des Établissements d'Accueil du Jeune Enfant.

Par 37 voix pour, 4 voix contre (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE), 2 abstentions (Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER).

DELIBERATION N° 2021-47 : ORGANISATION DES RYTHMES SCOLAIRES - RENTRÉE 2021

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider ces organisations de rythmes scolaires pour la rentrée 2021.

Par 34 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER), (Mme Charlène AUTHIER, M. David DIMEY, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-48 : ÉVOLUTION DU DISPOSITIF DE LA CLASSE PASSERELLE ET DES LIEUX D'ACCUEIL ENFANTS PARENTS (LAEP)

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider l'évolution du dispositif de la classe passerelle et des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP).

Par 35 voix pour, 0 voix contre, 4 abstentions (Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE), (Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-49 : CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF "PETITS DÉJEUNERS" ENTRE LA VILLE DE BELFORT ET LES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE - ANNÉE SCOLAIRE 2020/2021

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents afférents à la convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners ».

Par 42 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention, (M. Alain PICARD ne prend pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-50 : DEMANDE DE SUBVENTION CAF - APPEL À PROJET JEUNESSE/PÉRISCOLAIRE ET HANDICAP

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider le partenariat avec l'association Loisirs Pluriel,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à solliciter et à signer tous les documents afférents aux demandes de subventions.

Par 42 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention, (M. François BORON ne prend pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-51 : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX COOPÉRATIVES SCOLAIRES - ANNÉE SCOLAIRE 2020/2021

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser l'attribution des subventions aux coopératives des écoles maternelles et élémentaires pour l'année scolaire 2020/2021.

Par 39 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention (M. René SCHMITT, Mme Samia JABER, M. Bastien FAUDOT, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-52 : CITÉS ÉDUCATIVES

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL À L'UNANIMITÉ,

DECIDE

d'approuver la candidature de la Ville de Belfort, pour la labellisation « Cités Éducatives »,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents dans le cadre de la labellisation.

DELIBERATION N° 2021-53 : AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE - BILAN DES TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2020 - PROGRAMME DE TRAVAUX POUR 2021

Vu le rapport de Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider cette programmation de travaux d'accessibilité pour 2021.

Par 42 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention, (Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote).

DELIBERATION N° 2021-54 : PROJET D'AMÉNAGEMENT DU FAUBOURG DE FRANCE ET DE LA PLACE CORBIS

Vu le rapport de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du projet d'aménagement du Faubourg de France et de la place Corbis.

Les crédits étant inscrits au BP 2021, il est de la compétence du Maire de signer les marchés à venir au titre de la délégation reçue dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT.

DELIBERATION N° 2021-55 : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE COLLECTIF DES MORTS DE LA RUE 90

Vu le rapport de Mme Corinne CASTALDI, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL À L'UNANIMITÉ,

DECIDE

d'approuver le contenu de la nouvelle convention avec le Collectif des Morts de la Rue 90,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer.

—

L'intégralité des débats peut être consultée sur le site Internet de la Ville de Belfort.

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-58

Compte rendu des décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil municipal des 3 juillet et 16 octobre 2020, en application de l'article L. 2122-22 du CGCT, du 1er mars au 23 avril 2021

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD
Mme Marie-José FLEURY - mandataire : M. Christophe GRUDLER

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-58

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction des Affaires Générales

Références : DM/LS/ML/VG
Code matière : 5.2

***Objet* : Compte rendu des décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil municipal des 3 juillet et 16 octobre 2020, en application de l'article L. 2122-22 du CGCT, du 1er mars au 23 avril 2021**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22 ;

Vu la délibération n° 20-26 du Conseil municipal du 3 juillet 2020 portant sur la délégation générale donnée au maire, complétée par la délibération n° 20-101 du Conseil municipal du 16 octobre 2020 ;

Vu les documents annexés au présent rapport portant sur la conclusion de marchés publics *annexe 1*, conventions et subventions *annexe 2,* et de concessions de cimetières *annexe 3.*

Considérant qu'à chacune des réunions du Conseil municipal, le maire rend compte des décisions qu'il a prises dans le cadre de cette délégation ;

Considérant que les décisions prises en application de la délégation donnée peuvent être signées par les adjoints et les conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens. Cette disposition s'applique également en cas d'empêchement du maire.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du compte rendu des décisions prises sur la période du 1er mars au 23 avril 2021.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13771-DE-1-1

MARCHÉS A PROCÉDURE ADAPTÉE (M.A.P.A)

N° Décision	Date	Société Adresse complète	Service	N° de marché, Objet et Lots détaillés Avenant : détailler le motif	Procédure	Durée	Nombre de reconduction(s) éventuelle(s)	Montant total TTC	Accord-cadre Montant mini annuel TTC	Accord-cadre Montant maxi annuel TTC	Montant TTC de l'avenant (somme complémentaire)
21-0037	03/03/21	ID VERDE - 6 rue du Chemin de Fer - ZAC des Grands Sillons - 90600 GRANDVILLARS (lot1) CREATION 1538 - ZA L'ALLAN 25600 VIEUX CHARMONT (lot 2)	Direction du Cadre de Vie	20V087 - TX - Réaménagement du Square Lechten	Marché	32 semaines	0	lot 1 : 547 684,45 € lot 2 : 94 584,00 €	–	–	–
21-0044	18/03/21	PIANTANIDA- 8 rue de Moulins sur Allier- 88580 SAULCY SUR MEURTHE	Service du patrimoine bâti	20V011 - TX - restauration de la toiture Saint Christophe à Belfort Avenant n°1 au lot n°1 : Maçonnerie et Pierre de taille	Avenant	–	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	39 508,50 €
21-0045	18/03/21	SONOREST - 2 rue Bertholet - ZI Nord - 68000 COLMAR	Service du patrimoine bâti	21V026 - FCS - Vérification réglementaire des installations de protection contre la foudre et entretien périodique des horloges des bâtiments de la Ville de Belfort	Marché	1	2	2 247,60 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21-0050	26/03/21	LE SAVOIR VERT - 90800 BAVILLIERS	Direction du Cadre de Vie	20V102 - FCS - dépose et pose de corbeille de propreté	Marché	1	2	0,00 €	0,00 €	36 000,00 €	0,00 €
21-0051	29/03/21	APAVE - 6 rue du Rhône - 90000 BELFORT	Service gestion technique des équipements et domotique	21V020 - FCS - Vérification réglementaire en exploitation des systèmes de sécurité incendie	Marché	1	0	5 796,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21-0052	29/03/21	APAVE - 6 rue du Rhône - 90000 BELFORT	Servie gestion technique des équipements et domotique	21V021 - FCS - Vérification réglementaire en exploitation et contrôle technique quinquennale des ascenseurs	Marché	1	0	3 720,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21-0053	30/03/21	ITINERAIRES ARCHITECTURE / ESPACE INGB - 7 faubourg de Motbéliard - 90000 BELFORT	Service du patrimoine bâti	21V009 - MOE - Maitrise d'œuvre concernant les aménagements ADAP (accessibilité PMR) dans plusieurs équipements municipaux - (Lots 1 à 4)	Marché	2	0	40 440,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21-0056	06/04/21	LARBRE INGENIERIE / GREDER ET KESSLER - 12C chemin de la Hardt - 68140 INGERSHEIM	Service du patrimoine bâti	20V068 - MOE - Maitrise d'œuvre pour la démolition de l'IFSI (Institut de soins infirmiers) à Belfort et aménagement paysager de la parcelle	Avenant	0	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21-0058	12/04/21	CRISTAL HYGIENE - 518 route de Blangy -14130 LE TORQUESNE (Lot 1) - ANIMO CONCEPT - 6 place des Corporations - 34590 MARSILLARGUES (Lot 2)	Direction du cadre de vie	20V097 - FCS - Fourniture de sacs à déchets	Marché	12 mois	2	0,00 €	7 800,00 €	43 200,00 €	0,00 €
21-0061	16/04/21	MS SECURITE SARL - 21A rue de Cernay - 68210 - GOMMERSDORF	Service du patrimoine bâti	21V003 - FCS - vérifications périodiques et maintenance réglementaire des installations d'éclairage de sécurité avec source centrale des bâtiments de la Ville de Belfort	Marché	12 mois	2	-	-	30 000,00 €	-
21-0064	22/04/21	ELEPHANT COM ET EVENTS - 90000 BELFORT (Lot 1) - IMPRIMERIE SCHRAAG - 90400 TREVENANS (Lot 2) - ADREXO - 13592 AIX EN PROVENCE (Lot 3)	Direction de la communication	21V014 - FCS - Mise en page, impression et distribution du Belfort Mag	Marché	12 mois	0	-	Lot 1 : 4 320,00 € Lot 2 : 22 200 € Lot 3 : 3 000 €	Lot 1 : 34 800,00 € Lot 2 : 174 000 € Lot 3 : 39 600 €	-

ASSURANCES

- Décision n° 21-0038 du 03.03.2021 : Bâtiments endommagés à la suite d'un sinistre grêle en août 2019 - acceptation de la proposition d'indemnité d'assurance

Objet : La Ville de Belfort accepte la proposition indemnitaire que lui a présentée la société mutuelle d'assurance des collectivités locales (SMACL), au titre de l'indemnité immédiate, dans le cadre du sinistre grêle du 18 août 2019, qui a endommagé six bâtiments municipaux (le CTM, le garage poids lourds, les serres municipales, la crèche de Belfort nord, l'église Saint Louis et le gymnase Mattler)

Montant de l'indemnité : 138 680,17 €

- Décision n° 21-0059 du 15.04.2021 : Dégâts des eaux à la bibliothèque Léon DEUBEL – Acceptation de l'indemnité différée

Objet : La Ville accepte l'indemnité différée que lui a soumise la SMACL, à la suite du dégât des eaux survenu à la bibliothèque Léon Deubel, le 21 octobre 2019.

Montant de l'indemnité : 507, 56 €

CONVENTIONS

- Décision n° 21-0036 du 02.03.2021 : Convention de mise à disposition du théâtre Louis Jouvet au bénéfice de l'association Les conteurs de Thot sise Résidence Caron, 80 avenue de la République à Aubervilliers (93300)

Objet : mise à disposition de la grande salle de répétition du théâtre Louis Jouvet situé place du Forum à Belfort

Durée : 26, 27 et 28 mars 2021

Montant de la redevance d'occupation temporaire : à titre gratuit (à titre indicatif, le coût estimatif de cette mise à disposition est de 360 €, selon les tarifs municipaux 2020)

- Décision n° 21-0039 du 05.03.2021 : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition du 7 octobre 2016 concernant la mise à disposition de locaux au profit de l'association IDEE

Objet : le présent avenant a pour effet de redéfinir les espaces d'occupations entre l'association IDEE et le CNFPT dans les locaux sis 25 rue de la Première Armée Française

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

- Décision n° 21-0048 du 24.03.2021 : Convention de mise à disposition de locaux au profit du groupe d'opposition « En commun pour Belfort »

Objet : mise à disposition de locaux d'une superficie de 28,64 m² sis 10 rue des Quatre Vents à Belfort

Durée : du 1er décembre 2020 pour la période du mandat municipal

Montant de la redevance d'occupation temporaire : à titre gratuit (à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 1 718,40 € par an)

- Décision n° 21-0049 du 24.03.2021 : Convention de mise à disposition de locaux au profit de l'office pour les ainés de Belfort et du territoire (OPABT)

Objet : mise à disposition de locaux d'une superficie de 282,83 m² sis 3 place de la Commune à Belfort

Durée : du 1er juin 2020 au 31 mai 2021 (elle est ensuite renouvelable par période d'un an jusqu'au 31 mai 2025)

Montant de la redevance d'occupation temporaire : à titre gratuit (à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 10 624,80 € par an)

- Décision n° 21-0060 du 15.04.2021 : Convention de mise à disposition du drapeau Ville de Belfort au profit du Collège Léonard de Vinci

Objet : mise à disposition du drapeau de la Ville de Belfort

Durée : du 8 mai au 11 novembre 2021

Montant de la redevance d'occupation temporaire : à titre gratuit (à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 2 000 € par an)

CESSIONS

- Décision n° 21-0055 du 31.03.2021 : Cession de mobilier au profit de la maison de quartier MARIN-MOSKOVITZ

Ce mobilier usagé, en bon état, sans utilité pour les bibliothèques de la Ville, peut aider la maison de quartier Marin-Moskovitz à réaménager son espace lecture dans le cadre du partenariat noué entre les deux institutions.

Le matériel :

- 1 meuble périodique à casiers,

propriété de la Ville de Belfort, est réformé et cédé à titre gratuit au bénéficiaire.

REGIES

- Décision n° 21-0040 du 08.03.2021 : Régie d'avances bibliothèque Léon Deubel – Modification des modes de recouvrement et ouverture d'un compte DFT

Il est institué auprès de la bibliothèque municipale une régie d'avances pour le règlement des dépenses suivantes :

- paiement des menues dépenses et frais de port

Le montant de l'avance est de 500 €.

Le régisseur est dispensé de verser un cautionnement.

Les modes de règlement sont :

- numéraires
- carte bancaire.

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la DDFIP du Territoire de Belfort.

- Décision n° 21-0046 du 19.03.2021 : Régie de recettes – Bibliothèque Léon Deubel – Modification des modes de recouvrement de la régie de recettes pour l'encaissement et ouverture d'un compte DFT

Les recettes encaissées concernent les frais d'inscription, le remboursement de produits pour perte (livre, CD, DVD, partition, livres audio...), dons divers, ventre d'ouvrages édités par la ville de Belfort, remboursement des cartes de lecteurs perdues ou endommagées.

Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraires
- chèque
- carte bancaire.

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à la DDFIP du Territoire de Belfort.

Le montant maximum de l'encaisse est fixé à 1000 €.

Un fonds de caisse d'un montant de 120 € est mis à la disposition du régisseur.

Les autres dispositions des arrêtés restent inchangées.

- Décision n° 21-0047 du 22.03.2021 : Régie d'avances du FIMU auprès de la direction de l'action culturelle – Modification des dates pour 2021

L'article 3 de l'arrêté n° 99 00 576 du 7 avril 1999 portant création de la régie est modifié ; pour cette année, la régie fonctionnera du 1er juillet au 30 novembre 2021.

Les autres articles de l'arrêté restent inchangés.

SUBVENTIONS

- Décision n° 21-0042 du 12.03.2021 : Direction générale – Rénovation énergétique de la maternelle René Rucklin – demande de subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement local exceptionnelle

Objet : demande de subvention à l'état au titre de la dotation de soutien à l'investissement local exceptionnelle pour le projet de rénovation énergétique de la maternelle René Rucklin

Montant de la demande : 105 000 €

- Décision n° 21-0043 du 12.03.2021 : Direction générale – Rénovation énergétique de l'annexe-Mairie rue de l'ancien théâtre – demande de subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement local exceptionnelle

Objet : demande de subvention à l'état au titre de la dotation de soutien à l'investissement local exceptionnelle pour le projet de rénovation énergétique de l'annexe de la mairie rue de l'ancien théâtre

Montant de la demande : 219 000 €

- Décision n° 21-0057 du 8.04.2021 : Direction générale – Mise en accessibilité du gymnase Léo LAGRANGE – Demande de subvention à l'agence nationale du sport

Objet : demande de subvention à l'agence nationale du sport pour le projet de mise en accessibilité du gymnase Léo Lagrange

Montant de la demande : 95 560 €

- Décision n° 21-0062 du 20.04.2021 : Demande subvention CAF – Aide à l'investissement logiciel de gestion de facturation

Objet : demande de subvention à la caisse d'allocations familiales pour le projet d'acquisition d'un logiciel de gestion pour les accueils petites enfance, périscolaires et extrascolaires de la Ville de Belfort

Montant de la demande : 128 393 €

- Décision n° 21-0063 du 20.04.2021 : Demande de subvention CAF – Aide à l'investissement mobilier périscolaire

Objet : demande de subvention à la caisse d'allocations familiales pour le projet d'achat de mobilier spécifique pour les accueils périscolaires et extrascolaires de la Ville de Belfort

Montant de la demande : 5 600 €

Achats et renouvellements cimetières - Période du 1er mars au 23 avril 2021									
cimetières	titre N°	Achat/Renouv. Convers°/ Modif	date du titre	nom du TITULAIRE	Prénom du TITULAIRE	N° conces°	durée	à partir du	montant
BELLEVUE	BEL – 2021 /39	R	01/03/2021	FURSTOS	Jean	P1249 1250	30	01/06/2020	705,60 €
BRASSE	BRA – 2021 /6	R	01/03/2021	SCHMALTZ	Marcel	3882	30	07/06/2019	290,00 €
BRASSE	BRA – 2021 7	R	02/03/2021	GENEY	Paul	3988	30	10/02/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL – 2021 /40	R	02/03/2021	CARITEY	Michel	P262	15	13/03/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL - 2021 /41	R	04/03/2021	STEFANINI	Anna	P3131	15	23/04/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL- 2021 / 42	R	08/03/2021	ROY	Ernest	P6758	15	26/01/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL - 2021 /43	A	08/03/2021	MECHROUBI	Abdeslam	P408	30	08/03/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL- 2021 /44	R	08/03/2021	JARREAU	Marthe	P1220	30	05/09/2019	290,00 €
BRASSE	BRA – 2021 / 8	R	09/03/2021	DELOYE	Henri	2802	15	15/10/2020	136,00 €
BELLEVUE	BEL-2021 / 45	R	16/03/2021	DEGERMANN	Jean	P2584	15	01/03/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL-2021 / 46	R	16/03/2021	OTKY	Mohamed	P8M	30	28/02/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021 /47	R	16/03/2021	MICHAUD	Yves	P1308	30	21/12/2021	294,00 €
BRASSE	BRA - 2021 / 9	R	17/03/2021	SILBERNAGEL	Berthe	697	15	12/10/2020	136,00 €
BELLEVUE	BEL - 2021 /48	A	18/03/2021	KIMBLER	Philippe	P4901	30	18/03/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL - 2021/49	R	18/03/2021	EL OUARDI	Zakaria	P48M	15	22/08/2021	136,00 €
BRASSE	BRA - 2021 / 10	A	18/03/2021	CHAMARD	Freddy	4643	PERP	18/03/2021	3 780,00 €
BELLEVUE	BEL- 2021 /50	R	22/03/2021	FAUCHER	Serge	P356	15	02/04/2021	136,00 €
BRASSE	BRA - 2021/ 11	C	23/03/2021	SALOMON	Hélène	796	PERP	23/03/2021	3 771,77 €
BRASSE	BRA - 2021/ 12	R	23/03/2021	RAFFENNE	Paulette	4822	30	14/12/2020	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/51	R	24/03/2021	TOMASINO	Marie	P5129	30	02/04/2021	294,00 €
BRASSE	BRA - 2021/ 13	R	26/03/2021	DASSONVILLE	Auguste	4256	50	19/11/2020	784,00 €
BELLEVUE	BEL- 2021 /52	r	29/03/2021	CHOLLEY	Marius	P1272	30	29/03/2021	294,00 €
BRASSE	BRA-2021/ 14	R	30/09/2021	ENGEL	(pas de prénom)	2811-2812	30	18/02/2021	588,00 €
BRASSE	BRA-2021/ 15	R	30/03/2021	DENIER	René	4408	30	22/05/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/53	R	01/04/2021	VIGOUREUX	Henriette	P5129	15	23/03/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/54	R	01/04/2021	MARECHAL	Camille	P5166	15	27/11/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/55	R	01/04/2021	GAGLIARDI	Yvette	P2591	15	16/06/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/56	R	01/04/2021	VEST	Marie jose	P276	15	01/05/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/57	R	02/04/2021	JACQUEMIN	Jeanne	P3123	30	08/06/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/58	A	06/04/2021	GVERO	Nikola	P4549	30	06/04/2021	294,00 €
BRASSE	BRA-2021/ 16	R	08/04/2021	TOZZI	Odette		15	30/05/2019	134,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/59	R	12/04/2021	CHAPPUIS	Charles	1284	30	06/04/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/60	A	12/04/2021	LOTH	Claude	P182C	30	12/04/2021	855,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/61	R	13/04/2021	KIEFFER	Colette	P3770	30	18/04/2021	290,00 €
BELLEVUE	BEL-202162	R	13/04/2021	FORTE	Jean	P5139	30	13/06/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/63	R	14/04/2021	BERTHELIN	Arthémise	P3231	30	02/02/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/64	R	15/04/2021	MALEK	Hélène	P1821	15	21/05/2020	136,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/65	A	15/04/2021	CHENNIKI	Chérifa	P389M	PERP	20/08/2021	3 006,45 €
BRASSE	BRA-2021/17	A	19/04/2021	MANTEY	Jennifer	4492	50	19/04/2021	784,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/66	A	19/04/2021	TSCHACH	Eric	P179C	30	19/04/2021	427,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/66	A	19/04/2021	TSCHACH	Patricia	P179C	30	19/04/2021	427,50 €
BELLEVUE	BEL-2021/67	A	20/04/2021	HANSBERGER	Steven	P5684	30	20/04/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/68	A	20/04/2021	SAKAR	Khlifa	P409	30	20/04/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/69	R	21/04/2021	GRUET	Louisette	P5131	30	07/05/2021	294,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/70	R	21/04/2021	WOLFIN	Berthe	P290	15	12/06/2021	136,00 €
BELLEVUE	BEL-2021/71	R	22/04/2021	GARNICHET	Marcel	p1233	30	26/06/2021	294,00 €
									23 329,32 €

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-59

Désignation des présidents des conseils de quartier - Modificatif

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD
Mme Marie-José FLEURY - mandataire : M. Christophe GRUDLER

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-59

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction des Affaires Générales

Références : DM/LS/ML/VG
Code matière : 5.3

***Objet* : Désignation des présidents des conseils de quartier - Modificatif**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-33 ;

Vu la délibération n° 20-41 du Conseil municipal du 16 juillet 2020 désignant les présidents des conseils de quartier de la Ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 20-102 du Conseil municipal du 16 octobre 2020 modifiant la présidence du conseil de quartier de la Vieille Ville de Belfort ;

Considérant que M. Jean-Luc DESCAMPS démissionne de son mandat de Président du conseil de quartier de Belfort Nord.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de modifier la délibération susvisée comme suit :

. Monsieur Philippe LEGROS remplacera Monsieur Jean-Luc DESCAMPS en tant que Président du conseil de quartier de Belfort Nord.

Pour	33	
Contre	0	
Suffrages exprimés	33	
Abstentions	5	Mme Mathilde REGNAUD, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Ne prend pas part au vote	4	Mme Marie STABILE, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14263-DE-1-1

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-60

Présentation du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD
Mme Marie-José FLEURY - mandataire : M. Christophe GRUDLER

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-60

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction des Ressources Humaines

Références : DM/JS/GN/LS/AB/MM
Code matière : 4.5

***Objet* : Présentation du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale intégrant de nouveaux cadres d'emplois au RIFSEEP ;

Vu la délibération n° 2016-141 du 29 septembre 2016 instaurant le RIFSEEP ;

Vu le défaut de quorum constaté à la séance du comité technique du 28 septembre 2020 ;

Vu l'avis réputé rendu en séance du comité technique du 8 octobre 2020 (avis défavorable du collège des représentants du personnel et avis favorable du collège des représentants de l'administration) ;

Vu la délibération n° 20-113 du 16 octobre 2020 portant mis à jour du dispositif RIPSEEP - régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu l'avis réputé rendu en séance du comité technique du 26 avril 2021 (avis défavorable du collège des représentants du personnel CGT, avis favorable du collège des représentants du personnel CFDT et avis favorable du collège des représentants de l'administration) ;

Considérant que cette délibération mettait à jour le référentiel des métiers pour l'adapter à la pratique actuelle de la collectivité et permettre plus de clarté pour les intitulés des métiers et le positionnement des agents ;

Considérant que cette délibération mettait à jour le montant plancher individuel annuel de l'IFSE suite à l'intégration de la prime de fin d'année ;

Considérant que les délibérations précédentes renvoyaient à des textes réglementaires pour les évolutions planchers et l'intégration des nouveaux cadres d'emploi ;

Considérant que pour faciliter la bonne lecture du dispositif, il convient de disposer d'une version unique dudit dispositif.

La délibération du Conseil municipal n° 20-113 du 16 octobre 2020 mettait à jour le référentiel des métiers pour l'adapter à la pratique actuelle de la collectivité et permettre plus de clarté pour les intitulés des métiers et le positionnement des agents. Elle mettait également à jour le montant plancher individuel annuel de l'IFSE suite à l'intégration de la prime de fin d'année.

La délibération précédente renvoyait à des textes réglementaires pour les évolutions planchers et l'intégration des nouveaux cadres d'emploi.

Pour faciliter la bonne lecture du dispositif, une version unique dudit dispositif est proposée à compter du 1er juillet 2021.

1. Définition du RIFSEEP :

Ce régime indemnitaire tient compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Il est mis en place pour la fonction publique de l'Etat, et, est transposable à la fonction publique territoriale.

Il se compose :

a) d'une indemnité principale liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) assise sur :

→ d'une part, le poste occupé, les fonctions occupées (critère objectif) ;
→ d'autre part, l'expérience professionnelle (critère subjectif).

b) d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir versées antérieurement (circulaire du 5 décembre 2014) :

- l'indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS) ;
- la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR) ;
- la prime de rendement ;
- l'indemnité de fonctions et de résultats ;
- la prime de fonctions informatiques ;
- l'indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) ;
- la première part de l'indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires (article 4 décret n° 2002-1247 du 4 octobre 2002).

Sont explicitement maintenues les primes et indemnités mentionnées dans la circulaire du 5 décembre 2014 et l'arrêté du 27 août 2015 :

- indemnités afférentes aux sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail : heures supplémentaires, astreintes ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat : indemnité compensatrice ou différentielle, GIPA, etc. ;
- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, indemnité de mission, indemnité de stage, indemnité de mobilité) ;
- les dispositifs d'intéressement collectif ;
- la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction ;
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection (IFCE) ;
- les avantages collectivement acquis prévus par l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

2. **Les cadres d'emplois éligibles** :

➔ Filière administrative
- administrateurs,
- attachés,
- rédacteurs,
- adjoints administratifs.

➔ Filière technique
- ingénieurs en chef,
- ingénieurs,
- techniciens,
- agents de maitrise,
- adjoints techniques.

➔ Filière culturelle
- conservateurs du patrimoine,
- conservateurs des bibliothèques,
- attachés de conservation du patrimoine,
- bibliothécaires,
- assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques,
- adjoints du patrimoine,
- directeurs des établissements territoriaux d'enseignement artistique.

➔ Filière sportive
- conseillers des activités physiques et sportives,
- éducateurs des activités physiques et sportives,
- opérateurs des activités physiques et sportives.

➔ Filière animation
- animateurs,
- adjoints d'animation.

➔ Filière médico-sociale

Sous-filière sociale
- conseillers socio-éducatifs,
- assistants socio-éducatifs,
- éducateurs de jeunes enfants,
- moniteurs éducateurs et intervenants familiaux,
- ATSEM,
- agents sociaux.

- Sous-filière médicale et paramédicale
  - cadres de santé paramédicaux,
  - cadres de santé infirmiers et techniciens paramédicaux,
  - psychologues,
  - sages-femmes,
  - puéricultrices,
  - infirmiers en soins généraux,
  - infirmiers,
  - techniciens paramédicaux,
  - auxiliaires de soins,
  - auxiliaires de puériculture.

Seuls deux cadres d'emplois demeurent non éligibles au RIFSEEP : les professeurs et assistants territoriaux d'enseignement artistique qui sont alignés sur le régime indemnitaire des professeurs certifiés de l'Education nationale.

Il est rappelé que la Filière Police Municipale n'est pas concernée par le RIFSEEP.

3. **Les bénéficiaires** :

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est applicables aux :

➢ agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
➢ agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel recrutés sur des emplois permanents qui bénéficieront de l'IFSE correspondant au groupe de fonctions de leur emploi.

4. L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E) :

a) Le principe :

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions. Cette indemnité repose, d'une part, sur une part fixe liée au poste et d'autre part, sur une part variable correspondant à la prise en compte de l'expérience professionnelle.

- ***Part fixe***

Les postes sont répartis dans des groupes de fonctions déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

➢ Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard des sous critères suivants :

- encadrement hiérarchique ;
- nature des missions ;
- nombre d'agents en responsabilité.

➢ De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions compte tenu des sous critères suivants :

- niveau d'expertise ;
- niveau de qualification requis ;
- nécessité régulière de formation.

➢ Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

- relations avec les partenaires externes ;
- relations avec les usagers ;
- échéances impératives ;
- ambiance de travail ;
- risques chimiques ou biologiques ;
- risque d'exposition substantiel ou intolérable ;
- polyvalence ;
- rythme de travail ;
- responsabilité de matériel onéreux.

- ***Part variable***

L'IFSE prend également en compte l'expérience professionnelle de l'agent, compte tenu des critères suivants :

- capacité à exploiter l'expérience acquise (notamment par l'atteinte des objectifs annuels),
- connaissance de son environnement (FPT, compréhension du fonctionnement de la collectivité, connaissance des procédures internes),
- enrichissement du parcours de formation initiale et continue (nombre de jours de formations suivies, de stages réalisés, diplôme supérieur à l'attendu),
- implication de l'agent dans sa carrière (préparation et réussite d'examens, de concours, VAE),
- implication de l'agent dans la collectivité (propositions d'évolution des procédures dans son service, implication sans la vie du service, partage des connaissances avec ses pairs ou facilitateur, formateur dans ses domaines de compétences).

Lors des recrutements de collaborateurs, le montant plancher servira de première base d'échange à la proposition financière de la collectivité (annexe n° 2).

Pour autant, et selon les critères liés à l'expérience professionnelle du candidat suivants, une fourchette maximale pourra être retenue :

- candidat débutant : candidat issu de formation initiale, pas d'expérience professionnelle dans le domaine,
- candidat ayant une expérience intermédiaire : candidat issu d'une formation initiale, ayant effectué des stages ou possédant une expérience professionnelle permettant une transférabilité des compétences,
- candidat confirmé : candidat ayant occupé des fonctions similaires, reconnu comme référent/facilitateur (fait partie de réseaux/club métier, anime des formations, tuteur ou maître d'apprentissage).

Profil du candidat	IFSE maximum
Débutant	1,5 * minimum
Intermédiaire	2 * minimum
Confirmé	Plafond légal

**Le plafond maximum ne pourra être dépassé lors de l'application du coefficient multiplicateur.*

b) La détermination des groupes de fonctions et du montant plancher et plafond :
Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions.
Le montant plafond individuel annuel de l'IFSE est fixé par décret (annexe n° 1).
La collectivité définit un montant plancher annuel individuel de l'IFSE par catégorie et groupe de fonctions (annexe n° 2).

c) Le réexamen du montant de l'IFSE :
Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Le principe du réexamen n'implique pas pour autant une revalorisation automatiquement.

d) Modalité de versement de l'IFSE :
L'IFSE est versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

5. Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) :

a) Le principe :
Le complément indemnitaire annuel (CIA) est une part facultative liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Les critères retenus pour apprécier son versement sont les suivants :

- remplacement imprévu d'un supérieur hiérarchique ou d'un collègue pendant plus d'un mois, hors période de congés annuels,
- portage et aboutissement d'un projet transversal, en respectant les jalons du projet, production ou engagement exceptionnels d'un agent.

b) **Respect du montant plafond :**
Le montant du CIA tiendra compte des plafonds légaux relatifs au montant de l'IFSE et du CIA pour chaque cadre d'emploi concerné. Ainsi la somme des deux parts (IFSE + CIA) n'excède pas le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat pris en référence (annexe n° 1).

C) Périodicité de versement du CIA :
Le versement du CIA est annuel. Il n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

6. **La modulation du régime indemnitaire en cas d'absence** : _

Nature de l'absence	Effet sur le versement du régime indemnitaire
Congé de maternité, de paternité, accueil de l'enfant ou adoption	Maintien du régime indemnitaire
Maladie professionnelle / Accident de service	Maintien du régime indemnitaire
Congé de longue maladie, congé de longue durée	Suppression du régime indemnitaire
Maladie ordinaire	Suppression du régime indemnitaire après 30 jours d'absence continue
Accident de service, de trajet, maladie professionnelle	Maintien du régime indemnitaire
Congés annuels	Maintien du régime indemnitaire
Temps partiel thérapeutique	Maintien du régime indemnitaire
Absence de service fait	Suppression du régime indemnitaire

7. **Clause de revalorisation du régime indemnitaire (IFSE + CIA)** : _

Les montants maxima (plafonds) et leurs revalorisations évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

8. **Le référentiel des métiers** : _

Le référentiel des métiers est mis à jour et permet plus de clarté pour les intitulés des métiers et le positionnement des agents (annexe n° 3).

9. **La date d'effet** :

Les dispositions du présent document prendront effet au 1er juillet 2021.

L'attribution individuelle de l'IFSE et du CIA fera l'objet d'un arrêté individuel.

10. **Crédits budgétaires** :

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte :

- de la mise à jour du le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) selon les principes consolidés décrits ci-dessus à compter du 1er juillet 2021,

- de cette version unique du RIFSEEP à compter du 1er juillet 2021.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14067-DE-1-1

ANNEXE 1 MONTANTS PLAFONDS PAR FILIERE ET CADRE D'EMPLOI

Cadre d'emplois	Groupe de fonction	Catégorie hiérarchique	Plafond individuel annuel IFSE règlementaire	Plafond individuel annuel CIA règlementaire	Plafond individuel annuel IFSE + CIA règlementaire
Filière Administrative					
Administrateurs	G1	A	49 980	8 820	58 800
	G2	A	46 920	8 280	55 200
	G3	A	42 330	7 470	49 800
Attachés	G1	A	36 210	6 390	42 600
	G2	A	32 130	5 670	37 800
	G3	A	25 500	4 500	30 000
	G4	A	20 400	3 600	24 000
Rédacteurs	G1	B	17 480	2 380	19 860
	G2	B	16 015	2 185	18 200
	G3	B	14 650	1 995	16 645
Adjoints administratifs	G1	C	11 340	1 260	12 600
	G2	C	10 800	1 200	12 000
Filière Technique					
Ingénieurs en chef	G1	A	57 120	10 080	67 200
	G2	A	49 980	8 820	58 800
	G3	A	46 920	8 280	55 200
	G4	A	42 330	7 470	49 800
Ingénieurs	G1	A	36 210	6 390	42 600
	G2	A	32 130	5 670	37 800
	G3	A	25 500	4 500	30 000
Techniciens	G1	B	17 480	2 380	19 860
	G2	B	16 015	2 185	18 200
	G3	B	14 650	1 995	16 645
Agents de maitrise	G1	C	11 340	1 260	12 600
	G2	C	10 800	1 200	12 000
Adjoints techniques	G1	C	11 340	1 260	12 600
	G2	C	10 800	1 200	12 000
Filière Culturelle					
Conservateurs du patrimoine	G1	A	46 920	8 280	55 200
	G2	A	40 290	7 110	47 400
	G3	A	34 450	6 080	40 530
	G4	A	31 450	5 550	37 000
Conservateurs de bibliothèques	G1	A	34 000	6 000	40 000
	G2	A	31 450	5 500	36 950
	G3	A	29 750	5 250	35 000
Attachés de conservation du patrimoine	G1	A	29 750	5 250	35 000
	G2	A	27 200	4 800	32 000
Bibliothécaires	G1	A	29 750	5 250	35 000
	G2	A	27 200	4 800	32 000
Assistants de conservation du Patrimoine et des Bibliothèques	G1	B	16 720	2 280	19 000
	G2	B	14 960	2 040	17 000
Adjoints du patrimoine	G1	C	11 340	1 260	12 600
	G2	C	10 800	1 200	12 000
Directeurs d'établissements Artistiques	G1	A	36 210	6 390	42 600
	G2	A	32 130	5 670	37 800
	G3	A	25 500	4 500	30 000
	G4	A	20 400	3 600	24 000
Professeurs d'enseignement artistique	*non éligible au RIFSEEP*				
Assistants d'enseignement artistique	*non éligible au RIFSEEP*				

ANNEXE 1 MONTANTS PLAFONDS PAR FILIERE ET CADRE D'EMPLOI

Cadre d'emplois	Groupe de fonction	Catégorie hiérarchique	Plafond individuel annuel IFSE règlementaire	Plafond individuel annuel CIA règlementaire	Plafond individuel annuel IFSE + CIA règlementaire
Filière Sportive					
Conseillers des APS	G1	A	25 500	4 500	30 000
	G2	A	20 400	3 600	24 000
Educateurs des APS	G1	B	17 480	2 380	19 860
	G2	B	16 015	2 185	18 200
	G3	B	14 650	1 995	16 645
Opérateurs des APS	G1	C	11 340	1 260	12 600
	G2	C	10 800	1 200	12 000
Filière Animation					
Animateurs	G1	B	17 480	2 380	19 860
	G2	B	16 015	2 185	18 200
	G3	B	14 650	1 995	16 645
Adjoints d'animation	G1	C	11 340	1 260	12 600
	G2	C	10 800	1 200	12 000
Filière Médico - Sociale					
Sous-filière sociale					
Conseillers socio-éducatifs	G1	A	25500	4500	30000
	G2	A	20400	3600	24000
Assistants socio-éducatifs	G1	A	19480	3440	22920
	G2	A	15300	2700	18000
Educateurs de jeunes enfants	G1	A	14000	1680	15680
	G2	A	13500	1620	15120
	G3	A	13000	1560	14560
Moniteurs-éducateurs et IF	G1	B	9000	1230	10230
	G2	B	8010	1090	9100
Agents sociaux	G1	C	11340	1260	12600
	G2	C	10800	1200	12000
Agents spécialisés des EM (ATSEM)	G1	C	11340	1260	12600
	G2	C	10800	1200	12000
Sous-filière médicale et paramédicale					
Médecins	G1	A	43 180	7 620	50 800
	G2	A	38 250	6 750	45 000
	G3	A	29 495	5 205	34 700
Psychologues	G1	A	25 500	4 500	30 000
	G2	A	20 400	3 600	24 000
Sages-femmes	G1	A	25 500	4 500	30 000
	G2	A	20 400	3 600	24 000
Cadres de santé paramédicaux	G1	A	25 500	4 500	30 000
	G2	A	20 400	3 600	24 000
Puéricultrices	G1	A	19 480	3 440	22 920
	G2	A	15 300	2 700	18 000
Infirmiers en soins généraux	G1	A	19 480	3 440	22 920
	G2	A	15 300	2 700	18 000
Auxiliaires de puériculture	G1	C	11 340	1 260	12 600
	G2	C	10 800	1 200	12 000
Auxiliaires de soins	G1	C	11 340	1 260	12 600
	G2	C	10 800	1 200	12 000
Biologistes, vétérinaires et pharmaciens	G1	A	49 980	8 820	58 800
	G2	A	46 920	8 280	55 200
	G3	A	42 330	7 470	49 800
Techniciens paramédicaux	G1	B	9 000	1 230	10 230
	G2	B	8 010	1 090	9 100

Annexe 2 MONTANT PLANCHER PAR CATEGORIE ET GROUPE DE FONCTION

Catégorie hiérarchique	Groupe de fonctions	Montant annuel minimum de l'IFSE *
A	1	6 420
	2	6 420
	3	5 820
	4	5 220
B	1	4 620
	2	4 020
	3	3 420
C	1	3 300
	2	3 060
	3	2 820

* montant correspondant à un temps plein

Annexe 3

Gr de Fonction	Poste	Principaux métiers associés
A1	Directeur Général des Services	
	Directeur Général Adjoint des Services	
	Directeur Général des Services Techniques	
A2	Directeur	
	Directeur adjoint	
	Adjoint au Directeur	
A3	Directeur d'établissement	Directeur Bibliothèques, Musées, Piscines, Patinoire, CFA CRD Directeur Petite Enfance
	Directeur d'établissement adjoint	Directeur adjoint Musées, Piscines, Patinoire Directeur adjoint Petite Enfance
	Responsable de service	
	Responsable de service adjoint	
A4	Agent de développement social	
	Bibliothécaire	
	Chargé de mission	
	Chef de projet	
	Educateur de jeunes enfants	
	Enseignant	Professeur CFA
	Infirmier	
	Journaliste	
	Juriste	

Gr de Fonction	Poste	Principaux métiers associés
B1	Directeur d'établissement adjoint	Directeur adjoint Musées, Piscines, Patinoire, CFA,
	Responsable de service	
	Responsable de service adjoint	
B2	Chef de bassin	
	Concepteur	Concepteur paysagiste
	Coordinateur	
	Enseignant	
B2	Instructeur administratif	
	Responsable d'unité	Chef de service, Directeur périscolaire
	Responsable d'unité adjoint	
	Technicien	Technicien infra, maintenance, environnement, bureau d'études, géomaticien, ...
B3	Assistant bibliothécaire	
	Chargé d'accueil	
	Educateur sportif	
	Maître-nageur	
C1	Chargé de programmation	chargé de programmation travaux,...
	Coordinateur	Coordinateur des collectes, jeunesse, dépôts sauvages
	Gestionnaire administratif	Gestionnaire achats, finances, RH,...
	Gestionnaire technique	Technicien de maintenance, informatique, environnement, contrôleur assainissement, ...
	Graphiste	
	Journaliste	
	Responsable d'unité	Chef d'équipe, Directeur périscolaire
	Responsable d'unité adjoint	

Gr de Fonction	Poste	Principaux métiers associés
C2	Agent administratif	Agent d'archive , agent de reprographie,
	Agent d'accueil	Agent d'accueil et de billetterie
	Agent d'animation, de médiation	
	Agent d'état civil	
	Agent de bibliothèque	
	Agent de maintenance	Equipements sportifs, eau et assainissement, mobilier urbain
	Agent de surveillance de la voie publique	
	Agent de vidéosurveillance urbaine	
	Agent spécialisé des écoles maternelles	
	Agent technique bâtiment	Chauffagiste, couvreur, électricien bâtiment, maçon, menuisier, peintre, plombier, serrurier...
	Agent technique espaces verts	Agent de production horticole, jardinier paysagiste
	Agent technique polyvalent	Agent d'exploitation, agent technique polyvalent, égoutier, électricien de maintenance, électromécanicien, électrotechnicien, mécanicien, machiniste, cuisinier, magasinier, peintre voirie, plombier fontainier
C2	Assistant administratif	Secrétaire, assistante de direction
	Auxiliaire de puériculture	
	Chargé de l'évènementiel	
	Chauffeur	Chauffeur livreur, chauffeur grutier
	Concierge	
	Conservateur de cimetière	
	Dessinateur	
	Régisseur technique	

Gr de Fonction	Poste	Principaux métiers associés
C3	Agent de déchetterie	
	Agent de propreté urbaine	
	Agent de restauration	
	Agent du courrier	
	Agent d'entretien	
	Agent d'entretien et d'accueil	
	Agent d'exploitation d'établissement	Agent d'exploitation des équipements sportifs, du CRD, ...
	Agent polyvalent	Releveur, agent chargé du classement....
	Agent polyvalent des crèches	
	Ambassadeur du tri	
	Ripeur	
Non éligible RIFSEEP	Enseignant artistique	
	Garde champêtre	
	Chef de Police municipale	
	Policier municipal	

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-61

Créations et suppressions de postes

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD
Mme Marie-José FLEURY - mandataire : M. Christophe GRUDLER

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-61

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction des Ressources Humaines

Références : DM/JS/GN/CT
Code matière : 4.1

***Objet* : Créations et suppressions de postes**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 et l'article 3-3 ;

Vu le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu l'avis réputé rendu en séance du comité technique du 26 avril 2021 (avis défavorable du collège des représentants du personnel CGT, avis favorable du collège des représentants du personnel CFDT et avis favorable du collège des représentants de l'administration).

Pour tenir compte des besoins des services, des mouvements de personnel et de l'évolution des fonctions confiées aux agents, il convient de créer et supprimer les emplois correspondant comme suit :

Direction	Création - Suppression	Motif	Type de poste	Catégorie	Grade	Temps de travail
Bibliothèques	Création	Recrutement	Assistant bibliothécaire	B	Assistant de conservation du patrimoine 2ième classe	35/35
	Suppression	Départ	Bibliothécaire	A	Bibliothécaire principal	35/35
Patrimoine bâti	Création	Recrutement	Technicien (maintenance bâtiment)	B	Technicien	35/35
	Suppression	Départ	Chargé de mission (maintenance bâtiment)	A	Attaché	35/35
Vie scolaire	Création	Recrutement	ATSEM	C	Adjoint technique	35/35
	Suppression	Départ	ATSEM	C	ATSEM principal 2ième classe	35/35

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver les créations et suppressions des postes mentionnés.

Pour	34	
Contre	0	
Suffrages exprimés	34	
Abstentions	5	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Jacqueline GUIOT.
Ne prend pas part au vote	3	Mme Samia JABER, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14077-DE-1-1

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-62

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes sur la gestion de Grand Belfort Communauté d'Agglomération concernant les exercices 2014 et suivants

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-62

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction Générale des Services

Références : DM/JS/FL
Code matière : 5.7

***Objet* : Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes sur la gestion de Grand Belfort Communauté d'Agglomération concernant les exercices 2014 et suivants**

En application des dispositions de l'article L.243-8 du code des juridictions financières, le Président de la chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté m'a fait parvenir le rapport d'observations définitives sur la gestion de Grand Belfort Communauté d'Agglomération pour les exercices 2014 et suivants ainsi que la réponse qui y a été apportée.

Conformément aux dispositions dudit code, ce rapport est présenté par le maire de chaque commune et donne lieu à un débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte de la communication de ce rapport et de la tenue du débat.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13440-DE-1-1

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

GRAND BELFORT
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
(Département du Territoire de Belfort)

Exercices 2014 et suivants

Le présent document, qui a fait l'objet d'une contradiction avec les destinataires concernés, a été délibéré par la chambre le 10 décembre 2019.

28-30, rue Pasteur ■ CS 71199 - 21011 DIJON Cedex ■ T +33 3 80 67 41 50 ■ bourgognefranchecomte@crtc.ccomptes.fr
http://www.ccomptes.fr/fr/crc-bourgogne-franche-comte

TABLE DES MATIÈRES

RECOMMANDATIONS 5
INTRODUCTION 7
1 LES SUITES APPORTEES AU PRECEDENT CONTRÔLE 9
1.1 La gestion du service public de l'eau 9
1.2 La gestion des restes à réaliser 11
2 L'EQUILIBRE DES COMPETENCES ET DE LEUR FINANCEMENT AVEC LES COMMUNES MEMBRES 11
2.1 Une communauté d'agglomération plus intégrée que la moyenne 11
2.1.1 Comme la CCTB, la CAB a exercé plus de compétences qu'exigé par la loi. 11
2.1.2 Une intégration fiscale supérieure à la moyenne, optimisée en 2014 12
2.2 La communauté doit remédier à certaines irrégularités. 13
2.2.1 Les modalités de remboursements des services mis à disposition 13
2.2.2 Des manquements dans la procédure d'évaluation de certaines charges transférées et de leur non déduction des attributions de compensation 15
2.2.3 La nécessité de supprimer l'intérêt communautaire des zones économiques 16
2.3 Une communauté d'agglomération relativement généreuse avec sa ville centre et ses communes membres 16
2.3.1 À une exception, la communauté d'agglomération n'a pas demandé la compensation des charges transférées depuis 2014 à la commune de Belfort. 16
2.3.2 L'évaluation maximale des charges transférées des services péri et extra scolaires aux communes membres de l'ex-CCTB 17
2.3.3 Des fonds de concours aussi élevés que l'aide du département aux communes 18
2.3.4 Un million d'euros annuels reversés en investissement aux communes 19
2.3.5 Les fonds de concours versés irrégulièrement au bénéfice des communes 19
3 LES CONDITIONS D'EXERCICE DE CERTAINES COMPETENCES 20
3.1 Les engagements croissants au titre du développement économique 20
3.1.1 Des acomptes versés aux concessionnaires de façon irrégulière 22
3.1.2 De potentiels engagements hors bilans sur les concessions d'aménagement 24
3.1.3 La reprise de certains engagements du département à la suite de la loi NOTRé 27
3.1.4 La nécessaire simplification du pilotage et du financement des zones d'activités dans l'agglomération, notamment à la Jonxion 30
3.1.5 Une économie très dépendante de groupes internationaux 31
3.1.6 Le renforcement requis du pilotage de la compétence par les services 33
3.2 L'intérêt de développer des coopérations avec le département et les collectivités voisines 34
3.2.1 Avec les EPCI du département pour une gestion commune des déchetteries 34
3.2.2 Avec le département pour le partage de moyens 36
3.2.3 Avec Pays de Montbéliard Agglomération dans le cadre du pôle métropolitain 37
4 LA QUALITE DE LA GESTION ET DE L'INFORMATION BUDGETAIRE, COMPTABLE ET FINANCIERE 38
4.1 La sincérité budgétaire des rattachements 38
4.2 La fiabilité des comptes 39
4.2.1 Le suivi perfectible du patrimoine 39
4.2.2 Le provisionnement insuffisant des engagements hors bilan 40
4.2.3 Les admissions en non-valeur à présenter intégralement et régulièrement 41

4.3 La gestion des régies autonomes de l'eau et de l'assainissement 41
4.4 La transparence budgétaire et financière 43
4.4.1 Sur les rapports d'orientations budgétaires (ROB) 43
4.4.2 Sur les annexes aux documents budgétaires 44
4.4.3 Sur l'information des élus et du citoyen 44
4.5 L'organisation de la fonction budgétaire et comptable 45
5 LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION 46
5.1 Les budgets annexes disposent de marges en recettes. 46
5.1.1 Grâce à l'amélioration du rendement de son réseau, la régie de l'eau dispose de marges, mais doit investir dans la sécurisation de sa ressource. 46
5.1.2 La régie de l'assainissement a renouvelé ses stations et son réseau. 47
5.1.3 Après un surfinancement de son investissement, le service des déchets ménagers doit adapter le niveau de la TEOM à ses besoins pluriannuels. 48
5.1.4 Les lotissements représentaient un engagement hors bilan de 700 K€ fin 2018 50
5.2 Le budget principal 50
5.2.1 La CCTB était plus riche grâce à ses zones d'activités 50
5.2.2 Malgré la réduction de la DGF, la CAB a réussi à maintenir son épargne entre 2014 et 2016 51
5.2.3 Grâce à la maîtrise de ses charges, GBCA a limité la réduction de son épargne liée en partie aux transferts non compensés 53
5.2.4 La communauté d'agglomération a doublé sa dette pour accroître son patrimoine et aider ses communes membres. 54
5.3 Les perspectives 55
5.3.1 L'épargne reste tributaire des évolutions de la structure des recettes fiscales. 55
5.3.2 La nécessité de programmer ses investissements à partir de 2020 56
6 LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 57
6.1 Une masse salariale maîtrisée 57
6.2 Un régime du temps de travail très favorable aux agents 58
6.2.1 Un temps de travail inférieur à la durée légale 58
6.2.2 Des jours de congés qui excèdent la règlementation 59
6.2.3 Des autorisations d'absence plus avantageuses que la règlementation 59
6.2.4 Des modalités de récupération plus favorables 60
6.3 Un absentéisme ordinaire croissant 61
6.4 Des irrégularités à corriger 62
6.4.1 Des primes accordées sans fondement 62
6.4.2 La nécessité de définir l'action sociale 63
6.4.3 Le régime des concessions de logements doit être délibéré. 63
6.4.4 Le cadre juridique de l'agent affecté à un groupe politique 63
6.5 La nécessité d'adosser la GPEC à un projet d'administration 64
ANNEXES 65

SYNTHÈSE

La chambre a contrôlé les comptes et la gestion de Grand Belfort Communauté d'Agglomération (GBCA) pour les exercices 2014 et suivants. Le contrôle a notamment porté sur l'exercice de ses compétences, notamment le développement économique, la fiabilité des comptes, la situation financière et la gestion des ressources humaines.

La situation financière de la communauté, ses perspectives

Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) exerçant plus de compétences qu'exigé par la loi dans des domaines très structurants (réseaux, aménagement, développement), la communauté d'agglomération de Belfort (CAB) a fusionné au 1er janvier 2017 avec la communauté de communes Tilleul Bourbeuse (CCTB), EPCI plus riche grâce à ses importantes zones économiques et commerciales. La fusion a donné naissance à GBCA qui a dans le même temps récupéré la plus grande zone économique du département, l'Aéroparc, à la suite de la dissolution du syndicat mixte d'aménagement et de gestion de l'Aéroparc (SMAGA).

Après sa fusion avec la CCTB, la communauté d'agglomération a réussi à diminuer ses charges à caractère général et ses charges de personnel. Elle a néanmoins aussi réduit son épargne à cause de la baisse de ses recettes à la suite de la compensation seulement partielle des transferts réalisés par la commune de Belfort.

Conséquence des dispositions de la loi NOTRé, la communauté fait face à des engagements plus importants au titre de sa compétence du développement économique. Elle a dû racheter en 2017 les deux tiers des parts du département dans la société d'économie mixte locale (SEML) TANDEM, dont les revenus locatifs proviennent à 70 % du groupe international General Electric, qui a annoncé en mai 2019 la suppression de 1 000 emplois à Belfort.

Outre les engagements liés aux concessions d'aménagement, GBCA est susceptible de se voir encore transférer la plupart des zones d'aménagement relevant de la compétence du département et situées sur son territoire, dont la ZAC TGV. Un tel transfert serait de nature à rendre plus lisible et plus efficace le pilotage du développement économique dans l'agglomération.

En investissement, la poursuite de la construction du conservatoire, le déploiement de la fibre optique pour relier l'ensemble des écoles et des mairies du territoire communautaire, la rénovation d'une piscine, le rachat des parts dans TANDEM, et le reversement d'un million d'euros annuels aux communes membres sous la forme d'un fonds de concours, dont le taux de financement a excédé le plafond légal (50 %) ont conduit GBCA à doubler la dette de son budget principal. Elle était fin 2018 plus endettée que la moyenne des communautés d'agglomération (en dette par habitant), mais elle disposait d'une durée de désendettement maîtrisée à 6,6 ans de CAF brute. Elle conservait des marges de manœuvre liées aux niveaux de son épargne et de ses réserves.

La grande dépendance de l'économie locale, donc des recettes fiscales, aux groupes internationaux Alstom et GE, son objectif de diversification économique ainsi que le transfert légalement exigé des zones d'activités du département doivent conduire GBCA à reconsidérer au cours du prochain mandat le niveau des fonds de concours versés à ses communes membres.

À l'exception des opérations d'aménagement héritées de la CCTB, les budgets annexes ne représentent pas de risques financiers particuliers. Les services de l'eau et de l'assainissement s'équilibrent par leurs redevances et disposent de marges en investissement, grâce à l'amélioration du rendement de leur réseau. Après un surfinancement de son investissement, le service des déchets ménagers, réintégré au budget général depuis 2019, doit adapter le niveau de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) à ses besoins économiques pluriannuels.

GBCA doit pouvoir exercer de façon plus efficiente ses compétences structurantes, comme la gestion des déchetteries avec les deux autres EPCI du département, le rapprochement des deux scènes nationales et la prévention des inondations avec Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), comme elle l'a fait avec la création de l'agence de développement économique. Outre l'accord trouvé sur la gestion des digues de protection des crues, la communauté d'agglomération peut partager avec le département des moyens logistiques et des outils de gestion des ressources humaines, budgétaire et de commande publique.

Compte-tenu des enjeux importants auxquels ses compétences l'exposent, diversification économique, optimisation de la ressource en eau, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, la chambre invite GBCA à formaliser ses objectifs stratégiques, tant en termes de dépenses que de recettes. Étant fiscalement très intégrée, GBCA devra reconsidérer son pacte fiscal et financier avec les communes membres car elle reste exposée aux fluctuations de certaines recettes fiscales (la CVAE en fonction de l'activité industrielle et la taxe d'habitation qui doit être remplacée par une fraction de TVA plus sensible à la conjoncture économique).

Les invitations et recommandations de la chambre

GBCA doit respecter les dispositions règlementaires relatives au remboursement de services mis à disposition de la commune de Belfort et, à l'avenir, aux règles de la non déduction des charges transférées de l'attribution de compensation.

S'agissant des ressources humaines, GBCA doit mettre fin aux trop nombreux jours de congés, au niveau trop favorable de récupération des heures supplémentaires et au nombre trop élevé de jours d'absence pour évènements familiaux accordés à ses agents. Elle doit corriger certaines irrégularités ponctuelles de gestion de son personnel (primes de fin d'année et de départ, régime de concessions de logements).

Elle doit fiabiliser le suivi de son patrimoine, le provisionnement des engagements hors bilan et les modalités d'acomptes sur participation accordées à son concessionnaire pour les opérations d'aménagement. En dépit d'une structuration de sa fonction budgétaire, la chambre invite la communauté d'agglomération à formaliser ses procédures en la matière et à conventionner avec les services du comptable, par exemple sur les admissions en non-valeur.

Malgré la qualité des rapports budgétaires présenté, la chambre invite enfin GBCA à compléter l'information budgétaire présentée à l'appui du débat annuel d'orientations, dans les annexes des documents budgétaires, et sur les acquisitions et cessions foncières annuelles réalisées.

RECOMMANDATIONS

Recommandation n° 1 : La chambre recommande à GBCA de fixer dans les conventions le remboursement des services communs mis à disposition et partagés avec la commune de Belfort, sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités, conformément aux dispositions de l'article D. 5211-16 du CGCT.

Recommandation n° 2 : La chambre recommande à GBCA de supprimer tout référence à l'intérêt communautaire en matière de zones d'activités économiques (ZAE) conformément aux dispositions de l'article L. 5216-5 du CGCT.

Recommandation n° 3 : La chambre recommande à GBCA de rétablir et de fiabiliser son inventaire comptable pour amortir correctement ses biens. Cet inventaire devra être établi sur la base d'un inventaire physique précis et tenu à jour.

Recommandation n° 4 : La chambre recommande à GBCA de compléter les ROB conformément aux dispositions légales respectives de l'article L. 2312-1 du CGCT et de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Il conviendra aussi que GBCA mette en ligne les présentations synthétiques retraçant les informations essentielles des budgets primitifs et des comptes administratifs, conformément aux dispositions de l'article L. 2313-1 du CGCT.

Recommandation n° 5 : La chambre recommande à GBCA de compléter les annexes budgétaires conformément aux dispositions du CGCT.

Recommandation n° 6 : La chambre recommande à GBCA de présenter le bilan annuel des cessions et acquisitions foncières conformément aux dispositions de l'article L. 5211-37 du CGCT.

Recommandation n° 7 : La chambre recommande à GBCA de fiabiliser ses données relatives aux effectifs et de renseigner correctement les annexes budgétaires correspondantes ainsi que le bilan social biannuel.

Recommandation n° 8 : La chambre recommande à GBCA de respecter la durée légale du temps de travail.

Recommandation n° 9 : La chambre recommande à GBCA de supprimer les congés supplémentaires accordés à l'ancienneté, ainsi que les congés attribués pour médaille.

Recommandation n° 10 : la chambre recommande à GBCA de se conformer aux taux de récupération des heures supplémentaires prévus par la règlementation.

Recommandation n° 11 : La chambre recommande à GBCA de se conformer aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2002-60 et de choisir le mode de compensation du 1er mai travaillé : l'indemnisation ou la récupération au taux des heures des dimanche et jours fériés.

Recommandation n° 12 : La chambre recommande à GBCA de supprimer les primes irrégulières de fin d'année et de départ à la retraite et d'asseoir l'ensemble des primes sur des textes applicables.

Recommandation n° 13 : La chambre recommande à GBCA de respecter le nouveau régime des concessions de logement fixé par décret n° 2013-651 du 19 juillet 2013.

INTRODUCTION

La procédure

La chambre régionale des comptes (CRC) Bourgogne-Franche-Comté a inscrit à son programme 2018 le contrôle des comptes et de la gestion de Grand Belfort Communauté d'Agglomération (GBCA) portant sur les exercices 2014 et suivants.

Conformément à l'article R. 243-1 du code de juridictions financières, le président de la chambre en a informé le président M. Damien Meslot par courrier du 29 novembre 2018. Comme GBCA est issue au 1er janvier 2017 de la fusion de la communauté d'agglomération belfortaine (CAB) et de la communauté de communes du Tilleul et de la Bourbeuse (CCTB), il a également informé du contrôle M. Etienne Butzbach, ancien président de la CAB, M. Michel Nardin, ancien président de la CCTB et son prédécesseur, M. Guy Mouilleseaux par courriers respectifs du 29 novembre et du 20 décembre 2018.

Les entretiens de fin de contrôle ont eu lieu avec le président en exercice le 11 juin 2019, avec MM. Mouilleseaux et Nardin le 28 mars 2019 et avec M. Butzbach le 25 juin 2019.

Dans sa séance des 1er et 2 juillet 2019, la chambre a formulé des observations provisoires qui ont été communiquées dans leur intégralité à M. Damien Meslot, président de GBCA et en partie à M. Michel Nardin, ancien ordonnateur de l'ex CCTB : ils y ont répondu par courriers enregistrés respectivement au greffe les 16 et 23 octobre 2019.

Le président de la chambre avait adressé une lettre de fin de procédure à MM. Butzbach et Mouilleseaux.

La chambre a adressé des extraits de ses observations aux tiers mis en cause ; ceux-ci en ont tous accusé réception et répondu, à quelques exceptions, dans le délai des deux mois conformément aux dispositions du code des juridictions financières.

Elle a également adressé deux communications administratives au comptable de la collectivité et à la Procureure générale près la Cour des comptes.

À l'issue des observations provisoires, GBCA avait mis en œuvre deux recommandations de la chambre.

Dans sa séance du 10 décembre 2019, la chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté a arrêté le présent rapport d'observations définitives sur la gestion de GBCA.

Le précédent contrôle

La chambre avait examiné la gestion de la CAB sur les exercices 2007 à 2011, dont elle a notifié le rapport d'observations définitives en 2013. Le rapport s'était inscrit dans une enquête inter juridictions relative à la gestion du service public de l'eau potable.

La situation économique et sociale

GBCA appartient à l'aire urbaine de Belfort-Héricourt-Montbéliard, rassemblant près de 300 000 habitants et située à cheval sur les trois départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort.

La communauté d'agglomération du Grand Belfort (107 869 habitants) rassemble les trois quarts de la population du département du Territoire de Belfort (144 483 habitants).

La croissance démographique de la communauté d'agglomération est modérée (0,3 % par an depuis 2009), restant toutefois supérieure à celle du département (0,2 %) et de la région (0,1 %), alors que la population de la commune de Belfort décroît (- 0,2 %).

GBCA rassemble, autour de Belfort, une première couronne urbaine et une seconde couronne rurale. Elle regroupe la moitié des communes du département (53 sur 102). Les taux de chômage et de pauvreté sont élevés dans la communauté d'agglomération, restant toutefois bien inférieurs à ceux de la commune de Belfort, mais supérieurs à ceux observés au niveau du département et de la région. La communauté d'agglomération accueille les établissements de deux grands groupes industriels : General Electric (4 000 emplois) qui a racheté la branche énergie d'Alstom en 2014 et annoncé le 29 mai 2019 la suppression de 1 000 emplois ; Alstom (480 emplois) pour la construction de matériel ferroviaire ainsi que leurs nombreux sous-traitants. Elle compte plusieurs grandes zones commerciales à Belfort, Andelnans et Bessoncourt.

Belfort et son agglomération sont desservies par l'autoroute et la ligne à grande vitesse.

Les fusions successives intervenues

GBCA est issue de la fusion, le 1er janvier 2017, de deux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre unique (FPU) : la communauté d'agglomération belfortaine (CAB) qui comptait 33 communes et 97 000 habitants, et la communauté de communes du Tilleul et de la Bourbeuse (CCTB) qui comptait 20 communes et 8 207 habitants (cf. carte n° 1 en annexe n° 1). La CAB avait elle-même succédé au district de Belfort fondé en 1973 pour gérer les réseaux d'eau et d'assainissement.

La CCTB résultait de la fusion au 1er janvier 2014 des communautés de communes du Tilleul (CCT) et du bassin de la Bourbeuse (CCBB), créées en 2000. C'était une communauté de communes plus riche que la moyenne grâce à ses bases fiscales économiques élevées. Son territoire comprenait notamment deux zones économiques importantes, la zone commerciale de Bessoncourt et dans une moindre mesure compte-tenu des règles de redistribution fiscale[1] aux communes par le syndicat mixte d'aménagement et de gestion de l'Aéroparc (SMAGA), la zone de l'Aéroparc à Fontaine.

La CCTB et la CAB disposaient du même potentiel fiscal d'environ 775 € par habitant, supérieur aux autres EPCI du département ; en revanche, la CCTB disposait d'un revenu moyen par habitant supérieur à celui de la CAB, le plus faible des EPCI du Territoire de Belfort. La CCTB ne représentait que 10 % des dépenses de fonctionnement de la CAB.

La gouvernance et l'organisation des services

Maire de Belfort, M. Damien Meslot est président de GBCA après avoir présidé la CAB depuis 2014 : il a succédé à M. Etienne Butzbach, ancien maire de Belfort.

À la suite de M. Guy Mouilleseaux, maire de Bessoncourt, M. Michel Nardin, maire d'Angeot a présidé la CCTB d'avril 2014 au 31 décembre 2016.

M. Jérôme Saintigny dirige les services communautaires de GBCA et municipaux de la commune de Belfort, dont certains sont mutualisés et partagés.

---

[1] Selon ses statuts, le SMAGA, aménageur et gestionnaire de cette zone d'activités a redistribué la CET à hauteur de 10 % pour l'ex CCBT, puis GBCA et à hauteur de 90 % aux membres au prorata des participations initiales en investissement.

Une stratégie de renforcement de l'attractivité du territoire récemment formalisée

GBCA n'a pas adopté de projet de territoire mais le nouvel exécutif a formalisé, avec la commune de Belfort en mai 2018, un document présentant sa stratégie de territoire pour répondre à l'appel à projet du contrat métropolitain. Constatant que le développement du pôle belfortain entraîne celui de tout le territoire départemental, elle consiste à renforcer l'attractivité du territoire par :

- la diversification de l'économie locale en développant plusieurs projets : le grand campus métropolitain, regroupant les sites universitaires de Belfort, Montbéliard et Sévenans, l'éco campus porté par l'institut universitaire technologique (IUT) et l'université et la création d'un écosystème d'innovation et des greens technologies ;
- le résidentiel pour maintenir des ménages de classe moyenne dans la ville-centre, en rénovant le parc de logements sociaux et privés, en adaptant le parc au vieillissement de la population dans le cadre du programme local de l'habitat (PLH) 2016-2022[2] et en donnant l'accès à la fibre optique ;
- la consolidation de l'offre culturelle pour élargir le rayonnement par la culture, par des investissements conséquents sur deux des musées de Belfort et la remise à niveau de ses équipements sportifs dont la piscine des Résidences gérée par GBCA.

Un périmètre budgétaire très étendu, de 120 millions d'euros

La communauté d'agglomération compte un budget principal d'un montant en exécution de 71,13 M€ et six budgets annexes. Parmi ceux-ci, deux services publics industriels et commerciaux (SPIC) : l'eau (14,90 M€) et l'assainissement (17,69 M€) et trois services publics administratifs (SPA) : deux lotissements et la gestion des déchets ménagers (16,24 M€), dont GBCA a décidé la suppression au 1er janvier 2019.

Le contrôle des comptes et de la gestion de GBCA a porté sur l'exercice de ses compétences, notamment le soutien au développement économique, la fiabilité de ses comptes, la transparence et la situation financière et la gestion des ressources humaines.

1 LES SUITES APPORTEES AU PRECEDENT CONTRÔLE

1.1 La gestion du service public de l'eau

S'agissant du prix de l'eau

Dans son précédent rapport, la chambre recommandait à la communauté d'agglomération de couvrir ses charges d'investissement et ses dépenses de renouvellement de réseaux d'eau, par la fixation de montants de redevance et de forfait adaptés.

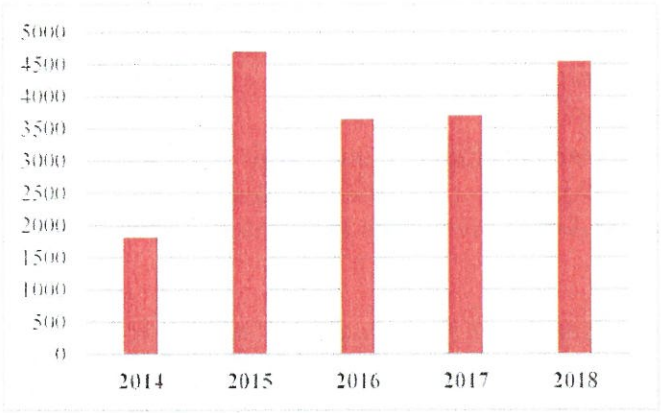
[2] Mais aussi le projet de renouvellement urbain des Résidences, les opérations programmées d'amélioration de l'habitat rénovation urbaine (OPAH RU) Belfort Nord et Jean Jaurès, la ZAC de l'Hôpital pour la construction des logements de grand standing sur le site de l'ancien site de l'hôpital de Belfort.

La régie a augmenté le prix de l'eau de 5 % en 2014 et encore de 2 % en 2015. La part fixe annuelle a par ailleurs été revalorisée en 2014, passant de 27 à 31 €.

S'agissant du renouvellement du réseau

Dans son précédent rapport, la chambre recommandait à la communauté d'agglomération de renforcer le renouvellement de son réseau en dépassant le renouvellement annuel moyen de 1 180 mètres linéaires constatés entre 2006 et 2011.

Tableau n° 1 : Longueur de renouvellement du réseau de l'eau potable de GBCA



Source : CRC à partir des données communiquées par GBCA

Pour optimiser le rendement de son réseau et atteindre puis dépasser le taux cible fixé par les décrets d'application de la loi Grenelle II, la communauté d'agglomération a décidé en 2012 de mener un plan d'action de réduction significative du taux de fuite sur le réseau de distribution d'eau potable.

À longueur de réseau constante de 2014 à 2017 (611 km selon le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau - RPQSE), la régie a ainsi doublé depuis le linéaire de réseau renouvelé.

GBCA a couplé son effort d'investissement dans le renouvellement des réseaux avec une gestion patrimoniale afin de déterminer les tronçons les plus fragiles à renouveler.

GBCA s'est en outre équipée sur Belfort de « prélocalisateurs » de fuites afin d'écouter les bruits du réseau, détecter les fuites en temps réel et d'intervenir pour les réparer.

Par conséquent, GBCA a, d'une part amélioré la connaissance de ses réseaux[3] et a, d'autre part, triplé l'effort de renouvellement des réseaux d'eau de 2014 à 2018, devenu supérieur à la dernière moyenne nationale connue (0,57 % en 2015). Résultat de l'effort, la régie a amélioré son rendement de 75 à 81 % depuis 2015, selon les données des RPQSE.

[3] L'indice moyen de connaissance et de gestion du patrimoine est passé de 87 en 2014 à 107 en 2017, se situant au-dessus des dernières moyennes nationales connues de 2014 à 90 et 2015 à 95.

À la suite des précédentes observations de la chambre, la communauté d'agglomération a davantage renouvelé son réseau d'eau potable que précédemment et amélioré ses performances[4].

1.2 La gestion des restes à réaliser

Les restes à réaliser (RAR) en dépenses d'investissement sont conséquents ; ils représentent pour le budget principal 20 % des crédits sur la période 2015-2018 (43 % en 2014), et jusqu'à 53 % des crédits en 2017 pour le budget annexe des ordures ménagères.

Dans son précédent rapport, la chambre rappelait à la communauté d'agglomération la distinction entre les crédits ouverts[5], les restes à réaliser[6] et les reports[7].

La collectivité a mis en place au travers de notes de services à destination des services gestionnaires de nouvelles procédures rappelant ces règles. L'examen des justificatifs produits à l'appui des RAR 2017 repris en 2018 tant en dépenses (échantillonnage sur les comptes 20, 204, 21, 23 et 27, soit plus de 82 %) qu'en recettes (échantillonnage sur les comptes 13, soit 86 %) a montré que GBCA les respectait.

La CAB a cessé en 2016 la pratique des emprunts « d'équilibre » inscrits à tort en restes à réaliser, faute d'engagement d'un établissement prêteur établissant leur caractère certain ; les montants inscrits correspondaient aux dépenses inscrites en RAR pour les équilibrer.

2 L'EQUILIBRE DES COMPETENCES ET DE LEUR FINANCEMENT AVEC LES COMMUNES MEMBRES

2.1 Une communauté d'agglomération plus intégrée que la moyenne

2.1.1 Comme la CCTB, la CAB a exercé plus de compétences qu'exigé par la loi.

Depuis le 1er janvier 2017, GBCA a exercé les six compétences obligatoires des communautés d'agglomération : le développement économique, l'aménagement de l'espace communautaire (dont mobilité), l'équilibre social du territoire, la politique de la ville, l'accueil des gens du voyage et la collecte et traitement des déchets ménagers auxquelles s'est ajoutée,

---

[4] La démarche de GBCA et ses résultats a été saluée aux assises nationales de l'eau en date du 29 août 2018 : « Agglomération de Belfort : réussite d'un plan d'action global de réduction de la consommation d'eau ».

[5] Concernant les inscriptions budgétaires prévues au budget primitif, corrigées des décisions modificatives, susceptibles d'être intégralement engagés dans l'année.

[6] Correspondant aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

[7] Correspondant à la différence entre les crédits ouverts diminués des dépenses mandatées, et des restes à réaliser ; ils peuvent faire l'objet d'une nouvelle inscription budgétaire à l'exercice suivant.

au 1er janvier 2018, la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI). Au 1er janvier 2020, elle prendra une huitième compétence, la gestion complète des eaux pluviales.

La CAB exerçait déjà les compétences d'accueil des gens du voyage et de collecte et traitement des déchets ménagers avant que la loi NOTRé ne les rende obligatoires en 2015 ainsi que les compétences eau, assainissement des eaux usées et en partie la gestion des eaux pluviales, obligatoirement exercées à partir de 2020.

Comme la CAB, GBCA exerce la quasi-totalité des compétences optionnelles légalement possibles, à l'exception de l'action sociale d'intérêt communautaire et de la création et de la gestion des maisons de services au public. Après le transfert obligatoire en 2020 des compétences de l'eau et de l'assainissement des eaux usées, elle met en œuvre trois des cinq compétences possibles : la voirie et parkings d'intérêt communautaire, la protection et mise en valeur de l'environnement et construction, l'entretien et aménagement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

La communauté d'agglomération a exercé la totalité des compétences obligatoires, avant même que certaines ne le soient devenues, et la plupart des compétences optionnelles.

La CCTB était une communauté de communes assez intégrée : elle exerçait déjà des compétences rendues obligatoires à partir de 2020 comme l'assainissement collectif et non collectif et la collecte et le traitement des ordures ménagères ; elle exerçait plus de compétences optionnelles que légalement requises[8]et de très nombreuses compétences facultatives.

Ce nombre élevé de compétences lui a permis de bénéficier d'une bonification de sa dotation d'intercommunalité, conformément aux dispositions de l'article L. 5214-23-1 du CGCT, au titre du régime de la « DGF bonifiée » des communautés de communes à FPU dont la population est comprise entre 3 500 habitants et 50 000 habitants[9].

2.1.2 Une intégration fiscale supérieure à la moyenne, optimisée en 2014

Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) =

$$\frac{\text{Total de la fiscalité communautaire (minoré des attributions de compensation versées)}}{\text{Total de la fiscalité des communes membres et de la communauté d'agglomération (minorées des attributions de compensation reversées).}}$$

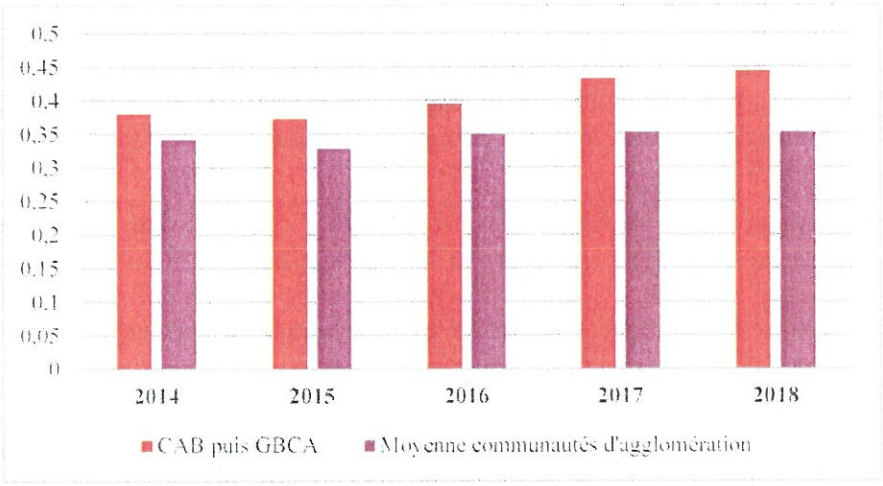
La CAB était 15 % plus intégrée fiscalement que la moyenne des EPCI à FPU de 2014 à 2016 ; GBCA était encore 25 % plus intégrée que la moyenne en 2018 grâce à la très forte intégration fiscale de l'ex-CCTB.

[8] Outre l'assainissement, la politique du logement et du cadre de vie, la protection et mise en valeur de l'environnement, la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie et l'action sociale d'intérêt communautaire (accueil de la petite enfance, accueil extra et péri scolaires).

[9] Grâce à l'exercice d'un nombre supérieur de compétences optionnelles : au moins quatre (développement économique, aménagement, voirie d'intérêt communautaire, logement, déchets ménagers, assainissement, équipements sportifs d'intérêt communautaire restitués en 2015).

La communauté d'agglomération a bénéficié à partir de 2016[10] de l'optimisation réalisée dès 2014 : elle a refacturé les services mis à disposition de la commune de Belfort par un prélèvement sur l'attribution de compensation (AC) afin d'optimiser le CIF, conformément à l'article L. 5211-4-2 du CGCT qui en ouvrait la possibilité. Elle a ainsi réduit de 3 M€ l'AC reversée à la commune de Belfort. Par construction du CIF, plus l'AC est réduite, plus l'intégration fiscale est élevée.

Graphique n° 1 : Évolution comparée à la moyenne du coefficient d'intégration fiscale de la CAB puis de GBCA de 2014 à 2018



Source : Direction départementale des finances publiques (DDFiP) (cf. tableau n° 6 en annexe n° 2)

Cette intégration fiscale supérieure a permis à la communauté d'agglomération de majorer sa DGF, toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire hors contribution au redressement des finances publiques.

2.2 La communauté doit remédier à certaines irrégularités.

2.2.1 Les modalités de remboursements des services mis à disposition

Les services communautaires sont historiquement très intégrés avec les services municipaux de Belfort. La CAB, puis GBCA, ont mutualisé leurs services selon plusieurs modalités :

- Dans le cadre de services communs en application des dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT pour des services fonctionnels : directions générale, des ressources humaines (RH), des finances, des systèmes d'information, des assemblées, et cellule des marchés ;

[10] L'effet sur le CIF n'est visible qu'à partir de 2017 en raison du calendrier de prise en compte des données financières par l'État.

- Dans le cadre de services mis à disposition ne relevant pas des services communs :
  . Par GBCA d'une ou plusieurs de ses communes membres, « pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services » en application des dispositions de l'article L. 5211-4-1 III du CGCT ;
    - à la commune de Belfort pour l'enseignement musical scolaire et la danse,
    - aux communes membres pour le système d'information géographique (SIG), la plateforme dématérialisée des marchés, les services aux communes gratuits : assistance à maîtrise d'ouvrage, service d'urbanisme règlementaire.
  . Par la commune de Belfort à GBCA : les services « partagés » dans le cadre des dispositions de l'article L. 5211-4-1 I et II du CGCT en cas de transfert partiel de compétences et de conservation de service par la commune « dans le cadre d'une bonne organisation des services » : archives, environnement, sport, culture, maintenance voirie et bâtiments, déplacements urbains, opérations nouvelles, espaces verts, affaires générales, marchés publics, domaine public et police, cellule énergie et fluides.

Selon les dispositions de l'article L. 5211-4-1-IV du CGCT, dans le cadre des mises à disposition prévues aux II et III, c'est-à-dire les services partagés par l'EPCI ou une commune, une convention conclue entre l'EPCI et chaque commune intéressée fixe les conditions de remboursement par le bénéficiaire des frais de fonctionnement du service.

L'article D. 5211-16 du CGCT modifié par le décret n° 2011-515 du 10 mai 2011 dispose que le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition en application du II de l'article L. 5211-4-1 s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constatées par le bénéficiaire.

Or, la convention de mise à disposition des services communs généraux de la communauté d'agglomération à la commune de Belfort, conclue en 2002, ainsi que ses avenants signés en 2005 et 2008 stipulent que les charges sont proportionnelles au poids de la commune dans les services communs, apprécié en fonction d'indicateurs d'activités pondérés par des clefs de répartition.

La convention de mise à disposition des services partagés de la commune de Belfort avec la communauté d'agglomération conclue en 2002 et ses avenants signés en 2005, 2008 et 2014 fondent le remboursement sur le partage entre les deux collectivités en proportion d'éléments physiques (nombre d'agents, linéaires d'archives, nombre de manifestations, surfaces, longueur de voirie) ou financiers (montants d'investissements, crédits consommés).

Seule la convention conclue pour 6 mois en 2017 entre GBCA et Belfort pour la mise à disposition des personnels de la direction de l'éducation respectait le cadre règlementaire.

Recommandation n° 1 : La chambre recommande à GBCA de fixer dans les conventions le remboursement des services mis à disposition et partagés avec la commune de Belfort sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités, conformément aux dispositions de l'article D. 5211-16 du CGCT.

2.2.2 Des manquements dans la procédure d'évaluation de certaines charges transférées et de leur non déduction des attributions de compensation

L'article 1609 nonies du code général des impôts (CGI) fixe le principe de l'attribution de compensation (AC) de l'ex-taxe professionnelle. L'EPCI, qui lève l'ensemble des impôts sur l'activité économique, reverse à chaque commune membre le produit prélevé sur son territoire l'année précédant son intégration, diminué du montant préalablement évalué par la commission locale chargée de l'évaluation des transferts de charges (CLETC), des charges correspondant aux compétences et équipements transférés par les communes à l'EPCI : par ce mécanisme s'opère le transfert vers l'intercommunalité de ressources des communes qu'implique l'allègement de charges dont celles-ci bénéficient.

Non indexable, l'AC doit être recalculée par la CLETC à chaque transfert. Cette commission, créée entre l'EPCI et les communes membres, rend ses conclusions lors de chaque intégration d'une commune au sein de l'EPCI et de chaque nouveau transfert de compétence ou d'équipement. Le coût des activités transférées est réduit, le cas échéant, des recettes qui leur sont attachées (par exemple, la redevance payée par l'usager). Les communes membres doivent délibérer le rapport d'évaluation des charges transférées de la CLETC.

Un EPCI ne doit pas délibérer chaque année pour fixer le montant de l'AC. Une fois son montant fixé, il est reconduit chaque année en l'absence de révision ou de transfert de charges.

Mais le montant de l'AC fixé initialement entre un EPCI et ses communes membres peut à tout moment faire l'objet d'une révision libre, en cas d'accord entre l'EPCI et les communes membres intéressées, selon les modalités définies au 1° bis du V de l'article 1609 nonies du CGI : l'EPCI peut fixer librement le montant de l'AC et les conditions de sa révision, en tenant compte du rapport de la CLETC, par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes.

La communauté d'agglomération a ignoré à plusieurs reprises les règles d'évaluation des charges transférées et de fixation libre de l'AC.

Le bureau communautaire a approuvé le 13 mars 2017 la modification des statuts de l'association « Belfort Territoire de Tourisme » qui substitue GBCA à la commune de Belfort dans son conseil d'administration et son financement[11].

La commune a donc transféré en 2017 à GBCA le financement de l'association pour une charge nette estimée au montant de la subvention annuelle de 373 K€ versée jusqu'ici.

Or, ni la CLETC ni le conseil communautaire ne se sont prononcés ni sur l'évaluation du montant de la charge transférée, ni sur le montant de l'AC reversée à la commune de Belfort.

Comme le rappelle le guide de la direction générale des collectivités locales (DGCL)[12], une même délibération ne peut pas approuver le montant des charges transférées et fixer librement le montant des AC. Il est nécessaire que le rapport de la CLECT soit préalablement adopté afin que puisse être opérée la fixation initiale de l'AC, conformément aux dispositions du 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI[13].

---

[11] À la suite de la prise légale de la compétence « promotion du tourisme, dont la création du tourisme » au 1er janvier 2017.

[12] Page 28 de l'édition 2019.

[13] Il prévoit que la fixation libre du montant de l'AC entre l'EPCI et les communes membres intéressées doit tenir compte de l'évaluation des charges transférées.

L'adoption du rapport d'évaluation des charges transférées et la fixation libre du montant de l'AC sont deux étapes distinctes de la procédure de fixation de l'AC qui nécessitent l'adoption de deux délibérations distinctes.

Or, le 13 octobre 2016, le conseil communautaire a décidé par 57 voix pour et une contre, aux conditions de majorité requise, de ne pas modifier l'AC de Belfort, mais sans mentionner le montant évalué de la charge transférée (5 321 €) correspondant au tiers temps d'une chargée de mission tourisme.

Le 12 octobre 2017, le conseil communautaire a délibéré le financement à la place de la commune de Belfort du centre chorégraphique national (CCN) à hauteur de la subvention jusqu'alors versée de 70 K€ ; la délibération indiquait dans ses motifs que la CLETC réunie le 8 septembre 2017 avait estimé la charge transférée à ce montant.

Ainsi à deux reprises, le 13 octobre 2016, s'agissant de la prise en charge au tiers temps d'une chargée de mission tourisme et le 12 octobre 2017, s'agissant du transfert du financement par la commune de Belfort du centre chorégraphique national, le conseil communautaire n'a pas formellement adopté le rapport d'évaluation des charges transférées.

La chambre invite GBCA à délibérer distinctement, à l'occasion des prochains transferts de compétence, le montant des charges transférées et la fixation libre du montant de l'AC.

2.2.3 La nécessité de supprimer l'intérêt communautaire des zones économiques

GBCA a défini le 11 décembre 2018, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-41-3 du CGCT, l'intérêt communautaire dans les deux ans après l'arrêté des statuts. Mais, dans ce cadre, elle a défini l'intérêt communautaire des ZAE alors que la loi NOTRé l'a supprimé en la matière au 1er janvier 2017.

Recommandation n° 2 : La chambre recommande à GBCA de supprimer toute référence à l'intérêt communautaire en matière de zones d'activités économiques (ZAE) conformément aux dispositions de l'article L. 5216-5 du CGCT.

2.3 Une communauté d'agglomération relativement généreuse avec sa ville centre et ses communes membres.

2.3.1 À une exception, la communauté d'agglomération n'a pas demandé la compensation des charges transférées depuis 2014 à la commune de Belfort.

Le conseil communautaire a décidé le 25 février 2016 de transférer le stade Serzian, déclaré d'intérêt communautaire le 3 décembre 2015, et de réduire l'attribution de compensation de la commune de Belfort de 214 K€, correspondant à l'évaluation de la charge.

En revanche, outre les transferts de compétences et des équipements précédemment mentionnés, les financements d'une chargée de mission tourisme de l'association Belfort Territoire de tourisme et du centre chorégraphique national (CCN), la communauté d'agglomération a récupéré d'autres compétences pour lesquelles le conseil communautaire a décidé, à la majorité requise des deux tiers, de ne pas réduire l'attribution de compensation de la commune de Belfort du montant des charges transférées :

- l'enseignement supérieur - recherche ;
- l'instruction pour le compte des communes des autorisations d'utilisation du sol ;
- le financement de la scène nationale de Belfort et le théâtre du Granit.

À l'exception du stade Serzian, les transferts de compétences issus de la commune de Belfort n'ont pas été compensés à GBCA par des transferts de recettes correspondantes ; il en a résulté un coût net pour GBCA évalué, sur la base de l'évaluation des charges transférées par la CLETC, à plus de 1,3 M€ annuels en 2018 et réparti comme suit :

- 140 K€ au titre du transfert de la compétence « enseignement supérieur et recherche » ;
- 140 K€ au titre du transfert de la compétence « instruction des droits des sols » ;
- 373 K€ au titre du financement de l'association Belfort Territoire de tourisme ;
- 70 K€ au titre du financement du centre chorégraphique national (CCN) ;
- 530 K€ annuels correspondant aux subventions de fonctionnement, d'investissement versés à la Scène nationale le Granit et 78 404 € au titre des coûts annuels de maintenance, des fluides et des travaux des locaux du théâtre du Granit.

Dans sa réponse aux observations provisoires, le président de GBCA a dit considérer les transferts de charges sans compensation en provenance de la ville-centre non comme un acte de générosité mais comme une régularisation d'une charge historiquement assumée par les communes mais dont le rayonnement est intercommunal.

2.3.2 L'évaluation maximale des charges transférées des services péri et extra scolaires aux communes membres de l'ex-CCTB

L'article 1609 nonies c - IV du CGI dispose que les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert.

Or en 2017, à l'occasion du transfert des services péri et extra scolaires aux communes membres de l'ex CCTB, GBCA n'a pas respecté la règle d'évaluation de la charge nette. Elle a en effet pris en compte le montant le plus élevé des dépenses en 2015 et le montant le plus faible des recettes en 2016 de façon à maximiser le montant de charge nette, 886 K€, transférée aux communes et défalquée des attributions de compensation.

Sur leur base de moyenne annuelle du coût net des services en 2015 et 2016[14], leurs dépenses de fonctionnement s'élevaient à 849 K€, soit 37 K€ de moins.

[14] (819 530 € + 878 811 €) / 2 = 849 170,50 €

GBCA revendique cette méthode d'évaluation afin de permettre aux communes d'assumer dans la durée la charge de la compétence récupérée.

2.3.3 Des fonds de concours aussi élevés que l'aide du département aux communes

Sur la période 2015-2020, la communauté d'agglomération aura redistribué à ses communes potentiellement 9,2 M€, soit à 12 % près, autant que les aides totales du département sur la même période à l'ensemble de ses communes et leurs EPCI et syndicats[15].

Le fonds d'aide aux communes de GBCA (7,6 M€) est à lui seul supérieur au montant total des aides départementales aux seules communes (4,5 M€) allouées sur la même période (2016-2020) et pour un objet identique, le patrimoine communal.

Tableau n° 2 : Montant des fonds de concours programmés sur le périmètre de GBCA de 2015 à 2020

En milliers d'euros	Montants	Détails
Total	9 195	
Dont GBCA	8 437	
Fonds d'aide aux communes	*7 637*	*Financement d'opération structurante ou pour mettre en valeur un élément patrimonial public de centre-ville ou de centre bourg :* *Pour communes de l'ex-CAB : enveloppe de base de 4 740 K€ + réserve de 1 041,84 K€.* *Pour communes de l'ex-CCTB : financements de projets pour 1,520 K€ + financements exceptionnels de 335 K€*
Valorisation patrimoine	*500*	*Financement de projets de restauration et de valorisation de patrimoine des communes*
Valorisation paysage	*300*	*Soutien des communes pour la conservation, l'amélioration et la mise en valeur des paysages*
Dont ex-CCTB	**758**	Fonds de concours en fonctionnement pour 106 K€ en 2015 et 2016 et en investissement : 196 K€ en 2014, 150 K€ en 2015(120 K€ consommés) et 200 K€ en 2016

Source : CRC à partir des délibérations des EPCI concernés.

La chambre observe que GBCA accorde une priorité budgétaire aux fonds de concours versés à ses communes par rapport à ses autres compétences (développement économique et aménagement, culture et sports notamment) alors que la loi a consacré le département pour promouvoir les solidarités et la cohésion territoriale sur le territoire départemental (nouvelles dispositions de l'article L. 3211-1 du CGCT).

GBCA revendique ces fonds de concours considérés comme un juste et utile retour à ses communes membres, permettant de compenser la réduction des dotations nationales.

[15] 10,5 M€ dont 4.5 M€ d'aides aux communes sur appels à projets de constructions, d'aménagement et de gros entretien d'équipements publics communaux, valorisation du patrimoine notamment du petit patrimoine rural non protégé, 0.25 M€ au titre du fonds pour les communes riveraines de l'échangeur de Sévenans, 3.05 M€ au titre du plan de rénovation des gymnases, 2.7 M€ au titre de la sécurisation des traversées des communes.

2.3.4 Un million d'euros annuels reversés en investissement aux communes

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI, dans l'année qui a suivi la signature du contrat de ville le 30 mars 2015, la CAB avait adopté - le 24 mars 2016 - son pacte fiscal et financier qui visait à réduire les disparités des charges et recettes entre les communes membres.

Pour ce faire, elle a mobilisé trois leviers : la dotation de solidarité communautaire (DSC), la prise en charge par la CAB de la contribution au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) des communes et le fonds d'aide aux communes (FAC).

À la suite de la fusion, GBCA a adopté son nouveau pacte fiscal et financier de solidarité le 22 juin 2017 qui retenait plusieurs leviers : le reversement du FPIC attribué à GBCA, le maintien du niveau des AC aux communes, l'élargissement du FAC aux communes de l'ex CCTB et les financements de grands projets de territoires.

En investissement, les dépenses effectuées au titre du fonds d'aide aux communes et du fonds de valorisation du patrimoine[16] ont représenté une part importante du budget. Ces dépenses ont représenté entre 5 à 10 % du total des recettes réelles d'investissement entre 2016 et 2018 et 1 M€ en moyenne par an (cf. tableau n° 7 en annexe n° 2).

La communauté d'agglomération a attribué le fonds d'aide aux communes sur la seule base du nombre d'habitants à raison de 10 € par habitant et par an, sans aucune considération des potentiels et revenus fiscaux. Or, il existait d'importants écarts par habitant entre les communes, comme les premiers travaux de l'observatoire fiscalité l'ont montré[17].

Considérant les différences entre les deux EPCI fusionnés en termes d'activités et de ressources, GBCA prévoit de réaliser une étude pour préparer le pacte fiscal et financier du prochain mandat.

2.3.5 Les fonds de concours versés irrégulièrement au bénéfice des communes

Contrairement aux principes de spécialité (territoriale et fonctionnelle) et d'exclusivité, un EPCI peut financer grâce aux fonds de concours l'intervention d'une commune dans des champs pour lesquels il n'a pourtant pas compétence.

L'article L. 5216-5-VI du CGCT dispose qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés ; le montant total des fonds de concours ne pouvant excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

---

[16] Hors fonds paysages distribués entre 2014 et 2018 dont les montants sont inférieurs à 50 K€ annuels.
[17] Les montants des bases fiscales de foncier bâti par habitant varient d'un à six en 2017.

GBCA verse plusieurs fonds de concours aux communes sur la base d'appels à projets : le fonds d'aide aux communes (7,6 M€), le fonds de concours plan paysage (50 K€ annuels) et le fonds de concours de valorisation du patrimoine communautaire (500 K€ de 2015 à 2020). La CCTB avait également versé des fonds de concours en fonctionnement (106 K€ en 2015 et 2016), ainsi qu'en investissement (196 K€ en 2014, 150 K€ en 2015 et 200 K€ en 2016).

La CAB a délibéré 16 octobre 2014 le fonds d'aide aux communes (FAC) sur la période 2015-2020 : il est doté de 4 740 K€ pour une enveloppe de base finançant tout projet dans la limite de 60 % du montant HT ; ils intègrent également une réserve de 1 042 K€, attribuée au moins une fois à chaque commune pour boucler le financement jusqu'à 80 % du montant HT d'une opération structurante, ou pour mettre en valeur un élément patrimonial public de centre-ville ou de centre bourg. GBCA a accru leurs montants avec l'intégration des communes de la CCTB : + 1,520 K€ pour des projets financés dans la limite de 60 % et + 335 K€ pour financement exceptionnel dans la limite de 80 %.

La délibération, comme le règlement intérieur du FAC qui le présente comme un fonds de concours, prévoient ainsi de subventionner les projets au-delà du plafond légal de 50 %. À ce titre, 55 projets sur les 99 financés de 2015 à 2018 ont bénéficié de plus de 50 % d'aide.

À la suite de la recommandation de la chambre, GBCA a délibéré le 23 septembre 2019 pour respecter le plafond légal d'aide du fonds de concours, soit pas plus que la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

3 LES CONDITIONS D'EXERCICE DE CERTAINES COMPETENCES

Les lois MAPTAM[18] puis, encore plus, NOTRé ont modifié les conditions d'exercice de certaines compétences communautaires, notamment en renforçant les prérogatives des EPCI à fiscalité propre en matière de développement économique et de prévention des inondations, et en renouvelant les formes de coopérations avec les EPCI voisins avec les pôles métropolitains.

3.1 Les engagements croissants au titre du développement économique

Historiquement, le département, puis la CAB, ont investi dans l'aménagement et le développement économique pour assurer la reconversion industrielle du territoire. Ils ont racheté et restructuré les locaux laissés vacants par deux grandes entreprises, Bull en 1992, puis Alstom en 2005 et en 2009. Ils ont recouru à la société d'économie mixte locale (SEML) TANDEM, dont ils sont actionnaires, qui a réalisé le techno parc « Techn'hom ».

Anticipant l'arrivée du train à grande vitesse (TGV), le département et la CAB ont choisi, dès le début des années 2000, d'acquérir 150 hectares autour de la future gare et ont créé deux zones d'aménagement concerté (ZAC), la ZAC TGV (d'une superficie de 60 hectares) pour le premier en 2007, et la ZAC des Plutons (d'une superficie de 90 hectares) en 2015 pour la seconde ; elles constituent ensemble le site de la Jonxion.

[18] Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

En outre, la CAB avait également investi dans la concession d'aménagement de zones encore en cours : la zone des Tourelles récupérée en 2000, Techn'Hom I lancée en 2006.

Aujourd'hui, GBCA entretient en outre les voiries d'une vingtaine de zones d'activité économique et de petits lotissements artisanaux, dont certains récupérés de l'ex CCTB[19].

Les recettes fiscales perçues par la communauté d'agglomération sur ses seules zones d'activité atteignaient 8,5 M€ en 2018 excédant - hors années exceptionnelles en 2015, 2017 et 2018 à cause des rachats des parts dans la SEM TANDEM - les dépenses communautaires annuelles de 6 à 8 M€ consacrées au développement économique et à l'aménagement de l'espace (cf. tableaux n° 8 et 9 en annexe n° 3).

Entre 2013 et 2018, sur la base des chiffres publiés par l'agence urbaine du Territoire de Belfort (AUTB), les zones communautaires ont perdu 4 % des emplois à périmètre constant.

GBCA a intégré en 2017 la plus grande zone d'activités du département, l'Aéroparc de Fontaine, disposant de 90 hectares de réserves foncières disponibles sur les 240 au total.

La communauté d'agglomération a fait réaliser fin 2017 une étude pour définir le positionnement de son offre foncière et immobilière sur son nouveau périmètre. La stratégie de territoire écrite en mai 2018 a repris les résultats de cette étude. Elle a mis en évidence un déficit de petites surfaces offertes. GBCA a donc découpé en petites surfaces les parcelles existantes de l'Aéroparc et de la zone des Tourelles pour répondre à la demande.

GBCA programme la commercialisation des zones par rapport aux besoins des entreprises et à leur positionnement : priorité à l'Aéroparc, puis aux Tourelles et enfin aux Plutons.

L'étude identifie des orientations pour le développement des deux grandes zones du territoire :

- la Jonxion comme quartier d'affaires positionné sur les activités tertiaires des donneurs d'ordre industriels (bureaux d'études, services) et administratifs (regroupement de sites) ainsi que les activités de santé avec le projet d'implantation d'une clinique à proximité du centre hospitalier Belfort-Montbéliard (CHBM) ;
- le Techn'hom comme parc d'activités urbain situé dans la ville de Belfort et dédié à l'innovation et incubation industrielle.

L'étude a abouti à un schéma d'accueil des entreprises (SAE) structurant l'offre foncière et immobilière, partagé avec les outils intervenant directement sur l'installation d'entreprises et la gestion de zones d'activités : outre la SEM TANDEM, la société d'équipement de Belfort (SODEB), et l'agence de développement économique Nord Franche-Comté (ADN-FC).

L'étude conditionnait la réussite du SAE à la validation politique afin de pouvoir agir sur les plans locaux d'urbanisme relevant de la compétence des communes et de choisir les opérations soutenues par les pouvoirs publics.

La chambre invite GBCA à présenter en conseil communautaire le schéma d'accueil des entreprises.

---

[19] La ZAC de la porte des Vosges à Bessoncourt, les lotissements artisanaux du Sénarmont à Bessoncourt, du Clair Chainois à Lagrange, de la Glacière à Foussemagne, artisanal et de services des Errues à Menoncourt, ainsi que s'agissant du tourisme, la gestion de l'aire de camping-car et du contrat d'occupation du domaine public de la Péniche-Restaurant de Montreux-Château.

3.1.1 Des acomptes versés aux concessionnaires de façon irrégulière

Il existe trois formes de concours financiers d'un concédant à son concessionnaire :

- une avance de trésorerie, imputée au compte 274, dont les modalités de remboursement doivent être précisées dans le contrat ou l'engagement des deux parties conformément aux dispositions de l'article L. 1523-2 4° du CGCT relatives aux avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération[20] ;
- une participation à l'équilibre de l'opération, imputée à l'article 204, à la condition d'être prévue dans le contrat ; elle doit faire l'objet d'amortissements ;
- une participation aux charges supportées par l'aménageur, destinée à financer les équipements publics de retour, imputée en fonction de la destination des participations versées (voirie au compte 216, terrains au compte 211)[21].

Aucun des trois traités de concessions concernés (ZAC des Tourelles, ZAC Techn'Hom et ZAC des Plutons), ni leurs avenants ou leurs CRAC ne mentionne des avances remboursables se référant à une de ces trois catégories.

S'agissant de la ZAC des Tourelles, la communauté d'agglomération a versé depuis 2001 des avances pour un total supérieur à 2,5 M€[22]. Elle avait signé des avenants successifs au traité de concession initial[23] qui précisaient que « le concédant pourrait verser à titre provisoire des fonds au concessionnaire »[24].

S'agissant de la ZAC Techn'Hom I, le CRAC établi au 31 décembre 2017 indique qu'en complément d'avances remboursables déjà versées pour 800 K€, GBCA doit verser de nouvelles avances de 800 K€ chacune de 2018 à 2021 pour 4 M€ au total[25], soit 1,6 M€ déjà versés fin 2018. La concession d'aménagement initiale signée le 26 juin 2006 mentionne à son article 18 des avances reçues du concédant dont il devra approuver expressément le montant et qu'il s'oblige à régler au cours de l'exercice suivant.

S'agissant de la ZAC des Plutons, le bilan révisé au 31 décembre 2017 du CRAC prévoit le versement d'avances par GBCA, outre les 100 K€ déjà versés avant 2017, de 600 K€ en 2018 puis en 2019. Imputé sur le compte 238 (avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles) comme celle versée en 2018, le mandat de l'avance de 600 K€ demandée par la SODEB début 2019 a été rejeté par la comptable : le traité de concession ne prévoyait pas de versement d'acompte au titre de la participation du concédant (seul l'article 16-5 du traité évoque une avance de trésorerie) et l'imputation budgétaire était erronée.

---

[20] Ces avances doivent être en rapport avec les besoins réels de l'opération mis en évidence par le compte rendu financier visé à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ; faire l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant du concédant et précisant leur montant, leur durée, l'échéancier de leur remboursement ainsi que leur rémunération éventuelle ; le bilan de la mise en œuvre de cette convention est présenté à l'organe délibérant du concédant en annexe du compte rendu annuel à la collectivité.

[21] Et dans l'attente au compte 2764 mais qui devra être soldé et imputé au bon article à la connaissance de la destination finale des équipements.

[22] 2001 : 304 898,03 € ; 2002 : 609 796 € ; 2002 : 152 449,02 € ; 2004, 2006 et 2013 : 500 K€.

[23] Le traité de concession initial du 20 janvier 1993 n'en mentionnait pas la possibilité, évoquant la seule participation financière annuelle du concédant.

[24] À concurrence de 7 MFRF maximum (avenant n° 5 au traité du 16 novembre 2000), de 1,6 M€ (avenant n° 6 au traité du 15 novembre 2003), 2,1 M€ (avenant n° 7 au traité du 6 mars 2006) et de 2,6 M€ (avenant n° 13 au traité du 7 février 2013).

[25] 800 K€ au 1er trimestre 2018 et 390 K€ au quatrième, 410 K€ au 2ème semestre 2019, 800 K€ aux 1ers semestres 2020 et 2021.

Comme l'a reconnu la communauté d'agglomération à l'occasion du contrôle, ces avances versées ont consisté en des acomptes sur la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, et non en avances de trésorerie remboursables. Malgré des questions adressées à la communauté d'agglomération par les comptables successifs sur leur destination précise, ces « avances remboursables » pour chacune des trois concessions ont été comptabilisées irrégulièrement sur le compte 238, qui n'est pas amortissable.

À la suite de la recommandation de la chambre de régulariser les écritures en imputant ces acomptes sur la participation du concédant à l'équilibre de l'opération au compte 20422, et de les inscrire par avenant dans les traités de concession, GBCA a répondu, suite aux observations provisoires de la chambre , avoir engagé un travail de mise à plat des participations versées à la SODEB dans le cadre des concessions, à la fois au niveau des traités de concession et des écritures comptables et budgétaires.

S'agissant des trois concessions précédentes non clôturées, GBCA a redéfini dans le contrat de concession la nature de sa participation : avance de trésorerie remboursable, participation au déficit de l'opération, participation aux charges supportées par l'aménageur destinée à financer les équipements de retour ; elle a régularisé sur l'exercice 2019 les imputations comptables sur les avances déjà versées à la SODEB.

S'agissant de la concession de la ZAC des Tourelles

Le conseil communautaire a adopté le 19 décembre 2019 un avenant à la convention de concession, qui fixe la participation de GBCA à l'équilibre de l'opération à 2 684,9 M€. Il a validé le transfert de la participation du compte 238 au compte 20422.

S'agissant de la ZAC du Techn'hom I

Le conseil communautaire a modifié le 20 juin 2019 par avenant le traité de concession conclu avec la SODEB en identifiant la participation aux charges supportées par l'aménageur pour financer les équipements publics de retour (4 M€), réintégrés dans l'actif de GBCA, de façon distincte de la participation à l'équilibre de l'opération.

GBCA a indiqué que la participation de 2018 avait été imputée au compte 2764 correspondant ; le conseil communautaire du 19 décembre 2019 a réimputé à ce compte les deux autres participations de 800 K€ versées chacune en 2017 et 2018.

S'agissant de la ZAC des Plutons

Le conseil communautaire a modifié par avenant le 23 septembre 2019 le traité de concession conclu avec la SODEB fixant la participation de la collectivité à l'équilibre de l'opération pour un montant de 2,69 M€ HT ; il stipule que le montant de cette participation d'équilibre peut, compte-tenu de l'estimation des subventions attendues des autres collectivités (3,29 M€ HT) être porté au maximum de 5,98 M€ HT.

GBCA a indiqué que la participation de 2019 avait été imputée au compte 20422, comme celle de 2017 ; le conseil communautaire du 19 décembre 2019 a réimputé à ce compte la participation versée en 2018.

S'agissant des concessions clôturées, GBCA a répondu aux observations provisoires qu'elle allait réaliser un travail spécifique d'apurement des opérations dans les comptes du comptable en 2020.

En outre, en versant régulièrement des acomptes sur la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, et non en fin comme c'est en général la règle, la communauté d'agglomération n'a pas attendu l'échéance des concessions pour équilibrer l'opération : elle n'a ainsi pas fait supporter le risque de l'opération à son concessionnaire.

3.1.2 De potentiels engagements hors bilans sur les concessions d'aménagement

Après la clôture par la CAB de deux concessions d'aménagement[26], GBCA reste engagée dans le financement de trois concessions d'aménagement.

La ZAC des Tourelles

Concédée à la SODEB en 1993 pour 8 ans, l'aménagement de la zone des Tourelles reprise par la CAB en 2000[27] a été prorogée à plusieurs reprises jusqu'en 2024, en raison des difficultés de vente de parcelles[28] : la baisse consécutive du prix de vente[29] a accru la participation de la communauté d'agglomération de 1,95 M€ en 2014 à 2,56 M€ en 2016.

Ce montant repose sur l'hypothèse d'une commercialisation totale de la zone d'ici la fin de la concession en 2024. Or, fin 2017, seulement 4 lots sur 16 étaient commercialisés, soit 897 K€ sur 4 086 K€ de produits de cession escomptés au bilan de la concession. Avec les deux lots sous compromis de vente au 31 décembre 2017 et un lot dont la vente est décalée à 2020-2021, 2 328 K€ de produits de cessions sont escomptés entre 2018 et 2024, soit 79 % des recettes attendues.

GBCA a indiqué qu'à la suite du découpage des parcelles, certaines d'entre elles devaient être prochainement vendues.

GBCA reste toutefois exposée à un risque potentiel de 2,3 M€ si elle réalise moins de cessions que prévu d'ici 2024 ou à un prix inférieur aux 17 €/m² fixés.

La ZAC Techn'Hom

Dans le cadre du traité de concession de l'aménagement de Techn'hom I[30] à la SODEB de 2006 prorogée jusqu'en 2021, GBCA a déjà versé 1,1 M€. Le bilan au compte rendu annuel d'activités de concession (CRAC) du 31 décembre 2017 établit sa participation générale de concédant à 3 627 K€ en intégrant 4 680 K€ de cessions à venir d'ici 2 ans.

---

[26] En 2014, les prés d'Andelnans (excédent reversé de 118 K€) et le parc d'activités des hauts de Belfort (versement d'un solde de participation de 21 K€) et au 31 juillet 2018 l'opération d'aménagement de la zone d'activités Techn'hom 3 (déficit de 2,5 K€).

[27] Initialement par la commune de Morvillars pour une durée initiale de 8 ans, la concession de la zone des Tourelles à qui se sont substitués le syndicat de gestion des zones multi sites du Sud du Territoire de Belfort.

[28] Seulement 4 parcelles achetées au début des années 2000 : Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), ADAPEI et 2 sociétés à des prix au m² compris entre 15,25 € HT et 20,6 € HT pour le SDIS notamment.

[29] de 23,7 € HT/m² pour une parcelle de moins de 1,2 ha, 20,30 € pour une parcelle de 1,2 à 2 ha et à 16,8 € pour une parcelle de plus de 2 ha, à 17 € prix unique pour relancer la commercialisation.

[30] Élaboré par la SEM Tandem en 2005, le projet « Techn'hom » a eu pour vocation première de concentrer les investissements de la société et de ses actionnaires publics sur la consolidation des 7 500 emplois et des entreprises présentes sur le site en mettant en œuvre, entre autres, un vaste projet de requalification urbaine. Ont suivi trois phases de travaux portées dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) portée par la communauté d'agglomération de Belfort et le département du Territoire de Belfort.

GBCA est exposée à un risque d'engagement hors bilan compris entre 2 M€ et 6,7 M€ en l'absence de réalisation des cessions prévues.

La ZAC des Plutons ou Jonxion 3

La communauté d'agglomération a concédé le 15 octobre 2015 pour 30 ans à la SODEB l'aménagement de la ZAC des Plutons, dite « Jonxion 3 », zone d'activité à vocation tertiaire avec une première phase de 2016 à 2043 de travaux pour la viabilisation, les aménagements paysagers et la réalisation de parkings.

La SODEB y a réalisé de premiers travaux d'ouverture du site (défrichage et démolitions d'anciens bâtiments militaires) ainsi que sur la zone humide.

En raison de l'abondance de foncier dans le Territoire de Belfort constatée par l'étude précitée[31], la SODEB a retardé la commercialisation de la ZAC des Plutons pour ne pas pénaliser celle de la ZAC TGV.

Un acompte de participation accordé, conséquence du report de la commercialisation et de l'emprunt pour acheter le terrain à GBCA

Dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC des Plutons, GBCA a vendu en 2017 différentes parcelles pour 2,959 M€ à la SODEB qui a dû emprunter sur 5 ans.

Selon la SODEB, dans un courrier joint au CRAC au 31 décembre 2017, le décalage du lancement de la 1ère phase de la ZAC va nécessiter une participation supplémentaire de GBCA pour couvrir le remboursement de l'emprunt réalisé afin de lui acheter le terrain en 2017 : elle valorise cette participation annuelle de GBCA à 400 K€ à partir de 2020, sans pour autant changer le montant de la participation finale prévisionnelle.

La chambre observe que l'apport en nature du terrain à son concessionnaire aurait évité à GBCA la prise en charge par le biais de la participation des frais financiers pour financer son achat par la SODEB.

La perte de la participation du département à la suite de la loi NOTRé

La SODEB indique que le financement de la réalisation de la 1ère phase, donc correspondant au montant de la participation finale du concédant de 2 207 K€ déterminé au 31 décembre 2017 par le CRAC, va dépendre de la possibilité de percevoir une subvention du fonds européen de développement régional (FEDER) (175 K€) et du risque d'incapacité juridique du département (à la suite des dispositions de loi NOTRé) de lui verser la participation de 1,783 M€ inscrite en recettes prévisionnelles.

Effectivement, la fiche 6 de l'instruction du 22 décembre 2015 relative aux dispositions transitoires rappelle, s'agissant des conventions d'aides, les dispositions de l'article 133-VI[32] de la loi NOTRé : or, elles ne concernent pas le financement de concessions d'aménagement de ZAE ou ZAC à vocation économique ou d'équipements de développement économique.

---

[31] L'étude relevait que le marché n'était pas en mesure d'absorber l'offre dite Jonxion 3 des Plutons et propose de la phaser dans la continuité des opérations de court terme de la Jonxion 2 et santé (tertiaire) et de l'offre immobilière Aéroparc/Tourelles.

[32] « L'exécution des conventions signées avant la publication de la présente loi, en application du titre Ier du livre V de la première partie (article L. 1511-1 à 8 du CGCT), de l'article L. 4211-1 (actions de développement économique, social et culturel de la région) et des chapitres Ier (interventions en matière éco et sociale du département : aides économiques L. 3231-1 à 3-1, garanties d'emprunt L. 3231-4 à 3-5, participation au capital des sociétés L. 3231-6 à L. 3231-8) et II (aides à objet spécifique : aide à équipement rural, électrification, aides aux entreprises de spectacle cinématographique, DFCI) du titre III du livre II de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, se poursuit jusqu'à leur terme dans les conditions prévues lors de leur conclusion. ».

La chambre observe que l'instruction du 22 décembre 2015 relative aux dispositions transitoires de la loi NOTRé remet en cause des participations du département au financement de l'aménagement de la ZAC des Plutons et conduit GBCA à conclure un avenant au traité de concession pour en acter la suppression.

Ainsi, GBCA ne peut plus bénéficier de la participation de 1,8 M€ accordée avant la loi NOTRé par le département. Mais GBCA est engagée par une concession de long durée, 30 ans *a minima*.

GBCA est exposée à un risque d'engagement hors bilan compris entre 1,5 M€ et 3,5 M€ en raison de l'illégalité de la participation prévue par le département et l'incertitude du versement de la subvention par le FEDER.

En réponse aux observations provisoires, le président de GBCA a informé la chambre de sa récente décision de « mettre en pause la ZAC des Plutons pour ne pas multiplier les engagements financiers ».

Au titre des trois opérations présentées supra, GBCA est exposée financièrement à un risque de dépenses allant de 3,5 M€ à 12,5 M€.

Tableau n° 3 : Engagements hors bilan à venir s'agissant des trois concessions d'aménagement (sur la base des CRAC arrêtés au 31 décembre 2017)

en M€	Participations prévisionnelles du concédant au 31/12/2017	Acomptes déjà versés au 31/12/2018	Soldes de participations à verser (a)	Hausses maximales possibles (b)	Participations maximales potentielles a + b	Risques
Zones des Tourelles (2024)	2,56	2,56	0	2,328	2,328	Réalisation partielle ou à moindre coût des cessions de terrains d'ici 2024
Techn'Hom I (2021)	3,627	1,6	2,027	4,680	6,707	Réalisation partielle ou à moindre coût des cessions de terrains d'ici 2021
ZAC des Plutons (2045)	2,207	0,7	1,507	1,958	3,465	Illégalité de la participation du département et incertitude de la subvention FEDER
Total	**8,394**	**4,86**	**3,534**	**8,966**	**12,5**	

Source : CRC à partir des CRAC

À terme, l'engagement hors bilan de la concession de l'Aéroparc

Syndicat mixte créé en 1996 rassemblant une quarantaine de communes, un EPCI (l'ex communauté de communes de la Haute-Savoureuse - CCHS, devenue communauté de communes des Vosges du Sud - CCVS) et le département, le SMAGA avait pour objet les opérations d'aménagement et de développement et de mise en valeur de la zone d'activités intercommunale sur le site de l'aéroport de Belfort-Fontaine, située sur le territoire de l'ex CCTB, et la prise en charge du fonctionnement des équipements du syndicat. Il répartissait entre communes et EPCI adhérents le produit de la contribution économique territoriale (CET) à hauteur de 10 % pour l'ex CCB devenue ex CCTB, puis GBCA, et à 90 % aux autres membres, sauf le département, au prorata des participations initiales en investissement[33].

Devenus compétents pour toutes les zones d'activités économiques au 1er janvier 2017, les EPCI se sont substitués à leurs communes membres au sein du SMAGA.

GBCA a perçu en 2017 le produit fiscal annuel au titre de 2016 et l'a redistribué aux communes, mais a conservé le produit fiscal de 2017 reçu en 2018.

Mais GBCA n'a pas souhaité rester membre du syndicat mixte et la préfète a arrêté le 24 décembre 2018 sa dissolution rétroactive au 1er janvier 2017.

Or, au titre de l'actif et du passif de l'Aéroparc, figure une concession d'aménagement conclue avec la SODEB en 2000, dont l'échéance a été portée de 8 à 23 années par avenants successifs et au terme de laquelle le concédant devra lui verser une participation prévisionnelle de 7 M€ (selon le CRAC du 31 décembre 2017).

GBCA évalue le coût de sortie au profit des communes membres du SMAGA à 2,3 M€.

En prenant en compte la participation prévisionnelle de 7 M€ à verser à l'échéance de la concession de l'Aéroparc, GBCA est exposée financièrement à un risque d'engagements hors bilan en participations prévisionnelles compris entre 10,5 M€ et 19,5 M€.

3.1.3 La reprise de certains engagements du département à la suite de la loi NOTRé

La loi NOTRé a renforcé les compétences des EPCI à fiscalité propre dans le domaine du développement économique au détriment des départements.

GBCA dispose ainsi de la compétence exclusive en matière d'aide à l'immobilier d'entreprises, la région pouvant participer au financement de ses aides (ce qu'a fait la Région Bourgogne-Franche-Comté en complément de GBCA par convention conclue en 2017).

GBCA intervient en complément de la Région dans le cadre d'une convention conclue en 2017 pour participer au financement d'aides en faveur de la création ou l'extension d'activités économiques, ou à la mise en œuvre d'un fonds d'investissement de proximité.

Les EPCI peuvent enfin, sans intervention préalable de la Région, garantir des emprunts contractés par des organismes de droit privé. Ils ont la compétence exclusive sur l'ensemble des zones d'activités économiques au sens large.

[33] Ses membres avaient versé une participation initiale aux dépenses d'investissement, sur la base de 2 000 parts unitaires dénommées « parts » d'une valeur de 1 524 €.

Conséquence de la loi NOTRé qui a obligé les départements actionnaire de SEML dont l'objet social relevait de compétences attribuées par la loi à un autre niveau de collectivité locales à en vendre une partie, GBCA a racheté les deux tiers des parts du département dans la SEM TANDEM. Elle est devenue en 2017 le principal actionnaire de la SEML TANDEM, détenant 34,2 % de son capital.

À l'échelle du Territoire de Belfort, GBCA est devenue la première collectivité responsable du développement économique.

Le risque de devoir racheter les parts du département dans la SODEB

L'article 133 VII de la loi NOTRé dispose que le département actionnaire d'une société d'économie mixte locale ou d'une société publique locale d'aménagement, dont l'objet social s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la loi attribue à un autre niveau de collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales, peut continuer à participer au capital de cette société à condition qu'il cède, dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, à la collectivité territoriale ou au groupement de collectivités territoriales bénéficiaire de cette compétence, plus des deux tiers des actions qu'il détenait antérieurement.

Premier actionnaire de la société d'équipement du Territoire de Belfort (SODEB), le département détenait, au 31 décembre 2017, 23,18 % du capital constitué de 2 295 actions représentant un total de 336,6 K€.

Selon ses statuts, la SODEB a pour objet « d'exercer de façon principale, dans le Territoire de Belfort, pour le compte de ses collectivités territoriales, de leurs groupements [...] directement ou indirectement, seule ou en partenariat les activités suivantes » : elle « pourra exercer des activités d'études, de réalisation, de commercialisation, d'administration et de gestion d'opération d'aménagement foncier, notamment sans que la liste soit exhaustive [...] de zones d'activités, d'opérations [...] de construction [...] de locaux commerciaux et industriels destinés à la vente ou à la location. »

Selon le rapport d'activités 2017, la SODEB réalisait son chiffre d'affaires à :

- 41 % dans l'administration générale et la gestion locative ;
- 15 % dans l'aménagement concédé[34] ;
- 15 % dans les constructions privées[35] ;
- 10 % dans la promotion immobilière et 10 % dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- et 2 à 3 % dans l'aménagement et les constructions publiques.

La majorité de ses activités, comme son objet social, s'inscrivent bien dans le cadre d'une compétence que la loi attribue à un autre niveau de collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales : le développement économique et l'aménagement, conformément aux dispositions de l'article 133 VII de la loi NOTRé.

La chambre observe qu'à la suite de la loi NOTRé, GBCA est susceptible de se voir proposer par le département d'acquérir tout ou partie des actions qu'il détient dans le capital de la SODEB.

---

[34] Dont de nombreuses ZAC à vocation économique comme les ZAC des Plutons et Techn'hom pour GBCA, l'Aéroparc pour le SMAGA, la ZAC Gare TGV pour le département, le site des forges pour la CCST.

[35] Opérations confiées par des SEM patrimoniales, la restructuration du site de l'entreprise industrielle LISI à Delle par la SEM Sud Territoire, ou les sites GE de Bourogne et Belfort par la SEM Tandem, le lancement de l'ilot 2 de la Jonxion par la SAS Alliance.

Le transfert de la plupart des zones économiques et d'aménagement du département

La circulaire du 3 novembre 2016 précise les conditions de retrait des départements de l'aménagement économique : « En l'absence de délégation de la compétence d'octroi de tout ou partie des aides à l'immobilier d'entreprises au département, les départements doivent transférer les zones d'activité dont ils sont propriétaires à la commune ou l'EPCI à fiscalité propre. La procédure de transfert d'office de la propriété n'étant pas prévue par la loi, il appartient aux acteurs locaux de s'accorder sur les conditions de cette cession ».

GBCA n'a pas délégué sa compétence d'aides à l'immobilier d'entreprises au département du Territoire de Belfort comme le permettent les dispositions de l'article L. 1511-3 du CGCT.

La SODEB a fait réaliser, par un consultant de la direction des expertises et de l'ingénierie de projets de la SCET, une analyse de l'impact de la loi NOTRé sur les opérations confiées par le département, les contrats comme la capacité légale du département à continuer à porter ces opérations. En synthèse, le consultant conclut que « le département n'est plus compétent pour agir sur ces opérations et s'expose à des risques juridiques importants lorsqu'il s'agira d'adopter des actes nécessaires à leur avancement. » Et d'ajouter qu' « il convient de résilier les concessions (sauf pour l'Aéroparc) ou de parvenir à trouver un accord à l'amiable avec l'intercommunalité pour un transfert des concessions ».

Le département gère encore sous la forme de concessions plusieurs zones : la zone industrielle de Bourogne-Morvillars créée en 1964, le parc technologique de Belfort en 1988, la ZAC des Près à Andelnans et destinée à être exploitée comme le parc des expositions d'Andelnans-Belfort de l'agglomération en 1993, la réalisation et la gestion du bâtiment d'accueil des entreprises à Delle en 1996, la construction et la réalisation d'un bâtiment industriel et d'un bâtiment d'accueil sur le périmètre de la ZAC de l'Aéroparc de Fontaine en 1996, la réalisation et la gestion du bâtiment industriel ADLER sur l'Aéroparc de Fontaine en 2000, la ZAC de la gare TGV Belfort-Montbéliard en 2007 (cf. tableau n° 10 en annexe n° 3).

Selon le code de l'urbanisme (article L. 311-1), « les zones d'aménagement concerté sont les zones à l'intérieur desquelles une collectivité publique ou un établissement public y ayant vocation décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains, notamment de ceux que cette collectivité ou cet établissement a acquis ou acquerra en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs publics ou privés. »

Cet outil d'aménagement relève de la compétence aménagement de l'espace des communautés de communes à DGF bonifiée et des communautés d'agglomération. Mais, dès lors qu'elle accueille principalement et majoritairement des établissements à vocation économique, la ZAC relève de la compétence ZAE.

La construction et la location d'immobilier d'entreprise pour favoriser l'implantation de certaines activités et/ou permettre à des catégories d'acteurs de lancer leurs projets relèvent des actions de développement économique et de l'aide à l'immobilier. Ces dernières relèvent de la compétence des EPCI conformément aux dispositions de l'article L. 1511-3 du CGCT.

La chambre observe qu'il résulte de la circulaire du 3 novembre 2016 sur les conditions de retrait des départements de l'aménagement économique, que GBCA, EPCI territorialement compétent, se verra transférer par le département les zones d'activité et l'immobilier d'entreprises dont il est propriétaire, ainsi que les concessions d'aménagement et de gestion.

GBCA a indiqué sur ce point ne pas souhaiter, pour des raisons financières, procéder à ce rachat à court terme, qu'elle estime inéluctable mais sans délai imposé.

3.1.4 La nécessaire simplification du pilotage et du financement des zones d'activités dans l'agglomération, notamment à la Jonxion

La plupart des zones d'activités et bâtiments économiques actuellement gérés par le département sont situées dans la périmètre de la communauté d'agglomération : la zone industrielle de Bourogne-Morvillars, le parc des expositions de Belfort-Andelnans, le parc technologique de Belfort et deux bâtiments (d'accueil et industriel dit ADLER) sur la zone de l'Aéroparc.

La chambre observe que le transfert à GBCA de zones d'activités économiques départementales situées sur son territoire va simplifier le pilotage et la responsabilité des actions de développement économique dans l'agglomération en lui confiant la direction et le financement des opérations d'aménagement et de gestion.

En 2019, le département du Territoire de Belfort et GBCA réalisaient, par concession confiée à la SODEB, les deux zones d'aménagement et de développement économique du Territoire de Belfort autour de la gare TGV :

- la ZAC TGV concédée jusqu'en 2023 par le premier, dont l'immobilier de bureau est en cours de commercialisation ;
- la ZAC des Plutons concédée par la seconde jusqu'en 2043, dont les aménagements à vocation tertiaire, sont retardés.

Chaque collectivité est engagée dans les deux opérations d'aménagement par des financements croisés, peu lisibles et facteurs de complexité administrative et comptable.

Le département doit cesser le financement résiduel à hauteur d'1,78 M€ de la ZAC des Plutons.

GBCA finance la ZAC TGV à hauteur d'un montant prévisionnel de 1,85 M€, dont l'aménagement a été concédé par le département à la SODEB et le département.

GBCA a même accru indirectement son engagement financier de 44 % (820 K€ en plus de ses participations précédentes de 1,85 M€[36]) dans la ZAC de la gare TGV à l'occasion de l'achat en 2019 de parcelles à la SODEB.

La communauté d'agglomération a acquis ces parcelles pour les revendre au groupe Dracy Santé. Cette entreprise a le projet d'y transférer les activités de la clinique de la Miotte [37]. Par délibération du 6 décembre 2018, GBCA les a cédées à l'euro symbolique pour motif d'intérêt général, conformément à la jurisprudence[38] arguant de la création d'emplois et d'activités médicales autour du centre hospitalier Nord Franche-Comté.

---

[36] Participation initiale de 949 K€ versée au 31 décembre 2016, les compléments versés pour des giratoires (256,1 € et 150 K€), les participations à l'aménageur de 245 K€ en 2017 et de 245 197,72 € en 2018.

[37] Dont le principe a été adopté par le conseil communautaire le 1er décembre 2016.

[38] Arrêt du 14 octobre 2015 du Conseil d'État, commune de Châtillon-sur-Seine. La cession d'un élément du patrimoine d'une collectivité publique à une personne privée pour un prix inférieur à sa valeur est possible sous deux conditions : elle doit être justifiée par un motif d'intérêt général, et elle doit comporter des contreparties suffisantes pour justifier la différence de prix de vente et la valeur du bien cédé.

La chambre observe que le transfert à GBCA, propriétaire de la ZAC des Plutons dite Jonxion 3, de la ZAC TGV qui accueille les opérations Jonxion 1 et 2, va concourir à l'efficacité de l'intervention publique dans le développement de la zone, présentée comme un des principaux sites du pôle métropolitain Belfort-Montbéliard.

En outre, GBCA est devenue en 2017 le premier actionnaire de la SEM TANDEM qui a engagé depuis 2011, via sa filiale « société Alliance Développement » dont elle détient 51 % du capital, la construction du nouveau parc immobilier d'affaires de la Jonxion.

« Jonxion 1 », premier immeuble de 20 000 m², offrant des plateaux de bureau et un ensemble de services nécessaires au développement à venir du parc (hôtel, restaurant, agence bancaire, vente à emporter, centre d'affaires) a été livré fin 2014 et son dernier bilan de commercialisation apparaît satisfaisant[39]. La décision de construire le premier îlot de « Jonxion 2 », seconde tranche du projet, a été prise en décembre 2017. Jonxion 1 et 2 sont situées dans le périmètre de la ZAC TGV que doit récupérer à terme GBCA.

La chambre relevait dans son rapport d'observations définitives (ROD) rendu public en 2018 que le développement du parc d'immobilier d'affaires de « La Jonxion » lancé à partir de 2011 n'offrait pas pour la SEM TANDEM de perspective concrète d'un retour sur investissement à court ou moyen terme.

GBCA concédant de la ZAC TGV devra être d'autant plus attentif aux bonnes conditions de la commercialisation des locaux de la zone par la SEM qu'elle en est devenu le principal actionnaire.

La maîtrise accrue de GBCA de l'opération de la Jonxion aura pour contrepartie une plus grande exposition aux risques financiers.

3.1.5 Une économie très dépendante de groupes internationaux

L'économie locale reste très dépendante de deux groupes internationaux et de leurs sous-traitants : Alstom transports et General Electric (GE), qui a repris en 2014 la branche énergie d'Alstom. Entre 2014 et 2018, ces deux groupes ont représenté une part élevée des recettes fiscales de la communauté d'agglomération : plus de 43 % de la CVAE[40] et près d'un tiers de la CFE.

[39] Comme le notait la chambre dans le rapport d'observations définitive sur la gestion de TANDEM, trois ans environ après la livraison de « Jonxion 1 ».

[40] Le CVAE de General Electric n'a cessé de baisser en raison de l'optimisation fiscale pratiquée, selon GBCA.

Tableau n° 4 : Parts des groupes internationaux General Electric et Alstom transports dans les recettes fiscales de la communauté d'agglomération du Grand Belfort (CVAE et CFE)

	2014	2015	2016	2017	2018	2014-18
Part CVAE Alstom	20%	28%	31%	16%	28%	24%
Part CVAE GE	25%	-3%	22%	31%	8%	18%
Part CVAE Asltom+GE	**45%**	**25%**	**53%**	**47%**	**36%**	**43%**
Part CFE Asltom	22%	22%	21%	16%	15%	19%
Part CFE GE	10%	9%	14%	14%	14%	13%
Part CFE Asltom+GE	**31%**	**31%**	**35%**	**30%**	**30%**	**31%**

Source : CRC à partir des données de GBCA et de la DDFIP 90

La dépendance au groupe General Electric (GE)

Comme le notait le rapport d'observations définitives de la CRC, le chiffre d'affaires de la SEM TANDEM dépend à 70 % des loyers versés par GE et ses sous-traitants, principal client[41].

Devenue son premier actionnaire à hauteur de 34 % de son capital, au prix d'un investissement de 11 M€ entre 2015 et 2019[42], GBCA est davantage exposée à l'activité immobilière de la SEM TANDEM.

GBCA a garanti des emprunts pour accompagner le financement de la croissance des investissements de TANDEM par la dette[43]. Comme le notait le rapport d'observations définitives de la CRC sur les comptes et la gestion de TANDEM, la SEM « a indiqué ne plus souhaiter solliciter les garanties des collectivités territoriales, déjà fortement mobilisées en faveur de la SEML à l'occasion de la dernière augmentation de capital intervenue en 2017. »

Lors du rachat de la branche énergie d'Alstom par GE, le groupe s'était engagé à créer 1 000 emplois sur les sites français, dont Belfort est le principal ; or, en 2018, seuls 200 emplois nets avaient été créés. Les pouvoirs publics, dont GBCA, ont exigé le versement d'une compensation de 50 K€ par emploi non créé pour financer un fonds de reconversion économique.

Le groupe a annoncé le 28 mai 2019 la suppression de 1 000 emplois sur les sites de Belfort et Bourogne, conséquence de la restructuration du pôle énergie du conglomérat américain et de la crise du marché des grosses turbines à gaz, un secteur d'activité dans lequel le site de Belfort est spécialisé (3 800 emplois, dont 1 100 emplois directement liés à la branche gaz).

---

[41] La SEM a sécurisé le bail renouvelé le 24 mars 2017 pour y inclure de nouveaux travaux sur des bâtiments déjà loués et une durée ferme courant jusqu'en 2035, sans possibilité pour le preneur de le résilier à chaque période triennale.

[42] Rachat des actions de la SEM TANDEM en 2015 au SMAGA pour 2,7 M€, puis au département en 2017 pour 8,1 M€.

[43] Selon le rapport de la CRC, la totalité des 18 emprunts en cours garantis par la CAB à hauteur de 50 %, qui ont été souscrits pour la plupart au début des années 2000, seront soldés dans les 10 à 12 ans à venir, soit en 2030 au plus tard pour la CAB.

La dépendance au groupe Alstom transport

En 2016, Alstom transport a signé un plan de maintien de l'activité et de l'emploi sur le site de Belfort, résultant d'une mobilisation de l'État et des élus locaux à la suite de l'annonce du regroupement de ses activités ferroviaires sur un site alsacien. Selon le comité de suivi réuni le 12 octobre 2018, Alstom avait en partie respecté ses engagements, dont certains étaient fixés à l'échéance de 2020. Au cours du contrôle, GBCA a précisé qu'Alstom avait encore le projet de recruter 40 à 60 personnes.

Dans ce contexte, GBCA s'est fixée pour objectif de diversifier son économie : elle subventionne également des projets comme « Vallée de l'énergie » et le pôle de compétitivité « Véhicules du futur ». Elle a également le projet d'implanter de futures activités aéronautiques.

La stratégie du territoire définie en 2018 vise à diversifier l'économie locale grâce à plusieurs projets : le grand campus métropolitain, l'éco campus porté par l'IUT et l'université, et la création d'un écosystème d'innovation et développement des green technologies retenus par l'appel à manifestation d'intérêt lancé le 29 mars 2017 dans le cadre du programme d'investissement d'avenir ciblé sur le territoire d'innovation de grande ambition (TIGA). Ce projet consiste en l'accompagnement aux côtés de Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) des groupes industriels vers l'industrie 4.0. GBCA a aussi répondu en 2018, conjointement avec PMA, à l'appel à projet « Territoire d'industrie ».

3.1.6 Le renforcement requis du pilotage de la compétence par les services

La communauté d'agglomération exerce cette compétence davantage par la mobilisation d'outils externes que par l'action directe de ses propres services composés en la matière de deux agents et demi : la prospection de projets par l'ADN FC, l'aménagement de zones d'activité économique confié à des SEM locales dont GBCA est actionnaire (TANDEM à hauteur de 34,2 %, SODEB à hauteur de 9,09 %).

L'étude réalisée en 2017 recommandait de travailler sur l'organisation et le pilotage des projets et conditionnait la réussite du SAE à son pilotage par GBCA, au travers de la définition d'une feuille de route de son service du développement économique.

Aujourd'hui, c'est le président siégeant dans le comité stratégique de la SEM TANDEM, présidant l'ADN FC et participant au conseil d'administration de la SODEB qui assure, avec son directeur général, ce portage et ce pilotage. Le service du développement économique et la direction des finances sont peu associés en amont.

Compte-tenu des engagements financiers de la collectivité, la chambre invite GBCA à structurer et à renforcer l'intervention de ses services dans la mise en œuvre de la stratégie de développement économique et de son schéma d'accueil des entreprises ainsi que le suivi des engagements financiers de GBCA notamment dans ses concessions.

3.2 L'intérêt de développer des coopérations avec le département et les collectivités voisines

3.2.1 Avec les EPCI du département pour une gestion commune des déchetteries

Dans son rapport d'observations définitives relatif à la gestion du SERTRID rendu public en 2016, la chambre notait qu' « en dépit de l'opposition de deux de ses membres, le comité syndical du SERTRID devait impérativement exercer pleinement la compétence « traitement des déchets » que ses membres lui ont transférée ; ces derniers conservant, de manière irrégulière, une partie de la compétence « traitement », source de revenus élevés. »

En effet, ainsi que le notait la chambre, « le SERTRID est compétent non seulement pour le traitement des déchets, mais également pour les opérations de tri préalables au traitement[44]. »

Dans sa réponse aux observations provisoires, le président du SERTRID a confirmé que la non restitution du tri par certains membres du SERTRID, à l'origine de l'observation de la chambre en 2016, n'a pas évolué depuis le constat de la chambre malgré, selon lui, le travail réalisé pour tenter de faire converger les points de vue.

Il a communiqué la position du représentant de l'Etat, communiquée le 24 septembre 2019 : elle confirme que le tri préalable à la valorisation ou l'élimination des déchets, distinct du tri à la source opérée par les administrés, est une opération rattachée au traitement des déchets[45].

GBCA a écrit au SERTRID pour lui demander d'exercer cette compétence. La CCST s'y oppose comme son président l'a confirmé dans sa réponse aux observations provisoires. Dans sa réponse aux observations provisoires, le président du SMICTOM de la zone sous-vosgienne a pour sa part rappelé sa neutralité sur le sujet de l'exercice de la compétence tri préalable au traitement par le SERTRID ou ses membres.

Un groupe de travail a été créé en 2018 qui n'a pu aboutir en raison de la divergence sur la lecture juridique des statuts entre les membres du SERTRID, comme l'a rappelé son président en réponse aux observations provisoires.

La chambre ne peut qu'inviter GBCA à rechercher avec les deux autres membres du SERTRID, la communauté de communes du Sud Territoire et le syndicat mixte de traitement des ordures ménagères (SMICTOM) de la zone sous-vosgienne, les moyens de cesser d'exercer la compétence des « opérations de tri préalables au traitement ».

---

[44] En effet, en application de l'article R. 2224-23-7° du CGCT, dans sa version en vigueur depuis le 13 mars 2016, on entend par collecte, « toute opération de ramassage des déchets, y compris leur tri et leur stockage préliminaires en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ». Par conséquent, si le tri dit « sélectif » relève de la compétence collecte, exercée par les membres du syndicat, le tri préalable au traitement, effectué dans des centres de tri, relève de la compétence « traitement ». Or, la compétence « tri préalable au traitement afin d'assurer la valorisation matière des déchets » a été transférée par les organismes adhérents au SERTRID.

[45] Cette analyse des services déconcentrés du ministère de la transition écologique et durable a été menée sur la base d'interprétation de la directive déchets transposée en droit français.

La mission d'évaluation de politique publique sur la gestion des déchets par les collectivités territoriales - composée de membres du conseil général de l'environnement et du développement durable, de l'inspection générale des finances, de l'inspection générale de l'administration et du conseil général de l'économie - a rappelé dans son rapport daté de décembre 2014 que « dans le cadre de délégations d'une collectivité à une autre, la compétence déchets ne peut être partagée qu'entre collecte et traitement. À titre d'exemple, la compétence collecte est appréhendée globalement et ne peut être séparée entre collecte sélective et collecte des ordures ménagères résiduelles (OMR). De même, la compétence traitement ne distingue pas entre tri, élimination et valorisation. »[46]

L'exercice de cette compétence par le SERTRID n'en modifierait toutefois pas la charge pour GBCA : elle s'acquitterait d'une participation au syndicat mixte correspondant à ce qu'elle paye directement aujourd'hui.

La comparaison des dépenses et recettes de GBCA liées à la réalisation du tri préalable au traitement de 2014 à 2018 inclus montre, sur la base des données fournies par GBCA, un coût net entre 300 et 500 K€ annuels et un excédent de 500 à 800 K€ annuels en prenant en compte les aides d'Eco emballage, devenu CITEO, versées en fonction des tonnages de déchets triés (cf. tableau n° 11 en annexe n° 3).

Selon GBCA, la collectivité signataire des contrats avec CITEO aurait toujours la possibilité de conserver l'intégralité de ces aides, même dans l'hypothèse où elle n'exercerait plus le tri préalable au traitement.

L'article L. 2224-13 du CGCT dispose que « les communes peuvent transférer à un EPCI ou à un syndicat mixte, soit l'ensemble de la compétence de collecte et de traitement des déchets des ménages, soit la partie de cette compétence comprenant le traitement, ainsi que les opérations de transport qui s'y rapportent » et que « les opérations de transport, de transit ou de regroupement qui se situent à la jonction de la collecte et du traitement peuvent être intégrées à l'une ou l'autre de ces deux missions. »

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-13 du CGCT, dans l'hypothèse où le SERTRID exercerait la compétence de tri préalable au traitement, eu égard aux économies d'échelle induites par un seul réseau de déchetterie, au lieu de trois systèmes hétérogènes donc a priori plus coûteux, ses membres pourraient avoir intérêt, en terme de service et de dépense publique, à ce que le SERTRID prenne en compétence les déchetteries qui relèvent de la collecte sélective : ils réaliseraient une rationalisation de leurs implantations à l'échelle du territoire et des coûts ; ils supprimeraient l'effet « frontière » actuel pour la population entre déchetteries proches, mais appartenant à des EPCI différents.

Cette intégration serait d'autant plus intéressante pour les membres du SERTRID, que les collectivités locales compétentes devront - à la suite de loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) - étendre les consignes de tri des emballages ménagers à l'ensemble des emballages plastiques à l'horizon 2022, puis adapter leurs équipements et services à la généralisation du tri à la source de tous les déchets organiques ou bio d'ici 2025[47]. Une telle évolution implique la collecte séparée des déchets alimentaires par la collectivité en complémentarité du compostage de proximité.

---

[46] Rapport de la « Mission d'évaluation de politique publique. La gestion des déchets par les collectivités territoriales » (page 20), décembre 2014, disponible sur www.modernisation.gouv.fr

[47] La loi de transition énergétique pour la croissance verte publiée le 17 août 2015 a renforcé les obligations des collectivités territoriales relatives aux bio déchets, en disposant qu'elles « définissent des solutions techniques de compostage de proximité ou de collecte séparée des bio déchets et un rythme de déploiement adaptés à son territoire ».

Ces évolutions législatives vont nécessiter d'importants investissements qu'il serait plus intéressant de supporter au niveau du SERTRID.

À défaut, seul serait juridiquement possible un transfert au SERTRID par ses collectivités membres de la totalité de la compétence collecte en complément de la compétence traitement, comme le permettent les dispositions de l'article L. 2224-13 du CGCT.

3.2.2 Avec le département pour le partage de moyens

Depuis la mise en œuvre de la nouvelle carte des intercommunalités au 1er janvier 2017, GBCA représente les deux tiers de la population et la moitié des communes du département. Des sénateurs, dont celui du Territoire de Belfort, avaient tenté de supprimer en 2015, par amendement au projet de loi NOTRé[48], l'interdiction pour un EPCI d'adopter le périmètre identique à celui d'un département de moins de 200 000 habitants : il s'agissait de permettre la coexistence sur un territoire départemental de petite taille, comme le Territoire de Belfort, du conseil départemental et d'un seul EPCI.

L'exemple des digues et du tourisme

Dans le Territoire de Belfort, le département a réalisé, possède et exploite[49] plusieurs ouvrages ralentisseurs de crues, situés dans les bassins de la Savoureuse (trois à Sermamagny et trois à Chaux) et de la Rosemontoise (trois à Grosmagny) : ils sont situés respectivement sur les territoires des EPCI de GBCA pour les trois premiers, et de la CCVS pour les six autres. Ces bassins protègent prioritairement les populations résidant dans la communauté d'agglomération.

L'article 59 de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 prévoyait, d'ici le 1er janvier 2020, le transfert de la gestion de ce type d'ouvrages des départements, régions ou de leurs groupements aux EPCI à fiscalité propre territorialement compétents. Mais la loi dite « Fesneau » du 30 décembre 2017 a permis au département de conserver la gestion des digues à condition de conventionner d'ici le 1er janvier 2020 avec l'EPCI territorialement compétent.

Aussi, eu égard à son expérience de leur gestion, le département a proposé à GBCA et à la CCVS, de conserver la propriété et l'exploitation des trois ouvrages écrêteurs de crues par une convention adoptée et signée le 11 avril 2019 pour 5 ans.

À partir du 1er janvier 2020, le département supporte la totalité de l'encours de dette et tous les frais des personnels départementaux exploitant les ouvrages y compris les astreintes, soit une charge annuelle de 800 K€, et associe GBCA et la CCVS à hauteur respectivement de 50 % et 5 % aux 200 K€ de dépenses courantes annuelles d'entretien et de contrôle périodique (soit 100 K€ et 10 K€ annuels).

---

[48] Amendement n° 67 rect. ter en deuxième lecture du projet de loi NOTRé le 26 mai 2015 complétant le dernier alinéa du 2° du I de l'article L. 5211-5 du CGCT.

[49] En tant que propriétaire et exploitant des ouvrages, le département 90 est le seul bénéficiaire des arrêtés préfectoraux d'autorisation du titre de la rubrique 3.2.5.0 « barrages » de la loi sur l'eau.

Cet accord permet à GBCA de limiter juridiquement et financièrement son intervention en matière de prévention des inondations, s'agissant de la gestion des ouvrages protégeant d'abord ses populations de possibles crues ; il lui permet également de consacrer le produit de la taxe affectée aux autres interventions, notamment en matière de gestion des milieux aquatiques.

La mise en commun de moyens fonctionnels avec la collectivité départementale

S'agissant de la gestion des ressources humaines, les deux collectivités rencontrent les mêmes difficultés de recrutement, liées à la faible attractivité du secteur géographique. GBCA et le département pourraient renforcer la mutualisation en termes de mobilité interne, mais aussi de formation, de médecine professionnelle, de prévention des risques professionnels, de l'action sociale et renforcer les possibilités de reclassement professionnel, sur lesquels elles échangent déjà.

La chambre invite GBCA à entreprendre des rapprochements avec le département pour mettre en commun certains moyens notamment en matière de gestion des ressources humaines et de commande publique, voire de gestion financière et budgétaire.

En outre, la communauté d'agglomération et la commune de Belfort ont historiquement mutualisé leurs services. La communauté d'agglomération pourrait envisager de proposer d'étendre la mise à disposition des services fonctionnels communautaires et de la commune de Belfort aux autres communes membres de GBCA intéressées.

3.2.3 Avec Pays de Montbéliard Agglomération dans le cadre du pôle métropolitain

Outre la création en 2015 d'une agence de développement économique commune, GBCA a créé avec PMA et les autres EPCI (la CCST et la CCVS) à la suite de la dissolution du syndicat mixte de l'aire urbaine au 31 décembre 2017, le pôle métropolitain dénommé « Nord Franche-Comté » pour conduire des actions d'intérêt métropolitain, de coordination principalement en matière de développement économique, de promotion d'innovation, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la culture, d'aménagement de l'espace, de transports et de mobilité et de santé.

Il constitue un outil de coopération potentielle avec la communauté d'agglomération de Mulhouse, frontalière de l'agglomération belfortaine depuis sa fusion avec la CCTB.

Les membres du pôle ont signé une convention de création d'un grand campus métropolitain le 10 avril 2019 et portent une candidature commune à l'appel à projets national « territoires d'industries ».

Les statuts du pôle métropolitain évoquent le rapprochement des scènes nationales et une réflexion sur la gestion du bassin versant hydrographique, et la maîtrise des inondations.

GBCA conserve l'objectif de transférer au pôle la scène nationale qu'il finance depuis 2018 pour la fusionner, malgré l'échec de 2019, avec celle située à Montbéliard.

S'agissant de la prévention des inondations, le bassin hydrologique de l'Allan couvrant l'Aire urbaine et identifié comme territoire à risque d'inondation nécessite une stratégie locale en la matière (SLGRI). PMA a proposé à GBCA de réaliser conjointement sous l'égide de la commission locale de l'eau le nouveau programme d'actions et de prévention des inondations (PAPI)[50], condition d'éligibilité au fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)[51].

Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE)[52] Allan arrêté au niveau de l'unité hydrologique[53] constitue la nouvelle échelle pour contractualiser avec l'Agence de l'eau sur les actions des EPCI relatives à l'eau coordonnées au niveau du SAGE[54].

La chambre invite GBCA à approfondir les coopérations avec PMA dans le cadre du pôle métropolitain dans les domaines culturels et de la prévention des inondations.

4 LA QUALITE DE LA GESTION ET DE L'INFORMATION BUDGETAIRE, COMPTABLE ET FINANCIERE

4.1 La sincérité budgétaire des rattachements

La procédure des rattachements consiste à intégrer dans le résultat annuel toutes les charges correspondant à des services faits et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice considéré même si ceux-ci n'ont pu être comptabilisés en raison, notamment pour les dépenses, de la non réception par l'ordonnateur de la pièce justificative.

En l'absence de mise en œuvre par GBCA de la « journée complémentaire » depuis 2017[55], seule la procédure des rattachements permet de comptabiliser les opérations comptables sur le bon exercice, et ainsi de fiabiliser les comptes. Or, la part moyenne des charges rattachées en 2017 et 2018 dans l'ensemble des charges de gestion du budget principal est restée très faible (respectivement 2 % et 1 %, 2,9 % en 2016).

GBCA n'a procédé qu'en 2018 au rattachement des recettes au budget principal, lui permettant ainsi d'atteindre un taux d'exécution de 100 %. L'examen des titres 2018 a pourtant montré que certains d'entre eux, concernant les recettes de la patinoire, de la piscine et de l'aire d'accueil des gens du voyage auraient pu être rattachées à l'exercice auquel ils se rapportent.

---

[50] Créés en 2013, les programmes d'actions de prévention des inondations ont pour objectif de réduire les conséquences des inondations sur les territoires par approche globale du risque.

[51] Créé par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et dont l'utilisation est codifiée à l'article L. 561-3 du code de l'environnement.

[52] Le SAGE est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

[53] À l'échelle des trois EPCI du Territoire de Belfort, de PMA, de la communauté de communes du Pays d'Héricourt (CCPH) et de la communauté de communes de Rahin et Chérimont.

[54] Jusqu'ici l'agence de l'eau ne s'engageait financièrement qu'au niveau et avec chaque EPCI.

[55] La journée complémentaire permet de prolonger la date de clôture d'un exercice budgétaire en permettant d'émettre les mandats et titres correspondant aux dépenses et recettes de fonctionnement ayant donné lieu à service fait avant le 31 décembre de l'année, mais dont les factures et titres ne sont pas encore parvenus à cette date.

La chambre invite GBCA à procéder au rattachement exhaustif des produits et charges de son budget principal.

À l'inverse, les taux de rattachements des budgets annexes sont supérieurs : 7 à 8 % pour les dépenses, et 40 % pour les recettes en raison de la facturation émise en fin d'année (cf. tableau n° 12 en annexe n° 4).

La chambre invite à ce titre GBCA à revoir son calendrier de facturation, ce qui aura pour effet de lisser les recettes et de réduire le volume des rattachements des recettes de ses budgets annexes eau et assainissement, qui ont représenté en 2016 et 2017 plus de 40 % des produits de gestion.

Le passage d'une facturation semestrielle à une facturation bimestrielle des SPIC devrait permettre de mieux lisser l'émission des titres de recettes et éviter ces rattachements importants.

4.2 La fiabilité des comptes

4.2.1 Le suivi perfectible du patrimoine

La tenue défaillante de l'inventaire comptable

La tenue de l'inventaire comptable est une obligation pour l'ordonnateur, chargé du recensement des biens et de leur identification exhaustive dans l'inventaire physique. Ces deux inventaires doivent être en concordance avec l'état de l'actif tenu par le comptable. La tenue de l'inventaire participe à la sincérité des comptes car l'absence de suivi du patrimoine conduit à différer certaines dates de mise en service, minorant artificiellement l'amortissement des biens concernés, ou à oublier certaines sorties ou mises au rebut, conduisant à ne pas constater les plus ou moins-values qui en résultent.

L'actif répertorié à l'inventaire au 31 décembre 2017 ne correspondait pas à l'état de l'actif arrêté au 31 décembre 2017, budgets annexes et principal compris. Fin 2017, l'inventaire de GBCA présentait des écarts conséquents avec les valeurs respectivement brutes et nettes portées à l'état de l'actif (respectivement de 18 % et 32 %) (cf. tableau n° 13 en annexe n° 4).

Les services de la communauté sont conscients de l'imperfection de leur inventaire. Dès la clôture des comptes 2015, Hélios, logiciel comptable de la DGFiP, avait par ailleurs déjà généré des messages d'anomalies.

Un audit de juillet 2016 sur les pratiques de la gestion comptable et budgétaire des amortissements réalisé pour fiabiliser les comptes en soulignait les causes :

- une connaissance incomplète des données à intégrer, et de leur état, liée aux transferts successifs, notamment pour les services de l'eau et de l'assainissement ;
- une organisation de la fonction d'inventaire dispersée et peu développée au sein de la collectivité : les services opérationnels sont en charge du suivi et de la gestion de leurs immobilisations sans connaissance suffisante des procédures, et la direction des finances est responsable de la gestion comptable sans réelle concertation avec les services ;
- un manque de procédures écrites transmises aux services gestionnaires en matière de suivi et de sorties d'inventaire, lors de mises à la réforme des biens détruits, ou hors service.

À titre d'exemple, le compte 2183 « acquisition matériel bureau et informatique » de l'actif 2017 enregistre toujours la présence d'équipements informatiques antérieurs à l'année 2000, bien qu'amortis et très certainement sortis physiquement de l'inventaire. S'agissant du compte 2184 « mobilier et matériel de bureau », certains petits équipements datent de 1996.

Sur le budget principal, plusieurs biens d'une valeur d'acquisition de moins de 1 000 € restent comptabilisés à l'actif, particulièrement sur le compte 2051 « logiciels », le compte 2128 « autres agencements et aménagements » et le compte 21568 « autres matériels et outillages ».

La mise à jour de l'inventaire est d'autant plus importante que GBCA a indiqué vouloir passer en nomenclature comptable M57 pour bénéficier de la certification de ses comptes.

Recommandation n° 3 : La chambre recommande à GBCA de rétablir et de fiabiliser son inventaire comptable pour amortir correctement ses biens. Cet inventaire devra être établi sur la base d'un inventaire physique précis et tenu à jour.

Le conseil communautaire du 6 décembre 2018 a effectué des régularisations de l'actif, proposées par la comptable.

La chambre invite par ailleurs GBCA à amortir les biens de faible valeur sur un an et à les sortir de l'inventaire une fois amortis.

La collectivité a indiqué vouloir entreprendre la sortie de ces biens.

Par ailleurs, GBCA n'a pas transféré régulièrement à son budget principal d'importantes immobilisations en cours en immobilisations corporelles. Le solde des immobilisations en cours rapporté au solde des immobilisations corporelles atteignait 40 % en 2017 et 38 % en 2018.

La chambre invite GBCA à solder régulièrement ses immobilisations en cours, après clôture des opérations concernées ou lors de l'exercice au cours duquel elles commencent à être utilisées, afin d'amortir les immobilisations au cours de l'exercice suivant.

De même, le compte 2031 « frais d'étude » du budget principal présentait un solde important (2,5 M€ fin 2017). En 2019, des frais d'études datant de 2001 restaient en attente de régularisation, à l'instar des frais relatifs aux installations techniques de la piscine ou à l'aménagement du parc d'activités de Sévenans.

La chambre invite GBCA à imputer conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14 au compte 23 des immobilisations en cours les frais d'études quand ils sont suivis de la réalisation des travaux, sinon à défaut, de les amortir sur une durée maximale de cinq ans.

GBCA n'a toujours pas profité de la neutralisation des amortissements des subventions d'équipements versées comme les décrets n° 2015-1846 et n° 2015-1848 du 29 décembre 2015 le permettent aux communes et aux EPCI. Elle permet pourtant d'alléger la charge correspondante en fonctionnement en contrepartie d'une dépense accrue en investissement.

La chambre invite GBCA à pratiquer la neutralisation des amortissements des subventions d'équipements versées.

4.2.2 Le provisionnement insuffisant des engagements hors bilan

GBCA n'a constitué aucune provision pour risques et charges depuis 2014 sur le budget principal alors que la collectivité ne peut pourtant être considérée comme exempte de risques, à l'instar de contentieux en cours tant devant les juridictions administratives que judiciaires.

Concernant les budgets annexes, les difficultés sur le recouvrement des créances donnent lieu à provisions, mais elles ne semblent pas reprises, à l'exception en 2016, d'un montant de 293 261 € au niveau du budget annexe de l'assainissement.

La chambre invite GBCA à fiabiliser la constitution de ses provisions, et leur suivi, notamment au budget principal.

4.2.3 Les admissions en non-valeur à présenter intégralement et régulièrement

La réglementation n'impose pas à l'ordonnateur de délai pour présenter à l'assemblée délibérante des demandes d'admissions en non-valeur (ANV) des créances irrécouvrables produites par le comptable public[56].

Depuis 2014, la communauté d'agglomération a régulièrement présenté à l'assemblée des ANV, mais, à partir de 2017, elle n'exécute pas l'intégralité des crédits inscrits correspondants ; elle n'a en outre présenté aucune ANV en 2018 (cf. tableaux n° 14 en annexe n°4).

GBCA a indiqué que depuis 2015, une analyse des demandes de la trésorerie l'avait conduite à refuser certaines d'entre elles notamment en 2017, faute d'informations suffisantes ; elle a précisé qu'en 2018, ce travail d'analyse n'ayant pu être mené à son terme, aucune ANV n'a été proposée au conseil communautaire : cette absence de présentation altère la sincérité des comptes qui intègrent donc des recettes dont le recouvrement est compromis.

La chambre invite GBCA à réfléchir aux modalités d'encaissement facilitant le recouvrement (monétique) et à convenir avec le comptable d'une procédure de traitement des demandes d'admission en non-valeur présentées. Cette procédure doit aboutir, au final, soit à admettre en non-valeur les créances pour lesquelles toutes les voies de recouvrement du comptable public se sont avérées vaines, soit à constater la charge si ces voies ne peuvent plus être mises en œuvre à la suite d'une décision de justice. La chambre invite de même GBCA à présenter devant le conseil communautaire au moins une fois par an les demandes d'admissions en non-valeur.

4.3 La gestion des régies autonomes de l'eau et de l'assainissement

Au 1er janvier 2017, la préfecture du Territoire de Belfort a imposé la création des budgets annexes d'eau et d'assainissement de GBCA sous forme de régies dotées de la seule autonomie financière, afin de se conformer aux articles L. 1412-2 et L. 2221-4 du CGCT. Le fonctionnement des régies d'eau et d'assainissement de la CAB et de la CCTB était jusqu'ici irrégulier, car leur gestion était assurée par des budgets annexes en régie directe mais sans avoir procédé à la création de régies.

[56] En application de l'instruction M14 (II §6.3), les états des restes à recouvrer sur les recettes de l'exercice courant (exercice N) sont arrêtés par le comptable à la date du 30 juin de l'exercice suivant (exercice N+1) et les états des restes à recouvrer sur les recettes des exercices antérieurs à l'exercice N sont arrêtés au 31 décembre de l'exercice N.

Selon les termes de l'instruction n° 01-049-M0 du 17 mai 2001 et de la circulaire n° NOR/INT/B/89/00169/C du ministère de l'intérieur publiée en annexe de l'instruction n° 89-68 MO du 19 juillet 1989, chaque service public d'eau et d'assainissement doit disposer de son propre compte de disponibilités au trésor.

Les difficultés de facturation et de suivi résultant des carences de l'application informatique de la DGFIP, « Hélios »

Comme le souligne un courrier de la DDFiP du Territoire de Belfort du 25 juillet 2017 à la DGFiP, « l'application Hélios n'a pas été développée pour permettre la création d'un budget annexe doté d'un compte de trésorerie 515. Par conséquent, dans la fiche technique du 8 novembre 2016, le bureau CL-1B de la DGFiP demande de contourner le problème par la création de budgets principaux, même si juridiquement, ils n'en sont pas ».

Ainsi certaines fonctionnalités d'Hélios ne peuvent être pleinement utilisées :

- en matière d'automatisation des poursuites : la facturation est émise globalement sur un des deux budgets (eau), pour les redevances d'eau et d'assainissement. Au terme d'une phase amiable, la part assainissement bascule dans le budget annexe assainissement. Hélios considère alors que les poursuites sont rendues exécutoires par deux ordonnateurs différents et produit deux actes contentieux séparés : les seuils de poursuite ne sont plus atteints de sorte que de nombreuses cotes sont susceptibles d'être proposées en non-valeur ;

- les marchés publics concernant plusieurs budgets ne peuvent être suivis puisque les budgets annexes sont considérés comme des budgets principaux.

La DGFiP a apporté en 2017 une réponse d'attente à cette demande, confirmée en octobre 2018 : « les conséquences du fonctionnement actuel sont bien identifiées par le service des collectivités locales. Toutefois, la complexité de l'évolution à prévoir dans l'application Hélios ne permet pas d'apporter une réponse technique à court terme ».

La communauté d'agglomération a prévu d'émettre plus régulièrement les titres de recettes en passant d'une facturation semestrielle à une facturation bimestrielle.

La création d'une régie dotée *a minima* de l'autonomie financière est obligatoire pour individualiser la gestion directe des SPIC à l'exclusion de ceux qui, par nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité locale elle-même, selon les dispositions de l'article L. 1412-2 du CGCT.

Une telle création nécessite cependant le respect des dispositions des articles L. 1412-1 et -2, R. 1412-1 et -2, L. 2221-1 à 14, R. 2221-1 à 17 et R. 2221-63 à 98 du CGCT :

- la délibération créant la régie arrête les statuts et détermine l'ensemble des moyens mis à la disposition de la régie ;
- la régie est administrée par un conseil d'exploitation et un directeur sous l'autorité de l'ordonnateur et du conseil communautaire ;
- les membres du conseil d'exploitation sont nommés par le conseil communautaire et le directeur est nommé par l'ordonnateur dans les conditions prévues à l'article L. 2221-14 du CGCT sur avis du conseil d'exploitation ;

- le conseil communautaire, après avis du conseil d'exploitation et dans les conditions prévues par le règlement intérieur, délibère sur toutes questions intéressant le fonctionnement de la régie ;
- le budget [...] est préparé par le directeur, soumis pour avis au conseil d'exploitation et voté par le conseil communautaire. Il est annexé à celui de la communauté d'agglomération.

La chambre observe que la création de régies dotées de la seule autonomie financière implique le respect d'un certain cadre et formalisme, que GBCA n'a pas encore mis en œuvre.

4.4 La transparence budgétaire et financière

La collectivité présente des rapports budgétaires globalement clairs et bien structurés. Ces rapports rappellent, par budgets, et pour chaque étape (BP, DM, CA), l'ensemble des propositions et des réalisations. Une telle formalisation concourt à la bonne information budgétaire des élus et des citoyens.

À la suite de l'instruction, GBCA a complété le rapport annuel d'activités de la gestion des déchets ménagers par l'indice de réduction des quantités de déchets ménagers assimilés produits et trois des dix indicateurs techniques et financiers exigés par l'annexe XII du CGCT, rendue obligatoire depuis 2016 par l'article D. 2224-1 du CGCT[57].

GBCA pourrait cependant encore procéder à quelques améliorations et/ou régularisations.

4.4.1 Sur les rapports d'orientations budgétaires (ROB)

GBCA a complété les ROB 2018 et 2019 par les principales dépenses d'investissement envisagées, tant pour le budget principal que pour les budgets annexes. En revanche, les éléments exigés par l'article 107 de la loi NOTRé sur le temps de travail, l'évolution des rémunérations et sur les avancements de grades et d'échelons faisaient encore défaut à la fin du contrôle.

En outre, GBCA n'a pas mentionné dans le ROB 2019 les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ni du besoin de financement de la collectivité au niveau du budget principal et des budgets annexes, requis par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022. GBCA a expliqué ce manquement par l'évolution incertaine des recettes.

Enfin, contrairement aux dispositions de l'article L. 5211-39-1 du CGCT, les ROB ne font pas état d'une communication sur l'avancement du rapport sur les mutualisations entre l'EPCI et ses communes membres, adopté en 2015.

---

[57] « f) Montant global et détaillé des différentes aides publiques et des soutiens reçus d'organismes agréés pour la gestion des déchets issus de produits relevant des dispositions de l'article L. 541-10 du code de l'environnement (investissements, soutien à la tonne triée, soutien aux tonnes de matériaux valorisés, soutien à l'information des usagers, etc.) ; g) Montant global et détaillé des recettes perçues au titre de la valorisation (vente de matériaux, d'électricité, de chaleur, etc.) en les précisant par flux de déchets et i) Coût complet par étapes techniques (par exemple la collecte, le transport, le tri, le traitement) tous flux confondus et pour chaque flux. ».

À la suite de l'instruction, GBCA a rédigé, à l'appui du budget primitif 2019 et du CA 2018 les rapports tenant lieu de présentations brèves et synthétiques retraçant les informations financières essentielles exigées par les dispositions de l'article L. 2313-1 du CGCT.

Recommandation n° 4 : La chambre recommande à GBCA de compléter les ROB conformément aux dispositions légales respectives de l'article L. 2312-1 du CGCT et de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Il conviendra aussi que GBCA mette en ligne les présentations synthétiques retraçant les informations essentielles des budgets primitifs et des comptes administratifs, conformément aux dispositions de l'article L. 2313-1 du CGCT.

4.4.2 Sur les annexes aux documents budgétaires

Le compte administratif 2017 et le projet de CA 2018 ne comptaient pas certaines annexes. Étaient notamment manquants l'état des provisions, l'état relatif aux actions de formation des élus, les états des engagements donnés et reçus, la liste des services individualisés dans un budget annexe, ainsi que l'état des flux croisés avec les communes membres et des décisions en matière de taux.

Contrairement aux dispositions de l'article L. 2313-1-1 du CGCT applicables aux EPCI, les comptes certifiés des organismes auxquels les collectivités ont accordé une garantie d'emprunt n'étaient pas joints aux comptes administratifs. L'absence de cette annexe ne permet pas de vérifier si la quotité d'emprunt garanti respecte les dispositions des articles L. 2252-1 et D. 1511-35 du CGCT.

Enfin, les comptes certifiés des organismes bénéficiaires de montants supérieurs à 75 000 €, ou représentant plus de 50 % de leurs produits, n'étaient pas non plus fournis. L'état C2 du CA mentionnait toutefois que les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel de ville de Belfort et du Grand Belfort et que toute personne a le droit d'en demander communication.

Recommandation n° 5 : La chambre recommande à GBCA de compléter les annexes budgétaires conformément aux dispositions du CGCT.

4.4.3 Sur l'information des élus et du citoyen

Compétente en matière d'aménagement de l'espace, GBCA a délibéré les cessions et les acquisitions foncières qu'elle a réalisées. Mais le conseil communautaire n'a pas délibéré sur leur bilan annuel, contrairement aux dispositions de l'article L. 5211-37 du CGCT.

Recommandation n° 6 : La chambre recommande à GBCA de présenter le bilan annuel des cessions et acquisitions foncières conformément aux dispositions de l'article L. 5211-37 du CGCT.

Enfin, la chambre invite GBCA à communiquer formellement au maire de chaque commune membre le rapport annuel d'activités réalisé conformément aux dispositions de l'article L. 5211-39 du CGCT.

4.5 L'organisation de la fonction budgétaire et comptable

La direction des finances de la communauté d'agglomération, mutualisée avec la commune de Belfort, s'est réorganisée depuis 2012. Elle a acquis un nouvel outil de gestion financière pour permettre notamment la dématérialisation des pièces ; elle a réorganisé le réseau financier avec la création de correspondants financiers dans les services ; elle a revu le circuit du mandatement. Elle a aussi développé, en 2018, un observatoire de suivi de la fiscalité et des dotations au niveau de l'agglomération et de ses communes.

Ce faisant, GBCA a réduit les délais globaux de paiement. Ceux-ci sont passés de 42 jours en 2014 à 21 jours en 2018 et se situent maintenant en-dessous du seuil des 30 jours. Les délais imputables à l'ordonnateur sont pour leur part, et dans le même temps, passés de 31 à 15 jours.

GBCA a conventionné en décembre 2017 avec la DDFiP pour optimiser les revenus de la fiscalité directe locale. Elle n'a cependant pas signé de convention de services comptables et financiers (CSCF) avec la trésorerie du Grand Belfort. Or ce type de convention permettrait d'engager GBCA et le poste comptable dans des actions concrètes d'amélioration de la qualité comptable, s'agissant par exemple du traitement des admissions en non-valeur (ANV) et du suivi patrimonial.

La chambre invite GBCA à rédiger, en lien avec les services de la DDFiP, une convention de services comptables et financiers (CSCF) listant les principales actions d'amélioration de la qualité comptable à mener pour les prochaines années.

Document facultatif pour les EPCI, mais pratique de bonne gestion, un règlement financier et comptable pourrait être rédigé par GBCA, à l'attention notamment des agents comptables, au même titre qu'un guide des procédures budgétaires comptables et financières, ou de la commande publique.

La chambre invite GBCA à formaliser ses procédures budgétaires et comptables et de la commande publique.

Au début de l'année 2019, la direction générale ne disposait pas de tableaux de bord, à l'exception de données remontées régulièrement par la direction des finances.

Dans le contexte de tension sur les ressources et les dépenses, GBCA a créé au 1er avril 2019 une direction générale adjointe commune avec la commune de Belfort. Cette direction est chargée du pilotage et de la stratégie, regroupant outre la direction des finances, un service du pilotage et du contrôle de gestion. Elle compte un service de la stratégie, chargé de l'élaboration et du suivi du projet de territoire, du financement externe des projets, de la prospective financière et fiscale.

5 LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Le budget principal représente 60 % des recettes réelles de fonctionnement du périmètre budgétaire de GBCA. Les deux SPIC de l'eau et de l'assainissement et le BA des déchets ménagers, supprimé en 2019, représentant chacun un peu plus de 10 % de l'ensemble.

5.1 Les budgets annexes disposent de marges en recettes.

5.1.1 Grâce à l'amélioration du rendement de son réseau, la régie de l'eau dispose de marges, mais doit investir dans la sécurisation de sa ressource.

La régie de l'eau entretenait en 2018 un réseau de 812 km ; elle a intégré au 1er janvier 2018 les communes membres du syndicat des eaux de la Saint-Nicolas, 19 communes de l'ex CCTB et la commune de Bessoncourt, gérée en DSP dans le cadre d'un BA repris par GBCA.

Le territoire a toujours souffert d'un approvisionnement en eau limité par le bassin versant de la Savoureuse qui l'alimente. C'est pourquoi la communauté d'agglomération achète de l'eau à Pays de Montbéliard Agglomération (PMA). Conséquence de la sécheresse accrue ces dernières années, les volumes d'eau achetés ont représenté plus de 30 % des ressources annuelles de GBCA (cf. tableau n° 15 en annexe n° 5).

L'amélioration du rendement du réseau et la réduction des fuites a cependant permis à GBCA de limiter ses approvisionnements extérieurs. La convention conclue fin 2018 avec PMA a donc abaissé le plancher d'achat d'eau d'un million à 700 000 mètres cubes.

La communauté d'agglomération a tenté de trouver de nouvelles ressources, mais les forages réalisés ont jusqu'ici été peu concluants.

Entre 2014 et 2018, l'exploitation du service a permis d'épargner plus de 30 % des recettes, sauf en 2018 à la suite de l'intégration des communes de l'ex CCTB (cf. tableau n° 16 en annexe n° 5).

Malgré les augmentations du prix de l'eau en 2014 (5 %) et en 2015 (2 %) ainsi que de la part fixe en 2014 (de 27 à 31 €), le prix de l'eau restait en 2017 inférieur de 11 % au prix national (selon le panorama des régies et de leur performance en 2015 publié en 2018 par l'observatoire des services publics d'eau et d'assainissement - OSPEA).

Entre 2014 et 2018, la régie a accru de 20 % son effort annuel d'investissement, tout en réduisant son emprunt (cf. tableaux n° 17 et 18 en annexe n° 5).

Elle a renouvelé ses réseaux en accroissant de 30 % les montants annuels consacrés et investi dans les compteurs relevables à distance ; elle a amélioré le rendement des réseaux (passé de 75 à 81 %) par la pré localisation des fuites.

Grâce à un financement aux deux tiers par ses propres ressources, la régie a réduit sa dette de 16 M€ à 13 M€. Elle bénéficiait ainsi, fin 2018, d'une durée de désendettement, inférieure à 5 ans. La régie a renforcé ses réserves de 50 %, correspondant à plus de trois mois de charges courantes fin 2018.

Fin 2018, la régie disposait donc de marges de manœuvre tant au niveau du prix que des ressources d'investissement (réserves et capacité d'emprunt).

Ces marges de manœuvre devraient être utilisées prochainement puisque, outre la poursuite du traitement ciblé des fuites et du renouvellement de ses réseaux, GBCA prévoit à moyen terme d'achever le déploiement des nouveaux compteurs.

Par ailleurs, en raison des contraintes imposées par les récentes sécheresses ainsi que de la réduction des autorisations de prélèvements dans la Savoureuse, GBCA a lancé en 2019 des études préalables à de nouveaux investissements pour diversifier et sécuriser son approvisionnement en eau :

- la mobilisation de l'eau du barrage de Champagney, situé à 20 km, qui impliquerait la construction d'une canalisation de transfert et d'une station de traitement à Belfort ;
- la prospection pour de nouveaux forages.

GBCA compte mobiliser des fonds européens, des subventions de l'État et de l'Agence de l'eau et prévoit à moyen terme d'augmenter ses tarifs en fonction du niveau de consommation, de la production d'eau et de sa capacité à financer le volume d'investissement.

5.1.2 La régie de l'assainissement a renouvelé ses stations et son réseau.

En 2017, la régie de l'assainissement entretenait 778 km de collecteurs principaux et 12 stations d'épuration. Elle a intégré en 2017 la régie d'assainissement de l'ex CCTB, qui épargnait la moitié de ses produits de gestion en 2016.

Entre 2014 et 2018, l'exploitation du service a permis d'épargner plus de 20 % des recettes, sauf en 2018 à cause de charges exceptionnelles[58] (cf. tableau n° 19 en annexe n° 5).

La régie a réduit ses charges, notamment de personnel, financières et les autres charges de gestion. La régie a aussi maîtrisé ses autres charges externes grâce à la modernisation de ses stations d'épuration et la rationalisation de son organisation (suppression d'un laboratoire d'analyse).

En dépit des augmentations de prix en 2014 (+ 2 %) puis en 2017 (+ 3 %), la redevance d'assainissement restait inférieure de 4 % à la dernière moyenne nationale connue de 2015[59].

Après un effort très élevé en 2014 pour achever le remplacement de six stations d'épuration par deux nouvelles stations à Trévenans et à Méroux, intégrant le nouvel hôpital Nord Franche-Comté, la régie a divisé par trois ses dépenses d'équipement qu'elle a financées surtout par l'emprunt. En 2018, la régie a investi davantage pour réduire les eaux claires parasites issues des pluies (cf. tableau n° 20 en annexe n° 5).

---

[58] L'intégration des communes de l'ex CCTB (l'apurement du solde d'opérations de mise aux normes du SPANC menée par l'ex CCTB pour 380 K€) ainsi que l'annulation de titres à la suite de la mise en œuvre des dispositions de la loi Warsmann plafonnant la facturation de l'eau en cas de fuite.

[59] Selon le panorama des services et de leur performance en 2015 publié en 2018 par l'OSPEA.

Entre 2014 et 2016, la régie a doublé son taux de renouvellement annuel du réseau qui est passé de 0,25 % à 0,47 %, se situant ainsi au-dessus de la dernière moyenne nationale connue[60]. À l'instar de la régie de l'eau, la régie de l'assainissement a enclenché une démarche de localisation des fuites dans le réseau[61].

Entre 2014 et 2018, la régie a accru sa dette de 25 %, mais elle a emprunté davantage que son besoin de financement. Elle a mécaniquement augmenté ses réserves, les portant à 3 M€ au 31 décembre 2018. La régie a allongé de 8 à 14 ans fin 2018 sa durée de désendettement, durée qui reste raisonnable compte tenu de son activité et de la durée d'amortissement de certains de ses actifs (60 ans pour les réseaux) (cf. tableau n° 21 en annexe n° 5).

En neutralisant la dette et les actifs récupérés du budget assainissement de la CCTB au 31 décembre 2016, la régie a accru sa dette de 2,6 M€ et ses immobilisations corporelles de 19 M€ entre 2014 et 2018. Grâce à l'important effet levier sur les autres recettes, notamment les subventions, un euro de dette mobilisée a ainsi permis de financer 7,3 euros d'immobilisations nouvelles.

Après le renouvellement du parc des stations d'épuration, GBCA envisage une réduction de l'investissement pour revenir à l'entretien courant des réseaux et de ses équipements. GBCA envisage à moyen terme une hausse de sa redevance en fonction de l'impact des investissements réalisés et de la possible réduction, dans le cadre du 11ème plan, des concours de l'Agence de l'eau, indexés sur les performances de stations d'épuration.

Malgré le recours accru à l'emprunt, la situation de la régie ne fait pas apparaître d'écueil particulier.

5.1.3 Après un surfinancement de son investissement, le service des déchets ménagers doit adapter le niveau de la TEOM à ses besoins pluriannuels.

GBCA collecte en régie les déchets ménagers et finance le service par la TEOM. Ayant transféré sa compétence traitement au SERTRID, elle avait créé un budget annexe pour cette compétence, sans qu'aucune disposition ne l'y contraigne.

À la suite de la fusion avec la CCTB, GBCA a étendu au 1er janvier 2018 le service de collecte par un prestataire aux 20 communes de l'ex CCTB.

À l'exception de l'exercice 2015[62], le service a épargné, entre 2014 et 2017, 12 à 13 % de ses produits de gestion annuels, malgré la hausse de sa participation au SERTRID, ainsi que la réduction des participations des organismes d'écoemballage. Cette hausse de la participation au SERTRID[63] a conduit GBCA à augmenter en 2016 le taux de la TEOM de 6 % et de 0,55 points passant de 9,25 % à 9,80 % (cf. tableau n° 22 en annexe n° 5).

---

[60] Selon le panorama des services et de leur performance en 2015 publié en 2018 par l'OSPEA.

[61] Comme le démontre la progression de son indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées de 71 points en 2014 à 94 points à 2018, mais déjà très au-dessus de la moyenne nationale de 57 en 2015, selon le panorama des services et de leur performance publié en 2018 par l'OSPEA.

[62] En raison de la réduction par rapport au montant exceptionnellement élevé des aides d'éco emballage reçues en 2014.

[63] 17 % entre 2014 et 2018 à cause du tarif d'incinération à la tonne passé de 123,56 € HT à 144,11 € HT entre 2014 et 2017 (avant facturation partielle en part fixe en 2018) et de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) passée de 8,15 € à 12,02 € entre 2014 et 2018.

À périmètre constant, jusqu'en 2017, le service a maîtrisé ses charges à caractère général. Il a stabilisé ses charges globales de personnel entre 2014 et 2017 (4 %) avant de les augmenter en 2018, à cause du recours à des personnels extérieurs pour compenser un absentéisme croissant après la réorganisation des collectes et la fin du « fini parti ».

Le service a dégagé en 2018 une épargne supérieure à 16 % de ses produits de gestion, grâce à la hausse du taux de la TEOM en 2016, puis de son extension en 2018 aux 20 nouvelles communes, en remplacement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM).

Le service a réduit de 2014 à 2018 ses dépenses annuelles d'équipement, les faisant passer de 1,2 M€ à 740 K€. Celles-ci sont totalement financées par ses ressources propres.

Le service a bénéficié d'un surfinancement de son investissement grâce au niveau très élevé de l'amortissement de ses équipements de tri sélectif, matériels et déchetteries.

Les amortissements ont en effet couvert entre 90 à 160 % des dépenses d'investissement[64]. Le service a donc dégagé une capacité croissante de financement qui lui a permis de ne plus recourir à l'emprunt, puis de rembourser intégralement son encours de dette par anticipation fin 2018 (cf. tableaux n° 23 et 24 en annexe n° 5).

En dépit de ce remboursement, le service a doublé le montant de ses réserves entre 2014 et 2018 à 3,5 M€, soit plus de 3 mois de charges courantes.

Sur la base de la différence entre le montant des réserves entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2018, la chambre estime le surfinancement de l'investissement du service à 1,651 M€ sur les années 2015 à 2018, soit 413 K€ annuels en moyenne.

Selon ce calcul, le service aurait ainsi pu ne pas prélever plus de 410 K€ auprès de ses usagers, ce montant représentant l'équivalent de 0,37 point de produit de la taxe.

GBCA doit travailler sur l'extension du service en régie aux communes de l'ex CCTB par la mobilisation des moyens affectés jusqu'ici au service financé par la redevance spéciale[65].

S'agissant de l'investissement, GBCA projette la construction d'une 4ème déchetterie pour les communes de l'ex CCTB et l'évolution des déchetteries en fonction des nouvelles filières de tri. Elle poursuit le renouvellement de deux bennes d'enlèvement des ordures ménagères (BEOM) par an et le déploiement des conteneurs enterrés qui permet de réduire les fréquences de collecte et d'étendre le tri sélectif.

La chambre invite GBCA à réaliser un plan pluriannuel d'investissement sur le prochain mandat et à fixer son taux de TEOM sur la base de ses dépenses prévisionnelles, des participations du SERTRID, ainsi que de ses investissements futurs.

GBCA a décidé de dissoudre son budget annexe pour rattacher le service au budget principal : elle a donc intégré un état d'emploi de la TEOM au BP 2019.

La chambre rappelle à GBCA qu'elle ne devra pas fixer à l'avenir, conformément à la jurisprudence administrative[66], un taux de TEOM la conduisant à percevoir des recettes manifestement disproportionnées par rapport au montant de ses dépenses.

---

[64] Contre un tiers pour l'investissement annuel du budget annexe de l'eau, 50 % pour l'assainissement, et de 25 à 50 % pour le budget principal.

[65] Compte tenu des contentieux en cours, GBCA a supprimé en 2019 la redevance spéciale et arrêté les services correspondants de collecte pour les gros volumes hebdomadaires et de fréquence accrue.

[66] Arrêt du Conseil d'État, 10ème chambre, 09/11/2016 « Considérant que [...] la taxe d'enlèvement des ordures ménagères n'a pas le caractère d'un prélèvement opéré sur les contribuables en vue de pourvoir à l'ensemble des dépenses budgétaires mais a exclusivement pour objet de couvrir les dépenses exposées par la commune pour

5.1.4 Les lotissements représentaient un engagement hors bilan de 700 K€ fin 2018

Au 1er janvier 2017, GBCA a récupéré de l'ex CCTB quatre budgets annexes de lotissement. Elle a en clôturé deux au 31 décembre 2017 et récupéré leurs excédents[67]. Fin 2018, GBCA portait encore deux opérations de lotissements.

S'agissant du budget annexe du lotissement artisanal et de services des Errues à Menoncourt, créé pour l'opération de la maison de la santé publique, le ROB 2019 constatait l'absence de perspectives de vente des cinq parcelles viabilisées, dont certaines doivent faire l'objet de compensation écologique exigée par l'État.

Toutes choses égales par ailleurs, faute de ventes de terrains, le montant potentiel de la subvention du budget principal pour équilibrer ce budget annexe s'élevait au 31 décembre 2018 à 709 K€ : il correspond au niveau négatif de réserves de 131 K€ ajouté au capital restant dû de 578 K€ de l'emprunt en cours.

S'agissant du lotissement artisanal du Senarmont à Bessoncourt, il a fini par céder toutes ses parcelles fin 2018, après la réduction d'un tiers du prix de vente par l'ex CCTB. GBCA veut clôturer le budget annexe et estime le déficit à 110 K€, une fois les travaux de voirie et réseaux achevés.

Ainsi sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2018, toutes choses égales par ailleurs, ces deux opérations d'aménagement représentaient un risque de charge nette pour le budget général évalué à 700 K€[68].

5.2 Le budget principal

Compte tenu du poids financier limité de la CCTB par rapport à la CAB (10 %), la chambre a réalisé l'analyse de la situation financière de GBCA dans la continuité de la CAB.

Les données permettant l'analyse rétrospective de la situation financière sont issues des comptes de gestion et des comptes administratifs, ainsi que, pour les comparatifs, des données de la DGCL et de la Direction départementale des finances publiques (DDFiP).

5.2.1 La CCTB était plus riche grâce à ses zones d'activités.

La CCTB dépensait plus par habitant en fonctionnement que les communautés de communes à FPU en raison du niveau élevé de compétences exercées, mais elle dégageait une épargne deux fois supérieure à la moyenne (96 € contre 49 en 2016). Elle disposait en effet de bases fiscales économiques et foncières deux fois supérieures à la moyenne par habitant (1 278 € contre 650 en foncier bâti et 787 € contre 347 en CFE en 2016). La CCTB était par conséquent deux fois plus intégrée fiscalement que la moyenne avec un CIF en 2016 de 60 % contre 35 % (cf. tableau n° 25 en annexe n° 5).

---

assurer l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères et non couvertes par des recettes non fiscales ; qu'il en résulte que le produit de cette taxe et, par voie de conséquence, son taux, ne doivent pas être manifestement disproportionnés par rapport au montant de ces dépenses, tel qu'il peut être estimé à la date du vote de la délibération fixant ce taux. »

[67] 74 K€ issus du budget annexe de la maison de santé publique et 37 K€ issus du budget annexe de zone d'activités de la Glacière, créé en 2014.

[68] 683 K€ (573 K€ + 110 K€) selon les informations données par GBCA lors du débat d'orientations budgétaires 2019 et 724 K€ (709 K€ + 15 K€) sur la base des montants négatifs de fonds de roulement des deux budgets annexes, ajoutés au capital d'un emprunt en cours à rembourser.

Malgré un niveau élevé de compétences exercées et des dépenses supérieures, la situation financière de la CCTB était meilleure que la moyenne des communautés de communes, grâce à ses bases fiscales.

Elle a réduit par six ses dépenses d'investissement après l'achèvement en 2014 des opérations en cours (micro crèche et relais d'assistants maternels). Elle a de même divisé par dix ses subventions d'équipements, après le versement de subventions exceptionnelles à ses budgets annexes[69].

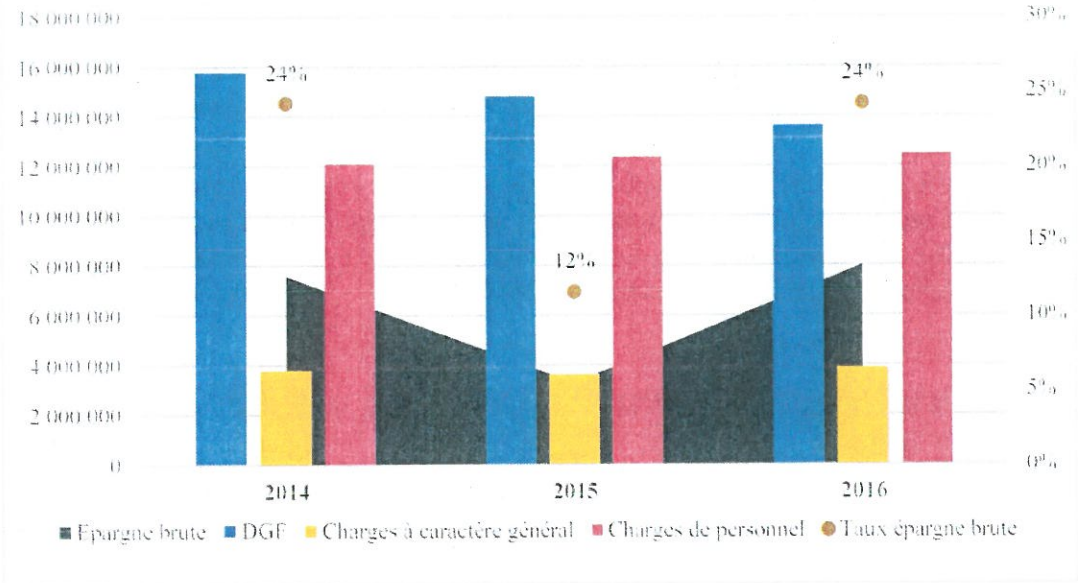
En 2016, la CCTB a emprunté alors qu'elle n'en avait pas besoin : l'excédent de ressources et l'emprunt (300 K€) ont accru son fonds de roulement qui est passé de 723 K€ à 1,3 M€ fin 2016. Elle disposait d'une durée de désendettement particulièrement faible (2 ans) fin 2016 (cf. tableaux n° 26 et 27 en annexe n° 5).

5.2.2 Malgré la réduction de la DGF, la CAB a réussi à maintenir son épargne entre 2014 et 2016.

À l'exception de l'année 2015, en raison d'une réduction brutale de CVAE (3 M€) et d'un doublement des subventions de fonctionnement consécutif à l'adhésion à l'ADN FC (667 K€), la CAB a accru, son épargne de 2014 à 2016 de 7,6 M€ à plus de 8 M€.

[69] En 2014 de 400 K€ au lotissement des Errues pour le projet de maison de santé et en 2015 de 700 K€ à l'assainissement pour la reconstruction du réseau afin de ne pas augmenter la redevance 2014, comme le permettent les dispositions de l'article L. 2224-2 du CGCT pour les EPCI ne comptant aucune commune de plus de 3 000 habitants (comme c'était le cas de la CCTB).

Graphique n° 2 : Évolution des principales dépenses et recettes et de l'épargne brute du budget principal de GBCA entre 2014 et 2016



Source : CRC à partir des comptes de gestion (cf. tableau n° 28 en annexe n° 5).

GBCA a ainsi maintenu sa capacité d'épargne à près d'un quart de ses produits de gestion, malgré la baisse de sa DGF (- 2,1 M€) et la stabilité des attributions de compensation reversées à la commune de Belfort, en dépit des charges transférées pour 280 K€.

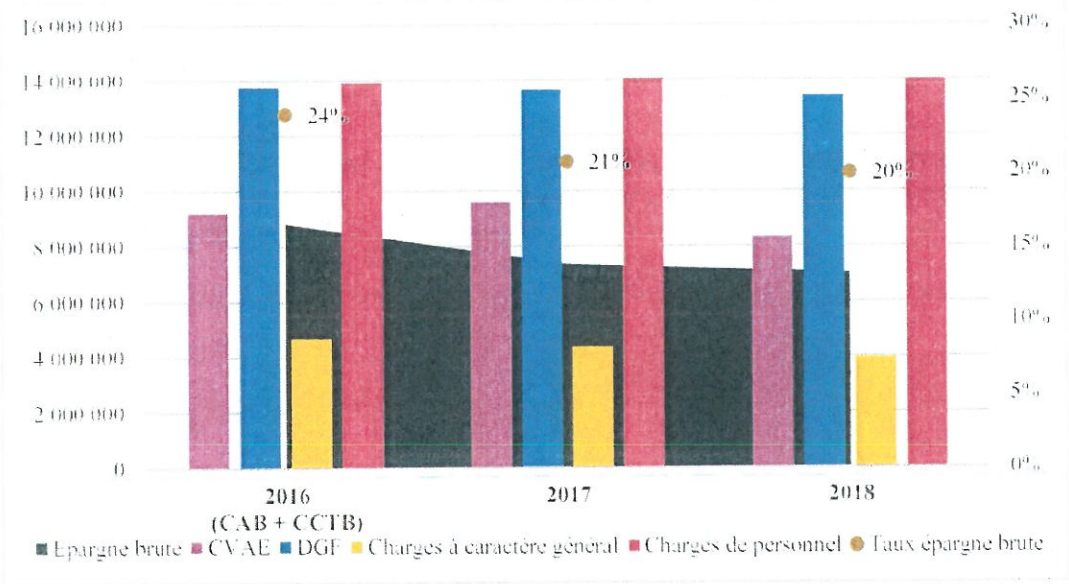
Cette stabilisation de la capacité d'épargne résulte notamment :

- de la croissance de ses bases fiscales, surtout économiques, et à la montée en puissance du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)[70] ;
- et de la maîtrise de ses charges de fonctionnement :
    - la stabilité de ses charges à caractère général et de personnel, malgré la refonte de la grille indiciaire des agents de catégories B et C en 2014 et la hausse du point d'indice en 2016,
    - la réduction des autres charges de gestion.

[70] Dont elle devient créditrice nette en 2016 alors même qu'elle prend à sa charge la part de droit commun des communes membres (moins de 50 K€).

5.2.3 Grâce à la maîtrise de ses charges, GBCA a limité la réduction de son épargne liée en partie aux transferts non compensés.

Graphique n° 3 : Évolution des principales dépenses et recettes et de l'épargne brute du budget principal de GBCA entre 2016 (CAB + CCTB) et 2018



Source : CRC à partir des comptes de gestion (cf. tableau n° 29 en annexe n° 5).

Par rapport aux dépenses et recettes exécutées de 2016 des ex CAB et CCTB, GBCA a réduit en 2017 son épargne d'1,5 M€ et de 24 % à 21% la proportion des recettes épargnées.

Par rapport aux dépenses consolidées de la CAB et de la CCTB, GBCA a réussi à réduire ses charges à caractère général et ses autres charges de gestion grâce la baisse de la contribution au SDIS ; elle a stabilisé ses charges de personnel, alors qu'elle a intégré la trentaine d'agents de l'ex CCTB et accru de 19 % les dépenses indemnitaires à la suite de la mise en œuvre du nouveau RIFSEEP.

Les économies réalisées ont permis d'absorber la hausse des subventions versées en particulier à l'association « Belfort Territoire de tourisme » pour 389 K€ à la suite du transfert, sans les recettes correspondantes, du financement en provenance de la commune de Belfort.

Le nouvel EPCI a stabilisé ses dépenses en 2017, mais a paradoxalement réduit ses recettes à cause de la baisse du produit des taxes foncières et d'habitation, partiellement compensée par la croissance de la CVAE et de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom).

En 2018, GBCA a de nouveau réduit son épargne pour cause du transfert, sans le financement afférent, du Centre chorégraphique national et de la Scène nationale du Granit en provenance de la commune de Belfort. La réduction de la CVAE (1,3 M€), partiellement compensé par la perception pour la première année des recettes fiscales issues de l'Aéroparc s'est ajoutée à ces transferts.

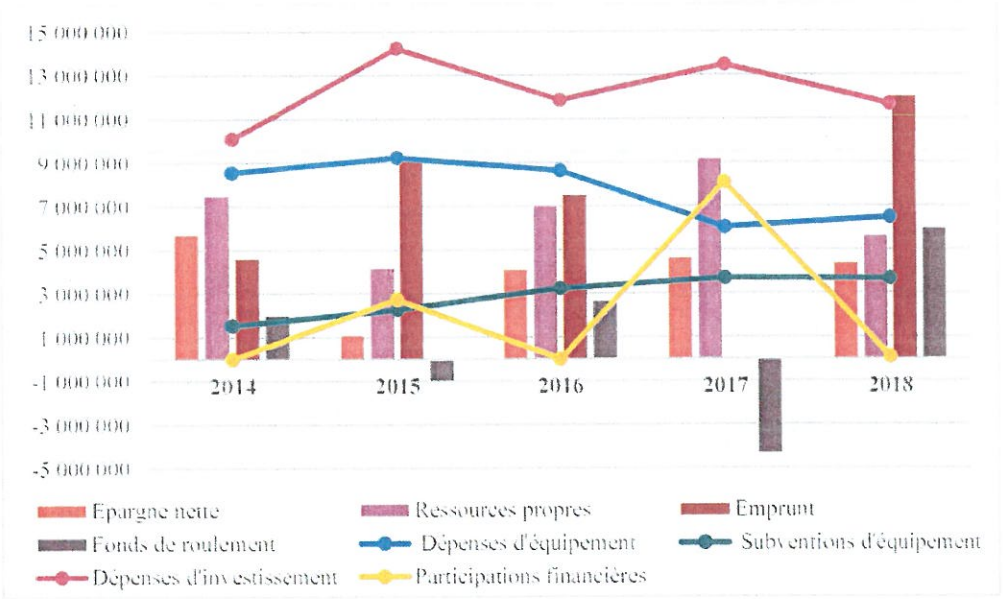
En outre, l'intégration des communes de l'ex CCTB, plus riches que la moyenne, a conduit la communauté d'agglomération à perdre des recettes émanant du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) en 2017, puis à y contribuer en 2018.

GBCA a réussi pour sa deuxième année à réduire de 9 % ses charges à caractère général (toutes sauf les dépenses d'entretien et de réparation) et à stabiliser ses charges de personnel.

Après sa fusion avec la CCTB, la communauté d'agglomération a donc réduit ses charges à caractère général et ses charges de personnel. Son épargne s'est néanmoins contractée à cause de la baisse de ses recettes à la suite de la non compensation des transferts réalisés par la commune de Belfort (1,05 M€). Au final, en 2018, GBCA dégageait moins d'épargne par habitant que la moyenne des agglomérations contrairement à 2016[71].

5.2.4 La communauté d'agglomération a doublé sa dette pour accroître son patrimoine et aider ses communes membres.

Graphique n° 4 : Évolution des dépenses et recettes d'investissement de 2012 à 2018



Source : CRC à partir des comptes de gestion (cf. tableau n° 30 en annexe n° 5).

Hors rachats des actions de la SEM TANDEM réalisés en 2015, au SMAGA pour 2,7 M€ et surtout au département en 2017 pour 8,1 M€, GBCA a réduit d'un quart les dépenses annuelles d'équipement de la CAB, à la suite de l'achèvement de la construction du conservatoire de musique. Elle porte depuis 2018 la reconstruction de la nouvelle piscine des Résidences.

Conséquence de la mise en place du fonds de concours d'aide aux communes fin 2014, GBCA a doublé le montant de ses subventions d'équipements versées entre 2014 et 2016. Ce montant a encore été accru en 2017 à la suite de leur extension aux communes de l'ex-CCTB.

À l'exception de 2015 en raison de la réduction de l'épargne, la communauté d'agglomération a financé aux deux tiers ses dépenses d'investissement par ses ressources propres disponibles.

[71] 12 % de moins en 2018 contre 17 % de plus en 2016.

La communauté d'agglomération a dégagé un financement propre disponible exceptionnel en 2017 grâce au produit de 3 M€ résultant de la cession des terrains de la future ZAC des Plutons à la SODEB, son concessionnaire.

À plusieurs reprises en 2014, 2016 et 2018, la communauté d'agglomération a mobilisé l'emprunt pour un niveau plus élevé que son besoin résiduel de financement de sorte qu'elle a accru son fonds de roulement. Le fonds de roulement est ainsi passé de 800 K€ au 31 décembre 2013 à 7,3 M€ au 31 décembre 2018 et de 42 à 94 jours de charges courantes (cf. tableau n° 30 en annexe n° 5). Malgré cela, fin 2018, GBCA disposait de réserves par habitant sensiblement inférieures à la moyenne des communautés d'agglomération (- 25 %).

La communauté d'agglomération a mobilisé l'emprunt chaque année de manière croissante, sauf en 2017 grâce au produit exceptionnel évoqué supra. La communauté d'agglomération a ainsi quasiment doublé sa dette principale qui est passée de 24,5 M€ à 46 M€. Par rapport aux structures comparables, il peut être noté que la dette par habitant de GBCA était en 2018 supérieure de 15 % à la moyenne des communautés d'agglomération.

La durée de désendettement a mécaniquement augmenté, passant de 3,2 ans en 2014 à 6,6 ans en 2018. Cette durée reste néanmoins très inférieure à la norme légale de 12 années fixée par l'article 29 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (cf. tableau n° 31 en annexe n° 5).

GBCA a réduit le coût annuel de sa dette de 3 % en 2014 à 2,5 % en 2016, et 1,9 % en 2018, après l'avoir renégocié.

Hors la dette et les actifs corporels issues du budget général de l'ex CCTB au 31 décembre 2016, la communauté d'agglomération a accru entre 2014 et 2018 sa dette de 20 M€, et ses actifs immobilisés de 41,5 M€ (dont 30,5 M€ corporels et 11 M€ financiers) grâce à l'effet levier de sa dette sur les autres recettes : un euro de dette mobilisée a ainsi contribué à financer 2,1 euros d'immobilisations nouvelles.

La communauté d'agglomération a mobilisé des lignes de trésorerie pour des montants relativement importants de plusieurs millions d'euros en 2014 et surtout en 2015. **Au cours de l'instruction, GBCA s'est engagée à mettre en œuvre une gestion de trésorerie dite zéro sur la base d'un nouvel outil dont elle s'est équipée.**

5.3 Les perspectives

5.3.1 L'épargne reste tributaire des évolutions de la structure des recettes fiscales.

La cotisation foncière des entreprises (CFE), la taxe d'habitation (TH) (30 % des recettes chacune) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) (25 %) constituent les principales ressources fiscales, loin devant la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom) (5 %) et le foncier bâti (3 %). À l'exception de la nécessaire harmonisation des taux à la suite de la fusion, la communauté d'agglomération n'a pas recouru au levier fiscal.

GBCA a optimisé ses recettes fiscales en révisant en 2019 le montant des bases minimales de cotisation de la CFE (900 K€ de recettes supplémentaires) et en prévoyant de récupérer la taxe sur les enseignes et publicités extérieures (350 à 400 K€ annuels) à partir de 2020.

La CAB percevait en 2018, par habitant, presque un quart de CVAE de plus que la moyenne et le même produit de TaSCom. Mais la CVAE reste un impôt très erratique dont la base fait l'objet d'optimisation par les grandes entreprises (cf. tableau n° 32 en annexe n° 5).

Cependant, entre 2014 et 2018, les bases économiques ont davantage tiré le produit fiscal de la communauté d'agglomération que les bases ménages[72], GBCA devant perdre la dynamique liée à la base de la TH supprimée définitivement en 2020. Une part importante de ses recettes va donc dépendre des modalités de compensation de la TH.

Comme l'État propose de compenser en 2021 la taxe d'habitation des EPCI par une fraction de TVA, la communauté d'agglomération va dépendre davantage de ressources fiscales de flux (CVAE et TVA), donc de la croissance économique, par rapport aux ressources fiscales de stock, contra-cyclique comme l'est le foncier bâti et l'était, dans une moindre mesure, la TH.

En foncier bâti, GBCA appliquait en 2018 un taux plus faible à une base par habitant deux fois plus élevée que la moyenne et levait un produit par habitant un tiers inférieur à la moyenne : elle dispose donc de marges sur le taux du foncier bâti.

La chambre invite GBCA à reconsidérer son pacte fiscal et financier avec les communes membres, car ses recettes fiscales, la CVAE et, demain la TVA (en compensation de la TH), risquent de dépendre davantage de la conjoncture économique.

Le président de GBCA a confirmé en réponse aux observations provisoires que la communauté d'agglomération, désormais stabilisée à la fois sur son périmètre et l'exercice de ses compétences, devait engager au prochain mandat la refondation d'un pacte fiscal et financier en raison des pertes de fiscalité subies à cause des optimisations et restructurations industrielles, de la perte du fonds de péréquation et des conséquences de la suppression de la taxe d'habitation.

5.3.2 La nécessité de programmer ses investissements à partir de 2020

En recettes d'investissement, GBCA va percevoir les subventions de la région dans le cadre du contrat métropolitain signé en 2019 pour les projets d'éco-campus, le projet « territoire d'innovation de grande ambition (TIGA) », de fibre optique et de requalification urbaine. Elle doit bénéficier du produit de la vente des anciens locaux de la CAB pour 1 M€, après ceux de l'ex CCTB.

En dépenses d'investissement, GBCA achève en 2020 la construction de la nouvelle piscine des Résidences, en escomptant une subvention du FEDER de 2 M€, et poursuit le financement des concessions.

Mais GBCA va devoir mettre en œuvre de lourds investissements à la suite de la prise des deux nouvelles compétences, la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI), ainsi que la gestion complète des eaux pluviales en 2020.

---

[72] Les bases fiscales physiques ont cru en moyenne arithmétique annuelle entre 2014 et 2018 (en neutralisant l'évolution du périmètre en 2017) de 3,5 % pour la CFE, 2 % pour la taxe d'habitation et 1,2 % pour le foncier bâti (cf. tableau n° 33 en annexe n° 5).

Dans la limite du produit annuel de la taxe affectée (500 K€), GBCA prévoit de poursuivre les travaux de réfection des seuils[73], relevant de la seule gestion des milieux aquatiques, dans la traversée de Belfort, puis sur des tronçons prioritaires, pour 10 et 15 M€, représentant un engagement sur plusieurs décennies. Elle doit inclure des travaux de protections locales contre les inondations, chiffrés à 3,5 M€ dans le cadre du précédent programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) datant de 2001.

Au 1er janvier 2020, GBCA récupère la totalité de la gestion des eaux pluviales, qu'elle partageait avec les communes : elle n'entretenait que les réseaux en dessous de la voirie. Elle doit articuler la mise en œuvre de cette compétence avec la GEMAPI et la voirie, dans le cadre d'un schéma directeur des eaux pluviales programmant les futurs investissements (déversoirs d'orage par exemple).

Les services suivent une programmation pluriannuelle des investissements communautaires, dans la perspective de la préparation du prochain mandat et des arbitrages du nouvel exécutif élu en 2020.

La chambre invite GBCA à adopter une programmation prévisionnelle des investissements pour le nouveau mandat, intégrant notamment les travaux à réaliser dans le cadre de la gestion des milieux aquatiques et la gestion complète des eaux pluviales.

6 LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

6.1 Une masse salariale maîtrisée

À périmètre constant, la communauté d'agglomération a maîtrisé sa masse salariale entre 2014 et 2016, puis entre 2017 et 2018. En 2018, elle a réduit ses dépenses de rémunérations des personnels titulaires (2,5 %) et accru celles de rémunérations des personnels non titulaires (6 %) à cause de l'absence de candidatures de personnels titulaires.

La maîtrise des charges salariales résulte de la mutualisation historique avec les services de la commune de Belfort et à un examen systématique du remplacement des agents partants. La collectivité recourt ainsi davantage aux redéploiements d'effectifs à l'occasion de départs ou de réorganisations.

La communauté d'agglomération a mis en place dès 2016 le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Le suivi des effectifs de GBCA n'est pas fiabilisé, les états sont différents selon les sources retenues (cf. tableau n° 34 en annexe n° 6). Selon les documents considérés, les effectifs pourvus ont augmenté de 3,2 % ou de 6,8 % entre 2017 et 2018. La gestion des dossiers agents, manuelle jusqu'en 2018, explique ces écarts.

[73] Ces petits barrages réalisés pour maintenir le niveau d'eau, stabiliser les berges pour des raisons paysagères bloquent le transit des poissons et des sédiments.

Les annexes des documents budgétaires sont par ailleurs renseignées en « effectifs » et non pas en « équivalent temps plein travaillé » (ETPT), comme le prévoit pourtant depuis 2013 la maquette budgétaire figurant dans l'instruction budgétaire et comptable M14.

De même, GBCA doit améliorer la présentation et le contenu de ses bilans sociaux qu'elle établit tous les deux ans, conformément au décret du 25 avril 1997 modifié. En effet, la lecture du bilan social 2017 élaboré par la communauté d'agglomération fait apparaître plusieurs informations manquantes[74].

Recommandation n° 7 : La chambre recommande à GBCA de fiabiliser ses données relatives aux effectifs et de renseigner correctement les annexes budgétaires correspondantes, ainsi que le bilan social biannuel.

6.2 Un régime du temps de travail très favorable aux agents

6.2.1 Un temps de travail inférieur à la durée légale

Le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux mentionne dans son article 1er que tout fonctionnaire territorial en activité a droit, dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles ci-après, pour une année de service accompli du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. Cette durée est appréciée en nombre de jours effectivement ouvrés. [...] Un jour de congé supplémentaire [dit de fractionnement] est attribué au fonctionnaire dont le nombre de jours de congé pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre est de cinq, six ou sept jours ; il est attribué un deuxième jour de congé supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à huit jours ».

Or, le règlement interne du temps de travail et des congés de 2013 précise que les agents bénéficient de 30 jours de congés par an (dont 26 jours de congés annuels et globalisation d'un jour de veille de fêtes, deux jours de fractionnement, un jour du président), déduction faite de la journée de solidarité.

Ainsi le régime des congés des agents de GBCA, qui bénéficient de 5 jours de congés supplémentaires, ne respecte pas la règlementation.

Recommandation n° 8 : La chambre recommande à GBCA de respecter la durée légale du temps de travail.

Sur la base des données de 2017, le sureffectif théorique résultant d'une durée annuelle de travail inférieure à la durée légale peut être estimé à 13,3 agents représentant un surcoût budgétaire annuel théorique de près de 386 K€ pour la collectivité (cf. tableau n° 35 en annexe n° 6).

[74] Nombre de fonctionnaires occupant un emploi permanent à temps complet 1.1.2, nombre d'agents à temps partiel 1.1.3 et 1.2.3, nombre de fonctionnaires et de contractuels en ETP 1.1.4 et 1.3.1, départs à la retraite 1.5.0, arrivées en cours d'année 1.5.1 et 1.5.2, répartition par âge et sexe des agents 1.7.1, modalités d'organisation du temps de travail 2.2, rémunération 3.1.1 et 3.2.1, heures supplémentaires

6.2.2 Des jours de congés qui excédent la règlementation

GBCA accorde à ses agents des jours de congés supplémentaires selon leur ancienneté dans le service public : un jour après 10 ans, et un jour supplémentaire par tranche successive de cinq ans[75]. GBCA octroie également trois jours à ses agents des congés pour médaille du travail.

Ces dispositifs ne reposent toutefois sur aucune base légale.

Recommandation n° 9 : La chambre recommande à GBCA de supprimer les congés supplémentaires accordés à l'ancienneté, ainsi que les congés attribués pour médaille.

GBCA accorde des jours de congés supplémentaires à l'occasion de « ponts » arrêtés chaque année par l'autorité territoriale selon le règlement qui ne cite aucune raison particulière : l'octroi de un ou deux jours ne repose donc sur aucun texte légal, ni règlementaire.

La chambre invite également la collectivité à supprimer les jours de « pont » attribués.

6.2.3 Des autorisations d'absence plus avantageuses que la règlementation

L'article 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit l'octroi d'autorisations d'absence à l'occasion d'événements familiaux, mais il n'en fixe pas la durée. En l'absence de décret d'application, les durées de ces autorisations d'absence peuvent être déterminées localement, après consultation du comité technique paritaire (CTP).

Les collectivités peuvent, conformément au principe de parité qui s'applique aux dispositions relatives au temps de travail, se référer aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents de l'État.

Le dispositif retenu par GBCA est précisé dans le règlement relatif aux congés et autorisations spéciales d'absence.

Si toutes les autorisations d'absence ne peuvent être accordées que sur production d'un justificatif, ce régime est nettement plus généreux que celui en vigueur pour les fonctionnaires de l'État s'agissant de la définition des évènements familiaux. Il se caractérise également par une vision « élargie » de la famille, qui inclut les collatéraux au deuxième degré et des membres de la belle-famille des agents.

GBCA accorde jusqu'à 21 jours de congés spéciaux supplémentaires par rapport à tous ceux prévus par la règlementation applicable à la fonction publique d'État (38) (cf. tableau n° 36 en annexe n° 6).

La chambre invite GBCA à revoir le régime des autorisations d'absence en se référant aux règles en vigueur dans la fonction publique de l'État.

[75] Soit 1 jour après 10 ans de service, 2 après 15, 3 après 20, 4 après 25 et 5 après 30.

6.2.4 Des modalités de récupération plus favorables

Une récupération des heures supplémentaires plus favorable que la réglementation

L'article 3 du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 autorise la compensation des heures supplémentaires sous la forme d'un repos compensateur, sans qu'une même heure supplémentaire puisse donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

La circulaire du ministre de l'intérieur du 11 octobre 2002 (NOR : LBLB0210023C) précise par ailleurs que le repos compensateur a une durée équivalente à celle de la période supplémentaire travaillée, mais admet une majoration pour nuit, dimanche ou jours fériés qui peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération (qui ne saurait donc excéder 66 % pour les heures supplémentaires réalisées les dimanches ou jours fériés).

Les taux de récupération des heures supplémentaires prévus par GBCA sont plus favorables que la réglementation.

Tableau n° 5 : Taux de récupération des HS de GBCA comparés à la réglementation[76]

Catégories	Charte de GBCA	Article 7 et 8 du décret visé, modifié par le Décret n°2008-199 du 27 février 2008 - art. 1
1 HS	33 % (1h20)	0 %[77]
1 HS dimanche ou de jour férié	100 % (2h00)	66 %
1 HS de nuit (de 22 h à 7 h)	150 % (2h30)	100 %

Recommandation n° 10 : La chambre recommande à GBCA de se conformer aux taux de récupération des heures supplémentaires prévus par la règlementation.

Le régime particulier du 1er mai travaillé, payé et récupéré

De même, par exception à la règle générale qui exclut le cumul du paiement et de la récupération, GBCA prévoit dans son règlement du temps de travail que la journée du 1er mai travaillé est payée et récupérée. Or, l'article 3 du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 dispose que « la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation au titre du présent décret. »

[76] « L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié. Ces deux majorations ne peuvent se cumuler ».

[77] La circulaire du ministre de l'intérieur du 11 octobre 2002 (NOR : LBLB0210023C) précise par ailleurs que le repos compensateur a une durée équivalente à celle de la période supplémentaire travaillée mais admet une majoration pour nuit, dimanche ou jours fériés.

En outre, comme indiqué par la réponse ministérielle à la question parlementaire N° : 86143 (JO du 09/11/2010), « si l'article L. 3133-6 du code du travail prévoit que les salariés occupés le 1er mai ont droit, en plus du salaire correspondant au travail accompli, à une indemnité égale au montant de ce salaire, cette règle ne semble pas avoir été érigée par le juge administratif en principe général du droit applicable aux agents publics. »

Ainsi dans la fonction publique, le 1er mai est un jour férié comme un autre.

Si des agents publics amenés à travailler le 1er mai sont rémunérés, leur rémunération sera majorée au même taux que les heures supplémentaires du dimanche et des jours fériés de la même façon que pour tout autre jour férié.

Si les agents récupèrent le temps de travail, la circulaire du 11 octobre 2002 préconise une récupération majorée du coefficient prévu pour les heures supplémentaires : « le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration pour nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération ».

Recommandation n° 11 : La chambre recommande à GBCA de respecter les dispositions de l'article 3 du décret n° 2002-60 et de choisir le mode de compensation du 1er mai travaillé : indemnisation ou récupération au taux des heures des dimanche et jours fériés.

GBCA a instauré la récupération des jours fériés[78] pour les agents dont, selon le règlement intérieur, les congés de fin de semaine coïncident avec les jours fériés des lundis de Pâques et de la Pentecôte, ainsi que le jeudi de l'Ascension. Or, aucune disposition légale ni règlementaire ne le permet.

La chambre invite GBCA à mettre fin à la récupération pour les agents dont les jours de congés de fin de semaine coïncident avec des jours fériés.

6.3 Un absentéisme ordinaire croissant

En raison de longs arrêts de travail d'agents techniques, consécutifs à des accidents du travail, le taux d'absentéisme de la communauté d'agglomération a progressé de 10,4 à 13 % de 2014 à 2018. Il se situait au-dessus de moyenne des collectivités locales en 2017 (9,8 % selon le panorama annuel de l'absentéisme de Sofaxis).

GBCA a pris des mesures pour prévenir certains accidents du travail : actions de formation, équipements de sécurité.

[78] Ce principe s'applique à l'ensemble des services (à l'exception de ceux ayant un régime de travail spécifique et dont les jours de repos sont variables ou dont l'activité dépend du rythme de l'éducation nationale).

GBCA a aussi introduit la modulation indemnitaire fondée sur l'absentéisme[79]. Ces dispositions prennent le relais d'anciennes mesures visant à prendre en compte l'absentéisme dans le cadre des avancements d'échelon. Cette pratique qui avait été positivement relevée par la CRC lors de son dernier contrôle a depuis été abandonnée.

La chambre ne peut qu'inviter GBCA à poursuivre son action de prévention de l'absentéisme.

6.4 Des irrégularités à corriger

6.4.1 Des primes accordées sans fondement

La prime de fin d'année

Quelle que soit la date de leur recrutement, GBCA verse à tous ses agents une prime de fin d'année, qui repose sur une délibération du conseil de district du 26 mai 1994. Cette délibération indique qu': « à la création du District de l'Agglomération belfortaine en 1973, le personnel affecté à cet établissement a continué à percevoir les primes instituées en 1966 par la ville de Belfort, et notamment la prime de fin d'année ».

Cependant, faute d'avoir été délibérée avant 1984, cette prime de fin d'année ne peut être considérée au titre des avantages acquis en application de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984. Elle ne peut donc être maintenue.

Le versement de primes sans base juridique

Selon l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, aucune prime ou indemnité ne peut être attribuée aux personnels territoriaux en l'absence d'un texte l'instituant expressément. Or, GBCA a institué, par la délibération du conseil de district du 26 mai 1994, le versement de primes sans fondement juridique. Il s'agit d'une prime de départ (non mise en œuvre) et d'une prime de départ en retraite[80]. Cette dernière a représenté en 2017 un total de près de 125 000 €.

Recommandation n° 12 : La chambre recommande à GBCA de supprimer les primes irrégulières de fin d'année et de départ à la retraite et d'asseoir l'ensemble des primes sur des textes applicables.

---

[79] Conformément aux principes posés par l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 qui subordonne les droits à rémunération des fonctionnaires et agents publics à l'accomplissement du service ; la poursuite du versement d'éléments de régime indemnitaire aux agents absents pour indisponibilité physique doit reposer : soit sur les dispositions prévues par les textes instituant les primes et indemnités ; soit, à défaut, sur les dispositions de la délibération prise au sein de la collectivité qui organise le régime indemnitaire.

[80] A raison d'un 1 mois ½ de traitement pour 10 ans d'ancienneté, deux mois de traitement pour 15 ans, 2 mois ½ de traitement pour 20 ans, 3 mois de traitement pour 25 ans, 3 mois ½ de traitement pour 30 ans et 4 mois ½ de traitement pour 35 ans.

6.4.2 La nécessité de définir l'action sociale

Pour la mise en œuvre des prestations d'action sociale, prévues à l'article 9 de la loi n° 83-634, la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale précise (dans son article 88-1) qu'il revient à l'assemblée délibérante de déterminer le type d'actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager.

GBCA verse 2 % de sa masse salariale au comité des œuvres sociales et participe à la complémentaire santé. Or, à l'exception des délibérations sur la protection sociale, GBCA n'a pas adopté de délibération récente présentant l'action sociale offerte à ses agents.

La chambre invite GBCA à délibérer le champ de l'action sociale proposé au bénéfice de ses agents, le type d'action et les montants de dépense consacrée.

6.4.3 Le régime des concessions de logements doit être délibéré.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2124-71 du code général de la propriété des personnes publiques, le bénéficiaire d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une convention d'occupation précaire avec astreinte supporte l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement qu'il occupe ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux.

Trois agents sont logés par nécessité absolue de service (NAS) mais l'un d'entre eux ne s'acquitte pas de l'ensemble des réparations locatives et des charges afférentes au logement qu'il occupe.

Les collectivités étaient tenues de délibérer au plus tard le 1er septembre 2015 pour prendre en compte le nouveau régime instauré par le décret n° 2013-651 du 19 juillet 2013. Or, GBCA n'a pas délibéré le nouveau régime de concession de logement.

Recommandation n° 13 : La chambre recommande à GBCA de respecter le nouveau régime des concessions de logement fixé par décret n° 2013-651 du 19 juillet 2013.

6.4.4 Le cadre juridique de l'agent affecté à un groupe politique

Un agent a été recruté par le service du remplacement du centre de gestion pour être mis à disposition des élus d'opposition membres du conseil communautaire. Or, aucun groupe d'élus n'a été constitué à GBCA, comme le permettent les dispositions de l'article L. 2121-28 du CGCT[81] applicables aux EPCI de plus 100 000 habitants.

La chambre invite GBCA à régulariser la situation de cet agent dans le cadre des dispositions de l'article L. 2121-28 du CGCT.

La convention de gestion avec un syndicat mixte

GBCA adhère au syndicat mixte de gestion de parcs automobiles publics (SMGPAP), qui est un service partagé entre plusieurs collectivités[82]. GBCA réalise pour un coût qu'elle a évalué à 30 K€, correspondant au salaire d'un agent, la gestion des RH et des finances du syndicat dans le cadre d'une convention qu'elle n'a cependant pas pu produire.

La chambre invite GBCA à conclure une nouvelle convention avec le SMGPAP.

6.5 La nécessité d'adosser la GPEC à un projet d'administration

GBCA a pour objectif de faire évoluer sa direction des ressources humaines d'une gestion administrative du personnel à une fonction plus stratégique : accompagnement du développement des compétences et gestion des situations difficiles. Elle a développé la démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)[83] avec un référent pour favoriser la mobilité ou le reclassement des agents. Toutefois, cette démarche requiert la définition préalable d'orientations stratégiques.

La chambre invite GBCA à formaliser la démarche de GPEC entreprise en l'adossant au projet d'administration et en déployant les moyens adéquats, par exemple le référentiel des métiers et des compétences ou les fiches métiers.

[82] La commune de Belfort, le centre communal d'action sociale (CCAS) de Belfort et son service de soins infirmiers d'aide à domicile (SSIAD), le SERTRID, le centre de gestion, la commune de Cravanche et GBCA.

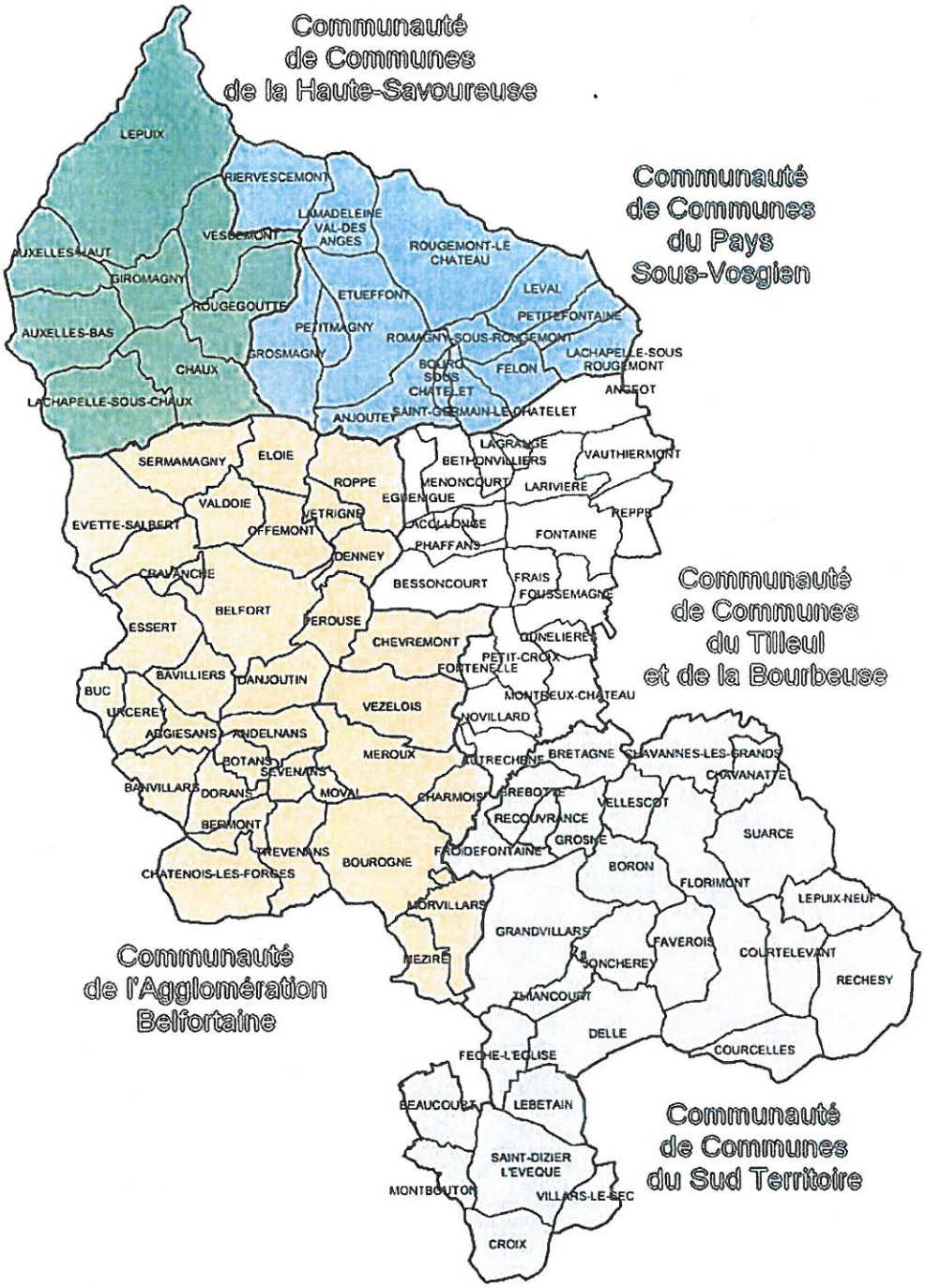
[83] La GPEC vise à identifier et anticiper les besoins et à les mettre en cohérence avec les ressources en prenant en compte les évolutions technologiques, réglementaires et économiques.

ANNEXES

Annexe n° 1. Évolution des périmètres des EPCI du Territoire de Belfort 66
Annexe n° 2. L'équilibre entre GBCA et ses communes membres 67
Annexe n° 3. La compétence développement économique 68
Annexe n° 4. La fiabilité des comptes 70
Annexe n° 5. La situation financière 72
Annexe n° 6. La gestion des ressources humaines 83

Annexe n° 1. Évolution des périmètres des EPCI du Territoire de Belfort

Carte n° 1 : Évolution des périmètres des EPCI du Territoire de Belfort



Source : Annexes au schéma départemental de coopération intercommunales (SDCI) de 2016

Annexe n° 2. L'équilibre entre GBCA et ses communes membres

Tableau n° 6 : Évolution comparée du coefficient d'intégration fiscale de la communauté d'agglomération de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
CAB puis GBCA	0,381106	0,373887	0,395714	0,432957	0,443636
Moyenne CA	0,342177	0,32842	0,35025	0,35296	0,352996
Ecart	11%	14%	13%	23%	26%

Source : CRC et DGFiP

Tableau n° 7 : Évolution des reversements de la communauté d'agglomération à ses communes membres en fonctionnement et en investissement de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Attributions de compensation (AC)	21 526 130	21 526 130	21 312 204	22 568 496	22 936 675
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	465 444	465 444	465 444	-	
Prise en charge du FPIC pour les communes	36 166	44 257	49 758	213 342	214 950
Total	**22 027 740**	**22 035 831**	**21 827 406**	**22 781 838**	**23 151 625**
Recettes de fonctionnement totales	31 286 255	28 227 360	33 101 824	35 455 324	35 210 913
Part	70%	78%	66%	64%	66%
Part DSC et FPIC	1,6%	1,8%	1,6%	0,6%	0,6%
Fonds d'aide aux communes	-	365 100	1 334 089	710 944	1 363 181
FAC réserve			214 081	61 770	72 379
Fonds de concours valorisation patrimoine	-	*15 927*	*23 507*	*86 723*	*36 053*
Total	**-**	**381 027**	**1 571 677**	**859 437**	**1 471 613**
Recettes d'investissement totales	12 035 200	16 440 121	15 808 246	16 249 118	14 413 069
Part	0%	2%	10%	5%	10%

Source : CRC et comptes de gestion

Annexe n° 3. La compétence développement économique

Tableau n° 8 : Évolution des dépenses de la communauté d'agglomération consacrée à l'aménagement et au développement économique de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Fonction 9 éco	1 488 311	4 553 381	2 631 361	6 256 302	5 582 728
dont investissement	595 365	3 125 419	1 076 091	4 550 969	3 924 646
Fonction 8 aménagement	4 794 890	6 823 407	5 423 813	7 830 040	8 157 223
dont investissement	3 657 654	5 347 023	4 013 397	6 083 261	6 214 296
Total	**6 283 201**	**11 376 788**	**8 055 175**	**14 086 342**	**13 739 951**
dont investissement	**4 253 018**	**8 472 442**	**5 089 488**	**10 634 230**	**10 138 942**

Source : comptes administratifs

Tableau n° 9 : Évolution des bases et retombées fiscales des zones d'activités économiques communautaire sur le périmètre de l'ex CAB de 2014 à 2018

	Bases			Cotisations		
	2014	2018	*Evol 14-18*	2014 (2015 CVAE)	2018	*Evol 14-18*
CFE	3 989 486	6 753 995	*69%*	1 217 211	1 984 068	*63%*
TFB	13 361 358	16 772 887	*26%*	106 621	149 252	*40%*
CVAE				2 059 797	6 439 936	*213%*
dont ZAIC Technopole = Techn'Hom				1 900 286	6 192 079	*226%*
Total				3 383 629	8 573 256	*153%*

Source : CRC à partir des données communiquées par GBCA

Tableau n° 10 : Concessions d'aménagement du département en cours

Dates du traité de concession et concessionnaire	Objet	Échéance du traité de concession
31/03/1964 avec SODEB	ZI de Bourogne-Morvillars	31/03/2018
14/01/1988 avec SODEB	La réhabilitation et la gestion du Parc technologique de Belfort	31/12/2018
14/06/1993 avec TANDEM	La réalisation et la gestion d'un bâtiment de 4 000 m2 sur le périmètre de la ZAC des Près à Andelnans et destiné à être exploité comme un parc des expositions d'Andelnans-Belfort de l'agglomération	14/06/2024
06/05/1996 avec SODEB	La réalisation et la gestion du bâtiment d'accueil des entreprises à Delle	22/06/2026
05/08/1996 avec TANDEM	La construction et la réalisation d'un bâtiment industriel et d'un bâtiment d'accueil sur le périmètre de la ZAC de l'Aéroparc de Fontaine	05/08/2017
11/07/2000 avec TANDEM	La réalisation et la gestion du bâtiment industriel ADLER sur l'aéroparc de Fontaine	31/07/2034
16/07/2007 avec SODEB	L'aménagement de la ZAC de la gare TGV Belfort-Montbéliard	16/07/2022

Source : traités des concessions

Tableau n° 11 : Évolution du coût net du tri préalable au traitement des déchets de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Centre de tri SCHROLL	864 011	775 445	837 368	831 890	877 378
Centre de tri COVED					125 364
Centre de tri VEOLIA (papier cartons et déchetteries)				8 098	38 908
Grutage verre Mineris	28 190	24 724	27 611	28 174	36 375
Dépenses totales (a)	**892 201**	**800 169**	**864 979**	**868 162**	**1 078 025**
Reprises matériaux SCHROLL	299 932	247 122	173 296	203 737	442 950
Reprises matériaux COVED					26 774
Reprises matériaux VEOLIA	65 698	81 040	95 972	163 606	24 267
Reprises VALORPLAST	83 232	96 638	100 916	81 236	
Reprises verre OI	55 320	53 819	56 260	57 875	75 321
Total recettes de reprises des matériaux (b)	**504 182**	**478 619**	**426 444**	**506 454**	**569 312**
Aides éco-emballage (c)	**1 345 534**	**816 125**	**980 388**	**1 128 546**	**1 034 857**
Coût net (a) - (b) - (c)	**957 515**	**494 575**	**541 853**	**766 838**	**526 144**
Coût net sans aides eco-emballage (a) - (b)	- 388 019	- 321 550	- 438 535	- 361 708	- 508 713

Source : GBCA

Annexe n° 4. La fiabilité des comptes

Tableau n° 12 : Part des rattachements dans les produits et charges de gestion de 2014 à 2017

Dépenses	2014	2015	2016	2017
BP	1,00%	0,80%	2,90%	2,00%
BA assainissement	5,90%	8,10%	6,80%	7,00%
BA eau	14,90 %	30,60%	14,90%	11,20%
BA déchets ménagers	9,70%	7,10%	9,00%	9,10%

Recettes	2014	2015	2016	2017
BP	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
BA assainissement	0,00%	0,00%	43,80%	39,70%
BA eau	0,00%	0,00%	49,90%	46,90%
BA déchets ménagers	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Source : CRC à partir des comptes

Tableau n° 13 : Écart des valeurs de l'actif et de l'inventaire comptable

	Valeur brute d'origine			Valeur nette comptable			Écart	
	Actif au 31/12/2017	Inventaire au 31/12/2017	*Écart*	Actif au 31/12/2017	Inventaire au 31/12/2017	*Écart*	Écart en valeur brute	Écart en valeur nette
Budget général	141 160 844	159 875 455	*13%*	140 863 490	136 671 493	*-3%*	18 714 612	-4 191 998
Budgets annexes	263 739 895	171 984 678	*-35%*	263 739 895	138 739 234	*-47%*	-91 755 216	-125 000 661
Dont assainissement	*152 753 490*	*96 508 299*	*-37%*	*152 753 490*	*82 259 450*	*-46%*	*-56 245 191*	*-70 494 040*
Dont eau	*78 371 027*	*56 294 354*	*-28%*	*78 371 027*	*46 142 188*	*-41%*	*-22 076 673*	*-32 228 838*
Dont déchets ménagers	*32 615 378*	*19 182 026*	*-41%*	*32 615 378*	*10 337 595*	*-68%*	*-13 433 352*	*-22 277 783*
Total	**404 900 738**	**331 860 134**	*-18%*	**404 603 385**	**275 410 726**	*-32%*	**-73 040 605**	**-129 192 659**

Source : actif et inventaire comptable

Tableau n° 14 : Comparaison entre les ANV inscrites aux budgets primitifs et exécutées de 2014 à 2018

CAB/GBCA	2014	2015	2016	2017	2018	Evo 14/18	Total
Budget principal							
6541 - Créances admises en NV		2 000,00		3 500,00	300		5 800,00
6542 - Créances éteintes	2 000,00	2 000,00	4 000,00	3 500,00	400		11 900,00
	2 000,00	***4 000,00***	***4 000,00***	***7 000,00***	***700***	-65,00%	***17 700,00***
BA assainissement							
6541 - Créances admises en NV	4 516,00	65 000,00	57 231,60	78 480,30	17 000,00	276,44%	**222 227,90**
6542 - Créances éteintes	16 000,00	17 900,00	32 768,40	16 519,70	-	-100,00%	**83 188,10**
	20 516,00	***82 900,00***	***90 000,00***	***95 000,00***	***17 000,00***	-17,14%	***305 416,00***
BA eau							
6541 - Créances admises en NV	93 365,00	63 625,57	55 961,33	75 296,92	23 000,00	-75,37%	**311 248,82**
6542 - Créances éteintes	30 000,00	24 789,14	34 038,67	19 703,08	39 000,00	30,00%	**147 530,89**
	123 365,00	***88 414,71***	***90 000,00***	***95 000,00***	***62 000,00***	-49,74%	***458 779,71***
BA déchets ménagers							
6541 - Créances admises en NV		168,66					168,66
6542 - Créances éteintes	3 000,00	2 831,34	2 000,00	2 000,00	-	-100,00%	**9 831,34**
	3 000,00	***3 000,00***	***2 000,00***	***2 000,00***	-	-100,00%	***10 000,00***
TOTAL	**148 881,00**	**178 314,71**	**186 000,00**	**199 000,00**	**79 700,00**	-46,47%	**791 895,71**

CAB/GBCA	2014	2015	2016	2017	2018	Evo 14/18	Total
Budget principal							
6541 - Créances admises en NV	558,83	1 908,37	1 042,36	1 903,68	-	-100,00%	**5 413,24**
6542 - Créances éteintes	-	-	3 115,19	405	-		**3 520,19**
	558,83	***1 908,37***	***4 157,55***	***2 308,68***	-	-100,00%	***8 933,43***
BA assainissement							
6541 - Créances admises en NV	662,34	64 091,60	30 791,49	367,58	-	-100,00%	**95 913,01**
6542 - Créances éteintes	18 351,31	17 637,70	32 768,40	16 519,70	-	-100,00%	**85 277,11**
	19 013,65	***81 729,30***	***63 559,89***	***16 887,28***	-	-100,00%	***181 190,12***
BA eau							
6541 - Créances admises en NV	97 753,43	63 417,35	39 175,99	415,88	-	-100,00%	**200 762,65**
6542 - Créances éteintes	24 918,31	24 705,38	34 038,67	19 703,08	-	-100,00%	**103 365,44**
	122 671,74	***88 122,73***	***73 214,66***	***20 118,96***	-	-100,00%	***304 128,09***
BA déchets ménagers							
6541 - Créances admises en NV	-	148,66	-	-	-		**148,66**
6542 - Créances éteintes	1 385,86	179,1	-	423	-	-100,00%	**1 987,96**
	1 385,86	***327,76***	-	***423***	-	-100,00%	***2 136,62***
Total	**143 630,08**	**172 088,16**	**140 932,10**	**39 737,92**	-	-100,00%	**496 388,26**

Source : comptes administratifs

Annexe n° 5. La situation financière

Budget annexe de l'eau de la communauté d'agglomération

Tableau n° 15 : Évolution de la ressource en eau de 2014 à 2018

Ressource	2014	2015	2016	2017	2018
CAB	5 056 989	4 422 266	4 490 967	4 607 030	4 110 102
Part	*78%*	*67%*	*74%*	*71%*	*64%*
Achats d'eau	1 398 907	2 143 275	1 586 391	1 910 118	2 342 007
Part	*22%*	*33%*	*26%*	*29%*	*36%*
Total	6 455 896	6 565 541	6 077 358	6 517 148	6 452 109
Vente d'eau à Bessoncourt	85 605	107 075	96 566	116 063	

Source : rapports annuels sur le prix et la qualité du service public de l'eau RPQSE de la CAB puis de GBCA

Tableau n° 16 : Dépenses, recettes et épargne d'exploitation du budget annexe de l'eau de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Ventes d'eau	7 296 758	8 217 104	7 453 050	7 848 625	8 415 189
Recettes d'exploitation	**8 294 031**	**9 248 374**	**8 355 997**	**8 764 633**	**9 421 105**
Autres achats et charges externes	2 559 057	2 964 964	2 664 207	2 789 817	3 360 598
- Impôts taxes et versements assimilés (sauf personnel)	377 789	318 091	419 803	43 983	420 831
- Charges de personnel	1 951 447	1 952 974	2 039 709	2 258 529	2 232 002
- Autres charges de gestion	122 672	88 123	73 215	20 119	38 935
= Charges de gestion	**5 010 965**	**5 324 152**	**5 196 933**	**5 112 448**	**6 052 365**
+/- Résultat financier	-388 205	-355 695	-322 469	-307 914	-316 190
+/- Résultat exceptionnel (réel, hors cessions)	**-71 849**	**-63 378**	**-252 217**	**-24 271**	**-216 070**
Dont autres charges exceptionnelles	73 821	77 353	259 352	42 263	716 997
Dont titres annulés sur exercices antérieurs(673)	*45 161*	*64 853*	*259 352*	*42 263*	*162 391*
Dont autres charges exceptionnelles (678)					*554 522*
Dont produits exceptionnels	1 972	13 974	7 135	17 993	500 927
Dont mandats annulés	*0*	*12 883*	*0*	*12 467*	*489 676*
= Epargne brute	**2 823 013**	**3 505 149**	**2 584 378**	**3 320 000**	**2 836 480**
en % des recettes d'exploitation	*34,0%*	*37,9%*	*30,9%*	*37,9%*	*30,1%*
= Epargne brute sans résultat exceptionnel	**2 894 861**	**3 568 528**	**2 836 595**	**3 344 271**	**3 052 550**
en % des recettes d'exploitation	*34,9%*	*38,6%*	*33,9%*	*38,2%*	*32,4%*
- Dotations nettes aux amortissements	984 157	1 063 078	1 120 513	1 236 255	1 379 319
- Dotations nettes aux provisions	0	0	99 000	0	72 000
+/- Values de cessions	1140,5	900	4000	0	800
= Résultat section d'exploitation	**1 839 997**	**2 442 972**	**1 368 865**	**2 083 746**	**1 385 961**
en % des recettes d'exploitation	*22,2%*	*26,4%*	*16,4%*	*23,8%*	*14,7%*

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 17 : Dépenses, recettes et d'investissement du budget annexe de l'eau de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Epargne brute	**2 823 012**	**3 505 149**	**2 584 378**	**3 320 000**	**2 835 586**
- Annuité en capital de la dette (hors autres dettes)	1 639 531	1 661 435	1 560 176	1 626 540	1 723 717
= Epargne nette	**1 183 481**	**1 843 715**	**1 024 202**	**1 693 460**	**1 111 869**
en % du produit total	*14,4%*	*20,0%*	*12,3%*	*19,4%*	*11,8%*
+ Subventions d'investissement	381 573	686 203	799 030	711 063	873 380
+ Produits de cession	8 000	900	4 000	0	800
= Financement propre disponible	**1 573 054**	**2 530 817**	**1 827 232**	**2 404 523**	**1 986 050**
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie et dons en nature)	**2 567 863**	**2 624 136**	**3 117 410**	**3 599 241**	**3 597 957**
dont matériel spécifique d'exploitation (compteurs)	*137 129*	*160 981*	*340 842*	*397 586*	*396 276*
dont renouvellement de réseaux	*2 430 734*	*2 463 155*	*2 776 568*	*3 201 654*	*3 201 681*
Couverture des dépenses par financements propres	**61%**	**96%**	**59%**	**67%**	**55%**
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**-994 808**	**-93 319**	**-1 290 178**	**-1 194 718**	**-1 611 907**
Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)	883 895	275 886	1 400 000	1 100 000	1 700 000
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	-110 913	182 567	109 822	-94 718	88 093
= Fonds de roulement net global	**632 103**	**814 670**	**924 493**	**829 775**	**956 803**
en nombre de jours de charges courantes	*45,9*	*55,5*	*59,1*	*49,6*	*104,0*

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 18 : Évolution de la dette et de la durée de désendettement du budget annexe de l'eau de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Encours de dettes du BA au 1er janvier	16 320 398	15 564 762	14 179 214	0	13 492 497
- Annuité en capital de la dette (hors remboursements temporaires d'emprunt)	1 639 531	1 661 435	1 560 176	1 626 540	1 723 717
+ Intégration de dettes (contrat de partenariat, emprunts transférés dans le cadre de l'intercommunalité...)	0	0	0	14 019 037	0
+ Nouveaux emprunts	883 895	275 886	1 400 000	1 100 000	1 700 000
= Encours de dette du BA au 31 décembre	**15 564 762**	**14 179 214**	**14 019 038**	**13 492 497**	**13 468 780**
+ Charge d'intérêts et pertes nettes de change	388 205	355 695	322 469	307 914	316 190
Capacité de désendettement en années (dette /Epargne brute)	**5,5**	**4,0**	**5,4**	**4,1**	**4,7**
Taux d'intérêt apparent de la dette	2,49%	2,51%	2,30%	2,28%	2,35%

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Budget annexe de l'assainissement de la communauté d'agglomération

Tableau n° 19 : Dépenses, recettes et épargne d'exploitation du budget annexe de l'assainissement de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes d'exploitation	**9 098 798**	**9 739 116**	**8 679 733**	**9 715 912**	**9 697 175**
Autres charges externes	3 323 330	3 548 403	3 416 988	3 978 185	3 952 791
+ Impôts taxes et versements assimilés (sauf personnel)	1 768			547	36
+ Charges de personnel	2 656 054	2 487 329	2 253 675	2 329 079	2 507 977
+ Autres charges de gestion	63 378	86 884	63 560	16 887	0
= Dépenses d'exploitation	**6 044 530**	**6 122 616**	**5 734 223**	**6 324 698**	**6 460 804**
+/- Résultat financier	-660 162	-531 711	-611 237	-667 275	-630 769
+/- Résultat exceptionnel (réel, hors cessions)	-97 574	-60 824	-289 160	-37 470	-540 725
Dont Autres charges exceptionnelles	*97 574*	*71 944*	*366 122*	*56 412*	*691 873*
Dont titres annulés sur exercices antérieurs (673)	*87 574*	*61 944*	*366 122*	*47 412*	*312 232*
Dont subventions exceptionnelles	*10 000*	*10 000*	*0*	*9 000*	*379 641*
Dont Produits exceptionnels	*0*	*11 120*	*76 962*	*18 942*	*151 148*
Dont mandats annulés	*0*	*6 687*	*0*	*16 166*	*138 948*
= Epargne brute	**2 296 533**	**3 031 683**	**2 098 285**	**2 730 184**	**2 076 913**
en % des recettes réelles d'exploitation	*25,2%*	*31,1%*	*24,2%*	*28,1%*	*21,4%*
= Epargne brute sans résultat exceptionnel	**2 394 107**	**3 092 508**	**2 387 445**	**2 767 654**	**2 617 638**
en % des recettes d'exploitation	*26,3%*	*31,8%*	*27,5%*	*28,5%*	*27,0%*
- Dotations nettes aux amortissements	1 410 644	1 648 404	1 654 668	2 088 972	2 087 148
- Dotations nettes aux provisions	0	0	-94 261	0	78 000
+/- Values de cessions	3300	1000	0	8500	1500
= Résultat de la section d'exploitation	**889 189**	**1 384 279**	**537 878**	**649 712**	**-86 735**
en % des recettes réelles d'exploitation	*10,8%*	*15,7%*	*6,8%*	*7,2%*	*-1,0%*

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 20 : Dépenses, recettes et d'investissement du budget annexe de l'assainissement de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Epargne brute	**2 296 533**	**3 031 683**	**2 098 285**	**2 730 184**	**2 076 913**
- Annuité en capital de la dette (hors autres dettes)	1 422 583	1 433 627	1 508 372	1 879 593	1 965 607
= Epargne nette ou disponible	**873 950**	**1 598 056**	**589 913**	**850 591**	**111 306**
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	1 823 741	773 636	468 759	598 735	586 140
+ Subventions d'investissement	1 384 662	100 342	345 329	1 336 933	517 186
+ Produits de cession	3 300	1 000	31 000	8 500	1 500
= Financement propre disponible	**4 085 653**	**2 473 034**	**1 435 000**	**2 794 759**	**1 216 132**
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie et dons en nature)	10 852 541	3 311 956	3 956 418	2 992 850	4 795 623
Dont matériel spécifique d'exploitation (compteurs)	*61 130*	*68 508*	*95 120*	*53 424*	*89 472*
Couverture des dépenses d'investissement par financement propre	***38%***	***75%***	***36%***	***93%***	***25%***
- Participations et inv. financiers nets	80 765	83 115	-2 883	60 137	-30 347
+/- Variation autres dettes et cautionnements	0	0	0	181 398	0
+/- Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	0	48 343	362 141
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**-6 847 654**	**-922 036**	**-2 518 535**	**-391 282**	**-3 187 002**
Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)	5 920 000	1 550 000	2 685 885	300 000	5 000 000
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	-927 654	627 964	167 350	-91 282	1 812 998
= Fonds de roulement	**307 876**	**935 840**	**1 004 190**	**1 328 651**	**2 963 649**
en nombre de jours de charges courantes	*32,7*	*67,4*	*80,3*	*79,8*	*171,9*

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 21 : Évolution de la dette et de la durée de désendettement du budget annexe de l'assainissement de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Encours de dettes du BA au 1er janvier	18 435 507	22 932 924	23 049 296	0	25 399 204
- Annuité en capital de la dette (hors remboursements temporaires d'emprunt)	1 422 583	1 433 627	1 508 372	1 879 593	1 965 607
- Remboursements temporaires d'emprunts	0	0	0	0	0
- Var. des autres dettes non financières (hors remboursements temporaires d'emprunts)	0	0	0	181 398	0
+ Intégration de dettes (contrat de partenariat, emprunts transférés dans le cadre de l'intercommunalité...)	0	0	0	27 160 195	0
+ Nouveaux emprunts	5 920 000	1 550 000	2 685 885	300 000	5 000 000
= Encours de dette du BA au 31 décembre	**22 932 924**	**23 049 296**	**24 226 809**	**25 399 204**	**28 433 597**
Capacité de désendettement en années (dette / épargne brute)	**10,0**	**7,6**	**11,5**	**9,3**	**13,7**
Taux d'intérêt apparent de la dette	2,88%	2,31%	2,52%	2,63%	2,22%

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Budget annexe des déchets ménagers de la communauté d'agglomération

Tableau n° 22 : Dépenses, recettes et épargne de fonctionnement du budget annexe des déchets ménagers de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	9 981 899	10 272 921	11 080 460	11 184 007	12 341 628
+ Ressources d'exploitation	1 495 594	1 388 239	1 324 569	1 468 473	1 310 930
Dont ventes de marchandises et de produits finis	*834 047*	*735 828*	*526 803*	*673 556*	*620 172*
Dont prestations de services = redevance spéciale	*587 549*	*652 411*	*729 279*	*652 542*	*667 420*
Ressources institutionnelles = participations éco emballage	1 345 534	816 125	1 017 123	1 321 434	1 165 888
= Recettes de gestion	**12 823 027**	**12 477 285**	**13 422 152**	**13 973 913**	**14 818 446**
Charges à caractère général	7 702 649	8 151 379	8 403 689	8 627 108	8 489 485
Dont contrats de prestations de services avec des entreprises (611)	*6 012 989*	*6 329 609*	*6 607 326*	*6 732 793*	*6 386 645*
Dont entretien et réparations	859 927	*868 234*	818 358	*834 504*	*1 003 814*
Dont remboursements de frais à la collectivité (60 871)	*733 904*	*833 204*	*863 472*	*898 125*	*911 368*
+ Charges de personnel	3 214 306	3 364 316	3 316 626	3 352 911	3 687 904
Dont charges de personnel externes	*57 740*	*44 843*	*80 593*	*189 967*	*473 545*
Dont charges de personnel internes	*3 156 566*	*3 319 473*	*3 236 033*	*3 162 945*	*3 214 359*
+ Subventions de fonctionnement	32 510	36 970	37 309	38 837	39 800
+ Autres charges de gestion	1 386	328	0	423	0
= Dépenses de gestion	**10 950 850**	**11 552 992**	**11 757 624**	**12 019 279**	**12 217 189**
+/- Résultat financier	-86 803	-67 095	-47 258	-43 706	-236 456
+/- Autres produits et charges excep. réels	-123	-1 564	-1 423	-2 670	-39 481
Dont titres annulés (-)	*272*	*3 314*	*7 846*	*4 588*	*46 461*
=Epargne brute	**1 785 251**	**855 634**	**1 615 846**	**1 908 259**	**2 325 320**
en % des produits de gestion	*13,9%*	*6,9%*	*12,0%*	*13,7%*	*15,7%*
- Dotations nettes aux amortissements	963 466	1 039 395	1 060 220	1 167 310	896 062
- Dotations nettes aux provisions	0	0	0	0	186 000
= Résultat section de fonctionnement	**821 785**	**-183 761**	**555 625**	**740 949**	**1 243 259**

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 23 : Dépenses, recettes et d'investissement du budget annexe des déchets ménagers de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Epargne brute	**1 785 251**	**855 634**	**1 615 846**	**1 908 259**	**2 325 320**
- Annuité en capital de la dette	185 666	361 012	175 533	178 442	1 733 509
= Epargne nette	**1 599 586**	**494 622**	**1 440 312**	**1 729 816**	**591 811**
+ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	190 310	195 066	162 843	128 413	72 759
+ Produits de cession	5 550	19 650	12 000	0	8 000
= Financement propre disponible (C+D)	**1 795 446**	**709 338**	**1 615 155**	**1 858 229**	**672 570**
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	1 140 028	1 163 392	832 945	719 132	736 784
- Subventions d'équipement (y compris subventions en nature)	4 467	0	0	10 000	0
Dépenses d'investissement	1 144 495	1 163 392	832 945	729 132	736 784
Couverture dépenses d'investissement par financement propre	***157%***	***61%***	***194%***	***255%***	***91%***
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**650 951**	**-454 054**	**782 210**	**1 129 097**	**-64 214**
Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)	0	171 250	0	0	0
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	650 951	-282 804	782 210	1 129 097	-64 214
= Fonds de roulement budgétaire	**1 873 464**	**1 590 660**	**2 372 869**	**3 501 967**	**3 525 408**
en nombre de jours de charges courantes	*62,0*	*50,0*	*73,4*	*106,0*	*103,3*

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 24 : Évolution de la dette et de la durée de désendettement du budget annexe des déchets ménagers de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Encours de dettes du BA au 1er janvier	2 462 912	2 277 247	2 087 485	0	1 733 509
- Annuité en capital de la dette (hors remboursement temporaires d'emprunt)	185 666	361 012	175 533	178 442	1 733 509
+ Intégration de dettes (contrat de partenariat, emprunts transférés dans le cadre de l'intercommunalité...)	0	0	0	1 911 952	0
+ Nouveaux emprunts	0	171 250	0	0	0
= Encours de dette du BA au 31 décembre	**2 277 247**	**2 087 485**	**1 911 952**	**1 733 509**	**0**
Capacité de désendettement BP en années (dette / CAF brute du BA)	**1,3**	**2,4**	**1,2**	**0,9**	**0,0**
Taux d'intérêt apparent du budget annexe (BA)	*3,8%*	*3,2%*	*2,5%*	*2,5%*	

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Budget principal de l'ex CCTB

Tableau n° 25 : Dépenses, recettes et épargne de fonctionnement du budget principal de la CCTB de 2014 à 2016

en €	2014	2015	2016
Impôts locaux	3 947 858	4 346 979	4 659 510
Dont Taxes foncières et d'habitation	*3 420 785*	*3 081 112*	*2 965 815*
Dont CFE	*1 631 761*	*1 583 297*	*1 651 470*
Dont Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)	*317 016*	*857 458*	*949 934*
- Restitution et reversements sur impôts locaux (hors péréquation)	1 948 026	1 932 370	1 880 531
dont prélèvement pour reversement d'attribution de compensation	*930 187*	*885 319*	*895 156*
dont reversement de fiscalité issues du SMAGA	*1 017 839*	*1 047 051*	*985 375*
Part de fiscalité reversée	***49%***	***44%***	***40%***
Ressources fiscales propres (nettes des restitutions)	1 999 832	2 414 609	2 778 979
+ Ressources d'exploitation	227 643	322 576	401 534
Dont prestations de services	*169 636*	*308 147*	*341 451*
Ressources institutionnelles (dotations et participations)	714 647	784 259	824 470
Dont DGF	*280 314*	*219 915*	*145 373*
+ Fiscalité reversée par l'interco et l'Etat	102 877	-133 123	-307 605
Dont Fonds de péréquation (FPIC)et de solidarité	*-38 821*	*-281 338*	*-452 809*
Dont fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (FNGIR)	*141 698*	*137 840*	*138 161*
= Recettes réelles de gestion	**3 045 000**	**3 388 321**	**3 697 378**
Charges à caractère général	782 311	779 078	792 982
+ Charges de personnel	896 189	1 338 351	1 439 426
+ Subventions de fonctionnement	256 760	167 535	203 041
+ Autres charges de gestion	334 416	347 118	405 411
Dont contribution au service incendie	*280 619*	*281 854*	*281 986*
Dont indemnités des élus	*47 657*	*58 911*	*59 155*
= Dépenses réelles de gestion	**2 269 676**	**2 632 082**	**2 840 861**
+/- Résultat financier	-33 436	-50 213	-45 518
+/- Autres produits et charges excep. réels	5 080	-5 530	825
= Epargne brute	**746 967**	**700 497**	**811 825**
en % des recettes réelles de gestion	*24,5%*	*20,7%*	*22,0%*
- Dotations nettes aux amortissements	385 582	404 909	458 557
+ Quote-part des subventions d'inv. transférées	8 376	8 377	8 378
= Résultat section de fonctionnement	**369 760**	**303 965**	**361 646**

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 26 : Dépenses, recettes et d'investissement du budget principal de la CCTB de 2014 à 2016

en €	2014	2015	2016
Epargne brute	**746 967**	**700 497**	**811 825**
- Annuité en capital de la dette	95 816	100 435	103 201
= Epargne nette ou disponible	**651 150**	**600 063**	**708 623**
+ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	160 235	95 339	22 754
+ Subventions d'investissement reçues	168 961	77 625	9 518
+ Produits de cession	76 518	0	0
= Financement propre disponible	**1 056 864**	**773 027**	**740 895**
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	757 258	260 693	191 351
- Subventions d'équipement (y compris subventions en nature)	1 247 239	515 302	125 843
- Participations et inv. financiers nets	20 452	0	0
Dépenses d'investissement	2 004 497	775 995	317 194
Couverture des dépenses par financements propres	**53%**	**100%**	**234%**
+/- Solde des opérations pour compte de tiers	0	-18 550	0
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**-968 085**	**-21 518**	**423 701**
Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)	700 000	0	300 000
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	-268 085	-21 518	723 701
+ Intégration de dettes (contrat de partenariat, emprunts transférés dans le cadre de l'intercommunalité...)		834 604	
= Fonds de roulement budgétaire	**-268 085**	**574 489**	**1 298 189**
en nombre de jours de charges courantes	*-42,5*	*78,2*	*164,2*

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 27 : Évolution de la dette et de la durée de désendettement du budget principal de la CCTB de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016
Encours de dettes du BP au 1er janvier	0	604 184	1 338 353
- Annuité en capital de la dette (hors remboursement temporaires d'emprunt)	95 816	100 435	103 201
+ Intégration de dettes (contrat de partenariat, emprunts transférés dans le cadre de l'intercommunalité...)	0	834 604	0
+ Nouveaux emprunts	700 000	0	300 000
= Encours de dette du BP au 31 décembre	**604 184**	**1 338 353**	**1 535 151**
Capacité de désendettement BP en années (dette / CAF brute du BP)	**0,8**	**1,9**	**1,9**
Taux d'intérêt apparent du budget principal (BP)	***5,5%***	***3,8%***	***3,0%***

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Budget principal de la communauté d'agglomération

Tableau n° 28 : Dépenses, recettes et épargne de fonctionnement du budget principal de la CAB 2014 à 2016

	2014	2015	2016
Taxes foncières et d'habitation	23 160 982	23 883 512	25 816 229
CVAE	7 428 935	5 283 975	8 265 627
DGF	15 764 572	14 801 369	13 615 851
Recettes réelles de gestion	**31 286 255**	**28 227 360**	**33 101 824**
Charges à caractère général	3 800 022	3 619 057	3 883 786
Charges de personnel	12 105 584	12 362 499	12 483 838
Subventions de fonctionnement	766 207	1 591 754	1 675 177
Autres charges de gestion	6 435 133	6 323 779	6 238 505
Dépenses réelles de gestion	**23 106 946**	**23 897 089**	**24 281 306**
Epargne brute	**7 579 363**	**3 268 744**	**8 011 653**
Taux épargne brute	24%	12%	24%

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 29 : Dépenses, recettes et épargne de fonctionnement du budget principal de la CAB et de la CCTB en 2016 et de GBCA en 2017 et 2018

	2016 (CAB + CCTB)	2017	2018
Taxes foncières et d'habitation	28 782 044	26 500 426	27 162 728
CVAE	9 215 561	9 597 648	8 320 152
DGF	13 761 224	13 629 611	13 414 427
Recettes réelles de gestion	**36 799 202**	**35 455 324**	**35 210 913**
Charges à caractère général	4 676 768	4 358 327	3 966 149
Charges de personnel	13 923 265	14 049 573	14 004 593
Subventions de fonctionnement	1 878 219	2 456 635	3 083 502
Autres charges de gestion	6 643 916	6 265 235	6 603 931
Dépenses réelles de gestion	**27 122 167**	**27 129 769**	**27 658 175**
Epargne brute	**8 823 478**	**7 343 880**	**7 024 386**
Taux épargne brute	24%	21%	20%

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 30 : Dépenses, recettes et d'investissement du budget principal (CAB puis GBCA) de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
CAF brute	**7 579 363**	**3 268 744**	**8 011 653**	**7 343 880**	**7 024 386**
- Annuité en capital de la dette	1 871 094	2 178 420	3 938 925	2 724 291	2 655 002
Epargne nette	**5 708 270**	**1 090 324**	**4 072 728**	**4 619 589**	**4 369 384**
+ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	974 687	1 752 874	949 192	1 150 480	738 654
+ Subventions d'investissement reçues	794 551	**1 340 026**	**1 977 864**	384 783	510 620
+ Produits de cession	900	0	550	3 013 416	500
Ressources propres	**7 478 408**	**4 183 225**	**7 000 334**	**9 168 269**	**5 619 158**
Part épargne nette	*76%*	*26%*	*58%*	*50%*	*78%*
Dépenses d'équipement	8 559 648	9 243 999	8 636 256	6 036 833	6 475 686
Subventions d'équipement	1 541 484	2 274 099	3 233 064	3 703 936	3 669 966
Participations financières	0	2 733 378	0	8 108 271	90 000
+/- Variation autres dettes et cautionnements	0	0	0	-4 355 701	1 450 000
Dépenses d'investissement	**10 101 132**	**14 251 476**	**11 869 321**	**13 493 340**	**11 685 652**
Dépenses d'investissement hors rachat d'actions	***10 101 132***	***11 518 098***	***11 869 321***	***9 740 770***	***10 145 652***
Couverture des dépenses par financements propres	*74%*	*29%*	*59%*	*68%*	*48%*
+/- Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	18 550
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**-2 622 725**	**-10 068 251**	**-4 868 986**	**-4 325 071**	**-6 050 213**
Emprunt	**4 600 000**	**9 100 000**	**7 500 000**	0	12 000 000
Fonds de roulement	1 977 276	-968 251	2 631 014	**-4 325 071**	5 949 787
= Fonds de roulement budgétaire	**2 778 898**	**1 810 647**	**4 441 660**	**1 363 383**	**7 313 172**
en nombre de jours de charges courantes	*41,8*	*26,1*	*63,7*	*17,8*	*93,5*

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 31 : Évolution de la dette et de la durée de désendettement du budget principal de la CA puis de GBCA de 2014 à 2018

en €	2014	2015	2016	2017	2018
Encours de dettes du BP au 1er janvier	21 772 952	24 501 858	31 423 439	34 984 514	38 151 075
- Annuité en capital de la dette (hors remboursement temporaires d'emprunt)	1 871 094	2 178 420	3 938 925	2 724 291	2 655 002
- Var. des autres dettes non financières (hors remboursements temporaires d'emprunts)	0	0	0	-4 355 701	1 450 000
+ Intégration de dettes (contrat de partenariat, emprunts transférés dans le cadre de l'intercommunalité...)	0	0	0	1 535 151	0
+ Nouveaux emprunts	4 600 000	9 100 000	7 500 000	0	12 000 000
= Encours de dette du BP au 31 décembre CAB puis GBCA	**24 501 858**	**31 423 439**	**34 984 514**	**38 151 075**	**46 046 073**
Capacité de désendettement BP en années (dette / CAF brute du BP)	**3,2**	**9,6**	**4,4**	**5,2**	**6,6**
Taux d'intérêt apparent du budget principal (BP)	***3,0%***	***2,2%***	***2,5%***	***2,3%***	***1,9%***

Source : CRC à partir des comptes de gestion

Tableau n° 32 : Base, taux et produits de la fiscalité directe locale de GBCA avec la moyenne des communautés d'agglomération en 2018

	Base par habitant			Taux			Produit par habitant		
	GBCA	Moyenne	*Ecart / moyen.*	GBCA	Moyenne	*Ecart / moyen.*	GBCA	Moyenne	*Ecart / moyen.*
Taxe d'habitation	1179	1308	*-10%*	10,41%	9,23%	*13%*	125	121	*3%*
Taxe foncier bâti	1230	843	*46%*	0,90%	2,10%	*-57%*	12	18	*-33%*
Taxe foncier non bâti	7	20	*-65%*	5,17%	5,26%	*-2%*	0	1	*-100%*
CFE	396	419	*-5%*	29,56%	26,46%	*12%*	118	111	*6%*
CVAE							77	61	*26%*
IFER							4	6	*-33%*
TaSCom							14	14	*0%*

Source : DDFiP 90

Tableau n° 33 : Évolution des recettes fiscales directes locales de 2014 à 2018

	TH	TFB	CFE	Total
Évolution moyenne annuelle de la base (hors 2017)	2,0%	1,2%	3,5%	
Ressource fiscale supplémentaire entre 2014 et 2018	1 484 035	160 784	3 453 532	1 484 035
grâce à la variation de taux	*49 839*	*0*	*-392 056*	*49 839*
Part	*3%*	*0%*	*-11%*	*3%*
grâce à la hausse de base forfaitaire	*545 099*	*46 382*	*451 898*	*545 099*
Part	*37%*	*29%*	*13%*	*37%*
grâce à la variation de base physique	*889 097*	*114 402*	*3 393 690*	*889 097*
Part	*60%*	*71%*	*98%*	*60%*

Source : CRC à partir des états fiscaux 1259 de la DDFiP 90

Annexe n° 6. La gestion des ressources humaines

Tableau n° 34 : Évolution des effectifs de GBCA consolidés entre 2017 et 2018

	Emplois budgétaires			Effectifs pourvus sur emplois budgétaires en ETPT		
Au 31/12/n	Permanents à temps complet	Permanents à temps non complet	Total	Titulaires	Non titulaires	Total
2017	411	60	471	406	35	441
2018	424	79	503	430	31	461

Source : comptes administratifs

	Emplois budgétaires			Effectifs pourvus		
Au 31/12/n	Permanents à temps complet	Permanents à temps non complet	Total	Titulaires	Non titulaires	Total
2017	461	33	494	402	33	435
2018	477	33	510	416	29	445

Source : états transmis par GBCA

Tableau n° 35 : Temps de travail de GBCA comparée à la durée légale

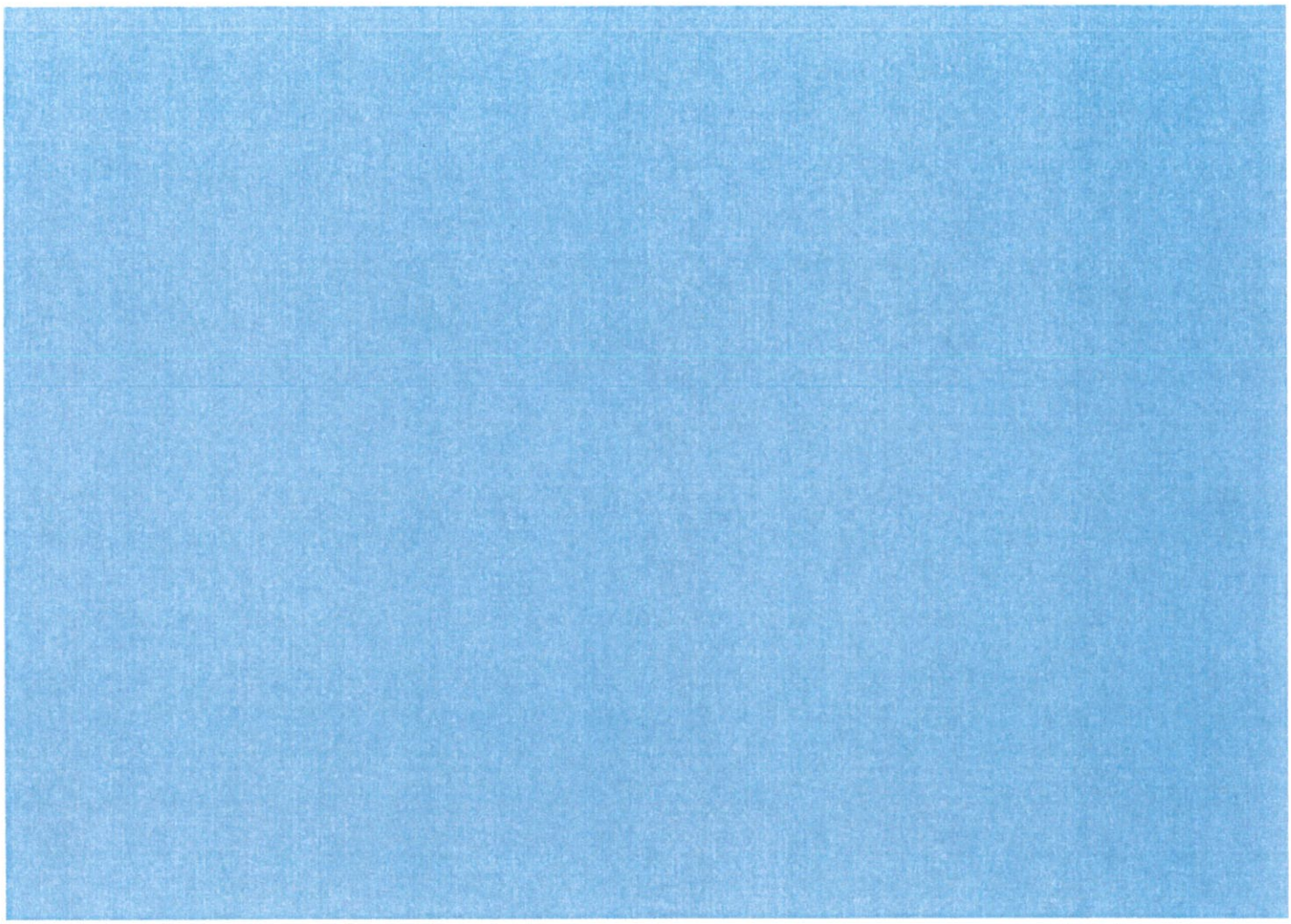
Régime légal		Régime adopté par la collectivité	
1 607	Nombre d'heures obligatoires par an	1 607	Nombre d'heures obligatoires par an
365	Jours calendaires	365	Jours calendaires
104	Samedis et dimanches	104	Samedis et dimanches
8	Jours fériés légaux ne tombant ni un samedi ni un dimanche (moyenne)	8	Jours fériés (moyenne)
25	Jours de congés légaux	30	Nombre de jours de congés annuels adoptés par la collectivité
0	Autres	2	Autres (journées d'absence accordées par l'ordonnateur ...) RTT
228	Jours travaillés	221	Nombre de jours travaillés au sein de la collectivité
45,6	soit nombre de semaines travaillées	44,2	soit nombre de semaines travaillées
Détermination du respect du contingent légal de 1 607 heures			
35	Nombre d'heures par semaine	35	Nombre d'heures par semaine
1 596	Nombre d'heures travaillées sur l'année	1 547	Nombre d'heures travaillées sur l'année
1 600	arrondi à	1 547	arrondi à
7	+ journée de solidarité	7	+ journée de solidarité
0	Nombre d'heures < 1 607	53,00	Nombre d'heures < 1 607
0	Soit nombre de jours de travail non accomplis	7,57	Soit nombre de jours de travail non accomplis

Source : CRC à partir des données GBCA

Tableau n° 36 : Jours accordés au titre des autorisations spéciales d'absence par GBCA comparés avec ceux octroyés dans la fonction publique de l'État

Événements familiaux	Conditions	GBCA	FPE	écart
Mariage/PACS	agent	5	5	0
Mariage	enfant de l'agent	3	1	2
Mariage	père ou mère de l'agent	3	0	3
Mariage	frère ou sœur de l'agent	2	0	2
Mariage	oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur, cousin(e)	1	0	1
Naissance	enfant de l'agent	3	3	0
Congé paternité		11	11	0
Maladie grave	conjoint ou conjointe	3	3	0
Maladie grave	enfant de l'agent	3	3	0
Maladie grave	parents	3	3	0
Décès	conjoint de l'agent	5	3	2
Décès	enfant de l'agent	5	3	2
Décès	père ou mère de l'agent	3	3	0
Décès	frère ou sœur de l'agent	2	0	2
Décès	grands-parents de l'agent	2	0	2
Décès	père ou mère du conjoint	3	0	3
Décès	oncle, tante, neveu, nièce, grand-oncle, grande tante	1	0	1
Décès	beau-frère ou belle sœur	1	0	1
Total		**59**	**38**	**21**

Source : GBCA et article 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et données GBCA



Chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté

28-30 rue Pasteur – CS 71199 – 21011 DIJON Cedex

bourgognefranchecomte@crtc.ccomptes.fr

Site Internet : http: www.ccomptes.fr fr crc-bourgogne-franche-comte

GRAND BELFORT

Belfort, le 18 FEV 2020

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
GA200068
19 FEV. 2020
ARRIVEE GREFFE

Le Président

Monsieur Pierre VAN HERZELE
Président
Chambre Régionale des Comptes
Bourgogne Franche-Comté
28-30 rue Pasteur – CS 71199
21011 DIJON Cedex

N/Réf. : DM/JS/SB/2020-52

Lettre recommandée avec accusé de réception

Monsieur le Président,

Je donne suite au rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion de Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

Je souscris à la synthèse de ce rapport et souhaite apporter quelques informations complémentaires d'explications et d'appréciations.

S'agissant de la dette, sa progression résulte principalement d'investissements jugés nécessaires pour l'attractivité du territoire : le conservatoire de musique sous le précédent mandat, et le déploiement du numérique sous ma présidence. Le rachat des parts de la SEM Tandem en application de la loi NOTRé a participé de cette évolution mais dote désormais le Grand Belfort d'un outil puissant au service du développement économique.

Comme vous le précisez judicieusement, la durée de désendettement demeure toutefois très inférieure à la norme légale.

S'agissant des transferts de charges sans compensation en provenance de la Ville-centre, je ne considère pas cela comme un acte de « générosité » mais comme une régularisation d'une charge historiquement assumée par les communes dont le rayonnement est intercommunal. Il faut garder en mémoire que les communes ont perdu avec l'instauration de la FPU une recette fiscale dynamique qui permettait le financement de service public. Si cette perte a été compensée par les attributions de compensation, celles-ci ne sont pas indexées et les Villes-centres supportent ainsi un décalage croissant depuis plus de quinze ans entre la charge et la compensation.

Au-delà de ces transferts de charges et des modalités de compensation, Grand Belfort Communauté d'Agglomération désormais stabilisé à la fois sur son périmètre et l'exercice de ses compétences doit engager au prochain mandat la refondation d'un pacte financier et fiscal. En effet,

GRAND BELFORT Communauté d'Agglomération Place d'Armes - 90020 BELFORT cedex
Tel. 03 84 54 24 24 | courrier@grandbelfort.fr | www.grandbelfort.fr

les pertes récentes et subies de fiscalité liées aux optimisations fiscales et restructurations industrielles, la perte du fonds de péréquation, les évolutions liées à la suppression de la taxe d'habitation dont la fraction intercommunale, amènent fatalement Grand Belfort à reconsidérer ses priorités.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Damien MESLOT

Président du Grand Belfort

GRAND BELFORT Communauté d'Agglomération Place d'Armes - 90020 BELFORT cedex
Tél. 03 84 54 24 24 | courrier@grandbelfort.fr | www.grandbelfort.fr

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-63

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2020-2025

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-63

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction Politique de la ville et de l'habitat

Références : DM/FB/DP/TR
Code matière : 8.5

Objet : Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2020-2025

1) Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage

La loi du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, prévoit la mise en œuvre dans chaque département d'un dispositif d'accueil des gens du voyage.
Elle confie au Préfet de département et au Président du Conseil départemental l'élaboration d'un schéma d'accueil des gens du voyage, après avis des collectivités territoriales concernées et de la Commission départementale consultative des gens du voyage.

Au vu d'une évaluation préalable des besoins et de l'offre existante, notamment au regard de la fréquence et de la durée des séjours des gens du voyage, de l'évolution de leur mode de vie et de leur ancrage, des possibilités de scolarisation des enfants, d'accès aux soins et d'exercice des activités économiques spécifiques, le schéma doit définir :

- les aires d'accueil et de grand passage ;
- les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement pour les grands rassemblements ;
- leur capacité d'accueil (nombre d'emplacements dédiés aux voyageurs en fonction de l'offre et des besoins identifiés) ;
- le mode de gestion des aires ;
- les secteurs géographiques sur lesquels elles sont implantées.

Le schéma doit également prendre en compte la nécessité de définir la nature des actions à caractère social destinées aux gens du voyage en précisant les moyens à mettre en œuvre prioritairement pour le développement des actions socio-éducatives et l'accès aux soins.

2) La révision du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage du Territoire de Belfort

La Commission départementale consultative des gens du voyage (CDCGV), réunie le 17 décembre 2018, a officiellement lancé le processus de révision du document en vue de l'élaboration d'un nouveau schéma pour la période 2020-2025.

Afin de dresser le bilan de réalisation du schéma 2013-2018 et de définir les objectifs ainsi que le programme d'action du nouveau schéma, deux groupes de travail se sont réunis : le premier fut consacré aux aires d'accueil et de grand passage ainsi qu'à l'habitat adapté, le second s'est attaché à l'accompagnement socio-éducatif.

La commission départementale consultative des gens du voyage, qui s'est déroulée en visio conférence le 14 avril dernier, a adopté, à l'unanimité, le projet de schéma révisé.

Au terme de cette démarche de révision, l'avis des exécutifs des communes et des EPCI concernés par le schéma est requis avant son approbation.

Le projet de schéma ci-joint est donc soumis à l'avis du conseil municipal de Belfort.

3) Bilan et perspectives pour la Ville de Belfort

La Ville de Belfort n'est concernée par le schéma que pour l'aire permanente d'accueil de la Porte du Vallon qui appartient au Grand Belfort et est gérée par un gestionnaire. Elle compte 20 emplacements et un bâtiment technique. Des familles de voyageurs, de passage ou plus ou moins sédentarisés dans la région, y séjournent régulièrement. Son taux d'occupation est relativement faible, toujours inférieur à 50%. Le bâtiment des sanitaires a fait l'objet de travaux d'adaptation en 2019.

Par rapport au précédent schéma, peu de changements concernent Belfort, qui conserve l'aire d'accueil de 20 emplacements de la Porte du Vallon. La principale évolution du schéma concerne l'aire de Valdoie qui n'était plus utilisée et pourra fermer définitivement

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'émettre un avis favorable au projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage du Territoire de Belfort 2020-2025.

Pour	37	
Contre	0	
Suffrages exprimés	37	
Abstentions	5	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Jacqueline GUIOT.
Ne prend pas part au vote	0	

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14092-DE-1-1

PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT
Liberté
Égalité
Fraternité

Territoire de Belfort
Le Département

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage du Territoire de Belfort 2020 - 2025

SOMMAIRE

PREAMBULE 5

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE 7

I – Bilan du précédent schéma (2013-2018) 10

A - Fréquentation et bilan financier des aires d'accueil et de grand passage 10

1 - Les aires d'accueil de Grand Belfort Communauté d'Agglomération 10

2 - Les aires d'accueil gérées par la Communauté de Communes du Sud Territoire 15

B – Accompagnement socio-éducatif 23

1 - L'accompagnement social 23

2 - L'accompagnement éducatif 23

II - Programme d'actions 2020/2025 25

A – L'accueil des gens du voyage 27

1- Synthèse du diagnostic de l'association Gadjé 27

2- Fermeture de l'aire de Valdoie 27

B - L'aire de grand passage de Fontaine 29

C- Rénovation et accessibilité 30

D- Rappel des évolutions réglementaires 30

1- Aires d'accueil 30

2- Aires de grand passage 31

E – L'habitat adapté pour les gens du voyage sédentarisés 32

1 - Définition de l'habitat adapté 33

2 - Préconisations 35

F – L'accompagnement médico-social et éducatif 36

1- L'accès aux droits et la domiciliation 36

2- La scolarisation 37

3- La santé 38

4- L'insertion professionnelle 40

III - Gouvernance, suivi et mise en œuvre du schéma 42

A – La gouvernance 42

B – Suivi et évaluation 43

ANNEXES 45

Annexe 1 : arrêté du 04 juillet 2018 portant composition de la commission départementale consultative des gens du voyage 46

Annexe 2 : arrêté du 26 mars 2021 portant modification de la commission départementale consultative des gens du voyage 50

Annexe 3 : arrêté du 13 avril 2021 portant modification de la commission départementale consultative des gens du voyage 53

Annexe 4 : arrêté portant approbation du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 55

Annexe 5 : procédure d'expulsion 56

Annexe 6 : restitution de l'étude GADJE 58

Annexe 7 : recensement terrains privés et communaux 73

PREAMBULE

La loi du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, prévoit la mise en œuvre dans chaque département d'un dispositif d'accueil des gens du voyage (GdV).
Elle confie au Préfet de département et au Président du Conseil départemental l'élaboration d'un schéma d'accueil des gens du voyage, après avis des collectivités territoriales concernées et de la Commission départementale consultative des gens du voyage.

Au vu d'une évaluation préalable des besoins et de l'offre existante, notamment au regard de la fréquence et de la durée des séjours des gens du voyage, de l'évolution de leur mode de vie et de leur ancrage, des possibilités de scolarisation des enfants, d'accès aux soins et d'exercice des activités économiques spécifiques de « cette population », le schéma doit définir :

- les aires d'accueil et de grand passage ;
- les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement pour les grands rassemblements
- leur capacité d'accueil (nombre d'emplacements dédiés aux voyageurs en fonction de l'offre et des besoins identifiés) ;
- le mode de gestion des aires ;
- les secteurs géographiques sur lesquels elles sont implantées.

Le schéma doit également prendre en compte la nécessité de « définir la nature des actions à caractère social destinées aux gens du voyage » en précisant les moyens à mettre en œuvre prioritairement pour le développement des actions socio-éducatives et à l'accès aux soins.

Jusqu'au 31 décembre 2016, les communes de plus de 5 000 habitants avaient pour obligation de réaliser des aires d'accueil aménagées pour les gens du voyage et figuraient donc de fait au schéma départemental.

Or, la loi NOTRe du 7 août 2015 a confié de nouvelles compétences aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) en matière d'accueil des gens du voyage. Ainsi, depuis le 1er janvier 2017, la compétence aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage est transférée aux EPCI à fiscalité propre. Ces établissements se substituent désormais à leurs communes membres.

La loi du 28 janvier 2017 relative à l'Egalité et la Citoyenneté prévoit par ailleurs de mieux traduire les besoins en habitat adapté (terrains familiaux) des gens du voyage sédentarisés dans les documents de planification. Ainsi, les besoins d'accueil et d'habitat des gens du voyage vivant en résidence mobile, en fonction des besoins territorialement identifiés, doivent être inscrits au sein des programmes locaux de l'habitat et s'imposent aux plans locaux d'urbanisme.

Le schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage du Département du Territoire de Belfort a été établi pour la période 2013 à 2018. La Commission départementale consultative des gens du voyage, réunie le 17 décembre 2018, a officiellement lancé le processus de révision du document en vue de l'élaboration d'un nouveau schéma pour la période 2020-2025.
La loi du 5 juillet 2000 prévoit en effet que le schéma départemental doit être révisé au moins tous les 6 ans à compter de sa publication, à l'initiative du représentant de l'État dans le département ou du Président du Conseil départemental.

Par arrêté préfectoral du 4 juillet 2018 portant renouvellement de la Commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort, quatre représentants des EPCI désignés par l'assemblée des communautés de France ont été intégrés, conformément au décret du 9 mai 2017.

Afin de dresser le bilan de réalisation du schéma 2013-2018 et de définir les objectifs ainsi que le programme d'action du nouveau schéma, deux groupes de travail se sont réunis : le premier fut consacré aux aires d'accueil et de grand passage ainsi qu'à l'habitat adapté, le second s'est attaché à l'accompagnement socio-éducatif.

Cette actualisation vise ainsi à établir un bilan de la mise en œuvre du schéma départemental et à l'adapter aux besoins réels des gens du voyage.

Ce bilan doit prendre en compte :

- le recensement des points d'ancrage des populations sédentaires ;

- les « dysfonctionnements » éventuels constatés au niveau de la gestion des aires ou de leur utilisation ;

- le recensement des aires et leur adéquation par rapport à l'évolution des besoins des gens du voyage : nombre d'emplacements prévus, redimensionnement de certaines aires, transformation de places pour itinérants en terrain familial, renforcement de la capacité d'accueil des gens du voyage lors des grands rassemblements, et identification de nouveaux terrains susceptibles de recevoir des groupes temporairement ;

A ce titre, la loi Egalité et Citoyenneté permet de transformer des places pour itinérants en terrains familiaux aménagés au profit de gens du voyage en demande d'ancrage territorial.

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La législation relative à la population des gens du voyage est ancienne et n'a cessé d'évoluer au fil du temps :

Loi n°69-3, du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe :

- obligation d'être en possession d'un carnet, d'un livret spécial de circulation ou d'un livret de circulation en fonction du public concerné ;
- création de la déclaration d'une commune de rattachement ;
- l'inscription sur les listes électorales ne peut être effective qu'après trois années de rattachement ininterrompu dans une même commune.

Loi n°90-449, du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, dite loi «Besson I» :

- instauration d'un schéma départemental prévoyant les conditions d'accueil, les conditions de scolarisation et l'exercice d'activités économiques des gens du voyage.
- obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants de se doter d'une aire d'accueil et la possibilité pour les maires des communes concernées d'interdire le stationnement illicite.

Loi d'orientation n°98-657, du 25 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions : « tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Loi n°2000-614, du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, dite « Besson II » :

- réaffirmation de l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants de construire une aire d'accueil ;
- le schéma départemental doit être élaboré et approuvé conjointement entre le représentant de l'État et du Président du Conseil départemental ;
- la révision du schéma est obligatoire tous les 6 ans.

Décret n°2001-540, du 5 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission départementale consultative des gens du voyage

Décret n°2001-569, du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage :

- définition d'une place de caravane ;
- chaque aire doit avoir un système de gestion et de gardiennage ;
- chaque année le gestionnaire doit adresser un rapport au représentant de l'État.

Circulaire n°2001-49, du 5 juillet 2001 en application de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage :

- en cas de non-respect par une commune de ses obligations légales, le Préfet peut, par son pouvoir de substitution, ordonner la réalisation d'une aire d'accueil ;
- pour réaliser le schéma deux étapes doivent être accomplies : évaluation des besoins et évaluation de l'offre existante ;
- la volonté de sédentarisation doit être prise en compte dans le schéma ;
- les modalités concernant l'interdiction de stationner prise par arrêté du maire lorsqu'il a rempli les conditions légales sont précisées.

Loi n°2003-239, du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et la circulaire n°INTK0300039C, relative à l'application des dispositions du nouvel article 322-4-1 du code pénal réprimant

l'installation illicite en réunion : création d'une nouvelle infraction réprimant « l'installation illicite en réunion sur un terrain appartenant à autrui en vue d'y établir une habitation ».

Circulaires n°2003-43, du 8 juillet 2003, n°INTD0400MM4C du 13 septembre 2004, n°IOCD1208696C du 23 mars 2012, n°INTD1307138C du 23 avril 2013 relatives à la préparation des stationnements estivaux des grands groupes de caravanes des gens du voyage :

- attirer l'attention des Préfets de département et de région pendant l'été suite à des stationnements de grands groupes de caravanes ;
- une bonne anticipation de ces regroupements doit être fournie au niveau régional.

Décret n°2003-1120 du 24 novembre 2003 relatif à la Commission nationale consultative des gens du voyage : elle doit établir chaque année un bilan de son activité ainsi que le recensement de projets innovants visant l'intégration des gens du voyage.

Circulaire n°2003-76 du 17 décembre 2003, relative aux terrains familiaux permettant l'installation des caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs :

- les habitats familiaux sont les habitats privés qui peuvent être locatifs ou en pleine propriété ;
- pour les terrains pouvant accueillir plus de six caravanes, il faudra une autorisation d'aménager, contrairement à ceux de moins de six où il pourra être demandé une autorisation de stationner ou d'aménager.

Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales : prolongation d'un délai de deux ans du bénéfice d'une subvention de 70 % de l'État accordée à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) pour la réalisation des aires d'accueil et de grand passage, s'ils ont la volonté de se conformer aux prescriptions du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

Circulaire n°INTD0600074C du 3 août 2006 relative à la mise en œuvre des prescriptions du schéma départemental d'accueil des gens du voyage :

- les aires doivent être situées dans des lieux garantissant l'hygiène et la sécurité et à proximité des zones urbaines ;
- la sédentarisation sur les aires n'est pas souhaitée, un maximum de cinq mois de résidence sur l'aire est préconisé, sauf pour les parents ayant des enfants du voyage scolarisés ;
- le subventionnement des aires peut être au maximum de 70% du total du coût de l'aire, le taux dépendant de l'assiette de la subvention ;
- la commission départementale consultative des gens du voyage doit établir un bilan de son activité et doit se réunir au minimum deux fois par an ;
- elle peut désigner un médiateur qui sera désigné au sein des services de la préfecture pour constater certaines difficultés et formuler des propositions pour les résoudre.

Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 relative à l'instauration du droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, article 51 : soumission des gens du voyage à l'obligation d'élection de domicile.

Décret n°2007-690 du 3 mai 2007 relatif à l'agrément prévu à l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage : un emplacement provisoire d'accueil des gens du voyage peut être prévu par le Préfet pour une commune spécifique par décision d'agrément.

Circulaire du 27 novembre 2008 relative à la réglementation applicable en matière de délivrance de la carte nationale d'identité et du passeport aux personnes en possession d'un titre de circulation : les personnes justifiant de leur domicile ou de leur résidence (la commune de rattachement) par la production d'un livret spécial de circulation, d'un livret de circulation, ou d'un carnet de circulation, peuvent obtenir une carte d'identité ou son renouvellement.

Circulaire n°IOCA1022704C du 28 août 2010 relative à la révision des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage : la révision doit intervenir au plus tard à la date anniversaire des six ans de publication du précédent schéma. Un arrêté modificatif devra être approuvé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dans un délai de dix-huit mois dès le commencement de la révision.

Circulaire n°2012-142, du 2 octobre 2012 relative à la scolarisation et la scolarité des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs : le but de la circulaire est de faciliter la fréquentation régulière des élèves issus de familles itinérantes et de familles sédentarisées depuis peu d'un établissement scolaire. Pour ce faire, elle rappelle l'obligation pour le maire d'accorder une admission provisoire à l'école, même si la famille n'a pas tous les documents nécessaires à l'inscription.

Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR : elle pose le principe que les documents d'urbanisme doivent tenir compte de tous les types d'habitat constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs : les aménagements de terrains destinés à l'installation de résidences démontables ou résidences mobiles sont soumis à permis d'aménager ou déclaration préalable.

Décret du 27 avril 2015 : il fixe des règles nouvelles en matière de droit des sols, en donnant notamment une définition juridique aux habitations démontables ou mobiles.
Il soumet à déclaration préalable l'aménagement de terrains destinés aux aires d'accueil et terrains familiaux des gens du voyage.

Loi du 7 août 2015 (loi NOTRe) : elle pose le principe selon lequel les communautés de communes et communautés d'agglomération sont automatiquement compétentes en matière d'accueil des gens du voyage : compétence aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et de grand passage.

Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la Citoyenneté : elle favorise la prise en compte de la sédentarisation comme mode de vie des gens du voyage par l'intégration des besoins au sein des Programmes locaux de l'habitat (PLH) et des Plans Départementaux d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisés (PDALHPD), et des prescriptions inscrites au schéma départemental d'accueil des gens du voyage.
La loi précise les contours de la compétence des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage : la réalisation et la gestion des aires permanentes d'accueil mais aussi des aires de grand passage et des terrains familiaux locatifs incombent désormais aux communautés et aux métropoles.

Circulaire du 19 avril 2017 : elle précise les conditions de mise en œuvre des nouvelles dispositions introduites par la loi du 27 janvier 2017 : elle facilite l'exercice des pouvoirs de mise en demeure et d'évacuation forcée en cas d'occupations illégales troublant l'ordre public. Elle abroge par ailleurs la loi du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

Décret du 9 mai 2017 : il modifie la composition et le fonctionnement de la Commission Consultative en intégrant les Établissements Publics de Coopération Intercommunale.

Arrêté préfectoral du Territoire de Belfort du 4 juillet 2018 : il modifie la composition et le fonctionnement de la Commission Consultative départementale faisant suite au décret du 9 mai 2017.

Loi du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites : elle clarifie la loi de 2000 sur les compétences et les obligations entre les communes et EPCI :

- obligations pour les représentants du groupe des gens du voyage de signaler tout stationnement d'un groupe de plus de 150 résidences mobiles au préfet de région, au Préfet

de département, et au Président du Conseil départemental trois mois au moins avant l'arrivée sur les lieux.
Le Préfet de département informe le maire de la commune et le président de l'EPCI sur le territoire desquels est située l'aire désignée pour cet accueil au moins deux mois avant son occupation, et en précise les conditions ;

- un maire peut, par arrêté, interdire le stationnement sur son territoire de résidences mobiles en dehors des aires et des terrains familiaux, même si l'EPCI dont il est membre n'a pas respecté ses obligations.

Loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi Elan) : elle prévoit qu'à titre subsidiaire, les organismes HLM peuvent créer, aménager, entretenir et gérer des terrains familiaux locatifs.

Décret du 5 mars 2019 en application de la loi Egalité et Citoyenneté : il détermine les règles relatives à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies ainsi que le règlement intérieur type des aires de grand passage.

Décret du 26 décembre 2019 : il fixe, pour les aires permanentes d'accueil, les règles applicables à leur aménagement, leur équipement, leur gestion, leur usage et les conditions de leur contrôle périodique, les modalités de coordination locales des périodes de fermeture temporaire, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies et le règlement intérieur type (abrogation du décret du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage). Il précise, s'agissant des terrains familiaux locatifs, les règles applicables à leur aménagement, leur équipement, leur gestion et leur usage.

I – Bilan du précédent schéma (2013-2018)

A - Fréquentation et bilan financier des aires d'accueil et de grand passage

1 - Les aires d'accueil de Grand Belfort Communauté d'Agglomération

Le Grand Belfort est en charge de la gestion de 3 aires d'accueil :

L'aire d'accueil de Belfort « La Porte du Vallon »

L'aire de Belfort est située à la sortie de la ville, en direction de Denney. Située dans un cadre verdoyant, l'aire bénéficie de la proximité des commerces, des établissements et est accessible au réseau de transports en commun.
Mise en service en 1998 (gérée par le CCAS de 1998 à 2006), elle compte une capacité de 20 places de 90 m² chacune (correspondant au stationnement d'une caravane, de son véhicule tracteur et, le cas échéant, de sa remorque).

L'aire d'accueil de Bavilliers

L'aire de Bavilliers est localisée à la sortie de la ville en direction de Froideval. Elle est située à proximité de deux centres de soins ainsi que du centre de maintenance des véhicules du Département du Territoire de Belfort.
Mise en service le 1er avril 2008, elle compte une capacité de 20 places de 75m² chacune (correspondant au stationnement d'une caravane, de son véhicule tracteur et, le cas échéant, de sa remorque).

L'aire d'accueil de Valdoie

L'aire de Valdoie est située à la sortie de la commune, à proximité d'un funérarium, d'un lotissement et d'un concessionnaire automobile.
Mise en service le 7 juillet 2008, elle compte une capacité de 20 places de 75m² chacune (correspondant au stationnement d'une caravane, de son véhicule tracteur et, le cas échéant, de sa remorque).

Chaque aire comprend des bornes individuelles d'eau et d'électricité, des blocs sanitaires (4 douches, 8 toilettes à Bavilliers et Valdoie, 12 toilettes à Belfort dont 2 pour personnes handicapées) et sur chacun des sites un local technique.

Conformément à la nouvelle réglementation en matière d'accessibilité pour les Installations Ouvertes au Public (IOP), les aires de Belfort et de Bavilliers ont fait l'objet de travaux de réhabilitation dans le cadre du décret du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil.

Par ailleurs, Grand Belfort Communauté d'Agglomération a fait le choix de confier la gestion de ses 3 aires d'accueil et de l'aire de grand passage à un prestataire extérieur. Cette externalisation est effective depuis le mois d'août 2018. La Société Gestion'Aire en a assuré la mission d'août 2018 à fin janvier 2019. La société VAGO en a repris la gestion depuis le 1er février 2019.

Fréquentation

La fréquentation des aires gérées par Grand Belfort Communauté d'Agglomération est irrégulière. Ce constat est national, il s'explique par une moins grande mobilité des gens du voyage.

En raison d'une faible fréquentation, un dispositif a été mis en place pour rationaliser la gestion des aires : ouverture de l'aire de Belfort, puis si besoin, ouverture de l'aire de Bavilliers et enfin de l'aire de Valdoie.

Aire de Belfort

L'aire de Belfort accueille, depuis 2012, des familles quasi sédentarisées. La durée des séjours dépend des activités professionnelles des voyageurs, de leur moyen financier et des liens familiaux. Suite à un incendie, en septembre 2014, l'aire a fait l'objet d'une fermeture d'environ un an, d'où un faible taux de fréquentation au cours des années 2014/2015.

Aire de Bavilliers

La fréquentation de l'aire de Bavilliers reste constante. Les familles occupant l'aire reviennent régulièrement.

Aire de Valdoie

Au vu de la fréquentation, l'aire de Valdoie a été fermée entre 2012 et 2018, mais pouvait être ouverte si les aires de Belfort et de Bavilliers étaient occupées pleinement. Toutefois, malgré sa fermeture, l'aire a fait l'objet d'installations illicites en 2014, 2015 et 2017. Les voyageurs ont pénétré sur l'aire en forçant le portail et ont refusé de se rendre par la suite sur les aires ouvertes. Depuis le mois d'août 2018, l'aire est ouverte en continu et accueille les voyageurs, mais elle reste faiblement occupée.

Une aire, même fermée, engendre de nombreuses dépenses pour le maître d'œuvre : maintien des fluides, dégradations, assurance, maintenance.

D'importants travaux portant sur les équipements et le local du gardien sont à prévoir sur l'aire de Valdoie.

Taux d'occupation

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Belfort	15%	9%	4%	23%	17%	14%
Bavilliers	10%	16%	11%	10%	13%	31%
Valdoie*	0 %	5%	4%	0 %	2%	4%

* Pourcentages non significatifs, l'aire ayant été fermée entre 2012 et août 2018

Il est à noter qu'au cours de l'année 2018, le taux de fréquentation est en légère augmentation par rapport aux années précédentes.

Durée des séjours 2018 (données antérieures non disponibles)

Aire de Belfort	Nombre de voyageurs
Moins de 15 jours	67
1 mois	2
Entre 1 et 3 mois	4
Plus de 6 mois	15

Aire de Bavilliers	Nombre de voyageurs
Moins de 15 jours	18
1 mois	0
Entre 1 et 3 mois	18
Plus de 6 mois	0

Aire de Valdoie	Nombre de voyageurs
Moins de 15 jours	0
1 mois	0
Entre 1 et 3 mois (entre août et septembre)	23
Plus de 6 mois	0

Il convient de tenir compte des périodes de fermeture des aires pour analyser au mieux la durée des séjours : ainsi, l'aire de Belfort accueille une forte population de voyageurs itinérants ; quant aux gens du voyage sédentarisés, ils y ont séjourné pendant près de 6 mois, jusqu'à sa fermeture, pour se rendre ensuite sur l'aire de Valdoie (ré-ouverte en août 2018) et de Bavilliers.
Cette dernière accueille autant d'itinérants que de sédentaires.
Quant à l'aire de Valdoie, elle ne fut occupée que durant les mois d'août et de septembre 2018, majoritairement par des voyageurs ayant été contraints de quitter l'aire de Belfort pour cause de travaux.

Bilan financier

Une caution de 70 €, restituée en fin de séjour, est demandée aux voyageurs.
La redevance d'occupation est fixée (à la période d'élaboration du schéma) à 4,15 € par nuitée et par emplacement. Par décision du Conseil communautaire du 30 mars 2015, Grand Belfort a mis en place un forfait mensuel de 40 € appliqué de la manière suivante :

- résidence depuis plus de 6 mois sur les aires,
- pas de dette envers la collectivité,
- respect du règlement intérieur.

Les consommations d'eau et d'électricité sont facturées de façon hebdomadaire aux voyageurs (prix du mètre cube d'eau et du kilowattheure fixés par arrêté communautaire, revus annuellement).

Chaque année, la collectivité enregistre de nombreux impayés, en forte hausse depuis 2017 (plus de 5 000 € en 2018). Ces impayés peuvent s'expliquer par l'appauvrissement d'une partie de la

population des voyageurs, en raison notamment de la précarité des ressources liées à leurs activités professionnelles.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses de fonctionnement	118 851 €	89 226 €	87 767 €	91 020 €	110 506 €	98 244 €
Dépenses d'investissement	8 735 €	68 178 €	3 734 €	-	-	-
Total	**127 586 €**	**157 404 €**	**91 501 €**	**91 020 €**	**110 506 €**	**98 244 €**
Recettes CAF (ALT)	95 364 €	31 788 €	36 906 €	22 097 €	31 513 €	24 705,24 €
Recettes usagers	20 697 €	10 917 €	5 447 €	17 581 €	14 298 €	15 462,66 €
Total	**116 061 €**	**42 705 €**	**42 353 €**	**39 678 €**	**45 811 €**	**40 167,90 €**

Les dépenses d'investissement, élevées en 2014, sont justifiées par d'importants travaux de remise en état du bâtiment technique de l'aire de Belfort, incendié en 2014.

La baisse des dépenses de fonctionnement est consécutive à une baisse du coût du personnel (départs à la retraite, diminution du temps de travail de l'agent d'accueil).

En 2013, le montant des recettes (CAF et usagers) couvrait 91 % des dépenses d'investissement et de fonctionnement.

Depuis 2014, les recettes couvrent en moyenne 40 % des dépenses.

A noter l'impact de la réforme de «l'aide au logement temporaire 2» (ALT2) sur les recettes des gestionnaires des aires d'accueil : un décret du 31 décembre 2014 a modifié les modalités de calcul de l'ALT2 versée aux communes, EPCI ou organismes gérant des aires d'accueil des gens du voyage. Cette aide à la gestion des aires d'accueil découle de la loi du 5 juillet 2 000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Ainsi, depuis 2015, l'ALT se compose d'un montant fixe déterminé en fonction du nombre de places effectivement disponibles et conformes aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage et d'un montant variable déterminé en fonction de l'occupation effective de ces places.

L'ALT est donc en nette diminution depuis 2014, en raison de la fermeture des aires pour cause de travaux et de la modification des modalités de calcul de l'aide. Depuis août 2018, c'est le gestionnaire qui perçoit l'ALT2 dans le cadre de l'externalisation de la gestion des aires.
S'agissant des recettes usagers, elles sont irrégulières car liées à la fréquentation et aux impayés. A noter une baisse significative en 2015 liée à un très faible taux d'occupation.

2 - Les aires d'accueil gérées par la Communauté de Communes du Sud Territoire

La Communauté de communes du Sud Territoire est en charge de la gestion de 3 aires d'accueil :

L'aire d'accueil de Grandvillars

Mise en service le 1er novembre 2007, elle compte une capacité de 5 emplacements, soit 10 places de caravane (correspondant au stationnement d'une caravane, de son véhicule tracteur et, le cas échéant, de sa remorque).

L'aire d'accueil de Beaucourt

Mise en service le 1er décembre 2007, elle compte une capacité de 5 emplacements, soit 10 places de caravane.

L'aire d'accueil de Delle

Mise en service le 1er avril 2008, elle compte une capacité de 5 emplacements, soit 10 places de caravane.

Chaque aire comprend des bornes individuelles d'eau et d'électricité, 5 blocs sanitaires - dont un équipement pour personnes handicapées - comprenant douches, toilettes, robinets d'eau extérieurs, 2 prises électriques et un local technique.

Fréquentation

Il est constaté une occupation toujours aussi variable et imprévisible d'une semaine à l'autre et d'une année sur l'autre sur l'ensemble des 3 aires et ce depuis leurs mises en service.

L'aire de Grandvillars est régulièrement occupée par des familles sédentarisées originaires de la commune ; cette sédentarisation reste toutefois modeste et concerne deux emplacements soit trois personnes.

Des demandes de transformation en terrain familial sont émises régulièrement par leurs usagers afin de diminuer les coûts d'utilisation.

Plus des 2/3 des familles occupant les aires de la CCST y reviennent régulièrement, elles tournent sur l'Est de la France (Alsace, Franche-Comté notamment) ou la Suisse.

La fréquentation des aires de la CCST révèle un taux d'occupation moyen d'environ 50 % (54 % en 2018).. Toutefois, les données concernant l'aire de Grandvillars montre une forte fréquentation en raison de la sédentarisation de certaines familles sur ce site.

Taux d'occupation	Grandvillars	Beaucourt	Delle	Moyenne des aires
2013	93 %	36 %	48 %	59 %
2014	85 %	37 %	29 %	50 %
2015	84 %	30 %	40 %	51 %
2016	59 %	38 %	45 %	47 %
2017	80 %	29 %	44 %	51 %
2018	83 %	45 %	36 %	54 %

Durée des séjours

	Grandvillars	Delle	Beaucourt
Durée moyenne de séjours (en mois)	3	1	1
Nombre de personnes ayant quitté l'aire dans l'année, après un séjour de :			
- moins de 15 jours	15	88	30
- entre 15 jours et 6 mois	45	51	35
- entre 6 mois et un an	4	0	8
- plus d'un an	0	0	0

Très peu de dégradations sont constatées sur les aires aménagées. Cela peut s'expliquer par l'organisation et la structure même des aires :

- des aires de petite taille (peu de familles installées) ;
- des emplacements individualisés (douche et toilettes privatives) ;
- un système de paiement de l'occupation et des consommations d'eau et d'électricité par badge électronique avec pré-paiement ;
- une régie unique décentralisée et différenciée du gestionnaire technique.

Toutefois, malgré un entretien régulier de ces 3 aires, des travaux d'entretien rendus notamment nécessaires par l'âge des installations devront être réalisés ces prochaines années.

Installations illicites

6 installations illicites ont été recensées sur la commune de Delle :

- environ 50 caravanes en juin 2015. Arrêté d'expulsion préfectoral ;
- environ 10 caravanes en septembre 2016. Arrêté d'expulsion préfectoral ;
- environ 15 caravanes en mars-avril 2017. Arrêté d'expulsion préfectoral (recours en référé sur l'arrêté d'expulsion) ;
- environ 15 caravanes en mai 2017. Arrêté d'expulsion préfectoral ;
- environ 10 caravanes en juillet 2018. Arrêté d'expulsion demandé par la CCST mais non pris par la préfecture ;
- environ 15 caravanes en juillet 2018. Pas de demande d'expulsion.

L'année 2019 a été fortement marquée par des installations illicites sur le périmètre du Sud Territoire. Le travail collaboratif entre la Préfecture, la Gendarmerie, la CCST et les mairies concernées est donc fondamental. Réactivité et fermeté sont nécessaires dans la gestion des groupes se déplaçant d'un lieu à un autre et refusant de se rendre dans les aires d'accueil.

Dans la très grande majorité des cas, des branchements illicites en électricité et en eau potable sur les poteaux incendie sont constatés. Les terrains quittés sont aussi jonchés de déchets, nécessitant un nettoyage important et une remise en état ou sécurisation des lieux. Ces installations peuvent concerner des parcelles agricoles en site Natura 2000 avec :

- des conséquences sur les productions fourragères des exploitations concernées (d'autant que les sécheresses successives ont déjà induit des pertes de récolte de fourrages très impactantes pour les éleveurs) ;
- l'obligation (potentielle) pour les éleveurs de déposer un dossier d'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 pour remettre en place leurs prairies ;
- un impact sur les sites Natura 2000 et donc sur la biodiversité.

Les installations illicites ont été constatées par les gendarmes sous la forme de renseignements administratifs et les dégâts occasionnés furent relevés par constat d'huissier, documents joints à

des dépôts de plainte des propriétaires et des exploitants. Un PV au titre du code de l'environnement a été dressé par la DDT en 2019. L'essentiel des faits est à la charge d'un groupe de familles qui avait une longue activité en Suisse et qui jouait avec les délais réglementaires pour quitter les lieux et s'installer immédiatement dans les communes voisines. Ce groupe refusait la séparation pour se rendre sur des aires disponibles et partiellement inoccupées.

Bilan financier

Une caution de 70 € par emplacement, restituée en fin de séjour, est demandée aux voyageurs.
La redevance d'occupation est fixée (à la période d'élaboration du schéma) à 4 € par jour et par emplacement.
Les consommations d'eau et d'électricité sont facturées au fur et à mesure de la consommation grâce au système électronique de gestion (prix du mètre cube d'eau et du kilowattheure fixés par arrêté communautaire, revus annuellement).
Règlement de la redevance et des consommations par le biais de badges électroniques prépayés remis à chaque famille de voyageurs à leur arrivée.

		2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses							
6041	Achat de prestations de services	0,00 €	360,00 €	1 777,19 €	368,40 €	374,44 €	240,60 €
60611	Eau et assainissement	5 277,80 €	3 419,09 €	3 337,19 €	4 531,43 €	5 576,05 €	1 970,17 €
60612	Énergie – Électricité	25 158,14 €	20 516,54 €	21 964,08 €	21 423,27 €	23 360,76 €	22 388,80 €
60622	Carburant	1 111,55 €	1 029,04 €	929,36 €	906,80 €	859,64 €	797,23 €
60631	Fourniture d'entretien	737,33 €	165,06 €	362,62 €	1 068,00 €	715,52 €	701,90 €
60632	Fourniture de petits équipements	127,83 €	687,45 €	0,00 €	0,00 €	326,14 €	208,29 €
60636	Vêtements de travail	185,21 €	119,90 €	134,81 €	538,03 €	0,00 €	713,38 €
6068	Autres matières et fournitures	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	102,27 €
61522	Entretien de bâtiments	516,18 €	7 400,04 €	1 266,78 €	518,00 €	12 211,24 €	830,64 €
61523	Entretien de voies et réseaux	2 390,63 €	0,00 €	0,00 €	3 145,59 €	1 625,70 €	759,04 €
61551	Entretien de véhicules	1 743,09 €	1 821,95 €	2 379,30 €	823,29 €	915,71 €	2 292,47 €
61558	Entretien autres	1 175,84 €	6 181,96 €	6 425,71 €	1 027,28 €	3 375,65 €	2 938,29 €
6156	Maintenance (informatique et logiciels)	1 033,34 €	1 036,80 €	1 036,80 €	1 036,80 €	1 036,80 €	1 092,87 €
616	Primes d'assurances (RC + immo. + mobiliers)	627,32 €	653,43 €	801,48 €	634,26 €	645,38 €	664,76 €
6184	Versements à des organismes de formation	0,00 €	1 610,40 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6225	Indemnités aux comptables et régisseurs	150,00 €	150,00 €	150,00 €	151,00 €	151,00 €	0,18 €
6226	Honoraires	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6262	Frais de télécommunication	1 972,72 €	775,29 €	618,03 €	597,48 €	496,10 €	627,73 €
62848	Redevances ordures ménagères	9 265,02 €	11 220,95 €	9 621,72 €	9 405,27 €	8 771,95 €	9 752,47 €
63 et 64	Rémunérations et cotisations	28 321,77 €	28 663,85 €	29 540,36 €	29 189,43 €	29 969,16 €	34 700,24 €
658	Charges diverses de gestion courante *	14 004,05 €	14 090,07 €	15 254,74 €	21 208,18 €	22 432,47 €	20 946,79 €
6811	Dotations aux amortissements	45 486,06 €	44 977,10 €	44 325,46 €	44 325,42 €	44 268,08 €	44 268,03 €
Total en € TTC (y compris amortissements)		***139 283,88 €***	***144 878,92 €***	***139 925,63 €***	***140 897,93 €***	***157 111,79 €***	***145 996,15 €***
Recettes							
7488	Autres attributions et participations (CAF)	47 682,00 €	47 682,00 €	40 397,36 €	39 735,12 €	35 938,10 €	31 043,84 €
758 *	Produit divers de gestion courantes	20 935,81 €	16 389,36 €	18 003,98 €	17 603,74 €	20 622,63 €	23 544,90 €
7718 et 7788	Produits exceptionnels divers	0,00 €	5 000,20 €	4 253,60 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total en € TTC		**68 617,81 €**	**69 071,56 €**	**62 654,94 €**	**57 338,86 €**	**56 560,73 €**	**54 588,74 €**

Il est ainsi constaté:

- des dépenses de fonctionnement et d'investissement contrôlées assez stables pour l'instant représentant en moyenne une dépense totale de 146 500 € par an (y compris amortissements à hauteur de 44 000 €) ;

- des recettes provenant des utilisateurs assez stables (moyenne de 20 000 € pour une occupation à hauteur de 50 %) mais indéniablement liées à l'occupation ;
- une aide de l'Etat en diminution depuis 2015 liée à l'ALT2 avec la mise en place d'une part proportionnelle à l'occupation (-8 000 € en 2015, -9 000 € en 2016, -12 000 en 2017 et -12 000 € projeté en 2018 par rapport à la base 2009) soit environ -25 % des recettes ;

- un déficit moyen constaté de 82 000 € (amortissement inclus) chaque année à la charge de la collectivité représentant environ une dette annuelle de 3,5 € par habitant.

3 – L'aire de grand passage des gens du voyage de Fontaine

L'aire de grand passage a été créée le 11 août 2005 ; elle se situe sur le site de l'Aéroparc de Fontaine. Jusqu'en 2017, la Société d'Equipement du Territoire de Belfort a mis à disposition du Département un ensemble foncier d'environ 11,5 hectares (dont 5,3 ha de surface bétonnée) spécifiquement dédié à l'accueil des gens du voyage.

D'une capacité de 50 à 200 caravanes, ce site permet ainsi d'accueillir des groupes de taille moyenne qui ne peuvent stationner sur des aires d'accueil, évitant ainsi les occupations sauvages. Au-delà de 200 caravanes, c'est la Préfecture du Territoire de Belfort qui est chargée de la coordination des moyens en cas de grands rassemblements.
L'aire est située à proximité des grands axes de circulation et des services.
Elle était ouverte du 15 avril au 15 septembre.
L'ensemble des réservations étaient validées au préalable par les services de la Préfecture sur la base d'un calendrier partagé.

L'aire de grand passage est aujourd'hui gérée (depuis le 1er janvier 2018) par Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

L'aire de Fontaine comprend 2 bornes d'eau, dont une borne incendie et une borne à destination des voyageurs. 4 sanitaires mobiles, dont un destiné à recevoir des personnes en situation de handicap, ainsi que 2 bennes à déchets ménagers sont installés chaque saison. Elle ne dispose pas de bornes électriques, mais il est possible de bénéficier d'un accès électrique en contactant un fournisseur d'énergie.

Fréquentation

Certains groupes reviennent régulièrement sur l'aire, mais le taux d'occupation est très variable et imprévisible d'une année sur l'autre.

L'une des problématiques des grands passages réside dans la difficulté de réguler les flux, notamment en cas d'arrivées de groupes n'ayant pas annoncé leur venue au préalable. Les conditions d'accueil peuvent être rendues difficiles par la présence de groupes n'acceptant pas la cohabitation avec d'autres familles de voyageurs.

Tout comme pour les aires d'accueil, des branchements illicites en électricité sont régulièrement constatés. Les terrains quittés sont parfois jonchés de déchets de tout type (bidons de javel, de peinture, pneus, matelas, déchets verts, etc.) nécessitant un nettoyage important des lieux.

Des groupes de travail sont organisés en présence des maires des communes avoisinantes, de la Préfecture et de la Gendarmerie, en amont de l'ouverture de l'aire de grand passage, afin de présenter les plannings de réservation et de préparer la période d'ouverture, ainsi qu'après sa fermeture, pour dresser le bilan et identifier les pistes d'amélioration.

Fréquentation	Nombre de groupes accueillis	Nombre de caravanes
Saison 2013	10	800
Saison 2014	9	650
Saison 2015	5	750
Saison 2016	9	840
Saison 2017	5	350
Saison 2018	9	830

Bilan financier

Le Département du Territoire de Belfort a pris en charge jusqu'en 2017 l'entretien du site (nettoyage, tonte, débroussaillage), la mise à disposition de 4 sanitaires mobiles, la distribution d'eau potable, ainsi que le ramassage et la collecte des ordures ménagères.
Les derniers travaux d'aménagement ont porté sur l'amélioration de la collecte et du stockage des ordures ménagères avant ramassage, via la création d'un quai de gestion des déchets accessible aux véhicules et aux piétons. Une rampe d'accès a ainsi été installée à proximité de l'entrée de l'aire permettant l'installation de deux bennes de 20 m³

L'entretien du site était assuré jusqu'en 2017 par l'ADAPEI du Territoire de Belfort, intégrant 3 types de prestation :

- la tonte et le débroussaillage,
- le ramassage, l'évacuation et le broyage des déchets,
- le nettoyage du site.

Une redevance d'occupation est demandée aux voyageurs, fixée jusqu'en 2017 à 10 € par famille de voyageurs et par semaine.

Saison	Dépenses annuelles fonctionnement	Recettes collectées
2013	30 000 €	3 070 €
2014	37 000 €	3 520 €
2015	40 000 €	1 840 €
2016	49 000 €	4 350 €
2017	45 000 €	1 790 €
2018	37 634 €	4 975 €

Les dépenses sont variables d'une saison à une autre, en fonction du taux d'occupation du site, mais aussi des conditions météorologiques.

Le coût de la collecte des déchets est de facto majoré selon leur poids et surtout leur nature, le quai de gestion des déchets ne faisant pas exclusivement fonction de dépôt d'ordures ménagères. Le Grand Belfort avait souhaité mener, de manière expérimentale, des actions de sensibilisation auprès des voyageurs, en partenariat avec les Gardes Nature du Territoire.

Quant aux recettes collectées par le régisseur de l'aire, elles sont elles aussi variables puisqu'elles dépendent du nombre de familles venues séjourner sur le site et de la durée d'installation, mais aussi de la somme réellement payée par les gens du voyage, et qui ne correspond pas toujours au montant de la redevance.

Depuis le 1er janvier 2018, conformément aux nouvelles compétences imposées par la loi NOTRe, Grand Belfort Communauté d'Agglomération assure la gestion et l'entretien de l'aire de grand passage de Fontaine.

Grand Belfort prend en charge l'entretien du site (nettoyage, tonte, débroussaillage), la mise à disposition de sanitaires mobiles, la distribution d'eau potable ainsi que le ramassage, la collecte et le traitement des ordures ménagères.

La gestion a été assurée, du 13 mai au 6 août 2018, par un agent du Grand Belfort, puis par un prestataire extérieur mandaté par la collectivité.

Les tarifs votés lors du Conseil communautaire du 22 mars 2018 sont les suivants :

- 15 €/semaine/caravane,
- 500 € de caution.

Il est constaté, lors de la fermeture de l'aire de grand passage, la présence d'encombrants et de déchets verts laissés par les voyageurs ou déposés par des personnes extérieures.

Les maires des communes environnantes déplorent régulièrement des incivilités commises par les voyageurs (dégradations sur des équipements communaux, déjections et détritus jonchant les chemins situés en périphérie de l'aire).
Pour autant, très peu de plaintes sont enregistrées par les services de Gendarmerie.

4 – Synthèse des aires d'accueil

	Aires d'accueil – Données générales						Aire de grand passage
Localisation	Belfort Porte du Vallon	Valdoie	Bavilliers	Delle	Beaucourt	Grandvillars	Fontaine
Gestionnaire	Grand Belfort Communauté d'Agglomération			Communauté de Communes du Sud Territoire			GBCA
Externalisation	Prestataire extérieur (marché public) depuis août 2018			En régie			Prestataire extérieur (marché public) depuis août 2018
Année de mise en service	Eté 2006	Juillet 2008	Avril 2008	Avril 2008	Décembre 2007	Novembre 2007	'Août 2005
Documents d'urbanisme	Zone Naturelle à vocation de loisirs PLU en cours de révision avec secteur STECAL préconisé	Relève du RNU Zone Urbaine voyage (POS caduc) PLU en cours de révision	Zone Urbaine Voyage	Zone Urbaine Voyage	Zone à urbaniser voyage	Zone à urbaniser voyage	Relève du RNU PLU en cours
Capacité d'accueil	20 places	20 places	20 places	10 places	10 places	10 places	De 50 à 200 caravanes
Superficie AGP							11,5 hectares
Ouverture annuelle	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	D'avril à septembre
Équipements en eau, électriques et sanitaires	- Bornes individuelles d'eau et d'électricité - Blocs sanitaires (4 douches, 12 toilettes) - 2 toilettes équipées PMR - Local technique	- Bornes individuelles d'eau et d'électricité - Blocs sanitaires (4 douches, 8 toilettes) - 2 toilettes équipées PMR - Local technique	- Bornes individuelles d'eau et d'électricité - Blocs sanitaires (4 douches, 8 toilettes) - 2 toilettes équipées PMR - Local technique	- Bornes individuelles d'eau et d'électricité - Blocs sanitaires (5 dont 1 équipé PMR) (douches, toilettes) - Robinets d'eau extérieurs - 2 prises électriques - Local technique	- Bornes individuelles d'eau et d'électricité - Blocs sanitaires (5 dont 1 équipé PMR) (douches, toilettes) - Robinets d'eau extérieurs - 2 prises électriques - Local technique	- Bornes individuelles d'eau et d'électricité - Blocs sanitaires (5 dont 1 équipé PMR) (douches, toilettes) - Robinets d'eau extérieurs - 2 prises électriques - Local technique	Equipement électrique non prévu à ce jour (à mettre aux normes suite décret du 5/3/2019) Location de 4 sanitaires mobiles (dont 1 adapté aux PMR) 2 bornes d'eau
Redevance d'occupation	- Caution de 70 euros - Redevance d'occupation fixe 4,15 €/nuitée/emplacement - forfait 40 €/mois			- Caution de 70 euros - Redevance d'occupation fixe à 4 €/jour/emplacement			- 15 euros /semaine/caravane - 500 € de caution
Consommations eau et électricité	Facturation hebdomadaire établie en fonction de la consommation			Badge prépayé	Badge prépayé	Badge prépayé	Consommation d'eau incuse dans le forfait Consommation électrique à la charge des GDV

Fréquentation et données financières

En euros

	2013		2014		2015		2016		2017		2018	
	GBCA*	CCST	GBCA*	CCST	GBCA*	CCST	GBCA*	CCST	GBCA*	CCST	GBCA	CCST
Taux de fréquentation moyen	12,50 %	59,00 %	12,50 %	50	7,50 %	51,00 %	16,5	47,00 %	15,00 %	51,00 %	16,33 %	54,00 %
Total des dépenses de fonctionnement	118 851 €	139 284 €	89 226 €	144 879 €	87 767 €	139 926 €	91 020 €	140 898 €	110 506 €	157 112 €	98 244 €	145 996 €
Total des dépenses d'investissement	8 735	NR	68178	NR	3734	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
Recettes	116061	68618	42705	69072	42353	62655	39678	57339	45811	56561	40168	54589
Dont ALT	*95364*	*47682*	*31788*	*47682*	*36906*	*40397*	*22097*	*39735*	*31513*	*35938*	*24705*	*31044*

** hors aire de Valdoie*

B – Accompagnement socio-éducatif

1 - L'accompagnement social

L'accompagnement social est assuré dans le Territoire de Belfort par l'ensemble des travailleurs sociaux, qu'ils soient issus des Espaces de Solidarités Départementales (ex Points Accueil Solidarité) relevant du Département, des CCAS des communes ou de la CAF et permet d'aider toute personne dans ses démarches d'accès aux droits aux prestations sociales légales, réglementaires et conventionnelles.

En cas de difficultés sur une aire d'accueil ou de grand passage, les services de l'Etat ou départementaux peuvent se faire le relais auprès des associations représentatives des gens du voyage.

2 - L'accompagnement éducatif

Des ressources humaines et pédagogiques mobilisées pour proposer un parcours scolaire

- des ressources pédagogiques riches et un cadre d'action sont proposés grâce au centre académique pour la scolarisation des élèves nouvellement arrivés et des enfants du voyage (CASNAV) ;
- un inspecteur de l'éducation nationale est en charge du dossier des enfants de familles itinérantes et de voyage (EFIV) ;
- une antenne mobile (ASM) circule sur les différentes aires d'accueil du pôle métropolitain Nord Franche-Comté. Elle opère la médiation sur les aires d'accueil ;
- l'échange d'informations est soutenu entre les partenaires en charge du dossier scolaire.

Un tiers temps d'enseignant dédié à la coordination

- mise en place des actions de médiation. Sa connaissance des familles a permis de dénouer des situations tendues ;
- présence dans les collèges dynamise les unités pédagogiques spécifiques et noue des relations entre les familles, les enseignants et les élèves.

Des écoles et des collèges identifiés pour un accueil et un accompagnement spécifique

- les écoles repérées à proximité des aires d'accueil ont accueilli peu d'élèves (moins de 5 élèves) durant les cinq dernières années. C'est le cas des communes du Belfort, Bavilliers, Valdoie, Grandvillars, Delle et Beaucourt ;
- les élèves inscrits au centre national d'enseignement à distance (CNED) pour le second degré bénéficient d'un accueil d'une demi-journée hebdomadaire dans des unités pédagogiques spécifiques par des enseignants dans trois collèges (Morvillars, Rimbaud à Belfort, Rougemont-le- Château).

Une assiduité scolaire faible et des parcours scolaires fragmentés

En ce qui concerne l'assiduité scolaire, la situation reste très fragile même pour les familles qui se sédentarisent.
Pour l'acquisition des compétences du socle, il convient de noter que les élèves ne fréquentent pas suffisamment longtemps les différentes écoles et ne disposent pas, le plus souvent, du livret scolaire unique.
Les inscriptions au CNED, les unités pédagogiques spécifiques en collège et les inscriptions pour l'obtention de l'attestation scolaire de sécurité routière sont davantage visibles dans le second degré.
L'amélioration de la poursuite de scolarité au collège à l'issue de l'école élémentaire n'a pas donné lieu à des effets notables : dès 11 ans les élèves sont inscrits au CNED.

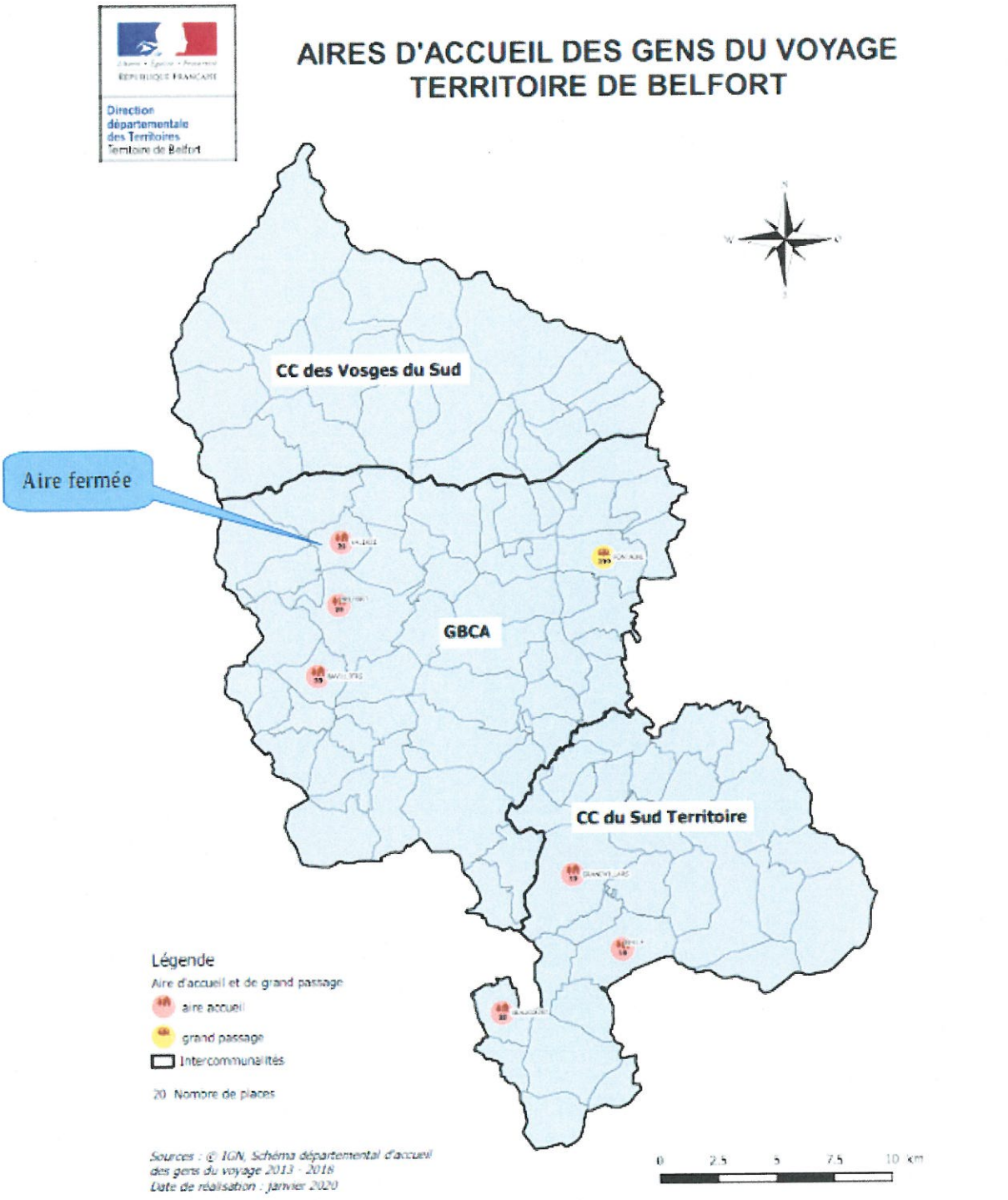
Bilan

Les services départementaux de l'éducation nationale accordent une attention soutenue aux parcours scolaires des enfants et adolescents des gens du voyage.

Quelques points de vigilance ont été identifiés dont la mise en œuvre devrait permettre d'améliorer la situation actuelle :

- assurer une meilleure communication avec les équipes d'école concernés pour les informer des évolutions des effectifs et assurer un accueil de meilleure qualité ;
- former les enseignants des écoles concernées à l'accueil, dans la classe, d'enfants vivant dans un contexte spécifique ;
- former les enseignants des réseaux d'aide dans les écoles aux besoins spécifiques des enfants du voyage ;
- renforcer les liens avec les partenaires du schéma afin de mieux identifier les besoins de scolarisation.

II - Programme d'actions 2020/2025



Aires existantes dans le département du Territoire de Belfort

Les aires relevant de Grand Belfort Communauté d'Agglomération :
- aire d'accueil de Belfort
- aire d'accueil de Bavilliers
- aire d'accueil de Valdoie (fermée)

- aire de grand passage de Fontaine

Les aires d'accueil relevant de la Communauté de Communes du Sud Territoire :
- Delle
- Beaucourt
- Grandvillars

Les objectifs du schéma révisé s'articuleront autour de 3 axes prioritaires :

- repenser la configuration du réseau des aires d'accueil et améliorer les conditions d'accueil ;
- développer l'habitat adapté afin de répondre aux situations d'ancrage sur le département du Territoire de Belfort ;
- poursuivre l'accompagnement socio-éducatif et développer le volet sanitaire.

Le bilan du schéma départemental 2013/2018 a été réalisé en lien avec les acteurs concernés : collectivités territoriales, associations représentatives des gens du voyage, services de l'État.
Les propositions d'actions détaillées ci-après sont issues de l'analyse de ce bilan.

La commission consultative des gens du voyage réunie le 17 février 2020 a émis un avis favorable à la révision du schéma. Cependant, les membres de la commission ont souhaité :

- une étude concernant le recensement des gens du voyage sédentarisés / évaluation des besoins (cette dernière a été réalisée par l'association franc comtoise gens du voyage Gadjé) ;

- une réflexion sur la fermeture de l'aire de Valdoie (argumentaires présentés par le vice président en charge du logement, de l'habitat et de la rénovation urbaine).

- une réflexion à engager, à court et moyen terme, sur l'aire de grand passage de Fontaine.

A – L'accueil des gens du voyage

Le schéma précédent prévoyait « d'accompagner la création de projets d'habitat adapté et de terrains familiaux » ; aucun projet n'a été réalisé sur la période 2013/2018. Aucun besoin n'a en effet été exprimé auprès des EPCI.
La non production d'habitat adapté sur cette période semble avoir favorisé l'occupation par les familles des aires d'accueil en demande d'une autre solution d'habitat, détournant de fait la vocation initiale de ces équipements.
La réflexion se poursuivra sur la période du schéma 2020-2025.

1- Synthèse du diagnostic de l'association Gadjé

Le bilan du diagnostic d'évaluation des besoins en sédentarisation des gens du voyage ancrés sur le département du Territoire de Belfort est joint à l'annexe 6 du présent schéma.

Le décompte est ponctuel, réalisé en association avec les professionnels, et il s'appuie sur les déclarations des familles.

L'étude a montré que plus de 110 personnes (soit 38 familles) issues de la communauté des gens du voyage sont répartis ainsi :

- 16 familles sur les aires d'accueil pour environ 46 personnes (44%)
- 22 familles sur des terrains privés ou communaux pour environ 65 personnes (66%)

Deux tendances se dessinent :

- Certaines familles implantées sur les aires d'accueil auraient le souhait d'accéder à un terrain familial locatif
- Certaines familles ancrées sur des terrains familiaux privés ou communaux souhaiteraient une viabilisation (traitement d'eaux usées, accès à l'eau potable et plus généralement aux fluides)

Plus globalement, l'accompagnement social et sanitaire des gens du voyage mériterait d'être renforcé sur le département du Territoire de Belfort.

2- Fermeture de l'aire de Valdoie

La création de l'aire de Valdoie a représenté un coût d'investissement de 774 705 € HT, financé à l'époque par la CAB, le Conseil général, l'Etat et le FEDER.

Le choix du terrain fait par la Ville de Valdoie en 2007 a révélé plusieurs inconvénients majeurs. Il a notamment nécessité un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau (zone inondable, mesures compensatoires pour la destruction d'une zone humide, présence du ZNIEFF de type I).

Il a ensuite conduit à des difficultés importantes avec le voisinage.

Un programme d'aménagement avait été envisagé en 2012 afin de créer des séparations entre l'aire d'accueil et le voisinage mais il a été abandonné en raison de son coût, de l'absence de financeurs et du scepticisme des riverains sur son efficacité.

L'aire d'accueil de Valdoie a été construite sur un terrain situé au cœur d'une zone résidentielle et artisanale.
Dès son ouverture en 2008, la présence de voyageurs a occasionné une vive protestation des riverains pour les raisons suivantes :

- nuisances sonores (personnes, animaux, musiques),
- menaces, intimidations, insultes,
- dépôts d'ordures, excréments,
- vols,
- perte de la valeur de leurs biens immobiliers.

A chaque appel des riverains, la collectivité les a invités à procéder à un dépôt de plainte à la gendarmerie. La collectivité a elle-même déposé des plaintes pour les installations illégales, la détérioration des équipements, les menaces sur ses agents et engagé des procédures de recouvrement pour les impayés.
Les appels des riverains reviennent à chaque occupation de l'aire.

Il apparaît également que l'analyse des données de fréquentation des aires montre que l'offre d'accueil proposée par le Grand Belfort est supérieure au besoin du territoire. De plus, le maintien de cette offre a des conséquences budgétaires non négligeable en terme de dépenses de fonctionnement (gestion, réparation et entretien des équipements) et d'investissement (travaux d'accessibilité, remise en état ou remplacement des équipements, ...).

Par conséquent, il est proposé de réduire la capacité d'accueil des gens du voyage en fermant une aire sur les trois.

Le choix de la fermeture s'oriente vers l'aire de Valdoie :

- du fait de sa situation géographique : l'aire est située à la sortie de la commune, à proximité d'un funérarium, d'un lotissement et d'un concessionnaire automobile. Cette proximité avec les habitations et les activités entraînent très régulièrement des conflits de voisinage. Les pratiques des uns et des autres rendent la cohabitation difficile ;
- et de l'état de l'aire et la nécessité, à très court terme, de réaliser des travaux pour garantir de bonnes conditions d'accueil et de travail : Devront être prévus des travaux de mise en accessibilité dans le cadre de l'Ad'Ap pour un montant d'environ 40 000€ et des travaux de réfection importante à hauteur de 20 000€.

L'aire devait rester ouverte jusqu'aux conclusions du diagnostic, mais suite à des problèmes, un arrêté communautaire a été pris le 14 août 2020 validant sa fermeture pour maintenance.

Au vu des éléments ci-dessus et des échanges entre les membres de la commission départementale consultative des gens du voyage, la fermeture de l'aire de Valdoie est actée.

Une attention particulière sera apportée lors des comités de suivi afin que la fermeture de l'aire de Valdoie n'impacte pas les autres aires du département et n'engendre pas de stationnements illicites.

B - L'aire de grand passage de Fontaine

L'aire de grand passage de Fontaine est destinée à l'accueil des gens du voyage se déplaçant collectivement à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels. Il s'agit de l'unique lieu de grand transit dans le département (entre 50 et 200 caravanes). Cette aire est attractive en raison de sa localisation géographique, de la proximité des infrastructures et des services. La

problématique majeure de cette aire, comme pour l'ensemble des aires de grand passage, réside dans la difficulté de réguler les flux et de faire cohabiter des groupes de voyageurs.

Suite à la loi NOTRe de 2015, Grand Belfort Communauté d'Agglomération assure désormais l'aménagement et l'entretien de l'aire de grand passage, ainsi que la gestion du site confiée à un prestataire extérieur. Il a, dans ce cadre, conclu un contrat de bail par lequel la Société d'Equipement du Territoire de Belfort (SODEB), en sa qualité de délégataire de l'opération d'aménagement du site de l'Aéroparc, met à disposition de l'EPCI un terrain dédié à l'accueil des gens du voyage.

Depuis l'été 2020, s'agissant des groupes de plus de 200 caravanes, Grand Belfort Communauté d'Agglomération ne mettra plus à disposition de terrains sur la zone de l'Aéroparc, ce site étant destiné au développement d'aménagements à caractère industriel.
Les groupes de moins de 200 caravanes seront accueillis sur l'aire de grand passage.

Par ailleurs, la loi du 7 novembre 2018 introduit à un nouvel article à la loi du 5 juillet 2000 posant l'obligation pour les représentants de groupe de gens du voyage de signaler tout stationnement d'un groupe de plus de 150 résidences mobiles au Préfet dans la région de destination, au Préfet de département et au Président du Conseil départemental concernés, trois mois au moins avant l'arrivée sur les lieux pour permettre l'identification d'une aire de stationnement correspondant aux besoins exprimés. Le Préfet de département informe alors le maire de la commune et le président de l'EPCI sur le territoire desquels est située l'aire désignée pour cet accueil deux mois au moins avant son occupation.

Concernant les groupes de moins de 150 résidences mobiles arrivant dans une commune sans avoir prévenu au préalable les autorités compétentes, la loi ne prévoit pas de mise en demeure automatique. Toutefois la loi du 7 novembre 2018 permet à une collectivité de demander au représentant de l'État de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'ordre public.

Le décret du 5 mars 2019 réglemente depuis le 8 mars 2019 les aires de grand passage. Jusqu'alors, ces aires ne faisaient l'objet que d'un encadrement para-réglementaire, via la circulaire du 13 avril 2010 relative à la préparation des stationnements estivaux des grands groupes de caravanes de gens du voyage et les instructions annuelles du Ministre de l'Intérieur.

Ce décret définit les caractéristiques de l'aire de grand passage et fixe le cadre juridique de son occupation. Les aires de grand passage réalisées avant l'entrée en vigueur du décret doivent être rendues conformes aux prescriptions techniques au plus tard le 1er janvier 2022.

Une réflexion sur le devenir à moyen et long termes de cette aire de grand passage sera engagée durant la période du schéma 2020-2025.

C- Rénovation et accessibilité

Conformément à la nouvelle réglementation en matière d'accessibilité, renforcée par le décret cité précédemment, les aires permanentes d'accueil doivent répondre aux exigences applicables aux installations ouvertes au public (IOP).

Des travaux d'accessibilité ont ainsi été réalisés par les EPCI.

Un programme de rénovation a également été engagé par la CCST (changement du chauffage des blocs sanitaires, mise aux normes électriques et étanchéité des structures) au profit de ses 3 aires d'accueil. D'autres travaux sont également prévus sur la durée du schéma.

Conformément au décret du 5 mars 2019, l'EPCI devra mettre en conformité l'aire de Fontaine avant le 1er janvier 2022 (installation d'alimentation électrique sécurisée, éclairage public à l'entrée de l'aire, recueil des eaux usées, système de récupération des toilettes individuelles, accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie). De même, l'EPCI devra élaborer un règlement intérieur sur la base du modèle annexé à ce même décret.

Le Grand Belfort devra, en outre, tenir compte des critères de fixation des redevances dues pour service rendu : le droit d'usage et la tarification des prestations sont calculés par caravane double essieu. Ils peuvent faire l'objet d'un forfait par semaine (article 5 du décret). L'EPCI pourra exiger le versement d'un dépôt de garantie dont le montant est calculé par caravane double essieu (montant maximal fixé par arrêté du ministre chargé du logement).

D- Rappel des évolutions réglementaires

1- Aires d'accueil

Un nouveau décret, publié le 26 décembre 2019, permet de sécuriser les relations entre les EPCI et les gens du voyage et d'améliorer les conditions de vie de ces derniers.
Il définit un ensemble de règles applicables aux aires permanentes d'accueil et apporte de nombreuses précisions complémentaires.

Il précise ainsi les modalités de fermeture des aires. Une aire doit être ouverte toute l'année. Si sa fermeture excède un mois, le gestionnaire doit demander au préfet un agrément pour un emplacement provisoire tel que prévu par le décret du 3 mai 2007.
Le gestionnaire a une obligation d'information à l'égard des occupants en cas de fermeture d'une aire.

Une aire est organisée en emplacements de deux places, d'une superficie minimum de 75 m^2 par place de résidence mobile (hors espaces collectifs, hors bâti, hors espace réservé au stationnement de véhicules et circulations internes de l'aire ou du terrain). Doivent être prévues la présence d'un espace réservé au stationnement contigu à chaque place (et d'une capacité d'au moins deux véhicules) et l'existence d'au moins un accès routier et d'une desserte interne. Les places et les espaces réservés au stationnement doivent disposer « d'un sol stabilisé, restant porteur et carrossable en cas d'intempérie et dont la pente permet d'assurer le stationnement sûr des résidences mobiles ».

Elle compte au moins un bloc sanitaire. Le décret prévoit que 20 % des blocs sanitaires soient accessibles aux personnes à mobilité réduite, ainsi qu'une individualisation des consommations. Chaque emplacement doit prévoir un "accès aisé à l'alimentation en eau potable et à l'électricité permettant d'individualiser les consommations".

La mise aux normes des aires n'est obligatoire que pour les futurs projets dont la déclaration préalable ou la demande de permis d'aménager a été déposée après le 31 décembre 2020.

La collecte des déchets ménagers et des déchets assimilés, mais aussi la collecte séparée des déchets et l'accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie doivent être assurés dans les mêmes conditions que pour les habitants par la commune ou l'EPCI.

L'aire d'accueil doit aussi être rattachée à un dispositif de gestion et de gardiennage permettant d'assurer notamment, grâce à une présence quotidienne d'au moins cinq jours par semaine et une astreinte technique téléphonique quotidienne, la gestion des arrivées et des départs, le bon fonctionnement de l'aire, l'entretien des espaces collectifs ou encore la perception des droits d'usage.

Le fonctionnement est régi par un règlement intérieur, établi par la commune ou l'EPCI. Il devra être mis en conformité avec le règlement type annexé au décret dans un délai de 6 mois à compter de la publication de ce dernier, soit avant le 28 juin 2020. Le séjour sur l'aire est conditionné à l'établissement d'un état des lieux d'entrée et à la signature d'une convention d'occupation temporaire (COT) entre le gestionnaire et le preneur (modèle fourni par un arrêté du ministre du Logement).

La durée de séjour est encadrée en opérant une conciliation entre l'objet de l'aire (accueil temporaire), les usages constatés (sédentarisation et manque d'habitat adapté) et les besoins (scolarisation, parfois salariat). La durée maximale de séjour est de trois mois consécutifs. Des dérogations peuvent toutefois être accordées sur justification par le gestionnaire, dans la limite de sept mois supplémentaires, "en cas de scolarisation des enfants, de suivi d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une hospitalisation".

Enfin, une convention relative à la gestion de l'aire d'accueil, signée entre l'État et le gestionnaire, fixe les modalités de calcul du droit d'usage perçu par ce dernier. Ce droit d'usage comprend le droit d'emplacement et la consommation d'eau et d'électricité.

En outre, un dépôt de garantie, d'un montant maximum équivalent à un mois de droit d'emplacement, est acquitté au gestionnaire à l'arrivée sur l'aire. Il fait l'objet d'une remise de récépissé.

2- Aires de grand passage

Les caractéristiques techniques des aires de grand passage

L'article 1er du décret du 5 mars 2019 prévoit que le terrain de l'aire de grand passage dispose d'un sol stabilisé adapté à la saison d'utilisation définie par le schéma départemental, restant porteur et carrossable en cas d'intempérie, dont la pente permet d'assurer le stationnement sûr des caravanes.

La surface d'une aire de grand passage est d'au moins 4 hectares. Le Préfet, après avis du Président du Conseil départemental, peut y déroger pour tenir compte des disponibilités foncières, des spécificités topographiques ou des besoins particuliers définis par le schéma départemental.

L'article 2 du décret précise que l'aire de grand passage doit au moins comprendre :

- un accès routier permettant une circulation appropriée ainsi que l'intervention des secours et une desserte interne ;
- à l'entrée de l'aire, une installation accessible d'alimentation en eau potable satisfaisant aux normes techniques relatives aux bouches à incendie ;
- à l'entrée de l'aire, une installation d'alimentation électrique sécurisée comportant un tableau de 250 kVA triphasé. En aval du point de livraison, la répartition d'électricité relève de la responsabilité du signataire de la convention d'occupation ;
- à l'entrée de l'aire, un éclairage public ;
- un dispositif de recueil des eaux usées ;
- un système permettant la récupération des toilettes individuelles qui peut être complété par des cabines sanitaires mobiles autonomes non raccordées à un réseau d'assainissement ;
- l'installation, sur l'aire ou à sa proximité immédiate, de bennes pour les ordures ménagères dont le ramassage est assuré au moins une fois par semaine pendant la période d'ouverture ou d'occupation;

- un accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie dans les conditions prévues pour ses habitants par la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale.

Les conditions de l'occupation privative

L'article 3 du décret prévoit que le séjour du groupe sur l'aire est subordonné à la signature d'une convention d'occupation temporaire (COT) entre l'établissement public de coopération intercommunale et les preneurs ou leurs représentants. Un modèle de convention est établi par un arrêté du ministre chargé du logement. Le recours à la COT devient donc obligatoire alors qu'il était simplement suggéré par le droit para-réglementaire.

E – L'habitat adapté pour les gens du voyage sédentarisés

L'ancrage territorial est le fait de stationner régulièrement sur des périodes plus ou moins longues, sur un même lieu. Il s'est fortement développé au cours des dernières décennies.
Les gens du voyage ont pris l'habitude de s'arrêter plus longuement sur des lieux où ils y ont développé des attaches.

Leur installation de manière durable s'opère sous différentes formes :

- sur les aires d'accueil ou de grand passage ;
- sur des terrains privés dont ils sont propriétaires ;
- sur des terrains privés ou publics « sans droits ni titres » ;
- dans des logements locatifs sociaux ou privés.

Les besoins de sédentarisation sont des besoins réels qui doivent être pris en compte pour éviter non seulement le blocage des aires d'accueil, mais surtout pour offrir des possibilités d'accueil adaptées aux familles qui ont choisi la « résidentialisation », tout en demeurant pour certaines encore itinérantes.

La sédentarisation n'implique en effet pas toujours un renoncement au voyage en raison de déplacements estivaux, cultuels ou familiaux. Certaines familles souhaitent disposer d'un ancrage territorial et vivre dans de meilleures conditions. Mais leur installation sur des aires d'accueil peut générer des situations conflictuelles avec d'autres groupes, entravant ainsi le fonctionnement de ces équipements. Le développement de l'habitat adapté se présente alors comme l'une des réponses à ce besoin d'ancrage territorial.

1 - Définition de l'habitat adapté

Les modes de vie sédentaires ou semi-sédentaires nécessitent des modes d'habitat qualifiés d'habitat adapté. Ils recouvrent aussi bien le terrain familial sans construction d'habitation que l'habitat permettant de conserver la caravane en complément du logement. Les opérations d'habitat adapté sont réalisées par les collectivités territoriales pour des familles ou groupes familiaux souhaitant vivre dans un lieu fixe tout en gardant totalement ou partiellement leur mode de vie. Le terrain familial apporte ainsi une vraie réponse à la demande des gens du voyage souhaitant disposer d'un ancrage territorial à travers la jouissance d'un lieu stable aménagé et privatif.

Certaines familles ont ainsi pu accéder à des terrains, privés ou publics, qu'elles ont aménagés en fonction de leur mode de vie et de leur capacité financière.

La loi du 28 janvier 2017 relative à l'Egalité et la Citoyenneté prévoit par ailleurs de mieux traduire les besoins en habitat adapté des gens du voyage sédentarisés dans les documents de planification. Ainsi, les besoins d'accueil et d'habitat des gens du voyage vivant en résidence mobile, en fonction des besoins territorialement identifiés, devraient être inscrits au sein des programmes locaux de l'habitat et s'imposent aux plans locaux d'urbanisme.

Les terrains familiaux locatifs

Les terrains familiaux locatifs doivent être installés sur des zones constructibles. Contrairement aux aires d'accueil, ils ne sont pas un équipement public, mais sont assimilés à un habitat privé, qui peut être locatif ou en pleine propriété. Ils peuvent être réalisés à l'initiative de personnes physiques ou de personnes morales publiques ou privées (dont les collectivités) et constituent des opérations d'aménagement à caractère privé, réalisées selon les dispositions du Code de l'urbanisme. Ils permettent l'installation de caravanes, complétée de bâtiments en dur.

La loi Égalité et Citoyenneté intègre les terrains familiaux dans le décompte SRU, de façon à inciter les communes qui n'ont pas atteint leurs objectifs SRU à produire ce type d'habitat, si le besoin en est établi.

Les terrains familiaux locatifs relèvent, depuis cette loi, de la compétence des EPCI, au même titre que celle relative aux aires d'accueil des gens du voyage. Les collectivités territoriales peuvent ainsi être maîtres d'ouvrage de leur réalisation.

Il conviendra que les besoins de sédentarisation, au travers de ces nouvelles formes d'habitat, soient intégrés au PLH du Grand Belfort ou plus généralement aux règles d'urbanismes en vigueur sur la commune et l'EPCI.

Un EPCI compétent peut ainsi retenir un lieu d'implantation pour un terrain locatif situé sur le territoire d'une autre commune membre que celle figurant au schéma départemental, à la condition qu'elle soit incluse dans le même périmètre géographique prévu par le schéma, soit le territoire de l'EPCI.

Le décret du 26 décembre 2019 précise qu'un ménage ne peut se voir attribuer qu'un seul terrain familial locatif. Par ailleurs, toute construction ou transformation des locaux ou équipements par le locataire est soumise à un accord écrit du propriétaire.

En termes d'aménagement, le décret prévoit une superficie minimum de 75 m² par place de résidence mobile (hors espaces collectifs, hors bâti, hors espace réservé au stationnement de véhicules et circulations internes de l'aire ou du terrain). Doivent être prévues la présence d'un espace réservé au stationnement contigu à chaque place (et d'une capacité d'au moins deux véhicules) et l'existence d'au moins un accès routier et d'une desserte interne. Les places et les espaces réservés au stationnement doivent disposer « d'un sol stabilisé, restant porteur et carrossable en cas d'intempérie et dont la pente permet d'assurer le stationnement sûr des résidences mobiles ».

Le terrain doit être clôturé et raccordé à un système d'assainissement. Il doit disposer, au minimum, de deux emplacements et d'un espace réservé au stationnement, de points d'eau et de prises électriques extérieurs (avec compteurs individuels), d'une pièce de séjour (intégrant au moins un espace de cuisine aménagé pour recevoir un appareil de cuisson et comprenant un évier raccordé) et d'un bloc sanitaire pour une à six résidences mobiles intégrant au moins un lavabo, une douche et deux cabinets d'aisance.

À l'issue des travaux et avant la mise en location, le terrain familial locatif doit faire l'objet d'un contrôle - dont les modalités seront définies par arrêté - afin de vérifier qu'il est conforme aux prescriptions du décret.

La collecte des déchets ménagers et des déchets assimilés, mais aussi la collecte séparée des déchets et l'accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie doivent être assurés dans les mêmes conditions que pour les habitants par la commune ou l'EPCI.

Les terrains sont attribués par le bailleur, qui doit procéder à des mesures de publicité pour en informer les gens du voyage, au moins par le biais d'un affichage en mairie, d'une information des associations de gens du voyage, ainsi que d'une mise en ligne sur le site de la commune ou de l'EPCI. Les demandes sont examinées par une commission d'attribution créée auprès du président de l'EPCI ou du maire, et comprenant outre ces deux derniers, le maire de la commune

d'implantation (si la commission est placée auprès du président de l'EPCI), le préfet, le bailleur (si la gestion n'est pas assurée par l'EPCI ou la commune), ainsi qu'une personnalité désignée par une association représentative des gens du voyage ou intervenant auprès d'eux, ou une personnalité qualifiée en raison de sa connaissance des gens du voyage.

Le décret du 26 décembre précise aussi les règles relatives au bail, calquées sur celles applicables à l'ensemble des baux, ainsi que les modalités de paiement du loyer (mensuellement à terme échu avec remise d'une quittance sans frais). Le loyer peut faire l'objet d'une révision annuelle, au 1er janvier, en fonction du dernier indice de référence des loyers (IRL) publié. Enfin, le preneur doit verser au bailleur, à la signature du bail, un dépôt de garantie d'un montant maximum équivalent à un mois de loyer.

Les habitations adaptées locatives

Cet habitat adapté vise la réalisation de logements en dur, le plus souvent de type pavillonnaire, afin de permettre l'usage de la caravane.
Lorsque ces derniers appartiennent à des organismes HLM, ils sont éligibles à une subvention de l'Etat de type Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et à l'aide personnalisée au logement (APL).
Ces logements adaptés sont construits dans le respect des normes de construction du logement public.

2 - Préconisations

Dans le cadre d'une démarche de réponse d'habitat adapté, il apparaît indispensable de procéder à un recensement exhaustif des situations de sédentarisation sur des terrains non prévus à cet usage.

Pour cela, un diagnostic social concernant les gens du voyage non itinérants a été acté afin de mieux connaître leur situation et leurs besoins.

D'autres ménages ont investi des terrains non constructibles, dont ils sont propriétaires ou qu'ils occupent illégalement. Le diagnostic social a permis de réaliser un état des lieux précis qui permettra d'engager une réflexion visant à trouver des solutions de régularisation adaptées à chaque situation.

Il pourrait également être envisagé de recourir à une MOUS, maîtrise d'œuvre urbaine et sociale ayant pour objectif la réalisation d'opérations d'habitat adapté en faveur des gens du voyage sédentarisés.

La loi ELAN permet aux bailleurs sociaux de réaliser des terrains familiaux ou des logements adaptés locatifs. Ils seront alors intégrés au Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Territoire de Belfort.

Le présent schéma s'attachera à :

- mieux connaître les situations de sédentarisation dans le Territoire de Belfort afin de prendre en compte les besoins particuliers des gens du voyage « résidentialisés » dans le département ;

- accompagner la création de projets d'habitat adapté et de terrains familiaux, en lien avec les politiques locales d'aménagement et d'habitat (PLH et PLU) des communes et des EPCI concernés.

F – L'accompagnement médico-social et éducatif

L'hétérogénéité de la population des gens du voyage et la diversité de leurs modes de vie ne facilitent pas leur suivi.

Le présent schéma favorisera les contacts et les échanges entre les différents acteurs de l'accompagnement médico-social et éducatif, à savoir : le Département du Territoire de Belfort, au travers de ses Espaces de Solidarités Départementales (ex Points Accueil Solidarité), l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction des services départementaux de l'Education Nationale (DSDEN), la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Territoire de Belfort, les centres communaux d'action sociale (CCAS) et les associations des gens du voyage. L'appui de ces dernières est fondamental grâce à leur connaissance du terrain, leur écoute et leur prise en compte des demandes des « voyageurs » ; il sera sollicité dans le cadre de l'établissement d'un diagnostic visant un recensement exhaustif de la population sédentarisée des gens du voyage qui permettra d'apporter des réponses spécifiques aux problématiques soulevées.

1- L'accès aux droits et la domiciliation

L'accès des gens du voyage aux dispositifs de droit commun apparaît à travers les 3 actions développées dans le schéma, à savoir la scolarisation, la santé et l'insertion professionnelle.
Un accompagnement s'avère toutefois primordial, qui devra fondamentalement reposer sur une relation de confiance.

Concernant la domiciliation des gens du voyage, c'est un critère matériel qu'il convient d'appliquer : le fait d'être ou non sans domicile stable. Afin de supprimer les discriminations liées à l'ancienne législation applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe, la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 autorise les gens du voyage à élire domicile dans la commune de leur choix, notamment auprès des CCAS ou CIAS. Ils sont définitivement soumis au droit commun de la domiciliation à compter du 28 janvier 2019, à l'exception des personnes ayant un mode de vie sédentaire, qui n'ont pas vocation à être domiciliées. Ainsi, lorsqu'une demande de domiciliation leur est soumise, les CCAS ou CIAS ne contrôlent désormais plus la régularité d'occupation d'un terrain sur la commune pour déterminer si le demandeur peut ou non être domicilié par leur structure.

2- La scolarisation

Une coordination académique

Le rectorat propose des ressources riches grâce au Centre académique pour la scolarisation des élèves nouvellement arrivés et des enfants du voyage (CASNAV).

Au sein de la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) du Territoire de Belfort, un inspecteur est en charge du dossier des Enfants de familles itinérantes et de voyageurs (EFIV).

Une antenne scolaire mobile (ASM) circule sur les différentes aires d'accueil de l'aire urbaine, dont celles du Territoire de Belfort. Une enseignante à mi-temps assure le lien entre l'école et la famille et l'accueil des élèves dans les établissements. Son travail de médiation est essentiel.

L'échange d'informations est soutenu entre les partenaires en charge du dossier scolaire.

Etablissements accueillants

Les aires d'accueil dépendent des secteurs des écoles Jules Heidet à Belfort, Saint-Exupéry à Grandvillars, Louise Michel à Delle, Victor Frahier à Valdoie, Maurice Henry à Bavilliers et Bolle à Beaucourt.

Toutes les écoles du département sont susceptibles d'accueillir des enfants de familles itinérantes et de voyageurs et notamment les écoles de Danjoutin, Dreyfus-Schmidt à Belfort, Reppe, Foussemagne, Meroux, Lachapelle-sous-Rougemont, Rougemont-le-Château, et Delle.

Trois collèges proposent des Unités pédagogiques spécifiques (UPS) encadrées par des enseignants volontaires : Lucie Aubrac à Morvillars, Arthur Rimbaud à Belfort, Michel Colucci à Rougemont-le-Château. Ces unités permettent aux élèves inscrits au Centre national d'enseignement à distance (CNED) d'être accompagnés sur la réalisation de leurs devoirs.

L'accompagnement socio-éducatif

Depuis la rentrée 2019, le temps de décharge d'une enseignante du premier degré a été augmenté, dans le but de permettre la mise en place d'actions de médiation, de créer et d'entretenir des liens avec les familles et les élèves dans les écoles et sur les aires d'accueil. Elle assure la coordination et l'accompagnement des élèves.

Des formations sont également dispensées à des directeurs nouvellement nommés ainsi qu'à des enseignants accueillants des EFIV et des membres du Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED).

Priorité est donnée aux élèves entrant en CP et non scolarisés antérieurement par un accompagnement en classe.

En outre, le lien avec les UPS est renforcé (organisation, bilan, relation avec les familles) et des inclusions partielles d'élèves en collège ont été rendues possibles.
Enfin, un suivi des élèves inscrits au CNED pour qui le travail n'est pas suffisant a été instauré par la mise en place de rendez-vous trimestriels à la DSDEN.

Objectifs visés et points de vigilance

Pour les élèves de 3 à 12 ans :

- renforcer l'assiduité : la situation reste encore très fragile même pour des familles qui se sédentarisent. ;
- prendre en compte loi du 28 juillet 2019 et accompagner les familles et les élèves dès l'âge de 3 ans ;
- suivre les progrès des élèves et de l'acquisition des compétences du socle : les élèves ne fréquentent pas suffisamment longtemps les écoles, ils ne disposent pas, le plus souvent, de livret scolaire unique (LSU) ;
- poursuivre la formation des enseignants accueillant des EFIV et les enseignants du RASED ;
- renforcer le lien entre la famille et la classe en rapportant régulièrement un travail fait en classe dans la famille, afin que l'enfant puisse partager ses apprentissages ;
- renforcer le rôle du RASED dans toutes les écoles accueillant des EFIV ;
- mettre en place, en cours d'année de CM2, une rencontre entre l'équipe enseignante, la famille, l'élève et le coordonnateur afin de discuter des projets de poursuite de scolarité et ainsi assurer la liaison école-collège. Il est en effet important que les élèves ayant eu une scolarité plutôt régulière en primaire terminent le cycle 3 dans un collège.

Pour les élèves de 12 à 16 ans :
- pérenniser les UPS ;
- former les professeurs intervenants dans les UPS ;
- poursuivre le suivi des élèves ayant des résultats insatisfaisants au CNED à la DSDEN, en les invitant à se présenter 2 à 3 fois dans l'année scolaire afin de faire le point sur leurs apprentissages et les inciter à venir à l'UPS ;
- poursuivre et encourager les inclusions partielles ou totales en classe ordinaire ;
- proposer aux élèves âgés de 15 ans en situation de décrochage scolaire tous les dispositifs existants, notamment la construction de Parcours Aménagé de la formation initiale (PAFI).

Pour les jeunes de 16 à 18 ans :
- en s'appuyant sur la loi « école de la confiance » du 28 juillet 2019, informer, conseiller et accompagner les jeunes de 16 à 18 ans afin qu'ils accèdent à un parcours de formation qualifiante. Le CIO et la Mission Locale sont les relais incontournables et complémentaires pour le déploiement de cet axe en lien étroit avec les partenaires du Comité Local d'Aide à l'Insertion (CLAIN) dans le département ;
- rencontrer en cours d'année les différents partenaires du schéma départemental ;
- maintenir le lien avec les collectivités.

3- La santé

La population des gens du voyage n'est pas une priorité inscrite au Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS) des personnes les plus démunies.

Ce programme, issu de la loi 98-657 du 29 juillet 1998, « s'attache à définir des actions pour lutter contre les pathologies aggravées par la précarité ou l'exclusion sous toutes leurs formes, notamment les maladies chroniques, les dépendances à l'alcool, à la drogue ou au tabac, les souffrances psychiques, les troubles du comportement et les déséquilibres nutritionnels ». Ils sont ainsi une interface entre les champs du sanitaire et du social pour favoriser l'accès aux droits et aux soins des plus démunis.

Les Praps, dans le cadre de leurs objectifs de santé publique, orientent leurs actions sur :

- les difficultés d'accès, de prévention et de continuité des soins ;
- les souffrances psychiques (troubles psychiques, violences subies et conduites à risque du type consommation de substances psychoactives) ;

- l'hygiène de vie (hygiène corporelle, santé bucco-dentaire, alimentation et nutrition...).

Or les gens du voyage connaissent de nombreuses difficultés liées à des problèmes d'addiction, d'hygiène et d'éducation à la santé, de déséquilibres alimentaires, d'habitat souvent inadapté pour les personnes âgées, malades ou handicapées et de salubrité sur les aires d'accueil.

Un projet de médiation sanitaire, porté par l'association Gadjé, va prochainement être mis en œuvre grâce au soutien financier de l'ARS pour une durée de 3 ans. Il s'adresse à la population des gens du voyage stationnant régulièrement sur les quatre départements de Franche-Comté, dont le Territoire de Belfort.

Objectifs du projet

- promouvoir et préserver la santé de la population des gens du voyage stationnant sur la Franche-Comté ;
- faciliter et développer le prévention dans toutes les actions visant à améliorer la santé des gens du voyage ;
- développer des actions de médiation pour favoriser l'accès à la santé, l'intégration dans le système de santé de droit et améliorer les connaissances des acteurs de santé vis-à-vis des gens du voyage.

Et ainsi répondre aux attentes suivantes

- renforcer l'action santé auprès de cette population en situation de vulnérabilité sociale ;
- être l'interface entre les différents acteurs de la santé et les gens du voyage ;
- être en capacité de répondre plus efficacement aux différentes orientations nationales.

Les gens du voyage, par le biais des actions de santé conduites par le Département, peuvent accéder au :

- centre de lutte anti-tuberculeux (CLAT) pour une prise en charge d'un bilan radiologique dans le cadre de la lutte contre la tuberculose, les gens du voyage faisant partie des populations à risque et la vaccination BCG pour les enfants ;

- centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic du VIH, des infections sexuellement transmissibles et des hépatites (CeGGID), pour des bilans VIH et hépatites.
- deux dermatologues assurant les consultations du CeGIDD peuvent recevoir les gens du voyage souffrant de problèmes dermatologiques ;

- centre de planification et d'éducation familiale, pour une prise en charge de tout problème gynécologique des femmes issues de la communauté des gens du voyage (contraception, test de grossesse, etc).

De plus, la Protection Maternelle et Infantile (PMI), également gérée par le Département, propose :
- un suivi de grossesse par des sages femmes,
- un entretien prénatal précoce,
- une consultation infantile et le suivi de la couverture vaccinale,
- un suivi à domicile d'accompagnement à la parentalité.

Face au constat d'une forte errance médicale et des difficultés pour les professionnels à suivre dans la durée ces familles, le projet de médiation sanitaire, tel que présenté précédemment, devrait permettre un accès plus facile aux soins et un meilleur suivi par les services de la PMI.

4- L'insertion professionnelle

L'accès des gens du voyage aux dispositifs de droit commun porte également sur l'insertion professionnelle.

Les gens du voyage sont, pour des raisons culturelles, rarement des personnes salariées.
Ils sont le plus souvent micro-entrepreneurs. Les activités exercées sont diverses et multiples : vente ambulante non sédentaire de tous produits, équipement de la personne, maison, articles divers, vente et récupération métaux, ferrailles, voitures et travaux de jardinage.
Ils exercent dans plusieurs secteurs d'activité divers et variés relevant de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et/ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA).
Mais ils sont nombreux à exercer les mêmes métiers. Les bénéfices générés par leurs activités sont bien souvent faibles, d'où cette précarité persistante, renforcée par une réglementation encadrant leur statut professionnel de plus en plus contrainte et complexe.

L'accompagnement des gens du voyage peut ainsi être effectué :

- auprès des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active par les référents RSA, dont un nombre relativement élevé est allocataire ;
- auprès de travailleurs indépendants souhaitant créer leur entreprise ou être accompagnés pour assurer le maintien de leur activité.

La Direction de l'Insertion du Département du Territoire de Belfort, en charge du suivi des travailleurs non-salariés, est amenée à rencontrer ce public bénéficiaire de l'allocation RSA. Au cours des entretiens, des explications sur la tenue de leurs obligations en tant que travailleurs indépendants (tenue d'un livre-journal des recettes, conservation des factures fournisseurs, déclaration de leur chiffre d'affaires auprès de l'Urssaf...) sur la complétude de leurs déclarations trimestrielles de ressources à effectuer auprès de la Caisse d'Allocations Familiales pour le calcul de leurs droits RSA leur sont données. A l'issue de ces rendez-vous, le Pôle "Accès aux Droits" de la Direction de l'Insertion, en fonction de la nature de l'activité exercée et des difficultés rencontrées, peut les orienter sur l'un des deux dispositifs d'accompagnement subventionnés par le Département mis en place avec la CMA ainsi qu'avec l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE).

Partenariat avec l'ADIE (non spécifique aux gens du voyage)

Une convention de partenariat intervient chaque année depuis 2016 entre le Département et l'ADIE qui vise l'accompagnement de bénéficiaires de l'allocation RSA, travailleurs indépendants : aide à la gestion comptable et administrative, conseil à la gestion commerciale, développement du chiffre d'affaires, diagnostics permettant d'évaluer les conditions et les besoins financiers nécessaires au développement de l'activité, recherche de solutions de financements (microcrédit – prêt d'honneur Adie ou autres réseaux), aide à la cessation d'activité et à la recherche de solutions de reconversion.

Les diagnostics et préconisations sont destinés à améliorer leur situation et apportent un complément d'informations pratiques lors des évaluations de ressources effectuées par la Direction de l'Insertion.

L'année 2019 s'est portée sur un quota de 10 nouvelles orientations (dont 3 bénéficiaires du RSA issus de la communauté des gens du voyage : 1 personne domiciliée au CCAS de Belfort et 2 personnes sédentarisées) et la poursuite des accompagnements pour les bénéficiaires du RSA orientés au titre des années précédentes pour lesquels les rendez-vous de suivi sont programmés.

Partenariat avec la CMA (non spécifique aux gens du voyage)

En ce qui concerne la CMA, l'opération intitulée "Accompagnement des travailleurs non-salariés bénéficiaires du RSA" a débuté en 2018. Au titre de cette première année, 25 bénéficiaires du RSA (dont une personne issue de la communauté des gens du voyage sédentarisée) ont été orientés aux fins d'accompagnement en vue du développement de leur activité ou le cas échéant, d'une réorientation vers le secteur salarié. Pour 2019, l'objectif final est d'accompagner également 25 bénéficiaires non-salariés.

Concernant les grands adolescents ou les jeunes adultes, nombreux sont ceux qui restent sur les aires d'accueil sans activité.

Certains souhaitent trouver un emploi durable, mais l'absence de formation et de qualification professionnelle rend difficile l'accès à un emploi durable. La notion de métier, de projet professionnel est peu présente au sein de la communauté des gens du voyage, ce qui induit un manque d'intérêt pour la formation professionnelle. Les jeunes ne sont pas prêts à s'inscrire dans un parcours de formation long qui leur permettrait d'obtenir un diplôme pour exercer un métier.

Le monde du travail salarié est méconnu. C'est pourquoi il est important de les conseiller et les accompagner afin de lever leurs craintes, leur redonner confiance et impulser une dynamique d'insertion professionnelle.

III - Gouvernance, suivi et mise en œuvre du schéma

A – La gouvernance

Durant les six prochaines années, l'État et le Département s'engagent à assurer le pilotage et le suivi du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage.

Afin d'assurer la gouvernance du schéma dans le Territoire de Belfort, trois niveaux d'instance ont été déclinés :

- une commission départementale consultative des gens du voyage,
- un comité de suivi,
- des groupes de travail par thématique.

La commission départementale consultative des gens du voyage

Le précédent schéma prévoyait un dispositif de gouvernance articulé autour de la Commission départementale consultative des gens du voyage, qu'il est proposé de reconduire pour la période 2020/2025. Ce premier niveau de gouvernance est co-piloté par le Préfet et le Président du Département ou leurs représentants.

Sont réunis au sein de cette instance le Préfet ou ses représentants, le Président du Département ou ses représentants, ainsi que :

- un représentant des communes désignés par l'Association des maires du département du Territoire de Belfort ;
- des représentants des établissements publics de coopération intercommunale du département désignés par l'Assemblée des communautés de France ;
- des représentants des associations représentatives des gens du voyage et associations intervenant auprès des gens du voyage ;
- des représentants de la Caisse d'allocations familiales du Territoire de Belfort.

Associée à l'élaboration du schéma, la commission consultative doit émettre un avis sur ce document. Elle est également associée aux travaux de suivi du schéma et doit se réunir au moins deux fois par an pour effectuer un point d'étape des actions menées et dresser le bilan de la gestion des aires d'accueil et de grand passage.

Le comité de suivi

La commission consultative peut prendre l'initiative de créer un comité de suivi dédié à la préparation du travail de la commission et au suivi de la mise en œuvre du plan d'actions.

Ce comité de suivi, mis en place dans le cadre du précédent schéma, est co-piloté par le Service Habitat et Urbanisme de la Direction départementale des Territoires du Territoire de Belfort et la Direction de l'Aménagement, du Développement et des Partenariats territoriaux du Département du Territoire de Belfort. Il réunit les équipes techniques des partenaires membres de la commission consultative des gens du voyage.

La réflexion concernant l'avenir, à moyen et long terme, de l'aire de grand passage sera également abordée durant la période du schéma.

Groupes de travail
Afin d'assurer le suivi de l'évaluation des besoins et le recensement de la communauté des gens du voyage, un groupe de travail avait été mis en place et a généré une dynamique de travail très intéressante. Ce groupe de travail est à poursuivre, sous un format à définir, durant la période du schéma et pourra ainsi faire émerger des éventuels projets.

Chaque axe prioritaire du schéma pourra faire l'objet d'un groupe de travail pour sa mise en œuvre, réunissant un chef de file désigné et l'ensemble des partenaires concernés.

B – Suivi et évaluation

Suivi et bilans annuels

Le suivi du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage sera réalisé sur la base d'indicateurs dans chacun des axes prioritaires, mais aussi sur la base d'échanges entre les membres de la commission consultative et des partenaires concernés.

Les bilans annuels ainsi présentés feront état de ces éléments ainsi que des réflexions pour faire évoluer le schéma.

Les modalités d'évaluation s'appuieront sur des indicateurs proposés et construits à partir des trois axes prioritaires du schéma (cf page 43) :

- repenser la configuration du réseau des aires d'accueil et améliorer les conditions d'accueil ;
- développer l'habitat adapté afin de répondre aux situations d'ancrage sur le département du Territoire de Belfort ;
- poursuivre l'accompagnement socio-éducatif et développer le volet sanitaire.

Axes prioritaires	Actions	Pilote	Indicateurs	Echéance de mise en œuvre
Repenser la configuration du réseau des aires d'accueil	Affiner la durée des séjours pour déterminer les besoins	EPCI	Temps de présence établie sur 15 jours / 1 mois / 3 mois / 6 mois/ 1 an	2020/2025
	Consolider les données relatives à la fréquentation des aires	EPCI	Taux de fréquentation par aire (accueil et grand passage)	2020/2025
	Elaborer un diagnostic concernant l'aire de Valdoie	Etat	Présentation en commission consultative d'une proposition concernant le maintien ou la fermeture de cette aire	Soldé le 14/04/2021
Améliorer les conditions d'accueil	Mise aux normes d'accessibilité Programmes de rénovation	EPCI	Réalisation des programmes de travaux	2020/2025
Développer l'habitat adapté	Réaliser un diagnostic social ou une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale pour caractériser les besoins éventuels d'habitat adapté	Etat	Nombre de familles sédentarisées Nombre de demandes pour une habitation adaptée	Diagnostic social restitué le 31/03/2021
Poursuivre l'accompagnement socio-éducatif et développer le volet sanitaire	Promouvoir la scolarisation des enfants du voyage	DSDEN	Nombre d'élèves inscrits en école maternelle, primaire et collèges	2020/2025
	Informer, conseiller et accompagner les jeunes de 16 à 18 ans	DSDEN	Nombre de jeunes suivis Nombre de rencontres	
	Développer des actions de médiation pour favoriser l'accès à la santé et l'intégration dans le système de santé de droit	Association Gadjé	Mise en œuvre du projet de médiation sanitaire Nombre de personnes ou de familles suivies (échelle régionale)	
	Développer l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA « gens du voyage »	CD	Nombre de bénéficiaires « gens du voyage » accompagnés par les référents RSA Nombre d'entretiens	
	Accompagner les travailleurs indépendants	CD	Nombre de personnes suivies Nombre d'entretiens et d'évaluations réalisés	
	Accompagnement des gens du voyage résidant sur les terrains familiaux privés et terrains communaux	Groupes de travail collaboratifs	Nombre de personnes accompagnées	2020/2025

ANNEXES

Annexe 1 : arrêté du 4 juillet 2018 portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Préfecture
Cabinet
Service des sécurités
Bureau de la sécurité publique

ARRÊTÉ
portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort

LA PRÉFÈTE DU TERRITOIRE DE BELFORT
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU le décret n°2001-540 du 25 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage, modifié par le décret n°2017-921 du 9 mai 2017 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 25 octobre 2017, paru au Journal officiel du 26 octobre 2017, nommant Mme Sophie ELIZEON préfète du Territoire de Belfort ;

VU la circulaire ministérielle n°2001-49 du 5 juillet 2001 relative à l'application de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 ;

VU la circulaire ministérielle n°NOR/IOCA/1022704C du 28 août 2010 relative à la révision ces schémas départementaux d'accueil des gens du voyage ;

VU l'arrêté n°2013162-0005 du 11 juin 2013 portant approbation de la révision du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage ;

VU l'arrêté préfectoral n°2008-11-25-1966 du 25 novembre 2008 portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014192-0003 du 11 juillet 2014 modificatif de l'arrêté n°2008-11-25-1966 du 25 novembre 2008 portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 août 2014 modificatif de l'arrêté n°2014192-0003 du 11 juillet 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral n°90-2016-01-20-001 du 20 janvier 2016 modificatif de l'arrêté du 8 août 2014 ;

VU les propositions de l'Association des maires du département du Territoire de Belfort en date du 2 août 2017 ;

1

VU les propositions de l'Assemblée des communautés de France en date du 29 août 2017 ;

VU les propositions du conseil départemental du Territoire de Belfort en date du 5 janvier 2018 ;

VU les propositions de l'Association sociale nationale internationale tzigane (ASNIT) en date du 25 juin 2018 ;

VU les propositions de l'Association franc-comtoise des gens du voyage - Gadjé en date du 25 juin 2018 ;

VU les propositions de l'association Aide à la scolarisation des enfants tzigane (ASET) en date du 25 juin 2018 ;

VU les propositions de la Caisse d'allocations familiales du Territoire de Belfort en date du 27 juin 2018 ;

CONSIDÉRANT que, en vue d'engager la procédure de révision du schéma départemental d'accueil des gens du voyage, il convient de renouveler la commission départementale consultative des gens du voyage.

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

Les arrêtés suivants sont abrogés :

- Arrêté préfectoral n°2008-11-25-1966 du 25 novembre 2008 portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort ;
- Arrêté préfectoral n°2014192-0003 du 11 juillet 2014 modificatif de l'arrêté n°2008-11-25-1966 du 25 novembre 2008 ;
- Arrêté préfectoral du 8 août 2014 modificatif de l'arrêté n°2014192-0003 du 11 juillet 2014 ;
- Arrêté préfectoral n°90-2016-01-20-001 du 20 janvier 2016 modificatif de l'arrêté du 8 août 2014.

ARTICLE 2 :

La commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort est renouvelée comme suit :

Présidence conjointe :

Madame la préfète du Territoire de Belfort et monsieur le président du conseil départemental, ou leurs représentants.

Quatre représentants des services de l'État désignés par la préfète :

- Monsieur le directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- Monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ou son représentant ;
- Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale ou son représentant ;
- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Territoire de Belfort ou son représentant.

Quatre représentants désignés par le conseil départemental du Territoire de Belfort :

Titulaires	Suppléants
Maryline MORALLET, conseillère départementale	Frédéric ROUSSE, vice-président du conseil départemental
Marie-Hélène IVOL, vice présidente du conseil départemental	Marie-France CEFIS, vice-présidente du conseil départemental
Isabelle MOUGIN, conseillère départementale	Karine CISZOWSKI, directrice de l'économie, de l'emploi, du logement, de l'enseignement supérieur et de la recherche au conseil départemental
Patrick FERRAIN, conseiller départemental	Delphine BOISSON, chargée de mission au pôle logement de la direction de l'économie, de l'emploi, du logement, de l'enseignement supérieur au conseil départemental

Un représentant des communes désigné par l'Association des maires du département du Territoire de Belfort :

Titulaires	Suppléants
Pierre REY, maire d'AUTRECHENE	Serge PICARD, maire de FOUSSEMAGNE

Quatre représentants des établissements publics de coopération intercommunale du département désignés par l'Assemblée des communautés de France sur proposition de l'Association des maires du département du Territoire de Belfort :

Titulaires	Suppléants
Pierre-Jérôme COLLARD, adjoint au maire de BELFORT, représentant de Grand Belfort Communauté d'Agglomération (GBCA)	Pierre FETIER, maire de FONTAINE, représentant de GBCA
Jean-Jacques DUPREZ, maire de LEBETAIN, représentant de la Communauté de communes du Sud Territoire (CCST)	Monique DINET, maire de CHAVANATTE, représentante de la CCST
Jean-Claude HUNOLD, maire de LACHAPELLE-SOUS-CHAUX, représentant de la Communauté de communes des Vosges du Sud (CCVS)	André PICINNELLI, maire de CHAUX, représentant de la CCVS
Marc ETTWILLER, maire de PHAFFANS, représentant de GBCA	Raphaël RODRIGUEZ, maire de MEZIRE, représentant de GBCA

Cinq représentants désignés par la préfète sur proposition des associations représentatives des gens du voyage et de la diversité de leurs modes d'habitat et de vie, ainsi que des associations intervenant auprès des gens du voyage présentes dans le département :

Titulaires	Suppléants
Association sociale nationale internationale tzigane (ASNIT)	
Sandro TSCHUDI	Désiré VERMEERSCH
Adolphe ANDRE	Grégory OJEDA

3

Association franc-comtoise des gens du voyage – Gadjé	
Joseph APARICIO	Octave ADOLPHE
Philippe FRANCE	Bernard PORCHEROT
Aide à la scolarisation des enfants tziganes (ASET)	
Sylvie CORNEILLE	Jean-Louis CORNEILLE

Deux représentants désignés par la préfète sur proposition de la Caisse d'allocations familiales du Territoire du Belfort :

Titulaires	Suppléants
Evelyne CORATTE	Eric GROSJEAN
Zohra ARNAUD	Karine LEROUX

ARTICLE 3 :

Le mandat des membres de la commission est de six ans. Il peut être renouvelé. Il prend fin si son titulaire perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné. Celui-ci est alors remplacé dans un délai de trois mois pour la durée du mandat restant à courir. Il en va de même en cas d'empêchement définitif, de démission ou de décès d'un membre de la commission.

ARTICLE 4 :

La commission se réunit au moins deux fois par an sur convocation conjointe de ses présidents, ou à l'initiative de l'un d'entre eux, ou sur demande d'un tiers de ses membres.

ARTICLE 5 :

La commission siège valablement si la moitié de ses membres sont présents. Ses délibérations sont adoptées à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage égal des voix, l'avis ou la proposition est réputé avoir été adopté.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion doit être convoquée dans un délai d'un mois. Dans ce cas, la commission siège valablement quel que soit le nombre de membres présents.

ARTICLE 6 :

La commission consultative établit chaque année un bilan d'application du schéma. Elle peut désigner un médiateur chargé d'examiner les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce schéma et de formuler des propositions de règlement de ces difficultés. Le médiateur rend compte à la commission de ses activités.

ARTICLE 7 :

Conformément au décret n°2001-540 du 25 juin 2001 modifié, la commission peut créer en son sein un comité permanent chargé d'animer, de coordonner et de suivre l'élaboration et la mise en œuvre des prescriptions du schéma. Il prépare les réunions de la commission. La commission peut créer aussi un ou des groupes de travail thématiques qui peuvent porter sur un ou plusieurs domaines de compétence ou sur un territoire déterminé. Le comité permanent et chaque groupe de travail peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures à la commission.

ARTICLE 8 :

La commission peut entendre toute personne dont elle estime l'audition utile.

ARTICLE 9 :

Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Territoire de Belfort et notifié à chacun des membres de la commission.

Fait à Belfort, le 04 JUIL. 2018

La préfète

Sophie ELIZEON

Annexe 2 : arrêté n°90-2021-03-06-00001 du 26 mars 2021 portant modification de la commission départementale consultative des gens du voyage

PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT

Direction départementale
des territoires

ARRÊTÉ N° 90-2021-03-06-00001
portant modification de composition de la commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort

Le préfet du Territoire de Belfort

VU la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU le décret n°2001-540 du 25 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage, modifié par le décret n°2017-921 du 9 mai 2017 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet du Territoire de Belfort,

VU l'arrêté n°2013162-0005 du 11 juin 2013 portant approbation de la révision du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage ;

VU l'arrêté du 4 juillet 2018 portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort ;

VU la circulaire ministérielle n°2001-49 du 5 juillet 2001 relative à l'application de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 ;

VU la circulaire interministérielle n°NOR/IOCA/1022704C du 28 août 2010 relative à la révision des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage ;

VU les propositions de l'Association des maires du département du Territoire de Belfort en date du 04/03/2021 ;

1/3

CONSIDÉRANT que, pour engager la procédure d'approbation du schéma départemental d'accueil des gens du voyage, il convient de modifier la commission départementale consultative des gens du voyage afin de tenir compte des résultats des dernières élections municipales,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 4 juillet 2018 portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort sont modifiées comme suit :

Un représentant des communes désignés par l'Association des maires du département du Territoire de Belfort :

Titulaire	Suppléant
Marc BLONDE, maire de Larivière	Claude MONNIER, maire de Croix

Quatre représentants des établissements publics de coopération intercommunale du département désigné par l'Association des communautés de France sur proposition de l'Association des maires du département du Territoire de Belfort :

Titulaires	Suppléants
Alexandre MANCANET, maire de Vauthiermont, représentant de Grand Belfort Communauté d'Agglomération (GBCA)	Thierry BESANCON, maire de Bessoncourt, représentant de GBCA
Pierre FIETIER, maire de Fontaine, représentant de GBCA	Miltiades CONSTANTAKATOS, maire de Frais, représentant de GBCA
Jean - Jacques DUPREZ, maire de Lebetain, représentant de la communauté de communes Sud Territoire (CCST)	Monique DINET, maire de Chavanatte, représentante de la CCST
Christian CANAL, maire de Vescemont, représentant de la communauté de communes des Vosges du Sud (CCVS)	Jacky CHIPEAUX, maire de Chaux, représentant de la CCVS

ARTICLE 2 :

Toutes les autres dispositions de l'arrêté du 4 juillet 2018 sont inchangées.

2/3

ARTICLE 3 :

Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet, Monsieur le directeur départemental des Territoires, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Territoire de Belfort et notifié à chacun des membres de la commission.

Fait à Belfort, le 26 MARS 2021

le préfet

Jean-Marie GIRIER

Délais et voies de recours : la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet du Territoire de Belfort.
- soit d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la transition écologique, ,

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite du recours formé. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration gardé pendant deux mois.

- soit directement d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Besançon.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

3/3

Annexe 3 : arrêté n° 90-2021-04-13-00002 du 13 avril 2021 portant modification de la commission départementale consultative des gens du voyage

PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT

Direction départementale
des territoires

ARRÊTÉ N° 90-2021-04-13-00002
portant modification de composition de la commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort

Le préfet du Territoire de Belfort

VU la loi n°2000 614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU le décret n°2001-540 du 25 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage, modifié par le décret n°2017-921 du 9 mai 2017 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet du Territoire de Belfort,

Vu le décret du 1er février 2021 nommant monsieur Christophe DUVERNE, sous préfet, directeur de cabinet du préfet du Territoire de Belfort.

VU l'arrêté n°2013162-0005 du 11 juin 2013 portant approbation de la révision du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage ;

VU l'arrêté du 4 juillet 2018, modifié le 26 mars 2021, portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort ;

VU la circulaire ministérielle n°2001-49 du 5 juillet 2001 relative à l'application de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 ;

VU la circulaire interministérielle n°NOR/IOCA/1022704C du 28 août 2010 relative à la révision des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage ;

VU les propositions de la Caisse d'allocations familiales du Territoire de Belfort, formulées lors de son conseil d'administration du 5 février 2021 ;

1/2

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 4 juillet 2018 modifié, portant renouvellement de la commission départementale consultative des gens du voyage du Territoire de Belfort, sont modifiées comme suit :

Deux représentants désignés par le Préfet sur proposition de la Caisse d'allocations familiales du Territoire de Belfort :

Titulaire	Suppléant
David RANOUX	Eddy CARDOT

ARTICLE 2 :

Toutes les autres dispositions de l'arrêté du 4 juillet 2018 modifié sont inchangées.

ARTICLE 3 :

Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet, et Monsieur le directeur départemental des Territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Territoire de Belfort et notifié à chacun des membres de la commission.

Fait à Belfort, le 13 AVR 20[illegible]

le préfet

Jean-Marc GIRIER

Délais et voies de recours : la présente décision peut faire l'objet, dans un d[illegible] de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet du Territoire de Belfort,
- soit d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la transition écologique,

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite du recours formé. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration gardé pendant deux mois.

- soit directement d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Besançon.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

2/2

Annexe 4 : arrêté du xx/xx/2021 portant approbation du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2020-2025

Annexe 5 : procédure d'expulsion

Dans une commune qui remplit ses obligations au regard de l'accueil des Gens du voyage, le maire peut, en application de l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000, interdire par arrêté le stationnement des résidences mobiles en dehors des aires d'accueil aménagées. En cas de violation de l'arrêté municipal, le maire, le propriétaire ou le titulaire du droit d'usage du terrain occupé peut demander au préfet de mettre en demeure les occupants de quitter les lieux. Depuis le 1er janvier 2017, les EPCI étant compétents et chargés de mettre en oeuvre les dispositions du schéma départemental, l'appréciation de la réalisation des obligations du schéma départemental s'effectue donc au niveau de l'EPCI compétent et non de la commune membre. Dès lors, l'article 9 ne peut être enclenché par le titulaire du pouvoir de police que si les obligations ont été intégralement réalisées à l'échelle de l'EPCI.

La **loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté** apporte trois améliorations à ce dispositif.

1°) Elle permet de traiter les situations dans lesquelles un groupe, après avoir commis un premier stationnement illicite, quitte les lieux et s'installe de manière tout aussi illégale sur un autre terrain, à proximité. Ainsi, la mise en demeure du préfet continue de s'appliquer lorsqu'une même caravane (ou un groupe de caravanes) procède à un nouveau stationnement illicite répondant à trois conditions cumulatives :

- être effectué dans un délai de sept jours à compter de la notification de la mise en demeure aux occupants illicites du premier terrain ;
- être en violation du même arrêté d'interdiction de stationnement – c'est-à-dire sur le territoire de la même commune, ou sur le territoire de l'EPCI lorsque celui-ci est compétent en la matière et que les maires des communes membres ne se sont pas opposés au transfert des pouvoirs de police au président de l'EPCI en application de l'article L. 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT);
- portant la même atteinte à l'ordre public.

Lorsque ces trois conditions sont remplies, il n'est pas nécessaire de notifier une seconde mise en demeure de quitter les lieux.

2°) La loi du 27 janvier 2017 réduit le délai laissé au juge administratif pour statuer sur les recours formés contre les mises en demeure. Le délai laissé au président du tribunal administratif ou à son délégué pour statuer sur un recours contre une mise en demeure est désormais fixé à 48 heures, au lieu de 72 heures précédemment.

3°) La loi clarifie également le cas des terrains affectés à une activité à caractère économique.

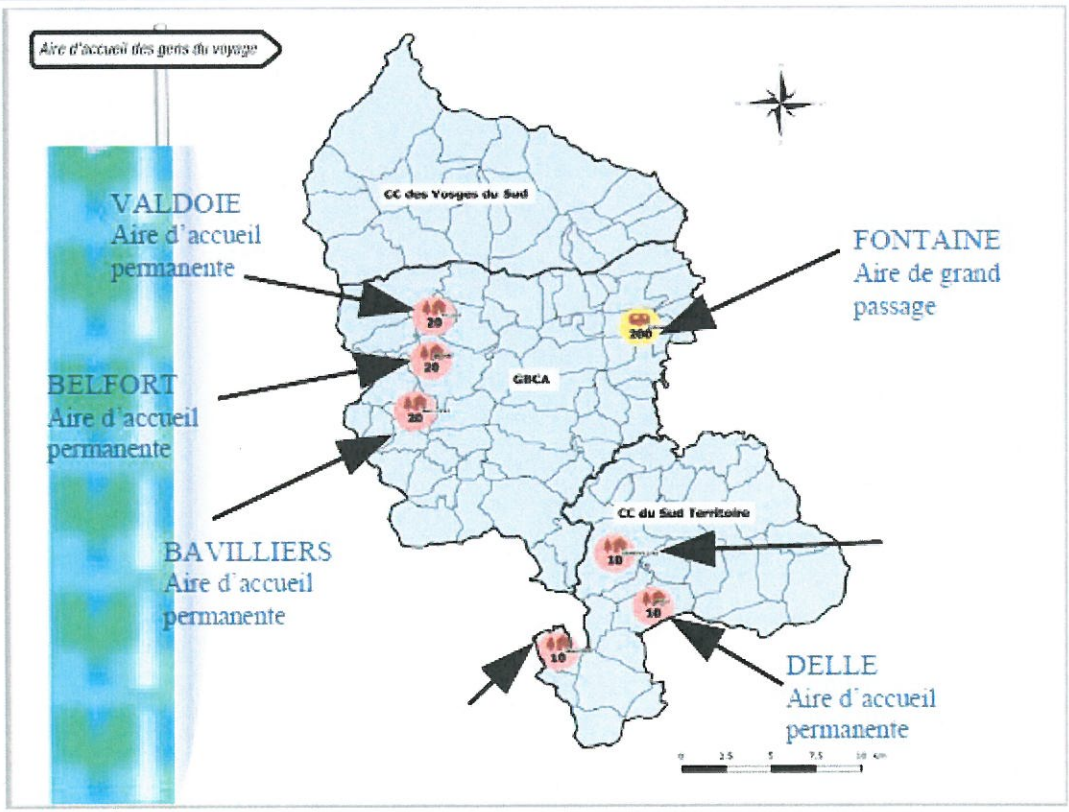
La loi du 5 juillet 2000, dispose, au IV de son article 9 qu'en cas d'occupation d'un terrain affecté à une activité à caractère économique de nature à entraver cette activité, le propriétaire ou le titulaire du droit réel d'occupation du terrain peut saisir le président du tribunal de grande instance aux fins de faire ordonner l'évacuation forcée. Cela n'exclut pas que la procédure administrative d'évacuation forcée puisse également être mise en oeuvre si l'occupation porte atteinte à la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publique.

Une difficulté concernait toutefois le cas des communes de moins de 5 000 habitants. Dans sa rédaction antérieure à la loi du 27 janvier 2017, l'article 9-1 de la loi du 5 juillet 2000 excluait, dans les communes de moins de 5 000 habitants, la possibilité, pour les propriétaires et utilisateurs de terrain à caractère économique, de demander au préfet de mettre en demeure les occupants stationnant sans autorisation sur le terrain de quitter les lieux.

Cette limitation a été supprimée par la loi du 27 janvier 2017. Désormais, si le stationnement illicite est de nature à porter une atteinte à l'ordre public, le propriétaire ou le titulaire du droit réel d'usage d'un terrain affecté à une activité économique dans une commune non inscrite au schéma départemental (commune de moins de 5 000 habitants) peut demander au préfet de mettre en demeure les occupants d'un campement illicite d'évacuer les lieux.

Annexe 6 : restitution de l'étude GADJE (31/03/2021)





DIAGNOSTIC D'EVALUATION DES BESOINS EN SEDENTARISATION DES GENS DU VOYAGE DU DEPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

29/03/21

3

Sommaire

Préambule
1.Méthodologie
2.Diagnostic
3.Conclusion / Préconisations

29/03/21

4

Préambule

Les objectifs du nouveau schéma s'articuleront autour de trois axes prioritaires :

- Repenser la configuration du réseau des aires d'accueil et améliorer les conditions d'accueil ;
- Développer l'habitat adapté afin de répondre aux situations d'ancrage sur le département ;
- Poursuivre l'accompagnement socio-éducatif et développer le volet sanitaire.

29/03/21 5

Préambule

C'est en partie pour répondre à ces objectifs qu'un appel d'offre a été émis par la Direction départementale des territoires du Territoire de Belfort en date du 29 juillet 2020.

Il porte principalement sur : « La réalisation d'une évaluation des besoins et de l'offre existante, notamment au regard de la fréquence et de la durée des séjours des gens du voyage, de l'évolution de leur mode de vie et de leur ancrage, des possibilités de scolarisation des enfants, d'accès aux soins et d'exercice des activités économiques spécifiques de la population des gens du voyage ».

29/03/21 6

1/ Méthodologie

- Constitution d'une équipe pilotage interne à l'association et mission du chargé de recueil de données
- Recueil de l'information par un éducateur spécialisé sur les aires d'accueil, terrains familiaux et stationnement illicite
- Recueil des informations complémentaires et des observations auprès des différents partenaires locaux institutionnels, sociaux, éducatifs, et sanitaires tels que : ASNIT, ASET, les gestionnaires des aires d'accueil ainsi qu'auprès des collectivités et du Conseil départemental
- Suivi de l'enquête et échanges au sein du Comité de pilotage mis en place par la Direction Départementale des Territoires
- Production d'un rapport final

29/03/21 7

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

Nous avons recensé 16 familles représentant une population de 46 personnes sur les aires d'accueil du département du Territoire de Belfort.

29/03/21 8

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

Communauté de communes Sud Territoire	Aire de Beaucourt Inoccupée	Aire de Delle	Aire de Grandvillars	Total
Adultes (18 et +)		4	7	11
Enfants (- de 18 ans)		5	2	7
TOTAL POPULATION		9	9	18

29/03/21 9

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

Une population jeune

	Grand Belfort Agglomération		Communauté de Communes du Sud Territoire		Ensemble des sites
	Aire de Bavilliers	Aire de Belfort	Aire de Delle	Aire de Grandvillars	
Enfants – 3 ans					
Enfants 3 à 5 ans	1	1	1		3
Enfants 6 à 15 ans	4	2	3	1	10
Adultes 16 à 24 ans	5	2	1	2	10
Adultes 25 à 60 ans	5	6	4	3	18
Adultes + de 60 ans	2			3	5
Population	17	11	9	9	46

29/03/21

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

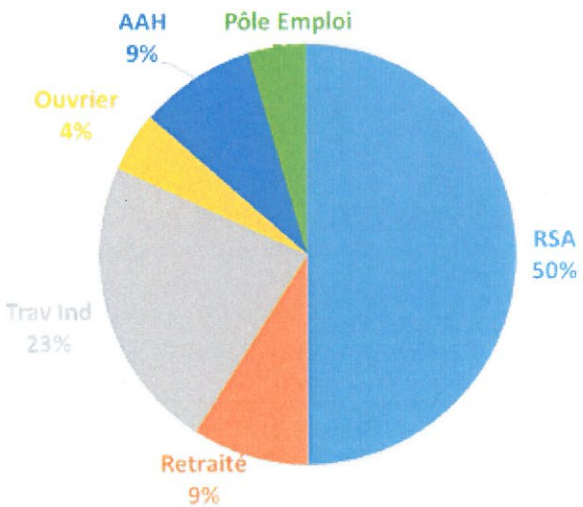
Des familles tsiganes ancrées sur le territoire :

- Excepté sur l'aire de Delle, la majorité des Gens du voyage présents sur les aires de Bavilliers, Belfort et Grandvillars stationnent principalement sur celles-ci.
- Toutes les familles ne sont pas domiciliées sur le Département du Territoire de Belfort.
- Des familles sont domiciliées sur le Doubs, principalement via les CCAS ou les associations représentatives des Gens du voyage.
- Pour les familles restantes, elles sont domiciliées sur les départements limitrophes : Moselle, Vosges, Bas Rhin, Haut Rhin, Haute Saône où plus éloignés comme le Nord, la Savoie ou la région parisienne.
- La majorité des familles ne pratique plus ou peu le voyage si ce n'est pour des visites familiales ou pendant la période estivale durant les pèlerinages catholiques ou les conventions évangéliques.
- Ces familles se considèrent différentes des « Gadjé » en maintenant des habitudes et des coutumes tsiganes.

29/03/21 11

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

Situation par rapport à l'emploi



29/03/21 12

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

Situation par rapport à l'emploi

- Il est à noter que la majorité des travailleurs indépendants bénéficient du RSA en complément de ressources à leur activité.

- Les jeunes générations n'ont pas su s'insérer professionnellement et elles n'ont que très rarement eu une activité salariée. Les jeunes sont freinés par la non maîtrise des savoirs de base, l'absence de formation professionnelle, des recherches d'emploi infructueuses et par des emplois ne correspondant pas à leurs aspirations

29/03/21 13

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

L'école, des relations particulières

	Grand Belfort Agglomération		Communauté de Communes du Sud Territoire		Ensemble des sites
	Aire de Bavilliers	Aire de Belfort	Aire de Delle	Aire de Grandvillars	
Ecole maternelle	1	0	0	0	1
Ecole élémentaire	2	1	1	0	4
Collège	0	0	0	0	0
CNED	1	0	1	0	2
Autre : formation	0	0	1	0	1
Instruction à domicile	0	0	1	0	1
Population	17	11	9	9	46

29/03/21

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

L'école, des relations particulières

- 69 % des enfants de moins de 16 ans sont scolarisés.
- 77% des enfants scolarisés sont à l'école primaire ou au CNED.

29/03/21 15

2/ Diagnostic/ Recensement des personnes et diagnostic social pour les aires d'accueil

Projet d'habitat

Au total **11 groupes familiaux** ont été recensés sur les aires d'accueil.

Parmi ces groupes, **7 portent un intérêt à un projet d'habitat**, alors que le travailleur social en charge du recueil de données sur le terrain est resté très prudent sur cette question, ne voulant pas créer de faux espoirs.

Les informations suivantes lui ont néanmoins été fournies :

- Quand ils sont énoncés, la majorité des projets portent sur un terrain familial,
- Une demande a été formulée pour la création d'un terrain familial sur l'aire d'accueil de Valdoie qui est actuellement fermée,
- Plusieurs Voyageurs seraient propriétaires de terrains, mais non viabilisés,
- Les familles qui stationnent sur l'aire de Grandvillars ne souhaitent pas la quitter. Ils ont fait la demande d'une modernisation des équipements.

29/03/21 16

2/ Diagnostic / Recensement des personnes sur les terrains communaux et terrains privés

- 37 familles ont été repérées sur les différents terrains communaux et privés, 30 familles ont accepté d'échanger avec l'association et 22 familles représentant 11 groupes familiaux ont accepté de répondre au diagnostic.
- 2 groupes familiaux représentant 6 familles stationnent sur des terrains communaux et 9 groupes familiaux représentant 16 familles stationnent sur des terrains privés.

29/03/21 17

2/ Diagnostic / Recensement des personnes sur les terrains communaux et terrains privés

- Sur les 22 familles rencontrées, de nombreuses familles souhaiteraient être accompagnées tant pour des besoins techniques d'aménagement de leur terrain que pour un accompagnement social complexe.
- Sur les 8 familles rencontrées et qui n'ont pas souhaité participer au diagnostic, les raisons invoquées étaient
  - le non besoin d'une intervention « tout se passe bien »,
  - se sont montrées discrètes,
  - et d'autres étaient absentes due à l'éloignement.

29/03/21 18

2/ Diagnostic / Recensement des personnes sur les terrains communaux et terrains privés

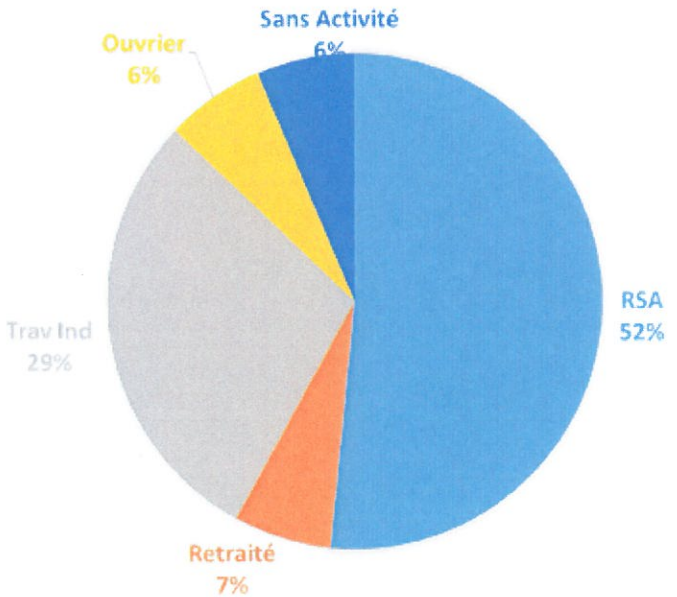
Une population jeune

	Terrains communaux	Terrains privés	Ensemble des terrains
Enfants – 3 ans	0	1	1
Enfants 3 à 5 ans	3	5	8
Enfants 6 à 15 ans	2	14	16
Adultes 16 à 24 ans	0	6	6
Adultes 25 à 60 ans	7	18	25
Adultes + de 60 ans	0	6	6
Population	12	50	62

29/03/21

terrains communaux et terrains privés

Situation par rapport à l'emploi



29/03/21

20

2/ Diagnostic / Recensement des personnes sur les terrains communaux et terrains privés

Situation par rapport à l'emploi

- Il est à noter que la majorité les travailleurs indépendants bénéficient du RSA en complément de ressources à leur activité.
- Deux personnes ont un CDI à temps plein: une femme est agent d'entretien, un homme est chauffeur poids lourd.

29/03/21 21

2/ Diagnostic / Recensement des personnes sur les terrains communaux et terrains privés

L'école, des relations particulières

	Terrains communaux	Terrains privés	Ensemble des terrains
Ecole maternelle	0	3	3
Ecole élémentaire	0	6	6
Collège	0	0	0
CNED	3	4	7
Autre : formation	0	1	1
Instruction à domicile	1	0	1
Population	12	50	62

- 62 % des enfants de moins de 16 ans sont scolarisés.
- 73% des enfants scolarisés sont en école primaire ou au CNED.

29/03/21

2/ Diagnostic / Problématique de santé

De nombreux problèmes de santé sont exprimés par les Gens du voyage :

- Diabète, Accident Vasculaire Cérébral, Infarctus, Cancer, Hernie discale, Sclérose en plaque, Déficience, Surdité, Cholestérol, Fragilité psychologique, etc.

- Les mauvaises conditions d'hygiène et l'insalubrité, le manque de sécurité et de confort sont des facteurs de risques importants sur les lieux d'accueil actuels.

- Sur le Département du Territoire de Belfort : 10,37% de la population Gens du voyage a plus de 60 ans, alors qu'en France en 2021 (source Insee), 26,84% de la population à plus de 60 ans.

29/03/21 23

2/ Diagnostic / Peu d'implication dans la Ville

- Les familles Gens du voyage se considèrent différentes du reste de la population ne serait-ce que par leur mode de vie.

- Stationner sur une aire d'accueil ne facilite ni l'inclusion ni les échanges, malgré des séjours de longue durée.

- Il semblerait qu'une implantation plus durable sur des terrains communaux ou privés n'améliore pas la situation: les Gens du voyage ne sont pas reconnus comme habitants d'un territoire.

29/03/21 24

2/ Diagnostic / Le stationnement illicite

Nous avons aussi à repérer des stationnements temporaires de Gens du voyage sur des terrains illicites de certaines communes du Département du Territoire de Belfort.

- Ces familles seraient de passage pour rencontrer des membres de la famille avant de se rendre à des pèlerinages.
- Les communes d'ANJOUTEY et de CHATENOIS LES FORGES ont été amenées à prendre des arrêtés d'interdiction de stationnement suite à différents incidents.
- Il est à noter la baisse des stationnements illicites en 2020 due à la Covid-19.

29/03/21 25

3/ Conclusion / Préconisations

Sur l'ensemble des personnes rencontrées, 22 groupes familiaux ont accepté de participer à ce diagnostic ce qui correspond à 50% sur les aires d'accueil et 50% sur les différents terrains du département du territoire de Belfort.

Les 22 groupes familiaux représentent :

- Une population de 111 personnes, 44% sur les aires d'accueil et 66 % sur les différents terrains.
- 38 familles, soit 16 sur les aires d'accueil et 22 sur les différents terrains.

- Le diagnostic révèle que de nombreuses familles ont besoin d'être accompagnées dans leur projet d'habitat, qu'elles stationnent sur les aires d'accueil ou des terrains.

- Plus globalement, l'accompagnement social et sanitaire des Gens du voyage mériterait d'être renforcé sur ce département.

29/03/21 26

3/ Conclusion / Préconisations

Toutes les communes du Département du Territoire de Belfort ont été contactées, 70 % d'entre elles ont apportées leur contribution au diagnostic:

- Il est à signaler peu de stationnement illicite sur le Département du Territoire de Belfort
- Le diagnostic révèle des manques d'équipements et de mise en conformité sur des terrains familiaux
- Des élus ont apprécié d'avoir été contactés par l'association et de découvrir les actions développées par celle-ci.

Il est à noter que notre association a été bien accueillie sur le Département du Territoire de Belfort.

Pour autant, nous pensons que pour une pleine réussite d'ancrage et d'inclusion des Gens du voyage sur leurs territoires respectifs, il est indispensable d'associer davantage les familles.

29/03/21 27

3/ Conclusion / Préconisations

- Le Comité de pilotage mis en place pour le suivi du présent diagnostic a montré tout l'intérêt de réunir l'ensemble des partenaires concernés.
- Le groupe de travail ainsi constitué a permis de croiser les informations et les points de vue et de faire évoluer le regard porté sur les Gens du voyage.
- Il a montré tout l'intérêt de réfléchir collectivement aux réponses les plus adaptées aux besoins constatés sur le terrain.
- Il serait intéressant de continuer à le faire vivre sous une forme nouvelle.

29/03/21 28

3/ Conclusion / Préconisations

L'association FC Gens du voyage-Gadje est partie prenante pour poursuivre la dynamique engagée avec les partenaires, autour de trois objectifs stratégiques :

- Fédérer autour d'une structure de médiation,
- Accompagner les familles vers une inclusion sociale,
- Prendre en considération les orientations du nouveau schéma départemental, notamment pour l'amélioration des conditions de vie des Voyageurs.

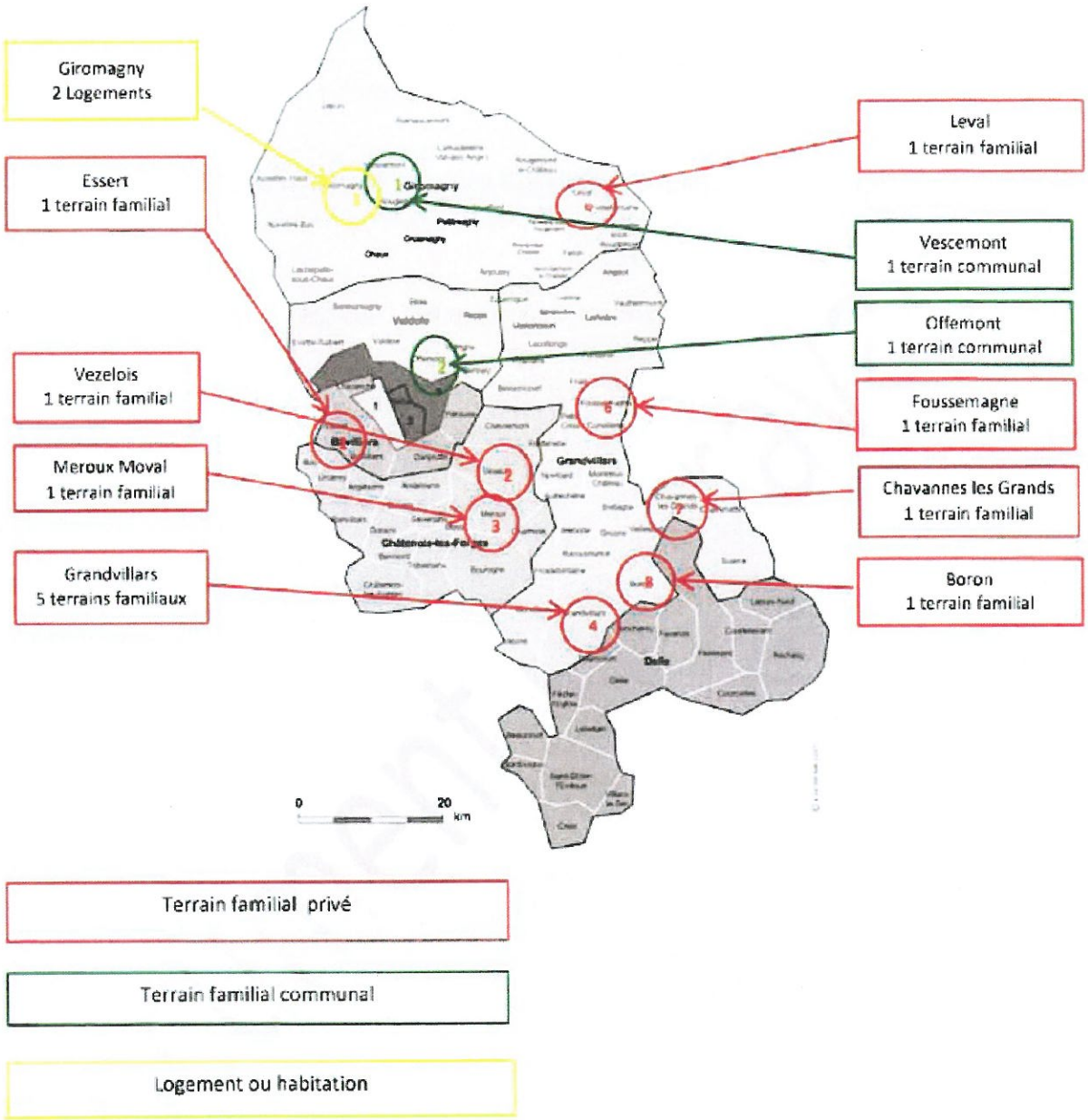
Un tel engagement suppose bien sûr des moyens financiers qu'il conviendra de rechercher, si ce projet rencontre l'adhésion des uns et des autres.

29/03/21

29

Annexe 7 : recensement terrains privés et communaux

❖ **Population recensée sur terrains communaux, terrains privés, en logement ou habitation sur le Département du Territoire de Belfort :**



La loi du 5 juillet 2000 (article 1 II 7ème alinéa) impose un recensement des terrains privés (voir ci-dessus), pas de recensement de terrains mis à disposition des gens du voyage par leurs employeurs.

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-64

Approbation du compte de gestion 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Ian BOUCARD - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-64

de M. Sébastien VIVOT
1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction des Finances

Références : SV/RB/CN/JMG/VB
Code matière : 7.1

***Objet* : Approbation du compte de gestion 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey**

Monsieur le Trésorier du service de gestion comptable Belfort 1 assurant la tenue de la comptabilité de la Ville de Belfort nous a transmis les comptes de gestion (budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey) pour l'exercice 2020.

Le compte de gestion regroupant le budget principal et les budgets annexes de la Ville de Belfort doit être approuvé préalablement au vote du compte administratif.

Les résultats figurant dans les documents transmis concordent avec ceux constatés au compte administratif de la Ville de Belfort et des budgets annexes CFA et lotissement secteur Dorey (Voir tableaux en annexés).

Le documents transmis n'appellent ni observation, ni réserve de notre part.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver les comptes de gestion 2020 du budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey, présentés par Monsieur le Trésorier du service de gestion comptable Belfort 1.

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les différents comptes de gestion.

Pour	37	
Contre	0	
Suffrages exprimés	37	
Abstentions	1	M. René SCHMITT.
Ne prend pas part au vote	4	Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14027-DE-1-1

Comparaison compte de gestion – Compte administratif : Ville de Belfort (en €)

COMPARATIF COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020 - VILLE

INVESTISSEMENT				
	chapitre	COMPTE ADMINISTRATIF	COMPTE DE GESTION	ECART
DEPENSES	10	532 897,67	532 897,67	0
	13	-	-	0
	16	8 027 856,90	8 027 856,90	0
	20	494 248,03	494 248,03	0
	204	250 517,83	250 517,83	0
	21	2 802 332,37	2 802 332,37	0
	23	8 968 173,21	8 968 173,21	0
	26	-	-	0
	27	600 000,00	600 000,00	0
	040	307 917,34	307 917,34	0
	041	235 336,36	235 336,36	0
	001	-	-	0
	TOTAL	**22 219 279,71**	**22 219 279,71**	**0**
RECETTES	10	10 338 459,65	10 338 459,65	0
	13	1 951 981,56	1 951 981,56	0
	16	4 002 187,46	4 002 187,46	0
	21	6 222,00	6 222,00	0
	23	80 612,93	80 612,93	0
	27	-	-	0
	458203	-	-	0
	024	-	-	0
	021	-	-	0
	040	4 375 758,01	4 375 758,01	0
	041	235 336,36	235 336,36	0
	TOTAL	**20 990 557,97**	**20 990 557,97**	**0**
FONCTIONNEMENT				
	chapitre	COMPTE ADMINISTRATIF	COMPTE DE GESTION	ECART
DEPENSES	011	11 673 879,96	11 673 879,96	0
	012	35 501 711,49	35 501 711,49	0
	014	89 372,06	89 372,06	0
	65	8 460 929,30	8 460 929,30	0
	66	1 032 203,93	1 032 203,93	0
	67	378 762,04	378 762,04	0
	68	-	-	0
	023	-	-	0
	042	4 375 758,01	4 375 758,01	0
	TOTAL	**61 512 616,79**	**61 512 616,79**	**0**
RECETTES	013	293 530,04	293 530,04	0
	70	5 045 016,69	5 045 016,69	0
	73	42 943 424,53	42 943 424,53	0
	74	22 970 833,26	22 970 833,26	0
	75	424 190,72	424 190,72	0
	76	59 658,24	59 658,24	0
	77	1 277 516,97	1 277 516,97	0
	78	40 900,00	40 900,00	0
	042	307 917,34	307 917,34	0
	002	-	-	0
	TOTAL	**73 362 987,79**	**73 362 987,79**	**0**

Comparaison compte de gestion – Compte administratif : CFA (en €)

COMPARATIF COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020 - CFA

INVESTISSEMENT				
	chapitre	COMPTE ADMINISTRATIF	COMPTE DE GESTION	ECART
DEPENSES	10	9 608,17	9 608,17	0
	16	76 986,45	76 986,45	0
	20	8 128,80	8 128,80	0
	21	40 146,43	40 146,43	0
	23	80 975,65	80 975,65	0
	040	104 733,11	104 733,11	0
	total	**320 578,61**	**320 578,61**	**0**
RECETTES	10	63 449,86	63 449,86	0
	13	74 394,11	74 394,11	0
	16	-	-	0
	021	-	-	0
	040	104 777,37	104 777,37	0
	total	**242 621,34**	**242 621,34**	**0**
FONCTIONNEMENT				
	chapitre	COMPTE ADMINISTRATIF	COMPTE DE GESTION	ECART
DEPENSES	011	299 403,65	299 403,65	0
	012	1 744 432,43	1 744 432,43	0
	65	40 383,79	40 383,79	0
	66	13 884,56	13 884,56	0
	67	409,42	409,42	0
	68	631,00	631,00	0
	023	-	-	0
	042	104 777,37	104 777,37	0
	total	**2 203 922,22**	**2 203 922,22**	**0**
RECETTES	013	4 440,92	4 440,92	0
	70	5 201,22	5 201,22	0
	73	483,97	483,97	0
	74	1 928 941,37	1 928 941,37	0
	75	18 598,88	18 598,88	0
	77	289,61	289,61	0
	042	104 733,11	104 733,11	0
	total	**2 062 689,08**	**2 062 689,08**	**-**

Comparaison compte de gestion – Compte administratif : Lotissement Secteur Dorey (en €)

COMPARATIF COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020
LOTISSEMENT SECTEUR DOREY

INVESTISSEMENT				
	chapitre	COMPTE ADMINISTRATIF	COMPTE DE GESTION	ECART
DEPENSES	16	-	-	0
	20	-	-	0
	21	-	-	0
	23	-	-	0
	040	-	-	0
	total	-	-	0
RECETTES	10	-	-	0
	13	-	-	0
	16	-	-	0
	021	-	-	0
	040	-	-	0
	total	-	-	0
FONCTIONNEMENT				
	chapitre	COMPTE ADMINISTRATIF	COMPTE DE GESTION	ECART
DEPENSES	011	-	-	0
	012	-	-	0
	65	-	-	0
	66	-	-	0
	67	-	-	0
	68	-	-	0
	023	-	-	0
	042	-	-	0
	total	-	-	0
	70	-	-	0
RECETTES	73	-	-	0
	74	-	-	0
	75	-	-	0
	77	-	-	0
	042	-	-	0
	total	-	-	-

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-65

Approbation du compte administratif de la Ville de Belfort 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement Secteur Dorey

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents :

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance : M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-65

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction des Finances

Références : SV/RB/CN/JMG/VB
Code matière : 7.1

Objet : Approbation du compte administratif de la Ville de Belfort 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement Secteur Dorey

Conformément aux dispositions de l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal est tenu de se prononcer sur le compte administratif avant le 30 juin de l'exercice suivant, afin d'arrêter les comptes de l'exercice.

La maquette retraçant les opérations comptables réalisées lors de l'exercice 2020 vous a été transmise. Vous y trouverez en annexe divers documents : il s'agit principalement de la présentation croisée par Nomenclature Fonctionnelle des Administrations (NFA), des états de la dette et des garanties d'emprunts, des états de variation du patrimoine, de la liste des concours attribués à des tiers, en nature ou en subventions, des états des provisions...

Le rapport de synthèse ci-dessous a pour vocation de vous en présenter les chiffres et les faits marquants.

Conformément à l'article L.2121-14 du code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil municipal de désigner un de ses membres pour présider la séance pendant l'examen du compte administratif et de procéder à son adoption, en dehors de la présence de Monsieur le Maire.

Sous la présidence de Monsieur Sébastien VIVOT, 1er Adjoint au maire,

En dehors de la présence de Monsieur Damien MESLOT, Maire, et après débat,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'adopter le compte administratif 2020 de la Ville de Belfort comprenant le budget principal et les budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey.

Pour	32	
Contre	7	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Suffrages exprimés	39	
Abstentions	1	Mme Jacqueline GUIOT.
Ne prend pas part au vote	2	M. Damien MESLOT, Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

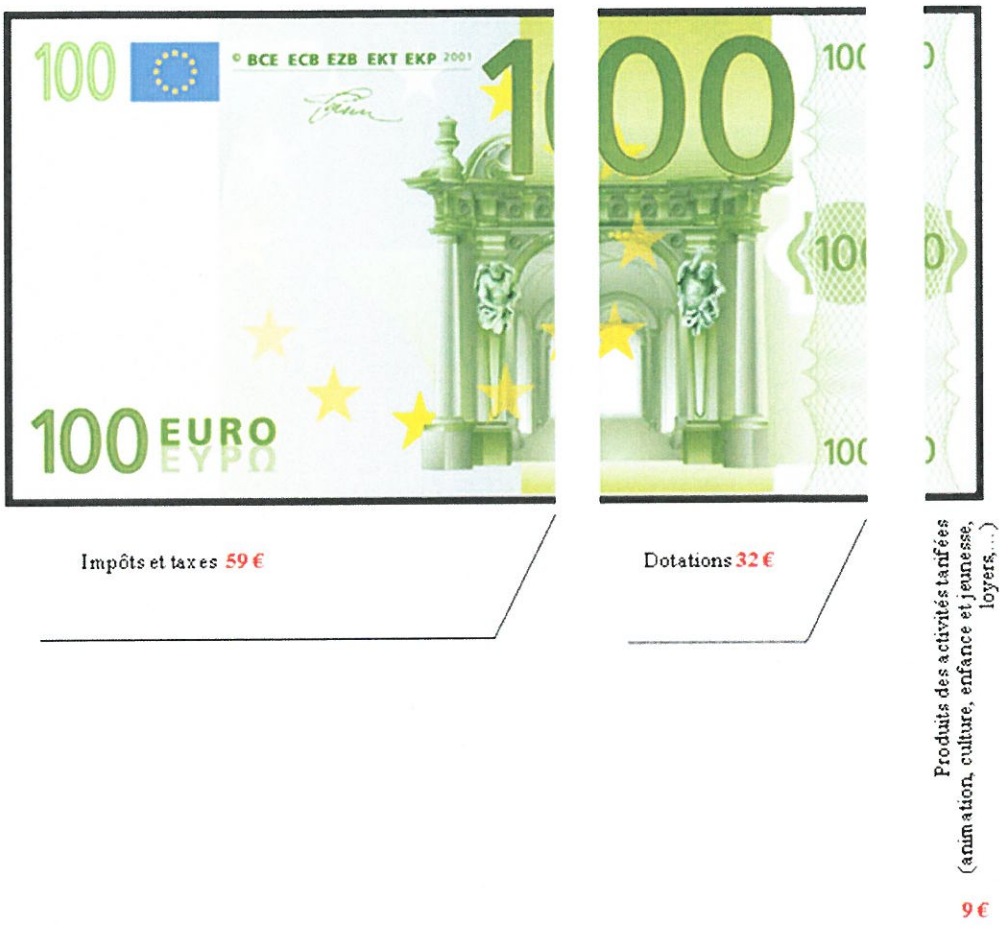
Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14116-DE-1-1

Répartition pour 100 € de recettes réelles de fonctionnement



Répartition pour 100 € de dépenses réelles de fonctionnement



A. L'équilibre général

En 2020, l'exécution des dépenses et des recettes s'est soldé par un excédent global de clôture de 4 686 834,71 €.

CA 2020 (en €)

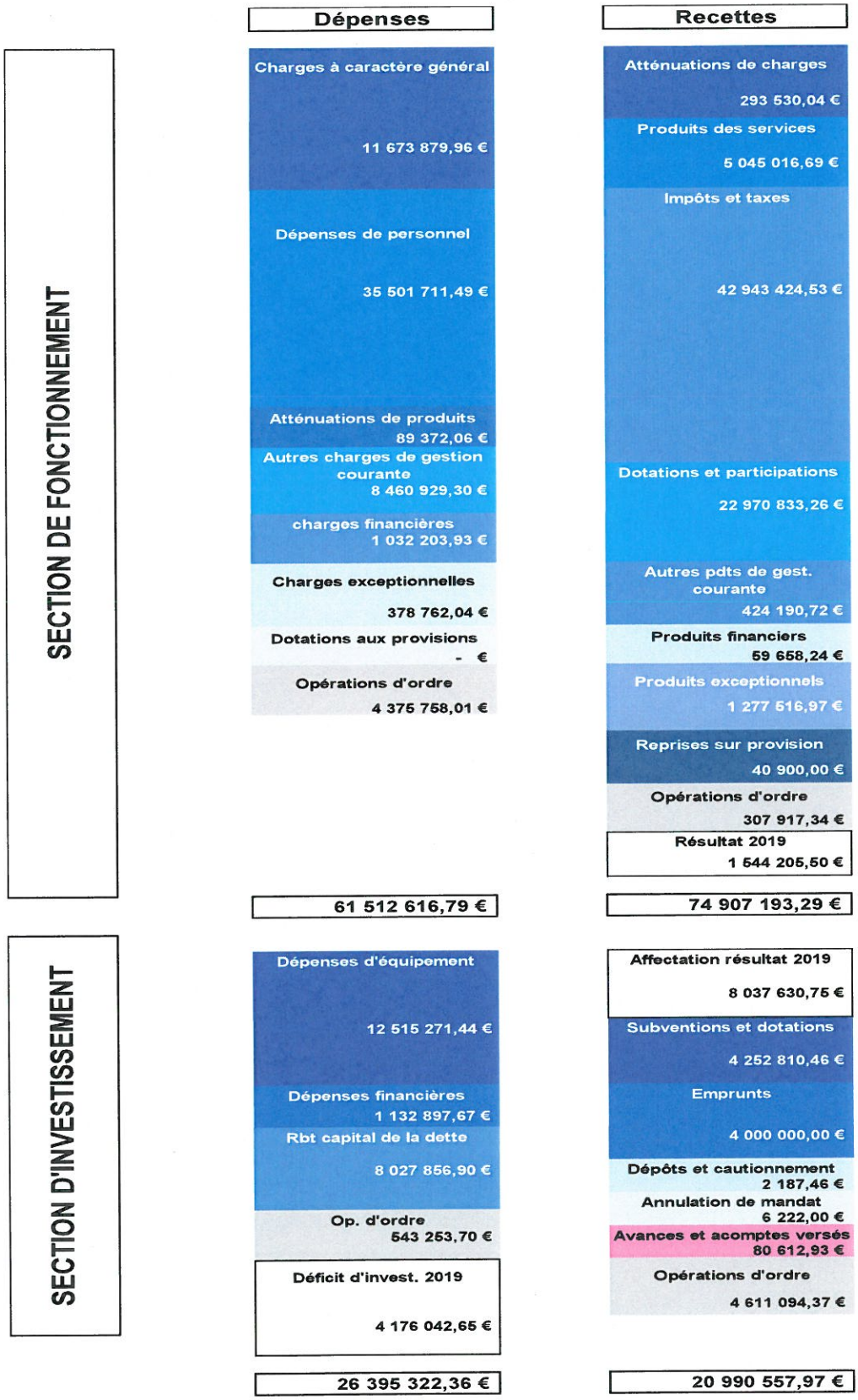
Montant en euros	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAUX	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Mouvements réels 2020	57 136 858,78	73 055 070,45	21 676 026,01	16 379 463,60	78 812 884,79	89 434 534,05
reprise du résultat 2019		1 544 205,50	4 176 042,65		4 176 042,65	1 544 205,50
Sous-total					**82 988 927,44**	**90 978 739,55**
Mouvements d'ordre	4 375 758,01	307 917,34	543 253,70	4 611 094,37	4 919 011,71	4 919 011,71
Sous-total					**87 907 939,15**	**95 897 751,26**
Reports			6 596 206,60	3 293 229,20	6 596 206,60	3 293 229,20
Sous-total					**94 504 145,75**	**99 190 980,46**
Résultat disponible après reports						**4 686 834,71**

Détail des soldes intermédiaires d'exécution :

Recettes de fonctionnement 2020	73 362 987,79 €		
Dépenses de fonctionnement 2020	61 512 616,79 €		
		résultat 2020	11 850 371,00 €
		reprise du résultat 2019	1 544 205,50 €
		solde d'éxécution en fonctionnement	13 394 576,50 €
Recettes d'investissement 2020	20 990 557,97 €		
Dépenses d'investissement 2020	22 219 279,71 €		
		résultat 2020	-1 228 721,74 €
		reprise du résultat 2019	-4 176 042,65 €
		solde d'éxécution en investissement	-5 404 764,39 €
Restes à réaliser en recettes	3 293 229,20 €		
Restes à réaliser en dépenses	6 596 206,60 €		
		solde des restes à réaliser 2020	-3 302 977,40 €
		Solde d'éxécution	4 686 834,71 €

L'affectation de l'excédent sera traitée dans une délibération spécifique.

Synthèse des Dépenses et des Recettes 2020



Détail des opérations d'ordre

Dépenses	Recettes
Dotations aux amortissements 3 125 497,51 € Dépenses de fonctionnement	**Amortissements** 3 125 497,51 € Recettes d'investissement

Les dotations aux amortissements constatent la dépréciation des biens mobiliers. C'est une charge de fonctionnement qui produit une recette d'investissement.

Reprise sur subventions 41 471,00 € Dépenses d'investissement	**Reprise sur subventions** 41 471,00 € Recettes de fonctionnement

Opération de reprise des subventions concernant les biens amortissables.

Opérations sur cessions 1 250 260,50 € Dépenses de fonctionnement	**Opérations sur cessions** 251 850,86 € Recettes de fonctionnement
Opérations sur cessions 251 850,86 € Dépenses d'investissement	**Opérations sur cessions** 1 250 260,50 € Recettes d'investissements

Opérations comptables enregistrant la sortie des biens de l'actif et les + ou - values

Travaux en régie 14 595,48 € Dépenses d'investissement	**Travaux en régie** 14 595,48 € Recettes de fonctionnement

Les travaux en régie constatent les dépenses d'investissement réalisées directement par les agents de la Ville de Belfort.

Opérations patrimoniale 235 336,36 € Dépenses d'investissement	**Opérations patrimoniale** 235 336,36 € Recettes d'investissement

Opérations sous mandat ou pour le compte de tiers au sein de la section d'investissement

Total fonctionnement	4 375 758,01 €	307 917,34 €
Total investissement	543 253,70 €	4 611 094,37 €
Total Opérations d'ordre	**4 919 011,71 €**	**4 919 011,71 €**

B. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

B.1 Structure et évolution des dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent **à 57 136 858,78 €**. Elles baissent de **– 4 872 136,81 €** par rapport à l'année 2019, soit **– 7,86 %**.

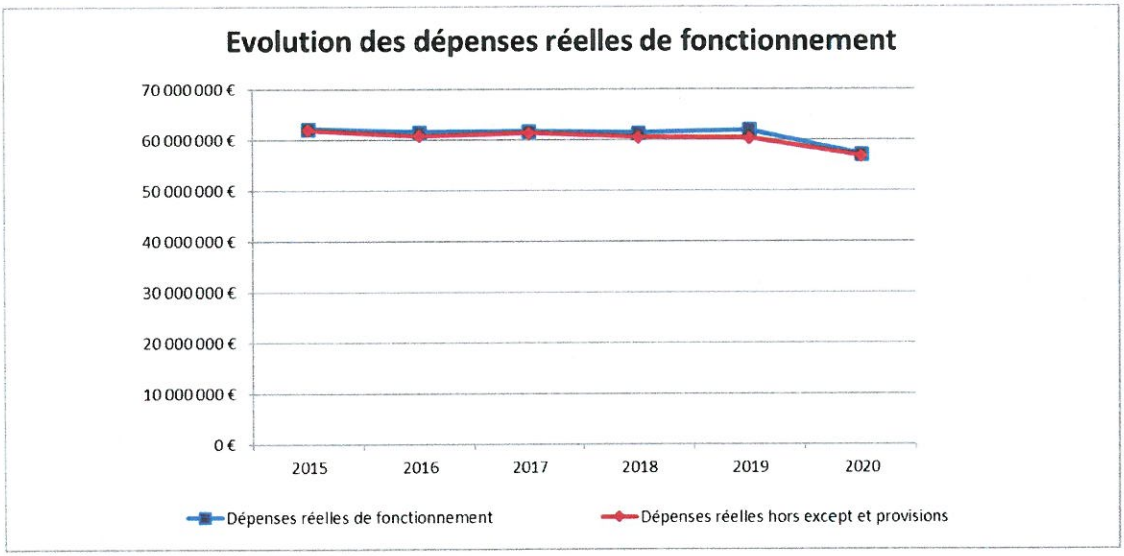
		CA 2018	CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
					En valeur	En %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	14 350 007,22 €	14 710 840,00 €	11 673 879,96 €	-3 036 960,04 €	-20,64%
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	36 640 062,29 €	36 328 587,25 €	35 501 711,49 €	-826 875,76 €	-2,28%
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	110 516,38 €	121 573,33 €	89 372,06 €	-32 201,27 €	-26,49%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	8 140 191,33 €	8 025 494,36 €	8 460 929,30 €	435 434,94 €	5,43%
DEPENSES DE GESTION COURANTE		**59 240 777,22 €**	**59 186 494,94 €**	**55 725 892,81 €**	**-3 460 602,13 €**	**-5,85%**
66	CHARGES FINANCIERES	1 243 954,40 €	1 142 561,48 €	1 032 203,93 €	-110 357,55 €	-9,66%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	278 295,87 €	1 415 300,17 €	378 762,04 €	-1 036 538,13 €	-73,24%
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS	579 000,00 €	264 639,00 €	0,00 €	-264 639,00 €	-100,00%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**61 342 027,49 €**	**62 008 995,59 €**	**57 136 858,78 €**	**-4 872 136,81 €**	**-7,86%**
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	3 284 331,29 €	4 331 648,84 €	4 375 758,01 €	44 109,17 €	1,02%
OPERATIONS ORDRE		**3 284 331,29 €**	**4 331 648,84 €**	**4 375 758,01 €**	**44 109,17 €**	**1,02%**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**64 626 358,78 €**	**66 340 644,43 €**	**61 512 616,79 €**	**-4 828 027,64 €**	**-7,28%**

La baisse globale des dépenses de fonctionnement s'explique essentiellement par les effets de la crise sanitaire sur l'ensembles des coûts, avec une diminution très importante des charges à caractère général de 3 M€ à laquelle s'ajoute une diminution des charges de personnel de 826 K€.

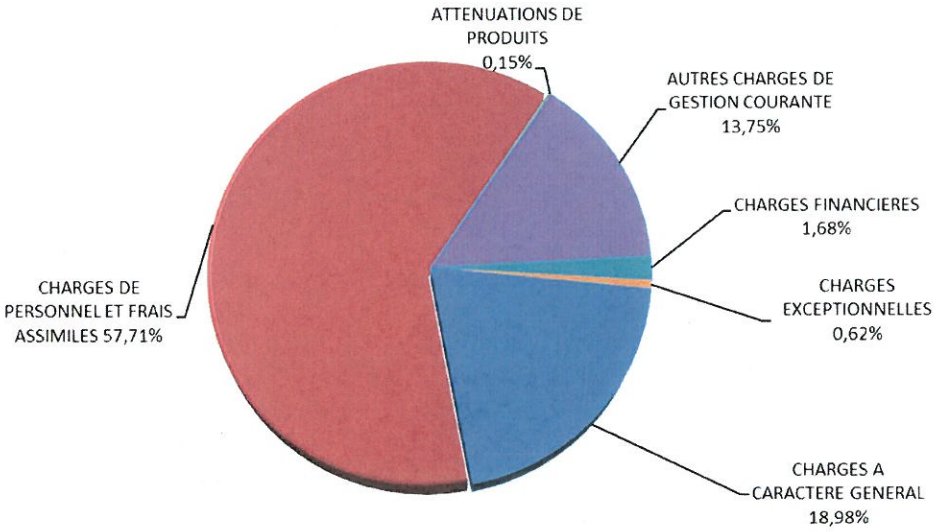
Cette évolution, purement conjoncturelle, est une conséquence de la crise sanitaire :
- L'annulation de nombreux événements phare de la vie belfortaine (FIMU, Mois Givré...).
- La fermeture de certains équipements municipaux (crèches, écoles, gymnases...).
- Le ralentissement des activités des services.

Cette évolution est atténuée par une augmentation des autres charges de gestion courante et notamment des participations de la Ville de Belfort au CFA et au CCAS.

La baisse des charges exceptionnelles s'explique par les opérations de dissolution du SMAGA comptabilisées en 2019.



Les principales évolutions sont analysées au sein de chaque chapitre.



B.2 Les charges à caractère général (chapitre 011)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
CHARGES A CARACTERE GENERAL	12 841 172,22 €	12 135 147,12 €	12 453 841,01 €	14 350 007,22 €	14 710 840,00 €	11 673 879,96 €
Evolution en €	-	-706 025,10 €	318 693,89 €	1 896 166,21 €	360 832,78 €	-3 036 960,04 €
Evolution en %	-	-5,50%	2,63%	15,23%	2,51%	-20,64%

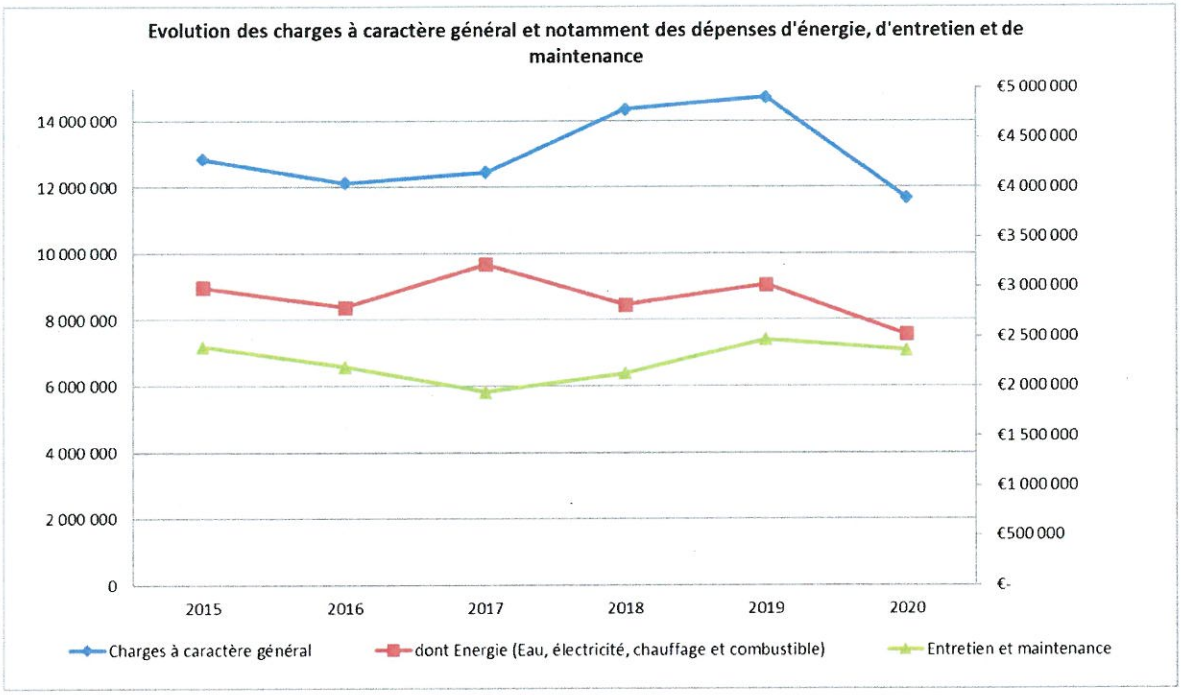
Les charges à caractère général s'élèvent en 2020 à **11 673 879,96 €.** Elles baissent de – **3 036 960,04 €** soit **- 20,64 %.**

Cette évolution est une conséquence de la crise sanitaire et liée à l'annulation :

- Des évènements de grande envergure tels que le FIMU (- 465K€) et le Mois givré (- 483 K€).
- Des animations et manifestations culturelles : Mois de la Photo, Mois du Livre, Belflorissimo, carnaval, Festival d'Histoire vivante, Fête nationale du 14 juillet, les vœux aux belfortains…
- Des manifestations et activités sportives : Enduro VTT, Belfort Rétro festival, 10kms de Belfort, Tour du Territoire de Belfort, Compétition de canoé Kayak, meeting d'athlétisme, Hauts de Belfort…

Dans le même temps, des dépenses supplémentaires ont été constatées comme l'achat de masques destinés à la population pour 243 K€, ou l'achat de matériel pour la mise en place d'un dispositif d'accueil du public respectant les normes sanitaires (bibliothèque par exemple).

Le pic observable en 2018 correspond à l'intégration du budget annexe de la cuisine centrale dans le budget principal (+ 1,47 M€).



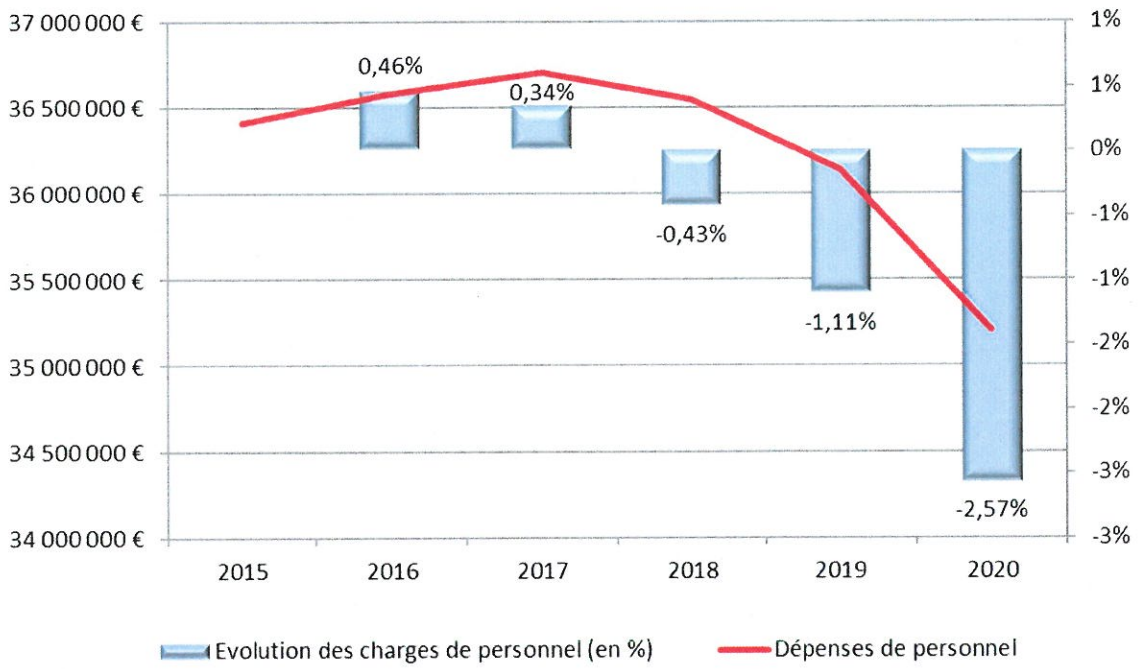
- Les dépenses de fluides et d'entretien constituent un tiers des charges à caractère général. Ces deux postes budgétaires ont enregistré des évolutions limitées entre 2014 et 2019. La baisse de - 789 K€, observée sur les dépenses liées aux fluides et à l'entretien s'explique notamment par la réduction de l'activité du service maintenance et la fermeture de certains équipements municipaux (crèches, halte-garderie, écoles…) suite aux mesures de confinement prises au printemps 2020.

B.3 Les dépenses de personnel (chapitre 012)

Les charges de personnel s'élèvent à **35 501 711,49 €.** Elles diminuent de **-826 875,76 €**, soit **-2,28%.** Elles représentent le principal poste des dépenses de fonctionnement.

La crise sanitaire a eu un impact sur l'emploi de vacataires. Elle a accentué un mouvement structurel de diminution des charges de personnel, qui atteignent leur niveau le plus bas depuis 2015 (-900 K€ soit -2,57 %).

Evolution des dépenses de personnel



Chapitre	Libellés chapitres	2015	2016	2017	2018	2019	2020
012	CHARGES DE PERSONNEL	36 982 947,54	36 983 873,72	36 898 411,36	36 640 062,29	36 328 587,25	35 501 711,49
013	ATTÉNUATIONS DE CHARGES DE FONCTIONNEMENT	572 235,14	404 988,06	194 614,80	95 643,05	191 585,79	293 530,04

TOTAL	36 410 712,40	36 578 885,66	36 703 796,56	36 544 419,24	36 137 001,46	35 208 181,45
Evolution en €		168 173,26	124 910,90	-159 377,32	-407 417,78	-928 820,01
Evolution en %		0,46%	0,34%	-0,43%	-1,11%	-2,57%

Les dépenses de personnel nettes tiennent compte du remboursement des indemnités journalières par la CPAM (30 K€), des remboursements d'organismes sociaux (51 K€) et des remboursements de charges constatés dans le cadre de mise à disposition de personnel (209 K€).

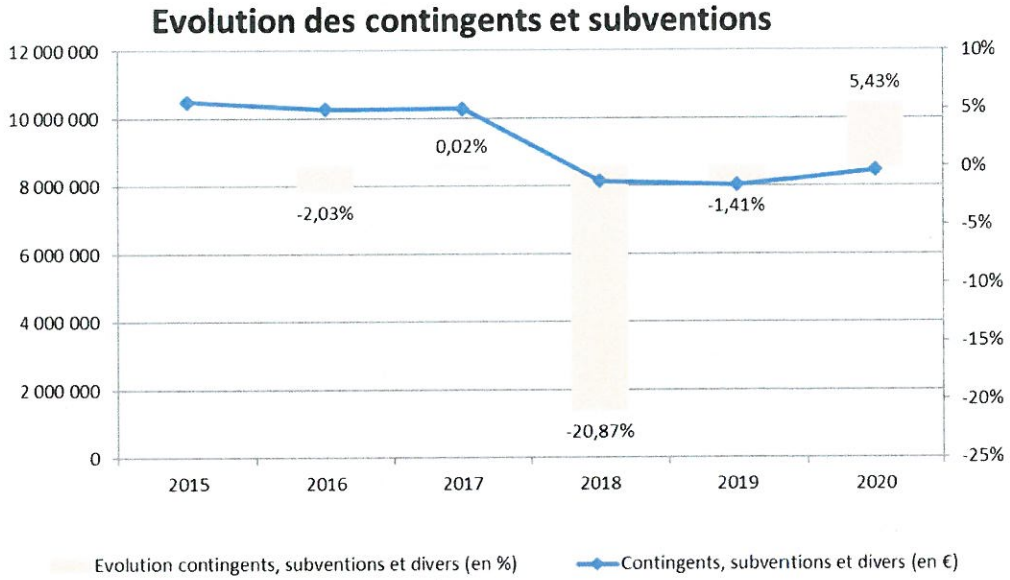
La progression enregistrée à partir de 2019 (+ 95 K€) correspond au remboursement de la mise à disposition de personnel effectué à la Maison de Quartier du Centre-Ville, ainsi qu'à l'association Cinéma d'Aujourd'hui dans le cadre du festival Entrevues.

En 2020, ce montant progresse suite à la mise à disposition d'un agent au profit de la commune de Trévenans, afin d'exercer les fonctions d'agent d'état civil et d'un autre agent auprès du Syndicat Intercommunal de la Fourrière du Territoire de Belfort pour assurer des fonctions administratives.

B.4 Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Les autres charges de gestion courante correspondent principalement aux contingents et participations, aux subventions aux associations et aux indemnités des élus.

Leur montant s'élève **8 460 929,30 €,** en progression de **+ 435 434,94 €,** soit **+ 5,43 %**.



L'augmentation des dépenses constatées au chapitre 65, s'explique par l'augmentation de:

- La subvention versée au CCAS (+ 316 K€).
- La participation de la Ville de Belfort aux charges du budget du CFA (+ 150 K€).
- La participation aux écoles privées dans le cadre de l'école obligatoire dès 3 ans (+ 102 K€).

Malgré la crise sanitaire, la Ville de Belfort a su maintenir en 2020, sa politique de soutien aux associations à un niveau élevé (3,8 M€).

Quelques postes diminuent entre 2019 et 2020 parmi lesquels :

- Une diminution des reversements du produit des locations de salle aux CSC, MQ et OIKOS (- 35K€).
- Le non versement de subventions de projet ou de manifestation en raison de leur annulation.

B.5 Les charges financières (chapitre 66)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Charges financières	1 553 784,37 €	1 299 428,49 €	1 539 961,96 €	1 243 954,40 €	1 142 561,48 €	1 032 203,93 €
Evolution en €	-	-254 355,88 €	240 533,47 €	-296 007,56 €	-101 392,92 €	-110 357,55 €
Evolution en %	-	-16,37%	18,51%	-19,22%	-8,15%	-9,66%

Le montant des intérêts de la dette diminue de **-110 367,55 €** par rapport à 2019. La Ville de Belfort bénéficie d'emprunts souscrits à des taux d'intérêt bas.

B.6 Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

Les charges exceptionnelles diminuent de **– 1 036 538,13 €**, soit **- 73,24 %.**

Elles sont constituées notamment par :

- La participation au déficit versée aux fermiers dans le cadre de Délégations de Services Publics (ATRIA pour 200 K€ et Train touristique pour 51 K€).
- Les annulations de titres sur exercices antérieurs (22 K€).

Pour mémoire, la forte augmentation des dépenses exceptionnelles en 2019, s'explique par les opérations de liquidation du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion de l'Aéroparc (SMAGA).

Face à la crise sanitaire, la Ville de Belfort a mis en place des mesures d'exonération destinées à soutenir entre autre le tissu économique parmi lesquelles :

- Exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour soutenir les commerçants.
- Exonération de 4 mois de loyer pour les locaux loués par des professionnels (Conseil Municipal du 16 juillet et 17 décembre).

Dépenses exceptionnelles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	*Ecart 2020-2019*	*Ecart en % 2020-2019*
Participation déficit affermage	195 736,00 €	243 114,00 €	249 184,00 €	253 557,60 €	256 299,67 €	250 846,61 €	-5 453,06 €	-2,13%
Titres annulés	26 186,70 €	255 733,12 €	81 585,93 €	21 891,57 €	37 340,39 €	21 724,30 €	-15 616,09 €	-41,82%
Divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 174,06 €	190,46 €	0,00 €	-190,46 €	-100,00%
déficit budgets annexes	0,00 €	253 200,47 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Subventions exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67 635,43 €	67 635,43 €	
charges exceptionnelles	25 732,05 €	970,01 €	8 711,95 €	1 672,64 €	1 121 469,65 €	38 555,70 €	-1 082 913,95 €	-96,56%
TOTAL	247 654,75 €	753 017,60 €	339 481,88 €	278 295,87 €	1 415 300,17 €	378 762,04 €	**-1 036 538,13 €**	**-73,24%**

B.7 Les provisions

Fin 2020, seules demeurent :

- Une provision pour risques juridiques (300 K€).
- Une provision pour créances impayés (125 K€).

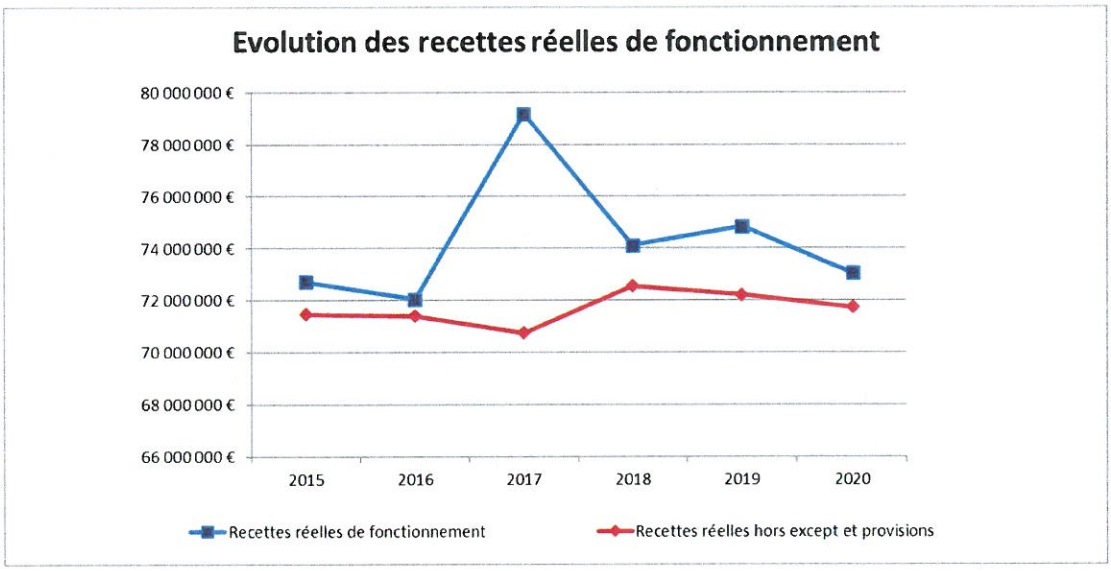
C. Les Recettes de Fonctionnement

C.1 Structure et évolution des recettes réelles de fonctionnement :

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à **73 055 070,45 €.** Elles diminuent de **– 1 782 739,43 €** par rapport à l'année 2019, soit **-2,38 %.**

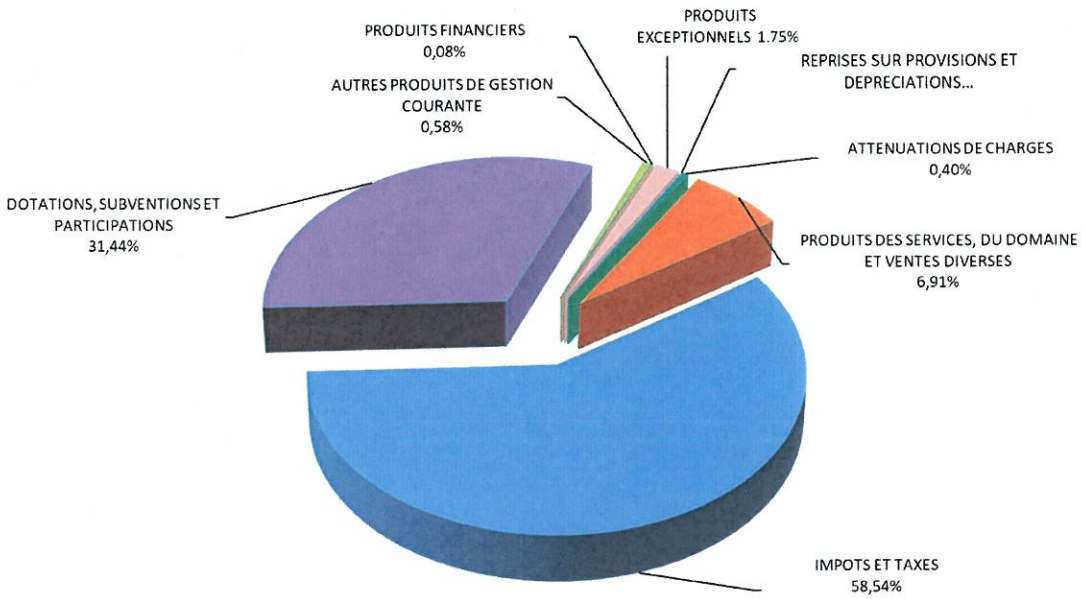
		CA 2018	CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
					En valeur	En %
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	95 643,05 €	191 585,79 €	293 530,04 €	101 944,25 €	53,21%
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	5 032 813,72 €	6 139 668,26 €	5 045 016,69 €	-1 094 651,57 €	-17,83%
73	IMPOTS ET TAXES	44 124 486,14 €	42 921 408,45 €	42 943 424,53 €	22 016,08 €	0,05%
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	22 713 065,88 €	22 416 623,51 €	22 970 833,26 €	554 209,75 €	2,47%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	577 613,12 €	523 637,76 €	424 190,72 €	-99 447,04 €	-18,99%
RECETTES DE GESTION COURANTE		**72 543 621,91 €**	**72 192 923,77 €**	**71 676 995,24 €**	**-515 928,53 €**	**-0,71%**
76	PRODUITS FINANCIERS	12 393,10 €	29 233,72 €	59 658,24 €	30 424,52 €	104,07%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 570 163,68 €	2 197 013,39 €	1 277 516,97 €	-919 496,42 €	-41,85%
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00 €	418 639,00 €	40 900,00 €	-377 739,00 €	-90,23%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**74 126 178,69 €**	**74 837 809,88 €**	**73 055 070,45 €**	**-1 782 739,43 €**	**-2,38%**
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	365 357,59 €	288 235,22 €	307 917,34 €	19 682,12 €	6,83%
OPERATIONS ORDRE		**365 357,59 €**	**288 235,22 €**	**307 917,34 €**	**19 682,12 €**	**6,83%**
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**74 491 536,28 €**	**75 126 045,10 €**	**73 362 987,79 €**	**-1 763 057,31 €**	**-2,35%**

Les recettes réelles de fonctionnement sont en forte baisse en 2020 (- 1 782 K€) dont plus d'1 M€ concernent les produits des services et du domaine de la collectivité. Cette évolution est la conséquence de la crise sanitaire qui a fortement impacté l'année 2020.



Les variations observées aux chapitres 70 et 73 en 2019 s'expliquent par le changement des imputations des recettes de stationnement imposé par l'instruction budgétaire M 14.

REPARTITION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT



C.1.1 Les impôts et les taxes (chapitre 73) :

Les recettes fiscales représentent 59% des recettes réelles de fonctionnement de la Ville de Belfort. Elles s'élèvent à **42 943 424,53 €**. Leur niveau évolue peu entre 2019 et 2020. Elles progressent seulement de **+ 22 016,08 €.** La dynamique des bases est atténuée par une baisse de la fiscalité reversée et des droits de place.

Evolution des recettes de fiscalité directe locale 2015 - 2020

Libellé article	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution en €	Evolution en %
Taxes foncières et d'habitation	**22 098 391 €**	**22 108 231 €**	**22 022 876 €**	**22 565 532 €**	**22 982 428 €**	**23 387 139 €**	**404 711 €**	**1,76%**
Produits TH	*10 036 170 €*	*9 775 829 €*	*9 621 163 €*	*9 766 602 €*	*10 063 812 €*	*10 156 549 €*	92 737 €	**0,92%**
Produits THLV	*223 018 €*	*262 392 €*	*269 135 €*	*341 956 €*	*303 236 €*	374 518 €	71 282 €	23,51%
dégrèvement THLV	*47 896 €*	*82 002 €*	*177 419 €*	*86 714 €*	*94 820 €*	69 795 €	-25 025 €	-26,39%
produits net THLV	*175 122 €*	*180 390 €*	*91 716 €*	*255 242 €*	*208 416 €*	304 723 €	96 307 €	46,21%
Produits FB	*11 566 050 €*	*11 811 462 €*	*11 947 689 €*	*12 236 885 €*	*12 467 872 €*	12 659 212 €	191 340 €	1,53%
Produits FNB	*107 693 €*	*93 585 €*	*121 449 €*	*113 725 €*	*117 658 €*	116 822 €	-836 €	-0,71%
Rôles supplémentaires/complémentaires	*165 460 €*	*164 963 €*	*63 440 €*	*106 364 €*	*104 653 €*	368 934 €	264 281 €	252,53%

Evolution des bases nettes de fiscalité directe locale 2015 – 2020

Bases nettes d'impositions	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2020/2019	Evolution 2020/2015
Taxe habitation	59 739 111	58 190 414 €	57 268 832 €	58 134 533 €	59 851 112 €	60 419 518 €	0,95%	1,14%
Taxe Foncière sur le Bâti	60 873 947	62 165 590 €	62 879 067 €	64 424 931 €	65 637 763 €	66 659 744 €	1,56%	9,50%
Taxe foncière sur le non Bâti	130 017	112 984 €	146 625 €	137 299 €	141 331 €	141 049 €	-0,20%	8,49%

La fiscalité directe locale

Les recettes de fiscalité directe locale comprennent les sommes perçues au titre de la taxe d'habitation, de la taxe d'habitation sur les locaux vacants, de la taxe sur le foncier bâti et la taxe sur le foncier non bâti.

Les taux sont votés par le Conseil municipal et les classements des biens examinés par la Commission Communale des Impôts Directs.

Les recettes fiscales directes progressent de 405 K€ et réparties comme suit : taxe d'habitation (+ 93 K€), la taxe sur le foncier bâti (+ 191 K€) et les rôles supplémentaires (+ 264 K€).

Les taux d'imposition, dont les montants sont indiqués ci-dessous, sont sans changement depuis 2005.

	2020
Taxe Habitation	16,80%
Taxe Habitation sur Logements Vacants	16,80%
Taxe sur le Foncier Bâti	19,00%
Taxe sur le Foncier non Bâti	82,83%

La progression des recettes fiscales repose donc sur le dynamisme des bases physiques et la revalorisation des bases nominales fixée chaque année par la Loi de Finances.

La fiscalité reversée : **- 278 006,56 €**

La baisse enregistrée correspond à une diminution du montant du FPIC. Cette dotation est versée par l'Etat puis répartie au niveau du bloc communal (Grand Belfort et ses communes membres). En application de la délibération du 24 juillet 2020, le FPIC est réparti entre Grand Belfort et ses membres selon les règles de droit commun : le montant perçu par la ville de Belfort est donc de 150 110 euros.
A partir de 2021, le territoire du Grand Belfort Communauté d'Agglomération ne bénéficiera plus du FPIC, ni des garanties.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ecart 2020-2019	Ecart en % 2020-2019
Attribution de compensation	16 414 209,00 €	16 200 283,00 €	16 200 283,00 €	16 200 283,00 €	16 565 907,00 €	16 565 907,00 €	0,00 €	0,00%
Dotation de Solidarité Communautaire	268 215,00 €	268 215,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Reversement Aéroparc Fontaine	402 199,74 €	372 453,81 €	431 764,54 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
FPIC	0,00 €	674 382,00 €	522 255,00 €	428 117,00 €	428 117,00 €	150 110,00 €	-278 007,00 €	-64,94%
TOTAL	**17 084 623,74 €**	**17 515 333,81 €**	**17 154 302,54 €**	**16 628 400,00 €**	**16 994 024,00 €**	**16 716 017,00 €**	**-278 007,00 €**	**-1,64%**

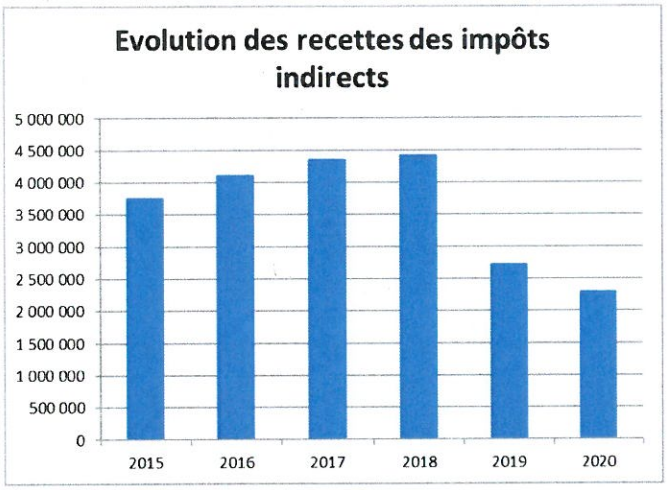
Les impôts indirects et les autres taxes : **- 437 771,36 €**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Droits de stationnement	1 578 685,36 €	1 623 487,20 €	1 706 584,36 €	1 741 955,65 €	0,00 €	0,00 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation	868 290,92 €	967 095,15 €	1 073 831,34 €	1 118 261,09 €	1 178 248,54 €	1 100 204,00 €
Taxe sur l'électricité	629 148,57 €	692 442,64 €	717 022,83 €	723 992,86 €	708 358,49 €	677 822,24 €
Droits de place	573 720,89 €	608 917,10 €	594 602,90 €	568 076,41 €	523 822,91 €	281 497,32 €
Taxe de séjour	101 662,58 €	215 898,79 €	255 013,44 €	262 758,13 €	312 082,51 €	225 217,53 €
TOTAL impôts indirects	**3 751 508,32 €**	**4 107 840,88 €**	**4 347 054,87 €**	**4 415 044,14 €**	**2 722 512,45 €**	**2 284 741,09 €**

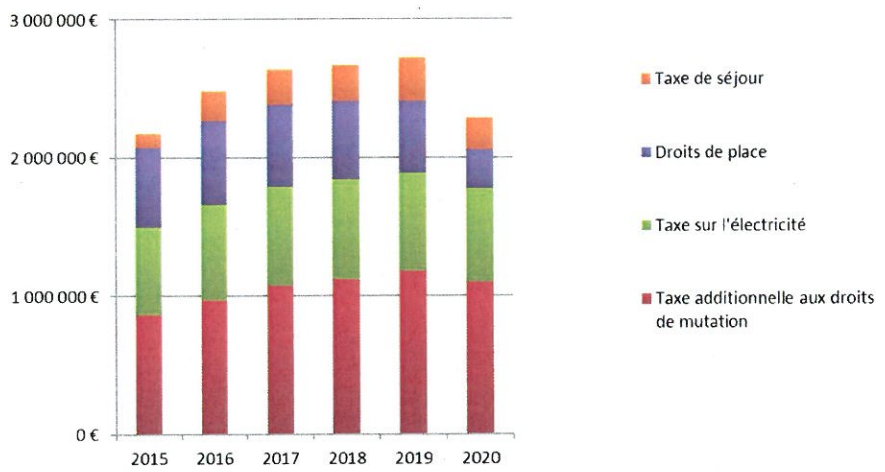
Ecarts 2020-2019	Ecart en % 2020-2019	poids
0,00 €		*0,00%*
-78 044,54 €	*-6,62%*	*43,28%*
-30 536,25 €	*-4,31%*	*26,02%*
-242 325,59 €	*-46,26%*	*19,24%*
-86 864,98 €	*-27,83%*	*11,46%*
-437 771,36 €	***-16,08%***	***100,00%***

La nette baisse de l'ensemble des impôts indirects (– 438 K€ soit – 16 %) en 2020, s'explique par la crise sanitaire et les périodes de confinement qui ont conduit à l'annulation de nombreux évènements et a donc entraîné une diminution des recettes de droits de place (-242 K€) et de la taxe de séjour (-87 K€).

Les montants perçus au titre des droits de mutation sont en général sensibles aux effets des crises économiques et financières. En 2020, la crise sanitaire a retardé certaines transactions et par conséquent a eu un impact sur le flux des versements, se traduisant par un tassement des recettes, moins important que prévu.



Evolution des impôts indirects (hors droits de stationnement)



C.1.2 Les dotation et les participations (chapitre 74) :

Les dotations et subventions perçues par la Ville de Belfort se sont élevées à **22 961 392,26 €.** Il s'agit de la seconde source de recettes la plus importante.

Articles	Libellé articles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution en €	En %
7411	DOTATION FORFAITAIRE	10 116 940,00 €	8 587 024,00 €	7 769 500,00 €	7 650 231,00 €	7 481 099,00 €	7 237 257,00 €	-243 842,00 €	-3,26%
74123	DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	5 925 719,00 €	6 832 468,00 €	7 416 013,00 €	7 759 256,00 €	8 042 474,00 €	8 324 188,00 €	281 714,00 €	3,50%
74127	DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	614 385,00 €	737 262,00 €	448 900,00 €	404 010,00 €	385 968,00 €	347 371,00 €	-38 597,00 €	-10,00%
744	FCTVA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	13 010,17 €	13 922,20 €	14 923,68 €	1 001,48 €	7,19%
745	DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS	8 424,00 €	2 808,00 €	2 808,00 €	2 808,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
746	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	81 426,00 €	81 426,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
7461	D.G.D.	0,00 €	0,00 €	82 126,00 €	97 436,83 €	81 426,00 €	81 426,00 €	0,00 €	0,00%
74718	AUTRES	491 037,46 €	532 455,70 €	496 948,48 €	337 212,79 €	134 720,05 €	246 979,98 €	112 259,93 €	83,33%
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	16 000,00 €	23 160,00 €	37 397,50 €	8 393,50 €	59 013,00 €	70 483,35 €	11 470,35 €	19,44%
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	85 044,00 €	67 666,00 €	70 400,00 €	49 836,00 €	73 534,00 €	50 298,00 €	-23 236,00 €	-31,60%
74748	AUTRES COMMUNES	50 625,13 €	51 526,26 €	29 098,03 €	48 056,56 €	59 824,26 €	8 881,04 €	-50 943,22 €	-85,15%
74751	GFP DE RATTACHEMENT	36 100,00 €	24 101,20 €	23 000,00 €	17 800,00 €	41 434,81 €	66 004,00 €	24 569,19 €	59,30%
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	2 938 528,97 €	3 162 367,96 €	3 214 088,30 €	3 014 040,35 €	3 252 746,37 €	3 309 682,97 €	56 936,60 €	1,75%
7482	COMPENSATION POUR PERTE TAXE ADDITIONN.DROITS MUTATION	0,00 €	2 435,00 €	2 796,00 €	3 468,00 €	4 273,00 €	2 403,00 €	-1 870,00 €	-43,76%
748313	DOTATION DE COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	140 475,00 €	140 475,00 €	140 475,00 €	140 475,00 €	97 702,00 €	75 424,00 €	-22 278,00 €	-22,80%
748314	DOTATION UNIQUE DES COMPENSATIONS SPECIFIQUES A LA TAXE PROFESSIONNELLE	365 142,00 €	309 668,00 €	96 377,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
74832	ATTRIBUTION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PERAQUATION DE LA TP	436 861,51 €	414 839,31 €	466 903,59 €	365 776,60 €	342 188,64 €	395 108,57 €	52 919,93 €	15,47%
74834	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS TAXES FONCIERES	138 789,00 €	210 872,00 €	186 770,00 €	182 749,00 €	174 722,00 €	186 046,00 €	11 324,00 €	6,48%
74835	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS TAXE D'HABITATION	1 183 675,00 €	989 816,00 €	1 343 201,00 €	1 395 183,00 €	1 446 335,00 €	1 523 456,00 €	77 121,00 €	5,33%
748372	DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE	383 485,00 €	205 508,88 €	663 250,78 €	1 215 063,08 €	692 331,56 €	986 054,67 €	293 723,11 €	42,43%
7485	DOTATIONS POUR TITRES SECURISES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	29 290,00 €	32 840,00 €	3 550,00 €	12,12%
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	110,00 €	960,00 €	110,00 €	8 260,00 €	3 619,62 €	2 565,00 €	-1 054,62 €	-29,14%

TOTAL	23 012 767,07 €	22 376 839,31 €	22 490 162,68 €	22 713 065,88 €	22 416 623,51 €	22 961 392,26 €	
Evolution en %		-2,76%	0,51%	0,99%	-1,31%	2,43%	
Evolution en €		-635 927,76 €	113 323,37 €	222 903,20 €	-296 442,37 €	544 768,75 €	

Les dotations et les participations versées par l'Etat (chapitre 74) augmentent par rapport à 2019. La hausse est de **+ 527 026,45 €** soit **+ 2,78%**.

Sans le versement d'une aide exceptionnelle d'un montant de 653 K€ par la CAF pour pallier la baisse des recettes sur les structures d'accueil en Petite Enfance, le chapitre des dotations aurait reculé de – 109 K€ en 2020.

- La dotation forfaitaire des communes : - 244 k€

La dotation forfaitaire des communes, composante de la dotation globale de fonctionnement (DGF), est la principale dotation versée par l'Etat aux collectivités locales. Son montant a chuté à 7,2 M€ en 2020.

La Ville de Belfort est fortement pénalisée dans le calcul de la dotation forfaitaire :
- Actualisation suite à la baisse démographique : - 167 K€
- Ecrêtement pour financer la péréquation au sein de la DGF : - 77 K€

- La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) : + 282 K€

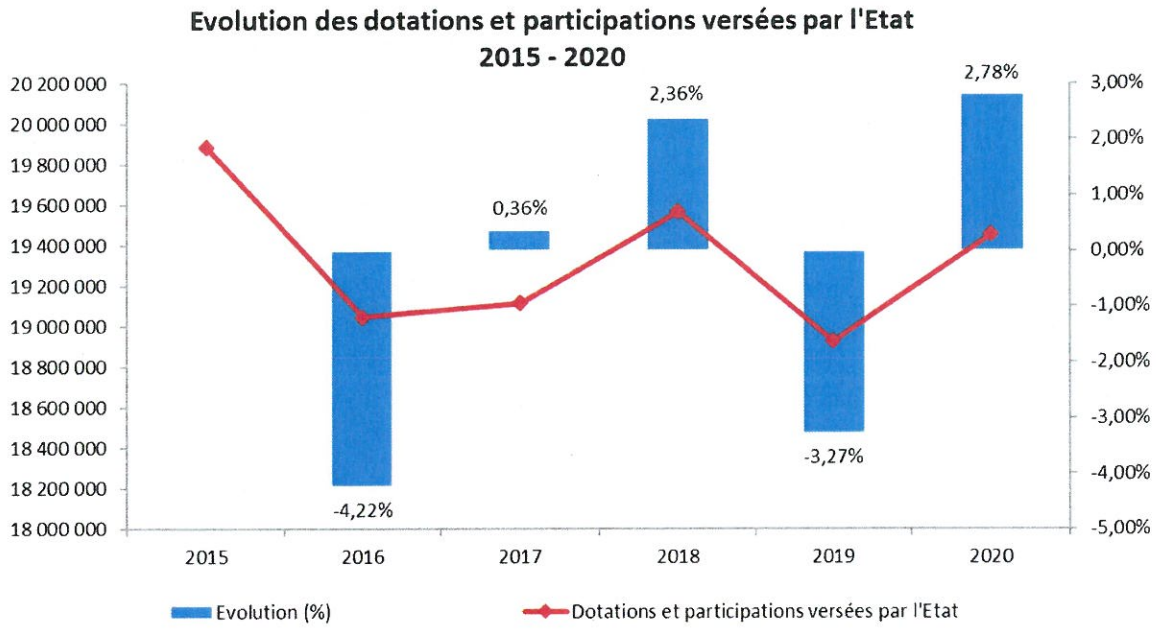
La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de ressources et supportant des charges élevées.
La progression de la DSU traduit un essor de l'effort de péréquation vers les communes considérées comme les plus défavorisées.

La Ville de Belfort bénéficie du dispositif de DSU Cible : elle se voit garantir le montant perçu l'année précédente auquel s'ajoute une fraction de l'abondement national au titre de la péréquation. Ce montant supplémentaire est attribué en fonction de différents critères comme la population, l'importance du nombre de logements sociaux, la richesse des habitants, le nombre d'APL...

- La Dotation Nationale de Péréquation : + 39 K€

- La Dotation Politique de la Ville : + 294 K€

La Dotation Politique de la Ville dont le montant encaissé augmente de + 294 K€. Cette hausse provient notamment de la perception du solde des attributions 2014, 2016 et 2018.



La participation de la CAF

Libellés articles	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PARTICIPATIONS DES LA CAF	2 849 587,59 €	3 042 630,07 €	3 197 074,25 €	3 009 135,18 €	3 053 178,33 €	2 624 282,71 €
AIDES LIEES A LA CRISE SANITAIRE	- €	- €	- €	- €	- €	652 665,00 €
TOTAL DES PARTICIPATIONS DE LA CAF	2 849 587,59 €	3 042 630,07 €	3 197 074,25 €	3 009 135,18 €	3 053 178,33 €	3 276 947,71 €
Evolution (%)		6,77%	5,08%	-5,88%	1,46%	7,33%
Evolution (€)		193 042,48 €	154 444,18 €	- 187 939,07 €	44 043,15 €	223 769,38 €

La CAF est le principal financeur après l'Etat en section de fonctionnement.

La crise sanitaire a eu un impact majeur sur l'activité des établissements accueillant de jeunes enfants. Leurs recettes ont été fortement impactées par la fermeture occasionnée par le confinement du mois de mars et la baisse de l'activité en été.

Face à cette situation exceptionnelle, la CAF a pris des mesures pour sécuriser le financement de ces structures. Cela se traduit par le versement d'une aide exceptionnelle d'un montant de 653 K€.

C.1.3 Les produits des services, des domaines et des ventes diverses (chapitre 70) :

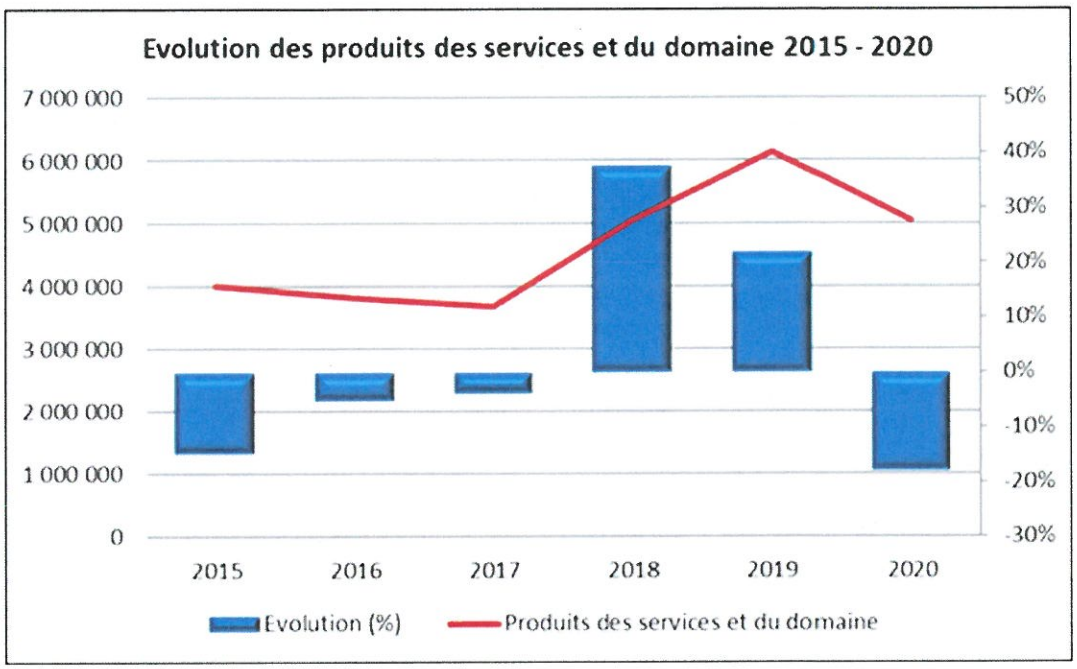
Les produits des services et du domaine s'élèvent à **5 045 016,69 €** et diminuent de **– 1 094 651 ,57 € soit -17,83 %** par rapport à 2019.

Cette forte baisse s'explique par :

- La fermeture de certains services publics pendant le confinement et l'été : fermeture des établissements scolaires, périscolaires et de la petite enfance.
- Des conséquences sur les recettes liées à la gestion du domaine public (droits de place, annulation des réservations des salles municipales…).

- Des exonérations des recettes de stationnement (gratuité du stationnement durant le premier confinement, 1ère heure gratuite durant le second confinement).

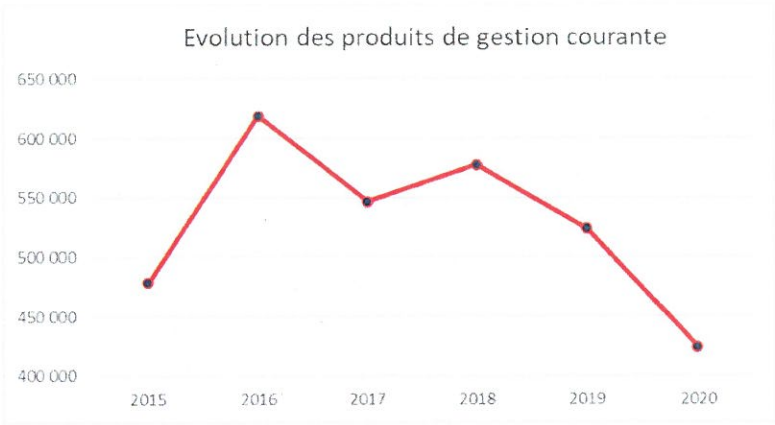
A cela s'ajoute, à partir de 2020, l'assujettissement à la TVA des recettes générées par les parkings en enclos. Lors des exercices précédents, la TVA était reversée au Service des Impôts des Entreprises de manière budgétaire au moyen d'un mandat.



Produits des services, domaines et des ventes diverses (chapitre 70) par nature

Articles	Libellés articles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution en €	Evolution en %
7022	COUPES DE BOIS	30 000,00 €	16 130,60 €	41 855,00 €	102 806,82 €	22 521,03	12 470,84 €	-10 050,19 €	-44,63%
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)	106 324,91 €	113 361,58 €	78 444,41 €	140 895,98 €	86 784,54	148 799,05 €	62 014,51 €	71,46%
70312	REDEVANCES FUNERAIRES	15 815,21 €	14 210,99 €	19 115,82 €	18 325,00 €	17 338,00	21 400,33 €	4 062,33 €	23,43%
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE	62 772,08 €	60 852,62 €	67 427,70 €	27 678,72 €	36 813,49	38 560,56 €	1 747,07 €	4,75%
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	137 201,12 €	98 806,67 €	105 317,51 €	153 480,24 €	174 133,44	170 089,04 €	-4 044,40 €	-2,32%
70328	AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION					151 786,54	127 431,83 €	-24 354,71 €	-16,05%
7035	LOCATIONS DE DROITS DE CHASSE ET DE PECHE	650,00 €	800,00 €	0,00 €	1 600,00 €	500,00	800,00 €	300,00 €	60,00%
70383	REDEVANCE DE STATIONNEMENT					1 384 387,20	928 474,55 €	-455 912,65 €	-32,93%
70384	FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT				43 662,35 €	129 656,08	131 748,88 €	2 092,80 €	1,61%
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	46 143,81 €	45 730,68 €	46 233,80 €	47 758,67 €	49 049,62	48 776,84 €	-272,78 €	-0,56%
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE CULTUREL	180 258,76 €	113 436,28 €	147 265,84 €	111 398,21 €	126 317,39	90 159,82 €	-36 157,57 €	-28,62%
70631	REDEVANCES A CARACTERE SPORTIF	33 898,20 €	56 425,23 €	43 651,73 €	91 162,82 €	61 390,00	37 762,50 €	-23 627,50 €	-38,49%
70632	REDEVANCES A CARACTERE DE LOISIRS	3 025,00 €	11 419,00 €	8 813,00 €	9 963,50 €	16 651,00	7 398,00 €	-9 253,00 €	-55,57%
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SOCIAL	1 003 183,95 €	968 679,60 €	890 798,39 €	965 489,10 €	992 871,19	670 251,40 €	-322 619,79 €	-32,49%
7067	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES PERISCOLAIRES ET D ENSEIGNEMENT	204 416,06 €	208 286,42 €	216 357,68 €	1 362 092,30 €	1 054 926,87	676 421,55 €	-378 505,32 €	-35,88%
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES					6 020,00	0,00 €	-6 020,00 €	-100,00%
7071	COMPTEURS	0,00 €	263,37 €	0,00 €	0,00 €	46,16	2 184,08 €	2 137,92 €	4 631,54%
7078	AUTRES MARCHANDISES	57 497,90 €	31 835,21 €	38 147,81 €	34 188,63 €	37 999,06	32 494,40 €	-5 504,66 €	-14,49%
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	249,14 €	532,40 €	426,00 €	489,20 €	260,40	22,70 €	-237,70 €	-91,28%
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES	544 146,18 €	313 171,91 €	388 090,08 €	326 815,04 €	370 850,16	534 851,61 €	164 001,45 €	44,22%
7088	AUTRES PRODUITS D ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D OUVRAGES)	91 078,67 €	148 411,34 €	112 846,17 €	114 382,76 €	103 199,55	78 379,39 €	-24 820,16 €	-24,05%
Revenus des activités		**2 516 660,99**	**2 202 353,90**	**2 204 790,94**	**3 552 189,34**	**4 823 501,72**	**3 758 477,37**	**-1 065 024,35**	**-22,08%**
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES	315 417,41 €	269 860,17 €	287 478,61 €	231 009,20 €	209 668,21	170 807,33 €	-38 860,88 €	-18,53%
70846	DISPO AU GFP DE RATTACHEMENT	462 842,45 €	621 116,50 €	711 956,85 €	646 421,00 €	599 523,00	720 647,00 €	121 124,00 €	20,20%
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES	308 167,63 €	339 850,59 €	351 233,11 €	387 153,41 €	334 567,38	23 760,25 €	-310 807,13 €	-92,90%
70872	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES BUDGETS ANNEXES	75 388,92 €	41 445,79 €	21 350,29 €	9 994,30 €	17 026,60	5 503,51 €	-11 523,09 €	-67,68%
70873	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES CENTRES D'ACTION SOCIALE	246 213,40 €	221 156,48 €	2 137,60 €	165 846,10 €	14 242,85	0,00 €	-14 242,85 €	-100,00%
70876	REMBOURSEMENTS DE FRAIS PAR LE GFP DE RATTACHEMENT	80 050,84 €	106 436,62 €	82 225,74 €	40 200,37 €	141 138,50	365 821,23 €	224 682,73 €	159,19%
Flux inter budgets		**1 488 080,65**	**1 599 866,15**	**1 456 382,20**	**1 480 624,38**	**1 316 166,54**	**1 286 539,32**	**-29 627,22**	**-2,25%**
	TOTAL CHAPITRE 70	4 004 741,64 €	3 802 220,05 €	3 661 173,14 €	5 032 813,72 €	6 139 668,26	5 045 016,69 €	-1 094 651,57 €	-17,83%

C.1.4 Les produits de gestion courante (chapitre 75)



Cette catégorie de recette accuse une baisse de **- 99 K€**, correspondant principalement à une diminution de **- 71 K€** des produits des baux.

C.1.5 Les produits financiers (chapitre 76)

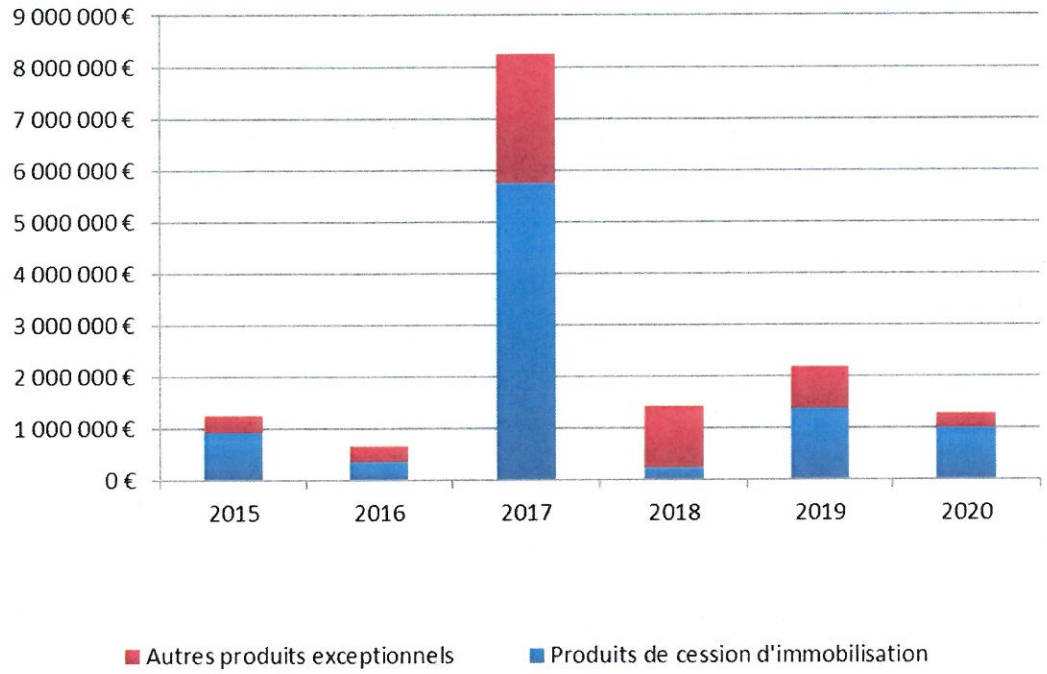
En 2020, les produits financiers se sont élevés à **59 658,24 €** en progression de **30 424,52 €** par rapport à 2019. Cette évolution correspond au versement de dividendes par la SEM TANDEM et des écritures liées aux bilans de clôture des opérations confiés à la SODEB dans le cadre de mandats de maîtrise d'œuvre.

C.1.6 Les recettes exceptionnelles (chapitre 77)

Elles diminuent de - **919 496,42 €** par rapport à 2019.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution en €	Evolution en %
Produits de cession d'immobilisation	913 534,00 €	343 609,00 €	5 753 218,50 €	238 273,90 €	1 387 747,40 €	998 409,64 €	-389 337,76 €	-28,06%
Produits exceptionnels sur opération de gestion	0,00 €	0,00 €	47,41 €	0,00 €	1 004,93 €	0,00 €	-1 004,93 €	-100,00%
Autres produits exceptionnels	338 341,17 €	309 506,35 €	2 507 154,62 €	1 189 158,39 €	808 261,06 €	279 107,33 €	-529 153,73 €	-65,47%
Mécénat	0,00 €	0,00 €	149 101,62 €	142 631,39 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
TOTAL	**1 251 875,17 €**	**653 115,35 €**	**8 409 522,15 €**	**1 570 063,68 €**	**2 197 013,39 €**	**1 277 516,97 €**	**-919 496,42 €**	**-41,85%**

Evolution des principaux produits exceptionnels
2015 - 2020



Cette catégorie est très volatile. Elle est particulièrement sensible au montant des cessions d'immobilisation (voir plus haut).

De plus, les recettes liées au mécénat sont depuis 2019 perçues au chapitre 74 et non plus au chapitre 77.

Les principales recettes exceptionnelles ont été :

- Restitution des fonds après dissolution de la fondation abritée « Belfort ville Patrimoine » : 62 K€.
- Remboursements divers d'assurance : 71 K€.

Les principales cessions sont :

- Immeuble 2 rue Clémenceau (partie office du tourisme) : 465 K€.
- 11 box rue Georges Pompidou : 173 K€
- Eglise Saint Louis : 150 K€
- Terrain 1 rue Pierre Brossolette : 59 K€

Bilan de la section de fonctionnement

L'épargne brute correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Ce ratio, qui intègre les opérations à caractère exceptionnel, peut varier de façon significative d'une année sur l'autre. L'épargne brute est prioritairement affecté au remboursement du capital de la dette.

L'épargne nette correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette. L'épargne nette mesure la capacité de la collectivité à financer ses investissements par des ressources propres.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes réelles de fonctionnement	72 681 241	72 720 456	72 057 868	79 169 661	74 126 179	74 837 810	73 055 070
Dépenses réelles de fonctionnement	64 586 639	62 243 862	61 515 767	61 674 116	61 342 027	62 008 996	57 136 859
Epargne brute	**8 094 603**	**10 476 594**	**10 542 101**	**17 495 545**	**12 784 151**	**12 828 814**	**15 918 212**
Remboursement du capital	6 810 425	7 123 879	6 828 372	7 453 636	7 897 493	7 895 429	8 027 857
Epargne nette	**1 284 178**	**3 352 715**	**3 713 729**	**10 041 909**	**4 886 658**	**4 933 385**	**7 890 355**

En 2020, La Ville de Belfort a dégagé une épargne nette de **7,9 M€**, en augmentation de **59,94%** par rapport à 2019. Cette évolution permet de constater la forte amélioration des marges de manœuvre du budget général, même si la situation résulte de facteurs liés à la crise sanitaire.

D. La section d'investissement

D.1 Les dépenses réelles d'investissement

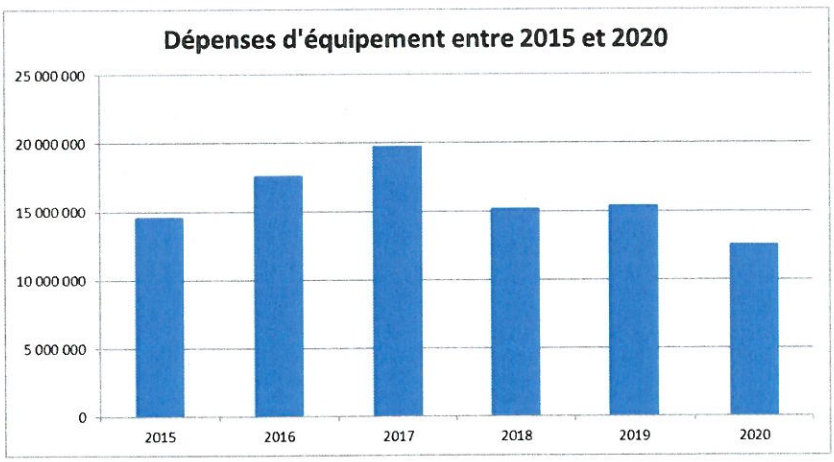
Le volume des dépenses réelles d'investissement en 2020 est de **21,68 M€.**

Parmi ces dépenses d'investissement, les dépenses d'équipement s'élèvent à **12,52 M€** *(chap. 20, 204, 21, 23 et 27, hors emprunt)*, avec une diminution de **– 2 M€** par rapport à 2019.

Cette évolution s'explique par deux opérations importantes réalisées en 2019 :

- L'acquisition du Flunch pour 1,5 M€
- L'acquisition de parts lors de la création de la SEM SEMAVILLE pour 800 K€.

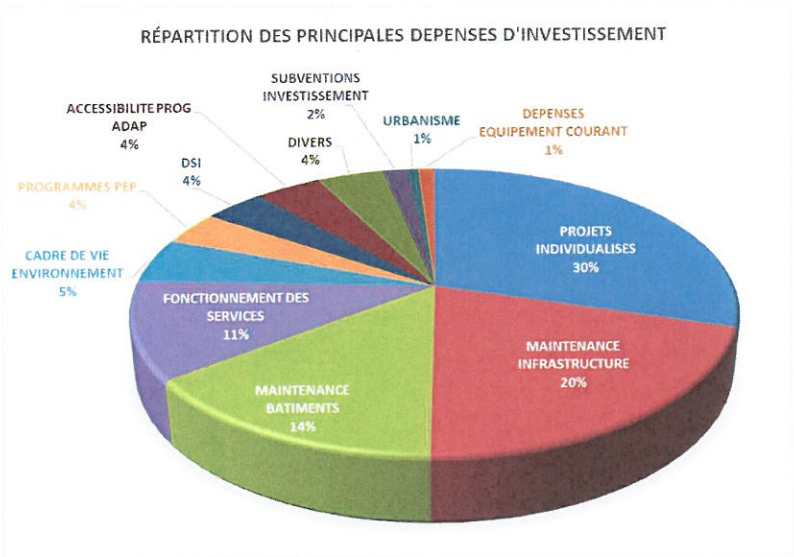
		CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
								En valeur	En %
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	322 126,88 €	291 265,79 €	525 929,52 €	581 879,68 €	459 370,82 €	494 248,03 €	34 877,21 €	7,59%
204	SUBVENTIONS EQUIPEMENTS VERSEES	732 690,90 €	197 243,26 €	300 881,47 €	1 228 393,35 €	228 657,43 €	250 517,83 €	21 860,40 €	9,56%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 392 313,07 €	3 233 745,19 €	7 418 531,53 €	1 649 457,49 €	4 191 635,08 €	2 802 332,37 €	-1 389 302,71 €	-33,14%
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	11 070 236,65 €	13 820 775,72 €	11 449 353,09 €	11 660 920,16 €	9 693 835,27 €	8 968 173,21 €	-725 662,06 €	-7,49%
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	800 000,00 €	0,00 €	-800 000,00 €	-100,00%
DEPENSES EQUIPEMENT		**14 517 367,50 €**	**17 543 029,96 €**	**19 694 695,61 €**	**15 120 650,68 €**	**15 373 498,60 €**	**12 515 271,44 €**	**-2 858 227,16 €**	**-18,59%**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	35,00 €	1 946,00 €	0,00 €	0,00 €	61 386,41 €	532 897,67 €	471 511,26 €	768,10%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	73 021,25 €	40 736,10 €	8 885,95 €	725,80 €	13 437,00 €	0,00 €	-13 437,00 €	-100,00%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	7 123 879,40 €	6 828 371,76 €	10 258 786,07 €	8 354 493,21 €	7 895 429,39 €	8 027 856,90 €	132 427,51 €	1,68%
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,00 €	90 000,00 €	854 850,00 €	500 000,00 €	0,00 €	600 000,00 €	600 000,00 €	
DEPENSES REELLES INVESTISSEMENT		**21 714 303,15 €**	**24 504 083,82 €**	**30 817 217,63 €**	**23 975 869,69 €**	**23 343 751,40 €**	**21 676 026,01 €**	**-1 667 725,39 €**	**-7,14%**
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	221 289,35 €	79 124,04 €	2 056 745,94 €	365 357,59 €	288 235,22 €	307 917,34 €	19 682,12 €	6,83%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 955 409,62 €	1 086 429,92 €	922 722,56 €	114 668,36 €	116 880,89 €	235 336,36 €	118 455,47 €	101,35%
OPERATIONS ORDRE		**2 176 698,97 €**	**1 165 553,96 €**	**2 979 468,50 €**	**480 025,95 €**	**405 116,11 €**	**543 253,70 €**	**138 137,59 €**	**34,10%**
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		23 891 002,12 €	25 669 637,78 €	33 796 686,13 €	24 455 895,64 €	23 748 867,51 €	22 219 279,71 €	-1 529 587,80 €	-6,44%



L'année 2020 a vu la poursuite des projets de restructuration du groupe scolaire Rücklin et de la Clé des Champs. La crise sanitaire a eu un impact limité sur les dépenses d'équipement. Certains projets n'ont pu toutefois être totalement achevés sur l'exercice ce qui se traduit par une hausse des reports en dépenses et en recettes pour les subventions liées.

Répartition des dépenses d'équipement (hors dette) :

	CA 2020
PROJETS INDIVIDUALISES	4 055 508,75
MAINTENANCE INFRASTRUCTURE	2 798 039,47
MAINTENANCE BATIMENTS	1 980 238,16
FONCTIONNEMENT DES SERVICES	1 505 524,68
CADRE DE VIE ENVIRONNEMENT	687 576,47
PROGRAMMES PEP	518 923,21
DSI	518 440,83
ACCESSIBILITE PROG ADAP	572 835,97
DIVERS	573 203,81
SUBVENTIONS INVESTISSEMENT	209 241,94
URBANISME	93 781,27
DEPENSES EQUIPEMENT COURANT	134 192,04
TOTAL	**13 647 506,60**



Les principales dépenses d'équipement en 2020

PROJETS INDIVIDUALISES	4 055 508,75 €
EXTENSION CLE DES CHAMPS	1 571 338,88 €
ECOLE RUCKLIN	1 333 515,95 €
PARTICIPATION ZAC HOPITAL SODEB	600 000,00 €
GYMNASE COUBERTIN RESTRUCTURATION	224 702,72 €
SODEB SECTEUR DOREY CONV MANDAT TRAVAUX	177 103,05 €
CATHEDRALE ST CHRISTOPHE REFECTION DE LA TOITURE	37 560,99 €

MAINTENANCE INFRASTUCTURE	2 798 039,47 €
CHAUSSEES TROTTOIRS "ETP"	1 133 275,79 €
RUE VIEIL ARMAND + RUE DE FERRETTE	539 608,54 €
AMENAGEMENT TERRAINS DE PETANQUE	174 691,73 €
MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES SYSTEMES VIDEOSURVEILLANCE	95 697,83 €
ESPACES PAVES ET DALLES (2151-822---21)	86 916,17 €
VIDEOPROTECTION MODERNISATION ET DEPLOIEMENT	81 362,16 €
TRAVAUX DIVERS OUVRAGES D'ART	78 680,13 €
JOINTAGE PAVES	69 992,55 €
MODERNISATION ECLAIRAGE PUBLIC	54 585,69 €
MAINTENANCE BORNES	53 932,02 €

FONCTIONNEMENT DES SERVICES	1 505 524,68 €
BATIMENT DE L'IFSI	337 000,00 €
ACQUISITION VEHICULES	232 906,82 €
MATERIEL ROULANT	185 307,80 €
ACQUISITION BATIMENTS DIVERS	69 950,95 €
ACQUISITION BATIMENTS(PREEMPTIONS)	64 709,69 €
AMENAGEMENT STADES ET GYMNASES	51 897,29 €

CADRE DE VIE ENVIRONNEMENT	687 576,47 €
PARCS ET JARDINS	269 507,27 €
TRAITEMENT PAYSAGER ENTREE VILLE SUD	71 118,77 €
TRAVAUX EN FORET	54 077,18 €

ENVELOPPE PROGRAMMES PEP	518 923,21 €
ENVELOPPE ECONOMIE ENERGIE	326 024,48 €
CONTENEURS ENTERRES GENIE CIVIL	60 650,19 €
ENTRETIEN DES REMPARTS	58 830,26 €

DSI	518 440,83 €
PLAN BUREAUTIQUE/RENOUVELLEMENT MATERIEL	130 314,07 €
INFORMATISATION SERVICES	119 778,99 €
LOGICIELS DIVERS	107 091,04 €
LOGICIEL RESSOURCES HUMAINES	48 758,35 €

MAINTENANCE BATIMENTS	1 980 238,16 €

ACCESSIBILITE PROG ADAP	572 835,97 €

SUBVENTIONS INVESTISSEMENT	209 241,94 €

DEPENSES EQUIPEMENT COURANT	134 192,04 €

URBANISME	93 781,27 €

Les recettes d'investissement

		CA 2018	CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
					En valeur	En %
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	1 367 246,08 €	1 959 339,34 €	1 951 981,56 €	-7 357,78 €	-0,38%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	252,00 €	0,00 €	6 222,00 €	6 222,00 €	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00 €	955,94 €	80 612,93 €	79 656,99 €	8 332,84%
RECETTES EQUIPEMENT		**1 367 498,08 €**	**1 960 295,28 €**	**2 038 816,49 €**	**78 521,21 €**	**4,01%**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	9 675 149,63 €	12 481 983,05 €	10 338 459,65 €	-2 143 523,40 €	-17,17%
	Dont excédent de fonctionnement capitalisé (1068)	*7 055 393,39 €*	*10 169 387,95 €*	*8 037 630,75 €*		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	7 200 000,00 €	10 001 300,00 €	4 002 187,46 €	-5 999 112,54 €	-59,98%
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 050,97 €	1 649,75 €	0,00 €	-1 649,75 €	-100,00%
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	453 728,64 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT		**18 701 427,32 €**	**24 445 228,08 €**	**16 379 463,60 €**	**-8 065 764,48 €**	**-33,00%**
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	3 284 331,29 €	4 331 648,84 €	4 375 758,01 €	44 109,17 €	1,02%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	114 668,36 €	116 880,89 €	235 336,36 €	118 455,47 €	101,35%
OPERATIONS ORDRE		**3 398 999,65 €**	**4 448 529,73 €**	**4 611 094,37 €**	**162 564,64 €**	**3,65%**
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		**22 100 426,97 €**	**28 893 757,81 €**	**20 990 557,97 €**	**-7 903 199,84 €**	**-27,35%**

La ville de Belfort comptabilise 1,9 M€ de recettes au chapitre 13 dont :

- Amendes de police : 610 K€.
- Subventions pour la cathédrale St Christophe : 398 K€.
  - Etat : 312 K€.
  - Région Bourgogne Franche-Comté : 86 K€.
- Subventions pour la Clé des Champs : Conseil départemental : 300 K€.
- Différents projets éligibles à la DSIL : 247 K€.
- Restructuration bâtiment du CTM : remboursement par le Grand Belfort CA 100 K€.
- Travaux d'économie d'énergie sur l'éclairage public par Territoire d'Energie : 79 K€.

E. Situation des AP-CP

Programme : ECOLE RUCKLIN

AP	Montant AP	exercice ant.	2020
Voté antérieur	6 200 000,00 €	764 104,84 €	2 335 895,16 €
		Réalisé 2020	1 333 515,95 €
		non consommé 2020	1 002 379,21 €

Programme : REMPARTS

AP	Montant AP	exercice ant.	2020
Voté antérieur	420 000,00 €	216 666,48 €	203 333,52 €
		Réalisé 2020	58 830,26 €
		non consommé 2020	144 503,26 €

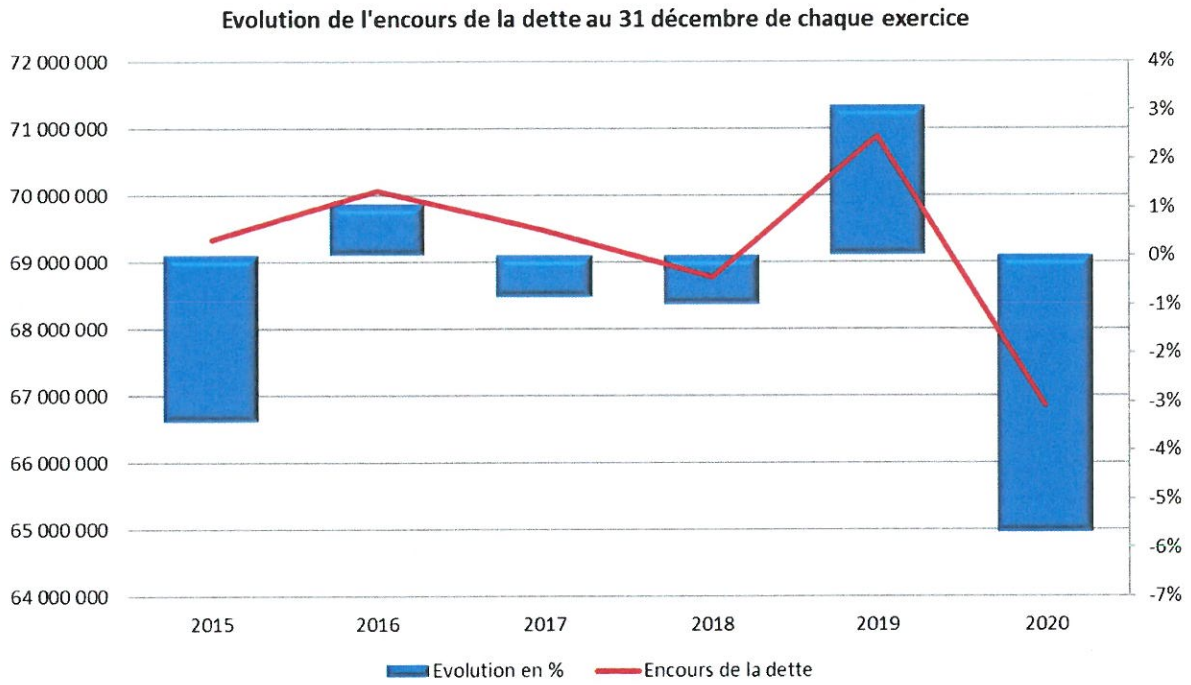
Programme : CHANTIER D'INSERTION

AP	Montant AP	exercice ant.	2020
Voté antérieur	462 000,00 €	373 592,57 €	88 407,43 €
		Réalisé 2020	1 952,22 €
		non consommé 2020	86 455,21 €

Conformément au règlement budgétaire et financier des AP-CP, les crédits non consommés seront affectés sur les exercices 2021 et ultérieurs lors du Budget Supplémentaire.

F. La dette

A la fin de l'année 2020, le capital restant dû de la dette s'élève à **66,8 M €**.



L'épargne nette dégagée lors de l'exercice 2020 a permis de limiter le recours à l'emprunt, expliquant le désendettement observé.

	CA 2015	CA 2016	CA 2017*	CA 2018**	CA 2019	CA 2020
Intérêts d'emprunt	1 553 784	1 299 428	1 539 962	1 265 669	1 142 561	1 032 204
Remboursement du capital	7 123 879	6 828 372	7 468 007	7 897 493	7 895 429	8 027 857
Charge de la dette	**8 677 664**	**8 127 800**	**9 007 969**	**9 163 162**	**9 037 991**	**9 060 061**

* Remboursement du capital hors renégociation de la dette (2 333 K€) et créance d'Etat pour l'hôtel du gouverneur (457 K€)

** Remboursement du capital hors créance d'Etat pour l'hôtel du gouverneur (457 K€)

SYNTHESE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET ANNEXE CFA

A. L'équilibre général

En 2020, l'exécution des dépenses et des recettes s'est soldé par un excédent global de clôture de 359 903,51€.

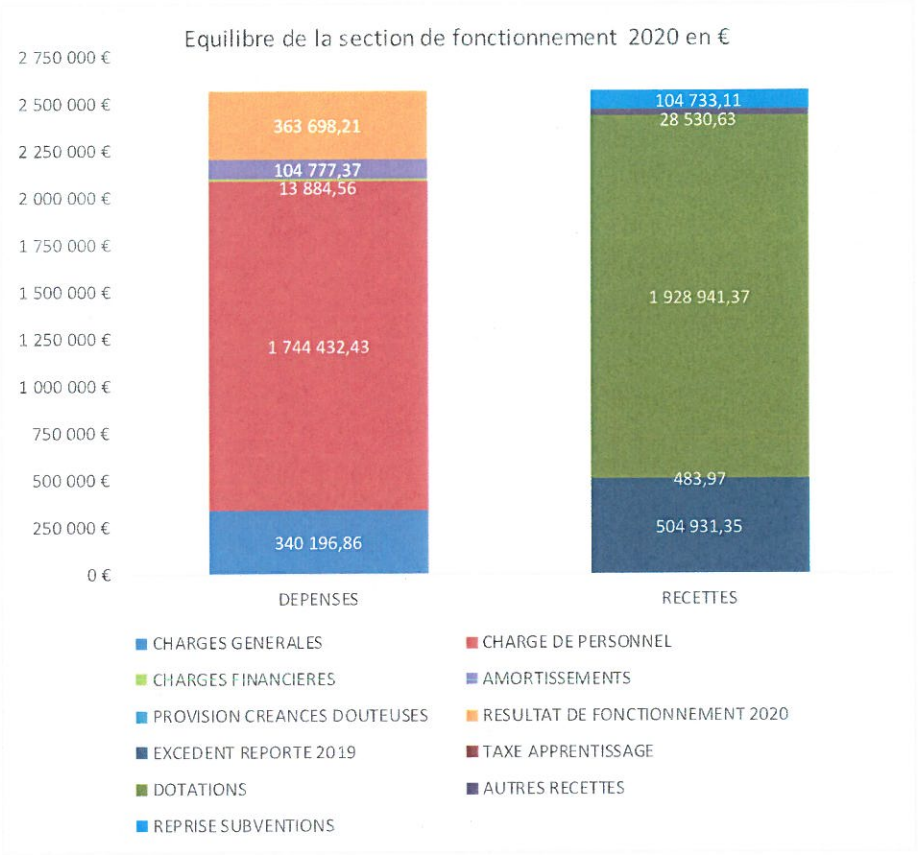
Montant en euros	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAUX	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Mouvements réels 2020	2 099 144,85	1 957 955,97	215 845,50	137 843,97	2 314 990,35	2 095 799,94
reprise du résultat 2019		504 931,35		104 087,75	0,00	609 019,10
Sous-total					**2 314 990,35**	**2 704 819,04**
Mouvements d'ordre	104 777,37	104 733,11	104 733,11	104 777,37	209 510,48	209 510,48
Sous-total					**2 524 500,83**	**2 914 329,52**
Reports			29 925,18		29 925,18	0,00
Sous-total					**2 554 426,01**	**2 914 329,52**
Résultat disponible après reports						359 903,51

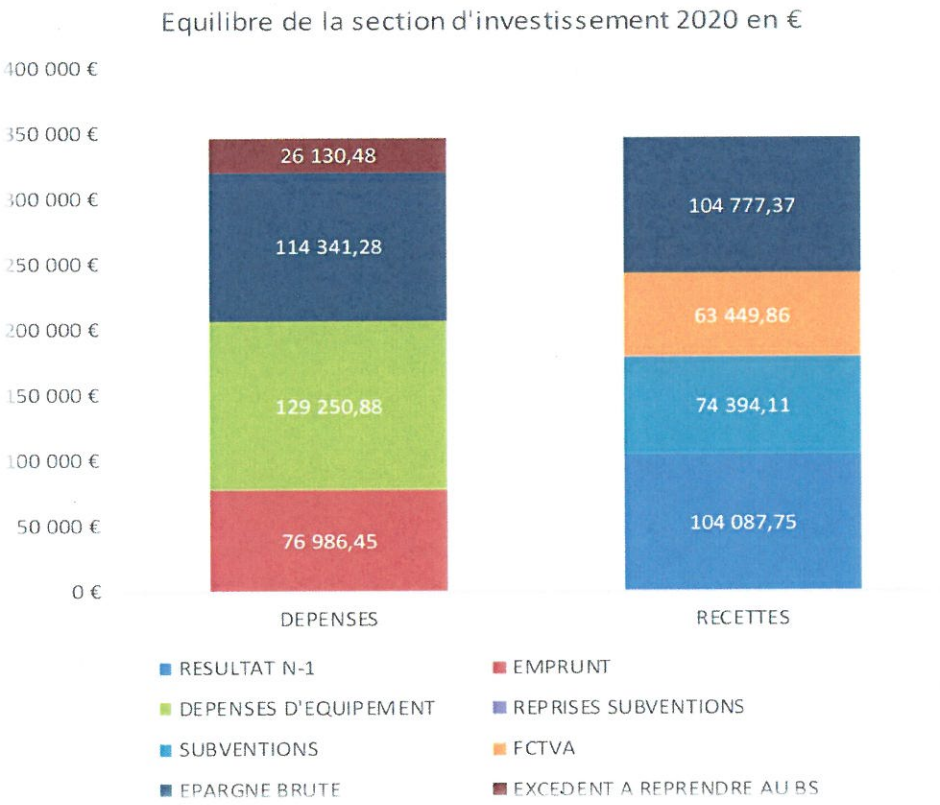
Détail des soldes intermédiaires d'exécution :

Recettes de fonctionnement 2020	2 062 689,08 €	résultat 2020	-141 233,14 €
Dépenses de fonctionnement 2020	2 203 922,22 €	reprise du résultat 2019	504 931,35 €
		solde d'exécution en fonctionnement	**363 698,21 €**
Recettes d'investissement 2020	242 621,34 €	résultat 2020	-77 957,27 €
Dépenses d'investissement 2020	320 578,61 €	reprise du résultat 2019	104 087,75 €
		solde d'exécution en investissement	**26 130,48 €**
Restes à réaliser en recettes	0,00 €	**solde des restes à réaliser 2020**	**-29 925,18 €**
Restes à réaliser en dépenses	29 925,18 €		
		Solde d'éxécution	**359 903,51 €**

L'affectation de l'excédent sera traitée dans une délibération spécifique.

Synthèse des Dépenses et des Recettes 2020

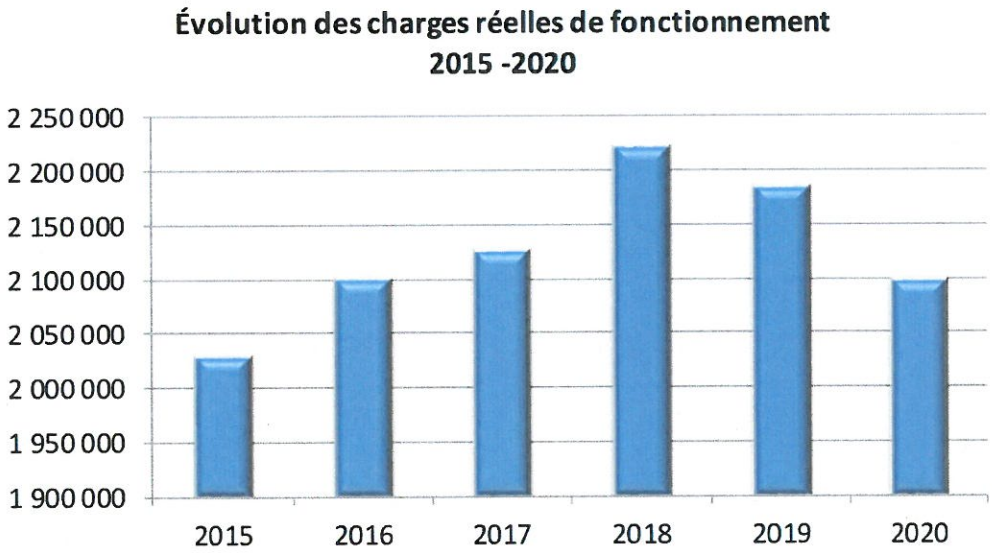




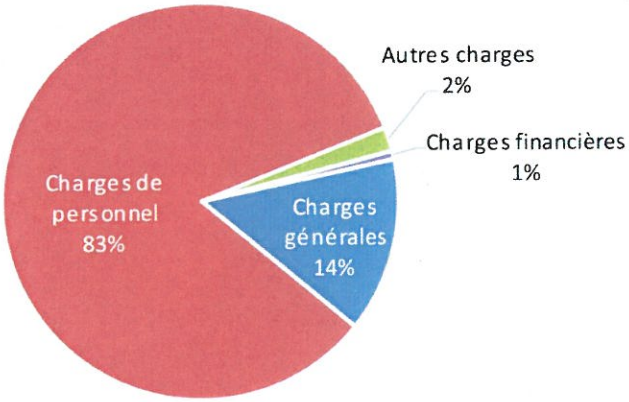
B. Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à **2 099 144,85 €.** Elles diminuent de 85 K€ par rapport à l'année 2019. Cette baisse apparait principalement sur les deux principaux postes de charges : les charges générales (- 75 K€) et les dépenses de personnel (- 29 K€). On note cependant une augmentation des autres charges de gestion courante de + 35 K€.

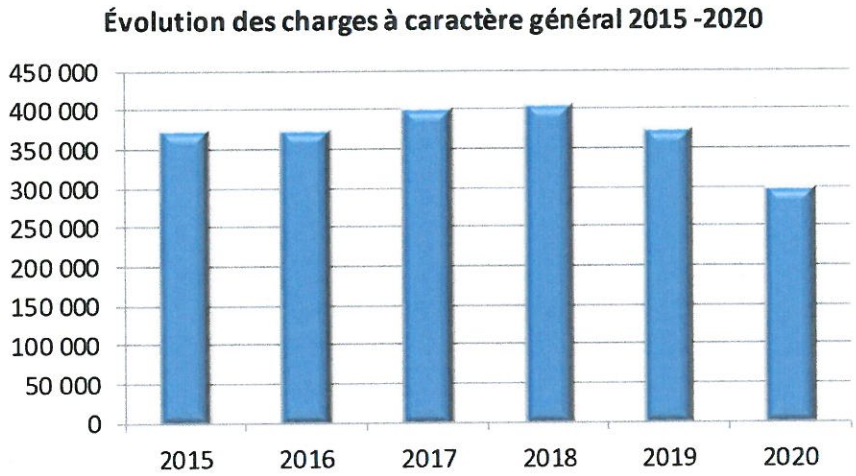
		CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
				En valeur	En %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	374 470,38 €	299 403,65 €	-75 066,73 €	-20,05%
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 773 395,73 €	1 744 432,43 €	-28 963,30 €	-1,63%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 891,06 €	40 383,79 €	35 492,73 €	725,67%
DEPENSES DE GESTION COURANTE		**2 152 757,17 €**	**2 084 219,87 €**	**-68 537,30 €**	**-3,18%**
66	CHARGES FINANCIERES	15 610,79 €	13 884,56 €	-1 726,23 €	-11,06%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 838,43 €	409,42 €	-10 429,01 €	-96,22%
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS	5 000,00 €	631,00 €	-4 369,00 €	-87,38%
AUTRES DEPENSES		**31 449,22 €**	**14 924,98 €**	**-16 524,24 €**	**-52,54%**
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	89 887,06 €	104 777,37 €	14 890,31 €	16,57%
OPERATIONS ORDRE		**89 887,06 €**	**104 777,37 €**	**14 890,31 €**	**16,57%**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**2 274 093,45 €**	**2 203 922,22 €**	**-70 171,23 €**	**-3,09%**



Structure des charges réelles de fonctionnement 2020



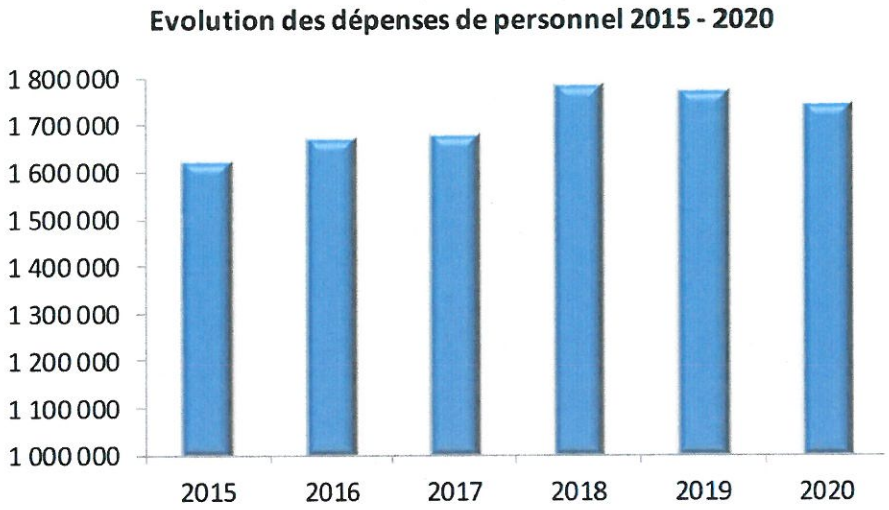
- **Les charges à caractère général**



Les charges à caractère général sont en forte baisse de 20 % par rapport à 2019. Elles s'élèvent à **299 403,65 €.**

La baisse observée s'explique principalement par la fermeture de l'établissement en raison de la crise sanitaire. On constate une diminution des achats de fournitures (- 29 K€), des frais d'hébergement et de restauration dans le cadre des voyages pédagogiques (- 20 K€).

- **Les dépenses de personnel**



Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses de fonctionnement du CFA avec **1 744 432,43 €.** Elles diminuent de 29 K€ en 2020 :

- - 22 K€ pour la rémunération des vacataires.
- - 13 K€ pour la rémunération du personnel titulaire.
- + 7 K€ pour le personnel extérieur.

Les dépenses de personnel retrouvent le niveau des exercices précédents après une hausse en observée en 2018 suite à des mesures statutaires, au changement d'imputation de la participation au COS et à un recours accru à du personnel extérieur.

Les autres dépenses réelles de fonctionnement

Les autres charges courantes augmentent de 35 K€ entre 2019 et 2020. Cette évolution s'explique essentiellement par l'obligation de verser une aide au permis B à destination des apprentis remplissant les conditions. Cette opération est financée par France Compétence (voir recettes de fonctionnement).

Le montant des intérêts de la dette s'élève à : 13 884,56 €.

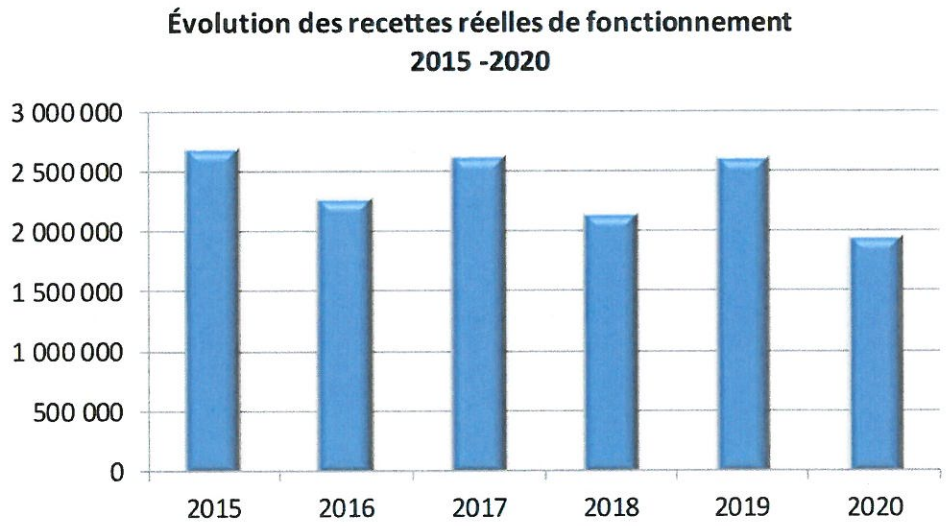
Les charges exceptionnelles baissent nettement (- 10 K€). Le montant constaté en 2019 était exceptionnel (régularisation d'une annulation d'un titre 2018).

La provision pour créances douteuses d'un montant de 5 K€, constituée en 2019 a été augmentée de 631 € en 2020, dans le cadre de l'amélioration de la qualité comptable.

C. Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à **1 957 955,60 €.** Elles diminuent de 660 K€ entre 2019 et 2020 (- 25 %).

		CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
				En valeur	En %
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		4 440,92 €	4 440,92 €	
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERS	35 588,03 €	5 201,22 €	-30 386,81 €	-85,38%
73	IMPOTS ET TAXES	251 089,19 €	483,97 €	-250 605,22 €	-99,81%
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	2 301 492,34 €	1 928 941,37 €	-372 550,97 €	-16,19%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	28 731,49 €	18 598,88 €	-10 132,61 €	-35,27%
RECETTES DE GESTION COURANTE		**2 616 901,05 €**	**1 957 666,36 €**	**-659 234,69 €**	**-25,19%**
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 075,24 €	289,61 €	-785,63 €	-73,07%
AUTRES RECETTES		**1 075,24 €**	**289,61 €**	**-785,63 €**	**-73,07%**
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	77 357,00 €	104 733,11 €	27 376,11 €	35,39%
OPERATIONS ORDRE		**77 357,00 €**	**104 733,11 €**	**27 376,11 €**	**35,39%**
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**2 695 333,29 €**	**2 062 689,08 €**	**-632 644,21 €**	**-23,47%**



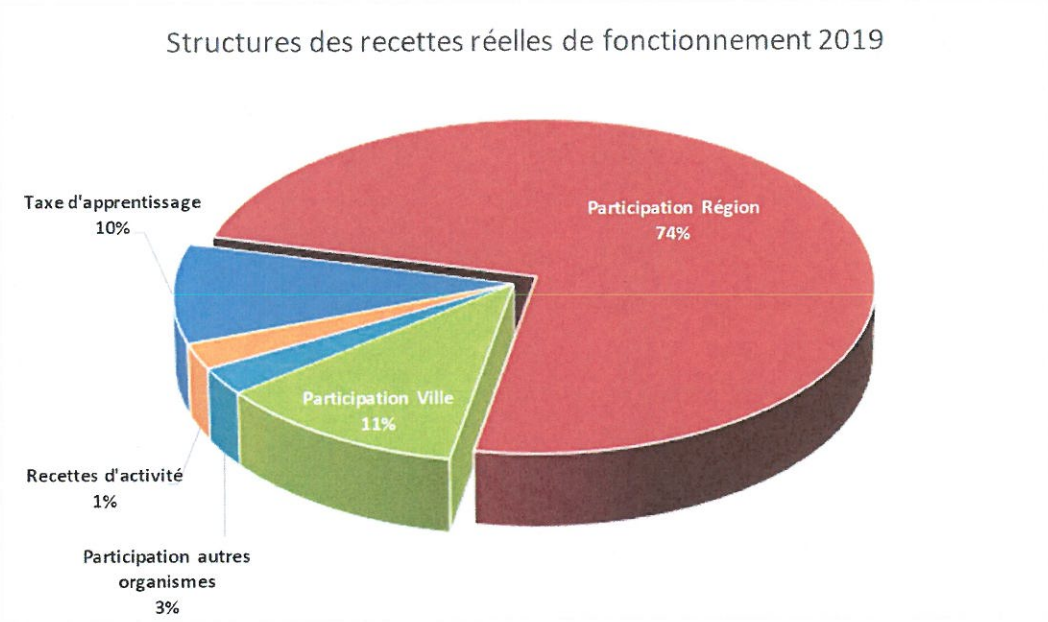
Répartition des recettes

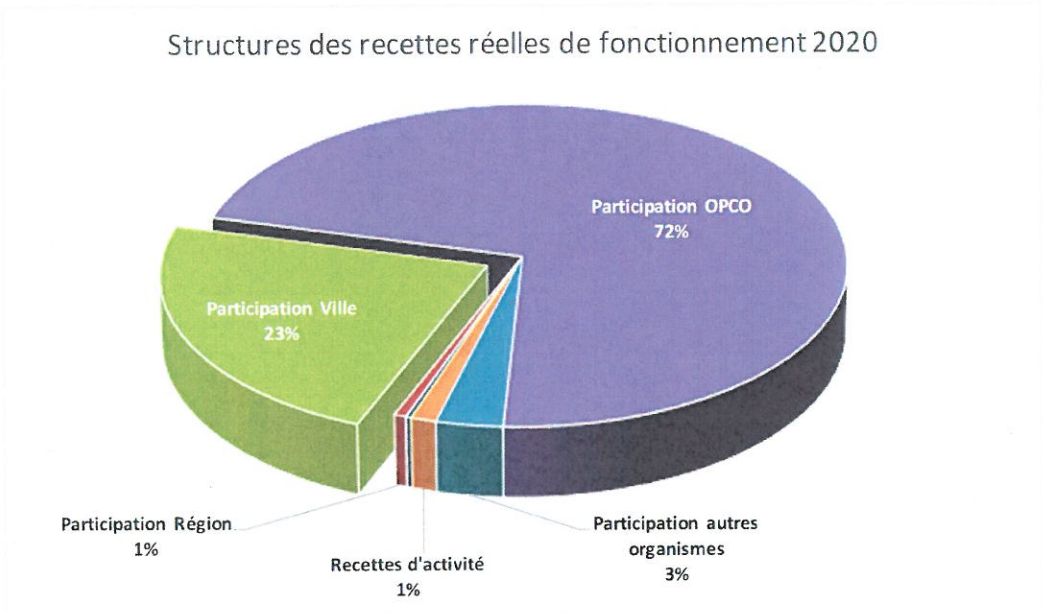
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ecart	Evolution en %
Taxe d'apprentissage	193 947	212 361	168 009	249 863	251 089	484	-250 605	-99,81%
Participation Région	1 614 931	1 598 299	1 651 484	1 194 214	1 933 635	10 938	-1 922 698	-99,43%
Participation Ville	723 880	204 517	501 517	541 517	300 000	450 000	150 000	50,00%
Participation OPCO						1 405 894	1 405 894	
Participation autres organismes	35 359	65 952	185 924	84 430	67 857	62 110	-5 747	-8,47%
Recettes d'activité	121 635	188 912	117 178	73 854	64 320	23 800	-40 519	-63,00%
Autres recettes	3	0	457	270	1 075	4 731	3 655	339,95%
TOTAL	**2 689 755**	**2 270 041**	**2 624 569**	**2 144 148**	**2 617 976**	**1 957 956**	**-660 021**	**-25,21%**

La baisse des recettes s'explique notamment par la réforme de l'apprentissage au 1er janvier 2020 avec la disparition de la taxe d'apprentissage et le financement des CFA par les Opérateurs de Compétence (Opco).

La multiplicité des financements des contrats durant la période de transition 2019 – 2020 crée de nombreuses incertitudes sur le niveau de recettes de ce budget, avec des décalages dans les versements.
La Région a néanmoins poursuivi en 2020, le versement des soldes des participations pour les contrats signés avant sa perte de compétence (11 K€).

Par ailleurs, la fermeture de l'établissement en raison de la crise sanitaire a impacté les recettes liées aux activités (salon de coiffure, restaurant pédagogique, location...) avec une baisse de 40 K€.

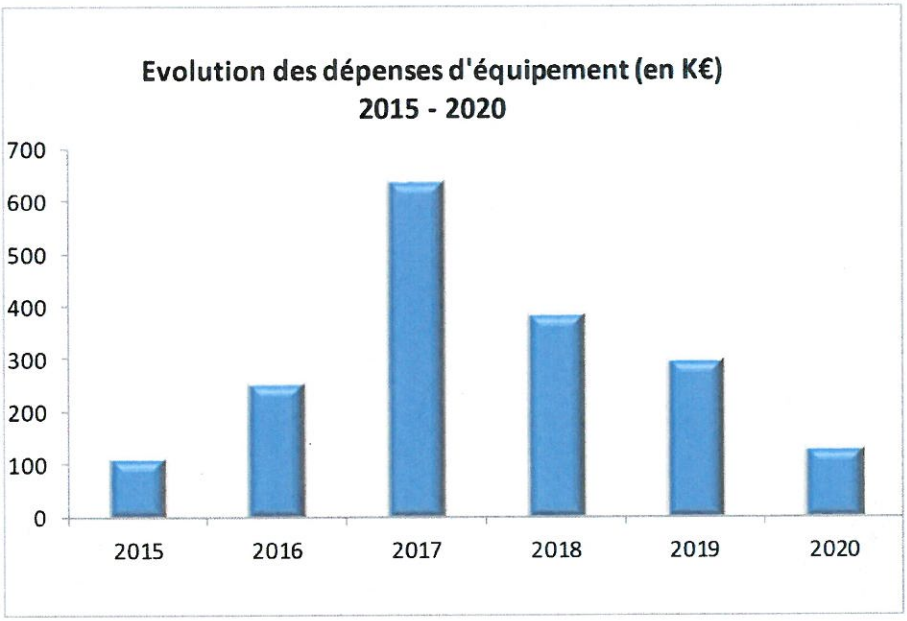




D. Les dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement s'établissement à **215 845,50 €** et diminuent de 155 K€ (- 42 %).

		CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
				En valeur	En %
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		8 128,80 €	8 128,80 €	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	127 965,59 €	40 146,43 €	-87 819,16 €	-68,63%
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	167 584,55 €	80 975,65 €	-86 608,90 €	-51,68%
DEPENSES EQUIPEMENT		**295 550,14 €**	**129 250,88 €**	**-166 299,26 €**	**-56,27%**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES		9 608,17 €	9 608,17 €	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	75 179,82 €	76 986,45 €	1 806,63 €	2,40%
DEPENSES FINANCIERES		**75 179,82 €**	**86 594,62 €**	**11 414,80 €**	**15,18%**
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	77 357,00 €	104 733,11 €	27 376,11 €	35,39%
OPERATIONS ORDRE		**77 357,00 €**	**104 733,11 €**	**27 376,11 €**	**35,39%**
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**448 086,96 €**	**320 578,61 €**	**-127 508,35 €**	**-28,46%**



Les dépenses d'équipement s'élèvent à **129 250, 88** €. Elles sont en baisse de 166 K€ (- 56 %).

Elles se répartissent en :

- Travaux sur les bâtiments (81 K€) dont :
  - Frigo pour l'atelier pâtisserie : 25 K€
  - Mise en conformité des postes haute tension : 32 K€
- Achats d'équipements pour les apprentis (+ 27 K€)
- Renouvellement du matériel informatique (+ 13 K€)
- Achat de logiciels (+ 8 K€)

Les reports de crédits de 2020 sur 2021 s'élèvent à 30 K€. Il s'agit principalement de :

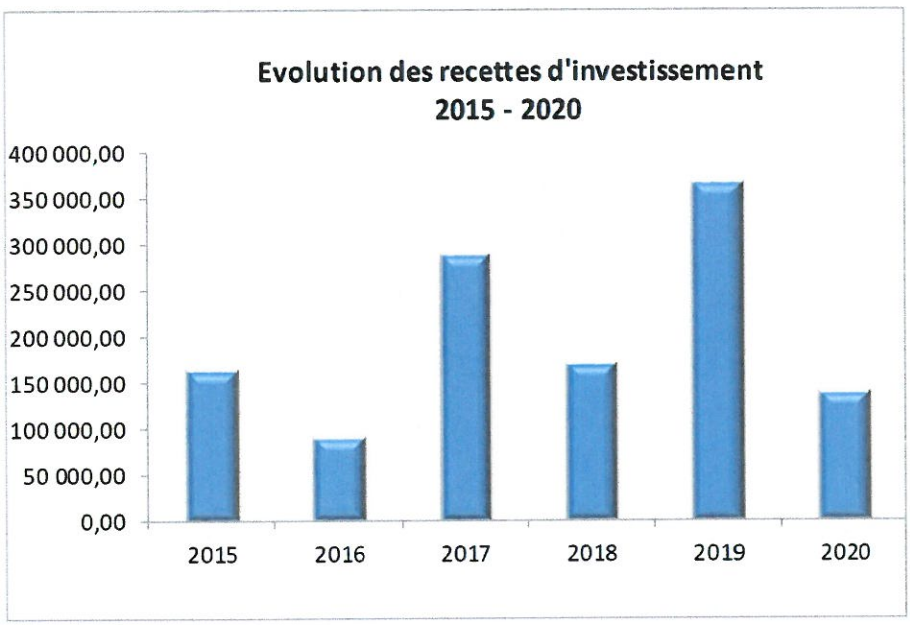
- L''achat d'un banc géométrique pour 12 K€
- Travaux de climatisation du bâtiment D pour 10 K€
- L'achat de matériel informatique (vidéoprojecteur, enceinte...) pour 4 K€

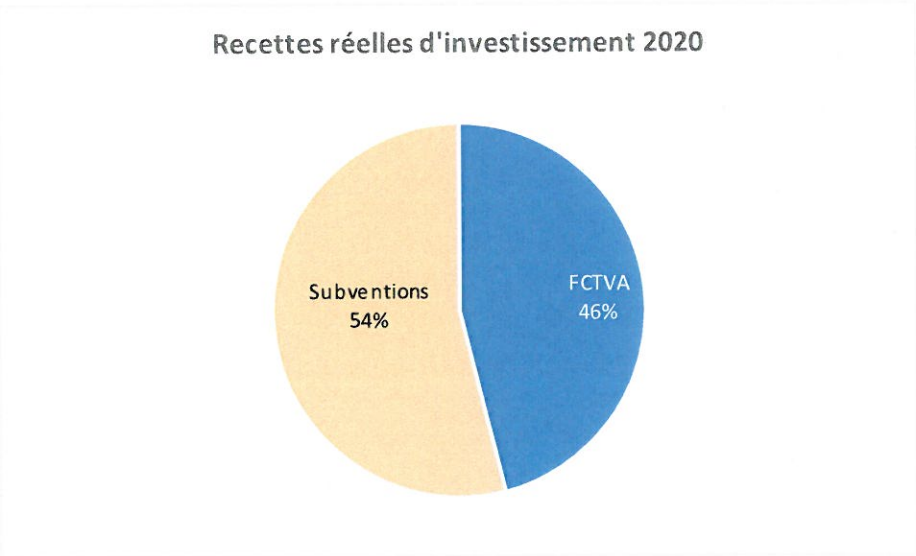
E. Les recettes réelles d'investissement

Les dépenses d'équipement des diverses filières sont financées principalement les subventions versées par la Région Bourgogne Franche Comté (74 K€) ainsi que par le FCTVA (63 K€).

En 2020, elles s'élèvent à 138 K€ et sont en baisse de 228 K€ par rapport à 2019.

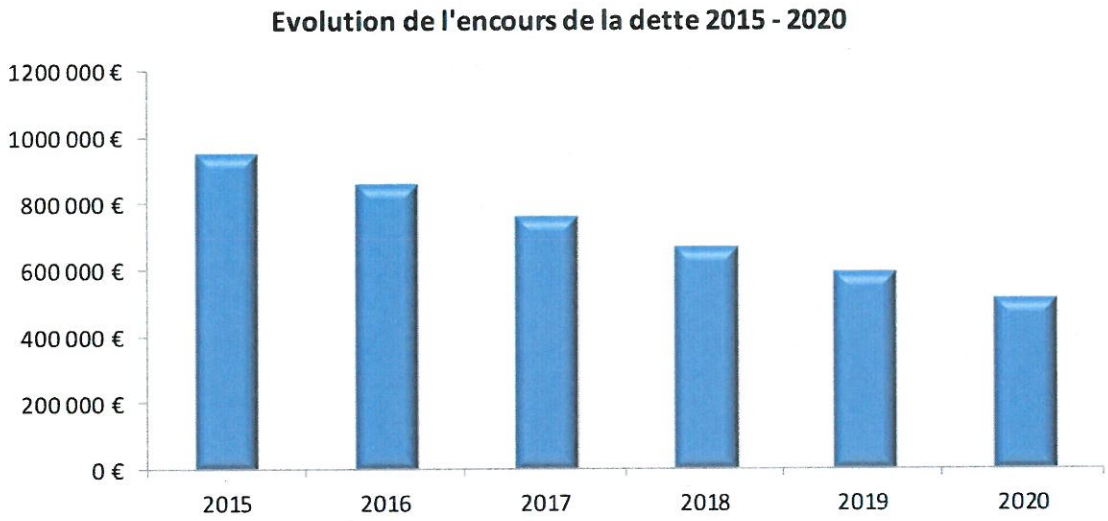
		CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
				En valeur	En %
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	263 569,00 €	74 394,11 €	-189 174,89 €	-71,77%
RECETTES EQUIPEMENT		**263 569,00 €**	**74 394,11 €**	**-189 174,89 €**	**-71,77%**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	102 881,73 €	63 449,86 €	-39 431,87 €	-38,33%
	Dont excédent de fonctionnement capitalisé (1068)	*75 645,32 €*			
RECETTES FINANCIERES		**178 527,05 €**	**63 449,86 €**	**-115 077,19 €**	**-64,46%**
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	89 887,06 €	104 777,37 €	14 890,31 €	16,57%
OPERATIONS ORDRE		**89 887,06 €**	**104 777,37 €**	**14 890,31 €**	**16,57%**
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		**531 983,11 €**	**242 621,34 €**	**-289 361,77 €**	**-54,39%**





F. La dette

L'encours de la dette est de 517 130 € au 31/12/2020.



Le budget annexe du CFA se désendette à hauteur de 77 K€.

Aucun emprunt n'a été souscrit depuis 2014 pour financer les investissements.

SYNTHESE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DOREY

L'aménagement du secteur Dorey dans la cadre du programme de renouvellement urbain du quartier des Résidences intègre la volonté municipale de transformer, moderniser et embellir Belfort pour préparer l'avenir avec l'ensemble de ses quartiers.

La Ville de Belfort a confié à la SODEB un mandat d'aménagement pour le secteur Dorey afin d'y réaliser d'importants travaux. L'aménageur doit en effet viabiliser deux lotissements, réaliser les voiries et les espaces publics.

Le choix de la procédure urbanistique du lotissement, implique obligatoirement la création d'un budget annexe, qui retrace les dépenses d'acquisition des parcelles et les travaux qui concourent directement à l'aménagement des parcelles (bornage, viabilisation, réalisation des dessertes internes...) avant leur cession.

Par délibération n°20-119, en date du 16 octobre 2020, le Conseil municipal a décidé la création d'un budget retraçant l'ensemble de ces opérations.

Un premier budget a été voté le 17 décembre 2020. Les dépenses consacrées à la viabilisation s'élèvent à 766 K€, qui se décomposent de la manière suivante :

- Achats des terrains à aménager : + 604 K€
- Travaux de viabilisation des parcelles : + 152 K€
- Frais accessoires et imprévus : + 10 K€

Aucune écriture n'a été constatée en 2020.

	DEPENSES		RECETTES	
	BP 2020	CA 2020	BP 2020	CA 2020
FONCTIONNEMENT				
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	766 480,00 €	0,00 €		
DEPENSES DE GESTION COURANTE	**766 480,00 €**	**0,00 €**		
042 OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			766 480,00 €	0,00 €
OPERATIONS ORDRE			**766 480,00 €**	**0,00 €**
TOTAL FONCTIONNEMENT	**766 480,00 €**	**0,00 €**	**766 480,00 €**	**0,00 €**

	DEPENSES		RECETTES	
	BP 2020	CA 2020	BP 2020	CA 2020
INVESTISSEMENT				
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES			766 480,00 €	0,00 €
RECETTES FINANCIERES			**766 480,00 €**	**0,00 €**
040 OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	766 480,00 €	0,00 €		
OPERATIONS ORDRE	**766 480,00 €**	**0,00 €**		
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**766 480,00 €**	**0,00 €**	**766 480,00 €**	**0,00 €**

COMPTE ADMINISTRATIF 2020

VILLE DE BELFORT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE BELFORT (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21900010600019

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE GRAND BELFORT

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL BELFORT (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 36
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 76
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 116
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 117
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 127
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 129
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 130
A4 - Etat des provisions 131
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 132
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 133
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) 135
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) 136
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 137
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 195
A10.3 - Opérations liées aux cessions 204
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 205
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 206
A11 - Etat des travaux en régie 207
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 209
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 217
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 218

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 223
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 224

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 226
C1.2 - Actions de formation des élus 231
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 232
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 233
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 234
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 235
C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 237
D2 - Arrêté et signatures 238

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE BELFORT BUDGET PRINCIPAL BELFORT	CA 2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	48 423
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	230
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
GRAND BELFORT	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
53 122 997	60 308 343	1 238,54	1 282,88

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 179,95	1 393
2	Produit des impositions directes/population	482,98	641
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 508,69	1 533
4	Dépenses d'équipement brut/population	258,46	394
5	Encours de dette/population	1 380,69	1 032
6	DGF/population	328,54	200
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	62,13%	54,63%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	89,20%	97,52%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	17,13%	25,70%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	91,52%	67,32%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	61 512 616,79	G	73 362 987,79
	Section d'investissement	B	22 219 279,71	H	20 990 557,97
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 544 205,50 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	4 176 042,65 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	87 907 939,15	= G+H+I+J	95 897 751,26
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	6 596 206,60	L	3 293 229,20
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	6 596 206,60	= K+L	3 293 229,20
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	61 512 616,79	= G+I+K	74 907 193,29
	Section d'investissement	= B+D+F	32 991 528,96	= H+J+L	24 283 787,17
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	94 504 145,75	= G+H+I+J+K+L	99 190 980,46

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 6 596 206,60	L 3 293 229,20
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		952 800,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 340 429,20
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	491 482,36	0,00
204	Subventions d'équipement versées	24 731,77	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	3 489 628,86	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 590 363,61	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	15 411 493,00	10 467 951,82	1 205 928,14	0,00	3 737 613,04
012	Charges de personnel, frais assimilés	36 743 210,00	34 984 396,16	517 315,33	0,00	1 241 498,51
014	Atténuations de produits	116 500,00	89 372,06	0,00	0,00	27 127,94
65	Autres charges de gestion courante	8 946 547,00	8 445 271,29	15 658,01	0,00	485 617,70
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**61 217 750,00**	**53 986 991,33**	**1 738 901,48**	**0,00**	**5 491 857,19**
66	Charges financières	1 180 200,00	846 506,23	185 697,70	0,00	147 996,07
67	Charges exceptionnelles	429 290,00	-574 037,96	952 800,00	0,00	50 527,96
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**62 827 240,00**	**54 259 459,60**	**2 877 399,18**	**0,00**	**5 690 381,22**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*5 930 179,50*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*3 500 000,00*	*4 375 758,01*			*-875 758,01*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***9 430 179,50***	***4 375 758,01***			***5 054 421,49***
TOTAL		**72 257 419,50**	**58 635 217,61**	**2 877 399,18**	**0,00**	**10 744 802,71**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	355 380,00	293 530,04	0,00	0,00	61 849,96
70	Produits services, domaine et ventes div	4 974 170,00	4 002 766,69	1 042 250,00	0,00	-70 846,69
73	Impôts et taxes	41 955 336,00	42 212 176,53	731 248,00	0,00	-988 088,53
74	Dotations et participations	22 487 471,00	22 629 369,01	341 464,25	0,00	-483 362,26
75	Autres produits de gestion courante	411 305,00	424 190,72	0,00	0,00	-12 885,72
Total des recettes de gestion courante		**70 183 662,00**	**69 562 032,99**	**2 114 962,25**	**0,00**	**-1 493 333,24**
76	Produits financiers	38 333,00	59 658,24	0,00	0,00	-21 325,24
77	Produits exceptionnels	107 719,00	1 277 516,97	0,00	0,00	-1 169 797,97
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	40 900,00	40 900,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**70 370 614,00**	**70 940 108,20**	**2 114 962,25**	**0,00**	**-2 684 456,45**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*342 600,00*	307 917,34			34 682,66
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***342 600,00***	***307 917,34***			***34 682,66***
TOTAL		**70 713 214,00**	**71 248 025,54**	**2 114 962,25**	**0,00**	**-2 649 773,79**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **1 544 205,50**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 481 766,85	494 248,03	491 482,36	496 036,46
204	Subventions d'équipement versées	320 047,24	250 517,83	24 731,77	44 797,64
21	Immobilisations corporelles	7 607 279,11	2 802 332,37	3 489 628,86	1 315 317,88
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	13 631 384,48	8 968 173,21	2 590 363,61	2 072 847,66
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**23 040 477,68**	**12 515 271,44**	**6 596 206,60**	**3 928 999,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves	537 236,00	532 897,67	0,00	4 338,33
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 077 852,00	8 027 856,90	0,00	1 049 995,10
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	600 000,00	600 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**10 215 088,00**	**9 160 754,57**	**0,00**	**1 054 333,43**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**33 255 565,68**	**21 676 026,01**	**6 596 206,60**	**4 983 333,07**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*342 600,00*	*307 917,34*		*34 682,66*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*280 536,00*	*235 336,36*		*45 199,64*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***623 136,00***	***543 253,70***		***79 882,30***
TOTAL		**33 878 701,68**	**22 219 279,71**	**6 596 206,60**	**5 063 215,37**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **4 176 042,65**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 715 131,33	1 951 981,56	2 340 429,20	422 720,57
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	11 675 118,80	4 000 000,00	0,00	7 675 118,80
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	6 222,00	0,00	-6 222,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	76 435,95	80 612,93	0,00	-4 176,98
Total des recettes d'équipement		**16 466 686,08**	**6 038 816,49**	**2 340 429,20**	**8 087 440,39**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 260 540,00	2 300 828,90	0,00	-40 288,90
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	8 037 630,75	8 037 630,75	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 372,00	2 187,46	0,00	9 184,54
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 567 800,00		952 800,00	
Total des recettes financières		**11 877 342,75**	**10 340 647,11**	**952 800,00**	**583 895,64**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**28 344 028,83**	**16 379 463,60**	**3 293 229,20**	**8 671 336,03**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*5 930 179,50*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*3 500 000,00*	*4 375 758,01*		*-875 758,01*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*280 536,00*	*235 336,36*		*45 199,64*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***9 710 715,50***	***4 611 094,37***		***5 099 621,13***
TOTAL		**38 054 744,33**	**20 990 557,97**	**3 293 229,20**	**13 770 957,16**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information	**R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	11 673 879,96		11 673 879,96
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 501 711,49		35 501 711,49
014	Atténuations de produits	89 372,06		89 372,06
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	8 460 929,30		8 460 929,30
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	1 032 203,93	*0,00*	1 032 203,93
67	Charges exceptionnelles	378 762,04	*1 250 260,50*	1 629 022,54
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*3 125 497,51*	3 125 497,51
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**57 136 858,78**	***4 375 758,01***	**61 512 616,79**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	532 897,67	*0,00*	532 897,67
13	Subventions d'investissement	0,00	*41 471,00*	41 471,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	8 027 856,90	*0,00*	8 027 856,90
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*251 850,86*	251 850,86
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	494 248,03	*0,00*	494 248,03
204	Subventions d'équipement versées	250 517,83	*0,00*	250 517,83
21	Immobilisations corporelles (6)	2 802 332,37	*52 422,73*	2 854 755,10
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	8 968 173,21	*197 509,11*	9 165 682,32
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	600 000,00	*0,00*	600 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**21 676 026,01**	***543 253,70***	**22 219 279,71**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**4 176 042,65**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	293 530,04		293 530,04
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	5 045 016,69		5 045 016,69
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*14 595,48*	14 595,48
73	Impôts et taxes	42 943 424,53		42 943 424,53
74	Dotations et participations	22 970 833,26		22 970 833,26
75	Autres produits de gestion courante	424 190,72	*0,00*	424 190,72
76	Produits financiers	59 658,24	*0,00*	59 658,24
77	Produits exceptionnels	1 277 516,97	*293 321,86*	1 570 838,83
78	Reprise sur amortissements et provisions	40 900,00	*0,00*	40 900,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**73 055 070,45**	***307 917,34***	**73 362 987,79**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**1 544 205,50**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 300 828,90	0,00	2 300 828,90
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 037 630,75		8 037 630,75
13	Subventions d'investissement	1 951 981,56	40 024,00	1 992 005,56
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 002 187,46	0,00	4 002 187,46
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*286 040,79*	286 040,79
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*180 676,83*	180 676,83
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	6 222,00	*966 456,50*	972 678,50
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	80 612,93	*12 398,74*	93 011,67
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*3 125 497,51*	*3 125 497,51*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**16 379 463,60**	**4 611 094,37**	**20 990 557,97**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**15 411 493,00**	**10 467 951,82**	**1 205 928,14**	**0,00**	**3 737 613,04**
60611	Eau et assainissement	274 300,00	129 320,99	11,00	0,00	144 968,01
60612	Energie - Electricité	2 755 205,96	2 288 936,81	46,00	0,00	466 223,15
60613	Chauffage urbain	125 300,00	99 807,73	5,00	0,00	25 487,27
60621	Combustibles	7 770,04	2 766,46	1,00	0,00	5 002,58
60623	Alimentation	137 739,58	86 715,58	9 166,79	0,00	41 857,21
60628	Autres fournitures non stockées	15 958,40	6 038,87	2 265,45	0,00	7 654,08
60631	Fournitures d'entretien	250 500,00	222 322,85	0,00	0,00	28 177,15
60632	Fournitures de petit équipement	248 726,02	177 668,73	18 539,80	0,00	52 517,49
60633	Fournitures de voirie	292 283,51	239 603,20	20 667,91	0,00	32 012,40
60636	Vêtements de travail	109 337,55	93 745,07	13 173,91	0,00	2 418,57
6064	Fournitures administratives	88 336,79	69 500,65	3 392,55	0,00	15 443,59
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	174 459,02	156 129,28	12 284,77	0,00	6 044,97
6067	Fournitures scolaires	143 346,92	132 411,56	10 286,42	0,00	648,94
6068	Autres matières et fournitures	718 101,54	605 269,95	32 042,43	0,00	80 789,16
611	Contrats de prestations de services	264 490,19	150 614,58	28 600,32	0,00	85 275,29
6132	Locations immobilières	280 387,00	231 637,79	0,00	0,00	48 749,21
6135	Locations mobilières	801 768,03	333 686,68	53 152,24	0,00	414 929,11
614	Charges locatives et de copropriété	245 000,00	209 706,72	0,00	0,00	35 293,28
61521	Entretien terrains	640 089,16	559 761,14	36 103,01	0,00	44 225,01
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	237 622,36	172 194,56	24 085,31	0,00	41 342,49
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	302 256,69	20 881,15	17 262,68	0,00	264 112,86
615231	Entretien, réparations voiries	154 380,00	32 273,66	700,00	0,00	121 406,34
615232	Entretien, réparations réseaux	287 745,20	258 562,11	2 496,00	0,00	26 687,09
61524	Entretien bois et forêts	45 466,27	40 928,35	2 830,96	0,00	1 706,96
61558	Entretien autres biens mobiliers	282 174,99	165 139,97	97 801,35	0,00	19 233,67
6156	Maintenance	1 033 186,96	728 944,40	201 403,18	0,00	102 839,38
6161	Multirisques	122 323,27	118 595,70	0,00	0,00	3 727,57
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	160 000,00	138 982,14	0,00	0,00	21 017,86
6168	Autres primes d'assurance	4 000,00	2 781,60	0,00	0,00	1 218,40
617	Etudes et recherches	108 377,40	42 286,60	18 546,85	0,00	47 543,95
6182	Documentation générale et technique	54 084,00	52 212,09	0,00	0,00	1 871,91
6184	Versements à des organismes de formation	99 050,00	30 899,39	27 214,09	0,00	40 936,52
6188	Autres frais divers	51 400,00	6 702,12	8 557,60	0,00	36 140,28
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	12 350,00	2 218,52	0,00	0,00	10 131,48
6226	Honoraires	38 734,42	16 964,56	210,00	0,00	21 559,86
6227	Frais d'actes et de contentieux	110 869,00	97 198,61	8 773,60	0,00	4 896,79
6228	Divers	39 656,95	24 108,16	1 950,00	0,00	13 598,79
6231	Annonces et insertions	137 053,86	56 277,23	7 216,68	0,00	73 559,95
6232	Fêtes et cérémonies	449 752,63	197 837,99	19 452,30	0,00	232 462,34
6236	Catalogues et imprimés	187 187,70	70 138,93	20 645,92	0,00	96 402,85
6237	Publications	113 474,90	68 363,36	8 927,63	0,00	36 183,91
6238	Divers	262 268,50	67 440,15	6 473,93	0,00	188 354,42
6241	Transports de biens	40 703,31	37 161,26	120,00	0,00	3 422,05
6244	Transports administratifs	150,00	150,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	134 659,60	77 792,49	19 246,48	0,00	37 620,63
6251	Voyages et déplacements	32 772,49	11 302,47	62,26	0,00	21 407,76
6256	Missions	14 000,00	9 092,13	0,00	0,00	4 907,87
6257	Réceptions	91 030,49	36 233,44	2 420,00	0,00	52 377,05
6261	Frais d'affranchissement	113 197,00	95 715,13	0,00	0,00	17 481,87
6262	Frais de télécommunications	151 800,00	151 548,76	1 488,76	0,00	-1 237,52
627	Services bancaires et assimilés	60 000,00	14 228,59	0,00	0,00	45 771,41
6281	Concours divers (cotisations)	43 727,11	39 431,31	0,00	0,00	4 295,80
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	59 395,61	11 738,38	0,00	0,00	47 657,23
6283	Frais de nettoyage des locaux	126 954,23	94 209,80	0,00	0,00	32 744,43
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	97 205,00	0,00	124 958,00	0,00	-27 753,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	97 033,18	96 909,01	0,00	0,00	124,17
6288	Autres services extérieurs	2 037 096,74	1 219 337,38	338 293,72	0,00	479 465,64
63512	Taxes foncières	253 973,00	242 758,00	0,00	0,00	11 215,00
63513	Autres impôts locaux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6353	Impôts indirects	53 746,00	0,00	0,00	0,00	53 746,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 700,00	2 101,80	602,24	0,00	-1 004,04
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	134 834,43	120 665,88	4 450,00	0,00	9 718,55
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**36 743 210,00**	**34 984 396,16**	**517 315,33**	**0,00**	**1 241 498,51**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	540 000,00	0,00	501 554,00	0,00	38 446,00
6218	Autre personnel extérieur	3 539 666,98	3 457 537,24	6 080,92	0,00	76 048,82
6331	Versement de transport	310 100,00	289 174,99	0,00	0,00	20 925,01

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	90 850,00	85 050,45	0,00	0,00	5 799,55
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	221 000,00	177 404,77	0,00	0,00	43 595,23
64111	Rémunération principale titulaires	17 770 712,30	17 393 457,17	0,00	0,00	377 255,13
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	439 190,00	431 631,27	0,00	0,00	7 558,73
64118	Autres indemnités titulaires	3 367 160,00	3 236 847,09	0,00	0,00	130 312,91
64131	Rémunérations non tit.	1 256 681,00	982 885,23	0,00	0,00	273 795,77
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 755 000,00	2 657 458,56	0,00	0,00	97 541,44
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 425 842,00	5 363 749,36	0,00	0,00	62 092,64
64731	Allocations chômage versées directement	140 000,00	116 471,62	0,00	0,00	23 528,38
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	514 615,72	491 066,72	0,00	0,00	23 549,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	331 530,00	275 355,41	6 480,41	0,00	49 694,18
6488	Autres charges	40 862,00	26 306,28	3 200,00	0,00	11 355,72
014	**Atténuations de produits**	**116 500,00**	**89 372,06**	**0,00**	**0,00**	**27 127,94**
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	470,00	0,00	0,00	0,00	470,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	95 000,00	69 795,00	0,00	0,00	25 205,00
739118	Autres reversements de fiscalité	18 500,00	17 054,49	0,00	0,00	1 445,51
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	2 530,00	2 522,57	0,00	0,00	7,43
65	**Autres charges de gestion courante**	**8 946 547,00**	**8 445 271,29**	**15 658,01**	**0,00**	**485 617,70**
6521	Déficit budgets annexes administratifs	541 517,00	450 000,00	0,00	0,00	91 517,00
6531	Indemnités	428 800,00	386 055,60	658,01	0,00	42 086,39
6532	Frais de mission	12 529,16	3 966,20	0,00	0,00	8 562,96
6533	Cotisations de retraite	39 500,00	28 779,76	0,00	0,00	10 720,24
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	117 000,00	80 366,19	0,00	0,00	36 633,81
6535	Formation	12 975,00	12 634,80	0,00	0,00	340,20
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	600,00	585,68	0,00	0,00	14,32
6541	Créances admises en non-valeur	23 400,00	19 724,20	0,00	0,00	3 675,80
6542	Créances éteintes	20 000,00	10 613,87	0,00	0,00	9 386,13
65548	Autres contributions	1 410 339,00	1 407 749,08	0,00	0,00	2 589,92
6558	Autres contributions obligatoires	463 724,29	357 743,94	0,00	0,00	105 980,35
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	1 760 000,00	1 760 000,00	0,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	142 600,00	110 000,00	0,00	0,00	32 600,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	56 000,00	54 498,73	0,00	0,00	1 501,27
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	3 915 962,55	3 761 051,00	15 000,00	0,00	139 911,55
65888	Autres	100,00	2,24	0,00	0,00	97,76
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**61 217 750,00**	**53 986 991,33**	**1 738 901,48**	**0,00**	**5 491 857,19**
66	**Charges financières (b)**	**1 180 200,00**	**846 506,23**	**185 697,70**	**0,00**	**147 996,07**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 160 000,00	1 065 873,33	0,00	0,00	94 126,67
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-219 367,10	185 697,70	0,00	33 669,40
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
665	Escomptes accordés	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**429 290,00**	**-574 037,96**	**952 800,00**	**0,00**	**50 527,96**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	5 000,00	3 401,70	0,00	0,00	1 598,30
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 750,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	72 040,00	21 724,30	0,00	0,00	50 315,70
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	256 000,00	250 846,61	0,00	0,00	5 153,39
6745	Subv. aux personnes de droit privé	85 000,00	67 635,43	0,00	0,00	17 364,57
678	Autres charges exceptionnelles	9 500,00	-917 646,00	952 800,00	0,00	-25 654,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**62 827 240,00**	**54 259 459,60**	**2 877 399,18**	**0,00**	**5 690 381,22**
023	***Virement à la section d'investissement***	***5 930 179,50***	***0,00***			***5 930 179,50***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***3 500 000,00***	***4 375 758,01***			***-875 758,01***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*964 219,71*			*-964 219,71*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*286 040,79*			*-286 040,79*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*3 500 000,00*	*3 125 497,51*			*374 502,49*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***9 430 179,50***	***4 375 758,01***			***5 054 421,49***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***9 430 179,50***	***4 375 758,01***			***5 054 421,49***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**72 257 419,50**	**58 635 217,61**	**2 877 399,18**	**0,00**	**10 744 802,71**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
Pour information **D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1**		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	185 697,70
Montant des ICNE de l'exercice N-1	219 367,10
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-33 669,40

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**355 380,00**	**293 530,04**	**0,00**	**0,00**	**61 849,96**
6419	Remboursements rémunérations personnel	355 380,00	290 834,18	0,00	0,00	64 545,82
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	2 216,00	0,00	0,00	-2 216,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	479,86	0,00	0,00	-479,86
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***4 974 170,00***	***4 002 766,69***	***1 042 250,00***	***0,00***	***-70 846,69***
7022	Coupes de bois	*30 000,00*	*12 470,84*	*0,00*	*0,00*	*17 529,16*
7023	Menus produits forestiers	*44 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*44 000,00*
70311	Concessions cimetières (produit net)	*110 000,00*	*148 799,05*	*0,00*	*0,00*	*-38 799,05*
70312	Redevances funéraires	*18 000,00*	*21 400,33*	*0,00*	*0,00*	*-3 400,33*
70321	Stationnement et location voie publique	*12 400,00*	*38 560,56*	*0,00*	*0,00*	*-26 160,56*
70323	Redev. occupat° domaine public communal	*149 700,00*	*170 089,04*	*0,00*	*0,00*	*-20 389,04*
70328	Autres droits stationnement et location	*125 000,00*	*127 431,83*	*0,00*	*0,00*	*-2 431,83*
7035	Locations de droits de chasse et pêche	*650,00*	*800,00*	*0,00*	*0,00*	*-150,00*
70383	Redevance de stationnement	*1 020 000,00*	*928 474,55*	*0,00*	*0,00*	*91 525,45*
70384	Forfait de post-stationnement	*98 000,00*	*131 748,88*	*0,00*	*0,00*	*-33 748,88*
70388	Autres redevances et recettes diverses	*48 500,00*	*48 776,84*	*0,00*	*0,00*	*-276,84*
7062	Redevances services à caractère culturel	*99 250,00*	*90 159,82*	*0,00*	*0,00*	*9 090,18*
70631	Redevances services à caractère sportif	*64 000,00*	*37 762,50*	*0,00*	*0,00*	*26 237,50*
70632	Redevances services à caractère loisir	*9 000,00*	*7 398,00*	*0,00*	*0,00*	*1 602,00*
7066	Redevances services à caractère social	*811 767,00*	*670 251,40*	*0,00*	*0,00*	*141 515,60*
7067	Redev. services périscolaires et enseign	*717 500,00*	*676 421,55*	*0,00*	*0,00*	*41 078,45*
7071	Compteurs	*0,00*	*2 184,08*	*0,00*	*0,00*	*-2 184,08*
7078	Autres marchandises	*35 800,00*	*32 494,40*	*0,00*	*0,00*	*3 305,60*
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	*0,00*	*22,70*	*0,00*	*0,00*	*-22,70*
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	*210 000,00*	*170 807,33*	*0,00*	*0,00*	*39 192,67*
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	*630 000,00*	*0,00*	*720 647,00*	*0,00*	*-90 647,00*
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	*51 400,00*	*23 760,25*	*0,00*	*0,00*	*27 639,75*
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	*41 000,00*	*5 503,51*	*0,00*	*0,00*	*35 496,49*
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	*17 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*17 000,00*
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	*146 103,00*	*44 218,23*	*321 603,00*	*0,00*	*-219 718,23*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*393 000,00*	*534 851,61*	*0,00*	*0,00*	*-141 851,61*
7088	Produits activités annexes (abonnements)	*92 100,00*	*78 379,39*	*0,00*	*0,00*	*13 720,61*
73	**Impôts et taxes**	**41 955 336,00**	**42 212 176,53**	**731 248,00**	**0,00**	**-988 088,53**
73111	Taxes foncières et d'habitation	23 165 000,00	23 387 139,00	0,00	0,00	-222 139,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	288 451,00	0,00	0,00	-288 451,00
73211	Attribution de compensation	16 567 150,00	15 834 659,44	731 248,00	0,00	1 242,56
73221	FNGIR	267 076,00	267 076,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	150 110,00	150 110,00	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	321 000,00	281 497,32	0,00	0,00	39 502,68
7351	Taxe consommation finale d'électricité	700 000,00	677 822,24	0,00	0,00	22 177,76
7362	Taxes de séjour	185 000,00	225 217,53	0,00	0,00	-40 217,53
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	600 000,00	1 100 204,00	0,00	0,00	-500 204,00
74	**Dotations et participations**	**22 487 471,00**	**22 629 369,01**	**341 464,25**	**0,00**	**-483 362,26**
7411	Dotation forfaitaire	7 237 257,00	7 237 257,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	8 324 188,00	8 324 188,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	347 371,00	347 371,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	14 923,00	14 923,68	0,00	0,00	-0,68
7461	DGD	84 000,00	81 426,00	0,00	0,00	2 574,00
74718	Autres participations Etat	145 160,00	246 979,98	0,00	0,00	-101 819,98
7472	Participat° Régions	95 284,00	36 483,35	34 000,00	0,00	24 800,65
7473	Participat° Départements	61 500,00	50 298,00	0,00	0,00	11 202,00
74748	Participat° Autres communes	53 000,00	8 881,04	0,00	0,00	44 118,96
74751	Participat° GFP de rattachement	67 004,00	66 004,00	0,00	0,00	1 000,00
7478	Participat° Autres organismes	2 826 075,00	3 309 682,97	0,00	0,00	-483 607,97
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	2 000,00	2 403,00	0,00	0,00	-403,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	75 424,00	75 424,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	395 109,00	395 108,57	0,00	0,00	0,43
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	172 469,00	186 046,00	0,00	0,00	-13 577,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	1 523 456,00	1 523 456,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	1 015 970,00	678 590,42	307 464,25	0,00	29 915,33
7484	Dotation de recensement	9 441,00	9 441,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	32 840,00	32 840,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	5 000,00	2 565,00	0,00	0,00	2 435,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**411 305,00**	**424 190,72**	**0,00**	**0,00**	**-12 885,72**
752	Revenus des immeubles	342 150,00	355 045,34	0,00	0,00	-12 895,34
757	Redevances versées par fermiers, conces.	69 000,00	69 135,46	0,00	0,00	-135,46
7588	Autres produits div. de gestion courante	155,00	9,92	0,00	0,00	145,08

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**70 183 662,00**	**69 562 032,99**	**2 114 962,25**	**0,00**	**-1 493 333,24**
76	**Produits financiers (b)**	**38 333,00**	**59 658,24**	**0,00**	**0,00**	**-21 325,24**
761	Produits de participations	10 000,00	10 868,07	0,00	0,00	-868,07
7688	Autres	28 333,00	48 790,17	0,00	0,00	-20 457,17
77	**Produits exceptionnels (c)**	**107 719,00**	**1 277 516,97**	**0,00**	**0,00**	**-1 169 797,97**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	231,09	0,00	0,00	-231,09
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	54 920,00	77 185,58	0,00	0,00	-22 265,58
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	998 409,64	0,00	0,00	-998 409,64
7788	Produits exceptionnels divers	52 799,00	201 690,66	0,00	0,00	-148 891,66
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**40 900,00**	**40 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	40 900,00	40 900,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**70 370 614,00**	**70 940 108,20**	**2 114 962,25**	**0,00**	**-2 684 456,45**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***342 600,00***	***307 917,34***			***34 682,66***
722	*Immobilisations corporelles*	*300 000,00*	*14 595,48*			*285 404,52*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*251 850,86*			*-251 850,86*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*42 600,00*	*41 471,00*			*1 129,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***342 600,00***	***307 917,34***			***34 682,66***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**70 713 214,00**	**71 248 025,54**	**2 114 962,25**	**0,00**	**-2 649 773,79**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 544 205,50**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**1 481 766,85**	**494 248,03**	**491 482,36**	**496 036,46**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	21 642,00	9 773,38	0,00	11 868,62
2031	Frais d'études	919 353,27	261 154,99	329 122,85	329 075,43
2051	Concessions, droits similaires	521 042,58	213 319,66	162 359,51	145 363,41
2088	Autres immobilisations incorporelles	19 729,00	10 000,00	0,00	9 729,00
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**320 047,24**	**250 517,83**	**24 731,77**	**44 797,64**
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	237 800,00	207 241,94	0,00	30 558,06
20422	Privé : Bâtiments, installations	72 247,24	43 275,89	14 731,77	14 239,58
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**7 607 279,11**	**2 802 332,37**	**3 489 628,86**	**1 315 317,88**
2116	Cimetières	170 069,00	24 384,00	36 000,00	109 685,00
2117	Bois et forêts	57 932,74	54 077,18	3 780,00	75,56
2118	Autres terrains	1 226 606,63	13 374,59	710 000,00	503 232,04
2128	Autres agencements et aménagements	821 024,01	308 972,70	109 581,96	402 469,35
21318	Autres bâtiments publics	2 623 833,68	719 800,39	1 787 760,56	116 272,73
2138	Autres constructions	12 898,82	0,00	12 898,82	0,00
2151	Réseaux de voirie	208 766,40	126 464,79	81 986,89	314,72
21538	Autres réseaux	32 941,94	0,00	16 581,94	16 360,00
21571	Matériel roulant	185 307,80	185 307,80	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	20 598,18	0,00	20 598,18	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	397 475,99	239 821,78	91 428,44	66 225,77
2161	Oeuvres et objets d'art	11 258,00	2 511,00	0,00	8 747,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	2 500,00	2 226,00	0,00	274,00
2182	Matériel de transport	341 432,48	249 528,92	89 009,64	2 893,92
2183	Matériel de bureau et informatique	428 193,72	320 752,38	97 226,09	10 215,25
2184	Mobilier	213 160,38	107 464,64	64 257,12	41 438,62
2188	Autres immobilisations corporelles	853 279,34	447 646,20	368 519,22	37 113,92
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**13 631 384,48**	**8 968 173,21**	**2 590 363,61**	**2 072 847,66**
2312	Agencements et aménagements de terrains	134 629,04	101 024,39	31 985,85	1 618,80
2313	Constructions	9 211 656,19	5 853 995,68	1 659 474,66	1 698 185,85
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 006 545,29	2 276 077,44	568 291,12	162 176,73
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	82 558,68	54 020,41	27 737,10	801,17
2318	Autres immo. corporelles en cours	932 825,28	419 888,11	302 874,88	210 062,29
238	Avances versées commandes immo. incorp.	263 170,00	263 167,18	0,00	2,82
	Total des dépenses d'équipement	**23 040 477,68**	**12 515 271,44**	**6 596 206,60**	**3 928 999,64**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**537 236,00**	**532 897,67**	**0,00**	**4 338,33**
10226	Taxe d'aménagement	5 000,00	662,51	0,00	4 337,49
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	532 236,00	532 235,16	0,00	0,84
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**9 077 852,00**	**8 027 856,90**	**0,00**	**1 049 995,10**
1641	Emprunts en euros	6 787 417,22	6 488 190,78	0,00	299 226,44
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	1 503 664,78	1 530 748,12	0,00	-27 083,34
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 372,00	0,00	0,00	11 372,00
16812	Emprunts - Entreprises non financières	8 918,00	8 918,00	0,00	0,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**600 000,00**	**600 000,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	600 000,00	600 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**10 215 088,00**	**9 160 754,57**	**0,00**	**1 054 333,43**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**33 255 565,68**	**21 676 026,01**	**6 596 206,60**	**4 983 333,07**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***342 600,00***	***307 917,34***		***34 682,66***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***42 600,00***	***293 321,86***		***-250 721,86***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*42 600,00*	*41 471,00*		*1 129,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*251 850,86*		*-251 850,86*
	Charges transférées (6)	***300 000,00***	***14 595,48***		***285 404,52***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*288 056,36*	*2 651,84*		*285 404,52*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*11 943,64*	*11 943,64*		*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***280 536,00***	***235 336,36***		***45 199,64***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
2112	*Terrains de voirie*	*24,00*	*24,00*		*0,00*
2118	*Autres terrains*	*40 000,00*	*40 000,00*		*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*12 400,00*	*12 398,73*		*1,27*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*108,00*	*108,00*		*0,00*
2313	*Constructions*	*165 766,00*	*141 195,64*		*24 570,36*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*60 001,00*	*39 373,20*		*20 627,80*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*2 237,00*	*2 236,79*		*0,21*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***623 136,00***	***543 253,70***		***79 882,30***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**33 878 701,68**	**22 219 279,71**	**6 596 206,60**	**5 063 215,37**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**4 176 042,65**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**4 715 131,33**	**1 951 981,56**	**2 340 429,20**	**422 720,57**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	875 394,51	398 398,63	691 049,31	-214 053,43
1322	Subv. non transf. Régions	784 712,00	104 345,69	695 430,80	-15 064,49
1323	Subv. non transf. Départements	370 963,00	314 432,31	0,00	56 530,69
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	615 995,00	100 000,00	515 995,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	337 903,49	32 631,19	5 272,49	299 999,81
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	478 287,00	145 204,86	69 804,07	263 278,07
1342	Amendes de police non transférable	609 689,00	609 689,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	617 187,33	247 279,88	362 877,53	7 029,92
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**11 675 118,80**	**4 000 000,00**	**0,00**	**7 675 118,80**
1641	Emprunts en euros	11 675 118,80	4 000 000,00	0,00	7 675 118,80
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**6 222,00**	**0,00**	**-6 222,00**
2184	Mobilier	0,00	6 222,00	0,00	-6 222,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**76 435,95**	**80 612,93**	**0,00**	**-4 176,98**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	76 435,95	80 612,93	0,00	-4 176,98
	Total des recettes d'équipement	**16 466 686,08**	**6 038 816,49**	**2 340 429,20**	**8 087 440,39**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**10 298 170,75**	**10 338 459,65**	**0,00**	**-40 288,90**
10222	FCTVA	2 210 540,00	2 210 539,91	0,00	0,09
10226	Taxe d'aménagement	50 000,00	90 288,99	0,00	-40 288,99
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 037 630,75	8 037 630,75	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**11 372,00**	**2 187,46**	**0,00**	**9 184,54**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**1 567 800,00**		**952 800,00**	
	Total des recettes financières	**11 877 342,75**	**10 340 647,11**	**952 800,00**	**583 895,64**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**28 344 028,83**	**16 379 463,60**	**3 293 229,20**	**8 671 336,03**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***5 930 179,50***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***3 500 000,00***	***4 375 758,01***		***-875 758,01***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*286 040,79*		*-286 040,79*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*0,00*	*63 270,06*		*-63 270,06*
2118	*Autres terrains*	*0,00*	*7 683,37*		*-7 683,37*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*893 266,28*		*-893 266,28*
2138	*Autres constructions*	*70 000,00*	*0,00*		*70 000,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*1 000,00*	*0,00*		*1 000,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*5 000,00*	*373,47*		*4 626,53*
28031	*Frais d'études*	*139 971,60*	*139 971,60*		*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*	*0,00*		*20 000,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*45 000,00*	*44 200,00*		*800,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*60 000,00*	*41 848,00*		*18 152,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*60 000,00*	*56 183,00*		*3 817,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*5 524,20*	*1 616,00*		*3 908,20*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*218 230,21*	*218 230,21*		*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*25 000,00*	*0,00*		*25 000,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*70 000,00*	*51 306,00*		*18 694,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*15 124,00*	*15 124,00*		*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*110 244,61*	*110 244,61*		*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*73 437,00*	*73 437,00*		*0,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*45 000,00*	*1 174,00*		*43 826,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*192 611,28*	*52 609,00*		*140 002,28*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*2 000,00*	*0,00*		*2 000,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*135 893,00*	*151 405,12*		*-15 512,12*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*411,00*	*411,00*		*0,00*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,56*	*0,00*		*0,56*
28138	*Autres constructions*	*400 000,00*	*399 934,59*		*65,41*
28152	*Installations de voirie*	*2 000,00*	*0,00*		*2 000,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*25 960,90*	*25 960,90*		*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*272 484,80*	*272 484,80*		*0,00*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*5 000,00*	*3 507,00*		*1 493,00*
28182	*Matériel de transport*	*280 078,44*	*280 078,44*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*310 000,00*	*286 118,50*		*23 881,50*
28184	*Mobilier*	*200 000,00*	*197 051,64*		*2 948,36*
28188	*Autres immo. corporelles*	*710 028,40*	*702 228,63*		*7 799,77*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***9 430 179,50***	***4 375 758,01***		***5 054 421,49***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***280 536,00***	***235 336,36***		***45 199,64***
1328	*Autres subventions d'équip. non transf.*	*40 023,00*	*40 024,00*		*-1,00*
2031	*Frais d'études*	*210 001,00*	*179 704,83*		*30 296,17*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*972,00*		*-972,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*2 236,79*		*-2 236,79*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*30 512,00*	*12 398,74*		*18 113,26*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***9 710 715,50***	***4 611 094,37***		***5 099 621,13***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**38 054 744,33**	**20 990 557,97**	**3 293 229,20**	**13 770 957,16**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	8 646 819	3 352 246	230 249	1 475 573	2 080 257	717 942	45 477	28 676	238 345	4 424 444	435 999	21 676 026
- Equipements municipaux (2)		3 340 246	230 249	1 470 573	2 032 621	617 440	32 477	28 676	197 069	3 795 339	433 999	12 264 754
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		12 000	0	5 000	47 635	100 502	13 000	0	41 276	29 105	2 000	250 518
- Opérations financières	8 646 819											8 646 819
Dépenses d'ordre	543 254											543 254
Solde d'exécution reporté de N-1	4 176 043											4 176 043
Total dépenses	**13 366 115**	**3 352 246**	**230 249**	**1 475 573**	**2 080 257**	**717 942**	**45 477**	**28 676**	**238 345**	**4 424 444**	**435 999**	**26 395 322**
Total recettes	**19 943 389**	**338 990**	**31 976**	**42 749**	**502 727**	**26 436**	**0**	**0**	**0**	**60 792**	**43 500**	**20 990 558**
Solde d'investissement	**6 577 274**	**-3 013 257**	**-198 273**	**-1 432 824**	**-1 577 530**	**-691 506**	**-45 477**	**-28 676**	**-238 345**	**-4 363 651**	**-392 499**	**-5 404 764**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**1 627 035**	**393 953**	**44 845**	**1 019 528**	**971 527**	**0**	**0**	**283 732**	**1 834 382**	**421 206**	**6 596 207**
Total RAR recettes	**1 460 293**	**528 000**	**51 871**	**0**	**534 567**	**151 832**	**0**	**0**	**480 000**	**8 500**	**78 166**	**3 293 229**
SOLDE RAR investissement	**1 460 293**	**-1 099 035**	**-342 082**	**-44 845**	**-484 961**	**-819 695**	**0**	**0**	**196 268**	**-1 825 882**	**-343 040**	**-3 302 977**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**6 126 056**	**16 562 210**	**3 025 321**	**7 348 083**	**4 770 352**	**4 352 610**	**2 958 578**	**3 932 400**	**1 500**	**11 485 474**	**950 033**	**61 512 617**
Total recettes	**48 661 653**	**19 305 002**	**171 054**	**1 063 146**	**400 105**	**837 465**	**267 831**	**3 619 639**	**0**	**276 536**	**304 762**	**74 907 193**
Solde de fonctionnement	**42 535 597**	**2 742 792**	**-2 854 267**	**-6 284 937**	**-4 370 247**	**-3 515 145**	**-2 690 747**	**-312 761**	**-1 500**	**-11 208 938**	**-645 271**	**13 394 577**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**13 366 115**	**4 979 281**	**624 202**	**1 520 417**	**3 099 784**	**1 689 469**	**45 477**	**28 676**	**522 077**	**6 258 826**	**857 205**	**32 991 529**
Dépenses réelles		8 646 819	4 979 281	624 202	1 520 417	3 099 784	1 689 469	45 477	28 676	522 077	6 258 826	857 205	28 272 233
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	532 898	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	532 898
10226	Taxe d'aménagement	663	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	663
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	532 235	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	532 235
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	8 027 857	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 027 857
1641	Emprunts en euros	6 488 191	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 488 191
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	1 530 748	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 530 748
16812	Emprunts - Entreprises non financières	8 918	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 918
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	441 237	0	0	96 376	3 000	8 858	0	19 966	371 806	44 488	985 730
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 773	0	9 773
2031	Frais d'études	0	72 096	0	0	96 376	3 000	0	0	19 966	354 352	44 488	590 278
2051	Concessions, droits similaires	0	359 141	0	0	0	0	8 858	0	0	7 680	0	375 679
2088	Autres immobilisations incorporelles	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
204	Subventions d'équipement versées	0	12 000	0	5 000	57 635	100 502	13 000	0	55 008	29 105	3 000	275 250
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	10 000
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	12 000	0	5 000	47 635	100 502	13 000	0	0	29 105	0	207 242
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	55 008	0	3 000	58 008
21	Immobilisations corporelles	0	1 805 043	410 069	94 585	730 098	935 597	21 666	28 676	270 000	1 698 799	297 428	6 291 961
2116	Cimetières	0	60 384	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 384
2117	Bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57 857	0	57 857
2118	Autres terrains	0	0	0	0	0	0	0	0	270 000	453 375	0	723 375
2128	Autres agencements et aménagements	0	0	0	0	19 923	231 301	0	0	0	167 330	0	418 555
21318	Autres bâtiments publics	0	900 397	0	0	584 198	595 826	0	0	0	180 237	246 903	2 507 561
2138	Autres constructions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 899	0	12 899
2151	Réseaux de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	208 452	0	208 452

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
21538	Autres réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 582	0	16 582
21571	Matériel roulant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	185 308	0	185 308
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 598	0	20 598
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	41 746	0	0	0	0	0	0	0	289 505	0	331 250
2161	Oeuvres et objets d'art	0	0	0	0	2 511	0	0	0	0	0	0	2 511
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0	0	0	0	2 226	0	0	0	0	0	0	2 226
2182	Matériel de transport	0	321 916	16 622	0	0	0	0	0	0	0	0	338 539
2183	Matériel de bureau et informatique	0	334 631	0	14 378	47 303	0	21 666	0	0	0	0	417 978
2184	Mobilier	0	22 121	0	45 653	57 393	14 344	0	20 856	0	11 356	0	171 722
2188	Autres immobilisations corporelles	0	123 848	393 447	34 554	16 544	94 126	0	7 820	0	95 302	50 525	816 165
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	86 064	2 721 002	214 133	1 420 832	2 215 675	650 370	1 952	0	177 103	3 559 116	512 289	11 558 537
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	3 259	0	19 290	0	0	0	110 461	0	133 010
2313	Constructions	0	2 637 597	0	1 381 974	2 133 918	631 080	1 952	0	0	214 660	512 289	7 513 470
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	83 404	214 133	35 599	0	0	0	0	0	2 511 232	0	2 844 369
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0	0	0	0	81 758	0	0	0	0	0	0	81 758
2318	Autres immo. corporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	722 763	0	722 763
238	Avances versées commandes immo. incorp.	86 064	0	0	0	0	0	0	0	177 103	0	0	263 167
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	600 000	0	600 000
2764	Créances sur personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	600 000	0	600 000
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*543 254*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*543 254*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*307 917*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*307 917*
13911	*Etat et établissements nationaux*	*41 471*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*41 471*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*251 851*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*251 851*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*2 652*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 652*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*11 944*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*11 944*
041	*Opérations patrimoniales*	*235 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*235 336*
2112	*Terrains de voirie*	*24*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*24*
2118	*Autres terrains*	*40 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*40 000*
2151	*Réseaux de voirie*	*12 399*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 399*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*108*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*108*
2313	*Constructions*	*141 196*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*141 196*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*39 373*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*39 373*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*2 237*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 237*
001Solde d'exécution reporté de N-1		4 176 043	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 176 043

RECETTES													
Total recettes d'investissement		**21 403 682**	**866 990**	**83 847**	**42 749**	**1 037 294**	**178 268**	**0**	**0**	**480 000**	**69 292**	**121 666**	**24 283 787**
Recettes réelles		16 792 588	866 990	83 847	42 749	1 037 294	178 268	0	0	480 000	69 292	121 666	19 672 693
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 248 171	90 289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 338 460
10222	FCTVA	2 210 540	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 210 540
10226	Taxe d'aménagement	0	90 289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	90 289
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 037 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 037 631
13	Subventions d'investissement	1 551 566	776 701	83 847	0	1 037 294	178 268	0	0	480 000	63 070	121 666	4 292 411
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	295 900	0	83 847	0	206 474	0	0	0	480 000	3 228	20 000	1 089 448
1322	Subv. non transf. Régions	301 588	0	0	0	498 188	0	0	0	0	0	0	799 776
1323	Subv. non transf. Départements	14 432	0	0	0	300 000	0	0	0	0	0	0	314 432
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	3 995	612 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	615 995
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0	0	0	0	32 631	0	0	0	0	5 272	0	37 904
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	83 900	94 509	0	0	0	1 600	0	0	0	0	35 000	215 009
1342	Amendes de police non transférable	609 689	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	609 689
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	242 062	70 192	0	0	0	176 668	0	0	0	54 570	66 666	610 157
16	Emprunts et dettes assimilées	4 002 187	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 002 187
1641	Emprunts en euros	4 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 187	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 187
18	Compte de liaison : affectat° (BA,règie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 222	0	6 222
2184	Mobilier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 222	0	6 222
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	37 864	0	0	42 749	0	0	0	0	0	0	0	80 613
238	Avances versées commandes immo. incorp.	37 864	0	0	42 749	0	0	0	0	0	0	0	80 613
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*4 611 094*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 611 094*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*4 375 758*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 375 758*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*286 041*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*286 041*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*63 270*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*63 270*
2118	*Autres terrains*	*7 683*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 683*
21318	*Autres bâtiments publics*	*893 266*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*893 266*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*373*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*373*
28031	*Frais d'études*	*139 972*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*139 972*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*44 200*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*44 200*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*41 848*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*41 848*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*56 183*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*56 183*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*1 616*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 616*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*218 230*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*218 230*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*51 306*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*51 306*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*15 124*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 124*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*110 245*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*110 245*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*73 437*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*73 437*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*1 174*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 174*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*52 609*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*52 609*
28051	*Concessions et droits similaires*	*151 405*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*151 405*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*411*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*411*
28138	*Autres constructions*	*399 935*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*399 935*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*25 961*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*25 961*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*272 485*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*272 485*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*3 507*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 507*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
28182	*Matériel de transport*	*280 078*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*280 078*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*286 119*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*286 119*
28184	*Mobilier*	*197 052*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*197 052*
28188	*Autres immo. corporelles*	*702 229*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*702 229*
041	*Opérations patrimoniales*	*235 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*235 336*
1328	*Autres subventions d'équip. non transf.*	*40 024*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*40 024*
2031	*Frais d'études*	*179 705*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*179 705*
2033	*Frais d'insertion*	*972*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*972*
21318	*Autres bâtiments publics*	*2 237*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 237*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*12 399*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 399*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**6 126 056**	**16 562 210**	**3 025 321**	**7 348 083**	**4 770 352**	**4 352 610**	**2 958 578**	**3 932 400**	**1 500**	**11 485 474**	**950 033**	**61 512 617**
Dépenses réelles		1 750 298	16 562 210	3 025 321	7 348 083	4 770 352	4 352 610	2 958 578	3 932 400	1 500	11 485 474	950 033	57 136 859
011	Charges à caractère général	9 976	4 942 001	314 408	2 032 647	761 225	474 137	375 117	287 081	0	2 057 635	419 653	11 673 880
60611	Eau et assainissement	0	70 656	0	33 497	8 557	-4 031	10 552	7 441	0	0	2 660	129 332
60612	Energie - Electricité	0	539 859	0	501 999	158 900	263 756	279 440	60 286	0	437 302	47 440	2 288 983
60613	Chauffage urbain	0	0	0	51 978	16 275	5 520	17 690	8 350	0	0	0	99 813
60621	Combustibles	0	0	0	0	612	2 155	0	0	0	0	0	2 767
60623	Alimentation	0	429	0	46 590	0	7 015	0	41 848	0	0	0	95 882
60628	Autres fournitures non stockées	0	396	0	-39	0	2 397	0	2 893	0	2 657	0	8 304
60631	Fournitures d'entretien	0	222 323	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222 323
60632	Fournitures de petit équipement	0	26 576	9 035	36 154	41 170	27 643	0	5 508	0	49 284	839	196 209
60633	Fournitures de voirie	0	8 747	0	0	0	0	0	0	0	251 524	0	260 271
60636	Vêtements de travail	0	85 116	19 238	0	0	2 198	367	0	0	0	0	106 919
6064	Fournitures administratives	0	63 302	0	0	9 591	0	0	0	0	0	0	72 893
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	18 631	147 967	300	0	1 516	0	0	0	168 414
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	142 698	0	0	0	0	0	0	0	142 698
6068	Autres matières et fournitures	0	474 200	595	5 838	18 947	17 421	0	27 173	0	93 139	0	637 312
611	Contrats de prestations de services	0	6 648	7 741	52 239	0	2 417	0	0	0	76 445	33 725	179 215
6132	Locations immobilières	0	37 616	0	0	0	7 919	0	0	0	0	186 102	231 638
6135	Locations mobilières	0	301 618	0	35 061	1 493	44 185	0	3 282	0	1 200	0	386 839
614	Charges locatives et de copropriété	0	209 707	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209 707
61521	Entretien terrains	0	27 359	0	0	0	5 608	0	0	0	562 897	0	595 864

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	113 463	52 227	0	0	0	0	0	0	29 746	844	196 280
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	0	2 217	0	0	0	34 227	1 700	38 144
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 974	0	32 974
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	3 375	0	0	0	0	0	0	257 683	0	261 058
61524	Entretien bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43 759	0	43 759
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	61 605	152 000	11 778	1 498	11 544	0	3 211	0	21 306	0	262 941
6156	Maintenance	0	579 365	2 728	72 735	1 807	28 143	13 420	0	0	91 154	140 996	930 348
6161	Multirisques	0	113 293	0	0	5 302	0	0	0	0	0	0	118 596
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0	138 982	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138 982
6168	Autres primes d'assurance	0	2 782	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 782
617	Etudes et recherches	0	37 495	0	23 339	0	0	0	0	0	0	0	60 833
6182	Documentation générale et technique	0	48 532	0	0	1 772	0	1 908	0	0	0	0	52 212
6184	Versements à des organismes de formation	0	58 113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 113
6188	Autres frais divers	0	15 004	0	0	0	0	0	256	0	0	0	15 260
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	0	2 050	0	101	67	0	0	0	0	0	2 219
6226	Honoraires	0	17 175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 175
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	105 972	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 972
6228	Divers	0	2 527	0	0	23 531	0	0	0	0	0	0	26 058
6231	Annonces et insertions	0	56 391	0	0	4 532	0	0	1 404	0	0	1 168	63 494
6232	Fêtes et cérémonies	0	157 856	0	9 000	34 964	0	10 806	4 168	0	0	496	217 290
6236	Catalogues et imprimés	0	92 285	0	0	0	0	0	0	0	-1 500	0	90 785
6237	Publications	0	75 805	0	0	1 486	0	0	0	0	0	0	77 291
6238	Divers	0	38 529	0	0	32 839	2 318	0	0	0	0	228	73 914
6241	Transports de biens	0	7 866	0	0	29 415	0	0	0	0	0	0	37 281
6244	Transports administratifs	0	0	0	0	150	0	0	0	0	0	0	150
6247	Transports collectifs	0	0	0	86 181	0	10 858	0	0	0	0	0	97 039
6251	Voyages et déplacements	0	10 544	0	0	821	0	0	0	0	0	0	11 365
6256	Missions	0	9 092	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 092
6257	Réceptions	0	38 145	0	0	508	0	0	0	0	0	0	38 653
6261	Frais d'affranchissement	0	92 215	0	3 500	0	0	0	0	0	0	0	95 715
6262	Frais de télécommunications	0	153 038	0	0	0	0	0	0	0	0	0	153 038
627	Services bancaires et assimilés	5 750	8 479	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 229
6281	Concours divers (cotisations)	0	25 186	0	100	4 091	464	466	1 100	0	8 024	0	39 431
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts,	0	0	8 055	0	0	0	0	0	0	3 683	0	11 738

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	94 210	0	0	0	0	0	0	0	0	0	94 210
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	124 958	0	0	0	0	0	0	0	0	0	124 958
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	96 909	0	0	0	0	0	0	0	0	0	96 909
6288	Autres services extérieurs	0	127 015	57 364	901 369	213 159	34 023	40 469	118 646	0	62 130	3 456	1 557 631
63512	Taxes foncières	0	242 758	0	0	0	0	0	0	0	0	0	242 758
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 704	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 704
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 522	121 859	0	0	1 735	0	0	0	0	0	0	125 116
012	Charges de personnel, frais assimilés	531 060	9 470 292	2 651 503	4 391 428	2 975 776	1 994 853	510 091	3 610 819	0	9 365 889	0	35 501 711
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	501 554	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	501 554
6218	Autre personnel extérieur	0	3 349 954	0	0	0	113 664	0	0	0	0	0	3 463 618
6331	Versement de transport	0	54 056	23 687	38 026	27 931	17 643	4 843	34 812	0	88 176	0	289 175
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	15 899	6 966	11 184	8 215	5 189	1 424	10 239	0	25 933	0	85 050
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	35 148	14 299	22 922	17 018	10 691	3 015	20 839	0	53 474	0	177 405
64111	Rémunération principale titulaires	0	3 136 622	1 455 025	2 250 283	1 602 700	1 088 054	255 480	2 180 232	0	5 425 061	0	17 393 457
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	59 821	75 653	62 582	28 886	42 794	6 131	59 215	0	96 548	0	431 631
64118	Autres indemnités titulaires	0	600 831	409 895	334 887	292 958	215 879	46 482	267 567	0	1 068 349	0	3 236 847
64131	Rémunérations non tit.	0	313 664	4 882	162 028	240 651	2 816	64 458	56 140	0	138 247	0	982 885
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	501 526	215 184	357 496	253 759	160 141	45 723	317 893	0	805 736	0	2 657 459
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	992 687	445 911	672 732	503 657	337 981	82 534	663 883	0	1 664 364	0	5 363 749
64731	Allocations chômage versées directement	0	116 472	0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 472
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0	11 777	0	479 290	0	0	0	0	0	0	0	491 067
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	281 836	0	0	0	0	0	0	0	0	0	281 836
6488	Autres charges	29 506	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 506
014	Atténuations de produits	72 318	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 054	89 372
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	69 795	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 795
739118	Autres reversements de fiscalité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 054	17 054
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	2 523	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 523
65	Autres charges de gestion courante	50 035	2 076 708	59 410	924 008	1 033 350	1 883 620	2 073 370	34 500	1 500	61 950	262 479	8 460 929
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0	0	0	450 000	0	0	0	0	0	0	0	450 000
6531	Indemnités	0	386 714	0	0	0	0	0	0	0	0	0	386 714
6532	Frais de mission	0	3 966	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 966
6533	Cotisations de retraite	0	28 780	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 780

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	80 366	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 366
6535	Formation	0	12 635	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 635
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	586	0	0	0	0	0	0	0	0	0	586
6541	Créances admises en non-valeur	0	19 724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 724
6542	Créances éteintes	0	10 614	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 614
65548	Autres contributions	0	1 272 739	59 410	0	0	0	0	0	0	0	75 600	1 407 749
6558	Autres contributions obligatoires	50 035	0	0	307 709	0	0	0	0	0	0	0	357 744
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	1 760 000	0	0	0	0	1 760 000
65737	Autres établissements publics locaux	0	77 000	0	0	0	0	0	0	0	0	33 000	110 000
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	54 499	0	0	0	0	0	0	0	54 499
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	182 082	0	111 800	1 033 350	1 883 620	313 370	34 500	1 500	61 950	153 879	3 776 051
65888	Autres	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 032 204	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 032 204
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 065 873	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 065 873
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-33 669	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-33 669
67	Charges exceptionnelles	54 706	73 209	0	0	0	0	0	0	0	0	250 847	378 762
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 402	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 402
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	21 724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 724
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250 847	250 847
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0	67 635	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 635
678	Autres charges exceptionnelles	29 580	5 574	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 154
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*4 375 758*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 375 758*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*4 375 758*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 375 758*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*964 220*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*964 220*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*286 041*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*286 041*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*3 125 498*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 125 498*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		RECETTES											
Total recettes de fonctionnement		**48 661 653**	**19 305 002**	**171 054**	**1 063 146**	**400 105**	**837 465**	**267 831**	**3 619 639**	**0**	**276 536**	**304 762**	**74 907 193**
Recettes réelles		46 824 126	19 290 407	171 054	1 063 146	400 105	837 465	267 831	3 619 639	0	276 536	304 762	73 055 070
013	**Atténuations de charges**	**53 049**	**188 856**	**0**	**0**	**1 200**	**50 425**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**293 530**
6419	Remboursements rémunérations personnel	50 833	188 376	0	0	1 200	50 425	0	0	0	0	0	290 834
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	2 216	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 216
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0	480	0	0	0	0	0	0	0	0	0	480
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**1 163 420**	**1 913 370**	**100**	**549 158**	**145 836**	**179 990**	**136 547**	**671 650**	**0**	**251 082**	**33 862**	**5 045 017**
7022	Coupes de bois	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 471	0	12 471
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	148 799	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148 799
70312	Redevances funéraires	0	21 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 400
70321	Stationnement et location voie publique	38 561	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 561
70323	Redev. occupat° domaine public communal	1 000	161 486	0	0	0	0	0	0	0	7 603	0	170 089
70328	Autres droits stationnement et location	0	0	0	0	0	0	0	0	0	127 432	0	127 432
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	800	0	800
70383	Redevance de stationnement	928 475	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	928 475
70384	Forfait de post-stationnement	131 749	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	131 749
70388	Autres redevances et recettes diverses	18 415	0	0	0	0	0	0	0	0	30 362	0	48 777
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	90 160	0	0	0	0	0	0	90 160
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	37 763	0	0	0	0	0	37 763
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	7 398	0	0	0	0	0	7 398

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	159	0	670 093	0	0	0	670 251
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	549 158	0	125 706	0	1 558	0	0	0	676 422
7071	Compteurs	2 184	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 184
7078	Autres marchandises	0	901	0	0	31 593	0	0	0	0	0	0	32 494
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	0	23
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	38 828	0	0	0	0	131 979	0	0	0	0	170 807
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0	720 647	0	0	0	0	0	0	0	0	0	720 647
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	0	0	0	23 545	215	0	0	0	0	0	23 760
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0	5 504	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 504
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	336 951	0	0	0	0	0	0	0	0	28 870	365 821
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	462 359	100	0	0	0	0	0	0	72 392	0	534 852
7088	Produits activités annexes (abonnements)	43 037	16 495	0	0	537	8 750	4 568	0	0	0	4 992	78 379
73	**Impôts et taxes**	**25 713 739**	**17 004 468**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**225 218**	**42 943 425**
73111	Taxes foncières et d'habitation	23 387 139	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 387 139
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0	288 451	0	0	0	0	0	0	0	0	0	288 451
73211	Attribution de compensation	0	16 565 907	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 565 907
73221	FNGIR	267 076	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	267 076
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0	150 110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 110
7336	Droits de place	281 497	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	281 497
7351	Taxe consommation finale d'électricité	677 822	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	677 822
7362	Taxes de séjour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	225 218	225 218
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 100 204	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 100 204
74	**Dotations et participations**	**18 287 428**	**99 843**	**170 954**	**513 988**	**234 135**	**583 213**	**131 284**	**2 947 988**	**0**	**2 000**	**0**	**22 970 833**
7411	Dotation forfaitaire	7 237 257	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 237 257
74123	Dotation de solidarité urbaine	8 324 188	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 324 188
74127	Dotation nationale de péréquation	347 371	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	347 371
744	FCTVA	0	14 924	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 924
7461	DGD	0	0	81 426	0	0	0	0	0	0	0	0	81 426
74718	Autres participations Etat	174 166	7 573	31 190	4 051	0	0	0	0	0	30 000	0	246 980

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7472	Participat° Régions	100	0	0	0	34 099	15 000	21 284	0	0	0	0	70 483
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	15 000	35 298	0	0	0	0	0	50 298
74748	Participat° Autres communes	0	0	8 334	547	0	0	0	0	0	0	0	8 881
74751	Participat° GFP de rattachement	0	0	50 004	0	0	0	0	0	0	16 000	0	66 004
7478	Participat° Autres organismes	0	32 500	0	5 000	0	400 115	10 000	2 862 068	0	0	0	3 309 683
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	2 403	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 403
748313	Dotat° de compensation de la TP	75 424	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 424
74832	Attribution du fonds départemental TP	395 109	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	395 109
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	186 046	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	186 046
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	1 523 456	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 523 456
748372	Dotation politique de la ville	21 909	0	0	504 390	185 036	132 800	100 000	85 920	0	-44 000	0	986 055
7484	Dotation de recensement	0	9 441	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 441
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	32 840	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 840
7488	Autres attributions et participations	0	2 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 565
75	**Autres produits de gestion courante**	**312 283**	**1**	**0**	**0**	**18 934**	**23 837**	**0**	**0**	**0**	**23 454**	**45 682**	**424 191**
752	Revenus des immeubles	312 283	0	0	0	18 925	23 837	0	0	0	0	0	355 045
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 454	45 682	69 135
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	1	0	0	9	0	0	0	0	0	0	10
76	**Produits financiers**	**59 653**	**5**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**59 658**
761	Produits de participations	10 863	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 868
7688	Autres	48 790	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 790
77	**Produits exceptionnels**	**1 234 554**	**42 963**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 277 517**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	231	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	231
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	34 846	42 340	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77 186
775	Produits des cessions d'immobilisations	998 410	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	998 410
7788	Produits exceptionnels divers	201 067	624	0	0	0	0	0	0	0	0	0	201 691
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**40 900**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**40 900**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0	40 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 900

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
Recettes d'ordre		*293 322*	*14 595*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*307 917*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***293 322***	***14 595***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***307 917***
722	*Immobilisations corporelles*	*0*	*14 595*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*14 595*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*251 851*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*251 851*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*41 471*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*41 471*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		1 544 206	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 544 206

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		**6 126 056,42**	**16 557 417,38**	**0,00**	**4 792,30**	**22 688 266,10**
Réalisations		**6 126 056,42**	**16 557 417,38**	**0,00**	**4 792,30**	**22 688 266,10**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**9 975,63**	**4 938 708,55**	**0,00**	**3 292,30**	**4 951 976,48**
60611	Eau et assainissement	0,00	70 656,28	0,00	0,00	70 656,28
60612	Energie - Electricité	0,00	539 859,38	0,00	0,00	539 859,38
60623	Alimentation	0,00	429,30	0,00	0,00	429,30
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	396,24	0,00	0,00	396,24
60631	Fournitures d'entretien	0,00	222 322,85	0,00	0,00	222 322,85
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	26 576,37	0,00	0,00	26 576,37
60633	Fournitures de voirie	0,00	8 746,71	0,00	0,00	8 746,71
60636	Vêtements de travail	0,00	85 115,65	0,00	0,00	85 115,65
6064	Fournitures administratives	0,00	63 302,09	0,00	0,00	63 302,09
6068	Autres matières et fournitures	0,00	474 200,39	0,00	0,00	474 200,39
611	Contrats de prestations de services	0,00	6 648,35	0,00	0,00	6 648,35
6132	Locations immobilières	0,00	37 616,33	0,00	0,00	37 616,33
6135	Locations mobilières	0,00	301 617,53	0,00	0,00	301 617,53
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	209 706,72	0,00	0,00	209 706,72
61521	Entretien terrains	0,00	27 359,34	0,00	0,00	27 359,34
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	113 463,21	0,00	0,00	113 463,21
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	61 604,66	0,00	0,00	61 604,66
6156	Maintenance	0,00	579 364,84	0,00	0,00	579 364,84
6161	Multirisques	0,00	113 293,46	0,00	0,00	113 293,46
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	138 982,14	0,00	0,00	138 982,14
6168	Autres primes d'assurance	0,00	2 781,60	0,00	0,00	2 781,60
617	Etudes et recherches	0,00	37 494,60	0,00	0,00	37 494,60
6182	Documentation générale et technique	0,00	48 532,27	0,00	0,00	48 532,27
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	58 113,48	0,00	0,00	58 113,48
6188	Autres frais divers	0,00	15 004,00	0,00	0,00	15 004,00
6226	Honoraires	0,00	17 174,56	0,00	0,00	17 174,56
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	105 972,21	0,00	0,00	105 972,21
6228	Divers	0,00	2 527,05	0,00	0,00	2 527,05
6231	Annonces et insertions	0,00	56 390,74	0,00	0,00	56 390,74
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	157 735,25	0,00	121,20	157 856,45
6236	Catalogues et imprimés	0,00	92 284,85	0,00	0,00	92 284,85
6237	Publications	0,00	75 804,86	0,00	0,00	75 804,86
6238	Divers	0,00	38 528,61	0,00	0,00	38 528,61
6241	Transports de biens	0,00	7 866,00	0,00	0,00	7 866,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	10 544,23	0,00	0,00	10 544,23

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6256	Missions	0,00	9 092,13	0,00	0,00	9 092,13
6257	Réceptions	0,00	37 974,06	0,00	171,10	38 145,16
6261	Frais d'affranchissement	0,00	92 215,33	0,00	0,00	92 215,33
6262	Frais de télécommunications	0,00	153 037,52	0,00	0,00	153 037,52
627	Services bancaires et assimilés	5 750,00	8 478,59	0,00	0,00	14 228,59
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	22 186,00	0,00	3 000,00	25 186,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	94 209,80	0,00	0,00	94 209,80
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	124 958,00	0,00	0,00	124 958,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	96 909,01	0,00	0,00	96 909,01
6288	Autres services extérieurs	0,00	127 015,09	0,00	0,00	127 015,09
63512	Taxes foncières	0,00	242 758,00	0,00	0,00	242 758,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 704,04	0,00	0,00	0,00	2 704,04
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 521,59	121 858,87	0,00	0,00	123 380,46
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**531 060,28**	**9 470 291,85**	**0,00**	**0,00**	**10 001 352,13**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	501 554,00	0,00	0,00	0,00	501 554,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	3 349 954,00	0,00	0,00	3 349 954,00
6331	Versement de transport	0,00	54 055,92	0,00	0,00	54 055,92
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	15 899,09	0,00	0,00	15 899,09
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	35 147,98	0,00	0,00	35 147,98
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	3 136 621,69	0,00	0,00	3 136 621,69
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	59 820,74	0,00	0,00	59 820,74
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	600 830,70	0,00	0,00	600 830,70
64131	Rémunérations non tit.	0,00	313 663,69	0,00	0,00	313 663,69
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	501 526,45	0,00	0,00	501 526,45
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	992 687,43	0,00	0,00	992 687,43
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	116 471,62	0,00	0,00	116 471,62
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	11 776,72	0,00	0,00	11 776,72
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	281 835,82	0,00	0,00	281 835,82
6488	Autres charges	29 506,28	0,00	0,00	0,00	29 506,28
014	**Atténuations de produits**	**72 317,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 317,57**
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	69 795,00	0,00	0,00	0,00	69 795,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	2 522,57	0,00	0,00	0,00	2 522,57
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**4 375 758,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 375 758,01**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	964 219,71	0,00	0,00	0,00	964 219,71
6761	Différences sur réalisations (positives)	286 040,79	0,00	0,00	0,00	286 040,79
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	3 125 497,51	0,00	0,00	0,00	3 125 497,51
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**50 035,00**	**2 075 207,55**	**0,00**	**1 500,00**	**2 126 742,55**
6531	Indemnités	0,00	386 713,61	0,00	0,00	386 713,61
6532	Frais de mission	0,00	3 966,20	0,00	0,00	3 966,20
6533	Cotisations de retraite	0,00	28 779,76	0,00	0,00	28 779,76
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	80 366,19	0,00	0,00	80 366,19
6535	Formation	0,00	12 634,80	0,00	0,00	12 634,80
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	585,68	0,00	0,00	585,68
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	19 724,20	0,00	0,00	19 724,20
6542	Créances éteintes	0,00	10 613,87	0,00	0,00	10 613,87
65548	Autres contributions	0,00	1 272 739,00	0,00	0,00	1 272 739,00
6558	Autres contributions obligatoires	50 035,00	0,00	0,00	0,00	50 035,00

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	77 000,00	0,00	0,00	77 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	180 582,00	0,00	1 500,00	182 082,00
65888	Autres	0,00	2,24	0,00	0,00	2,24
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**1 032 203,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 032 203,93**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 065 873,33	0,00	0,00	0,00	1 065 873,33
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-33 669,40	0,00	0,00	0,00	-33 669,40
67	**Charges exceptionnelles**	**54 706,00**	**73 209,43**	**0,00**	**0,00**	**127 915,43**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 401,70	0,00	0,00	0,00	3 401,70
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	21 724,30	0,00	0,00	0,00	21 724,30
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	67 635,43	0,00	0,00	67 635,43
678	Autres charges exceptionnelles	29 580,00	5 574,00	0,00	0,00	35 154,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**48 661 653,10**	**19 305 002,04**	**0,00**	**0,00**	**67 966 655,14**
	Réalisations	**48 661 653,10**	**19 305 002,04**	**0,00**	**0,00**	**67 966 655,14**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**1 544 205,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 544 205,50**
013	**Atténuations de charges**	**53 049,21**	**188 855,92**	**0,00**	**0,00**	**241 905,13**
6419	Remboursements rémunérations personnel	50 833,21	188 376,06	0,00	0,00	239 209,27
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	2 216,00	0,00	0,00	0,00	2 216,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	479,86	0,00	0,00	479,86
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**293 321,86**	**14 595,48**	**0,00**	**0,00**	**307 917,34**
722	Immobilisations corporelles	0,00	14 595,48	0,00	0,00	14 595,48
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	251 850,86	0,00	0,00	0,00	251 850,86
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	41 471,00	0,00	0,00	0,00	41 471,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**1 163 420,29**	**1 913 370,14**	**0,00**	**0,00**	**3 076 790,43**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	148 799,05	0,00	0,00	148 799,05
70312	Redevances funéraires	0,00	21 400,33	0,00	0,00	21 400,33
70321	Stationnement et location voie publique	38 560,56	0,00	0,00	0,00	38 560,56
70323	Redev. occupat° domaine public communal	1 000,00	161 486,36	0,00	0,00	162 486,36
70383	Redevance de stationnement	928 474,55	0,00	0,00	0,00	928 474,55
70384	Forfait de post-stationnement	131 748,88	0,00	0,00	0,00	131 748,88
70388	Autres redevances et recettes diverses	18 414,84	0,00	0,00	0,00	18 414,84
7071	Compteurs	2 184,08	0,00	0,00	0,00	2 184,08
7078	Autres marchandises	0,00	900,95	0,00	0,00	900,95
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	38 828,00	0,00	0,00	38 828,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	720 647,00	0,00	0,00	720 647,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0,00	5 503,51	0,00	0,00	5 503,51
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	336 950,75	0,00	0,00	336 950,75
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	462 359,19	0,00	0,00	462 359,19
7088	Produits activités annexes (abonnements)	43 037,38	16 495,00	0,00	0,00	59 532,38
73	**Impôts et taxes**	**25 713 738,56**	**17 004 468,44**	**0,00**	**0,00**	**42 718 207,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	23 387 139,00	0,00	0,00	0,00	23 387 139,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	288 451,00	0,00	0,00	288 451,00

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
73211	Attribution de compensation	0,00	16 565 907,44	0,00	0,00	16 565 907,44
73221	FNGIR	267 076,00	0,00	0,00	0,00	267 076,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	150 110,00	0,00	0,00	150 110,00
7336	Droits de place	281 497,32	0,00	0,00	0,00	281 497,32
7351	Taxe consommation finale d'électricité	677 822,24	0,00	0,00	0,00	677 822,24
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 100 204,00	0,00	0,00	0,00	1 100 204,00
74	**Dotations et participations**	**18 287 428,07**	**99 842,96**	**0,00**	**0,00**	**18 387 271,03**
7411	Dotation forfaitaire	7 237 257,00	0,00	0,00	0,00	7 237 257,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	8 324 188,00	0,00	0,00	0,00	8 324 188,00
74127	Dotation nationale de péréquation	347 371,00	0,00	0,00	0,00	347 371,00
744	FCTVA	0,00	14 923,68	0,00	0,00	14 923,68
74718	Autres participations Etat	174 165,50	7 573,28	0,00	0,00	181 738,78
7472	Participat° Régions	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	32 500,00	0,00	0,00	32 500,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	2 403,00	0,00	0,00	0,00	2 403,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	75 424,00	0,00	0,00	0,00	75 424,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	395 108,57	0,00	0,00	0,00	395 108,57
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	186 046,00	0,00	0,00	0,00	186 046,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	1 523 456,00	0,00	0,00	0,00	1 523 456,00
748372	Dotation politique de la ville	21 909,00	0,00	0,00	0,00	21 909,00
7484	Dotation de recensement	0,00	9 441,00	0,00	0,00	9 441,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	32 840,00	0,00	0,00	32 840,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	2 565,00	0,00	0,00	2 565,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**312 282,96**	**0,54**	**0,00**	**0,00**	**312 283,50**
752	Revenus des immeubles	312 282,96	0,00	0,00	0,00	312 282,96
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,54	0,00	0,00	0,54
76	**Produits financiers**	**59 653,00**	**5,24**	**0,00**	**0,00**	**59 658,24**
761	Produits de participations	10 862,83	5,24	0,00	0,00	10 868,07
7688	Autres	48 790,17	0,00	0,00	0,00	48 790,17
77	**Produits exceptionnels**	**1 234 553,65**	**42 963,32**	**0,00**	**0,00**	**1 277 516,97**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	231,09	0,00	0,00	0,00	231,09
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	34 846,01	42 339,57	0,00	0,00	77 185,58
775	Produits des cessions d'immobilisations	998 409,64	0,00	0,00	0,00	998 409,64
7788	Produits exceptionnels divers	201 066,91	623,75	0,00	0,00	201 690,66
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**40 900,00**	**0,00**	**0,00**	**40 900,00**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	40 900,00	0,00	0,00	40 900,00
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**42 535 596,68**	**2 747 584,66**	**0,00**	**-4 792,30**	**45 278 389,04**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		**15 135 369,07**	**513 294,44**	**9 770,13**	**233 933,83**	**554 427,53**	**75 832,00**	**34 790,38**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**15 135 369,07**	**513 294,44**	**9 770,13**	**233 933,83**	**554 427,53**	**75 832,00**	**34 790,38**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**4 138 788,48**	**248,20**	**9 770,13**	**233 933,83**	**521 177,53**	**0,00**	**34 790,38**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	70 656,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	539 859,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	320,30	109,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	396,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	222 322,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	25 124,01	0,00	353,52	0,00	291,00	0,00	807,84	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	8 746,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	85 115,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	57 653,77	0,00	5 648,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	452 670,55	0,00	0,00	223,30	21 306,54	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	6 967,95	0,00	0,00	0,00	-319,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	37 616,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	16 039,15	0,00	0,00	0,00	285 578,38	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	209 706,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 359,34	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	105 569,37	0,00	0,00	0,00	7 893,84	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	61 604,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	579 364,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	113 293,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	138 982,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	2 781,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	37 494,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	48 532,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	58 113,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	15 004,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	995,71	0,00	0,00	16 178,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	105 972,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	2 527,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	46 785,43	0,00	0,00	10 005,30	-399,99	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	2 787,39	0,00	154 947,86	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 094,62	0,00	980,90	88 209,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	75 804,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	2 270,10	0,00	0,00	36 258,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	7 866,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6251	Voyages et déplacements	10 544,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	9 092,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	338,63	0,00	0,00	0,00	37 635,43	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	92 215,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	153 037,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	8 478,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	22 186,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	94 209,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	124 958,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	96 909,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	100 813,50	139,20	0,00	7 253,68	12 185,51	0,00	6 623,20	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	242 758,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	119 800,31	0,00	0,00	0,00	2 058,56	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**9 470 291,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	3 349 954,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	54 055,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	15 899,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	35 147,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	3 136 621,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	59 820,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	600 830,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	313 663,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	501 526,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	992 687,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	116 471,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	11 776,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	281 835,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 453 079,31**	**513 046,24**	**0,00**	**0,00**	**33 250,00**	**75 832,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités	0,00	386 713,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	3 966,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	28 779,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	80 366,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	12 634,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	585,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	19 724,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	10 613,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	1 272 739,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	77 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	71 500,00	0,00	0,00	0,00	33 250,00	75 832,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	2,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**73 209,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	67 635,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	5 574,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**19 076 132,15**	**0,00**	**40 243,78**	**10 737,23**	**7 520,00**	**0,00**	**170 368,88**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**19 076 132,15**	**0,00**	**40 243,78**	**10 737,23**	**7 520,00**	**0,00**	**170 368,88**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**188 855,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	188 376,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	479,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**14 595,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	14 595,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**1 724 913,53**	**0,00**	**0,00**	**10 737,23**	**7 520,00**	**0,00**	**170 199,38**	**0,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 799,05	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 400,33	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	161 486,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7071	Compteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	900,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	38 828,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	720 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	5 503,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	336 950,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	460 596,96	0,00	0,00	1 762,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	8 975,00	7 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**17 004 468,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	288 451,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	16 565 907,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	150 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**59 429,68**	**0,00**	**40 243,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**169,50**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	14 923,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	7 403,78	0,00	0,00	0,00	169,50	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	9 441,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	32 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7488	Autres attributions et participations	2 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**5,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	5,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	**42 963,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	42 339,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	623,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**40 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	40 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**3 940 763,08**	**-513 294,44**	**30 473,65**	**-223 196,60**	**-546 907,53**	**-75 832,00**	**135 578,50**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
	DEPENSES	**2 857 147,40**	**168 173,58**	**3 025 320,98**
	Réalisations	**2 857 147,40**	**168 173,58**	**3 025 320,98**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**146 234,25**	**168 173,58**	**314 407,83**
60632	Fournitures de petit équipement	9 035,08	0,00	9 035,08
60636	Vêtements de travail	19 238,30	0,00	19 238,30
6068	Autres matières et fournitures	594,68	0,00	594,68
611	Contrats de prestations de services	0,00	7 741,24	7 741,24
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	52 226,69	0,00	52 226,69
615232	Entretien, réparations réseaux	3 375,07	0,00	3 375,07
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	152 000,00	152 000,00
6156	Maintenance	2 728,06	0,00	2 728,06
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 050,23	0,00	2 050,23
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	8 054,96	0,00	8 054,96
6288	Autres services extérieurs	48 931,18	8 432,34	57 363,52
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 651 503,07**	**0,00**	**2 651 503,07**
6331	Versement de transport	23 687,46	0,00	23 687,46
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	6 966,41	0,00	6 966,41
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	14 299,26	0,00	14 299,26
64111	Rémunération principale titulaires	1 455 025,37	0,00	1 455 025,37
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	75 653,49	0,00	75 653,49
64118	Autres indemnités titulaires	409 894,51	0,00	409 894,51
64131	Rémunérations non tit.	4 881,58	0,00	4 881,58
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	215 183,98	0,00	215 183,98
6453	Cotisations aux caisses de retraites	445 911,01	0,00	445 911,01
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**59 410,08**	**0,00**	**59 410,08**
65548	Autres contributions	59 410,08	0,00	59 410,08
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**89 628,00**	**81 426,00**	**171 054,00**
	Réalisations	**89 628,00**	**81 426,00**	**171 054,00**

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**100,00**	**0,00**	**100,00**
70878	Remb. frais par d'autres redevables	100,00	0,00	100,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**89 528,00**	**81 426,00**	**170 954,00**
7461	DGD	0,00	81 426,00	81 426,00
74718	Autres participations Etat	31 190,00	0,00	31 190,00
74748	Participat° Autres communes	8 334,00	0,00	8 334,00
74751	Participat° GFP de rattachement	50 004,00	0,00	50 004,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-2 767 519,40**	**-86 747,58**	**-2 854 266,98**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	**2 705 779,99**	**0,00**	**145 272,73**	**0,00**	**6 094,68**
	Réalisations	**2 705 779,99**	**0,00**	**145 272,73**	**0,00**	**6 094,68**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**54 276,92**	**0,00**	**85 862,65**	**0,00**	**6 094,68**
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	9 035,08	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	19 238,30	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	594,68
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	52 226,69	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	3 375,07	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	2 728,06	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 050,23	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	8 054,96	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	43 431,18	0,00	5 500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 651 503,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	23 687,46	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	6 966,41	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	14 299,26	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 455 025,37	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	75 653,49	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	409 894,51	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	4 881,58	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	215 183,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	445 911,01	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**59 410,08**	**0,00**	**0,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	59 410,08	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**31 190,00**	**0,00**	**58 438,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**31 190,00**	**0,00**	**58 438,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**31 190,00**	**0,00**	**58 338,00**	**0,00**	**0,00**
7461	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	31 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	8 334,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	50 004,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-2 674 589,99**	**0,00**	**-86 834,73**	**0,00**	**-6 094,68**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES		**5 271 604,73**	**460 458,98**	**0,00**	**13 500,00**	**540 000,00**	**1 062 519,37**	**7 348 083,08**
Réalisations		**5 271 604,73**	**460 458,98**	**0,00**	**13 500,00**	**540 000,00**	**1 062 519,37**	**7 348 083,08**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**694 775,19**	**276 102,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 061 769,37**	**2 032 646,98**
60611	Eau et assainissement	33 496,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 496,93
60612	Energie - Electricité	501 999,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	501 999,26
60613	Chauffage urbain	51 977,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 977,83
60623	Alimentation	5 598,07	0,00	0,00	0,00	0,00	40 991,87	46 589,94
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	-933,79	0,00	0,00	0,00	894,81	-38,98
60632	Fournitures de petit équipement	3 784,94	15 115,21	0,00	0,00	0,00	17 253,76	36 153,91
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 550,00	17 081,01	0,00	0,00	0,00	0,00	18 631,01
6067	Fournitures scolaires	1 097,25	141 600,73	0,00	0,00	0,00	0,00	142 697,98
6068	Autres matières et fournitures	3 219,48	0,00	0,00	0,00	0,00	2 618,14	5 837,62
611	Contrats de prestations de services	7 891,99	37 925,05	0,00	0,00	0,00	6 421,92	52 238,96
6135	Locations mobilières	0,00	9 620,21	0,00	0,00	0,00	25 441,19	35 061,40
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 097,90	0,00	0,00	0,00	0,00	6 679,86	11 777,76
6156	Maintenance	0,00	44 718,00	0,00	0,00	0,00	28 016,80	72 734,80
617	Etudes et recherches	23 338,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 338,85
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 180,97	86 180,97
6261	Frais d'affranchissement	1 523,80	1 976,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 499,80
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	100,00
6288	Autres services extérieurs	54 198,89	0,00	0,00	0,00	0,00	847 170,05	901 368,94
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**4 264 461,54**	**126 966,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 391 428,43**
6331	Versement de transport	37 447,08	578,44	0,00	0,00	0,00	0,00	38 025,52
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	11 013,87	170,06	0,00	0,00	0,00	0,00	11 183,93
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	22 567,18	354,55	0,00	0,00	0,00	0,00	22 921,73
64111	Rémunération principale titulaires	2 232 051,09	18 231,67	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250 282,76
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	62 557,26	25,19	0,00	0,00	0,00	0,00	62 582,45
64118	Autres indemnités titulaires	329 575,57	5 311,12	0,00	0,00	0,00	0,00	334 886,69
64131	Rémunérations non tit.	74 338,20	87 689,52	0,00	0,00	0,00	0,00	162 027,72
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	351 366,54	6 129,16	0,00	0,00	0,00	0,00	357 495,70
6453	Cotisations aux caisses de retraites	664 254,75	8 477,18	0,00	0,00	0,00	0,00	672 731,93
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	479 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 290,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	312 368,00	57 389,67	0,00	13 500,00	540 000,00	750,00	924 007,67
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	450 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	304 818,00	2 890,94	0,00	0,00	0,00	0,00	307 708,94
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	54 498,73	0,00	0,00	0,00	0,00	54 498,73
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	7 550,00	0,00	0,00	13 500,00	90 000,00	750,00	111 800,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	6 681,00	503 255,71	0,00	0,00	0,00	553 209,12	1 063 145,83
	Réalisations	6 681,00	503 255,71	0,00	0,00	0,00	553 209,12	1 063 145,83
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	549 157,92	549 157,92
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	549 157,92	549 157,92
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	6 681,00	503 255,71	0,00	0,00	0,00	4 051,20	513 987,91
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 051,20	4 051,20
74748	Participat° Autres communes	0,00	547,04	0,00	0,00	0,00	0,00	547,04
7478	Participat° Autres organismes	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
748372	Dotation politique de la ville	1 681,00	502 708,67	0,00	0,00	0,00	0,00	504 389,67
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-5 264 923,73	42 796,73	0,00	-13 500,00	-540 000,00	-509 310,25	-6 284 937,25

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	73 194,59	387 264,39	0,00	932 481,56	48 344,19	61 365,87	1 066,35	19 261,40

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	Réalisations	**73 194,59**	**387 264,39**	**0,00**	**932 481,56**	**48 344,19**	**61 365,87**	**1 066,35**	**19 261,40**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**70 303,65**	**205 798,77**	**0,00**	**932 481,56**	**48 344,19**	**60 765,87**	**1 066,35**	**19 111,40**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	40 935,20	0,00	0,00	56,67	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	-933,79	0,00	0,00	0,00	0,00	894,81	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	15 115,21	0,00	9 391,09	0,00	7 747,80	114,87	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	17 081,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	39 278,60	102 322,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	2 618,14	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	22 025,05	15 900,00	0,00	6 421,92	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	9 620,21	0,00	25 441,19	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	6 679,86	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	44 718,00	0,00	28 016,80	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	34 105,90	52 075,07	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	1 976,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	812 877,36	14 238,29	943,00	0,00	19 111,40
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**126 966,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	0,00	578,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	170,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	354,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	18 231,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	25,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	5 311,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	87 689,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	6 129,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	8 477,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 890,94**	**54 498,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**	**0,00**	**150,00**
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	2 890,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	54 498,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	150,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**228 410,08**	**116 845,63**	**158 000,00**	**553 209,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**228 410,08**	**116 845,63**	**158 000,00**	**553 209,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**549 157,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	549 157,92	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**228 410,08**	**116 845,63**	**158 000,00**	**4 051,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	4 051,20	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	547,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	228 410,08	116 298,59	158 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**155 215,49**	**-270 418,76**	**158 000,00**	**-379 272,44**	**-48 344,19**	**-61 365,87**	**-1 066,35**	**-19 261,40**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	DEPENSES	**3 128 390,32**	**1 016 871,78**	**529 964,73**	**95 124,90**	**4 770 351,73**
	Réalisations	**3 128 390,32**	**1 016 871,78**	**529 964,73**	**95 124,90**	**4 770 351,73**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**191 378,73**	**30 721,78**	**529 964,73**	**9 160,05**	**761 225,29**
60611	Eau et assainissement	8 557,36	0,00	0,00	0,00	8 557,36
60612	Energie - Electricité	158 900,37	0,00	0,00	0,00	158 900,37
60613	Chauffage urbain	16 274,94	0,00	0,00	0,00	16 274,94
60621	Combustibles	612,42	0,00	0,00	0,00	612,42
60632	Fournitures de petit équipement	212,92	594,28	40 362,87	0,00	41 170,07
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	9 591,11	0,00	9 591,11
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	147 967,26	0,00	147 967,26
6068	Autres matières et fournitures	0,00	127,50	18 723,22	95,92	18 946,64
6135	Locations mobilières	1 243,00	0,00	250,00	0,00	1 493,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	1 497,88	0,00	1 497,88
6156	Maintenance	0,00	0,00	1 807,20	0,00	1 807,20
6161	Multirisques	0,00	0,00	5 302,24	0,00	5 302,24
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	1 772,12	0,00	1 772,12
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	100,87	0,00	0,00	0,00	100,87
6228	Divers	647,11	0,00	22 184,00	700,00	23 531,11
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	4 531,67	0,00	4 531,67
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	30 000,00	1 716,14	3 248,23	34 964,37
6237	Publications	0,00	0,00	1 486,13	0,00	1 486,13
6238	Divers	0,00	0,00	32 839,07	0,00	32 839,07
6241	Transports de biens	0,00	0,00	29 415,26	0,00	29 415,26
6244	Transports administratifs	0,00	0,00	150,00	0,00	150,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	820,50	820,50
6257	Réceptions	0,00	0,00	508,28	0,00	508,28
6281	Concours divers (cotisations)	1 179,96	0,00	2 911,11	0,00	4 091,07
6288	Autres services extérieurs	3 649,78	0,00	205 213,75	4 295,40	213 158,93
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 735,42	0,00	1 735,42
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 897 811,59**	**0,00**	**0,00**	**77 964,85**	**2 975 776,44**
6331	Versement de transport	27 931,46	0,00	0,00	0,00	27 931,46
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	8 215,14	0,00	0,00	0,00	8 215,14
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	17 017,59	0,00	0,00	0,00	17 017,59
64111	Rémunération principale titulaires	1 602 700,29	0,00	0,00	0,00	1 602 700,29
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	28 886,12	0,00	0,00	0,00	28 886,12
64118	Autres indemnités titulaires	292 958,27	0,00	0,00	0,00	292 958,27
64131	Rémunérations non tit.	162 686,28	0,00	0,00	77 964,85	240 651,13

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	253 759,49	0,00	0,00	0,00	253 759,49
6453	Cotisations aux caisses de retraites	503 656,95	0,00	0,00	0,00	503 656,95
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**39 200,00**	**986 150,00**	**0,00**	**8 000,00**	**1 033 350,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	39 200,00	986 150,00	0,00	8 000,00	1 033 350,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**129 532,62**	**210 575,40**	**59 996,88**	**400 104,90**
	Réalisations	**0,00**	**129 532,62**	**210 575,40**	**59 996,88**	**400 104,90**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**28 632,62**	**113 055,02**	**4 147,88**	**145 835,52**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	9 235,25	80 924,57	0,00	90 159,82
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	31 593,45	0,00	31 593,45
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	19 397,37	0,00	4 147,88	23 545,25
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	537,00	0,00	537,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**88 000,00**	**97 511,00**	**48 624,00**	**234 135,00**
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	475,00	33 624,00	34 099,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	88 000,00	97 036,00	0,00	185 036,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**11 700,00**	**9,38**	**7 225,00**	**18 934,38**
752	Revenus des immeubles	0,00	11 700,00	0,00	7 225,00	18 925,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	9,38	0,00	9,38
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-3 128 390,32**	**-887 339,16**	**-319 389,33**	**-35 128,02**	**-4 370 246,83**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		**206 621,78**	**137 500,00**	**216 750,00**	**456 000,00**	**174 121,98**	**172 049,56**	**13 607,40**	**170 185,79**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	Réalisations	**206 621,78**	**137 500,00**	**216 750,00**	**456 000,00**	**174 121,98**	**172 049,56**	**13 607,40**	**170 185,79**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**30 721,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 121,98**	**172 049,56**	**13 607,40**	**170 185,79**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	594,28	0,00	0,00	0,00	19 149,70	21 213,17	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 591,11	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	147 967,26	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	127,50	0,00	0,00	0,00	1 654,68	17 068,54	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 497,88	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 807,20	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 302,24	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 772,12	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 629,23	20 554,77	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 531,67	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 716,14	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	1 486,13	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 744,90	2 094,17	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 415,26	0,00	0,00
6244	Transports administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	508,28	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 911,11	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 269,20	33 758,76	0,00	170 185,79
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	457,50	1 277,92	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**175 900,00**	**137 500,00**	**216 750,00**	**456 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	175 900,00	137 500,00	216 750,00	456 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	9 235,25	0,00	0,00	120 297,37	116 198,67	94 367,35	9,38	0,00
	Réalisations	9 235,25	0,00	0,00	120 297,37	116 198,67	94 367,35	9,38	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	9 235,25	0,00	0,00	19 397,37	18 687,67	94 367,35	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	9 235,25	0,00	0,00	0,00	18 150,67	62 773,90	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 593,45	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	19 397,37	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	537,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	88 000,00	97 511,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	475,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	0,00	88 000,00	97 036,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	11 700,00	0,00	0,00	9,38	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	11 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,38	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-197 386,53	-137 500,00	-216 750,00	-335 702,63	-57 923,31	-77 682,21	-13 598,02	-170 185,79

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES		**3 233 462,50**	**157 304,21**	**961 843,33**	**4 352 610,04**
Réalisations		**3 233 462,50**	**157 304,21**	**961 843,33**	**4 352 610,04**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**331 459,50**	**76 604,21**	**66 073,33**	**474 137,04**
60611	Eau et assainissement	-4 031,41	0,00	0,00	-4 031,41
60612	Energie - Electricité	263 756,21	0,00	0,00	263 756,21
60613	Chauffage urbain	5 519,55	0,00	0,00	5 519,55
60621	Combustibles	2 155,04	0,00	0,00	2 155,04
60623	Alimentation	1 719,46	0,00	5 295,23	7 014,69
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	100,00	2 296,55	2 396,55
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	7 366,69	20 276,00	27 642,69
60636	Vêtements de travail	1 898,06	300,00	0,00	2 198,06
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	300,00	300,00
6068	Autres matières et fournitures	11 645,07	5 776,34	0,00	17 421,41
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	2 416,74	2 416,74
6132	Locations immobilières	7 919,32	0,00	0,00	7 919,32
6135	Locations mobilières	178,01	37 054,94	6 952,00	44 184,95
61521	Entretien terrains	0,00	5 607,72	0,00	5 607,72
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	2 217,24	0,00	2 217,24
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 844,79	1 699,38	0,00	11 544,17
6156	Maintenance	28 142,98	0,00	0,00	28 142,98
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	67,42	0,00	0,00	67,42
6238	Divers	0,00	2 318,40	0,00	2 318,40
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	10 858,00	10 858,00
6281	Concours divers (cotisations)	464,00	0,00	0,00	464,00
6288	Autres services extérieurs	2 181,00	14 163,50	17 678,81	34 023,31
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 994 853,00**	**0,00**	**0,00**	**1 994 853,00**
6218	Autre personnel extérieur	113 664,16	0,00	0,00	113 664,16
6331	Versement de transport	17 643,38	0,00	0,00	17 643,38
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 189,32	0,00	0,00	5 189,32
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 690,78	0,00	0,00	10 690,78
64111	Rémunération principale titulaires	1 088 054,16	0,00	0,00	1 088 054,16
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	42 794,31	0,00	0,00	42 794,31
64118	Autres indemnités titulaires	215 879,18	0,00	0,00	215 879,18
64131	Rémunérations non tit.	2 816,41	0,00	0,00	2 816,41
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	160 140,71	0,00	0,00	160 140,71
6453	Cotisations aux caisses de retraites	337 980,59	0,00	0,00	337 980,59
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	907 150,00	80 700,00	895 770,00	1 883 620,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	907 150,00	80 700,00	895 770,00	1 883 620,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	40 072,50	183 738,00	613 654,81	837 465,31
	Réalisations	40 072,50	183 738,00	613 654,81	837 465,31
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	50 424,91	50 424,91
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	50 424,91	50 424,91
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	37 762,50	640,00	141 587,83	179 990,33
70631	Redevances services à caractère sportif	37 762,50	0,00	0,00	37 762,50
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	7 398,00	7 398,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	158,50	158,50
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	125 706,08	125 706,08
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	215,00	0,00	215,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	425,00	8 325,25	8 750,25
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	183 098,00	400 114,69	583 212,69
7472	Participat° Régions	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
7473	Participat° Départements	0,00	35 298,00	0,00	35 298,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	400 114,69	400 114,69
748372	Dotation politique de la ville	0,00	132 800,00	0,00	132 800,00
75	Autres produits de gestion courante	2 310,00	0,00	21 527,38	23 837,38
752	Revenus des immeubles	2 310,00	0,00	21 527,38	23 837,38
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-3 193 390,00	26 433,79	-348 188,52	-3 515 144,73

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	0,00	11 384,06	0,00	7 111,56	138 808,59	14 470,67	947 372,66	0,00
	Réalisations	0,00	11 384,06	0,00	7 111,56	138 808,59	14 470,67	947 372,66	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	11 384,06	0,00	7 111,56	58 108,59	12 470,67	53 602,66	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 295,23	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	2 296,55	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	2 794,94	4 571,75	12 470,67	7 805,33	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	5 776,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 416,74	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	37 054,94	0,00	6 952,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	5 607,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	2 217,24	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	1 699,38	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 318,40	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 858,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	14 163,50	0,00	17 678,81	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 700,00**	**2 000,00**	**893 770,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	80 700,00	2 000,00	893 770,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**35 298,00**	**132 800,00**	**0,00**	**640,00**	**15 000,00**	**445 774,15**	**167 722,16**	**158,50**
	Réalisations	**35 298,00**	**132 800,00**	**0,00**	**640,00**	**15 000,00**	**445 774,15**	**167 722,16**	**158,50**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 424,91**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 424,91	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**640,00**	**0,00**	**99 251,96**	**42 177,37**	**158,50**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 398,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158,50
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 251,96	26 454,12	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	215,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	425,00	0,00	0,00	8 325,25	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**35 298,00**	**132 800,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**346 522,19**	**53 592,50**	**0,00**
7472	Participat° Régions	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7473	Participat° Départements	**35 298,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 522,19**	**53 592,50**	**0,00**
748372	Dotation politique de la ville	**0,00**	**132 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 527,38**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 527,38	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**35 298,00**	**121 415,94**	**0,00**	**-6 471,56**	**-123 808,59**	**431 303,48**	**-779 650,50**	**158,50**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES		**31 120,00**	**2 927 458,25**	**2 958 578,25**
Réalisations		**31 120,00**	**2 927 458,25**	**2 958 578,25**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**6 120,00**	**368 997,48**	**375 117,48**
60611	Eau et assainissement	0,00	10 551,89	10 551,89
60612	Energie - Electricité	0,00	279 440,23	279 440,23
60613	Chauffage urbain	0,00	17 690,03	17 690,03
60636	Vêtements de travail	0,00	366,97	366,97
6156	Maintenance	6 120,00	7 300,14	13 420,14
6182	Documentation générale et technique	0,00	1 907,70	1 907,70
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	10 805,53	10 805,53
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	466,00	466,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	40 468,99	40 468,99
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**510 090,77**	**510 090,77**
6331	Versement de transport	0,00	4 842,83	4 842,83
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	1 424,31	1 424,31
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	3 014,99	3 014,99
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	255 479,69	255 479,69
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	6 131,24	6 131,24
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	46 482,17	46 482,17
64131	Rémunérations non tit.	0,00	64 457,91	64 457,91
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	45 723,31	45 723,31
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	82 534,32	82 534,32
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**25 000,00**	**2 048 370,00**	**2 073 370,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	1 760 000,00	1 760 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	25 000,00	288 370,00	313 370,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**267 831,44**	**267 831,44**
Réalisations		**0,00**	**267 831,44**	**267 831,44**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**136 547,09**	**136 547,09**
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	131 979,33	131 979,33
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	4 567,76	4 567,76
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**131 284,35**	**131 284,35**
7472	Participat° Régions	0,00	21 284,35	21 284,35
7478	Participat° Autres organismes	0,00	10 000,00	10 000,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	100 000,00	100 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-31 120,00**	**-2 659 626,81**	**-2 690 746,81**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES		**31 120,00**	**0,00**	**0,00**	**2 927 458,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**31 120,00**	**0,00**	**0,00**	**2 927 458,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**6 120,00**	**0,00**	**0,00**	**368 997,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	10 551,89	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	279 440,23	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	17 690,03	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	366,97	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	6 120,00	0,00	0,00	7 300,14	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	1 907,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	10 805,53	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	466,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	40 468,99	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**510 090,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	4 842,83	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	1 424,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	3 014,99	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	255 479,69	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	6 131,24	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	46 482,17	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	64 457,91	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	45 723,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	82 534,32	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 048 370,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	1 760 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	25 000,00	0,00	0,00	288 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**246 547,09**	**0,00**	**0,00**	**21 284,35**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**246 547,09**	**0,00**	**0,00**	**21 284,35**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 547,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	0,00	0,00	131 979,33	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	4 567,76	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 000,00**	**0,00**	**0,00**	**21 284,35**	**0,00**
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 284,35	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-31 120,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 680 911,16**	**0,00**	**0,00**	**21 284,35**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
	DEPENSES	**3 612 318,92**	**5 268,00**	**0,00**	**0,00**	**314 812,84**	**3 932 399,76**
	Réalisations	**3 612 318,92**	**5 268,00**	**0,00**	**0,00**	**314 812,84**	**3 932 399,76**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**5 268,00**	**0,00**	**0,00**	**281 812,84**	**287 080,84**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 440,64	7 440,64
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	60 285,55	60 285,55
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	8 350,38	8 350,38
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	41 848,44	41 848,44
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 893,02	2 893,02
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	5 507,96	5 507,96
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 515,78	1 515,78
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	27 172,64	27 172,64
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	3 282,04	3 282,04
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 210,61	3 210,61
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	255,72	255,72
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 404,00	1 404,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	4 168,00	0,00	0,00	0,00	4 168,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	118 646,06	118 646,06
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**3 610 818,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 610 818,92**
6331	Versement de transport	34 812,48	0,00	0,00	0,00	0,00	34 812,48
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 238,92	0,00	0,00	0,00	0,00	10 238,92
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	20 838,52	0,00	0,00	0,00	0,00	20 838,52
64111	Rémunération principale titulaires	2 180 231,85	0,00	0,00	0,00	0,00	2 180 231,85
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	59 214,68	0,00	0,00	0,00	0,00	59 214,68
64118	Autres indemnités titulaires	267 566,65	0,00	0,00	0,00	0,00	267 566,65
64131	Rémunérations non tit.	56 139,57	0,00	0,00	0,00	0,00	56 139,57
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	317 893,08	0,00	0,00	0,00	0,00	317 893,08
6453	Cotisations aux caisses de retraites	663 883,17	0,00	0,00	0,00	0,00	663 883,17
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 000,00**	**34 500,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 500,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	34 500,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	1 557,55	0,00	0,00	3 618 081,18	3 619 638,73
	Réalisations	0,00	1 557,55	0,00	0,00	3 618 081,18	3 619 638,73
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	1 557,55	0,00	0,00	670 092,90	671 650,45
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	670 092,90	670 092,90
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	1 557,55	0,00	0,00	0,00	1 557,55
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 947 988,28	2 947 988,28
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 862 068,28	2 862 068,28
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	0,00	0,00	85 920,00	85 920,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-3 612 318,92	-3 710,45	0,00	0,00	3 303 268,34	-312 761,03

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES		300,00	0,00	1 200,00	0,00	1 500,00
Réalisations		300,00	0,00	1 200,00	0,00	1 500,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	300,00	0,00	1 200,00	0,00	1 500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	300,00	0,00	1 200,00	0,00	1 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-300,00	0,00	-1 200,00	0,00	-1 500,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
	DEPENSES	**1 132 189,37**	**10 009 448,88**	**343 835,59**	**11 485 473,84**
	Réalisations	**1 132 189,37**	**10 009 448,88**	**343 835,59**	**11 485 473,84**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**1 132 189,37**	**810 243,76**	**115 201,98**	**2 057 635,11**
60612	Energie - Electricité	413 877,28	23 424,98	0,00	437 302,26
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	2 657,49	0,00	2 657,49
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	43 849,94	5 433,80	49 283,74
60633	Fournitures de voirie	0,00	251 524,40	0,00	251 524,40
6068	Autres matières et fournitures	6 824,40	86 314,60	0,00	93 139,00
611	Contrats de prestations de services	44 319,26	0,00	32 125,42	76 444,68
6135	Locations mobilières	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
61521	Entretien terrains	328 259,95	197 580,74	37 056,40	562 897,09
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	29 745,97	0,00	0,00	29 745,97
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	34 226,57	0,00	34 226,57
615231	Entretien, réparations voiries	2 466,85	30 506,81	0,00	32 973,66
615232	Entretien, réparations réseaux	247 695,72	9 987,32	0,00	257 683,04
61524	Entretien bois et forêts	0,00	6 602,86	37 156,45	43 759,31
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	20 435,04	871,20	21 306,24
6156	Maintenance	0,00	91 153,74	0,00	91 153,74
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	-1 500,00	-1 500,00
6281	Concours divers (cotisations)	5 000,00	2 648,95	375,29	8 024,24
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	3 683,42	3 683,42
6288	Autres services extérieurs	53 999,94	8 130,32	0,00	62 130,26
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**9 199 205,12**	**166 683,61**	**9 365 888,73**
6331	Versement de transport	0,00	86 622,25	1 553,69	88 175,94
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	25 476,41	456,92	25 933,33
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	52 506,04	967,88	53 473,92
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	5 329 754,06	95 307,30	5 425 061,36
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	95 017,07	1 531,17	96 548,24
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 044 844,16	23 504,76	1 068 348,92
64131	Rémunérations non tit.	0,00	138 247,22	0,00	138 247,22
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	791 634,24	14 101,60	805 735,84
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	1 635 103,67	29 260,29	1 664 363,96
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**61 950,00**	**61 950,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	61 950,00	61 950,00

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	49 606,38	214 458,95	12 470,84	276 536,17
	Réalisations	49 606,38	214 458,95	12 470,84	276 536,17
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	10 152,68	228 458,95	12 470,84	251 082,47
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	12 470,84	12 470,84
70323	Redev. occupat° domaine public communal	7 602,68	0,00	0,00	7 602,68
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	127 431,83	0,00	127 431,83
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	800,00	0,00	800,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	30 362,00	0,00	30 362,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	22,70	0,00	22,70
70878	Remb. frais par d'autres redevables	2 550,00	69 842,42	0,00	72 392,42
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	16 000,00	-14 000,00	0,00	2 000,00
74718	Autres participations Etat	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
74751	Participat° GFP de rattachement	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	-44 000,00	0,00	-44 000,00
75	Autres produits de gestion courante	23 453,70	0,00	0,00	23 453,70
757	Redevances versées par fermiers, conces.	23 453,70	0,00	0,00	23 453,70
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 082 582,99	-9 794 989,93	-331 364,75	-11 208 937,67

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	9 393,89	0,00	0,00	417 583,16	665 286,95	0,00	39 925,37
	Réalisations	9 393,89	0,00	0,00	417 583,16	665 286,95	0,00	39 925,37
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	9 393,89	0,00	0,00	417 583,16	665 286,95	0,00	39 925,37
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	413 877,28	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	6 824,40	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
611	Contrats de prestations de services	4 393,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 925,37
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	328 259,95	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	29 745,97	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	-1 247,10	3 713,95	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	247 695,72	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	53 999,94	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 550,00**	**0,00**	**0,00**	**31 056,38**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 550,00**	**0,00**	**0,00**	**31 056,38**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 550,00**	**0,00**	**0,00**	**7 602,68**
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 602,68
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	2 550,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 453,70**
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 453,70
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-9 393,89**	**0,00**	**0,00**	**-399 033,16**	**-665 286,95**	**0,00**	**-8 868,99**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**9 224 993,95**	**180 978,20**	**196 515,14**	**404 730,59**	**2 231,00**	**264 578,82**	**0,00**	**38 489,92**	**40 766,85**
Réalisations		**9 224 993,95**	**180 978,20**	**196 515,14**	**404 730,59**	**2 231,00**	**264 578,82**	**0,00**	**38 489,92**	**40 766,85**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**25 788,83**	**180 978,20**	**196 515,14**	**404 730,59**	**2 231,00**	**37 795,21**	**0,00**	**38 489,92**	**38 916,85**
60612	Energie - Electricité	0,00	23 424,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	2 657,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	12 790,73	2 866,84	28 192,37	0,00	2 239,88	0,00	3 193,92	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	71 385,77	82 894,57	97 244,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	51 838,09	6 999,53	27 476,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 125,42	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	197 580,74	0,00	0,00	0,00	35 296,00	1 760,40
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	34 226,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	30 506,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	9 987,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	6 602,86	0,00	0,00	0,00	0,00	37 156,45
61558	Entretien autres biens mobiliers	16 784,84	0,00	0,00	3 650,20	0,00	871,20	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	7 503,99	11 551,31	72 098,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 500,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 500,00	0,00	1 148,95	0,00	0,00	375,29	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 683,42	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	5 899,32	2 231,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**9 199 205,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**166 683,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	86 622,25	0,00	0,00	0,00	0,00	1 553,69	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	25 476,41	0,00	0,00	0,00	0,00	456,92	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	52 506,04	0,00	0,00	0,00	0,00	967,88	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	5 329 754,06	0,00	0,00	0,00	0,00	95 307,30	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	95 017,07	0,00	0,00	0,00	0,00	1 531,17	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	1 044 844,16	0,00	0,00	0,00	0,00	23 504,76	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	138 247,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	791 634,24	0,00	0,00	0,00	0,00	14 101,60	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 635 103,67	0,00	0,00	0,00	0,00	29 260,29	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 100,00**	**0,00**	**0,00**	**1 850,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 100,00	0,00	0,00	1 850,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**69 842,42**	**30 362,00**	**83 431,83**	**22,70**	**30 800,00**	**12 470,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**69 842,42**	**30 362,00**	**83 431,83**	**22,70**	**30 800,00**	**12 470,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**69 842,42**	**30 362,00**	**127 431,83**	**22,70**	**800,00**	**12 470,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7022	Coupes de bois	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 470,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70328	Autres droits stationnement et location	**0,00**	**0,00**	**127 431,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7035	Locations de droits de chasse et pêche	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	**0,00**	**30 362,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70878	Remb. frais par d'autres redevables	**69 842,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**-44 000,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	-44 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-9 155 151,53**	**-150 616,20**	**-113 083,31**	**-404 707,89**	**28 569,00**	**-252 107,98**	**0,00**	**-38 489,92**	**-40 766,85**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		**214 100,00**	**13 346,15**	**0,00**	**124 349,49**	**69 495,53**	**528 741,84**	**0,00**	**950 033,01**
Réalisations		**214 100,00**	**13 346,15**	**0,00**	**124 349,49**	**69 495,53**	**528 741,84**	**0,00**	**950 033,01**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**3 346,15**	**0,00**	**124 349,49**	**31 116,53**	**260 840,74**	**0,00**	**419 652,91**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 660,30	0,00	2 660,30
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 439,55	0,00	47 439,55
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	838,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	838,71
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	2 608,40	31 116,53	0,00	0,00	33 724,93
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 102,14	0,00	186 102,14
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	844,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	844,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700,02	0,00	1 700,02
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	121 741,09	0,00	19 254,73	0,00	140 995,82
6231	Annonces et insertions	0,00	1 167,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 167,50
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	495,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	495,94
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228,00	0,00	228,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 456,00	0,00	3 456,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 054,49**	**0,00**	**17 054,49**
739118	Autres reversements de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 054,49	0,00	17 054,49
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**214 100,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**38 379,00**	**0,00**	**0,00**	**262 479,00**
65548	Autres contributions	75 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 600,00
65737	Autres établissements publics locaux	28 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	33 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	110 500,00	10 000,00	0,00	0,00	33 379,00	0,00	0,00	153 879,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 846,61**	**0,00**	**250 846,61**
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 846,61	0,00	250 846,61
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**28 870,48**	**0,00**	**0,00**	**40 431,76**	**4 992,00**	**230 467,53**	**0,00**	**304 761,77**
Réalisations		**28 870,48**	**0,00**	**0,00**	**40 431,76**	**4 992,00**	**230 467,53**	**0,00**	**304 761,77**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**28 870,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 992,00**	**0,00**	**0,00**	**33 862,48**
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	28 870,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 870,48
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 992,00	0,00	0,00	4 992,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 217,53**	**0,00**	**225 217,53**
7362	Taxes de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 217,53	0,00	225 217,53
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 431,76**	**0,00**	**5 250,00**	**0,00**	**45 681,76**
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	40 431,76	0,00	5 250,00	0,00	45 681,76
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-185 229,52**	**-13 346,15**	**0,00**	**-83 917,73**	**-64 503,53**	**-298 274,31**	**0,00**	**-645 271,24**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**13 366 115,05**	**4 979 281,28**	**0,00**	**0,00**	**18 345 396,33**
Réalisations		**13 366 115,05**	**3 352 246,36**	**0,00**	**0,00**	**16 718 361,41**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**4 176 042,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 176 042,65**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**307 917,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**307 917,34**
13911	Etat et établissements nationaux	41 471,00	0,00	0,00	0,00	41 471,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	251 850,86	0,00	0,00	0,00	251 850,86
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 651,84	0,00	0,00	0,00	2 651,84
2318	Autres immo. corporelles en cours	11 943,64	0,00	0,00	0,00	11 943,64
041	**Opérations patrimoniales**	**235 336,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**235 336,36**
2112	Terrains de voirie	24,00	0,00	0,00	0,00	24,00
2118	Autres terrains	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
2151	Réseaux de voirie	12 398,73	0,00	0,00	0,00	12 398,73
2312	Agencements et aménagements de terrains	108,00	0,00	0,00	0,00	108,00
2313	Constructions	141 195,64	0,00	0,00	0,00	141 195,64
2315	Installat°, matériel et outillage techni	39 373,20	0,00	0,00	0,00	39 373,20
238	Avances versées commandes immo. incorp.	2 236,79	0,00	0,00	0,00	2 236,79
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**532 897,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**532 897,67**
10226	Taxe d'aménagement	662,51	0,00	0,00	0,00	662,51
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	532 235,16	0,00	0,00	0,00	532 235,16
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**8 027 856,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 027 856,90**
1641	Emprunts en euros	6 488 190,78	0,00	0,00	0,00	6 488 190,78
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	1 530 748,12	0,00	0,00	0,00	1 530 748,12
16812	Emprunts - Entreprises non financières	8 918,00	0,00	0,00	0,00	8 918,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**259 043,19**	**0,00**	**0,00**	**259 043,19**
2031	Frais d'études	0,00	44 581,80	0,00	0,00	44 581,80
2051	Concessions, droits similaires	0,00	204 461,39	0,00	0,00	204 461,39
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**12 000,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 045 089,20**	**0,00**	**0,00**	**1 045 089,20**
2116	Cimetières	0,00	24 384,00	0,00	0,00	24 384,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	360 406,48	0,00	0,00	360 406,48
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	38 174,20	0,00	0,00	38 174,20
2182	Matériel de transport	0,00	232 906,82	0,00	0,00	232 906,82
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	263 478,56	0,00	0,00	263 478,56
2184	Mobilier	0,00	22 120,85	0,00	0,00	22 120,85
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	103 618,29	0,00	0,00	103 618,29
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**86 064,13**	**2 036 113,97**	**0,00**	**0,00**	**2 122 178,10**
2313	Constructions	0,00	1 981 107,53	0,00	0,00	1 981 107,53
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	55 006,44	0,00	0,00	55 006,44
238	Avances versées commandes immo. incorp.	86 064,13	0,00	0,00	0,00	86 064,13
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**1 627 034,92**	**0,00**	**0,00**	**1 627 034,92**
RECETTES (2)		**21 403 682,30**	**866 989,75**	**0,00**	**0,00**	**22 270 672,05**
Réalisations		**19 943 388,90**	**338 989,75**	**0,00**	**0,00**	**20 282 378,65**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**4 375 758,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 375 758,01**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	286 040,79	0,00	0,00	0,00	286 040,79
2113	Terrains aménagés autres que voirie	63 270,06	0,00	0,00	0,00	63 270,06
2118	Autres terrains	7 683,37	0,00	0,00	0,00	7 683,37
21318	Autres bâtiments publics	893 266,28	0,00	0,00	0,00	893 266,28
2802	Frais liés à la réalisation des document	373,47	0,00	0,00	0,00	373,47
28031	Frais d'études	139 971,60	0,00	0,00	0,00	139 971,60
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	44 200,00	0,00	0,00	0,00	44 200,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	41 848,00	0,00	0,00	0,00	41 848,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	56 183,00	0,00	0,00	0,00	56 183,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	1 616,00	0,00	0,00	0,00	1 616,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	218 230,21	0,00	0,00	0,00	218 230,21
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	51 306,00	0,00	0,00	0,00	51 306,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	15 124,00	0,00	0,00	0,00	15 124,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	110 244,61	0,00	0,00	0,00	110 244,61
280422	Privé : Bâtiments, installations	73 437,00	0,00	0,00	0,00	73 437,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	1 174,00	0,00	0,00	0,00	1 174,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	52 609,00	0,00	0,00	0,00	52 609,00
28051	Concessions et droits similaires	151 405,12	0,00	0,00	0,00	151 405,12

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	411,00	0,00	0,00	0,00	411,00
28138	Autres constructions	399 934,59	0,00	0,00	0,00	399 934,59
281578	Autre matériel et outillage de voirie	25 960,90	0,00	0,00	0,00	25 960,90
28158	Autres installat°, matériel et outillage	272 484,80	0,00	0,00	0,00	272 484,80
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	3 507,00	0,00	0,00	0,00	3 507,00
28182	Matériel de transport	280 078,44	0,00	0,00	0,00	280 078,44
28183	Matériel de bureau et informatique	286 118,50	0,00	0,00	0,00	286 118,50
28184	Mobilier	197 051,64	0,00	0,00	0,00	197 051,64
28188	Autres immo. corporelles	702 228,63	0,00	0,00	0,00	702 228,63
041	**Opérations patrimoniales**	**235 336,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**235 336,35**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	40 024,00	0,00	0,00	0,00	40 024,00
2031	Frais d'études	179 704,83	0,00	0,00	0,00	179 704,83
2033	Frais d'insertion	972,00	0,00	0,00	0,00	972,00
21318	Autres bâtiments publics	2 236,79	0,00	0,00	0,00	2 236,79
238	Avances versées commandes immo. incorp.	12 398,73	0,00	0,00	0,00	12 398,73
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**10 248 170,66**	**90 288,99**	**0,00**	**0,00**	**10 338 459,65**
10222	FCTVA	2 210 539,91	0,00	0,00	0,00	2 210 539,91
10226	Taxe d'aménagement	0,00	90 288,99	0,00	0,00	90 288,99
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 037 630,75	0,00	0,00	0,00	8 037 630,75
13	**Subventions d'investissement**	**1 044 072,56**	**248 700,76**	**0,00**	**0,00**	**1 292 773,32**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	239 484,00	0,00	0,00	0,00	239 484,00
1322	Subv. non transf. Régions	55 189,20	0,00	0,00	0,00	55 189,20
1323	Subv. non transf. Départements	14 432,31	0,00	0,00	0,00	14 432,31
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	31 595,93	94 508,93	0,00	0,00	126 104,86
1342	Amendes de police non transférable	609 689,00	0,00	0,00	0,00	609 689,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	93 682,12	54 191,83	0,00	0,00	147 873,95
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**4 002 187,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 002 187,46**
1641	Emprunts en euros	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 187,46	0,00	0,00	0,00	2 187,46
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**37 863,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 863,86**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	37 863,86	0,00	0,00	0,00	37 863,86
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
Restes à réaliser au 31/12		1 460 293,40	528 000,00	0,00	0,00	1 988 293,40
SOLDE (2)		8 037 567,25	-4 112 291,53	0,00	0,00	3 925 275,72

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		4 753 621,14	0,00	0,00	26 700,17	109 896,37	0,00	89 063,60	0,00	0,00
Réalisations		3 187 061,32	0,00	0,00	25 329,17	89 666,75	0,00	50 189,12	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16812	Emprunts - Entreprises non financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**234 923,19**	**0,00**	**0,00**	**24 120,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	44 581,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	180 341,39	0,00	0,00	24 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**941 829,28**	**0,00**	**0,00**	**1 209,17**	**77 666,75**	**0,00**	**24 384,00**	**0,00**	**0,00**
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 384,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	360 406,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	38 174,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	232 906,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	263 478,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	22 120,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	24 742,37	0,00	0,00	1 209,17	77 666,75	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 010 308,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 805,12**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 955 302,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 805,12	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	55 006,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**1 566 559,82**	**0,00**	**0,00**	**1 371,00**	**20 229,62**	**0,00**	**38 874,48**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**866 989,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**338 989,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**90 288,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	90 288,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**248 700,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	94 508,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	54 191,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**528 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-3 886 631,39**	**0,00**	**0,00**	**-26 700,17**	**-109 896,37**	**0,00**	**-89 063,60**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		**624 201,99**	**0,00**	**624 201,99**
Réalisations		**230 249,19**	**0,00**	**230 249,19**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**121 715,75**	**0,00**	**121 715,75**
2182	Matériel de transport	16 622,10	0,00	16 622,10
2188	Autres immobilisations corporelles	105 093,65	0,00	105 093,65
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**108 533,44**	**0,00**	**108 533,44**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	108 533,44	0,00	108 533,44
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**393 952,80**	**0,00**	**393 952,80**
RECETTES (2)		**83 846,50**	**0,00**	**83 846,50**
Réalisations		**31 975,70**	**0,00**	**31 975,70**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**31 975,70**	**0,00**	**31 975,70**

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	31 975,70	0,00	31 975,70
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**51 870,80**	**0,00**	**51 870,80**
SOLDE (2)		**-540 355,49**	**0,00**	**-540 355,49**

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		**50 000,00**	**0,00**	**574 201,99**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**12 835,61**	**0,00**	**217 413,58**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**121 715,75**	**0,00**	**0,00**
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	16 622,10	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	105 093,65	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**12 835,61**	**0,00**	**95 697,83**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	12 835,61	0,00	95 697,83	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		37 164,39	0,00	356 788,41	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	83 846,50	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	31 975,70	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	31 975,70	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	31 975,70	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	51 870,80	0,00	0,00
SOLDE (2)		-50 000,00	0,00	-490 355,49	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		**39 603,25**	**1 426 867,39**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**48 946,85**	**1 520 417,49**
Réalisations		**20 754,06**	**1 410 843,40**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**38 975,38**	**1 475 572,84**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**5 000,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**665,34**	**38 799,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 975,38**	**78 439,75**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	665,34	38 799,03	0,00	0,00	0,00	5 252,40	44 716,77
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 722,98	33 722,98
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**20 088,72**	**1 372 044,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 392 133,09**
2312	Agencements et aménagements de terrains	3 259,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 259,20
2313	Constructions	0,00	1 372 044,37	0,00	0,00	0,00	0,00	1 372 044,37
2315	Installat°, matériel et outillage techni	16 829,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 829,52
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
Restes à réaliser au 31/12		18 849,19	16 023,99	0,00	0,00	0,00	9 971,47	44 844,65
RECETTES (2)		0,00	42 749,07	0,00	0,00	0,00	0,00	42 749,07
Réalisations		0,00	42 749,07	0,00	0,00	0,00	0,00	42 749,07
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	42 749,07	0,00	0,00	0,00	0,00	42 749,07
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	42 749,07	0,00	0,00	0,00	0,00	42 749,07
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-39 603,25	-1 384 118,32	0,00	0,00	-5 000,00	-48 946,85	-1 477 668,42

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		789,97	1 426 077,42	0,00	46 907,71	0,00	0,00	348,70	1 690,44
Réalisations		0,00	1 410 843,40	0,00	36 977,71	0,00	0,00	348,70	1 648,97
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**38 799,03**	**0,00**	**36 977,71**	**0,00**	**0,00**	**348,70**	**1 648,97**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	38 799,03	0,00	4 903,70	0,00	0,00	348,70	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	32 074,01	0,00	0,00	0,00	1 648,97
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 372 044,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	1 372 044,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**789,97**	**15 234,02**	**0,00**	**9 930,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41,47**
RECETTES (2)		**0,00**	**42 749,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**42 749,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**42 749,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	42 749,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-789,97	-1 383 328,35	0,00	-46 907,71	0,00	0,00	-348,70	-1 690,44

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**28 880,73**	**35 635,41**	**3 035 268,10**	**0,00**	**3 099 784,24**
Réalisations		**16 980,73**	**35 635,41**	**2 027 640,58**	**0,00**	**2 080 256,72**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**80 037,49**	**0,00**	**80 037,49**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	80 037,49	0,00	80 037,49
204	**Subventions d'équipement versées**	**12 000,00**	**35 635,41**	**0,00**	**0,00**	**47 635,41**
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	12 000,00	35 635,41	0,00	0,00	47 635,41
21	**Immobilisations corporelles**	**4 980,73**	**0,00**	**185 370,30**	**0,00**	**190 351,03**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	8 208,51	0,00	8 208,51
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	121 115,17	0,00	121 115,17
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	2 511,00	0,00	2 511,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	0,00	2 226,00	0,00	2 226,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	35 607,75	0,00	35 607,75
2184	Mobilier	0,00	0,00	4 139,00	0,00	4 139,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 980,73	0,00	11 562,87	0,00	16 543,60
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**1 762 232,79**	**0,00**	**1 762 232,79**
2313	Constructions	0,00	0,00	1 708 212,38	0,00	1 708 212,38
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	54 020,41	0,00	54 020,41
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
Restes à réaliser au 31/12		11 900,00	0,00	1 007 627,52	0,00	1 019 527,52
RECETTES (2)		17 564,60	0,00	987 097,82	32 631,19	1 037 293,61
Réalisations		17 564,60	0,00	452 530,82	32 631,19	502 726,61
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	17 564,60	0,00	452 530,82	32 631,19	502 726,61
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	120 938,93	0,00	120 938,93
1322	Subv. non transf. Régions	17 564,60	0,00	31 591,89	0,00	49 156,49
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	32 631,19	32 631,19
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	534 567,00	0,00	534 567,00
SOLDE (2)		-11 316,13	-35 635,41	-2 048 170,28	32 631,19	-2 062 490,63

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		19 975,41	15 660,00	0,00	0,00	2 045 010,96	138 470,88	16 222,28	835 563,98
Réalisations		19 975,41	15 660,00	0,00	0,00	1 610 419,85	99 038,16	16 222,28	301 960,29
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 792,10**	**0,00**	**0,00**	**55 245,39**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	24 792,10	0,00	0,00	55 245,39
204	**Subventions d'équipement versées**	**19 975,41**	**15 660,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	19 975,41	15 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 288,87**	**38 118,75**	**3 639,00**	**129 323,68**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 208,51
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 115,17
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 511,00	0,00	0,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	0,00	0,00	0,00	2 226,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 607,75	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	3 639,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	11 562,87	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 571 338,88**	**60 919,41**	**12 583,28**	**117 391,22**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 571 338,88	19 482,28	0,00	117 391,22
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 437,13	12 583,28	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**434 591,11**	**39 432,72**	**0,00**	**533 603,69**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**839 317,00**	**11 156,00**	**0,00**	**136 624,82**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**304 750,00**	**11 156,00**	**0,00**	**136 624,82**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**304 750,00**	**11 156,00**	**0,00**	**136 624,82**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 750,00	11 156,00	0,00	105 032,93
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 591,89
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	534 567,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-19 975,41	-15 660,00	0,00	0,00	-1 205 693,96	-127 314,88	-16 222,28	-698 939,16

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**217 896,28**	**1 407 914,67**	**63 657,60**	**1 689 468,55**
Réalisations		**194 095,48**	**487 114,99**	**36 731,27**	**717 941,74**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**99 501,74**	**1 000,00**	**0,00**	**100 501,74**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	99 501,74	1 000,00	0,00	100 501,74
21	**Immobilisations corporelles**	**42 696,45**	**221 385,30**	**33 008,58**	**297 090,33**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	184 735,73	19 442,04	204 177,77
21318	Autres bâtiments publics	0,00	24 769,82	0,00	24 769,82
2184	Mobilier	0,00	0,00	4 276,33	4 276,33
2188	Autres immobilisations corporelles	42 696,45	11 879,75	9 290,21	63 866,41
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**51 897,29**	**261 729,69**	**3 722,69**	**317 349,67**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	19 290,00	0,00	19 290,00
2313	Constructions	51 897,29	242 439,69	3 722,69	298 059,67
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**23 800,80**	**920 799,68**	**26 926,33**	**971 526,81**
RECETTES (2)		**0,00**	**176 667,50**	**1 600,00**	**178 267,50**
Réalisations		**0,00**	**24 835,50**	**1 600,00**	**26 435,50**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	24 835,50	1 600,00	26 435,50
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	1 600,00	1 600,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	24 835,50	0,00	24 835,50
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	151 832,00	0,00	151 832,00
SOLDE (2)		-217 896,28	-1 231 247,17	-62 057,60	-1 511 201,05

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		1 174 285,97	220 748,95	0,00	1 000,00	11 879,75	341,56	63 316,04	0,00
Réalisations		270 209,51	204 025,73	0,00	1 000,00	11 879,75	341,56	36 389,71	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	24 769,82	184 735,73	0,00	0,00	11 879,75	341,56	32 667,02	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	184 735,73	0,00	0,00	0,00	0,00	19 442,04	0,00
21318	Autres bâtiments publics	24 769,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 276,33	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	11 879,75	341,56	8 948,65	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**242 439,69**	**19 290,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 722,69**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	19 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	242 439,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 722,69	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**904 076,46**	**16 723,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 926,33**	**0,00**
RECETTES (2)		**176 667,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 600,00**	**0,00**
Réalisations		**24 835,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 600,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**24 835,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 600,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	24 835,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**151 832,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-997 618,47**	**-220 748,95**	**0,00**	**-1 000,00**	**-11 879,75**	**-341,56**	**-61 716,04**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**45 476,56**	**45 476,56**
Réalisations		**0,00**	**45 476,56**	**45 476,56**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**8 858,27**	**8 858,27**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	8 858,27	8 858,27
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**13 000,00**	**13 000,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	13 000,00	13 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**21 666,07**	**21 666,07**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	21 666,07	21 666,07
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 952,22**	**1 952,22**
2313	Constructions	0,00	1 952,22	1 952,22
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-45 476,56	-45 476,56

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	45 476,56	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	45 476,56	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	8 858,27	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	8 858,27	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	21 666,07	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	21 666,07	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	1 952,22	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	1 952,22	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-45 476,56	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 676,17**	**28 676,17**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 676,17**	**28 676,17**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 676,17**	**28 676,17**
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	20 856,03	20 856,03
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 820,14	7 820,14
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-28 676,17	-28 676,17

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		**522 076,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**522 076,78**
Réalisations		**238 345,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 345,01**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**19 966,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 966,07**
2031	Frais d'études	19 966,07	0,00	0,00	0,00	19 966,07
204	**Subventions d'équipement versées**	**41 275,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 275,89**
20422	Privé : Bâtiments, installations	41 275,89	0,00	0,00	0,00	41 275,89
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**177 103,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 103,05**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	177 103,05	0,00	0,00	0,00	177 103,05
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**283 731,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**283 731,77**
RECETTES (2)		**480 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**480 000,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - CA - 2020

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**480 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**480 000,00**
SOLDE (2)		**-42 076,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-42 076,78**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**456 178,94**	**5 663 998,52**	**138 648,65**	**6 258 826,11**
Réalisations		**279 767,42**	**4 043 162,61**	**101 513,69**	**4 424 443,72**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**33 125,38**	**69 874,03**	**0,00**	**102 999,41**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	9 773,38	0,00	0,00	9 773,38
2031	Frais d'études	23 352,00	69 874,03	0,00	93 226,03
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**29 104,79**	**29 104,79**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	29 104,79	29 104,79
21	**Immobilisations corporelles**	**185 307,80**	**686 184,37**	**64 014,98**	**935 507,15**
2117	Bois et forêts	0,00	0,00	54 077,18	54 077,18
2118	Autres terrains	0,00	13 374,59	0,00	13 374,59
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	86 648,62	9 937,80	96 586,42
21318	Autres bâtiments publics	0,00	180 236,64	0,00	180 236,64
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	126 464,79	0,00	126 464,79
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	185 307,80	0,00	0,00	185 307,80
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	201 647,58	0,00	201 647,58
2184	Mobilier	0,00	11 355,66	0,00	11 355,66
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	66 456,49	0,00	66 456,49
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**61 334,24**	**2 687 104,21**	**8 393,92**	**2 756 832,37**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	78 475,19	0,00	78 475,19

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
2313	Constructions	0,00	162 761,03	0,00	162 761,03
2315	Installat°, matériel et outillage techni	54 813,09	2 040 894,95	0,00	2 095 708,04
2318	Autres immo. corporelles en cours	6 521,15	404 973,04	8 393,92	419 888,11
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**600 000,00**	**0,00**	**600 000,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**176 411,52**	**1 620 835,91**	**37 134,96**	**1 834 382,39**
RECETTES (2)		**0,00**	**60 792,44**	**8 500,00**	**69 292,44**
Réalisations		**0,00**	**60 792,44**	**0,00**	**60 792,44**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,01**	**0,00**	**0,01**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,01	0,00	0,01
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**54 570,43**	**0,00**	**54 570,43**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	54 570,43	0,00	54 570,43
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**6 222,00**	**0,00**	**6 222,00**
2184	Mobilier	0,00	6 222,00	0,00	6 222,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**8 500,00**	**8 500,00**
SOLDE (2)		**-456 178,94**	**-5 603 206,08**	**-130 148,65**	**-6 189 533,67**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		**56 071,78**	**227,40**	**0,00**	**212 427,13**	**155 452,63**	**0,00**	**32 000,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Réalisations		**33 125,38**	**227,40**	**0,00**	**191 828,95**	**54 585,69**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**33 125,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	9 773,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	23 352,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**185 307,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2117	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	185 307,80	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**227,40**	**0,00**	**6 521,15**	**54 585,69**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	227,40	0,00	0,00	54 585,69	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	6 521,15	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**22 946,40**	**0,00**	**0,00**	**20 598,18**	**100 866,94**	**0,00**	**32 000,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-56 071,78**	**-227,40**	**0,00**	**-212 427,13**	**-155 452,63**	**0,00**	**-32 000,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**279 751,67**	**422 657,68**	**2 531 489,60**	**928 224,98**	**1 501 874,59**	**124 910,85**	**0,00**	**0,00**	**13 737,80**
Réalisations		**175 687,79**	**288 079,05**	**2 044 170,19**	**568 772,77**	**966 452,81**	**87 775,89**	**0,00**	**0,00**	**13 737,80**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**34 780,80**	**0,00**	**35 093,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	34 780,80	0,00	35 093,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 104,79**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 104,79	0,00	0,00	2 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	**Immobilisations corporelles**	**1 897,26**	**165 397,79**	**131 549,98**	**152 655,49**	**234 683,85**	**54 077,18**	**0,00**	**0,00**	**9 937,80**
2117	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 077,18	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	13 374,59	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	86 648,62	0,00	0,00	0,00	9 937,80
21318	Autres bâtiments publics	0,00	45 576,00	0,00	0,00	134 660,64	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	8 993,40	117 471,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	100 349,99	14 078,59	87 219,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 897,26	9 458,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 020,00	0,00	65 436,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**139 009,73**	**122 681,26**	**1 877 526,98**	**416 117,28**	**131 768,96**	**6 593,92**	**0,00**	**0,00**	**1 800,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	7 356,42	71 118,77	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	139 009,73	0,00	0,00	23 751,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	100 202,93	1 876 632,37	3 409,46	60 650,19	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	22 478,33	894,61	381 600,10	0,00	6 593,92	0,00	0,00	1 800,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**104 063,88**	**134 578,63**	**487 319,41**	**359 452,21**	**535 421,78**	**37 134,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**6 222,00**	**54 570,43**	**0,00**	**0,01**	**8 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**6 222,00**	**54 570,43**	**0,00**	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**54 570,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00	54 570,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**6 222,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2184	Mobilier	0,00	6 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-279 751,67**	**-416 435,68**	**-2 476 919,17**	**-928 224,98**	**-1 501 874,58**	**-116 410,85**	**0,00**	**0,00**	**-13 737,80**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**3 621,84**	**292 142,69**	**0,00**	**512 289,13**	**3 000,00**	**46 151,08**	**0,00**	**857 204,74**
Réalisations		**3 621,84**	**54 367,60**	**0,00**	**329 858,48**	**2 000,00**	**46 151,08**	**0,00**	**435 999,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**20 343,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 343,60**
2031	Frais d'études	0,00	20 343,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 343,60
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**3 621,84**	**34 024,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 151,08**	**0,00**	**83 796,92**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	33 272,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 272,28
2188	Autres immobilisations corporelles	3 621,84	751,72	0,00	0,00	0,00	46 151,08	0,00	50 524,64
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**329 858,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**329 858,48**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	329 858,48	0,00	0,00	0,00	329 858,48
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - CA - 2020

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	237 775,09	0,00	182 430,65	1 000,00	0,00	0,00	421 205,74
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	66 666,00	55 000,00	0,00	0,00	121 666,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	20 000,00	23 500,00	0,00	0,00	43 500,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	20 000,00	23 500,00	0,00	0,00	43 500,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00	0,00	0,00	17 500,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	46 666,00	31 500,00	0,00	0,00	78 166,00
SOLDE (2)		-3 621,84	-292 142,69	0,00	-445 623,13	52 000,00	-46 151,08	0,00	-735 538,74

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
	03/06/2019	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	26/05/2020	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**18 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**127 564 940,04**									
1641 Emprunts en euros (total)					109 753 084,04									
001703	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2000	25/12/2000	25/03/2001	1 524 490,17	F	Taux fixe à 5.65 %	5,650	5,770	EUR	T	P	O	A-1
001739	CREDIT FONCIER DE FRANCE	08/12/2005	08/12/2005	25/03/2006	4 000 000,00	F	Taux fixe à 2.97 %	2,970	3,000	EUR	T	P	O	A-1
001740	BANQUE POPULAIRE	06/12/2005	06/12/2005	31/03/2006	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,050	EUR	A	P	O	A-1
001741	SFIL CAFFIL	15/11/2005	15/11/2005	01/02/2006	3 315 920,63	F	Taux fixe à 4.82 %	4,820	4,820	EUR	A	C	O	A-1
001742	CAISSE D'EPARGNE	25/11/2006	25/11/2006	25/02/2007	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	3,960	EUR	T	C	O	A-1
001749	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/12/2007	01/12/2007	01/01/2009	3 188 518,00	V	Livret A + 0.65	3,650	3,650	EUR	A	P	O	A-1
001751	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2008	21/12/2007	01/07/2008	4 184 381,00	V	LEP + 0.2	4,200	4,200	EUR	T	P	O	A-1
001752	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/12/2007	27/12/2007	01/07/2008	2 015 408,00	V	LEP + 0.2	4,200	4,200	EUR	T	P	O	A-1
001757- réam/1275000	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/10/2015	01/09/2016	1 351 079,49	V	(Livret A + 1.72)-Floor 0 sur Livret A	2,470	2,470	EUR	A	P	O	A-1
001758	CAISSE D'EPARGNE	29/12/2008	29/12/2008	30/12/2009	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4.28 %	4,280	4,280	EUR	A	P	O	A-1
001775	SFIL CAFFIL	28/07/2010	20/08/2010	01/12/2010	750 000,00	F	Taux fixe à 2.31 %	2,310	2,330	EUR	T	P	O	A-1
001784- réam/1275001	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/10/2015	01/09/2016	849 163,79	V	(Livret A + 1.72)-Floor 0 sur Livret A	2,470	2,470	EUR	A	P	O	A-1
001785- réam/1275003	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/10/2015	01/09/2016	849 163,79	V	(Livret A + 1.72)-Floor 0 sur Livret A	2,470	2,470	EUR	A	P	O	A-1
001788- réam/1275008	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/10/2015	01/09/2016	1 436 085,17	V	(Livret A + 1.72)-Floor 0 sur Livret A	2,470	2,470	EUR	A	P	O	A-1
001798	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/12/2013	07/11/2013	01/11/2014	800 000,00	V	Livret A + 1	2,250	2,250	EUR	T	P	O	A-1
001799	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/10/2013	20/11/2013	01/03/2017	3 500 000,00	V	Livret A + 1	2,250	2,250	EUR	T	P	O	A-1
001806	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/12/2013	01/07/2014	01/10/2014	600 000,00	V	Livret A + 1	2,250	2,250	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
001808	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2014	10/11/2014	01/03/2016	1 000 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	T	C	O	A-1
1774 ex CC	CAISSE D'EPARGNE	09/09/2010	05/12/2010	25/12/2011	100 000,00	F	Taux fixe à 3.34 %	3,340	3,340	EUR	A	P	O	A-1
1792	BANQUE POPULAIRE	11/12/2012	21/05/2013	21/08/2013	1 600 000,00	V	Euribor 3M + 1.8	2,000	2,010	EUR	T	P	O	A-1
1794	CAISSE D'EPARGNE	22/05/2013	13/08/2013	25/08/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.67 %	3,670	3,670	EUR	A	P	O	A-1
1795	SOCIETE GENERALE	18/08/2013	22/10/2013	22/01/2014	2 500 000,00	F	Taux fixe à 3.34 %	3,340	3,430	EUR	T	P	O	A-1
1797	CREDIT FONCIER DE FRANCE	05/12/2013	05/12/2013	05/03/2014	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.61 %	3,610	3,710	EUR	T	P	O	A-1
1801	SFIL CAFFIL	11/11/2013	20/12/2013	01/04/2015	5 892 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.6	1,830	1,850	EUR	T	P	O	A-1
1802 ex CC	BANQUE POPULAIRE	26/11/2013	03/01/2014	03/04/2014	100 000,00	F	Taux fixe à 3.16 %	3,160	3,200	EUR	T	X	O	A-1
1804 ex CC	SFIL CAFFIL	11/11/2013	20/12/2013	01/04/2015	60 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.6	1,830	1,850	EUR	T	P	O	A-1
1805	BANQUE POPULAIRE	26/11/2013	03/01/2014	03/04/2014	900 000,00	F	Taux fixe à 3.16 %	3,160	3,200	EUR	T	X	O	A-1
1809	SOCIETE GENERALE	17/10/2014	01/12/2014	01/03/2015	2 500 000,00	F	Taux fixe à 2.135 %	2,140	2,180	EUR	T	P	O	A-1
1810	SFIL CAFFIL	17/10/2014	09/06/2015	01/10/2015	2 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.18	1,270	1,170	EUR	T	P	O	A-1
1811	SFIL CAFFIL	17/10/2014	09/06/2015	01/10/2015	2 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.18	1,270	1,170	EUR	T	P	O	A-1
1813	CAISSE D'EPARGNE	03/11/2014	03/02/2015	25/05/2015	700 000,00	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,150	EUR	T	P	O	A-1
1815	CAISSE D'EPARGNE	03/06/2015	25/10/2015	25/01/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.69 %	1,690	1,700	EUR	T	P	O	A-1
1816	SFIL CAFFIL	05/06/2015	24/12/2015	01/01/2017	2 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.97)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,970	0,990	EUR	A	P	O	A-1
1817	BANQUE POPULAIRE	08/12/2015	05/04/2016	05/10/2016	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	1,600	EUR	S	P	O	A-1
1818	CREDIT MUTUEL	30/06/2016	30/06/2016	31/12/2016	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	S	P	O	A-1
1819	CREDIT MUTUEL	30/06/2016	30/06/2016	31/12/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	S	P	O	A-1
1820	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/11/2016	03/07/2017	01/01/2018	2 594 095,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1821	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/11/2016	16/11/2016	01/06/2017	471 000,00	F	Taux fixe à 1.32 %	1,320	1,320	EUR	T	P	O	A-1
1822	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/11/2016	01/12/2017	01/12/2018	471 000,00	V	(Livret A + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A	1,350	1,350	EUR	A	P	O	A-1
1823	CREDIT MUTUEL	20/01/2017	16/06/2017	15/12/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	0,900	EUR	A	P	O	A-1
1824	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/11/2016	12/07/2017	01/12/2017	1 167 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1825	CAISSE D'EPARGNE	10/10/2017	30/10/2017	25/01/2018	2 333 779,00	V	(Euribor 3M + 0.35)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,350	0,360	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1826	CAISSE D'EPARGNE	28/07/2017	28/07/2017	25/04/2018	2 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.42)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,420	0,430	EUR	T	P	O	A-1
1827	CAISSE D'EPARGNE	28/07/2017	25/01/2018	25/04/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.07 %	1,070	1,070	EUR	T	P	O	A-1
1828	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2017	05/06/2018	25/09/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.07 %	1,070	1,070	EUR	T	P	O	A-1
1829	SFIL CAFFIL	18/12/2017	29/06/2018	01/07/2019	2 000 000,00	V	(Euribor 12M + 0.17)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,170	0,170	EUR	A	P	O	A-1
1830	SFIL CAFFIL	19/12/2018	13/02/2019	01/06/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	C	O	A-1
1831	CREDIT MUTUEL	20/12/2018	29/03/2019	30/06/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	1,290	EUR	T	P	O	A-1
1832	CAISSE D'EPARGNE	19/12/2018	15/05/2019	25/08/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.34 %	1,340	1,350	EUR	T	C	O	A-1
1833	SFIL CAFFIL	19/12/2018	27/06/2019	01/10/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.32 %	1,320	1,330	EUR	T	C	O	A-1
1834	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	18/12/2019	27/12/2019	05/10/2020	4 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.6)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
1835	BANQUE POSTALE	12/11/2020	19/12/2020	01/07/2021	2 000 000,00	V	(€STR(Postfixé) + 0.72)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	0,720	0,730	EUR	X	C	O	A-1
1836	CAISSE D'EPARGNE	20/11/2020	20/11/2020	25/05/2021	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.43 %	0,430	0,430	EUR	X	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					17 811 856,00									
001755	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/11/2008	01/11/2008	02/02/2009	2 000 000,00	C	Taux fixe à 4.2 %	4,200	4,330	EUR	T	C	O	B-1
001766	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/12/2009	29/12/2009	29/03/2010	1 473 214,00	V	(TAG 3M(Postfixé)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)) + 0.0295	0,380	0,380	EUR	T	C	O	A-1
001767	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/12/2009	29/12/2009	29/03/2010	1 300 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)) + 0.0295	0,380	0,380	EUR	T	C	O	A-1
001769	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/12/2009	29/12/2009	29/03/2010	868 959,00	V	(TAG 3M(Postfixé)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)) + 0.0295	0,380	0,380	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
001772	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	08/07/2010	08/07/2010	30/09/2010	2 375 000,00	F	Taux fixe à 2.37 %	2,370	2,430	EUR	T	P	O	A-1
1777	SOCIETE GENERALE	01/12/2010	01/12/2010	01/03/2011	4 000 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0345)-Floor -0.0345 sur TAG 3M(Postfixé)	0,650	0,650	EUR	T	C	O	A-1
1780	SOCIETE GENERALE	27/12/2011	27/12/2011	27/03/2012	2 400 800,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0345)-Floor -0.0345 sur TAG 3M(Postfixé)	0,420	0,420	EUR	M	C	O	A-1
1783 ex CC	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	27/12/2011	27/12/2011	30/03/2012	220 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0295)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)	0,410	0,410	EUR	T	C	O	A-1
1789	CAISSE D'EPARGNE	20/03/2013	20/03/2013	25/06/2013	2 940 000,00	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.71	0,790	0,790	EUR	T	C	O	A-1
1790	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/03/2013	29/03/2013	29/06/2013	203 737,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0295)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)	0,110	0,110	EUR	T	C	O	A-1
1791	SOCIETE GENERALE	30/12/2005	25/03/2013	25/06/2013	30 146,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0345)-Floor -0.0345 sur TAG 3M(Postfixé)	0,120	0,120	EUR	T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**176 222,80**									
1681 Autres emprunts (total)					176 222,80									
001702	Caisse Allocations Familiales	31/12/2000	31/12/2000	01/09/2002	30 489,80	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
001728	Caisse Allocations Familiales	01/01/2004	01/01/2004	01/09/2005	9 177,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
001729	Caisse Allocations Familiales	01/01/2004	01/01/2004	01/09/2005	9 178,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
001735	Caisse Allocations Familiales	01/01/2005	01/01/2005	01/09/2006	22 378,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
001762	Caisse Allocations Familiales	01/10/2007	20/12/2007	01/09/2009	26 560,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
001763	Caisse Allocations Familiales	01/10/2007	02/10/2008	01/09/2009	8 440,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
001771	Caisse Allocations Familiales	01/09/2010	07/01/2008	01/09/2011	70 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**127 741 162,84**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**66 799 173,29**					**8 018 938,90**	**1 065 873,33**	**0,00**	**185 697,70**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		65 037 981,76					6 452 476,49	1 023 104,35	0,00	183 666,81
001703	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 5.65 %	5,660	123 332,18	4 386,34	0,00	0,00
001739	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.97 %	2,970	325 373,23	6 062,01	0,00	0,00
001740	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 1 %	1,000	312 794,15	3 127,94	0,00	0,00
001741	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.82 %	4,730	213 042,10	10 268,63	0,00	0,00
001742	N	0,00	A-1	333 333,52	0,90	F	Taux fixe à 3.9 %	3,890	333 333,32	21 125,00	0,00	1 263,89
001749	N	0,00	A-1	729 666,13	2,00	V	Livret A + 0.65	1,400	236 536,98	13 526,84	0,00	10 215,33
001751	N	0,00	A-1	1 780 557,83	7,25	V	LEP + 0.2	1,260	224 405,77	25 400,07	0,00	5 258,71
001752	N	0,00	A-1	382 154,64	2,25	V	LEP + 0.2	1,260	149 375,99	6 318,27	0,00	1 128,66
001757- réam/1275000	N	0,00	A-1	891 791,45	7,67	V	(Livret A + 1.72)-Floor 0 sur Livret A	2,390	97 366,65	24 432,21	0,00	6 563,10
001758	N	0,00	A-1	506 319,17	3,00	F	Taux fixe à 4.28 %	4,270	155 112,50	28 309,28	0,00	0,00
001775	N	0,00	A-1	266 066,07	4,67	F	Taux fixe à 2.31 %	2,300	52 399,73	6 904,83	0,00	495,10
001784- réam/1275001	N	0,00	A-1	625 501,90	10,67	V	(Livret A + 1.72)-Floor 0 sur Livret A	2,390	47 415,14	16 621,05	0,00	4 603,35
001785- réam/1275003	N	0,00	A-1	625 501,90	10,67	V	(Livret A + 1.72)-Floor 0 sur Livret A	2,390	47 415,14	16 621,05	0,00	4 603,35
001788- réam/1275008	N	0,00	A-1	1 085 726,03	11,67	V	(Livret A + 1.72)-Floor 0 sur Livret A	2,390	74 274,29	28 652,01	0,00	7 990,35
001798	N	0,00	A-1	601 921,31	13,83	V	Livret A + 1	1,510	34 202,18	9 691,31	0,00	1 471,47
001799	N	0,00	A-1	3 098 382,07	20,92	V	Livret A + 1	1,530	104 899,12	49 176,12	0,00	3 723,00
001806	N	0,00	A-1	448 972,21	13,50	V	Livret A + 1	1,550	26 077,91	7 523,74	0,00	1 655,66

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
001808	N	0,00	A-1	800 000,00	19,92	V	Livret A + 1	1,530	40 000,00	12 824,68	0,00	961,28
1774 ex CC	N	0,00	A-1	38 933,42	4,98	F	Taux fixe à 3.34 %	3,330	7 048,22	1 535,79	0,00	18,06
1792	N	0,00	A-1	851 016,48	7,39	V	Euribor 3M + 1.5	1,090	107 920,00	10 130,64	0,00	896,12
1794	N	0,00	A-1	2 999 035,91	7,65	F	Taux fixe à 3.67 %	3,660	317 667,51	121 723,02	0,00	38 216,88
1795	N	0,00	A-1	1 489 128,37	7,81	F	Taux fixe à 3.34 %	3,390	159 322,77	53 961,46	0,00	9 671,06
1797	N	0,00	A-1	2 398 471,50	7,93	F	Taux fixe à 3.61 %	3,660	254 178,33	93 884,63	0,00	6 253,35
1801	N	0,00	A-1	4 132 048,76	9,00	V	Euribor 3M + 1.45	1,050	343 284,42	46 781,50	0,00	9 985,33
1802 ex CC	N	0,00	A-1	59 541,22	8,01	F	Taux fixe à 1.99 %	1,980	6 576,79	1 266,88	0,00	286,35
1804 ex CC	N	0,00	A-1	42 077,85	9,00	V	Euribor 3M + 1.45	1,050	3 495,77	476,39	0,00	101,68
1805	N	0,00	A-1	535 871,15	8,01	F	Taux fixe à 1.99 %	1,980	59 191,04	11 401,85	0,00	2 577,09
1809	N	0,00	A-1	1 596 009,09	8,92	F	Taux fixe à 2.135 %	2,160	158 848,75	36 803,49	0,00	2 839,57
1810	N	0,00	A-1	1 461 582,49	9,50	V	Euribor 3M + 1.05	0,650	113 666,27	10 260,59	0,00	2 054,18
1811	N	0,00	A-1	1 371 529,08	9,50	F	Taux fixe à 2.14 %	2,130	125 199,86	31 029,74	0,00	7 256,15
1813	N	0,00	A-1	457 640,24	9,15	F	Taux fixe à 2.13 %	2,120	44 304,26	10 339,93	0,00	947,70
1815	N	0,00	A-1	1 388 692,86	9,82	F	Taux fixe à 1.69 %	1,690	126 419,54	24 807,02	0,00	4 237,44
1816	N	0,00	A-1	1 642 614,20	15,00	F	Taux fixe à 1.38 %	1,380	91 191,58	23 926,52	0,00	22 605,11
1817	N	0,00	A-1	724 524,46	10,26	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	62 924,48	12 271,30	0,00	2 719,99
1818	N	0,00	A-1	2 174 025,91	10,50	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	188 702,35	37 051,85	0,00	0,00
1819	N	0,00	A-1	1 449 350,62	10,50	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	125 801,56	24 701,24	0,00	0,00
1820	N	0,00	A-1	2 204 980,75	16,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	129 704,75	0,00	0,00	0,00
1821	N	0,00	A-1	409 807,05	21,17	F	Taux fixe à 1.32 %	1,310	16 613,46	5 519,50	0,00	433,62
1822	N	0,00	A-1	408 145,15	16,92	V	Livret A + 0.6	1,330	21 233,19	5 796,61	0,00	361,66
1823	N	0,00	A-1	2 238 999,36	10,96	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	192 814,63	21 886,33	0,00	839,62
1824	N	0,00	A-1	933 600,00	15,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	58 350,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1825	N	0,00	A-1	1 720 391,35	8,07	V	(Euribor 3M + 0.35)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,350	205 178,27	6 578,23	0,00	1 120,64
1826	N	0,00	A-1	1 642 697,76	12,07	V	(Euribor 3M + 0.42)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,430	130 405,57	7 362,52	0,00	1 284,04
1827	N	0,00	A-1	1 656 918,18	12,07	F	Taux fixe à 1.07 %	1,070	125 925,04	18 572,28	0,00	3 201,08
1828	N	0,00	A-1	1 688 525,70	12,48	F	Taux fixe à 1.07 %	1,070	125 589,09	18 908,23	0,00	250,93
1829	N	0,00	A-1	1 809 996,61	12,50	V	(Euribor 12M + 0.17)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,170	97 318,81	3 296,48	0,00	1 564,14
1830	N	0,00	A-1	883 333,31	13,17	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	66 666,68	11 562,50	0,00	889,47
1831	N	0,00	A-1	1 785 932,04	13,25	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	122 910,45	23 844,79	0,00	0,00
1832	N	0,00	A-1	899 999,98	13,40	F	Taux fixe à 1.34 %	1,340	66 666,68	12 618,33	0,00	1 172,50
1833	N	0,00	A-1	1 833 333,35	13,50	F	Taux fixe à 1.32 %	1,320	133 333,32	25 300,00	0,00	5 982,78
1834	N	0,00	A-1	3 933 333,33	14,51	F	(Euribor 3M + 0.6)-Floor 0 sur Euribor 3M Taux fixe à 0.6 %	0,600	66 666,67	18 533,33	0,00	5 572,22
1835	N	0,00	A-1	2 000 000,00	15,25	V	(€STR(Postfixé) + 0.72)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	3,380	0,00	0,00	0,00	370,91
1836	N	0,00	A-1	2 000 000,00	15,15	F	Taux fixe à 0.43 %	6,880	0,00	0,00	0,00	23,89
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		1 761 191,53					1 566 462,41	42 768,98	0,00	2 030,89
001755	N	0,00	B-1	285 714,08	1,84	C	Taux fixe 4.2% à barrière 6% sur Euribor 3M (Marge de -0.05%)	4,260	142 857,16	15 924,99	0,00	1 966,67
001766	N	0,00	A-1	122 767,76	0,99	F	Taux fixe à 2.35 %	2,380	122 767,84	4 766,33	0,00	16,03
001767	N	0,00	A-1	108 333,34	0,99	F	Taux fixe à 2.2 %	2,230	108 333,34	3 937,47	0,00	13,24

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
001769	N	0,00	A-1	72 413,36	0,99	F	Taux fixe à 2.2 %	2,230	72 413,24	2 631,93	0,00	8,85
001772	N	0,00	A-1	428 670,92	2,00	F	Taux fixe à 2.37 %	2,400	206 856,94	13 446,37	0,00	0,00
1777	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0345)-Floor -0.0345 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	307 692,40	0,00	0,00	0,00
1780	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0345)-Floor -0.0345 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	266 755,52	0,00	0,00	0,00
1783 ex CC	N	0,00	A-1	40 000,00	2,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0345)-Floor -0. (TAG 3M(Postfixé) + 0.0295)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	20 000,00	0,00	0,00	0,00
1789	N	0,00	A-1	661 500,00	2,23	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.71	0,240	294 000,00	2 061,89	0,00	26,10
1790	N	0,00	A-1	41 792,07	1,99	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0295)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	20 896,12	0,00	0,00	0,00
1791	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0345)-Floor -0.0345 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	3 889,85	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**58 140,80**					**8 918,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		58 140,80					8 918,00	0,00	0,00	0,00
001702	N	0,00	A-1	1 533,80	0,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 524,00	0,00	0,00	0,00
001728	N	0,00	A-1	1 449,00	2,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	483,00	0,00	0,00	0,00
001729	N	0,00	A-1	1 450,00	2,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	483,00	0,00	0,00	0,00
001735	N	0,00	A-1	4 708,00	3,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 178,00	0,00	0,00	0,00
001762	N	0,00	A-1	10 624,00	7,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 328,00	0,00	0,00	0,00
001763	N	0,00	A-1	3 376,00	7,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	422,00	0,00	0,00	0,00
001771	N	0,00	A-1	35 000,00	9,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 500,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**66 857 314,09**					**8 027 856,90**	**1 065 873,33**	**0,00**	**185 697,70**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
001755	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	2 000 000,00	285 714,08	1	14,00		Taux fixe à 4.2 %	Taux fixe à 4.2 %	12 003,53	Taux fixe 4.2% à barrière 6% sur Euribor 3M (Marge de -0.05%)	4,260	15 924,99	0,00	0,43
TOTAL (B)		**2 000 000,00**	**285 714,08**						**12 003,53**			**15 924,99**	**0,00**	**0,43**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**2 000 000,00**	**285 714,08**						**12 003,53**			**15 924,99**	**0,00**	**0,43**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	70	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,58	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	66 571 600,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,43	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	285 714,08	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 2000 €			15/12/2001
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Installations techniques	20	14/06/1996
L	Equipement de garage et atelier	15	14/06/1996
L	Equipements cuisine,lingerie etc…	10	14/06/1996
L	Equipements d'incendie	10	14/06/1996
L	Poids lourds et engins	10	14/06/1996
L	Livres	7	14/06/1996
L	Véhicules légers	6	14/06/1996
L	Matériel audiovisuel, matériel électronique etc…	5	14/06/1996
L	Fonds de concours à des collectivités publiques (< 381 123 € de 1996 à 2005)	10	14/06/1996
L	Fonds de concours à des collectivités publiques (> 381 123 € de 1996 à 2005)	15	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé (< 15 000 € de 2006 à 2011)	1	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé (> 15 000 € de 2006 à 2011)	5	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics (< 15 000 € de 2006 à 2011)	1	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics (de 15 000€ à 300 000€ de 2006 à 2011)	10	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics (> 300 000 € de 2006 à 2011)	15	14/06/1996
L	Matériels de bureau	5	22/10/2000
L	Mobilier	10	22/12/2000
L	Immeubles productifs de revenus	25	22/12/2000
L	Matériel de transport	6	22/12/2000
L	Logiciel	1	22/12/2000
L	Biens dont la valeur est inférieur à 2000 €	1	15/12/2001
L	Subventions d'équipements à compter de 2012 finançant des biens mobiliers, du matériel ou des études	5	27/09/2012
L	Subventions d'équipements à compter de 2012 finançant des biens immobiliers ou des installations	15	27/09/2012
L	Subventions équipements à compter de 2012 finançant projets d'infrastructures d'intérêt national	30	27/09/2012
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	10	16/02/2020
L	Autres immobilisations incorporelles	5	17/12/2020

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**
Provisions pour risques et charges	0,00	27/09/2018	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**125 000,00**	**125 000,00**	**40 900,00**	**84 100,00**
Provisions pour créances douteuses	0,00	18/12/2019	125 000,00	125 000,00	40 900,00	84 100,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**425 000,00**	**425 000,00**	**40 900,00**	**384 100,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**9 646 316,00**	I	**8 602 225,57**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**9 066 480,00**		**8 027 856,90**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	6 787 417,22		6 488 190,78
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	1 503 664,78		1 530 748,12
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	8 918,00		8 918,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	766 480,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**579 836,00**		**574 368,67**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	5 000,00		662,51
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	532 236,00		532 235,16
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*42 600,00*		*41 471,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**8 602 225,57**	**6 596 206,60**	**4 176 042,65**	**19 374 474,82**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**13 187 519,50**	**III**	**5 426 326,41**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 260 540,00**		**2 300 828,90**
10222	FCTVA	2 210 540,00		2 210 539,91
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	50 000,00		90 288,99
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**10 926 979,50**		**3 125 497,51**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*5 000,00*		*373,47*
28031	*Frais d'études*	*139 971,60*		*139 971,60*
28033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*		*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*45 000,00*		*44 200,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*60 000,00*		*41 848,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*60 000,00*		*56 183,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*5 524,20*		*1 616,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*218 230,21*		*218 230,21*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*25 000,00*		*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*70 000,00*		*51 306,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*15 124,00*		*15 124,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*110 244,61*		*110 244,61*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*73 437,00*		*73 437,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*45 000,00*		*1 174,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*192 611,28*		*52 609,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*2 000,00*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*135 893,00*		*151 405,12*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*411,00*		*411,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,56*		*0,00*
28138	*Autres constructions*	*400 000,00*		*399 934,59*
28152	*Installations de voirie*	*2 000,00*		*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*25 960,90*		*25 960,90*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*272 484,80*		*272 484,80*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*5 000,00*		*3 507,00*
28182	*Matériel de transport*	*280 078,44*		*280 078,44*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*310 000,00*		*286 118,50*
28184	*Mobilier*	*200 000,00*		*197 051,64*
28188	*Autres immo. corporelles*	*710 028,40*		*702 228,63*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 567 800,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*5 930 179,50*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	5 426 326,41	3 293 229,20	0,00	8 037 630,75	16 757 186,36

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	19 374 474,82
Ressources propres disponibles	IV	16 757 186,36
Solde	V = IV – II (3)	-2 617 288,46

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

100 (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	**Charges à caractère général**	**141 833,14**
615221	ENTRETIEN ET REPARATION SUR BIENS IMMOBILIERS BATIMENTS PUBLICS	36 275,23
6156	MAINTENANCE	11 551,31
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D AUTRES ORGANISMES	71 775,83
6288	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	22 230,77
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**21 175,27**
6745	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	21 175,27
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**163 008,41**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**163 008,41**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**328 218,20**
70328	AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION	127 431,83
70383	REDEVANCE DE STATIONNEMENT	200 786,37
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**328 218,20**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**328 218,20**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

100(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	28 243,83
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	28 243,83
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		28 243,83
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		28 243,83

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/01/2020	ACCESSOIRES INFORMATIQUES	117,96	0,00	1
01/01/2020	ACCESSOIRES INFORMATIQUES	405,06	0,00	1
01/01/2020	ASTECH OPUS PATRIMOINE	2 124,00	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE DIVERS	664,87	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL DE JALONNEMENT CARREFOUR ALTKIRCH	1 443,29	0,00	1
01/01/2020	KIT FLEURISSEMENT JARDINIERES PONTS	1 620,01	0,00	1
01/01/2020	PLAQUE DE GRES_PLACE CORBIS_BATIMENTS	312,00	0,00	1
01/01/2020	CAPTEUR OPTIQUE TRAFICAM G2	1 228,80	0,00	1
01/01/2020	DIABLES - TRANSPALETTE	716,40	0,00	1
01/01/2020	ECHAFAUDAGE TELESCOPIQUE X-TOWER 4 M	1 687,22	0,00	1
01/01/2020	FABRICATION SOCLE	592,36	0,00	1
01/01/2020	ARMOIRE INTERACTIVE POUR MUSEE D HISTOIRE	1 482,00	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL RADIO POLICE MUNICIPALE	1 884,00	0,00	1
01/01/2020	ACHAT CONSERVATION PREVENTIVE	138,00	0,00	1
01/01/2020	ACHAT MATERIEL CONSERVATION	272,40	0,00	1
01/01/2020	CONSERVATION PREVENTIVE	202,68	0,00	1
01/01/2020	CAPOT EN PLEXIGLAS INCOLORE	454,06	0,00	1
01/01/2020	ROULETTES POUR VITRINE EXPO	500,00	0,00	1
01/01/2020	ARMOIRE METALLIQUE INFIRMIERE SCOLAIRE ECOLE HUBERT METZGER	348,70	0,00	1
01/01/2020	BUREAU SERVICE DES SPORTS	619,73	0,00	1
01/01/2020	COUPE PAIN OFFICE ECOLE ARAGON	1 902,97	0,00	1
01/01/2020	EQUIPEMENT AGENT CANIN POLICE MUNICIPALE	1 065,43	0,00	1
01/01/2020	PLEXIGLAS POUR EXPO FIMU	198,72	0,00	1
01/01/2020	HABILLEMENT POLICE MUNICIPALE	536,02	0,00	1
01/01/2020	BATIMENT MATERIEL DIVERS QUINCAILLERIE	1 323,79	0,00	1
01/01/2020	ESCALIER 3 MARCHES ET 2 MAINS COURANTES	1 571,76	0,00	1
01/01/2020	FOURNITURE AMENAGEMENT SALLE EXPO BIBLIOTHEQUE LEON DEUBEL	160,08	0,00	1
01/01/2020	VITRAGE ISOLANT ANTENNE JEUNESSE DES GLACIS	838,45	0,00	1
01/01/2020	HABILLEMENT EQUIPE POLICE MUNICIPALE	160,00	0,00	1
01/01/2020	PETIT MATERIEL_MQ VIEILLE VILLE	49,90	0,00	1
01/01/2020	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE PANASONIC DMC-FZ330	389,99	0,00	1
01/01/2020	ASTECH OPUS PATRIMOINE	1 416,00	0,00	1
01/01/2020	2 LAMPES DE BUREAU POUR LA BIBLIOTHEQUE DES GLACIS	141,98	0,00	1
19/02/2020	ACHATS DE POTS DE FLEURS ACTION COEUR DE VILLE	3 621,84	0,00	10
20/02/2020	COMMANDE DE CONSERVATION PREVENTIVE CAISSES DE RANGEMENT	3 512,98	0,00	1
21/02/2020	VEHICULE BOXER PRO 335 L2 BLUE HDI 110 ET CELLULE ISOTHERME	44 558,68	0,00	6
21/02/2020	VEHICULE BERLINGO PURE TECH 110 POLICE MUNICIPALE IMMAT EM-174-PD	16 622,10	0,00	6
22/02/2020	MODULE COMPLEMENTAIRE RH	10 260,00	0,00	5
22/02/2020	ACHAT DE VITRINES EXPO	2 500,00	0,00	10
25/02/2020	FORT DE LA JUSTICE LONGRINE ENTREE	1 091,54	0,00	0
25/02/2020	BATIMENT MATERIEL DIVERS BRICOLAGE MENUISERIE	3 682,30	0,00	10
28/02/2020	CATHEDRALE SAINT CHRISTOPHE TOITURE MISSION SPS	500,71	0,00	0
28/02/2020	DOUCHETTES ECLIPSE 5145 LASER SCANN RFID ANTIVOL	4 230,00	0,00	10
04/03/2020	FRAIS ACTE VENTE TERRAIN AVENUE MOULIN	259,00	0,00	0
05/03/2020	FORT DE LA JUSTICE POSE IMPOSTE SUR PORTE	2 219,18	0,00	0
07/03/2020	ACHAT LIVRES ANCIENS	258,00	0,00	0
10/03/2020	ETUDE CHAUFFERIE RUE DE LONDRES	456,00	0,00	0
10/03/2020	PLATEAU A RIDELLE 5M3	8 364,00	0,00	10
11/03/2020	ACHAT MATERIEL MEDIATION	2 489,00	0,00	5
17/03/2020	22 RUE MULHOUSE DIAGNOSTIC AMIANTE	484,80	0,00	0
17/03/2020	FLEURISSEMENT BAC ACER DEMI ROND BOULEVARD CARNOT	16 410,00	0,00	10
19/03/2020	LOGICIEL BRIEFCAM VIDEOPROTECTION	49 096,33	0,00	5
06/04/2020	HOTEL DU GOUVERNEUR TRAVAUX 2019	1 141 322,23	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO TRAVAUX 2019	165 232,77	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
06/04/2020	HALTE GARDERIE LES PETITS LOUPS - CENTRE LEON BLUM TRAVAUX 2019	13 794,95	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE DREYFUS-SCHMIDT TRAVAUX 2019	61 006,17	0,00	0
06/04/2020	LA SOURIS VERTE TRAVAUX 2019	29 458,03	0,00	0
06/04/2020	VOIRIE ET RESEAUX DIVERS DE LA VILLE TRAVAUX 2019	2 625 428,62	0,00	0
06/04/2020	MARCHE FRERY TRAVAUX 2019	41 167,72	0,00	0
06/04/2020	CITADELLE TRAVAUX 2019	420 028,82	0,00	0
06/04/2020	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES TERRAINS TRAVAUX 2019	709 499,96	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE COUBERTIN TRAVAUX 2019	303 363,80	0,00	0
06/04/2020	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS TRAVAUX 2019	308 430,02	0,00	10
06/04/2020	CRECHE BELFORT NORD TRAVAUX 2019	58 609,71	0,00	0
06/04/2020	RESTAURANT DU COEUR TRAVAUX 2019	7 934,40	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE BONNET TRAVAUX 2019	49 446,83	0,00	0
06/04/2020	CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL TRAVAUX 2019	63 758,46	0,00	0
06/04/2020	BIBLIOTHEQUE LEON DEUBEL TRAVAUX 2019	37 056,70	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE CHATEAUDUN TRAVAUX 2019	116 346,78	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE ARAGON TRAVAUX 2019	40 092,01	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE PERGAUD TRAVAUX 2019	175 892,09	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE RAYMOND AUBERT TRAVAUX 2019	76 878,21	0,00	0
06/04/2020	HOTEL DE VILLE TRAVAUX 2019	128 590,16	0,00	0
06/04/2020	TOUR 41 TRAVAUX 2019	56 143,15	0,00	0
06/04/2020	MAISON DE QUARTIER DE LA VIEILLE VILLE BATIMENT DU TAILLEUR TRAVAUX 2019	2 595,60	0,00	0
06/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE TRAVAUX 2019	154 846,08	0,00	0
06/04/2020	CRECHE VOLTAIRE TRAVAUX 2019	76 298,93	0,00	0
06/04/2020	PAVILLON JOURNET TRAVAUX 2019	2 111,91	0,00	0
06/04/2020	BASE NAUTIQUE DES FORGES TRAVAUX 2019	46 488,78	0,00	0
06/04/2020	ANNEXE DES 4 VENTS TRAVAUX 2019	655,78	0,00	0
06/04/2020	MAIRIE ANNEXE 4 PLACE D ARMES RUE DES NOUVELLES TRAVAUX 2019	111 380,45	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN TRAVAUX 2019	803 658,47	0,00	0
06/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE TRAVAUX 2019	57 328,17	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE SERZIAN TRAVAUX 2019	5 883,50	0,00	0
06/04/2020	MAIRIE ANNEXE TOUR 46 CRECHE DES BONS ENFANTS RUE DU THEATRE TRAVAUX 2019	81 198,76	0,00	0
06/04/2020	PARKING DES 4 AS TRAVAUX 2019	90 023,73	0,00	0
06/04/2020	ECOLE MATERNELLE PAULINE KERGOMARD TRAVAUX 2019	2 583,40	0,00	0
06/04/2020	SITE BARTHOLDI RUE DE LONDRES TRAVAUX 2019	20 341,04	0,00	0
06/04/2020	SITE ANNEXE DU CONSERVATOIRE HENRI DUTILLEUX AVENUE D ALSACE TRAVAUX 2019	2 576,19	0,00	0
06/04/2020	MARCHE DES VOSGES TRAVAUX 2019	45 117,11	0,00	0
06/04/2020	CHATEAU DE VESCEMONT TRAVAUX 2019	2 598,64	0,00	0
06/04/2020	DONATION JARDOT TRAVAUX 2019	20 291,82	0,00	0
06/04/2020	ECOLE JULES HEIDET TRAVAUX 2019	36 776,49	0,00	0
06/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS TRAVAUX 2019	96 125,52	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE PARROT TRAVAUX 2019	51 224,75	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE LES BARRES TRAVAUX 2019	48 966,94	0,00	0
06/04/2020	CUISINE CENTRALE TRAVAUX 2019	23 727,41	0,00	0
06/04/2020	BASE DE VIE SAUSSOT TRAVAUX 2019	9 984,92	0,00	0
06/04/2020	BASE DE VIE STEINER TRAVAUX 2019	399,97	0,00	0
06/04/2020	MAISON DE QUARTIER JACQUES BREL TRAVAUX 2019	4 160,80	0,00	0
06/04/2020	ECOLE D ART JACOT TRAVAUX 2019	36 489,17	0,00	0
06/04/2020	CRECHE FRERY TRAVAUX 2019	10 565,33	0,00	0
06/04/2020	CENTRE CULTUREL DE LA PEPINIERE TRAVAUX 2019	29 642,49	0,00	0
06/04/2020	CENTRE DE CONGRES ATRIA TRAVAUX 2019	53 430,13	0,00	25
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE HUBERT METZGER TRAVAUX 2019	10 586,66	0,00	0
06/04/2020	EAUX PLUVIALES TRAVAUX 2019	48 489,78	0,00	0
06/04/2020	OEUVRES D ART DU MUSEE TRAVAUX 2019	59 525,36	0,00	0
06/04/2020	FONDS ANCIEN DE LA BIBLIOTHEQUE TRAVAUX 2019	5 629,38	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE LE PHARE TRAVAUX 2019	10 603,53	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE TRAVAUX 2019	6 387,00	0,00	0
06/04/2020	CRECHE DES RESIDENCES RUE DE VERDUN TRAVAUX 2019	33 127,47	0,00	0
06/04/2020	PLANETARIUM TRAVAUX 2019	2 134,20	0,00	0
06/04/2020	ESPACE INTERGENERATIONNEL JEAN PAUL TOUZE TRAVAUX 2019	17 891,36	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE VICTOR SCHOELCHER TRAVAUX 2019	17 503,75	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
06/04/2020	TENNIS COUVERTS COMPLEXE SPORTIF DES RESIDENCES TRAVAUX 2019	20 673,16	0,00	0
06/04/2020	ESPACE LOUIS JOUVET TRAVAUX 2019	4 132,42	0,00	0
06/04/2020	MAISON DE QUARTIER BARRES ET MONT TRAVAUX 2019	4 664,70	0,00	0
06/04/2020	CATHEDRALE SAINT CHRISTOPHE TRAVAUX 2019	20 493,17	0,00	0
06/04/2020	ECOLE MATERNELLE MARTIN LUTHER KING TRAVAUX 2019	31 652,76	0,00	0
06/04/2020	BATIMENT CCAS RUE STROLZ TRAVAUX 2019	123 846,35	0,00	0
06/04/2020	MAISON DE QUARTIER JEAN JAURES TRAVAUX 2019	4 555,20	0,00	0
06/04/2020	MAISON DU PEUPLE TRAVAUX 2019	42 221,60	0,00	0
06/04/2020	CHATEAU FORTIFICATIONS DU LION TRAVAUX 2019	79 750,26	0,00	0
06/04/2020	BATIMENT DU SECOURS POPULAIRE TRAVAUX 2019	11 320,01	0,00	0
06/04/2020	ECOLE MATERNELLE BARTHOLDI TRAVAUX 2019	9 590,96	0,00	0
06/04/2020	BELFORT ECHECS TRAVAUX 2019	4 974,19	0,00	0
06/04/2020	STADE DES 3 CHENES TRAVAUX 2019	17 499,59	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE DIDEROT TRAVAUX 2019	73 779,75	0,00	0
06/04/2020	TEMPLE SAINT JEAN TRAVAUX 2019	8 547,12	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE BUFFET TRAVAUX 2019	6 360,21	0,00	0
06/04/2020	SALLE DES FETES TRAVAUX 2019	5 932,32	0,00	0
06/04/2020	BATIMENT LA POUDRIERE TRAVAUX 2019	456,30	0,00	0
06/04/2020	REMPARTS TRAVAUX 2019	96 953,88	0,00	0
06/04/2020	BATIMENT DU BOTTIER TRAVAUX 2019	29 410,43	0,00	0
06/04/2020	GYMNASE THURNHERR TRAVAUX 2019	40 881,90	0,00	0
06/04/2020	GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURES TRAVAUX 2019	6 656,47	0,00	0
06/04/2020	ANTENNE JEUNESSE SITE DES GLACIS TRAVAUX 2019	5 316,66	0,00	0
06/04/2020	CENTRE CULTUREL ET SOCIAL RESIDENCES/BELLEVUE TRAVAUX 2019	24 889,11	0,00	0
06/04/2020	POLE DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE TRAVAUX 2019	2 092,80	0,00	0
06/04/2020	CRECHE LES PETITS PEUTON TRAVAUX 2019	2 964,14	0,00	0
06/04/2020	CRECHE DES GLACIS TRAVAUX 2019	994,56	0,00	0
06/04/2020	ECOLE ELEMENTAIRE SAINT EXUPERY TRAVAUX 2019	27 875,28	0,00	0
06/04/2020	BIBLIOTHEQUE LA CLE DES CHAMPS TRAVAUX 2019	190 363,43	0,00	0
06/04/2020	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE TRAVAUX 2019	20 481,19	0,00	0
06/04/2020	MAISON DE QUARTIER DES GLACIS TRAVAUX 2019	3 124,37	0,00	0
06/04/2020	IMMEUBLE POMPIDOU TRAVAUX 2019	2 200,54	0,00	0
06/04/2020	ECOLE ELEMENTAIRE JEAN MOULIN TRAVAUX 2019	13 862,93	0,00	0
06/04/2020	FONDS ANCIENS DES ARCHIVES TRAVAUX 2019	11 940,14	0,00	0
06/04/2020	SERRES MUNICIPALES TRAVAUX 2019	116 258,04	0,00	0
06/04/2020	LOCAL ASSOCIATIF DE LA PEPINIERE TRAVAUX 2019	1 303,80	0,00	0
06/04/2020	CENTRE CULTUREL BELFORT NORD TRAVAUX 2019	5 058,90	0,00	0
06/04/2020	MAISON DE QUARTIER DU CENTRE VILLE TRAVAUX 2019	716,40	0,00	0
06/04/2020	KIOSQUE DE LA ROSERAIE TRAVAUX 2019	3 969,92	0,00	0
06/04/2020	STADE MATTLER TRAVAUX 2019	349,72	0,00	0
09/04/2020	FAUBOURG DE FRANCE 2EME TRANCHE MEMOIRES TRAVAUX 2015	95 877,78	0,00	0
09/04/2020	PLACE FORUM 4 AS MEMOIRES TRAVAUX 2015	5 228,63	0,00	0
09/04/2020	PLACE CORBIS/QUAI SAVOUREUSE	13 056,85	0,00	0
27/05/2020	LOCAUX BRIGADE ANTI-TAGS TRAVAUX 2015	17 181,76	0,00	0
27/05/2020	BIBLIOTHEQUE DES GLACIS TRAVAUX 2015	4 759,63	0,00	0
15/06/2020	IMMEUBLE PAUL BERT TRAVAUX 2014	13 244,52	0,00	0
04/07/2020	SECURISATION GROTTE DE CRAVANCHE	9 937,80	0,00	0
03/08/2020	MAISON DE QUARTIER BARRES ET MONT TRAVAUX 2012	61,53	0,00	0
03/08/2020	GROUPE SCOLAIRE RAYMOND AUBERT TRAVAUX 2012	145,91	0,00	0
03/08/2020	BOULODROME TRAVAUX 2012 SUITE	1 278,74	0,00	0
03/08/2020	SALLE DES FETES TRAVAUX 2012	366,60	0,00	0
03/08/2020	STAND DE TIR DE LA MIOTTE TRA	672,29	0,00	0
03/08/2020	BASE DE SECTEUR SAUSSOT TRAVAUX 2013	646,14	0,00	0
03/08/2020	CENTRE CULTUREL ET SOCIAL RESIDENCES BELLEVUE TRAVAUX 2013	57 503,91	0,00	0
03/08/2020	RESTAURANT DU COEUR TRAVAUX 2013	1 010,62	0,00	0
03/08/2020	GYMNASE BARTHOLDI TRAVAUX 2013	3 484,65	0,00	0
03/08/2020	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO TRAVAUX 2013	5 231,21	0,00	0
03/08/2020	BIBLIOTHEQUE DES 4 AS TRAVAUX 2013 SUITE	141,13	0,00	0
03/08/2020	ECOLE MATERNELLLE PAULINE KERGOMARD TRAVAUX 2013	3 065,41	0,00	0
03/08/2020	REMPARTS DE LA MIOTTE TRAVAUX 2013	6 523,46	0,00	0
03/08/2020	GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN TRAVAUX 2013	2 095,37	0,00	0
03/08/2020	CENTRE SOCIAL DES GLACIS DU CHATEAU TRAVAUX 2013	6 086,84	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
03/08/2020	GYMNASE PIERRE BONNET TRAVAUX 2013	2 152,80	0,00	0
03/08/2020	DONATION JARDOT TRAVAUX 2013	1 682,77	0,00	0
03/08/2020	MAISON DE QUARTIER JEAN JAURES TRAVAUX 2013	38 890,45	0,00	0
03/08/2020	AGENCEMENT ET AMENAGEMENT DE TERRAINS TRAVAUX 2013	59 831,02	0,00	0
03/08/2020	CENTRE CULTUREL BELFORT NORD TRAVAUX 2013	31 232,45	0,00	0
03/08/2020	CENTRE CULTUREL DE LA PEPINIERE TRAVAUX 2013	6 645,25	0,00	0
03/08/2020	THEATRE DE MARIONNETTES TRAVAUX 2013	121 498,06	0,00	0
03/08/2020	ECOLE D ART JACOT TRAVAUX 2013	1 682,77	0,00	0
03/08/2020	PARCOURS DE LA DECOUVERTE CITADELLE TRAVAUX 2013	19 780,15	0,00	0
03/08/2020	ESPLANADE DES FETES TRAVAUX 2013	73 434,43	0,00	0
03/08/2020	CITE DE L INNOVATON TRAVAUX 2013	2 296,32	0,00	0
03/08/2020	GROUPE SCOLAIRE EMILE GEHANT TRAVAUX 2014	2 062,22	0,00	0
03/08/2020	GROUPE SCOLAIRE HUBERT METZGER	4 526,75	0,00	0
03/08/2020	PARCOURS DE LA DECOUVERTE CIT	376,74	0,00	0
03/08/2020	VOIRIE ET RESEAUX DIVERS DE LA VILLE TRAVAUX 2013	10 184 089,58	0,00	0
03/08/2020	AGENCEMENT ET AMENAGEMENT DIVERS TRAVAUX 2013	389 956,47	0,00	10
03/08/2020	HOTEL DE VILLE TRAVAUX 2013	131 752,88	0,00	0
03/08/2020	HOTEL DE POLICE MUNICIPALE RUE STROLZ TRAVAUX 2013	295 760,45	0,00	0
03/08/2020	POLE DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE TRAVAUX 2013	1 173 120,50	0,00	0
07/08/2020	MONASTERE - AMENAGEMENT AIRE DE JEUX	19 442,04	0,00	0
20/10/2020	AMENAGEMENT TERRAIN DE PETANQUE CLUB HOUSE	148 048,13	0,00	0
24/11/2020	MAISON DU PEUPLE AMENAGEMENT SALLE DE BOXE	21 583,82	0,00	0
24/11/2020	CTM RESTRUCTURATION PREMIER NIVEAU	11 140,80	0,00	0
24/11/2020	MARCHE FRERY FACADE ORNEMENTATION	14 526,00	0,00	0
24/11/2020	MARCHE DES RESIDENCES	18 746,28	0,00	0
24/11/2020	CATHEDRALE SAINT CHRISTOPHE	111 134,46	0,00	0
24/11/2020	VOIRIE ET RESEAUX DIVERS	138 863,52	0,00	0
15/12/2020	STADE DES 3 CHENES AMENAGEMENT TERRAINS	3 720,00	0,00	0
15/12/2020	BOULODROME AMENAGEMENT TERRAIN	984,66	0,00	0
15/12/2020	PARKJNG MAISON DE LA SANTE	3 204,00	0,00	0
15/12/2020	IFSI DEMOLITION ET AMENAGEMENT	1 440,00	0,00	0
15/12/2020	TRAVAUX FORESTIERS	11 534,75	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
01/01/2020	PHASE DEVELOPPEMENT FRONT END	504,00	0,00	1
01/01/2020	BRISE BETON AIRGO HEX25X108	1 173,12	0,00	1
01/01/2020	PIECES ARROSAGE AUTOMATIQUE PONTS	20,26	0,00	1
01/01/2020	LOGICIEL KEYFOOD TABLETTES	576,00	0,00	1
01/01/2020	ACHAT MATERIEL SCENOGRAPHIE	1 130,40	0,00	1
01/01/2020	ACHAT MATERIEL SCENOGRAPHIE	260,00	0,00	1
01/01/2020	PANNEAUX DE CLOTURE	563,47	0,00	1
01/01/2020	ACHAT TABLETTES + ETUI	1 239,89	0,00	1
01/01/2020	TPE IP	1 453,50	0,00	1
01/01/2020	CSC_MQ_ACHAT_MOBILIER_2019	1 286,41	0,00	1
01/01/2020	DALLES + CUBE + FIBRES MULTI ACCUEIL DES GLACIS	1 259,41	0,00	1
01/01/2020	TABOURETS ATSEM ECOLE MATERNELLE VICTOR HUGO	580,99	0,00	1
01/01/2020	TABOURETS ATSEM ECOLE MATERNELLE CHATEAUDUN	392,41	0,00	1
01/01/2020	TABOURETS ATSEM ECOLE MATERNELLE METZGER	580,99	0,00	1
01/01/2020	TABOURETS ATSEM ECOLE MATERNELLE RUCKLIN	766,69	0,00	1
01/01/2020	TABOURETS ATSEM ECOLE MATERNELLE LOUIS PERGAUD	766,69	0,00	1
01/01/2020	TABOURETS ATSEM ECOLE MATERNELLE GEHANT	766,69	0,00	1
01/01/2020	MEUBLE CASES POLE ACCOMPAGNEMENT ECOLE MATERNELLE BARTHOLDI	421,66	0,00	1
01/01/2020	CHAISES FAUTEUILS ECOLE ELEMENTAIRE PERGAUD	796,46	0,00	1
01/01/2020	MASQUES ESCRIME ENFANT	560,00	0,00	1
01/01/2020	ACHAT TRANSPALETTE	342,00	0,00	1
01/01/2020	ACHAT_MATERIEL_ANTENNE_SIGNORET	568,31	0,00	1
01/01/2020	ACHAT_MATERIEL_SERVICE_JEUNESSE	399,00	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2020	ACHAT_MATERIEL_SERVICE_JEUNESSE	499,00	0,00	1
01/01/2020	ACHAT_MATERIEL_SERVICE_JEUNESSE	384,96	0,00	1
01/01/2020	ACHAT_MATERIEL_ANTENNES_GLACIS_RESIDENCES	1 600,00	0,00	1
01/01/2020	MECHE FRAISE COMMUNS	204,80	0,00	1
01/01/2020	ACHAT_ELECTROMENAGER_ANTENNE_SIGNORET	249,00	0,00	1
01/01/2020	SIGNALISATION MOIS GIVRE 2019	1 020,00	0,00	1
01/01/2020	HABILLEMENT POLICE MUNICIPALE	975,79	0,00	1
01/01/2020	ARBRES MELVILLE	703,56	0,00	1
01/01/2020	MICRO ONDES SERVICE ESPACES VERTS	147,96	0,00	1
01/01/2020	KIT FEUILLARD TEXTILE A FIL 13MM	430,40	0,00	1
01/01/2020	FOURNITURE DE 7 EXTINCTEURS	407,40	0,00	1
01/01/2020	KITS BLUETOOTH MOTARDS POLICE MUNICIPALE	781,92	0,00	1
01/01/2020	VIVACES BACS BOULEVARD CARNOT	501,76	0,00	1
01/01/2020	VIVACES REGIE	156,68	0,00	1
01/01/2020	EQUIPE CYNO PM - ECUSSONS	197,35	0,00	1
01/01/2020	MODULES TRANSMISSION ACTES ET HELIOS	570,00	0,00	1
01/01/2020	OUTILLAGE ELECTRIQUE CTM	93,79	0,00	1
01/01/2020	OUTILLAGE ELECTRIQUE CTM	219,35	0,00	1
01/01/2020	TROIS LECTEURS DE PRESENCE ETPROX	510,00	0,00	1
01/01/2020	MEMBRANES ENCEINTES MDP	408,00	0,00	1
01/01/2020	HABILLEMENT POLICE MUNICIPALE HOUSSE DE GILET PARE BALLES	160,00	0,00	1
01/01/2020	HOUSSES DE GILET PARE BALLES POLICE MUNICIPALE	899,96	0,00	1
01/01/2020	MODULES TRANSMISSION ACTES ET HELIOS	1 410,00	0,00	1
01/01/2020	MODULE COMPLEMENTAIRE RESSOURCES HUMAINES	545,00	0,00	1
01/01/2020	ASTECH OPUS PATRIMOINE	1 440,00	0,00	1
01/01/2020	COMPRESSEUR 6L TECHPRO ET ACCESSOIRES	222,55	0,00	1
01/01/2020	SWING 4 - KIT DE COMMUNICATION - LOGICIEL	522,00	0,00	1
01/01/2020	ASPIRATEUR A COPEAUX METALLIQUES ET ACCESSOIRES ATELIER	643,20	0,00	1
01/01/2020	KIT DE CERCLAGE PRO MAT 90004877672	349,20	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL REGULATION POUR CONTROLEURS DETECTEURS OMNIDIRECTIONNEL ET ACCESSOIRES	1 866,54	0,00	1
01/01/2020	CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE	852,58	0,00	1
01/01/2020	PC PORTABLE + MONITEUR	1 913,34	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL CONSERVATION BOITES	648,18	0,00	1
01/01/2020	CONCEPTION /EXECUTION GRAPHIQUES DE 19 TYPES ELEMENTS DE SIGNALETIQUE CITADELLE	1 903,10	0,00	1
01/01/2020	2 FAUTEUILS EDGE SERVICE FIMU	657,53	0,00	1
01/01/2020	FAUTEUIL DE TRAVAIL ATLANTIC NOIR SERVICE PERISCOLAIRE	237,42	0,00	1
01/01/2020	CHAISES PRIMA ENFANTS COQUE ROUGE POUR OFFICES	489,24	0,00	1
01/01/2020	BEACH FLAG ET EMBASE METALLIQUE STRUCTURES EXTERIEURES	1 209,17	0,00	1
01/01/2020	GILET PARE BALLES HOMME POLICE MUNICIPALE	648,00	0,00	1
01/01/2020	EQUIPEMENT ASVP ETUI VEGA X26P GAUCHER POLICE MUNICIPALE	95,40	0,00	1
01/01/2020	RUBAN ADHESIF SIGNALETIQUE ET RUBALISE	172,56	0,00	1
01/01/2020	HABILLEMENT DIVERS AKTAS POLICE MUNICIPALE	1 184,59	0,00	1
01/01/2020	PROTECTIONS PLEXIGLAS ECRANS DE SEPARATION	1 617,60	0,00	1
01/01/2020	ECRANS DE SEPARATION TRANSPARENTS SERVICE ESPACES VERTS	566,16	0,00	1
01/01/2020	EQUIPEMENT DIVERS POLICIER MUNICIPAL	1 341,98	0,00	1
01/01/2020	GILET PARE BALLES POLICIER MUNICIPAL	648,00	0,00	1
01/01/2020	EQUIPEMENTS_STOCK POLYVALENTS COFFRET SCIE MORTAISEUSE CHARIOT	674,96	0,00	1
01/01/2020	SCIE SABRE_STOCK PLOMBIERS	598,80	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER DIVERS	416,04	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER SIEGE BUREAU ET ARMOIRE A CLEFS	257,64	0,00	1
01/01/2020	LAMPE BUREAU SVCE BIBLIOTHEQUE	65,59	0,00	1
01/01/2020	CAISSON BUREAU SVCE BIBLIOTHEQUE	189,48	0,00	1
01/01/2020	MARTEAU PERFORATEUR GBH8-45DV	839,30	0,00	1
01/01/2020	MODULE RADIO TBOS II RB	954,94	0,00	1
01/01/2020	TOUR 41 MUSEE DES BEAUX ARTS FILM VITRAGE	18,70	0,00	1
01/01/2020	DESTRUCTEUR DOCUMENTS SVCE POLICE MUNICIPALE	722,62	0,00	1
01/01/2020	BIBLIOTHEQUE ECOLE ELEMENTAIRE CHATEAUDUN	351,60	0,00	1
01/01/2020	HABILLEMENT GILET PARE BALLES POLICE MUNICIPALE	648,00	0,00	1
01/01/2020	INSTALLATION CAMERA 159 AVENUE JEAN JAURES	1 355,00	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2020	EQUIPEMENT PACK LAMPE KLARUS 99375 POLICE MUNICIPALE	99,00	0,00	1
01/01/2020	PACK GILET PARE BALLES PORT DISCRET DARROT	648,00	0,00	1
01/01/2020	ARMOIRE HAUTE INOX RANGEMENT PORTES BATTANTES CCS RESIDENCES BELLEVUE	1 155,60	0,00	1
01/01/2020	VESTIAIRES DIFFERENTS OFFICES	1 827,13	0,00	1
01/01/2020	DIVERS MATERIELS ANTIVOL EXPOSITIONS	1 071,48	0,00	1
01/01/2020	PIECES ARROSAGE QUAI KELLER	842,09	0,00	1
01/01/2020	VISIO PRO 2019	758,63	0,00	1
01/01/2020	ECHAFFAUDAGE ROULANT EN ALU TYPE TOPTEL	1 920,00	0,00	1
01/01/2020	BIBLIOTHEQUE PERISCOLAIRE ECOLE VICTOR SCHOELCHER	359,04	0,00	1
01/01/2020	LC NOVOTEL ATRIA MICRO COL DE CYGNE	601,34	0,00	1
01/01/2020	RI ARMOIRE POSITIVE	1 492,07	0,00	1
01/01/2020	GILET PARE BALLES 1ER EQUIPEMENT POLICIER MUNICIPAL	648,00	0,00	1
01/01/2020	NOVOTEL ATRIA TABOURETS BLANCS	1 422,00	0,00	1
01/01/2020	SCIE SABRE FHZ-OX SANS CHARBONS + BATTERIES 18V	610,80	0,00	1
01/01/2020	JGM DISPOSITIF GPS	711,00	0,00	1
01/01/2020	SOUFFLEUR BGA 57 +BATTERIE AK20+AL101	238,99	0,00	1
01/01/2020	VANNE DE GAZ_GROUPE SCOLAIRE JAURES_PLOMBIERS	1 628,00	0,00	1
01/01/2020	JA-KIT SWING	1 092,00	0,00	1
01/01/2020	RI BAC GERBABLE	927,36	0,00	1
01/01/2020	ACHAT CAPOTS PLEXIGLASS	1 009,51	0,00	1
01/01/2020	FABRICATION MEUBLE EXPOSITION VITRINE MEDIUN PRE-PEINT TOUR 41	460,20	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE ELEMENTAIRE CHATEAUDUN	894,72	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE ELEMENTAIRE VICTOR HUGO	1 963,68	0,00	1
01/01/2020	ENEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE LOUIS ARAGON	1 217,83	0,00	1
01/01/2020	PORTE MANTEAUX DIRECTION POLICE MUNICIPALE	119,76	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE LOUIS PERGAUD	513,91	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE JEAN JAURES	299,68	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE MARTIN LUTHER KING	310,43	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE HUBERT METZGER	343,19	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE DREYFUS SCHMIDT	1 220,65	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE ELEMENTAIRE RAYMOND AUBERT	421,14	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE RUCKLIN	899,23	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIERECOLE MATERNELLE RAYMOND AUBERT	660,59	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE LES BARRES	310,84	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE ELEMENTAIRE EMILE GEHANT	1 511,64	0,00	1
01/01/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE KERGOMARD	144,61	0,00	1
01/01/2020	CAISSON BUREAU SERVICE POLICE MUNICIPALE	189,53	0,00	1
01/01/2020	EXTENSION BUREAU SERVICE PEP	204,11	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER TABLEAU MURAL BLANC ECOLE MATERNELLE BARTHOLDI	356,41	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER TABLEAU MURAL BLANC ECOLE MATERNELLE VICTOR HUGO	143,83	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER TABLES V5 STRATIFIEES ECOLE ELEMENTAIRE LES BARRES	687,60	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER MODULE A COIN LECTURE ET BIBLIOTHEQUE ECOLE MATERNELLE ST EXUPERY	513,74	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER SIEGES KONE ET BIBLIOTHEQUE MOBILE ECOLE ELEMENTAIRE HEIDET	1 250,57	0,00	1
01/01/2020	POSTE D ACCUEIL BUREAU GRAPHISTE DIRECTION DE LA COMMUNICATION	1 132,18	0,00	1
01/01/2020	GILET PARE BALLES POLICE MUNICIPALE	648,00	0,00	1
01/01/2020	1ER EQUIPEMENT COMPLET POLICE MUNICIPALE	1 270,90	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2020	PASSAGE DE 2 VOIES	864,00	0,00	1
01/01/2020	1ER EQUIPEMENT POLICIER MUNICIPAL	107,99	0,00	1
01/01/2020	MACHINE A TRACER GRACO FIELDBLAZER S90	1 194,00	0,00	1
01/01/2020	CTM - CLIMATISEUR 9000 BTU/2630 W R290	358,80	0,00	1
01/01/2020	CAFETIERE DIRECTION CADRE DE VIE	90,73	0,00	1
01/01/2020	PUBLICATION - AVIS ENQUETE PUBLIQUE	888,58	0,00	1
01/01/2020	PUBLICATION - AVIS ENQUETE PUBLIQUE	683,52	0,00	1
01/01/2020	MEULEUSE9000 BTV / 2630 W R 290 AVEC KIT BATTERIES ET DISQUES	891,31	0,00	1
01/01/2020	RADAR PEDAGOGIQUE	1 896,00	0,00	1
01/01/2020	COMPRESSEUR PRIM AIR 100L_BATIMENTS	468,29	0,00	1
01/01/2020	PROJECTEUR LED SANS FIL/SL 6-A22	273,60	0,00	1
01/01/2020	POSTE ARCMATIC ET VALISE _STOCK SERRURIERS	362,00	0,00	1
01/01/2020	POSTE DE SOUDAGE + SET SOUDAGE + CONVERTISSEUR	576,00	0,00	1
01/01/2020	POSTE DE SOUDAGE CONVERTISSEUR DE TENSION	192,00	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE LCD 1920 X 1080 VGA/HDLI/DP 20 HAUT PARLEURS	1 964,88	0,00	1
01/01/2020	POTEAUX ECO INOX ET SANGLES 2M30 NOIRE	1 785,60	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL DE SPORT ANTENNE GLACIS	374,75	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL SPORTIF	1 494,76	0,00	1
01/01/2020	ASPIRATEUR ICA GC 1/35	296,02	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL DE SPORT ANTENNE GLACIS	56,88	0,00	1
01/01/2020	MUSOLIERE CHIEN POLICE MUNICIPALE	120,00	0,00	1
01/01/2020	CANOE DAG CANADIA	1 890,00	0,00	1
01/01/2020	MANETTES ET JEUX FIFA ECI GLACIS	404,30	0,00	1
01/01/2020	ENTREE SUD QUERCUS	1 934,79	0,00	1
01/01/2020	ORIFLAMMES BASE NAUTIQUE	1 016,40	0,00	1
01/01/2020	2EM PUBLICATION - AVIS ENQUETE PUBLIQUE	875,76	0,00	1
01/01/2020	2EM PUBLICATION - AVIS ENQUETE PUBLIQUE	683,52	0,00	1
01/01/2020	SEAUX POUR CORBEILLES TYPE ATHENA SYMBIOS 110 L	924,00	0,00	1
01/01/2020	VESTIAIRE CONTENEUR SECURITE	819,60	0,00	1
01/01/2020	COFFRET 158 OUTILS_STOCK MENUISIER	383,29	0,00	1
01/01/2020	TIRE FILS	455,51	0,00	1
01/01/2020	OUTILLAGE DIVERS ATELIERS FAIDHERBE	1 864,15	0,00	1
01/01/2020	DECOUPEUR_PERFORATEUR_STOCK MENUISIER	668,59	0,00	1
01/01/2020	FRABRICATION MEUBLE EXPO MUSEE	575,53	0,00	1
01/01/2020	DESTRUCTEUR DOCUMENTS MICROSHRED 62 MC CADRE DE VIE	212,28	0,00	1
01/01/2020	TETE DE LECTURE ANTIVANDALE SMARTCL_X2R MIFARE CLASSIC	1 965,60	0,00	1
01/01/2020	ACHAT CONSERVATION PREVENTIVE	28,75	0,00	1
01/01/2020	ACHAT MATERIEL CONSERVATION VITRINE METAL	723,07	0,00	1
01/01/2020	PROJECTEURS ALBA BASSE LUMINANCE SUR PATERE	1 926,80	0,00	1
01/01/2020	FAUTEUIL DE TRAVAIL EDGE DIRECTION POLICE MUNICIPALE	251,34	0,00	1
01/01/2020	FAUTEUIL DE TRAVAIL EDGE SERVICE ENTRETIEN ET GARDIENNAGE ATELIERS FAIDHERBE	251,34	0,00	1
01/01/2020	TRIPTYQUE BLANC ECOLE ELEMENTAIRE RUCKLIN	899,74	0,00	1
01/01/2020	MAISON QUARTIER VIEILLE VILLE ARMOIRE A PHARMACIE ET TABLEAU BLANC LAQUE	412,66	0,00	1
01/01/2020	BIBLIOTHEQUE PORTES COULISSANTES BIBLIOTHEQUE ECOLE ELEMENTAIRE DES BARRES	306,30	0,00	1
01/01/2020	TABLEAU BLANC POUR SVCE ESPACES PUBLICS	247,88	0,00	1
01/01/2020	3 LAMPES DE BUREAU SVCE SPORTS	213,55	0,00	1
01/01/2020	PERCEUSE VIS	515,78	0,00	1
01/01/2020	CONFECTION 2 HOUSSES PROTECTION VOILIER	1 705,44	0,00	1
01/01/2020	FLYING BANNER MEDIUM	826,61	0,00	1
01/01/2020	FLYING BANNER INTISSE	500,40	0,00	1
01/01/2020	TOUR DE COU	564,00	0,00	1
01/01/2020	KAKEMONO ROLL UP STANDARD	268,80	0,00	1
01/01/2020	BANDEROLLES	772,08	0,00	1
01/01/2020	COUPE PAIN OFFICE GROUPE SCOLAIRE RAYMOND AUBERT	1 860,97	0,00	1
01/01/2020	SIGNALETIQUE URGENCES SANITAIRES MARCHE FRERY ET BELFORT VOSGES	726,00	0,00	1
01/01/2020	EQUIPEMENT OFFICES CHARIOT SELF ET COUPE LEGUMES UNIVERSEL	514,80	0,00	1
01/01/2020	RECONFIGURATION RACK DE SONORISATION	1 378,80	0,00	1
01/01/2020	BACS FLEURISSEMENT TERRASSE CAFE DU THEATRE 2	27,84	0,00	1
01/01/2020	VENTILATEURS A COLONNE DIVERS SERVICES	219,98	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2020	2 ENCEINTES JBL 101120 EMS	599,98	0,00	1
01/01/2020	LECTEUR RADIO CD PORTABLE EMS	59,99	0,00	1
01/01/2020	MACHINE A LAVER CANDY GROUPE SCOLAIRE RUCKLIN	398,99	0,00	1
01/01/2020	MINI CHAINE CD ENCEINTES ECOLE ELEMENTAIRE PERGAUD	169,00	0,00	1
01/01/2020	GRILLES FOUR MULTI ACCUEIL CRECHE VOLTAIRE	37,62	0,00	1
01/01/2020	BULBES AU PIEDS DES ARBRES DOLFUSS	270,22	0,00	1
01/01/2020	ACHAT COSTUME POUR LE MUSEE	317,20	0,00	1
01/01/2020	PIECES ARROSAGES PUM	202,33	0,00	1
01/01/2020	PIECES ARROSAGES PUM	90,68	0,00	1
01/01/2020	COMPRESSEURS A PISTON CLC 1010610	590,35	0,00	1
01/01/2020	OUTILLAGE COUVREURS ECHELLES	994,80	0,00	1
01/01/2020	DISCONNECTEUR DISCOFIX COMPLET 3/4	1 620,00	0,00	1
01/01/2020	PONCEUSE EXCENTRIQUE HYBRIDE ETSC 125 REF 201 527 ET RACCORD TOURNANT	616,44	0,00	1
01/01/2020	EPANDEURS MORGNIEUX A CENTRIFUGE AVEC CADRAN REF 3103920106/0104/3101310217/0108	3 686,40	0,00	1
01/01/2020	BLOCS DE SECOURS ULTRALED 2-45/COOP	403,20	0,00	1
01/01/2020	BACS GERBABLES	176,64	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER COUSSIN DE CHANGE ECOLE MATERNELLE DREYFUS SCHMIDT	45,80	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER MEUBLE A LANGER KAZEO ECOLE MATERNELLE DREYFUS SCHMIDT	371,68	0,00	1
01/01/2020	PORTE CINTRES SVCE POLICE MUNICIPALE	1 317,35	0,00	1
01/01/2020	ELEMENTS BUREAU SECRETARIAT ELUS	1 209,58	0,00	1
01/01/2020	COMPL ETAGERE CUISINE RAYONNAGE BAS MULTI ACCUEIL FRERY	211,26	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL DIVERS MULTI ACCUEIL FRERY	375,60	0,00	1
01/01/2020	5 FAUTEUILS ERGONOMIQUES	1 897,26	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER CHAISES HAUTES KARINE ECOLE MATERNELLE PERGAUD	374,18	0,00	1
01/01/2020	LAMPES MAISON DU PEUPLE	323,94	0,00	1
01/01/2020	EQUIPEMENT DIVERS POLICIER MUNICIPAL	370,90	0,00	1
01/01/2020	EQUIPEMENT OFFICES CHARIOT	925,92	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL DIVERS ECI GLACIS	64,30	0,00	1
01/01/2020	ALIMENTATION POUR DEFIBRILLATEUR	473,11	0,00	1
01/01/2020	ALIMENTATION DEFIBRILLATEUR CRECHE POMPIDOU	514,70	0,00	1
01/01/2020	ACQUISITION_DEFIBRILLATEURS	1 224,00	0,00	1
01/01/2020	ACQUISITION DEFIBRILLATEURS	1 394,40	0,00	1
01/01/2020	ACQUISITION DEFIBRILLATEUR	1 087,20	0,00	1
01/01/2020	ARBUSTES ET ROSIERS JEAN JAURES	1 196,49	0,00	1
01/01/2020	ARBUSTES MONT PEPINIERE	292,27	0,00	1
01/01/2020	ARBUSTES RESIDENCES	1 028,71	0,00	1
01/01/2020	ARBUSTES ET ROSIERS FORGES	1 181,50	0,00	1
01/01/2020	CARPINUS CENTRE VILLE	273,02	0,00	1
01/01/2020	PLEIOBLASTUS CENTRE VILLE ET VIEILLE VILLE	502,77	0,00	1
01/01/2020	ARBUSTES JEAN JAURES	304,81	0,00	1
01/01/2020	ARBUSTES RESIDENCES 2	848,66	0,00	1
01/01/2020	DRAPEAUX SIMPLES	1 576,80	0,00	1
01/01/2020	BADGES DE CONTROLE D ACCES	942,00	0,00	1
01/01/2020	ARMOIRE HAUTE A RIDEAUX MAISON DE QUARTIER VIEILLE VILLE	328,26	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER ARMOIRE ET BLOC 15 CASES ECOLE MATERNELLE DREYFUS SCHMIDT	752,14	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER TIROIR CLASSEUR DE RANGEMENT ECOLE ELEMENTAIRE GEHANT	499,87	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER 2 MEUBLES 2 COLONNES ET 20 BACS PLASTIQUES ECOLE MATERNELLE RUCKLIN	421,25	0,00	1
01/01/2020	MOBILIER CHARIOT A PEINTURE ECOLE MATERNELLE LOUIS PERGAUD	259,39	0,00	1
01/01/2020	MAISON_QUARTIER_VIEILLE_VILLE_MACHINE A COUDRE BERNETTE	209,00	0,00	1
01/01/2020	ARBUSTES DE DECORATION	1 280,18	0,00	1
01/01/2020	HABILLEMENT POLICE MUNICIPALE	897,78	0,00	1
01/01/2020	ACHAT PIANO KORG EMS	989,00	0,00	1
01/01/2020	2 CAFETIERES SERVICE ESPACES VERTS	181,46	0,00	1
01/01/2020	PANNEAUX AFFICHAGE DEFIBRILLATEUR CCAS	252,00	0,00	1
01/01/2020	PUPITRE EN PLEXI	793,20	0,00	1
01/01/2020	INTERFACE ANNUAIRE LDAP LICENCES	600,00	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL ET MOBILIER DIVERS STADE BONNET	2 648,47	0,00	1
01/01/2020	LOT JEUX DE SOCIETE SERVICE JEUNESSES	698,27	0,00	1
01/01/2020	KIT DE FLEURISSEMENT	1 141,06	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2020	BOITIER RADIO	884,42	0,00	1
01/01/2020	TCHOUKBALL D ENTRAINEMENT	997,78	0,00	1
01/01/2020	BACHE BENNE TYPE REMORQUE HAUTE	1 279,20	0,00	1
01/01/2020	INTERFACE ANNUAIRE LDAP LICENCES	600,00	0,00	1
01/01/2020	MAISON DU PEUPLE - MATERIEL DIVERS	1 449,71	0,00	1
01/01/2020	COMPRESSEUR ET ACCESSOIRES	1 564,57	0,00	1
01/01/2020	PAGAIES KOBER GRIZZLY INITIATION CLUB	1 759,92	0,00	1
24/01/2020	LOGICIEL GESTION DES ASSEMBLEES	30 009,83	0,00	5
24/01/2020	LOGICIEL GESTION DES ASSEMBLEES	4 354,36	0,00	5
24/01/2020	LECTEURS OMNIKEY BADGES CONTROLE ACCES	2 883,05	0,00	5
24/01/2020	FRAIS ACQUISITION TERRAIN ETAT AVENUE J MOULIN	2 900,94	0,00	0
24/01/2020	SECATEURS STIHL	5 395,52	0,00	10
24/01/2020	ARROSAGE TONNE A EAU	8 860,00	0,00	10
24/01/2020	PORTATIFS PTI RADIO PM	2 519,40	0,00	5
24/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE	11 707,96	0,00	5
24/01/2020	WORKSTATION	9 055,33	0,00	5
24/01/2020	TABLE CITE DES ASSOCIATIONS	3 083,10	0,00	10
24/01/2020	ACHAT_MATERIEL_ANTENNES_GLACIS_RESIDENCES	3 599,98	0,00	10
25/01/2020	LOGICIEL KEYFOOD TABLETTES	18 504,00	0,00	5
25/01/2020	ACQUISITION BATIMENT IFSI RUE STROLZ SECTION AK 88	337 000,00	0,00	0
25/01/2020	MATERIEL SCENOGRAPHIE	2 400,00	0,00	5
25/01/2020	RTM_GRILLES CHARNIERES SIGNALISATION_FD_GED EVENTS	5 982,96	0,00	10
28/01/2020	PHASE DEVELOPPEMENT BACK END	5 115,00	0,00	5
31/01/2020	CREATION SITE INTERNET BELFORT ET VOUS	2 499,00	0,00	5
31/01/2020	ACHAT_BANCS_PMR	9 458,40	0,00	10
31/01/2020	CAMERAS BOSCH PAR AXIS	23 418,00	0,00	10
05/02/2020	MICROFILMAGE FONDS BERQUE	3 026,79	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION OEUVRES MUENIERRES	64,58	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION SCULPTURES LIPSI + BARTHOLDI	160,00	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION VIERGE A L ENFANT	273,49	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION CADRE BOIS	3 354,85	0,00	0
05/02/2020	RESIDENCES	1 221,60	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION COMBAT CHENEBIER	1 676,94	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION CADRE COMBAT DE CHENEBIER	3 354,85	0,00	0
05/02/2020	MICROFILMAGE FONDS BERQUE	3 062,41	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION VIERGE A L ENFANT	2 734,94	0,00	0
05/02/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE	1 422,17	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION PAYSAGE BELFORTAIN	42,69	0,00	0
05/02/2020	MICROFILMAGE FONDS JACQUES BERQUE	3 767,96	0,00	0
05/02/2020	MONUMENT PARROT	929,88	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION DE DOCUMENTS ANCIEN	6 001,85	0,00	0
05/02/2020	FOURNITURE ET POSE LUSTRE	2 771,40	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION DRAPEAU CLASSE 1909	5 123,45	0,00	0
05/02/2020	MICROFILMAGE FONDS JACQUES BERQUE	1 448,08	0,00	0
05/02/2020	RENOVATION STATUE	1 166,10	0,00	0
05/02/2020	RESTAURATION ROIS MAGES	4 496,96	0,00	0
05/02/2020	MICROFILMAGE FONDS JACQUES BERQUE	737,67	0,00	0
05/02/2020	SALLE DE BOXE MDP MISSION CT	2 106,00	0,00	0
05/02/2020	BARRIERES ET BORNES	8 730,00	0,00	10
05/02/2020	EQUIPEMENT POLICE MUNICIPALE	5 198,00	0,00	10
06/02/2020	F ET P PORTES RESTAURANT RUCKLIN	899,39	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE	2 227,73	0,00	0
06/02/2020	DEPOSE ET REPOSE DE LA COUVERTURE ASCENCEUR HOTEL DE VILLE	18 718,13	0,00	0
06/02/2020	FOURNITURE ET MISE EN LETTRAGE	293,02	0,00	0
06/02/2020	GESTION HORAIRES - RETENUE GARANTIE	6 540,59	0,00	0
06/02/2020	ASCENCEUR HOTEL DE VILLE	2 875,98	0,00	0
06/02/2020	GROUPE SCOLAIRE R. RUCKLIN	6 218,18	0,00	0
06/02/2020	FOURNITURE ET POSE DE PORTE	899,39	0,00	0
06/02/2020	TRAV GROUPE SCOLAIRE R. RUCKLIN	3 308,64	0,00	0
06/02/2020	G.S. RENE RUCKLIN	22 709,24	0,00	0
06/02/2020	TR04 GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN	40 367,01	0,00	0
06/02/2020	TR04 HOTEL DE VILLE	40 962,32	0,00	0
06/02/2020	SECURITE HOTEL DE VILLE IGPS	1 732,13	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE SECURISATION	1 316,49	0,00	0
06/02/2020	CREATION SDA NOUVEAUX EMBAUCHES	318,16	0,00	0
06/02/2020	SECURISATION HOTEL DE VILLE SERRURERIE	8 654,61	0,00	0
06/02/2020	R RUCKLIN MATERNELLE REPRISE EGOUT	1 065,79	0,00	0
06/02/2020	PLAQUES HOTEL DE VILLE	574,34	0,00	0
06/02/2020	MARCHE CONTROLE D'HORAIRES ET ACCES	21 954,69	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
06/02/2020	DOJO RUCKLIN WC	1 789,60	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATION TEL DEMENAGEMENT DIVERS	494,11	0,00	0
06/02/2020	INSTAL. LIGNE FAX + PROGRAM. D	670,24	0,00	0
06/02/2020	MARCHE CONTROLE D'HORAIRES ET D ACCES	35 880,98	0,00	0
06/02/2020	MATERNELLE RUCKLIN CHASSIS VITRES	1 418,97	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATION LIGNES TEL MAIRIE	577,98	0,00	0
06/02/2020	VOLETS HOTEL DE VILLE	23 943,45	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATION SDA FINANCES / EDUCATION	330,02	0,00	0
06/02/2020	INSTAL LIGNES TEL NX EMBAUCHES	412,06	0,00	0
06/02/2020	INSTAL LIGNE TELEPHONIQUES CARRIERES/EDUCATION	330,02	0,00	0
06/02/2020	RUCKLIN PRIMAIRE CLOTURE PORTAIL	9 581,39	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE	340,60	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLEF.ET. P. MOTEURS POUR IMPOSTES	1 399,92	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE TRAVAUX DE SECURITE	159,86	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLETRAVAUX DE SECURITE	191,81	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLEF.ETP. BOITIER DE DESENFUMAGE	711,79	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLEMESURES CONSERVATOIRES ETANCHEITE	1 111,61	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLEF.ET P. DE BLOCS DE SECOURS	985,05	0,00	0
06/02/2020	MAIRIE DE BELFORT TRAVAUX DE MACONNERIE	875,18	0,00	0
06/02/2020	ASCENSEUR HDV TIRAGES	141,42	0,00	0
06/02/2020	POLICE MUNICIPALE RADIATEURS	638,79	0,00	0
06/02/2020	BUREAU HOTEL DE VILLE	4 593,74	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATION TEL COURRIER	357,36	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE F.ET POSE DE STORES VENETIEN	2 431,90	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE	4 081,97	0,00	0
06/02/2020	DIVERS TX INSTALLATION TELEPHONIQUE NOUVELLE	412,06	0,00	0
06/02/2020	ECOLE RUCKLIN	3 347,19	0,00	0
06/02/2020	BUREAU HOTEL DE VILLE	1 944,45	0,00	0
06/02/2020	RETENUE GARANTIE CERT. PAIEMENT	47,86	0,00	0
06/02/2020	MARCHE TRANCHE FERME 25% SOLDE	11 960,33	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLET RAVAUX D 'ETANCHEITE SUR PASSERELLE	4 948,23	0,00	0
06/02/2020	DIVERS TX INSTAL TEL NOUVELLE	3 983,89	0,00	0
06/02/2020	DIVERS TX INSTAL TEL NOUVELLES	348,25	0,00	0
06/02/2020	ASCENSEUR HOTEL DE VILLE	189,89	0,00	0
06/02/2020	ASCENSEUR HOTEL DE VILLE	316,73	0,00	0
06/02/2020	ASCENSEUR HOTEL DE VILLE	4 921,54	0,00	0
06/02/2020	MAIRIE - BUREAUX DES ASSEMBLEES	1 247,13	0,00	0
06/02/2020	SECRETARIAT ASSEMBLEES - ESP.	2 864,83	0,00	0
06/02/2020	CELLULE COURRIER - ESP. HABITAT	1 126,48	0,00	0
06/02/2020	SECRETARIAT ASSEMBLEES - ESP.	1 289,71	0,00	0
06/02/2020	ASSEMBLEES ET CELLULE COURRIER	5 960,35	0,00	0
06/02/2020	1 LECTEUR LB5 RESEAU MOTOROLA	2 822,56	0,00	0
06/02/2020	WILLIG - SECRETARIAT DES ASSEMBLEES	4 616,26	0,00	0
06/02/2020	DIVERS TX INSTAL TEL NOUVELLE	1 245,67	0,00	0
06/02/2020	CARTE MULTIMODE ST 10 MBCARTE	811,37	0,00	0
06/02/2020	LECTEURS LB5 RESEAU MOTOROLA	12 456,34	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATIONS NOUVELLES	2 304,64	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATIONS NOUVELLES	330,01	0,00	0
06/02/2020	DEMENAGEMENT POLICE MUNICIPALE	158,54	0,00	0
06/02/2020	DEMENAGEMENT POLICE MUNICIPALE	371,24	0,00	0
06/02/2020	CELLULE COURRIER	403,68	0,00	0
06/02/2020	SIGNALETIQUES MAIRIE ET ANNEXES	607,57	0,00	0
06/02/2020	BUREAU DES ASSEMBLEES TRAVAUX	1 211,03	0,00	0
06/02/2020	CELLULE COURRIER	1 609,52	0,00	0
06/02/2020	PRODUCTION DOC FINAL ACCESSIBILITE BUREAUX DE VOTE	433,07	0,00	0
06/02/2020	PLAQUES HOTEL DE VILLE	1 003,44	0,00	0
06/02/2020	CHAUFFERIES	2 391,80	0,00	0
06/02/2020	ECOLE MATERNELLE RUCKLIN INSTALLATION VANNES THERMOSTATIQUES	3 201,42	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE	400,13	0,00	0
06/02/2020	DIVERS TRAVAUX INSTALLATION TELEPHONIE	693,03	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATIONS NOUVELLES TELEPHONE	172,30	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE	5 405,97	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE	814,74	0,00	0
06/02/2020	ANTI-PINCES DOIGTS MATERNELLE RUCKLIN	2 215,23	0,00	0
06/02/2020	BANQUE ACCUEIL HOTEL DE VILLE	18 561,56	0,00	0
06/02/2020	MISE AU PROPRE ET MISE EN LETTRAGE	161,46	0,00	0
06/02/2020	FOURNITURE ET MISE EN LETTRAGE AVEC VISUEL	89,70	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
06/02/2020	FOURNITURE ET MISE EN LETTRAGE DE TYVECK	203,32	0,00	0
06/02/2020	FOURNITURE, MISE EN LETTRAGE DE PLAQUES	2 750,80	0,00	0
06/02/2020	MISE AU PROPRE ET MISE EN LETTRAGE	477,20	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATIONS NOUVELLES	1 573,94	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATIONS NOUVELLES	2 467,80	0,00	0
06/02/2020	ACCUEIL MAIRIE	248,05	0,00	0
06/02/2020	ASCENCEUR HOTEL DE VILLE	36 285,05	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE	6 668,09	0,00	0
06/02/2020	ASCENCEUR HOTEL DE VILLE	1 137,64	0,00	0
06/02/2020	ASCENCEUR HOTEL DE VILLE	22 852,85	0,00	0
06/02/2020	DOJO RUCKLIN AMENAGEMENT DE PLACARD	1 189,95	0,00	0
06/02/2020	INSTALLATION ELECTRIQUE LOCAL DGST	575,52	0,00	0
06/02/2020	CREATION DUN LOCAL PHOTOCOPIEUR DGST	1 469,22	0,00	0
06/02/2020	CREATION DUN LOCAL DGST	5 699,01	0,00	0
06/02/2020	FOURNITURE ET POSE DE TRAME DE VERRE	2 716,47	0,00	0
06/02/2020	TRAVAUX PARQUETS HOTEL DE VILLE	2 187,95	0,00	0
06/02/2020	RESTRUCTURATION ACCUEIL MAIRIE	261,94	0,00	0
06/02/2020	Hôtel de Ville - Accueil	370,04	0,00	0
06/02/2020	ASCENCEUR HOTEL VILLE - CONTROLE TECHNIQUE	1 777,71	0,00	0
06/02/2020	POSE D UN REVETEMENT DE SOL	2 708,51	0,00	0
06/02/2020	REALISATION D UNE TRANCHEE POUR SIPHON	2 789,07	0,00	0
06/02/2020	HOTEL DE VILLE ASCENCEUR	22 721,93	0,00	0
06/02/2020	FOURNITURE ET POSE DE LUMINAIRES	894,72	0,00	0
06/02/2020	MISSION ETUDES ET PROGRAMMATION	1 559,58	0,00	0
06/02/2020	MISSION ETUDES ET PROGRAMMATION	3 119,17	0,00	0
06/02/2020	GROUPE SCOLAIRE R. RUCKLIN CONDUIT DE RACCORDEMENT	266,83	0,00	0
07/02/2020	ASTECH OPUS PATRIMOINE	13 680,00	0,00	5
10/02/2020	ECOLE J/JAURES -T2 - L1/ DGD	15 211,11	0,00	0
10/02/2020	ECOLE J.JAURES- T2- L1- RETENU	601,73	0,00	0
10/02/2020	TR04 GROUPE SCOLAIRE 112 AV J.	70 025,30	0,00	0
10/02/2020	TRAVAUX 112 AVENUE J JAURES	4 321,20	0,00	0
10/02/2020	112 AV JJ JAURES TIRAGE DCE	411,61	0,00	0
10/02/2020	112 AV JJAURES CHARPENTE	20 850,89	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES DEPOSE ESCALIER	528,90	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES 2EME TRANCHE PUBLICATION	485,91	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES 2EME TRANCHE PUBLICATION	261,45	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES CONSTAT CARENCE FERMETURES	194,98	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES POSE PROFILES METAL	16 957,18	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES ASSISES IPN112 REPRISE CHARPENTE	692,85	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES PUBLICATION MN	438,50	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES SPS	1 450,61	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES CALLAGE PROFIL	455,82	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES DEPOSE AMIANTE	807,56	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES POLYCARBONATE	10 068,21	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES LOT 13 PHASE 1	22 289,73	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES REPRISE PORTE ALU	2 370,28	0,00	0
10/02/2020	TRAV.SUPPL. ECOLE 112 AVE JEAN	7 239,32	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES TVX ELECTRICITE	1 401,75	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES MOE 3EME SITUATION	3 784,23	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES DUPLICATION	1 034,75	0,00	0
10/02/2020	112SPS2èmeSituation	1 125,15	0,00	0
10/02/2020	DUPLICATION DOSSIERS 112 AV. J	344,46	0,00	0
10/02/2020	112AvJJaurèsMaçonnerie	81 581,69	0,00	0
10/02/2020	112AvJJaurèsElec	5 846,91	0,00	0
10/02/2020	112AvJJaurèsCT2èmetranche	3 318,39	0,00	0
10/02/2020	112AvJJaurèsPlatrerie/peinture	7 669,33	0,00	0
10/02/2020	112AvJJaurèsLot04Alu	2 579,96	0,00	0
10/02/2020	TRAV.METALLERIE ECOLE 112 AV JAURES PROTECTION GARDE-CORPS	638,15	0,00	0
10/02/2020	112AvJJaurèsCloture	877,91	0,00	0
10/02/2020	112NETTOYAGECHANTIER	1 084,86	0,00	0
10/02/2020	112 Av J Jean Jaurès	181,41	0,00	0
10/02/2020	112 AV J JAURES CHASSIS 1ER112	1 318,24	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	13 073,63	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	14 657,75	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	22 410,06	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	31 246,71	0,00	0
10/02/2020	11 AVENUE JEAN JAURES SPS	390,55	0,00	0
10/02/2020	112 AV JEAN-JAURES	705,55	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES METALLERIE ESCALIER	1 932,69	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TARIF JAUNE	2 589,08	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES RESTAURANT ESCALIER	895,38	0,00	0
10/02/2020	112 AV JJAURES-TRAVX DE TOITURE	6 639,20	0,00	0
10/02/2020	112 AV Jean-Jaurès	1 306,05	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2 MOE	15 362,36	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES PAVES SOLDE	2 844,33	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	2 304,77	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	665,50	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	146,00	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	441,80	0,00	0
10/02/2020	MAT 112 AV JJAURES	820,46	0,00	0
10/02/2020	112 AV JEAN JAURES SORTIE 1ER SAS	3 518,95	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	4 782,91	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	121,30	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1	9 675,67	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1 DGD	1 823,29	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1	5 315,77	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	639,06	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	1 967,33	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	1 091,74	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1	8 598,40	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1	9 648,81	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1	507,83	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	24 481,29	0,00	0
10/02/2020	COMPLEMENT MANDAT 6682 EX.02	1 000,00	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1	8 964,96	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1	2 197,06	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES	6 357,27	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	5 633,06	0,00	0
10/02/2020	EP JEAN JAURES - T1 - L4 - DGD	16 129,21	0,00	0
10/02/2020	EP J.JAURES-T1-L4-RETENUE GARA	1 552,41	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 1	4 686,84	0,00	0
10/02/2020	112 AVENUE JEAN JAURES	2 231,45	0,00	0
11/02/2020	ECOLE MATERNELLE V.HUGO CONDUIT RACCORDEMENT	546,99	0,00	0
11/02/2020	TRAVAUX DE SECURITE	914,69	0,00	0
11/02/2020	PDS POSE DE PORTES CF	3 076,73	0,00	0
11/02/2020	PDS MAT WC CHGT CUVETTES 2 ANS	997,41	0,00	0
11/02/2020	VICTOR HUGO PRIMAIRE ENCOFFREMT GAINE	5 576,32	0,00	0
11/02/2020	3 RUE GEANT ELECTRICITE	4 784,74	0,00	0
11/02/2020	GS DREYFUS SCHMIDT	4 090,37	0,00	0
11/02/2020	VICTOR HUGO ELEMENTAIRE POSE ALARME	1 394,62	0,00	0
11/02/2020	ECOLE DREYFUS SCHMIDT B POSE SSI	7 018,13	0,00	0
11/02/2020	ECOLE DREYFUS SCHMIDT A POSE SSI	6 748,06	0,00	0
11/02/2020	V HUGO PRIMAIRE RENFORCEMENT ECLAIRAGE	1 129,77	0,00	0
11/02/2020	PDS CREMONES	1 037,45	0,00	0
11/02/2020	V HUGO PRIMAIRE PROTECTION CHUTES FENETRES	1 740,88	0,00	0
11/02/2020	V HUGO MATERNELLE DEMOLITIONS	5 058,72	0,00	0
11/02/2020	MATERNELLE VICTOR HUGO	2 510,50	0,00	0
11/02/2020	FAUX PLAFONDS MATERNELLE VICTOR HUGO	4 795,31	0,00	0
11/02/2020	SOL MATERNELLE V. HUGO	4 739,38	0,00	0
11/02/2020	TRAV.SECURITE PRIMAIRE V. HUGO	1 859,76	0,00	0
11/02/2020	FOURNITURE ET POSE D UN PLAFOND ECOLE VICTOR HUGO	446,71	0,00	0
11/02/2020	RESTAURANT ECOLE MATERNELLE PIERRE DREYFUS SCHMIDT	4 011,15	0,00	0
11/02/2020	MAT VICTOR HUGO ALIMENTATION ANCIEN APPARTEMENT	401,93	0,00	0
11/02/2020	ECOLE MAT VICTOR HUGO MAT VICTOR HUGO	370,49	0,00	0
11/02/2020	MAT VICTOR HUGO MAT VICTOR HUGO	1 866,43	0,00	0
11/02/2020	MAT VICTOR HUGO MAT V.HUGO	771,36	0,00	0
11/02/2020	MATERNELLE VICTOR HUGO RIDEAUX	2 448,20	0,00	0
11/02/2020	ECOLE PRIMAIRE DREYFUS SCHMIDT MISE EN SECURITE	200,56	0,00	0
11/02/2020	PORTES SORTIES SENS EXTERIEUR ECOLE VICTOR HUGO	8 109,08	0,00	0
11/02/2020	ECOLE MATERNELLE VICTOR HUGO TRX DE MENUISERIE DANS SALLE RDC	2 552,30	0,00	0
11/02/2020	ECOLE DREYFUS SCHMIDT	3 117,83	0,00	0
11/02/2020	MATERNELLE DREYFUS SCHMIDT	2 279,11	0,00	0
11/02/2020	GROUPE SCOLAIRE DREYFUS SCHMIDT	2 930,76	0,00	0
11/02/2020	BUREAUX VICTOR HUGO	4 575,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
11/02/2020	3 RUE GEANT CAVE PORTE	402,54	0,00	0
11/02/2020	3 RUE GEANT CAVE ELECTRICITE	514,10	0,00	0
11/02/2020	ECOLE VICTOR HUGO RAVALEMENT DE FACADES	15 355,77	0,00	0
11/02/2020	ECOLE VICTOR HUGO RAVALEMENT DE FACADES	2 938,23	0,00	0
11/02/2020	ECOLE PRIMAIRE VICTOR HUGO	13 999,99	0,00	0
11/02/2020	F ET P DIGICODE ECOLE MATERNELLE DREYFUS SCHMIDT	785,66	0,00	0
11/02/2020	REHABILITATION DE LOCAUX ECOLE VICTOR HUGO	8 644,79	0,00	0
11/02/2020	ECOLE VICTOR HUGO VANNES THERMOSTATIQUES	1 184,81	0,00	0
11/02/2020	3 RUE GEANT LOGEMENT PORTE COUPE FEU	894,72	0,00	0
11/02/2020	3 RUE GEANT LOGEMENT FENETRE CUISINE	839,15	0,00	0
11/02/2020	INSTALLATION ELECTRIQUE LOCAUX VICTOR HUGO	3 002,72	0,00	0
11/02/2020	AFL-CONTROLE TECH AMENAGT SALL	478,40	0,00	0
12/02/2020	CLOISON ECOLE JEAN MOULIN	1 004,64	0,00	0
12/02/2020	ECOL.E MATERNELLE CHATEAUDUN VENTILATION PAR SURPRESSION	32 513,74	0,00	0
12/02/2020	TOITURE GROUPE SCOLAIRE ARAGON	21 299,10	0,00	0
12/02/2020	MATERNELLE KERGAUMARD RADIATEURS	6 737,00	0,00	0
12/02/2020	FOURNITURE ET POSE D ANTI PINCE DOIGTS	2 707,50	0,00	0
12/02/2020	TRAVAUX POUR ADSL ECOLE J. MOULIN	275,92	0,00	0
12/02/2020	TR04 GROUPE SCOLAIRE LOUIS ARAGON	48 391,92	0,00	0
12/02/2020	TR04 GROUPE SCOLAIRE CHATEAUDUN	26 339,29	0,00	0
12/02/2020	TR04 MATER MARTIN LUTHER KING	16 246,37	0,00	0
12/02/2020	ECOLE VICTOR SCHOELCHER CORBEILLES	497,21	0,00	0
12/02/2020	J MOULIN ELEMENTAIRE POSE 2 PANNEAUX DE BASKET ECOLE JEAN MOULIN	3 061,30	0,00	0
12/02/2020	CHATEAUDUN PRIMAIRE TOITURE CAGE LOGEMENTS	1 285,88	0,00	0
12/02/2020	CHATEAUDUN PORTE BCD	1 210,12	0,00	0
12/02/2020	RESTRUCTURATION LOCAUX CHATEAUDUN	2 168,64	0,00	0
12/02/2020	BCD PRIMAIRE CHATEAUDUN	8 197,70	0,00	0
12/02/2020	TERRAIN BASKET ELEMENTAIRE J.MOULIN	1 030,16	0,00	0
12/02/2020	CHATEAUDUN PRIMAIRE DEMOLITION BCD	3 005,15	0,00	0
12/02/2020	FORNITURE ET POSE SOLS BCD ET	4 462,14	0,00	0
12/02/2020	MATERNELLE ARAGONCHAUFFAGE SALLE MOTRICITE	14 712,68	0,00	0
12/02/2020	ECOLE VICTOR SCHOELCHER POSE DE 4 STORES	1 256,25	0,00	0
12/02/2020	ECOLE MATERNELLE CHATEAUDUN ESCALIER	2 498,78	0,00	0
12/02/2020	MATERNELLE CHATEAUDUN TRAVAUX COUR	2 625,54	0,00	0
12/02/2020	ECOLE CHATEAUDUN ALARME	1 829,39	0,00	0
12/02/2020	ECOLE MATERNELLE CHATEAUDUN	1 140,88	0,00	0
12/02/2020	ECOLE KERGOMARD REMISE EN PLACE SKYDOM	16 337,60	0,00	0
12/02/2020	ECOLE PRIMAIRE CHATEAUDUN	14 333,43	0,00	0
12/02/2020	INSTALLATION ELEC COMPLETE ECOLE CHATEAUDUN	2 886,28	0,00	0
12/02/2020	CABLAGE SALLE INFORMATIQUE	2 626,22	0,00	0
12/02/2020	ECOLE CHATEAUDUN TRAVAUX ELECTRIQUES	994,93	0,00	0
12/02/2020	ECOLE PRIMAIRE CHATEAUDUN	6 220,40	0,00	0
12/02/2020	CONFORMITE M.CHARGE KERGOMARD	496,84	0,00	0
12/02/2020	ECOLE CHATEAUDUN GARDE CORPS	762,00	0,00	0
12/02/2020	ECOLE PRIMAIRE CHATEAUDUN ALIMENTATION VMC GRENIER	1 444,30	0,00	0
12/02/2020	Maternelle Châteaudun RADON.CR	1 068,98	0,00	0
12/02/2020	ECOLE PRIMAIRE CHATEAUDUN INSTALLATION DE CAISSONS	3 501,89	0,00	0
12/02/2020	ECOLE V SCHOELCHER BUTS	6 811,48	0,00	0
12/02/2020	CAISSON VENTILATION RADON	328,90	0,00	0
12/02/2020	ECOLE PRIMAIRE CHATEAUDUN CALORIFUGEAGE CONDUITS DE VENTILATION	4 363,01	0,00	0
12/02/2020	MISE EN SECURITE CAGE ESCALIER	13 424,33	0,00	0
13/02/2020	REPRISE DE JOINTS ET GRES	382,15	0,00	0
13/02/2020	FOURNITURE ET POSE D UNE CORNIERE RESTAURATION ECOLE AUBERT	202,73	0,00	0
13/02/2020	PEINTURE HALL ECOLE MATERNELLE AUBERT	1 452,25	0,00	0
13/02/2020	POSE PORTAIL ECOLE SAINT EXUPERY	3 326,08	0,00	0
13/02/2020	MATERNELLE R. AUBERT	21 421,13	0,00	0
13/02/2020	GROUPE SCOLAIRE H. METZGER VANNES THERMOSTATIQUES	4 715,25	0,00	0
13/02/2020	VANNES THERMOSTATIQUES	6 380,85	0,00	0
13/02/2020	TR04 GROUPE SCOLAIRE ST EXUPERY	2 534,65	0,00	0
13/02/2020	TR04 GSCO RAYMONT AUBERT ECOLE PRIMAIRE	27 789,60	0,00	0
13/02/2020	TR04 PRIM METZGER/SESSAD	15 611,57	0,00	0
13/02/2020	RAYMOND AUBERT RESTAURATION SCOLAIRE TRAVAUX ELECTRICITE	164,16	0,00	0
13/02/2020	SAINT EX MATERNELLE PRISES ELE	356,05	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
13/02/2020	RAYMOND AUBERT TABLEAU ELECTRIQUE	167,94	0,00	0
13/02/2020	HUBERT METZGER PRIMAIRE DESENF	2 315,58	0,00	0
13/02/2020	HUBERT METZGER JARDIN 5 SENS	2 144,19	0,00	0
13/02/2020	SESSAD	287,24	0,00	0
13/02/2020	POSE TEL SECOURS ASC METZGER POSE TELEPHONE SECOURS	743,90	0,00	0
13/02/2020	ECOLE RAYMOND AUBERT TRAVAUX SECURITE FAUX PLAFOND	875,18	0,00	0
13/02/2020	19 RUE PREMIERE ARMEE ELECTRICITE MISE AUX NORMES	5 778,65	0,00	0
13/02/2020	19 1ERE ARMEE N1 PEINTURE	3 214,87	0,00	0
13/02/2020	ECOLE PRIMAIRE RAYMOND AUBERT	2 734,94	0,00	0
13/02/2020	APAVE PALAN METZGER	346,42	0,00	0
13/02/2020	25 PREMIERE ARMEE FENETRE VOLET	1 540,79	0,00	0
13/02/2020	ECOLE PRIMAIRE RAYMOND AUBERT	2 917,16	0,00	0
13/02/2020	PRIM METZGERPOSE D UN B.A.U.	96,83	0,00	0
13/02/2020	MOQUETTE MATERNELLE METZGER MOQUETTE	1 342,16	0,00	0
13/02/2020	CREATION DE SIPHON DE SOL	1 849,18	0,00	0
13/02/2020	ECOLE MATERNELLE AUBERT	941,96	0,00	0
13/02/2020	ECOLE MATERNELLE RAYMOND AUBERT	1 554,80	0,00	0
13/02/2020	ECOLE PRIMAIRE RAYMOND AUBERT	1 969,11	0,00	0
13/02/2020	GROUPE SCOLAIRE METZGER	2 648,69	0,00	0
13/02/2020	ECOLE PRIMAIRE SAINT EXUPERY	784,04	0,00	0
13/02/2020	FOURNITURE ET POSE D ENSEMBLE ALU	8 108,88	0,00	0
13/02/2020	FOURNITURE ET POSE SOL SOUPLE	1 862,11	0,00	0
13/02/2020	MISE EN PEINTURE DES PIECES	16 249,41	0,00	0
13/02/2020	NETTOYAGE DES SURFACES APRES TRAVAUX	10 028,10	0,00	0
13/02/2020	MISE A DISPOSITION D UNE BENNE	270,77	0,00	0
13/02/2020	ECOLE METZGER INSTALLATION DE DEUX RADIATEURS	3 350,36	0,00	0
13/02/2020	SINISTRE ECOLE MATERNELLE SAINT EXUPERY	2 547,48	0,00	0
13/02/2020	ECOLE MATERNELLE RAYMOND AUBERT VENTILATION SALLES DE CLASSE	26 620,04	0,00	0
13/02/2020	RESTAURANT ECOLE AUBERT	389,75	0,00	0
13/02/2020	RIDEAUX ECOLE MATERNELLE SAINT EXUPERY	14 211,10	0,00	0
13/02/2020	CHANGEMENT DU DETECTEUR	293,74	0,00	0
13/02/2020	25 1ère ARMEE FENETRE VOLET CUISINE	725,84	0,00	0
13/02/2020	F ET P COLONNES ENTREE ASCENCEUR ECOLE METZGER	478,40	0,00	0
13/02/2020	TRAVAUX D' ELECTRICITE	231,56	0,00	0
13/02/2020	MATERNELLE R. AUBERT TUBAGES	6 797,43	0,00	0
13/02/2020	MATERNELLE R AUBERT CONDUIT DE RACCORDEMENT	784,21	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET	294,14	0,00	0
14/02/2020	FOURNITURE ET POSE D UN PORTAIL	2 066,69	0,00	0
14/02/2020	CREATION DE SANITAIRE ADULTE	2 865,76	0,00	0
14/02/2020	FOURNITURE ET POSE DE POIGNEES CENTRALES	641,89	0,00	0
14/02/2020	TR04 G SCOL JULES HEIDET ECOLE PRIMAIRE	23 606,83	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULE SHEIDET POUTRAISON	3 956,54	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET SSI	544,01	0,00	0
14/02/2020	ECOLE HEIDET MENUISERIE	3 004,22	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET CONFORMITE ELECTRIQUE	1 080,10	0,00	0
14/02/2020	LOUIS PERGAUD PRIMAIRE DEPOSE ANTENNE TV SUITE TEMPETE	215,60	0,00	0
14/02/2020	3 RUE DE ZAPOROJIE CHAUFFAGE	160,83	0,00	0
14/02/2020	ECOLE LOUIS PERGAUD DISCONNECTEUR EN CHAUFFERIE	586,09	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET PRIMAIRE BCD	4 784,31	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET ELECTRICITE BCD	392,94	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET BCD	2 497,10	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET TUBAGE DE LA CHEMINEE	3 126,36	0,00	0
14/02/2020	3 RUE ZAPOROJIE CHAUFFERIE PORTE COUPE	1 198,83	0,00	0
14/02/2020	IMMEUBLE PERGAUD ALIMENTATION GAZ MINI-CHAUFFERIE	762,53	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET	13 278,61	0,00	0
14/02/2020	GS LOUIS PERGAUD TRAVAUX CANIVEAU DE CHAUFFAGE	729,32	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDETTES PURGE SUR CONDUIT CHEMINEE	328,19	0,00	0
14/02/2020	DEMOLITION WC PRIMAIRE PERGAUD	351,90	0,00	0
14/02/2020	REST.SCOL. MOQUETTE ECOLE JULES HEIDET	4 438,80	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET TIMBRE DOFFICE ET CHAUFFAGE LOCAL	1 672,26	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET RACCORDEMENT FUMEES CHAUDIERE	643,26	0,00	0
14/02/2020	GRILLAGE MATERNELLE L. PERGAUD	6 016,86	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET PIECE 1ER	2 748,06	0,00	0
14/02/2020	LOUIS PERGAUD PRIMAIRE SOLS	3 151,09	0,00	0
14/02/2020	GS LOUIS PERGAUD.CANIVEAU CHAUFFAGE	11 109,63	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET VITRAGE COUPE FEU	2 085,66	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET GARDE CORPS	1 540,68	0,00	0
14/02/2020	SALLE DES MAITRES ECOLE LOUIS PERGAUD	4 469,40	0,00	0
14/02/2020	RESTRUCTURATION LOCAL SKI JULES HEIDET	1 562,94	0,00	0
14/02/2020	INSTALLATION PC POUR FRIGO ECOLE HEIDET	250,12	0,00	0
14/02/2020	LOUIS PERGAUD PRIMAIRE WC	8 087,73	0,00	0
14/02/2020	LOUIS PERGAUD PRIMAIRE WC CABINE ADULTE	1 192,05	0,00	0
14/02/2020	IMMEUBLE PERGAUD MINI-CHAUFFERIE	746,17	0,00	0
14/02/2020	PRIMAIRE LOUIS PERGAUDCHAPE + REVETEMENT DE SOL	330,96	0,00	0
14/02/2020	ECOLE JULES HEIDET	555,09	0,00	0
14/02/2020	MATERNELLE PERGAUD	1 136,27	0,00	0
14/02/2020	RAVALEMENT PERGAUD B PEINTURE	17 459,23	0,00	0
14/02/2020	PRIMAIRE PERGAUD B TRAVAUX SUR LA FACADE	3 877,23	0,00	0
14/02/2020	3 RUE ZAPOROJIE CLOTURE	3 315,86	0,00	0
14/02/2020	HONORAIRE HBI CLASSE	1 674,40	0,00	0
14/02/2020	POSE ET DEPOSE DE PLOMBERIE	843,18	0,00	0
21/02/2020	TR04 BAT LE CLEMENCEAU	1 769,94	0,00	0
21/02/2020	ETUDE ESCALIER	546,99	0,00	0
21/02/2020	CLEMENCEAU BARRIERE PARKING	389,87	0,00	0
21/02/2020	TIRAGEStirages	40,95	0,00	0
21/02/2020	ETUDE FLUIDES	2 186,21	0,00	0
21/02/2020	LOT 1 GROS OEUVRE	20 689,11	0,00	0
21/02/2020	COS LOT 7 CHAUFFAGE	17 200,85	0,00	0
21/02/2020	COS LAFFOND LOT 3	3 387,90	0,00	0
21/02/2020	COS LOT 6COS LOT 6	15 078,38	0,00	0
21/02/2020	CAMBI LOT 2	15 294,76	0,00	0
21/02/2020	LOT 5 SOL EUROP REVETEMENT	8 950,66	0,00	0
21/02/2020	LOT 04 MENUISERIELOT 04 MENUIS	15 497,97	0,00	0
21/02/2020	LOT 04 MENUISERIE	2 202,13	0,00	0
21/02/2020	SPS COS	1 321,89	0,00	0
21/02/2020	COS LAFFOND LOT 3Faux plafond	178,31	0,00	0
21/02/2020	COS LOT 7 CHAUFFAGE	6 597,82	0,00	0
21/02/2020	COS LAFFOND LOT 3FAUX PLAFOND	187,70	0,00	0
21/02/2020	CAMBI LOT 2	804,99	0,00	0
21/02/2020	CAMBI LOT 2	847,35	0,00	0
21/02/2020	LOT 5 SOL EUROP REVETEMENT	182,67	0,00	0
21/02/2020	LOT 04 MENUISERIE	1 794,71	0,00	0
21/02/2020	COS LOT 7 CHAUFFAGE	1 252,56	0,00	0
21/02/2020	COS LOT 6	2 660,89	0,00	0
21/02/2020	COS LOT 6	793,60	0,00	0
21/02/2020	COS LOT 6	140,05	0,00	0
21/02/2020	COS	1 178,03	0,00	0
21/02/2020	Electricité OTBTB	2 602,75	0,00	0
21/02/2020	CLEMENCEAU OTBTB NEON	1 010,83	0,00	0
21/02/2020	CLEMENCEAU COMPTEUR EDF	309,96	0,00	0
21/02/2020	OTBTBOTBTB	5 298,87	0,00	0
21/02/2020	OTBTB	1 245,75	0,00	0
21/02/2020	OTBTB ARLUX	2 002,69	0,00	0
21/02/2020	POSE DE PVC DANS LES VESTIAIRE	1 000,18	0,00	0
22/02/2020	INTEGRATION PLU BELFORT DANS ARCOPOLE - SEMIOLOGIE GRAPHIQUE	5 100,00	0,00	1
22/02/2020	STANDARDISATION CNIG 2017B DU PLU DE BELFORT	1 542,00	0,00	1
05/03/2020	F ET P D UN EVIER BARRES	468,83	0,00	0
05/03/2020	CREATION DUNE PORTE	2 365,16	0,00	0
05/03/2020	CREATION D UNE PORTE AUX BARRES	149,90	0,00	0
05/03/2020	ECOLE DES BARRES /TIR 2002/ FOURNITURES	715,93	0,00	0
05/03/2020	ECOLE BARRES /TIR 2002/ M.O.	7 668,00	0,00	0
05/03/2020	TR04 G.SCOLAIRE DES BARRES (PR	52 014,83	0,00	0
05/03/2020	10 RUE SIEGFRIED ELECTRICITE	4 680,55	0,00	0
05/03/2020	ECOLE PRIMAIRE DES BARRES	2 075,23	0,00	0
05/03/2020	ECOLE DES BARRES	2 667,47	0,00	0
05/03/2020	LOGEMENT ECOLE DES BARRES	4 184,89	0,00	0
05/03/2020	LES BARRES PRIMAIRE PORTE ACCES ENTREE	455,82	0,00	0
05/03/2020	ECOLE DES BARRES TUBAGE CHEMINEE	4 284,73	0,00	0
05/03/2020	ELECTRICITE PRIMAIRE DES BARRES	1 105,43	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
05/03/2020	REVETEMENT SOLS ECOLE ELEMENTAIRE LES BARRES	779,94	0,00	0
05/03/2020	ECOLE DES BARRES CHEMINEE	5 014,05	0,00	0
05/03/2020	ECOLE PRIMAIRE LES BARRES POTEAUX	6 483,23	0,00	0
05/03/2020	RESTRUCTURATION SALLE DE CLASSE LES BARRES	5 239,66	0,00	0
05/03/2020	ECOLE DES BARRES	2 826,12	0,00	0
05/03/2020	ECOLE PRIMAIRE DES BARRES	8 332,44	0,00	0
05/03/2020	ECOLE PRIMAIRE DES BARRES	305,53	0,00	0
05/03/2020	CHAPEAU GENDARME SUR REMBARDE ECOLE PRIMAIRE LES BARRES	434,67	0,00	0
05/03/2020	10 RUE SIEGFRIED LOG. CONCI. VOLETS	1 769,17	0,00	0
05/03/2020	ECOLE PRIMAIRE DES BARRES	897,00	0,00	0
05/03/2020	10 RUE SIEGFRIED COLONNE MONTANTE	4 100,96	0,00	0
05/03/2020	INSTALLATIONS ELECTRIQUES 10 RUE SIEGFRIED	4 909,27	0,00	0
05/03/2020	12 SIEGFRIED BLOC FENETRE VOLET	1 109,86	0,00	0
05/03/2020	FOURNITURE ET POSE D'UNE PORTE	1 659,20	0,00	0
05/03/2020	F ET P DE SOL SOUPLE	1 760,17	0,00	0
05/03/2020	DEPOSE ET REPOSE D INSTALLATION ELECTRIQUE	3 949,66	0,00	0
06/03/2020	STORES DORTOIR ECOLE EMILE GEHANT	245,69	0,00	0
06/03/2020	PEINTURE RESTAURATION ECOLE EMILE GEHANT	3 056,94	0,00	0
06/03/2020	TR04 ECOLE PRIMAIRE EMILE GEHANT	42 101,42	0,00	0
06/03/2020	TR04 ECOLE MATERNELLE BARTHOLDI	1 395,71	0,00	0
06/03/2020	ECOLE EMILE GEHANT	1 669,75	0,00	0
06/03/2020	ECOLE ELEMENTAIRE GEHANT REPRISE DE LIGNES ELECTRIQUES	151,84	0,00	0
06/03/2020	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL	2 074,90	0,00	0
06/03/2020	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL	1 987,39	0,00	0
06/03/2020	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL	299,51	0,00	0
06/03/2020	TRAVAUX DE MISE EN SECURITE	682,02	0,00	0
06/03/2020	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL PLOMBERIE	959,25	0,00	0
06/03/2020	ECOLE EMILE GEHANT	3 134,69	0,00	0
06/03/2020	FOURNITURE ET POSE DE TRAME DE VERRE ECOLE GEHANT	23 255,80	0,00	0
06/03/2020	COFFRE BOIS SOUS TOIT ECOLE ARAGON ET ECOLE ST EXUPERY	1 937,52	0,00	0
06/03/2020	CENTRE AERE BARTHOLDI	218,80	0,00	0
06/03/2020	ECOLE BARTHOLDI ANTI PINCE DOIGTS	82,04	0,00	0
06/03/2020	F ET P PLAQUES DE PLATRE ECOLE EMILE GEHANT	6 242,93	0,00	0
06/03/2020	HONORAIRE BEGE	9 241,73	0,00	0
06/03/2020	SPS ECOLE EMILE GEHANT	836,89	0,00	0
06/03/2020	PEINTURE DORTOIR	6 207,91	0,00	0
06/03/2020	DEPOSE ET REPOSE SANITAIRE RESTO	1 101,30	0,00	0
06/03/2020	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE	6 584,81	0,00	0
06/03/2020	MENUISERIE DORTOIR ECOLE EMILE GEHANT	3 488,37	0,00	0
06/03/2020	MENUISERIE ECOLE EMILE GEHANT	18 647,66	0,00	0
06/03/2020	RADIATEUR DORTOIR	2 152,12	0,00	0
06/03/2020	MACONNERIE ECOLE EMILE GEHANT	6 572,02	0,00	0
06/03/2020	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE	722,79	0,00	0
06/03/2020	SOL DORTOIR ECOLE EMILE GEHANT	4 286,06	0,00	0
06/03/2020	POSE SOL PVC	2 197,26	0,00	0
09/03/2020	ECOLE MATERNELLE 1ère ARMEE/TIR 2002/	722,52	0,00	0
09/03/2020	ECOLE MAT 1ère ARMEE/TIR 2002/	3 540,00	0,00	0
09/03/2020	LOGT ECOLE V HUGO/TIR 2002/FOURNITURES	392,28	0,00	0
09/03/2020	LOGT ECOLE V HUGO/TIR 2002/M.O	120,00	0,00	0
09/03/2020	ECOLE PRIMAIRE VICTOR HUGO	1 184,81	0,00	0
10/03/2020	TR04 CTRE CULTURE SOCIAL RESI	2 086,07	0,00	0
10/03/2020	CCRL ALARME	984,58	0,00	0
10/03/2020	CONTROLE TRAVAUX DESAMIANTAGE	15 942,85	0,00	0
10/03/2020	TRAVAUX DESAMIANTAGE CCRL 1ERE TRANCHE	15 341,16	0,00	0
10/03/2020	TIRAGE PLANS	60,99	0,00	0
10/03/2020	BOAMP	280,87	0,00	0
10/03/2020	CCRL PORTE	1 333,63	0,00	0
10/03/2020	CCRL BOAMP	201,69	0,00	0
10/03/2020	CENTRE CULTUREL DES RESIDENCES	624,57	0,00	0
10/03/2020	CCSRB	299,32	0,00	0
10/03/2020	PLAQUE SIGNALETIQUE	45,58	0,00	0
10/03/2020	TIRAGE ROVIL	160,87	0,00	0
10/03/2020	PLATRERIE CAMBI	2 007,63	0,00	0
10/03/2020	CCSRB	3 566,36	0,00	0
10/03/2020	LOT 04 SOPRORES CCRL	3 771,61	0,00	0
10/03/2020	CCRL EIMI CHAUFFAGE	650,37	0,00	0
10/03/2020	HBI METRE	790,08	0,00	0
10/03/2020	HBI METRE	4 886,42	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
10/03/2020	LOT 6 MENUISERIE JMD	9 839,67	0,00	0
10/03/2020	LOT 04 SOPRORES CCRL	4 053,20	0,00	0
10/03/2020	CONTROLE TECHNIQUE	1 640,96	0,00	0
10/03/2020	LOT 04 SOPRORES CCRL PEINTURE	10 672,38	0,00	0
10/03/2020	LOT 6 JMD	5 070,02	0,00	0
10/03/2020	LOT 9 CHAUFFAGE	16 520,58	0,00	0
10/03/2020	CCSRB	760,31	0,00	0
10/03/2020	CCRL LOT 3 ALU OMNIVERRE	15 374,87	0,00	0
10/03/2020	CCRL ELECTRICITE	5 166,81	0,00	0
10/03/2020	CCRL MBM	6 039,92	0,00	0
10/03/2020	CCRL BRANCHEMENT EDF	465,66	0,00	0
10/03/2020	CCRL EDF	940,82	0,00	0
10/03/2020	CCRL CHAUFFAGE	8 247,16	0,00	0
10/03/2020	CC LONDRES - L10 COMPLEMENT	271,94	0,00	0
10/03/2020	CCRL EXTINCTEURS	223,17	0,00	0
10/03/2020	CCRL LOT 10CCRL LOT 10	9 285,24	0,00	0
10/03/2020	CCRL	661,17	0,00	0
10/03/2020	CCRL	1 709,64	0,00	0
10/03/2020	CCRL	2 221,04	0,00	0
10/03/2020	CCRL	15 659,61	0,00	0
10/03/2020	CCSRB TRAVAUX APAVE	1 262,70	0,00	0
10/03/2020	CONSIGNE SECURITE	190,22	0,00	0
10/03/2020	Extincteurs	510,61	0,00	0
10/03/2020	CONTROLE TECHNIQUE	1 640,96	0,00	0
10/03/2020	ELECTRICITE	328,34	0,00	0
10/03/2020	CCRL	8 044,09	0,00	0
10/03/2020	D ANIELLO NETTOYAGE FIN DE CHANTIER	1 068,45	0,00	0
10/03/2020	CCRL	5 529,29	0,00	0
10/03/2020	CCRL Lot 01	26 421,30	0,00	0
10/03/2020	Lot 06 CCRL	17 682,68	0,00	0
10/03/2020	LOT 04 SOPRORES CCRL	12 241,28	0,00	0
10/03/2020	CCRL SALLE DE DANSE	1 137,73	0,00	0
10/03/2020	CCRL EDA CONVENTION ETUDES	4 128,58	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL SPS HBIX CCRL SPS HBI	1 797,76	0,00	0
10/03/2020	CCRL SALLE DE DANSE	815,33	0,00	0
10/03/2020	CCRL SALLE DE DANSE	5 571,60	0,00	0
10/03/2020	CCRL ESPACE HABITAT SALLE DE DANSE	1 082,56	0,00	0
10/03/2020	CCRL SALLE DE DANSE	3 348,89	0,00	0
10/03/2020	CCRL MBM	4 790,33	0,00	0
10/03/2020	CCRL	10 763,78	0,00	0
10/03/2020	CCRL RESTAURANT DU COEUR	4 375,89	0,00	0
10/03/2020	CCRL PEINTURE	4 572,60	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL lot 8	545,62	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL lot 06	632,65	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL lot 5	1 796,52	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL lot 4	691,64	0,00	0
10/03/2020	LASURES EXTERIEURES	960,13	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL	510,52	0,00	0
10/03/2020	CCSRB HONORAIRES INGBHONORAIRE	2 718,25	0,00	0
10/03/2020	CCRBHONORAIRES DGD	546,53	0,00	0
10/03/2020	CCRBHONORAIRES DGD	930,48	0,00	0
10/03/2020	CCRL LOT5	301,42	0,00	0
10/03/2020	CCRL - LOT 8 -	595,23	0,00	0
10/03/2020	LOT 04 SOPRORES CCRL	1 654,22	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL	1 458,63	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL	801,08	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL MENUISERIE	1 851,25	0,00	0
10/03/2020	ALARMES EX CCRL	1 394,27	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL ELECTRICITE	2 102,72	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL NETTOYAGE APRES TRAVAUX	574,33	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL LOT 10	7 834,95	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL LOT 3	5 464,49	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL LOT03	1 132,00	0,00	0
10/03/2020	EX CCRL LOT 03 RETENUE DE GARANTIE	1 726,40	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL Lot 09	2 418,66	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRLVESTIAIRES	871,31	0,00	0
10/03/2020	VESTIAIRES EX CCRL	771,91	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL SALLE DE DANSE	284,40	0,00	0
10/03/2020	Ex CCRL	373,15	0,00	0
10/03/2020	CCSRBTRAITEMENT DU JOINT DE DI	3 481,56	0,00	0
10/03/2020	CCSRBFOURNITURE DE STORES CALI	1 936,62	0,00	0
10/03/2020	CCSRBCCSRB	512,37	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
10/03/2020	CCSRB	1 478,00	0,00	0
11/03/2020	TR04 CRECHE DES RESIDENCES	6 505,23	0,00	0
11/03/2020	TR04 CENTRE DE LEON BLUM	15 821,61	0,00	0
11/03/2020	HALTE GARDERIE RESIDENCES POSE	2 208,41	0,00	0
11/03/2020	CENTRE LEON BLUM POSE DE STORES	1 483,98	0,00	0
11/03/2020	CRECHE VERDUN N°2011	2 640,03	0,00	0
11/03/2020	CENTRE LEON BLUM CONFORMITE ELECTRIQUE	1 837,43	0,00	0
11/03/2020	CENTRE LEON BLUM	2 633,20	0,00	0
11/03/2020	CENTRE LEON BLUM	248,77	0,00	0
11/03/2020	BORNAGE SITE LONDRES	466,44	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTINGYMNASE COUBE	5 494,52	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS/2EME SOUS SOL	378,96	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN AEROTHERMES	9 766,23	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN	463,13	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN	958,96	0,00	0
12/03/2020	TR04 GYMNASE COUBERTIN 1 RUE SAUSSOT	10 854,41	0,00	0
12/03/2020	REMPLACEMENT CABLE P.T.T. PARKING 4 AS	1 223,98	0,00	0
12/03/2020	PARKING 4AS LOT 10 PEAGE GTC	81 267,69	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN	6 010,29	0,00	0
12/03/2020	F. ET P. PANNEAUX PUBLICITAIRE	96,12	0,00	0
12/03/2020	STADE PIERRE DE COUBERTIN	2 731,37	0,00	0
12/03/2020	TRAVAUX ECLAIRAGE PARKING 4 AS	3 281,92	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	3 598,40	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	886,12	0,00	0
12/03/2020	REHABILITATION DU PARKING DES 4 AS	8 387,14	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS. ACHAT D'UN COFFRE FORT	532,40	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS.	88,73	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS LOT 1 . SITUATION 6	15 113,83	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS. LOT 1 . SITUATION N° 7	4 274,03	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	50 029,64	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	12 763,03	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	4 086,45	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	911,65	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	47 655,29	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 ASLOT 4 DECOMPTE GENERAL DEFINITIF	4 226,66	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS PAIEMENT DGD	4 826,67	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS .NOTE D'HONORAIR MAITRISE D OEUVRE	19 476,60	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	407,69	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 ASLOT 05 : CARRELAGE FAIENCE	848,58	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	984,64	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS MESURE ACOUSTIQUE DES VENTILATEURS	420,39	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	11 777,66	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS REPRODUCTION PLANS DU PORTAIL	22,20	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 ASLOT1 : G.O. ETANCHEITE	693,62	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	43 389,42	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 ASLOT 3 : METALLERIE	14 851,55	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	11 076,94	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	583,00	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS.LOT 4 : MENUISERIE	539,88	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS MISSION S.P.S.	630,13	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 ASLOT 8 : VENTILATION CLIMATISATION	8 692,57	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	15 734,99	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS.	484,00	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 800,50	0,00	0
12/03/2020	CORDE SUPEREROG	853,71	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	48 661,79	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS MISSION DE MAITRISE OEUVRE	900,71	0,00	0
12/03/2020	TRAVAUX MISE EN CONFORMITE	266,20	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN INTERVENTION SUR POTENCE BASKET	641,06	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 ASLOT 2 :FLOCAGE	2 624,20	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS LOT 2 SOUS TRAITANT	1 877,14	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS NOTE D HONORAIRE	2 734,94	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	2 784,79	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN	2 061,15	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS . LOT 1 R. DE GARANTIE	1 428,44	0,00	0
12/03/2020	4 AS PORTAIL ELECTRICITE	1 127,92	0,00	0
12/03/2020	PARKING 4 AS ELECTRICITE	312,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
12/03/2020	STADE COUBERTIN	1 219,78	0,00	0
12/03/2020	PARKING DES 4 AS	559,73	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN	1 464,81	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN	1 137,98	0,00	0
12/03/2020	GYMNASE COUBERTIN	1 028,28	0,00	0
13/03/2020	REALISATION DE CLOISONS ET POSE DE MOQUETTE	9 980,29	0,00	0
13/03/2020	REALISATION DE CLOISONS ET POSE DE MOQUETTE	3 742,49	0,00	0
13/03/2020	F ET P CLOISONS PLACO SALLE 4	901,78	0,00	0
13/03/2020	BATI FORT HATRY (CASEMATES. ESPLANADE)	3 290,00	0,00	0
13/03/2020	TR04 GYMNASE LEO LAGRANGE	65 710,45	0,00	0
13/03/2020	TR04 BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE FORUM 4 AS	9 213,53	0,00	0
13/03/2020	TR04 MAISON DES ARTS ET DU TRAVAIL	8 132,65	0,00	0
13/03/2020	DETECTION INCENDIE BIBLIOTHEQUE	673,60	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	2 293,48	0,00	0
13/03/2020	PASSAGE DE FRANCE RAVALLEMENT	1 152,82	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES ROVIL	36,39	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE POSE DE DISJONCTEUR	479,72	0,00	0
13/03/2020	INSTALLATION TELEPHONE ENM	145,86	0,00	0
13/03/2020	PASSAGE DE FRANCE RAVALEMENT 2	3 458,46	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	1 321,89	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	749,88	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	378,64	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE	11 451,16	0,00	0
13/03/2020	BIBLIOTHEQUE 4 AS	13 929,03	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE AMENAGEMENT DE LA SALLE D ESCRIME	992,27	0,00	0
13/03/2020	REMISE EN CONFORMITE DE L'ENSEMBLE	15 693,71	0,00	0
13/03/2020	SABRE ELECTRIQUE CLUB	1 221,33	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	417,13	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	1 452,07	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES	1 321,89	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	46,38	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES - ESPACE HABITAT	4 928,16	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE AMENAGEMENT DE LA SALLE D ESRIME VMC	1 428,55	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE	3 628,32	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE ETANCHEITE COUVERTURE	4 302,05	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES - E.S.I.	207,31	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	10 338,06	0,00	0
13/03/2020	POSE D UN GARDE CORPS GYMNASE LEO LAGRANGE	1 221,60	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE TRAVAUX DE MENUISERIE SALLE ESCRIME	2 724,13	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE REALISATION PLACARD DE RANGEMENT	2 408,88	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES	185,98	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	1 201,73	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	8 032,59	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	14 307,36	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	1 769,68	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES - HBI MISSION SPS	601,68	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES - D'ANIELLO	1 048,39	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	753,02	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE AMENAGEMENT SALLE ESCRIME MACONNERIE	6 471,59	0,00	0
13/03/2020	LEO LAGRANGE AMENAGEMENT SALLE ESCRIME	557,01	0,00	0
13/03/2020	TRAVAUX MAISON DES ARTS ET DU TRAVAIL	1 342,74	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	2 778,69	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES - EDA	1 077,79	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	914,76	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	1 529,92	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	463,07	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	6 789,37	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	708,09	0,00	0
13/03/2020	REFECTION DE MARQUAGE AU SOL	9 747,31	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	6 364,19	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	66,25	0,00	0
13/03/2020	BIBLIOTHEQUE GACHE ELECTRIQUE	1 552,31	0,00	0
13/03/2020	DIVERS TRAVAUX INSTALLATION TELEPHONIQUE BIBLIOTHEQUE	437,59	0,00	0
13/03/2020	PASSAGE DE FRANCE RAVALEMENT	3 460,00	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	1 430,19	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	951,26	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
13/03/2020	MAISON DES AINES	1 714,80	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	1 872,94	0,00	0
13/03/2020	LOCAUX ROCK HATRY PEINTURE SALLE NUMERO 2	5 529,02	0,00	0
13/03/2020	FORT HATRY MACONNERIE MURAILLE	4 191,86	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE POTEAUX DE VOLLEY BALL	3 651,69	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	13 631,84	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES -	717,46	0,00	0
13/03/2020	PASSAGE FRANCE BANDEAUX	2 079,00	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE	359,52	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE	700,14	0,00	0
13/03/2020	INSTALLATION ELECTRIQUE BIBLIOTHEQUE	770,93	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES DETECTION ANTI INTRUSION	8 596,85	0,00	0
13/03/2020	MAISON DES AINES	3 839,87	0,00	0
13/03/2020	MAT TRAVAUX	504,71	0,00	0
13/03/2020	BIBLIOTHEQUE DES 4 AS TRAVAUX	1 076,85	0,00	0
13/03/2020	MAT CELLULE FESTIVALS REALISATION CABLAGE INFORMATIQUE	7 287,01	0,00	0
13/03/2020	MAT CELLULE FESTIVALS CABLAGE	2 162,13	0,00	0
13/03/2020	MAT CELLULE FESTIVAL CABLAGE INSTALLATION TELEPHONIQUE	5 580,54	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANG RAIL D'AGRES	1 948,99	0,00	0
13/03/2020	TUYAUTERIE BIBLIOTHEQUE	299,02	0,00	0
13/03/2020	BIBLIOTHEQUE DES 4 AS VERRIERE	1 246,21	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE TRAVAUX TOITURE	1 626,00	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE	691,49	0,00	0
13/03/2020	BIBLIOTHEQUE 4 AS VERNIS ANTIGRAFFITI	215,28	0,00	0
13/03/2020	GYMNASE LEO LAGRANGE	4 625,95	0,00	0
13/03/2020	NOUVELLES INSTALLATIONS	346,52	0,00	0
21/03/2020	ACOMPTE REALISATION FILM DOCUMENTAIRE	10 000,00	0,00	0
24/03/2020	MONITEURS INFORMATIQUES	4 188,74	0,00	5
25/03/2020	DEMOLITION DE GARAGES RUE DE MULHOUSE SITE HOPITAL	10 783,54	0,00	0
25/03/2020	SALLE DE BOXE MAISON DU PEUPLE	1 080,00	0,00	0
31/03/2020	MISE EN PLACE MODULE DE VOTE POUR PHOTO	2 208,00	0,00	5
01/04/2020	AMENAGEMENT TERRAIN DE PETANQUE	16 679,88	0,00	0
02/04/2020	SECURISATION FORT DE LA JUSTICE	4 897,79	0,00	0
03/04/2020	JGM DISPOSITIF GPS	16 116,00	0,00	10
04/04/2020	PHOTOCOPIEUR E STUDIO3015AC BIJ	3 359,99	0,00	5
04/04/2020	COPIEUR TOSHIBA U E STUDIO 3015 AC MONOPASSE REF 2387832	3 359,99	0,00	5
04/04/2020	COPIEUR TOSHIBA U E STUDIO 3015 AC MONOPASSE 2K7 550 COULEUR REF 2387832	3 359,99	0,00	5
04/04/2020	COPIEUR TOSHIBA UE STUDIO 3015 ACMONOPASSE SERIE CNJJ40243	3 359,99	0,00	5
04/04/2020	COPIEUR TOSHIBA UE STUDIO 3015 ACMONOPASSE SERIE CNJJ40249	3 230,45	0,00	5
04/04/2020	COPIEUR TOSHIBA UE STUDIO 3015 ACMONOPASSE CNJJ40241	3 359,99	0,00	5
04/04/2020	DEMOLITION PAVILLONS RUE LEBLEU	41 250,34	0,00	0
07/04/2020	ENFOUISSEMENT/FT/RUE MARSEILLE	3 326,21	0,00	0
07/04/2020	FOURNITURE MATERIEL	3 518,76	0,00	0
07/04/2020	CLS2001/ENGAZONNEMENT	2 133,47	0,00	0
07/04/2020	MISE EN LETTRAGE PANNEAU	246,38	0,00	0
07/04/2020	CABLAGE DE 13 ECOLES	54 118,15	0,00	0
07/04/2020	CABLES REGULATION DE TRAFIC	265,78	0,00	0
07/04/2020	PERCHES ABATTAGE	2 954,12	0,00	0
07/04/2020	POSE GAINE 060	3 763,86	0,00	0
07/04/2020	SITE M.BLOCH - T2 - L1 - AC 2	61 607,63	0,00	0
07/04/2020	MODERNISATION ECLAIRAGE PUBLIC	15 938,28	0,00	0
07/04/2020	SITE M.BLOCH - MISSION SPS -	3 516,47	0,00	0
07/04/2020	TEMPORISATEUR PASSAGE SEMARD	161,46	0,00	0
07/04/2020	JALONNEMENT SECTEUR SUD	5 154,76	0,00	0
07/04/2020	CONFECTION PLAN RUE GAMBETTA	1 010,62	0,00	0
07/04/2020	GARAGE MONOCOQUE TYPE 2/298	6 953,54	0,00	0
07/04/2020	PROGRAMME 2002 PLAQUES DE RUES	3 806,51	0,00	0
07/04/2020	PAIX PLUVIAL/AM.VOIE PUBLIQUE/	4 443,50	0,00	0
07/04/2020	TER.LECLERC/AM. VOIE PUBLIQUE	69 364,03	0,00	0
07/04/2020	PISTE CYC. HATRY/AM.VOIE PUBLIQUE AC 14	3 354,14	0,00	0
07/04/2020	PISTE CYC. HATRY/AM.VOIE PUBLIQUE AC 15	6 464,71	0,00	0
07/04/2020	EP/FERRETTE-AM.VOIE PUBLIQUE AC 18	8 599,87	0,00	0
07/04/2020	RUE FERRETTE/AM.VOIE PUBLIQUE AC 19	10 064,00	0,00	0
07/04/2020	BELGRADE/AM. VOIE PUBLIQUE AC 20	3 932,77	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
07/04/2020	RUE DE ZAPOROJIE AM VOIE PUBLIQUE AC 21	8 346,95	0,00	0
07/04/2020	VRD2002 RUE DE TURENNE VOIE PUBLIQUE AC 22	58 665,27	0,00	0
07/04/2020	BELGRADE/AM. VOIE PUBLIQUE AC 23	29 576,43	0,00	0
07/04/2020	RESEAUX R.MARSEILLE/AC 1/	28 885,73	0,00	0
07/04/2020	CARNOT ENROBES/AM.VOIE PUBLIQUE AC 25	35 617,33	0,00	0
07/04/2020	ILOT KENNEDY LYON/AM VOIE PUBLIQUE AC 26	-4 181,78	0,00	0
07/04/2020	OUV. PLUVIAUX/AMGT VOIE PUBLIQUE AC 29	12 318,55	0,00	0
07/04/2020	DANTON/MODERN.ECLAIRAGE PUBLIC	1 291,11	0,00	0
07/04/2020	SPS/SITE M.BLOCH- HONORAIRES 2	1 514,06	0,00	0
07/04/2020	FB FRANCE 88/32 ET 88/33 BC200	840,32	0,00	0
07/04/2020	TRAVAUX POTENCE KENNEDY LYON	685,52	0,00	0
07/04/2020	VALENCIENNE 2002/766 15/59 A 61	169,37	0,00	0
07/04/2020	POTEAU DE FEUX ALUMINIUM EMBASE 140 MM	-4 310,38	0,00	0
07/04/2020	POTEAU DE FEUX ALUMINIUM EMBASE 140 MM	-4 700,28	0,00	0
07/04/2020	DOSSIER CONFORMITE FEUX TRICOLORES	159,98	0,00	0
07/04/2020	POSTE CLIENT SUPERVISION (PKLINK)	3 887,00	0,00	0
07/04/2020	CABLES REGULATION DE TRAFIC	561,88	0,00	0
07/04/2020	CABLES REGULATION DU TRAFIC	664,74	0,00	0
07/04/2020	MISE EN PEINTURE DE GARDE-CORPS	6 817,20	0,00	0
07/04/2020	CONFIGURATION RESEAU DES PC EXISTANTS	1 459,12	0,00	0
07/04/2020	ENFOUISSEMENT RUE DE MARSEILLE	250,39	0,00	0
07/04/2020	PRISE DIRGEN + REPARATION RJ45	794,11	0,00	0
07/04/2020	PARKING 4 AS	1 079,39	0,00	0
07/04/2020	VOIRIE ACOMPTE 165	4 572,95	0,00	0
07/04/2020	FORUM 4 AS ACOMPTE	7 373,19	0,00	0
07/04/2020	FORUM 4 AS EJL 1 ACOMPTE	19 031,51	0,00	0
07/04/2020	VOIRIE ACOMPTE 166	2 664,99	0,00	0
07/04/2020	RECONSTRUCTION DE BETON PONT DE ROUBAIX	13 450,41	0,00	0
07/04/2020	ESPERANCE	6 615,92	0,00	0
07/04/2020	FORUM 4 AS	7 043,64	0,00	0
07/04/2020	PRISES INFO HV	1 277,91	0,00	0
07/04/2020	VOIRIE AC 167	18 130,15	0,00	0
08/04/2020	CLOTURE VIEIL ARMAND	7 690,27	0,00	0
08/04/2020	VOIRIE ACPTE 169	10 377,70	0,00	0
08/04/2020	JALONNEMENT DE LA STEP	1 345,47	0,00	0
08/04/2020	CLS/RUE DE COPENHAGUE/EP	2 517,15	0,00	0
08/04/2020	EP/CLS/ACCES CRECHE PARANT	4 055,36	0,00	0
08/04/2020	GREP/POSE CANDE 24/46	194,00	0,00	0
08/04/2020	GREP/POSE LUMINAIRE 45/306 50/	665,72	0,00	0
08/04/2020	RESEAU METROPOLITAIN CROIX TILLEUL	2 280,82	0,00	0
08/04/2020	MOPP CLERGET ACOMPTE 3	11 376,47	0,00	0
08/04/2020	MOP CLERGET STEP	8 411,17	0,00	0
08/04/2020	ANNONCE MISSION ECLAIRAGE	236,60	0,00	0
08/04/2020	ECLAIRAGE AU DROIT 52 CROIX DU TILLEUL	3 427,89	0,00	0
08/04/2020	POSE CANDELABRE 98/47 98/48 P VEIT	2 513,10	0,00	0
08/04/2020	CONTROLE ARMOIRE PA32 101 3 16	421,18	0,00	0
08/04/2020	CHATEAU 4 FOSSE	3 275,18	0,00	0
08/04/2020	ECLAIRAGE PARKING/EUROPE/CLS N°1	1 624,75	0,00	0
08/04/2020	ECLAIRAGE/CLS MIFE/HLM/N°1	2 585,04	0,00	0
08/04/2020	ECLAIRAGE/CLS/DOREY/BUDAPEST	1 646,21	0,00	0
08/04/2020	ENROBES CHARLES BOHN	8 242,81	0,00	0
08/04/2020	TRAVAUX ECLAIRAGE 1ERE ARMEE	896,78	0,00	0
08/04/2020	AMENAGEMENT RUES SCHWEITZER ET CHURCHILL	41 464,81	0,00	0
08/04/2020	AMENAGEMENT TROTTOIRS 198-210 JEAN JAURES	71 348,71	0,00	0
08/04/2020	TRAVERSEE MARECHAL JUIN	2 359,98	0,00	0
08/04/2020	MOBILIER URBAIN STRACTMAN	5 770,35	0,00	0
08/04/2020	CLS/ECLAIRAGE GARAGE COPENHAGUE	4 095,68	0,00	0
08/04/2020	ECLAIRAGE/CLS2000/PLCA EUROPE	1 888,03	0,00	0
08/04/2020	ENROBES TROTTOIR VOLTAIRE	3 055,44	0,00	0
08/04/2020	FLORA TRISTANT POSE COFFRET	243,01	0,00	0
08/04/2020	JALONNEMENT DYNAMIQUE 4 AS	20 649,42	0,00	0
08/04/2020	CLOTURE SNCF PARKING DU COINOT	3 834,74	0,00	0
08/04/2020	RUE DE DELEMONT 2000	7 542,13	0,00	0
08/04/2020	PLACE DU FORUM/EJL	9 476,07	0,00	0
08/04/2020	ECOLE DREYFUS-SCHMIDT	4 259,32	0,00	0
08/04/2020	BOAMP ROUBAIX	88,73	0,00	0
08/04/2020	CLOTURE PARKING COINOT	4 486,21	0,00	0
08/04/2020	DEMOLITION PARTIELLE COINOT	1 960,04	0,00	0
08/04/2020	INSPECTIONS DETAILLEES OUVRAGE	5 378,71	0,00	0
08/04/2020	RECOLEMENT METROPOLITAIN RUE DE L EST	496,85	0,00	0
08/04/2020	MARSEILLE 0/31.5	2 671,78	0,00	0
08/04/2020	SUPPRESSION RALENTISSEUR BOHN	14 186,06	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
08/04/2020	ALIGNEMENT 5 CROIX DU TILLEUL	9 693,63	0,00	0
08/04/2020	PARKING DU COINOT	30 277,60	0,00	0
08/04/2020	ENROBES FRANCOIS	2 797,68	0,00	0
08/04/2020	ELARGISSEMENT RUE DE L'EST	21 059,25	0,00	0
08/04/2020	19 MARS BICOUCHE	1 148,31	0,00	0
08/04/2020	PARKING COINOT ECLAIRAGE	4 995,00	0,00	0
08/04/2020	MISE EN PLACE ENROCHEMENT DANS RIVIERE	1 805,06	0,00	0
08/04/2020	ALLENDE POSE CANDE 78/50	578,52	0,00	0
08/04/2020	COMPLEMENT JALONNEMENT DYNAMIQUE	2 431,90	0,00	0
08/04/2020	MARQUAGE AU SOL PARKING COINOT	923,44	0,00	0
08/04/2020	FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATS	15 244,90	0,00	0
08/04/2020	MOBILIER URBAIN STRACTMAN	7 654,87	0,00	0
08/04/2020	MOBILIER URBAIN FORUM DES 4 AS	6 041,06	0,00	0
08/04/2020	VEGETAUX FORUM DES 4 ASVEGETAU	387,85	0,00	0
08/04/2020	POSE LUMINAIRE 68/111 68/121	599,10	0,00	0
08/04/2020	POSE S500VP 45/306	299,55	0,00	0
08/04/2020	POSE S500VP 32/311	299,55	0,00	0
08/04/2020	POSE PRISES 15/44 45 49	1 613,25	0,00	0
08/04/2020	POSE S500 VP 38/34 38/35	816,78	0,00	0
08/04/2020	GENIE CIVIL JALONNEMENT DYNAMIQUE 4 AS	14 336,53	0,00	0
08/04/2020	POSE CAND 87/54 BESSE	626,92	0,00	0
08/04/2020	POSE CANDE 87/53 LANG	339,60	0,00	0
08/04/2020	POSE LUMINAIRE 82/23A 23B	503,12	0,00	0
08/04/2020	POSE LUMINAIRE 32/313	1 174,33	0,00	0
08/04/2020	ECLAIRAGE BOHN MATERIEL RETRO	3 354,85	0,00	0
08/04/2020	POSE CAND 45/100	843,67	0,00	0
08/04/2020	CLS/ECLAIRAGE/VIENNE/SQUARE USHUIA	37 157,42	0,00	0
08/04/2020	L /ONDON POSE CANDE / 5/76 5/7	2 513,10	0,00	0
08/04/2020	MARQUAGE ROOSEVELT	666,28	0,00	0
08/04/2020	COUVERTURE CANAL FORGES	4 824,25	0,00	0
08/04/2020	COUVERTURE CANAL FORGES	553,52	0,00	0
08/04/2020	DEPOSE REPOSE GLACE ABRI-BUS 6	220,94	0,00	0
08/04/2020	POSE CAND 84/23 26/7	2 255,52	0,00	0
08/04/2020	ENSEMBLE TCRE RAL 3004 6M SATURNE 3 S 100	8 306,91	0,00	0
08/04/2020	AMENAGEMENT 198-210 JEAN JAURES	816,67	0,00	0
08/04/2020	VIA DES MORTS POSE PBA 2/4 BC	725,96	0,00	0
08/04/2020	ARMES PASSAGE PIETONS	5 632,73	0,00	0
08/04/2020	RENFORCEMENT SUR POUTRES ET POTEAUX AV	15 002,97	0,00	0
08/04/2020	PROJECTEUR APACHE	510,52	0,00	0
08/04/2020	JALONNEMENT PARKING COINOT	4 330,67	0,00	0
08/04/2020	KOECKLIN G POSE 2 CONSOLES BC2	1 819,42	0,00	0
08/04/2020	REFECTION CROIX DU TILLEUL	1 913,38	0,00	0
08/04/2020	BESSE ENROBES	776,24	0,00	0
08/04/2020	CONTROLE RUE DES BOURGEOIS	1 148,67	0,00	0
08/04/2020	ESPERANCE BORNES TAXI	1 610,69	0,00	0
08/04/2020	REISET BST	946,16	0,00	0
08/04/2020	REISET BST	609,80	0,00	0
08/04/2020	19 MARS 62 VOIRIE	21 248,49	0,00	0
08/04/2020	AMENAGEMENT TROTTOIR 76/86 JAU	32 690,79	0,00	0
08/04/2020	AMENAGEMENT TROTTOIR 38/42 JAU	26 394,97	0,00	0
08/04/2020	AMENAGEMENT RESEAU PLUVIAL JAU	3 094,42	0,00	0
08/04/2020	TROTTOIR USINES NOIRNOIR USINE	9 401,43	0,00	0
08/04/2020	MARQUAGE PLATEAU FORT HATRY	396,79	0,00	0
09/04/2020	RESEAU METRO USINES	9 109,85	0,00	0
09/04/2020	RESEAU METRO 180-194 JAURES	3 584,43	0,00	0
09/04/2020	TEP/MOSCOU BUCAREST/BC2001005	27 060,36	0,00	0
09/04/2020	GRILLE BRUXELLES	967,09	0,00	0
09/04/2020	TROTTOIR 180-194 JAURES	21 929,78	0,00	0
09/04/2020	TROTTOIR USINES BLANC	26 669,89	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT ABORDS ST JOSEPH	1 612,55	0,00	0
09/04/2020	RESEAU METRO JAURES 2000	10 974,03	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT TROTTOIR LYON	11 252,79	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT 58 à 74 JAURES	42 697,29	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT TROTTOIR ROOSEVELT	4 601,74	0,00	0
09/04/2020	REPRISE ENROBE JAURES	328,40	0,00	0
09/04/2020	REPRISE ENROBES JAURES 2	501,84	0,00	0
09/04/2020	MARQUAGE PARKING COINOT	556,47	0,00	0
09/04/2020	COPENHAGUE LEVE TOPO	319,99	0,00	0
09/04/2020	LEVE TOPO USINES	232,29	0,00	0
09/04/2020	RESEAU METRO BRUXELLES	3 683,54	0,00	0
09/04/2020	BOAMP PARKING PROVISOIRE	186,75	0,00	0
09/04/2020	BOAMP CARREFOUR GIRATOIRE	201,69	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
09/04/2020	AMENAGEMENT ESPACE PUBLIC 2001	776,34	0,00	0
09/04/2020	NOUVELLES REFECTION RIVES	1 167,38	0,00	0
09/04/2020	FRERY ENROBES TROTTOIRS	6 328,43	0,00	0
09/04/2020	JALONNEMENT ENI	791,34	0,00	0
09/04/2020	19 MARS 62 ENROBES	3 186,59	0,00	0
09/04/2020	MARQUAGE FORT HATRY	1 119,14	0,00	0
09/04/2020	PANNEAUX PARKING MARCHE AUX PUCES	415,71	0,00	0
09/04/2020	REPROGRAPHIE DCE	123,50	0,00	0
09/04/2020	TRAVAUX VRD SBM	2 975,50	0,00	0
09/04/2020	ENROBES ABORDS ST JOSEPH	11 320,04	0,00	0
09/04/2020	19 MARS 62 MURET	5 119,15	0,00	0
09/04/2020	REPRISE DE PAVAGE 6 AV. J. JAU	442,58	0,00	0
09/04/2020	GREP/FOURNITURE CANDELABRE	2 727,55	0,00	0
09/04/2020	ESPERANCE ENCART TAXI	807,81	0,00	0
09/04/2020	JALONNEMENT COLLEGE VAUBAN	918,94	0,00	0
09/04/2020	HORODATEURS STELIO	27 728,60	0,00	0
09/04/2020	FOURNITURE DE TERRE VEGETALE	1 039,28	0,00	0
09/04/2020	MARQUAGE AU SOL EXPO PICASSO	2 885,45	0,00	0
09/04/2020	MARQUAGE RUE DE BAVILLIERS	1 463,01	0,00	0
09/04/2020	MARQUAGE RUE DE FERRETTE	337,13	0,00	0
09/04/2020	MARQUAGE RUE GAMBIEZ	1 455,93	0,00	0
09/04/2020	REISET TROTTOIR	17 579,90	0,00	0
09/04/2020	LEVE/METRO/JAURES N°38 42/JCH	92,88	0,00	0
09/04/2020	BOAMP ECF 2001	179,28	0,00	0
09/04/2020	ROVIL PONT DU FOYER	629,36	0,00	0
09/04/2020	LEVE/METRO/JAURES N°180 210 /	368,12	0,00	0
09/04/2020	GREP/SEPTEMBER/BC2001723	78,62	0,00	0
09/04/2020	TIRAGES LIAISON HOUBRE	111,17	0,00	0
09/04/2020	DEPLACEMENT CHAMBRE	5 086,98	0,00	0
09/04/2020	ESCALIERS SEMARD	4 987,16	0,00	0
09/04/2020	CLOTURE MACONNEE PARKING DU COINOT	3 779,64	0,00	0
09/04/2020	MURET ET ENDUITS PARKING DU COINOT	4 506,36	0,00	0
09/04/2020	CONFECTION NICHE SEMARD	1 640,96	0,00	0
09/04/2020	TRAVAUX MACONNERIE SEMARD	4 815,31	0,00	0
09/04/2020	ESCALIER PREMIERE ARMEE	13 553,44	0,00	0
09/04/2020	CARTES DIVA	2 731,29	0,00	0
09/04/2020	CLS/EP/DOREY BUDAPEST	1 763,16	0,00	0
09/04/2020	CLS/EP/MONTBELIARD N°39	6 301,34	0,00	0
09/04/2020	GREP/JAURES/4X16/55/6ET55/5BC2	321,63	0,00	0
09/04/2020	GREP/BAUDIN/BC2001725/45/306	1 632,37	0,00	0
09/04/2020	GREP/MAT/86/23	173,25	0,00	0
09/04/2020	GREP/PAYOT/19MARS/BC2001716	332,86	0,00	0
09/04/2020	CANDELABRE 25/8 AV ALTKIRCH BC2001701	365,42	0,00	0
09/04/2020	GAMBETTA POSE CANDELABRE AU DROIT N° 24	1 670,58	0,00	0
09/04/2020	GREP/PAYOT/26/2	577,58	0,00	0
09/04/2020	GREP/MULHOUSE/15/55 15/36	1 077,99	0,00	0
09/04/2020	GREP/JAURES/9/4 8 10 12 17 19	7 620,77	0,00	0
09/04/2020	TIRAGES ETUDE STATIONNEMENT	182,79	0,00	0
09/04/2020	BOAMP LIAISON HOUBRE	239,04	0,00	0
09/04/2020	TIRAGES DE PLANS POUR LIAISON HOUBRE	71,22	0,00	0
09/04/2020	TEP/RUE LE NOTRE/BC2001004	14 430,89	0,00	0
09/04/2020	MARQUAGE RUE DE L'AS DE CARREAU	1 236,19	0,00	0
09/04/2020	GENIE CIVIL JALONNEMENT DYNAMIQUE	878,02	0,00	0
09/04/2020	FEUX DE SIGNALISATION JUIN	1 184,04	0,00	0
09/04/2020	PLAQUES POLYCARBONATE PASSAGE	2 146,38	0,00	0
09/04/2020	PEINTURE MATS DECAUX	8 588,43	0,00	0
09/04/2020	MARQUAGE FBG DE LYON	3 060,39	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC PEPINIERE	8 679,08	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC PEPINIERE	7 190,16	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC PEPINIERE	6 568,90	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT ESPACE PUBLIC VOSGES	17 757,06	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT ESPACE PUBLIC VOSGES	17 428,09	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT ESPACE PUBLIC VOSGES	1 687,42	0,00	0
09/04/2020	FOCH TROTTOIR ENROBES	4 306,69	0,00	0
09/04/2020	MARSEILLE CARREFOUR	3 301,27	0,00	0
09/04/2020	ACCES RUE DES CARRIERES	10 098,75	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC PEPINIERE	3 991,30	0,00	0
09/04/2020	AMENAGEMENT SECURITE RUE SIEGFRIED	10 630,02	0,00	0
09/04/2020	TROTTOIR PREMIERE ARMEE	7 474,34	0,00	0
09/04/2020	CHAUSSEE BOURGEOIS	25 041,12	0,00	0
09/04/2020	CANDELABRE ALU	993,69	0,00	0
09/04/2020	DEPLACEMENT COFFRET EDF 18 RUE DES JARDINS	473,02	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
09/04/2020	CHARIOT DE COLLECTE STELIO	962,70	0,00	0
09/04/2020	SITE MARC BLOCH	209,16	0,00	0
09/04/2020	RESTAURATION TOITURE DE LA CATHEDRALE	9 480,00	0,00	0
10/04/2020	PEINTURE GARDE-CORPS SAVOUREUSE	37 982,78	0,00	0
10/04/2020	BARRIERES ANTI STATIONNEMENT	657,11	0,00	0
10/04/2020	ARMOIRE SEIFFEL POUR CONTROLEUR	1 640,96	0,00	0
10/04/2020	GREP/KOECHLIN/6046/BC2001722	358,78	0,00	0
10/04/2020	GREP/SEROPIAN/BC2001720	318,70	0,00	0
10/04/2020	GREP/ACCES INCINERATION/PBA 85	646,84	0,00	0
10/04/2020	GREP/LECLERC/73/18/BC2001731	879,04	0,00	0
10/04/2020	GREP/HATRY/S500VP/954 6 BC2001	610,18	0,00	0
10/04/2020	MATERIEL DE VISUALISATION	32 520,20	0,00	0
10/04/2020	GREP/PONT ARMEE 7/58	599,00	0,00	0
10/04/2020	GREP/MITTERAND/68/105/BC200171	305,09	0,00	0
10/04/2020	PARANT/77/23/BC2001715/S500VP	305,09	0,00	0
10/04/2020	GREP/BAUDIN/MAT 45/328 82/8B B	606,02	0,00	0
10/04/2020	COORDINATION SPS PONT DU FOYER	638,15	0,00	0
10/04/2020	CABLES DE FEUX LIYCY 2 X 1 REGULATION DU TRAFIC	474,06	0,00	0
10/04/2020	CABLES DE FEUX LIYCY 2 X 1 REGULATION DU TRAFIC	96,73	0,00	0
10/04/2020	SIGNALISATION LION DE BELFORTJ	401,12	0,00	0
10/04/2020	PLACE DU FORUM RAMPE HANDICAPE	1 815,73	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE AU SOL GUEBWILLER ET CLEMENCEAU	1 826,12	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE AU SOL POUR LES 2 ROUES	8 841,30	0,00	0
10/04/2020	CARREFOUR ANATOLE FRANCE LOT 1	20 667,36	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT VOIRIE RUE MARCHAL	14 917,26	0,00	0
10/04/2020	DEPLACEMENT COFFRET GAZ 16 RUE DES JARDINS	425,50	0,00	0
10/04/2020	SITE MARC BLOCH STELE VEIT	4 494,41	0,00	0
10/04/2020	JALONNEMENT PARKING 4 AS	1 178,71	0,00	0
10/04/2020	ANCIEN THEATRE POSE GAINE	2 009,93	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT VRD RUE DE DELEMONT	25 361,47	0,00	0
10/04/2020	DELEMONT TRAVAUX VRD 2000	481,15	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT ESPACE PUBLIC VOSGES	6 734,11	0,00	0
10/04/2020	PANNEAUX DE CHANTIER SECTEUR SUD	1 960,04	0,00	0
10/04/2020	PLANS HOTELIER ET ZONE PIETONNE	3 920,07	0,00	0
10/04/2020	PLAQUES PASSAGE N°2	2 146,38	0,00	0
10/04/2020	REISET	3 299,89	0,00	0
10/04/2020	SCHWOB ENROBES	793,23	0,00	0
10/04/2020	MITTERRAND PISTE	2 255,81	0,00	0
10/04/2020	SEPTEMBER ENROBES	1 559,39	0,00	0
10/04/2020	REPUBLIQUE ENROBES	2 936,72	0,00	0
10/04/2020	GREP/GAULARD/DISJ30mA 24/47 à	679,49	0,00	0
10/04/2020	PANNEAUX D'INFORMATIONS DUNANT	1 558,91	0,00	0
10/04/2020	BOAMP PARKING PROVISOIRE	97,11	0,00	0
10/04/2020	BOAMP CARREFOUR GIRATOIRE	112,05	0,00	0
10/04/2020	ABORDS MARCHE FRERY BOAMP	119,52	0,00	0
10/04/2020	PLANS HOTELIER ET ZONE PIETONNE	4 576,46	0,00	0
10/04/2020	TEP/ARMOIRE PA54	3 829,82	0,00	0
10/04/2020	TEP/ARMOIRE PA52	4 230,95	0,00	0
10/04/2020	GREP/BRUXELLES/50/106	199,67	0,00	0
10/04/2020	GREP/POSE S500VP 4/31 15/14 15	2 135,63	0,00	0
10/04/2020	GREP/ROUBAIX/14/35	215,97	0,00	0
10/04/2020	LEVE LE NÔTRE	420,45	0,00	0
10/04/2020	LEVE BUCAREST/MOSCOU	730,78	0,00	0
10/04/2020	LEVE TOPO ACCES 39 FG MONTBELIARD	236,48	0,00	0
10/04/2020	LEVE SECTEUR PAYOT	270,94	0,00	0
10/04/2020	LEVE SECTEUR PARANT	295,74	0,00	0
10/04/2020	LEVE TOPO LANGEVIN	337,31	0,00	0
10/04/2020	GREP/FB FRANCE/88/44 45 /BC200	601,86	0,00	0
10/04/2020	GREP/GAMBIEZ/68/121/S500VP BC2	305,09	0,00	0
10/04/2020	GREP/S500VP 95/1	915,27	0,00	0
10/04/2020	ECLAIRAGE FOLLERAU RUE MARCHAL	1 285,42	0,00	0
10/04/2020	ENLEVEMENT BANDE COLLEE PICASSO	409,26	0,00	0
10/04/2020	MISSION CONTROLE TECHNIQUE PONT DU FOYER	1 586,66	0,00	0
10/04/2020	DEMOLITION DE BATIMENTS RUE HOUBRE	22 604,40	0,00	0
10/04/2020	PORTAIL MOTORISE SEMARD	12 521,08	0,00	0
10/04/2020	PROTECTION GRILLAGEE FRONT 3/4	6 380,38	0,00	0
10/04/2020	CONSTRUCTION CLOTURE QUAI MILITAIRE	844,05	0,00	0
10/04/2020	BOAMP ECF INSERTION ATTRIBUTAIRE	104,58	0,00	0
10/04/2020	AVIS D'ATTRIBUTION PONT DU FOY	89,64	0,00	0
10/04/2020	CARTE ALIMENTATION TYPE ALM 72	4 345,08	0,00	0
10/04/2020	CABLES DE FEUX LIYCY 2 X 1	765,78	0,00	0
10/04/2020	GREP/GAMBIEZ/68/105	648,32	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
10/04/2020	AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC PEPINIERE	3 708,83	0,00	0
10/04/2020	RESEAUX PREMIERE ARMEE	9 185,54	0,00	0
10/04/2020	VAUBAN TRAVERSEEENROBES	678,05	0,00	0
10/04/2020	SECTEUR SUD DUNANT/BESANCON ECLAIRAGE	1 520,94	0,00	0
10/04/2020	PEINTURE SEMARD	7 875,52	0,00	0
10/04/2020	CLS/ENGAZONNEMENT	2 259,06	0,00	0
10/04/2020	CONSOLE CII	700,14	0,00	0
10/04/2020	PANNEAUX DIRECTIONNELS SECTEUR	1 732,13	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT TROTTOIR PREMIERE ARMEE	10 763,70	0,00	0
10/04/2020	IMPLANTATION PONT DU FOYER	656,38	0,00	0
10/04/2020	JALONNEMENT CCSBN ET CENTRE DE	11 092,18	0,00	0
10/04/2020	JALONNEMENT DYNAMIQUE 4 AS	19 815,80	0,00	0
10/04/2020	MARSEILLE ETUDESRACCORDEMENTS	4 558,23	0,00	0
10/04/2020	TIRAGES ROVIL	68,92	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE DANJOUTIN FOYER	873,41	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE RICHELIEU	708,08	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE 4 AS LOGO	792,04	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE VAUBAN-METZ JUTEAU	1 749,67	0,00	0
10/04/2020	CETE DE L'EST PONT DE ROUBAIX	11 231,47	0,00	0
10/04/2020	PANNEAUX INFORMATIONS TRAVAUX ESPERANCE	2 169,72	0,00	0
10/04/2020	TEP/FRATERNITE/ESTORIL/BC20010	12 393,22	0,00	0
10/04/2020	MISE EN SERVICE FEUX DANJOUTIN DUNANT	795,34	0,00	0
10/04/2020	JARDINIERES JMS	765,79	0,00	0
10/04/2020	BORNES SERI PARKING BERTHELOT	1 103,09	0,00	0
10/04/2020	FOURNITURE ET POSE D'UN CC1	4 701,72	0,00	0
10/04/2020	TRAVAUX PMR POSTE ANCETRES	380,42	0,00	0
10/04/2020	ETUDE STATIONNEMENT	3 809,86	0,00	0
10/04/2020	FEUX TRICOLORES VAUBAN-METZ JUTEAU	9 682,04	0,00	0
10/04/2020	GLACIS RQG	3 151,15	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT DU CARREFOUR DUNANT	29 408,85	0,00	0
10/04/2020	CARREFOUR A FEUX PROVISOIRE FOYER	1 773,04	0,00	0
10/04/2020	SWITCH 2950	4 098,76	0,00	0
10/04/2020	LYON/COSSE VdP/43/311	436,22	0,00	0
10/04/2020	TEP/ARMOIRE PA48	4 230,95	0,00	0
10/04/2020	GREP/FILINS	1 181,36	0,00	0
10/04/2020	GREP/CAMUS/MARBELLA10/BC200174	1 435,11	0,00	0
10/04/2020	GREP/FB FRANCE CANDE 88/11	197,59	0,00	0
10/04/2020	GREP/STRASBOURG HOUBRE/BC20017	395,17	0,00	0
10/04/2020	GREP/MONTBELIARD/98/46 45 BC20	306,59	0,00	0
10/04/2020	GREP/LYON/43//311	1 170,84	0,00	0
10/04/2020	GREP/S500VP/26/69 77/23 BC2001	904,74	0,00	0
10/04/2020	GREP/PRISE NOEK PA16	786,19	0,00	0
10/04/2020	GREP/BESSE/87/58 88/55 BC20017	935,11	0,00	0
10/04/2020	GREP/GRANDE RUE/28/24	777,10	0,00	0
10/04/2020	DEPOSE POTEAU FOYER	510,52	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE VOIRIE SECTEUR ESPERANCE	2 307,90	0,00	0
10/04/2020	BRANCHEMENT EDF JALONNEMENT DYNAMIQUE	1 126,98	0,00	0
10/04/2020	POTEAU DE FEUX ALU EMBASES RENFORCEES	14 647,04	0,00	0
10/04/2020	DEPLACEMENT COFFRET GDF 18 RUE	251,17	0,00	0
10/04/2020	POINT P BORDURES	4 856,37	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT VRD RUE DES 3 DUGOIS	18 775,35	0,00	0
10/04/2020	GLACIS RQG	1 307,15	0,00	0
10/04/2020	BRANCHEMENT EDF	583,46	0,00	0
10/04/2020	SIGNALISATION DU PARKING HATRY	5 171,07	0,00	0
10/04/2020	RESEAU METRO AS DE CARREAU	2 437,19	0,00	0
10/04/2020	PLAN DE RECOLEMENT RUE DE MULHOUSE	303,41	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT ESPACE PUBLIC VOSGES	28 321,14	0,00	0
10/04/2020	CHASSIS 16 LIGNES 4LF	5 060,36	0,00	0
10/04/2020	DUVERNOY	43 447,97	0,00	0
10/04/2020	DUVERNOY	18 942,46	0,00	0
10/04/2020	REFECTION DE TROTTOIR RUE THIERS	13 199,96	0,00	0
10/04/2020	BRANCHEMENT EDF JALONNEMENT DYNAMIQUE	1 786,82	0,00	0
10/04/2020	MISE EN PEINTURE GARDE-CORPS SAVOUREUSE	19 030,75	0,00	0
10/04/2020	48, RUE DE LA CROIX DU TILLEUL	1 692,65	0,00	0
10/04/2020	F+P PEHD40mmET PLAN RECOLEMENT	16 683,83	0,00	0
10/04/2020	CLS/ECLAIRAGE/MOSCOU PARKING	6 799,55	0,00	0
10/04/2020	LIAISON HOUBRE/CHAMPION/CROIX DU TILLEUL	43 387,84	0,00	0
10/04/2020	POTENCE ALUMINIUM ANODISE	6 701,87	0,00	0
10/04/2020	POTEAU ALUMINIUM MISE EN CONFORMITE FEUX TRICOLORES	14 708,12	0,00	0
10/04/2020	CONTROLEUR JAURES BARDOT	3 969,30	0,00	0
10/04/2020	EQUIPEMENT ARMOIRE 12	3 706,76	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
10/04/2020	PONT RUE DU FOYER	597,53	0,00	0
10/04/2020	MASSIF BETON	4 375,90	0,00	0
10/04/2020	GREP/PONT ROUBAIX /67/8AB	1 322,33	0,00	0
10/04/2020	GREP/JAURES/12/8	1 130,94	0,00	0
10/04/2020	TROIS DUGOIS CH. TR. BLANC	76 964,57	0,00	0
10/04/2020	LIAISON HOUBRE/CHAMPION/CROIX DU TILLEUL	16 695,92	0,00	0
10/04/2020	CARREFOUR DUNANT RICHELIEU LOT	11 366,76	0,00	0
10/04/2020	CARREFOUR DUNANT RICHELIEU LOT	12 815,36	0,00	0
10/04/2020	LEVE 1ERE ARMEE	381,17	0,00	0
10/04/2020	PLAN TOPOGRAPHIQUE RUE DE VESOUL	1 422,17	0,00	0
10/04/2020	BILAN CLOTURE MANDAT VOIES PRIMAIRES	2 041,67	0,00	0
10/04/2020	SIGNALETIQUE INFORMATION EURO 4	1 194,26	0,00	0
10/04/2020	PASSAGE A L'EURO MACHINE TRESORERIE	1 185,14	0,00	0
10/04/2020	CHENAL D'ENTREE	34 443,77	0,00	0
10/04/2020	MISE EN SERVICE CONTROLEURS	795,34	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE PLACE DE LA REPUBLIQUE	732,23	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE SECTEUR SUD	1 010,00	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE AU SOL TAPIS MINCES	2 060,35	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE COMITE CONSULTATIF	1 978,14	0,00	0
10/04/2020	MARQUAGE COMITE CONSULTATIF	1 063,36	0,00	0
10/04/2020	SORTIE SAC SUPPLEMENTAIRE BH 2	80,23	0,00	0
10/04/2020	MISE EN PEINTURE GARDE-CORPS SAVOUREUSE	6 475,74	0,00	0
10/04/2020	MODIFICATIONS COMMANDE PORTAIL	1 093,40	0,00	0
10/04/2020	MIROIR SPHERIQUE 180 DIAM. 800	140,39	0,00	0
10/04/2020	ALIMENTATION ELECTRIQUE SEMARD	1 770,14	0,00	0
10/04/2020	BOAMP	134,46	0,00	0
10/04/2020	ECF 2001	49 858,11	0,00	0
10/04/2020	ENROBES COULES A FROID	30 488,88	0,00	0
10/04/2020	ECF 2001 QARTIER JAURES	15 970,21	0,00	0
10/04/2020	COULIS ECF	44 561,58	0,00	0
10/04/2020	POSTE INTERPHONE ET570 ENTREE	2 465,10	0,00	0
10/04/2020	TERMINAL CARTE BANCAIRE 4 AS	7 019,67	0,00	0
10/04/2020	GREP/BRUXELLES/50/117S500VP	376,46	0,00	0
10/04/2020	GREP/TOULOUSE/10/10 BC2001756	603,16	0,00	0
10/04/2020	PANNEAUX GANTOIS TPN 130	11 268,71	0,00	0
10/04/2020	MODIFICATION PARKINGS POUR L'EUROPE	9 072,77	0,00	0
10/04/2020	GLACIS RQ REFECTION ESCALIER RUE PARANT	2 938,53	0,00	0
10/04/2020	DISPOSITIFS ANTI-ROLLERS	1 279,95	0,00	0
10/04/2020	ENROBES 3EME VOIE J.MOULIN	10 002,17	0,00	0
10/04/2020	FRERY SPS CLERGET	364,66	0,00	0
10/04/2020	ABATTAGE CARREFOUR DE L'ESPERANCE	4 138,87	0,00	0
10/04/2020	19 MARS 62 EDF	893,41	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT ESPACE PUBLIC VOSGES	27 413,95	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC	46 257,06	0,00	0
10/04/2020	MODIFICATION HORODATEURS	37 486,23	0,00	0
10/04/2020	CHAUSSEE MARCHAL NOIR	2 050,41	0,00	0
10/04/2020	CLS2001/ECLAIRAGE / SEROPIAN	26 106,46	0,00	0
10/04/2020	CLS/ECLAIRAGE PARKING PAYOT	26 153,54	0,00	0
10/04/2020	POSE PLAFOND GANTOIS SEMARD	6 563,84	0,00	0
10/04/2020	CREATION NICHE	1 276,30	0,00	0
10/04/2020	GREP/BRUXELLES/50/117	394,85	0,00	0
10/04/2020	GREP/AGATHE/79/22 61	512,44	0,00	0
10/04/2020	45/307 44/1	703,78	0,00	0
10/04/2020	DEPLACEMENT CLOTURE PARKING DES 4 AS	1 514,60	0,00	0
10/04/2020	DEPLACEMENT DEMOISELLE	220,06	0,00	0
10/04/2020	CARREFOUR A.FRANCE CONTROLEUR	8 150,11	0,00	0
10/04/2020	GREP/47/44 44/49	768,25	0,00	0
10/04/2020	REPUBLIQUE PMR	13 272,72	0,00	0
10/04/2020	ILOTS DANJOUTIN	1 829,19	0,00	0
10/04/2020	3EME VOIE J.MOULIN ECLAIRAGE COTE 5DB	3 242,68	0,00	0
10/04/2020	3EME VOIE J.MOULIN ILOT CENTRAL	8 537,26	0,00	0
10/04/2020	FOCH	29 197,00	0,00	0
10/04/2020	AMENAGEMENT DE VOIRIE RUE MARCHAL	78 717,31	0,00	0
10/04/2020	VAUBAN TRAVERSEE	10 374,50	0,00	0
10/04/2020	TRAVERSEE CYCLABLE VAUBAN	3 339,51	0,00	0
10/04/2020	PROGRAMME 2001 PLAQUES DE RUES	10 675,69	0,00	0
10/04/2020	GREP/28/32 BC2001/773	296,38	0,00	0
10/04/2020	GREP/28/5	1 911,14	0,00	0
10/04/2020	F+P Pro MNF300 HPIT400	757,07	0,00	0
10/04/2020	SARRAIL RESEAU METRO	2 886,78	0,00	0
10/04/2020	FOURNITURE ET POSE DE CLOTURE	5 755,70	0,00	0
10/04/2020	AMENAG PUBLIC PEPI SOLDE 2001	24 400,27	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
10/04/2020	AMENAG PUBLIC PEPI SOLDE 2001	15 259,65	0,00	0
10/04/2020	AMENAG PUBLIC PEPI SOLDE 2001	6 764,77	0,00	0
10/04/2020	RESEAU METROPOLITAIN RUE DE MULHOUSE	5 318,89	0,00	0
10/04/2020	CLS/VIENNE SQUARE N°6	9 155,45	0,00	0
10/04/2020	TEP/CLS/VIENNEC P FACE 4/6	4 708,62	0,00	0
10/04/2020	TROTTOIR 1ère ARMEE PONT VESOUL	40 903,49	0,00	0
10/04/2020	SECTEUR SUD PISTE CYCLABLE	1 382,60	0,00	0
10/04/2020	VRD ESPACE PUBLIC RUE DE MULHO	39 476,84	0,00	0
10/04/2020	AMENAG PUBLIC PEPI SOLDE 2001	5 391,99	0,00	0
10/04/2020	RESEAU 1ère ARMEE PONT VESOUL	14 040,93	0,00	0
10/04/2020	MODIFICATION PARKINGS	9 072,77	0,00	0
10/04/2020	CENTRE TECHNNIQUE MUNICIPAL RESTRUCTURATION DU PREMIER NIVEAU	12 265,68	0,00	0
11/04/2020	CREATION SITE INTERNET BELFORT ET VOUS	2 001,00	0,00	5
11/04/2020	CREATION SITE INTERNET BELFORT ET VOUS	5 115,00	0,00	5
14/04/2020	SOL AMORTISSANT COULE EN PLACE	3 735,11	0,00	0
14/04/2020	NOUE	1 860,21	0,00	0
14/04/2020	PARCOURS SPORTIF DU SALBERT	3 171,49	0,00	0
14/04/2020	BORNE MATERIEL	214,21	0,00	0
14/04/2020	JEUX MISE AUX NORMES	4 538,98	0,00	0
14/04/2020	BORNE CAMPING CA	4 059,19	0,00	0
14/04/2020	EXECUTION DE DALLES BETON	2 262,16	0,00	0
14/04/2020	REMPLACEMENT FILETS DE PROTECT	4 492,36	0,00	0
14/04/2020	ALPHASCHISTE O/3	1 094,78	0,00	0
14/04/2020	ALPHASCHISTE O/3	2 376,44	0,00	0
14/04/2020	REGENERATION DU TERRAIN	9 515,75	0,00	0
14/04/2020	POTELETS	762,25	0,00	0
14/04/2020	NIVELLEMENT DE SURFACE FINAL DE LA CHAPE	2 067,61	0,00	0
14/04/2020	SANITAIRES	445,60	0,00	0
14/04/2020	150 RONDINS	456,37	0,00	0
14/04/2020	EQUIPEMENT DE JEUX - Réf-32023	8 035,71	0,00	0
14/04/2020	INSTALLATION BANDES D'ARROSAGE	2 189,60	0,00	0
14/04/2020	UTILISATION B.R.H	1 180,58	0,00	0
14/04/2020	TORTUE REF M 124 A CHEVILLER	689,21	0,00	0
14/04/2020	STAND DE TIR A L'ARC TRAITEMENT PORTAIL	858,70	0,00	0
14/04/2020	CONTROLE TECHNIQUE DE LA PISTE DE SKATE	911,65	0,00	0
14/04/2020	RESSORT DRAGON M113	665,50	0,00	0
14/04/2020	REFECTION DE LA PLATE FORME	8 172,26	0,00	0
14/04/2020	REMPLACEMENT CLOTUREREMPLACEME	16 527,21	0,00	0
14/04/2020	ECLAIRAGE PASSAGE INFERIEUR	5 823,32	0,00	0
14/04/2020	Cand Eurasie H=10 double cross	520,26	0,00	0
14/04/2020	SITE MARC BLOCH PANNEAU PUBLIC	738,43	0,00	0
14/04/2020	CONFORMITE FEUX TRICOLORES	4 652,81	0,00	0
14/04/2020	CARREFOUR DUNANT RICHELIEU	9 548,01	0,00	0
14/04/2020	GREP/ENGEL/927ABC/BC2002712	1 297,52	0,00	0
14/04/2020	GREP/TOULOUSE/10/10	302,91	0,00	0
14/04/2020	MULTIPLEXE DEPLA EP PISTE 2 RO	1 676,41	0,00	0
14/04/2020	GREP/BC2002703/ROUBAIX 14/38	210,09	0,00	0
14/04/2020	GREP/POISSONNERIE/BC2002714	1 214,08	0,00	0
14/04/2020	GREP/3/29BC2002700	901,99	0,00	0
14/04/2020	PHOTOCOPIES DOSSIER ITINERAIRE	514,28	0,00	0
14/04/2020	SIGNALETIQUE INFORMATION EURO 4	28,70	0,00	0
14/04/2020	CONTROLEURS DE CARREFOUR	28 663,77	0,00	0
14/04/2020	MARQUAGE TAPIS MINCES	1 672,10	0,00	0
14/04/2020	3 PRISES RJ45 - LA COM ET TEL	1 001,83	0,00	0
14/04/2020	ESPERANCE DOMON ABATTAGE ARBRES	1 744,52	0,00	0
14/04/2020	PRISES RJ45 URBANISME ET ARCHIVES	676,89	0,00	0
14/04/2020	LEVE SECTEUR PARANT	217,71	0,00	0
14/04/2020	LEVE AVEC CALAGE PAYOT N° 31/3	476,03	0,00	0
14/04/2020	LEVE PI SEROPIAN AVEC CALAGE	223,83	0,00	0
14/04/2020	MISSION SPS SECTEUR SUD	2 493,05	0,00	0
14/04/2020	3EME VOIE J.MOULIN ENROBES	28 999,80	0,00	0
14/04/2020	TRAVAUX PMR FAUBOURG DES ANCETRES	3 332,08	0,00	0
14/04/2020	GREP/JAURES/12/8 BC2002716 POSE CANDELABRE	1 063,14	0,00	0
14/04/2020	GREP/HATRY/S500VP BC200272 POSE CANDELABRE	1 621,90	0,00	0
14/04/2020	GREP/BRUXELLES/50/117/BC200272 POSE CANDELABRES	205,65	0,00	0
14/04/2020	GREP/FB FRANCE 88/1 2002728 POSE CANDELABRES	210,09	0,00	0
14/04/2020	GREP/45/306 85/39 BC2002/702 POSE CANDELABRES	659,92	0,00	0
14/04/2020	IDP55- SOUS STRUCTURE	6 879,07	0,00	0
14/04/2020	RUES DE DANNEMARIE ET WESSERLING	2 571,56	0,00	0
14/04/2020	AMENAGEMENTS AU 19 BD RICHELIEU	2 293,09	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
14/04/2020	ALARME PASSAGE SEMARD MISE EN PLACE ALARME	389,89	0,00	0
14/04/2020	MARQUAGE AU SOL	1 766,50	0,00	0
14/04/2020	LIAISON HOUBRE/CHAMPION/CROIX DU TILLEUL	6 767,41	0,00	0
14/04/2020	LIAISON HOUBRE/CHAMPION/CROIX DU TILLEUL	356,18	0,00	0
14/04/2020	CANDELABRE	623,12	0,00	0
14/04/2020	GREP/RICHELIEU/22/17/BC2002721 POSE CANDELABRE	229,63	0,00	0
14/04/2020	GREP/GEANT/BC2002704/61/53 POSE CANDELABRE	795,30	0,00	0
14/04/2020	GREP/ALLENDE/BC2002713POSE CANDELABRE	2 268,87	0,00	0
14/04/2020	GREP/BESSE/87/44/BC2002715 POSE CANDELABRES	626,48	0,00	0
14/04/2020	GREP/LAURENCIE/90/57/BC2002733 POSE CANDELABRE	638,29	0,00	0
14/04/2020	GREP/S500VP BC2002730 POSE CANDELABRE	1 282,60	0,00	0
14/04/2020	DEPOSE PBA INCINERATION DEPOSE CANDELABRES	1 313,05	0,00	0
14/04/2020	ROOSEVELT36/16POSE REMONTEE DE CABLE	319,32	0,00	0
14/04/2020	GREP/FRANCHE COMTE/79/78 BC200 POSE CANDELABRES	168,06	0,00	0
14/04/2020	SITE MARC BLOCH DEMOLITION	49 013,85	0,00	0
14/04/2020	FOURNITURE ET POSE DE CLOTURE	5 062,00	0,00	0
14/04/2020	METZGER SBM	7 607,59	0,00	0
14/04/2020	3EME VOIE JEAN MOULIN ESPACES VERTS	638,15	0,00	0
14/04/2020	PRISE EN CHARGE CHANTIER	222,50	0,00	0
14/04/2020	SARRAIL LEVE RESEAU METRO	346,64	0,00	0
14/04/2020	MARQUAGE AU SOL CARREFOUR ESPERANCE	706,73	0,00	0
14/04/2020	MISE EN SERVICE CARREFOUR ESPERANCE	1 136,20	0,00	0
14/04/2020	GREP/TROIS CHENES BC2002727	1 309,13	0,00	0
14/04/2020	MISE EN PEINTURE GARDE-CORPS SAVOUREUSE	12 505,38	0,00	0
14/04/2020	TEP/LANTERNES/VALDOIE-MAGASIN	49 355,62	0,00	0
14/04/2020	TEP/CLS/BRUXELLE/P 1.3.5	4 113,28	0,00	0
14/04/2020	SITE MARC BLOCH DEMOLITION	37 998,93	0,00	0
14/04/2020	LEVE SQUARE VIENNE	326,02	0,00	0
14/04/2020	LEVE AVEC CALAGE RUE DE BRUXELLES RUE DE ROME	326,46	0,00	0
14/04/2020	POMPE FLYGT	10 569,05	0,00	0
14/04/2020	PARKING 4 AS	217,67	0,00	0
14/04/2020	RESEAU METRO FOCH/MULHOUSE	9 146,94	0,00	0
14/04/2020	LEVE METRO.MOULIN	399,13	0,00	0
14/04/2020	ALIMENTATION ELECTRIQUE PORTE	3 927,66	0,00	0
14/04/2020	LIAISON HOUBRE/CHAMPION/CROIX DU TILLEUL	4 131,33	0,00	0
14/04/2020	PLAQUE COLONEL JEANPIERRE	1 501,58	0,00	0
14/04/2020	GREP/PARANT/76/128 127 108	973,14	0,00	0
14/04/2020	GARDE-CORPS PASSAGE MECHELLE	3 748,74	0,00	0
14/04/2020	GREP/FRANCHE COMTE S500 BC2002	6 346,63	0,00	0
14/04/2020	CONFORMITE PORTES BOUGENEL	14 331,06	0,00	0
14/04/2020	TEP/MOULIN/BC2002003	28 903,17	0,00	0
14/04/2020	IRIDIUM 7/17	301,85	0,00	0
14/04/2020	CARREFOUR ESPERANCE ECLAIRAGE PUBLIC	1 466,22	0,00	0
14/04/2020	GREP/CANDELABRE/61/53	467,01	0,00	0
14/04/2020	PANNEAUX BANDEAU ATRIA	107,64	0,00	0
14/04/2020	CLS ELSADATE87/11 12	611,55	0,00	0
14/04/2020	GREP/QUAI/29/54 BC2002741	210,09	0,00	0
14/04/2020	REPRISE DE CABLAGE AU PASSAGE SEMARD	968,76	0,00	0
14/04/2020	IRIDIUM 250SGS OPCT CL2 ALU	2 353,73	0,00	0
14/04/2020	IRIDIUM 250 SGS CL OPCT ALU RAL 7037	392,29	0,00	0
14/04/2020	POSE FLUODUC AVEC LAMPE	309,96	0,00	0
14/04/2020	EJL ACTUA	7 174,74	0,00	0
14/04/2020	TEP/CHOPINBC2002005	3 730,47	0,00	0
14/04/2020	MITTERRAND REF.2ROUES	2 837,91	0,00	0
14/04/2020	COFFRET EDF EST CROIX DU TILLEUL	1 244,05	0,00	0
14/04/2020	HORODATEURS	56 419,88	0,00	0
14/04/2020	POTEAU DE FEUX ALUMINIUM EMBASE 140 MM	53 290,17	0,00	0
14/04/2020	CARREFOUR AUXELLES - RISLER	13 276,80	0,00	0
14/04/2020	ABRI VELO SEMCO RAL 5014	2 441,38	0,00	0
14/04/2020	ABRI VELO LONG 6.50 M 12 VELOS RAL 5014	3 040,23	0,00	0
14/04/2020	TEP7 ECOLE SCHOELCHER79/83 84 BC200200	3 668,63	0,00	0
14/04/2020	CLS2001/BRUXELLES/ROME	1 558,39	0,00	0
14/04/2020	TEP/ZAPOROJIE/BC2002009	25 691,19	0,00	0
14/04/2020	TEP/LISBONNE/BC2002008	4 432,15	0,00	0
14/04/2020	AMO LUMIERE/SITE MARC BLOCH	4 186,00	0,00	0
14/04/2020	Candélabre thermolaqué H=8m ty	4 753,38	0,00	0
14/04/2020	S500VP/PROM MITTERRAND	2 919,42	0,00	0
14/04/2020	CARTE MADISON 4 DETECTEURS ET BORNIER	1 626,56	0,00	0
14/04/2020	LIAISON 2 ROUES GARIGLIANO	33 400,45	0,00	0
14/04/2020	RENFORCEMENT DES QUAIS SAVOUREUSE	29 935,40	0,00	0
14/04/2020	PLACE ABATTOIR ECLAIRAGE PROVISOIRE	1 230,15	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
14/04/2020	TERRASSEMENT	1 761,97	0,00	0
14/04/2020	IDP55 SOUS STRUCTURE	1 021,02	0,00	0
14/04/2020	FOURNITURE ET MISE EN LETTRAGE ET POSE	382,72	0,00	0
14/04/2020	GREP/ACACIAS/CROSSEVDP/18/49	401,17	0,00	0
14/04/2020	TEP/VALLET/S500SHP100BC2002011	3 703,27	0,00	0
14/04/2020	ARMOIRE PA 3	2 393,38	0,00	0
14/04/2020	TRAVAUX VOIRIE GREP/KENNEDY/20	437,85	0,00	0
14/04/2020	TRAVAUX VOIRIE GREP ACACIAS/18	1 251,94	0,00	0
14/04/2020	PEINTURE MATS DECAUX	5 770,22	0,00	0
14/04/2020	TOBOGGAN DOUBLE REF.205410	3 770,86	0,00	0
14/04/2020	BARRIERES SERI REF BA 421	8 198,58	0,00	0
14/04/2020	CONTROLE CONFORMITE FEUX TRICOLORES	7 885,71	0,00	0
14/04/2020	LANTERNE CHARLES SUSPENDUES 100W SHP	708,03	0,00	0
14/04/2020	FOURNITURE ET LETTRAGE PANNEAU	83,72	0,00	0
14/04/2020	PARKING PROVISOIRE SECTEUR SUD	3 708,20	0,00	0
14/04/2020	DUNANT/RICHELIEU ASSISTANCE ACPTE 5	3 010,05	0,00	0
14/04/2020	ABATTOIR ASSISTANCE TECHNIQUES	39 659,43	0,00	0
14/04/2020	S500VP/MITTERRAND/BC2002749	648,77	0,00	0
14/04/2020	GREP/RICHELIEU/22/16 BC2002751	210,09	0,00	0
14/04/2020	S500VP/HATRY/MITTERAND BC20020	3 243,80	0,00	0
14/04/2020	GREP/MIELLET/BC2002753	420,15	0,00	0
14/04/2020	GREP/JUIN/BRASSE	630,24	0,00	0
14/04/2020	GREP/RICHELIEU//22/15	210,09	0,00	0
14/04/2020	FRATERNITE/S500/BC2002750	1 608,32	0,00	0
14/04/2020	RACCORDEMENT ABRI CLEMENCEAU	1 062,90	0,00	0
14/04/2020	AMENAGEMENT DE VOIRIE DUBLIN	15 956,21	0,00	0
14/04/2020	A MENAGEMENT TROTTOIR 52 A 76	18 483,75	0,00	0
14/04/2020	3EME VOIE J.MOULIN	32 937,06	0,00	0
14/04/2020	PARVIS ECOLE D'ART	1 781,70	0,00	0
14/04/2020	PARVIS ECOLE D'ART	35 540,09	0,00	0
14/04/2020	AS DE TREFLE	3 004,75	0,00	0
14/04/2020	AMENAGEMENT 51 A 75 RUE DE MULHOUSE	59 590,15	0,00	0
14/04/2020	AMENAGEMENT DE TROTTOIR PEKIN	4 159,38	0,00	0
14/04/2020	CREATION D'UNE ZONE 30 RUE CHOPIN	21 652,77	0,00	0
14/04/2020	PAVAGE TROTTOIR JAURES ST ANTOINE	15 229,73	0,00	0
14/04/2020	CHANTEREINE ACODRAIN	1 453,87	0,00	0
14/04/2020	AMENAGEMENT DE LA RUE DE FERRETTE	23 488,93	0,00	0
14/04/2020	BESSE ENROBES	8 492,57	0,00	0
14/04/2020	ESPERANCE ENROBES	7 472,14	0,00	0
14/04/2020	METZ-JUTEAU ENROBES	19 309,79	0,00	0
14/04/2020	CREATION GRILLE RUE DU THILLOT	1 549,05	0,00	0
14/04/2020	ACCES PEUGEOT COLBERT	2 238,39	0,00	0
14/04/2020	AMENAGEMENT DE TROTTOIR PEKIN	19 373,78	0,00	0
14/04/2020	AMENAGEMENT DE VOIRIE DUBLIN	56 191,08	0,00	0
14/04/2020	ENROBES WESSERLING	2 695,61	0,00	0
14/04/2020	A MENAGEMENT TROTTOIR 52 A 76	32 294,69	0,00	0
14/04/2020	Panneaux Ecoles	203,32	0,00	0
14/04/2020	POMPE GRANDE FONTAINE	892,10	0,00	0
14/04/2020	RALENTISSEURS 5ème DB	1 688,75	0,00	0
14/04/2020	MARQUAGE TAPIS NEUFS	2 663,46	0,00	0
14/04/2020	DEPLACEMENT ABRI BUS CLEMENCEAU	1 988,95	0,00	0
14/04/2020	TEP/AXE VESOUL/SOISSON/BC20020	37 512,78	0,00	0
14/04/2020	MULTISPORTS BAUDIN MARCHE 02MT	37 053,87	0,00	0
14/04/2020	TEP/ANCIEN THEATRE/27/26	2 489,51	0,00	0
14/04/2020	TRAVAUX PMR PLACE DE LA REPUBLIQUE	6 078,99	0,00	0
14/04/2020	CHAUSSEE CROIX DU TILLEUL	16 257,77	0,00	0
14/04/2020	REPUBLIQUE ENROBES	52 510,19	0,00	0
14/04/2020	LEVE CHOPIN	306,82	0,00	0
14/04/2020	Levé au 1/200 géoréférencé+ al	317,77	0,00	0
14/04/2020	Levéau 1/200 géoréférencé + al	264,70	0,00	0
14/04/2020	Levé au 1/200 géoréférencé +	480,06	0,00	0
14/04/2020	PANNEAUX PVC BANDEAU ATRIA	203,32	0,00	0
14/04/2020	APPUIS VELOS NANTES RAL 5014	3 887,00	0,00	0
14/04/2020	DEPLACEMENT ABRI BUS RUE JAMES LONG	2 142,04	0,00	0
14/04/2020	IMPLANTATION PLANIMETRIQUE DE 9 POINTS	448,50	0,00	0
14/04/2020	FRERY ASSIST TECHN ACPTE N°8	16 713,07	0,00	0
14/04/2020	CABLE RVFV 12G1.5*T	1 963,43	0,00	0
14/04/2020	Pose S500VP 68/125 126 127 130	1 297,52	0,00	0
14/04/2020	PLATEAU MULTISPORTS	26 071,74	0,00	0
14/04/2020	FOURNITURE ET MISE EN LETTRAGE PANNEAU	538,20	0,00	0
14/04/2020	FRAISE POUR CAROTAGE PANNEAUX	410,23	0,00	0
14/04/2020	SITE MARC BLOCH DEMOLITION	17 236,67	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
14/04/2020	ENROBES	1 785,57	0,00	0
14/04/2020	SITE MARC BLOH - L1/INFRA - AC 1	17 044,49	0,00	0
14/04/2020	JAURES/PRISE/BC2002747	1 114,54	0,00	0
14/04/2020	ZAPOROJIE/PRISES/BC2002748	278,63	0,00	0
14/04/2020	GREP/ZAPOROJIE/47/46 47/48	686,35	0,00	0
14/04/2020	RACCORDEMENT ABRI BUS JAMES LO	2 778,20	0,00	0
14/04/2020	S500 BF 125 1/73 BC 20020763	453,97	0,00	0
14/04/2020	LANTERNE MIXTE 322 AXEL GRIS A DIODES	5 362,86	0,00	0
14/04/2020	PANNEAUX DE POLICE 4 AS	468,83	0,00	0
14/04/2020	REPROGRAPHIE SITE MARC BLOCH DCE	244,79	0,00	0
14/04/2020	CANIVEAUX CREATION RALENTISSEURS 5EME DB	798,81	0,00	0
14/04/2020	FEU UNI ORANGE FLECHE R21c 200	397,07	0,00	0
14/04/2020	MARQUAGE MONTBELIARD ET LAURENCIE	2 403,70	0,00	0
14/04/2020	PANNEAUX TRAVAUX SITE MARC BLOCH	3 037,84	0,00	0
14/04/2020	TRAVAUX DE MARQUAGE AU SOL	2 585,05	0,00	0
14/04/2020	CREATION DE NICHES AU PASSAGE	1 021,39	0,00	0
14/04/2020	BARREAU SUD - L1/INFRA/VRD - AC 1	65 837,10	0,00	0
14/04/2020	ETUDES ESPACES VERTS	2 323,05	0,00	10
14/04/2020	ETUDES ESPACES VERTS	1 600,25	0,00	1
14/04/2020	MISSION ETUDES ET PROGRAMMATION	346,84	0,00	0
14/04/2020	ETUDE CIRCULATION VIEILLE VILLE	16 134,04	0,00	0
14/04/2020	ETUDE CIRCULATION PLACE D'ARME	6 290,96	0,00	0
14/04/2020	COMPLEMENT VIEILLE VILLE	1 196,00	0,00	0
14/04/2020	ETUDE CIRCULATION PLACE D'ARME	3 348,80	0,00	0
14/04/2020	KOMACEL	802,52	0,00	0
14/04/2020	PRISE INFORMATIQUE TYPE RJ45	334,88	0,00	0
14/04/2020	BOITIER TYPE INTERPACK TRAFIK	2 063,10	0,00	0
14/04/2020	CLS 2002/CC BARRES ET MONT	1 281,81	0,00	0
14/04/2020	AMENAGT ESPACE PUBLIC-AC 303/J	71 529,88	0,00	0
14/04/2020	TROTTOIR FRATERNITE/ESP.PUBLIC	33 623,59	0,00	0
14/04/2020	AMENAGT ESPACE PUBLIC - AC 306	21 130,19	0,00	0
14/04/2020	ENROBES A FROID MONT/PEPI/RESIDENCE	48 981,94	0,00	0
14/04/2020	COMPRESSEUR SOUFFLEUR POUR HORODATEURS	731,41	0,00	0
14/04/2020	PANNEAU CARRE BTR C1a 350mm CI	2 775,83	0,00	0
14/04/2020	PANNEAUX DE POLICE SECTEUR SUD	5 293,11	0,00	0
14/04/2020	PANNEAUX DE POLICE COMITE CONSULTATIF	4 958,63	0,00	0
15/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	3 143,79	0,00	0
15/04/2020	FOURNITURE ET POSE D ETAGERE EN VERRE	291,82	0,00	0
15/04/2020	FOURNITURE ET POSE DE PORTE ALU	4 006,60	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE	50,52	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT PROTECTION MURALE	2 102,01	0,00	0
15/04/2020	CIMET/BRASSE-AMENAGT VOIE PUBLIQUE AC 27	488,45	0,00	0
15/04/2020	CIMET/BRASSE-AMENAGT VOIE PUBLIQUE AC 28	5 039,57	0,00	0
15/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE/ACCES HA	2 046,37	0,00	0
15/04/2020	REALISATION ET POSE DE LUSTRES	3 937,22	0,00	0
15/04/2020	TOITURE CRECHE DES GLACIS	45 504,46	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET	3 549,01	0,00	0
15/04/2020	MISE EN FORME DES ABORDS	16 613,04	0,00	0
15/04/2020	TR 03 INV 2050 BAT INCENDIE SECOURS JEAN MOULIN	2 450,07	0,00	0
15/04/2020	TR04 TEMPLE ST JEAN	16 805,71	0,00	0
15/04/2020	TR04 BASE SECTEUR STEINER	1 762,86	0,00	0
15/04/2020	TR04 BAT INCENDIE ET SECOURS	7 565,83	0,00	0
15/04/2020	TR04 CAMPING DE L'ETANG DES FORGES	88 508,85	0,00	0
15/04/2020	TR04 BATIMENT EDOUARD DESHAIES	49 612,21	0,00	0
15/04/2020	TR04 ATELIERS SCE SPORT RUE DE LA PAIX	18 301,81	0,00	0
15/04/2020	TR04 CENTRE SOCIAL DES GLACIS	26 648,73	0,00	0
15/04/2020	TRAV 04 CRECHE DES GLACIS	800,20	0,00	0
15/04/2020	TR04 CUISINE CENTRALE	10 152,13	0,00	0
15/04/2020	TR04 GYMNASE PIERRE BONNET	4 452,45	0,00	0
15/04/2020	TR04 CIMETIERE DE BRASSE	17 024,04	0,00	0
15/04/2020	TR04 STADE ET GYMNASE EMILE PARROT	53 406,61	0,00	0
15/04/2020	TR04 DONATION JARDOT 8 RUE DE MULHOUSE	14 725,20	0,00	0
15/04/2020	TR04 CRECHE VOLTAIRE	4 488,66	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET LOCAL VENTILATION	3 044,89	0,00	0
15/04/2020	MDPZANELEC	1 351,21	0,00	0
15/04/2020	MDPMETTEY	2 811,80	0,00	0
15/04/2020	MDPMETTEY	2 333,74	0,00	0
15/04/2020	TX SANITAIRES FERME STEINER	1 244,40	0,00	0
15/04/2020	CUISINE CENTRALE FRIGO POUBELLES	1 276,30	0,00	0
15/04/2020	CRECHE GLACIS REMPLACEMENT GRILLAGE	5 335,72	0,00	0
15/04/2020	PEINTURE LOGES	2 045,12	0,00	0
15/04/2020	ELECTRICITE LOGES	2 969,48	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
15/04/2020	CHAUFFAGE LOGES	8 870,12	0,00	0
15/04/2020	ETUDE ESCALIER	1 389,35	0,00	0
15/04/2020	LOGEMENTS POMPIERSLogements Po	6 505,16	0,00	0
15/04/2020	CHAPELLE BRASSE REFIXATION DUN ABAT-SON	1 160,28	0,00	0
15/04/2020	BATIMENT BUSSIERE CHENEAU TEMPETE	883,58	0,00	0
15/04/2020	REFECTION DOUCHES FERME STEINER	1 422,17	0,00	0
15/04/2020	CUISINE CENTRALE CHGT GROUPE F	25 526,06	0,00	0
15/04/2020	BATIMENT BUSSIERE	2 880,80	0,00	0
15/04/2020	INTERCOM	3 040,52	0,00	0
15/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	2 480,19	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET POSE D UNE CREMONE	620,65	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROTPose d'un miroir	428,47	0,00	0
15/04/2020	CSC GLACIS	5 908,46	0,00	0
15/04/2020	CUISINE CENTRALE DEPOSE PORTE	276,13	0,00	0
15/04/2020	CUISINE CENTRALE PORTE PVC	908,00	0,00	0
15/04/2020	S/TRAITANT MO 8RM FLUIDES	2 313,15	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BUFFET INSTALLATION DUN SKYDOME	1 052,05	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET.REGULATEUR PRIO	431,40	0,00	0
15/04/2020	STADE DU MONT	5 379,40	0,00	0
15/04/2020	CUISINE CENTRALE BALLON ECS	3 166,36	0,00	0
15/04/2020	CUISINE CENTRALE PORTE PLONGE	1 531,56	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE - CHAUVIER	2 160,36	0,00	0
15/04/2020	CRECHE GLACIS INSTALLATON DIGICODE	1 702,51	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE POSE D UNE ALARME INCENDIE	513,74	0,00	0
15/04/2020	TEMPLE ST JEAN	13 529,09	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE	3 610,66	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET INSTALLATION PROTECTION MURALE	5 091,25	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE	955,22	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE	1 554,72	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE SERRURRERIES	2 230,76	0,00	0
15/04/2020	MISE EN CONFORMITE	3 580,94	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET REALISATION HABILLAGE SUR AEROTHERME	1 056,71	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE	1 095,12	0,00	0
15/04/2020	CRECHE DES GLACISPose d'un por	1 067,17	0,00	0
15/04/2020	CRECHE DES GLACISPose d'une cl	5 335,72	0,00	0
15/04/2020	CRECHE DES GLACIS POSE D UNE CLOISON	1 485,98	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE	7 050,25	0,00	0
15/04/2020	DEPOSITOIRE CHAUFFAGE CIMETIERE BRASSE	911,64	0,00	0
15/04/2020	TEMPLE ST JEANI NSTALLATION ELEC CHAUFFERIE	2 370,28	0,00	0
15/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	13 514,23	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE SOL	272,05	0,00	0
15/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	13 164,34	0,00	0
15/04/2020	RESTAURANTS DU COEUR	1 178,80	0,00	0
15/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE PLOMBERIE	358,20	0,00	0
15/04/2020	CUISINE CENTRALE	1 478,68	0,00	0
15/04/2020	CC GLACIS STORES	2 471,05	0,00	0
15/04/2020	MAITRISE D OEUVRE 8RMDGD	4 094,65	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE FABRICATION CHASSIS	674,62	0,00	0
15/04/2020	CREATION ET EQUIPEMENT SALLE MAISON DU PEUPLE	4 507,17	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROTPEINTURE GYMNASE	4 935,83	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BUFFET ETANCHEITE	4 573,36	0,00	0
15/04/2020	CENTRE AERE BARTHOLDI EVACUATION DE DECHETS	69,10	0,00	0
15/04/2020	TRAVAUX MISE EN CONFORMITE	474,06	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE PORTAIL	2 269,23	0,00	0
15/04/2020	CRECHE GLACIS HOTTE CUISINEHot	1 664,48	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE TIRAGE ROVIL	10,70	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE MISE AUX NORMES ELECTRIQUES	3 972,49	0,00	0
15/04/2020	HALTE GARDERIE DES GLACIS ELECTRICITE	506,88	0,00	0
15/04/2020	CUISINE CENTRALE REPROGRAMMATION TELEPHONE	145,86	0,00	0
15/04/2020	LOGES 2000 CHAUVIER LOGES 2000 SOLS	2 989,58	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE HBI SPS	2 033,20	0,00	0
15/04/2020	HALTE GARDERIE DES GLACIS ACCUEIL	10 773,57	0,00	0
15/04/2020	HALTE GARDERIE GLACIS DORTOIRA	723,85	0,00	0
15/04/2020	MUSEE - LOT2 - DGD -	1 007,28	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROTpose d'un miroir	579,81	0,00	0
15/04/2020	ARMOIRES ELECTRIQUES SALLE DE SPECTACLE	4 789,93	0,00	0
15/04/2020	CREATION DE 6 OUVERTURES	5 776,68	0,00	0
15/04/2020	LOGES MAISON DU PEUPLE	8 287,66	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE LOGES	20 843,45	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
15/04/2020	GYMNASE PARROT MESURES CONSRVATOIRES SUR COUVERTURE	4 649,07	0,00	0
15/04/2020	FOURNITURE ET POSE DE DEUX VOLETS	1 658,85	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE	16 430,04	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE	2 021,79	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE(REPORT)MAISON	820,48	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE EXTENSION LOGES	1 185,14	0,00	0
15/04/2020	EXTENSION DES LOGES DEPLACEMENT DE LIGNES	1 913,34	0,00	0
15/04/2020	TRAVAUX SECURITE ASCENSEURS MAISON DU PEUPLE	571,69	0,00	0
15/04/2020	TRAVAUX SECURITE ASCENSEURS MAISON DU PEUPLE	754,45	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE LOGES PEINTURE PORTE ET VOLET	380,09	0,00	0
15/04/2020	EXTENSION DES LOGES ADAPTATION RESEAU GAINE	4 453,76	0,00	0
15/04/2020	STADE LE MONT	3 948,77	0,00	0
15/04/2020	CENTRE CULTUREL DES GLACIS CYBERCENTRE	6 337,60	0,00	0
15/04/2020	TX CLOISON WC 8RM	369,41	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNETCHARPENTE	2 786,68	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET TRAVAUX	4 315,37	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET	542,89	0,00	0
15/04/2020	CRECHE GLACISCRECHE DES GLACIS	3 976,93	0,00	0
15/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	1 709,27	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE	754,94	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET	1 755,21	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT	2 387,79	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET	490,72	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT	470,59	0,00	0
15/04/2020	FOURNITURE ET POSE D UN REVETEMENT	4 642,05	0,00	0
15/04/2020	REALISATION MASSIF BETON	676,39	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE EXTENSION DES LOGES	6 651,11	0,00	0
15/04/2020	CRECHE GLACIS CLOTURE	5 110,02	0,00	0
15/04/2020	F ET POSE MAT + 3 PAVOIES 8 RM	4 907,37	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PIERRE BONNET PRISE ESCALADE	596,22	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BUFFET RAIL D AGRES	1 509,51	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT ECLAIRAGE SALLE	17 803,29	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT ALIMENTATION CADRAN	733,15	0,00	0
15/04/2020	CENTRE SOCIO CULTUREL GLACIS	507,10	0,00	0
15/04/2020	STADE LE MONT TRAVAUX VESTIAIRE	663,78	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET	587,57	0,00	0
15/04/2020	STADE DU MONT	3 385,13	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET	5 635,52	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT MARQUAGE AU SOL	6 024,67	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT PORTE METALLIQUE	2 687,12	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT SUPPORT MURAL	2 975,65	0,00	0
15/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	164,09	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE	984,03	0,00	0
15/04/2020	TOITURE RESTOS DU COEUR	848,41	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE PARROT	174,62	0,00	0
15/04/2020	CHAPELLE DE BRASSE ELECTRICITE	11 279,48	0,00	0
15/04/2020	MAISON DU PEUPLE VITRINES EXTERIEURES ECLAIREES	1 638,52	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE DOUBLAGE DES MURS	3 829,54	0,00	0
15/04/2020	GYMNASE BONNET TRAVAUX	2 284,23	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE TRAVAUX	867,60	0,00	0
15/04/2020	CRECHE VOLTAIRE MAIN D OEUVRE	1 267,76	0,00	0
15/04/2020	COPIEUR TOSHIBA UE STUDIO 2K7 550 SERIE CNJJ39569	2 166,80	0,00	5
15/04/2020	COPIEUR TOSHIBA UE STUDIO 2K7 550 SERIE CNJJ39589	2 166,80	0,00	5
15/04/2020	COPIEUR TOSHIBA 5215 AC SERIE CNJJ 39697	2 166,80	0,00	5
16/04/2020	TRAVAUX PLATRERIE PEINTURE ECOLE D ART JACOT	18 043,75	0,00	0
16/04/2020	TRAVAUX D AMENAGEMENT SALLES D EXPOSITION	13 693,52	0,00	0
16/04/2020	ECOLE D ART TRAVAUX DE PEINTURE	394,68	0,00	0
16/04/2020	GRILLES DE VENTILATION GRANDE SALLE	396,12	0,00	0
16/04/2020	CATPHOTOCOPIES	187,50	0,00	0
16/04/2020	ESCALIER ACCES AU LION	1 071,62	0,00	0
16/04/2020	Salle Fêtes/Ascenseur - Lot 2/	3 151,62	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE OPC/MARCHE VOSGES	1 094,10	0,00	0
16/04/2020	ECOLE D'ART GERARD JACOT ESPACE EXPOSITION	2 148,49	0,00	0
16/04/2020	F ET P SIRENE ALARME ECOLE D ART	610,92	0,00	0
16/04/2020	PORTE DE BRISACH RESTAURATION	2 680,07	0,00	0
16/04/2020	GYMNASE THURHNERR	4 473,63	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE OPC/MARCHE VOSGES	273,52	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
16/04/2020	GYMNASE IUT PROTECTION MECANIQUE EMBASE DE CHEMINEE	491,26	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY FACADE OUEST HONORAIRES	3 277,04	0,00	0
16/04/2020	TRAVAUX GYMNASE IUT	913,45	0,00	0
16/04/2020	TR04 GYMNASE FRITSCH IUT	11 635,96	0,00	0
16/04/2020	TR04 GYMNASE THURNHERR RUE ERNEST RENAN	13 116,34	0,00	0
16/04/2020	TR04 BASE DE SECTEUR RUE DES TANNEURS	14 158,68	0,00	0
16/04/2020	TR04 CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	8 919,40	0,00	0
16/04/2020	TR04 SALLE DES FETES	18 767,19	0,00	0
16/04/2020	TR04 ECOLE D' ART JACOT/CORNE DE L ESPERANCE	21 787,46	0,00	0
16/04/2020	TR04 CRECHE FRERY 10 RUE FRERY	23 512,08	0,00	0
16/04/2020	TR04 MARCHE FRERY RUE FRERY	26 431,10	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE S CHRISTOPHE	957,59	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE SAINT CHRISTOPHE	6 934,70	0,00	0
16/04/2020	GAZ MARCHE FRERY	18 386,42	0,00	0
16/04/2020	INSTALLATION TELEPHONIQUE CHATEAU	452,18	0,00	0
16/04/2020	PERCEMENT MUR ET VOUTE POUR PASSAGE CABLE	2 507,02	0,00	0
16/04/2020	DEPOSE CROIX	3 410,19	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY LOT 2 MACONNERIE	9 886,97	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	4 668,26	0,00	0
16/04/2020	GYMNASE IUT PORTES DE SORTIE DE SECOURS	3 351,50	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY OUEST	4 129,17	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU DE BELFORT	2 209,83	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY FACADE OUEST	1 361,27	0,00	0
16/04/2020	MARHE FRERY FACADE OUEST	1 362,00	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	629,04	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	25,87	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU MUSEE	4 557,48	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	17 788,57	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	5 455,16	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	1 157,00	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU DE BELFORT	3 378,12	0,00	0
16/04/2020	GYMNASE IUT	1 135,93	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	2 282,10	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	2 461,89	0,00	0
16/04/2020	GYMNASE IUT	12 179,70	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	912,08	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	3 821,07	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	3 399,52	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	4 270,73	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	905,12	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	4 135,22	0,00	0
16/04/2020	PHOTOCOPIES DIVERSES MARCHE VOSGES	160,39	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	12 358,19	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	1 888,93	0,00	0
16/04/2020	ESPERANCE ENCART TAXI	1 756,53	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	217,33	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	10 885,48	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	2 847,15	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	472,60	0,00	0
16/04/2020	CONFORMITE PORTES DEPOT TANNEUR	984,94	0,00	0
16/04/2020	SALLE DES FETES	716,03	0,00	0
16/04/2020	INSTAL. ALARME INTRUSION MUSEE DU CHATEAU	6 837,34	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU DE BELFORT REGULATEUR CHAUFFAGE	676,99	0,00	0
16/04/2020	PARVIS ECOLE GERARD JACOT	1 495,10	0,00	0
16/04/2020	MUSEE DU CHATEAU	6 481,80	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU DE BELFORT	5 570,96	0,00	0
16/04/2020	CC BARRES ET MONT	160,53	0,00	0
16/04/2020	CRECHE FRERY	876,60	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU	2 608,07	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU DE BELFORT	3 792,44	0,00	0
16/04/2020	REALISATION REGARD DANS WC TANNEURS	1 471,40	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU DE BELFORT	5 469,87	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY FACADE OUEST	3 334,41	0,00	0
16/04/2020	LION BANQUE D'ACCUEIL	1 576,37	0,00	0
16/04/2020	CC BARRES ET MONT	17 446,88	0,00	0
16/04/2020	GYMNASE IUT INSTALLATION DUNE SONNETTE	300,94	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	30 837,21	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU PORTE ACCES	656,38	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU SERRURERIE	3 407,73	0,00	0
16/04/2020	TRAVAUX GYMNASE FRITSCH	10 057,78	0,00	0
16/04/2020	MUSEE F ET P GRILLE DS FOSSE	583,45	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
16/04/2020	MARCHE FRERY	2 657,85	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU DE BELFORT	12 097,53	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	4 105,50	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	209,90	0,00	0
16/04/2020	GYMNASE FRITSCH	10 578,37	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	4 740,71	0,00	0
16/04/2020	CCBM	2 411,65	0,00	0
16/04/2020	ESCALIER ACCES AU LION	14 714,75	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	11 675,99	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	3 030,99	0,00	0
16/04/2020	MARCHE HONORAIRES QUAI VAUBAN	737,97	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	1 381,76	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	572,20	0,00	0
16/04/2020	CENTRE CULTUREL BARRES ET MONT	506,89	0,00	0
16/04/2020	AVIS INSERTION M.OEUVRE VOSGES	926,60	0,00	0
16/04/2020	AVIS INSERTION M.OEUVRE VOSGES	851,58	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	1 085,40	0,00	0
16/04/2020	MARCHE	1 171,78	0,00	0
16/04/2020	MARCHE	887,51	0,00	0
16/04/2020	CC DES BARRES ET DU MONT LOCAL COUPE FEU	2 665,28	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY RESTAURATION DE LA FACADE	1 621,56	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU DE BELFORT MACONNERIE DE PIERRE	6 715,47	0,00	0
16/04/2020	MUSEE DU CHATEAU SERRURE SECURITE CHATEAU	672,37	0,00	0
16/04/2020	FOURNITURE CLES SUP PORTE ACCES CHATEAU	170,05	0,00	0
16/04/2020	CRECHE FRERY PORTES COUPE-FEU	719,65	0,00	0
16/04/2020	PUBLICATION EST REPUBLICAIN MAITRE OEUVRE MARCHE VOSGES	1 578,61	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY MESURES CONSERVATOIRES	7 951,98	0,00	0
16/04/2020	FOURN. ET POSE CABLES INFORMATIQUES	541,36	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	170,48	0,00	0
16/04/2020	PUBLICATION MARCHE M.OEUVRE	387,18	0,00	0
16/04/2020	CHATEAU GALERIE HAXO HAUTES	1 774,06	0,00	0
16/04/2020	CRECHE FRERY HABILLAGE CAISSON	762,25	0,00	0
16/04/2020	LION DE BELFORT MISE EN SECURITE	37 598,98	0,00	0
16/04/2020	CRECHE FRERY CONFORMITE GAZ	791,86	0,00	0
16/04/2020	INSTAL. TEMPORISATION LION DE BELFORT	248,95	0,00	0
16/04/2020	FOURN. ET POSE CABLAGE VIDEO CHATEAU	3 938,66	0,00	0
16/04/2020	TX SUP VIDEO CHAR MARTIN TRAVAUX CABLAGE	182,39	0,00	0
16/04/2020	TRAVAUX SECURITE ST CHRISTOPHE	3 408,76	0,00	0
16/04/2020	TRAVAUX SECURITE ST CHRISTOPHE	3 158,73	0,00	0
16/04/2020	GYMNASE THURNHERR FERME PORTE	91,25	0,00	0
16/04/2020	SALLE DES FETES FOURNITURE ET POSE DE FAUTEUILS	13 857,01	0,00	0
16/04/2020	POSE CAMERA CHAR MARTIN	364,66	0,00	0
16/04/2020	SALLE DES FETES CONFORMITE	4 830,13	0,00	0
16/04/2020	ROVIL - Tirage plans DCE	199,60	0,00	0
16/04/2020	Ascenseur Salle des Fêtes - BO	209,16	0,00	0
16/04/2020	Ascenseur S des Fêtes - INGB s	1 984,47	0,00	0
16/04/2020	Ascenseur S des Fêtes - INGB é	1 204,08	0,00	0
16/04/2020	ASCENCEUR SALLE DES FETES EDF	1 002,81	0,00	0
16/04/2020	CATHEDRALE ST CHRISTOPHE	1 090,15	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	13 187,10	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	28 867,85	0,00	0
16/04/2020	ASCENCEUR SALLE DES FETES INGB CHAUFFAGE	320,50	0,00	0
16/04/2020	ASCENCEUR SALLE DES FETES SOCOTEC	1 166,10	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	1 021,41	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE OPC	1 823,90	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE CTC	454,48	0,00	0
16/04/2020	SALLE DES FETES ASCENCEUR	19 365,03	0,00	0
16/04/2020	MARCHE FRERY	188,34	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	813,30	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	2 185,69	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	5 405,28	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE	7 490,69	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE MAITRISE OEUVRE	5 473,97	0,00	0
16/04/2020	VOSGES MAITRISE OEUVRE CIAL BET	864,31	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE MAITRISE OEUVRE	3 025,09	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE MAITRISE OEUVRE	2 448,88	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE MAITRISE OEUVRE	9 507,43	0,00	0
16/04/2020	ACCESSIBILITE SALLE DES FETES	490,36	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	1 846,14	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
16/04/2020	SALLE DES FETES NETTOYAGE GAINE VENTILATION SUITE TRAVAUX ASCENCEUR	2 368,08	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	1 662,44	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	2 364,20	0,00	0
16/04/2020	ASCENCEUR SALLE DES FETES	1 166,10	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	97,17	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	102,28	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	4 684,22	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	246,54	0,00	0
16/04/2020	SEPARATION DIRECTION / SECRETARIAT	5 186,59	0,00	0
16/04/2020	ASCENCEUR SALLE DES FETES	523,29	0,00	0
16/04/2020	TX SECURITE (MACONNERIE) POUR VISITES	869,80	0,00	0
16/04/2020	TX MACONNERIE MONTEE DU CHATEAU PAVES	1 802,50	0,00	0
16/04/2020	SALLE CYBERCENTRE	1 260,68	0,00	0
16/04/2020	Extincteurs Salle des Fêtes -	134,19	0,00	0
16/04/2020	ENSEMBLE DE PLAQUES ASCENCEUR	512,13	0,00	0
16/04/2020	TRAVAUX DE SECURITE SERRURERIE	14 244,00	0,00	0
16/04/2020	MARCHE ROSACES	1 786,82	0,00	0
16/04/2020	CRECHE FRERY	1 585,01	0,00	0
16/04/2020	MARCHE	1 768,85	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Chaudey	1 874,45	0,00	0
16/04/2020	INSTALLATION D'UN CLIMATISEUR	1 872,45	0,00	0
16/04/2020	PLAQUES SIGNALETIQUES INTERIEURES	634,84	0,00	0
16/04/2020	Ascenseur Salle des fêtes - MO	143,52	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	1 223,51	0,00	0
16/04/2020	ECOLE D'ART GERARD JACOT	4 116,63	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE SPS	231,07	0,00	0
16/04/2020	MISSION GLOBALE CTC	464,04	0,00	0
16/04/2020	AMENAGEMENT GYMNASE FRITSCH	1 858,49	0,00	0
16/04/2020	PURGE FALAISE DU LION	1 094,34	0,00	0
16/04/2020	CREATION CYBERCENTRE ET BUREAU DE DIRECTION	1 149,48	0,00	0
16/04/2020	REMISE EN CONFORMITE BUREAU DE DIRECTION	3 220,42	0,00	0
16/04/2020	CREATION CYBERCENTRE	2 982,16	0,00	0
16/04/2020	Salle des Fêtes - Ascenseur -	10 427,33	0,00	0
16/04/2020	Ascenseur Salle des Fêtes - AP	538,20	0,00	0
16/04/2020	ASCENCEUR SALLE DES FETES - L4	5 930,80	0,00	0
16/04/2020	M.O/MARCHE VOSGES- AC 2 -	4 161,49	0,00	0
16/04/2020	M.O/MARCHE VOSGES - AC 2	3 041,09	0,00	0
16/04/2020	VOSGES MAITRISE OEUVRE CIAL BET	480,17	0,00	0
16/04/2020	M.O/MARCHE VOSGES - AC 2 -	1 680,61	0,00	0
16/04/2020	M.O/MARCHE VOSGES - AC 2 -	1 360,49	0,00	0
16/04/2020	M.O/MARCHE VOSGES - AC 2 -	5 281,91	0,00	0
16/04/2020	ECOLE D'ART GERARD JACOT	653,73	0,00	0
16/04/2020	GYMNASE FRITSCH (IUT)	2 127,33	0,00	0
16/04/2020	TRAVAUX D AMENAGEMENT DES ESPACES	10 046,40	0,00	0
16/04/2020	CRECHE VOLTAIRE MISE EN PEINTURE PORTES LINGERIE	249,32	0,00	0
17/04/2020	STADE ETIENNE MATTLER INTERPHONE	1 516,56	0,00	0
17/04/2020	INFORMATIQUE - L6/ECOLES -	24 291,87	0,00	0
17/04/2020	SERRES MUNICIPALES	3 114,50	0,00	0
17/04/2020	EXTENSION IMMEUBLE 4 VENTS	1 598,76	0,00	0
17/04/2020	LOCAL 4 VENTS	1 477,30	0,00	0
17/04/2020	FOURNITURE ET POSE PORTE SECTIONNELLE	3 193,68	0,00	0
17/04/2020	INSTALLATION DE JARDINIERE	1 209,68	0,00	0
17/04/2020	BOULODROME TRAV TOITURES	6 355,24	0,00	0
17/04/2020	TR 03 INV 2132 STADE ETIENNE MATTLER	15 080,25	0,00	0
17/04/2020	STADE DE LA MECHELLE RUE DE VESOUL	9 851,24	0,00	0
17/04/2020	CENTRE BERREUR-DECARREAU 23 RUE MICHELET	20 275,40	0,00	0
17/04/2020	TR 03 INV 2144 STADE THURNHERR	959,83	0,00	0
17/04/2020	TR04 ATELIERS VOIRIE 2 RUE DES CARRIERES	37 208,73	0,00	0
17/04/2020	TR04 SITE LOUIS FAIDHERBE ATELIERS MUNICIPAUX	3 075,11	0,00	0
17/04/2020	TR04 SERRE MUNICIPALES 1 RUE DES CARRIERES	4 697,69	0,00	0
17/04/2020	TR04 STADE ETIENNE MATTLER	54 233,33	0,00	0
17/04/2020	TR04 STADE DE LA MECHELLE RUE DE VESOUL	11 241,29	0,00	0
17/04/2020	TR04 CENTRE CULTUREL BELFORT N	16 804,33	0,00	0
17/04/2020	TR04 CENTRE CULTUREL PEPINIERE	79 610,51	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - AC 1 LOT 1	27 660,39	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC 3 LOT 6	7 676,42	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC2 LOT 7	6 750,75	0,00	0
17/04/2020	VERITAS SPS	437,59	0,00	0
17/04/2020	PLANS 3 RUE DOREY	48,43	0,00	0
17/04/2020	BOULODROME TRAVAUX PEINTURE	2 379,39	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC01 LOT 04	6 786,30	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC02 LOT 05	9 416,12	0,00	0
17/04/2020	SERRES ADMINISTRATION POSE DE FLUOS	83,56	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC04 LOT10	5 686,51	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC 5 LOT 10	7 286,76	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC 1 LOT 12	5 115,11	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC 1 LOT 11	3 915,66	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC 1 LOT 9	26 626,01	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC 3 LOT 7	10 974,88	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE AC 3 LOT 5	4 793,57	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE WILLIG	1 403,49	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	701,13	0,00	0
17/04/2020	FOURNITURE ET POSE PORTAIL	2 286,73	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	2 386,14	0,00	0
17/04/2020	POSE 1 PRISE RJ45 EDUCATION	457,34	0,00	0
17/04/2020	POSE CAND 82/35 FORUM	165,54	0,00	0
17/04/2020	CLS/P PAYOT/N051	5 852,58	0,00	0
17/04/2020	BUT MULTISPORT	6 866,72	0,00	0
17/04/2020	TX TEL SIGNALISATION NX EMBAUCHES	418,23	0,00	0
17/04/2020	TX TEL NX EMBAUCHES SIGNALISATION	1 524,49	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - ac 2 - lot 11	1 744,26	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 2 - lot 4	21 716,25	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 2 - lot 1	44 431,10	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 1 - lot 8	14 086,12	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - METTEY 01	319,39	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 4 - lot 7	5 510,89	0,00	0
17/04/2020	CONFORMITE PORTES SMGPAP	1 786,82	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 4 - Lot 5	2 061,36	0,00	0
17/04/2020	RJ 45 - SCES TECHN- PERMIS- UR	930,85	0,00	0
17/04/2020	ATELIERS VOIRIE - MISSION SPS	437,59	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - EXTINCTEURS	666,41	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 5 - Lot 3	15 538,34	0,00	0
17/04/2020	ATELIERS VOIRIE RUE DES CARRIERES CHAUFFAGE BATIMENT SIGNALISATION	4 595,62	0,00	0
17/04/2020	CC BELFORT NORD	3 635,64	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - METTEY	288,44	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - SERRURERIE	609,04	0,00	0
17/04/2020	2 RUE HOCHE BRULEUR	1 097,01	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - SIGNALETIQUE	835,07	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLER	635,11	0,00	0
17/04/2020	LEVE POPO SQUARE USHUAIA	676,55	0,00	0
17/04/2020	LEVE TOPO SQUARE SCHMIDT	445,65	0,00	0
17/04/2020	LEVE TOPO ESPERANCE	661,85	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	393,24	0,00	0
17/04/2020	BOAMP FRERY	216,63	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	4 573,49	0,00	0
17/04/2020	STADE DE LA MECHELLEClôture	656,38	0,00	0
17/04/2020	PRISE RJ45 SUPPLEMENTAIRE	211,73	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	831,76	0,00	0
17/04/2020	CCBN	11 213,24	0,00	0
17/04/2020	CONTROLE TECHNIQUE SERRES	2 352,04	0,00	0
17/04/2020	CLS/TEP/PARANT/CRECHE/F+P MATERIEL	6 507,34	0,00	0
17/04/2020	CLS/TEP/MADRID MIFE/F+P MATERIEL	4 315,76	0,00	0
17/04/2020	MARSEILLE ESP.VERTS	1 852,46	0,00	0
17/04/2020	CRECHE DES BONS ENFANTS TRAVAUX DE PEINTURE	2 286,80	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	5 338,88	0,00	0
17/04/2020	FOURN ET POSE STORES BUREAU LEBERT	504,87	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE -	7 855,03	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE MAIRIE DALLE BETON POUR CLIM INFORMATIQUE	791,40	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE MAIRIE BARRIERE GRILLAGEE	1 527,92	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 5 - Lot 5	2 011,69	0,00	0
17/04/2020	CC BELFORT NORD	1 418,52	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 3 - Lot 2	9 197,58	0,00	0
17/04/2020	TOUR 46 FABRICATION ET POSE DE FENETRES	3 001,13	0,00	0
17/04/2020	TOUR 46 REFECTION DES PEINTURES	4 659,60	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 3 - Lot 4	2 672,77	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 2 - Lot 12	346,42	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 4 - Lot 6	852,94	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 5 - Lot 7	2 778,26	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 2 - Lot 9	94,52	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 2 - Lot 9	7 665,05	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 6 - Lot 10	1 536,61	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 3 - Lot 11	101,61	0,00	0
17/04/2020	CCBN F ET P LUMINAIRES	328,19	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	9 195,43	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	437,59	0,00	0
17/04/2020	CC BELFORT NORD	926,35	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - METTEY FILM	603,87	0,00	0
17/04/2020	CLOISONS EXPOSITION	21 542,17	0,00	0
17/04/2020	CCBN	787,66	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE L4	1 640,81	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 3 - Lot 11	303,24	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - LOT 12 -	287,45	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - L13 -	413,42	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE MAIRIE CLIMATISATION	20 580,62	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE MAIRIE CLIMATISATION	6 097,96	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - ACOMPTE 3 LOT	10 622,82	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - ACOMPTE 3 LOT	275,05	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	11 796,69	0,00	0
17/04/2020	BATIMENT SECOURS POPULAIRE MESURES CONSERVATOIRES	4 007,23	0,00	0
17/04/2020	BOULODROME RUE LEPINE INTERVENTION SUR TOITURES	6 266,30	0,00	0
17/04/2020	TOUR 46 FOURNITURE ET POSE DE LUMINAIRES	342,77	0,00	0
17/04/2020	CREATION SDA EDUCATION	164,10	0,00	0
17/04/2020	EDUCATION FOURNITURE ET POSE DE STORE	819,57	0,00	0
17/04/2020	TROTTOIR RUE DE VALDOIE	3 268,07	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE	2 571,57	0,00	0
17/04/2020	GREP/PARANT/76/126 128 113 112	1 220,36	0,00	0
17/04/2020	CENTRE CULTUREL DE LA PEPINIERE TRAVAUX DE MACONNERIE	11 925,90	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 5 - Lot 7	23,84	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 5 - Lot 5	33,94	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 3 - Lot 2	186,35	0,00	0
17/04/2020	TEP/ARMOIRE PA 1	3 829,82	0,00	0
17/04/2020	TEP/ARMOIRE PA60	4 230,95	0,00	0
17/04/2020	TEP/ARMOIRE PA34	3 829,82	0,00	0
17/04/2020	CRECHE DES BONS ENFANTS POSE D UN DIGICODE	739,16	0,00	0
17/04/2020	CRECHE DES BONS ENFANTS POSE DE BLOCS DE SECOURS	369,73	0,00	0
17/04/2020	CRECHE DES BONS ENFANTSConform	7 128,09	0,00	0
17/04/2020	ATALIERS VOIRIE RUE DES CARRIERES CANIVEAU CHAUFFAGE	1 665,99	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE F ET P DE PC	225,25	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE MAIRIE	453,55	0,00	0
17/04/2020	CENTRE CULTUREL DE LA PEPINIERE MENUISERIE METALLIQUE	1 923,57	0,00	0
17/04/2020	CENTRE CULTUREL DE LA PEPINIERE TRAVAUX DE PEINTURE	856,95	0,00	0
17/04/2020	CENTRE CULTUREL DE LA PEPINIERE TRAVAUX ELECTRIQUES	760,31	0,00	0
17/04/2020	CC PEPINIERE CONVENTION S.P.S. BATIMENT FER	455,82	0,00	0
17/04/2020	PROTECTION EXPO PICASSO T46 VIDEOPROTECTION	556,10	0,00	0
17/04/2020	PROTECTION EXPO PICASSO T46 VIDEOPROTECTION	6 381,52	0,00	0
17/04/2020	STADE MECHELLE	1 735,52	0,00	0
17/04/2020	REFECTION TOITURE IMMEUBLE	951,76	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE ANCIEN THEATRE - WILLIG	766,70	0,00	0
17/04/2020	FOUNITURE ET POSE CAMERA	1 690,19	0,00	0
17/04/2020	TX ETANCHEITE BAT FER CC PEPINIERE TRAVAUX DE COUVERTURE	6 990,34	0,00	0
17/04/2020	CENTRE CULTUREL DE LA PEPINIERE TRAVAUX D ETANCHEITE SUR EXTENSION	8 811,14	0,00	0
17/04/2020	DIVA	1 867,96	0,00	0
17/04/2020	CARTE MICROSENS 10 MONOMODE	2 074,17	0,00	0
17/04/2020	ARMOIRE COMPAQ 9142 42 U	3 023,38	0,00	0
17/04/2020	BOULODROME ETANCHEITE VERRIERE	1 524,49	0,00	0
17/04/2020	BOULODROME ETANCHEITE VERRIERE	3 048,98	0,00	0
17/04/2020	RUE HOCHE PORTE PARQUET	3 764,94	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE MAIRIE . ANCIEN THEATRE INSTALLATION STORES	15 208,54	0,00	0
17/04/2020	ETUDES A.V.P ET EXE POUR L'ILOT DOREY	15 073,50	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE THEATRE - WILLIG	478,40	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
17/04/2020	CENTRE CULTUREL DE LA PEPINIERE TRAVAUX D EXTRACTION SUR TOITURE	1 987,39	0,00	0
17/04/2020	CCBN CHASSIS ALU CHASSIS	9 996,19	0,00	0
17/04/2020	MARCHE CONTROLE D'HORAIRES ET D ACCES	6 634,03	0,00	0
17/04/2020	FIBRE OPTIQUE ATRIA COUPURE	4 485,00	0,00	0
17/04/2020	TEP/MOULIN/ESPERANCE/DEPLACEMENT EP	4 711,56	0,00	0
17/04/2020	TEP/DUVERNOY/BC2001007	3 053,33	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLER CONFORMITE TRIBUNE	18 620,17	0,00	0
17/04/2020	ATELIERS CARRIERES CANIVEAU CHAUFFAGE	3 023,56	0,00	0
17/04/2020	CABLAGE MUSEE ART ET HISTOIRE	3 265,50	0,00	0
17/04/2020	RUE HOCHE FENETRES FACADE	4 102,40	0,00	0
17/04/2020	MAIRIE ANNEXE HALL ELECTRICITE	474,98	0,00	0
17/04/2020	RADAR SAS ENTREE MAIRIE ANNEXE	417,16	0,00	0
17/04/2020	RUE HOCHE FENETRES VOLETS	11 736,60	0,00	0
17/04/2020	CRECHE DES BONS ENFANTS PORTES COUPE FEU	1 035,41	0,00	0
17/04/2020	BANC CENTAURE CLASSIQUE EXOTIQUE	969,55	0,00	0
17/04/2020	CONVERTISSEUR MULTIMODE 10 MB	1 268,27	0,00	0
17/04/2020	WILLIG - SECRETARIAT DES SERVICES TECHNIQUES	273,13	0,00	0
17/04/2020	CLS2001/ECLAIRAGE/PARANT N°24	2 213,71	0,00	0
17/04/2020	REVISION DUVERNOY	388,15	0,00	0
17/04/2020	REVISION MOSCOU	284,22	0,00	0
17/04/2020	SECOURS POPULAIRE ALARME	1 375,40	0,00	0
17/04/2020	CASSETTES DLT IV	2 944,55	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLERSTADE MATTLER	3 462,42	0,00	0
17/04/2020	CENTRE CULTUREL BELFORT NORD	2 126,56	0,00	0
17/04/2020	POSES 2 PRISES RJ 45 - URBANIS	546,45	0,00	0
17/04/2020	CRECHE DES BONS ENFANTS TRAVAUX	2 422,62	0,00	0
17/04/2020	BOULODROME rue Lépine(REPORT)C	4 564,00	0,00	0
17/04/2020	FERMETURE EXTREMITES VOUTE 3/4	2 518,42	0,00	0
17/04/2020	CONFORMITE PORTES AUTO SERRES	310,96	0,00	0
17/04/2020	SECOURS POPULAIRE EXTINCTEURS	606,04	0,00	0
17/04/2020	CENTRE CULTUREL BELFORT NORD BLOC PORTE	1 522,45	0,00	0
17/04/2020	REFECTION COMPLETE DE LA SALLE MULTIMEDIA	3 252,71	0,00	0
17/04/2020	FOURNTIURE ET POSE DE CHASSIS	4 240,97	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE	2 817,07	0,00	0
17/04/2020	FOURNITURE ET POSE DE JAMBAGE	423,00	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE THEATRE TOTEMS MURAUX	299,00	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE	5 086,59	0,00	0
17/04/2020	ATELIER VOIRIE	5 757,70	0,00	0
17/04/2020	F ET P PANNEAUX BAS PORTE SERRES	2 288,24	0,00	0
17/04/2020	F ET P ALARME INTRUSION CCBN	990,41	0,00	0
17/04/2020	TRIBUNE MATTLER	638,15	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE MAIRIE INSTALLATION DIFFERENTIEL SUR CLIMATISEUR	953,56	0,00	0
17/04/2020	CC PEPI SALLE DE SPECTACLE ECLAIRAGE SCENIQUE	5 071,04	0,00	0
17/04/2020	FTURE ET POSE DES CHASSIS EN ALU	14 131,98	0,00	0
17/04/2020	FOURNITURE ET POSE CHASSIS	10 671,43	0,00	0
17/04/2020	F ET P PANNEAU BAS PORTE AUTO	1 746,16	0,00	0
17/04/2020	ETUDES A.V.P ET EXE POUR L'ILOT	18 771,31	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE MAIRIE RUE DE L'ANCIEN THEATRE	1 630,63	0,00	0
17/04/2020	CRECHE DES BONS ENFANTS	1 474,97	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLER BOULES LYONNAISES	10 455,60	0,00	0
17/04/2020	ANCIEN THEATRE PATIO ETANCHEITE	495,93	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLER REALISATION TERRAIN DE BOULES	12 316,33	0,00	0
17/04/2020	F ET POSE CONTACT CLIM ET ALARME INFO	883,19	0,00	0
17/04/2020	VRD SITE LOCOMOTIVE	32 428,93	0,00	0
17/04/2020	REFECTION COUVERTURE SECOURS POPULAIRE	7 128,65	0,00	0
17/04/2020	DEPOSE ET POSE DE FAUX PLAFOND	3 924,87	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLER BOULES LYONNAISES	6 800,91	0,00	0
17/04/2020	REMISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE	647,37	0,00	0
17/04/2020	ANNEXE ANCIEN THEATRE CLES	556,14	0,00	0
17/04/2020	SECOURS POPULAIRE PLANS EVACUATION	102,62	0,00	0
17/04/2020	TOUR 46	2 102,91	0,00	0
17/04/2020	RAMPES HANDICAPES BUREAU VOTE	2 138,48	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLER BOULES LYONNAISES	1 294,16	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLER STAND DE TIR	1 047,82	0,00	0
17/04/2020	SECOURS POPULAIRE ISSUE SECOURS	3 113,62	0,00	0
17/04/2020	LOCAL 4 VENTS ELECTRICITE	218,69	0,00	0
17/04/2020	MISE EN CONFORMITE PORTE SECTIONNELLE GARAGE	365,58	0,00	0
17/04/2020	F ET POSE BAC RETENTION SERRES	771,60	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLER	5 688,67	0,00	0
17/04/2020	IMMEUBLE DES 4 VENTS BUREAU B	836,43	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
17/04/2020	PARTIE MEMOIRE 17 3E T 08 BAUDIN	598 214,04	0,00	0
17/04/2020	ACQUISITION ER 15 AVENUE JEAN MOULIN	418,60	0,00	0
17/04/2020	NOUVELLES INSTALLATIONS	358,80	0,00	0
17/04/2020	NOUVELLES INSTALLATIONS	380,33	0,00	0
17/04/2020	NOUVELLES INSTALLATIONS	1 293,06	0,00	0
17/04/2020	INSTALLATIONS NOUVELLES	260,37	0,00	0
17/04/2020	REALISATION DALLAGE ATELIERS FAIDHERBE	2 555,91	0,00	0
17/04/2020	BOULES LYONNAISES STADE MLATTLER	1 277,47	0,00	0
17/04/2020	STADE MATTLERSTADE MATTLER	1 172,67	0,00	0
17/04/2020	TOPO-Stade de la Méchelle-Ecol	1 136,20	0,00	0
17/04/2020	LYCEE FOLLEREAU MISSION MO	1 069,20	0,00	0
17/04/2020	DMPC PLAN DE CESSION SITE JEAN MOULIN	864,00	0,00	0
17/04/2020	ETUDE SUR ELARGISSEMENT TROTTOIR PARVIS DU PHARE RUE KOEPFLER	360,00	0,00	0
17/04/2020	LEVE TOPOGRAPHIQUE AMENAGEMENT DE LA LIAISON GIRATOIRE AVENUE D ALTKIRCH	936,00	0,00	0
17/04/2020	PLAN TOPOGRAPHIQUE AVENUE JEAN MOULIN	1 008,00	0,00	0
17/04/2020	DELIMITATION BORNAGE PARCELLES AH 601 ET 609 75 AVENUE JEAN JAURES	1 128,00	0,00	0
17/04/2020	COMPLEMENT DELIMITATION BORNAGE PARCELLES AH 601 ET 609 75	144,00	0,00	0
17/04/2020	ETUDE REQUALIFICATION AXE RUE DE THANN/RUE DU VIEIL ARMAND	5 880,00	0,00	0
17/04/2020	BM 60 ET 207 - DMPC PLAN DE CESSION ET BORNAGE - AVENUE D'ALTKIRCH	864,00	0,00	0
18/04/2020	POSTES TELEPHONIQUES CISCO UCPHONE 7821	21 030,59	0,00	5
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	644,52	0,00	0
20/04/2020	STAND DE TIR LA MIOTTESTAND DE	15 855,99	0,00	0
20/04/2020	CENTRE DE LOISIRS VESCEMONT	7 860,39	0,00	0
20/04/2020	CENTRE DE LOISIRS ET VACANCES CHATEAU DE VESCEMONT	249,96	0,00	0
20/04/2020	STAND DE TIR DE LA MIOTTESTAND	858,25	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS	599,20	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	248,77	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE P.ARMES/SPORTS - L 10 -	5 132,83	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE DIDEROT	249,34	0,00	0
20/04/2020	TRANSFERT FRAIS D'ETUDES 1999	75 122,04	0,00	0
20/04/2020	T.I.R. VOIRIE /FOURNITURES INV 2112	55 045,38	0,00	0
20/04/2020	STAND DE TIR LA MIOTTE	2 399,94	0,00	0
20/04/2020	TR04 BAT 4 PLACE D'ARMES	59 589,19	0,00	0
20/04/2020	TR04 CITE DES ASSOCIATIONS RUE JEAN PIERRE MELVILLE	5 472,29	0,00	0
20/04/2020	TR04 BATIMENT LA CLE DES CHAMPS	1 567,39	0,00	0
20/04/2020	TR04 CENTRE AERE DU RUDOLPHE	2 942,59	0,00	0
20/04/2020	TR04 CHATEAU LEGUILLON/VESCEMONT	36 409,44	0,00	0
20/04/2020	TR04 STAND DE TIR LA MIOTTE	8 556,76	0,00	0
20/04/2020	TR04 MAISON QUARTIER CENTRE VILLE	8 301,60	0,00	0
20/04/2020	TRAV 04 CINEMA DES 4 AS	2 564,22	0,00	0
20/04/2020	2 CHAMBRES 5 LITS LEGUILLON	1 611,72	0,00	0
20/04/2020	INSTALLATION DETENDEUR DORTOIRS CHATEAU LEGUILLON	2 142,98	0,00	0
20/04/2020	BRANCHEMENT GAZ CHATEAU LEGUILLON	3 489,07	0,00	0
20/04/2020	PROTECTION LOCAL CHAUFFERIE	762,25	0,00	0
20/04/2020	VIEL ARMAND CLOTURE	7 690,27	0,00	0
20/04/2020	CENTRE AERE RUDOLPHE	1 684,72	0,00	0
20/04/2020	RECOLEMENT METROPOLITAIN RUE DE L EST	496,84	0,00	0
20/04/2020	POSE CAND 86/23 BC2001708	282,09	0,00	0
20/04/2020	CHATEAU LEGUILLON	3 944,14	0,00	0
20/04/2020	CREATION ALIM TEL RUE NOUVELLE	822,30	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	2 461,44	0,00	0
20/04/2020	CENTRE DE LOISIRS VESCEMONT VITRIFICATION DES PARQUETS	1 234,84	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS	458,37	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - WILLIG	8 936,76	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE PLACE D'ARMES -	10 731,75	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER J BREL	1 391,35	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	7 240,22	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - CHAUDEY	11 902,61	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE LEP DIDEROT POSE D URINOIRS	512,09	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE LEP DIDEROT POSE D UN MIROIR	510,52	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - WILLIG	1 139,35	0,00	0
20/04/2020	INSTALLATION TEL RUE DES NOUVELLES	2 102,07	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
20/04/2020	INSTALLATION TEL RUE DES NOUVELLES	487,55	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - ESSOR INFORMATIQUE	2 461,44	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - CLEMESSY	470,59	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS	6 397,98	0,00	0
20/04/2020	CHATEAU DE VESCEMONTRéfection	3 067,34	0,00	0
20/04/2020	CITE ASSOCIATIONS	865,57	0,00	0
20/04/2020	MEMORIAL SQUARE DU SOUVENIR	267,55	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	492,29	0,00	0
20/04/2020	IDEE	2 770,88	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS	309,96	0,00	0
20/04/2020	MAIRIE ANNEXE -	62,41	0,00	0
20/04/2020	MAIRIE ANNEXE	310,39	0,00	0
20/04/2020	MAIRIE ANNEXE - BOAMP	221,11	0,00	0
20/04/2020	MAIRIE ANNEXE -	3 032,40	0,00	0
20/04/2020	CENTRE AERE RUDOLPHE	796,56	0,00	0
20/04/2020	EPCLS/MONTBELIARD N°39	6 301,34	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS INSTALLATION GAZ SALLE REUNION 2	2 273,94	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE MACONNERIE	435,45	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE MACONNERIE	12 336,40	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE TRAVAUX D AGRANDISSEMENT	3 353,88	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE NOTE HONORAIRE	1 476,87	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE MENUISERIE ET VITRERIE	2 696,65	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE LEP DIDEROT POSE D UNE PORTE SORTIE DE SECOURS	4 705,46	0,00	0
20/04/2020	CENTRE AERE DU RUDOLPH	884,30	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE PLOMBERIE	5 335,72	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE ETANCHEITE	3 394,91	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE ELECTRICITE	2 057,47	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER J BREL	3 099,59	0,00	0
20/04/2020	MAIRIE ANNEXE -	93,84	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE -	644,72	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE -	97,33	0,00	0
20/04/2020	INSTAL LIGNES NX EMBAUCHES RUE DES NOUVELLES	114,87	0,00	0
20/04/2020	INSTALLATION TELEPHONIQUE RUE DES NOUVELLES	247,97	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE TRAVAUX SECURITE	1 566,87	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE TRAVAUX SECURITE	419,38	0,00	0
20/04/2020	VESCEMONT PEINTURE DORTOIRS	945,30	0,00	0
20/04/2020	VESCEMONT PEINTURE DORTOIRS	4 013,66	0,00	0
20/04/2020	VESCEMONT PEINTURE DORTOIRS	1 667,26	0,00	0
20/04/2020	STAND DE TIR LA MIOTTESécurité	17 494,47	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE LEP DIDEROT VITRIFICATION SALLE DE DANSE	4 681,24	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE SERRURE ANTI-PANIQUE	196,55	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE MEUBLE DE CUISINE	304,49	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - SANITAIRES	1 578,47	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE - SERRURERIE METALLIQUE	382,18	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	15 111,46	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - MENUISERIE BOIS	6 861,07	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - MENUISERIE BOIS	4 098,57	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE 4 PLACE D'ARMES - WILLI	2 713,80	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE 4 PLACE D'ARMES - WILLI	86,48	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - SANITAIRES	4 635,16	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES	3 153,44	0,00	0
20/04/2020	TRAVAUX AMENAGEMENT RESTRUCTURATION SALLES MAISON QUARTIER JACQUES BREL	6 005,55	0,00	10
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE - GROS OEUVRE	38 557,01	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE POSE D UNE ANTENNE	365,88	0,00	0
20/04/2020	TX ALARMETX ALARME	2 545,31	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - EDA CHAUFFAGE	2 283,92	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - EDA ELECTRICITE	1 681,49	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	1 640,96	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - PARIETTI	6 326,82	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - WILLIG	1 929,85	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS AMENAGEMENT SALLE DE REUNION	5 284,26	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	2 122,45	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - SAPIN - PLANCHER	1 367,47	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE REPRISE ESPACES VERTS	3 016,82	0,00	0
20/04/2020	BAIE INFORMATIQUE	1 879,51	0,00	0
20/04/2020	STAND DE TIR LA MIOTTEAuvent a	5 994,98	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS REALISATION D UNE SALLE DE REUNION	4 550,93	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS REALISATION D UNE SALLE DE REUNION	3 635,90	0,00	0
20/04/2020	CITE ASSOCIATIONS POSE D UNE PORTE SALLE DE REUNION	1 577,15	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - ELECTRICITE	17 742,77	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - RUI	4 072,38	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - SAPIN	911,65	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES	5 119,49	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE -GROS OEUVRE	1 743,37	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - FAUX PLAFONDS	3 385,89	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - ALBIZZATTI	361,01	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - CHAUFFAGE	39 218,52	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE RAMPE HANDICAPE	12 225,89	0,00	0
20/04/2020	DEMOLITION ET REHABILITATION CAVES/GRENIERS RUE NOUVELLES	9 116,45	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - PEINTURE	8 517,02	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - PEINTURE	9 343,06	0,00	0
20/04/2020	CENTRE DE LOISIRS VESCEMONT VOLETS ROULANTS	6 365,11	0,00	0
20/04/2020	CENTRE DE LOISIRS ET VACANCES VITRIFICATION DES PARQUETS	1 372,04	0,00	0
20/04/2020	CENTRE DE LOISIRS VESCEMONT MENUISERIE DORTOIRS	3 094,60	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE CREATION BRANCHEMENT D EAU	2 209,94	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATION BATIMENT A CREATION D UNE OUVERTURE	789,36	0,00	0
20/04/2020	CENTRE DE LOISIRS ET VACANCES	990,90	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE DIDEROT SINISTRE SECURITE GROS OEUVRE	29 359,80	0,00	0
20/04/2020	PMI DIDEROT SINISTRE TRAVAUX SECURITE	1 624,89	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE MACONNERIE DIVERS	3 001,96	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS	304,90	0,00	0
20/04/2020	STAND DE TIR DE LA MIOTTECHAUD	2 573,67	0,00	0
20/04/2020	PMI GYMNASE DIDEROT INSTALLATION PLOMBERIE	1 412,30	0,00	0
20/04/2020	CENTRE CULTUREL JACQUES BREL TUYAU DESCENTE EP	783,19	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE DIDEROT SINISTRE ETANCHEITE	16 503,60	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS	1 527,83	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE - REZ DE CHAUSSEE	9 310,49	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D ARMES	4 659,85	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D ARMES	5 797,39	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D ARMES	1 557,09	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D ARMES	5 388,18	0,00	0
20/04/2020	CHAUDEY - C.I.D.	3 868,13	0,00	0
20/04/2020	CAGE D ESCALIER	4 465,48	0,00	0
20/04/2020	WILLIG - DAJR	232,25	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D ARMES	2 257,65	0,00	0
20/04/2020	EDF GDF BRANCHEMENT GAZ	1 312,78	0,00	0
20/04/2020	D'ANIELLO - SECRETARIAT D ASSEMBLEES	264,38	0,00	0
20/04/2020	D'ANIELLO - ANNEXE PLACE D ARMES	2 087,67	0,00	0
20/04/2020	D'ANIELLO - Annexe pl. d'Armes	160,26	0,00	0
20/04/2020	BOUREZG - STORES ANNEXE 4 PLACE D ARMES	5 674,63	0,00	0
20/04/2020	E.S.I. ANNEXE PLACE D ARMES	1 485,93	0,00	0
20/04/2020	RUI CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3 761,42	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	3 592,43	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	4 484,86	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	11 283,61	0,00	0
20/04/2020	WILLIG - ANNEXE PLACES D ARMES	14 692,68	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE - GROS OEUVRE	2 121,07	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES - Lot 9 S	4 414,55	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	795,34	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	837,20	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	189,08	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	6 474,23	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	1 280,75	0,00	0
20/04/2020	WILLIG - ANNEXE PLACE D ARMES	1 707,13	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D ARMES	297,03	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES	3 754,84	0,00	0
20/04/2020	CITE DES ASSOCIATIONS	10 016,22	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D'ARMES -	2 319,59	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE COTE INTERIEUR	1 527,89	0,00	0
20/04/2020	M DE Q J BREL TRAVAUX DE MENUISERIE	3 449,67	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D ARMES SRP	1 835,81	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ESPACE HABITAT	3 723,46	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	361,19	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	7 020,34	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1 515,15	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	5 586,52	0,00	0
20/04/2020	EDF - GDEF BRANCHEMENT TARI JAUNE	2 589,08	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 144,26	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE - SERRURERIE	20,12	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE MAIRIE - SERRURERIE	21,17	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 896,31	0,00	0
20/04/2020	CONTROLE ACCES CABLAGE BAT. RUE NOUVELLE	2 932,86	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	8 512,76	0,00	0
20/04/2020	POSE DE 2 CHASSIS DE DESENFUMAGE	5 956,08	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	5 293,33	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	2 178,59	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	4 897,69	0,00	0
20/04/2020	CENTRE AERE RUDOLPHE PORTILLON	775,00	0,00	0
20/04/2020	CENTRE AERE DU RUDOLPHE CLOTURE	4 040,00	0,00	0
20/04/2020	CHATEAU DE VESCEMONT DORTOIRS	6 836,49	0,00	0
20/04/2020	F ET P SIRENE EXTERIEUR RUDOLPHE	483,91	0,00	0
20/04/2020	BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS	1 133,05	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	1 449,05	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	364,78	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	577,97	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	1 472,97	0,00	0
20/04/2020	CENTRE DE VESCEMONT	4 506,28	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	371,00	0,00	0
20/04/2020	ANNEXE PLACE D ARMES PLATRERIE PEINTURE	2 042,76	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE DIDEROT	3 409,80	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	131,27	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	2 407,07	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	1 547,25	0,00	0
20/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	1 982,66	0,00	0
20/04/2020	GYMNASE DIDEROT - ASSISTANCE TECHNIQUE	8 611,20	0,00	0
20/04/2020	CAISSON MITIGEUR DOUCHES	364,66	0,00	0
20/04/2020	CELLULE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	4 059,81	0,00	0
20/04/2020	CENTRE CULTUREL J BRELCENTRE C	914,94	0,00	0
20/04/2020	T.I.R. VOIRIE / FOURNITURES	52 603,21	0,00	0
21/04/2020	ECOLE EMILE GEHANT RESTAURATION SOL	3 380,00	0,00	0
21/04/2020	PLINTHES CA BARTHOLDI	300,79	0,00	0
21/04/2020	FOURNITURE ET POSE DE BLOCS PORTES ANTI FEU	2 135,64	0,00	0
21/04/2020	C/GARDE 42- M.O. HONORAIRES 1/	229,23	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42/ M.O. / TC / H	2 677,34	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE BRASSE/AM.VOIE PUBLIQUE AC 24	3 233,35	0,00	0
21/04/2020	ST CHRIST CHRISTOPHE	177,24	0,00	0
21/04/2020	MISE EN SECURITE D UN HALL D ENTREE	2 934,98	0,00	0
21/04/2020	DEPOSE ET POSE GARAGE TOLE PEPINIERE	2 727,42	0,00	0
21/04/2020	MISE EN PEINTURE DU BUREAU BARTHOLDI	4 145,41	0,00	0
21/04/2020	FOURNITURE ET POSE D UN SOL PVC	5 630,49	0,00	0
21/04/2020	RACCORD PLATRE ECOLE BARTHOLDI	189,69	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE BELLEVUE SITUATION DEFINITIVE ELECTRICITE	4 012,68	0,00	0
21/04/2020	GYMNASE IUT	913,45	0,00	0
21/04/2020	MOBLIER CUISINE L.MICHEL	249,25	0,00	0
21/04/2020	MISE NORMES.RES. SANITAIRES/EAU/DOUCHE	22 447,62	0,00	0
21/04/2020	TR 03 INV 2076 PRIM PAUL LANGEVIN/HENRI WALLON	12 654,56	0,00	0
21/04/2020	TR 03 INV 2080 STADE MICHEL BUFFET	515,28	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/04/2020	GYMNASE THURNHERR RUE E.RENAN	19 578,76	0,00	0
21/04/2020	TR04 PRIMAIRE VICTOR SCHOELCHER	10 921,20	0,00	0
21/04/2020	TR04 ECOLE MATERNELLE PAULINE KERGOMARD	5 645,40	0,00	0
21/04/2020	TR04 GROUPE SCOLAIRE JEAN MOULIN	29 591,47	0,00	0
21/04/2020	TR04 STADE MICHEL BUFFET	6 232,79	0,00	0
21/04/2020	TR04 MAISON DE QUARTIER JEAN JAURES	32 846,37	0,00	0
21/04/2020	TR04 MATERNELLE DES BARRES	9 897,50	0,00	0
21/04/2020	TR04 MATERNELLE LA MECHELLE	9 102,56	0,00	0
21/04/2020	TR04 MATER JACQUES PREVERT	229,28	0,00	0
21/04/2020	TR04 CHALET TIR A L'ARC OFFEMONT	2 359,51	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	12 799,97	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	4 980,32	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	20 200,23	0,00	0
21/04/2020	TENNIS PUBLICATION BOAMP	184,84	0,00	0
21/04/2020	TENNIS MISSION SPS	455,82	0,00	0
21/04/2020	TENNIS COUVERTS PARC DES RESIDENCES	184,84	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	2 651,36	0,00	0
21/04/2020	MAIN COURANTE BLANCHE STADE RAMBUR	1 660,11	0,00	0
21/04/2020	TRAVAUX COUVERTURE THEATRE DU PILIER	7 101,90	0,00	0
21/04/2020	STADE PIERRE DE COUBERTIN	3 063,13	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	1 679,61	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	34,28	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	2 011,52	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	678,99	0,00	0
21/04/2020	CHASSIS ALU ECOLE MATERNELLE JACQUES PREVERT	3 190,76	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	338,45	0,00	0
21/04/2020	112 AV JEAN JAURES VERRIERE GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURES	563,48	0,00	0
21/04/2020	FOURNITURE ET POSE RIDEAU METAL	2 279,11	0,00	0
21/04/2020	POSE RIDEAU METAL CONFORMITE	182,33	0,00	0
21/04/2020	CC RESI TRAVAUX	47,70	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	1 434,81	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 28	806,14	0,00	0
21/04/2020	REALISATION ET POSE ENSEMBLE TOUR 41	3 741,52	0,00	0
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE LANGEVIN POSE VMC	2 058,49	0,00	0
21/04/2020	PARKING DES 4 AS	8 565,45	0,00	0
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE LOUIS PERGAUD REPRISE DE L AUVENT	1 067,14	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	1 107,73	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	1 672,06	0,00	0
21/04/2020	P LANGEVIN MATERNELLE RACCORDEMENT VMC	141,86	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	502,95	0,00	0
21/04/2020	3 RUE DE L'ETUVE PORTE COUPE FEU ECOLE MATERNELLE BARTHOLDI	914,70	0,00	0
21/04/2020	23 RUE DE STRASBOURG FENETRES	1 535,96	0,00	0
21/04/2020	AMENAGEMENT DE WC HANDICAPES	403,68	0,00	0
21/04/2020	JACQUES PREVERT ANTI PINCE DOIGTS	410,24	0,00	0
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE LA MECHELLE - CLOTURE	1 549,80	0,00	0
21/04/2020	STADE DES 3 CHENES TOITURE AUVENT SUR TRIBUNES	186,42	0,00	0
21/04/2020	GYMNASE BONNET POSE D UN CYLINDRE	222,62	0,00	0
21/04/2020	LA MECHELLE REFECTION COUR	13 356,51	0,00	0
21/04/2020	LA MECHELLE TAILLE HAIE	599,86	0,00	0
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL PEINTURE	5 529,44	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	1 352,88	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42	15 562,31	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	1 404,55	0,00	0
21/04/2020	LA MECHELLE PORTILLON	1 640,96	0,00	0
21/04/2020	LA MECHELLE PORTAIL	2 570,84	0,00	0
21/04/2020	STAND DE TIR A L'ARC	2 454,18	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	747,55	0,00	0
21/04/2020	4 RUE ROME ZINGUERIE	262,21	0,00	0
21/04/2020	RESTAURANT DES BARRES - GROS OEUVRE	1 482,07	0,00	0
21/04/2020	STAND DE TIR A L'ARC	581,05	0,00	0
21/04/2020	CG42	253,98	0,00	0
21/04/2020	CG 42	433,76	0,00	0
21/04/2020	LA MECHELLE COUR	273,49	0,00	0
21/04/2020	ECOLE BARTHOLDI PRIMAIRE TRAVAUX SECURITE	1 447,69	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 28	7 840,15	0,00	0
21/04/2020	REFECTION ALLEES DE CIRCULATION	4 529,35	0,00	0
21/04/2020	FRESQUE MECHELLE TRANCHE CONDITIONNELLE	7 456,06	0,00	0
21/04/2020	CG28	1 093,97	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/04/2020	CONTRE GARDE 28	4 266,13	0,00	0
21/04/2020	SERRES RUE DE MULHOUSE	224,63	0,00	0
21/04/2020	FRESQUE MECHELLE TRANCHE CONDITIONNELLE	392,43	0,00	0
21/04/2020	FRESQUE MECHELLE TRANCHE CONDITIONNELLE	1 203,54	0,00	0
21/04/2020	BARTHOLDI MATERNELLE SDIS	728,40	0,00	0
21/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE HONORAIRE	546,99	0,00	0
21/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE HONORAIRE	492,29	0,00	0
21/04/2020	PARKING DES 4 A SPAIEMENT NOTE HONORAIRE	20 100,16	0,00	0
21/04/2020	3 RUE DE L'ETUVE PORTE COUPE FEU	456,64	0,00	0
21/04/2020	2 PLACE DE L'ECOLE LOGEMENT CONCIERGE	3 055,84	0,00	0
21/04/2020	TX AMENAGEMENT PASSAGE MECHELL	1 822,54	0,00	0
21/04/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	4 177,02	0,00	0
21/04/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	11 562,31	0,00	0
21/04/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	10 439,89	0,00	0
21/04/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	3 576,38	0,00	0
21/04/2020	112 AVENUE JEAN JAURES TRANCHE 2	4 124,46	0,00	0
21/04/2020	DEPOSITOIRE CIMETIERE BELLEVUE	1 093,97	0,00	0
21/04/2020	STADE PIERRE DE COUBERTIN	5 122,57	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 28	181,92	0,00	0
21/04/2020	CG 42 TIRAGE DE DOSSIERS	202,64	0,00	0
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE BARTHOLDI INSTALLATION D UN INTERPHONE	478,10	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42	1 637,61	0,00	0
21/04/2020	CG 42	1 317,91	0,00	0
21/04/2020	MISE EN CONFORMITE APAVE	664,76	0,00	0
21/04/2020	LOUISE MICHEL RESTAU SCOLAIRE	2 010,80	0,00	0
21/04/2020	ECOLE LOUISE MICHEL RESTAU SCOLAIRE	464,97	0,00	0
21/04/2020	ETANCHEITE TOITURE ECOLE LANGEVIN	2 533,65	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42PHOTOCOPIE	17,22	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1	13 761,26	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 28 MACONNERIE DE PIERRE	2 079,21	0,00	0
21/04/2020	GYMNASE BUFFET ETANCHEITE	11 891,47	0,00	0
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE DES BARRES	2 711,46	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1	41,05	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1	105,87	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1	2,16	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42	250,09	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1	270,76	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1	709,00	0,00	0
21/04/2020	CENTRE AERE BARTHOLDI DEPOSE DE RADIATEURS	1 177,24	0,00	0
21/04/2020	ATRIA LOT05	23 192,25	0,00	25
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE DES BARRES	21 167,82	0,00	0
21/04/2020	C.C GLACIS PAIN CHAUD RADIATEURS	2 457,61	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1HONORAIRES SOLDE	1 032,13	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1 LOCAL STOCKAGE COUPE FEU	3 281,92	0,00	0
21/04/2020	STAND DE TIR A L'ARC PORTILLON EXTERIEUR	774,44	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE MISSION ETUDE FAISABILITE	933,52	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1	15,94	0,00	0
21/04/2020	TOUR 4 1	36,58	0,00	0
21/04/2020	37 A RUE DE LA PAIX TOITURE ECOLE SAINT EXUPERY	8 795,56	0,00	0
21/04/2020	MISE EN SECURITE BARTHOLDI	2 952,92	0,00	0
21/04/2020	ATRIA NOVOTEL GROS OEUVRE	16 024,03	0,00	25
21/04/2020	ATRIA LOT03	1 950,57	0,00	25
21/04/2020	ATRIA LOT05	5 100,97	0,00	25
21/04/2020	CA BARTHOLDI DEPOSE RAMPE ESCALIER	328,19	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42	29 809,34	0,00	0
21/04/2020	CG 42 HONORAIRE	398,89	0,00	0
21/04/2020	ETUDE GYMNASE DIDEROT SUITE SINISTRE	1 367,47	0,00	0
21/04/2020	ATRIA CCESADT	1 728,70	0,00	25
21/04/2020	ATRIA RACCORDEMENT CENTRALE INCENDIE	777,40	0,00	25
21/04/2020	ATRIA CREATION VENTILATION	875,18	0,00	25
21/04/2020	RESTAURANT DES BARRES -	473,34	0,00	0
21/04/2020	ATRIA LOT04	800,27	0,00	25
21/04/2020	ATRIA LOT04	42,12	0,00	25
21/04/2020	ATRIA LOT02	9 027,24	0,00	25
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE FOURNITURE ET POSE DE CARRELAGE FAIENCE	3 845,85	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE TRAVAUX DE PLOMBERIE	4 303,36	0,00	0
21/04/2020	FOURNITURE ET POSE DE CLOISON	2 997,34	0,00	0
21/04/2020	ATRIA LOT05	514,77	0,00	25
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE	1 028,15	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE	6 661,48	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE	3 621,91	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE	1 223,51	0,00	0
21/04/2020	F ET P TOTEM	828,77	0,00	25
21/04/2020	CONTRE GARDE 42	1 196,30	0,00	0
21/04/2020	STADE DES 3 CHENES	3 110,20	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE SANITAIRES ET LOCAL DE VIE	11 539,68	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE TRAVAUX ELECTRIQUES	526,24	0,00	0
21/04/2020	CG 28 RESTAURATION HONORAIRES	1 035,15	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42	16 680,62	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42(REPORT)	398,22	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42(REPORT)	9 481,52	0,00	0
21/04/2020	BARTHOLDI	971,65	0,00	0
21/04/2020	ATRIA LOT06	9 206,34	0,00	25
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE	2 174,29	0,00	0
21/04/2020	ATRIA SUIVI CHANTIER	2 734,93	0,00	25
21/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	154,98	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	15 087,50	0,00	0
21/04/2020	37 RUE DE LA PAIX RACCORDEMENT RESEAU INTERNE ECOLE ST EXUPERY	1 625,14	0,00	0
21/04/2020	STADE DES 3 CHENES	744,46	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	418,60	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	5 030,07	0,00	0
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE DES BARRES	738,41	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BRASSE	693,68	0,00	0
21/04/2020	GYMNASE BONNET RENFORT CHARPENTE	1 169,69	0,00	0
21/04/2020	37 A RUE DE LA PAIX INSTALLATION VMC	1 072,94	0,00	0
21/04/2020	ATRIA SPS	1 139,11	0,00	25
21/04/2020	TRAVAUX DE SECURITE POUR VISITES GUIDEES	6 429,91	0,00	25
21/04/2020	FOURNITURE ET POSE D UN RIDEAU	1 504,81	0,00	0
21/04/2020	CG 42 LOT 1 TC	20 045,03	0,00	0
21/04/2020	CG 42	170,96	0,00	0
21/04/2020	TRAVAUX DE CLOTURE CC	538,20	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE DE BELLEVUE	637,37	0,00	0
21/04/2020	ECOLE MATERNELLE SAINT EXUPERY	2 390,81	0,00	0
21/04/2020	ECOLE ELEMENTAIRE PERGAUD	4 329,28	0,00	0
21/04/2020	MENUISERIE ECOLE PRIMAIRE BARTHOLDI	849,16	0,00	0
21/04/2020	Réfection toiture crèche petit	12 613,46	0,00	0
21/04/2020	FAUX PLAFOND	4 084,17	0,00	0
21/04/2020	MAISON QUARTIER RUE STRASBOURG	4 937,89	0,00	0
21/04/2020	FOURNITURE ET POSE VITRAGE IMMEUBLE	909,41	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41	1 810,78	0,00	0
21/04/2020	STADE COUBERTIN	21 289,54	0,00	0
21/04/2020	117 AVENUE JAURES PORTE ENTREE	1 371,50	0,00	0
21/04/2020	ACQUISITION ECRANS ELPRO(X 6)	8 103,74	0,00	25
21/04/2020	CG 42 LOT 1 TC	1 055,00	0,00	0
21/04/2020	CG 42 LOT 1 TC	7 459,58	0,00	0
21/04/2020	CG 42 LOT 2 TF SOLDE	6 966,76	0,00	0
21/04/2020	CG42 HONORAIRES	4 296,96	0,00	0
21/04/2020	HONORAIRE POUR LE CENTRE AERE BARTHOLDI	4 664,40	0,00	0
21/04/2020	EGLISE ST-CHRISTOPHE FACADE EGLISE SAINT CHRISTOPHE	762,45	0,00	0
21/04/2020	TOUR 41 LUMINAIRE	156,92	0,00	0
21/04/2020	STADE MATTLER BOULES LYONNAISES	1 698,26	0,00	0
21/04/2020	RACCORDEMENT BOITIER AUDIO	1 355,73	0,00	25
21/04/2020	Honoraire resto HBI (mise conf	6 377,07	0,00	0
21/04/2020	FOURNITURE ET POSE DE GARDE CORPS	2 068,05	0,00	0
21/04/2020	PARQUET CA BARTHOLDI	995,67	0,00	0
21/04/2020	CONTRE GARDE 42 - TF - L1 - DG	52 044,05	0,00	0
21/04/2020	C.GARDE 42 - HONORAIRES 4/SOLDE	973,68	0,00	0
21/04/2020	DEPOSE ET REPOSE RADIATEUR	1 722,68	0,00	0
21/04/2020	T41	444,62	0,00	0
21/04/2020	TX MENUISERIE POUR BOITIER INFO	1 331,15	0,00	25
21/04/2020	ATRIA/ASCENCEUR	841,74	0,00	25
21/04/2020	BELFORT BOULEVARD KENNEDY	1 377,88	0,00	0
21/04/2020	LC/B ECHECS REMPLACEMENT DETECTEURS	1 145,77	0,00	0
21/04/2020	RESTRUCTURATION GROUPE SCOLAIRE RUCKLIN MO ATELIER 3	9 595,61	0,00	0
21/04/2020	ETUDE BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS DIAGNOSTIC AMIANTE	2 436,00	0,00	0
21/04/2020	EXTENSION CLE DES CHAMPS MO BARBOUSSA	350,28	0,00	0
21/04/2020	EXTENSION CLE DES CHAMPS MO ITINERAIRE	1 321,98	0,00	0
21/04/2020	EXTENSION CLE DES CHAMPS MO CEDER	3 240,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/04/2020	EXTENSION CLE DES CHAMPS MO BEGE	700,56	0,00	0
21/04/2020	EXTENSION CLE DES CHAMPS MO ITINERAIRES	642,18	0,00	0
21/04/2020	CIMETIERE BELLEVUE ETUDES GEOTECHNIQUES	7 596,00	0,00	0
21/04/2020	ETUDE RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN A BELFORT	1 030,20	0,00	0
21/04/2020	MO RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN ENEBAT	666,60	0,00	0
21/04/2020	MO RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN ENEBAT	969,60	0,00	0
21/04/2020	MO RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN CETEL	1 999,80	0,00	0
21/04/2020	MO RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN ES SERVICE	363,60	0,00	0
21/04/2020	MO RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN ATELIER 3D	606,04	0,00	0
21/04/2020	MO RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE RENE RUCKLIN ERCA	2 787,60	0,00	0
21/04/2020	GROUPE SCOLAIRE JAURES TOITURE SPS	96,00	0,00	0
21/04/2020	BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS ETUDE DE SOL	4 740,00	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO NR THERM	1 120,90	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO BEGE	1 120,90	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO CEDER	1 146,00	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO ITINERAIRES	5 779,54	0,00	0
21/04/2020	EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO BARBOUSSA	840,67	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO BARBOUSSA	1 587,94	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO ITINERAIRES	8 957,86	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO BEGE	2 858,28	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO CEDER	1 704,00	0,00	0
21/04/2020	ETUDE EXTENSION BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS MO NR THERM	1 905,53	0,00	0
21/04/2020	ETUDE CRECHE DES RESIDENCES ETUDE CLOISON SOUS SOL	1 464,00	0,00	0
28/04/2020	RAMPES HANDICAPES BUREAU VOTE	1 153,36	0,00	0
28/04/2020	CRECHE GLACIS	983,63	0,00	0
28/04/2020	GYMNASE BONNET	3 549,01	0,00	0
28/04/2020	CENTRE DE LOISIRS ET VACANCES	442,52	0,00	0
28/04/2020	GYMNASE BUFFET	807,30	0,00	0
28/04/2020	TRANSFERT FRAIS D'ETUDES 1999/	6 986,43	0,00	0
28/04/2020	TRANSFERT FRAIS D'ETUDES 1999	4 798,58	0,00	0
28/04/2020	ATELIER FAIDHERBE/TIR 2002/FOURNITURES	2 839,36	0,00	0
28/04/2020	AT FAIDHERBE/TIR 2002/M.O.	22 122,00	0,00	0
28/04/2020	GYMNASE PARROT /TIR 2002 /FOURNITURES	1 306,28	0,00	0
28/04/2020	GYMNASE PARROT /TIR 2002 / M.O.	5 448,00	0,00	0
28/04/2020	ATELIER CARRIERES /TIR 2002/ FOURNITURES	320,80	0,00	0
28/04/2020	AT CARRIERES /TIR 2002/ M.O.	696,00	0,00	0
28/04/2020	MAIRIE ANNEXE /TIR 2002 /FOURNITURES	4 612,93	0,00	0
28/04/2020	MAIRIE ANNEXE /TIR 2002 / M.O.	13 362,00	0,00	0
28/04/2020	GYMNASE IUT	913,45	0,00	0
28/04/2020	GYMNASE IUT	913,45	0,00	0
28/04/2020	TR04 COURTS DE TENNIS EXTERIEURS/COUVERT	22 311,31	0,00	0
28/04/2020	DEPOSE CROIX	3 410,19	0,00	0
28/04/2020	COURT DE TENNIS STADE COURTOT	2 239,00	0,00	0
28/04/2020	CENTRE DE LOISIRS ET VACANCES VITRIFICATION	1 234,84	0,00	0
28/04/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	108,49	0,00	0
28/04/2020	TENNIS MISE HORS D EAU	2 816,07	0,00	0
28/04/2020	TENNIS PUBLICATION EST REPUBLICAIN	398,21	0,00	0
28/04/2020	CHATEAUDUN PRIMAIRE CREATION BCD	3 646,58	0,00	0
28/04/2020	TRANCHE FERME	15 959,62	0,00	0
28/04/2020	TRANCHE CONDITIONNELLE	6 907,60	0,00	0
28/04/2020	CLASSE MATERNELLE VICTOR HUGO	6 147,33	0,00	0
28/04/2020	MAISON DES AINES -	523,70	0,00	0
28/04/2020	TENNIS REFECTION DE LA COUVERTURE	157 371,01	0,00	0
28/04/2020	TENNIS CONTROLE TECHNIQUE	1 340,12	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
28/04/2020	TENNIS MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE	1 340,12	0,00	0
28/04/2020	TENNIS DU PARC POSE REVETEMENT TARAFLEX	45 347,05	0,00	0
28/04/2020	COURTS DE TENNIS DE LA ZONE DES LOISIRS REFECTION TRACAGE DE JEUX	1 458,63	0,00	0
28/04/2020	COURTS DE TENNIS DE LA ZONE DE LOISIRS REFECTION TRACAGE DE JEUX	1 312,77	0,00	0
28/04/2020	TENNIS ETANCHEITE ELECTRICITE	14 967,31	0,00	0
28/04/2020	TENNIS MISSION SPS	1 195,62	0,00	0
28/04/2020	TRAVAUX DE MISE EN SECURITE BARTHOLDI	4 614,75	0,00	0
28/04/2020	TENNIS AMENAGEMENT DOUCHE DAMES	1 518,80	0,00	0
28/04/2020	TENNIS	4 299,06	0,00	0
28/04/2020	TENNIS VESTIAIRES DAMES	2 610,50	0,00	0
28/04/2020	TENNIS DU PARC RENOVATION ECLAIRAGE	11 681,93	0,00	0
28/04/2020	TENNIS DOUCHES FEMMES AMENAGEMENT FAUX PLAFOND	380,93	0,00	0
28/04/2020	TENNIS DOUCHES FEMMES FAIENCES	2 525,26	0,00	0
28/04/2020	TENNIS	842,62	0,00	0
28/04/2020	TENNIS DOUCHES DAMES MENUISERIE	4 853,60	0,00	0
28/04/2020	TENNIS DOUCHES DAMES PLOMBERIE	980,09	0,00	0
28/04/2020	TENNIS	622,17	0,00	0
28/04/2020	TENNIS INSTALLATION ALARME INCENDIE	2 139,91	0,00	0
28/04/2020	TENNIS	412,62	0,00	0
28/04/2020	TENNIS POSE D UN COFFRET	472,97	0,00	0
28/04/2020	REMISE EN ETAT ELECTRIQUE	4 749,32	0,00	0
28/04/2020	TENNIS	1 389,27	0,00	0
28/04/2020	BIBLIOTHEQUE DES 4 AS TRAVAUX DE PEINTURE	2 849,02	0,00	0
28/04/2020	TENNIS	639,34	0,00	0
28/04/2020	TENNIS TRAVAUX DE RESTAURATION	718,19	0,00	0
28/04/2020	TENNIS	1 017,03	0,00	0
28/04/2020	ETUDE TENNIS DU PARC(REPORT)	347,37	0,00	0
28/04/2020	ETUDE BIBLIOTHEQUE CLE DES CHAMPS RELEVE TOPOGRAPHIQUE	2 064,00	0,00	0
05/05/2020	TRAVAUX FORESTIERS PARCELLE AVENIR	5 383,94	0,00	0
12/05/2020	TR04 CIMETIERE DE BELLEVUE	18 680,59	0,00	10
12/05/2020	ABATTOIR MARCHE INFRA LOT N°2	2 448,49	0,00	10
12/05/2020	ABATTOIR MARCHE INFRA LOT N°2	9 278,04	0,00	10
12/05/2020	SOUS TRAITANCE PARIETTI	52 001,12	0,00	10
12/05/2020	FOURNITURE ET PLANTATION RUE BERT	8 041,63	0,00	10
12/05/2020	AMENAGEMENT DU SITE LOCOMOTIVE	7 391,67	0,00	10
12/05/2020	FOURNITURE D'UN LOT DE VEGETAUX	2 854,57	0,00	10
12/05/2020	FOURNITURE D UN LOT DE VEGETAUX	2 905,85	0,00	10
12/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES JANVIER	6 252,06	0,00	10
12/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES FEVRIER	9 725,43	0,00	10
12/05/2020	ABATTOIR MARCHE INFRA LOT N°3	7 542,37	0,00	10
12/05/2020	FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DE SOLS REVETEMENTS AMORTISSANTS POUR JEUX	18 229,98	0,00	10
12/05/2020	RENOVATION DES ESPACES VERTS	24 754,09	0,00	10
12/05/2020	CITE DES ASSOCIATIONS CREATION SALLE DE REUNION	2 883,44	0,00	10
12/05/2020	FOURNITURE ET POSE DE GRILLES A BARREAUX	7 583,78	0,00	10
12/05/2020	ABATTAGE D'ARBRES SELON MARCHE	14 514,30	0,00	10
12/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES-MARS	6 946,74	0,00	10
12/05/2020	SOUS TRAITANCE PARIETTI	37 672,82	0,00	10
12/05/2020	AMENAGEMENT ABATTOIR INFRA LOT 1	15 622,14	0,00	10
12/05/2020	AMENAGEMENT ESPACE LANGEVIN	7 034,73	0,00	10
12/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES	8 336,08	0,00	10
12/05/2020	CORBEILLES A PAPIERS OBLONGUES	3 202,29	0,00	10
12/05/2020	TX BAT DEPOSITOIRE BELLEVUE	2 848,93	0,00	10
12/05/2020	BANC CENTAURE	7 577,86	0,00	10
12/05/2020	EXHUMATION ADMINISTRATIVE MAI	4 862,72	0,00	10
12/05/2020	FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES	3 004,35	0,00	10
12/05/2020	FOURNITURE ET PLANTATION D ARBRES	2 583,36	0,00	10
12/05/2020	JARDINIERES	16 532,15	0,00	10
12/05/2020	VPA SYSTEM	5 669,18	0,00	10
12/05/2020	CIMETIERE BRASSE ESP.CINERAIRE	52 044,54	0,00	10
12/05/2020	ESPACE CINERAIRE CIMETIERE BRASSE	6 398,65	0,00	10
12/05/2020	PT2002 INV	11 354,85	0,00	10
12/05/2020	CORBEILLE BOIS EXOTIQUE TEINTEE CHENE	4 765,84	0,00	10
12/05/2020	JEU VIPITENO spécial	15 043,47	0,00	10
12/05/2020	BANC SWANN-réf 800	2 605,56	0,00	10
12/05/2020	BASIC JUNIOR J 1653	2 614,46	0,00	10
12/05/2020	AMENAGEMENT JARDIN DES 5 SENS	29 309,31	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
12/05/2020	FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DE SOLS	23 334,37	0,00	10
12/05/2020	FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DE SOLS	20 782,19	0,00	10
12/05/2020	AMENAGEMENT PISTE CYCLABLE/PARVIS MULTIPLE VRD	71 160,03	0,00	10
12/05/2020	GARDE CORPS JUSTICE	9 216,67	0,00	10
12/05/2020	CAVERNE D'ALADIN - BASIC 700	9 183,07	0,00	10
12/05/2020	AIRE DE JEUX-MECHELLE	11 270,98	0,00	10
12/05/2020	AMENAGEMENT PISTE CYCLABLE PARVIS MULTIPLE	6 111,28	0,00	10
12/05/2020	CHAINE LUDIQUE - 593 764	4 293,64	0,00	10
12/05/2020	DEMOLITION MUR DE SOUTENEMENT HATRY	30 243,25	0,00	10
12/05/2020	Revêtement CRONSTADT EUROVIA	9 063,43	0,00	10
12/05/2020	JARDINIERE DOMINO - 95X95X90	3 223,22	0,00	10
12/05/2020	MISE EN CONFORMITE DE L AIRE DE JEU	11 783,32	0,00	10
12/05/2020	Séparateurs de chaussée ROUGE	12 742,18	0,00	10
12/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES -	8 826,48	0,00	10
12/05/2020	GRILLAGE SIMPLE TORSION DV 348	2 308,38	0,00	10
12/05/2020	REALISATION DU CHEMIN PIETON	5 448,43	0,00	10
12/05/2020	AMENGT SITE LOCOMOTIVE-L2-DGD-	21 213,68	0,00	10
12/05/2020	ABATTOIR MARCHE INFRA LOT N°2	15 207,14	0,00	10
12/05/2020	RENOUV URBAIN GLACIS ACOMPTE 6	6 286,81	0,00	10
12/05/2020	AMENAGEMENT KIOSQUE	2 859,98	0,00	10
12/05/2020	PISTE CYCLABLE S/SUD-AMENGT ESPACE PUBLIC AC 305	78 391,11	0,00	10
13/05/2020	BORNES FIXES	8 772,66	0,00	10
13/05/2020	POSE TOBOGGAN HUSSON	6 580,39	0,00	10
13/05/2020	MONTAGE ET POSE DE MAISONNETTE HUSSON 92090	1 285,34	0,00	1
13/05/2020	MONTAGE ET POSE TOBOGGAN HUSSON	1 002,83	0,00	1
13/05/2020	OBTURATEUR POTEAU DESIGN	967,32	0,00	1
13/05/2020	VEGETALE RUE DU FORT-HATRY	4 269,72	0,00	10
13/05/2020	GLISSIERES/LONGRINE RUE DU FORT HATRY	3 044,30	0,00	10
13/05/2020	SOL AMORTISSANT	2 557,71	0,00	10
13/05/2020	GLISSIERE DE SECURITE FORT HATRY	16 541,04	0,00	10
13/05/2020	JARDIN DES 5 SENS LOT N° 1 - A	5 943,93	0,00	10
13/05/2020	PISTE CYC.F.HATRY/AM.VOIE PUBLIQUE AC 16	8 048,61	0,00	10
13/05/2020	PISTE CYC. F-HATRY/AM.VOIE PUBLIQUE AC 17	23 906,79	0,00	10
13/05/2020	Enrobes/FORT-HATRY-AM.VOIE PUBLIQUE AC 29	30 000,00	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE ET POSE MAIN COURANTE	2 145,62	0,00	10
13/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES -	8 090,94	0,00	10
13/05/2020	TOMBES BRASSE	3 542,34	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE VIVIBURNUM BURWOODII	762,13	0,00	1
13/05/2020	SOL COULE	2 233,53	0,00	10
13/05/2020	TRAVERSES	762,14	0,00	1
13/05/2020	AMENAGEMENT ESP LANGEVIN	335,49	0,00	1
13/05/2020	BARRE BLEUE	61,44	0,00	1
13/05/2020	CHOPIN TRX ERM	50 290,08	0,00	10
13/05/2020	CHOPIN TRAVX EJL	7 799,96	0,00	10
13/05/2020	MOP ABATTOIR C.LINDER	3 926,27	0,00	10
13/05/2020	MOP ABATTOIR ATPONT	13 266,26	0,00	10
13/05/2020	DECOMPTE N°3	6 970,44	0,00	10
13/05/2020	ENSEMBLE ACIER INOX PISTE ROLLER/SKATE	36 587,76	0,00	10
13/05/2020	JARDINIERE TYPE DOMINO	3 028,49	0,00	10
13/05/2020	CAMPING DES FORGES	641,80	0,00	1
13/05/2020	EQUIPEMENT JEUX	8 590,25	0,00	10
13/05/2020	ECLAIRAGE 10/16/RUE CHOPIN	4 674,13	0,00	10
13/05/2020	ECLAIRAGE SQUARE SCHMIDT	2 305,66	0,00	10
13/05/2020	CABINET D'UN AMATEUR	4 564,69	0,00	10
13/05/2020	MISE EN CONFORMITE DE JEUX BADGES	997,80	0,00	1
13/05/2020	LEVER ABATTOIR	12 398,37	0,00	10
13/05/2020	SQUARE SCHMIDT ECLAIRAGE	5 287,32	0,00	10
13/05/2020	CHOPIN PLAN RECOLEMENT EP	340,04	0,00	1
13/05/2020	SIGNALISATION BAUER PANNEAUX JALONNEMENT	1 144,49	0,00	1
13/05/2020	FOURNITURES DE VEGETAUX	834,41	0,00	1
13/05/2020	MISSION PAYSAGEMENT ABATTOIR	7 013,47	0,00	10
13/05/2020	MUSEE JARDOT	2 345,37	0,00	10
13/05/2020	ANALYSE DE TERRE VEGETALE	61,26	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE DE BANCS	2 422,82	0,00	10
13/05/2020	LOT DE CORBEILLE DE PROPRETE	3 890,90	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE D'UN LOT DE VEGETAUX	1 582,60	0,00	1
13/05/2020	LOT DE BANCS ET CORBEILLES LANGEVIN	6 038,74	0,00	10
13/05/2020	AVIS D ATTRIBUTION	125,69	0,00	1
13/05/2020	MOBILIER URBAIN	6 026,41	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE D'UN LOT DE VEGETAUX	4 099,17	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
13/05/2020	RUE CHOPIN	4 988,26	0,00	10
13/05/2020	VERIFICATION AIRE DE JEUX	539,69	0,00	1
13/05/2020	ACHAT DE PLANTATIONS DIVERSES	207,48	0,00	1
13/05/2020	SUPER NOVA TM XY 9022	4 284,73	0,00	10
13/05/2020	CC GLACIS	1 505,05	0,00	1
13/05/2020	PLANTATIONPLANTATION	752,31	0,00	1
13/05/2020	PREPARATION DES SOLS , TERRE VEGETALE	7 117,40	0,00	10
13/05/2020	ECLAIRAGE	2 103,69	0,00	10
13/05/2020	CC GLACIS	11 188,64	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX VOIRIE	363,17	0,00	1
13/05/2020	AMENAGEMENT 10,16 RUE CHOPIN	3 785,15	0,00	10
13/05/2020	BAUER TROTTOIR	3 214,55	0,00	10
13/05/2020	ESPACE/LANGEVIN/ECLAIRAGE	9 705,90	0,00	10
13/05/2020	MAISON DE QUARTIER J . JAURES	490,86	0,00	1
13/05/2020	TRAVAUX D ESPACES VERTS	5 580,18	0,00	10
13/05/2020	AMENAGEMENT RUE DE BRUXELLES	29 058,42	0,00	10
13/05/2020	ACCES GYMNASE COUBERTIN	3 718,18	0,00	10
13/05/2020	BAUER ENROBES	1 035,08	0,00	1
13/05/2020	BANCS SWANN BOIS EXOTIQUE	2 831,21	0,00	10
13/05/2020	SKATE PARKPOSE DE REVETEMENT STRATIFIE	11 479,98	0,00	10
13/05/2020	MISE EN SECURITE JEUX	583,53	0,00	1
13/05/2020	TX ESPACES VERTS SELON MARCHE	10 366,60	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX JARDIN DES 5 SENS	2 949,50	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX QUARTIER RESIDENCES BELLEVUE	2 124,28	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE ET PLANTATION DE 3 TILLEULS	3 270,98	0,00	10
13/05/2020	POSE D'UN EQUIPEMENT DE JEUX TOBOGGAN	147,60	0,00	1
13/05/2020	MONTAGE ET INSTALLATION JEUX	474,98	0,00	1
13/05/2020	FOURNITURE ET PLANTATION DE 2 TILLEULS	2 180,66	0,00	10
13/05/2020	RESINE POUR ENTOURAGE D'ARBRES	5 129,57	0,00	10
13/05/2020	ANNONCE AU JOURNAL OFFICIEL	209,16	0,00	1
13/05/2020	RUE LANGEVIN	6 197,66	0,00	10
13/05/2020	ESPACE LANGEVIN/ECLAIRAGE	1 406,80	0,00	1
13/05/2020	AMENAGEMENT RUE DE BRUXELLES	7 973,94	0,00	10
13/05/2020	MISE EN PLACE DES SOLS AMORTISSANTS	1 448,32	0,00	1
13/05/2020	GRAVILLONS	280,52	0,00	1
13/05/2020	FOURNITURE ET PLANTATION D'UNE HAIE	1 517,89	0,00	1
13/05/2020	DESHERBAGE QUARTIER DE LA PEPINIERE	421,64	0,00	1
13/05/2020	FERMETURE ET REOUVERTURE DU RESEAU	352,04	0,00	1
13/05/2020	POSE DE JEUX ET MOBILIERS	560,74	0,00	1
13/05/2020	POSE DE JEUX ET MOBILIERS	337,52	0,00	1
13/05/2020	POSE DE JEUX ET MOBILIERS	697,82	0,00	1
13/05/2020	POSE DE JEUX ET MOBILIERS	461,77	0,00	1
13/05/2020	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN FORET COMMUN REGENERATION FEUILLUS	5 291,43	0,00	10
13/05/2020	PLATEAU MULTISPORTS PEPINIERE	21 150,17	0,00	10
13/05/2020	REVETEMENT AMORTISSANT	3 961,10	0,00	10
13/05/2020	LANGEVIN	4 468,02	0,00	10
13/05/2020	BANC EXPRESSION BOIS EXOTIQUE	1 347,23	0,00	1
13/05/2020	CAVERNE ALADIN	4 229,12	0,00	10
13/05/2020	EQUIPEMENT MULTISPORTS	32 819,22	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE ET POSE DE CLOTURE	7 990,57	0,00	10
13/05/2020	ABATTAGE D'ARBRES EN VILLE	7 066,28	0,00	10
13/05/2020	ABATTAGE ARBRES DANS CIMETIERE	7 664,10	0,00	10
13/05/2020	AMENAGEMENT 10, 16 RUE CHOPIN	3 673,82	0,00	10
13/05/2020	ENTRETIEN REALISATION EQUIPEMENTS QUARTIER RESIDENCES	5 948,48	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE ET MISE EN PLACE DE TERRE VEGETALE	1 177,85	0,00	1
13/05/2020	POSE DE MOBILIER	1 334,92	0,00	1
13/05/2020	POSE DE MOBILIER	468,77	0,00	1
13/05/2020	CIRCULATIONS, VRD JARDIN DES 5 SENS	13 387,21	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX E V &VEGETAUX	2 388,86	0,00	10
13/05/2020	CIRCULATIONS VRD JARDIN DES 5 SENS	1 073,05	0,00	1
13/05/2020	PLATEAU MULTISPORTS	8 605,93	0,00	10
13/05/2020	FOURNITURE ET POSE DE GARDES CORPS	1 057,51	0,00	1
13/05/2020	PROFILS BOIS POUR PONTONS	4 116,12	0,00	10
13/05/2020	BOIS POUR PONTON ETANG DES FOR	12 195,92	0,00	10
13/05/2020	PAGODE ENCHANTEE M 650-BARTHOLDI	2 835,22	0,00	10
13/05/2020	MISE EN CONFORMITE PASSERELLE FORGES	4 983,99	0,00	10
13/05/2020	PLACE DE L'ABATTOIR	216,63	0,00	1
13/05/2020	PLACE DE L'ABATTOIR DOSSIERS REPRO	2 386,45	0,00	10
13/05/2020	R.AUBERT-ABATTAGE DE 4 ERABLES	2 187,95	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
13/05/2020	ENTRETIEN EQUIPEMENTS QUARTIER SUR FACADE RUE DES CARRIERES	4 249,18	0,00	10
13/05/2020	ENROBES TROTTOIRS BRUXELLES	1 026,03	0,00	1
13/05/2020	PANNEAU DE CHANTIER	424,83	0,00	1
13/05/2020	INSTALLATION RESEAU ARROSAGE	9 125,20	0,00	10
13/05/2020	AVIS D'ATTRIBUTION	104,58	0,00	1
13/05/2020	TX DE MACONNERIE BOIS BAUER	1 604,50	0,00	1
13/05/2020	DOCUMENTS TECHNIQUES-JEUX+SPORTS	39,75	0,00	1
13/05/2020	ANNONCE MARCHE	327,10	0,00	1
13/05/2020	ANNONCE MARCHE	262,82	0,00	1
13/05/2020	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN FORET COMMUN	10 422,02	0,00	10
13/05/2020	MATERIEL POUR TRAVAUX DIVERS	264,57	0,00	1
13/05/2020	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN FORET	2 026,50	0,00	10
13/05/2020	ACHAT DE MOELLONS DE GRES TAILLE	2 051,20	0,00	10
13/05/2020	PLANCHER 1.20*1.20 REF 900850	426,74	0,00	1
13/05/2020	TERRASSEMENT - BORDURAGE - JARDIN DES 5 SENS	9 158,02	0,00	10
13/05/2020	MISSION S.P.S. LANGEVIN	609,80	0,00	1
13/05/2020	TRACAGE FILAIRE ABATTOIR	76,58	0,00	1
13/05/2020	SECTEUR SUD TIRAGE DE PLAN B.30	68,92	0,00	1
13/05/2020	FOURNITURE PORTE ENTREE GROTTE DE CRAVANCHE	552,46	0,00	1
13/05/2020	BADGES DIAMETRE 7 CM-SERIGRAPHIE	863,69	0,00	1
13/05/2020	PIROUETTE REF :592415	2 065,56	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX AMENAGEMENT C.CULTUREL DES GLACIS	10 976,33	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX AMENAGEMENT CENTRE CULTUREL TX FACADE CCSRB	2 498,75	0,00	10
13/05/2020	TOBOGGAN DOUBLE REF:205410	3 770,86	0,00	10
13/05/2020	AMENAGEMENT ESPACE LANGEVIN	13 574,76	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN FORET	1 415,34	0,00	1
13/05/2020	INSTALLATION ECLAIRAGE GROTTE DE CRAVANCHE	1 502,30	0,00	1
13/05/2020	ACHAT DE TERRE VEGETALE POUR JARDIN DES 5 SENS	1 312,49	0,00	1
13/05/2020	AMENAGEMENT ESPACE CINERAIRE	749,01	0,00	1
13/05/2020	RECTIFICATIF ESPACE CINERAIRE	135,11	0,00	1
13/05/2020	FOURNITURE DE GROISE BOIS BAUER	918,94	0,00	1
13/05/2020	AMO/PLACE ABATTOIR	2 033,20	0,00	10
13/05/2020	TERRASSEMENT	9 238,61	0,00	10
13/05/2020	RESSORT A CHEVILLER M 100 COQ FARCEUR	1 166,91	0,00	1
13/05/2020	ANNONCE TRAVAUX ABATTAGE	319,99	0,00	1
13/05/2020	PANNEAUX INFO TRAVAUX ABATTOIR	2 479,67	0,00	10
13/05/2020	STABILISATION DES SOLS SOIL CEMENT	5 335,69	0,00	10
13/05/2020	COLLE POUR DALLES EPDM	182,33	0,00	1
13/05/2020	TRAVAUX HAUTS DU SALBERT	8 537,00	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX TOUR DE LA MIOTTE	3 022,77	0,00	10
13/05/2020	DISPLAY MONOFACE REF 0550204	1 384,21	0,00	1
13/05/2020	ANNONCES BOAMP ABATTOIR	126,99	0,00	1
13/05/2020	AVENANT NO1 TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES	5 928,89	0,00	10
13/05/2020	RETENUE DE GARANTIE	3 110,53	0,00	10
13/05/2020	TX AMENAGEMENT CCSRB	2 972,65	0,00	10
13/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES CIMETIERE DE BELLEVUE	8 336,08	0,00	10
13/05/2020	TRAVAUX TERRAIN VIDE DE TOUT CORPS CIMETIERE DE BELLEVUE	9 725,43	0,00	10
13/05/2020	LANGEVIN	6 649,41	0,00	10
13/05/2020	LANGEVIN	18 507,98	0,00	10
13/05/2020	LANGEVIN	8 508,55	0,00	10
13/05/2020	LANGEVIN	3 591,04	0,00	10
13/05/2020	LANGEVIN	11 446,23	0,00	10
13/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES	9 725,43	0,00	10
13/05/2020	TX ESPACES VERTS SELON MARCHE	3 910,05	0,00	10
13/05/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES- DECEMBRE	4 168,04	0,00	10
13/05/2020	ENTRETIEN EQUIPEMENTS QUARTIER LOCAL SERRES	3 914,06	0,00	10
13/05/2020	MAISONNETTE REF 92090	7 208,57	0,00	10
13/05/2020	CORBEILLES CLASSIQUE-REF 557	5 787,09	0,00	10
13/05/2020	BANC SWANN AVEC ACCOUDOIRS BOIS	3 907,06	0,00	10
13/05/2020	BAC A PALMIERS N°3	7 508,42	0,00	10
13/05/2020	JARDINIERES ROSERAIE	3 637,46	0,00	10
13/05/2020	CORBEILLE PROTO	680,84	0,00	1
13/05/2020	ENTRETIEN MOBILIER	15 244,53	0,00	10
13/05/2020	ELEMENTS DE BANCS EN BOIS EXOTIQUE	775,01	0,00	1
13/05/2020	TRAVAUX DE PEINTURE	1 188,72	0,00	1
13/05/2020	BACS A PALMIERS	20 786,12	0,00	10
13/05/2020	RELAIMENTATION ELEC. GROTTE DE CRAVANCHE	1 101,68	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
13/05/2020	8 LAURIERS NOBLE PYRAMIDE 210	1 325,08	0,00	1
13/05/2020	ABATTAGE D'ARBRES	1 600,71	0,00	1
13/05/2020	COORDINATION SPS	364,66	0,00	1
13/05/2020	FOURNITURE D'UN LOT DE VIVACES	1 347,47	0,00	1
13/05/2020	DEPLACEMENT PANNEAU 4 X 3	598,00	0,00	1
13/05/2020	ARBUSTES	828,28	0,00	1
13/05/2020	LOT DE VEGETAUX	718,49	0,00	1
13/05/2020	SONDAGE ERM	358,61	0,00	1
13/05/2020	TABLE DE PING-PONG	1 626,38	0,00	1
13/05/2020	MISE EN SECURITE EQUIPEMENT DE JEUX	1 822,70	0,00	1
13/05/2020	ABATTAGE MARRONNIER CIMETIERE DE BRASSE	711,08	0,00	1
13/05/2020	RENOVATION ESPACES VERTS	1 722,56	0,00	1
13/05/2020	PANNEAUX TRAVAUX FORT HATRY	1 411,28	0,00	1
13/05/2020	SOL ID PUZZLE 40 mm	276,28	0,00	1
13/05/2020	F ET P DESCENTES EP ECOLE ST EXUPERY	163,90	0,00	1
13/05/2020	COQ FARCEUR M 10105 OUTREMER - TABOURET	1 026,17	0,00	1
13/05/2020	M 128 JEUX SOUCOUPE VOLANTE SUR TABOURET	681,72	0,00	1
13/05/2020	DISPLAY MONOFACE REF:0550204-R	1 384,21	0,00	1
13/05/2020	MARQUAGE RUE DU FORT HATRY	1 255,32	0,00	1
13/05/2020	FOURNITURE ET POSE D UNE MAIN COURANTE	181,79	0,00	1
13/05/2020	DOSSIER FIDJI TERRITOIRE HABITAT	12,00	0,00	0
16/05/2020	STADE DES 3 CHENES AMENAGEMENT TERRAIN SYNTHETIQUE	3 120,00	0,00	0
19/05/2020	TRANSFERT FRAIS ETUDES 2000	29 648,58	0,00	0
27/05/2020	F ET POSE SERRURE FERME BARBIER	653,02	0,00	0
27/05/2020	AIRE D ACCUEIL	2 812,43	0,00	0
27/05/2020	TRAV BAT RUE 4 SEPTEMBRE (FOYER PERSONNES AGEES)	761,53	0,00	0
27/05/2020	TR04 BASE DE SECTEUR HENRI SAUSSOT	2 246,85	0,00	0
27/05/2020	TR04 BASE ESP VERT FERME BARBIER	213,47	0,00	0
27/05/2020	TR04 SITE DE L ' ARSENAL	2 214,00	0,00	0
27/05/2020	INSTALLATION TELEPHONIQUE	237,03	0,00	0
27/05/2020	POSE GRILLAGE RUE SAUSSOT	1 546,90	0,00	0
27/05/2020	TX CONFORMITE PORTES AUTOMATIQUES SAUSSOT	2 146,74	0,00	0
27/05/2020	GARIBALDI ENROBES	3 733,73	0,00	0
27/05/2020	GARIBALDI TROTTOIRS	3 442,86	0,00	0
27/05/2020	48 RUE CROIX DU TILLEUL PUBLICATION AO	328,68	0,00	0
27/05/2020	APPEL D'OFFRE CROIX DU TILLEUL REPRODUCTION DE PLANS	942,89	0,00	0
27/05/2020	AO CROIX DU TILLEUL PUBLICATION AO	526,20	0,00	0
27/05/2020	48 RUE CROIX DU TILLEUL	114,87	0,00	0
27/05/2020	BASE SECTEUR CROIX DU TILLEUL TIRAGE DE PLANS	49,13	0,00	0
27/05/2020	AIRE D'ACCUEIL	1 823,29	0,00	0
27/05/2020	IMMEUBLE CROIX DU TILLEUL PUBLICATION MARCHE	478,80	0,00	0
27/05/2020	IMMEUBLE CROIX DU TILLEUL PUBLICATION MN	109,03	0,00	0
27/05/2020	5 CROIX DU TILLEUL -	573,67	0,00	0
27/05/2020	DISJONCTEUR SUR BORNES GIPSI	4 134,13	0,00	0
27/05/2020	48 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL AVIS ATTRIBUTION	149,40	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	6 928,50	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL GROS OEUVRE	38 993,71	0,00	0
27/05/2020	2 RUE SAUSSOT ELECTRICITE MISE AUX NORMES	425,62	0,00	0
27/05/2020	CONTROLE TECHNIQUE 48 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL	1 093,97	0,00	0
27/05/2020	48 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL ABATTAGE D ARBRES	596,21	0,00	0
27/05/2020	PASSAGE DE FRANCE RAVALLEMENT	3 458,46	0,00	0
27/05/2020	AIRE D'ACCUEIL TRAVAUX D ELECTRICITE	320,90	0,00	0
27/05/2020	48 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL	4 032,39	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL CHARPENTE COUVERTURE	25 805,94	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL MENUISERIES EXTERIEURES	12 055,15	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	1 722,21	0,00	0
27/05/2020	STADE PIERRE DE COUBERTIN REMPLACEMENT FILET SUR CAGE A DISQUE	1 596,95	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL RESTRUCTURATION	2 739,48	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL RESTRUCTURATION	5 023,63	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	65,64	0,00	0
27/05/2020	BASE SECTEUR CROIX DU TILLEUL CHAUFFAGE VMC	4 885,41	0,00	0
27/05/2020	BASE SECTEUR CROIX DU TILLEUL PLATRERIE WCLOISON ISOLATION	7 331,13	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
27/05/2020	BASE SECTEUR CROIX DU TILLEUL MENUISERIES INTERIEURES	3 794,17	0,00	0
27/05/2020	BASE SECTEUR CROIX DU TILLEUL MENUISERIE METALS SERRURERIE	4 258,55	0,00	0
27/05/2020	BASE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	1 338,85	0,00	0
27/05/2020	BASE SECTEUR CROIX DU TILLEUL CHAUFFAGE	3 426,16	0,00	0
27/05/2020	48 RUE CROIX DU TILLEUL MISSION MOE	9 754,54	0,00	0
27/05/2020	48 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL HONORAIRE	6 853,73	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	1 363,02	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	40 186,59	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL MENUISERIE	3 493,43	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL MENUISERIE	6 492,08	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL PLATRERIE	1 658,92	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL PLOMBERIE	1 216,28	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL REVETEMENTS SOLS	1 481,31	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL CHAUFFAGE	4 298,44	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL ELECTRICITE	6 988,43	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL CHARPENTE	1 003,97	0,00	0
27/05/2020	INSTALLATION EPURATEUR AIR RUE SAUSSOT	2 133,25	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	799,10	0,00	0
27/05/2020	48 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL TRAVAUX	565,73	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	12 497,40	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	782,90	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	2 437,99	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	1 317,04	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	2 541,03	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	675,98	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	853,72	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	33 019,49	0,00	0
27/05/2020	48 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL CONTROLE TECHNIQUE	1 458,63	0,00	0
27/05/2020	MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE RAMPE HANDICAPE	3 010,55	0,00	0
27/05/2020	4 RUE ROME INTERPHONE	164,79	0,00	0
27/05/2020	CROIX DU TILLEUL CARRELAGE HALL ET ESCALIER	3 401,75	0,00	0
27/05/2020	STAND DE TIR A L'ARC	1 619,44	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	340,45	0,00	0
27/05/2020	CROIX DU TILLEUL	1 354,71	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	91,20	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	240,07	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	290,45	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	142,85	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	142,85	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	86,23	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	710,59	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	95,93	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	1 512,30	0,00	0
27/05/2020	CROIX DU TILLEUL	59,17	0,00	0
27/05/2020	CROIX DU TILLEUL	2 461,44	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	199,77	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	525,74	0,00	0
27/05/2020	48 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL BRANCHEMENT	2 498,60	0,00	0
27/05/2020	CREATION D UN LOCAL TECHNIQUE PLACOMUR	1 147,31	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	1 060,12	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	713,56	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	364,67	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	19 508,25	0,00	0
27/05/2020	CROIX DU TILLEUL	27,02	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	462,75	0,00	0
27/05/2020	BASE DE SECTEUR CROIX DU TILLEUL	616,55	0,00	0
27/05/2020	ZONE DES LOISIRS	5 643,42	0,00	0
27/05/2020	F ET POSE COFFRET ELEC EPURATEUR SAUSSOT	894,60	0,00	0
27/05/2020	4 RUE DE MULHOUSE GAZ MISE AUX NORMES	378,23	0,00	0
27/05/2020	CROIX DU TILLEUL	474,06	0,00	0
27/05/2020	AIRE ACCUEIL GENS VOYAGE/ASSIS	5 980,00	0,00	0
27/05/2020	112 AVENUE JEAN JAURES	1 794,00	0,00	0
27/05/2020	RESTAURATION FORTIFICATION/ETU	26 910,00	0,00	0
27/05/2020	BASTIONS/MMOE/DUPLAT	43 172,84	0,00	0
27/05/2020	POUDRIERE ARSENAL INSTALLATION CONVECTEUR	253,67	0,00	0
27/05/2020	FOURNITURE ET POSE DE GRILLES	1 355,07	0,00	0
27/05/2020	TRAVAUX DE GENIE CIVIL	4 574,10	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
27/05/2020	FOURNITURE ET POSE D UNE PORTE METALLIQUE	729,56	0,00	0
27/05/2020	BORNE AMCO ELECTRICITE 8 PRISES 10/16 30 MA	14 375,92	0,00	0
27/05/2020	TRAVAUX DE REHABILITATION DES SANITAIRES	7 850,64	0,00	0
27/05/2020	CENTRE COMMERCIAL DARDEL	197,34	0,00	0
27/05/2020	MAITRISE DOEUVRE ALIGNEMENT BAILLOT	2 508,19	0,00	0
27/05/2020	PUBLICATION MARCHE TRAVAUX ALIGNEMENT BAILLOT	720,00	0,00	0
27/05/2020	ALIGNEMENT BAILLOT AVENANT 2	4 219,13	0,00	0
27/05/2020	GC/LOCAL PLURIELLES/FUMISTERIE	653,05	0,00	0
27/05/2020	GC/LOGEMENT 270 AV JJ/CHAUDIERE	1 621,42	0,00	0
27/05/2020	MàJ - OFFEMONT Stand de tir de	1 150,55	0,00	0
29/05/2020	TRANSFERT FRAIS D'ETUDES 1999	57 168,38	0,00	10
29/05/2020	TRANSFERT FRAIS ETUDES 2000 /I	27 382,11	0,00	10
29/05/2020	T.I.R. ESPACES VERTS FOURNITURES ESPACES VERTS	15 334,78	0,00	10
29/05/2020	T.I.R. ESP VERTS /MAIN D'OEUVRE INV 2127	10 306,70	0,00	10
29/05/2020	CC BELFORT NORD	3 795,98	0,00	0
29/05/2020	MAISON DE QUARTIER J BREL	1 448,26	0,00	0
29/05/2020	PEINTURE EQUIPEMENTS	2 044,84	0,00	0
29/05/2020	PLAQUE FAID'HERBE	63,82	0,00	0
29/05/2020	GYMNASE COUBERTIN MISE AUX NORMES	6 010,29	0,00	0
29/05/2020	CCRL LOT 6 MENUISERIE	22 959,22	0,00	0
29/05/2020	MARCHE FRERY	183,05	0,00	0
29/05/2020	MARCHE FRERY	2 366,42	0,00	0
29/05/2020	TOUR 46 REFECTION DES PEINTURES	3 165,27	0,00	0
29/05/2020	MARCHE FRERY	5,87	0,00	0
29/05/2020	MAISON DES AINES -	2 178,80	0,00	0
29/05/2020	2 RUE SAUSSOT CHAUFFERIE	233,38	0,00	0
29/05/2020	T.I.R. BATIMENTS / MAIN D'OEUVRE	22 164,43	0,00	0
29/05/2020	FOURNITURE ET POSE DE TRAME DE VERRE CUISINE CENTRALE	1 175,23	0,00	0
29/05/2020	STAND DE TIR A L'ARC	4 114,24	0,00	0
29/05/2020	T.I.R. BATIMENTS / FOURNITURES	12 999,66	0,00	0
29/05/2020	DOSSIERS POUR TABOURETS ATSEM	3 044,82	0,00	10
03/06/2020	PC ULTRA PORTABLE ET ACCESSOIRES	4 878,31	0,00	5
09/06/2020	CORBEILLES OBLONGUES TOLE AJOUREE ZINGUEE	19 936,80	0,00	10
09/06/2020	PERCEUSE SUR COLONNE PROMAC A VARIATEUR	5 640,00	0,00	10
10/06/2020	INSTALLATION CHAUDIERE	8 951,15	0,00	0
10/06/2020	PORTE DE BRISACH REALISATION D'UN MUR EN AGGLOS	2 590,60	0,00	0
10/06/2020	TRAVAUX SUR REMPARTS	2 987,54	0,00	0
10/06/2020	MOSQUEE LUNETTE 18 CONDUIT DE RACCORDEMENT INOX	182,33	0,00	0
10/06/2020	TR04 FORTIF. NORD : T41 T.27 C	237 329,47	0,00	0
10/06/2020	TR04 BATIMENT GARIBALDI MOSQUEE LUNETTE 18	20 681,26	0,00	0
10/06/2020	LUNETTE 18	1 783,40	0,00	0
10/06/2020	CONTRE GARDE 28	706,29	0,00	0
10/06/2020	LUNETTE 18 POSE DE PRESTOS	1 645,89	0,00	0
10/06/2020	LUNETTE 18 POSE DE DOUCHETTES	544,24	0,00	0
10/06/2020	LUNETTE 18	1 021,04	0,00	0
10/06/2020	CG 42	1 329,63	0,00	0
10/06/2020	TOUR 41	13 761,26	0,00	0
10/06/2020	TOUR 41	0,01	0,00	0
10/06/2020	CONTRE GARDE 42 MACONNERIE PIERRE DE TAILLE	29 809,34	0,00	0
10/06/2020	CONTRE GARDE 42 HONORAIRES P PRUNET	182,38	0,00	0
10/06/2020	CONTRE GARDE 42(REPORT)	9 481,52	0,00	0
10/06/2020	SMARTPHONES GSM XIAOMI MIA364N	3 979,92	0,00	5
13/06/2020	CONTROLEURS DE FEUX	11 304,00	0,00	10
13/06/2020	EXHUMATIONS ADMINISTRATIVES BELLEVUE	24 384,00	0,00	0
15/06/2020	BORDURES RUE DES CARRIERES	448,17	0,00	1
15/06/2020	MARSEILLE REFECTION CARREFOUR	1 524,49	0,00	0
15/06/2020	PLACE DE L'ABATTOIR BOAMP	216,63	0,00	1
15/06/2020	ATELIER VOIRIE - Ac 2 - Lot 9	94,52	0,00	0
16/06/2020	FEUX TRICOLORES	13 296,00	0,00	10
16/06/2020	STATIONS DOCK PC PORTABLE 2EN1	9 023,08	0,00	5
19/06/2020	VISIERES POUR CASQUETTE POUR CRECHES	2 047,80	0,00	10
27/06/2020	TRAVAUX DE VIDEOSURVEILLANCE RUE DU GENERAL DUFAY	6 123,60	0,00	10
29/06/2020	F ET POSE 2 PORTAILS ROSERAIE	2 452,61	0,00	0
29/06/2020	TX INSERTION 2002 REMPARTS MIO	40 841,83	0,00	0
29/06/2020	F ET POSE 2 PORTAILS SQUARE LECHTEN	2 997,27	0,00	0
29/06/2020	F ET P PIERRE TAILLE + NETTOYAGE ECALIER	4 049,66	0,00	0
29/06/2020	BELVEDERE CHEMIN DE LA JUSTICE	1 501,00	0,00	0
29/06/2020	TR 03 INV 2086 LOG 37 B,C,D R	10 461,97	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
29/06/2020	IMMEUBLE JEAN JAURES	42 942,81	0,00	0
29/06/2020	FONTAINES ET BATI DES SQUARES/	12 211,52	0,00	0
29/06/2020	SITE SALBERT	2 931,85	0,00	0
29/06/2020	TR04 SITE HATRY ET PROMENADE D ESSERT	71 063,10	0,00	0
29/06/2020	TR04 CELLULE CENTRE CULTUREL RESIDENCE	17 829,96	0,00	0
29/06/2020	TR04 BASE NAUTIQUE DES LOISIRS	9 367,34	0,00	0
29/06/2020	TR04 STADE MARIE THERESE RAMBUR	23 281,72	0,00	0
29/06/2020	TR04 CENTRE COMMERCIAL GLACIS	8 226,96	0,00	0
29/06/2020	TR04 IMMEUBLE JEAN JAURES	11 887,25	0,00	0
29/06/2020	TR04 DEPOT13 B RUE ERNEST DUVILLARD	3 029,00	0,00	0
29/06/2020	TR04 FONTAINES ET BATI SQUARES	27 368,32	0,00	0
29/06/2020	TR04 DEPOT 20 RUE JEAN DE LA FONTAINE	5 918,07	0,00	0
29/06/2020	SQUARE DU SOUVENIR	4 052,54	0,00	0
29/06/2020	SQUARE GEHANT	1 853,01	0,00	0
29/06/2020	TRAVAUX DE MENUISERIE	1 143,37	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS ARSENAL	3 237,89	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS AV SARRAIL P MAIRIE	10 141,32	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS FRONT SUD 2001	429,02	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS ARSENAL	80,56	0,00	0
29/06/2020	LOCAUX ROCK HATRY	3 658,98	0,00	0
29/06/2020	LOCAUX ROCK HATRY	1 183,60	0,00	0
29/06/2020	LOCAUX ROCK HATRY	5 529,02	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS ARSENAL	240,67	0,00	0
29/06/2020	TRAVAUX RENFORT KIOSQUE ROSERAIE	7 603,12	0,00	0
29/06/2020	SQUARE LECHTEN PORTAIL	20 580,62	0,00	0
29/06/2020	RESTAURATION DES REMPARTS ARSENAL	5 118,89	0,00	0
29/06/2020	LOCAUX ROCK HATRY VOYANT ET SONNERIE	1 339,60	0,00	0
29/06/2020	VISITE TECHNIQUE ET ENTRETIEN MUR D ESCALADE	1 823,29	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS ARSENAL	15 837,10	0,00	0
29/06/2020	SOURIS VERTE RUE SAUSSOT	4 877,30	0,00	0
29/06/2020	ABORDS TOUR DES BOURGEOIS HONORAIRES	329,27	0,00	0
29/06/2020	ABORDS TOUR DES BOURGEOIS HONORAIRES	196,01	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS DU FRONT SUD	3 848,73	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS ARSENAL(REPORT)	30 214,58	0,00	0
29/06/2020	Mémorial du Square du souvenir	3 950,00	0,00	0
29/06/2020	ENTRETIEN REMPART FROND SUD	840,55	0,00	0
29/06/2020	MEMORIAL SQUARE DU SOUVENIR	3 386,50	0,00	0
29/06/2020	Mémorial du Square du souvenir	4 057,00	0,00	0
29/06/2020	ZONE DES LOISIRS	2 382,77	0,00	0
29/06/2020	FONDATION DU GARAGE /MARCHE RESIDENCES	1 866,38	0,00	0
29/06/2020	REMPARTS ARSENAL/FRONT SUD	8 591,13	0,00	0
29/06/2020	CRECHE PETITS PEUT-ON	307,37	0,00	0
29/06/2020	FORTIFICATIONS ETANCHEITE DU COUVREMENT DU REMPART	2 580,00	0,00	0
30/06/2020	TR04 2184 COMPLEXE DIDEROT	2 690 022,41	0,00	0
01/07/2020	RESERVE ARMURERIE DE LA CITADELLE RESERVES MUSEE HISTOIRE	4 323,79	0,00	5
04/07/2020	PC PORTABLE 2EN1 HP PROBOOK + CASQUES TELETRAVAIL ET ACCESSOIRES	35 487,00	0,00	5
04/07/2020	FRAIS NOTAIRE RETROCESSION DE TERRITOIRE HABITAT	1 646,35	0,00	0
07/07/2020	FRAIS NOTAIRES TERRAIN AVENUE WILSON SNCF	5 213,65	0,00	0
07/07/2020	LOGITEC AUTOLAVEUSE SC530 BD	6 156,00	0,00	10
08/07/2020	E R M TRAVAUX TEMPETE	18 287,64	0,00	0
08/07/2020	SITE ERM TRAVAUX DE COUVERTURE	1 573,91	0,00	0
08/07/2020	REFECTION TABLE CENTRALE SKATE PARK	3 371,80	0,00	0
08/07/2020	SKATE PARK SECURISATION DE LA MINI RAMPE	466,76	0,00	0
11/07/2020	VEHICULE FIAT DUCATO FT3.0 2.3 MULTI JET 120 CH - IMMAT FQ-296-HN	21 221,24	0,00	10
11/07/2020	VEHICULE FIAT DUCATO FT3.0 2.3 MULTI JET 120 CH IMMAT FQ-306-GN	21 221,24	0,00	10
11/07/2020	VEHICULE FIAT DUCATO FT3.0 2.3 MULTI JET 120 CH IMMAT FQ-361-FP	21 221,24	0,00	10
11/07/2020	BACS FLEURISSEMENT TERRASSE CAFE DU THEATRE	3 262,81	0,00	10
14/07/2020	ACQUISITION LOCAL 122 AVENUE JEAN JAURES SECTION AD 147	64 709,69	0,00	0
16/07/2020	MISE A JOUR HOROQUARTZ ETEMPTA	11 690,10	0,00	5
18/07/2020	20 SMARTPHONES GSM XIAOMI MIA 364W + 80 SACS WORK TED 14	6 019,92	0,00	5
18/07/2020	INSTAL NOUVELLES CAMERAS DOME HD RUE DUFAY ET BETHOUART	36 218,40	0,00	10
18/07/2020	INSTALLATION CAMERAS 159 AVENUE JEAN JAURES	5 803,00	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/07/2020	ETUDE CARREFOUR MIOTTE LAURENCIE	4 320,00	0,00	1
21/07/2020	PPO AUSCULTATION PASSERELLE SALBERT OA45	1 539,60	0,00	1
21/07/2020	ETUDE CARREFOUR SORTIE EPIDE	1 452,00	0,00	1
21/07/2020	COMPLEMENT ETUDE JAURES ST-ANTOINE	816,00	0,00	1
21/07/2020	PLAN TOPOGRAPHIQUE EPIDE / LAURENCIE	2 544,00	0,00	1
21/07/2020	PPO AUSCULTATION PASSERELLE SALBERT OA45	2 216,40	0,00	1
21/07/2020	ETUDE DE FAISABILITE POUR LA REALISATION DE L ANCRAGE AU NIVEAU DU PONT ROUBAIX	1 070,00	0,00	1
23/07/2020	PHASE 3 ETUDE MILIEUX NATURELS REVISION	930,00	0,00	1
23/07/2020	DELIMITATION BORNAGE PLAN STADE DE LA MECHELLE 28 RUE DE VESOUL	2 501,70	0,00	1
23/07/2020	DELIMITATION BORNAGE PLAN 38 RUE JEAN MOULIN AS 17 ET 266	1 879,50	0,00	1
23/07/2020	RELEVE DES OUVRAGES DE FUITE - ETANG DES FORGES	504,00	0,00	1
23/07/2020	DMPC - SITE SAINT LOUIS	1 488,00	0,00	1
23/07/2020	DECOUPAGE FONCIER PISTE CYCLABLE OFFEMONT	1 752,00	0,00	1
23/07/2020	STADE MECHELLE DIVISION DE PROPRIETE M VERRIER	360,00	0,00	1
23/07/2020	DMPC - BORNAGE - DELIMITAION - MAISON FORESTIERE	1 656,00	0,00	1
23/07/2020	PHASE 4 ETUDE MILIEUX NATURELS REVISION MARCHE 16V033	4 218,00	0,00	1
25/07/2020	CLIM MOBILE REV 14K	2 584,00	0,00	10
27/07/2020	ETUDE RESIDENCES	108,00	0,00	1
31/07/2020	MATERIEL POUR STOCKAGE	2 940,00	0,00	10
31/07/2020	VALORISATION CLAIRIERE ET GROTTE DE CRAVANCHE	390,00	0,00	0
01/08/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT OHVB	3 220,00	0,00	5
03/08/2020	TRAVAUX AMENAGEMENT ESPACES VE	1 897 253,03	0,00	0
07/08/2020	NOVOTEL ATRIA VIDEO PROJECTEUR	2 338,80	0,00	10
10/08/2020	FC DEMOLITION RUE LEBLEU POSE	108,00	0,00	0
20/08/2020	SUBVENTION D INVESTISSEMENT ASSOCIATION AVENIR CYCLISTE DU TERRITOIRE DE BELFORT	5 000,00	0,00	5
20/08/2020	SUBVENTION D INVESTISSEMENT ASM BELFORT VOLLEY BALL	8 000,00	0,00	5
22/08/2020	SUBVENTION D INVESTISSEMENT ASSOCIATION BELFORT ESCRIME	1 401,30	0,00	5
22/08/2020	ACQUISITION LIVRE D'ARTISTE FONDS LOCAL	146,00	0,00	0
22/08/2020	DOCK PC 2EN1	11 442,24	0,00	5
22/08/2020	NOVOTEL ATRIA PROJECTEUR LED	2 283,00	0,00	10
27/08/2020	SUBVENTION D INVESTISSEMENT COMITE DES FETES	12 000,00	0,00	5
28/08/2020	RI ARMOIRE POSITIVE MEUBLE BAS PLONGE	3 770,29	0,00	10
28/08/2020	RI LAVE VAISSELLE FOUR ARMOIRE ECOLE PERGAUD	10 256,57	0,00	10
28/08/2020	RI ARMOIRE FRIGO ECOLE VICTOR HUGO	2 060,45	0,00	10
28/08/2020	RI ARMOIRE FRGO LAVE VAISSELLE ECOLE AUBERT	5 908,25	0,00	10
28/08/2020	DEMOLITION RASED SITE GLACIS	32 689,94	0,00	0
29/08/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT ASSOCIATION TRETEAUX 90	10 000,00	0,00	5
04/09/2020	SOUFFLEURS TAILLE HAIES DEBROUSSAILLEUSES ELECTRIQUES	7 009,87	0,00	10
04/09/2020	ELAGUEUSE ET SECATEUR ELECTRIQUES	2 283,50	0,00	10
04/09/2020	NOVOTEL ATRIA TRANSMETTEUR SANS FIL CLICK SHARE	2 382,60	0,00	10
04/09/2020	BLOCS DE SECOURS_COOPER SECURITE SAS	5 040,00	0,00	10
05/09/2020	BOUCLES DE REGULATION TRAFIC SUITE TRAVAUX CD	4 512,00	0,00	10
08/09/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT LES AMIS DE LA NATURE	5 000,00	0,00	5
08/09/2020	MISE AUX NORMES 3 CUISINES MULTI ACCUEIL FRERY	19 009,76	0,00	10
11/09/2020	NOVOTEL ATRIA TOTEM INDOOR	9 360,00	0,00	10
19/09/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT BASKET CLUB BELFORT	5 000,00	0,00	5
19/09/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT ROLLER HOCKEY CLUB BELFORT	1 600,00	0,00	5
23/09/2020	ENSEMBLE MOBILIER ECOLE MATERNELLE CHATEAUDUN	2 225,08	0,00	10
25/09/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT 17 RUE STROLZ	1 605,89	0,00	15
25/09/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT 154 AV JEAN JAURES	1 942,24	0,00	15
25/09/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT 2 RUE DU GENERAL ROUSSEL	2 378,32	0,00	15
25/09/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT 13-15-17 QUAI SCHWOB	10 762,40	0,00	15
25/09/2020	MATERIEL MECANISE AUTOLAVEUSE ECOLE ELMENTAIRE METZGER	4 702,99	0,00	10
25/09/2020	AUTOLAVEUSE	4 257,58	0,00	10
26/09/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT BELFORT ESCRIME	598,70	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
26/09/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT CLUB OLYMPIQUE BELFORTAIN LUTTE	3 000,00	0,00	5
26/09/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT ASM BELFORT NATATION	8 500,00	0,00	5
02/10/2020	MISE A JOUR HOROQUARTZ ETEMPTA	11 690,10	0,00	5
02/10/2020	HYPRODIS ASPIRATEUR TASKI AERO 8	4 680,00	0,00	10
02/10/2020	COMPTEURS TEMPORAIRES	6 526,08	0,00	10
02/10/2020	CHARIOTS VEGA ET CHARIOTS DE MENAGE	4 610,21	0,00	10
02/10/2020	MATERIEL SCENOGRAPHIE MUSEE DES BEAUX ARTS TOUR 41	3 216,00	0,00	5
03/10/2020	PC LENOVO THINCENTRE NANO I5-83 CSU	30 211,20	0,00	5
06/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 39 RUE DE BAVILLIERS	618,66	0,00	15
06/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 11 RUE DE BAVILLIERS	1 281,93	0,00	15
06/10/2020	PORTAIL DE CONSULTATION	4 200,00	0,00	5
06/10/2020	MOBILIER INFIRMERIE ECOLE ELEMENTAIRE HUBERT METZGER	3 250,07	0,00	10
06/10/2020	MATERIEL ESCALADE 40 HARNAIS 26 CASQUES 20 ASSUREURS	3 117,60	0,00	10
08/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT	5 000,00	0,00	5
09/10/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT M SPORT	600,00	0,00	5
09/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT BELFORT ASSOCIATION CANOE KAYAK	1 500,00	0,00	5
09/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT BADMINTON CLUB BELFORT	2 500,00	0,00	5
09/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 201 AVENUE JEAN JAURES	1 184,07	0,00	15
09/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 17 RUE MICHELET	3 029,86	0,00	15
09/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 13 AVENUE DE LA LAURENCIE	953,27	0,00	15
09/10/2020	OEUVRE D ART SUZANNE ROGER - COLLECTION WEIL THENON	653,00	0,00	0
09/10/2020	NOVOTEL ATRIA TABLES TORINO	6 568,08	0,00	10
10/10/2020	SUBVENTION EQUIEMENT PROTECTION CIVILE	10 000,00	0,00	5
10/10/2020	DECOUPE THERMIQUE K 77014 REF 90150231 ET DISQUES DIAMANT	2 316,00	0,00	10
10/10/2020	CHAISES WATTY CITE DES ASSOCIATIONS	4 096,39	0,00	10
10/10/2020	PISTOLETS IMPLUSIONS ELECTRIQUES POLICE MUNICIPALE	5 162,40	0,00	10
17/10/2020	MOTEUR 6 CV SELVA PIKE F 6 SBMH 51066185	2 275,00	0,00	10
17/10/2020	CREATION PISTE FORESTIERE DENNEY	36 768,49	0,00	0
20/10/2020	NOVOTEL ATRIA SIEGES STICK 500 AVEC CHARIOT	5 983,10	0,00	10
21/10/2020	HT-BARRIERES VAUBAN SAMIA B-19 GALVA	2 875,20	0,00	10
22/10/2020	MOBILIER DIVERS GROUPE SCOLAIRE RUCKLIN	7 940,72	0,00	10
23/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT SECTION BELFORT TRAIL	1 000,00	0,00	5
24/10/2020	TABLES MANGE DEBOUT ET ROLL	4 335,06	0,00	10
27/10/2020	CREATION SITE WORDPRESS	2 478,00	0,00	5
27/10/2020	ACHAT D UNE MISE SOUS PLIS 2020 QUADIENT	9 975,00	0,00	5
29/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT ASMB TIR	2 200,00	0,00	5
29/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT BELFORT ATHLETISME	2 500,00	0,00	5
29/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT RIFFS DU LION	15 000,00	0,00	5
29/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT AAPPMA	2 000,00	0,00	5
30/10/2020	CORBEILLES ATHENA SYMBIOS 110 L	7 220,16	0,00	10
30/10/2020	RAYONNAGE A PANNEAUX TYPE PROPAL 3	6 252,01	0,00	10
30/10/2020	MATERIEL INFORMATIQUE HP UNIVERSAL DOCK G2 USB	3 946,32	0,00	5
30/10/2020	MATERIEL INFORMATIQUE LENOVO THINKCENTRE NANO I5-8365U	6 042,24	0,00	5
30/10/2020	NOVOTEL ATRIA CHAISES EC STEP CHAROIT ET ACCROCHE	15 212,16	0,00	10
03/11/2020	FRAIS NOTAIRES ACQUISITION 31 RUE LEBLEU SECTION BL 310 /VINEZ	4 109,61	0,00	0
03/11/2020	FRAIS NOTAIRES SEMVIH PARKING ESPERANCE SCP LOCATELLI	845,14	0,00	0
03/11/2020	FRAIS NOTAIRES VTE HOPITAL AVENANT VTE BAT J ET T SCP LOCATELLI	1 258,01	0,00	0
04/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT CERAP	2 000,00	0,00	5
04/11/2020	AMENAGEMENT INTERIEUR MENUISIER - COUVREUR - RTM ELECTRICIEN	14 904,72	0,00	10
06/11/2020	SERVEURS DELL ESX ET DISQUES	61 870,20	0,00	5
06/11/2020	TABLES PLIANTES CHOPIN GRIS CLAIR MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	2 040,00	0,00	10
06/11/2020	MAISON DU PEUPLE - ENSEMBLE HF MICRO MAIN ET EMETTEUR BOITIER POCKET	2 824,80	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
06/11/2020	TATAMIS VINYLE ANTIDERAPANT	6 336,00	0,00	10
06/11/2020	MATERIEL DE SONORISATION	2 611,54	0,00	10
07/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT SAVATE BOXE FRANCAISE	1 061,50	0,00	5
07/11/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT CHAMOIS ENVIRONNEMENT MACHINE RECYCLAGE CARTON	20 000,00	0,00	5
07/11/2020	BALAYEUSE COMPACTE EUROPE SERVICE SWINGO CS256 EM5 004	124 684,42	0,00	10
10/11/2020	BULBES DE L ENTREE SUD	13 735,59	0,00	10
13/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT CERCLE DE BILLARD BELFORTAIN	380,00	0,00	5
13/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT ASM BELFORT PATINAGE DE VITESSE	1 000,00	0,00	5
13/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT BELFORT GYMNASTIQUE	5 000,00	0,00	5
13/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT GRAND BELFORT HOCKEY CLUB	1 999,98	0,00	5
13/11/2020	SUBVENTION INVESTISEMENT SOCIETE DE TIR DE LA MIOTTE	4 000,00	0,00	5
13/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT BRIDGE CLUB DE BELFORT	900,00	0,00	5
14/11/2020	VITRINE ARMOIRE EXPOSITION L80 FOCUS NOIR PORTES LATERALES BIB LEON DEUBEL	3 012,60	0,00	10
18/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT MONTBELIARD BELFORT ATHLETISME	1 000,00	0,00	5
18/11/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT ASSOCIATION SUBAQUATIQUE BELFORT	2 000,00	0,00	5
18/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT SEIKEN KARATE DO BELFORT	600,00	0,00	5
18/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT ASM BELFORT PARACHUTISME	1 000,00	0,00	5
18/11/2020	MATERIELS TECHNIQUES POUR RECEPTIONS ANIMATIONS	17 036,04	0,00	10
18/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 71 AVENUE DU GENERAL LECLERC	2 687,42	0,00	15
18/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 174 AVENUE JEAN JAURES	2 336,00	0,00	15
18/11/2020	FRAIS NOTAIRE ACQ FLUNCH 18 FG FRANCE	22 439,28	0,00	0
18/11/2020	FRAIS NOTAIRE IFSI SCP LOCATELLI HANS	4 640,56	0,00	0
20/11/2020	PARCELLE DE TERRAIN BE 47 7 RUE PAYOT	40 000,00	0,00	0
20/11/2020	PARCELLE DE TERRAIN 7 RUE LOUIS PERGAUD SECTION AC 385	1,00	0,00	0
20/11/2020	PARCELLE DE TERRAIN RUE LOUIS PERGAUD SECTION AC 285	24,00	0,00	0
21/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT BELFORT AUTO RETRO	3 000,00	0,00	5
21/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 96 AVENUE JEAN MOULIN	1 112,67	0,00	15
24/11/2020	MATERIEL INFORMATIQUE LENOVO THINKCENTRE NANA I5-8365U	2 265,84	0,00	5
24/11/2020	FOUR 705 AIR'T 5 NIVEAUX + SUPPORT POUR MULTI ACCUEIL VOLTAIRE	3 150,72	0,00	10
24/11/2020	PAVOISEMENT KAKEMONOS TISSUS L310	2 510,40	0,00	10
25/11/2020	FRAIS ANNONCE MONITEUR ZAC HOPITAL	3 252,00	0,00	1
25/11/2020	REGULARISATION FRAIS ANNONCE ZAC HOPITA	1 080,00	0,00	1
25/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT ORCHESTRE HARMONIE DE LA VILLE DE BELFORT	1 755,41	0,00	5
25/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT COMPAGNIE DES ARCHERS DU LION	749,52	0,00	5
25/11/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT EMBAR	15 000,00	0,00	5
25/11/2020	CHAISES DENVER ATELIER FAIDHERBE	7 051,20	0,00	10
26/11/2020	ANNONCE MARCHE FOURNITURE MOBILIER SCOLAIRE	1 080,00	0,00	1
26/11/2020	ANNONCE MARCHE RENOVATION ENERGETIQUE ACCESSIBILITE EXTENSIO	864,00	0,00	1
26/11/2020	ANNONCE MARCHE EXHUMATION ET REMISE EN ETAT CONCESSIONS	864,00	0,00	1
26/11/2020	ANNONCE MARCHE RENOV CHAUFFERIE CTM	108,00	0,00	1
26/11/2020	ANNONCE MARCHE FOURNITURE MOBILIER SCOLAIRE	540,00	0,00	1
26/11/2020	ANNONCE MARCHE RESTAURATION CONTINUITE ECOLOGIQUE MO	108,00	0,00	1
27/11/2020	PARCELLE DE TERRAIN BV 404 AVENUE DU CHATEAU D EAU	5 000,00	0,00	0
27/11/2020	BP AUTO LAVEUSE SC6000 910C	32 238,00	0,00	10

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - CA - 2020

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
28/11/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT CLUB CYCLISTE BELFORT MIOTTE	1 140,00	0,00	5
01/12/2020	SUBVENTION D INVESTISSEMENT 37 RUE JEAN DE LA FONTAINE	8 539,44	0,00	15
01/12/2020	SUBVENTION D INVESTISSEMENT 1 PLACE DE L'ARSENAL	2 843,72	0,00	15
01/12/2020	BALAYEUSE COMPACTE EUROPE SERVICE CLEANGO CS556 1_739	185 307,80	0,00	10
01/12/2020	BACS A SEL PE 400 LTS	8 142,46	0,00	10
02/12/2020	ACQUISITION TRAJET DE L'OISEAU" JBG	1 200,00	0,00	0
02/12/2020	ACQUISITION LIVRE D'ARTISTE - M. LASZLO	620,00	0,00	0
02/12/2020	MEUBLES A PLANS CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	3 639,00	0,00	10
02/12/2020	20 TABLES RONDES 40 BANCS PLIANTS ET 3 CHARIOTS	6 346,04	0,00	10
05/12/2020	DEFIBRILLATEURS SERIE 127990041384/127990041382/127990041377/127990041376	4 147,20	0,00	10
05/12/2020	ACQUISITION_DEFIBRILLATEURS	6 220,80	0,00	10
05/12/2020	CC ACHAT LICENCE MILESTONE	8 444,16	0,00	10
05/12/2020	ACHAT PLEOBLASTUS	7 590,00	0,00	10
05/12/2020	ROSIERS POUR LA REGIE	2 703,76	0,00	10
05/12/2020	CREATION SIGNALETIQUE CITADELLE	2 658,00	0,00	5
08/12/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT SAVATE BOXE FRANCAISE	699,75	0,00	5
08/12/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT TRI LION BELFORT	4 000,00	0,00	5
08/12/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT TAEKWONDO CLUB BELFORTAIN	2 000,00	0,00	5
08/12/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT ASM BELFORT FOOTBALL	5 000,00	0,00	5
08/12/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT SAVATE BOXE FRANCAISE	402,00	0,00	5
08/12/2020	ACQUISITION LIVRE D'ARTISTE - M. RENAUD	260,00	0,00	0
08/12/2020	CHAISES HAUTES KARINE ET TABLES BERMUDES SOURIS VERTE	4 040,28	0,00	10
08/12/2020	ARBRES VERSION OCTOBRE 2020 CIMETIERE DE BRASSE CRECHE FRERY ET ENTREEE SUD	10 447,91	0,00	10
09/12/2020	PEINTURES ET GRAVURES MARC CHAGALL ET ANDRE MASSON	1 600,00	0,00	0
10/12/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT ASSOCIATION LION FIGHT ACADEMY	500,00	0,00	5
10/12/2020	PC DE CIRCULATION MIGRATION SYMART	45 576,00	0,00	0
11/12/2020	SIGMAD MAINTIEN DOM CCAS	8 858,27	0,00	1
11/12/2020	MODULE POST_VISITE AVEC ESPACE CLOUD ET AUTRES MODULES	4 890,00	0,00	1
11/12/2020	ENSEMBLE EQUIPEMENTS SPORTIFS GYMNASES BUFFET-SERZIAN-FRITSCH-PARROT-BONNET	8 904,00	0,00	10
12/12/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT ASMB PATINAGE ARTISTIQUE	668,99	0,00	5
12/12/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT ASSOCIATION AMBA	15 660,00	0,00	5
12/12/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT FBSEC OPTIQUE COLLARD	1 000,00	0,00	15
12/12/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT SOUTIEN FBSEC CHEYKO	1 000,00	0,00	15
12/12/2020	MISE A JOUR HOROQUARTZ ETEMPTATION	11 690,10	0,00	1
12/12/2020	ACQUISITION MATERIEL DIVERS MUSEE DE BELFORT	2 388,00	0,00	5
12/12/2020	EQUIPEMENT VISIOCONFERENCE HUAWEI IDEAHUB	12 986,40	0,00	5
12/12/2020	TABLES CITE DES ASSOCIATIONS SALLE 2	3 496,88	0,00	10
12/12/2020	CHAISES CITE DES ASSOCIATIONS SALLE 2	4 396,13	0,00	10
12/12/2020	COQUE DE BATEAU ZODIAC	2 000,00	0,00	10
12/12/2020	TROTTINETTES ADULTES TOWN 5 XL BLEUES	2 186,49	0,00	10
12/12/2020	CARABINE BIATHLON LASER ANSCHUTZ	2 750,00	0,00	10
12/12/2020	BZ COMBI SYSTEME STIHL	2 099,99	0,00	10
19/12/2020	SUBVENTION D EQUIPEMENT BAUHB	5 000,00	0,00	5
23/12/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT FELIS	2 104,79	0,00	5
25/12/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT REGIE QUARTIER DE BELFORT	3 000,00	0,00	5
TOTAL GENERAL		**48 194 134,10**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
21/02/2020	BAT LE CLEMENCEAU (MAISON TOUR	563 654,93	0	0,00	563 654,93	465 000,00	-98 654,93
25/05/2020	FOURGON 7422 GV 90	21 873,88	6	21 873,88	0,00	300,00	300,00
25/05/2020	FIAT STRADA 3531 HB 90 MISE EN SCE 27/12/2006 1/599	13 500,00	10	13 500,00	0,00	150,00	150,00
02/07/2020	PREEMPTION EGLISE SAINT LOUIS 11 RUE NICOLAS SIMON BIEN PERE AUT16VILLE010000779	303 195,93	0	0,00	303 195,93	150 000,00	-153 195,93
17/09/2020	PARCELLES DU LOTISSEMENT BAUDIN	63 270,06	0	0,00	63 270,06	138 714,64	75 444,58
18/09/2020	TERRAIN AB 146 STADE DE LA ME	1,06	0	0,00	1,06	440,00	438,94
21/09/2020	IMMEUBLE POMPIDOU: CRECHE FAMI	2 375,35	0	0,00	2 375,35	15 411,00	13 035,65
21/09/2020	IMMEUBLE POMPIDOU: CRECHE FAMI	2 382,86	0	0,00	2 382,86	15 411,00	13 028,14
21/09/2020	IMMEUBLE POMPIDOU: CRECHE FAMI	4 779,48	0	0,00	4 779,48	32 021,00	27 241,52
21/09/2020	IMMEUBLE POMPIDOU: CRECHE FAMI	4 763,21	0	0,00	4 763,21	30 822,00	26 058,79
21/09/2020	IMMEUBLE POMPIDOU: CRECHE FAMI	2 390,37	0	0,00	2 390,37	16 000,00	13 609,63
22/09/2020	IMMEUBLE POMPIDOU: CRECHE FAMI	2 500,50	0	0,00	2 500,50	16 038,00	13 537,50
22/09/2020	IMMEUBLE POMPIDOU: CRECHE FAMI	2 456,69	0	0,00	2 456,69	16 500,00	14 043,31
22/09/2020	IMMEUBLE POMPIDOU: CRECHE FAMI	4 766,96	0	0,00	4 766,96	30 822,00	26 055,04
03/12/2020	TERRAINS AVENUE ALTKIRCH	53,51	0	0,00	53,51	5 180,00	5 126,49
17/12/2020	Achats de matériel industriel	1 465,10	1	1 465,10	0,00	600,00	600,00
17/12/2020	TERRAIN JEUX	6 071,93	0	0,00	6 071,93	58 787,06	52 715,13
18/12/2020	TERRAIN 1 RUE PIERRE BROSSOLETTE BELFORT SECTION AM 96 REINTEGR VALEUR CESSION	1 212,94	0	0,00	1 212,94	1 212,94	0,00
Cessions à titre gratuit							
26/11/2020	TER AD51 P AD 377P/ ATELIERS F	343,93	0	0,00	343,93	5 000,00	4 656,07
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
31/12/2020	PEUGEOT BOXER 8489 GN 90/PARC	21 722,68	6	21 722,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2020	ACQUISITION VEHICULE 2935GX90	18 948,20	6	18 948,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2020	ACQUISITION VEHICULE 2937GX90	18 948,20	6	18 948,20	0,00	0,00	0,00
Divers							
03/03/2020	LEVE TOPOGRAPHIQUE SITE DE L HOPITAL DE BELFORT	5 952,00	1	5 952,00	0,00	0,00	0,00
03/03/2020	SPA ETUDE COMPLEMENTAIRE DE BRUIT	540,00	1	540,00	0,00	0,00	0,00
03/03/2020	DMPC - RUE DE DUBLIN	1 104,00	1	1 104,00	0,00	0,00	0,00
03/03/2020	RUE TANNEURS ETUDE MUR SOUTENNEMENT	480,00	1	480,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
23/06/2020	SUBVENTION PARC VELO COLLEGE SIGNORET	2 999,95	5	2 999,95	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT RIFFS DU LION	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT RIFFS DU LION	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT CERAP	2 000,00	5	2 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT JARDINS OUVRIERS	10 000,00	5	10 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT OHVB	2 533,00	5	2 533,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION VELOCAMPUS DU LION	1 400,00	5	1 400,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2014	400,00	5	400,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION AMBA	2 986,00	5	2 986,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT THEATRE GRANIT	20 000,00	5	20 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT SPA	4 000,00	5	4 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION MATERIEL TENNIS	3 500,00	5	3 500,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	AMENAGEMENT CARREFOURS RESEAU	290 000,00	10	290 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	ACCOMPTE HAB. SENIOR MADRID(RE	67 234,74	10	67 234,74	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	Reports-TH démol imm 12 parant	15 068,90	10	15 068,90	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	Subv° Equipt 08 - RQ Glacis -	18 808,00	5	18 808,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBV AVENUE GAMBIEZ	28 965,31	10	28 965,31	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBV INV GRANIT 2010	19 819,00	5	19 819,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT VELOCAMP	1 400,00	5	1 400,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2013	2 000,00	5	2 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBV. EQUIPT. DOMPRO - SELON B	40 000,00	15	18 662,00	21 338,00	0,00	-21 338,00
23/06/2020	Inser'Vêt - Subv° Equipt 2012	15 000,00	5	15 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	Subv Equipement 2013	4 000,00	5	4 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2013	4 250,00	5	4 250,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	Subvention Equipement 2013	1 000,00	5	1 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	Subvention Equipement 2013	100,00	5	100,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT	2 000,00	5	2 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT	4 900,00	5	4 900,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT GRAN	20 000,00	5	20 000,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT	3 500,00	5	3 500,00	0,00	0,00	0,00
23/06/2020	IUT - CPER DPT GENIE CIVIL	221 000,00	5	221 000,00	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	MATERIEL INFORMATIQUE - L1/MIC	85 007,97	5	85 007,97	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	MAT/INFORMATIQUE- L2 - IMPRIMA	35 682,50	5	35 682,50	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE ML	3 971,92	5	3 971,92	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE ML	20 592,73	5	20 592,73	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE ML	76 790,38	5	76 790,38	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP LASERJET 2300N	1 811,27	1	1 811,27	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP LASERJET 1300	10 334,33	5	10 334,33	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP LASERJET 1300	37 134,96	5	37 134,96	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	COMPAQ PROLIANT ML 350 G3	6 827,29	5	6 827,29	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP 1300	1 693,06	1	1 693,06	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PHILIPS 170S4FB	7 467,54	5	7 467,54	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
07/08/2020	HP LASER 1300	5 806,54	5	5 806,54	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP LASER 1300	2 353,49	5	2 353,49	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP INKJET 2600DN	1 574,43	1	1 574,43	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POXERMATE ML6	2 617,49	5	2 617,49	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE ML6	6 543,73	5	6 543,73	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE ML6	19 631,20	5	19 631,20	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP LASERJET 1320	15 608,01	5	15 608,01	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	IMPRIMANTE LASER HP 1320	745,18	1	745,18	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP LASERJET1320	16 029,61	5	16 029,61	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERLATE VL6	94 777,79	5	94 777,79	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE VL6	15 080,27	5	15 080,27	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	MICRO ORDINATEUR NEC POWERMATE	10 028,22	5	10 028,22	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP PROLIANT ML 350 G4	2 281,49	5	2 281,49	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC LCD 17	228,44	1	228,44	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP LASERJET 3700N	24 706,77	5	24 706,77	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE VL6	49 143,95	5	49 143,95	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE VL6	13 753,76	5	13 753,76	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	HP SERVEUR WEB BIBLIOTHEQUE	4 221,08	5	4 221,08	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC POWERMATE VL6	21 282,58	5	21 282,58	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	NEC LCD 17	913,74	1	913,74	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	ECRANS PALTS 17 CIMETIERES	492,75	1	492,75	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Matériel informatique(REPORT)	1 130,94	1	1 130,94	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement Mairie 2007	1 720,54	1	1 720,54	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement CCAS 2007	27 591,58	5	27 591,58	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC maison quartier Forges	3 401,82	5	3 401,82	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC Responsable SMS (CCAS)	1 133,94	1	1 133,94	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement écoles 2007	36 320,41	5	36 320,41	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement écoles 2007	2 706,07	5	2 706,07	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement Mairie 2007	55 908,32	5	55 908,32	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Acquisitions nouvelles2007 Ma	6 060,75	5	6 060,75	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Acquisitions nouvelles2007 Ma	1 112,30	1	1 112,30	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Imprimantes	2 380,30	5	2 380,30	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC CC et MQ	4 087,64	5	4 087,64	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Ecran stock DSI	560,15	1	560,15	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC	2 155,85	5	2 155,85	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC cabinet	1 269,29	1	1 269,29	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC Bibliothèque 4 As	27 364,86	5	27 364,86	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Serveur s-prestations	3 243,12	5	3 243,12	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Imprimantes Musée - Sports	652,30	1	652,30	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Station travail OPN/FBR	1 497,51	1	1 497,51	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC Musée Tour 41	1 269,29	1	1 269,29	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC CCAS	3 928,93	5	3 928,93	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC stock DSI	2 964,33	5	2 964,33	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement Imprimante Vil	35 646,68	5	35 646,68	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement Portable Ville	13 890,73	5	13 890,73	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement PC Cyber	16 957,94	5	16 957,94	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement PC Ville	81 064,58	5	81 064,58	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Imprimante	994,80	1	994,80	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Ecrans plats 17 stock DSI	1 248,86	1	1 248,86	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Ecran 17 LCD	4 975,36	5	4 975,36	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	MATERIEL INFORMATIQUE	1 309,64	1	1 309,64	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	COMPAQ EVO D300 +OFFICE	2 609,90	5	2 609,90	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Ultraportable LG	2 735,69	5	2 735,69	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Multifonction médianautes	385,11	1	385,11	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC Stock DSI	3 545,19	5	3 545,19	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC Stock DSI	758,50	1	758,50	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Ultraportable SJ	2 753,85	5	2 753,85	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement 2009 PC général	77 666,50	5	77 666,50	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement 2009 PC général	11 295,60	5	11 295,60	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	MD/ATRIA matériel informatique	3 259,88	5	3 259,88	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	PC maison des étudiants	7 199,37	5	7 199,37	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement 2009 PC CCAS	6 025,16	5	6 025,16	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement 2009 PC cyber	12 050,32	5	12 050,32	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Serveur vmware	4 423,35	5	4 423,35	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Station BIJ - Ecrans stock	3 187,93	5	3 187,93	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
07/08/2020	Renouvellement PC Ecran Statio	560,88	5	560,88	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement imprimantes LAS	1 247,76	5	1 247,76	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Portable Probook 4520s	1 131,46	1	1 131,46	0,00	0,00	0,00
07/08/2020	Renouvellement 2011 lot portab	14 256,13	5	14 256,13	0,00	0,00	0,00
10/08/2020	ACQUISITION RUE LEBLEU MAISON VARRIN SECTION BL 308 3 230 M2	140 000,00	0	0,00	140 000,00	0,00	-140 000,00
10/08/2020	ACQUISITION MAISON RUE LEBLEU	35 108,00	0	0,00	35 108,00	0,00	-35 108,00
09/10/2020	ETUDE SALLE DE CONVIVIALITE MAISON DU PEUPLE	1 630,51	1	1 630,51	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE SALLE DE CONVIVIALITE MAISON DU PEUPLE	658,48	1	658,48	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	LEVE CHAMPS DE MARS - LOTISSEMENT	2 700,00	1	2 700,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	DELIMITATION BORNAGE LIMITE AVEC BE N 172 173 258	1 584,00	1	1 584,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE DES ENSEIGNES DE BATIMENTS CULTURELS	4 200,00	1	4 200,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	MUSEE HISTOIRE PROGRAMMATION REAMENAGEMENT ET MISE EN ACCESSIBILITE	7 770,00	1	7 770,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	MUSEE HISTOIRE PROGRAMMATION REFONTE ACCUEIL PUBLIC	8 760,00	1	8 760,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	MUSEE HISTOIRE PROGRAMMATION REFONTE ACCUEIL PUBLIC	13 740,00	1	13 740,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE CARREFOUR 61	528,00	1	528,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE POUR ENSEIGNES BATIMENTS CULTURELS	360,00	1	360,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	DIAGNOSTIC EQUIPEMENTS STATIONNEMENT	5 028,00	1	5 028,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE FERME PEDAGOGIQUE DE BELFORT	6 048,00	1	6 048,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	PIETONISATION PLACE D'ARME	3 484,80	1	3 484,80	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE STATIONNEMENT HOPITAL	4 800,00	1	4 800,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	PIETONISATION PLACE D'ARMES	871,20	1	871,20	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ANNONCE MARCHE MO SCHEMA DIRECTEUR RESEAU CHALEUR	108,00	1	108,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE RETABLISSEMENT LIMITE PARCELLE BE 295	456,00	1	456,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE DEPOSE MINUTE GARE	1 284,00	1	1 284,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE MODIFICATION VIRAGE PLACE D'ARMES	1 846,80	1	1 846,80	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE ELARGISSEMENT RUE DE LA LAURENCIE/FAUBOURG DE BRISACH	1 749,60	1	1 749,60	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	BV 12 ET 373 - DMPC BORNAGE DELIMITATION	1 536,00	1	1 536,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	DMPC PLAN DE CESSION 9 RUE DE VESOUL	552,00	1	552,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	MISE A JOUR TOPOGRAPHIQUE - ALENTOURS DE LA RUE SIMONE VEIL	1 032,00	1	1 032,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	CHEMIN DES EGLANTINES - DMPC ET BORNAGE DES NOUVELLES PARCEL	1 608,00	1	1 608,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	RELEVE TOPOGRAPHIQUE ARSOT SAVOUREUSE	1 101,60	1	1 101,60	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
09/10/2020	PLAN TOPOGRAPHIQUE CHEMIN DE LA CHARPIGNOLE	912,00	1	912,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	DELIMITATION BORNAGE - PARCELLE AB 462 - 2 RUE DE LA MECHELLE	1 176,00	1	1 176,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	DMPC BORNAGE PLAN DE CESSION - BE18 19 ET 20 - RUE DE LA PAIX	1 344,00	1	1 344,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	FORAGE QUAI VAUBAN	5 220,00	1	5 220,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	DMPC PLAN DE CESSION ET BORNAGE - PARCELLE AH 204 - 7 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL	1 104,00	1	1 104,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	MISSION ESQUISSE QUAI VAUBAN	3 564,00	1	3 564,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	AUSCULTATION CAVITE QUAI VAUBAN	8 785,20	1	8 785,20	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	REPRISE DOSSIERS CARREFOURS LACROIX	4 560,00	1	4 560,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	MODIFICATION DU BORNAGE ET DMPC - 7 RUE DE LA CROIX DU TILLEUL	576,00	1	576,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	PPO CONTROLE OA 2018	3 050,40	1	3 050,40	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ETUDE RELATIVE A LA REDYNAMISATION DU COMMERCE A BELFORT	29 820,00	1	29 820,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	LA POUDRIERE ETUDE EXTENSION DU BATIMENT	5 676,00	1	5 676,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ACQUISITION SNCF FRET - BN 135 - PLAN DES LIEUX - DMPC - PLAN DE CESSION	3 144,00	1	3 144,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 06 OHVB	8 171,00	1	8 171,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 06 CAFARNAUM	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION DRAPEAU	783,00	1	783,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2006	6 000,00	1	6 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INVEST achat gazinière	495,00	1	495,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INVESTIS complément réf	500,00	1	500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV.RUE DU 4 SEPT 2006	6 860,21	1	6 860,21	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV AVENUE GAMBIEZ 2006	28 965,31	1	28 965,31	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 7/13 RUE CHOPIN 2006	12 195,92	1	12 195,92	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	HABITAT SENIOR TOUR BECHAUD	5 882,69	1	5 882,69	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 30/40 RUE CHOPIN	12 195,92	1	12 195,92	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	PART TRANSFERT DU SIEGE	27 360,98	1	27 360,98	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	création lieu parents-enfants	99 330,44	10	99 330,44	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION BS 2006	10 700,00	1	10 700,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention exceptionnelle	9 000,00	1	9 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT CIDF	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv - 1 rue Turenne	6 604,50	1	6 604,50	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 6 rue Sarrail	2 952,60	1	2 952,60	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 67 rue de Mulhouse	481,74	1	481,74	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 8 rue Gaulard	932,40	1	932,40	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 2 rue Mazarin	9 998,10	1	9 998,10	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 4 rue de Mulhouse	2 359,80	1	2 359,80	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION BP 2006	5 250,00	1	5 250,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV. EQUIPT PLURI'ELLES	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV. EQUIPT 2006 - RQ RESIDEN	2 500,00	1	2 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Sécurisation des Halls Moscou-	29 200,00	10	29 200,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT BP 2006	700,00	1	700,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 06 POIGNEE IMAGES	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention investissement	5 000,00	1	5 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INVEST SEP la fourmilière	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	ACCOMPTE SUBVENTION SUIVANT DE	6 000,00	10	6 000,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
15/10/2020	SUBV INVEST ACHAT PHOTOCOPIEUR	490,00	1	490,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 6/8 RUE CHOPIN	6 097,96	1	6 097,96	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv. Equipt. 2006 - CHAMOIS	5 000,00	1	5 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention Vigne	900,00	1	900,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 10 av Jean Moulin	1 521,45	1	1 521,45	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 65 rue de Mulhouse	388,50	1	388,50	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 17 av. J. Moulin	2 856,60	1	2 856,60	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 8 rue des Tanneurs	1 055,70	1	1 055,70	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ABPN 2006	950,00	1	950,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 06 GRANIT(REPORT)	19 819,00	5	19 819,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 06 RIFFS DU LION(REPO	2 500,00	1	2 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION TRAVAUX 3 RUE HEIM	83 171,00	5	83 171,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 1 rue Grille	2 386,40	1	2 386,40	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV POIGNEE IMAGES BP 07	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV RIFFS LION BP 07	2 500,00	1	2 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV GRANIT BP 07	19 819,00	5	19 819,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT	2 000,00	1	2 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INVEST PETITS PEUT-ON 200	500,00	1	500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Démol barres rue Bruxelles-Lux	43 123,00	10	43 123,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 34-40 RUE CHOPIN 2007	12 195,92	1	12 195,92	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV AVENUE GAMBIEZ 2007	28 965,31	1	28 965,31	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 7-13 RUE CHOPIN 2007	12 195,92	1	12 195,92	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV RUE DU 4 SEPTEMBRE 2007	6 860,21	1	6 860,21	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Rue des Perches/ locatif rue F	150 000,00	10	150 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV CAFARNAUM 07	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention JO	5 250,00	1	5 250,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 28 rue Michelet	4 218,80	1	4 218,80	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 6 rue Koechlin	1 737,60	1	1 737,60	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 69 avenue Jean MOULIN	1 528,80	1	1 528,80	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 47 fg de MONTBELIARD	868,80	1	868,80	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SOLDE SUBV.2006 TRAVAUX UDAF S	6 000,00	1	6 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV bd KENNEDY	1 433,25	1	1 433,25	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 2007 6-8 RUE CHOPIN	6 097,96	1	6 097,96	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvnetion équipt	600,00	1	600,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INVEST 2007 PRE DU FAYET	500,00	1	500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	MATEREIEL PEDAGOGIQUE SUBV INV	5 000,00	1	5 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Démol barres rue Bruxelles-Lux	43 123,00	10	43 123,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	PLURI'ELLES SUBV° EQUIPT 2007	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION SOLIDARITE LIBAN	7 500,00	1	7 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION POUR REALISATION DR	860,00	1	860,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvent° d'Equipt 2007 - Chamo	2 000,00	1	2 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 53 bis fg de MONTBELIARD	2 187,20	1	2 187,20	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 151 av Jean Jaurès	1 154,52	1	1 154,52	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subv 38 fg des Ancêtres	853,00	1	853,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvent° Equipt 2007 Régie des	1 500,00	1	1 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 08 OHVB	2 800,00	1	2 800,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv° Equipt / Relocalisation	56 400,00	5	56 400,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT VOTEE SU	400,00	1	400,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INVEST 2008 PRE DU FAYET	500,00	1	500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV RUE 4 SEPTEMBRE	6 860,21	1	6 860,21	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV AVENUE GAMBIEZ	28 965,31	1	28 965,31	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 7/13 RUE CHOPIN	12 195,92	1	12 195,92	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv° Eqpt 08 Pluri'elles Blan	23 000,00	5	23 000,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
15/10/2020	SUBV INV POIGNEE IMAGES 2008	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention d'équipement	772,84	1	772,84	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT 6 BS2008	6 000,00	1	6 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv° Equipt Inser'Vêt 2007(RE	1 988,00	1	1 988,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv° Equipt 2008 Passerelles	1 000,00	1	1 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 6/8 RUE CHOPIN	6 097,96	1	6 097,96	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENT° ADOMA 120 LOGTS CHATE	62 000,00	5	62 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV RUE DU 4 SEPTEMBRE	6 860,21	1	6 860,21	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 7 13 RUE CHOPIN	12 195,92	1	12 195,92	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 6/8 RUE CHOPIN	6 097,96	1	6 097,96	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV EQUIPEMENT 2009 GRANIT	19 819,00	5	19 819,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT	2 500,00	1	2 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ravalement 2 rue Br	2 028,11	1	2 028,11	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention ravalement 16 fg Br	2 539,98	1	2 539,98	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvent° ravalement 4 rue Gaul	1 381,85	1	1 381,85	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ravalement 2 rue Ro	1 185,84	1	1 185,84	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Reports - TH BELFORT ERM(REPOR	2 648,76	1	2 648,76	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv° Equipt 09 - Régie des Ré	4 261,17	1	4 261,17	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	solde subv ilot kennedy	2 272,00	1	2 272,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT VELOCAMP	1 100,00	1	1 100,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT CYCLOTOU	150,00	1	150,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention ravalement 92 av Mo	630,40	1	630,40	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention ravalement 53 av Mo	813,00	1	813,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention ravalement 51 av Mo	823,42	1	823,42	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention ravalement 91 av Mo	3 921,18	1	3 921,18	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention ravalement 2 rue St	1 111,26	1	1 111,26	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention ravalement 2-16 rue	22 879,79	5	22 879,79	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention ravalement 47 49 fg	2 791,34	1	2 791,34	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention TH desserte EDF For	11 000,00	1	11 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention équipement ABPN	465,00	1	465,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv° Equipt 09 - Régie des Ré	470,83	1	470,83	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV VEHICULE BQUE ALIMENTAIRE	2 500,00	1	2 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUB 2010 7-13 RUE CHOPIN	12 195,92	1	12 195,92	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ravalement 39 r Mul	3 042,35	1	3 042,35	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ravalement 30b fg B	1 155,79	1	1 155,79	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ravalement 50 fg Br	1 325,14	1	1 325,14	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ravalement 11 rue T	838,83	1	838,83	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ravalement 27 fg Br	1 756,20	1	1 756,20	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV IDEE 2010	5 000,00	1	5 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV ORPHEE 2010	500,00	1	500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV POIGNEE IMAGES 2010	5 000,00	1	5 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT ADPC	400,00	1	400,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Sub ravalement 83 av Leclerc S	1 257,32	1	1 257,32	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Sub ravalement 6B rue Madagasc	1 694,26	1	1 694,26	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Sub ravalement 12 fg Brisach M	3 260,53	1	3 260,53	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Sub ravalement 23 av.Wilson CG	1 387,02	1	1 387,02	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Sub ravalement 79B Av.Moulin M	804,91	1	804,91	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV 6-8 RUE CHOPIN	6 097,96	1	6 097,96	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv ravalement 65av JMoulin	1 468,30	1	1 468,30	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv.ravalement 1 Mulhouse MIC	2 681,53	1	2 681,53	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	PETITS PEUT-ON investissement	2 000,00	1	2 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	subvention ravalement Le Cléme	8 012,40	1	8 012,40	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Inser'Vêt - Subv° Equipt 2010	1 500,00	1	1 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT SUITE CM	3 000,00	1	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV RIFFS LION 2010	4 000,00	1	4 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention d'équipement Jardin	5 000,00	1	5 000,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
15/10/2020	SUBV INV OHVB 2010	5 874,00	1	5 874,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION SPA	1 000,00	1	1 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Solde Subv TH desserte EDF For	470,00	1	470,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 2011	3 000,00	5	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV AMBA 2010(REPORT)	900,00	5	900,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention d'équipement 2011	4 000,00	5	4 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	UTBM - SMART GRIDS(REPORT)	30 000,00	5	30 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention Equipement Vélocamp	1 400,00	5	1 400,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 2011	10 000,00	5	10 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 2011	800,00	5	800,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 2011	3 000,00	5	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Inser'Vêt - Subv° Equipement 2	1 500,00	5	1 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT 2011	200,00	5	200,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE 2001	500,00	5	500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION D'EQUIPEMENT 2011	400,00	5	400,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 2011	2 000,00	5	2 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV 2011	19 819,00	5	19 819,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subv d'équipement ABPN 2011	900,00	5	900,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION DRAPEAU ADIF 90	1 000,00	5	1 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV UNE POIGNEE IMAGES 20	3 000,00	5	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT MAILLON	1 500,00	5	1 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV	2 938,00	5	2 938,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Subvention d'équipement 2012 -	3 000,00	5	3 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV CERAP	1 500,00	5	1 500,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV	1 644,95	5	1 644,95	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT 2012	400,00	5	400,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT VELOCAMP	1 400,00	5	1 400,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT VELOXYGE	300,00	5	300,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV AMBA	1 986,05	5	1 986,05	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV GRANIT	19 819,00	5	19 819,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV INV	417,05	5	417,05	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE MAPP	3 350,00	5	3 350,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	ZAC PARC A BALLONS PARTICIPATION EQUILIBRE DE L ERM 1	2 568 100,00	5	2 568 100,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	ZAC PARC A BALLONS PARTICIPATION EQUILIBRE ERM 2	2 516 300,00	5	2 516 300,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	PARTICIPATION SIGF 1ER ACOMPTE	131 748,00	5	131 748,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	ILOT KENNEDY(REPORT)(REPORT)	295 000,00	10	295 000,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	Reports - TH BELFORT ERM(REPOR	52 998,00	10	52 998,00	0,00	0,00	0,00
15/10/2020	SUBV ° AV GAMBIEZ	28 965,21	10	28 965,21	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	RELIQUAT 2014	2 467,00	5	2 467,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT	3 133,00	5	3 133,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT - MATERI	14 000,00	5	14 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	VOTE DU BP 2015 18/12/2014	400,00	5	400,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION	1 000,00	5	1 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	Subvention d'équipement 2015 A	500,00	5	500,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2015	4 000,00	5	4 000,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - CA - 2020

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
16/10/2020	Subvention d'équipement 2015 S	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION 2015 EQUIPEMENT	300,00	5	300,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2015	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT IDEE	1 500,00	5	1 500,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT GRAN	35 000,00	5	35 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT ABPN 201	900,00	5	900,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENTS 2015	200,00	5	200,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT SECT	1 000,00	5	1 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION EQUIPEMENT 2015	300,00	5	300,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVNETION INVESTISSEMENT	1 400,00	5	1 400,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT CERA	2 000,00	5	2 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION COMPLEMENTAIRE INVE	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT AMBA	1 000,00	5	1 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT OHVB	867,00	5	867,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	MBA MATERIEL	5 000,00	5	5 000,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION CDOS MATERIEL	626,61	5	626,61	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2015	700,00	5	700,00	0,00	0,00	0,00
16/10/2020	REHABILITATION IUT	221 000,00	5	221 000,00	0,00	0,00	0,00
04/12/2020	SAPRR/PARCIPATION AU CAPITAL	2 286,74	0	0,00	2 286,74	0,00	-2 286,74
16/12/2020	MATERIEL ATELIERS RUE DE LA PA	2 392,44	10	2 392,44	0,00	0,00	0,00
16/12/2020	MATERIEL DEBROUSSAILLAGE	6 797,71	10	6 797,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2020	PUBLICATION MARCHE CARRE MUSULMAN	108,00	1	108,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2020	INSERTION APPEL OFFRE TRAVAUX BRASSE	108,00	1	108,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**10 579 921,13**					**-164 542,81**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	1 567 800,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	998 409,64
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	964 219,71

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
28/10/2019	TERRAIN - AU GRANDS PRES -DANJOUTIN	1,00	0,00	0
20/12/2019	BATIMENT DE L IFSI	337 000,00	0,00	0
07/02/2020	MAISON - 31 RUE LEBLEU - BELFORT	35 000,00	0,00	0
06/11/2020	LOCAL - 122 AVENUE JEAN JAURES - BELFORT	62 000,00	0,00	0
08/12/2020	TERRAIN - PRU SECTEUR DOREY	623 424,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
29/07/2020	TERRAIN - 7 RUE RENE PAYOT - BELFORT	1,00	0,00	0
08/12/2020	TERRAIN - PRU SECTEUR DOREY	0,00	0,00	0
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**1 057 426,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
21/02/2020	BATIMENT LE CLEMENCEAU - OFFICE DE TOURISME 2 RUE CLEMENCEAU	563 654,93	0	0,00	563 654,94	465 000,00	-98 654,94
26/02/2020	EGLISE ST LOUIS - 11 RUE NICOLAS SIMON - BELFORT	303 195,93	0	0,00	303 195,93	150 000,00	-153 195,93
12/05/2020	BOX N° 6 - 11-13 RUE GEORGES POMPIDOU	2 375,35	0	0,00	2 375,35	15 411,00	13 035,65
19/05/2020	BOX N° 8 - 11-13 RUE GEORGES POMPIDOU	2 382,86	0	0,00	2 382,86	15 411,00	13 028,14
19/05/2020	BOX N° 11 ET BOX N° 18 - 11-13 RUE GEORGES POMPIDOU	4 779,48	0	0,00	4 779,48	32 021,00	27 241,52
19/05/2020	BOX N° 24 ET BOX N° 25- 11-13 RUE GEORGES POMPIDOU	4 763,21	0	0,00	4 763,21	30 822,00	26 058,79
19/05/2020	BOX N° 4 - 11-13 RUE GEORGES POMPIDOU	2 390,37	0	0,00	2 390,37	16 000,00	13 609,63
19/05/2020	BOX N° 9 - 11-13 RUE GEORGES POMPIDOU	2 500,50	0	0,00	2 500,50	16 038,00	13 537,50
27/05/2020	BOX N° 3 ET BOX N° 19 11-13 RUE GEORGES POMPIDOU	4 766,96	0	0,00	4 766,96	30 822,00	26 055,04
27/05/2020	TERRAIN - 30 RUE DE VESOUL - BELFORT	1,06	0	0,00	1,06	440,00	438,94
15/06/2020	BOX N° 1 - 11-13 RUE GEORGES POMPIDOU	2 456,69	0	0,00	2 456,69	16 500,00	14 043,31
27/08/2020	TERRAIN - RUE DE FLORENCE ET BRUXELLES (LOT BAUDIN) - BELFORT	63 270,06	0	0,00	63 270,06	138 714,64	75 444,58
05/11/2020	TERRAIN - 18 AVENUE ALTKIRCH - BELFORT	53,51	0	0,00	53,51	5 180,00	5 126,49
12/11/2020	TERRAIN - 1 RUE PIERRE BROSSOLETTE - BELFORT	7 284,87	0	0,00	7 284,87	60 000,00	52 715,13
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**963 875,78**					**28 483,85**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**10 275,48**	
60633	Fournitures et matériel de voirie	10 275,48	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**4 320,00**	
012	Main d'œuvre	4 320,00	
72	***Travaux en régie***		***14 595,48***
722	*Travaux en régie*		*14 595,48*
TOTAL GENERAL		**14 595,48**	**14 595,48**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***0,00***
23	***Immobilisations en cours***	***14 595,48***
2315	*Installations, matériels et outillage technique*	*2 651,84*
2318	*Autres immobilisations corporelles*	*11 943,64*
TOTAL GENERAL		**14 595,48**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	14 595,48
Recettes réelles de fonctionnement	73 055 070,45
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,02 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**32 326 054,05**	**23 482 743,50**											**425 437,25**	**1 380 879,27**
ADOMA	2008	P	Dossier 352/Construction résidence sociale Avenue du Château d'Eau	CDC	412 500,00	293 804,86	22,08	A	V	Livret A	3,000	V	Livret A	0,520	A-1	EUR	2 291,02	11 664,26
ASSOCIATION LES BONS ENFANTS	2017	P	Dossier 409/Pôle gérontologique Pompidou 14 rue de Mulhouse	CDC	2 500 000,00	2 444 529,85	33,58	T	F	Taux fixe à 2.65 %	2,650	F	Taux fixe à 2.65 %	2,620	A-1	EUR	64 878,61	44 520,75
ASSOCIATION LES BONS ENFANTS	2010	P	Dossier 371/Aménagement résidence Vauban	CREDIT MUTUEL	290 000,00	157 818,58	9,67	M	V	(Moyenne Euribor 1M + 0.95)-Floor 0 sur Moyenne Euribor 1M	1,570	V	(Moyenne Euribor 1M + 0.95)-Floor 0 sur Moyenne Euribor 1M	0,960	A-1	EUR	1 599,23	14 298,20
ASSOCIATION LES BONS ENFANTS	2017	P	Dossier 406/Financement trx et mobilier nouveau bâtiment ancien site hôpital	CREDIT MUTUEL	475 000,00	418 411,35	12,67	M	F	Taux fixe à 1.52 %	1,530	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	A-1	EUR	6 605,24	29 730,05
ASSOCIATION LES BONS ENFANTS	2017	P	Dossier407/Financement nouveau bâtiment sur site ancien hôpital	CIC	475 000,00	418 411,36	12,67	M	F	Taux fixe à 1.52 %	1,530	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	A-1	EUR	6 605,24	29 730,04
AXENTIA	2016	P	Dossier 401/Construction d'un IEM de 32 places	CDC	368 499,00	352 662,70	46,00	T	V	Livret A	0,740	V	Livret A	0,740	A-1	EUR	2 653,57	5 349,71

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
AXENTIA	2016	P	Dossier 401B/Construction d'un IEM de 32 places	CDC	7 833 418,00	7 380 407,22	36,00	T	V	Livret A	0,740	V	Livret A	0,740	A-1	EUR	55 837,38	153 032,97
MUTUALITE FRANCAISE	2010	P	Dossier 402/Création d'un domicile protégé 21 rue de Marseille Belfort	CREDIT AGRICOLE	210 000,00	165 037,21	21,58	T	V	(Livret A + 1.16)-Floor 0 sur Livret A	2,430	V	(Livret A + 1.16)-Floor 0 sur Livret A	1,740	A-1	EUR	3 015,77	6 075,73
MUTUALITE FRANCAISE	2007	P	Dossier 353/Construction EHPAD	CREDIT AGRICOLE	3 013 080,00	2 067 175,33	17,53	T	V	Livret A + 1.37	4,440	V	Livret A + 1.37	1,930	A-1	EUR	42 400,06	90 469,74
MUTUALITE FRANCAISE	2010	P	Dossier 357/Etablissement d'hébergement personnes âgées EHPAD	CACIB ex BFT	2 625 000,00	1 873 120,14	15,50	A	F	Taux fixe à 4.84 %	4,910	F	Taux fixe à 4.84 %	4,910	A-1	EUR	96 230,80	82 525,35
MUTUALITE FRANCAISE	2010	P	Dossier 358/Etablissement d'hébergement personnes âgées EHPAD	CACIB ex BFT	799 986,61	560 824,40	15,50	A	V	(TAM(Postfixé) + 0.02)-Floor 0 sur TAM(Postfixé)	0,400	V	(TAM(Postfixé) + 0.02)-Floor 0 sur TAM(Postfixé)	0,020	A-1	EUR	117,31	25 726,70
MUTUALITE FRANCAISE	2010	P	Dossier 359/Etablissement d'hébergement personnes âgées EHPAD	CACIB ex BFT	625 000,00	62 490,50	0,50	A	F	Taux fixe à 4.79 %	4,860	F	Taux fixe à 4.79 %	4,860	A-1	EUR	5 983,44	60 377,00
MUTUALITE FRANCAISE	2010	P	Dossier 360/Etablissement d'hébergement personnes âgées EHPAD	CACIB ex BFT	11 003,84	2 126,34	0,50	A	V	(TAM(Postfixé) + 0.02)-Floor 0 sur TAM(Postfixé)	0,400	V	(TAM(Postfixé) + 0.02)-Floor 0 sur TAM(Postfixé)	0,020	A-1	EUR	0,64	1 065,00
SEMVIH.	2016	P	Dossier 403/Acquisition du parking de l'Espérance	CE	200 000,00	150 837,44	10,98	T	V	Livret A + 0.7	1,460	V	Livret A + 0.7	1,260	A-2	EUR	2 006,54	12 558,76
SODEB	1991	P	Dossier 40/Logements étudiants F. Braudel	CDC	2 055 326,80	315 815,58	2,67	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	1,980	A-1	EUR	8 620,58	104 700,39
SODEB	1992	P	Dossier Loan 46/ZAC Bougenel construction de 100 logements	CDC	29 747,81	5 971,43	3,17	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	1,960	A-1	EUR	151,16	1 483,58
SODEB	1994	P	Dossier Loan 50/Construction de 80 logements ZAC Bougenel	CDC	1 820 463,55	513 623,52	5,08	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	1,980	A-1	EUR	12 066,47	84 995,93
SODEB	1994	P	Dossier Loan 48/Résidence J.P. Sartre construction de 66 logements	CDC	1 490 068,83	420 406,34	5,08	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	1,980	A-1	EUR	9 876,54	69 570,07
SODEB	1994	P	Dossier Loan 44/Résidence J.P. Sartre ZAC Bougenel	CDC	24 654,05	6 840,33	5,42	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	1,990	A-1	EUR	160,19	1 131,96
SODEB	1994	P	Dossier Loan 45/Résidence J.P. Sartre	CDC	33 705,56	9 351,71	5,42	A	V	Livret A + 1.3	5,800	V	Livret A + 1.3	1,990	A-1	EUR	218,99	1 547,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SODEB	2010	P	Dossier 354/Travaux requalification du centre commercial les Glacis	CDC	265 600,00	88 244,86	4,33	T	F	Taux fixe à 0.34 %	1,850	F	Taux fixe à 0.34 %	2,240	A-1	EUR	2 296,35	18 994,57
SODEB	2018	P	Dossier 408/Aménagement ZAC de l'ancien hôpital	CDC	2 880 000,00	2 585 666,45	6,17	T	F	Taux fixe à 1.5 %	1,510	F	Taux fixe à 1.5 %	1,490	A-1	EUR	41 864,26	294 333,55
SODEB	2017	P	Dossier 404/Aménagement ZAC ancien hôpital	CREDIT MUTUEL	3 888 000,00	3 189 166,00	12,00	A	F	Taux fixe à 1.75 %	1,750	F	Taux fixe à 1.75 %	1,750	A-1	EUR	59 957,86	236 997,42
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**43 152 966,60**	**20 792 346,86**											**565 710,65**	**1 672 855,68**
NEOLIA	1980	P	Dossier Loan 57 / 57 logements locatifs rue du Four à Chaux	CDC	13 979,57	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	23,81	661,48
NEOLIA	1980	P	Dossier Loan 56/ 57 logements locatifs rue du Four à Chaux	CDC	1 814,14	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	3,09	85,82
NEOLIA	1998	P	Dossier 200/0467823/38 logements 5/7/9 avenue de l'Espérance	CDC	807 995,95	100 829,55	1,08	A	F	Taux fixe à 6 %	6,000	F	Taux fixe à 6 %	5,990	A-1	EUR	8 774,61	45 413,98
NEOLIA	2011	P	Dossier 355/ Restructuration maison des élèves UTBM	CDC	850 000,00	608 554,10	15,25	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	5 385,30	29 264,97
NEOLIA	2011	P	Dossier 356/Restructuration maison des élèves UTBM	CDC	1 087 500,00	778 591,30	15,25	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	6 890,01	37 441,93
NEOLIA	2012	P	Dossier 399/Compactage emprunts	CDC	505 029,13	324 684,71	11,17	A	F	Taux fixe à 0.84 %	0,840	F	Taux fixe à 0.84 %	0,840	A-1	EUR	2 847,48	23 379,46
NEOLIA	2010	P	Dossier 363/Acquisition amélioration de logements reprise emp LOGISSIM	SFIL	182 751,12	77 237,23	9,08	T	V	(Euribor 3M + 0.3)-Floor -0.3 sur Euribor 3M	1,020	V	(Euribor 3M + 0.3)-Floor -0.3 sur Euribor 3M	0,010	A-1	EUR	8,12	8 449,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2007	P	refinanct prêt reprise emp LOGISSIM	DEXIA CL	3 323 292,85	2 387 776,30	15,83	T	F	Taux fixe à 3.8 %	3,910	F	Si ((0.5*Euribor 3M(Postfixé)) + (0.5*Inflation INSEE hors tabac(Postfixé))) + 0.25<=3.75 alors 3.8	3,850	A-1	EUR	94 560,71	95 303,51
NEOLIA	2017	P	Dossier 240/ 20 rue Roosevelt 2 logements part foncière	CDC	13 400,66	11 481,49	30,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	161,31	467,33
NEOLIA	2017	P	Dossier 263/ 2 logements 1 bis rue de la Première Armée	CDC	6 015,99	5 517,17	33,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	76,20	127,23
NEOLIA	2017	P	Dossier 289/ 2 logements 9 rue d'Alger part foncière	CDC	17 464,46	16 421,00	35,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	226,44	352,50
NEOLIA	2017	P	Dossier 320/ 9 logements 18 rue de Ferette part foncière	CDC	146 160,75	138 006,89	35,08	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,470	A-1	EUR	2 393,10	2 763,90
NEOLIA	2017	P	Dossier 322/ 1 logement 18 rue de Ferette part foncière	CDC	4 575,55	4 302,18	35,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	59,33	92,35
NEOLIA	2017	P	Dossier 338/ 8 logements 40 rue Jean Moulin part foncière	CDC	187 829,89	174 675,36	36,75	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,630	A-1	EUR	3 026,81	3 372,25
NEOLIA	2017	P	Dossier 368/ 2 logements d'intégration 22-24 Grande rue	CDC	5 683,50	5 195,98	32,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	71,82	124,34
NEOLIA	2020	P	Dossier 259/1352024/ 3 logements rue de la Prospérité	CDC	6 252,83	6 111,89	33,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,700	A-1	EUR	77,43	140,94
NEOLIA	2020	P	Dossier 261/1352025/6 logements 1 bis rue de la Première Armée	CDC	18 921,43	18 494,95	33,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,700	A-1	EUR	234,32	426,49
NEOLIA	2020	P	Dossier 366/1352044/ 8 logements 22/24 Grande Rue	CDC	21 238,46	20 742,10	32,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,680	A-1	EUR	238,54	496,37
NEOLIA	2020	P	Dossier 236/1352005/ 4 logements 34 rue de Brasse	CDC	34 099,87	33 240,84	30,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,680	A-1	EUR	382,99	859,04

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2020	P	Dossier 238/1352004/ 7 logements 20 rue Roosevelt	CDC	34 519,59	33 649,98	30,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,680	A-1	EUR	387,70	869,61
NEOLIA	2020	P	Dossier 257/1352023/ 10 logements rue de la Prospérité	CDC	36 840,31	36 009,93	33,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,700	A-1	EUR	456,22	830,38
NEOLIA	2020	P	Dossier 241/CT 1352013/	CDC	42 266,40	41 278,59	32,67	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,720	A-1	EUR	570,60	987,81
NEOLIA	2020	P	Dossier 242/CT 1352011	CDC	45 215,14	44 158,42	32,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,640	A-1	EUR	405,47	1 056,73
NEOLIA	2020	P	Dossier 291/1352032/4 logements 3 rue de Zaporojié	CDC	70 902,58	69 360,04	34,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,530	A-1	EUR	957,18	1 542,55
NEOLIA	2020	P	Dossier 318/1351971/13 logements Avenue Wilson	CDC	254 374,89	237 845,79	15,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6 Livret A + 0.6	1,820	A-1	EUR	1 142,71	16 529,10
NEOLIA	2018	P	Dossier 397/Ct 1345323 Compactage emprunts	CDC	611 220,48	570 397,60	21,17	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,740	A-1	EUR	11 524,62	20 608,53
NEOLIA	2018	P	Dossier 398/Ct 1345332 Compactage emprunts	CDC	1 194 021,16	1 113 982,88	30,57	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,590	A-1	EUR	19 398,93	27 130,41
NEOLIA	2018	P	Dossier 396/Ct 1345322 Compactage emprunts	CDC	1 259 404,21	1 131 998,33	20,57	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	22 918,15	43 291,38
TERRITOIRE HABITAT 90	2002	P	Dossier 384/Rue Lléon Blum rénovation chaufferie	CDC	90 502,20	10 749,12	1,08	A	V	Livret A	3,000	V	Livret A	0,530	A-1	EUR	120,48	5 314,62
TERRITOIRE HABITAT 90	2004	P	Dossier 272/ 20 logements rue des Perches	CDC	156 050,00	101 009,76	18,25	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,810	A-1	EUR	1 058,15	4 805,64
TERRITOIRE HABITAT 90	2004	P	Dossier 271/ 20 logements rue des Perches part foncière	CDC	41 143,50	33 177,55	33,25	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,810	A-1	EUR	339,94	815,97
TERRITOIRE HABITAT 90	2004	P	Dossier 277/ 22 logements rue des Perches	CDC	52 753,00	42 539,30	33,25	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,810	A-1	EUR	435,86	1 046,21
TERRITOIRE HABITAT 90	2004	P	Dossier 276/ 22 logements rue des Perches	CDC	185 585,83	120 128,02	18,25	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,810	A-1	EUR	1 258,43	5 715,22
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 307/ 10 logements rue des Perches part foncière	CDC	100 452,50	82 260,07	34,17	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,790	A-1	EUR	842,15	1 955,00
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 306/ 10 logements rue des Perches	CDC	193 921,00	130 283,88	19,17	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,790	A-1	EUR	1 361,42	5 858,31
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 314/Rénovation ascenseurs Résidences/Glacis	CDC	83 000,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	1,000	A-1	EUR	65,17	6 517,46
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 304/ 23 logements rue James Long	CDC	476 655,50	320 236,26	19,17	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,790	A-1	EUR	3 346,36	14 399,64

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 305/ 23 logements rue James Long part foncière	CDC	102 476,00	83 917,13	34,17	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,790	A-1	EUR	859,12	1 994,38
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 303/ 7 logements 7 rue Scheurer-Kestner part foncière	CDC	125 441,50	102 723,47	34,17	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,790	A-1	EUR	1 051,65	2 441,33
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 298/ 7 logements 7 rue Scheurer-Kestner	CDC	104 686,50	70 332,59	19,17	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,790	A-1	EUR	734,95	3 162,55
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 312/ 5 logements 8 rue Voltaire	CDC	61 699,00	41 451,86	19,17	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,790	A-1	EUR	433,16	1 863,91
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 313/ 5 logements 8 rue Voltaire part foncière	CDC	61 147,00	50 073,01	34,17	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,790	A-1	EUR	512,63	1 190,04
TERRITOIRE HABITAT 90	2005	P	Dossier 310/ 61 logements 3 à 13 rue de Stockholm	CDC	604 125,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	1,000	A-1	EUR	474,38	47 438,01
TERRITOIRE HABITAT 90	2006	P	Dossier 328/ 6 logements 20 rue de Provence	CDC	109 180,00	77 656,95	20,08	A	V	Livret A + 0.5	2,500	V	Livret A + 0.5	1,020	A-1	EUR	1 010,92	3 216,53
TERRITOIRE HABITAT 90	2006	P	Dossier 327/ 6 logements rue de Provence Part foncière	CDC	87 904,50	74 649,06	35,08	A	V	Livret A + 0.5	2,500	V	Livret A + 0.5	1,020	A-1	EUR	953,54	1 634,20
TERRITOIRE HABITAT 90	2011	P	Dossier 382/Compactage n°9	CDC	7 262 047,82	0,00	0,00	T	V	Livret A + 1.2	3,200	V	Livret A + 1.2	3,330	A-1	EUR	2 103,36	250 600,29
TERRITOIRE HABITAT 90	2011	P	Dossier 374/Compactage n° 12	CDC	2 939 545,89	1 125 466,19	4,17	T	F	Taux fixe à 0.71 %	2,870	F	Taux fixe à 0.71 %	2,830	A-1	EUR	36 081,64	230 805,39
TERRITOIRE HABITAT 90	2011	P	Dossier 377/Compactage emprunts n° 2	CDC	953 963,09	603 024,09	12,17	A	F	Taux fixe à 0.71 %	0,710	F	Taux fixe à 0.71 %	0,710	A-1	EUR	4 459,59	40 609,57
TERRITOIRE HABITAT 90	2011	P	Dossier 373//Compactage emprunts n° 11	CDC	76 784,97	40 426,97	7,17	T	F	Taux fixe à 0.71 %	2,870	F	Taux fixe à 0.71 %	2,830	A-1	EUR	1 236,20	4 953,32
TERRITOIRE HABITAT 90	1999	P	Dossier 208/ 133 logements Bougenel	SFIL	3 316 876,48	0,00	0,00	T	F	Taux fixe à 3.78 %	3,890	F	Taux fixe à 3.78 %	3,830	A-1	EUR	1 343,48	55 996,09
TERRITOIRE HABITAT 90	1999	C	Dossier 219/Opération rue Stracmann	SFIL	1 502 261,92	0,00	0,00	T	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,950	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,180	A-1	EUR	29,54	32 337,69
TERRITOIRE HABITAT 90	2012	P	Dossier400/Refinancement emprunt 393	SFIL	3 272 880,45	2 327 706,10	11,92	A	F	Taux fixe à 4.88 %	4,950	F	Taux fixe à 4.88 %	4,950	A-1	EUR	122 395,17	139 275,32
TERRITOIRE HABITAT 90	2007	P	Dossier395/Renégociation emprunts	SFIL	1 717 127,61	1 499 186,47	34,75	A	F	Taux fixe à 3 %	3,000	F	Si ((0.5*Euribor 3M(Postfixé)) + (0.5*Inflation INSEE hors tabac(Postfixé))) + 0.25<=4 alors 3.69 %	3,740	E-1	EUR	56 951,99	18 925,98

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
TERRITOIRE HABITAT 90	2007	P	Dossier 394/Renégociation emprunts	SFIL	2 493 050,99	1 786 961,46	19,58	A	F	Taux fixe à 3.65 %	3,650	F	Si ((0.5*Euribor 3M(Postfixé)) + (0.5*Inflation INSEE hors tabac(Postfixé))) + 0.25<=4 alors 3.65 %	3,700	E-1	EUR	68 604,13	61 791,12
TERRITOIRE HABITAT 90	2002	P	Dossier 386/ 61 logements Passage de France	SFIL	1 445 465,00	634 667,69	7,00	T	F	Taux fixe 4.99% à barrière 6% sur Euribor 6M(Postfixé) (Marge de 0.14%)	5,160	F	Taux fixe 4.99% à barrière 6% sur Euribor 6M(Postfixé) (Marge de 0.14%)	5,060	B-1	EUR	34 414,31	69 433,65
TERRITOIRE HABITAT 90	2002	P	Dossier 389/SAMIBEL Passage de France	SFIL	408 089,43	168 556,04	6,92	T	V	(Euribor 3M + 0.23)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,370	V	(Euribor 3M + 0.23)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,230	A-1	EUR	423,03	19 642,03
TERRITOIRE HABITAT 90	2002	P	Dossier 390/SAMIBEL Passage de France	SFIL	250 000,00	103 260,52	6,92	T	V	(Euribor 3M + 0.23)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,370	V	(Euribor 3M + 0.23)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,230	A-1	EUR	259,15	12 032,75
TERRITOIRE HABITAT 90	2002	P	Dossier 391/SAMIBEL Passage de France	SFIL	400 000,00	165 215,67	6,92	T	V	(Euribor 3M + 0.23)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,370	V	(Euribor 3M + 0.23)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,230	A-1	EUR	414,65	19 252,65
TERRITOIRE HABITAT 90	2002	P	Dossier 392/SAMIBEL Passage de France	SFIL	250 000,00	103 259,79	6,92	T	V	(Euribor 3M + 0.23)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,370	V	(Euribor 3M + 0.23)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,230	A-1	EUR	259,15	12 032,88
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 202/Logements Champs de Mars	CDC	66 499,98	53 281,68	10,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,210	A-1	EUR	779,58	4 465,32
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 329/ Rénovation ascenceurs rues Mirabeau-Chappuis	CDC	30 033,99	7 660,20	0,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,130	A-1	EUR	205,45	7 558,16
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 335//Interphones 120 logements rue de Bussang	CDC	18 046,95	4 532,00	0,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,250	A-1	EUR	122,18	4 518,05
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 336//Réhabilitation logements 51 b rue de Mulhouse	CDC	7 747,15	1 975,93	0,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	52,99	1 949,60
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 333/Réhabilitation 40 logements 1 à 9 rue de Copenhague	CDC	31 737,75	8 094,74	0,67	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,300	A-1	EUR	217,10	7 986,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 334//Réhabilitation 40 logements 2 à 10 rue d'Oslo	CDC	31 737,75	8 094,74	0,67	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,300	A-1	EUR	217,10	7 986,92
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 339/ 25 logements site du Fort Hatry	CDC	583 264,88	520 200,66	20,92	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	7 310,31	21 303,92
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 340/ 25 logements Fort Hatry part foncière	CDC	89 654,30	84 297,68	35,92	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	1 162,45	1 809,54
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 341/ 8 logements 16 rue du Tramway part foncière	CDC	109 128,48	102 817,53	36,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	1 416,82	2 131,92
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 342/ 8 logements 16 rue du Tramway	CDC	83 766,07	75 132,59	21,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	1 053,66	2 916,50
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 345/Réhabilitation 152 logements 1 rue de Madrid	CDC	556 000,42	396 956,46	6,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,190	A-1	EUR	6 084,23	53 727,13
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 347/ 127 logements Bechaud/Bougenel ascenceurs	CDC	16 671,69	6 803,11	1,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,230	A-1	EUR	136,85	3 333,74
TERRITOIRE HABITAT 90	2018	P	Dossier 376/Compactage emprunts n° 16	CDC	771 557,37	718 098,93	31,90	T	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,130	A-1	EUR	8 450,12	18 441,97
TERRITOIRE HABITAT 90	2019	P	Dossier 346/Réhabilitation 102 logements rue Herriot	CDC	48 754,00	32 720,10	1,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,400	A-1	EUR	658,18	16 033,90
TERRITOIRE HABITAT 90	2019	P	Dossier 387/ 4 logements 6 rue de Bussang Belfort	CDC	54 154,02	44 067,35	6,17	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,140	A-1	EUR	560,64	6 760,12
TERRITOIRE HABITAT 90	2019	P	Dossier 380/Compactage n° 13	CDC	946 624,21	838 149,54	10,62	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	10 246,29	72 804,15
TOTAL GENERAL					**75 479 020,65**	**44 275 090,36**											**991 147,90**	**3 053 734,95**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	1 806 316,25
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	9 093 730,23
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**10 900 046,48**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**73 055 070,45**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**14,92**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
8I8 PAPILLON ROUGE	0,00	832 € dont 363 € pour la salle et 469 € de mise à dispo de personnel
9 Z CREW	0,00	342 € pour la mise à disposition de locaux
ABEILLE BELFORTAINE	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
ACADEMIE DES SABRES LASER BF MONTBELIARD	0,00	304 € pour la mise à disposition de locaux
ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES AVF	200,00	
AD PEEP 90	400,00	1410 € pour la mise à disposition de locaux
AD PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DU TB	4 600,00	2 119,20 € pour la mise à disposition de locaux
ADAPEI 90 PROJET ACCESSIBILITE UNIVERSELLE	400,00	275 € pour la mise à disposition de locaux
ADIF 90	250,00	
AEKWONDO CLUB BELFORTAIN	800,00	
AESB-ASSOCIATION DES ETUDIANTS SENEGALAIS DE BELFORT	0,00	362 € pour la mise à disposition de locaux
AFL SOLIDAIRE	0,00	268 € pour la mise à disposition de locaux
AGIR ENSEMBLE POUR NOTRE SANTE AEPNS	25 000,00	Mise à disposition de locaux
AGIRE NFC	0,00	83 € pour la mise à disposition de locaux
AGVB-ASSOCIATION GYMNASTIQUE VOLONTAIRE BELFORT	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
AIDE FAMILIALE POPULAIRE	1 500,00	984 € pour la mise à disposition de locaux
AIDES	1 000,00	
AIKICLUB BELFORT ROPPE	500,00	
AMICALE CNL ES LOCATAIRES RUE ALLENDE	100,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
AMICALE DES LOCATAIRES DE LA ROSERAIE	100,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
AMICALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE BELFORT ET ENVIRONS	200,00	
AMICALE DES RETRAITES VILLE DE BELFORT ET GBCA	10 110,00	
AMICALE LOGEMENT PASSERELLES DES GLACIS DU CHÂTEAU	0,00	268 € pour la mise à disposition de locaux
AMICALE MIOTTE BRISACH MAISON QUARTIER	5 700,00	1 185 € pour la mise à disposition de locaux
AMICALE MUTUELLE DE LA PEPINIERE	1 000,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
AMICALES DES JARDINIERS MUNICIPAUX	2 000,00	Mise à disposition de terrains
AMIS DE L ORGUE ET DE LA MUSIQUE	8 000,00	304 € prise en charge de frais d'impression
AMITIES FRANCO-CHINOISE DE BELFORT MONTBELIARD	0,00	210 € pour la mise à disposition de locaux
ANIM'TOI / SUBV VIE ETUDIANTE	1 500,00	
APF FRANCE HANDICAP	1 000,00	
ARCAL	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
ARCANES	9 000,00	899 € dont 793 € de location de piano
ARCHERS DE LA SAVOUREUSE	7 000,00	7 396 € pour la mise à disposition de locaux
ARCHERS DU LION	2 149,52	5600 € pour la mise à disposition de locaux
ARMEE DU SALUT	0,00	15 € pour la mise à disposition de locaux
AS BELFORT SUD	21 000,00	14 068 € pour la mise à disposition de locaux
AS BOXING BELFORT	1 500,00	
AS COLLEGE SIGNORET	200,00	
AS COLLEGE VINCI	200,00	5 620 € pour la mise à disposition de locaux
AS FOOTBALL CLUB DE BELFORT	32 000,00	8 806 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT BASKET	5 800,00	13 524 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT BOULES LYONNAISES	2 500,00	5 400 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT DANSE SUR GLACE	7 000,00	2 120 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT FOOTBALL CLUB	185 000,00	40 455 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT FROIDEVAL TENNIS DE TABLE	7 700,00	6 632 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT JUDO	48 000,00	9 563 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT KARATE DO	3 200,00	8 000 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT NATATION	34 500,00	2 320 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT PATINAGE ARTISTIQUE	1 668,99	293 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT PATINAGE DE VITESSE	6 000,00	859 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT PETANQUE	3 500,00	864 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT TENNIS	38 600,00	
ASM BELFORT TIR	4 000,00	6 067 € pour la mise à disposition de locaux
ASM BELFORT VOLLEY BALL	58 000,00	16 365 € pour la mise à disposition de locaux
ASMB GENERALE	1 500,00	670,5 dont 363 € pour la salle et 167,50 € de mise à dispo de personnel
ASPTT	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
ASS SUBAQUATIQUE BELFORT PLONGEE	6 000,00	340 € pour la mise à disposition de locaux
ASSO SPORTIVE COLLEGE CHATEAUDUN SUBVENTION FONCTIONNEMENT	200,00	
ASSOCIATION BELFORTAINE PROTECTION DE LA NATURE ABPN	500,00	
ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREE BELFORTAINE ACCA	700,00	Droit de chasse

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - CA - 2020

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LES TOXICOMANIES DE L'AIRE URBAINE ALTAU	20 000,00	
ASSOCIATION DE PARENTS D'ENFANTS DEFICIENTS AUDITIFS APEDA	300,00	
ASSOCIATION DES ACCIDENTES DE LA VIE FNATH	3 000,00	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS ET ARTISANS DE BELFORT VITRINES	42 379,00	29 312 € pour braderie d'été et jaurès en prêt de matériel et humain
ASSOCIATION DES COMMERCANTS ET ARTISANT DE BELFORT	20 000,00	
ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'ORDRE DES PALMES ACADEMIQUES BELFORT	150,00	
ASSOCIATION ECHANGES CULTURELS HEBRON	3 000,00	
ASSOCIATION ETUDIANTS UTBM	12 000,00	
ASSOCIATION PERMAKIDS	900,00	
ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE FRANCO-HONGROISE ATOMES	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
AVENIR CYCLISTE ACTB	2 200,00	
AVO FOLK	28 000,00	14 564 € pour la mise à disposition de locaux
BADMINTON CLUB BELFORTAIN	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
BASKET CLUB BELFORT	4 000,00	9 157 € pour la mise à disposition de locaux
BELF'ORTHO	12 500,00	8 797 € pour la mise à disposition de locaux
BELFORT AIRE URBAINE HANDBALL BAUHB NIVEAU	200,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
BELFORT ASSOC CANOE KAYAK	132 000,00	43 162 € pour la mise à disposition de locaux
BELFORT ATHLE	2 000,00	
BELFORT AUTO RETRO	18 500,00	22 044 € pour la mise à disposition de locaux
BELFORT AUTREMENT	3 000,00	227 € pour la mise à disposition de locaux
BELFORT ECHECS	0,00	50 € mise à dispo de locaux dans le cadre d'une élection
BELFORT EN COMMUN	60 000,00	
BELFORT EN GRAND	0,00	15 € mise à dispo de locaux dans le cadre d'une élection
BELFORT ESCRIME	0,00	924 € mise à dispo de locaux dans le cadre d'une élection
BELFORT FUTSAL LION	17 000,00	32 399 € pour la mise à disposition de locaux
BELFORT GYMNASTIQUE	2 500,00	3 374 € pour la mise à disposition de locaux
BELFORT SOCHAUX MONTBELIARD FOOTGOLF CLUB	44 500,00	65 067 € pour la mise à disposition de locaux
BONUS TRACK	500,00	
BRIDGE CLUB BELFORT	21 500,00	997 € dont 747 € de frais de communication
CADA ADOMA	2 100,00	
CAFARNAUM	0,00	124 € pour la mise à disposition de locaux
CAPOEIRA BELFORT	51 000,00	32 060 € pour la mise à disposition de locaux
CENTRE CHOREGRAPHIQUE	0,00	286 € pour la mise à disposition de locaux
CENTRE D'EXAMEN DE SANTE (4AS)	5 000,00	
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES CIDFF	0,00	15 € pour la mise à disposition de locaux
CERAP/PLANETARIUM	36 400,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
CERCLE DE BILLARD BELFORTAIN	4 000,00	10 194 € pour la mise à disposition de locaux
CHAMOIS ENVIRONNEMENT	3 380,00	10 991 € pour la mise à disposition de locaux
CHANTIER REGIE DES QUARTIERS DE BELFORT	37 000,00	
CINEMA AUJOURD HUI MAD	76 000,00	Mise à disposition de locaux
CLUB CYCLISTE BELFORT MIOTTE	456 000,00	42 829€ dont 31 839€ de mise à disposition de personnel, 3 000€ de frais d'affranchissement
CLUB DE GO	2 740,00	1 376 € pour la mise à disposition de locaux
CLUB DE L ESPERANCE	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
CLUB DU 3EME AGE	650,00	304 € pour la mise à disposition de locaux
CLUB GEOLOGIQUE BELFORTAIN	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
CLUB GEORGES BRAGARD	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
CLUB MUNICIPAL JEAN JAURES	550,00	
CLUB OLYMPIQUE BELFORTAIN DE LUTTE	700,00	
COLLECTIF RESISTANCE ET DEPORTATION	3 700,00	2 959 € pour la mise à disposition de locaux
COLLEGE DE VINCI	650,00	260 € pour la mise à disposition de salle
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE EN PLEIN AIR	0,00	1 094,50 € dont 726 € pour la salle et 368,50 € mise à dispo de personnel
COMITE DES FETES	150,00	
COMMUNE LIBRE DU FOURNEAU	45 000,00	2 429,40 € pour la mise à disposition de salle
COMPAGNIE BELFORT LOISIRS	580,00	
CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES	0,00	177 € pour la mise à disposition de locaux
CONFIDANCE	9 000,00	354 € pour la mise à disposition de locaux
CORYPHEE	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
CRAC CONVENTION MONTBELIARD	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
CROIX ROUGE FRANCAISE	5 500,00	
CROQUEURS DE POMMES	1 000,00	
CYCLOTOURISTES BELFORTAINS	500,00	Mise à disposition de locaux et vergers
DANCE ART PROJET	300,00	
	0,00	1080,50 € dont 779 € pour la salle et 301,50 € de mise à dispo de personnel

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - CA - 2020

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DANSES PASSION	0,00	134 € pour la mise à disposition de locaux
DASSOURI - PROJET EDUCATION	1 000,00	
DDEN - PROJET ECOLES FLEURIES	1 000,00	2 680,09 € dont 428,13 € de mise à dispo de locaux, 1 499,96 € de livres récompenses pour les écoles
DECOUVERTE 3 VALLEES SUBVENTION FONCTIONNEMENT	400,00	
DEFIS 90	1 500,00	
DES BILLES ET DES BALLES	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
ECOCAMPUS	600,00	
ECOLE 2EME CHANCE	60 000,00	Mise à disposition de locaux
ECOLE D'ART JACOT AMBA	153 160,00	234 825 € pour la mise à disposition de locaux et de personnel
ECOLE DE COMBAT DE BELFORT	500,00	13 180 € pour la mise à disposition de locaux
ECOLE DE PARACHUTISME	1 000,00	
EMBAR SUBV EQUIPEMENT TRAVAUX AMENAGEMENT	63 000,00	
EN COMPAGNIE DE LEROY	0,00	228 € pour la mise à disposition de locaux
ENERGIE EMPLOI	8 500,00	
ENVIE D'ECRIRE	0,00	228 € pour la mise à disposition de locaux
ESCALEN	500,00	4 865 € pour la mise à disposition de locaux
ESPERANTO NORD FRANCHE-COMTE	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
ETRE ET BIEN ETRE	0,00	228 € pour la mise à disposition de locaux
FEDERATION REGIONALE CNL	300,00	
FELIS	6 100,00	Mise à disposition de locaux
FRANCE ALZHEIMER FRANCHE-COMTE	3 000,00	
FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT	500,00	
GAIA ENERGIE	3 500,00	
GENERIQ	3 000,00	
GEOBIO	200,00	152 € et mise à disposition de la maison de quartier pour manifestations
GRAIN DE SEL 90	0,00	416 € pour la mise à disposition de locaux
GRAND BELFORT HOCKEY CLUB	15 999,98	87 € pour la mise à disposition de locaux
GYM PLUS	10 000,00	14 478 € pour la mise à disposition de locaux
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE BELFORTAINE	150,00	307 € pour la mise à disposition de locaux
HANDICAP ESPOIR	500,00	
HAPPY DANCE SWING	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
HARMONIE DES COULEURS	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
INNER WHEEL	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
INSER'VET	17 000,00	
INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT L'EDUCATION LES ECHANGES IDEE	95 000,00	28 740 € pour la mise à disposition de locaux
INTER'ACTIONS - EX FEMMES RELAIS 90	55 960,00	1 746 € pour la mise à disposition de locaux
JAZZ AUTOUR DU LION	2 000,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE	800,00	
JUSQU À LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE JALMALV	300,00	
KICHIGAI TAIKO	400,00	1219 € pour la mise à disposition de locaux
LA CANTARELLE	200,00	
LA COMPAGNIE DES ARCHERS DU LION	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
LA COMPAGNIE ZOCHA	0,00	7 661,50 € dont 5 082 € pour la salle et 2 579,50 € de mise à dispo de personnel
LA FOURMILIERE	2 000,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
LA HALTE	350,00	
LA MADRILENE	700,00	
LA RECRE DES LIONCEAUX	0,00	268 € pour la mise à disposition de locaux
LA SAISON DES MUSICIENS	3 000,00	
LA VIGNE DE LA MIOTTE	800,00	Mise à disposition de terrain et locaux
LE MAILLON SOLIDAIRE	300,00	Mise à disposition de local et de mobilier
LE MEDIATOR	300,00	
LE REFUGE	0,00	50 € pour la mise à disposition de locaux
LES AMIS DE STAFFORD	0,00	61 € pour la mise à disposition de locaux
LES AMIS DU CHANT BOULE...TOUT	0,00	159 € pour la mise à disposition de locaux
LES AMIS DU CHENOIS	1 750,00	
LES ARTS D'ICI	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
LES MIMINES VERTES	0,00	284 € pour la mise à disposition de locaux
LES MOMES DE LA CITE DU LION	550,00	
LES PETITS PEUT ON	33 000,00	
LES REPUBLICAINS	0,00	780 € mise à dispo de locaux dans le cadre d'une élection
LES SIXTIES	0,00	134 € pour la mise à disposition de locaux
LET'S DANCE	0,00	134 € pour la mise à disposition de locaux
LIGUE CONTRE LE CANCER	500,00	
LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
LION'S FIGHT ACADEMY	1 000,00	3 963 € pour la mise à disposition de locaux
LIVRES 90	8 000,00	
LOISIRS PLURIEL	15 000,00	Mise à disposition de locaux et de personnel pour le service de repas et l'entretien des locaux

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - CA - 2020

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LUTTE OUVRIERE	0,00	15 € pour la mise à disposition de locaux
M SPORTS	600,00	2 640 € pour la mise à disposition de locaux
MAISON DE QUARTIER CENTRE VILLE	71 010,50	Equivalent loyer = 38 454 € _ Achat matériel = 2 040 € _ Coût personnel (base 2019) = 53 748 €
MAISON DES FEMMES	4 500,00	
MINE DE RIEN, LA RECUP C'EST DE L'ART	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
MISSION LOCALE DU TERRITOIRE DE BELFORT	0,00	726 € pour la mise à disposition de locaux
MONTBELI'ART	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
MONTBELIARD BELFORT ATHLETISME MBA	17 000,00	
NASS ASSOCIATION	0,00	268 € pour la mise à disposition de locaux
NE LES OUBLIONS PAS	2 000,00	
NORDIC FIT	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
OBJECTIF EGALITE	0,00	124 € pour la mise à disposition de locaux
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	5 000,00	427 € pour la mise à disposition de locaux
OFFICE POUR LES AINES DE BELFORT ET DU TERRITOIRE OPABT	42 200,00	Mise à disposition de locaux
OIKOS	878 831,50	Equivalent loyer + CSC/MQ = 585 093 € _ Matériel = 10 067 € _et CSC/MQ = 107 362 €
ORCHESTRE D' HARMONIE	22 975,41	11 644 € pour la mise à disposition de locaux
PARTI COMMUNISTE FRANCAIS	0,00	478 € mise à dispo de locaux dans le cadre d'une élection
PATRIMOINE BELFORTAIN INDUSTRIE INFORMATIQUE	4 500,00	
PAVILLON DES SCIENCES	10 000,00	5 591 € pour la mise à disposition de locaux
PECHE ET PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE AAPPMA	3 000,00	Droit de pêche, mise à disposition de la base nautique pour manifestations
PLURI ELLES	25 000,00	Mise à disposition de locaux
POLE ASSOCIATIF	0,00	284 € pour la mise à disposition de locaux
PREVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE TB	700,00	
PREVENTION ROUTIERE	5 000,00	Mise à disposition de local (centre d'éducation routière)
PROTECTION CIVILE	10 530,00	
RAMBO ROYAL AZIMUT	800,00	
RELAIS AMIACLE MALAKOFF	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
RESTAURANTS DU CŒUR	6 000,00	Mise à disposition de locaux
RHYTHM'N'SALSA	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
RIFFS DU LION	130 000,00	64 298 € pour la mise à disposition de locaux
ROLLER DERBY BELFORT	1 200,00	4 333 € pour la mise à disposition de locaux
ROLLER HOCKEY BELFORT	3 500,00	1 960 € pour la mise à disposition de locaux
ROYAL TEAM BELFORT	12 000,00	19 570 € pour la mise à disposition de locaux
SAVATE BOXE FRANCAISE EQUIPEMENT	2 163,25	3 672 € pour la mise à disposition de locaux
SAVOIR FAIRE DES FORGES	0,00	228 € pour la mise à disposition de locaux
SCHOLA	400,00	1 410,60 € pour la mise à disposition de locaux
SCRABBLE CLUB DU LION	0,00	438 € pour la mise à disposition de locaux
SECOURS CATHOLIQUE	3 000,00	
SECOURS POPULAIRE	4 000,00	
SEIKEN KARATE DO	600,00	3793 € pour la mise à disposition de locaux
SEMONS L'ESPOIR	0,00	647,75 dont 363 € pour la salle et 284,75 € mise à dispo de personnel
SINAPS	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
SKITTLE CLUB FC BOWLING	3 000,00	
SOCIETE BELFORTAINE D' EMULATION	3 500,00	1 791 € pour la mise à disposition de locaux
SOCIETE DE MYCOLOGIE	300,00	Mise à disposition de locaux
SOCIETE DE SKI ET TOURISME EN MONTAGNE	500,00	
SOCIETE DE TIR DE LA MIOTTE	7 700,00	
SOCIETE FRANCAISE DE LA CROIX BLEUE	0,00	134 € pour la mise à disposition de locaux
SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX	6 000,00	
SOCIETE SAINT VINCENT DE PAUL	650,00	
SOLIDARITE FEMMES	7 000,00	Ajouter 3 000 € versés au titre du CVUG
SORISAYA	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
SOS AMITIE	450,00	
SPORT REUNIS BELFORTAINS	10 000,00	1 853 € pour la mise à disposition de locaux
SUBVENTION FONCTIONNEMENT COMPAGNIE ZOCHA	1 000,00	
TAEKWONDO CLUB BELFORTAIN	2 000,00	10 333 € pour la mise à disposition de locaux
TAEKWONDO CLUB DU LION	1 000,00	1 093 € pour la mise à disposition de locaux
TERPSIKHORA	0,00	362 € pour la mise à disposition de locaux
TERRE FRATERNITE	1 000,00	
TERRITOIRE D'ARTISTES	1 000,00	
THEATRE DU CAILLOU	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
THEATRE DU PILIER	68 000,00	3 093 € pour la mise à disposition de locaux
THEATRE DU ROYAUME D EVETTE	2 750,00	4 500 € pour la mise à disposition de locaux
TOUR DE STADES	0,00	209 € pour la mise à disposition de locaux
TRETEAUX 90	11 000,00	
TRI LION BELFORT	19 000,00	5 152 € pour la mise à disposition de locaux
TUESDAY NIGHT LIGHTS	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
TWIRLING CLUB BELFORTAIN	1 500,00	6 097 € pour la mise à disposition de locaux

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - CA - 2020

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UFC QUE CHOISIR	250,00	
UNE POIGNEE D'IMAGES THEATRE DE MARIONNETTE	100 000,00	39 101 € pour la mise à disposition de locaux
UNE ROSE UN ESPOIR	2 000,00	
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	250,00	
UNION SPORTIVE OMNISPORT DES MUNICIPAUX DE BELFORT USOMB	4 600,00	11 432 € mise à dispo locaux sections muscu + volley + marathon + fitness
UNION TOURISTIQUE DES AMIS DE LA NATURE	5 200,00	Mise à disposition de la maison de quartier pour une manifestation
UNIS CITE	0,00	1094,5 € dont 726 € pour la salle et 368,50 € mise à dispo de personnel
VAHINE MOANA	0,00	152 € pour la mise à disposition de locaux
VAINCRE LA MUCOVISCIDOSE - LES VIRADES DE L ESPOIR	650,00	50 € pour la mise à disposition de locaux
VELOCAMPUS	200,00	
VELOXYGENE	300,00	Mise à disposition de locaux
VIADANSE	0,00	76 € pour la mise à disposition de locaux
Entreprises		
Personnes physiques		
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Autres		
TOTAL GENERAL	**3 844 438,15**	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
D 2015 2 2015/1 CATHEDRALE TOUR NORD	1 716 124,76	0,00	1 716 124,76	1 254 317,42	0,00	0,00	0,00
D 2015 7 2015/2 CHANTIER D INSERTION	462 000,00	11 407,43	473 407,43	373 592,57	88 407,43	1 952,22	0,00
D 2015 1 2015/1 ECOLE RUCKLIN	6 200 000,00	335 895,16	6 535 895,16	764 104,84	2 335 895,16	1 333 515,95	0,00
D 2015 7 2015/1 ENTRETIEN DES REMPARTS	420 767,52	133 333,52	554 101,04	216 666,48	203 333,52	58 830,26	0,00
D 2015 3 2015/1 EXTENSION MQ CENTRE VILLE	663 000,00	0,00	663 000,00	660 451,09	0,00	0,00	0,00
D 2015 6 2015/1 VESTIAIRES/TRIBUNES	1 737 000,00	0,00	1 737 000,00	1 663 506,43	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

Libellé de la recette : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N :			**283 941,75**
Recettes			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
73	7362	Taxe de séjour	225 217,53
Total recettes			**225 217,53**
Dépenses			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
011	6238	Divers	228,00
011	6281	Concours divers	2 540,10
011	6288	Autres services extérieurs	3 456,00
65	6574	Subventions de fonctionnement	200,00
67	67443	Subventions exceptionnelles fermiers et concessions	50 846,61
014	739118	Autres reversements de fiscalité	17 054,49
Total dépenses			**74 325,20**
Reste à employer au 31/12/N :			**434 834,08**

Libellé de la recette : Taxe d'aménagement

Reste à employer au 01/01/N :			**-127 316,91**
Recettes			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
10	10226	Taxe d'aménagement	90 288,99
Total recettes			**90 288,99**
Dépenses			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
20	202	Frais d études, d'élaboration	9 773,38
20	2031	Frais d'études	42 732,00
204	20422	Subventions d équipement bâtiments et installations	41 275,89
Total dépenses			**93 781,27**
Reste à employer au 31/12/N :			**-130 809,19**

Libellé de la recette : Amendes de police

Reste à employer au 01/01/N :			**-33 661,41**
Recettes			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
13	1342	Fonds affectés à l'équipement non transférables amendes de police	609 689,00
Total recettes			**609 689,00**
Dépenses			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
23	2315	Immobilisations corporelles en cours, installations, matériel et outillage technique	552 443,61
011	615231	Entretien et réparation voiries	30 506,81
Total dépenses			**582 950,42**
Reste à employer au 31/12/N :			**-6 922,83**

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :			**122 963,43**
TOTAL Recettes	**925 195,52**	**Total Dépenses**	**751 056,89**
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :			**297 102,06**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**98,00**	**29,00**	**127,00**	**109,00**	**5,00**	**114,00**
Adjoint adm principal 1ère cl	C	28,00	12,00	40,00	38,00	0,00	38,00
Adjoint adm principal 2ème cl	C	17,00	5,00	22,00	22,00	0,00	22,00
Adjoint administratif	C	14,00	3,00	17,00	16,00	0,00	16,00
Adjoint technique princ 2è cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Administrateur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaches terr. hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché Territorial	A	17,00	4,00	21,00	13,00	3,00	16,00
Attaché principal	A	7,00	0,00	7,00	6,00	0,00	6,00
Directeur Général Adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur Territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	6,00	2,00	8,00	5,00	2,00	7,00
Rédacteur principal 1ère cl	B	2,00	2,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Rédacteur principal 2ème cl	B	2,00	1,00	3,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**435,00**	**30,00**	**465,00**	**429,00**	**5,00**	**434,00**
Adjoint technique	C	169,00	14,00	183,00	170,00	0,00	170,00
Adjoint technique princ 1è cl	C	70,00	3,00	73,00	70,00	0,00	70,00
Adjoint technique princ 2è cl	C	121,00	7,00	128,00	120,00	1,00	121,00
Agent de Maîtrise	C	16,00	0,00	16,00	15,00	0,00	15,00
Agent de maîtrise principal	C	20,00	0,00	20,00	20,00	0,00	20,00
Ingénieur	A	5,00	0,00	5,00	1,00	2,00	3,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	10,00	0,00	10,00	9,00	0,00	9,00
Technicien principal 1ère cl	B	10,00	2,00	12,00	11,00	0,00	11,00
Technicien principal 2ème cl	B	4,00	3,00	7,00	5,00	0,00	5,00
Technicien territorial	B	9,00	1,00	10,00	7,00	2,00	9,00
FILIERE SOCIALE (d)		**89,00**	**42,00**	**131,00**	**115,00**	**1,00**	**116,00**
ATSEM principal 1ère classe	C	10,00	3,00	13,00	12,00	0,00	12,00
ATSEM principal 2ème classe	C	26,00	7,00	33,00	32,00	0,00	32,00
Auxiliaire puér princ 1ère cl	C	11,00	2,00	13,00	13,00	0,00	13,00
Auxiliaire puér princ 2ème cl	C	19,00	26,00	45,00	36,00	0,00	36,00
Cadre de santé 2ème classe	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Educateur jnes enfants 1è cl A	A	8,00	1,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Educateur jnes enfants 2è cl A	A	4,00	2,00	6,00	3,00	1,00	4,00
Educateur jnes enfts cl exc A	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Puéric. Hors cl provisoire	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Puéricultrice cl normale	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Puéricultrice cl supérieure	A	2,00	1,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Puéricultrice hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**3,00**	**1,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Infirmier classe supérieure	B	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier soins gx cl normale	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier soins gx classe sup	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**14,00**	**1,00**	**15,00**	**14,00**	**0,00**	**14,00**
Educat. territ.APS princ 2ècl	B	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Educat.territ.APS princ 1er cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur terr. APS prin. 1ère cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur territorial APS	B	7,00	1,00	8,00	8,00	0,00	8,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**36,00**	**9,00**	**45,00**	**38,00**	**0,00**	**38,00**
Adjoint du patrimoine	C	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Adjoint pat principal 1ère cl	C	4,00	2,00	6,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint pat principal 2ème cl	C	6,00	2,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Assist ens artist princ 2è cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assist.Conservat.princ.1ère cl	B A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Assist.Conservat.princ.2ème cl	B	2,00	3,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Assist.Conservat.princ.2ème cl.	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de Conservation	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché Conservat. Patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire Territorial	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Bibliothécaire principal	A	1,00	1,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Conservateur de bibliothèques	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur en Chef Patrim.	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur Général Adjoint des Services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur Général des Services Techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**40,00**	**4,00**	**44,00**	**39,00**	**0,00**	**39,00**
Adjoint animation princ 1è cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint animation princ 2èm cl	C	10,00	1,00	11,00	10,00	0,00	10,00
Adjoint d'animation	C	21,00	2,00	23,00	21,00	0,00	21,00
Animateur	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Animateur princ 1ère cl	B C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Animateur princ 2ème cl	B	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal 2ème cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**29,00**	**1,00**	**30,00**	**28,00**	**0,00**	**28,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Brigadier chef principal	C	8,00	1,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Chef de service 2011	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	20,00	0,00	20,00	18,00	0,00	18,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**
Collaborateur de Cabinet	A	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**747,00**	**117,00**	**864,00**	**776,00**	**13,00**	**789,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique princ 2è cl	C	TECH	329.0	0,00	38 Travailleurs handicapés	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	513.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	430.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	390.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Collaborateur de Cabinet	A	OTR	647.0	0,00	110 Collaborateurs de groupe de cabinets	CDD
Collaborateur de Cabinet	A	OTR	560.0	0,00	110 Collaborateurs de groupe de cabinets	CDD
Collaborateur de Cabinet	A	OTR	473.0	0,00	110 Collaborateurs de groupe de cabinets	CDD
Educateur jnes enfants 2è cl A	A	S	365.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Ingénieur	A	TECH	419.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Ingénieur	A	TECH	513.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Rédacteur	B	ADM	369.0	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Rédacteur	B	ADM	343.0	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Technicien territorial	B	TECH	343.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Technicien territorial	B	TECH	361.0	0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
AUTHIER Charlène	Les réseaux sociaux
BOUDEVIN Nathalie	La prise de parole en public
CALOPRISCO Evelyne	Les réseaux sociaux
CARLES Pierre	Les réseaux sociaux
CASTALDI Corinne	La prise de parole en public
CASTALDI Corinne	Les réseaux sociaux
CHAUCHE Florian	Élus de la mandature 2020 - 2026
CHEKOUAT Loubna	Les réseaux sociaux
COLLARD Pierre-Jérôme	Les réseaux sociaux
DEHMECH Samuel	La prise de parole en public
DEHMECHE Samuel	Les réseaux sociaux
DORIAN Marianne	La prise de parole en public
DORIAN Marianne	Les réseaux sociaux
EINHORN Christiane	Elus, fôret, bois : les essentiels pour agir
GILLIOTTE Latifa	Les réseaux sociaux
HERZOG Jean-Marie	La prise de parole en public
HORALCHER Rachel	La prise de parole en public
HORLACHER Rachel	Les réseaux sociaux
IVOL Marie-Hélène	La prise de parole en public
IVOL Marie-Hélène	Les réseaux sociaux
JOLY Claude	La prise de parole en public
JOLY Claude	Journée des Femmes Élus 2020
KIOUAS Bouabdallah	La prise de parole en public
KNEIP Tony	La prise de parole en public
MELSOT Damien	Les réseaux sociaux
MENTRE Delphine	Cycle de conférences : Les fragilités du monde
REGNAUD- NASSAR Mathilde	Journées nationales de formation des élus municipaux
ROBERT Marie-Thérèse	La prise de parole en public
ROBERT Marie-Thérèse	Les réseaux sociaux
ROICOMTE Romuald	Les réseaux sociaux
VIVOT Sébastien	La prise de parole en public
VIVOT Sébastien	Les réseaux sociaux
VOLA Yves	La prise de parole en public

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
-	SOCIETE DE GESTION DES CENTRES ATRIA		SOCIETE EN NOM COLLECTIF	200 000,00
-	LK EUROCAR HORN		SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE	50 846,61
-	CAMPING DE L ETANG DES FORGES		SNC	0,00
Détention d'une part du capital				
-	CAISSE D EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE		SA	14 996,00
-	CREDIT IMMOBILIER FRANCHE COMTE		SA	59 455,12
-	CREDIT AGRICOLE		CAISSE DE CREDIT AGRICOLE	304,90
-	SODEB		SEM	70 431,45
-	SEMVIH		SEM	686 020,58
-	TANDEM		SOCIETE	196 659,24
-	SYNDICAT INTERCOMMUNAL AEROPARC		SYNDICAT	1 210 445,20
19/03/2019 -	SEMAVILLE		SEM	800 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	SODEB		SEM	7 135 086,21
-	ADOMA		Association	293 804,86
-	ASSOCIATION LES BONS ENFANTS		Association	3 439 171,14
-	NEOLIA		SA HLM	7 990 544,52
-	TERRITOIRE HABITAT 90		SA HLM	12 801 802,18
-	MUTUALITE FRANCAISE		Mutuelle	4 730 773,92
-	SEMVIH.		SEM	150 837,44
-	AXENTIA		Association	7 733 069,92
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	ASM BELFORT FOOTBALL CLUB		Association	185 000,00
-	BELFORT AIRE URBAINE HANDBALL BAUHB NIVEAU		Association	132 000,00
-	CHANTIER REGIE DES QUARTIERS DE BELFORT		Association	76 000,00
-	CINEMA AUJOURD HUI MAD		Association	456 000,00
-	ECOLE D'ART JACOT AMBA		Association	153 160,00
-	INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT L'EDUCATION LES ECHANGES IDEE		Association	95 000,00
-	OIKOS		Association	878 831,50
-	RIFFS DU LION		Association	130 000,00
-	UNE POIGNEE D'IMAGES THEATRE DE MARIONNETTE		Association	100 000,00
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
GRAND BELFORT COMMUNAUTE D AGGLOMERATION	01/01/2017	TPU	0,00
Autres organismes de regroupement			
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA FOURRIERE ANIMALE DU TDB	01/06/1992	Sans fiscalité propre	44 320,08
SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE PARCS AUTOMOBILES PUBLICS	15/01/1999	Sans fiscalité propre	1 272 739,00
MIFE	26/05/2000	Sans fiscalité propre	110 600,00
SYNDICAT MIXTE TERRITOIRE D ENERGIE 90	16/05/2017	Sans fiscalité propre	0,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
	PARKINGS FERMES ASSUJETTIS A LA TVA		-	PARKINGS FERMES ASSUJETTIS A LA TVA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 054 744,33	22 219 279,71	6 596 206,60	9 239 258,02
RECETTES	38 054 744,33	20 990 557,97	3 293 229,20	13 770 957,16
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	72 257 419,50	61 512 616,79	0,00	10 744 802,71
RECETTES	72 257 419,50	73 362 987,79	0,00	-1 105 568,29

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : BUDGET ANNEXE CFA / N°SIRET : 21900010600175				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	503 438,75	320 578,61	29 925,18	152 934,96
RECETTES	503 438,75	242 621,34	0,00	260 817,41
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 708 815,35	2 203 922,22	0,00	504 893,13
RECETTES	2 708 815,35	2 062 689,08	0,00	646 126,27

BUDGET : BELFORT LOT SECTEUR DOREY / N°SIRET : 21900010600738				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00
RECETTES	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00
RECETTES	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 324 663,08	22 539 858,32	6 626 131,78	10 158 672,98
RECETTES	39 324 663,08	21 233 179,31	3 293 229,20	14 798 254,57
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	75 732 714,85	63 716 539,01	0,00	12 016 175,84
RECETTES	75 732 714,85	75 425 676,87	0,00	307 037,98
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	115 057 377,93	86 256 397,33	6 626 131,78	22 174 848,82
TOTAL GENERAL DES RECETTES	115 057 377,93	96 658 856,18	3 293 229,20	15 105 292,55

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 324 663,08	22 539 858,32	6 626 131,78	10 158 672,98
RECETTES	39 324 663,08	21 233 179,31	3 293 229,20	14 798 254,57
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	75 732 714,85	63 716 539,01	0,00	12 016 175,84
RECETTES	75 732 714,85	75 425 676,87	0,00	307 037,98
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	115 057 377,93	86 256 397,33	6 626 131,78	22 174 848,82
TOTAL GENERAL DES RECETTES	115 057 377,93	96 658 856,18	3 293 229,20	15 105 292,55

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	60 419 518,00	0,90	16,80	0,00	10 150 479,00	0,90
TFPB	66 659 744,00	1,60	19,00	0,00	12 665 351,00	1,60
TFPNB	141 049,00	-0,20	82,83	0,00	116 831,00	-0,20
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

00400 - BELFORT

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement	-4 176 042,65		-1 228 721,74		-5 404 764,39
Fonctionnement	9 581 836,25	8 037 630,75	11 850 371,00	1 422,37	13 395 998,87
TOTAL I	5 405 793,60	8 037 630,75	10 621 649,26	1 422,37	7 991 234,48
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
00401-BELFORT-CFA					
Investissement	104 087,75		-77 957,27		26 130,48
Fonctionnement	504 931,35		-141 233,14		363 698,21
Sous-Total	609 019,10		-219 190,41		389 828,69
00405-BELFORT LOT SECTEUR DORE					
Investissement					
Fonctionnement					
Sous-Total					
TOTAL II	609 019,10		-219 190,41		389 828,69
III - Budgets des services à					

intégration TELEDIS

00400 - BELFORT

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	6 014 812,70	8 037 630,75	10 402 458,85	1 422,37	8 381 063,17

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE BELFORT (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21900010600175

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE GRAND BELFORT

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET ANNEXE CFA (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 24
A4 - Etat des provisions 25
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 28
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 29
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 30

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	32
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	36
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	38

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE BELFORT BUDGET ANNEXE CFA	CA 2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	83,10%	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	111,14%	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	6,60%	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	26,41%	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	2 203 922,22	G	2 062 689,08
	Section d'investissement	B	320 578,61	H	242 621,34
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	504 931,35 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	104 087,75 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	2 524 500,83	= G+H+I+J	2 914 329,52
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	29 925,18	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	29 925,18	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	2 203 922,22	= G+I+K	2 567 620,43
	Section d'investissement	= B+D+F	350 503,79	= H+J+L	346 709,09
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	2 554 426,01	= G+H+I+J+K+L	2 914 329,52

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 29 925,18	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	753,60	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	17 075,58	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	12 096,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	499 909,35	239 006,85	60 396,80	0,00	200 505,70
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 828 100,00	1 744 432,43	0,00	0,00	83 667,57
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	51 888,00	40 383,79	0,00	0,00	11 504,21
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 379 897,35**	**2 023 823,07**	**60 396,80**	**0,00**	**295 677,48**
66	Charges financières	15 800,00	13 171,33	713,23	0,00	1 915,44
67	Charges exceptionnelles	9 369,00	409,42	0,00	0,00	8 959,58
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	631,00	631,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 405 697,35**	**2 038 034,82**	**61 110,03**	**0,00**	**306 552,50**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*163 118,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*140 000,00*	*104 777,37*			*35 222,63*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***303 118,00***	***104 777,37***			***198 340,63***
TOTAL		**2 708 815,35**	**2 142 812,19**	**61 110,03**	**0,00**	**504 893,13**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	4 440,92	0,00	0,00	-4 440,92
70	Produits services, domaine et ventes div	20 000,00	5 201,22	0,00	0,00	14 798,78
73	Impôts et taxes	0,00	483,97	0,00	0,00	-483,97
74	Dotations et participations	2 063 834,00	1 928 941,37	0,00	0,00	134 892,63
75	Autres produits de gestion courante	15 050,00	18 598,88	0,00	0,00	-3 548,88
Total des recettes de gestion courante		**2 098 884,00**	**1 957 666,36**	**0,00**	**0,00**	**141 217,64**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	289,61	0,00	0,00	-289,61
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 098 884,00**	**1 957 955,97**	**0,00**	**0,00**	**140 928,03**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*105 000,00*	104 733,11			266,89
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***105 000,00***	***104 733,11***			***266,89***
TOTAL		**2 203 884,00**	**2 062 689,08**	**0,00**	**0,00**	**141 194,92**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **504 931,35**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	14 600,00	8 128,80	753,60	5 717,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	149 795,50	40 146,43	17 075,58	92 573,49
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	144 434,25	80 975,65	12 096,00	51 362,60
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**308 829,75**	**129 250,88**	**29 925,18**	**149 653,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	9 609,00	9 608,17	0,00	0,83
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	80 000,00	76 986,45	0,00	3 013,55
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**89 609,00**	**86 594,62**	**0,00**	**3 014,38**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**398 438,75**	**215 845,50**	**29 925,18**	**152 668,07**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*105 000,00*	*104 733,11*		*266,89*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***105 000,00***	***104 733,11***		***266,89***
TOTAL		**503 438,75**	**320 578,61**	**29 925,18**	**152 934,96**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	34 233,00	74 394,11	0,00	-40 161,11
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**34 233,00**	**74 394,11**	**0,00**	**-40 161,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	62 000,00	63 449,86	0,00	-1 449,86
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**62 000,00**	**63 449,86**	**0,00**	**-1 449,86**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**96 233,00**	**137 843,97**	**0,00**	**-41 610,97**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*163 118,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*140 000,00*	*104 777,37*		*35 222,63*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***303 118,00***	***104 777,37***		***198 340,63***
TOTAL		**399 351,00**	**242 621,34**	**0,00**	**156 729,66**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **104 087,75**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	299 403,65		299 403,65
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 744 432,43		1 744 432,43
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	40 383,79		40 383,79
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	13 884,56	*0,00*	13 884,56
67	Charges exceptionnelles	409,42	*0,00*	409,42
68	Dot. aux amortissements et provisions	631,00	*104 777,37*	105 408,37
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 099 144,85**	***104 777,37***	**2 203 922,22**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	9 608,17	*0,00*	9 608,17
13	Subventions d'investissement	0,00	*104 733,11*	104 733,11
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	76 986,45	*0,00*	76 986,45
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	8 128,80	*0,00*	8 128,80
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	40 146,43	*0,00*	40 146,43
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	80 975,65	*0,00*	80 975,65
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**215 845,50**	***104 733,11***	**320 578,61**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	4 440,92		4 440,92
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	5 201,22		5 201,22
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	483,97		483,97
74	Dotations et participations	1 928 941,37		1 928 941,37
75	Autres produits de gestion courante	18 598,88	*0,00*	18 598,88
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	289,61	*104 733,11*	105 022,72
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**1 957 955,97**	***104 733,11***	**2 062 689,08**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**504 931,35**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	63 449,86	0,00	63 449,86
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	74 394,11	0,00	74 394,11
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*104 777,37*	*104 777,37*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**137 843,97**	**104 777,37**	**242 621,34**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**104 087,75**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**499 909,35**	**239 006,85**	**60 396,80**	**0,00**	**200 505,70**
60611	Eau et assainissement	3 240,00	470,86	1,00	0,00	2 768,14
60612	Energie - Electricité	75 800,00	55 413,61	3 744,41	0,00	16 641,98
60628	Autres fournitures non stockées	700,00	304,08	0,00	0,00	395,92
60632	Fournitures de petit équipement	24 033,09	12 095,43	10 610,70	0,00	1 326,96
60636	Vêtements de travail	25 000,00	22 929,42	0,00	0,00	2 070,58
6064	Fournitures administratives	4 000,00	1 705,70	2 247,69	0,00	46,61
6068	Autres matières et fournitures	94 299,27	76 417,07	11 739,15	0,00	6 143,05
611	Contrats de prestations de services	2 631,20	1 874,40	750,00	0,00	6,80
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	1 695,90	795,40	0,00	2 508,70
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	17 663,90	0,00	0,00	0,00	17 663,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	24 472,25	13 028,04	7 743,47	0,00	3 700,74
6156	Maintenance	49 176,49	34 380,67	11 095,85	0,00	3 699,97
6168	Autres primes d'assurance	29 288,35	0,00	0,00	0,00	29 288,35
617	Etudes et recherches	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6182	Documentation générale et technique	1 500,00	1 288,24	70,00	0,00	141,76
6184	Versements à des organismes de formation	3 550,00	0,00	1 000,00	0,00	2 550,00
6226	Honoraires	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6232	Fêtes et cérémonies	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6238	Divers	2 500,00	1 018,40	0,00	0,00	1 481,60
6247	Transports collectifs	3 945,00	44,00	201,00	0,00	3 700,00
6256	Missions	4 500,00	964,70	0,00	0,00	3 535,30
627	Services bancaires et assimilés	47 871,00	18,66	0,00	0,00	47 852,34
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	35 300,00	5 503,51	0,00	0,00	29 796,49
6288	Autres services extérieurs	39 438,80	9 854,16	10 398,13	0,00	19 186,51
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 828 100,00**	**1 744 432,43**	**0,00**	**0,00**	**83 667,57**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	47 000,00	38 828,00	0,00	0,00	8 172,00
6218	Autre personnel extérieur	108 000,00	93 996,17	0,00	0,00	14 003,83
6331	Versement de transport	17 705,00	17 554,16	0,00	0,00	150,84
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 195,00	5 162,81	0,00	0,00	32,19
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	13 000,00	10 683,07	0,00	0,00	2 316,93
64111	Rémunération principale titulaires	560 690,00	544 790,07	0,00	0,00	15 899,93
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	12 000,00	11 967,60	0,00	0,00	32,40
64118	Autres indemnités titulaires	68 000,00	66 823,44	0,00	0,00	1 176,56
64131	Rémunérations non tit.	522 310,00	522 169,96	0,00	0,00	140,04
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	300 200,00	283 639,48	0,00	0,00	16 560,52
6453	Cotisations aux caisses de retraites	142 000,00	118 338,25	0,00	0,00	23 661,75
64731	Allocations chômage versées directement	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	24 800,00	24 180,00	0,00	0,00	620,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	6 400,00	6 299,42	0,00	0,00	100,58
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**51 888,00**	**40 383,79**	**0,00**	**0,00**	**11 504,21**
6541	Créances admises en non-valeur	2 000,00	1 593,78	0,00	0,00	406,22
65548	Autres contributions	9 788,00	9 787,77	0,00	0,00	0,23
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	40 000,00	29 000,00	0,00	0,00	11 000,00
65888	Autres	100,00	2,24	0,00	0,00	97,76
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**2 379 897,35**	**2 023 823,07**	**60 396,80**	**0,00**	**295 677,48**
66	**Charges financières (b)**	**15 800,00**	**13 171,33**	**713,23**	**0,00**	**1 915,44**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	15 000,00	13 967,64	0,00	0,00	1 032,36
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	800,00	-796,31	713,23	0,00	883,08
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**9 369,00**	**409,42**	**0,00**	**0,00**	**8 959,58**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	9 369,00	409,42	0,00	0,00	8 959,58
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**631,00**	**631,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	631,00	631,00	0,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**2 405 697,35**	**2 038 034,82**	**61 110,03**	**0,00**	**306 552,50**
023	***Virement à la section d'investissement***	***163 118,00***	***0,00***			***163 118,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***140 000,00***	***104 777,37***			***35 222,63***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*140 000,00*	*104 777,37*			*35 222,63*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*303 118,00*	*104 777,37*			*198 340,63*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*303 118,00*	*104 777,37*			*198 340,63*
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 708 815,35	2 142 812,19	61 110,03	0,00	504 893,13
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	713,23
Montant des ICNE de l'exercice N-1	796,31
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-83,08

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**4 440,92**	**0,00**	**0,00**	**-4 440,92**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	4 440,92	0,00	0,00	-4 440,92
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***20 000,00***	***5 201,22***	***0,00***	***0,00***	***14 798,78***
7088	Produits activités annexes (abonnements)	*20 000,00*	*5 201,22*	*0,00*	*0,00*	*14 798,78*
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**483,97**	**0,00**	**0,00**	**-483,97**
7338	Autres taxes	0,00	483,97	0,00	0,00	-483,97
74	**Dotations et participations**	**2 063 834,00**	**1 928 941,37**	**0,00**	**0,00**	**134 892,63**
744	FCTVA	1 000,00	410,79	0,00	0,00	589,21
74718	Autres participations Etat	8 000,00	11 005,45	0,00	0,00	-3 005,45
7472	Participat° Régions	0,00	10 937,50	0,00	0,00	-10 937,50
7473	Participat° Départements	0,00	12 194,00	0,00	0,00	-12 194,00
74741	Participat° Communes du GFP	541 517,00	450 000,00	0,00	0,00	91 517,00
7478	Participat° Autres organismes	1 513 317,00	1 444 393,63	0,00	0,00	68 923,37
75	**Autres produits de gestion courante**	**15 050,00**	**18 598,88**	**0,00**	**0,00**	**-3 548,88**
752	Revenus des immeubles	2 000,00	1 780,00	0,00	0,00	220,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	13 050,00	16 818,88	0,00	0,00	-3 768,88
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 098 884,00**	**1 957 666,36**	**0,00**	**0,00**	**141 217,64**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**289,61**	**0,00**	**0,00**	**-289,61**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	280,08	0,00	0,00	-280,08
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	9,53	0,00	0,00	-9,53
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 098 884,00**	**1 957 955,97**	**0,00**	**0,00**	**140 928,03**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***105 000,00***	***104 733,11***			***266,89***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*105 000,00*	*104 733,11*			*266,89*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***105 000,00***	***104 733,11***			***266,89***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 203 884,00**	**2 062 689,08**	**0,00**	**0,00**	**141 194,92**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**504 931,35**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**14 600,00**	**8 128,80**	**753,60**	**5 717,60**
2033	Frais d'insertion	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
2051	Concessions, droits similaires	13 600,00	8 128,80	753,60	4 717,60
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**149 795,50**	**40 146,43**	**17 075,58**	**92 573,49**
2183	Matériel de bureau et informatique	17 360,00	12 980,45	4 220,78	158,77
2188	Autres immobilisations corporelles	132 435,50	27 165,98	12 854,80	92 414,72
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**144 434,25**	**80 975,65**	**12 096,00**	**51 362,60**
2313	Constructions	144 434,25	80 975,65	12 096,00	51 362,60
	Total des dépenses d'équipement	**308 829,75**	**129 250,88**	**29 925,18**	**149 653,69**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**9 609,00**	**9 608,17**	**0,00**	**0,83**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 609,00	9 608,17	0,00	0,83
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**80 000,00**	**76 986,45**	**0,00**	**3 013,55**
1641	Emprunts en euros	66 364,00	63 350,45	0,00	3 013,55
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	13 636,00	13 636,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**89 609,00**	**86 594,62**	**0,00**	**3 014,38**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**398 438,75**	**215 845,50**	**29 925,18**	**152 668,07**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***105 000,00***	***104 733,11***		***266,89***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***105 000,00***	***104 733,11***		***266,89***
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*64 000,00*	*63 834,11*		*165,89*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*41 000,00*	*40 899,00*		*101,00*
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***105 000,00***	***104 733,11***		***266,89***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**503 438,75**	**320 578,61**	**29 925,18**	**152 934,96**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	34 233,00	74 394,11	0,00	-40 161,11
1318	Autres subventions d'équipement transf.	3 700,00	0,00	0,00	3 700,00
1322	Subv. non transf. Régions	30 533,00	74 394,11	0,00	-43 861,11
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	34 233,00	74 394,11	0,00	-40 161,11
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	62 000,00	63 449,86	0,00	-1 449,86
10222	FCTVA	62 000,00	63 449,86	0,00	-1 449,86
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	0,00	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	0,00	0,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	62 000,00	63 449,86	0,00	-1 449,86
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	96 233,00	137 843,97	0,00	-41 610,97
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***163 118,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***140 000,00***	***104 777,37***		***35 222,63***
28031	*Frais d'études*	*32 472,00*	*3 946,80*		*28 525,20*
28033	*Frais d'insertion*	*3 024,00*	*3 024,00*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*730,00*	*730,00*		*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*1 246,00*	*0,00*		*1 246,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*21 191,00*	*18 843,00*		*2 348,00*
28184	*Mobilier*	*5 000,00*	*1 897,00*		*3 103,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*76 337,00*	*76 336,57*		*0,43*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***303 118,00***	***104 777,37***		***198 340,63***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***303 118,00***	***104 777,37***		***198 340,63***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	399 351,00	242 621,34	0,00	156 729,66
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	104 087,75			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 098 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					948 000,00									
1773	CREDIT FONCIER DE FRANCE	09/09/2010	05/12/2010	25/12/2011	500 000,00	F	Taux fixe à 3.34 %	3,340	3,340	EUR	A	P	O	A-1
1803	SFIL CAFFIL	11/11/2013	20/12/2013	01/04/2015	48 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.6	1,830	1,850	EUR	T	P	O	A-1
1812	CAISSE D'EPARGNE	03/11/2014	31/12/2014	25/05/2015	400 000,00	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,150	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					150 000,00									
1782	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	27/12/2011	27/12/2011	30/03/2012	150 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0295)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)	0,410	0,410	EUR	T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 098 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**517 130,47**					**76 986,45**	**13 967,64**	**0,00**	**713,23**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		489 857,47					63 350,45	13 967,64	0,00	713,23
1773	N	0,00	A-1	194 667,37	4,98	F	Taux fixe à 3.34 %	3,330	35 241,09	7 678,94	0,00	90,30
1803	N	0,00	A-1	33 662,31	9,00	V	Euribor 3M + 1.45	1,050	2 796,62	381,11	0,00	81,35
1812	N	0,00	A-1	261 527,79	9,15	F	Taux fixe à 2.13 %	2,120	25 312,74	5 907,59	0,00	541,58
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		27 273,00					13 636,00	0,00	0,00	0,00
1782	N	0,00	A-1	27 273,00	2,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.0295)-Floor -0.0295 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	13 636,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**517 130,47**					**76 986,45**	**13 967,64**	**0,00**	**713,23**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	517 130,47	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 2 000 €			15/12/2001
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Installations techniques	20	14/06/1996
L	Equipement de garage et atelier	15	14/06/1996
L	Equipements cuisine,lingerie etc…	10	14/06/1996
L	Equipements d'incendie	10	14/06/1996
L	Poids lourds et engins	10	14/06/1996
L	Livres	7	14/06/1996
L	Véhicules légers	6	14/06/1996
L	Matériel audiovisuel, matériel électronique etc…	5	14/06/1996
L	Fonds de concours à des collectivités publiques (< 381 123 € de 1996 à 2005)	10	14/06/1996
L	Fonds de concours à des collectivités publiques (> 381 123 € de 1996 à 2005)	15	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé (< 15 000 € de 2006 à 2011)	1	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé (> 15 000 € de 2006 à 2011)	5	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics (< 15 000 € de 2006 à 2011)	1	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics (de 15 000€ à 300 000€ de 2006 à 2011)	10	14/06/1996
L	Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics (> 300 000 € de 2006 à 2011)	15	14/06/1996
L	Matériels de bureau	5	22/10/2000
L	Mobilier	10	22/12/2000
L	Immeubles productifs de revenus	25	22/12/2000
L	Matériel de transport	6	22/12/2000
L	Logiciel	1	22/12/2000
L	Biens dont la valeur est inférieur à 2000 €	1	15/12/2001
L	Subventions d'équipements à compter de 2012 finançant des biens mobiliers, du matériel ou des études	5	27/09/2012
L	Subventions d'équipements à compter de 2012 finançant des biens immobiliers ou des installations	15	27/09/2012
L	Subventions équipements à compter de 2012 finançant projets d'infrastructures d'intérêt national	30	27/09/2012
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	10	16/02/2020
L	Autres immobilisations incorporelles	5	17/12/2020

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**631,00**		**5 000,00**	**5 631,00**	**0,00**	**5 631,00**
Provisions pour créances douteuses	631,00	18/12/2019	5 000,00	5 631,00	0,00	5 631,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**631,00**		**5 000,00**	**5 631,00**	**0,00**	**5 631,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**194 609,00**	**I**	**191 327,73**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**80 000,00**		**76 986,45**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	66 364,00		63 350,45
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	13 636,00		13 636,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**114 609,00**		**114 341,28**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 609,00		9 608,17
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*105 000,00*		*104 733,11*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**191 327,73**	**29 925,18**	**0,00**	**221 252,91**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**365 118,00**	**III**	**168 227,23**
Ressources propres externes de l'année (a)		**62 000,00**		**63 449,86**
10222	FCTVA	62 000,00		63 449,86
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**303 118,00**		**104 777,37**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*32 472,00*		*3 946,80*
28033	*Frais d'insertion*	*3 024,00*		*3 024,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*730,00*		*730,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*1 246,00*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*21 191,00*		*18 843,00*
28184	*Mobilier*	*5 000,00*		*1 897,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*76 337,00*		*76 336,57*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*163 118,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**168 227,23**	**0,00**	**104 087,75**	**0,00**	**272 314,98**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**221 252,91**
Ressources propres disponibles	IV	**272 314,98**
Solde	V = IV – II (3)	**51 062,07**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/01/2020	ACHATS TABLE RENFORCEE POSTE HANDICAPE CUISINE	1 117,80	0,00	1
01/01/2020	ACHATS VAISSELLES RESTAURANT	90,64	0,00	1
01/01/2020	ACHATS VAISSELLES RESTAURANT	1 062,48	0,00	1
01/01/2020	ACHATS VAISSELLES RESTAURANT	100,64	0,00	1
01/01/2020	ACHAT SECHE LINGE SALON COIFFURE	348,99	0,00	1
24/01/2020	ACHATS PLANCHA ET PLAQUE INDUCTION POSTE HANDICAPE CUISINE	3 963,60	0,00	10
07/03/2020	COPIEUR TOSHIBA CFA	3 230,45	0,00	5
07/03/2020	FOURNITURE VITRINE REFRIGEREE POSABLE POUR BOUCHERIE	2 718,00	0,00	10
06/07/2020	BATIMENT 02 - BATIMENT C COIFFURE ET MECANIQUE TRAVAUX 2019	3 399,60	0,00	0
06/07/2020	BATIMENT 01 - BATIMENT D CUISINE ET RESTAURANT PEDAGOGIQUE TRAVAUX 2019	83 945,32	0,00	0
06/07/2020	BATIMENT 02 - BATIMENT A ADMINISTRATION ET VENTES TRAVAUX 2019	31 572,09	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
01/01/2020	MACHINES A PATES CUISINE	179,34	0,00	1
01/01/2020	ACHAT PLAQUES POUR CHOCOLATERIE	958,31	0,00	1
01/01/2020	ACHAT MACHINE A PATES CUISINE	66,18	0,00	1
01/01/2020	ACHATS VAISSELLES RESTAURANT	1 062,06	0,00	1
01/01/2020	ACHATS VAISSELLES RESTAURANT	437,32	0,00	1
01/01/2020	ACHATS COUTEAUX TABLE INOX ET COUTEAUX A DESSERT	349,92	0,00	1
01/01/2020	LICENCE FACTURATION YPAREO_FORMATION	1 800,00	0,00	1
01/01/2020	SYSTEME SURVEILLANCE FROID CFA	672,00	0,00	1
01/01/2020	ACHAT FOUR POUR SNACKING	534,00	0,00	1
01/01/2020	ACHAT MATERIEL PATISSERIE POUR EXAMEN	692,74	0,00	1
01/01/2020	LOT MATERIEL PATISSERIE	886,87	0,00	1
01/01/2020	ACHAT AFFUTEUSE BOUCHERIE	1 257,60	0,00	1
01/01/2020	MATERIEL USTENSILES DIVERS	1 222,65	0,00	1
01/01/2020	MAJ AFFICHAGE DYNAMIQUE INNES	180,00	0,00	1
24/01/2020	TABLE INOX POUR PETRIN ET PETRIN AXE OBLIQUE	6 972,48	0,00	10
24/04/2020	SIGNALETIQUE CFA SALON DE COIFFURE	3 144,36	0,00	10
06/07/2020	BAT 02 - BATIMENT B METIERS DE BOUCHE PATISSERIE BOULANGERIE BOUCHERIE TRX 2019	48 667,54	0,00	0
09/10/2020	MODULE COMPLEMENTAIRE YPAREO FORMATION INDIVIDUALISEE	3 000,00	0,00	5
06/11/2020	LICENCE FACTURATION YPAREO_FORMATION ET FORMATIONS	1 300,80	0,00	1
06/11/2020	SYTEME SURVEILLANCE FROID CFA	9 078,00	0,00	5
01/12/2020	LICENCE FACTURATION YPAREO_FORMATION ET FORMATIONS	1 848,00	0,00	1
TOTAL GENERAL		**215 859,78**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
31/12/2020	ACHAT MATERIEL CUISINE / PATIS	1 068,81	1	1 068,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2020	MOBILIER SCOLAIRE	2 562,93	1	2 562,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2020	TETES MALLEABLES	580,36	1	580,36	0,00	0,00	0,00
Divers							
06/08/2020	NEC POWERMATE ML	30 451,36	5	30 451,36	0,00	0,00	0,00
06/08/2020	Hp Lasejet 1300	2 353,49	5	2 353,49	0,00	0,00	0,00
06/08/2020	HP LASERJET 1320	1 186,16	1	1 186,16	0,00	0,00	0,00
06/08/2020	Renouvellement 2007	23 503,94	5	23 503,94	0,00	0,00	0,00
06/08/2020	Renouvellement 2007	1 720,54	1	1 720,54	0,00	0,00	0,00
06/08/2020	Ecrans plat 17" CFA	2 473,81	5	2 473,81	0,00	0,00	0,00
06/08/2020	Renouvellement 2009 PC CFA	16 354,01	5	16 354,01	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	AGRANDISSEMENT CFA-CLICETUDE S	28 524,60	1	28 524,60	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	LC/BAT C ETUDE COIFFURE	3 946,80	1	3 946,80	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ANNONCE MARCHE RESTRUCTURATION LABO BOULANGERIE 17V030	864,00	1	864,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ANNONCE MARCHE ACHAT MACHINE ATELIER PEDA CHOCOLATERIE 17V03	108,00	1	108,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ANNONCE MARCHE ETUDE CHANGEMENT STATUT JURIDIQUE CFA	108,00	1	108,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ANNONCE MARCHE RENOVATION CHAUFFERIE CFA 17V053	108,00	1	108,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ANNONCE MARCHE RESTRUCTURATION LABO BOULANGERIE 17V030 LOT 0	864,00	1	864,00	0,00	0,00	0,00
09/10/2020	ANNONCE MARCHE RENOVATION CHAUFFERIE CFA 17V084	108,00	1	108,00	0,00	0,00	0,00
26/11/2020	EXTENSION CFA ETUDE	1 871,26	1	1 871,26	0,00	0,00	0,00
26/11/2020	etude evalusation des risques	3 183,75	1	3 183,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2020	complement peinture bio	1 253,18	0	0,00	1 253,18	0,00	-1 253,18
TOTAL GENERAL		**124 059,00**					**-1 253,18**

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
Entreprises		
AUTO ECOLE GO PERMIS - ALOUI DIT ALMI	500,00	
AUTO ECOLE GO PERMIS - CERBELLE HELOISE	500,00	
AUTO ECOLE GOUVIER LIONEL - AUBERT QUENTIN	500,00	
GAELLE AUTO CONDUITE - BARREL MEGANE	500,00	
GAELLE AUTO CONDUITE - WOODHOUSE LUCA	500,00	
Personnes physiques		
ADNET ILONA	500,00	
BARRY KARIM	500,00	
BENMAHDI MAILY	500,00	
BERRON ALISSON	500,00	
BRISCHOUX DORIAN	500,00	
BRISSET BRANDON	500,00	
CISSE ALPHA	500,00	
CIVIDIN THIBAUT	500,00	
CRIMPET JEREMY	500,00	
CUPIC THEO	500,00	
DE LEON EUNICE	500,00	
DESCHAMPS AXEL	500,00	
DIABY ISSOUF	500,00	
DIAKITE MOUSSA	500,00	
DIDELET AURELIEN	500,00	
DUCLOUX ADELE	500,00	
ERDEM GOKHAN	500,00	
FORMET EVANE	500,00	
FREYBURGER LAURA	500,00	
GERMON LESLY	500,00	
GRENIER ROBIN	500,00	
HAMANE LENNY	500,00	
HANTZ KOUDOSSOU	500,00	
IENTILEZZA ANGELINA	500,00	
JEANPERRIN THEO	500,00	
JOURDAIN MANON	500,00	
KHAROUA BILEL	500,00	
KONATE KARIM	500,00	
KONE IBRAHIM	500,00	
LAMOTTE LOIC	500,00	
MAIRERICHARD MORGAN	500,00	
MAMUN RATUL AL	500,00	
MD MAKSUDUL HAQUE ARIF	500,00	
METE MIKAIL	500,00	
MOUREAUX SACHA	500,00	
MUSUMECI LUCA	500,00	
NOTTEBAERT LAURA	500,00	
ORMAN HAMZA	500,00	
PONT CAMILLE	500,00	
RAMELET NATHAN	500,00	
ROBIN LEO	500,00	
SOCRATE OCEANE	500,00	
SOW ALPHA BOUBACAR	500,00	
SY CHEIKH OUMAR	500,00	
TEIXEIRA POLIDORO PRESCILLIA	500,00	
THERY DYLAN	500,00	
THONNESSEN FLAVIEN	500,00	
TOURE OUSMANE	500,00	
TUFAYEL AHMED MOHAMMED	500,00	
VERNIER JOHAN	500,00	
WILLM THOMAS	500,00	
WINIARCZYK VICTOR	500,00	
ZELLER ELEA	500,00	
Autres		
Personnes de droit public		

VILLE DE BELFORT - BUDGET ANNEXE CFA - CA - 2020

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Autres		
TOTAL GENERAL	**29 000,00**	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**22,00**	**2,00**	**24,00**	**8,00**	**16,00**	**24,00**
Adjoint adm principal 1ère cl	C	1,00	1,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint adm principal 2ème cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif	C	3,00	1,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Attaché Territorial	A	16,00	0,00	16,00	0,00	16,00	16,00
Rédacteur	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Adjoint technique	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique princ 2è cl	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Animateur	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Animateur princ 2ème cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**9,00**	**0,00**	**9,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
PROFESSEUR CFA	B	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**36,00**	**2,00**	**38,00**	**21,00**	**16,00**	**37,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Attaché Territorial	A	ADM	390.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	410.0	0,00	3-3-1° Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires…	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	480.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	410.0	0,00	3-3-1° Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires…	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	430.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	390.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	390.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	605.0	0,00	3-3-2° Emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services le justifient.	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	390.0	0,00	3-3-1° Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires…	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 054 744,33	22 219 279,71	6 596 206,60	9 239 258,02
RECETTES	38 054 744,33	20 990 557,97	3 293 229,20	13 770 957,16
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	72 257 419,50	61 512 616,79	0,00	10 744 802,71
RECETTES	72 257 419,50	73 362 987,79	0,00	-1 105 568,29

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : BUDGET ANNEXE CFA / N°SIRET : 21900010600175				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	503 438,75	320 578,61	29 925,18	152 934,96
RECETTES	503 438,75	242 621,34	0,00	260 817,41
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 708 815,35	2 203 922,22	0,00	504 893,13
RECETTES	2 708 815,35	2 062 689,08	0,00	646 126,27

BUDGET : BELFORT LOT SECTEUR DOREY / N°SIRET : 21900010600738				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00
RECETTES	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00
RECETTES	766 480,00	0,00	0,00	766 480,00

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 324 663,08	22 539 858,32	6 626 131,78	10 158 672,98
RECETTES	39 324 663,08	21 233 179,31	3 293 229,20	14 798 254,57
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	75 732 714,85	63 716 539,01	0,00	12 016 175,84
RECETTES	75 732 714,85	75 425 676,87	0,00	307 037,98
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	115 057 377,93	86 256 397,33	6 626 131,78	22 174 848,82
TOTAL GENERAL DES RECETTES	115 057 377,93	96 658 856,18	3 293 229,20	15 105 292,55

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 324 663,08	22 539 858,32	6 626 131,78	10 158 672,98
RECETTES	39 324 663,08	21 233 179,31	3 293 229,20	14 798 254,57
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	75 732 714,85	63 716 539,01	0,00	12 016 175,84
RECETTES	75 732 714,85	75 425 676,87	0,00	307 037,98
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	115 057 377,93	86 256 397,33	6 626 131,78	22 174 848,82
TOTAL GENERAL DES RECETTES	115 057 377,93	96 658 856,18	3 293 229,20	15 105 292,55

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

00401 - BELFORT-CFA

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
BELFORT-CFA					
Investissement	104 087,75		-77 957,27		26 130,48
Fonctionnement	504 931,35		-141 233,14		363 698,21
Sous-Total	609 019,10		-219 190,41		389 828,69
TOTAL II	609 019,10		-219 190,41		389 828,69
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	609 019,10		-219 190,41		389 828,69

VILLE DE
BELFORT

Etat des restes à réaliser
de l'exercice 2020 sur l'exercice 2021

	Dépenses	Recettes
Ville Budget Principal	6 596 206,60 €	3 293 229,20 €
Ville Budget Annexe CFA	29 925,18 €	0,00 €

A Belfort, le 2/11/2021

Signature de Monsieur le 1er Adjoint aux Finances

Sébastien VIVOT

VILLE DE BELFORT
BUDGET PRINCIPAL BELFORT
ETAT DES RESTES A REALISER DE L'EXERCICE 2020 REPORTES SUR L'EXERCICE 2021

INVESTISSEMENT

DEPENSE : 6 596 206,60 €

CHAPITRE 20

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
2031	FRAIS D'ETUDES	329 122,85 €
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	162 359,51 €
	Total	**491 482,36 €**

CHAPITRE 204

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
204131	BIENS MOBILIERS, MATÉRIEL ET ÉTUDES	10 000,00 €
20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	14 731,77 €
	Total	**24 731,77 €**

CHAPITRE 21

Nature	Nature (lib)	Montant reporté

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
2116	CIMETIERES	36 000,00 €
2117	BOIS ET FORETS	3 780,00 €
2118	AUTRES TERRAINS	710 000,00 €
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	109 581,96 €
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	1 787 760,56 €
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	12 898,82 €
2151	RESEAUX DE VOIRIE	81 986,89 €
21538	AUTRES RESEAUX	16 581,94 €
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	20 598,18 €
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES	91 428,44 €
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	89 009,64 €
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	97 226,09 €
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	64 257,12 €
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	368 519,22 €
	Total	**3 489 628,86 €**

CHAPITRE 23

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	31 985,85 €
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	1 659 474,66 €
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	568 291,12 €
2316	IMMOBILISATIONS EN COURS RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D ART	27 737,10 €

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	302 874,88 €
	Total	**2 590 363,61 €**

RECETTE : 3 293 229,20 €

CHAPITRE 024

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
024	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	952 800,00 €
	Total	**952 800,00 €**

CHAPITRE 13

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	716 691,31 €
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS	669 788,80 €
13251	GFP DE RATTACHEMENT	515 995,00 €

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
1327	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCT	5 272,49 €
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES	69 804,07 €
1347	DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL	362 877,53 €
	Total	**2 340 429,20 €**

VILLE DE BELFORT
BUDGET ANNEXE CFA
ETAT DES RESTES A REALISER DE L'EXERCICE 2020 REPORTES SUR L'EXERCICE 2021

INVESTISSEMENT

DEPENSE : 29 925,18 €

CHAPITRE 20

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	753,60 €
	Total	**753,60 €**

CHAPITRE 21

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	4 220,78 €
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	12 854,80 €
	Total	**17 075,58 €**

CHAPITRE 23

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	12 096,00 €

Nature	Nature (lib)	Montant reporté
	Total	12 096,00 €

LE BUDGET PRINCIPAL VILLE DE BELFORT

L'équilibre général

CA 2020 (en €)

Montant en euros	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAUX	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Mouvements réels 2020	57 136 858,78	73 055 070,45	21 676 026,01	16 379 463,60	78 812 884,79	89 434 534,05
reprise du résultat 2019		1 544 205,50	4 176 042,65		4 176 042,65	1 544 205,50
Sous-total					**82 988 927,44**	**90 978 739,55**
Mouvements d'ordre	4 375 758,01	307 917,34	543 253,70	4 611 094,37	4 919 011,71	4 919 011,71
Sous-total					**87 907 939,15**	**95 897 751,26**
Reports			6 596 206,60	3 293 229,20	6 596 206,60	3 293 229,20
Sous-total					**94 504 145,75**	**99 190 980,46**
Résultat disponible après reports						**4 686 834,71**

Le résultat

Recettes de fonctionnement 73 362 987,79 €
Dépenses de fonctionnement 61 512 616,79 €
→ **solde d'éxécution** 11 850 371,00 €

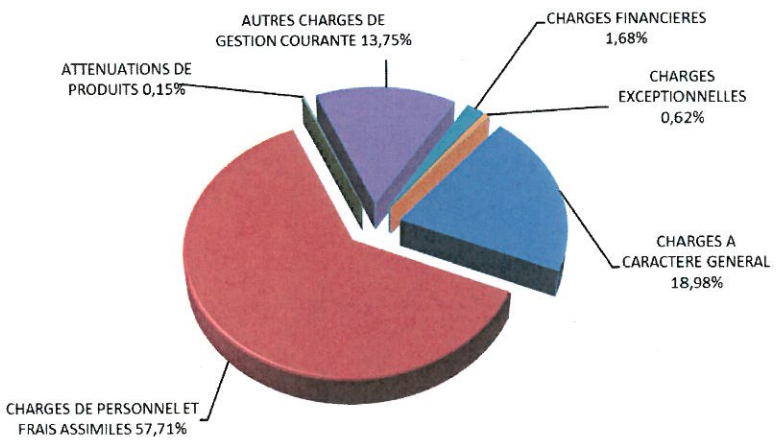
Recettes d'investissement 20 990 557,97 €
Dépenses d'investissement 22 219 279,71 €
→ **solde d'éxécution** -1 228 721,74 €

Solde d'éxécution 10 621 649,26 €

Les dépenses réelles de fonctionnement

		CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
				En valeur	En %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	14 710 840,00 €	11 673 879,96 €	-3 036 960,04 €	-20,64%
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	36 328 587,25 €	35 501 711,49 €	-826 875,76 €	-2,28%
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	121 573,33 €	89 372,06 €	-32 201,27 €	-26,49%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	8 025 494,36 €	8 460 929,30 €	435 434,94 €	5,43%
DEPENSES DE GESTION COURANTE		**59 186 494,94 €**	**55 725 892,81 €**	**-3 460 602,13 €**	**-5,85%**
66	CHARGES FINANCIERES	1 142 561,48 €	1 032 203,93 €	-110 357,55 €	-9,66%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 415 300,17 €	378 762,04 €	-1 036 538,13 €	-73,24%
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS	264 639,00 €	0,00 €	-264 639,00 €	-100,00%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**62 008 995,59 €**	**57 136 858,78 €**	**-4 872 136,81 €**	**-7,86%**
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	4 331 648,84 €	4 375 758,01 €	44 109,17 €	1,02%
OPERATIONS ORDRE		**4 331 648,84 €**	**4 375 758,01 €**	**44 109,17 €**	**1,02%**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**66 340 644,43 €**	**61 512 616,79 €**	**-4 828 027,64 €**	**-7,28%**

REPARTITION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT



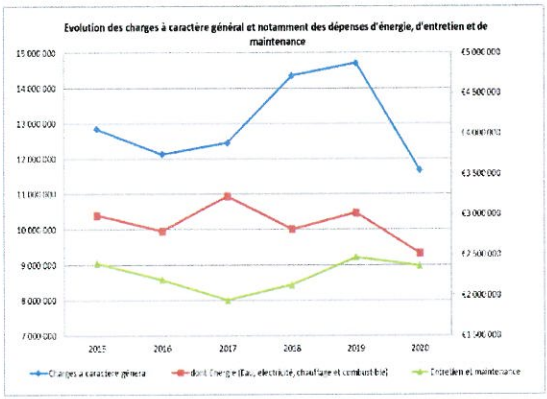
S

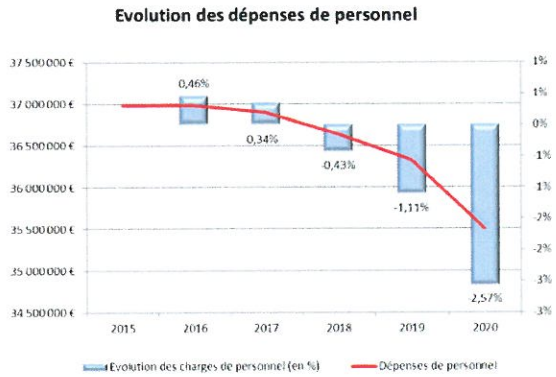
Les charges à caractère général et les dépenses de personnel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
CHARGES A CARACTERE GENERAL	12 841 172,22 €	12 135 147,12 €	12 453 841,01 €	14 350 007,22 €	14 710 840,00 €	11 673 879,96 €
Evolution en €	-	**-706 025,10 €**	**318 693,89 €**	**1 896 166,21 €**	**360 832,78 €**	**-3 036 960,04 €**
Evolution en %	-	**-5,50%**	**2,63%**	**15,23%**	**2,51%**	**-20,64%**

Chapitre	Libellés chapitres	2015	2016	2017	2018	2019	2020
012	CHARGES DE PERSONNEL	36 982 947,54 €	36 983 873,72 €	36 898 411,36 €	36 640 062,29 €	36 328 587,25 €	35 501 711,49 €
013	ATTÉNUATIONS DE CHARGES DE FONCTIONNEMENT	572 235,14 €	404 988,06 €	194 614,80 €	95 643,05 €	191 585,79 €	293 530,04 €

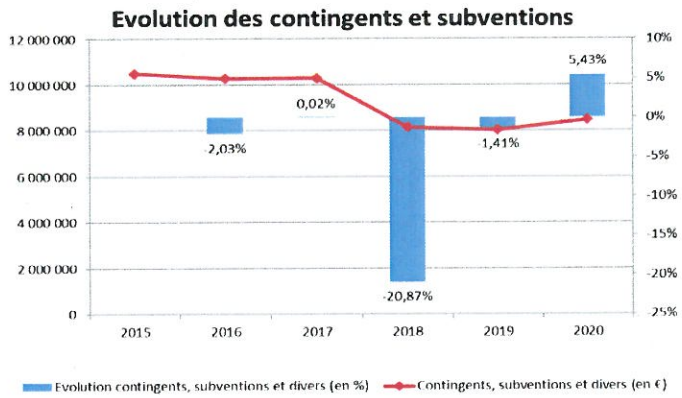
TOTAL	**36 410 712,40 €**	**36 578 885,66 €**	**36 703 796,56 €**	**36 544 419,24 €**	**36 137 001,46 €**	**35 208 181,45 €**
Evolution en €		**168 173,26 €**	**124 910,90 €**	**- 159 377,32 €**	**- 407 417,78 €**	**- 928 820,01 €**
Evolution en %		**0,46%**	**0,34%**	**-0,43%**	**-1,11%**	**-2,57%**





Les autres charges de gestion courante

Contingents, participations obligatoires et divers	2019	2020	Ecart 2020-2019	Ecart en % 2020-2019
SMGPAP	1 218 618,00 €	1 272 739,00 €	54 121,00 €	4,44%
CFA MUNICIPAL	300 000,00 €	450 000,00 €	150 000,00 €	50,00%
CCAS	1 444 304,00 €	1 760 000,00 €	315 696,00 €	21,86%
PARTICIPATIONS AUX ECOLES	227 242,62 €	357 743,94 €	130 501,32 €	57,43%
ADMISSION EN NON VALEUR	50 281,09 €	30 338,07 €	- 19 943,02 €	-39,66%
FRAIS ELUS	627 380,11 €	513 046,24 €	- 114 333,87 €	-18,22%
MIFE	75 600,00 €	75 600,00 €	- €	0,00%
SIFOU	27 459,30 €	44 320,08 €	16 860,78 €	61,40%
CONCESSIONS CIMETIERE	26 568,00 €	50 035,00 €	23 467,00 €	88,33%
DIVERS	183 597,68 €	131 055,97 €	- 52 541,71 €	-28,62%
SOUS TOTAL (hors 6574)	**4 181 050,80 €**	**4 684 878,30 €**	**503 827,50 €**	**12,05%**
SUBVENTIONS (6574)	3 844 443,56 €	3 776 051,00 €	- 68 392,56 €	-1,78%
TOTAL	**8 025 494,36 €**	**8 460 929,30 €**	**435 434,94 €**	**5,43%**



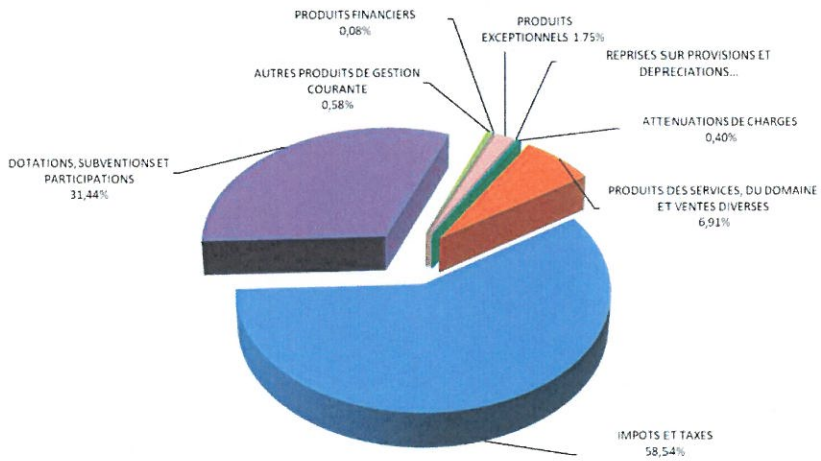
Les charges financières

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Charges financières	1 553 784,37 €	1 299 428,49 €	1 539 961,96 €	1 243 954,40 €	1 142 561,48 €	1 032 203,93 €
Evolution en €	-	-254 355,88 €	240 533,47 €	-296 007,56 €	-101 392,92 €	-110 357,55 €
Evolution en %	-	-16,37%	18,51%	-19,22%	-8,15%	-9,66%

Les Recettes de Fonctionnement

		CA 2019	CA 2020	Evolution 2020/2019	
				En valeur	En %
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	191 585,79 €	293 530,04 €	101 944,25 €	53,21%
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	6 139 668,26 €	5 045 016,69 €	-1 094 651,57 €	-17,83%
73	IMPOTS ET TAXES	42 921 408,45 €	42 943 424,53 €	22 016,08 €	0,05%
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	22 416 623,51 €	22 970 833,26 €	554 209,75 €	2,47%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	523 637,76 €	424 190,72 €	-99 447,04 €	-18,99%
RECETTES DE GESTION COURANTE		**72 192 923,77 €**	**71 676 995,24 €**	**-515 928,53 €**	**-0,71%**
76	PRODUITS FINANCIERS	29 233,72 €	59 658,24 €	30 424,52 €	104,07%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 197 013,39 €	1 277 516,97 €	-919 496,42 €	-41,85%
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	418 639,00 €	40 900,00 €	-377 739,00 €	-90,23%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**74 837 809,88 €**	**73 055 070,45 €**	**-1 782 739,43 €**	**-2,38%**
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	288 235,22 €	307 917,34 €	19 682,12 €	6,83%
OPERATIONS ORDRE		**288 235,22 €**	**307 917,34 €**	**19 682,12 €**	**6,83%**
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		75 126 045,10 €	73 362 987,79 €	-1 763 057,31 €	-2,35%

REPARTITION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT



Les impôts et les taxes (chapitre 73) :

Libellé article	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution en €
Taxes foncières et d'habitation	**22 098 391 €**	**22 108 231 €**	**22 022 876 €**	**22 565 532 €**	**22 982 428 €**	**23 387 139 €**	**404 711 €**
Produits TH	*10 036 170 €*	*9 775 829 €*	*9 621 163 €*	*9 766 602 €*	*10 063 812 €*	*10 156 549 €*	92 737 €
Produits THLV	*223 018 €*	*262 392 €*	*269 135 €*	*341 956 €*	*303 236 €*	374 518 €	71 282 €
dégrèvement THLV	*47 896 €*	*82 002 €*	*177 419 €*	*86 714 €*	*94 820 €*	69 795 €	-25 025 €
produits net THLV	*175 122 €*	*180 390 €*	*91 716 €*	*255 242 €*	*208 416 €*	304 723 €	96 307 €
Produits FB	*11 566 050 €*	*11 811 462 €*	*11 947 689 €*	*12 236 885 €*	*12 467 872 €*	12 659 212 €	191 340 €
Produits FNB	*107 693 €*	*93 585 €*	*121 449 €*	*113 725 €*	*117 658 €*	116 822 €	-836 €
Rôles supplémentaires/complémentaires	*165 460 €*	*164 963 €*	*63 440 €*	*106 364 €*	*104 653 €*	368 934 €	264 281 €

Evolution des bases

Bases nettes d'impositions	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taxe habitation	59 739 111	58 190 414 €	57 268 832 €	58 134 533 €	59 851 112 €	60 419 518 €
Taxe Foncière sur le Bâti	60 873 947	62 165 590 €	62 879 067 €	64 424 931 €	65 637 763 €	66 659 744 €
Taxe foncière sur le non Bâti	130 017	112 984 €	146 625 €	137 299 €	141 331 €	141 049 €

Evolution 2020/2019	Evolution 2020/2015
0,95%	1,14%
1,56%	9,50%
-0,20%	8,49%

La fiscalité reversée

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Attribution de compensation	16 414 209,00 €	16 200 283,00 €	16 200 283,00 €	16 200 283,00 €	16 565 907,00 €	16 565 907,44 €
Dotation de Solidarité Communautaire	268 215,00 €	268 215,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Reversement Aéroparc Fontaine	402 199,74 €	372 453,81 €	431 764,54 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
FPIC	0,00 €	674 382,00 €	522 255,00 €	428 117,00 €	428 117,00 €	150 110,00 €
TOTAL	**17 084 623,74 €**	**17 515 333,81 €**	**17 154 302,54 €**	**16 628 400,00 €**	**16 994 024,00 €**	**16 716 017,44 €**

Ecart 2020-2019	*Ecart en % 2020-2019*
0,44 €	0,00%
0,00 €	
0,00 €	
-278 007,00 €	-64,94%
-278 006,56 €	**-1,64%**

Les impôts indirects et les autres taxes

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Droits de stationnement	1 578 685,36 €	1 623 487,20 €	1 706 584,36 €	1 741 955,65 €	0,00 €	0,00 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation	868 290,92 €	967 095,15 €	1 073 831,34 €	1 118 261,09 €	1 178 248,54 €	1 100 204,00 €
Taxe sur l'électricité	629 148,57 €	692 442,64 €	717 022,83 €	723 992,86 €	708 358,49 €	677 822,24 €
Droits de place	573 720,89 €	608 917,10 €	594 602,90 €	568 076,41 €	523 822,91 €	281 497,32 €
Taxe de séjour	101 662,58 €	215 898,79 €	255 013,44 €	262 758,13 €	312 082,51 €	225 217,53 €
TOTAL impôts indirects	**3 751 508,32 €**	**4 107 840,88 €**	**4 347 054,87 €**	**4 415 044,14 €**	**2 722 512,45 €**	**2 284 741,09 €**

Ecarts 2020-2019	Ecart en % 2020-2019	poids
0,00 €		*0,00%*
-78 044,54 €	*-6,62%*	*43,28%*
-30 536,25 €	*-4,31%*	*26,02%*
-242 325,59 €	*-46,26%*	*19,24%*
-86 864,98 €	*-27,83%*	*11,46%*
-437 771,36 €	***-16,08%***	***100,00%***

Les dotations et participations

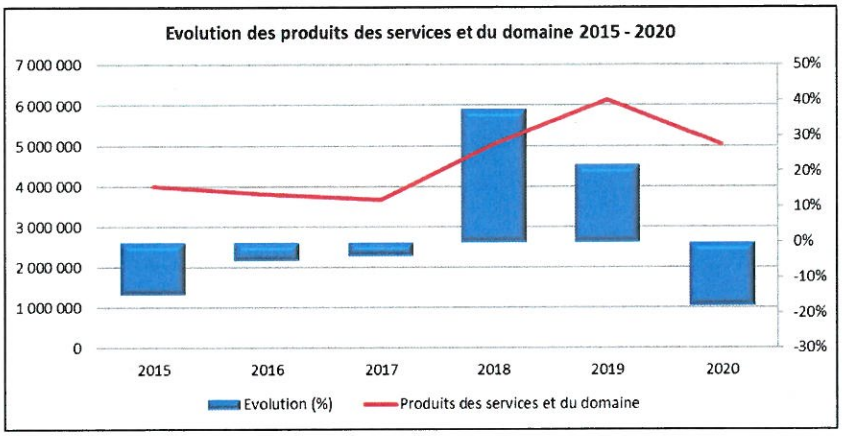
Articles	Libellé articles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution en €	Evolution en %
7411	DOTATION FORFAITAIRE	10 116 940,00 €	8 587 024,00 €	7 769 500,00 €	7 650 231,00 €	7 481 099,00 €	7 237 257,00 €	-243 842,00 €	-3,26%
74123	DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	5 925 719,00 €	6 832 468,00 €	7 416 013,00 €	7 759 256,00 €	8 042 474,00 €	8 324 188,00 €	281 714,00 €	3,50%
74127	DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	614 385,00 €	737 262,00 €	448 900,00 €	404 010,00 €	385 968,00 €	347 371,00 €	-38 597,00 €	-10,00%
744	FCTVA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	13 010,17 €	13 922,20 €	14 923,68 €	1 001,48 €	7,19%
745	DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS	8 424,00 €	2 808,00 €	2 808,00 €	2 808,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
746	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	81 426,00 €	81 426,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
7461	D.G.D.	0,00 €	0,00 €	82 126,00 €	97 436,83 €	81 426,00 €	81 426,00 €	0,00 €	0,00%
74718	AUTRES	491 037,46 €	532 455,70 €	496 948,48 €	337 212,79 €	134 720,05 €	246 979,98 €	112 259,93 €	83,33%
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	16 000,00 €	23 160,00 €	37 397,50 €	8 393,50 €	59 013,00 €	70 483,35 €	11 470,35 €	19,44%
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	85 044,00 €	67 666,00 €	70 400,00 €	49 836,00 €	73 534,00 €	50 298,00 €	-23 236,00 €	-31,60%
74748	AUTRES COMMUNES	50 625,13 €	51 526,26 €	29 098,03 €	48 056,56 €	59 824,26 €	8 881,04 €	-50 943,22 €	-85,15%
74751	GFP DE RATTACHEMENT	36 100,00 €	24 101,20 €	23 000,00 €	17 800,00 €	41 434,81 €	66 004,00 €	24 569,19 €	59,30%
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	2 938 528,97 €	3 162 367,96 €	3 214 088,30 €	3 014 040,35 €	3 252 746,37 €	3 309 682,97 €	56 936,60 €	1,75%
7482	COMPENSATION POUR PERTE TAXE ADDITIONN.DROITS MUTATION	0,00 €	2 435,00 €	2 796,00 €	3 468,00 €	4 273,00 €	2 403,00 €	-1 870,00 €	-43,76%
748313	DOTATION DE COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	140 475,00 €	140 475,00 €	140 475,00 €	140 475,00 €	97 702,00 €	75 424,00 €	-22 278,00 €	-22,80%
748314	DOTATION UNIQUE DES COMPENSATIONS SPECIFIQUES A LA TAXE PROFESSIONNELLE	365 142,00 €	309 668,00 €	96 377,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
74832	ATTRIBUTION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PERAQUATION DE LA TP	436 861,51 €	414 839,31 €	466 903,59 €	365 776,60 €	342 188,64 €	395 108,57 €	52 919,93 €	15,47%
74834	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS TAXES FONCIERES	138 789,00 €	210 872,00 €	186 770,00 €	182 749,00 €	174 722,00 €	186 046,00 €	11 324,00 €	6,48%
74835	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS TAXE D'HABITATION	1 183 675,00 €	989 816,00 €	1 343 201,00 €	1 395 183,00 €	1 446 335,00 €	1 523 456,00 €	77 121,00 €	5,33%
748372	DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE	383 485,00 €	205 508,88 €	663 250,78 €	1 215 063,08 €	692 331,56 €	986 054,67 €	293 723,11 €	42,43%
7485	DOTATIONS POUR TITRES SECURISES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	29 290,00 €	32 840,00 €	3 550,00 €	12,12%
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	110,00 €	960,00 €	110,00 €	8 260,00 €	3 619,62 €	2 565,00 €	-1 054,62 €	-29,14%

TOTAL	23 012 767,07 €	22 376 839,31 €	22 490 162,68 €	22 713 065,88 €	22 416 623,51 €	22 961 392,26 €
Evolution en %		-2,76%	0,51%	0,99%	-1,31%	2,43%
Evolution en €		-635 927,76 €	113 323,37 €	222 903,20 €	-296 442,37 €	544 768,75 €

Les dotations et subventions versées par d'autres organismes

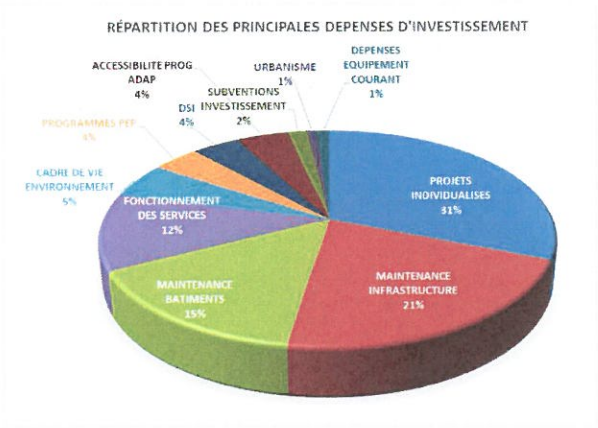
Articles	Libellés articles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution en €	Evolution en %
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	16 000,00 €	23 160,00 €	37 397,50 €	8 393,50 €	59 013,00 €	70 483,35 €	11 470,35 €	0,19 €
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	85 044,00 €	67 666,00 €	70 400,00 €	49 836,00 €	73 534,00 €	50 298,00 €	-23 236,00 €	-0,32 €
74748	AUTRES COMMUNES	50 625,13 €	51 526,26 €	29 098,03 €	48 056,56 €	59 824,26 €	8 881,04 €	-50 943,22 €	-0,85 €
74751	GFP DE RATTACHEMENT	36 100,00 €	24 101,20 €	23 000,00 €	17 800,00 €	41 434,81 €	66 004,00 €	24 569,19 €	0,59 €
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	2 938 528,97 €	3 162 367,96 €	3 214 088,30 €	3 014 040,35 €	3 252 746,37 €	3 309 682,97 €	56 936,60 €	0,02 €
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	110,00 €	960,00 €	110,00 €	8 260,00 €	3 619,62 €	2 565,00 €	-1 054,62 €	-0,29 €
	TOTAL	3 126 408,10 €	3 329 781,42 €	3 374 093,83 €	3 146 386,41 €	3 490 172,06 €	3 507 914,36 €	17 742,30 €	0,01 €
	Evolution (%)		6,51%	1,33%	-6,75%	10,93%	0,51%		
	Evolution (€)		203 373,32 €	44 312,41 €	-227 707,42 €	343 785,65 €	17 742,30 €		

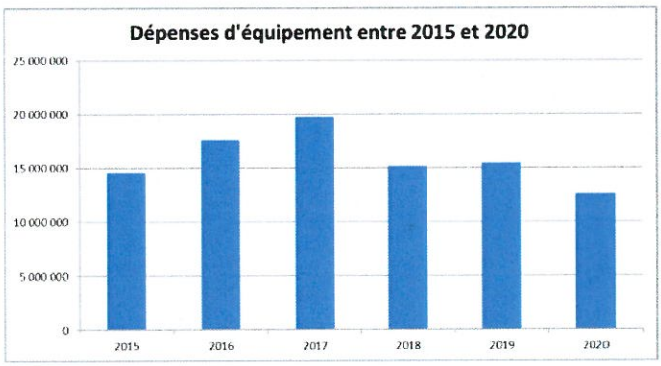
Les produits des services, des domaines et des ventes diverses



Les dépenses réelles d'investissement

PROJETS INDIVIDUALISES	4 055 508,75
MAINTENANCE INFRASTRUCTURE	2 798 039,47
MAINTENANCE BATIMENTS	1 980 238,16
FONCTIONNEMENT DES SERVICES	1 505 524,68
CADRE DE VIE ENVIRONNEMENT	687 576,47
PROGRAMMES PEP	518 923,21
DSI	518 440,83
ACCESSIBILITE PROG ADAP	572 835,97
SUBVENTIONS INVESTISSEMENT	209 241,94
URBANISME	93 781,27
DEPENSES EQUIPEMENT COURANT	134 192,04
TOTAL	**13 074 302,79**





Bilan de la section d'investissement

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes réelles de fonctionnement	72 720 456	72 057 868	79 169 661	74 126 179	74 837 810	73 055 070
Dépenses réelles de fonctionnement	62 243 862	61 515 767	61 674 116	61 342 027	62 008 996	57 136 859
Epargne brute	10 476 594	10 542 101	17 495 545	12 784 151	12 828 814	15 918 212
Remboursement du capital	7 123 879	6 828 372	7 453 636	7 897 493	7 895 429	8 027 857
Epargne nette	3 352 715	3 713 729	10 041 909	4 886 658	4 933 385	7 890 355

Structure de financement des investissements

	2019	2020
Autofinancement net	12 990 930,17 €	11 148 532,78 €
Ressources propres d'investissement (Subventions, TLE, FCTVA..)	4 271 934,44 €	4 259 032,46 €
Emprunt hors refinancement	10 000 000,00 €	4 000 000,00 €

Situation des AP-CP

Programme : ECOLE RUCKLIN

AP	Montant AP	exercice ant.	2020
Voté antérieur	6 200 000,00 €	764 104,84 €	2 335 895,16 €
		Réalisé 2020	1 333 515,95 €
		non consommé 2020	1 002 379,21 €

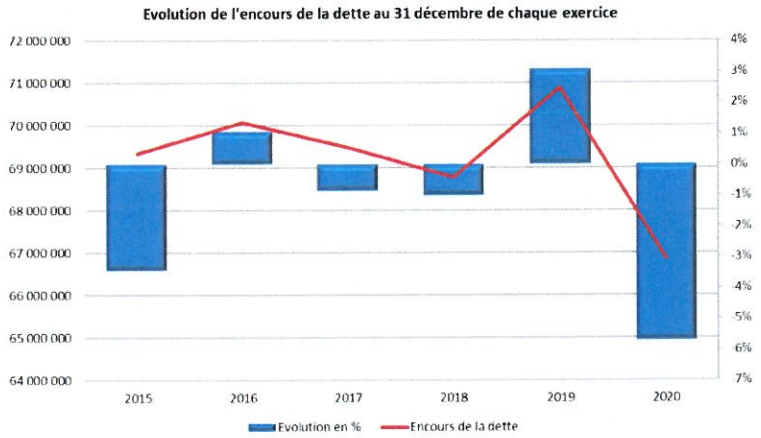
Programme : REMPARTS

AP	Montant AP	exercice ant.	2020
Voté antérieur	420 000,00 €	216 666,48 €	203 333,52 €
		Réalisé 2020	58 830,26 €
		non consommé 2020	144 503,26 €

Programme : CHANTIER D'INSERTION

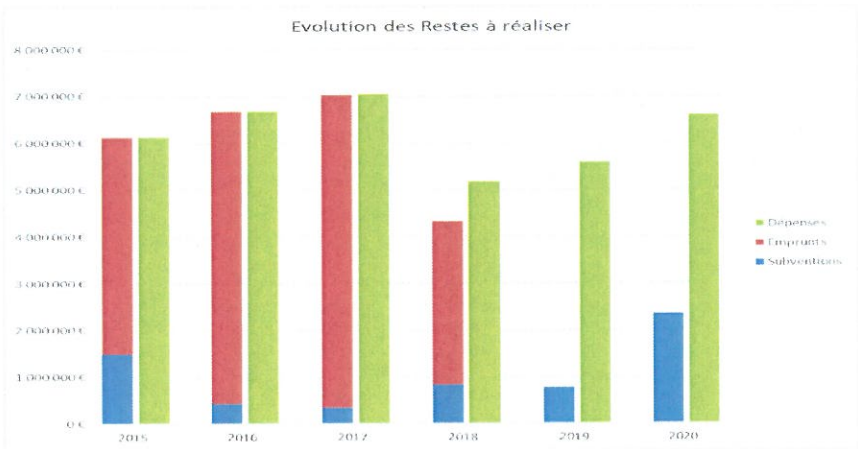
AP	Montant AP	exercice ant.	2020
Voté antérieur	462 000,00 €	373 592,57 €	88 407,43 €
		Réalisé 2020	1 952,22 €
		non consommé 2020	86 455,21 €

La dette



	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Intérêts d'emprunt	1 553 784	1 299 428	1 539 962	1 265 669	1 142 561	1 032 204
Remboursement du capital	7 123 879	6 828 372	7 468 007	7 897 493	7 895 429	8 027 857
Charge de la dette	**8 677 664**	**8 127 800**	**9 007 969**	**9 163 162**	**9 037 991**	**9 060 061**

Les reports



LE BUDGET ANNEXE CFA

L'équilibre général

Montant en euros	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAUX	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Mouvements réels 2020	2 099 144,85	1 957 955,97	215 845,50	137 843,97	2 314 990,35	2 095 799,94
reprise du résultat 2019		504 931,35		104 087,75	0,00	609 019,10
Sous-total					**2 314 990,35**	**2 704 819,04**
Mouvements d'ordre	104 777,37	104 733,11	104 733,11	104 777,37	209 510,48	209 510,48
Sous-total					**2 524 500,83**	**2 914 329,52**
Reports			29 925,18		29 925,18	0,00
Sous-total					**2 554 426,01**	**2 914 329,52**
Résultat disponible après reports						359 903,51

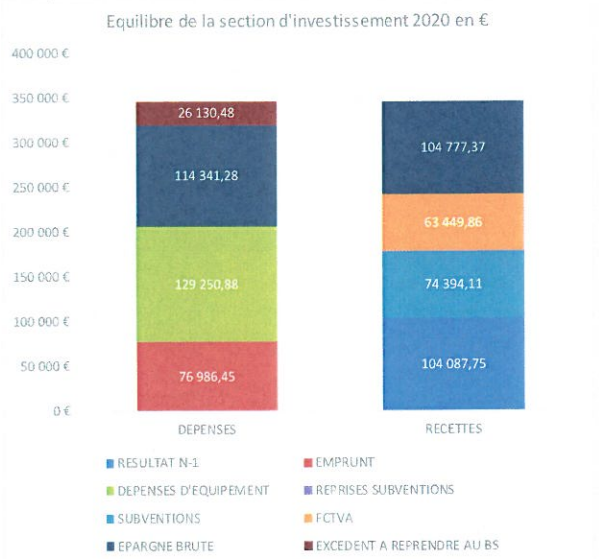
Le résultat

Recettes de fonctionnement 2 062 689,08 €
Dépenses de fonctionnement 2 203 922,22 €
→ **solde d'éxécution** -141 233,14 €

Recettes d'investissement 242 621,34 €
Dépenses d'investissement 320 578,61 €
→ **solde d'éxécution** -77 957,27 €

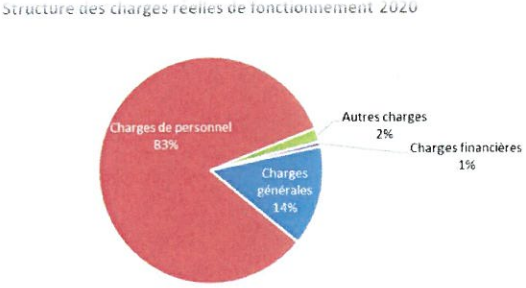
Solde d'éxécution -219 190,41 €

L'équilibre des sections



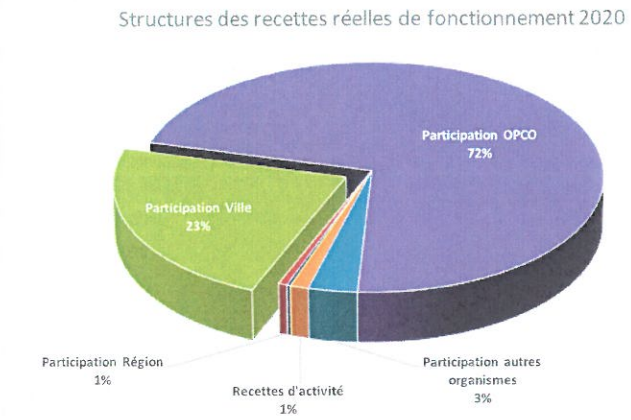


Les dépenses de fonctionnement

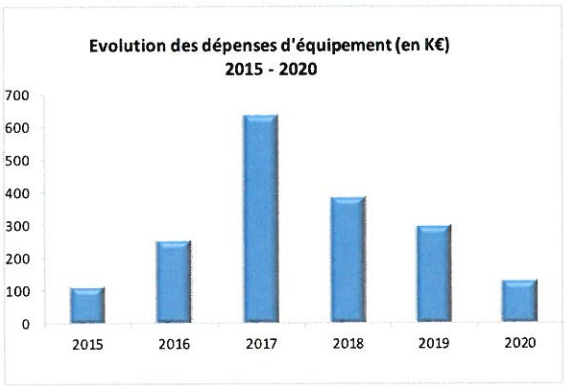


Les recettes réelles de fonctionnement

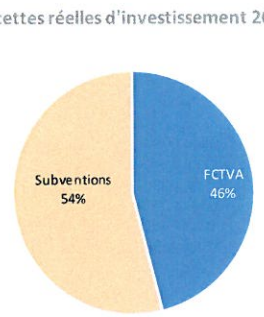
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ecart	Evolution en %
Taxe d'apprentissage	193 947	212 361	168 009	249 863	251 089	484	-250 605	-99,81%
Participation Région	1 614 931	1 598 299	1 651 484	1 194 214	1 933 635	10 938	-1 922 698	-99,43%
Participation Ville	723 880	204 517	501 517	541 517	300 000	450 000	150 000	50,00%
Participation OPCO						1 405 894	1 405 894	
Participation autres organismes	35 359	65 952	185 924	84 430	67 857	62 110	-5 747	-8,47%
Recettes d'activité	121 635	188 912	117 178	73 854	64 320	23 800	-40 519	-63,00%
Autres recettes	3	0	457	270	1 075	4 731	3 655	339,95%
TOTAL	**2 689 755**	**2 270 041**	**2 624 569**	**2 144 148**	**2 617 976**	**1 957 956**	**-660 021**	**-25,21%**



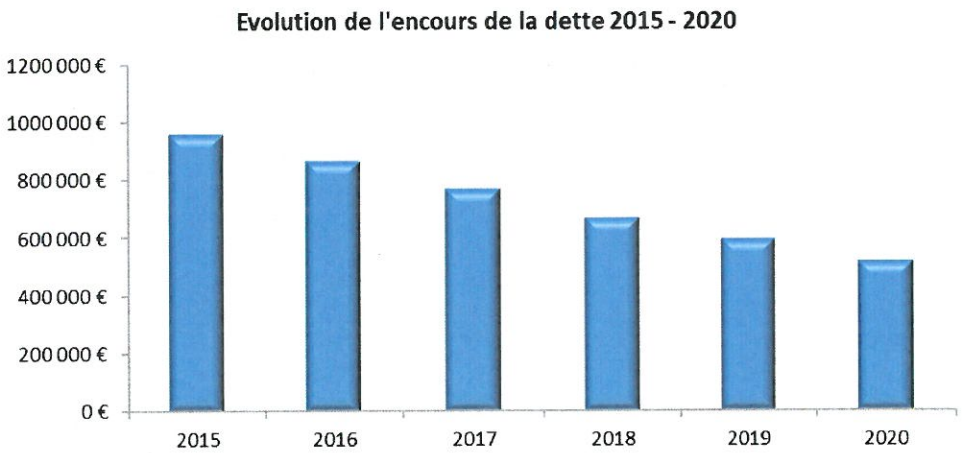
Les dépenses d'investissement



Les recettes réelles d'investissement



La dette



LE BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT SECTEUR DOREY

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES		RECETTES	
		BP 2020	CA 2020	BP 2020	CA 2020
FONCTIONNEMENT					
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	766 480,00 €	0,00 €		
DEPENSES DE GESTION COURANTE		**766 480,00 €**	**0,00 €**		
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			766 480,00 €	0,00 €
OPERATIONS ORDRE				**766 480,00 €**	**0,00 €**
TOTAL FONCTIONNEMENT		**766 480,00 €**	**0,00 €**	**766 480,00 €**	**0,00 €**

INVESTISSEMENT

		DEPENSES		RECETTES	
		BP 2020	CA 2020	BP 2020	CA 2020
INVESTISSEMENT					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES			766 480,00 €	0,00 €
RECETTES FINANCIERES				**766 480,00 €**	**0,00 €**
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	766 480,00 €	0,00 €		
OPERATIONS ORDRE		**766 480,00 €**	**0,00 €**		
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**766 480,00 €**	**0,00 €**	**766 480,00 €**	**0,00 €**

VILLE DE
BELFORT

Hôtel de Ville de Belfort
et du Grand Belfort
Place d'Armes - 90020 BELFORT CEDEX
03 84 54 24 24
courrier@mairie-belfort

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-66

Affectation des résultats 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-66

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction des Finances

Références : SV/RB/CN/JMG/VB
Code matière : 7.1

Objet : Affectation des résultats 2020 : budget principal et budgets annexes du CFA et du lotissement secteur Dorey

Le vote du Compte Administratif constitue l'arrêt des comptes de la Ville de Belfort pour l'exercice 2020.

L'approbation de ce document a permis, pour chaque budget :

- de constater en section de fonctionnement, le résultat,
- de constater en section d'investissement, le solde d'exécution,
- de fixer le montant des restes à réaliser d'investissement tant en dépenses qu'en recettes.

Le résultat excédentaire en section de fonctionnement doit servir en priorité à :

- couvrir un éventuel déficit de fonctionnement antérieur (Ligne 002 négative).
- couvrir le besoin de financement de la section d'investissement (compte 1068). Il correspond au solde d'exécution corrigé des restes à réaliser d'investissement en dépenses et en recettes.

Il appartient au Conseil municipal, pour chaque budget, de se prononcer sur l'emploi des sommes restantes.

Vous trouverez en annexe, pour chaque budget le détail du résultat, du solde d'exécution et des restes à réaliser et la proposition d'affectation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'adopter les affectations des résultats 2020 du budget principal de la Ville de Belfort, du budget annexe du CFA et du budget annexe du lotissement secteur Dorey :

- Pour le budget principal :
  - **d'inscrire** la somme de **5 404 764,39 €** (cinq millions quatre cent quatre mille sept cent soixante quatre euros et trente neuf centimes) en déficit d'investissement reporté (ligne 001),
  - **de couvrir** le déficit d'Investissement en prélevant **8 707 741,79 €** (huit millions sept cent sept mille sept cent quarante et un euros et soixante dix neuf centimes) sur l'excédent de fonctionnement (compte 1068 en recettes d'investissement),
  - **de maintenir** le solde, soit **4 688 257,08 €** (quatre millions six cent quatre vingt huit mille deux cent cinquante sept euros et huit centimes) à la section de fonctionnement (ligne 002 en recettes de fonctionnement).

- Pour le budget annexe CFA

- **d'inscrire** la somme de **26 130,48 €** (vingt six mille cent trente euros et quarante huit centimes) en excédent d'investissement reporté (ligne 001 en recette d'investissement),

- **de couvrir** le besoin d'investissement après prise en compte des restes à réaliser en prélevant **3 794,70 €** (trois mille sept cent quatre vingt quatorze euros et soixante dix centimes) sur l'excédent de fonctionnement (compte 1068 en recette d'investissement),

- **d'inscrire** la somme de **+ 359 903,51 €** (trois cent cinquante neuf mille neuf cent trois euros et cinquante et un centimes) en excédent de fonctionnement reporté (ligne 002 en recette de fonctionnement).

Pour	34	
Contre	1	Mme Samia JABER.
Suffrages exprimés	35	
Abstentions	7	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Ne prend pas part au vote	0	

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14031-DE-1-1

ANNEXE 1 : BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE DE BELFORT

1. *Situation issue du Compte Administratif 2020*

Tableau des résultats de l'exercice 2020 Budget principal Ville de Belfort

		Recettes	Dépenses	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres de l'exercice 2020	73 362 987,79 €	61 512 616,79 €	11 850 371,00 €
	Résultats antérieurs reportés	1 544 205,50 €		1 544 205,50 €
	Résultat à affecter			**13 394 576,50 €**
Section d'investissement	Résultats propres de l'exercice 2020	20 990 557,97 €	22 219 279,71 €	-1 228 721,74 €
	Résultats antérieurs reportés		4 176 042,65 €	-4 176 042,65 €
	Solde global d'éxecution			**-5 404 764,39 €**
Restes à réaliser au 31/12/2020		3 293 229,20 €	6 596 206,60 €	-3 302 977,40 €
Résultats cumulés 2020				**4 686 834,71 €**

Dissolution du Syndicat Mixte de Développement du Réseau de Télédistribution, Belfort, Montbéliard, Héricourt (Télédis 2000)

Par arrêté préfectoral n°25-2019-11-14-013, la dissolution du Syndicat Mixte Télédis 2000 a été prononcé par le préfet du Doubs. Cet arrêté fixe également la part de chaque adhérent dans la répartition de l'actif et du passif du syndicat. Cela se traduit par des opérations d'ordre non budgétaires dont le montant figure dans la colonne « Transfert ou intégration de résultats par opération d'ordre non budgétaire » de l'état II-2 du Compte de Gestion.
Selon les directives de la Direction Départementale des Finances Publiques, il convient de prendre en compte les effets de cette dissolution dans les résultats du budget principal de la Ville c'est-à-dire la majoration du résultat de fonctionnement de 1 422,37€ qui est donc porté à 13 395 998,87€

2. *Reprise des résultats de clôture*

Le résultat de clôture de l'exercice 2020, corrigé des opérations de dissolution de Télédis est donc le suivant :

- Section de fonctionnement : excédent de **13.395.998,87€**
  (= 13.394 576,50€ + 1.422,37€)

- Section d'investissement : déficit de **- 5.404.764,39€.**

- Les reports de la section d'investissement :
  En recettes + 3.293.229,20€
  En dépenses - 6.596.206,60€
  Soit un solde de - 3.302.977,40€

Il y a donc un besoin de financement à couvrir de **– 8.707.741,79€** (- 5.404.764,39€ - 3.302.977,40€).

3. *Affectation du résultat*

Il est proposé :

D'inscrire la somme de **5.404.764,39€** en déficit d'investissement reporté (ligne 001),

De couvrir le déficit d'Investissement en prélevant **8.707.741,79€** sur l'excédent de fonctionnement (compte 1068 en recettes d'investissement),

De maintenir le solde, soit **4.688.257,08€** à la section de fonctionnement (ligne 002 en recettes de fonctionnement).

ANNEXE 2 : BUDGET ANNEXE DU CFA

1. *Situation issue du compte administratif 2020*

Tableau des résultats de l'exercice 2020 Budget annexe CFA

		Recettes	Dépenses	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres de l'exercice 2020	2 062 689,08 €	2 203 922,22 €	-141 233,14 €
	Résultats antérieurs reportés	504 931,35 €		504 931,35 €
	Résultat à affecter			**363 698,21 €**
Section d'investissement	Résultats propres de l'exercice 2020	242 621,34 €	320 578,61 €	-77 957,27 €
	Résultats antérieurs reportés	104 087,75 €		104 087,75 €
	Solde global d'éxecution			**26 130,48 €**
Restes à réaliser au 31/12/2020		0,00 €	29 925,18 €	-29 925,18 €
Résultats cumulés 2020				**359 903,51 €**

2. *Reprise des résultats de clôture*

Le résultat de clôture de l'exercice 2020 est donc le suivant :

- Section de fonctionnement : excédent de + 363.698,21 €
- Section d'investissement : excédent de + 26 130,48 €
- Les reports de la section d'investissement :
  En recettes : 0,00 €
  En dépenses : - 29.925,18 €
  Soit un solde de – 29.925,18 €

Il y a donc un besoin de financement à couvrir de – 3.794,70 € (+ 26.130,48 € - 29.925,18 €)

3. *Affectation du résultat*

Il vous est proposé l'affectation des résultats suivante :

- D'inscrire la somme de **26.130,48 €** en excédent d'investissement reporté (Ligne 001 en recette d'investissement),
- De couvrir le besoin d'investissement, après prise en compte des restes à réaliser, en prélevant **3.794,70 €** sur l'excédent de fonctionnement (compte 1068 en recette d'investissement),
- D'inscrire la somme de **+ 359.903,51 €** en excédent de fonctionnement reporté (Ligne 002 en recette de fonctionnement).

ANNEXE 3 : BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT SECTEUR DOREY

1. *Situation issue du compte administratif 2020*

Tableau des résultats de l'exercice 2020 Budget annexe Lotissement Secteur Dorey

		Recettes	Dépenses	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres de l'exercice 2020	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Résultats antérieurs reportés	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Résultat à affecter			**0,00 €**
Section d'investissement	Résultats propres de l'exercice 2020	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Résultats antérieurs reportés	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Solde global d'éxecution			**0,00 €**
Restes à réaliser au 31/12/2020		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Résultats cumulés 2020				**0,00 €**

2. *Reprise des résultats de clôture*

Aucune écriture n'a été constatée en 2020.

Le résultat de clôture de l'exercice 2020 est donc le suivant :

- Section de fonctionnement : 0,00€
- Section d'investissement : 0,00€
- Solde des reports de la section d'investissement : 0,00€

Il n'y a pas de besoin de financement à couvrir.

3. *Affectation du résultat*

Aucune affectation n'est à constater.

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-67

Budget supplémentaire 2021(Budget principal, budget annexe du CFA, budget du lotissement secteur Dorey)

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-67

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction des Finances

Références : SV/RB/CN/JMG/VB
Code matière : 7.1

Objet : Budget supplémentaire 2021(Budget principal, budget annexe du CFA, budget du lotissement secteur Dorey)

Le budget supplémentaire qui vous est présenté a pour fonction :

- de constater la reprise des résultats de l'exercice antérieur tels qu'ils figurent dans la délibération d'affectation des résultats,
- de constater le report en dépenses et en recettes des inscriptions budgétaires qui n'ont pas fait l'objet d'une réalisation au cours de l'exercice précédent et dont l'opportunité n'est pas remise en cause, telles qu'elles apparaissent dans le compte administratif 2020,
- d'ajuster les inscriptions du budget primitif,
- d'inscrire enfin de nouvelles opérations.

Vous trouverez en annexe une synthèse des principales propositions d'ouvertures ou de modification des crédits, ainsi que les subventions attribuées aux associations.

Vu les 2 amendements proposés par le groupe 2020 en commun pour Belfort :

- Amendement n° 1 : rétablissement des subventions à l'association sportive Belfort sud
- Amendement n° 2 : création d'un fonds de soutien exceptionnel aux associations.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de rejeter le premier amendement concernant le rétablissement des subventions à l'association sportive Belfort sud.

Pour	8	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER
Contre	34	
Suffrages exprimés	42	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	0	

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de rejeter le second amendement concernant la création d'un fonds de soutien exceptionnel aux associations.

Pour	6	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER
Contre	34	
Suffrages exprimés	40	
Abstentions	2	Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT
Ne prend pas part au vote	0	

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'adopter le budget supplémentaire 2021 de la Ville de Belfort : budget principal, et budget annexe du CFA. Aucune prévision pour le lotissement secteur Dorey.

d'adopter les modifications intervenues sur les opérations en AP/CP,

d'approuver le versement des nouvelles subventions et l'affectation des crédits de subventions, en procédant à un vote distinct pour les associations qui comptent un membre du Conseil municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer un avenant ou à conclure avec les associations concernées les conventions d'objectifs et de moyens.

Pour	34	
Contre	4	Mme Mathilde REGNAUD, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER.
Suffrages exprimés	38	
Abstentions	3	M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE.
Ne prend pas part au vote	1	Mme Marie-José FLEURY

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14388-DE-1-1

Synthèse du budget supplémentaire 2021 de la ville de Belfort

Le budget supplémentaire 2021 est un budget correctif, intervenant consécutivement à l'adoption du budget primitif 2021, qu'il modifie en recettes comme en dépenses. Il bénéficie financièrement de la reprise des résultats du compte administratif 2020.

1 - Section de fonctionnement

1.1 Reprise des résultats

Suite à la délibération d'affectation des résultats, la somme de 4.688.257,08 € est inscrite en recette comme résultat de fonctionnement reporté (ligne 002).

1.2 Recettes réelles de fonctionnement

Aucun ajustement des recettes réelles de fonctionnement n'est prévu au budget supplémentaire.

1.3 Dépenses de fonctionnement (hors subventions aux associations)

Le budget supplémentaire ne fait apparaître aucune nouvelle inscription.

1.4 Subventions versées aux associations

Demandes nouvelles

- Une subvention de 24.000 € à la SPA pour soutenir le fonctionnement de l'association.

Attribution des enveloppes à affecter votées lors du budget primitif

Enveloppe à affecter « Direction Générale » : - 1.500 €

- Subvention de 1.000 € au 1er Régiment d'Artillerie pour participer à la réalisation d'une stèle honorant les soldats morts au champs d'honneur sous les plis de l'étendant du régiment depuis 1671.
- Subvention de 500 € au Belfort Sochaux Montbéliard Footgolf Club pour soutenir le développement de ses activités.

Enveloppe à affecter « Social et Solidarités » : - 19.700 € pour soutenir le développement des activités des structures

- Subvention de 15.000 € à l'Association Loisirs Pluriel.
- Subvention de 1.500 € à l'Aide Familiale Populaire.
- Subvention de 700 € à la Prévention en alcoologie et addictologie.
- Subvention de 700 € au Club Jean Jaurès.
- Subvention de 550 € au Club Georges Bragard.
- Subvention de 300 € à la Fédération Régionale CNL.
- Subvention de 300 € à l'Association Jusqu'à la mort accompagner la vie (JALMALV).
- Subvention de 650 € à l'Association de lutte contre la mucoviscidose Les virades de l'espoir.

1.4 Equilibre de la section de fonctionnement

Recettes réajustées ou nouvelles	0,00 €
Reprise des subventions investissement (ordre)	0,00 €
Résultat de fonctionnement reporté 2020	**4 688 257,08 €**
total des recettes de fonctionnement	**4 688 257,08 €**

Dépenses réajustées ou nouvelles	24 000,00 €
Dépenses d'ordre	0,00 €
Total des dépenses de fonctionnement	**24 000,00 €**

Autofinancement dégagé au profit de la section d'investissement	**4 664 257,08 €**

2- Section d'investissement

2.1 Reprise des résultats

Suite à la délibération d'affectation des résultats, la somme de 5.404.764,39 € est inscrite en dépense comme résultat (déficit) d'investissement reporté (ligne 001). La somme de 8.707.741,79 € en recette d'investissement permet de couvrir le déficit d'investissement après constatation des restes à réaliser en dépense et en recette.

2.2 Recettes réelles d'investissement

Aucun ajustement des subventions d'investissement perçues n'est prévu.

Cessions de parcelles et de bâtiments pour 4 M€, dont :

- Cession des locaux anciennement occupés le Flunch (1,2 M€),
- Cession de l'immeuble 2 – 8 avenue Strolz (2,8 M€),

3.2 Dépenses réelles d'investissement

Le montant des dépenses réelles d'investissement inscrites au budget supplémentaire est de 4,68 M€.

Les dépenses nouvelles correspondent à des achats immobiliers :

- Achat d'un ensemble immobilier rue Strolz pour 2,8 M€ (délibération du 31 mars 2021),
- Des crédits supplémentaires de 600 K€ pour permettre l'achat du terrain du Stade des Trois Chênes suite à la réception de l'avis du service des Domaines,
- Des crédits supplémentaires de 50 K€ pour permettre l'achat de deux commerces avenue Jean Jaurès,

Des redéploiements de crédits depuis le chapitre 21 vers les chapitre 20 et 23 pour 264 K€ afin de permettre entre autre la réalisation d'études ou l'achèvement de certaines opérations. Ces mouvements ne modifient pas les masses budgétaires.

3. Autorisation de programme/crédits de paiement

Après constatation des réalisations de crédits lors du vote du compte administratif 2020, il convient de réajuster les crédits de paiement de chaque opération en affectant les crédits non consommés à l'exercice 2021.

Programme : RESTRUCTURATION ECOLE RUCKLIN

AP	Montant AP	Echéancier des crédits de paiement initial						
		exercice ant.	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Voté antérieur	6 200 000,00 €	764 104,84 €	2 335 895,16 €	660 000,00 €	660 000,00 €	660 000,00 €	660 000,00 €	460 000,00 €
			Réalisé 2020	1 333 515,95 €				
			non consommé 2020	1 002 379,21 €				

AP	Montant AP	Nouvel échéancier des crédits de paiement					
		exercice ant.	2021	2022	2023	2024	2025
Voté antérieur	6 200 000,00 €	2 097 620,79 €	660 000,00 €	660 000,00 €	660 000,00 €	660 000,00 €	460 000,00 €
Reprise non consommé 2020			1 002 379,21 €				
TOTAL APRES PROPOSITION	**6 200 000,00 €**		**1 662 379,21 €**	**660 000,00 €**	**660 000,00 €**	**660 000,00 €**	**460 000,00 €**

Programme : ENTRETIEN DES REMPARTS

AP	Montant AP	Echéancier des crédits de paiement initial	
		exercice ant.	2020
Voté antérieur	420 000,00 €	216 666,48 €	203 333,52 €
		Réalisé 2020	58 830,26 €
		non consommé 2020	**144 503,26 €**

AP	Montant AP	Nouvel échéancier des crédits de paiement	
		exercice ant.	2021
Voté antérieur	420 000,00 €	275 496,74 €	0,00 €
Reprise non consommé 2020			144 503,26 €
TOTAL APRES PROPOSITION	**420 000,00 €**		**144 503,26 €**

Programme : CHANTIERS D'INSERTION

AP	Montant AP	Echéancier des crédits de paiement initial	
		exercice ant.	2020
Voté antérieur	462 000,00 €	373 592,57 €	88 407,43 €
		Réalisé 2020	1 952,22 €
		non consommé 2020	**86 455,21 €**

AP	Montant AP	Nouvel échéancier des crédits de paiement	
		exercice ant.	2021
Voté antérieur	462 000,00 €	375 544,79 €	0,00 €
Reprise non consommé 2020			86 455,21 €
TOTAL APRES PROPOSITION	**462 000,00 €**	**375 544,79 €**	**86 455,21 €**

4- Opérations d'ordre

Une somme de 6,43 M€ est inscrite en dépenses et en recettes de la section d'investissement. Il s'agit d'opérations de régularisation d'imputation budgétaire de plusieurs opérations d'aménagement ou de travaux confiés à la SODEB. Il s'agit d'opérations budgétaires neutres en solde qui s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de la qualité comptable.

- La ZAC du Parc à Ballon pour 5,60 M€ ;
- Le Centre Commercial des Glacis pour 800 K€ ;
- Divers travaux de voirie antérieurs à 1999 pour 33 K€.

5- Equilibre de la section d'investissement

Recettes réajustées ou nouvelles	0,00 €
Cessions	4 000 000,00 €
Affectation des résultats 2020	**8 707 741,79 €**
Recettes d'ordre au sein de la section investissement	6 436 200,00 €
Autofinancement dégagé au profit de la section d'investissement	**4 664 257,08 €**
Recettes reportées	3 293 229,20 €
Total des recettes d'investissement	**27 101 428,07 €**

Dépenses réajustées ou nouvelles	4 683 337,68 €
Reprise du déficit 2020	**5 404 764,39 €**
Travaux en régie	0,00 €
Reprise des subventions investissement (ordre)	0,00 €
Dépenses d'ordre au sein de la section investissement	6 436 200,00 €
Dépenses reportées	6 596 206,60 €
Total des dépenses d'investissement	**23 120 508,67 €**
Besoin de financement	**-3 980 919,40 €**

Le projet de budget supplémentaire se traduit par une diminution du recours prévisionnel à l'emprunt de 3.980.919,40 € par rapport aux prévisions établies lors du budget primitif.

Synthèse du Budget Supplémentaire 2021 du CFA

La proposition de budget supplémentaire qui est faite constate uniquement la reprise des résultats de l'exercice 2021 soit :

- La somme de + 26.130,48 € en excédent d'investissement reporté (Ligne 001 en recette d'investissement),
- La somme de + 3.794,70 € pour couvrir le besoin d'investissement après prise en compte des restes à réaliser (compte 1068 en recette d'investissement),
- La somme de + 359.903,51 € en excédent de fonctionnement reporté (Ligne 002 en recette de fonctionnement).

Dans le cadre de l'amélioration des comptes et de la fiabilisation des états de l'actif avec l'inventaire, les services de la GDFIP nous demandent de constater diverses reprises sur amortissement pour un montant de 933 K€. Il s'agit d'opérations d'ordre dont la comptabilisation sera sans impact sur le résultat global du budget.

Recettes réajustées ou nouvelles	0,00 €
Régularisations amortissements (ordre)	933 000,00 €
Résultat de fonctionnement reporté 2020	**359 903,51 €**
total des recettes de fonctionnement	**1 292 903,51 €**

Dépenses réajustées ou nouvelles	0,00 €
Dépenses d'ordre	0,00 €
Total des dépenses de fonctionnement	**0,00 €**

Autofinancement dégagé au profit de la section d'investissement	**933 000,00 €**

Recettes réajustées ou nouvelles	0,00 €
Affectation des résultats 2020	**3 794,70 €**
Recettes d'ordre	0,00 €
Autofinancement dégagé au profit de la section d'investissement	933 000,00 €
Résultat d'investissement reporté 2020	**26 130,48 €**
Recettes reportées	0,00 €
Total des recettes d'investissement	**962 925,18 €**

Dépenses réajustées ou nouvelles	0,00 €
Reprise du déficit 2020	0,00 €
Régularisations amortissements (ordre)	933 000,00 €
Dépenses reportées	29 925,18 €
Total des dépenses d'investissement	**962 925,18 €**
Besoin de financement	**0,00 €**

Synthèse du Budget Supplémentaire 2021 Lotissement Secteur Dorey

Aucune modification ou crédits supplémentaires n'est à prévoir.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2021

VILLE DE BELFORT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE BELFORT (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21900010600019

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE GRAND BELFORT

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL BELFORT (4)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 25
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 29
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 51
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 82
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 83
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) 85
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 86
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 87

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE BELFORT BUDGET PRINCIPAL BELFORT	BS 2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	4 688 257,08	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 4 688 257,08
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	4 688 257,08	4 688 257,08

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	11 119 537,68	19 827 279,47
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	6 596 206,60	3 293 229,20
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 5 404 764,39	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	23 120 508,67	23 120 508,67

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	27 808 765,75	27 808 765,75

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	16 544 034,00	0,00	0,00	0,00	16 544 034,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 946 500,00	0,00	0,00	0,00	35 946 500,00
014	Atténuations de produits	120 938,00	0,00	0,00	0,00	120 938,00
65	Autres charges de gestion courante	8 195 045,00	0,00	24 000,00	24 000,00	8 219 045,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**60 806 517,00**	**0,00**	**24 000,00**	**24 000,00**	**60 830 517,00**
66	Charges financières	1 170 200,00	0,00	0,00	0,00	1 170 200,00
67	Charges exceptionnelles	383 500,00	0,00	0,00	0,00	383 500,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**62 360 217,00**	**0,00**	**24 000,00**	**24 000,00**	**62 384 217,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*7 650 709,00*		*4 664 257,08*	*4 664 257,08*	*12 314 966,08*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*3 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 500 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***11 150 709,00***		***4 664 257,08***	***4 664 257,08***	***15 814 966,08***
	TOTAL	**73 510 926,00**	**0,00**	**4 688 257,08**	**4 688 257,08**	**78 199 183,08**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	78 199 183,08

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	282 000,00	0,00	0,00	0,00	282 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	5 861 426,00	0,00	0,00	0,00	5 861 426,00
73	Impôts et taxes	44 677 886,00	0,00	0,00	0,00	44 677 886,00
74	Dotations et participations	22 024 019,00	0,00	0,00	0,00	22 024 019,00
75	Autres produits de gestion courante	400 595,00	0,00	0,00	0,00	400 595,00
	Total des recettes de gestion courante	**73 245 926,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 245 926,00**
76	Produits financiers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
77	Produits exceptionnels	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**73 260 926,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 260 926,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*250 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***250 000,00***		***0,00***	***0,00***	***250 000,00***
	TOTAL	**73 510 926,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 510 926,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	4 688 257,08

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	78 199 183,08

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	15 564 966,08

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	538 500,00	491 482,36	102 945,00	102 945,00	1 132 927,36
204	Subventions d'équipement versées	265 919,00	24 731,77	0,00	0,00	290 650,77
21	Immobilisations corporelles	14 626 430,00	3 489 628,86	3 185 999,00	3 185 999,00	21 302 057,86
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 193 696,00	2 590 363,61	1 394 393,68	1 394 393,68	10 178 453,29
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**21 624 545,00**	**6 596 206,60**	**4 683 337,68**	**4 683 337,68**	**32 904 089,28**
10	Dotations, fonds divers et réserves	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 514 897,00	0,00	0,00	0,00	7 514 897,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 666 480,00	0,00	0,00	0,00	1 666 480,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**9 236 377,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 236 377,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**30 860 922,00**	**6 596 206,60**	**4 683 337,68**	**4 683 337,68**	**42 140 466,28**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*250 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*301 000,00*		*6 436 200,00*	*6 436 200,00*	*6 737 200,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***551 000,00***		***6 436 200,00***	***6 436 200,00***	***6 987 200,00***
TOTAL		**31 411 922,00**	**6 596 206,60**	**11 119 537,68**	**11 119 537,68**	**49 127 666,28**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	5 404 764,39

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	54 532 430,67

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	3 760 151,00	2 340 429,20	0,00	0,00	6 100 580,20
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	14 015 165,00	0,00	-3 980 919,40	-3 980 919,40	10 034 245,60
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**17 775 316,00**	**2 340 429,20**	**-3 980 919,40**	**-3 980 919,40**	**16 134 825,80**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 170 000,00	0,00	0,00	0,00	2 170 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	8 707 741,79	8 707 741,79	8 707 741,79
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	14 897,00	0,00	0,00	0,00	14 897,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	952 800,00	4 000 000,00	4 000 000,00	4 952 800,00
Total des recettes financières		**2 184 897,00**	**952 800,00**	**12 707 741,79**	**12 707 741,79**	**15 845 438,79**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**19 960 213,00**	**3 293 229,20**	**8 726 822,39**	**8 726 822,39**	**31 980 264,59**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*7 650 709,00*		*4 664 257,08*	*4 664 257,08*	*12 314 966,08*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 500 000,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*301 000,00*		*6 436 200,00*	*6 436 200,00*	*6 737 200,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 451 709,00***		***11 100 457,08***	***11 100 457,08***	***22 552 166,08***
TOTAL		**31 411 922,00**	**3 293 229,20**	**19 827 279,47**	**19 827 279,47**	**54 532 430,67**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**54 532 430,67**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**15 564 966,08**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	24 000,00		24 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*4 664 257,08*	4 664 257,08
Dépenses de fonctionnement – Total		**24 000,00**	***4 664 257,08***	**4 688 257,08**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	4 688 257,08

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	594 427,36	*0,00*	594 427,36
204	Subventions d'équipement versées	24 731,77	*0,00*	24 731,77
21	Immobilisations corporelles (6)	6 675 627,86	*33 100,00*	6 708 727,86
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 984 757,29	*0,00*	3 984 757,29
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*6 403 100,00*	6 403 100,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**11 279 544,28**	***6 436 200,00***	**17 715 744,28**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	5 404 764,39

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	23 120 508,67

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	4 688 257,08

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	4 688 257,08

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	2 340 429,20	*0,00*	2 340 429,20
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	-3 980 919,40	*0,00*	-3 980 919,40
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*6 436 200,00*	6 436 200,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*4 664 257,08*	4 664 257,08
024	Produits des cessions d'immobilisations	4 952 800,00		4 952 800,00
Recettes d'investissement – Total		**3 312 309,80**	***11 100 457,08***	**14 412 766,88**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	8 707 741,79

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	23 120 508,67

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**16 544 034,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	264 100,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 777 600,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	125 300,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	6 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	149 450,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	72 900,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	251 500,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	226 304,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	305 100,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	113 770,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	95 400,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	140 870,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	142 260,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	508 481,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	181 519,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	288 800,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 259 730,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	245 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	637 500,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	395 420,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	344 427,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	139 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	450 000,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	38 500,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	154 800,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 084 900,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	138 000,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	185 000,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	4 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	155 500,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	69 360,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	92 000,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	17 300,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 550,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	31 600,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	129 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	86 150,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	74 100,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	532 680,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	20 400,00	0,00	0,00
6237	Publications	211 800,00	0,00	0,00
6238	Divers	445 880,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	51 500,00	0,00	0,00
6244	Transports administratifs	870,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	237 658,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	68 600,00	0,00	0,00
6256	Missions	29 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	122 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	114 990,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	148 770,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	60 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	47 913,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	201 800,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	137 000,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	136 893,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	100 000,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 113 089,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	250 000,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	1 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	4 000,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	124 500,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**35 946 500,00**	**0,00**	**0,00**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	580 600,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	3 515 000,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	299 200,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	88 300,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	189 200,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	17 453 000,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	434 200,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	3 226 150,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 104 850,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 697 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 400 000,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	130 000,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	300 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	461 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	68 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**120 938,00**	**0,00**	**0,00**
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	300,00	0,00	0,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	102 638,00	0,00	0,00
739118	Autres reversements de fiscalité	15 000,00	0,00	0,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	3 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**8 195 045,00**	**24 000,00**	**24 000,00**
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	360 000,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	20 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	20 000,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	99 080,00	0,00	0,00
6535	Formation	10 000,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	800,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	53 750,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	27 805,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	1 462 157,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	398 252,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	1 760 000,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	28 500,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	59 100,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	3 895 591,00	24 000,00	24 000,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**60 806 517,00**	**24 000,00**	**24 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**1 170 200,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 150 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	20 000,00	0,00	0,00
665	Escomptes accordés	200,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**383 500,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 500,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	75 000,00	0,00	0,00
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	259 000,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	35 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	13 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**62 360 217,00**	**24 000,00**	**24 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***7 650 709,00***	***4 664 257,08***	***4 664 257,08***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***3 500 000,00***	***0,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*3 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***11 150 709,00***	***4 664 257,08***	***4 664 257,08***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***11 150 709,00***	***4 664 257,08***	***4 664 257,08***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**73 510 926,00**	**4 688 257,08**	**4 688 257,08**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			4 688 257,08

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	185 697,70
Montant des ICNE de l'exercice N-1	185 697,70
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**282 000,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	282 000,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**5 861 426,00**	**0,00**	**0,00**
7022	Coupes de bois	5 200,00	0,00	0,00
7023	Menus produits forestiers	14 000,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	130 000,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	45 000,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	156 200,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	125 000,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	800,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	1 135 000,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	110 000,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	90 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	92 750,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	64 000,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	8 000,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	923 021,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	652 800,00	0,00	0,00
7071	Compteurs	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	35 800,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	118 000,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	1 150 820,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	39 000,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	3 000,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	15 000,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	421 005,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	439 030,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	88 000,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**44 677 886,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	25 574 660,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	16 567 150,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	267 076,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	529 000,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	690 000,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	150 000,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	900 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**22 024 019,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	7 081 000,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	8 570 000,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	313 000,00	0,00	0,00
744	FCTVA	15 000,00	0,00	0,00
7461	DGD	81 500,00	0,00	0,00
74711	Participat° Etat emploi jeunes	15 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	158 370,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	93 100,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	61 500,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	93 000,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	66 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	2 663 935,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	2 000,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	70 000,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	380 000,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	1 665 673,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	668 941,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	26 000,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**400 595,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	330 500,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	70 000,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	95,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		73 245 926,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers (b)**	10 000,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	10 000,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	5 000,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	5 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		73 260 926,00	0,00	0,00
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		73 510 926,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	4 688 257,08

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	4 688 257,08

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**538 500,00**	**102 945,00**	**102 945,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	8 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	289 400,00	102 945,00	102 945,00
2051	Concessions, droits similaires	226 100,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	15 000,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**265 919,00**	**0,00**	**0,00**
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	195 919,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	70 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**14 626 430,00**	**3 185 999,00**	**3 185 999,00**
2116	Cimetières	220 000,00	0,00	0,00
2117	Bois et forêts	15 000,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	226 000,00	600 000,00	600 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	34 060,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	1 596 240,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	312 750,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	695 100,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	30 000,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	4 940 100,00	2 850 000,00	2 850 000,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	3 572 100,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	150 000,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	400 000,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	513 000,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	243 290,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	84 840,00	0,00	0,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	3 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	520 500,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	402 950,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	145 300,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	522 200,00	-264 001,00	-264 001,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**6 193 696,00**	**1 394 393,68**	**1 394 393,68**
2312	Agencements et aménagements de terrains	665 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions	2 686 460,00	1 216 593,68	1 216 593,68
2315	Installat°, matériel et outillage techni	850 000,00	177 800,00	177 800,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	172 216,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	15 000,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 805 020,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**21 624 545,00**	**4 683 337,68**	**4 683 337,68**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**55 000,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	55 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**7 514 897,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	7 500 000,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	14 897,00	0,00	0,00
16812	Emprunts - Entreprises non financières	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 666 480,00**	**0,00**	**0,00**
276348	Créance Autres communes	766 480,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	900 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**9 236 377,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**30 860 922,00**	**4 683 337,68**	**4 683 337,68**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***250 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***250 000,00***	***0,00***	***0,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
2315	Installat°, matériel et outillage techni	250 000,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales (10)**	**301 000,00**	**6 436 200,00**	**6 436 200,00**
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	51 000,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	33 100,00	33 100,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	250 000,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	6 403 100,00	6 403 100,00
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***551 000,00***	***6 436 200,00***	***6 436 200,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**31 411 922,00**	**11 119 537,68**	**11 119 537,68**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (11)	**6 596 206,60**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**5 404 764,39**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**23 120 508,67**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**3 760 151,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 497 651,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	55 000,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	18 000,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	30 000,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	300 000,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	290 000,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	500 000,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	1 069 500,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**14 015 165,00**	**-3 980 919,40**	**-3 980 919,40**
1641	Emprunts en euros	14 015 165,00	-3 980 919,40	-3 980 919,40
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**17 775 316,00**	**-3 980 919,40**	**-3 980 919,40**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 170 000,00**	**8 707 741,79**	**8 707 741,79**
10222	FCTVA	2 100 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	70 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	8 707 741,79	8 707 741,79
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**14 897,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**
	Total des recettes financières	**2 184 897,00**	**12 707 741,79**	**12 707 741,79**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**19 960 213,00**	**8 726 822,39**	**8 726 822,39**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***7 650 709,00***	***4 664 257,08***	***4 664 257,08***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***3 500 000,00***	***0,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2118	*Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*45 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*260 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*175 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*45 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*120 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*308 000,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
28152	Installations de voirie	2 000,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	180 000,00	0,00	0,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	5 000,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	27 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	310 000,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	200 000,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	850 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***11 150 709,00***	***4 664 257,08***	***4 664 257,08***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***301 000,00***	***6 436 200,00***	***6 436 200,00***
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	48 840,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	250 000,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	2 160,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	6 436 200,00	6 436 200,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***11 451 709,00***	***11 100 457,08***	***11 100 457,08***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**31 411 922,00**	**19 827 279,47**	**19 827 279,47**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**3 293 229,20**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**23 120 508,67**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	11 748 537	3 047 860	73 900	1 776 779	2 849 643	1 122 475	141 179	29 700	0	14 210 686	543 500	35 544 260
- Equipements municipaux (2)		2 274 380	73 900	1 773 779	2 784 543	1 007 500	138 335	29 700	0	13 247 686	533 500	26 041 964
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		7 000	0	3 000	65 100	114 975	2 844	0	0	63 000	10 000	265 919
- Opérations financières	11 748 537											11 748 537
Dépenses d'ordre	6 987 200											6 987 200
Total dépenses de l'exercice	**18 735 737**	**3 047 860**	**73 900**	**1 776 779**	**2 849 643**	**1 122 475**	**141 179**	**29 700**	**0**	**14 210 686**	**543 500**	**42 531 460**
RAR N-1 et reports	**5 404 764**	**1 678 934**	**356 788**	**44 845**	**1 019 528**	**971 527**	**0**	**0**	**0**	**2 103 380**	**421 206**	**12 000 971**
Total cumulé dépenses d'investissement	**24 140 501**	**4 726 794**	**430 688**	**1 821 624**	**3 869 171**	**2 094 002**	**141 179**	**29 700**	**0**	**16 314 066**	**964 706**	**54 532 431**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**50 433 286**	**260 000**	**0**	**0**	**512 915**	**0**	**0**	**0**	**0**	**33 000**	**0**	**51 239 201**
RAR N-1 et reports	**2 154 791**	**512 000**	**51 871**	**0**	**534 567**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 500**	**31 500**	**3 293 229**
Total cumulé recettes d'investissement	**52 588 078**	**772 000**	**51 871**	**0**	**1 047 482**	**0**	**0**	**0**	**0**	**41 500**	**31 500**	**54 532 431**

FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**18 059 704**	**19 440 479**	**3 151 450**	**7 112 449**	**5 269 360**	**4 981 806**	**3 040 130**	**4 137 010**	**20 700**	**12 263 594**	**722 501**	**78 199 183**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**18 059 704**	**19 440 479**	**3 151 450**	**7 112 449**	**5 269 360**	**4 981 806**	**3 040 130**	**4 137 010**	**20 700**	**12 263 594**	**722 501**	**78 199 183**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**65 751 010**	**2 711 810**	**105 000**	**629 720**	**300 550**	**634 600**	**90 000**	**3 090 028**	**0**	**40 000**	**158 208**	**73 510 926**
RAR N-1 et reports	**4 688 257**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 688 257**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**70 439 267**	**2 711 810**	**105 000**	**629 720**	**300 550**	**634 600**	**90 000**	**3 090 028**	**0**	**40 000**	**158 208**	**78 199 183**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**18 735 737**	**4 726 794**	**430 688**	**1 821 624**	**3 869 171**	**2 094 002**	**141 179**	**29 700**	**0**	**16 314 066**	**964 706**	**49 127 666**
Dépenses réelles		11 748 537	4 726 794	430 688	1 821 624	3 869 171	2 094 002	141 179	29 700	0	16 314 066	964 706	42 140 466
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	55 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55 000
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	7 514 897	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 514 897
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	70 000	494 694	0	5 000	44 283	0	8 600	0	0	486 206	24 144	1 132 927
204	Subventions d'équipement versées	0	7 000	0	3 000	75 100	114 975	2 844	0	0	76 732	11 000	290 651
21	Immobilisations corporelles	4 108 640	2 075 173	345 253	122 545	2 479 787	1 499 007	43 280	29 700	0	10 345 542	253 131	21 302 058
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 383 447	85 435	1 691 078	1 270 001	480 020	86 455	0	0	4 505 586	676 431	10 178 453
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	766 480	0	0	0	0	0	0	0	900 000	0	1 666 480
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*6 987 200*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 987 200*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*6 737 200*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 737 200*
RECETTES													
Total recettes investissement		**52 588 078**	**772 000**	**51 871**	**0**	**1 047 482**	**0**	**0**	**0**	**0**	**41 500**	**31 500**	**54 532 431**
Recettes réelles		30 035 912	772 000	51 871	0	1 047 482	0	0	0	0	41 500	31 500	31 980 265
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	4 952 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 952 800
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 877 742	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 877 742
13	Subventions d'investissement	4 156 227	772 000	51 871	0	1 047 482	0	0	0	0	41 500	31 500	6 100 580

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	10 049 143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 049 143
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*22 552 166*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*22 552 166*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*12 314 966*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 314 966*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*3 500 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 500 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*6 737 200*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 737 200*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**18 059 704**	**19 440 479**	**3 151 450**	**7 112 449**	**5 269 360**	**4 981 806**	**3 040 130**	**4 137 010**	**20 700**	**12 263 594**	**722 501**	**78 199 183**
Dépenses réelles		2 244 738	19 440 479	3 151 450	7 112 449	5 269 360	4 981 806	3 040 130	4 137 010	20 700	12 263 594	722 501	62 384 217
011	Charges à caractère général	45 500	7 201 897	380 100	2 584 797	1 262 460	926 485	496 540	453 910	15 000	2 794 444	382 901	16 544 034
012	Charges de personnel, frais assimilés	648 600	9 998 700	2 656 350	4 039 500	2 985 600	2 048 000	516 850	3 648 600	0	9 404 300	0	35 946 500
014	Atténuations de produits	105 638	300	0	0	0	0	0	0	0	0	15 000	120 938
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	2 189 882	115 000	488 152	1 021 300	2 007 321	2 026 740	34 500	5 700	64 850	265 600	8 219 045
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 170 000	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 170 200
67	Charges exceptionnelles	275 000	49 500	0	0	0	0	0	0	0	0	59 000	383 500
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*15 814 966*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 814 966*
023	*Virement à la section d'investissement*	*12 314 966*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 314 966*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*3 500 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 500 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		**65 751 010**	**2 711 810**	**105 000**	**629 720**	**300 550**	**634 600**	**90 000**	**3 090 028**	**0**	**40 000**	**158 208**	**73 510 926**
Recettes réelles		65 501 010	2 711 810	105 000	629 720	300 550	634 600	90 000	3 090 028	0	40 000	158 208	73 260 926
013	Atténuations de charges	45 000	187 000	0	0	0	50 000	0	0	0	0	0	282 000
70	Produits des services, du domaine, vente	1 573 000	2 361 055	5 000	531 500	135 550	200 300	90 000	925 021	0	40 000	0	5 861 426
73	Impôts et taxes	44 433 886	0	0	0	94 000	0	0	0	0	0	150 000	44 677 886
74	Dotations et participations	19 088 614	163 670	100 000	98 220	46 000	354 300	0	2 165 007	0	0	8 208	22 024 019
75	Autres produits de gestion courante	345 510	85	0	0	25 000	30 000	0	0	0	0	0	400 595
76	Produits financiers	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
77	Produits exceptionnels	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		18 059 704,08	19 366 279,00	0,00	74 200,00	0,00	37 500 183,08
Dépenses de l'exercice		18 059 704,08	19 366 279,00	0,00	74 200,00	0,00	37 500 183,08
011	Charges à caractère général	45 500,00	7 131 697,00	0,00	70 200,00	0,00	7 247 397,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	648 600,00	9 998 700,00	0,00	0,00	0,00	10 647 300,00
014	Atténuations de produits	105 638,00	300,00	0,00	0,00	0,00	105 938,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*12 314 966,08*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*12 314 966,08*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*3 500 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 500 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 185 882,00	0,00	4 000,00	0,00	2 189 882,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 170 000,00	200,00	0,00	0,00	0,00	1 170 200,00
67	Charges exceptionnelles	275 000,00	49 500,00	0,00	0,00	0,00	324 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		70 439 267,08	2 639 310,00	0,00	72 500,00	0,00	73 151 077,08
Recettes de l'exercice		65 751 010,00	2 639 310,00	0,00	72 500,00	0,00	68 462 820,00
013	Atténuations de charges	45 000,00	187 000,00	0,00	0,00	0,00	232 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*250 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	1 573 000,00	2 361 055,00	0,00	0,00	0,00	3 934 055,00
73	Impôts et taxes	44 433 886,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 433 886,00
74	Dotations et participations	19 088 614,00	91 170,00	0,00	72 500,00	0,00	19 252 284,00
75	Autres produits de gestion courante	345 510,00	85,00	0,00	0,00	0,00	345 595,00
76	Produits financiers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
77	Produits exceptionnels	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		4 688 257,08	0,00	0,00	0,00	0,00	4 688 257,08
SOLDE (2)		52 379 563,00	-16 726 969,00	0,00	-1 700,00	0,00	35 650 894,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		17 128 056,00	517 880,00	12 500,00	185 300,00	1 316 963,00	155 880,00	49 700,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		17 128 056,00	517 880,00	12 500,00	185 300,00	1 316 963,00	155 880,00	49 700,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	5 593 134,00	8 000,00	12 500,00	185 300,00	1 279 063,00	8 000,00	45 700,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	9 998 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 490 222,00	509 880,00	0,00	0,00	37 900,00	147 880,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	45 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 450 140,00	0,00	41 000,00	18 000,00	0,00	0,00	130 170,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		2 450 140,00	0,00	41 000,00	18 000,00	0,00	0,00	130 170,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	187 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	2 213 055,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	50 000,00	0,00	41 000,00	0,00	0,00	0,00	170,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	85,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-14 677 916,00	-517 880,00	28 500,00	-167 300,00	-1 316 963,00	-155 880,00	80 470,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		3 151 450,00	0,00	0,00	3 151 450,00
Dépenses de l'exercice		3 151 450,00	0,00	0,00	3 151 450,00
011	Charges à caractère général	380 100,00	0,00	0,00	380 100,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 656 350,00	0,00	0,00	2 656 350,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	115 000,00	0,00	0,00	115 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		105 000,00	0,00	0,00	105 000,00
Recettes de l'exercice		105 000,00	0,00	0,00	105 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 046 450,00	0,00	0,00	-3 046 450,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		2 660 750,00	0,00	481 700,00	0,00	9 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		2 660 750,00	0,00	481 700,00	0,00	9 000,00
011	Charges à caractère général	4 400,00	0,00	366 700,00	0,00	9 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 656 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 660 750,00	0,00	-376 700,00	0,00	-9 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		5 052 104,00	583 600,00	0,00	0,00	94 000,00	1 382 745,00	0,00	7 112 449,00
Dépenses de l'exercice		5 052 104,00	583 600,00	0,00	0,00	94 000,00	1 382 745,00	0,00	7 112 449,00
011	Charges à caractère général	926 902,00	271 900,00	0,00	0,00	4 000,00	1 381 995,00	0,00	2 584 797,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 814 900,00	224 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 039 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	310 302,00	87 100,00	0,00	0,00	90 000,00	750,00	0,00	488 152,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		10 220,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	543 500,00	0,00	629 720,00
Recettes de l'exercice		10 220,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	543 500,00	0,00	629 720,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	531 500,00	0,00	531 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	10 220,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	98 220,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-5 041 884,00	-507 600,00	0,00	0,00	-94 000,00	-839 245,00	0,00	-6 482 729,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		122 000,00	461 600,00	0,00	1 151 595,00	99 000,00	93 600,00	3 400,00	35 150,00
Dépenses de l'exercice		122 000,00	461 600,00	0,00	1 151 595,00	99 000,00	93 600,00	3 400,00	35 150,00
011	Charges à caractère général	73 000,00	198 900,00	0,00	1 151 595,00	99 000,00	93 000,00	3 400,00	35 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	224 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	49 000,00	38 100,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	150,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 000,00	75 000,00	0,00	543 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		1 000,00	75 000,00	0,00	543 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	531 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 000,00	75 000,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-121 000,00	-386 600,00	0,00	-608 095,00	-99 000,00	-93 600,00	-3 400,00	-35 150,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		3 182 300,00	992 900,00	604 060,00	490 100,00	0,00	5 269 360,00
Dépenses de l'exercice		3 182 300,00	992 900,00	604 060,00	490 100,00	0,00	5 269 360,00
011	Charges à caractère général	223 700,00	37 000,00	603 660,00	398 100,00	0,00	1 262 460,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 907 600,00	0,00	0,00	78 000,00	0,00	2 985 600,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	51 000,00	955 900,00	400,00	14 000,00	0,00	1 021 300,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	33 000,00	120 550,00	147 000,00	0,00	300 550,00
Recettes de l'exercice		0,00	33 000,00	120 550,00	147 000,00	0,00	300 550,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	18 000,00	109 550,00	8 000,00	0,00	135 550,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	94 000,00	0,00	94 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	11 000,00	35 000,00	0,00	46 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	15 000,00	0,00	10 000,00	0,00	25 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 182 300,00	-959 900,00	-483 510,00	-343 100,00	0,00	-4 968 810,00

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - BS - 2021

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		257 550,00	134 500,00	212 550,00	388 300,00	169 450,00	213 400,00	27 810,00	193 400,00
Dépenses de l'exercice		257 550,00	134 500,00	212 550,00	388 300,00	169 450,00	213 400,00	27 810,00	193 400,00
011	Charges à caractère général	33 700,00	0,00	0,00	3 300,00	169 450,00	213 400,00	27 810,00	193 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	223 850,00	134 500,00	212 550,00	385 000,00	0,00	0,00	0,00	400,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		18 000,00	0,00	0,00	15 000,00	17 750,00	102 800,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		18 000,00	0,00	0,00	15 000,00	17 750,00	102 800,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	18 000,00	0,00	0,00	0,00	17 750,00	91 800,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-239 550,00	-134 500,00	-212 550,00	-373 300,00	-151 700,00	-110 600,00	-27 810,00	-193 400,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		3 570 464,00	300 170,00	1 111 172,00	0,00	4 981 806,00
Dépenses de l'exercice		3 570 464,00	300 170,00	1 111 172,00	0,00	4 981 806,00
011	Charges à caractère général	509 564,00	238 470,00	178 451,00	0,00	926 485,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 048 000,00	0,00	0,00	0,00	2 048 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 012 900,00	61 700,00	932 721,00	0,00	2 007 321,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		64 000,00	1 000,00	569 600,00	0,00	634 600,00
Recettes de l'exercice		64 000,00	1 000,00	569 600,00	0,00	634 600,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	64 000,00	1 000,00	135 300,00	0,00	200 300,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	354 300,00	0,00	354 300,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 506 464,00	-299 170,00	-541 572,00	0,00	-4 347 206,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		30 470,00	34 500,00	0,00	5 000,00	230 200,00	63 800,00	1 017 372,00	30 000,00
Dépenses de l'exercice		30 470,00	34 500,00	0,00	5 000,00	230 200,00	63 800,00	1 017 372,00	30 000,00
011	Charges à caractère général	30 470,00	34 500,00	0,00	5 000,00	168 500,00	61 800,00	86 651,00	30 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	61 700,00	2 000,00	930 721,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	430 200,00	139 400,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	430 200,00	139 400,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	94 200,00	41 100,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 000,00	18 300,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-30 470,00	-34 500,00	0,00	-4 000,00	-230 200,00	366 400,00	-877 972,00	-30 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		10 800,00	3 029 330,00	0,00	3 040 130,00
Dépenses de l'exercice		10 800,00	3 029 330,00	0,00	3 040 130,00
011	Charges à caractère général	10 800,00	485 740,00	0,00	496 540,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	516 850,00	0,00	516 850,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 026 740,00	0,00	2 026 740,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-10 800,00	-2 939 330,00	0,00	-2 950 130,00

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - BS - 2021

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		10 800,00	0,00	0,00	3 029 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		10 800,00	0,00	0,00	3 029 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	10 800,00	0,00	0,00	485 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	516 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 026 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-10 800,00	0,00	0,00	-2 939 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		3 650 100,00	67 600,00	0,00	0,00	419 310,00	0,00	4 137 010,00
Dépenses de l'exercice		3 650 100,00	67 600,00	0,00	0,00	419 310,00	0,00	4 137 010,00
011	Charges à caractère général	0,00	67 600,00	0,00	0,00	386 310,00	0,00	453 910,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 648 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 648 600,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 500,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	34 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	2 000,00	0,00	0,00	3 088 028,00	0,00	3 090 028,00
Recettes de l'exercice		0,00	2 000,00	0,00	0,00	3 088 028,00	0,00	3 090 028,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	2 000,00	0,00	0,00	923 021,00	0,00	925 021,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 165 007,00	0,00	2 165 007,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 650 100,00	-65 600,00	0,00	0,00	2 668 718,00	0,00	-1 046 982,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		15 000,00	0,00	5 700,00	0,00	0,00	20 700,00
Dépenses de l'exercice		15 000,00	0,00	5 700,00	0,00	0,00	20 700,00
011	Charges à caractère général	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	5 700,00	0,00	0,00	5 700,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-15 000,00	0,00	-5 700,00	0,00	0,00	-20 700,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 653 000,00	10 279 744,00	330 850,00	0,00	12 263 594,00
Dépenses de l'exercice		1 653 000,00	10 279 744,00	330 850,00	0,00	12 263 594,00
011	Charges à caractère général	1 653 000,00	1 046 744,00	94 700,00	0,00	2 794 444,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	9 232 700,00	171 600,00	0,00	9 404 300,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	300,00	64 550,00	0,00	64 850,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
Recettes de l'exercice		40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 613 000,00	-10 279 744,00	-330 850,00	0,00	-12 223 594,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		48 000,00	0,00	0,00	840 500,00	764 500,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		48 000,00	0,00	0,00	840 500,00	764 500,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	48 000,00	0,00	0,00	840 500,00	764 500,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-48 000,00	0,00	0,00	-800 500,00	-764 500,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		9 232 700,00	207 300,00	288 000,00	503 594,00	48 150,00	267 100,00	0,00	0,00	63 750,00
Dépenses de l'exercice		9 232 700,00	207 300,00	288 000,00	503 594,00	48 150,00	267 100,00	0,00	0,00	63 750,00
011	Charges à caractère général	0,00	207 300,00	288 000,00	503 594,00	47 850,00	34 500,00	0,00	0,00	60 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	9 232 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 600,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	61 000,00	0,00	0,00	3 550,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-9 232 700,00	-207 300,00	-288 000,00	-503 594,00	-48 150,00	-267 100,00	0,00	0,00	-63 750,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		241 100,00	36 800,00	0,00	0,00	90 351,00	354 250,00	0,00	0,00	722 501,00
Dépenses de l'exercice		241 100,00	36 800,00	0,00	0,00	90 351,00	354 250,00	0,00	0,00	722 501,00
011	Charges à caractère général	20 000,00	26 800,00	0,00	0,00	55 851,00	280 250,00	0,00	0,00	382 901,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	221 100,00	10 000,00	0,00	0,00	34 500,00	0,00	0,00	0,00	265 600,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00	0,00	0,00	59 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	8 208,00	150 000,00	0,00	0,00	158 208,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	8 208,00	150 000,00	0,00	0,00	158 208,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	8 208,00	0,00	0,00	0,00	8 208,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-241 100,00	-36 800,00	0,00	0,00	-82 143,00	-204 250,00	0,00	0,00	-564 293,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		24 140 501,39	4 726 793,60	0,00	0,00	0,00	28 867 294,99
Dépenses de l'exercice		18 735 737,00	3 047 860,00	0,00	0,00	0,00	21 783 597,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*250 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*6 737 200,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*6 737 200,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 514 897,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 514 897,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	70 000,00	312 500,00	0,00	0,00	0,00	382 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
21	Immobilisations corporelles	4 108 640,00	1 315 219,00	0,00	0,00	0,00	5 423 859,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	646 661,00	0,00	0,00	0,00	646 661,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	766 480,00	0,00	0,00	0,00	766 480,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		5 404 764,39	1 678 933,60	0,00	0,00	0,00	7 083 697,99
RECETTES (2)		52 588 077,87	772 000,00	0,00	0,00	0,00	53 360 077,87
Recettes de l'exercice		50 433 286,47	260 000,00	0,00	0,00	0,00	50 693 286,47
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*12 314 966,08*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*12 314 966,08*
024	Produits des cessions d'immobilisations	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*3 500 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 500 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*6 737 200,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*6 737 200,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 877 741,79	0,00	0,00	0,00	0,00	10 877 741,79
13	Subventions d'investissement	2 954 236,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00	3 214 236,00
16	Emprunts et dettes assimilées	10 049 142,60	0,00	0,00	0,00	0,00	10 049 142,60

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		2 154 791,40	512 000,00	0,00	0,00	0,00	2 666 791,40
SOLDE (2)		28 447 576,48	-3 954 793,60	0,00	0,00	0,00	24 492 782,88

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		4 356 318,50	0,00	0,00	28 371,00	53 229,62	0,00	288 874,48	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		2 737 860,00	0,00	0,00	27 000,00	33 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	306 500,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 033 219,00	0,00	0,00	6 000,00	26 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	631 661,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	766 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 618 458,50	0,00	0,00	1 371,00	20 229,62	0,00	38 874,48	0,00	0,00
RECETTES (2)		772 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		512 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 584 318,50	0,00	0,00	-28 371,00	-53 229,62	0,00	-288 874,48	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		430 688,41	0,00	0,00	430 688,41
Dépenses de l'exercice		73 900,00	0,00	0,00	73 900,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	56 900,00	0,00	0,00	56 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		356 788,41	0,00	0,00	356 788,41
RECETTES (2)		51 870,80	0,00	0,00	51 870,80
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		51 870,80	0,00	0,00	51 870,80
SOLDE (2)		-378 817,61	0,00	0,00	-378 817,61

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	430 688,41	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	73 900,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	56 900,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	356 788,41	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	51 870,80	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	51 870,80	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-378 817,61	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		28 849,19	1 725 803,20	0,00	0,00	3 000,00	63 971,47	0,00	1 821 623,86
Dépenses de l'exercice		10 000,00	1 709 779,21	0,00	0,00	3 000,00	54 000,00	0,00	1 776 779,21
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
21	Immobilisations corporelles	5 000,00	47 400,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	106 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	1 662 379,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 662 379,21
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		18 849,19	16 023,99	0,00	0,00	0,00	9 971,47	0,00	44 844,65
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-28 849,19	-1 725 803,20	0,00	0,00	-3 000,00	-63 971,47	0,00	-1 821 623,86

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		1 664 169,18	61 634,02	0,00	59 930,00	0,00	0,00	0,00	4 041,47
Dépenses de l'exercice		1 663 379,21	46 400,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 000,00	46 400,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 662 379,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		789,97	15 234,02	0,00	9 930,00	0,00	0,00	0,00	41,47
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 664 169,18	-61 634,02	0,00	-59 930,00	0,00	0,00	0,00	-4 041,47

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		23 900,00	37 200,00	3 808 070,78	0,00	0,00	3 869 170,78
Dépenses de l'exercice		22 000,00	37 200,00	2 790 443,26	0,00	0,00	2 849 643,26
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	27 945,00	0,00	0,00	27 945,00
204	Subventions d'équipement versées	17 000,00	37 200,00	10 900,00	0,00	0,00	65 100,00
21	Immobilisations corporelles	5 000,00	0,00	1 935 040,00	0,00	0,00	1 940 040,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	816 558,26	0,00	0,00	816 558,26
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 900,00	0,00	1 017 627,52	0,00	0,00	1 019 527,52
RECETTES (2)		0,00	0,00	1 047 482,00	0,00	0,00	1 047 482,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	512 915,00	0,00	0,00	512 915,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	512 915,00	0,00	0,00	512 915,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	534 567,00	0,00	0,00	534 567,00
SOLDE (2)		-23 900,00	-37 200,00	-2 760 588,78	0,00	0,00	-2 821 688,78

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		20 000,00	14 700,00	2 500,00	0,00	446 591,11	946 332,72	26 140,00	2 389 006,95
Dépenses de l'exercice		20 000,00	14 700,00	2 500,00	0,00	12 000,00	906 900,00	16 140,00	1 855 403,26
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 945,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	20 000,00	14 700,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 900,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	406 900,00	16 140,00	1 500 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	472 055,00	0,00	344 503,26
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	434 591,11	39 432,72	10 000,00	533 603,69
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	1 037 482,00	10 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	502 915,00	10 000,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	502 915,00	10 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	534 567,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-20 000,00	-14 700,00	-2 500,00	0,00	590 890,89	-936 332,72	-26 140,00	-2 389 006,95

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		254 275,80	1 743 799,68	95 926,33	0,00	2 094 001,81
Dépenses de l'exercice		230 475,00	823 000,00	69 000,00	0,00	1 122 475,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	114 975,00	0,00	0,00	0,00	114 975,00
21	Immobilisations corporelles	115 500,00	676 000,00	69 000,00	0,00	860 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	147 000,00	0,00	0,00	147 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		23 800,80	920 799,68	26 926,33	0,00	971 526,81
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-254 275,80	-1 743 799,68	-95 926,33	0,00	-2 094 001,81

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		1 649 076,46	71 723,22	0,00	0,00	23 000,00	2 000,00	93 926,33	0,00
Dépenses de l'exercice		745 000,00	55 000,00	0,00	0,00	23 000,00	2 000,00	67 000,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	613 000,00	40 000,00	0,00	0,00	23 000,00	2 000,00	67 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	132 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		904 076,46	16 723,22	0,00	0,00	0,00	0,00	26 926,33	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 649 076,46	-71 723,22	0,00	0,00	-23 000,00	-2 000,00	-93 926,33	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	141 179,21	0,00	141 179,21
Dépenses de l'exercice		0,00	141 179,21	0,00	141 179,21
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	8 600,00	0,00	8 600,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 844,00	0,00	2 844,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	43 280,00	0,00	43 280,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	86 455,21	0,00	86 455,21
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-141 179,21	0,00	-141 179,21

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	141 179,21	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	141 179,21	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	8 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	2 844,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	43 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	86 455,21	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - BS - 2021

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-141 179,21	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

— 639 —

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	29 700,00	0,00	29 700,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	29 700,00	0,00	29 700,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	29 700,00	0,00	29 700,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-29 700,00	0,00	-29 700,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - BS - 2021

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		694 811,52	15 509 903,39	109 350,96	0,00	16 314 065,87
Dépenses de l'exercice		518 400,00	13 620 070,00	72 216,00	0,00	14 210 686,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	58 400,00	159 000,00	0,00	0,00	217 400,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	60 000,00	3 000,00	0,00	63 000,00
21	Immobilisations corporelles	460 000,00	8 790 250,00	62 000,00	0,00	9 312 250,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	3 710 820,00	7 216,00	0,00	3 718 036,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	900 000,00	0,00	0,00	900 000,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		176 411,52	1 889 833,39	37 134,96	0,00	2 103 379,87
RECETTES (2)		6 000,00	15 000,00	20 500,00	0,00	41 500,00
Recettes de l'exercice		6 000,00	15 000,00	12 000,00	0,00	33 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	6 000,00	15 000,00	12 000,00	0,00	33 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	8 500,00	0,00	8 500,00
SOLDE (2)		-688 811,52	-15 494 903,39	-88 850,96	0,00	-16 272 565,87

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		81 346,40	0,00	0,00	480 598,18	100 866,94	0,00	32 000,00
Dépenses de l'exercice		58 400,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	58 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		22 946,40	0,00	0,00	20 598,18	100 866,94	0,00	32 000,00
RECETTES (2)		6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-75 346,40	0,00	0,00	-480 598,18	-100 866,94	0,00	-32 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	210 378,63	5 086 049,00	1 745 302,21	8 468 173,55	67 350,96	0,00	0,00	42 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Dépenses de l'exercice	0,00	75 800,00	4 509 400,00	1 385 850,00	7 649 020,00	30 216,00	0,00	0,00	42 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	81 000,00	0,00	78 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	65 000,00	3 498 400,00	570 850,00	4 656 000,00	20 000,00	0,00	0,00	42 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	10 800,00	930 000,00	815 000,00	1 955 020,00	7 216,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	134 578,63	576 649,00	359 452,21	819 153,55	37 134,96	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	5 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	0,00	12 000,00
	Recettes de l'exercice	5 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	5 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		5 000,00	-210 378,63	-5 076 049,00	-1 745 302,21	-8 468 173,55	-58 850,96	0,00	0,00	-30 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	240 275,09	0,00	676 430,65	11 000,00	37 000,00	0,00	0,00	964 705,74
Dépenses de l'exercice		0,00	2 500,00	0,00	494 000,00	10 000,00	37 000,00	0,00	0,00	543 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	0,00	39 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	494 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	494 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	237 775,09	0,00	182 430,65	1 000,00	0,00	0,00	0,00	421 205,74
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
SOLDE (2)		0,00	-240 275,09	0,00	-676 430,65	20 500,00	-37 000,00	0,00	0,00	-933 205,74

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 7 555 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**7 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	7 500 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**55 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	55 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**7 555 000,00**	**6 596 206,60**	**5 404 764,39**	**19 555 970,99**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 13 249 709,00**	**8 664 257,08**	**VI 8 664 257,08**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 170 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	2 100 000,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	70 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**11 079 709,00**	**8 664 257,08**	**8 664 257,08**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*45 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*260 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*175 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*45 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*120 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*308 000,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*180 000,00*	*0,00*	*0,00*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*27 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*310 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00

VILLE DE BELFORT - BUDGET PRINCIPAL BELFORT - BS - 2021

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*7 650 709,00*	*4 664 257,08*	*4 664 257,08*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**21 913 966,08**	**3 293 229,20**	**0,00**	**8 707 741,79**	**33 914 937,07**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**19 555 970,99**
Ressources propres disponibles	VIII	**33 914 937,07**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**14 358 966,08**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.7

B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
FONCTIONNEMENT					
6574	N° 29658	FONCTIONNEMENT	1ER REGIMENT ARTILLERIE	Association	1 000,00
6574	N° 10930	FONCTIONNEMENT	SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX	Association	24 000,00
6574	N° 32070	FONCTIONNEMENT	BELFORT SOCHAUX MONTBELIARD FOOTGOLF	Association	500,00
6574	N° 24684	FONCTIONNEMENT	LOISIRS PLURIEL	Association	15 000,00
6574	N° 24593	FONCTIONNEMENT	AIDE FAMILIALE POPULAIRE	Association	1 500,00
6574	N° 24599	FONCTIONNEMENT	PREVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE	Association	700,00
6574	N° 24601	FONCTIONNEMENT	CLUB MUNICIPAL JEAN JAURES	Association	700,00
6574	N° 24606	FONCTIONNEMENT	CLUB GEORGES BRAGARD	Association	550,00
6574	N° 3429	FONCTIONNEMENT	FEDERATION REGIONALE CNL	Association	300,00
6574	N° 3431	FONCTIONNEMENT	JUSQU A LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE JALMALV	Association	300,00
6574	N° 24627	FONCTIONNEMENT	VAINCRE LA MUCOVISCIDOSE LES VIRADES DE L ESPOIR	Association	650,00
6574	N° 7946	AFFECTATION	ENVELOPPE A AFFECTER SOCIAL ET SOLIDARITES	Association	-19 700,00
6574	N° 4388	AFFECTATION	ENVELOPPE A AFFECTER/ADMINISTRATION GENERALE	Association	-1 500,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
D 2015 7 2015/2 CHANTIER D INSERTION	473 407,43	0,00	473 407,43	375 544,79	86 455,21	0,00	0,00
D 2015 1 2015/1 ECOLE RUCKLIN	6 535 895,16	0,00	6 535 895,16	2 097 620,79	1 662 379,21	610 000,00	1 830 000,00
D 2015 7 2015/1 ENTRETIEN DES REMPARTS	554 101,04	0,00	554 101,04	275 496,74	144 503,26	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE BELFORT (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21900010600175

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE GRAND BELFORT

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET ANNEXE CFA (4)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 21
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 22
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 24

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE BELFORT BUDGET ANNEXE CFA	BS 2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	933 000,00	933 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 359 903,51
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	933 000,00	1 292 903,51

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	933 000,00	936 794,70
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	29 925,18	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 26 130,48
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	962 925,18	962 925,18

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 895 925,18	2 255 828,69

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	739 250,00	0,00	0,00	0,00	739 250,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 990 100,00	0,00	0,00	0,00	1 990 100,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	43 910,00	0,00	0,00	0,00	43 910,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**2 773 260,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 773 260,00**
66	Charges financières	15 630,00	0,00	0,00	0,00	15 630,00
67	Charges exceptionnelles	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**2 808 890,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 808 890,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*445 537,00*		*933 000,00*	*933 000,00*	*1 378 537,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*110 000,00*		*0,00*	*0,00*	*110 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***555 537,00***		***933 000,00***	***933 000,00***	***1 488 537,00***
	TOTAL	**3 364 427,00**	**0,00**	**933 000,00**	**933 000,00**	**4 297 427,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	4 297 427,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
73	Impôts et taxes	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
74	Dotations et participations	3 657 096,00	0,00	0,00	0,00	3 657 096,00
75	Autres produits de gestion courante	19 020,00	0,00	0,00	0,00	19 020,00
	Total des recettes de gestion courante	**3 711 616,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 711 616,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**3 711 616,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 711 616,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*52 811,00*		*933 000,00*	*933 000,00*	*985 811,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***52 811,00***		***933 000,00***	***933 000,00***	***985 811,00***
	TOTAL	**3 764 427,00**	**0,00**	**933 000,00**	**933 000,00**	**4 697 427,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	359 903,51

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	5 057 330,51

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	502 726,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	7 200,00	753,60	0,00	0,00	7 953,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	383 773,00	17 075,58	0,00	0,00	400 848,58
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	273 000,00	12 096,00	0,00	0,00	285 096,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**663 973,00**	**29 925,18**	**0,00**	**0,00**	**693 898,18**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**743 973,00**	**29 925,18**	**0,00**	**0,00**	**773 898,18**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*52 811,00*		*933 000,00*	*933 000,00*	*985 811,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***52 811,00***		***933 000,00***	***933 000,00***	***985 811,00***
TOTAL		**796 784,00**	**29 925,18**	**933 000,00**	**933 000,00**	**1 759 709,18**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 759 709,18

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	194 247,00	0,00	0,00	0,00	194 247,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**194 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 247,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	47 000,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	3 794,70	3 794,70	3 794,70
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**47 000,00**	**0,00**	**3 794,70**	**3 794,70**	**50 794,70**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**241 247,00**	**0,00**	**3 794,70**	**3 794,70**	**245 041,70**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*445 537,00*		*933 000,00*	*933 000,00*	*1 378 537,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*110 000,00*		*0,00*	*0,00*	*110 000,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***555 537,00***		***933 000,00***	***933 000,00***	***1 488 537,00***
TOTAL		**796 784,00**	**0,00**	**936 794,70**	**936 794,70**	**1 733 578,70**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**26 130,48**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 759 709,18**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**502 726,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*933 000,00*	933 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**0,00**	***933 000,00***	**933 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	933 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	753,60	*0,00*	753,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	17 075,58	*0,00*	17 075,58
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	12 096,00	*0,00*	12 096,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*933 000,00*	933 000,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**29 925,18**	***933 000,00***	**962 925,18**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	962 925,18

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*933 000,00*	933 000,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***933 000,00***	**933 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	359 903,51

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 292 903,51

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*933 000,00*	933 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***933 000,00***	**933 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	26 130,48

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	3 794,70

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	962 925,18

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**739 250,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	3 900,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	63 800,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	27 000,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	1 000,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	45 000,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	250 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	5 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	120 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 500,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	25 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	50 100,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	1 500,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	11 950,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	10 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	750,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	2 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	10 000,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	11 500,00	0,00	0,00
6256	Missions	8 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	10 000,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	74 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	750,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 990 100,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	40 000,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	70 000,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	18 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 500,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	13 000,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	771 000,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	12 000,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	70 000,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	543 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	300 400,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	125 800,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	4 000,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	10 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	6 400,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	1 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**43 910,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	2 000,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	5 900,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	36 000,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**2 773 260,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b)**	**15 630,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	15 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	630,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	20 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**2 808 890,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***445 537,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***110 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*110 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***555 537,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*555 537,00*	*933 000,00*	*933 000,00*
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		3 364 427,00	933 000,00	933 000,00
				+
			RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
				=
			TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	933 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	1 343,23
Montant des ICNE de l'exercice N-1	713,23
= Différence ICNE N – ICNE N-1	630,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**
7088	Produits activités annexes (abonnements)	35 000,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
7338	Autres taxes	500,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**3 657 096,00**	**0,00**	**0,00**
744	FCTVA	100,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	8 000,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	25 000,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	27 000,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	3 596 996,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**19 020,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	2 000,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	17 020,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**3 711 616,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**3 711 616,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***52 811,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*52 811,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*	*933 000,00*	*933 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***52 811,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**3 764 427,00**	**933 000,00**	**933 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**359 903,51**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 292 903,51**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**7 200,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	7 200,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**383 773,00**	**0,00**	**0,00**
2182	Matériel de transport	15 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	21 060,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	347 713,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**273 000,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	273 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**663 973,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	80 000,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**743 973,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***52 811,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***52 811,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*52 811,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*915 000,00*	*915 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*18 000,00*	*18 000,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***52 811,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**796 784,00**	**933 000,00**	**933 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**29 925,18**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**962 925,18**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**194 247,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	188 951,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	3 308,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 988,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**194 247,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**47 000,00**	**3 794,70**	**3 794,70**
10222	FCTVA	47 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	3 794,70	3 794,70
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**47 000,00**	**3 794,70**	**3 794,70**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**241 247,00**	**3 794,70**	**3 794,70**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***445 537,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***110 000,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*95 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***555 537,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***555 537,00***	***933 000,00***	***933 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**796 784,00**	**936 794,70**	**936 794,70**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**26 130,48**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**962 925,18**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 132 811,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	80 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**52 811,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*52 811,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**132 811,00**	**29 925,18**	**0,00**	**162 736,18**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 602 537,00**	**933 000,00**	**VI 933 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**47 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	47 000,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**555 537,00**	**933 000,00**	**933 000,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*95 000,00*	*0,00*	*0,00*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*445 537,00*	*933 000,00*	*933 000,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**1 535 537,00**	**0,00**	**26 130,48**	**3 794,70**	**1 565 462,18**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**162 736,18**
Ressources propres disponibles	VIII	**1 565 462,18**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**1 402 726,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

VILLE DE
BELFORT

Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort
Place d'Armes - 90020 BELFORT CEDEX
03 84 54 24 24
courrier@mairie-belfort.fr

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-68

Avis sur l'instauration de la taxe locale sur la publicité extérieure par Grand Belfort Communauté d'Agglomération

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-68

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction Générale des Services

Références : SV/JS/RB/FL
Code matière : 7.2

Objet : Avis sur l'instauration de la taxe locale sur la publicité extérieure par Grand Belfort Communauté d'Agglomération

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2333-6 à L. 2333-16 et R. 2333-10 à R. 2333-17 ;

Vu le décret n°2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la taxe locale sur la publicité extérieure ;

Considérant que :

- les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre compétents en matière de voirie, de zone d'aménagement concerté ou de zone d'activités économiques d'intérêt communautaire peuvent décider d'instituer, à la place de tout ou partie de leurs communes membres, la taxe sur la publicité extérieure (TLPE) ;

- cette décision est prise après délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI compétent et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité requises pour la création de l'EPCI et après chaque renouvellement de l'organe délibérant de l'EPCI (soit 2/3 au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale, ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population).

La taxe concerne tous les supports publicitaires fixes, extérieurs, visibles d'une voie publique. L'article L. 581-3 du code de l'environnement distingue trois catégories : la publicité (ou dispositif publicitaire), les enseignes et les préenseignes.

Le redevable de la taxe est l'exploitant du support publicitaire, c'est à dire :
- l'afficheur pour les supports publicitaires,
- les commerçants pour les enseignes et pré-enseignes,
- ne sont pas concernées les enseignes inférieures à 12 m².

Considérant la délibération n° 21-11 en date du 6 avril 2021, le Conseil communautaire s'est prononcé pour l'instauration de la taxe locale sur la publicité extérieure à compter du 1er janvier 2022.

Les communes qui ont déjà instauré cette taxe peuvent donc choisir de la conserver ou décider que Grand Belfort Communauté d'Agglomération se substitue à elle.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver la décision du Grand Belfort Communauté d'Agglomération d'instaurer la taxe sur la publicité extérieure sur le territoire de l'EPCI à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des communes qui l'ont déjà instaurée sur leur territoire communal.

Pour	39	
Contre	2	Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Suffrages exprimés	41	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	1	Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13863-DE-1-1

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-69

Cession d'un ensemble immobilier sis 2 à 8 rue Strolz à Belfort - Parcelle AK 083 (1.945 m²)

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-69

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction des Affaires Juridiques

Références : SV/JS/GW
Code matière : 3.2

Objet : Cession d'un ensemble immobilier sis 2 à 8 rue Strolz à Belfort - Parcelle AK 083 (1.945 m²)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-21 et L 2241-1 ;

Vu la délibération n° 2021-38 en date du 31 mars 2021 portant sur l'acquisition d'un ensemble immobilier sis 2 à 8 rue Strolz à Belfort ;

Vu l'estimation domaniale en date du 17 février 2021 ;

L'Etat, propriétaire de l'ensemble immobilier composé de deux bâtiments comprenant 20 appartements chacun situé 2 à 8 rue Strolz, a décidé d'initier une procédure de cession via une vente interactive. La Ville de Belfort souhaitant maîtriser et valoriser la destination de ces immeubles, a donc dû participer à celle-ci. En effet, la situation centrale de ces biens est particulièrement intéressante car ils sont à la fois dans le périmètre du plan action cœur de ville et à proximité du quartier prioritaire Bougenel, ce qui leur confère un intérêt stratégique au titre de la politique de la ville en terme de mixité de l'habitat.

C'est ainsi que, par une précédente délibération, le conseil municipal a majoritairement donné son accord à cette acquisition qui s'est faite au montant de 2.738.400 €.

Plusieurs acquéreurs étaient intéressés par cet ensemble et l'un d'entre eux a fait à la Ville une proposition de rachat, au même prix. Il s'agit de la « SAS STROLZ » domiciliée à SOCHAUX. Cette société souhaite rénover ces deux immeubles afin de réaliser des appartements de moyenne gamme et ainsi attirer des familles afin de redynamiser le secteur centre-ville. Ce projet contribuera à renouveler l'offre d'habitat au sein du quartier Mulhouse-Bougenel et participera à plus de mixité conformément à l'orientation voulue par la Ville.

D'un point de vue juridique, l'estimation domaniale délivrée le 17 février 2021 est toujours en cours de validité, il n'est donc pas nécessaire d'en solliciter une nouvelle.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver la cession à la SAS STROLZ de cet ensemble immobilier pour un montant de 2 738 400 € (deux millions sept cent trente huit mille quatre cents euros), les frais notariés étant pris en charge par l'acquéreur comme il est d'usage,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour	34	
Contre	2	Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Suffrages exprimés	36	
Abstentions	1	Mme Jacqueline GUIOT.
Ne prend pas part au vote	5	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14423-DE-1-1

7300 - SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction départementale des Finances Publiques du Doubs
Pôle d'évaluation domaniale
17 rue de la préfecture
25043 BESANÇON CEDEX
téléphone : 03 81 65 36 50
mél. : ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Christiane FAIVRE
téléphone : 03 81 32 62 21/06 13 61 72 35
courriel : christiane.faivre@dgfip.finances.gouv.fr

Réf Lido : 2021- 90 010V0073

le 17/02/2021

Le Directeur à

MONSIEUR LE MAIRE DE BELFORT
PLACE D ARMES
90 000 BELFORT

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Deux immeubles d'habitations de 20 appartements chacun avec places de parking couvertes .
Adresse du bien :	2 à 8 rue du Général Strolz, 90 000 BELFORT
Valeur vénale assortie d'une marge d'appréciation de 10 %:	**1 600 000€** HT et hors frais d'enregistrement, **(dont 800 000€ pour le bloc adresse 2 à 4 et 800 000€ pour le bloc adresse 6 à 8)**

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 – Service consultant

Ville de Belfort

affaire suivie par : Mme Walter Geneviève

2 – Date

de consultation : 21/01/2021

de réception : 21/01/2021

de visite : 15/01/2019 (pour précédente évaluation)

de dossier en état : 21/01/2021

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – Description du projet envisagé

Demande de la valeur vénale, en vue de l'acquisition prochaine, des deux immeubles dénommés "blocs logements rue Strolz".

4 – Description du bien

Sur la commune de BELFORT, il s'agit de deux immeubles de chacun 20 appartements, construits en 1954. Immeubles en longueur, type barre HLM, orienté ouest/est, comportant 4 entrées (N°2-4-6-8) et 6 niveaux plus combles sans ascenseur dont :

-Sous -sol abritant les caves,
-RDC et 4 étages de logements avec 2 logements traversants par palier, sans ascenseur, balcon à partir du 1er étage,
-Combles aménagées en greniers,
-40 Places de parking couvertes soit une par appartement.

L'ensemble est implanté sur la parcelle suivante

Parcelle	Surface	Nature
AK 083	1945 m²	Immeubles d'habitation avec parkings extérieurs couverts

5 – Situation juridique

Propriétaire : ETAT
Origine de propriété : pas d'incidence sur évaluation
Les biens sont évalués libre de toute occupation.

6 – Urbanisme – Réseaux

PLU – Zone UB.

La zone UB correspond aux secteurs d'habitat collectif (quartier Résidences, Glacis, la Méchelle...) et à des groupes d'immeubles dispersés dans le tissu urbain.

7 – Date de référence

Sans objet

8 – *Détermination de la valeur vénale*

Méthode par comparaison.
La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

La valeur vénale du bien est estimée à **1 600 000€** HT et hors frais d'enregistrement.

9 – *Durée de validité*

Dix-huit mois.

10 – *Observations particulières*

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques et par délégation,

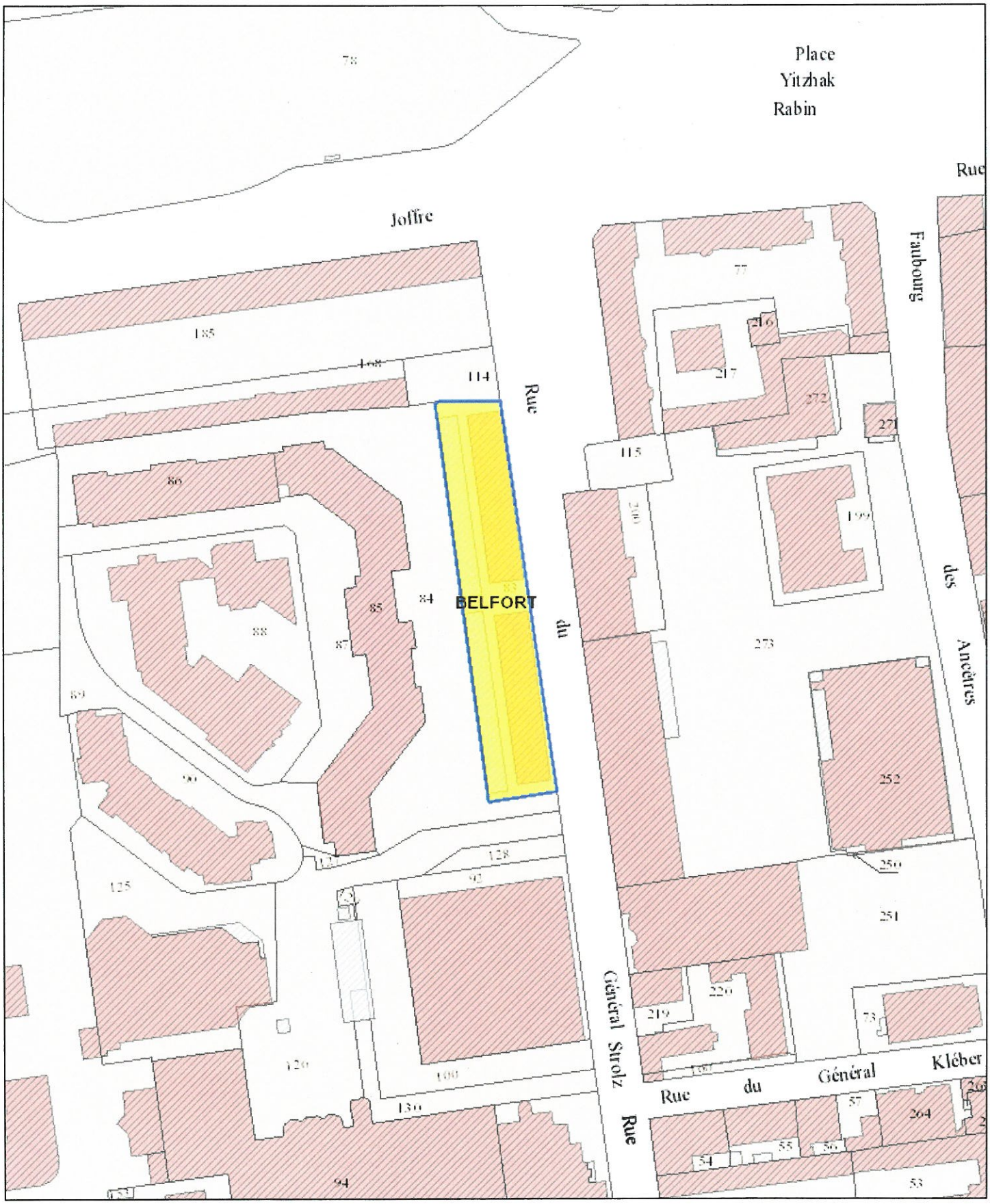
Le Directeur du Pôle Réseau,

Sylvain EME

Administrateur des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

IMMEUBLES 2 à 8 RUE STROLZ - BELFORT



Légende

Parcelle **Dossier ADS** Dossier ADS

30/04/2021

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-70

Cession d'une emprise d'environ 110 m² à M. et Mme ROBERT - Allée Hélène Boucher

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-70

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction Patrimoine bati, Espace Public, Mobilités

Références : SV/JPC/JP/CW
Code matière : 3.2

Objet : Cession d'une emprise d'environ 110 m² à M. et Mme ROBERT - Allée Hélène Boucher

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2241-1 ;

Vu l'avis des domaines en date du 9 septembre 2020 ;

L'allée Hélène Boucher est une impasse débouchant sur le faubourg de Brisach, entre les numéros 27 et 29 (cf. annexe 1 – plan de situation). Cette allée permet la desserte des propriétés sises au 27 bis et 31 ter faubourg de Brisach et au 2 allée Hélène Boucher.

A son extrémité sud, un délaissé enherbé d'environ 3 m de largeur ne permet l'accès qu'à une seule parcelle cadastrée AM 114, en nature de verger (cf. annexe 2 – plan parcellaire).

Par conséquent, la Ville de Belfort souhaite céder cette emprise enherbée au propriétaire de cette parcelle, à savoir, M. et Mme Patrick ROBERT.

La cession se fera au prix de 20 €/m² conformément à l'avis du domaine rendu le 9 septembre 2020 (cf. copie en annexe 3).

Les frais d'enregistrement authentique resteront à la charge de l'acquéreur comme il est d'usage. Le dossier sera confié à Maître Florence RIGOLLET, notaire de l'acquéreur.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de cette transaction, à savoir, la cession au prix de 20 €/m² par la Ville de Belfort à M. et Mme ROBERT Patrick d'une emprise d'environ 110 m² et sise à l'extrémité de l'allée Hélène Boucher. Les frais d'enregistrement authentique étant à la charge de l'acquéreur comme il est d'usage,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour	36	
Contre	1	M. Christophe GRUDLER.
Suffrages exprimés	37	
Abstentions	3	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Marie-José FLEURY.
Ne prend pas part au vote	2	Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13516-DE-1-1

Annexe 1 - Allée Hélène BOUCHER - plan de situation



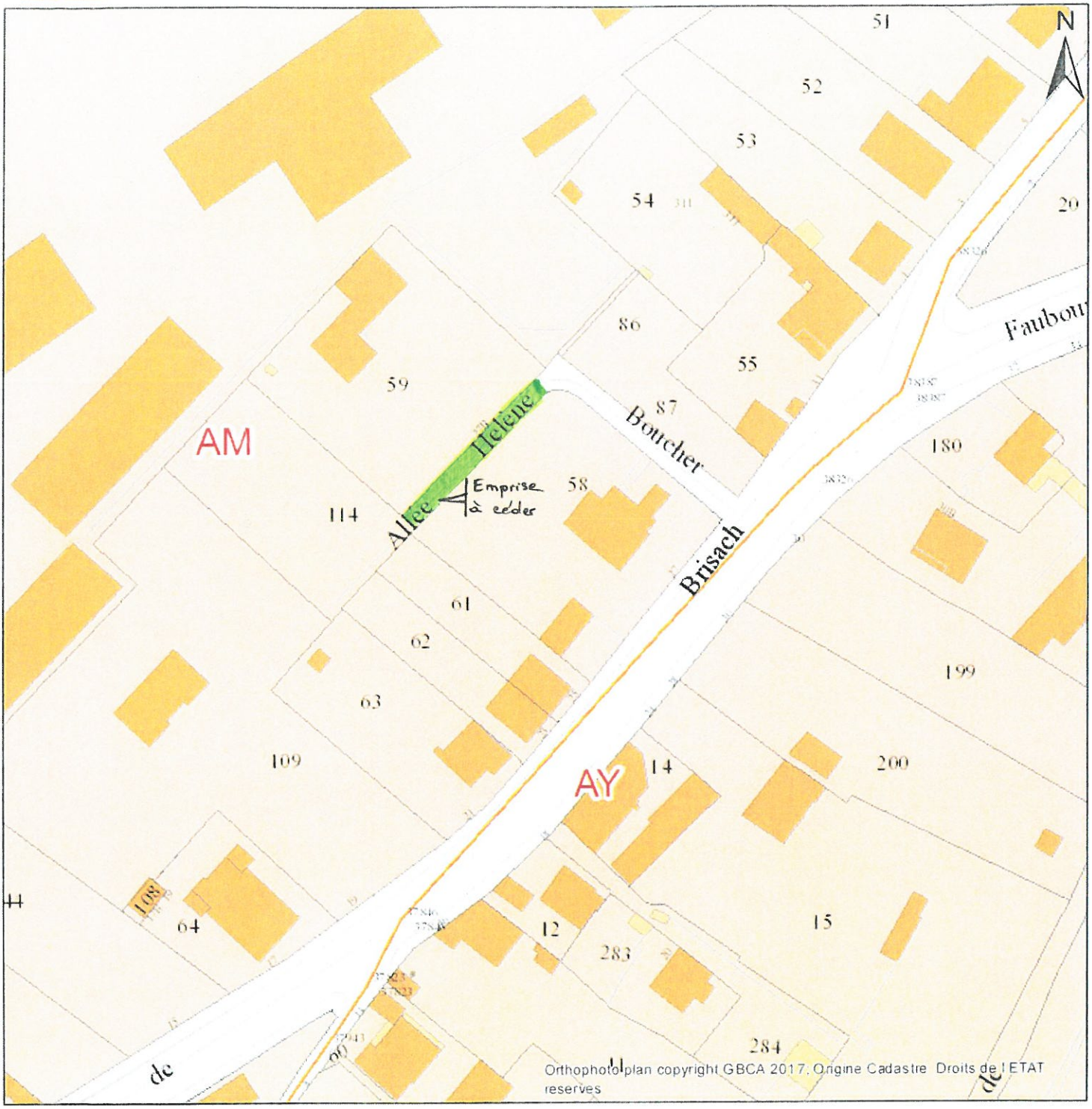
Légende

- Réseau hydrographique
- habillage_lineaire
- Bâtiments durs
- Bâtiments légers
- Parcelles
- Département

Copyright :
Document réalisé par la cellule SIG du Grand Belfort Agglomération le: 01/04/2021

0 45 90 180 270 360 450 m

Annexe 2 - Allée Hélène BOUCHER - plan parcellaire



Légende

- Réseau hydrographique
- Sections
- habillage_lineaire
- Bâtiments durs
- Bâtiments légers
- Parcelles
- Département

Copyright :
Document réalisé par la cellule SIG du Grand Belfort Agglomération le: 01/04/2021

0 5 10 20 30 40 50 m

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Départementale des Finances Publiques de
Pôle d'évaluation domaniale
17 rue de la Préfecture
25 000 BESANCON
téléphone : 03 81 65 36 50
mél. : ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nelly EUVRARD
téléphone : 03 81 32 62 24
courriel : nelly.euvrard2@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. DS : 219 42 28

Le 09/09/2020

Le Directeur à

MONSIEUR LE MAIRE
MAIRIE
PLACE D'ARMES
90 020 BELFORT

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Portion de terrain d' une surface de 110 m²
Adresse du bien :	Allée Hélène Boucher 90 000 BELFORT
Valeur vénale :	2 200 € HT sur la base d'une valeur de 20 € /m² HT

1 – SERVICE CONSULTANT

commune de BELFORT
affaire suivie par : Mme Maria CUSENIER

2 – DATE

de consultation : 27/07/2020
de réception : 27/07/2020
de visite : vue géo portail
de dossier en état :27/07/2020
demande délai supplémentaire le 14/08/2020 pour réponse en septembre .

3 – OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE

Cession d'une partie (tronçon n° 2) du sol de l'Allée Hélène Boucher ne desservant que la parcelle AM n° 114 (ex AM n° 60) au profit de la propriétaire de AM n° 114 ; ce terrain ne présentant pas d' utilité pour la commune .

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Le tronçon n° 2 d'une surface d'environ 110 m² est en nature de chemin enherbé en continuité de l ' Allée Hélène Boucher et dispose d'une largeur d'environ 3,30 m et ne dessert que la parcelle AM n° 114 (ex AM n° 60) .

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : ville de Belfort, terrain libre d'occupation et de location.

6 – URBANISME – RESEAUX

En zone UF du PLU.

7 – DATE DE REFERENCE

8 – DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE

Par comparaison avec le prix de vente moyen et HT des terrains à bâtir individuels hors lotissement relevés sur la commune de Belfort et application d'un abattement pour tenir compte des caractéristiques du terrain (configuration, largeur ne permettant pas de construction) .

Après enquête et étude objective des mutations la valeur vénale peut être fixée sur la base de **20 € /m² HT** soit pour la surface de **110 m²** une valeur vénale de **2200 € HT** et hors frais d'enregistrement.

9 – DUREE DE VALIDITE

12 mois.

10 – OBSERVATIONS PARTICULIERES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,

Nelly EUVRARD
Inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-71

Cession de la parcelle AE 543 sise rue Charles Bohn à la SCI 9 rue Charles Bohn d'une part et SCI 4B d'autre part

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-71

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction Patrimoine bati, Espace Public, Mobilités

Références : SV/JPC/JP/CW
Code matière : 3.2

***Objet* : Cession de la parcelle AE 543 sise rue Charles Bohn à la SCI 9 rue Charles Bohn d'une part et SCI 4B d'autre part**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2241-1 ;

Vu l'avis des domaines en date du 27 avril 2021 ;

La Ville de Belfort est propriétaire de la parcelle cadastrée AE 543 située entre la voie ferrée et l'arrière des bâtiments sis aux 9 et 11 rue Charles Bohn (cf. annexes 1 et 2 – plan de situation et parcellaire).

Cette parcelle, d'une largeur comprise entre 1,50 m et 2,65 m de largeur, n'est d'aucune utilité à la commune de Belfort.

A l'arrière du bâtiment sis au 9 rue Charles Bohn, elle est recouverte d'enrobé et intégrée dans l'emprise clôturée.

A l'arrière du bâtiment sis au 11 rue Charles Bohn, elle est enherbée et supporte les ventilateurs des groupes froids du supermarché.

Par conséquent, la Ville de Belfort souhaite céder cette parcelle aux propriétaires respectifs des bâtiments, à savoir, la SCI 9 Charles Bohn (pour environ 290m²) et la SCI 4B (pour environ 200 m²).

La cession se fera à l'euro symbolique comme indiqué dans l'avis des domaines (cf. annexe 3).

Les frais d'enregistrement authentique resteront à la charge de l'acquéreur comme il est d'usage. Le dossier sera confié à Maître Florence RIGOLLET, notaire de l'acquéreur.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de cette transaction, à savoir, la cession à l'euro symbolique par la Ville de Belfort :

- d'environ 290 m², à prendre sur la parcelle AE 543, à la SCI 9 Charles Bohn d'une part,
- d'environ 200 m², reliquat de la parcelle AE 543, à la SCI 4B d'autre part;

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour	38	
Contre	0	
Suffrages exprimés	38	
Abstentions	2	Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Ne prend pas part au vote	2	Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13976-DE-1-1

Annexe 1 - Plan de situation



Copyright :
Document réalisé par la cellule SIG du Grand Belfort Agglomération. le: 21/04/2021

0 120 240 480 720 960 1 200 m

Annexe 2 - Plan parcellaire photo



Légende

Nom de Rue

Contourparcelle

Copyright :
Document réalisé par la cellule SIG du Grand Belfort Agglomération. le: 21/04/2021

0 10 20 40 60 80 100 m

Annexe 2 - Plan parcellaire cadastre



Légende

- Réseau hydrographique
- Sections
- habillage_lineaire
- Bâtiments durs
- Bâtiments légers
- Parcelles
- Département

Copyright :
Document réalisé par la cellule SIG du Grand Belfort Agglomération. le: 21/04/2021

0 10 20 40 60 80 100 m

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques Du DOUBS

Pôle d'évaluation domaniale

17, rue de la Préfecture
25 043 BESANCON CEDEX

téléphone : 03 81 65 36 50
mél. : ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Christiane FAIVRE

téléphone : 03 81 32 62 21/ 06 13 61 72 35
courriel : christiane.faivre@dgfip.finances.gouv.fr

Le 27/04/2021

Le Directeur départemental des Finances publiques du Doubs

à
VILLE DE BELFORT

Place d'armes

90 000 BELFORT

Réf OSE : 2021-90010-29079

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Parcelle de terrain N°AE 543
Adresse du bien :	Avenue Charles Bohn
Ville :	90 000 BELFORT
Valeur vénale :	4 880€ HT (cession à l'euro symbolique)

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 - SERVICE CONSULTANT

VILLE DE BELFORT

affaire suivie par : MME CUSENIER Maria

2 - DATE

de consultation : 20/04/2021

de réception : 20/04/2021

de visite : /

de dossier en état : 20/04/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession aux propriétaires riverains à l'Euro symbolique.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Parcelle cadastrée section AE n° 543 d'une contenance de 488 m². Parcelle d'une largeur comprise entre 1,50 m et 2,65 m sur une longueur totale d'environ 188 m, située entre 2 bâtiments et la voie ferrée.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : Commune de Belfort

Origine : non recherchée

État et conditions d'occupation : Bien évalué libre de toute occupation.

6 - URBANISME – RÉSEAUX

Zones UY et UD du PLU.

7 - DATE DE RÉFÉRENCE

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur probable de vente sera déterminée selon la méthode par comparaison, consistant à fixer la valeur vénale par référence au marché immobilier local, c'est-à-dire à partir de l'étude objective des ventes de biens similaires.

Valeur vénale : 4 880€ HT et hors frais d'enregistrement

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

Dix-huit mois.

10 - OBSERVATIONS

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,

FAIVRE Christiane ,
Inspectrice des Finances Publiques .

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-72

Acquisition de la parcelle BO 22, rue des Commandos d'Afrique à Offemont

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-72

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction Patrimoine bati, Espace Public, Mobilités

Références : SV/JPC/JP/CW
Code matière : 3.1

***Objet* : Acquisition de la parcelle BO 22, rue des Commandos d'Afrique à Offemont**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2241-1 ;

Considérant que les négociations ont eu lieu entre la commune d'Offemont et la Ville de Belfort.

La Ville de Belfort est propriétaire sur le ban communal d'Offemont des parcelles BO 24, 34, 53 et 54 supportant le stand de tir de la Miotte, ses parking et accès (cf. annexe 1 – plan de situation).

Afin d'avoir la maîtrise foncière de l'ensemble du stand de tir, la Ville de Belfort souhaite acquérir la parcelle BO 22, d'une surface de 437 m², propriété de la commune d'Offemont, et actuellement enclavée entre les parcelles de la Ville de Belfort et la société Est Recyclage (cf. annexe 2 – plan parcellaire).

Cette transaction a été négociée entre les deux communes à l'euro symbolique. S'agissant d'une acquisition inférieure à 180 000 €, l'avis des domaines n'est pas requis.

Les frais d'enregistrement authentique resteront à la charge de l'acquéreur comme il est d'usage. Le dossier sera confié à Maître Christelle Hans-Lamotte, notaire à Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de cette transaction, à savoir, l'acquisition à l'euro symbolique par la Ville de Belfort à la commune d'Offemont de la parcelle BO 22, de 437 m² sise rue des Commandos d'Afrique à Offemont. Les frais d'enregistrement authentique étant à la charge de l'acquéreur comme il est d'usage,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour	40	
Contre	0	
Suffrages exprimés	40	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	2	Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Jérôme SAINTIGNY

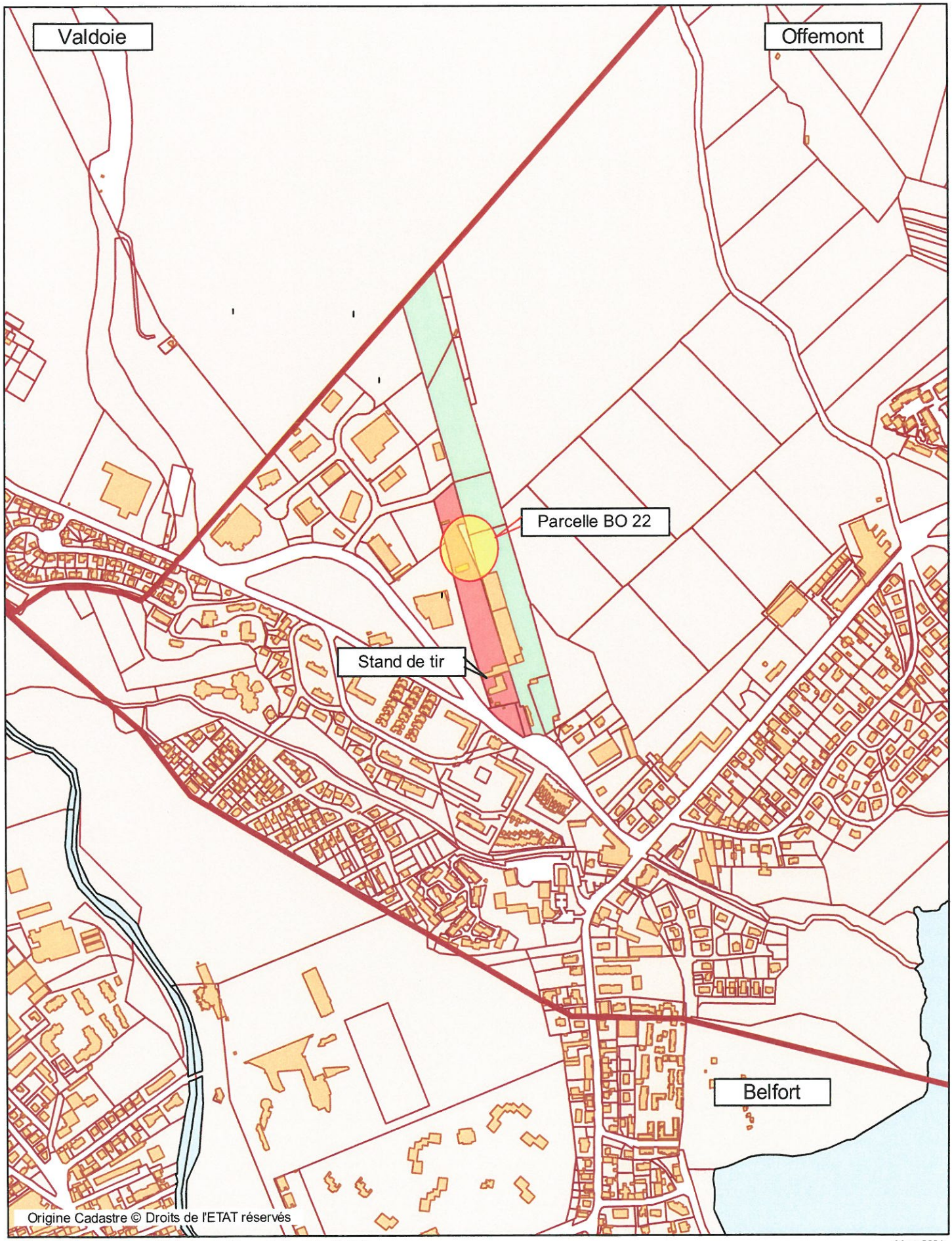
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13513-DE-1-1

COMMUNE D' OFFEMONT

Plan de situation

1/7 000



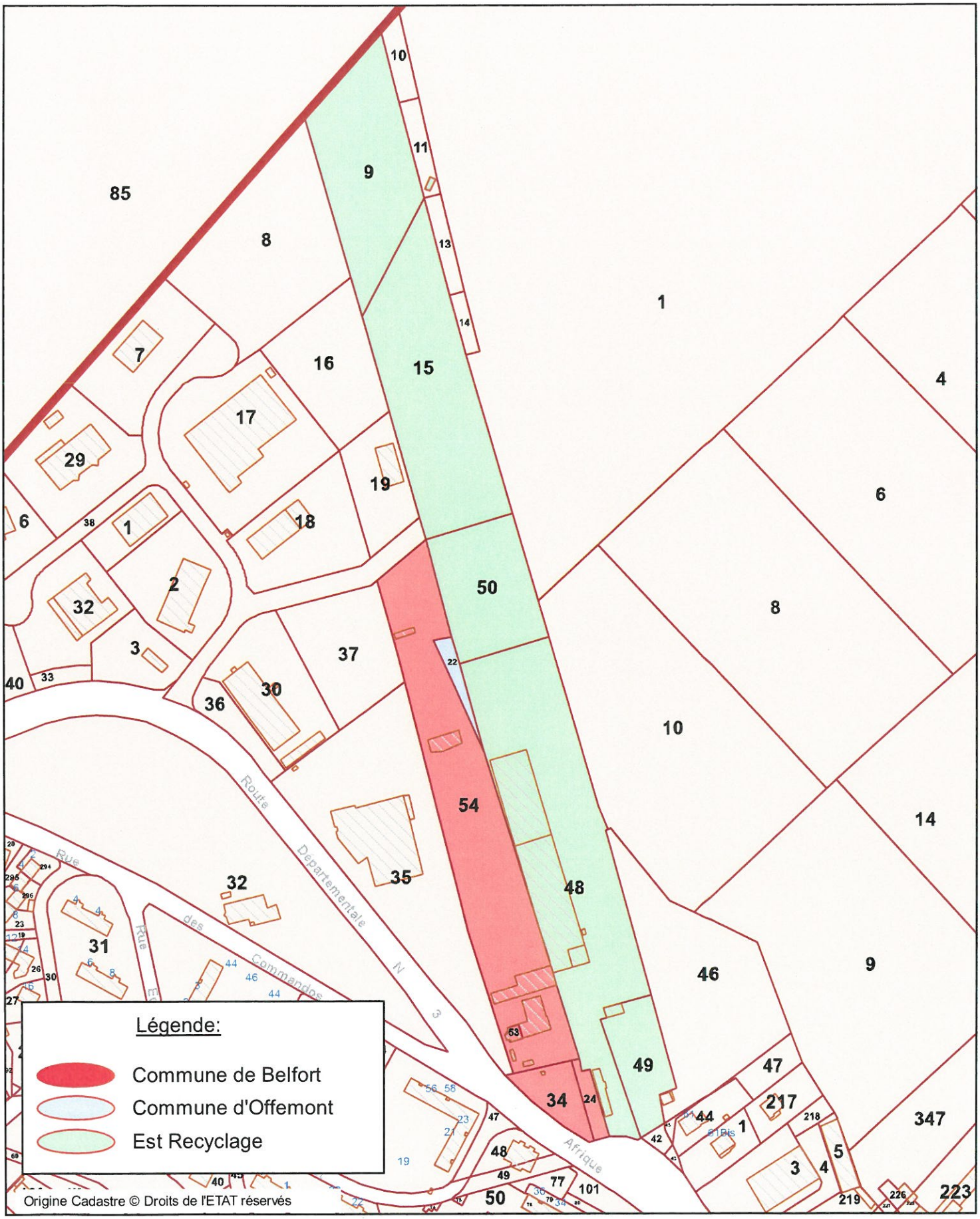
Mairie de Belfort - Direction du Patrimoine, de l'Espace Public et des Mobilités

Mars 2021

COMMUNE D' OFFEMONT

Secteur du Stand de tir

Plan Parcellaire
1/3 000



Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-73

Acquisition du terrain du stade des Trois Chênes et du parking attenant à Belfort - Parcelles cadastrées BX 18 et BX 8

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-73

de M. Sébastien VIVOT
1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction des Affaires Juridiques

Références : SV/JS/GW
Code matière : 3.1

Objet : Acquisition du terrain du stade des Trois Chênes et du parking attenant à Belfort - Parcelles cadastrées BX 18 et BX 8

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2241-1 ;

Vu l'estimation domaniale en date du 24 mars 2021 ;

Considérant le courrier d'accord de GE Power en date du 26 avril 2021 ;

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 22 Octobre 1997, la société GEC-ALSTHOM, aux droits de laquelle est venue par la suite la société ALSTOM POWER TURBOMACHINES, a donné à la Ville de BELFORT un bail à loyer pour un terrain sur lequel se trouvent des constructions à usage de tribune et vestiaires sis à BELFORT, avenue des Usines et avenue des Trois Chênes, cadastré section BX 18. Ce bien, d'une surface de 21.691 m², devait être utilisé pour organiser des activités et manifestations sportives. Ledit bail a été consenti pour une durée courant du 15 Juin 1996 au 31 décembre 1997, pour se renouveler ensuite, d'année en année, par tacite reconduction.

Par la suite, la Ville de BELFORT souhaitant procéder à la démolition des tribunes, à l'installation d'une main courante, à l'exécution de travaux de VRD (voirie, réseaux divers) et de tous autres travaux favorisant la pratique sportive et l'accueil du public correspondant, les parties ont passé par acte authentique une convention de bail emphytéotique, conformément aux articles L 451-1 à L 451-13 du Code rural, se substituant purement et simplement, dans toutes ses charges et conditions, à la convention du 22 Octobre 1997 susvisée. Ce bail court depuis le 24 juillet 2007 jusqu'au 1er août 2047. Compte-tenu des investissements à réaliser par le preneur, le bail a été consenti moyennant une redevance annuelle révisable de 5 000 €.

Or, en début d'année, la Ville a été contactée par l'Association des Professionnels de Santé du Nord Franche-Comté (APSNFC) qui a besoin d'étendre les services de santé proposés par la Maison médicale sise sur le Tech'hom afin d'installer une structure d'accueil des urgences non vitales qui serait couplée à un centre d'imagerie-radiologie afin de répondre à la demande du bassin de la population urbaine ayant perdu son centre d'urgence de proximité depuis le départ de l'hôpital sur TREVENANS. En effet, actuellement, cet unique centre accueille les urgences d'une population de 350 000 habitants avec 250 urgences par 24 h composées de « vraies » et « fausses » urgences.

L'objectif poursuivi est donc de désengorger le service d'urgence de l'HNFC en prenant en charge les patients non graves en dehors de l'hôpital. Le directeur de l'HNFC y est par ailleurs très favorable. De plus, d'autres médecins, composés de généralistes mais aussi des spécialistes tel qu'un pneumologue, sont favorables à une installation dans un tel établissement.

C'est ainsi que l'APSNFC a fait savoir à la Ville qu'elle recherchait un terrain pour y construire un nouveau bâtiment R+2 d'environ 250 m² pour les urgences et 500 m² pour la partie radiologie au rez-de-chaussée et deux étages d'environ 800 m².

Après concertation, il s'est avéré que le terrain portant le stade abandonné à côté du stade des Trois Chênes répondrait parfaitement aux besoins de cette association.

C'est dans ce cadre que la Ville a sollicité GE Power, qui vient désormais aux droits de GEC-ALSTHOM, qui a répondu positivement pour mettre fin au bail emphytéotique. C'est sur cette base que les domaines ont été sollicités et il en ressort une estimation du foncier à un montant de 780 000 €, hors frais de notaire, montant qui a été validé par GE Power par courrier en date du 26 avril 2021.

Il existe par ailleurs un petit parking annexe d'une surface de 394 m² sur la parcelle BX 8 qui a été estimé à 25.000 € et pour lequel GE Power a également donné son accord pour le céder à la Ville.

Le découpage de la parcelle BX 18 étant en cours, une prochaine délibération vous sera présentée afin de rétrocéder la partie de terrain nu à l'APSNFC.

Les frais notariés seront pris en charge par la collectivité comme il est d'usage. Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver l'acquisition à GE Power du terrain du stade des Trois Chênes pour 780 000 € (sept cent quatre vingt mille euros)

Pour	38	
Contre	0	
Suffrages exprimés	38	
Abstentions	4	M. Loïc LAVAILL, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER
Ne prend pas part au vote	0	

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver l'acquisition à GE Power du parking pour 25 000 € (vingt cinq mille euros) par la Ville de Belfort,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour	33	
Contre	2	Mme Mathilde REGNAUD, M. Florian CHAUCHE.
Suffrages exprimés	35	
Abstentions	5	M. Loïc LAVAILL, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Ne prend pas part au vote	2	M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14052-DE-1-1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques Du DOUBS

Pôle d'évaluation domaniale

17, rue de la Préfecture
25 043 BESANCON CEDEX

téléphone : 03 81 65 36 50
mél. : ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Christiane FAIVRE

téléphone : 03 81 32 62 21/ 06 13 61 72 35
courriel : christiane.faivre@dgfip.finances.gouv.fr

Le 24/03/2021

Le Directeur départemental des Finances publiques du Doubs

à Monsieur le Maire
Ville de BELFORT

Place d'armes

90 000 BELFORT

Réf OSE : 2021- 90010 - 02282

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Stade des trois chênes et parking
Adresse du bien :	Avenue des trois chênes
Ville :	90 000 BELFORT
Valeur vénale :	**Parcelle BX 8 : 25 000€** **Parcelle BX 18 : 780 000€** HT et hors frais d'enregistrement avec une marge d'appréciation de 15 %.

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 - SERVICE CONSULTANT

VILLE DE BELFORT

affaire suivie par : MME CUSENIER Maria

2 - DATE

de consultation : 21/01/2021

de réception : 21/01/2021

de visite : 19/02/2021

de dossier en état : 08/03/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

La Ville souhaite acquérir le terrain sujet du bail emphytéotique parcelle BX18 avenue des 3 Chênes à Belfort ainsi que le parking parcelle BX 8 (hors bail emphytéotique).

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Parcelle BX 18 de 21 691m^2 : stade avec terrain de foot et bâtiment des tribunes,

Parcelle BX 8 de 394 m^2 : parking.

5 – SITUATION JURIDIQUE

- Désignation et qualité du propriétaire présumé : ALSTOM POWER SYSTEMS PAR GE POWER
- Origine de propriété : 20-22/07/1994 acquisition faite de la société BULL SA.
- État et conditions d'occupation : Bien évalué libre de toute occupation.

Le propriétaire a donné à bail emphytéotique de 40 ans le terrain de sport cadastré BX18, le bail court du 24/07/2007 au 01/08/2047.

6 - URBANISME – RÉSEAUX

PLU - zone UZ-TEC-Y.

7 - DATE DE RÉFÉRENCE

sans objet

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur probable de vente de la parcelle BX 8 sera déterminée selon la méthode par comparaison, consistant à fixer la valeur vénale par référence au marché immobilier local, c'est-à-dire à partir de l'étude objective des ventes de biens similaires.

Pour la parcelle BX 18, la rupture anticipée du bail prend en compte les droits respectifs du bailleur et du preneur. Au cas particulier, la résiliation se fait au profit du preneur. L' indemnité est égale au prix du terrain appartenant au bailleur et racheté par le preneur ainsi qu'aux droits acquis par le bailleur sur la construction et qui correspondent à la valeur actuelle de la valeur résiduelle de la construction en fin de bail.

Valeur vénale :
Parcelle BX n° 18 : 780 000 €
Parcelle BX 8 : 25 000€

Une marge d'appréciation permettant d'admettre des conditions financières s'écartant de la valeur vénale retenue est fixée à 15 %.

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

Un an.

10 - OBSERVATIONS

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

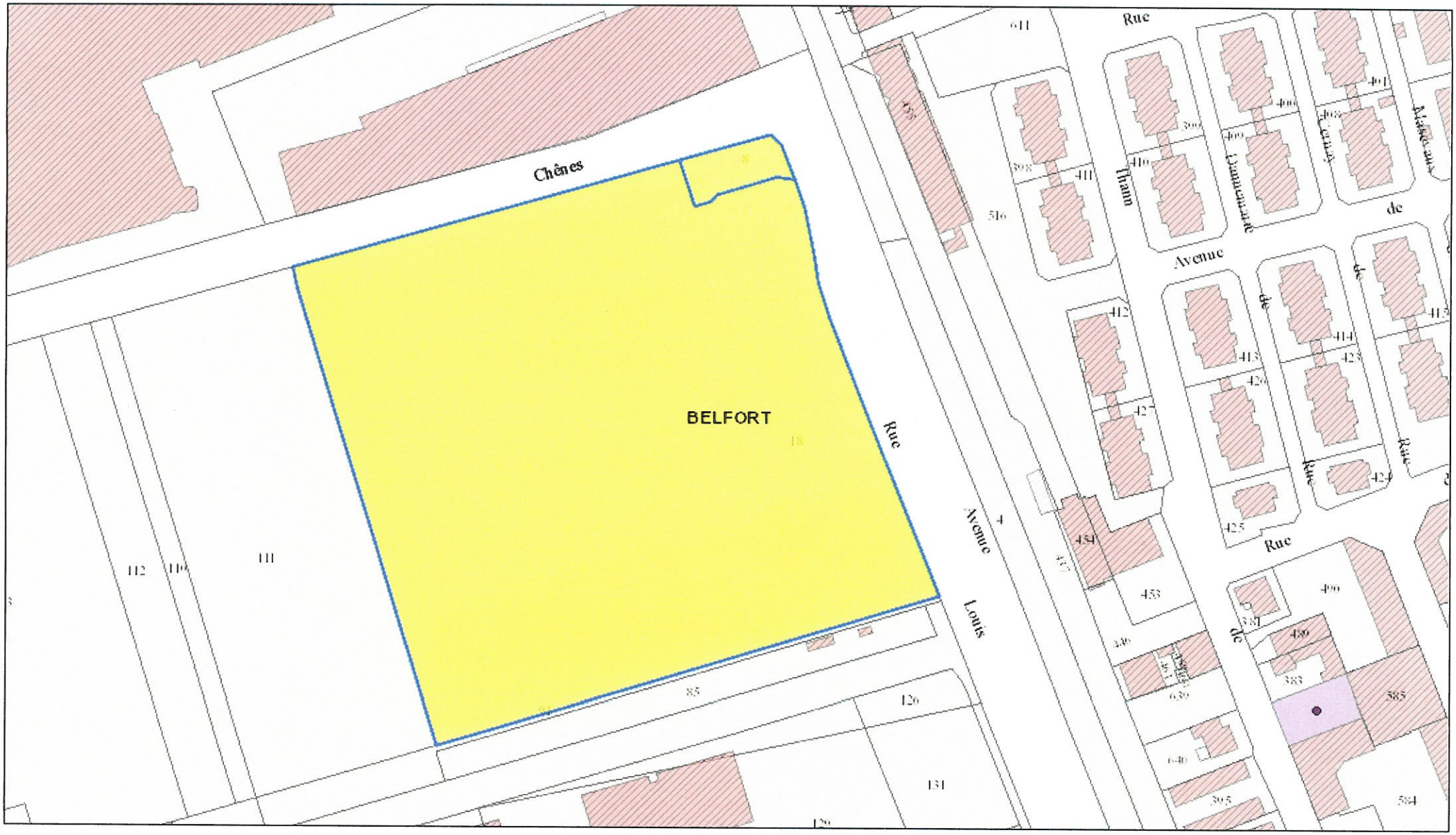
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
et par délégation,

Bénédicte MARTIN, Inspectrice Principale,
Responsable des domaines.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

ACQUISITION STADE DES TROIS CHENES


Chênes
BELFORT
Rue
Avenue
Louis
Rue
Avenue
Rue
Rue
Rue
de
de
de
de
de
Rue
Rue
Rue

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-74

Extinction des servitudes de stationnement grevant le parking de la Maison des Arts suite à la cession du bâtiment - Parcelle BK 381

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-74

de M. Sébastien VIVOT

1er Adjoint chargé des finances, de la prospective économique et du mécénat

Direction des Affaires Juridiques

Références : SV/JS/GW
Code matière : 3.5

Objet : Extinction des servitudes de stationnement grevant le parking de la Maison des Arts suite à la cession du bâtiment - Parcelle BK 381

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-21 ;

Vu le code général des propriétés des personnes publiques et notamment l'article L.2122-4 ;

Vu le code civil et notamment ses articles 699 et suivants ;

Vu la délibération n° 16-90 en date du 30 juin 2016 portant sur le principe de la cession d'une partie d'immeuble dite Maison des Arts et du Travail sis à Belfort, 11 rue Mazarin - 3 faubourg de Montbéliard ;

Vu la délibération n° 16-143 en date du 29 septembre 2016 actant la cession d'une partie d'immeuble dite Maison des Arts et du Travail sis à Belfort – 11 rue Mazarin - 3 faubourg de Montbéliard ;

Vu la délibération n° 17-84 en date du 29 juin 2017 actant la cession d'une parcelle de terrain sise faubourg de Montbéliard à Belfort ;

Considérant le compromis de vente signé le 9 février 2018 par lequel la ville s'est engagée à reprendre des droits à stationnement attribués à l'Etat sous forme de servitudes sur le parking public centre Théâtre.

La Ville de Belfort et l'Etat sont propriétaires de la Maison des Arts et du Travail (MAT) située 11 rue Mazarin. En 2015, chacun ayant déménagé ses propres services, le bâtiment a été mis en vente concomitamment et la *SAS MAISON DES ARTS* a été retenue en tant qu'acquéreur pour l'ensemble des lots.

L'Etat, propriétaire des lots 6 et 7, bénéficie par ailleurs de droits de stationnement sur le parking du centre Théâtre, sous forme de servitudes réelles et perpétuelles comme suit :

- lot n° 6 : douze droits de stationnement libre (sous forme de badge d'accès) ainsi que la jouissance exclusive et particulière de quatre emplacements de stationnement matérialisés sur le parc de stationnement,

- lot n° 7 : quinze droits de stationnement libre (sous forme de badge d'accès) ainsi que la jouissance exclusive et particulière de quatre emplacements de stationnement matérialisés sur le parc de stationnement.

Ces servitudes ont été octroyées par la Ville à l'Etat par acte notarié en date du 27 juin 1979. Ce dernier n'ayant désormais plus l'usage de ces droits de stationnement, il les a cédés avec sa partie de bâtiment. Cependant, la SAS Maison des Arts a indiqué qu'elle n'aurait pas l'utilité de ceux-ci sachant qu'elle a acquis la parcelle de terrain, cadastrée BK 381 sise faubourg de Montbéliard, afin d'y aménager un parking souterrain à destination des futurs logements du bâtiment rénové. C'est donc très logiquement que la SAS Maison des Arts a proposé à la Ville de Belfort de récupérer ces places qui sont, par ailleurs, situées sur domaine public. Le montant de l'indemnité négociée est de 175.000 €.

La réitération des actes de vente devant intervenir prochainement, il convient de valider cet accord.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de constater l'extinction des servitudes grevant le parking de la Maison des Arts conformément à la demande du futur acquéreur de la Maison des Arts et du Travail,

d'autoriser leur suppression moyennant le versement d'une indemnité de 175 000 € (cent soixante quinze mille euros),

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour	35	
Contre	0	
Suffrages exprimés	35	
Abstentions	4	M. René SCHMITT, Mme Samia JABER, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Ne prend pas part au vote	3	Mme Mathilde REGNAUD, Mme Zoé RUNDSTADLER, Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13229-DE-1-1



façade latérale sud. Entrée principale des écoles et école supérieure.



Façade avant.

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-75

Tome 2 du livre "Histoire de commerce" et poursuite du parcours photos

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-75

de Mme Florence BESANCENOT
Adjointe chargée de l'attractivité commerciale

Direction du Développement
Touristique et Commercial

Références : FB/JS/MR/SH/EB
Code matière : 8.4

***Objet* : Tome 2 du livre "Histoire de commerce" et poursuite du parcours photos**

Présentation de l'action

La Ville de Belfort souhaitait rapprocher le patrimoine et le commerce en donnant l'occasion aux passants de découvrir les commerces d'autrefois et de les comparer avec ceux d'aujourd'hui en comprenant, comment ils se sont transformés au fil de l'Histoire et des évolutions de l'urbanisme, de l'architecture de la ville et des tendances de consommation.

Un travail de recherche de photos de commerces a été mené, en lien avec les Archives municipales et départementales.

Ces photos ont ensuite pris place sur des supports devant les commerces concernés et ont été répertoriées dans un livre intitulé « histoire de commerce » édité par la Ville de Belfort.

Au regard du succès rencontré par le tome 1 du livre et la première phase du parcours photo, la Ville de Belfort a souhaité réaliser un tome 2 de l'ouvrage et une poursuite du parcours photo qui sera réalisé sur le Faubourg des Ancêtres et l'Avenue Jean-Jaurès. Il concernera environ 60 commerces.

Le prix de vente du tome 2 du livre restera inchangé par rapport au premier volume, soit un tarif de 12 euros TTC.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la promotion du commerce et de la dynamisation du centre-ville.

Le Coût de l'action est de 30 810 €

- ✓ 60 Totems : 24 950 €
- ✓ Conception et édition de 300 livres : 5 068 €
- ✓ Grand livre accueil de l'hôtel de ville : 362 €
- ✓ Actualisation parcours photos:400 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver la poursuite de ce projet, les crédits étant inscrits au budget primitif 2021,

d'approuver le prix de vente au public fixé,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relevant de l'application de cette décision.

Pour	39	
Contre	0	
Suffrages exprimés	39	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	3	M. Samuel DEHMECHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage	Affiché le : 2 juin 2021 Date de télétransmission : 2 juin 2021 Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14016-DE-1-1

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-76

Convention entre la Banque des territoires et la Ville de Belfort pour le co-financement d'une solution d'analyse de flux

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-76

de Mme Florence BESANCENOT
Adjointe chargée de l'attractivité commerciale

Direction du Développement Touristique et Commercial

Références : FB/JS/MR/SH/SL
Code matière : 8.4

***Objet* : Convention entre la Banque des territoires et la Ville de Belfort pour le co-financement d'une solution d'analyse de flux**

Dans le cadre du programme « Action Cœur de Ville », la Ville de de Belfort s'est donnée pour objectif de rendre son centre-ville plus attractif en diversifiant son offre commerciale.

Dans son plan d'actions, approuvé en comité de pilotage le 27 octobre 2020, Belfort a exprimé la volonté de créer un observatoire du commerce dans lequel figureront des données relatives à l'offre commerciale (*enseignes existantes, adresse des commerces, horaires d'ouvertures, locaux vacants…)* mais aussi à la fréquentation du centre-ville.

Cet outil permettra à la collectivité :

- de comprendre si l'offre commerciale sur le territoire répond aux besoins des usagers,
- de visualiser l'impact de la politique de développement économique (en consultant l'évolution de la vacance commerciale),
- d'optimiser l'implantation de nouveaux commerces,
- d'analyser les usages, comportements, attentes et la satisfaction de la population.

L'ensemble de ces données doit favoriser la commercialité du centre-ville. Ces données pourront donc être partagées avec les porteurs de projets qui souhaitent s'installer à Belfort pour les aider à identifier les secteurs géographiques et les locaux les plus adaptés pour le développement de leur activité.

Les données qui concernent l'offre de commerces et de services seront collectées par les agents de la collectivité.

Pour celles liées à la fréquentation du centre-ville, la Ville passera par son prestataire SIG (ESRI France) pour obtenir et cartographier les données de la start-up My traffic. La technologie utilisée par My traffic est précise et respecte les principes et les règles RGPD. My traffic récupère les données GPS collectées avec le consentement explicite et formel des utilisateurs de nombreuses applications installées sur les smartphones. Ce procédé permet une géolocalisation dans un rayon de 5 à 10 mètres. La start-up travaille ensuite ces données, les anonymise et les agrège pour aboutir uniquement à des analyses statistiques associées à des emplacements. Aucune donnée GPS n'est conservée.

48 adresses ont été identifiées sur le périmètre du programme « Action Cœur de Ville » (*cf annexe 1*).

Le coût de cette solution d'analyse de flux piétons s'élève à 10 260 €. La caisse des Dépôts et Consignations peut participer à son financement à hauteur de 80 %, soit 8 208 €.

Le co-financement de ce projet par la Caisse des Dépôts nécessite la signature d'une convention entre la Ville de Belfort et la Caisse des Dépôts.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver le principe de cette opération et notamment sa prise en charge par la Ville de Belfort, les crédits étant inscrits au BP 2021,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention entre la Caisse des dépôts et la Ville de Belfort pour le co-financement d'une solution d'analyse de flux et tout document relatif au projet.

Pour	38	
Contre	0	
Suffrages exprimés	38	
Abstentions	1	M. Christophe GRUDLER.
Ne prend pas part au vote	3	Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14003-DE-1-1

Annexe 1 - liste des 48 adresses identifiées

Pour le secteur Faubourg de France :

- Axe Faubourg de France : 1 Faubourg de France, 56bis Faubourg de France, 67 Faubourg de France
- Galerie des Faubourgs (entrée Faubourg de France)
- Galerie des Faubourgs (entrée par Faubourg de Montbéliard)
- Centre commercial des 4AS (entrée 8 rue de l'As de Carreau)
- Centre commercial des 4AS (entrée Place du Forum)
- Place de la commune
- 3 rue Proudhon
- 1 rue Jules Vallès
- 3 rue Jules Vallès
- Axe Faubourg de Montbéliard : 7 Faubourg de Montbéliard, 1 Faubourg de Montbéliard 7, 2 Faubourg de Montbéliard
- Place Corbis (des deux côtés de la place, coté France Loisirs et coté Théatre)
- Axe faubourg des Ancêtres : 2 faubourg des Ancêtres, 33 faubourg des Ancêtres, 59 faubourg des Ancêtres

Pour le secteur Jean Jaurès :

- Axe Jean Jaurès : 2 Jean Jaurès, 53 Jean Jaurès, 122 Jean Jaurès, 150 Jean Jaurès, 159 Jean Jaurès, 242 Jean Jaurès
- Entrée du Marché des Vosges (coté Place)

Pour le secteur Gare :

- 1 avenue Wilson, 31 avenue Wilson
- 1 rue Michelet, 8 rue Michelet, 20 rue Michelet

Pour le secteur de la Vieille Ville :

- 27 quai Vauban
- 5 avenue du Maréchal Foch
- 15 Place de la République
- 2 et 6 place d'Armes
- 5 place de l'Arsenal
- 1, 2 et 17 boulevard Carnot
- 29 Grande Rue
- 2 rue de la Grande Fontaine
- 1 rue de la petite fontaine
- 5 rue du docteur Fréry (entrée du marché Fréry)
- 2 rue du docteur Fréry
- 22 rue Dreyfus-Schmidt
- 21 boulevard Maréchal Joffre

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-77

Musées - Adhésion de la Ville de Belfort à l'association des musées de Bourgogne Franche-Comté

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-77

de Mme Delphine MENTRÉ
Adjointe chargée de la culture et du patrimoine

Direction de l'Action Culturelle

Références : DM/MR/FD/MV/SG
Code matière : 8.9

***Objet* : Musées - Adhésion de la Ville de Belfort à l'association des musées de Bourgogne Franche-Comté**

L'association des musées de Bourgogne Franche-Comté (LAMBFC) a été créée en 2019 pour fédérer les musées régionaux et leur donner des moyens de développement et de valorisation. La Ville de Belfort est sollicitée au titre du musée d'Art et d'Histoire et du musée d'Art moderne – donation Maurice-Jardot.

Parmi les projets proposés, cette association offre l'occasion de faire connaître les collections des musées grâce à un projet de site internet. Des formations professionnelles gratuites et régionales et des projets régionaux d'expositions ou de conférences sur des thématiques proches (techniques, thématiques, personnalités, etc.) sont également envisagés.

Association ouverte à l'ensemble des professionnels des musées (conservateurs, médiateurs culturels, agents d'accueil, personnels administratifs, etc.), elle s'adresse également aux collectivités de tutelle qui ont la responsabilité de ces établissements.

Le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté soutient l'initiative.

Le coût de la cotisation reviendrait à 500 € pour la Ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à adhérer à l'association des musées de Bourgogne Franche-Comté et à accomplir toutes les formalités administratives, financières et comptables en ce but.

Pour	39	
Contre	0	
Suffrages exprimés	39	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	3	Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14037-DE-1-1

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-78

Musées - Dévolution du mobilier archéologique tiré des fouilles du Bramont

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-78

de Mme Delphine MENTRÉ
Adjointe chargée de la culture et du patrimoine

Direction de l'Action Culturelle

Références : DM/MR/FD/MV/SG
Code matière : 8.9

***Objet* : Musées - Dévolution du mobilier archéologique tiré des fouilles du Bramont**

En 2010, la Ville de Belfort a autorisé l'État à mener des fouilles archéologiques sur le site du Bramont, une parcelle dont elle est propriétaire dans le bois de la Miotte, près de Pérouse. S'agissant de fouilles programmées, le code du patrimoine stipule que le propriétaire du terrain est également propriétaire des biens archéologiques mobiliers qui sont issus de l'opération.

Le mobilier découvert concerne surtout la période protohistorique, période pendant laquelle apparaissent les techniques liées au travail des métaux entre -2000 et -50 avant Jésus-Christ. Il inclut des pièces de céramique et quelques éléments de parure en métal. Certains objets sont déjà présents au sein du musée d'Histoire et permettent de mettre en valeur une période de peuplement très intéressante au niveau local (cf. inventaire en annexe). Ce mobilier permet donc de valoriser l'histoire de l'occupation humaine au sein de la Trouée de Belfort.

Un autre ensemble mobilier (33 caisses, environ 4 m^3), dont l'étude scientifique est achevée, est destiné à être déposé dans la Tour 27 (réserve archéologique des musées de Belfort).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le formulaire de demande de restitution des biens archéologiques mobiliers adressé à la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche-Comté.

Pour	40	
Contre	0	
Suffrages exprimés	40	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	2	Mme Jacqueline GUIOT, M. Christophe GRUDLER

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14038-DE-1-1

BIENS ARCHÉOLOGIQUES MOBILIERS ISSUS D'UNE OPÉRATION D'ARCHÉOLOGIE PROGRAMMÉE

(si terrain en possession du propriétaire antérieurement au 8 juillet 2016)

Je soussigné : monsieur Damien MESLOT, maire de Belfort
Adresse : Mairie de Belfort, place d'Armes, 90000 Belfort
Propriétaire du terrain situé à commune : **Belfort** Département : **90**
Depuis le :
lieu-dit /adresse : Le Bramont
localisation cadastrale : section (s) : parcelle : AW 1 (aujourd'hui AW 5 et AW 6)

Dûment informé(e) de ce que des objets ont été découverts lors de l'opération(s) archéologique(s) autorisée(s) par l'État :

n° d'opération (OA) si connue :
dates de réalisation : 2010
responsable(s) d'opération : monsieur Jean-François PININGRE, conservateur du patrimoine à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Franche-Comté

Dûment informé(e) de l'étude scientifique du mobilier archéologique, de sa valeur et de son intérêt ;
Dûment informé(e) de ce que les principes du code du patrimoine et du code civil m'attribuent le droit de propriété sur ces objets ;
Conscient(e) de l'intérêt de ces objets pour l'Histoire et la recherche scientifique et désireux, dans un esprit de civisme, de permettre leur mise à la disposition de la collectivité publique pour faciliter leur étude et leur conservation en tant qu'élément du patrimoine historique de la France ;
Conscient(e) de l'importante charge financière qu'impliquent leur conservation et leur éventuelle restauration ;

~~☛ Souhaite faire don du mobilier archéologique dont je suis propriétaire~~

~~dont l'inventaire est joint à la présente lettre *(rayer la mention inutile)*~~

~~dont la description suit :~~

~~à : *(rayer les mention inutile)*~~

~~l'Etat~~

~~au musée de~~

~~Ce don est assorti des conditions suivantes *(facultatif, à préciser)* :~~

~~En cas d'accord, je vous serais très reconnaissant(e) de me le faire savoir et de me faire connaître la date à partir de laquelle la remise du mobilier pourra avoir lieu.~~

☛ **Souhaite faire valoir mes droits et demande la restitution de ces vestiges.**
(*Fournir l'acte de propriété indiquant la date d'acquisition, transmission…)*

Lieu et date

Delphine MENTRÉ
Adjointe au maire en charge de la Culture et du Patrimoine

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère Culture Communication
Direction régionale des affaires culturelles Bourgogne Franche-Comté

Pôle patrimoines, Service régional de l'archéologie
Site de Besançon

Signature

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-79

Chantiers d'insertion - Bilan 2020 - Programme 2021

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents :

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance : M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-79

de M. Bouabdallah KIOUAS

Adjoint chargé de l'apprentissage, de la formation et de l'insertion

Centre Communal d'Action Sociale

Références : BK/NK/MM/DD
Code matière : 8.2

Objet : Chantiers d'insertion - Bilan 2020 - Programme 2021

Pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes en situation d'exclusion professionnelle, la Ville de Belfort développe depuis plusieurs années, avec les structures d'insertion par l'activité économique, deux types de chantiers d'entretien et de maintenance du patrimoine municipal :

- les chantiers-jeunes permettent une première expérience de travail pour les Belfortains âgés de 18 à 25 ans engagés dans un parcours d'insertion et inscrits auprès de la Mission Locale du Territoire de Belfort,
- les chantiers d'insertion de proximité permettent de développer des parcours individuels sur des durées plus longues qui permettent l'approfondissement du projet d'insertion et l'acquisition de savoirs professionnels (savoir-être au travail et savoir-faire technique).

La réalisation de ces deux programmes contribue également à la valorisation du patrimoine bâti communal et à l'amélioration du cadre de vie dans notre ville, tout particulièrement dans les quartiers.

I- Principaux éléments du bilan des chantiers d'insertion 2020

La Régie des Quartiers de Belfort est intervenue dans les deux dispositifs.

A. Les chantiers-jeunes 2020

Entre mai et octobre, 25 jeunes (6 filles et 19 garçons) ont été salariés par la Régie des Quartiers de Belfort (sur une période d'emploi de 3 semaines) pour réaliser 9 chantiers.

La liste des 9 chantiers-jeunes 2020 est présentée en annexe n° 1, notamment :

- deux chantiers de débroussaillage sur le site du Fort de la Justice.
  Ce fut une 1ère expérience en espaces verts pour trois des huit jeunes sur cette mission. Ils ont su faire face à des conditions météorologiques difficiles car il a plu durant une grande partie du chantier. Toutefois, 7 800 m² ont été débroussaillés dans les fossés du Fort.

- le ravalement du Gymnase Léo Lagrange.
  Un important travail de préparation des murs a été nécessaire pour un rendu de qualité. Les jeunes ont pu ainsi réaliser que pour aboutir à un projet, il ne faut pas se précipiter et respecter les étapes. Cela a été une vraie prise de conscience pour leur parcours de vie.

Les 18 jeunes domiciliés en Quartiers Politiques de la Ville (QPV) représentent 72% du volume des heures travaillées.

Financement :

Le coût de réalisation des 9 chantiers-jeunes 2020 s'élève à 99 480 € pris en charge comme suit :

Ville de Belfort	82 480 €
Région Bourgogne Franche-Comté	17 000 €

B. Les chantiers d'insertion de proximité 2020

Les chantiers de proximité contribuent au chiffre d'affaires de la Régie des Quartiers de Belfort et permettent à cette dernière d'affecter opportunément ses salariés en tenant compte de leur montée en compétences et de la technicité des travaux ; ainsi, ce programme contribue au bon déroulement de parcours individualisés, qualifiants et progressifs.

En 2020, la Régie des Quartiers de Belfort a mobilisé 16 personnes en insertion (15 hommes et 1 femme) pour la réalisation de 30 chantiers.

Les 10 personnes en insertion domiciliées en QPV représentent 63 % du volume des heures travaillées.

La liste des chantiers d'insertion de proximité 2020 est présentée en annexe n° 2.

Parmi les travaux réalisés en 2020, on peut relever, en particulier, la remise en peinture de la façade arrière de l'école maternelle des Barres ainsi que le ravalement des grilles de l'entrée du cimetière Bellevue.

Financement :

Le coût de réalisation des 30 chantiers de proximité 2020 s'élèvent à 129 729 € pris en charge comme suit :

Ville de Belfort *(hors valorisation de l'action des services municipaux mobilisés pour établir, suivre et évaluer le dispositif).*	97 729 €
Région Bourgogne Franche-Comté	17 000 €
Etat- C.G.E.T. *(Commissariat Général à l'Egalité des Territoires)*	15 000 €

II- Le programme de chantiers d'insertion 2021

Comme chaque année, la programmation fait l'objet d'une concertation entre les services municipaux et avec les structures d'insertion, afin d'identifier des chantiers faisant une large part à la main d'œuvre et des travaux dont la technicité soit accessible pour un public peu ou pas qualifié.

Au niveau global (en agrégeant Chantiers-Jeunes et Chantiers d'insertion de proximité), les chantiers se répartissent comme suit :

Types d'équipements	Nombre d'équipements-sites concernés	Coût TTC	Chantiers principaux	
Bâtiment administratif	1	10 187,00 €	Mairie annexe	10 187,00 €
Equipements scolaires et péri-scolaires	7	61 394,00 €	dont : Ecole Elem Pergaud	26 704,00 €
			dont : Ecole Elem St-Exupéry	19 494,00 €
Equipements Petite Enfance	4	14 993,00 €	dont : Multi-accueil Résidences	3 894,00 €
			dont : Crèche Fréry	5 667,00 €
Equipements culturels	3	22 698,00 €	dont : Maison du Peuple	18 232,00 €
Espace public extérieur	3	39 165,00 €	dont : Débrousaillage	28 800,00 €
Equipements sportifs et de loisirs	2	23 720,00 €	dont : Base nautique des Forges	17 250,00 €
Centres socio-culturels et maisons de quartier	6	90 117,00 €	dont : CCS Barres et Mont	51 309,00 €
Total général	**26 équipements ou sites**	**262 274,00 €**		

Les chantiers se partagent entre les deux dispositifs.

A. Les chantiers-Jeunes 2021

En 2021, les crédits de travaux inscrits au Budget Primitif s'élèvent à 123 000 €.

9 chantiers devraient permettre l'emploi de 32 jeunes (entre juin et novembre).

Les jeunes seront salariés par la Régie des Quartiers de Belfort et rémunérés sur la base du S.M.I.C. pour une durée de trois semaines.

La Mission Locale du Territoire de Belfort est chargée de pré-sélectionner les candidats à présenter à la Régie des Quartiers de Belfort.

Une convention sera passée entre la Ville et la Régie des quartiers pour fixer le cadre de coopération.

Les caractéristiques des 9 chantiers-jeunes 2021 sont précisées en annexe n° 3

Parmi les chantiers programmés, on peut relever la remise en peinture du préau central de l'école élémentaire Saint-Exupéry (Glacis du Château) ainsi que celle du hall du Centre socio-culturel Bellevue des Résidences, tous deux situés en Quartiers Politique de la Ville.

Le programme Chantiers-Jeunes 2021 est subventionné par la Région à hauteur de 21 000 €.

B. Les chantiers d'insertion de proximité 2021

En 2021, les crédits inscrits au budget primitif s'élèvent à 140 000 €.

Les caractéristiques des 26 chantiers d'insertion de proximité sont précisées en annexe n° 4.

Les travaux programmés prévoient, entre autres, la remise en peinture de la salle de repas et des couloirs de la crèche Fréry ainsi que la réfection des enduits du mur d'enceinte du Cimetière des Mobiles.

Ces chantiers d'insertion de proximité devraient permettre l'emploi d'une quarantaine de personnes en insertion.

Le programme Chantiers d'insertion de proximité 2021 intègre le programme de Contrat de Ville Unique et Global 2021. Dans ce cadre, il est subventionné :
- par la Région à hauteur de 22 000 €.
- par l'Etat-C.G.E.T à hauteur de 15 000 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver le programme 2021 des chantiers d'insertion (Chantiers-Jeunes et Chantiers d'insertion de proximité),

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention à intervenir avec la Régie des Quartiers de Belfort, employeur des jeunes salariés dans le cadre des Chantiers-Jeunes,

d'autoriser Monsieur le Maire à percevoir les subventions versées par l'Etat - C.G.E.T. et la Région Bourgogne-Franche-Comté pour la réalisation des programmes de chantiers d'insertion 2021.

Pour	41	
Contre	0	
Suffrages exprimés	41	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	1	Mme Samia JABER

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage	Affiché le : 2 juin 2021 Date de télétransmission : 2 juin 2021 Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14006-DE-1-1

Ville de Belfort

Annexe n°1

Chantiers-Jeunes 2020

9 chantiers réalisés par la Régie des Quartiers de Belfort

Equipement ou espace public	Nature des travaux	Période de réalisation	Effectif mobilisé
Ecole Maternelle R. Aubert	Remise en peinture clôture grande cour	du 20/07 au 07/08/20	3 jeunes
Cité des associations	Peinture salle de réunion 2	du 02/11/ au 19/11/20	2 jeunes
Gymnase Serzian	Hall et sanitaires	du 08/06 au 28/06/20	2 jeunes
		du 29/06 au 17/07/20	2 jeunes
Gymnase Léo lagrange	Ravalement	du 31/08 au 18/09/20	3 jeunes
		du 21/09 au 08/10/20	2 jeunes
Fort de la justice	Débroussaillage (Poursuite)	du 05/10/ au 29/10/20	4 jeunes
		du 26/10 au 12/11/20	4 jeunes
Rock Hatry	Remise en peinture de l'entrée	du 21/09 au 08/10/20	3 jeunes
6 sites de chantiers			**25 jeunes**

Coût total de réalisation : 99 112,99 €

Acquisition de T-Shirt : 366,97 €

Ville de Belfort

Chantiers d'insertion de proximité 2020

30 chantiers réalisés par la Régie des Quartiers de Belfort

Types d'équipement	Equipement	Libellé Travaux	Quartier Politique de la Ville	Montant TTC
Equipements scolaires et péri-scolaires	Ecole Elémentaire V. Hugo	Peinture de salles		2 457,65 €
	Ecole Maternelle Les Barres	Peinture BCD	Résidences-Le Mont	2 592,74 €
		Peinture façade arrière		11 733,54 €
	Ecole Elémentaire Aragon	Mise en peinture de l'infirmerie + bureau direction	Glacis du Château	3 487,20 €
	Ecole Elémentaire Châteaudun	Réfection peinture salle des maîtres		4 724,10 €
	Ecole Elémentaire H. Metzger	Réfection des peintures de 3 salles de classe (bâtiment A et B)		6 401,76 €
	Ecole Maternelle H. Metzger	Peinture des portes et petits bancs		
Equipements Petite Enfance	Crèche Voltaire	Réfection des salles de sieste unité des petits		5 619,58 €
	Crèche Voltaire	Peinture bureau du personnel		2 429,76 €
	Crèche Voltaire	Peinture des murs d'enceinte et des gardes corps et façade		5 144,94 €
	Crèche des Glacis	Remise en peinture du couloir	Glacis du Château	174,00 €
	Crèche des Glacis	Nettoyage après incendie	Glacis du Château	826,80 €
	Multi accueil Glacis	Peinture mur extérieur entrée	Glacis du Château	1 406,40 €
Centres socio-culturels et maisons de quartier	Centre socio-culturel Pépinière	Mise en peinture hall accueil haut		3 975,24 €
	Centre socio-culturel Pépinière	Mise en peinture hall accueil bas		3 977,70 €
	Centre socio-culturel Belfort Nord	Remise en peinture du hall (moquette murale)	Dardel La Méchelle	5 972,12 €
	Maison de Quartier Centre ville	Reprise des murets extérieurs de la rampe handicapé		10 080,00 €
Bâtiments administratifs	Service Technique Mairie Annexe	Destruction de documents confidentiels		150,00 €
	Ex poste Pépinière	Nettoyage		126,00 €
Equipements Vie associative	Cité des Associations	Mise en peinture salle réunion 1		5 713,61 €
	Cité des Associations	Circulations peinture des couloirs		11 822,40 €
Equipements culturels	Stade Echiqueen	Nettoyage des 2 escaliers extérieurs + peinture	Glacis du Château	6 277,20 €
	Bibliothèque des Glacis	Peintures et faux plafond de 2 bureaux	Glacis du Château	2 666,42 €
	Espace Louis Jouvet	Reprise après dégât des eaux	Bougenel Rue de Mulhouse	3 296,40 €
	Orchestre d'Harmonie VBF	Remise en peinture du portail		4 152,00 €
Espace public extérieur	Fort de la Justice (Chamois)	Débroussaillage intérieur		4 755,00 €
	Place du Forum	Mise en peinture des escaliers	Bougenel Rue de Mulhouse	1 204,50 €
	Parking Bougenel	Mise en peinture cage escaliers	Bougenel Rue de Mulhouse	9 613,38 €
	Parking des 4 AS	Mise en peinture mur sortie	Bougenel Rue de Mulhouse	1 374,00 €
	Cimetière Bellevue	Ravalement des grilles de l'entrée	Résidences-Le Mont	7 575,00 €

30 Chantiers d'insertion de proximité 2020	**Montant TTC des travaux**	**129 729,44 €**

Annexe n° 3

Ville de Belfort

Chantiers-Jeunes 2021

9 chantiers à réaliser par la Régie des Quartiers de Belfort

Types d'équipement	Equipement	Libellé Travaux	Quartier Politique de la Ville	Montant TTC
Equipements scolaires et péri-scolaires	Ecole Elementaire St-Exupéry	Remise en peinture du préau central	Glacis du Château	12 249,00 €
	Ecole Elementaire Pergaud	Remise en peinturedu couloir G	Résidences - Le Mont	13 352,00 €
	Ecole Elementaire Pergaud	Remise en peinturedu couloir D	Résidences - Le Mont	13 352,00 €
Centres socio-culturels et maisons de quartier	CSC Barres et Mont	Remise en peinture du patio	Résidences - Le Mont	13 394,00 €
	CSC Résidences Bellevue	Remise en peinture du Hall	Résidences - Le Mont	13 585,00 €
Espace public extérieur	Fort de la justice	Débroussaillage	Glacis du Château	14 400,00 €
	Parking de l'EPIDE			14 400,00 €
Equipements culturels	Maison du Peuple	Peinture des loges		10 563,00 €
Equipements sportif	Base nautique des Forges	Remise en peinture du bâtiment principal		17 250,00 €
		9 Chantiers-Jeunes 2021	**Montant TTC des travaux**	**122 545,00 €**

Ville de Belfort

Chantiers d'insertion de proximité 2021

26 chantiers à réaliser par la Régie des Quartiers de Belfort

Type d'équipement	Equipement	Libellé Travaux	Quartier Politiques de la Ville	Montant TTC
Equipements culturels	Maison du Peuple	Peinture des loges	Bougenel - Mulhouse	7 669,00 €
	Espace Louis Jouvet	Peinture du mur en noir		720,00 €
	Stade Echiquéen	Peinture escalier extérieur	Les Glacis du Château	3 746,00 €
Equipements scolaires et péri-scolaires	Ecole maternelle Metzger	Peinture de 4 bancs dans la cour		681,00 €
	Ecole élémentaire St-Exupéry	Remise en peinture mur ext du préau central	Les Glacis du Château	7 245,00 €
	Ecole maternelle L. Pergaud	Peinture du bureau du directeur + annexe	Résidences - Le Mont	4 224,00 €
	Ecole maternelle L. Pergaud	Peinture de la salle 003 (aile gauche)	Résidences - Le Mont	3 648,00 €
	Ecole maternelle R. Aubert	Peinture de la cuisine	Dardel - La Méchelle	2 248,00 €
	Ecole élémentaire Aragon	Peinture de la rampe d'accès	Les Glacis du Château	1 153,00 €
	Ecole maternelle Bartholdi	Peinture du préau		3 242,00 €
Centres socio-culturels et maisons de quartier	Maison de Quartier Centre Ville	Remise en peinture hall palier et couloir		3 897,00 €
	Centre socio-culturel Pépinière	Peinture ext et int du hall d'accueil du haut		5 431,00 €
	Centre socio-culturel Belfort-Nord	Peinture de la salle polyvalente	Dardel - La Méchelle	6 936,00 €
	Centre socio-culturel Barres et Mont	Reprise du mur de clôture	Résidences - Le Mont	16 601,00 €
	Centre socio-culturel Barres et Mont	Peinture façade côté droit et pignon arrière	Résidences - Le Mont	12 270,00 €
	Centre socio-culturel Barres et Mont	Peinture façades avant	Résidences - Le Mont	9 044,00 €
	Centre socio-culturel Jean Jaurès	Peinture de la salle polyvalente		8 959,00 €
Equipement Petite enfance	Multi-accueil Voltaire	Peinture de 2 salles de repas		2 880,00 €
	Multi-accueil des Résidences	Peinture de la salle 111	Résidences - Le Mont	3 894,00 €
	Halte-garderie Les Petits Loups	Remise en peinturediverses	Résidences - Le Mont	2 552,00 €
	Crèche Fréry	Peinture salles + couloir + salle de repas		2 983,00 €
	Crèche Fréry	Peinture des cabanes extérieures		2 684,00 €
Bâtiments administratifs	Annexe Mairie Ancien Théâtre	Peinture de la salle de réunion		5 762,00 €
	Mairie Annexe	Remise en peinture du porche		4 425,00 €
Equipement sportif	Gymnase Bonnet	Peinture du pignon (3D)	Les Glacis du Château	6 470,00 €
Espace public extérieur	Cimetière des Mobiles	Réfection des enduits du mur d'enceinte		10 365,00 €

26 chantiers d'Insertion de proximité 2021	**Montant TTC des travaux**	**139 729,00 €**

Convention de réalisation des chantiers d'insertion pour les jeunes - Année 2021

Entre
La Ville de Belfort représentée par son Maire, M. Damien MESLOT,

d'une part,

et

L'association *Régie des Quartiers de Belfort*, dont le siège social est situé 3, rue Parant – 90000 BELFORT, représentée par son Président, M. Patrick ROBERT

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention formalise le partenariat entre la Ville de Belfort et la Régie des Quartiers de Belfort pour la réalisation des chantiers d'insertion entrepris avec les jeunes durant l'année 2021.

Les chantiers d'insertion s'inscrivent dans un double objectif :

- L'insertion sociale et professionnelle des jeunes belfortains,
  Les chantiers sont destinés aux jeunes belfortains de 18 à 25 ans révolus, en difficulté (*sociale, familiale, professionnelle* ...) inscrits à Pôle Emploi.

  Les jeunes participants sont informés, recensés et orientés par la Mission Locale Espace Jeunes.

  La Régie des Quartiers de Belfort les emploie et assure l'encadrement socio-technique, l'initiation professionnelle et l'accompagnement social durant la période de réalisation des chantiers.

  L'emploi des jeunes en insertion s'effectue conformément à la législation et, en particulier, conformément aux dispositions du Code du Travail.

- La mise en valeur du patrimoine bâti communal et l'amélioration du cadre de vie dans la ville.

La Ville confie à la Régie des Quartiers de Belfort la réalisation des travaux mentionnés dans le tableau ci-après :

Types d'équipement	Effectif en insertion	Equipement	Libellé Travaux	Quartier
Equipements scolaires et péri-scolaires	3 jeunes	Ecole Elémentair St-Exupéry	Remise en peinture du préau central	QPV-Glacis du Château
	4 jeunes	Ecole Elémentaire L. Pergaud	Remise en peinture couloir G 2ème étage	QPV-Résidences Le Mont
	4 jeunes	Ecole Elémentaire L. Pergaud	Remise en peinture couloir D 2ème étage	QPV-Résidences Le Mont
Equipements Vie associative	3 jeunes	Centre socio-culturel Barres et Mont	Ravalement du patio	QPV-Résidences Le Mont
	3 jeunes	Centre socio-culturel Résiences Bellevue	Remise en peinture du hall	QPV-Résidences Le Mont
Equipement sportif	4 jeunes	Base nautique des Forges	Lazure sur bâtiment principal	Miotte - Forges
Espace public extérieur	4 jeunes	Fort de la justice	Débroussaillage (Poursuite)	
	4 jeunes	Parking de l'EPIDE	Débroussaillage	Miotte - Forges
Equipements culturels	3 jeunes	Maison du Peuple	Remise en peinture des loges	QPV-Bougenel - Mulhouse

Chantiers-Jeunes 2021	32 jeunes	9 Chantiers		

Un agent du C.C.A.S. est désigné pour effectuer la coordination et le suivi du programme des chantiers d'insertion pour les jeunes (*organisation générale des opérations, évaluation sociale, compte-rendu* ...).

Article 2 : Modalités des actions d'insertion sociale et professionnelle

La Régie des Quartiers de Belfort transmettra à la M.L.E.J. toutes observations et remarques utiles au suivi social et/ou professionnel des jeunes salariés en chantiers d'insertion.

En fin d'opération, elle adressera à la M.L.E.J. et à la Ville de Belfort le bilan de l'opération mentionnant :

- l'identification des jeunes salariés,
- la(es) période(s) d'emploi,
- le(s) chantier(s) d'affectation,
- la situation professionnelle à l'issue du(es) chantier(s),
- une synthèse générale sur le déroulement du(es) chantier(s).

La Régie des Quartiers de Belfort s'engage à informer régulièrement le coordinateur de l'opération du bon déroulement et/ou des difficultés rencontrées pour la réalisation des chantiers d'insertion.

Article 3 : Modalités de réalisation technique

La Régie des Quartiers de Belfort s'engage à réaliser les travaux conformément aux prescriptions techniques de la Ville.

Elle s'oblige à un respect strict des règles d'hygiène et sécurité au travail pour l'ensemble des personnels salariés (*permanents et jeunes en insertion*).

Elle s'engage à fournir sur demande l'ensemble des agréments nécessaires à l'exécution du chantier (*assurances, garanties, responsabilité civile* ...).

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention concerne les chantiers conduits durant l'année 2021.

Article 5 : Modalités financières

En contrepartie des actions réalisées, la Ville de Belfort versera à la Régie des Quartiers de Belfort une somme de 122 545 € T.T.C., correspondant au coût de réalisation de l'opération (*salariat des jeunes, encadrement des activités, matières d'œuvre* ...).

Cette somme sera versée sur le compte bancaire de l'association (BPFC-Belfort – Banque 10807 – Guichet 00038 ; numéro de compte 52019372524 ; Clé 50), selon l'échéancier suivant :

- 50 % à la signature de la convention,
- 30 % courant août, sur présentation d'une facture correspondant aux chantiers achevés,
- 20 % pour solder le règlement, sur présentation d'une facture, après réception de la totalité des chantiers et transmission du bilan de l'action.

Belfort, le

Le Président de
la Régie des Quartiers de Belfort

Patrick ROBERT

Le Maire de Belfort,

Damien MESLOT

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-80

Appel à projets contrat de ville 2021

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-80

de Mme Marie-Hélène IVOL
Adjointe chargée de la famille, de l'éducation et de l'égalité sociale

Direction Politique de la ville et de l'habitat

Références : MHI/FB/DP/TR
Code matière : 8.5

***Objet* : Appel à projets contrat de ville 2021**

La Ville de Belfort a lancé le 21 décembre 2020 son septième appel à projets dans le cadre du Contrat de Ville Unique et Global (CVUG) du Grand Belfort signé le 11 mai 2015.

Grâce à une enveloppe budgétaire dédiée de 80 000 € pour cette année, son objectif est de soutenir des initiatives à destination des habitants des quartiers prioritaires portées par des associations ou des structures identifiées.

Comme les années précédentes, l'appel à projets fait l'objet d'une procédure commune avec l'Etat et la Région Bourgogne-Franche-Comté.

1) La mise en œuvre de l'appel à projets

Destinataires de l'appel à projets

Cet appel à projets est destiné à toute institution ou association identifiée ou située dans le périmètre des territoires prioritaires et à l'ensemble des associations dont l'action concernée vise majoritairement les habitants des quartiers prioritaires.

La période de dépôt des dossiers

L'appel à projets a été ouvert du 21 décembre 2020 au 31 janvier 2021.

Les critères d'éligibilité des projets

Les projets déposés doivent être cofinancés. La subvention Politique de la ville accordée ne peut excéder 80% des charges directes de l'action.
L'achat de matériel et le financement de postes ne sont pas pris en compte dans le financement, mais peuvent figurer au budget prévisionnel pour préciser les moyens mis en œuvre.

Toute action devait également répondre à au moins un des volets transversaux du CVUG, à savoir :

- participation des habitants ;
- égalité Femmes-Hommes ;
- jeunesse ;
- lutte contre les discriminations ;
- promotion des valeurs républicaines.

Une attention particulière est portée sur les modalités de mise en œuvre de l'action (personnes dédiées, partenariat, participation des bénéficiaires) ainsi qu'aux critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs envisagés.

Sont privilégiés lors de l'instruction :

- l'adaptation aux besoins identifiés des habitants des quartiers prioritaires et des territoires prioritaires ;
- les actions répondant aux besoins prioritaires identifiés dans le CVUG ;
- les actions présentant un caractère innovant, notamment par rapport aux actions financées dans le cadre du droit commun ;
- les actions s'appuyant sur des dynamiques partenariales institutionnelles ou associatives ;
- les actions permettant l'inclusion des personnes handicapées.

2) Bilan de l'appel à projets 2021 de la Ville de Belfort

52 dossiers ont été déposés dans les délais (contre 41 en 2015, 59 en 2016, 46 en 2017, 54 en 2018 et 64 en 2019, 57 en 2020) par 26 associations ou structures indépendantes :

- 48 dossiers relevant du pilier cohésion sociale,
- 3 dossiers relevant du pilier développement économique et emploi,
- 1 dossier relevant du pilier en renouvellement urbain.

Des dossiers spécifiques à chaque quartier prioritaire de la politique de la ville de Belfort ont été déposés, mais une majorité de projets concerne plusieurs voire tous les quartiers prioritaires.

Après l'instruction de l'ensemble des dossiers, 34 projets ont été retenus au titre de la programmation 2021 du contrat de ville, consommant la totalité de l'enveloppe budgétaire à affecter. Ils sont détaillés dans le tableau en annexe 1 jointe à la présente délibération.

3) Bilan de l'appel à projets 2021 de la Région Bourgogne Franche-Comté

Depuis 2018, la Région Bourgogne-Franche-Comté participe aussi à l'appel à projets avec une enveloppe annuelle de 80 000 €. L'instruction des demandes se fait en concertation et en complémentarité avec la Ville de Belfort.

Pour information, la Région a réparti ses 80 000 € entre 11 actions dont le détail est dans le tableau en annexe 2 jointe à la présente délibération. La Région sélectionne les projets soutenus notamment en fonction de ses thématiques comme l'emploi, la formation, l'environnement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de valider la programmation 2021 de la Ville de Belfort et l'affectation des crédits de l'enveloppe pour un montant total de 80 000 €,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toute les dispositions nécessaires à l'attribution des subventions permettant l'exécution de cette programmation.

Pour	39	
Contre	0	
Suffrages exprimés	39	
Abstentions	1	Mme Marie STABILE.
Ne prend pas part au vote	2	Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14087-DE-1-1

Annexe 1

TABLEAU DE PROGRAMMATION DE L'APPEL A PROJETS CVUG 2021 VILLE DE BELFORT

Porteur	Intitulé	Description du projet	Axes transversaux du CVUG visés	Fiche du CVUG	Subvention proposée (Dans le cadre de la LC 10815 : CVUG/enveloppe à affecter)	LC à créditer
Mission Locale 90	**Faciliter l'accès à l'emploi par l'inclusion numérique**	Ateliers et accompagnement individuel aux usages numériques	Développement économique et emploi	DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation	**5 000,00 €**	11131
Mission Locale 90	**La foire aux offes**	Accompagnement des jeunes dans la recherche d'emploi	Développement économique et emploi	DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation	**3 000,00 €**	11131
Solidarité femmes	**Permanences d'accueil**	Permancene d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales résidant en QPV	Egalité femmes/hommes	CS8 : prévention et lutte contre les violences faites aux femmes	**3 000,00 €**	00976
CIDFF	**Favoriser l'accès aux droits des femmes et des familles**	Lutter contre les situations de non recours aux droits, prévenir les situations de difficultés sociales et favoriser l'autonomie du public	Egalité femmes/hommes	CS8 : prévention et lutte contre les violences faites aux femmes	**3 000,00 €**	07711
CIDFF	**Le grand jeu de la laïcité**	Jeu collectif (jeu de l'oie) avec des questions sur la laïcité qui sera proposé dans les centres socio culturels et maisons de quartier	Egalité femmes/hommes Promotion des valeurs républicaines	CS8 : prévention et lutte contre les violences faites aux femmes	**1 000,00 €**	07711
Innov Sport	**Sport pour tous**	Sport pour tous, Sport et Handicap, Sport-Santé, Bien-être, Sport et inclusion, Sport et insertion professionnelle au bénéfice des populations carencées	Participation des habitants	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**3 000,00 €**	29537
Conservatoire Henri Dutilleux	**Orchestre dans les quartiers**	Développpement des orchestres avec les enfants des QPV, renouvellement des instruments.	Jeunesse	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**1 500,00 €**	36957
Le Granit	**Projet théâtre de corps et de rue**	Projet de création théatrale avec les habitants du QPV Dardel La Méchelle	Participation des habitants	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**4 000,00 €**	27000
Le Granit	**Canto l'opération**	Pratique collective sensibilisant les élèves (école Pergaud) à la pluridisciplinarité des arts vivants.	Jeunesse	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**6 000,00 €**	27000
Ateliers Polychromes	**Quartier livres**	Ateliers de lecture et d'expression écrite destinés aux enfants des QPV	Jeunesse	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**2 000,00 €**	28239
Collège Chateaudun	**Découverte du patrimoine environnementale et des activités existantes**	Sortie des élèves de 5ème au Ballon d'Alsace	Jeunesse	CS5 : Actions de réussite éducative complémentaires à l'école	**1 200,00 €**	28236
Les petits débrouillards	**La science en bas de chez toi**	Programme d'activités estivales dans le quartier des Glacis du Château	Jeunesse	CS5 : Actions de réussite éducative complémentaires à l'école	**1 000,00 €**	à créer
Centre de loisirs Pluriel	**Aide au développement du Pôle Ressource Handicap Handi'conseil**	Accueil des enfants en situation de handicap au sein du centre de loisirs et soutien aux familles	Lutte contre les discriminations	CS5 : Actions de réussite éducative complémentaires à l'école	**2 000,00 €**	à créer
Territoire d'actions	**Création d'un espace artistique**	Création d'un espace artistique, dynamiser la mise en place d'évènements culturels, mise en place de projets artistiques	Participation des habitants	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**5 000,00 €**	à créer
CCS Barres et Mont	**Centre et Jeunes**	Secteur jeunes du centre socio culturel	Jeunesse	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**2 000,00 €**	25764
CCS Barres et Mont	**Le numérique c'est pratique à tout âge**	Facilité l'accès et l'usage des outils numériques pour les habitants	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**1 000,00 €**	25764
CCS Belfort Nord	**Séjour "art du cirque" pour les enfants de l'accueil collectif de mineurs**	Séjour "art du cirque" pour les enfants de l'accueil collectif de mineurs	Jeunesse	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**2 500,00 €**	25764
CCS Résidences Bellevue	**Une dynamique intergénérationnelle pour mieux vivre ensemble**	Sorties culturelles, repas intergénérationnels, rencontres et échanges thématiques	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**2 500,00 €**	25764

CCS Résidences Bellevue	**Education populaire à la culture**	Projet de festival en partenariat avec Viadanse	Participation des habitants	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**3 000,00 €**	25764
MQ des Glacis du Château	**Inclusion sociale**	Ateliers socio-linguistiques	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**1 500,00 €**	25764
MQ des Glacis du Château	**Jeunesse - accès à la culture et aux loisirs**	Projet de découverte d'un festival artistique	Jeunesse	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**1 000,00 €**	25764
MQ Jacques Brel	**Projet "court métrage" Romain et Julie**	Réalisation d'un court métrage	Jeunesse	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**2 500,00 €**	25764
MQ Jacques Brel	**Séjour et sorties culturelles avec le public senior**	Séjour et sorties culturelles avec le public senior	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**3 000,00 €**	25764
MQ Gilberte Marin-Moskovitz	**Ateliers sociolinguistiques**	Ateliers sociolinguistiques	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**1 500,00 €**	25764
MQ Gilberte Marin-Moskovitz	**Projet jeunes : à la recherche des talents de Jaurès et de Bougenel !**	Projet jeunes, ateliers hebdomadaires	Jeunesse	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**2 000,00 €**	25764
MQ Gilberte Marin-Moskovitz	**Partir en vacances entre séniors**	Sééjours pour les seniors	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**3 500,00 €**	25764
Oïkos	**FIMU des quartiers**	Participation au FIMU hors les murs	Participation des habitants	CS11b : Jardin maraîcher citoyen	**3 240,00 €**	25764
Oïkos	**Une dynamique intergénérationnelle pour mieux vivre ensemble**	Sorties culturelles, repas intergénérationnels, rencontres et échanges thématiques	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**1 000,00 €**	25764
Oïkos	**Festisol 2021**	Participation au Festival des Solidarités	Participation des habitants	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**1 500,00 €**	25764
SINAPS	**organisation de cycles d'entrainements handisport**	Activités handisport ouvertes à tous	Lutte contre les discriminations	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**1 400,00 €**	10018
SINAPS	**Sport pour tous**	Accompagnement individuel des personnes en situation de handicap dans leur projet sportif	Lutte contre les discriminations	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**1 000,00 €**	10018
Permakids	**Création et enseignement autour de jardins en permaculture**	Création et enseignement autour de jardins en permaculture	Participation des habitants	CS11b : Jardin maraicher citoyen	**600,00 €**	29540
Papillon Rouge	**Projet « MASTERCLASS Pâtisserie 2021 »**	Concours de pâtisserie	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**1 800,00 €**	à créer
Papillon Rouge	**Butterfly cup-Coupe des quartiers**	Tournoi de football interquartiers	Participation des habitants	CS9 : accès aux sports, à la culture et aux loisirs	**2 760,00 €**	à créer

Montant de l'enveloppe 2020 **80 000,00 €**

Total des subventions **80 000,00 €**

Annexe 2

TABLEAU DE PROGRAMMATION DE L'APPEL A PROJETS CVUG 2021 REGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE

Porteur	Intitulé	Description du projet	Axes transversaux du CVUG visés	Fiches du CVUG visés	Subvention proposée (Dans le cadre de la LC 10815 : CVUG/enveloppe à affecter)
ADIE	**CV Belfort**	Informer, conseiller, financer les porteurs de projet et entrepreneurs issus des QPV	Développement économique et emploi	DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation	**4 000,00 €**
CIDFF	**Accompagner l'accès à l'emploi du public féminin de plus de 26 ans**	Proposer un accompagnement globale et personnalisé face au marché du travail et de la formation.	Egalité femmes/hommes	CS8 : prévention et lutte contre les violences faites aux femmes	**4 000,00 €**
CIDFF	**ToutеSport**	Favoriser l'accès au sport des femmes dans les but d'activer le champs de l'inclusion sociale et professionnelle	Egalité femmes/hommes	CS8 : prévention et lutte contre les violences faites aux femmes	**4 000,00 €**
Les petits débrouillards	**La science en bas de chez toi**	Programme d'activités estivales dans le quartier des Glacis du Château	Jeunesse	CS5 : Actions de réussite éducative complémentaires à l'école	**4 000,00 €**
CCS Barres et Mont	**Mont Environnement**	Sensibilisations aux pratiques environnementales et notamment au compostage.	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**3 000,00 €**
MQ des Glacis du Château	**Semaine de la divesité culturelle**	Organiser un évènement fédérateur autour de la dimension cosmopolite du quartier des Glacis du Châeatu	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**4 000,00 €**
MQ centre ville	**Fête de l'automne**	Fête de l'automne, ateliers socio-culturels, moment festifs	Participation des habitants	CS11 : Soutien aux projets d'habitants favorisant le lien social	**4 000,00 €**
BGE	**Développement de la culture d'entreprendre en QPV et talents des cités**	Intervention en milieu scolaire, Bus créaffaire, concours pour valoriser les réussites des habitants des QPV	Développement économique et emploi	DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation	**3 000,00 €**
BGE	**Elle révèle**	Parcours de formation pour les femmes souhaitant créer une activité professionnelle dans le domaine alimentaire	Développement économique et emploi	DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation	**7 000,00 €**
Ville de Belfort	**Chantiers d'insertion de proximité**	Favoriser les parcours d'insertion à l'emploi par des chantiers d'utilité publique salariés	Développement économique et emploi	DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation	**22 000,00 €**
Ville de Belfort	**Chantiers jeunes**	Favoriser les parcours d'insertion à l'emploi par des chantiers d'utilité publique salariés	Développement économique et emploi	DEV8 : accompagnement des jeunes éloignés du marché du travail vers l'emploi ou la formation	**21 000,00 €**
				Montant de l'enveloppe 2020	**80 000,00 €**
				Total des subventions	**80 000,00 €**

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-81

Convention e-Péri&school

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-81

de Mme Marie-Hélène IVOL
Adjointe chargée de la famille, de l'éducation et de l'égalité sociale

Direction de la Vie Scolaire

Références : MHI/FB/AGB/VW/SG
Code matière : 8.1

Objet : Convention e-Péri&school

Le projet commun « Territoire d'innovation : transformation d'un territoire industriel » du Grand Belfort Communauté d'Agglomération (GBCA) et du Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) prévoit le développement d'actions d'acculturation au numérique à destination des enfants des écoles primaires des deux agglomérations.

Dans ce cadre, le programme E-peri&school propose des ateliers scolaires et périscolaires en direction des élèves du CE1 au CM2 du Nord Franche-Comté via des objets connectés, et la réalisation de supports de construction via des imprimantes 3D avec pour objectif de susciter en eux la culture de l'innovation et la logique numérique.

Programmée sur 3 ans, l'action a débuté au premier trimestre de l'année scolaire 2020-2021 auprès des écoles et des périscolaires du PMA et se poursuit dans ceux du GBCA au courant du deuxième trimestre.

A ce titre, le Grand Belfort assure le pilotage global de l'action périscolaire numérique à l'échelle de ses 52 communes et garantit son financement dans le cadre de sa contractualisation avec l'Etat et la Région.

Les écoles et périscolaires de Belfort qui se sont positionnés bénéficient ainsi de 10 ateliers d'1 h 30 répartis sur un trimestre avec des ateliers robotique, programmation, conception 3D permettant, par exemple, aux enfants d'imaginer, dessiner et fabriquer un objet via une imprimante 3D ou encore de programmer des objets connectés.

Sont concernés pour l'année scolaire 2020-2021 à compter du 29 mars 2021 :

- 2 classes de l'école élémentaire Louis Pergaud ;
- 3 classes de l'école élémentaire Victor Schœlcher ;
- le périscolaire Aragon ;
- le périscolaire Géhant..

Le dispositif est animé par Numérica et la réalisation des ateliers suppose la mise à disposition de locaux adaptés par la commune. A ce titre, il a été décidé la conclusion d'une convention qui a vocation à déterminer les modalités de mise à disposition de locaux par la commune de Belfort au profit du Grand Belfort. Le projet de convention est joint en annexe.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tous les documents s'y rapportant.

Pour	38	
Contre	0	
Suffrages exprimés	38	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	4	Mme Marie STABILE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13739-DE-1-1

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX DANS LE CADRE DE L'ACTION e-PERI&SCHOOL DU PROJET « TRANSFORMATION D'UN TERRITOIRE INDUSTRIEL »

Entre :

Le Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Collectivité territoriale de la République, sise Place d'Armes – 90020 Belfort Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Damien MESLOT, autorisé par délibération n° 20-23 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2020,

Ci-après désignée par le terme « **Le Grand Belfort** » d'une part,

Et :

La Commune de Belfort,
Collectivité territoriale, sise Place d'Armes – 90020 Belfort Cedex, représentée par son Maire en exercice, autorisé par délibération n° 20-26 du Conseil Municipal du 3 juillet 2020,

Ci-après désignée « **la commune de Belfort** » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le Grand Belfort est inscrit, conjointement avec Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), dans le projet « Transformation d'un Territoire Industriel » mis en place par un consortium comprenant notamment les Agglomérations, les Universités, des PME innovantes et les groupes industriels implantés à Sochaux / Montbéliard et Belfort. ».

Lauréat de l'appel à projet « Territoires d'Innovation » du Programme Investissements d'Avenir, il permettra de mobiliser 70 millions d'Euros sur 8 ans pour favoriser l'évolution de l'industrie du Nord Franche-Comté vers le 4.0 et l'économie de l'Hydrogène mais aussi pour **accompagner les habitants dans leur appropriation des nouvelles compétences nécessitées par la numérisation de l'économie.**

L'action « e-PERI&SCHOOL » mise en place par les Communautés d'Agglomération du Grand Belfort et du PMA, chacune sur leur ressort territorial, est directement inspirée de l'initiative de la Commune de Badevel conduite entre 2018 et 2020 avec l'appui de Numerica, du Pavillon des Sciences et de l'UTBM.

Le principe retenu consiste à proposer à chaque commune qui le souhaite de bénéficier pour son ou ses écoles d'une session de 10 ateliers périscolaires numériques **de 1h30 répartis sur un trimestre, avec des ateliers robotique, programmation, conception 3D en permettant, par exemple, aux enfants d'imaginer dessiner et fabriquer un objet via une imprimante 3D, de programmer des objets connectés…**

Ce programme est mis en place pour les années 2020, 2021, 2022, 2023. Des modifications pourront y être apportées en fonction du retour d'expérience et des évaluations.

Les ateliers seront réalisés par un prestataire sélectionné par PMA et le Grand Belfort dans le cadre d'un appel d'offre ouvert réalisé en groupement de commande avec le Grand Belfort qui déploiera un dispositif identique. Les Agglomérations du Grand Belfort et de PMA assureront, chacune sur leur ressort territorial, la maitrise d'ouvrage de l'opération.

La réalisation de ces ateliers supposant la mise à disposition de locaux adaptés par les communes concernées, il a été décidé de la conclusion de la présente convention.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de mise à disposition de locaux par la commune de Belfort au profit du Grand Belfort, cette mise à disposition s'inscrivant dans la mise en œuvre du projet « Territoires d'Innovation ».

Article 2. Désignation des locaux mis à disposition

La Commune s'engage à mettre à disposition une salle d'accueil adaptée comprenant notamment des prises électriques en nombre suffisant (minimum 6) et un accès WIFI à internet, pour chaque groupe scolaire dans lequel est dédiée cette activité.

Article 3. Utilisation des locaux mis à disposition

Les locaux mis à disposition à titre gracieux par la commune ont vocation à accueillir une session de 10 ateliers numériques à l'occasion des activités menées dans chaque établissement scolaire. Ces sessions auront lieu sur un trimestre pour un même groupe. Les ateliers auront lieu aux dates convenues avec le prestataire délégué par le Grand Belfort et s'échelonneront sur une durée de 4 ans, soit jusqu'en 2023.

La commune assure dans ce cadre l'inscription des enfants aux ateliers sur la plateforme mise en place par le prestataire retenu par l'Agglomération et le suivi des présents. L'animateur scientifique délégué par le prestataire sera accueilli par un adulte agréé, adulte qui restera présent lors de l'atelier et sous la responsabilité duquel les enfants resteront.

Article 4. Dispositions financières

Le Grand Belfort assurant le pilotage global de l'action périscolaire numérique à l'échelle de ses 52 communes, elle garantit son financement dans le cadre de sa contractualisation avec l'Etat et la Région.

Seules restent à la charge de la commune les dépenses engagées pour la mise à disposition mentionnée à l'article 1.

Article 5. Assurances

Grand Belfort Communauté d'Agglomération s'engage à souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable une assurance couvrant l'ensemble des risques liés à ses activités, notamment en matière de responsabilité civile, la commune étant également assurée en qualité de propriétaire.

Article 6. Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des Parties, et ce, pour une durée qui couvrent les années 2020-2021-2022 et 2023.

Article 7. Incessibilité des droits

La présente convention étant consentie *intuitu personae* et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

Article 8. Ensemble contractuel

Les engagements entre les Parties sont portés par la présente convention.
Elle annule et remplace les engagements contractuels antérieurs existants entre les Parties ayant trait au même objet, le cas échéant.

Article 9. Nullité d'une clause

Si l'une ou l'autre des clauses de la présente convention s'avérait être déclarée invalide, les Parties se réuniront dans les plus brefs délais afin de la renégocier et la remplacer de façon expresse.

Article 10. Modifications de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant express.

Article 11. Résiliation – non-respect du contrat

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect de l'une ou plusieurs de ses clauses ou des lois et règlements en vigueur en la matière. La résiliation sera alors prononcée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi à l'autre Partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de s'exécuter restée infructueuse.

Les Parties peuvent également décider, sans qu'aucun manquement ne soit imputable à l'une ou à l'autre, de mettre fin à la présente convention avant son terme. En pareille hypothèse, un délai de préavis de 2 mois est, de même, à respecter par la partie concernée.

Dès que la résiliation deviendra effective, la mise à disposition prendra fin et la commune perdra tout droit à bénéficier du dispositif mis en place, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

Article 12. Force majeure

S'il survient, en cours d'exécution de la présente convention, un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil, entraînant ainsi des conditions d'exécution particulièrement exceptionnelles, les obligations de la partie concernée seront suspendues à compter de la date de notification de ses difficultés d'exécution, de même que les obligations correspondantes des autres parties.

La partie dont l'exécution est affectée par le cas de force majeure, devra le notifier à l'autre partie dans les délais les plus brefs (compte tenu des circonstances), en décrivant l'événement et ses effets sur l'exécution du présent contrat.

Dans le cas où la force majeure durerait plus de 30 jours à compter de la date de la notification susvisée, la partie la plus diligente pourra à tout moment résilier le présent contrat par notification à l'autre partie, avec effet le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de ladite notification. La résiliation effectuée en application du présent paragraphe ne confèrera aucun droit à indemnité à l'une quelconque des parties.

Article 13. Droit applicable - Règlement des différends

Le droit applicable à la présente convention est le droit français.

Les Parties conviennent de tenter de régler à l'amiable tout litige, toute difficulté ou contestation qui s'élèverait à l'occasion de la validité, l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

En cas d'impossibilité de règlement amiable, le différend sera porté devant le tribunal territorialement compétent.

Article 14. Indépendance des Parties

Le Grand Belfort et la commune, Parties à la convention, sont des personnes morales indépendantes l'une de l'autre.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Belfort, le

Pour le Grand Belfort,	**Pour la commune de Belfort,**
Le Président,	**L'Adjointe au Maire,**
Damien MESLOT	**Marie-Hélène IVOL**

PROJET

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-82

Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance du Grand Belfort 2021-2023

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-82

de M. Tony KNEIP
Adjoint chargé de la sécurité et du devoir de mémoire

Direction Sécurité et Tranquilité Publique

Références : TK/JJL/VS
Code matière : 6.1

Objet : Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance du Grand Belfort 2021-2023

La stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance du Grand Belfort signée le 17 octobre 2017 est arrivée à échéance fin 2020 et il convenait de définir une nouvelle stratégie pour la période 2021-2023.

La stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance représente le plan d'actions du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Elle est la déclinaison au niveau intercommunal de la stratégie nationale de prévention de la délinquance et du plan départemental de prévention de la délinquance.

Le document annexé au présent rapport présente le diagnostic local de sécurité et de prévention ainsi que la stratégie territoriale pour la période 2021-2023 autour de 3 axes que sont la gouvernance, la sécurité et la tranquillité publique, la prévention de la délinquance.

1 Méthodologie d'élaboration de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance pour la période 2021-2023

Afin d'élaborer la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2021-2023, le bureau du CISPD du 2 décembre 2020 a validé la méthodologie suivante :

- réalisation d'un bilan de la stratégie territoriale 2018-2020,
- définition d'un diagnostic territorial permettant de recenser les problématiques de sécurité et de prévention de la délinquance sur le territoire du Grand Belfort,
- définition, compte tenu des problématiques recensées, des objectifs à atteindre et des actions à développer pour répondre à ces objectifs.

Pour mener cette réflexion, il a été proposé d'utiliser les outils suivants :

- un bilan de la stratégie territoriale 2018/2020 lors du bureau du CISPD du 2 décembre 2020,
- un questionnaire adressé à l'ensemble des communes du Grand Belfort (bilan, diagnostic, propositions d'actions),
- la création de 2 commissions, l'une chargée des questions de sécurité et l'autre de la prévention de la délinquance (bilan, diagnostic, propositions d'actions). Ces commissions étaient composées d'élus des différentes collectivités (communes, Grand Belfort, Conseil départemental), des services de l'Etat dans le département (police, gendarmerie, préfecture, éducation nationale...), de représentants d'autres organismes partenaires de la sécurité et de la prévention de la délinquance (bailleurs sociaux, RTTB, SNCF...) et de personnes ressources dans leur domaine de compétence.

2 Le bilan de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance pour la période

2018-2020

Les éléments suivants présentent, pour chaque axe, les points forts et les axes d'amélioration relatifs à la période précédente.

Axe 1 : la gouvernance

- un partenariat local ancré et organisé notamment autour des travaux de la cellule de régulation qui permet un réel échange d'informations et une coordination des réponses apportées ;
- des échanges d'informations sécurisés au travers de la charte déontologique ;
- un observatoire de la sécurité à parfaire en favorisant l'échange des éléments statistiques des différents partenaires de la sécurité ;
- peu d'outils permettant d'associer les habitants aux questions de sécurité publique.

Axe 2 : la sécurité et la tranquillité publique

- coordination entre la police nationale et la police municipale de la Ville de Belfort qui permet un réel échange d'informations et une coordination des réponses apportées ;
- fort développement de la vidéoprotection dans de nombreuses communes dont Belfort, Bavilliers, Offemont, Essert, Valdoie... ;
- coordination des différentes forces de l'ordre pour lutter contre les rodéos, les stupéfiants et les attroupements à l'origine de dégradations et nuisances ;
- mise en œuvre d'actions par la ville de Belfort pour sécuriser les cortèges de mariages ;
- coordination des différentes forces de l'ordre pour sécuriser les transports (bus, arrêts de bus, gares) ;
- mise en œuvre à Belfort d'un plan de propreté renforcé pour notamment lutter contre les dépôts sauvages ;
- une baisse constante des incendies de véhicules et conteneurs sur l'ensemble du territoire ;
- plans d'actions spécifiques pour sécuriser les déchetteries, le stade nautique et les autres équipements sportifs et culturels ;
- absence de convention de coordination entre la gendarmerie et les gardes champêtres.

Axe 3 : la prévention de la délinquance

- actions développées par l'éducation nationale pour lutter contre l'absentéisme scolaire ;
- le développement des mesures de responsabilisation à destination des collégiens ;
- le développement des chantiers éducatifs et la coordination des différents intervenants ;
- une baisse de l'implication des locataires du parc d'habitat social dans la vie de leur immeuble ou quartier ;
- la mise en place par le service de médiation de la ville de Belfort d'un travail de rue pour engager un repérage et un suivi des personnes en situation de mendicité et/ou sans domicile ;
- un accueil inégal dans les collectivités des personnes condamnées à des TIG ou des mesures de réparation ;
- très peu de collectivités ont mis en place le rappel à l'ordre et le conseil pour les droits et devoirs des familles ;
- le service de médiation sociale de la ville de Belfort permet un accompagnement individualisé (TIG, mesures de responsabilisation, chantier éducatifs) et une prévention situationnelle. Un partenariat renforcé avec Territoire habitat ;

- les actions développées par Solidarité Femmes en matière d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales (et leurs enfants) ;

- les actions de prévention développées par Optymo en direction des élèves de primaires et des collèges ;

- la prévention routière à travers notamment du dispositif « citoyen roulant ».

Le tableau ci-dessous montre les résultats de l'extension du nombre de caméras de vidéoprotection.

Evolution de la vidéo	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Réquisitions	44	96	225	231	214	215	159
Transferts d'images	NC	NC	872	946	3 198	4526	3837
Vidéoverbalisation	0	1 227	2 765	2 602	1023	828	1075

Le tableau ci-dessous permet d'évaluer les résultats de la stratégie territoriale en comparant le nombre d'actes recensés entre 2014 et 2019. Les statistiques de 2020 sont particulièrement basses du fait de la crise sanitaire et des confinements.

EVOLUTION DE LA DELINQUANCE - Statistiques de la Police Nationale

Belfort

		ANNEE 2014	ANNEE 2019		ANNEE 2020	
DELINQUANCE DE VOIE PUBLIQUE	VOLS A MAIN ARMEE	4	4	0,0%	0	-100,0%
	VOLS AVEC VIOLENCES	84	42	-50,0%	36	-57,1%
	CAMBRIOLAGES	323	296	-8,4%	258	-20,1%
	VOL D'AUTOMOBILES	53	30	-43,4%	25	-52,8%
	VOLS DE DEUX ROUES	32	11	-65,6%	8	-75,0%
	VOLS ROULOTTES & ACCESSOIRES	159	131	-17,6%	94	-40,9%
TOXICOMANIE	USAGE-REVENTE	62	13	-79,0%	14	-77,4%
	CONSOMMATION	283	193	-31,8%	238	-15,9%
INCENDIE	VEHICULES	87	43	-50,6%	27	-69,0%
	CONTENEURS	108	27	-75,0%	38	-64,8%
	Total des faits recensés	1195	790	-33,9%	738	-38,2%
MIS EN CAUSE [FAITS COMMIS SUR LA COMMUNE]	NOMBRE DE MIS EN CAUSE	1080	952	-11,9%	900	-16,7%
	DONT MINEURS	188	186	-1,1%	149	-20,7%
	% DES MINEURS	17,41%	19,54%	12,2%	16,56%	-4,9%

3 Le diagnostic local de sécurité

Le diagnostic local de sécurité réalisé en amont de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance s'est basé sur une deux approches complémentaires :

- une approche statistique et factuelle reposant sur les données transmises par la Direction Départementale de la Sécurité Publique, le groupement de Gendarmerie Nationale, le SDIS et la Police Municipale, la cellule de régulation, les groupes de résolution de problèmes…,

- une approche qualitative reposant sur le bilan de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2018/2020 et un recensement des problématiques territoriales par les deux commissions thématiques.

Le diagnostic local de sécurité a construit le socle de la stratégie en permettant l'identification des axes prioritaires structurant l'action publique locale. Les problématiques suivantes ont été recensées :

Axe 2 : la sécurité et la tranquillité publique

- les attroupements dans l'espace public et dans le parc locatif à l'origine de nuisances, de dégradations et du développement d'un fort sentiment d'insécurité. Ces attroupements sont souvent associés à la consommation et au trafic de stupéfiants ;

- l'accroissement des dépôts sauvages en secteur urbain comme en secteur rural ;

- les cambriolages notamment d'habitations privées et de commerces restent à niveau élevé ;
- les vols à l'étalage dans les commerces sont en baisse constante ;
- la prise en charge des individus perturbateurs ou violents atteints de troubles psychiatriques ;
- les rodéos d'engins motorisés qui concernent les secteurs urbains et de plus en plus les secteurs ruraux ;
- augmentation de l'agressivité des usagers envers les personnels ou les élus ;
- les stationnements gênants et dangereux et la présence des épaves sur le domaine public.

Axe 3 : la prévention de la délinquance

- lutter contre l'absentéisme scolaire et la déscolarisation ;
- l'insertion socio-professionnelle des jeunes adultes ;
- la responsabilisation des parents et l'accompagnement à la parentalité ;
- l'accompagnement des personnes sans domicile et/ou en situation de mendicité ;
- la prévention de la radicalisation et le suivi des personnes repérées ;
- favoriser les outils de prévention de la récidive tel que l'accueil des TIG ;
- des actes de délinquance commis par des individus de plus en plus jeunes ;
- les violences conjugales et intrafamiliales ;
- les addictions notamment à l'alcool et aux drogues ;
- le cyber harcèlement ;
- la sécurité des personnes vulnérables, notamment les personnes âgées.

4 La stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance du Grand Belfort 2021-2023

Au regard du bilan de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2018/2020, du diagnostic local de sécurité et des réflexions menées au sein des deux commissions thématiques, l'ensemble des partenaires du CISPD s'associent pour développer une nouvelle Stratégie territoriale pour les années 2021 à 2023.

Le document annexé présente de manière détaillée chacune des 90 actions prévues par cette stratégie. Les principales actions identifiées sont les suivantes.

Axe 1 : la gouvernance

- maintenir le rôle central de la cellule de régulation ;
- consolider l'observatoire de la tranquillité publique à l'échelle du Grand Belfort Communauté d'Agglomération ;
- développer les diagnostics de sécurité à l'échelle des communes ;
- favoriser les démarches participatives en associant les habitants au recensement des problématiques et à la recherche des actions à développer.

Axe 2 : la sécurité et la tranquillité publique

- poursuivre et renforcer la coordination des différentes forces de l'ordre : police nationale, gendarmerie nationale, police municipale, gardes champêtres ;

- amplifier les actions permettant de lutter contre les stupéfiants, les rodéos et les attroupements ;

- poursuivre le déploiement de la vidéoprotection et assurer un rôle communautaire au centre opérationnel de commandement et de supervision ;

- amplifier les actions permettant d'améliorer le cadre de vie des habitants (tags, affichages sauvages, épaves, dépôts sauvages) ;

- poursuivre la lutte contre les incendies de véhicules, conteneurs et mobiliers urbains ;

- poursuivre les actions de sécurisation des transports ;

- poursuivre la sécurisation du parc locatif social.

Axe 3 : l'action éducative et sociale et la prévention de la délinquance

- développer la prévention primaire à caractère éducatif et social : favoriser l'accès aux loisirs, à la culture et au sport, développer la citoyenneté ;

- amplifier la prévention secondaire pour prévenir le passage à l'acte : médiation sociale, prévention spécialisée, prévention des addictions, prévention routière et prévention des dangers d'internet ;

- accompagner les jeunes dans leur scolarité : lutter contre l'absentéisme, la déscolarisation et les violences scolaires, favoriser la réussite éducative ;

- responsabiliser les parents et les accompagner dans leur rôle : le conseil des droits et devoirs des familles, l'accompagnement parental ;

- amplifier la prévention au travers de l'insertion socioprofessionnelle : chantiers éducatifs, missions de la MIFE, du BIJ, du CFA ;

- renforcer la prévention tertiaire, prévention de la récidive : TIG, réparation pénale, stages de citoyenneté, le rappel à l'ordre et la transaction ;

- renforcer la prévention de la radicalisation ;

- protéger les personnes vulnérables : séniors, victimes de violences conjugales et intrafamiliales, la prise en charge des troubles psychiatriques, les personnes sans domicile ou en situation de mendicité ;

- lutter contre la maltraitance animale.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser Monsieur le Maire à mettre en œuvre la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance du Grand Belfort communauté d'agglomération 2021-2023 sur le territoire de la Ville de Belfort,

d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions et autres actes administratifs permettant la mise en œuvre des actions développées dans la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2021/2023.

Les demandes de subventions ayant été transférées au Maire, ce dernier sollicitera, par voie de décision, les aides financières du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance pour la mise en œuvre des actions développées dans la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2021/2023.

Pour	34	
Contre	0	
Suffrages exprimés	34	
Abstentions	8	Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.
Ne prend pas part au vote	0	

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,

Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13730-DE-1-1

GRAND BELFORT

Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance du Grand Belfort Communauté d'Agglomération

STRATEGIE TERRITORIALE DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE

2021 - 2023

SOMMAIRE

PREAMBULE..... P. 3

LE DIAGNOSTIC LOCAL DE SECURITE ET DE PREVENTION..... P. 5

LA STRATEGIE TERRITORIALE

AXE 1 : LA GOUVERNANCE ..... P. 12

AXE 2 : LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES ..... P. 27

AXE 3 : L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE P.55

ANNEXES ..... P. 108

PREAMBULE

La stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance est la traduction d'un partenariat efficient entre les différents acteurs permettant de répondre de manière coordonnée aux problématiques de sécurité et de prévention recensées sur le territoire de Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

1) Historique des dispositifs locaux de sécurité et de prévention de la délinquance à l'échelle de l'Agglomération Belfortaine

Le premier Contrat Local de Sécurité de Belfort et de son agglomération date de 1998, et s'est inscrit dans la continuité du Conseil communal de prévention de la délinquance installé depuis 1983.

Pour faire suite à la publication du décret n° 2002-999 du 17 juillet 2002 relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance, la Ville de Belfort a approuvé, par une délibération du conseil municipal en date du 4 octobre 2002, la création d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (C.I.S.P.D.) en partenariat avec les communes de Bavilliers, Cravanche, Danjoutin, Essert, Offemont, Pérouse et Valdoie, rejointes ensuite par la commune d'Andelnans. Son périmètre d'action coïncidait alors avec celui de la circonscription de la Police nationale du département du Territoire de Belfort.

Présidé alors par le maire de Belfort, le C.I.S.P.D. constitue depuis l'instance locale de concertation sur les priorités de lutte contre l'insécurité et la délinquance. Il mobilise l'ensemble des acteurs institutionnels et organismes locaux concernés autour de cet objectif. Il assure, de plus, le pilotage du Contrat Local de Sécurité puis la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de Belfort et de son agglomération. Ce dernier, réactualisé en 2005, a créé plusieurs instances de travail partenariales (cellules de veille, de repérage ou encore groupe de résolution de problèmes) et a mis en place des actions visant notamment à prévenir la délinquance juvénile.

Le C.I.S.P.D., réuni de manière annuelle en assemblée plénière et en formation restreinte *via* son bureau, définit les grandes orientations du travail partenarial, dresse le bilan des actions engagées et celui de l'activité des différentes instances.

Peu après l'entrée en vigueur de la loi du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance, le décret n°-2007-1126 du 23 juillet 2007, abrogeant le décret du 17 juillet 2002 précité, a remanié les modalités de fonctionnement des instances locales de sécurité et de prévention de la délinquance. La correspondance entre le territoire des Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et celui du C.I.S.P.D. a été prescrite.

Dès lors, par une délibération du conseil communautaire du 19 juin 2008, la Communauté d'Agglomération Belfortaine (CAB) s'est dotée d'un nouveau C.I.S.P.D. L'extension du partenariat en matière de sécurité et de prévention de la délinquance à l'échelle de la C.A.B. a représenté l'opportunité d'asseoir une nouvelle dynamique en ce domaine, et promis le partage renouvelé de connaissances et de moyens pour lutter contre la délinquance et l'insécurité. Ces dernières sont des phénomènes mobiles, dont les manifestations ou caractéristiques diffèrent selon le type de territoire. L'association de nouveaux partenaires a été, en outre, de nature à favoriser l'émergence

d'actions nouvelles et la constitution de nouveaux groupes de travail adaptés aux réalités de la délinquance dans ses aspects urbains, péri-urbains et ruraux.

Sur la base de l'expérience partenariale acquise dans le cadre du C.I.S.P.D. de la zone "Police nationale" et dans la mise en œuvre de son Contrat Local de Sécurité, l'Assemblée plénière d'instauration du nouveau C.I.S.P.D. de l'Agglomération belfortaine a décidé en juin 2010 de moderniser les modalités de l'action publique dans le champ de la sécurité et de la prévention de la délinquance. Depuis, sur cette base, deux stratégies territoriales de sécurité et de prévention de la délinquance ont alors pu être élaborées. Ces stratégies définies pour les périodes 2013-2016 puis 2017-2020 contiennent des objectifs opérationnels, des programmes d'actions précis, des responsables identifiés et une méthodologie et des outils d'évaluation.

2) Méthodologie d'élaboration de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance pour la période 2021/2023

La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017/2020 est arrivée à échéance au 31/12/2020.

Afin d'élaborer la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance qui entrera en vigueur en 2021 et pour 3 années, le bureau du C.I.S.P.D. du 2 décembre 2020 a validé la méthodologie suivante :

- Réalisation d'un bilan de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017-2020 quant à la mise en œuvre des actions programmées, l'atteinte des résultats, l'efficience du partenariat. Pour ce faire, un bilan intermédiaire a été présenté au bureau du C.I.S.P.D. du 2 décembre 2020 et un questionnaire a été adressé à l'ensemble des communes du Grand Belfort pour connaître et dans quelle mesure ces dernières se sont appropriées et mis en œuvre les différentes actions définies dans la stratégie territoriale.

- Réalisation d'un diagnostic territorial sur la base d'une part du bilan de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017-2020 et, d'autre part d'un recensement des problématiques rencontrées sur le territoire de Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

- Définition, au regard des problématiques recensées, d'objectifs à atteindre en matière de sécurité et de prévention de la délinquance et détermination des actions à maintenir et/ou à développer pour répondre à ces objectifs.

Ce travail de réflexion a notamment été mené au sein deux commissions constituées d'élus de différentes collectivités (communes, communauté d'agglomération, conseil départemental), de services de l'Etat dans le département (Préfecture, Police nationale, Gendarmerie nationale, Education nationale), de représentants d'autres organismes partenaires de la sécurité (bailleurs sociaux, RTTB, Sûreté ferroviaire...) et de personnes ressources dans leur domaine de compétences.

Ces commissions étaient les suivantes :

- Commission n°-1 : sécurité et tranquillité publiques,

- Commission n°-2 : la prévention de la délinquance.

Les commissions se sont réunies à deux reprises de manière à réaliser le diagnostic, définir les nouveaux objectifs et enfin élaborer les actions à développer.

DIAGNOSTIC LOCAL DE SECURITE

Le Diagnostic Local de Sécurité réalisé en amont de la présente Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance s'est basé sur deux approches complémentaires :

- une approche statistique et factuelle reposant sur les données transmises par la Direction Départementale de la Sécurité Publique, le groupement de Gendarmerie nationale, le Service départemental d'incendie et de secours, la Police municipale, la cellule de régulation, les groupes de résolution de problèmes, etc.,
- une approche qualitative reposant sur le bilan de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017-2020 et un recensement des problématiques territoriales par les différentes commissions.

Le Diagnostic Local de Sécurité a construit le socle de la présente stratégie en permettant l'identification des axes prioritaires structurant l'action publique locale.

1- Bilan de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017/2020

Le bilan de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017-2020 a été réalisé au travers de 3 démarches complémentaires : un bilan intermédiaire réalisé lors du bureau du C.I.S.P.D. le 2 décembre 2020, un questionnaire adressé à l'ensemble des communes du Grand Belfort et enfin un travail d'analyse réalisé par les deux commissions thématiques.

1-1- Bilan intermédiaire réalisé dans le cadre du Bureau du C.I.S.P.D. du 2 décembre 2020 et par les deux commissions thématiques

Les tableaux ci-joints (annexes 1, 2 et 3) présentent le bilan de chaque action des trois axes de la stratégie territoriale et les perspectives données à ces dernières.

1-2- Synthèse du questionnaire adressé aux communes du Grand Belfort

Un questionnaire a été adressé à l'ensemble des communes du Grand Belfort. Ce questionnaire avait pour but de connaître d'une part le degré d'information des communes sur la Stratégie Territoriale et, d'autre part, dans quelles mesures ces dernières se sont appropriées et mis en œuvre les différentes actions définies dans la Stratégie Territoriale.

Le tableau ci-joint (annexe 4) présente la synthèse des réponses des communes.

2- Diagnostic local de sécurité

Sur la base du bilan de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017/2020 développé ci-dessus, les deux commissions thématiques se sont alors attelées à recenser les problématiques en matière de sécurité et de prévention de la délinquance rencontrées sur le territoire de Grand Belfort Communauté d'Agglomération. Ce recensement a notamment été opéré sur la base d'éléments quantitatifs et qualitatifs apportés par les différents partenaires : Police nationale, Gendarmerie nationale, SDIS, Police municipale, membres de la cellule de régulation et des groupes de résolution de problèmes.

Ce recensement a également été complété par les questionnaires renseignés par les communes du Grand Belfort.

Les tableaux ci-après présentent les problématiques ainsi recensées en matière de sécurité et de prévention de la délinquance sur le territoire du Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

Axe 1 : Sécurité et tranquillité publiques

Thèmes	Problématiques	Description de la problématique
Sécurisation de l'espace public	**Attroupements dans l'espace public**	* Attroupements avec nuisances sonores et dégradations notamment en soirée et le week-end (en secteur urbain comme en secteur rural) - déplacement des attroupements de la ville vers les villages * Attroupements de marginaux avec consommation d'alcool et de stupéfiants et présence de chiens * Les attroupements génèrent un sentiment d'insécurité * La vidéo protection permet de réduire les attroupements mais souvent provoque leur déplacement aux endroits où il n'y a pas de caméras * Attroupements souvent en lien avec la consommation ou le trafic de stupéfiants * Commerces de nuit (bars, discothèques ou débits de boissons) à l'origine d'attroupements et de nuisances sonores, rixes, ivresse publique * Individus souvent très jeunes
	incivilités dans l'espace public (dégradations, tags...)	* Présence régulière de tags sur les bâtiments communaux * Dégradations de bâtiments communaux ou mobiliers urbains (souvent en lien avec les attroupements) * Rixes (interventions plus nombreuses pour le SDIS)
	dépôts sauvages et pollutions	* Tous les secteurs urbains comme ruraux sont concernés * Beaucoup de dépôts dans des secteurs éloignés des habitations (bois, chemins)
	lutte contre les cambriolages ou intrusions	* Intrusions et dégradations de salle des fêtes ou écoles * Intrusions dans des espaces fermés au public : installations sportives, cours d'écoles, squares

Thèmes	Problématiques	Description de la problématique
Sécurisation de l'espace public	**Sécurisation des commerces (vols à l'étalage, cambriolage...)**	* Particularité de l'avenue Jean Jaurès avec des dégradations par des élèves du collège Châteaudun * Vols à l'étalage, cambriolages ou vol à main armée
	Etat d'urgence - plan Vigipirate, risque attentat	Mise en œuvre des procédures définies dans le plan (sécurisation des établissements scolaires, services publics, manifestations, lieux de culte)
	Incendies de conteneurs, de véhicules, mobiliers urbains	* Multiplication des feux « de loisirs » à l'occasion d'attroupements ou pour des barbecues * Diminution des incendies de véhicules, notamment le 31 décembre
	consommation, détention, trafic de stupéfiants	* Consommation de stupéfiants dans l'espace public, halls d'immeubles et à proximité des lycées - part significative de mineurs * Lieux de trafic connus et récurrents : rue de Moscou à Belfort, rue Renoir à Offemont * Consommation et trafics repérés également en secteur rural
	individus atteints de troubles psychiatriques	* Individus perturbateurs ou dangereux présents dans l'espace public - difficulté de prise en charge par les communes ou les forces de l'ordre
Sécurisation des établissements ou services publics	**sécurisation du parc de la Douce et du stade nautique**	* Parc de la Douce : attroupements avec consommation de stupéfiants, rodéos, chiens non tenus en laisse * Zone des loisirs : attroupements avec consommation de stupéfiants, rodéos * Stade nautique : résultats positifs des actions déjà engagées
	Sécurisation des services publics	* Augmentation de l'agressivité des usagers envers les personnels ou les élus (violences verbales ou physiques) - communes, Optymo, SDIS
	Sécurisation des chantiers de construction, de voirie	* Vols de matériels * Dégradations * Incendies
	Sécurisation des équipements sportifs ou culturels	* Vols de matériels * Dégradations et attroupements * Incendies * Intrusion pour utilisation des installations
Sécurisation du parc locatif	**Attroupements dans le parc locatif**	* Attroupements avec nuisances sonores et dégradations * Les attroupements génèrent un sentiment d'insécurité * Attroupements souvent en lien avec la consommation ou le trafic de stupéfiants * Reproduction de badges permettant l'accès aux halls

Thèmes	Problématiques	Description de la problématique
Sécurisation du parc locatif	**incivilités dans le parc locatif (dégradations, tags...)**	* Dégradations des portes, boites aux lettres, lumières * Tags dans les parties communes ou sur les murs extérieurs * Jets d'ordures par les fenêtres
	Conflits de voisinage	* Nombreux conflits de voisinage dans l'habitat collectif * Troubles du voisinage (nuisances sonores, hygiène) * Individus atteints de troubles psychiatriques
Mobilité	**Gestion des cortèges de mariage**	* Non-respect du code de la route * Nuisances sonores
	Sécurisation des arrêts de bus et des lignes de bus	* Principales difficultés à la sortie des collèges : jets de projectiles sur les bus, décompressions, agressions entre élèves, chahuts * Ligne 20 (Giromagny - Valdoie) : individus perturbateurs, incivilités, stupéfiants * Pas de ligne plus particulièrement difficiles mais davantage sur le créneau 16h00-18h00, moment de plus forte fréquentation * Développement de la fraude d'habitude, y compris pour des jeunes élèves bénéficiant de 2 trajets gratuits par jour
	Sécurisation de la gare et ses abords	* Gare Belfort centre : attroupements, incivilités, consommation de stupéfiants et d'alcool, agressions - attractivité du bureau de tabac installé dans la Gare et de la Brasserie située en face de la Gare * Gare TGV : petites dégradations, vols de bagages dans le hall ou dans les trains
	Rodéos	* Toutes les communes peuvent être concernées en secteur urbain et en secteur rural * Lieux identifiés : Parc de la Douce, Salbert, forêt du Mont * Les aménagements routiers réalisés pour réduire la possibilité de rodéos ne doivent pas nuire aux autres usagers (vélos, poussettes, personnes à mobilité réduite...)
	Sécurité routière	* Non-respect de la sécurité routière, notamment la vitesse excessive (secteurs rural et urbain) * Non-respect des règles de sécurité routière par les vélos, trottinettes ou skates, notamment une présence sur les trottoirs ou zone piétonnes
	Stationnement	* Problèmes de stationnement à proximité des établissements scolaires * Stationnement abusif d'épaves sur le domaine public ou privé

Axe 2 : Prévention de la délinquance

Thèmes	Problématiques	Description de la problématique
Accompagnement à la scolarité	**Lutte contre l'absentéisme scolaire ou le décrochage scolaire**	* Respect de l'obligation scolaire (3 à 16 ans) et de l'obligation de formation (16 à 18 ans) - lutter contre la déscolarisation * Echanges entre les partenaires pour vérifier la scolarisation des enfants * Absentéisme scolaire récurent parfois dès la maternelle * Lutter contre le décrochage scolaire * Nécessité d'intervenir pour l'ensemble de la fratrie * Accompagner les enfants pour leurs devoirs notamment lorsque les parents ne sont pas en capacité de le faire * Accompagner les familles en difficultés (coéducation) * S'assurer de la compétence des intervenants périscolaire pour accompagner des enfants en difficultés
	Incivilités, non-respect du règlement de l'établissement	* Incivilités et dégradations * Rixes, agressions, violences scolaires * Harcèlements * Veiller à un bon climat scolaire * Pouvoir apporter une réponse immédiate à l'enfant
	Incivilités, rixes... sur le chemin de l'école ou dans le bus	* Incivilités, agressions, rixes devant l'établissement ou sur le chemin de l'école ou du collège * Fraude d'habitude dans le bus
Accompagnement social et professionnel	**Insertion professionnelle**	* Travailler sur les freins à l'insertion professionnelle * Eloignement de l'emploi, absence de repères * (ré)apprendre à respecter des consignes, travailler en équipe * Public parfois violent verbalement ou physiquement et avec troubles du comportement/psychiatriques
	Insertion et accompagnement social	* Paupérisation de certains secteurs tels que Jean Jaurès, Dardel, Bougenel * Problématique des logements insalubres * Question de la mixité sociale dans les différents espaces de vie
	Individus générant des troubles de voisinage ou dans l'espace public	* Procédures de traitement internes pour les bailleurs * Troubles du voisinage suite à nuisances sonores, problèmes d'hygiène
	Responsabilisation des parents / accompagnement à la parentalité	* Absence des parents dans l'éducation des enfants * Absence de repères sociétaux pour les enfants * Parents présents mais dépassés par les difficultés de leurs enfants
	Individus atteints de troubles psychologiques	* Pathologies psychiatriques difficiles à prendre en charge par les bailleurs, communes, forces de l'ordre et autres services publics
	Mendicité agressive	* Individus en situation de mendicité agressive dans l'espace public

Thèmes	Problématiques	Description de la problématique
Prévention de la récidive	**La récidive**	* Engagement dans un processus de récidive et d'échec * Nécessité de formaliser le rappel à l'ordre mis en œuvre par certaines communes (conformément à la règlementation) * Identifier les risques de récidive
Prévention de la radicalisation	**Radicalisation**	* Phénomène de la radicalisation * La formation et l'accompagnement des professionnels et des élus * La procédure de signalement
Prévention de la délinquance	**Délinquance des enfants et adolescents**	* Actes d'incivilités parfois de la part de jeunes enfants * Repli sur le quartier (sentiment d'appartenance) et difficultés de s'affranchir des règles du quartier * Absence de cadre, de repères et du savoir vivre ensemble * Absence d'accès à la culture, au sport, aux loisirs * Effets de l'économie parallèle des stupéfiants y compris pour des enfants * Nécessité de renforcer la présence des services publics sur le terrain (travail de rue) des animateurs ou travailleurs sociaux * Lutte contre l'oisiveté à travers la culture, le sport, les loisirs, l'engagement citoyen * Favoriser les signalements aux services sociaux pour engager un accompagnement de manière plus précoce * Identifier les jeunes exposés à la délinquance y compris les très jeunes enfants (- 12 ans)
	Violences conjugales et intrafamiliales	* Favoriser le signalement * Sensibiliser le grand public et notamment le public jeune * Ecoute et accompagnement social et psychologique des femmes et des enfants * Assurer un hébergement d'urgence * Prévenir les comportements sexistes et/ou violents * Favoriser l'égalité hommes / femmes
	Addictions et santé	* Addictions à l'alcool et aux drogues * Addictions aux jeux * Accompagnement social et santé en matière d'addictions
	Prévention et sécurité routière	* Actions de prévention à destination des séniors * Actions de prévention à destination d'un public jeune sur les risques routiers et les rodéos
	Violences dans le sport	* Violences dans les clubs de sport * Violences des spectateurs aux abords des stades * Harcèlements
	Dangers d'internet et cyber harcèlement	* Harcèlement via les réseaux sociaux * Accès à des informations non sécurisées, violentes, pornographiques * Dépendance et repli sur soi

Thèmes	Problématiques	Description de la problématique
Prévention de la délinquance	**Sécurité et accompagnement du public sénior**	* La dépendance difficile à prendre en charge par les bailleurs * Valoriser l'accompagnement des communes (CCAS) en matière de soins, social, loisirs, lutte de contre l'isolement * Sécurité des séniors, personnes vulnérables, à leur domicile ou lors de leurs déplacements * Repérer les publics les plus isolés
	Maltraitance animale	* Maltraitance animale et actes de cruauté * Ignorance des besoins vitaux des animaux * Abandons * Propreté canine * Des signalements parfois trop tardifs ou absence de signalement * Sensibiliser le grand public et notamment le public jeune * Interdire aux maltraitants d'avoir à nouveau des animaux

Au regard du bilan de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017-2020, du diagnostic territorial de sécurité et des réflexions menées au sein des deux commissions thématiques, l'ensemble des partenaires du C.I.S.P.D. s'associent pour développer une nouvelle Stratégie Territoriale pour les années 2021 à 2023 dont les actions, présentées ci-après, sont réparties selon trois axes :

- Axe 1 : la gouvernance
- Axe 2 : la sécurité et la tranquillité publiques
- Axe 3 : l'action éducative et sociale et la prévention de la délinquance

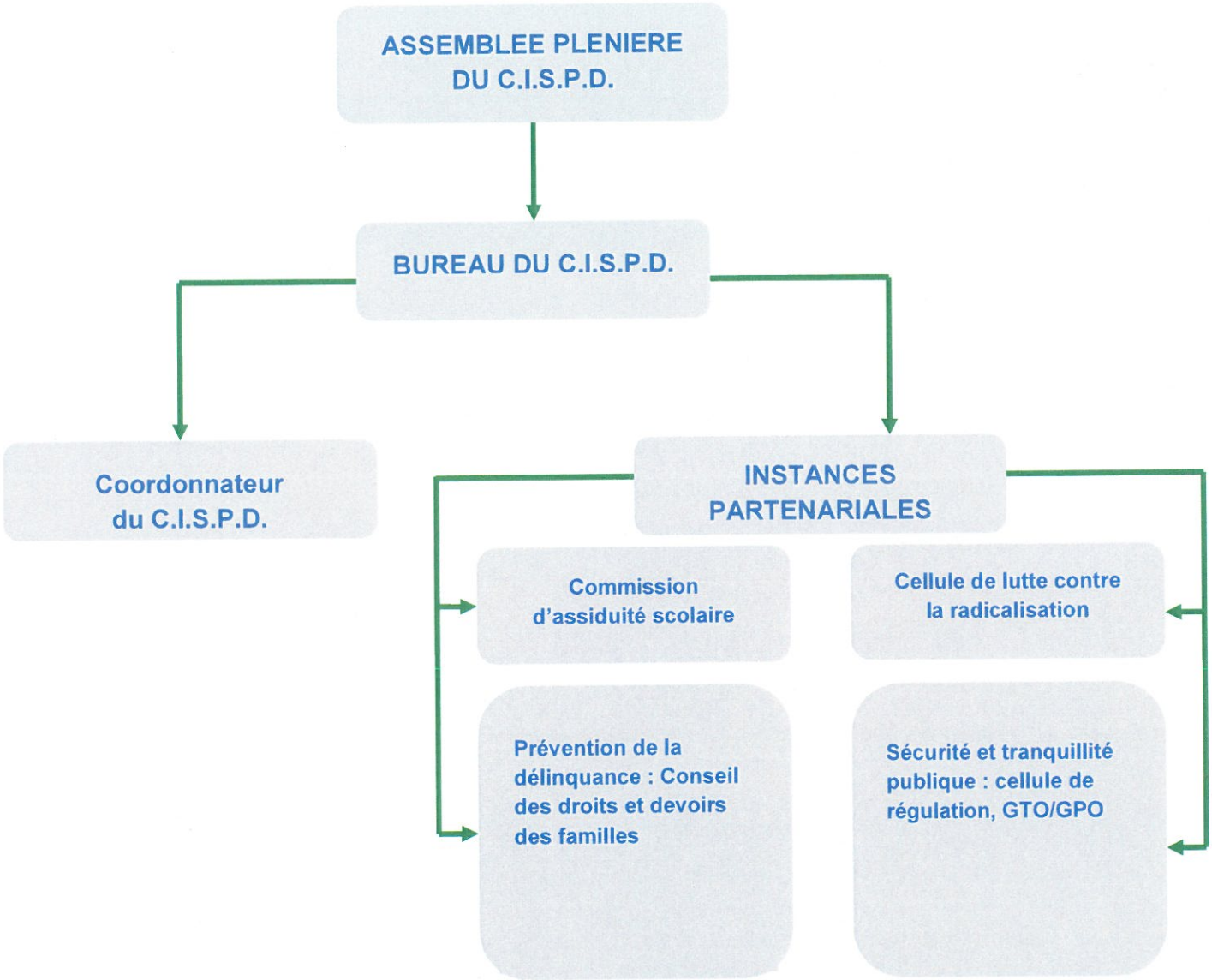
AXE 1 : LA GOUVERNANCE

Le premier axe de la Stratégie Territoriale vise à structurer l'action partenariale, organiser les échanges d'informations et favoriser la participation des habitants.

Orientations	Actions	Pilotage	Partenaires
Les structures partenariales	**Le CISPD - l'assemblée plénière et le bureau**	Grand Belfort	Préfet et services de L'État/Procureur/Communes/Conseil départemental/bailleurs/RTTB/ Sûreté ferroviaire /CCI / CMA / CNL/FCPE/PEEP/Mission locale/Solidarité femmes/SDIS
	La cellule de régulation	Grand Belfort	Police nationale / Gendarmerie/Préfecture/ Bailleurs/RTTB/ Sûreté ferroviaire/ Conseil départemental/ Éducation nationale/PJJ/SPIP
	Les groupes thématiques opérationnels / les groupes partenariaux opérationnels	Grand Belfort/Police nationale/Gendarmerie	Police nationale / Gendarmerie/Préfecture/ Bailleurs/RTTB/ Sûreté ferroviaire/ Conseil départemental/ Éducation nationale/PJJ/SPIP
	La cellule de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles	État	Préfecture/Conseil Départemental/ Education Nationale/ Justice/ Pôle Emploi/ CAF, Coordonnateur du CISPD/ ARS/ SDIS/ DIRECCTE, DDCSPP/ PJJ/ SPIP/ Maison d'arrêt
	Le coordonnateur du CISPD	Grand Belfort	Membres du CISPD
L'échange d'informations entre les partenaires et les outils de diagnostic	**Déontologie - la sécurisation des échanges d'informations**	Grand Belfort	Police nationale / Gendarmerie/Préfecture/ Bailleurs/RTTB/ Sûreté ferroviaire / Conseil départemental/ Éducation nationale/PJJ/SPIP
	L'observatoire de la tranquillité publique	Grand Belfort	Police nationale / Gendarmerie/Préfecture/ Bailleurs/RTTB/ Sûreté ferroviaire / Conseil départemental/ Éducation nationale/PJJ/SPIP
	Le diagnostic de sureté et l'étude de sécurité	Police nationale / Gendarmerie	Grand Belfort / Communes /Bailleurs/RTTB/ Sûreté ferroviaire / Éducation nationale/Commerces
	L'observatoire des faits au sein du parc d'habitat social - la procédure de signalement des attroupements et le recueil des plaintes des locataires	Territoire Habitat / Néolia	Grand Belfort / Communes / Police nationale / Gendarmerie/Préfecture
	L'information des Maires sur les suites judiciaires relatives aux infractions signalées ou aux dépôts de plainte de la commune - article 59 de la loi Engagement et proximité	Parquet	Les communes
	Présentation au conseil municipal par le Préfet des sujets de sécurité et de prévention de la délinquance - article 41 de la loi Engagement et proximité	Préfecture	Les communes

Orientations	Actions	Pilotage	Partenaires
Associer la population	**Favoriser les démarches participatives en matière de sécurité et de prévention**	Grand Belfort / Communes	Police nationale / Gendarmerie/Préfecture
	La participation citoyenne / les « voisins vigilants et solidaires »	Les communes	Police nationale / Gendarmerie/Préfecture
	Les conseils de quartier	ville de Belfort	Grand Belfort / Police nationale / Gendarmerie/Préfecture
	L'implication des locataires du parc locatif social	Territoire Habitat / Néolia	Grand Belfort / Communes / Police nationale / Gendarmerie/Préfecture

Les communes : libre adhésion des maires


ASSEMBLEE PLENIERE DU C.I.S.P.D.
BUREAU DU C.I.S.P.D.
Coordonnateur du C.I.S.P.D.
INSTANCES PARTENARIALES
Commission d'assiduité scolaire
Cellule de lutte contre la radicalisation
Prévention de la délinquance : Conseil des droits et devoirs des familles
Sécurité et tranquillité publique : cellule de régulation, GTO/GPO

Axe	**LA GOUVERNANCE**
Orientation stratégique	**Les structures partenariales**
	1- Le Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance – Assemblée plénière
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Composition	Présidée par le Président de Grand Belfort Communauté d'Agglomération (*cf. arrêté* – redéfinition des membres du CISPD en 2021).
Missions	• Définition, mise en œuvre et évaluation d'objectifs communs et d'actions de prévention de la délinquance, de sécurité et de tranquillité publique, • Pilotage de la stratégie territoriale : suivi du fonctionnement des instances et de la réalisation des actions, • Échange d'informations entre ses membres : présentation d'un diagnostic de sécurité chaque année par la police nationale et la gendarmerie ainsi qu'un bilan annuel de la CPRAF (Cellule de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles).
Fréquence	Annuelle
	2- Le Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance – Bureau
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Composition	Présidé par le Président de Grand Belfort Communauté d'Agglomération (*cf. arrêté*).
Missions	• Instance opérationnelle de pilotage de la stratégie territoriale, • Préparation des Assemblées plénières du C.I.S.P.D. : réalisation de bilans et prospectives, analyse de l'évolution des statistiques de la délinquance, décision de nouvelles actions à engager, • Rencontres sur des thématiques spécifiques selon les problématiques recensées.
Fréquence	Selon les besoins
	3- La Cellule de régulation
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Composition	Coordonnateur du C.I.S.P.D., Police nationale, Gendarmerie nationale, Conseil départemental, Éducation nationale, P.J.J., Territoire Habitat, Néolia, Sûreté ferroviaire, SMTC/RTTB, Préfecture (services des sécurités et/ou délégué du Préfet dans les quartiers).
Missions	• Espace privilégié d'échanges d'informations entre les différents partenaires et de détermination des actions à mettre en œuvre pour répondre aux différentes problématiques recensées sur le territoire de Grand Belfort, • Les participants ne pouvant être présents transmettent leurs éléments au coordonnateur du CISPD de manière à assurer une continuité.
Fréquence	Tous les 15 jours

Axe	**LA GOUVERNANCE**
Orientation stratégique	**Les structures partenariales**
	4- Groupe thématique opérationnel (Grand Belfort) / Groupe partenarial opérationnel (Police nationale / Gendarmerie)
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération ou Police nationale / Gendarmerie nationale
Composition	Composition en fonction de la nature de la problématique à traiter.
Missions	Le GTO/GPO vise à répondre à une problématique spécifique, affectant un territoire.
Fréquence	Dès que nécessaire.
	5- Cellule de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles
Pilotage	État
Composition	Préfecture, Conseil Départemental, Éducation nationale, Justice, Pôle Emploi, CAF, Coordonnateur du CISPD, ARS, SDIS, DIRECCTE, DDCSPP, PJJ, SPIP, Maison d'arrêt.
Missions	• Recensement des différents cas de radicalisation, sur le territoire, signalés par les partenaires, • Définition de mesures d'accompagnement des personnes signalées et de leur famille, • Définition d'actions de prévention de la radicalisation.
Fréquence	Trimestrielle
	6- Le coordonnateur du CISPD
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Composition	
Missions	Animation du C.I.S.P.D. • Élabore et propose la feuille de route annuelle du C.I.S.P.D., • Prend en charge le secrétariat du C.I.S.P.D. et du bureau du C.I.S.P.D., • Participe à chacune des instances thématiques et territoriales et anime la cellule de régulation et les GPO. Mise en œuvre de la stratégie • Initie et suit la mise en œuvre des actions de la Stratégie Territoriale, • Établit un bilan des actions, une évaluation des dispositifs, • Développe des instruments d'analyse (diagnostic local, observatoire local de la délinquance), • Développe les partenariats entre les collectivités et les différents partenaires, • Information, conseils auprès des communes du Grand Belfort pour la mise en œuvre de la stratégie territoriale, • Mission de veille et de prospective.
Fréquence	

AXE 1	LA GOUVERNANCE
ORIENTATION STRATEGIQUE	L'échange d'informations entre les partenaires et les outils de diagnostic
ACTION	**7- Déontologie - la sécurisation des échanges d'informations**
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Partage des informations sur des situations individuelles difficiles et/ou sur des faits sensibles appelant une réponse coordonnée des partenaires.
Objectifs	Favoriser l'échange d'informations confidentielles. Définir les modalités du partage d'information, dans le respect du droit des personnes et des textes régissant le secret professionnel et le partage d'informations. Rédaction d'une Charte déontologique pour l'échange d'informations dans le cadre des différentes instances du C.I.S.P.D..
Déroulement/Descriptif de l'action	Le partage se limite à la transmission d'informations indispensables et utiles dont le professionnel a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions. C'est uniquement dans ce cadre que les informations pourront être échangées entre professionnels.
Partenaire(s)	Membres du C.I.S.P.D.
Public cible	Membres du C.I.S.P.D.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Sans objet

AXE	LA GOUVERNANCE
ORIENTATION STRATEGIQUE	L'échange d'informations entre les partenaires et les outils de diagnostic
ACTION	**8- L'observatoire de la tranquillité publique**
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	L'évaluation des politiques publiques locales de prévention et de sécurité nécessite une réactivité importante, passant par la mise en place et l'animation d'un observatoire de la délinquance et de la tranquillité publique.
Objectifs	Analyser les évolutions sur le territoire de Grand Belfort Communauté d'Agglomération des problématiques de sécurité et de tranquillité publique. Évaluer la portée des actions mises en place par Grand Belfort Communauté d'Agglomération et ses partenaires. Favoriser l'échange d'informations, réaliser des diagnostics partagés et mettre en œuvre des réponses coordonnées.
Déroulement/Descriptif de l'action	**Inter-transmission des statistiques de la délinquance** à l'échelle de Grand Belfort Communauté d'Agglomération par la Police nationale, la Gendarmerie, le SDIS, les bailleurs sociaux, les transporteurs de personnes, la police municipale et les gardes champêtres. Faire vivre l'observatoire en intégrant les données et en effectuant un retour régulier auprès des partenaires membres du C.I.S.P.D.. Établissement de cartographies thématiques (lieux d'attroupements, engins motorisés, incendies…). **Etablissement d'un observatoire hebdomadaire des faits** par quartier (Belfort) ou par commune (Grand Belfort) - les éléments recensés dans cet observatoire sont ensuite transmis aux membres de la cellule de régulation : les faits recensés par la Police Nationale, la Gendarmerie, le SDIS, les bailleurs sociaux (observatoires des faits d'incivilité), les transporteurs de personnes, la police municipale, le Conseil départemental, l'Éducation nationale sont transmis au coordonnateur du CISPD.
Partenaire(s)	Grand Belfort Communauté d'Agglomération Les communes Police nationale Gendarmerie nationale Bailleurs sociaux Sûreté ferroviaire SMTC SDIS Conseil départemental Éducation nationale
Public cible	
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Élaboration de statistiques mensuelles, trimestrielles, annuelles Élaboration de l'observatoire hebdomadaire des faits

AXE	**LA GOUVERNANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**L'échange d'informations entre les partenaires et les outils de diagnostic**
ACTION	**9- Le diagnostic de sureté et l'étude de sécurité**
Pilotage	Police nationale / Gendarmerie nationale
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Difficultés pour les différents partenaires de réaliser des études de sécurité précises pour répondre à une problématique de sécurité, de mise en œuvre du plan Vigipirate ou d'organisation d'une manifestation.
Objectifs	Fournir des éléments d'aide à la décision et d'orientation des actions dans le domaine de la sûreté et de la sécurité aux différents membres du C.I.S.P.D., par l'établissement de diagnostics de sûreté établis par les référents Sûreté Police nationale / Gendarmerie, ou d'analyses de sécurité.
Déroulement/Descriptif de l'action	Les membres du C.I.S.P.D. qui estimeront nécessaire, en vue de la réalisation d'une action, pour son orientation ou suite à la survenance de difficultés, d'obtenir un diagnostic situationnel thématique ou géographique du secteur concerné, ou une analyse tirée des statistiques pourront en faire la demande aux référents sûreté de la Police nationale ou de la Gendarmerie. Les communes et Grand Belfort Communauté d'Agglomération veilleront notamment lors de projets structurants ou de requalification d'espaces publics à intégrer l'avis des référents sûreté dans leur démarche. Réalisation de diagnostics globaux sur une commune ou un quartier de manière à recenser l'ensemble des problématiques de sécurité et définir un plan d'actions. Réalisation d'un diagnostic au regard de la mise en œuvre du plan Vigipirate. Réalisation d'études de sécurité d'une manifestation.
Partenaire(s)	Les communes et Grand Belfort Communauté d'Agglomération Bailleurs sociaux Transporteurs Éducation nationale CCI, commerces Conseil départemental
Public cible	
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de saisines ou de dossiers traités

AXE	LA GOUVERNANCE
ORIENTATION STRATEGIQUE	L'échange d'informations entre les partenaires et les outils de diagnostic
ACTION	**10- L'observatoire des faits au sein du parc d'habitat social - la procédure de signalement des attroupements et le recueil des plaintes des locataires**
Pilotage	Territoire Habitat / Néolia / ICF Habitat
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Nécessité pour le bailleur de mesurer la réalité des faits d'incivilités recensées par le personnel et de les enregistrer en vue de la déclinaison d'actions. Présence d'attroupements d'individus dans les halls d'immeubles : problèmes de sécurité, de dégradations, de salissures, de trafics et de logements vacants.
Objectifs	Conduire le personnel du bailleur à identifier les actes d'incivilité et de mettre en place les actions nécessaires au rétablissement de la situation. Déterminer les lieux les plus fragiles pour une prise en compte adaptée en matière de gestion de proximité. Recenser de manière continue et active la constitution d'attroupements, en faire part à la cellule de régulation en vue de décider d'une action partenariale. Alimenter l'observatoire de la tranquillité publique de Grand Belfort Communauté d'Agglomération et la cellule de régulation. Développer des modalités de recensement des plaintes des locataires et des faits qui se déroulent dans les immeubles.
Déroulement/Descriptif de l'action	Chaque fait identifié fait l'objet d'un rapport. Éléments transmis aux partenaires en cellule de régulation.
Partenaire(s)	Police nationale, Gendarmerie nationale, Police municipale, communes, Conseil départemental
Public cible	Les locataires de Territoire Habitat, Néolia, et ICF Habitat
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Production annuelle d'un rapport remis au CISPD. Présentation des éléments tous les 15 jours en cellule de régulation. Intégration des données dans l'observatoire de la tranquillité publique de Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

Axe	**LA GOUVERNANCE**
Orientation stratégique	**L'échange d'informations entre les partenaires et les outils de diagnostic**
Action	**11- L'information des Maires sur les suites judiciaires relatives aux infractions signalées ou aux dépôts de plainte de la commune - article 59 de la loi Engagement et proximité**
Pilotage de l'action	Procureur de la République
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Nécessité par les maires de disposer d'informations relatives aux infractions commises sur le territoire de la commune et notamment les infractions constatées par la police municipale.
Objectifs	Renforcement de l'information du maire sur les suites judiciaires relatives aux infractions commises sur le territoire de la commune par le procureur de la République.
Description de l'action	Le maire est informé, à sa demande, par le procureur de la République des classements sans suite, des mesures alternatives aux poursuites, des poursuites engagées, des jugements devenus définitifs ou des appels interjetés lorsque ces décisions concernent des infractions commises sur la commune. Le maire est informé, à sa demande, par le procureur de la République, des suites judiciaires données aux infractions constatées sur le territoire de sa commune par les agents de police municipale.
Partenaire(s)	Les communes
Public cible	
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	

Axe	**LA GOUVERNANCE**
Orientation stratégique	**L'échange d'informations entre les partenaires et les outils de diagnostic**
Action	**12- Présentation au conseil municipal par le Préfet des sujets de sécurité et de prévention de la délinquance - article 41 de la loi Engagement et proximité**
Pilotage de l'action	Le Préfet
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Nécessité pour le maire de disposer d'information sur les problématiques de sécurité et de prévention de la délinquance sur sa commune.
Objectifs	Présentation de l'action de l'État en matière de sécurité et de prévention de la délinquance devant le conseil municipal
Description de l'action	A la demande du maire, le représentant de l'État dans le département ou son représentant présente, une fois par an, devant le conseil municipal, l'action de l'État en matière de sécurité et de prévention de la délinquance pour la commune concernée.
Partenaire(s)	Les communes
Public cible	
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	

AXE	LA GOUVERNANCE
ORIENTATION STRATEGIQUE	Associer la population
ACTION	**13- Favoriser les démarches participatives en matière de sécurité et de prévention**
Pilotage	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	De par leur usage quotidien de la voie publique, les habitants sont un appui et une ressource à part entière dans le recensement des faits et des problématiques de sécurité et de prévention ainsi que dans la conception et la mise en œuvre de dispositifs pour répondre à ces problématiques.
Objectifs	Associer les habitants au recensement des faits et des problématiques. Les démarches participatives sont aussi un outil d'évaluation et une aide à la décision qui permettent aux décideurs locaux de trouver des solutions au bénéfice de l'ensemble de la population
Déroulement/Descriptif de l'action	Les démarches participatives peuvent prendre de nombreuses formes : - Des marches exploratoires, - Une consultation de la population par enquêtes, sondages, questionnaires, - L'organisation de journées à thème : journée citoyenne, journée de nettoyage d'un quartier, - La mise à disposition de plateformes dématérialisées permettant aux usagers de signaler à la commune un fait, une dégradation… "Allo mairie", "Allo voirie"…
Partenaire(s)	Associations de quartiers Maison de quartiers et centres socio-culturels Conseils de quartier Habitants Les communes et Grand Belfort Communauté d'Agglomération Police nationale / Gendarmerie
Public cible	Ensemble du territoire
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de démarches organisées et nombre d'actions mises en œuvre

Axe	**LA GOUVERNANCE**
Orientation stratégique	**Associer la population**
Action	**14- Les conseils de quartier**
Pilotage de l'action	Ville de Belfort
Calendrier de l'action	Deux sessions des neuf conseils de quartiers par année civile Possibilité d'ajouter des conseils extraordinaires en fonction : - Présentation de projet, - Consultation de la population sur une décision.
Contexte de mise en œuvre	Présentation des projets par le maire ou l'élu en charge du dossier. Questions des habitants. Réponses du maire ou des élus.
Objectifs	Information des habitants sur le fonctionnement de la ville, des actions envisagées et/ou réalisées. Le conseil de quartier est également l'occasion pour les habitants de faire part de dysfonctionnements, de problématiques en matière de sécurité.
Description de l'action	Chaque dossier est présenté à la population. La parole est ensuite donnée aux personnes présentes pour poser des questions. Réponse de l'élu en charge du dossier.
Partenaire(s)	Intervenants extérieurs en fonction des sujets.
Public cible	Les habitants de tous les quartiers de la Ville de Belfort.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'habitants participant aux conseils de quartier.

Axe	**LA GOUVERNANCE**
Orientation stratégique	**Associer la population**
Action	**15- La participation citoyenne (État)** **Les "voisins vigilants et solidaires" (dispositif privé et payant)**
Pilotage de l'action	Les communes (libre adhésion)
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Lutter contre les cambriolages, les incivilités et attroupements. Une approche territoriale de la sécurité. Apporter une action complémentaire et de proximité aux services de Gendarmerie ou de police nationale dans leur lutte contre les phénomènes de délinquance.
Objectifs	Instaurée pour la première fois en 2006, la démarche de participation citoyenne consiste à sensibiliser les habitants d'une commune ou d'un quartier et à les associer à la protection de leur environnement. Accroître la réactivité des forces de sécurité contre la délinquance. Renforcer la tranquillité publique et générer des solidarités de voisinages. Établir un lien régulier entre les habitants d'un quartier ou d'une commune, les élus et les représentants de la force publique. La participation citoyenne permet de développer une culture de la prévention de la délinquance auprès des citoyens.
Description de l'action	Mis en place dans les secteurs touchés par des cambriolages et des incivilités, ce dispositif encourage la population à adopter une attitude solidaire et vigilante ainsi qu'à informer les forces de l'ordre de tout fait particulier. Encadrée par la gendarmerie nationale ou la police nationale, la "participation citoyenne" vient conforter les moyens de sécurité publique déjà mis en œuvre. <u>Procédure de mise en œuvre</u> - Signature d'un protocole entre la commune, le Préfet et la Police nationale / Gendarmerie pour définir les modalités de mise en œuvre, - Présentation du dispositif par le maire lors d'une réunion publique, - Citoyens choisis par le maire, sur volontariat, pour faire le relais entre les habitants du quartier et les forces de l'ordre. Les volontaires reçoivent une information générale par un représentant des forces de l'ordre, - Les citoyens alertent les forces de l'ordre de tout évènement suspect ou trouble à l'ordre public – sans jamais intervenir eux-mêmes, - La mise en œuvre du dispositif s'accompagne d'une signalétique à l'entrée de la commune, dont l'effet est dissuasif.
Partenaire(s)	Police nationale Gendarmerie nationale Préfecture
Public cible	Ensemble de la population de la commune
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de communes inscrites dans ces dispositifs Nombre de citoyens participants Bilan qualitatif par les forces de l'ordre

AXE	LA GOUVERNANCE
ORIENTATION STRATEGIQUE	Associer la population
ACTION	**16- L'implication des locataires du parc locatif social**
Pilotage	Territoire Habitat / Néolia / IFC Habitat
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre et indicateurs	Le locataire, notamment quand il n'y a pas de représentation collective (amicale), sont très demandeurs et consommateurs des services des organismes logeurs.
Objectifs	Impliquer les locataires dans la vie de leur immeuble pour une réappropriation des espaces collectifs. Développer des actions collectives impliquant chacun dans le résultat et ainsi susciter l'auto-responsabilisation. Diminuer les conflits et les troubles de voisinage.
Descriptif de l'action	Formaliser des rencontres régulières avec les locataires pour leur permettre de s'exprimer, décider avec eux des actions à conduire. Développer des actions les impliquant directement et les engageant dans le suivi. Organisation de chantiers d'insertion ou éducatifs au sein du parc.
Partenaire(s)	Bailleurs – locataires – amicales de locataires
Public cible	Locataires
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Structuration de l'implication des locataires Nombre d'actions Mesure du climat, de l'ambiance de l'immeuble

AXE 2 : LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES

Orientations	Actions	Pilotage	Partenaires
La coordination et l'intervention des forces de l'ordre	Les conventions de coordination - police municipale/police nationale et gardes champêtres/gendarmerie	Ville de Belfort Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie Préfecture Procureur
	La police municipale de la ville de Belfort	Ville de Belfort	Police nationale
	Les gardes champêtres de Grand Belfort Communauté d'Agglomération	Grand Belfort	Gendarmerie Les communes Police municipale Police nationale
	La sécurisation du Parc de la douce et de la zone des loisirs - La mise à disposition de la police municipale de Belfort aux communes d'Essert et de Bavilliers	Ville de Belfort Grand Belfort	Ville d'Essert Ville de Bavilliers Police nationale
	L'opération tranquillité vacances	Police nationale Gendarmerie	Police municipale
Sécuriser l'espace public	La lutte contre le terrorisme - le plan Vigipirate	État	Les communes Grand Belfort
	La lutte contre les stupéfiants	Police nationale Gendarmerie	Les communes Grand Belfort
	Le développement de la vidéoprotection	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie Préfecture
	Lutter contre l'affichage sauvage et les tags	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie
	Lutter contre les dépôts sauvages et améliorer la propreté	Les communes Ville de Belfort	Police nationale Gendarmerie
	La gestion du stationnement - lutter contre les stationnements gênants et les épaves	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie
	Lutter contre les incendies	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie SDIS
	La sécurité des chantiers de voirie ou de construction	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie
	Lutter contre les attroupements	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie Bailleurs
	Les violences à l'occasion des rencontres sportives	État Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie
	La sécurisation des équipements sportifs et culturels	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie
	La sécurisation des services publics	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie

Orientations	Actions	Pilotage	Partenaires
Sécuriser l'espace public	**La protection des bâtiments - le programme de prévention technique**	Les communes Grand Belfort	Police nationale Gendarmerie
	La sécurisation des commerces	Les communes État	Police nationale Gendarmerie CCI / CMA
	Les débits de boissons et les établissements musicaux à l'origine de nuisances et d'attroupements	Les communes État	Police nationale Gendarmerie
Sécuriser les transports	**La sécurisation des bus et arrêts de bus**	Régie des transports du Territoire de Belfort	Police nationale / Gendarmerie Police municipale / Gardes champêtres
	La sécurisation des gares et leurs abords	Sûreté ferroviaire	Police nationale / Gendarmerie Police municipale / Gardes champêtres
	La sécurisation des cortèges de mariages	Ville de Belfort	Police nationale Gendarmerie
	Les engins motorisés dans l'espace public : lutter contre les rodéos	Police nationale Gendarmerie	Les communes Grand Belfort Le Parquet
Sécuriser le parc locatif	**La sécurisation des immeubles - le programme de prévention technique et la vidéoprotection**	Territoire habitat / Néolia / ICF Habitat	Les communes Police nationale Gendarmerie
	La gestion des individus perturbateurs, des attroupements et des conflits de voisinage	Territoire habitat / Néolia / ICF Habitat	Police nationale / Gendarmerie Police municipale / Gardes champêtres Conseil départemental

Les communes : libre adhésion des maires

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La coordination et l'intervention des forces de l'ordre**
ACTION	**17- Les conventions de coordination - police municipale/police nationale et gardes champêtres/gendarmerie**
Pilotage	Ville de Belfort Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Convention cadre élaborée par le Ministère de l'Intérieur à décliner au plan local avec les communes disposant d'une police municipale. Pour la Ville de Belfort : signature d'une convention de coordination dès 2015, renouvelée en 2018 et 2021. Pour Grand Belfort Communauté d'Agglomération : première convention de coordination entre la Gendarmerie nationale et les gardes champêtres en 2021.
Objectifs	Créer une synergie entre les services avec possibilité de mettre en œuvre des actions coordonnées prévues ou inopinées (renforts mutuels) pour une meilleure efficience.
Déroulement/Descriptif de l'action	Déclinaison de la convention cadre établie par le Ministère de l'Intérieur et adaptation aux situations des communes concernées. Mise en œuvre de l'interopérabilité entre la police nationale et la police municipale.
Partenaire(s)	Préfet et procureur de la République Police nationale Gendarmerie nationale
Public cible	Ensemble de la population de Belfort (police municipale) et du Grand Belfort (gardes champêtres).
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Entrée en vigueur des conventions. Nombre de réunions de coordination pour sa mise en œuvre et son suivi. Nombre d'actions coordonnées mises en œuvre.

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La coordination et l'intervention des forces de l'ordre**
ACTION	**18- La police municipale de la ville de Belfort**
Pilotage	Ville de Belfort
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Lutter contre les actes d'incivilité sur le territoire de la commune
Objectifs	Répondre aux besoins de sécurisation de la commune
Déroulement / Descriptif de l'action	Renforcement des effectifs : 30 policiers municipaux – fonctionnement 7 jours sur 7 à compter de 2021 de 7h30 à 22h00 du 1er avril au 30 septembre et de 7h30 à 20h00 du 1er octobre au 31 mars (dimanche après-midi uniquement). Renforcement des équipements des policiers municipaux : les agents sont armés de révolvers, pistolets à impulsion électrique et de bâtons télescopiques. Elle dispose de caméras piétons, 3 cinémomètres, 5 voitures, 3 motos et 12 VTT. Création d'une brigade motorisée, d'une brigade VTT, d'une brigade cynophile, d'une brigade chargée des débits de boissons et spécialisation d'un agent dans la gestion des chiens catégorisés. Missions : développement des îlotages de proximité, renforcements des interventions, sécurisation des manifestations, développement des contrôles routiers, sécurisation des établissements scolaires, gestion des objets trouvés sur la commune.
Partenaire(s)	Police nationale - Sûreté ferroviaire
Public cible	Ensemble de la population de la commune
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Activités des policiers municipaux et statistiques des interventions présentées chaque année dans le cadre du bilan de la convention de coordination avec la police nationale.

Axe	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
Orientation stratégique	**La coordination et l'intervention des forces de l'ordre**
Action	**19- Les gardes champêtres de Grand Belfort Communauté d'Agglomération**
Pilotage de l'action	Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Lutter contre les incivilités dans les communes adhérentes au service des gardes champêtres. Protection de l'environnement et des animaux.
Objectifs	Répondre aux besoins de sécurisation des communes adhérentes au service. Prise en charge de la faune sauvage et des animaux domestiques. Protection de l'environnement.
Description de l'action	Le service est constitué de 8 gardes champêtres et 2 ASVP. Il fonctionne 7 jours sur 7 de 7h30 à 22h00 du 1er avril au 30 septembre et de 7h30 à 20h00 du 1er octobre au 31 mars. Missions - Surveillance générale des bancs communaux, - Surveillances des entrées et sorties des écoles, - Intervention sur les animaux : animaux en divagation, chiens présentant un danger ou dangereux, mauvais traitements, récupérations de cadavres, nuisances (aboiements déjections…), sauvetages, piégeages, - Gestion des dépôts sauvages, - Police de la route (contrôle radar), - Environnement : interventions sur les pollutions de l'eau, du sol, atmosphériques, sonores, - Circulation dans les espaces naturels, - Police funéraire, - Urbanisme, - Capture d'animaux (piégeages suite à prolifération de chats, de pigeons).
Partenaire(s)	Les communes Police municipale Police nationale Gendarmerie nationale
Public cible	Ensemble de la population des communes adhérentes au service.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Activités des gardes champêtres et statistiques des interventions présentées chaque année dans le cadre du bilan de la convention de coordination avec la gendarmerie.

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La coordination et l'intervention des forces de l'ordre**
ACTION	**20- La sécurisation du Parc de la douce et de la zone des loisirs - La mise à disposition de la police municipale de Belfort aux communes d'Essert et de Bavilliers**
Pilotage	Ville de Belfort Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Difficultés d'intervention au sein du parc de la douce et de la zone des loisirs situés sur 3 communes : Bavilliers, Belfort et Essert. Délits de fuite de contrevenants dans le parc de la Douce lors des interventions des policiers municipaux dans le quartier des Résidences. Sécurisation du stade nautique du 1er juin au 31 août. Sécurisation de la zone des loisirs, notamment la patinoire et le centre aquatique. Sécurisation du parc.
Objectifs	Sécurisation du parc de la douce et de la zone des loisirs.
Déroulement/Descriptif de l'action	Convention de mise à disposition des policiers municipaux entre les 3 communes pour permettre une intervention de ces derniers sur les territoires des communes de Bavilliers, Essert et Belfort mais uniquement sur le périmètre du parc de la Douce et de la zone des loisirs. Les policiers municipaux sont placés sous l'autorité du maire de la commune dans laquelle ils interviennent. Établissement d'une convention de coordination entre la police municipale et la police nationale pour chacune des communes concernées. Développement de la vidéoprotection au sein du parc de la Douce et de la zone des loisirs par Grand Belfort Communauté d'Agglomération (convention de coordination entre Belfort, Grand Belfort, Essert et Bavilliers en date du 25/03/2019) - les caméras ont été installées et reliées directement au COCS de la ville de Belfort.
Partenaire(s)	Bavilliers, Essert, police nationale
Public cible	Usagers fréquentant le parc de la Douce et la zone de loisirs.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Signature de la convention de mise à disposition des policiers municipaux entre les trois communes. Signature des conventions de coordination avec la police nationale. Nombre d'interventions des policiers municipaux.

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La coordination et l'intervention des forces de l'ordre**
ACTION	**21- L'opération tranquillité vacances**
Pilotage	Police nationale / Gendarmerie nationale
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Lutter contre les cambriolages.
Objectifs	Sécurisation des habitations et des commerces lors de l'absence des occupants.
Déroulement/Descriptif de l'action	Passages réguliers aux habitations inscrites dans le dispositif (démarche du propriétaire ou du locataire auprès de la police nationale ou de la gendarmerie), vérification qu'il n'y pas eu d'effraction et information du propriétaire / locataire en cas de problèmes. Coordination entre la police nationale et la police municipale pour effectuer régulièrement des contrôles des habitations sur la ville de Belfort.
Partenaire(s)	Police municipale
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre habitations surveillées Évolution des statistiques des cambriolages

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser l'espace publique**
ACTION	**22- La lutte contre le terrorisme Le plan Vigipirate**
Pilotage	État
Date de mise en œuvre	Selon la durée de la période d'état d'urgence
Contexte de mise en œuvre	Risque élevé d'attentats en France
Objectifs	Sécurisation des personnes et des biens
Déroulement/Descriptif de l'action	Réalisation de diagnostics et d'études de sécurité par les référents sûreté des forces de l'ordre. Surveillance renforcée des zones commerçantes, établissements scolaires, lieux de cultes, bâtiments publics : présence physique de Sentinelle, police nationale, gendarmerie, police municipale, garde champêtres et surveillance renforcée par le centre de supervision (vidéoprotection). <u>Ville de Belfort</u> - Sécurisation des zones piétonnes pour éviter l'intrusion de véhicules (bornes, interphonie…). - Projet de sécurisation permanente de la place d'Armes, de la place Corbis et du parking de l'Arsenal (lieux régulièrement utilisés pour des manifestations). <u>Manifestations</u> Recensement des manifestations organisées sur le territoire de la commune. Transmission de ce recensement à la Préfecture et aux forces de l'ordre. Pour les manifestations ou lieux rassemblant un nombre important de personnes, réalisation d'une étude de sécurité par le référent sûreté de la Police nationale ou de la Gendarmerie. Mise en œuvre de moyens de protection de la population : installation de barrages interdisant l'accès aux véhicules, contrôles visuels ou fouilles et palpations à l'entrée des bâtiments, présence d'agents de sécurité, police municipale, garde champêtres, police nationale, gendarmerie.
Partenaire(s)	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de manifestations ou lieux sécurisés

Axe	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
Orientation stratégique	**Sécuriser l'espace publique**
Action	**23- La lutte contre les stupéfiants**
Pilotage de l'action	État
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Consommation, détention et trafic de stupéfiants. Lieux de trafic de stupéfiants identifiés. Lieux de consommation identifiés (ex : à proximité des lycées).
Objectifs	Lutter contre la consommation, la détention et le trafic de stupéfiants.
Description de l'action	Création au sein de la police nationale et de la gendarmerie de la Cellule du Renseignement Opérationnel Sur les Stupéfiants (CROSS). Cette structure est constituée des services de police judiciaire, de la sécurité publique, des douanes et de la Gendarmerie nationale. Le groupement de Gendarmerie départemental 90 est le chef de file de cette structure. Concernant les missions de la CROSS elle remonte ses informations à l'antenne régionale de l'OFAST (office anti-stupéfiants). Au sein d'une instance de pilotage renforcée, présidée par le procureur de la République et le préfet, la CROSS propose une stratégie d'actions de lutte contre les trafics de stupéfiants. Une cellule de lutte contre les trafics permettra de réunir différents acteurs des collectivités territoriales et des élus ainsi que des structures de la société civile (bailleurs sociaux, société de transports) pour partager les objectifs de travail. Surveillance renforcée des lieux de consommation et de trafic de stupéfiants par la police nationale, la gendarmerie, la police municipale, le centre de supervision (vidéoprotection). Transmission à la CROSS des informations recensées par la police municipale, le centre de supervision, les gardes champêtres, les membres de la cellule de régulation.
Partenaire(s)	Les communes, police municipale, gardes champêtres, centre de supervision, membres de la cellule de régulation.
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'individus interpellés ou verbalisés pour consommation de stupéfiants. Nombre d'individus interpellés pour détention et trafic de stupéfiants.

Axe	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
Orientation stratégique	**Sécuriser l'espace publique**
Action	**24- Le développement de la vidéoprotection**
Pilotage de l'action	Les communes (libre adhésion) Ville de Belfort (centre opérationnel de commandement et de supervision)
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Prévenir les incivilités, les attroupements et tous les autres faits délictuels.
Objectifs	Développer la vidéoprotection. Renforcer le centre opérationnel de commandement et de supervision. Renforcer la collaboration entre les communes et les forces de l'ordre.
Description de l'action	<u>Développer la vidéoprotection</u> Poursuivre l'installation de nouvelles caméras selon les problématiques recensées en assurant une continuité et en supprimant les zones aveugles. Favoriser l'installation de la vidéoprotection dans les communes (accompagnements techniques de GBCA, soutien financier du FIPD). Établissement d'une charte éthique de la vidéoprotection dans le cadre d'un COCS à vocation intercommunal. Mise en place d'un logiciel de traitement automatisé permettant de détecter les situations comportant un danger. Développement du parc de caméras mobiles déplaçables rapidement en fonction du besoin sur l'ensemble du territoire (incivilités, attroupements, dégradations incendies, manifestations). Développement du nombre de caméras mobiles du Grand Belfort et mises en prêt aux communes. <u>Renforcer le centre opérationnel de commandement et de supervision</u> Le centre opérationnel de commandement et de supervision assure aujourd'hui la surveillance de 116 caméras dont 92 pour la ville de Belfort, 18 pour Grand Belfort, 3 pour la ville d'Essert et 3 pour la ville de Valdoie et un partenariat est en cours d'élaboration avec Territoire habitat pour 6 caméras. Le COCS gère également les transmissions radios entre le central et les équipes de policiers municipaux et de gardes champêtres sur le terrain ainsi que les communications et les transferts d'images à la police nationale. Le COCS dispose depuis 2020 du logiciel "Briefcam", facilitant les recherches approfondies et depuis 2019 d'une géolocalisation des policiers municipaux. Le COCS fonctionne 7jours/7 et 365 jours par an et est composé de 8 agents permanents. Projet : renforcer le nombre d'opérateurs du COCS pour plus d'efficacité (50 caméras par agent). La ville de Bavilliers a installé 25 caméras de vidéoprotection et la ville d'Offemont 6 caméras (non reliées au COCS).
Partenaire(s)	Police nationale Gendarmerie nationale Préfecture (FIPD)
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de caméras de vidéoprotection, Nombre de caméras reliées au COCS, Nombre de transferts d'images aux forces de l'ordre, Nombre de réquisitions des forces de l'ordre, Nombre d'interventions des forces de l'ordre à la demande du COCS.

Axe	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
Orientation stratégique	**Sécuriser l'espace publique**
Action	**25- Lutter contre l'affichage sauvage et les tags**
Pilotage de l'action	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Affichages sauvages sur des bâtiments ou mobiliers urbains de la part d'organisateurs de spectacles, syndicats ou partis politiques… Présence de tags sur des bâtiments publics ou privés et sur des mobiliers urbains.
Objectifs	Lutter contre l'affichage sauvage et les tags.
Description de l'action	<u>Lutter contre les tags</u> - Aménagements techniques empêchant le dépôt de tags – peinture anti-accroche, treillis avec plantes grimpantes, - Surveillance des lieux récurrents par les forces de l'ordre et le COCS, - Recensement des tags par les différents intervenants sur la voie publique et les usagers, - Retrait des tags existants sur les bâtiments publics et les mobiliers urbains pour éviter la multiplication et intervention sur demande du propriétaire pour les bâtiments privés (retrait immédiat s'agissant des tags injurieux, racistes, nominatifs…), - Dépôt de plainte et facturation des frais d'enlèvement du tag lorsque l'auteur et identifié, - Nettoyage des surfaces en lien avec les TIG ou chantiers éducatifs, - Mise à disposition aux tagueurs de lieux dédiés (*Street Art*). <u>Lutte contre l'affichage sauvage</u> - Aménagements techniques empêchant l'affichage sauvage – mobiliers urbains avec reliefs, installation de panneaux prévus à cet effet, - Prise d'un arrêté municipal interdisant l'affichage sur l'ensemble de la commune en dehors des espaces prévus à cet effet, - Surveillance des lieux récurrents par les forces de l'ordre et le COCS, - Recensement des affichages par les différents intervenants sur la voie publique et les usagers, - Dépôt de plainte et facturation des frais d'enlèvement des affiches lorsque l'auteur et identifié et refuse de les retirer.
Partenaire(s)	Propriétaires de bâtiments publiques et privés Police nationale Gendarmerie nationale
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de tags et affichages retirés Nombre de plaintes déposées Nombre de contrevenants verbalisés

Axe	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
Orientation stratégique	**Sécuriser l'espace publique**
Action	**26- Lutter contre les dépôts sauvages et améliorer la propreté**
Pilotage de l'action	Les communes Ville de Belfort (plan de propreté renforcé)
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Amélioration du cadre de vie des habitants. Problématique d'hygiène, de protection de l'environnement et de risque d'incendies.
Objectifs	Enlèvement des dépôts sauvages Améliorer la propreté urbaine
Description de l'action	<u>Lutter contre les dépôts sauvages</u> - Signalement des dépôts sauvages par les agents de surveillance de la voie publique, les ambassadeurs du tri du Grand Belfort, les usagers, les autres intervenants sur la voie publique, - Surveillance des lieux récurrents par les forces de l'ordre et le COCS, - Vérification par les forces de l'ordre ou autres agents assermentés si un élément dans le dépôt permet d'identifier l'auteur, - Retrait rapide de l'ensemble des dépôts pour éviter la multiplication, - Verbalisation en cas de flagrant délit ou retrait du dépôt par l'auteur, - En l'absence de flagrant délit mais auteur identifiable : dépôt de plainte ou procès-verbal de contravention adressé à la police nationale ou à la gendarmerie (volet pénal), - Si l'auteur est identifié, facturation des frais d'enlèvement du dépôt (volet administratif), - Mise en place de caméras de vidéoprotection dans les lieux récurrents de dépôts (prêts de caméras par Grand Belfort aux communes) et mise en place d'une signalétique rappelant d'interdiction et les risques encourus en matière de verbalisation, - Condamner l'accès à des lieux récurrents de dépôts comme les chemins forestiers, - Sensibiliser les usagers au regard de l'interdiction, des coûts engendrés pour la collectivité et rappeler les lieux de collecte. <u>L'amélioration de la propreté - Exemple du plan de propreté renforcé de la Ville de Belfort</u> L'objectif du plan de propreté renforcé est de rétablir l'image d'une ville propre et entretenue. Les principales actions concernent : - La rénovation du mobilier urbain : le format des corbeilles des parcs et jardins et des espaces naturels a été revu et adapté par une contenance plus importante, - Le renforcement des moyens dédiés aux interventions de lutte contre la malpropreté des rues : présence d'un « scooter de propreté canine » avec des circuits comportant les rues réputées les plus touchées, la mise en place de lieux de propreté canine en plus des distributeurs de sacs de ramassage des déjections canines, les traces de chewing-gums qui enlaidissent souvent les revêtements des trottoirs sont enlevés lors d'opérations ponctuelles de nettoyage. Pour cela le service de la propreté a fait l'acquisition d'un moyen spécifique.
Partenaire(s)	Police nationale – Gendarmerie nationale
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Statistiques mensuelles pour ce qui est de l'enlèvement des dépôts sauvages Frais d'enlèvements facturés Nombre de dépôts verbalisés

Axe	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
Orientation stratégique	**Sécuriser l'espace publique**
Action	**27- La gestion du stationnement – lutter contre les épaves**
Pilotage de l'action	Police nationale Gendarmerie nationale Police municipale Gardes champêtres
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Amélioration du cadre de vie des habitants, Problématique d'hygiène, de protection de l'environnement et de risque d'incendies, Perte d'espace de stationnement.
Objectifs	Identifier et retirer les épaves de véhicules (deux roues, voitures, camions)
Description de l'action	Signalement des véhicules en stationnement abusif et des épaves par les agents de surveillance de la voie publique, les usagers, les autres intervenants sur la voie publique, les forces de l'ordre et le COCS. Vérification qu'il s'agit d'un véhicule en stationnement abusif (marquage). Identification des propriétaires et mise en demeure de retirer le véhicule (possibilité d'une astreinte de 50 euros par jour de retard). Mise en fourrière des véhicules lorsque cela est nécessaire (non retrait pas le propriétaire, propriétaire non identifié, véhicule non identifiable) et facturation des frais d'enlèvement.
Partenaire(s)	Les communes Les habitants et autres intervenants sur la voie publique
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de véhicules recensés et retirés Nombre de véhicules mis en fourrière

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser l'espace publique**
ACTION	**28- Lutter contre les incendies**
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération Les communes
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Une baisse globale du nombre d'incendies est à noter depuis plusieurs années, toutefois certains secteurs restent sensibles : incendies de poubelles, véhicules, chantiers ou dépôts sauvages.
Objectifs	Prévention du risque d'incendies et traitement lors de leur survenance.
Déroulement/Descriptif de l'action	Création d'un observatoire des incendies sur le territoire de Grand Belfort Communauté d'Agglomération dans le cadre du CISPD. Le SDIS transmettra au coordonnateur du CISPD les statistiques pour l'ensemble des communes du Grand Belfort. Surveillance renforcée ou vidéoprotection de lieux sensibles dans lesquels plusieurs feux ont été signalés. Installation de conteneurs enterrés par Grand Belfort Communauté d'Agglomération : - Les bacs roulants d'ordures ménagères et collecte sélective en pied d'immeuble sont des sources de combustible pour des actes malveillants. En les remplaçant par des conteneurs enterrés, le cadre de vie est amélioré et les incendies de conteneurs rendus impossibles ou sans effet, - Remplacer tous les bacs présents en pied d'immeuble par des conteneurs enterrés à horizon 2030 (300k€/an), - En partenariat avec les communes et les bailleurs, implantation des conteneurs enterrés en pied d'immeuble, avec 3 flux pour inciter au tri : ordures ménagères résiduelles, emballages recyclables, emballages verre. Intervention rapide pour l'évacuation des dépôts sauvages, des épaves – une attention particulière doit être portée pour les veilles de fêtes telles que la Saint Sylvestre ou la fête nationale. Les véhicules ou conteneurs incendiés doivent être évacués et l'espace nettoyé dans les 24 heures pour éviter le risque de multiplication.
Partenaire(s)	SDIS, Gendarmerie nationale, Police nationale, bailleurs.
Public cible	Ensemble du territoire du Grand Belfort.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Évolution du nombre d'incendies de poubelles, véhicules, chantiers ou dépôts sauvages Délais d'évacuation et de nettoyage.

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser l'espace publique**
ACTION	**29- La sécurité des chantiers de voirie ou de construction**
Pilotage	Grand Belfort Communauté d'Agglomération Les communes
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Vols, dégradations et incendies de chantiers de construction ou de voirie.
Objectifs	Sécuriser les chantiers de construction ou de voirie.
Déroulement/Descriptif de l'action	Distribution d'une plaquette d'information à destination des usagers ou des entreprises par les communes rappelant les bons gestes à tenir pour sécuriser un chantier, Informer les forces de l'ordre de l'existence d'un chantier de manière à en assurer la surveillance, Fermeture du chantier et mise en sécurité des matériels en l'absence des entreprises Favoriser les dépôts de plainte systématiques, Installation de caméras mobiles pour surveiller les chantiers classés à risque.
Partenaire(s)	Entreprises, Police nationale, Gendarmerie nationale, CCI, CMA
Public cible	Usagers, entreprises.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Évolution du nombre de vols, dégradations et incendies de chantiers de construction ou de voirie.

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser l'espace publique**
ACTION	**30- Lutter contre les attroupements**
Pilotage	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Présence d'attroupements sur la voie publique ou dans le parc locatif à l'origine de nuisances, dégradations et incivilités. De nombreux attroupements sont liés au trafic de stupéfiants. Les attroupements génèrent un fort sentiment d'insécurité pour les habitants ou les locataires du parc d'habitat social.
Objectifs	Sécuriser la voie publique et les parties communes de l'habitat collectif. Ne pas laisser les individus à l'origine des attroupements s'approprier les lieux.
Déroulement/Descriptif de l'action	Fermeture des lieux en dehors des horaires d'accessibilité du public : squares, cimetières, cours d'école, passage Semard…, Surveillance renforcée des lieux propices aux attroupements (parkings souterrains par exemple) par les forces de l'ordre, les médiateurs, les agents du centre opérationnel de commandement et de supervision. Recensement des lieux d'attroupements par l'ensemble des partenaires, transmission des éléments à la cellule de régulation et mise en œuvre d'actions coordonnées et graduées : - Interventions des médiateurs sociaux dans le cadre de la prévention situationnelle et/ou des éducateurs spécialisés du conseil départemental, - Interventions des policiers municipaux ou des gardes champêtres, - Intervention de la police nationale ou gendarmerie, - Interventions coordonnées police nationale / police municipale, - Mise en place de caméras de vidéoprotection, - Si nécessaire, organisation d'un GPO / GTO. Un partenariat a été engagé entre la Ville de Belfort et Territoire habitat pour favoriser l'intervention des médiateurs pour gérer les attroupements au sein du parc locatif.
Partenaire(s)	Police nationale, Gendarmerie nationale, les communes, les bailleurs, membres de la cellule de régulation
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'attroupements pris en charge Nombre d'interventions des médiateurs

Axe	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
Orientation stratégique	**Sécuriser l'espace publique**
Action	**31- Les violences à l'occasion des rencontres sportives**
Pilotage de l'action	État Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Violences entre spectateurs, Violences de spectateurs envers les joueurs, arbitres et organisateurs, Ces violences concernent particulièrement la pratique du football.
Objectifs	Assurer la sécurité des spectateurs, Assurer la sécurité des joueurs, des arbitres et des organisateurs
Description de l'action	Transmission à la police nationale ou à la gendarmerie de la liste des différentes rencontres sportives de manière à ce que les forces de l'ordre puissent en évaluer le risque. En cas de risque avéré, les référents sureté ou le référent « *hooliganisme* » des forces de l'ordre pourront préconiser des actions à mettre en œuvre par les organisateurs ou les communes : - Barriérage et autres aménagements techniques, - Limiter ou suspendre la participation des spectateurs ou groupes de spectateurs, - Présence des forces de l'ordre, - Présence de la police municipale, - Présence de stadiers et d'agents de sécurité. Signature d'une charte de respect des valeurs républicaines avec les clubs sportifs recevant des financements publics – suspension ou suppression des financements ou de l'accès aux installations sportives en cas de non-respect de la charte.
Partenaire(s)	Police nationale, Gendarmerie nationale, État
Public cible	Les clubs sportifs Les spectateurs des rencontres sportives
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de rencontres classées à risque Nombre de rencontres ayant donné lieu à des actions particulières

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser l'espace publique**
ACTION	**32- La sécurisation des équipements sportifs et culturels**
Pilotage	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Dégradations, vols, non-respect du règlement intérieur des structures, attroupements, rixes.
Objectifs	Assurer la sécurité des grands équipements sportifs ou culturels.
Déroulement/Descriptif de l'action	<u>Le stade nautique</u> • Coordination des interventions entre la Police nationale et la Police municipale, • Présence de la Police municipale – présence statique ou rondes, • Présence d'une société de surveillance à l'entrée et dans le stade, • Vidéoprotection intérieure et extérieure, • Présence de médiateurs sur les pelouses et autour des bassins, • Prévention technique : clôtures, fermetures du site la nuit, tourniquet pour l'accès aux bassins. <u>Autres équipements sportifs ou culturels (Stade Roger Serzian, Le Phare, la patinoire, stade Coubertin, lieux de spectacles…)</u> • Coordination des interventions entre la Police nationale et la Police municipale, • Présence de la Police municipale, • Présence de la Police nationale pour les rencontres classées à risque, • Présence d'une société de surveillance pour sécuriser les entrées (fouilles et palpations) et les parkings, • Vidéoprotection intérieure et extérieure, • Prévention technique : clôtures, fermetures des sites inoccupés
Partenaire(s)	Police nationale, Gendarmerie nationale
Public cible	Usagers des équipements sportifs et culturels.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Évolution du nombre de dégradations, vols, non-respect du règlement intérieur des structures, attroupements et rixes.

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser l'espace publique**
ACTION	**33- La protection des bâtiments – le programme de prévention technique**
Pilotage	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Le développement de la prévention technique s'insère dans l'action publique des collectivités en vue de limiter la délinquance patrimoniale et de favoriser la tranquillité publique (dégradations, tags, effractions, cambriolages, attroupements et squats dans des lieux inoccupés).
Objectifs	Renforcer l'éclairage public, Améliorer la sécurisation des bâtiments municipaux, Développer la vidéoprotection.
Déroulement/Descriptif de l'action	Le renforcement de l'éclairage public dans des sites insécurisant, Mise en place de matériels dissuasifs (grilles, protections anti-vandalisme, etc.) ou d'alarmes de détection intrusion, vidéoprotection interne, recours à des sociétés de surveillance, Une action particulière est menée sur assurer la sécurisation des déchetteries de Grand Belfort Communauté d'Agglomération : alarmes, vidéoprotection reliée au COCS, périmètres grillagés, fermeture des lieux de stockage, Des diagnostics et études de sécurité peuvent être réalisées à la demande des communes souhaitant sécuriser leurs bâtiments ou autres espaces publics.
Partenaire(s)	Police nationale, Gendarmerie nationale
Public cible	Ensemble de la population.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de sites équipés, suivi du nombre d'incidents patrimoniaux (dépôts de plainte)

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser l'espace publique**
ACTION	**34- La sécurisation des services publics**
Pilotage	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Incivilités et agressions verbales ou physiques envers le personnel ou les élus.
Objectifs	Sécurisation des lieux d'accueil du public, Sécurisation des personnels et des élus.
Déroulement/Descriptif de l'action	Installations techniques permettant de sécuriser les lieux et les personnels - Installation de « boutons d'urgence » anti-agression reliés directement au COCS pour les services de l'accueil de l'hôtel de ville, l'état civil et la bibliothèque municipale de la ville de Belfort, - Vidéoprotection à l'intérieur des locaux, - Vitrage de protection de l'accueil. Formation des personnels aux situations d'accueil difficiles et la gestion des conflits. Création d'une procédure visant à favoriser les dépôts de plainte des personnels et élus ayant fait l'objet de menaces ou d'agressions physiques ou verbales et pour l'ensemble des dégradations aux biens et bâtiments publics.
Partenaire(s)	Police nationale Gendarmerie nationale
Public cible	Agents et usagers des services publics Élus
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Évolution du nombre d'incivilités et agressions verbales ou physiques envers le personnel ou les élus.

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser l'espace publique**
ACTION	**35- La sécurisation des commerces**
Pilotage	État Les communes
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Différents types d'infractions peuvent être commis dans les espaces commerciaux telles que les atteintes aux biens (vols à l'étalage, vols à la tire, à l'arraché, par ruse ou à main armée), les atteintes aux personnes.
Objectifs	Sécuriser les commerces, les personnels et les clients.
Déroulement/Descriptif de l'action	• Réalisation d'études de sécurité et d'une cartographie par la police nationale ou la gendarmerie". Cette cartographie pourra être agile et devra être actualisée régulièrement. Cet outil sera notamment utile pour repérer les récurrences et la pertinence d'installation d'une vidéoprotection, • Favoriser les dépôts de plainte de la part des commerçants notamment au travers d'une procédure simplifiée de lettre-plainte pour les commerçants victimes de certaines infractions, dont la commission est récurrente, • Mise en œuvre par les communes d'aménagements visant à sécuriser les commerces : zones piétonnes, barrières, vidéoprotection de la voie publique, • Création par la Ville de Belfort d'un fonds de soutien aux commerces pour financer la sécurisation de leurs espaces (alarme, vidéoprotection), • Mise en œuvre d'une procédure SMS en cas de vol à mains armée, • Coopération entre les différentes forces de l'ordre et assurer une surveillance renforcée lors des périodes de plus forte affluence (fêtes, soldes).
Partenaire(s)	Chambre de Commerce et d'Industrie du Territoire de Belfort, les commerces, les associations de commerçants, Police nationale, Gendarmerie nationale.
Public cible	Commerces
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de faits recensés Nombre d'interventions du fonds de soutien aux commerces

Axe	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
Orientation stratégique	**Sécuriser l'espace publique**
Action	**36- Les débits de boissons et les établissements musicaux à l'origine de nuisances et d'attroupements**
Pilotage de l'action	Les communes (libre adhésion) État
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Débits de boissons, vente à emporter ou établissements musicaux à l'origine de nuisances sonores, d'attroupements, consommations de stupéfiants, rixes.
Objectifs	Assurer la tranquillité des riverains de ces établissements.
Description de l'action	Recensement des faits autour de ces établissements. Assurer une surveillance renforcée de la part des forces de l'ordre. Mise en place d'une surveillance renforcée par le centre opérationnel de commandement et de supervision. Renforcement des pouvoirs des maires dans le cadre de l'article 45 de la loi engagement et proximité : le maire peut demander au préfet de lui déléguer ses pouvoirs de police afin de pouvoir procéder, si nécessaire, à la fermeture de débits de boissons ou établissements diffusant de la musique. Le Maire peut également encadrer les horaires de vente à emporter d'alcool entre 20h00 et 8h00. La fermeture par le maire est uniquement possible pour les établissements fixes ou mobiles de vente à emporter de boissons alcoolisées ou d'aliments assemblés et préparés sur place destinés à une remise immédiate au consommateur, au sens de l'article L. 332-1 du Code de la Sécurité Intérieure et les établissements diffusant de la musique au sens de l'article L. 333-1 du Code de la Sécurité Intérieure pour cause de trouble à l'ordre, la sécurité ou la tranquillité publiques. Pour les débits de boissons fixes, la fermeture nécessite outre la délégation de pouvoir du préfet, la nécessaire constitution d'une commission municipale des débits de boisson. Celle-ci doit être définie par un décret en Conseil d'Etat qui n'est pas encore paru.
Partenaire(s)	Police nationale Gendarmerie nationale
Public cible	Débits de boissons, vente à emporter Établissement musicaux
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de faits recensés Nombre de procédures engagées à l'encontre des établissements

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser les transports**
ACTION	**37- La sécurisation des bus et arrêts de bus**
Pilotage	Régie des Transports du Territoire de Belfort Syndicat Mixte des Transports en Commun
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Incivilités et agressions dans les bus et aux arrêts de bus, dégradations du matériel, Dissuasion des actes de malveillance, lutte contre l'atteinte aux biens et aux personnes, Fraudes, Les principales difficultés sont recensées aux abords des collèges.
Objectifs	Sécuriser les transports publics urbains et suburbains
Déroulement/Descriptif de l'action	Présence des agents de la RTTB sur le réseau : 6 vérificateurs assermentés et agréés sont présents quotidiennement sur les réseaux urbain et suburbain et 7 contrôleurs techniques présents pour prêter assistance aux agents de conduite et intervenir en cas de besoin, ils sont également assermentés et agréés - un décret en Conseil d'Etat, à paraitre, permettra aux agents assermentés d'être équipés de caméras piétons. Il s'agira d'une (expérimentation). Depuis plusieurs années, les véhicules circulant sur le réseau urbain de voyageurs et sur les lignes départementales sont équipés de caméras. Des séquences peuvent être extraites afin d'identifier les auteurs d'actes de délinquance. Elles sont ensuite transmises aux forces de l'ordre. Interventions des médiateurs, des policiers municipaux, des policiers nationaux ou des gendarmes dans les lignes de bus et aux arrêts de bus. Surveillance par le COCS des arrêts de bus placés à proximité de caméras. Dépôts de plainte systématiques pour les dégradations et incivilités. Favoriser les dépôts de plainte pour agression physique ou verbale envers le personnel ou pour les fraudes d'habitude. Définition, dans le cadre d'un GTO ou GPO, d'un plan d'actions pour les lignes faisant l'objet d'incivilités récurrentes. Formation des personnels pour gérer les conflits et les individus perturbateurs.
Partenaire(s)	Police nationale Gendarmerie nationale Police municipale, médiateurs
Public cible	Tous publics transportés à bord des bus
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de séquences vidéo transmises aux forces de l'ordre, Nombre d'interventions des médiateurs, des policiers municipaux, des policiers nationaux, des gendarmes.

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser les transports**
ACTION	**38- La sécurisation des gares et leurs abords**
Pilotage	Sûreté ferroviaire
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Gare de Belfort Ville - Attroupements et trafics dans la gare et aux abords, - Incivilités et agressions dans la gare et sur les quais, - Tags de rames de train, dans le passage Semard et derrière la gare Gare TGV - Incivilités, - Vol de bagages.
Objectifs	Sécurisation des deux gares, des quais et des abords
Déroulement/Descriptif de l'action	Renforcement de la vidéoprotection dans les deux gares : de 6 à 26 caméras pour la gare de Belfort ville et installation de caméras à l'arrêt Meroux pour la gare TGV. Création d'un équipage de cyno-défense. Présence d'équipages en civil, notamment à la gare TGV, pour lutter contre le vol de bagages. Coordination entre la SUGE et la police nationale / police municipale / gendarmerie pour renforcer la surveillance générale. Dépôts de plainte systématiques lors d'incivilités, agressions, dégradations et tags. Mise en œuvre d'actions coordonnées Police Nationale/SUGE/Police Municipale pour la Gare de Belfort Ville. Mise en place d'un GPO / GTO si nécessaire. Passages réguliers des médiateurs de la Ville de Belfort dans et aux abords de la gare pour une prise de contact avec les publics difficiles.
Partenaire(s)	Ville de Belfort – Grand Belfort Communauté d'Agglomération Police nationale Gendarmerie nationale
Public cible	Usagers des gares y compris des commerces installés dans les gares
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'attroupements Nombre d'agressions Nombre d'incivilités Nombre de tags

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser les transports**
ACTION	**39- Les engins motorisés dans l'espace public : lutter contre les rodéos**
Pilotage	Police nationale / Gendarmerie nationale
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Utilisation de l'espace public par des engins motorisés (motos et quads) : comportements dangereux pour les utilisateurs et les usagers, nuisances sonores et incivilités, infractions répétées au code de la route.
Objectifs	Réduire les nuisances et dangers provoqués par les engins motorisés dans l'espace public.
Déroulement/Descriptif de l'action	Création au sein de la Police nationale d'une cellule « rodéo 90 » chargée de recenser les contrevenants et engager des actions de contrôle. Création d'une brigade motorisée au sein de la Police municipale de la ville de Belfort. Étendre la verbalisation des contrevenants (contrôles routiers ou vidéo verbalisation). Création par la Ville de Belfort d'une zone de stockage des engins immobilisés pour accompagner le travail du Parquet. Développement des contrôles routiers coordonnés entre la Police nationale et la Police municipale (interception en sécurité). Surveillance renforcée par le centre opérationnel de commandement et de supervision : développement des vidéoverbalisations et des signalements à la police nationale. Cartographie des lieux de rodéos récurrents pour organiser une surveillance plus approfondie par la police nationale, police municipale, gendarmerie, gardes champêtres, ONF (forêts). Aménagements routiers permettant d'empêcher la réalisation de rodéos : écluses, coussins berlinois. Création de lieux permettant d'exercer la moto en toute sécurité (nécessitant un encadrement et une réflexion en amont en matière de responsabilités et de nuisances).
Partenaire(s)	Parquet Les communes
Public cible	Utilisateurs d'engins motorisés
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'infractions constatées Nombre d'engins suivis Nombre de plaintes des riverains Nombre d'engins saisis

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser les transports**
ACTION	**40- La sécurisation des cortèges de mariages**
Pilotage	Ville de Belfort
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Certains cortèges de mariages sont à l'origine d'entraves à la circulation, d'infractions au code de la route, de mises en danger des participants ou des usagers, de nuisances sonores et d'exhibitions de drapeaux étrangers.
Objectifs	Sécuriser les personnes et les biens pendant les cortèges de mariages
Déroulement/Descriptif de l'action	Établissement d'une charte des mariages remis aux futurs époux lors de la déclaration rappelant les règles à respecter. Transmission de la liste des mariages à venir à la Police municipale et à la Police nationale. La Police nationale classe les mariages en trois catégories : risque faible, risque moyen ou risque élevé. Selon ce classement : • Risque faible : vidéoprotection du cortège, • Risque moyen : vidéoprotection du cortège et présence des policiers municipaux, • Risque élevé : les futurs époux sont reçus par un responsable de la Police municipale pour les sensibiliser, le parcours du cortège est prédéfini, vidéoprotection du cortège, présence renforcée des policiers municipaux avec suivi du cortège par la brigade motorisée, présence si besoin des policiers nationaux, • En cas de risque élevé, le maire se réserve le droit de reporter le mariage et de ne célébrer celui-ci qu'en présence des époux et des témoins.
Partenaire(s)	Police nationale, Gendarmerie nationale
Public cible	Ensemble des mariages sur la commune
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'infractions relevées Nombre de mariages classés à risque Nombre de mariages reportés

AXE	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser le parc locatif**
ACTION	**41- La sécurisation des immeubles – le programme de prévention technique et la vidéoprotection**
Pilotage	Territoire Habitat / Néolia / ICF Habitat
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre et indicateurs	Présence d'attroupements dans les parties communes des immeubles à l'origine de dégradations, salissures et trafics. Augmentation du nombre de logements vacants.
Objectifs	Connaître les faits de dégradations qui se déroulent dans les halls. Identifier les auteurs en vue d'actions et dépôts de plainte. Empêcher l'accès aux immeubles. Sensibiliser les locataires en vue de maitriser les allées et venues dans leur immeuble.
Descriptif de l'action	Développement des dispositifs de vidéoprotection dans les immeubles où des attroupements et incivilités sont identifiés. Doter les immeubles de dispositifs d'interphonie, badges d'accès – éviter la possibilité de copie des badges. Développer des actions de communication et d'information en direction des locataires en vue de la gestion des allées et venues dans les immeubles. Modification physique de certaines entrées pour les rendre plus visibles depuis la rue (exemple aux 18 et 20 rue Blum à Belfort pour Territoire habitat). Expérimentation (libre adhésion des bailleurs) d'assermentation de gardiens d'immeuble ou autres agents en qualité de gardes particuliers pour verbaliser les incivilités (dégradations, dépôts sauvages, nuisances…).
Partenaire(s)	Police nationale – Police municipale – Gendarmerie nationale
Public cible	Publics jeunes
Indicateurs d'activité – Éléments d'évaluation	Nombre de dispositifs développés Nombre de logements vacants Nombre d'attroupements et de dégradations des halls recensés

AXE 2	**LA SECURITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Sécuriser le parc locatif**
ACTION	**42- La gestion des individus perturbateurs, des attroupements et des conflits de voisinage**
Pilotage	Territoire Habitat / Néolia / ICF Habitat
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Le comportement de certains locataires nuit au climat social d'un immeuble, d'un hall ou au quotidien des voisins proches. Les conflits de voisinage sont très nombreux au niveau du parc social. Les plaignants ne savent pas quelles autorités saisir et n'ont pas toujours le bon interlocuteur. Attroupements générant un fort sentiment d'insécurité et à l'origine de dégradations, nuisances, trafics et salissures.
Objectifs	Amélioration du cadre de vie des locataires Tranquillité et salubrité au sein des immeubles
Déroulement/Descriptif de l'action	Mise en place et suivi des procédures de traitement des situations problématiques. Actions graduées en fonction de la nature et du développement de la situation. Actions qui passent du rappel aux obligations des locataires, à des démarches de médiation et de résolution non contentieuses des situations et qui peuvent aboutir à une procédure contentieuse visant la résiliation du bail. Saisine du réseau de partenaires (communes, police nationale, police municipale, services sociaux) dans le cadre de la cellule de régulation et, s'agissant des problématiques liées à la salubrité, saisie du bureau d'hygiène des communes. Déterminer les responsabilités en distinguant les troubles et les conflits de voisinage, et définir des procédures complémentaires partagées et connues des locataires pour le traitement de ces situations de conflits – intervention du DCPP de la police nationale dans les situations de conflits. Dès l'identification des auteurs, mise en place d'une cellule de suivi en vue de définir des actions collectives (type chantiers éducatifs) visant à une prise en charge individuelle par les services (sociaux, santé, emploi…) compétents. Création de charte du bien vivre ensemble.
Partenaire(s)	Communes Conseil départemental Police nationale et Gendarmerie nationale Police municipale et gardes champêtres
Public cible	Locataires présentant des difficultés nuisant au climat social de l'immeuble. Locataires en conflit de voisinage. Individus à l'origine d'attroupements.
Indicateurs d'activité - Eléments d'évaluation	Nombre de situations qui ont fait l'objet dans le cadre de la démarche d'une rencontre avec le responsable de secteur, suite à l'échec de la première phase du traitement de la situation par le gardien. Nombre de situation où le bailleur a engagé un relogement ou une saisine du juge. Nombre de décisions de justice qui a conduit à la résiliation de bail. Nombre d'interventions dans le cadre des attroupements.

AXE 3 : L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Orientations	Actions	Pilotage	Partenaires
La prévention à caractère éducatif et social (la prévention primaire)	Favoriser l'accès aux loisirs (activités extrascolaires, lieux de rencontres, service jeunesse...), à la culture et au sport	Les communes Grand Belfort Conseil départemental	État Établissements culturels Clubs sportifs
	Développer la citoyenneté - le conseil municipal des enfants – « A la rencontre des institutions »	Les communes Conseil départemental	Membres du CISPD
	Développer la sensibilisation des plus jeunes « Ressources face à la violence »	Solidarité femmes	Éducation nationale Les communes Conseil départemental État
	La prévention dans les transports	Régie des transports du Territoire de Belfort	Éducation nationale Police nationale
	La maison des adolescents	La maison des adolescents de l'Aire urbaine	Éducation nationale Conseil départemental ALTAU Les communes
Identifier les jeunes exposés à la délinquance et prévenir le passage à l'acte (la prévention secondaire)	Développer la prévention situationnelle - la médiation sociale	Ville de Belfort	Membres du CISPD
	La prévention spécialisée - informer sur ses missions	Conseil départemental	Membres du CISPD
Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque	Les conduites addictives	Police Nationale / Gendarmerie ALTAU	Les communes Éducation nationale Conseil départemental
	La prévention routière - le citoyen roulant	Police Nationale / Gendarmerie Les communes	Les communes Education nationale Prévention routière
	Les dangers d'internet et le cyber harcèlement	Police Nationale / Gendarmerie Les communes	Education nationale CAF - CIDFF Solidarité femmes
Accompagnement à la scolarité	La lutte contre l'absentéisme scolaire - la commission d'assiduité scolaire	Éducation nationale	Les communes PJJ Conseil départemental
	Le plan contre les violences scolaires	Éducation nationale	Les communes PJJ Conseil départemental
	La réussite éducative : les études surveillées	Les communes	Éducation nationale
	Les mesures de responsabilisation	Éducation nationale	Les communes Conseil départemental SDIS
	Les programmes de réussite éducative	Les communes	Éducation nationale
	Le dispositif « Relais »	Education nationale	Les communes PJJ
La parentalité	Le conseil des droits et devoirs des familles	Les communes	Parquet - PJJ État Éducation nationale
	L'accompagnement parental et la saisie par le Maire des autorités sociales et éducatives	Les communes	Conseil départemental Parquet CAF

Orientations	Actions	Pilotage	Partenaires
La parentalité			
	Les actions développées par les communes ou le Conseil départemental	Les communes Conseil départemental	Membres du CISPD CAF
La prévention par l'insertion socio-professionnelle	Les chantiers éducatifs	Les communes Mission locale Conseil départemental	Bailleurs SPIP PJJ
	Le travail alternatif payé à la journée	ALTAU	Bailleurs Les communes
	La mission locale et la MIFE	Mission Locale / Mife	Conseil départemental Les communes
	le Belfort information jeunesse	Ville de Belfort	Conseil départemental Mife - Mission locale Pôle emploi
	Le centre de formation des apprentis	Ville de Belfort	Éducation nationale Conseil régional CMA - Direccte
La prévention de la récidive (la prévention tertiaire)	Le Travail d'Intérêt Général	SPIP/PJJ	Les communes Grand Belfort Conseil départemental
	La réparation pénale	SPIP/PJJ	Les communes Grand Belfort Conseil départemental
	Les stages de citoyenneté	SPIP/PJJ	Police nationale / Gendarmerie
	Le rappel à l'ordre	Les communes	Parquet
	La transaction	Les communes	Parquet
La prévention de la radicalisation	Informer, prévenir, signaler, accompagner	État	Membres du CISPD
Protection des personnes vulnérables	La prévention à destination des séniors	Les communes Conseil départemental	Police nationale / Gendarmerie
	Les violences conjugales et intrafamiliales	Solidarité femmes	Les communes Police / Gendarmerie Conseil départemental
	Les stages de responsabilisation	SPIP	CIDFF - Aide aux victimes Solidarité femmes
	La prise en charge des troubles psychiatriques	État	Membres du CISPD
	Les intervenants sociaux placés auprès des forces de l'ordre	Conseil départemental	Police nationale / Gendarmerie
	La gestion de la mendicité	Ville de Belfort	Armée du salut ALTAU - Etat Conseil départemental
Maltraitance animale	Lutter contre la maltraitance animale	Ville de Belfort Syndicat intercommunal de la fourrière animale	Les communes Police nationale / Gendarmerie Police municipale / gardes champêtres Associations

Les communes : libre adhésion des maires

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention à caractère éducatif et social**
Action	**43- Favoriser l'accès aux loisirs, à la culture et au sport**
Pilotage de l'action	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération Conseil départemental
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Public jeune sans activités qui déambule dans l'espace public. L'oisiveté est propice aux attroupements et aux actes d'incivilités.
Objectifs	Assurer l'occupation des jeunes pendant leur temps libre, Développer le vivre ensemble, Transmettre des valeurs à travers la culture ou le sport, Développer l'ouverture d'esprit, Développer la mixité sociale.
Description de l'action	Proposer des animations adaptées aux différents âges les mercredis, week-ends et vacances scolaires. Favoriser l'accès aux pratiques culturelles (musique, danse, arts plastiques, cinéma, théâtre, lecture, etc.). Favoriser l'accès aux pratiques sportives (stages sportifs, accès aux clubs sportifs). Mise à disposition de locaux pour les plus âgés.
Partenaire(s)	Établissements culturels Clubs sportifs État
Public cible	Jeunes de 3 à 25 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombres de jeunes participants à des activités de loisirs Nombres de jeunes participants à des activités culturelles Nombres de jeunes participants à des activités sportives

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention à caractère éducatif et social**
Action	**44- Favoriser l'accès aux loisirs, à la culture et au sport** **Animations péri et extra-scolaires**
Pilotage de l'action	Ville de Belfort
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Les antennes jeunesse situées dans les quartiers politique de la ville de la ville de Belfort (Résidences, Glacis, Belfort Nord) proposent des activités sportives, culturelles et éducatives aux jeunes
Objectifs	Occuper les jeunes sur leur temps libre constitue la première des préventions en empêchant le désœuvrement ou toute tentation à la déviance. Sensibiliser les jeunes à un comportement respectueux, à l'engagement citoyen, à la réussite, au mérite et au respect des valeurs républicaines. Repérer d'éventuelles problématiques psychologiques ou/et des difficultés d'insertion sociale et professionnelle afin d'orienter le jeune vers le service compétent (assistante sociale/ éducateur de prévention/ psychologue).
Description de l'action	Les animateurs des antennes jeunesse proposent quotidiennement dans leur antenne ou dans le quartier des activités sportives comme le ping-pong / basket / football / futsal / dance / vélo / boxe éducative / ski...ou des activités culturelles : cinéma, théâtre d'improvisation, séjours..., Les animateurs des antennes jeunesses proposent également du soutien scolaire (aide aux devoirs).
Partenaire(s)	Établissements culturels Clubs sportifs Conseil départemental CAF
Public cible	Les jeunes de 11 à 17 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de jeunes accueillis dans les antennes du service jeunesse

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention à caractère éducatif et social**
Action	**45- Favoriser l'accès aux loisirs, à la culture et au sport** **Atelier percussions à l'EPIDE**
Pilotage de l'action	Grand Belfort - Conservatoire Henri DUTILLEUX
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	L'inauguration du centre le 27 juin 2012 a fait l'objet d'un projet entre des élèves d'un ensemble de percussions du Conservatoire Henri Dutilleux et des élèves de l'EPIDE. Fort de cette expérience est né un vrai partenariat entre ces 2 institutions.
Objectifs	Proposer le décloisonnement social des pratiques artistiques et en particulier des percussions à destination des jeunes accueillis dans le centre. Réduire les inégalités. Valoriser les potentiels individuels et collectifs. Favoriser la sensibilisation aux pratiques collectives au travers d'une pratique en atelier.
Description de l'action	Chaque semaine, de 8 à 12 jeunes se déplacent au Conservatoire – site de Valdoie pour pratiquer les percussions. Encadré par un enseignant du conservatoire, à raison d'une heure hebdomadaire durant la période scolaire, cet atelier prend toute sa place chez ces jeunes souvent éloignés de la culture. Deux temps de restitution sont prévus chaque année dans le cadre de la remise des diplômes du centre et lors d'un concert carte blanche organisé par le conservatoire.
Partenaire(s)	EPIDE
Public cible	8 à 12 jeunes issus de l'EPIDE
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de participants Assiduité et investissement des jeunes

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention à caractère éducatif et social**
Action	**46- Favoriser l'accès aux loisirs, à la culture et au sport** **Orchestres dans les quartiers**
Pilotage de l'action	Grand Belfort Communauté d'Agglomération - Conservatoire Henri DUTILLEUX
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Favoriser l'accès à la pratique de la musique dans les quartiers prioritaires.
Objectifs	Proposer le décloisonnement social des pratiques artistiques dans les quartiers politique de la ville. Réduire les inégalités. Valoriser les potentiels individuels et collectifs. Favoriser la sensibilisation aux pratiques collectives au travers d'une pratique en orchestre.
Description de l'action	**Orchestre des Résidences-Le Mont** : trompette, cor trompette, trombone, tuba - 1 séance de travail hebdomadaire en orchestre à l'école Pergaud encadrée par 1 enseignant, - 1 séance de travail hebdomadaire en atelier suivie d'une séance en orchestre au conservatoire – 1 rue Koepler encadrées par 4 enseignants et deux animateurs de la maison de quartier J. Brel. **Orchestre ARSOT-GANGHOFFER :** clarinette, saxophone, trompette, tuba et percussions - 1 séance de travail hebdomadaire en atelier suivie d'une séance en orchestre au conservatoire – site de Valdoie encadrées par 5 enseignants et de la directrice-adjointe de la Clé d'Offemont.
Partenaire(s)	Maison de quartier J. Brel et Centre socio-culturel La Clé d'Offemont.
Public cible	27 enfants issus des écoles élémentaires de ces deux quartiers.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de participants Assiduité et investissement des enfants

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention à caractère éducatif et social**
Action	**47- Développer la citoyenneté** **Le conseil municipal des enfants**
Pilotage de l'action	Les communes (exemple de la Ville de Belfort) Conseil départemental
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Dans les 18 écoles primaires il est procédé chaque 2e mardi du mois d'octobre à l'élection de 2 conseillers juniors par école (1 garçon et 1 fille). Le vote se déroule dans les conditions suivantes : - Campagne électorale dans les classes, - Mise à disposition par la mairie d'une urne et d'un isoloir, - Bulletin de vote, - Fiche de résultats.
Objectifs	Le Conseil municipal des enfants est un lieu au sein duquel les valeurs de la République française sont transmises et respectées : Liberté, Égalité, Fraternité, démocratie mais aussi mérite républicain. Chaque élu junior doit prendre son rôle à cœur pour acquérir à la fin de l'année, l'envie de s'impliquer tout au long de sa vie en qualité de citoyen.
Description de l'action	Séance d'installation du Conseil municipal des enfants en présence du maire, de l'élue en charge du CME, d'un représentant de la Préfecture et de l'Éducation nationale. Réunion mensuelle des élus juniors sous forme de commission (exemple : vie scolaire, développement durable, UNICEF, culture). Programmation de visites (Assemblée nationale, musées, ou autre en fonction de l'actualité...). Intervenants extérieurs (Directeur de l'Office départemental des anciens combattants, gestes de premiers secours par la Protection civile,...). Séance de clôture pendant laquelle un représentant de chaque commission présente le bilan des travaux effectués au cours de l'année. Réalisation d'un "P'tit Mag".
Partenaire(s)	En fonction du choix des intervenants extérieurs
Public cible	Les garçons et filles inscrits en CM2 dans une école de Belfort (15 publiques et 3 privées) Les élèves doivent obligatoirement habiter la commune Le maire junior et les 3 adjoints sont désignés La parité est respectée (2 garçons et 2 filles)
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Assiduité des jeunes élus Propositions de projets

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention à caractère éducatif et social**
Action	**48- Développer la citoyenneté Le service citoyen**
Pilotage de l'action	Ville de Belfort
Calendrier de l'action	3 sessions de recrutement par an (mars/juin/octobre) pour une durée de 6 mois.
Contexte de mise en œuvre	Aider les jeunes belfortains entre 18 et 30 ans à obtenir leur permis de conduire en en finançant 80%.
Objectifs	Aider à accéder à l'emploi par la mobilité (de plus en plus d'emplois exigeant le permis de conduire).
Description de l'action	Les jeunes sélectionnés au dispositif doivent accomplir 80h de travail au service des autres dans des associations d'intérêt général (aide aux personnes âgées, secours populaire, Armée du salut...) en contrepartie d'une aide de 750€ versée par la mairie pour le financement de leur formation au permis de conduire (auto-école du jeune).
Partenaire(s)	Associations belfortaines liées au service public / Mission locale 90 / Prévention routière 90.
Public cible	Les jeunes motivés par la volonté de trouver un emploi et par l'engagement civique.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de jeunes bénéficiant du dispositif.

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La prévention à caractère éducatif et social**
ACTION	**49- Développer la sensibilisation des plus jeunes "Ressources face à la violence"**
Pilotage	Association Solidarité Femmes
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Nécessité d'un travail global de prévention des violences et de promotion des comportements non-violents et sexistes, à destination des jeunes et également des parents.
Objectifs	Accompagner les jeunes à développer un regard et un sens critique : - en interrogeant les représentations et stéréotypes en lien avec l'image des filles et des garçons, des hommes et des femmes, de l'utilisation de la violence, - en sensibilisant au processus d'influences négatives auxquels ils peuvent être confrontés. Apporter des éléments de connaissance et de repérage des différentes formes de violence : - identifier ses émotions et ressentis afin de se prémunir contre une réaction violente, - identifier les ressources et les processus de recherche d'aide auprès des adultes. Promouvoir la gestion non-violente des conflits en accompagnant les jeunes dans leur manière de penser les relations aux autres : - écouter et exprimer leurs émotions, leurs besoins et leurs désirs, - écouter les autres dans l'empathie et la réciprocité.
Descriptif de l'action	L'action du pôle prévention est constituée de programmes de prévention animés majoritairement auprès des publics jeunes et dans les établissements scolaires. Ces programmes sont élaborés en partenariat avec les établissements scolaires et en fonction de leurs objectifs éducatifs. Les interventions se déroulent sous forme de séances de prévention auprès des jeunes. Les interventions développent les échanges avec les jeunes sur là où ils en sont aujourd'hui avec pour cadre de référence la loi (les droits et les devoirs), les valeurs de respect, d'égalité, de solidarité et de tolérance. Des actions plus ponctuelles sont également menées à destination des parents (conférence, réunion d'informations sur les programmes de prévention animés à destination des enfants) dans l'objectif d'une réflexion plus globale sur la problématique des violences. Depuis 2019, création d'un nouvel outil d'intervention mêlant réflexion sur les stéréotypes et création artistique et une action de sensibilisation sur le cyber harcèlement et le cyber sexisme.
Partenaire(s)	Préfecture, Direction Régionale au Droit des Femmes et à l'Egalité, Mission Départementale au Droit des femmes et à l'égalité, Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, Conseil départemental, Ville de Belfort.
Public cible	Jeunes (de la maternelle au lycée) et parents d'élèves.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Éléments quantitatifs : - Évolution du nombre d'heures d'intervention et du nombre de jeunes rencontrés. Éléments qualitatifs : - Retours des jeunes sur les interventions auxquelles ils ont assisté, - Bilans des programmes animés dans les différents établissements scolaires.

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La prévention à caractère éducatif et social**
ACTION	**50- La prévention dans les transports "questions pour un citoyen"**
Pilotage	Régie des Transports du Territoire de Belfort Syndicat Mixte des Transports en Commun
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	La classe de sixième, premier moment d'indépendance, qui, parfois, se traduit par des comportements exubérants et par l'expérimentation des premières infractions. A l'entrée dans l'adolescence, constat d'un changement de comportement de certains élèves pouvant se traduire par des actes d'incivilités.
Objectifs	Présenter les différentes catégories d'infractions et les sanctions prévues par la loi : - Développer la Citoyenneté, - Faire comprendre l'intérêt du respect des lois et règlements, - Faire prendre conscience des conséquences parfois très graves survenant lors de certaines infractions.
Descriptif de l'action	L'action ne se déroule sous la forme d'un échange avec la classe. Par la suite, information des établissements scolaires lorsque des faits sont signalés. Concernant la fraude d'habitude, un lien sera fait entre la RTTB et le Conseil départemental et le service social scolaire.
Partenaire(s)	Éducation nationale
Public cible	Élèves de sixième des établissements publics de l'agglomération belfortaine Élèves de quatrième des établissements publics de l'agglomération belfortaine
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'élèves concernés Nombre de classes concernées Nombre d'incidents signalés dans les transports publics

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La prévention à caractère éducatif et social**
ACTION	**51- La prévention dans les transports Accueil des classes de CM2**
Pilotage	Régie des Transports du Territoire de Belfort Syndicat Mixte des Transports en Commun
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Il s'agit de préparer la rentrée en classe de sixième dans le contexte des transports urbains.
Objectifs	Adopter les bons comportements lors des trajets en bus. Adopter les comportements sécuritaires lors du cheminement jusqu' à l'arrêt de bus et à l'arrêt de bus.
Descriptif de l'action	Chaque classe est accueillie au siège de la RTTB pendant une demi-journée. Les élèves suivent avec attention un diaporama et doivent être capable de déceler les comportements inadaptés ou dangereux dans le bus, à l'arrêt de bus ou sur le trajet collège – arrêt de bus. En fin d'intervention chaque élève apprend à valider une carte de bus afin de ne pas se trouver en situation irrégulière lors de futurs trajets. Une mise en situation (un freinage d'urgence sur le dépôt) clôt cette intervention.
Partenaire(s)	Éducation nationale
Public cible	Élèves de CM2
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'élèves concernés Nombre d'interventions

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention à caractère éducatif et social**
Action	**52- La Maison de l'adolescence**
Pilotage de l'action	La Maison de l'adolescence de l'Aire urbaine – Association hospitalière de Bourgogne Franche Comté.
Calendrier de l'action	Toute l'année (3 rue Jules Vallès à Belfort – 03 84 57 43 10 – mda.au@ahbfc.fr).
Contexte de mise en œuvre	Adolescents (de 11 à 25 ans) souffrant de mal-être, rencontrant des difficultés familiales ou liées à la scolarité, adolescents soumis à des conduites à risque – actions inscrites dans le cadre du plan d'actions du Réseau régional d'appui à la prévention et à la promotion de la santé – Comité territorial Nord Franche Comté.
Objectifs	Accompagner les adolescents et leurs parents. Information et formation des professionnels travaillant avec des adolescents. Informer l'ensemble des professionnels des prestations offertes par la Maison de l'adolescence pour que ces derniers fassent le lien entre les adolescents rencontrés et la MDA.
Description de l'action	Rencontres avec les adolescents (entretiens individuels), les familles (entretiens familiaux). Groupe d'entraide pour les jeunes victimes de harcèlement. Groupe d'entraide pour améliorer son estime de soi. Organisation de colloques, d'actions de sensibilisation et de formation des professionnels travaillant avec des adolescents. Atelier "Jeux m'intéresse" - 5 thématiques de santé globale abordées avec les adolescents : gestion des émotions, estime de soi, harcèlement, réseaux sociaux, relations filles/garçons. Atelier "le café des parents" - 8 séances thématiques à destination des parents : travail scolaire et motivation, phobie scolaire, harcèlement scolaire, les addictions, les conflits dans la famille, la séparation ou le divorce, les relations filles/garçons, la nutrition.
Partenaire(s)	Les communes, Conseil départemental, autres membres du CISPD, ALTAU, Éducation nationale, service de pédopsychiatrie de l'adolescent.
Public cible	Adolescents de 11 (6e) à 25 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'enfants / parents rencontrés Nombre d'enfants / parents pris en charge

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Identifier les jeunes exposés à la délinquance et prévenir le passage à l'acte**
ACTION	**53- Développer la prévention situationnelle - la médiation sociale**
Pilotage	Ville de Belfort
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Les attroupements et les dégradations génèrent un fort sentiment d'insécurité Commission d'actes d'incivilité.
Objectifs	Assurer une présence de proximité rassurante pour les habitants. Éviter la commission d'actes d'incivilité et éviter les attroupements.
Déroulement/Descriptif de l'action	Contribuer à la tranquillité publique en assurant une présence de proximité rassurante et dissuasive dans les espaces publics et les équipements publics. Effectuer une veille sociale (dialogue et création de lien social avec rôle d'information et d'orientation). Accueillir, écouter et concourir au lien social : établir le contact avec usagers, renseigner, orienter et conseiller les usagers. Rétablir le dialogue et créer un processus de communication. Prévenir et aider à la résolution des conflits : identifier les motifs de tension, les dysfonctionnements et les conflits et mettre en place des mesures de régulation, de sécurisation ou d'alerte. Empêcher les conflits en rappelant et expliquant les règles de conduite à respecter. Faire respecter la règlementation et les consignes de sécurité notamment concernant l'occupation des halls d'immeubles, et dans les établissements publics. Effectuer une veille technique (maintien du cadre de vie par l'observation de l'environnement). Depuis 2020, développement d'un partenariat avec Territoire habitat pour renforcer la présence des médiateurs dans le parc locatif. En 2021, expérimentation concernant l'intervention des médiateurs en soirée (20 ou 22h) et le dimanche après-midi au travers le recrutement de 3 adultes relais.
Partenaire(s)	Police nationale, Gendarmerie nationale, Police municipale, services sociaux, PJJ/SPIP, Conseil départemental.
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Temps de présence sur la voie publique Nombre d'interventions réalisées

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Identifier les jeunes exposés à la délinquance et prévenir le passage à l'acte**
Action	**54- Informations des partenaires sur les missions et les actions du Conseil départemental en matière de prévention spécialisée**
Pilotage de l'action	Conseil départemental
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	La mise en œuvre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance nécessite une bonne connaissance des différents acteurs entre eux et de leurs missions. Le renouvellement régulier des élus locaux ou d'autres acteurs de terrain implique de renouveler la communication sur ce sujet.
Objectifs	Apporter aux élus locaux et aux différents partenaires un niveau d'informations qui permette une compréhension de l'organisation de la prévention spécialisée et de ses missions sur le Territoire de Belfort. Favoriser les conditions du partenariat et de ses attentes dans ce domaine. Améliorer la complémentarité des dispositifs existants et le repérage de besoins nouveaux.
Description de l'action	Communication de la charte départementale de la prévention spécialisée. Information aux élus locaux à travers les rencontres mairies/CCAS et responsables des Espaces des Solidarités Départementales. Communication dans le cadre des différentes réunions partenariales de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance ou dans d'autres instances en lien avec la thématique.
Partenaire(s)	Les communes Grand Belfort Communauté d'Agglomération
Public cible	Les acteurs de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Le nombre de réunion d'information Les documents communiqués aux partenaires Les retours des partenaires sur cette question

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque**
ACTION	**55- Les conduites addictives**
Pilotage	Éducation nationale- Police nationale – Gendarmerie nationale – Association – Communes.
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Sensibilisation des élèves aux risques encourus. Travail sur toutes les dépendances (drogues, tabac et alcool). Protection des enfants et adolescents : population influençable, voire vulnérable dans les situations de précarité.
Objectifs	Prévenir d'éventuelles addictions. Repérage des élèves consommateurs et éviter la première consommation. Prévention des conduites à risques auprès des jeunes, des parents et des professionnels. Informer des risques encourus.
Descriptif de l'action	Programme d'actions par certains partenaires dans l'établissement scolaire suite à une problématique ou à une demande de la communauté éducative. Actions de prévention des conduites à risques auprès des adultes en situation d'insertion, des jeunes et des élèves du CFA de Belfort. Action de communication sur la prévention de l'alcoolisation notamment lors de moments festifs (FIMU, Eurockéennes). Lutte contre le tabagisme – initiative de la ville de Belfort en 2021 : interdiction de fumer ou vapoter à proximité des établissements scolaires (50 m), installation d'une signalétique et contrôles. Mobiliser les différents intervenants pour trouver une solution.
Partenaire(s)	Associations (ANPAA, ALTAU, Centres sociaux...) Conseil départemental Les communes Préfecture
Public cible	Tout public
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'interventions Retour qualitatif
Dispositif complémentaire	La réduction du risque alcool lors d'évènements festifs (FIMU, Eurockéennes).

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque**
Action	**56- Les conduites addictives - travail ambulatoire / maraudes sur la Ville de Belfort**
Pilotage de l'action	ALTAU Le Relais / CAARUD Entr'actes
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Les maraudes de l'association ALTAU sont rattachées à son CAARUD Entr'actes. Ce dispositif de travail ambulatoire est une mission du Centre D'accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers (CAARUD) et s'inscrit dans une démarche d' "aller-vers", indispensable à l'offre de soin global en addictologie.
Objectifs	Les maraudes permettent d'aller à la rencontre d'un public installé dans la rue, qui pour une raison ou pour une autre, ne fréquente pas les locaux du CAARUD Les objectifs sont : - Identifier les éventuels lieux d'exclusion et d'isolement social, et tenter de parer à de potentielles consommation cachée et donc dangereuse, pour l'usager et son entourage direct ou indirect, - Établir et/ou restaurer un lien, social et institutionnel avec les personnes isolées, marginalisées, et potentiellement consommatrice de produits, - Permettre l'identification de la structure et l'association, et ainsi accroître la portée de son action, - Permettre l'accès à la Réduction des risques, et l'orientation vers une structure de soin et d'accueil en addictologie et/ou un dispositif de droit commun, - Accompagner les personnes dans leurs besoins.
Description de l'action	Durant 3h00, les mercredis après-midi, un binôme pluridisciplinaire (infirmières et travailleurs sociaux) d'intervenants en addictologie, parcourt les rues du centre et de l'hypercentre de la ville de Belfort. Il se rend dans des lieux de squats et de mendicité identifiés, à la rencontre des plus démunis et isolés et doit avoir la vigilance nécessaire, à l'identification de nouveaux lieux de squat, de consommations ou d'isolations des publics les plus précaires. Sur une base de libre adhésion pour l'usager, les intervenants, ont pour mission de créer du lien avec celui-ci, d'identifier ses besoins, ses éventuelles demandes et d'y répondre si possible. Si cela est possible, orienter les personnes en fonction de l'évaluation, vers la structure en addictologie et/ou un dispositif de droit commun, le plus adapté au profil, aux demandes et besoins identifiés.
Partenaire(s)	Armée du salut / Samu social / structures d'hébergement / structures sociales
Public cible	Public isolé et très précaire, population sans domicile fixe
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de personnes rencontrées, matériel distribué, prise en charge effectuées Indicateurs qualitatifs : suivi des orientations lorsque cela est possible, pérennité du lien et intégration des personnes sur les centres fixe, teneurs des échanges avec les usagers

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque**
Action	**57- Les conduites addictives - dispositif mobile d'addictologie pour le public isolé**
Pilotage de l'action	ALTAU CSAPA Le Relais / CAARUD Entr'actes
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Les associations gestionnaires, ADDSEA, AHS-FC et ALTAU ont engagé une réflexion pour proposer une offre globale en matière de prise en charge en addictologie sur le Territoire du Nord Franche-Comté. Au-delà d'harmoniser et de structurer les pratiques professionnelles, il s'agit aussi de co-construire, avec les équipes, une méthode et des outils de prévention et d'information. Dans la continuité des actions déjà menées sur le territoire, ces 3 associations ont soutenu ensemble un projet de mise en place d'un dispositif mobile qui est effectif depuis fin 2017 et porté par le CAARUD Entr'actes de l'association ALTAU.
Objectifs	La mise en place d'une unité mobile de réduction des risques permet : - D'apporter les compétences conjointes dans des zones blanches peu ou non couvertes par nos dispositifs du fait de leur éloignement géographique, - Dans la continuité de cet objectif, et aux regards de la période sanitaire actuelle, d'élargir l'offre de soin et de réduction des risques pour les personnes les plus isolées et marginalisées, spécifiquement dans les centres villes et périphéries proches de nos zones d'actions, - De faciliter l'accès au matériel de réduction des risques, au dépistage et aux soins de 1er secours à des usagers éloignés des dispositifs existants, soit géographiquement soit du fait de situation de précarité importante favorisant leur isolement, - D'apporter aux professionnels de première ligne (médecins, pharmaciens, service de prévention spécialisé, CMS ...) rencontrant des usagers en difficulté, dans des zones peu ou mal couvertes, un soutien technique et logistique pour améliorer l'accès aux soins et à la réduction des risques, - Créer du lien avec un public éloigné des dispositifs et ainsi permettre une orientation vers les structures sociales et médico-sociales, vers le sanitaire, - Prévenir et réduire les risques infectieux en facilitant l'accès à du matériel de réduction des risques et aux mesures de dépistage, et d'hygiène, - Informer et donner des conseils de réduction des risques aux usagers, - Permettre aux usagers de drogues de satisfaire à leurs besoins fondamentaux en matière de santé en accédant à des soins somatiques de base.
Description de l'action	Ce dispositif mobile consiste en la mise en place d'une équipe spécifiquement chargée de se déplacer, aux sollicitations d'usagers, ou en reconnaissance de terrain et/ou de lieux de consommations identifiés ou non. Un binôme de professionnel, constitué d'un travailleur social et d'une infirmière, a pour mission d'aller à la rencontre et d'entrer en contact avec les usagers de drogues dans les lieux habituellement fréquentés par ceux-ci, (maraudes de rue, squats, milieux festifs, usagers en milieu rural ou semi-rural, ...) ou à leur domicile.

	Ainsi, en fonction du lieu, de la rencontre, et de la demande, les professionnels du CAARUD mobile, mettent à disposition les offres de services auxquelles peuvent prétendre des usagers de drogues dans un CAARUD fixe. : • Du matériel stérile de réduction des risques, un espace de récupération du matériel DASRI usagé, ainsi qu'un support informatif concernant la consommation de produits psychoactifs, • Une offre de soin infirmier. À travers un espace mobile aménagé et adapté ou peuvent être effectuées des services de "bobologie" (soins rapides) évaluation et orientation, dépistages (TROD), • Un espace d'entretiens individuels, offrant discrétion, confidentialité et anonymat, et permettant d'éventuelles ouvertures de droits administratifs et/ou orientation vers des dispositifs de droits communs pour les usagers les plus isolés. L'Unité mobile CAARUD est une porte d'entrée, un début d'offre de soin généraliste pour la personne. Plus globalement, cette offre de soin est pensée comme un vecteur de réinsertion, de resocialisation et de prévention contre l'isolement et la délinquance.
Partenaire(s)	Service de Santé – Forces de l'ordre – Acteurs de la prise en charge du sanitaire et social – Structures d'hébergements
Public cible	Tout public consommateur de produit psychoactifs
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Bilan quantitatif et qualitatif effectué chaque année où sont recensés : • Le nombre de personnes touchées / La file active, • Les besoins, • Le matériel distribué et récupéré, • Des indicateurs géographiques lorsque cela est possible.

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque**
ACTION	**58- La prévention routière - le citoyen roulant**
Pilotage	Service Jeunesse de la Ville de Belfort
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	La conduite d'engins motorisés est très prisée chez les jeunes. Souvent, pas ou peu formés, ils ont des comportements dangereux dans leur appréhension du réseau routier urbain et périphérique. Certains conduisent alors qu'ils ne sont pas titulaires d'un permis et au-delà de leur personne, ils mettent en danger les autres usagers de la route. Ce projet vise à prévenir le comportement à risque des jeunes dans le cadre de la conduite d'engins motorisés.
Objectifs	Sensibiliser les jeunes aux risques de la conduite d'engins motorisés. Informer les jeunes sur le cadre réglementaire de la conduite d'engins motorisés. Former les jeunes à une pratique plus sécurisée. Améliorer la relation Police-jeunes.
Descriptif de l'action	La ville de Belfort finance le permis AM (deux roues) à des collégiens. Cette formation financée par la ville comprend plusieurs ateliers pratiques à la piste cyclable de la sécurité routière 90 encadrés par un agent de la police nationale. Ces ateliers ont lieu pendant les vacances de printemps et en juillet. Puis la formation se termine avec le passage de l'examen encadré par le moto club de la police nationale. Leur permis est remis par le maire lors d'une cérémonie valorisant leur parcours (en octobre chaque année). Ce dispositif prévoit également des actions de prévention routière à toutes les classes de 4ème, assurées par un animateur du service jeunesse et un agent de la police municipale ou nationale (en binôme), au sein même des collèges, pendant le second trimestre scolaire (séances "quizco").
Partenaire(s)	Éducation nationale Police municipale Police nationale Gendarmerie Nationale Prévention routière Préfecture Association Prévention MAIF
Public cible	Collégiens
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'élèves concernés Nombre d'interventions

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque**
ACTION	**59- La prévention des dangers d'internet – le permis internet**
Pilotage	Police nationale / Gendarmerie nationale
Calendrier / durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Sensibilisation des collégiens sur les dangers d'internet (cyber harcèlement, cyber violence...). Sensibilisation des élèves de CM2 à l'utilisation d'internet.
Objectifs	Permettre aux jeunes de mieux appréhender et de mieux comprendre comment se protéger sur internet. Identifier les actes, paroles qui constituent des infractions. Rappeler la loi, en particulier la responsabilité des jeunes sur le contenu de leurs écrits et photos postés sur le net. Sensibiliser les élèves aux différents risques que l'on peut rencontrer sur internet notamment sur les réseaux sociaux. Évoquer la notion de cyber harcèlement en insistant sur le fait d'en parler à un adulte dans cette situation. Pour les élèves de CM2 – le permis internet : - Distribution du kit pédagogique au professeur avec prise de contact, - Le policier présente l'opération et distribue les codes de bonne conduite, - Examen et remise solennelle du permis internet avec les élèves.
Descriptif de l'action	Intervention d'un policier national ou d'un gendarme dans les établissements scolaires du second degré et dans les écoles primaires.
Partenaire(s)	Éducation nationale
Public cible	Collégiens de la 6ème à la 4ème Élèves de CM2
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'élèves concernés.

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque**
Action	**60- Les dangers d'internet Réseaux sociaux, pratiques et addictions**
Pilotage de l'action	Les cybercentres de la ville de Belfort
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Actions menées de septembre à juin au sein des cybercentres de la ville de Belfort. Les cybercentres sont ouverts à raison de 7h par semaine et se situent dans les différents centres socioculturels et maisons de quartier de la ville de Belfort. Ils accueillent un public allant des adolescents aux seniors. L'objectif général et de réduire la fracture numérique et accompagner les usagers dans leur pratique des nouvelles technologies.
Objectifs	Sensibiliser les jeunes et les adultes à la citoyenneté numérique, Alerter sur les dangers des réseaux sociaux, Apprendre à utiliser les réseaux sociaux différemment, Développer la citoyenneté numérique.
Description de l'action	Dans le cadre des cybercentres, les cybermediateurs sont amenés à faire de la prévention auprès des jeunes et de leurs parents. Cela se fait sur 2 temps différents : - **Les créneaux réguliers sur lesquels le public est accueilli :** discussions, réponses aux questions ET accompagnement quotidien, - **Les ateliers de préventions organisés tout au long de l'année :** Sensibilisation contre le cybersexisme / création de courts métrages de sensibilisation / ateliers de prévention au cyber harcèlement / ateliers juridiques et numériques / sensibilisation à l'utilisation des réseaux sociaux dans le cadre familial.
Partenaire(s)	OÎKOS, ALTAU
Public cible	Les adolescents et leurs parents
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de participations aux ateliers

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque**
Action	**61- Les dangers d'internet** **Les promeneurs du net**
Pilotage de l'action	Caisse d'allocations familiales du Territoire de Belfort Le BIJ
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Né en Suède en 2000, porté par les CAF au niveau national depuis 2012, ce dispositif s'adresse aux professionnels de la jeunesse au sens large dans le but de permettre une présence éducative sur le Net. 80 % des jeunes âgés entre 11 et 17 ans sont présents sur le Net une fois par jour, et plus de 48 % d'entre eux se connectent aux réseaux sociaux plusieurs fois par jour. Les Promeneurs du Net sont une réponse aux inquiétudes que l'on peut se poser sur les questions d'accompagnement sur Internet, de réponse aux sollicitations, de sensibilisation aux bonnes pratiques et de prévention.
Objectifs	Accompagner les jeunes dans l'espace numérique en travaillant sur les thématiques telles que lien social et vie sociale, vie numérique, intervention éducative/espaces de parole et d'échange sur Internet, émergence d'initiatives, nouvelles pratiques collaboratives, prévention des comportements à risque et du mal-être.
Description de l'action	5 agents de la Ville de Belfort (2 animateurs du service jeunesse, le coordinateur des cybercentres et 2 agents de Belfort Information Jeunesse) assureront des permanences hebdomadaires sur les réseaux sociaux et seront identifiés comme "Promeneurs du Net". Ils seront des interlocuteurs pour prolonger sur internet l'action menée dans l'espace physique, toucher un public qui ne vient pas dans les structures en répondant à des questions et assurer une veille éducative et une prévention des risques.
Partenaire(s)	D'autres Promeneurs du Net ont été conventionnés par la CAF au sein de structures socioculturelles et d'insertion. Une quinzaine de Promeneurs devraient être présents sur le Territoire de Belfort.
Public cible	Tous les jeunes de 11 à 25 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombres de suivis par les promeneurs du net.

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagner les jeunes exposés aux conduites à risque**
Action	**62- Les dangers d'internet** **Sensibilisation au cyber-sexisme et au cyber-harcèlement**
Pilotage de l'action	Les cybercentres de la Ville de Belfort
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Lors de la semaine de lutte contre le cyber-sexisme au mois de novembre, deux ateliers de prévention auprès d'une vingtaine de jeunes venant des antennes jeunesses de la ville de Belfort sont proposés.
Objectifs	Sensibiliser les jeunes au cyber-sexisme, Apprendre à sécuriser ses réseaux sociaux.
Description de l'action	Deux séances par groupe : - Échange avec les associations Solidarité femmes et le CIDFF autour du sexisme, des violences en ligne, du harcèlement par l'intermédiaire d'une photo langage et d'un quiz juridique autour des sanctions encourues dans ce genre de situation, - Via les ordinateurs, propositions de tutos de sécurisation des réseaux sociaux, - Puis, *via* la préparation de petites saynètes, expressions des jeunes autour de situations liées au sexisme.
Partenaire(s)	CIDFF et Solidarité Femmes
Public cible	Les adolescents de 12 à 16 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de participants à l'atelier

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Accompagnement à la scolarité**
ACTION	**63- La lutte contre l'absentéisme scolaire**
Pilotage	Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Garantir le droit à l'éducation et prévenir le décrochage scolaire.
Objectifs	Repérer les élèves absentéistes. Identifier les freins à une scolarisation régulière ainsi que les personnes ou structures ressources mobilisées ou à mobiliser pour installer ou réinstaller l'assiduité.
Déroulement/Descriptif de l'action	Procédure de signalement des élèves absents : - Les établissements scolaires signalent sans délai aux familles toute ½ journée d'absence injustifiée, - Les établissements rencontrent systématiquement les familles des élèves absentéistes (au moins 4 ½ journées d'absence injustifiées sur une période d'un mois), - Les familles reçoivent un courrier de rappel des obligations signé du Directeur Académique, - Ouverture d'un dossier individuel d'absentéisme transmis à la DSDEN en cas de poursuite des absences injustifiées (au moins 10 ½ journées d'absences injustifiées sur une période d'un mois) et contractualisation avec la famille, - Réunion de la commission départementale partenariale (Éducation nationale, Conseil Départemental, Parquet et PJJ et désignation d'un service chargé du suivi - Information préoccupante adressée au Conseil départemental en cas d'échec de tous les dispositifs mis en place pour la rescolarisation.
Partenaire(s)	Conseil départemental PJJ - Procureur Les communes
Public cible	Élèves absentéistes âgés de 3 à 16 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'élèves signalés et suivis Nombre de retour à une scolarisation régulière

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagnement à la scolarité**
Action	**64- La cellule départementale de lutte contre les violences scolaires**
Pilotage de l'action	Éducation nationale
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Prévention et prise en charge violences scolaires **circulaire MEN n° 2019-122 du 3-9-2019**
Objectifs	- Répondre plus efficacement aux violences scolaires, - Renforcer la protection des personnels, - Installer des procédures disciplinaires plus efficaces, - Assurer la prise en charge des élèves hautement perturbateurs et poly exclus, - Responsabiliser les familles.
Description de l'action	Un comité de pilotage est placé auprès du DASEN. Ce comité a pour mission : - d'assurer un suivi systématique des faits de violence et de harcèlement signalés par les écoles et établissements et de leur traitement, - de procéder à une analyse des décisions en matière disciplinaire à partir des rapports des chefs d'établissements, - de traiter les affectations des élèves après une exclusion définitive de leur établissement, - d'élaborer la convention départementale Justice / Éducation nationale, - de réguler les saisines des directeurs et des chefs d'établissement dans le cadre du protocole d'accompagnement et de responsabilisation, - de fédérer et faire connaître les initiatives et les dispositifs innovants des établissements en direction notamment des élèves et des parents, - d'impulser les formations notamment sur les enjeux des relations familles – écoles, - d'adapter et de renforcer les liens avec tous les acteurs du territoire : collectivités territoriales, caisses d'allocations familiales, associations, acteurs de la politique de la Ville, représentants institutionnels.
Partenaire(s)	Conseil départemental
Public cible	Ensemble des élèves
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'actes de violence recensés en milieu scolaire Récidive

AXE	L'ACTION EDUCATIVE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE
ORIENTATION STRATEGIQUE	Accompagnement à la scolarité
ACTION	**65- Les mesures de responsabilisation**
Pilotage	Éducation nationale – Les communes (libre adhésion) – Conseil départemental
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	La mesure de responsabilisation est une mesure alternative à la sanction. Elle fait l'objet d'une convention tripartite signée entre l'établissement scolaire, la collectivité et les représentants légaux.
Objectifs	Aider l'élève à s'engager dans une démarche constructive et réfléchie visant à lui faire prendre conscience de la gravité des actes qu'il a commis ou auxquels il a participé.
Descriptif de l'action	La mesure de responsabilisation consiste à « faire participer l'élève, en dehors de ses heures d'enseignements à des activités de solidarité, culturelle, de formation ou à l'exécution d'une tâche de nature éducative, pendant une durée qui ne pourra excéder vingt heures. » Ces activités peuvent être réalisées au sein d'un établissement ou au sein d'une association, d'une collectivité territoriale, d'un groupement rassemblant des personnes publiques ou d'une administration. Cette mesure de responsabilisation doit être en adéquation avec l'âge de l'élève et ses capacités. Soutien éducatif renforcé par les éducateurs de prévention de l'ESD Belfort Ouest - Carré Liberté pour les élèves du collège S. Signoret. Ville de Belfort : les médiateurs sociaux de la Ville de Belfort assurent l'interface entre l'établissement et le service municipal accueillant (bibliothèque, archives, musées), effectue le suivi pendant la mesure et rendent compte à l'établissement.
Partenaire(s)	Collèges et lycées Les communes Conseil départemental
Public cible	Les élèves des collèges et des lycées
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de collégiens accueillis Nombre de lycéens accueillis Bilan qualitatif des mesures par l'Education nationale / la commune / le Conseil départemental.

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagnement à la scolarité**
Action	**66- La réussite éducative - les études surveillées**
Pilotage de l'action	Les communes – exemple de la Ville de Belfort
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Historiquement la Ville propose la possibilité aux enfants à partir du CP de s'inscrire en étude et de bénéficier d'un temps adapté pour faire ses devoirs. Ce temps d'accueil entre 16h30 et 17h15 est gratuit. Depuis la rentrée scolaire 2018/2019, les études surveillées s'inscrivent dans l'offre périscolaire. A ce titre, leur pilotage est assuré par les directeurs périscolaires. Les enseignants et directeurs d'école volontaires assurent les études en complément d'agents vacataires possédant le baccalauréat. Grâce à un partenariat avec l'IUT Carrières Sociales de Belfort, 15 étudiants sont venus compléter les équipes. Pour ce faire, leur emploi du temps a été organisé en fonction pour pouvoir être présents sur ce temps d'étude. Environ 90 études de 15 enfants maximum sont en place chaque année scolaire.
Objectifs	Donner la possibilité aux enfants de faire leurs devoirs dans des conditions adaptées. Bénéficier de l'appui de l'encadrant qui s'assure que les devoirs ont bien été faits.
Description de l'action	Les enfants s'inscrivent pour l'année. Ils sont pris en charge par l'équipe d'encadrement à 16h30 et bénéficient d'un temps de détente avant de se rendre en classe. Cette offre de service est assurée jusqu'à 17h15. Une articulation et une complémentarité se sont dernièrement engagées avec le CLAS pour les élèves de CP. A ce titre, l'intervenant CLAS vient encadrer au sein de l'étude les enfants inscrits au CLAS, puis dans un second temps une offre plus ludique est proposée avec ces élèves auprès de la maison de quartier.
Partenaire(s)	Équipes enseignantes, Étudiants de l'IUT carrières sociales, maisons de quartier et coordinateurs REP.
Public cible	6-12 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'élèves bénéficiant du dispositif

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagnement à la scolarité**
Action	**67- Les programmes de réussite éducative**
Pilotage de l'action	Les communes - exemple de la Ville de Belfort
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Le Programme de réussite éducative a été initié par l'État dans le cadre du plan de cohésion sociale de janvier 2005. Le PRE s'adresse aux enfants scolarisés dans l'enseignement public du premier degré et au collège, âgés de 2 à 16 ans et présentant des signes de fragilité ou ne bénéficiant pas d'un environnement favorable à leur développement.
Objectifs	L'accompagnement de l'enfant dans sa scolarité. Le soutien aux parents dans leur démarche éducative en valorisant leurs compétences. Le bien-être des enfants et la promotion de la prévention et de l'éducation à la santé.
Description de l'action	Tout acteur éducatif qui constate une fragilité à l'égard d'un enfant, peut solliciter ce dispositif par le biais des infirmières scolaires. <u>Les principales demandes d'intégration dans le dispositif</u> : - Des difficultés relationnelles de l'enfant avec l'équipe enseignante et ses camarades, - Des difficultés scolaires, enfants allophones, problèmes de langage…, - Des problèmes familiaux, difficultés financières, dissolution de la cellule familiale, deuil…, - Des problèmes de surpoids qui déclenchent des problèmes d'estime de soi. Une commission pluridisciplinaire instruit les demandes et apporte une réponse en fonction de la problématique posée en commission : - Une coordinatrice qui anime le réseau, - Des référents de parcours, 4 infirmières scolaires, - Un comité technique qui reste l'instance de pilotage, - Une équipe pluridisciplinaire qui instruit les demandes et évalue, - Des professionnels principalement médico-sociaux et socio-éducatifs, actuellement : psychologue, diététicienne, professeur de yoga, psychomotricienne, sophrologue, coach-parental, mandalas-massage parent/enfant…, - Des actions Pass' Port form avec les éducateurs sportifs de la Ville pour accompagner le surpoids, - Des ateliers Coup de Pouce CLE sur 10 écoles pour cette rentrée 2020-2021.
Partenaire(s)	Éducation nationale, Conseil départemental, MDPH, la CAF, référents familles des centres sociaux et les différents intervenants qui accompagnent l'enfant tout au long du parcours. Un des partenaires essentiel reste bien évidemment le parent. Sans son implication forte, la commission pluridisciplinaire ne valide pas le suivi.
Public cible	3-12 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'enfants bénéficiant du dispositif.

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Accompagnement à la scolarité**
Action	**68- Le dispositif "Relais"**
Pilotage de l'action	Éducation nationale
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Lutte contre le décrochage scolaire
Objectifs	• Favoriser la réappropriation des règles de la vie sociale et scolaire ainsi qu'un réinvestissement dans les apprentissages. • Assurer la reprise progressive d'un parcours scolaire adapté aux capacités de l'élève.
Description de l'action	Le dispositif relais est déployé en étroite coopération avec la protection judiciaire de la jeunesse. Il permet d'accueillir temporairement hors du contexte de l'établissement scolaire des collégiens manifestant une incompréhension des règles collectives et entrant dans un processus de rejet de l'institution scolaire par des conduites et des attitudes perturbatrices répétitives, un absentéisme perlé ou chronique, une démotivation profonde dans les apprentissages. **La prise en charge des élèves est individualisée et personnalisée.** L'équipe d'encadrement pédagogique et éducatif s'appuie, en fonction des besoins des jeunes, sur des interventions extérieures pour la mise en œuvre d'activités culturelles, sportives, artistiques ou de prévention de la santé. PAFI : Parcours aménagé de formation initiale pour les élèves d'au moins 15 ans (MLDS). Prise en charge externalisée à l'unité éducative d'activités de jour (PJJ).
Partenaire(s)	PJJ, Conseil départemental
Public cible	Collégiens
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'élèves accueillis au dispositif relais

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La parentalité**
Action	**69- Le conseil pour les droits et devoirs des familles**
Pilotage de l'action	Les communes (libre adhésion)
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Créé par l'article 9 de la loi du 5 mars 2007, le Conseil pour les droits et devoirs des familles est une instance d'aide à la parentalité pilotée par le maire ou son représentant.
Objectifs	Accompagner les parents rencontrant des difficultés avec leurs enfants (mineurs).
Description de l'action	Conseil pour les droits et devoirs des familles est présidé par le maire ou son représentant. Il est composé de représentants des services de l'État, du Conseil départemental et toutes autres personnes œuvrant dans les domaines de l'action sociale, sanitaire et éducative, l'insertion et la prévention de la délinquance. Le Conseil pour les droits et devoirs des familles fonctionne en deux phases : - Instruction de la situation et convocation de la famille, - Audition de la famille et transmission des recommandations. Un suivi de la famille est ensuite réalisé par le Conseil pour les droits et devoirs des familles.
Partenaire(s)	État - Conseil départemental – Éducation nationale - PJJ
Public cible	Jeunes en difficultés et ses parents
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de Conseil pour les droits et devoirs des familles mis en place. Nombre d'enfants suivis dans le cadre d'un Conseil pour les droits et devoirs des familles.

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La parentalité**
Action	**70- L'accompagnement parental et la saisine par le maire des autorités en matière d'action sociale et éducative**
Pilotage de l'action	Les communes (libre adhésion)
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	La mesure d'accompagnement parental a été créée par l'article 9 de la loi du 5 mars 2007. Constats de menace à l'ordre, la sécurité ou la tranquillité publics en raison du défaut de surveillance ou d'assiduité scolaire d'un mineur.
Objectifs	Accompagner les parents rencontrant des difficultés avec leurs enfants (mineurs).
Description de l'action	L'accompagnement parental consiste en un suivi individualisé au travers d'actions de conseil et de soutien à la fonction éducative. Le maire sollicite pour ce faire les services du conseil départemental et en informe l'Inspecteur d'académie, la CAF et le Préfet. Il est délivré aux parents une attestation comportant leur engagement solennel à se conformer aux obligations liées à l'exercice de l'autorité parentale. Si la mesure est un échec ou si les parents refusent, le maire saisit alors le Président du Conseil départemental en vue de la conclusion d'un contrat de responsabilité parentale. La saisine du président du Conseil départemental par le maire (loi du 5 mars 2007) : le maire peut saisir le Conseil départemental en vue de la mise en œuvre d'une mesure d'accompagnement en économie sociale ou familiale, d'un contrat de responsabilité ou dans le cadre d'une "information préoccupante" s'il lui apparait qu'un mineur est susceptible d'être en danger. La maire peut enfin saisir le juge des enfants (article 10 de la loi du 5 mars 2007) pour qu'il décide d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial, avec information au Président de la CAF, s'il lui apparait que les prestations familiales ne sont pas employées aux besoins des enfants.
Partenaire(s)	Conseil départemental – CAF – Justice
Public cible	Jeunes mineurs
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'accompagnements parentaux

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La parentalité**
Action	**71- Information des partenaires sur les missions et les actions du Conseil départemental en matière d'accompagnement à la parentalité**
Pilotage de l'action	Conseil départemental (en articulation avec le schéma de prévention et de protection de l'enfance 2017/2021). La CAF (en articulation avec le schéma départemental de service aux familles).
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	La mise en œuvre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance nécessite une bonne connaissance des différents acteurs entre eux et de leurs missions
Objectifs	Apporter aux élus locaux et aux différents partenaires un niveau d'informations qui permette une compréhension des acteurs en charge des missions de parentalité. Favoriser les conditions de partenariat et de ses attentes dans ce domaine. Améliorer la complémentarité des dispositifs existants et le repérage de nouveaux besoins.
Description de l'action	Communication et information sur la politique menée par le Conseil départemental en corrélation avec le schéma départemental actuel et celui à venir dans le cadre des différentes réunions partenariales de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance ou d'autres instances en lien avec la thématique.
Partenaire(s)	Association AFP et HERA ainsi que tous les acteurs en charge de la parentalité.
Public cible	Les acteurs de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Le nombre de réunion d'information Les documents communiqués aux partenaires Les retours des partenaires sur cette question

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La parentalité**
Action	**72- Actions développées dans la cadre de la petite enfance**
Pilotage de l'action	Ville de Belfort - Direction de la petite enfance
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Accompagner les parents dans leur rôle de parents.
Objectifs	Favoriser le lien enfant/parents, mettre en confiance avec le système institutionnel, faire de la prévention sanitaire.
Description de l'action	Au sein des établissement d'accueil du jeune enfant : participation des familles à des "cafés parents" sur des thèmes touchant à la petite enfance, participation à des ateliers parents enfants afin de favoriser le lien entre eux et impliquer les familles dans l'accueil de leur enfant. Au sein des Lieux d'accueil enfants / parents : accueil de la parole de la famille sans jugement, sans thème particulier, en se basant également sur l'observation de l'enfant. Au sein des réunions via le Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents : réunions animées par l'accueillant des LAEP en présence d'un psychologue sur un thème souhaité par les familles et inscrites à la séance.
Partenaire(s)	CAF, Protection maternelle et infantile
Public cible	Familles fréquentant les EAJE et les LAEP
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombres de participants dans les différentes structures

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La prévention par l'insertion socio-professionnelle**
ACTION	**73- Les chantiers éducatifs**
Pilotage	Ville de Belfort / Mission Locale / Conseil Départemental
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Une des clefs principales du processus de sortie de la délinquance est l'insertion professionnelle, laquelle est largement conditionnée par l'accès à une formation, une qualification et à un emploi. Face aux difficultés récurrentes d'insertion professionnelle pour des jeunes sous-mains de justice, le chantier éducatif est un outil moteur dans la dynamique d'insertion. L'enjeu est d'obtenir l'adhésion des jeunes pour une inscription dans un parcours professionnel sur le long terme. Les chantiers doivent être « un sas vers l'emploi » et non pas une simple activité d'occupation.
Objectifs	L'objectif est de proposer des réponses concrètes et personnalisées afin de favoriser l'insertion professionnelle et de prévenir la récidive : - Mise en situation de travail, sur une courte période, pour un public de mineurs ou de jeunes majeurs accompagnés par les éducateurs de prévention / conseillers jeunes / médiateurs sociaux, - Actions collectives venant en renfort des suivis individuels pour vérifier ou faire prendre conscience aux jeunes des compétences acquises ou restant à acquérir. Ces mises en situation de travail permettent également aux éducateurs d'accompagner plus longuement les jeunes, de les voir en situation de travail et de les préparer à de futurs emplois et/ou d'intégrer des dispositifs (CIVIS, garantie jeune, emploi d'avenir...), Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de jeunes sous main de justice sans solution d'insertion dans les dispositifs de droit commun. Favoriser l'appropriation du territoire de manière positive par ces jeunes en privilégiant des chantiers locaux (type rénovation d'espaces communs dans les quartiers en partenariat avec les bailleurs…).
Descriptif de l'action	Le bailleur met à disposition un support chantier, les matériaux et voir l'encadrement technique nécessaire à l'action. Le chantier est aussi l'occasion pour les jeunes de rencontrer des professionnels de l'insertion, de la santé, participer à des activités culturelles ou sportives.
Partenaire(s)	Territoire Habitat / régie des Quartiers, SPIP et PJJ
Public cible	Jeunes de 16 à 25 ans.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de jeunes accueillis, nombre de chantiers réalisés, typologie des publics, nombre de mise en situation de travail à l'issue des chantiers

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention par l'insertion socio-professionnelle**
Action	**74- Travail alternatif payé à la journée (TAPAJ)**
Pilotage de l'action	Association de Lutte contre les Toxicomanie de l'Aire Urbaine (ALTAU) – CAARUD Entr'actes
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	TAPAJ s'appuie sur un partenariat entre : Une structure médico-sociale (CSAPA - CAARUD) - démarche les partenaires susceptibles de proposer des plateaux de travail, - identifie les jeunes susceptibles de remplir les missions proposées par les entreprises, - suit les jeunes sur le lieu de travail (une présence sécurisante tant pour les jeunes que pour les entreprises, correspondant à la mission d'accompagnement du CSAPA/CAARUD). Une association intermédiaire qui est l'employeur juridique des jeunes - - assure la rémunération du jeune dans les conditions spécifiques à TAPAJ et édite les contrats de travail et un bulletin de salaire en fin de mois, reprenant le décompte des heures travaillées. Une entreprise / collectivité / association auprès desquels les jeunes sont mis à disposition - - proposent des missions programmées par session de 4 heures, renouvelable.
Objectifs	Prévenir la marginalisation du public jeune en situation d'addiction
Description de l'action	TAPAJ est un dispositif d'insertion spécifique permettant aux jeunes en situation d'addiction, en errance, isolés ou dans une situation précaire, d'être rémunérés en fin de journée, pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification ou d'expérience professionnelle particulière et ne les engage pas sur la durée. TAPAJ est pensé comme une alternative à la manche ou aux petits larcins. Ce dispositif apporte en cela une réponse adaptée aux jeunes en difficulté que leurs problématiques sociales, éducatives et sanitaires tiennent éloignés des dispositifs de droit commun. L'objectif est de créer un *marchepied* entre les réponses d'assistance et les réponses d'insertion.
Partenaire(s)	Association intermédiaire (Défi). Tous les partenaires accompagnant un public jeune (CHRS/prévention spécialisée/Mission Locale…). Toutes structures/organismes pouvant proposer des plateaux de travail (associations / collectivités / entreprises privées.
Public cible	Jeunes de 18 à 25 ans en situation d'addiction, en situation de précarité, en rupture familiale, sans domicile fixe / isolés, rétifs au contact avec les institutions, victimes d'exclusion (la mendicité étant génératrice de nuisances urbaines, aggravées souvent par la présence des chiens), en difficulté pour initier une démarche de soin/d'insertion professionnelle, éloignés des dispositifs de droits communs.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	L'évaluation se fera à travers les professionnels intervenants sur le dispositif, les partenaires orienteurs, l'association intermédiaire et le public via des entretiens individuels, des espaces de paroles collectives (ex : comité de pilotage), des questionnaires et le logiciel statistique.

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention par l'insertion socio-professionnelle**
Action	**75- La mission locale et la Maison de l'information sur la Formation et l'Emploi**
Pilotage de l'action	Mission locale - MIFE
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Favoriser l'insertion socio- professionnelle des jeunes
Objectifs	Informer les jeunes sur les métiers, les formations, Accompagner les jeunes à définir un projet professionnel ou à créer leur entreprise.
Description de l'action	<u>Les missions de la mission locale</u> : - Accompagnement individualisé, • Proposition de formations (compétences clés, formations de pré-qualification, qualification), • Aide à la recherche d'emploi, • La "garantie jeune" dans le cadre du "parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie", - Participation aux chantiers éducatifs, - Proposition d'ateliers : orientation et formation et accès à l'emploi. <u>Les missions de la MIFE :</u> - Cité des métiers : lieu de ressources sur les questions relatives à la vie professionnelle, l'insertion, la création d'entreprise, la formation, - "Plan local pour l'insertion et l'emploi", - "Dispositif local d'accompagnement" des associations.
Partenaire(s)	Conseil départemental Les communes
Public cible	Jeunes en insertion socio-professionnelle
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de jeunes accueillis par la mission locale et la MIFE Nombre de jeunes bénéficiant de la garantie jeune

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention par l'insertion socio-professionnelle**
Action	**76- Belfort Information Jeunesse** **Forum des jobs d'été**
Pilotage de l'action	Ville de Belfort – "Belfort Information Jeunesse"
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Le BIJ est régulièrement sollicité par les jeunes sur la recherche d'un job d'été et souvent bien trop tard. Il s'agit généralement de la recherche d'un premier emploi pour laquelle les jeunes n'ont aucune connaissance sur la méthodologie et sur les secteurs qui recrutent.
Objectifs	Informer et accompagner les jeunes dans leur recherche d'emploi saisonnier. Proposer des offres dans des secteurs variés. Permettre la rencontre entre des jeunes et des employeurs.
Description de l'action	Les missions du BIJ : - Centre d'information et de documentation pour la jeunesse (études, métiers, emploi, jobs, formation continue, vie quotidienne, logement, santé, culture, loisirs, sports, vacances, partir à l'étranger), - Accompagnement de projets, - Vie étudiante, - Services : logement, jobs, petites annonces, - Accompagnement de projets, - Carte Avantages Jeunes, édition Belfort, - Cybercentre : accès en libre-service. Le forum des jobs d'été : Au travers des stands et des professionnels présents tout au long de la journée, un jeune qui se déplace au forum peut : - Consulter des offres d'emploi saisonnier dans le Territoire de Belfort et les environs, - Rencontrer des professionnels qui recrutent, avoir un entretien et déposer son CV, - Rencontrer un professionnel de l'emploi pour avoir des conseils et s'informer sur ses droits, - Faire son CV avec les conseils de professionnels, participer à des simulations d'entretien, - S'informer sur la recherche d'un job à l'étranger, - S'informer sur la possibilité de travailler quand on est mineur, - Trouver une alternative à l'emploi, si toutefois la recherche n'aboutit pas, grâce au bénévolat, au volontariat et à l'engagement qui sont des expériences valorisantes.
Partenaire(s)	Les professionnels de l'emploi tels que Pôle Emploi, la Mission locale, la MIFE et la DDCSPP.
Public cible	Jeunes de 16 à 30 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Fréquentation du BIJ, du forum des jobs d'été.

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention par l'insertion socio-professionnelle**
Action	**77- Qualification et insertion de jeunes apprentis**
Pilotage de l'action	Centre de Formation des Apprentis Municipal
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Dans le cadre du contrat d'apprentissage le CFA accueille 530 jeunes de 15 à 29 ans afin d'assurer les formations préparant aux examens des diplômes du CAP, BP, BAC, et BTM.
Objectifs	Permettre aux jeunes d'accéder à une qualification et une insertion durable dans l'emploi 80% des jeunes trouvent un emploi durable et 85% obtiennent leur diplôme.
Description de l'action	Mise en œuvre des formations selon les référentiels de l'Éducation nationale et de CMA France. Actions de sensibilisation et d'interventions externes (expert) dans le cadre de la formation des apprentis : sécurité routière / cybercriminalité / addiction / violence. Les formations proposées par le CFA sont présentées aux participants aux chantiers éducatifs, TIG, mesure de responsabilisation…
Partenaire(s)	Éducation nationale / CMA /OPCO /Conseil Régional Bourgogne Franche Comté / DIRECCTE.
Public cible	Apprentis 15-29 ans
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'apprentis / taux d'insertion / résultat aux examens.

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention de la récidive**
ACTION	**78- Le développement des mesures de Travail d'Intérêt Général (TIG)**
Pilotage	Tribunal / SPIP et PJJ
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre et indicateurs	Consolider le développement de ces mesures et du partenariat nécessaire à leur mise en œuvre du fait d'un constat commun d'un impact positif de ces mesures auprès des personnes concernées. Au sein de la PJJ, un coordonnateur du dispositif est chargé de recensés l'ensemble des partenaires susceptibles d'accueillir des TIG et de développer ce partenariat.
Objectifs	Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes concernées. Favoriser la prévention de la récidive. Renforcer le partenariat Justice / Collectivités Territoriales.
Descriptif de l'action	Le travail d'intérêt général est une peine prononcée par la juridiction de jugement à la place de l'emprisonnement avec l'accord du condamné. Il consiste en l'accomplissement d'un travail non rémunéré d'une durée variable dans un délai maximum de 18 mois au profit d'une personne morale de droit public, d'une personne morale de droit privée ou d'une association. Un suivi post-TIG doit être mis en place. Procédure à la Ville de Belfort : - la personne confiée par la Justice est prise en charge par les médiateurs, - les médiateurs font le lien avec les tuteurs professionnels, - les médiateurs effectuent le bilan de la mesure et le transmettent à la Justice, - un projet est en cours d'élaboration pour former les tuteurs professionnels à l'accueil de ce public spécifique.
Partenaire(s)	Collectivités locales / associations Le développement des TIG implique la consolidation du réseau de partenaires accueillant les jeunes dans ce cadre.
Public cible	Mineurs (à partir de 16 ans) ou majeurs condamnés à une peine de TIG
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de TIG prononcés Nombre de postes de TIG proposés par les partenaires

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention de la récidive**
ACTION	**79- Les mesures de réparation pénale**
Pilotage	Parquet, Juge des Enfants (prononcé des mesures) / PJJ (mise en œuvre des mesures).
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre et indicateurs	Consolider le développement de ces mesures et du partenariat nécessaire à leur mise en œuvre du fait d'un constat commun d'un impact positif de ces mesures auprès des jeunes concernés.
Objectifs	Favoriser des modalités de prise en charge rapides permettant aux jeunes concernés : - De s'inscrire dans un processus de responsabilisation qui reconnaît le mineur comme sujet de droit répondant de ses actes, - De prendre en compte la victime et de réparer le préjudice commis, - De s'engager dans un processus de restauration de l'estime de soi et de se réinscrire positivement dans le corps social. Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes délinquants. Favoriser la prévention de la récidive.
Descriptif de l'action	La mesure de réparation pénale est une mesure éducative prononcée à l'égard d'un mineur, auteur d'une infraction pénale. Il lui est demandé de s'engager dans une démarche restauratrice en réalisant une activité ou une action au bénéfice de la victime (réparation directe avec l'accord de la victime) ou dans l'intérêt de la collectivité (réparation indirecte). La réalisation de cette mesure implique une mobilisation des titulaires de l'autorité parentale, ainsi que le soutien d'un réseau partenarial.
Partenaire(s)	Secours populaire, SPA, SDIS, collectivités locales... Le développement de ces mesures implique la consolidation du réseau de partenaires, dans la mesure où la réparation indirecte reste largement majoritaire.
Public cible	Mineurs auteurs d'une infraction pénale
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de réparations pénales prononcées Nombre de partenaires concourant à la mise en place de ces mesures

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La prévention de la récidive**
ACTION	**80- Les stages de citoyenneté**
Pilotage	Parquet, Juge pour Enfants et Tribunal pour Enfants (prononcé des mesures) / PJJ (mise en œuvre des mesures) / SPIP
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre et indicateurs	Code pénal : le stage de citoyenneté est une mesure en vigueur depuis le 1er octobre 2004, créée par la loi d'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité du 9 mars 2004 (LAJEC). Elle a été intégrée au code pénal par l'article 135-5-1 et rendue applicable aux mineurs de 13 à 18 ans par l'introduction dans l'ordonnance du 2 février 1945 d'un article 20-4-1. Consolider le développement de ces mesures et du partenariat nécessaire à leur mise en œuvre du fait d'un constat commun d'un impact positif de ces mesures auprès des jeunes concernés.
Objectifs	Favoriser des modalités de prise en charge rapides avec une dimension collective permettant une prise de conscience des auteurs de leur responsabilité civile et pénale, ainsi que des droits et devoirs qui structurent toute vie en société. Sensibiliser les parents à leur rôle et à leur responsabilité. Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes délinquants. Favoriser la prévention de la récidive.
Descriptif de l'action	Les stages se présentent sous la forme de différents modules animés soit par des professionnels de la PJJ, soit par des partenaires extérieurs. Un éducateur de la PJJ encadre le groupe de jeunes durant tout le stage. Il est veillé à mettre en concordance le contenu de ces stages avec les comportements délictueux constatés afin de : - Donner aux mineurs des éléments de compréhension de leur acte, - Apporter aux mineurs les éléments de connaissance leur permettant d'appréhender les fondements de l'organisation sociale et les devoirs qu'implique la vie en société.
Partenaire(s)	Gendarmerie, maison d'arrêt de Belfort, Police nationale, EPIDE, AIAVI 90... Le développement de ces stages implique la consolidation du réseau de partenaires participant aux modules qui constituent les stages.
Public cible	Mineurs ou jeunes majeurs
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de stages prononcés. Nombre de partenaires concourant à la mise en place de ces stages au travers de l'animation de modules.

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La prévention de la récidive**
ACTION	**81- Le rappel à l'ordre**
Pilotage	Les communes (libre adhésion)
Calendrier/durée de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre et indicateurs	L'article 11 de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance a inséré un article L.2212-2-1 dans le code général des collectivités territoriales qui donne pouvoir au Maire de procéder verbalement à un rappel à l'ordre à l'encontre d'une personne, auteur de faits susceptibles de porter atteinte au bon ordre dans la commune. Si la personne est mineure, les parents doivent être présents. La pratique montre que des maires mettent en place le rappel à l'ordre sans en respecter le formalisme prévu par la loi.
Objectifs	En agissant sur les comportements individuels et le plus en amont possible, le Maire doit avoir pour objectif de mettre un terme à des faits qui, s'ils ne constituent pas des crimes ou des délits, peuvent y conduire.
Descriptif de l'action	Le maire ne peut recourir au rappel à l'ordre que pour des faits qui ne constituent pas un délit ou un crime. Le rappel à l'ordre peut s'appliquer : - Au non-respect des arrêtés de police du Maire lorsqu'ils portent sur des questions de bon ordre, de sûreté, de sécurité ou de salubrité publiques, - A d'autres faits relevant d'une peine contraventionnelle (essentiellement pour les - Contraventions pouvant être constatées par la Police municipale), - Ou encore à des comportements n'emportant pas de qualification pénale, - Il peut par exemple s'agir de conflits de voisinage, l'absentéisme scolaire, les mineurs non accompagnés dans les lieux publics, les atteintes aux biens, les incivilités… Le rappel à l'ordre devra faire l'objet d'un protocole préalable établi avec le Procureur de la République. Ce protocole détaillera les types de troubles pouvant justifier ou non un rappel à l'ordre, détaillera notamment les relations avec l'autorité judiciaire.
Partenaire(s)	Le Parquet
Public cible	Tout type de comportement incivique sur le territoire de la commune.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de rappels à l'ordre effectués. Nombre de protocoles entre le Procureur de la République et les communes.

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La prévention de la récidive**
Action	**82- La transaction**
Pilotage de l'action	Les communes (libre adhésion)
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	La transaction a été créée par l'article 50 de la loi du 31 mars 2006 et complétée par la loi du 5 mars 2007.
Objectifs	Réparer le préjudice de la commune concernant des destructions ou dégradations légères commises contre des biens appartenant à la commune.
Description de l'action	Pour les contraventions que les agents de la police municipale sont habilités à constater par procès-verbal conformément aux dispositions de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et qui sont commises au préjudice de la commune au titre de l'un de ses biens, le maire peut, tant que l'action publique n'a pas été mise en mouvement, proposer au contrevenant une transaction consistant en la réparation de ce préjudice (création d'une régie). La transaction proposée par le maire et acceptée par le contrevenant doit être homologuée par le Procureur de la République. Les actes tendant à la mise en œuvre ou à l'exécution de la transaction sont interruptifs de la prescription de l'action publique. L'action publique est éteinte lorsque l'auteur de l'infraction a exécuté dans le délai imparti les obligations résultant pour lui de l'acceptation de la transaction. La transaction peut également consister en l'exécution, au profit de la commune, d'un travail non rémunéré pendant une durée maximale de trente heures. Elle doit alors être homologuée, selon la nature de la contravention, par le juge du tribunal de police ou par le juge de la juridiction de proximité. Lorsque le contrevenant refuse la transaction, le maire en informe le procureur. La procédure de la transaction nécessite un protocole entre le Maire et le Procureur de la République pour délimiter le champ d'application de la mesure.
Partenaire(s)	Le procureur de la république Le juge du tribunal de police Le juge de la juridiction de proximité
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de protocoles mis en œuvre Nombre de transactions

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**La prévention de la radicalisation**
ACTION	**83- Informer, prévenir, signaler, accompagner**
Pilotage	État
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Actes terroristes sur le territoire national, développement des cas de radicalisation.
Objectifs	Prévenir les risques de radicalisation.
Déroulement/Descriptif de l'action	Recensement des cas de radicalisation (y compris les signaux faibles) par l'ensemble des partenaires et signalements aux services de l'État. Une vigilance particulière sera portée sur les individus bénéficiant des actions de la prévention de la délinquance et de la récidive (chantiers éducatifs, TIG, mesures de responsabilisation...) ou à l'occasion de prévention situationnelle. Désignation dans les différentes structures d'un "référent radicalisation" qui pourra centraliser les informations et les transmettre à la CPRAF. Le coordonnateur du CISPD peut assurer ce rôle pour Grand Belfort Communauté d'Agglomération et ses communes membres. Formation des acteurs de terrain pour favoriser les signalements. Information du grand public pour favoriser les signalements. Actions de sensibilisation du grand public et notamment les collégiens, lycéens et étudiants sur les risques de basculement. Accompagnement des personnes en voie de radicalisation et leur famille. Coopération entre l'État et les collectivités pour la prise en charge des personnes présentant des signes de radicalisation et leurs familles notamment par un accompagnement social et une insertion professionnelle. Le rôle de la psychologue rattachée à la CPRAF : - Evaluation et prise en charge des individus signalés et des familles, - Etat des lieux des actions et acteurs sur le territoire, - Sensibilisation et formation des partenaires.
Partenaire(s)	Membre du CISPD
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre d'acteurs formés, nombre de signalements, nombre de personnes accompagnées.

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Protection des personnes vulnérables**
ACTION	**84- La prévention à destination des séniors**
Pilotage	Les communes Conseil départemental
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Agressions physiques ou verbales envers les personnes âgées, vols et cambriolages, Accidents de la circulation, Isolement des personnes âgées.
Objectifs	Assurer la sécurité des séniors
Déroulement/Descriptif de l'action	Le rôle essentiel des communes (CCAS) et du Conseil départemental dans l'accompagnement du public sénior : - Gestion de l'autonomie, des soins, de la santé, des loisirs, - Suivi individuel dans le cadre de crises sanitaires, lors de canicules, - Identifier les personnes isolées et actions pour rompre cet isolement, - Exemples d'actions mises en œuvre par le CCAS de Belfort : partenariat avec les élèves de la formation « carrières sanitaires et sociales » qui se rendent directement au domicile des personnes âgées ; un jardin partagé entre les personnes âgées du quartier et les élèves d'une école primaire, - Stage de prévention routière : remise à niveau au code de la route ou à la conduite. Mise en œuvre d'une opération « tranquillité séniors » (Ville de Belfort) qui consiste en : - La diffusion d'une plaquette d'information à destination des personnes âgées sur les bons gestes et réflexes à avoir pour assurer sa sécurité, - Formation au profit des personnes âgées par les policiers municipaux, - Formation au profit des aidants et des professionnels par les policiers municipaux.
Partenaire(s)	Association et structures destinées aux personnes âgées, gendarmerie nationale, police nationale.
Public cible	Personnes âgées.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de personnes formées, évolution du nombre d'agressions physiques ou verbales envers les personnes âgées, vols et cambriolages.

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Protection des personnes vulnérables**
ACTION	**85- Les violences faîtes aux femmes**
Pilotage	Solidarité Femmes / Conseil départemental
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Violences physiques ou psychiques faites aux femmes
Objectifs	Informer et accompagner les femmes victimes de violences et leurs enfants
Déroulement/Descriptif de l'action	Les Missions de Solidarité Femmes : - la formation et la sensibilisation du grand public, favoriser les signalements (3919), - la mise en relation des victimes avec l'association, - la prise en charge des victimes. • Le centre d'hébergement et de réinsertion sociale : sécurité des femmes et des enfants, accompagnement psycho-social, activités collective • L'accueil de jour : primo-accueil, écoute, information, orientation, • Les permanences d'accueil : accompagnement spécialisé des personnes non hébergées. - La référente "violences conjugales", personnes ressource pour les professionnels. Formation des personnels de la police nationale et de la gendarmerie à la prise en charge des victimes. Prise en charge des victimes par l'assistant social placé auprès des forces de l'ordre qui fera ensuite le lien avec Solidarité Femmes.
Partenaire(s)	Les communes, Police nationale, Gendarmerie nationale, Conseil départemental
Public cible	Femmes victimes de violences et leurs enfants
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de signalements, nombre de prises en charge

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
ORIENTATION STRATEGIQUE	**Protection des personnes vulnérables**
ACTION	**86- Les stages de responsabilisation pour la prévention des violences conjugales et sexistes**
Pilotage	Administration pénitentiaire (SPIP 90) / TGI Belfort
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	La loi du 4 août 2014 (article 50) pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a institué, entre autres dispositions, le stage de responsabilisation pour la prévention des violences au sein du couple et sexistes. Il constitue une réponse pénale à visée éducative, pouvant être prononcée à titre de peine principale ou complémentaire, comme obligation particulière d'un sursis avec mise à l'épreuve, d'une peine de contrainte pénale, ou comme mesure de composition pénale ou d'alternative aux poursuites. Ce stage peut également être proposé par le SPIP aux personnes placées sous main de justice condamnées en répression de faits de violences conjugales, y compris en l'absence de mandat spécifique au stage. Cette participation est alors considérée comme une modalité particulière de prise en charge telle que prévue par l'article D577 du Code de Procédure Pénale.
Objectifs	Responsabilisation des auteurs de violences conjugales et prévention de la récidive : - Conscientisation de la violence par les auteurs, - Déconstruction des stéréotypes et représentations, - Replacer les violences intrafamiliales dans le cadre légal de référence, - Percevoir les conséquences de la violence tant individuelles que familiales, - Démystifier le rôle des addictions, - Sa principale finalité est la prévention de la récidive.
Déroulement/Descriptif de l'action	Le SPIP du Territoire de Belfort assure la préparation et la mise en œuvre des stages. Il recrute les intervenants et veille à la cohérence pédagogique du dispositif. Il est représenté par deux conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation présents pendant toute la durée du stage et assurant le lien pédagogique entre les différents intervenants. Le SPIP est garant de la participation des personnes convoquées au stage ; il présente le dispositif aux personnes devant faire l'objet du stage lors d'un entretien préalable, leur adresse une convocation, et leur délivre une attestation en fin de stage. Les conseillers SPIP informent les personnes des conséquences judiciaires du respect ou non-respect du stage, et des liens existants entre l'Administration Pénitentiaire et les Autorités Judiciaires mandantes. Il rend compte aux magistrats mandants de la réalisation du stage, des éventuelles absences et de tout incident. Le Parquet de Belfort et le Juge de l'application des peines mandatent l'antenne SPIP de Belfort pour l'application des décisions judiciaires prévoyant l'exécution d'un stage de responsabilisation pour la prévention des violences au sein du couple et sexistes.

	Le Procureur de la République et le Président du Tribunal Judiciaire de Belfort sont informés du contenu pédagogique du stage et veillent à sa conformité avec les textes en vigueur. Un magistrat du Parquet de Belfort assure durant le stage une intervention relative à la portée de la loi et à la répression pénale des faits de violences conjugales et sexistes. Outre les interventions du SPIP et du Parquet, Le stage de responsabilisation pour la prévention des violences au sein du couple et sexistes met en œuvre les interventions suivantes : – AUVIV (Unité de Suivi pour Auteurs et Victimes de Violence) : « *La violence peut-elle être une mode de communication ? - Approche psycho-socio-éducative de la violence* », – Solidarité Femmes : « *violences conjugales – impacts sur les victimes et la sphère familiale* », – CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles) : « *Égalité femmes - hommes et questionnement des stéréotypes de genre"* Exposition "*Bien dans leur genre ».*
Partenaire(s)	AUVIV (unité de suivi pour auteurs et victimes de violence) Solidarité Femmes CIDFF (centre d'information sur les droits des femmes et des familles)
Public cible	Ce stage est une action collective destinée à un public de 8 à 12 personnes et se déroule sur deux journées consécutives dans le cadre d'un mandat judiciaire.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Le dispositif est évalué annuellement à l'occasion de la commission d'exécution des peines réunie au Tribunal judiciaire de Belfort. Cette évaluation précise notamment : - Les ratios personnes convoquées / personnes présentes, - L'existence de poursuites postérieures au stage en matière de violences conjugales.
Dispositif complémentaire	Mesures de probation mises en œuvre par le SPIP 90

Axe	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Protection des personnes vulnérables**
Action	**87- La prise en charge des troubles psychiatriques**
Pilotage de l'action	État – Services de psychiatrie publics
Calendrier de l'action	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Présence d'individus souffrant de troubles psychiatriques dans l'espace public ou dans le parc locatif social. Pathologies psychiatriques difficiles à prendre en charge par les bailleurs, les communes, les forces de l'ordre et les autres services publics. Manque d'informations des partenaires sur le signalement et la prise en charge des troubles psychiatriques.
Objectifs	Connaitre les acteurs et les modalités de prise en charges des troubles psychiatriques.
Description de l'action	Situation de mise en danger pour l'individu ou pour les autres : interventions des forces de l'ordre qui selon la situation pourront solliciter l'avis d'un médecin et si nécessaire solliciteront une prise en charge par les services psychiatriques (prise d'un arrêté par le maire d'admission provisoire en soin psychiatrique). Pour les autres situations, le travailleur social placé auprès des forces de l'ordre, membre de la cellule de régulation, assure le lien entre les différents partenaires et les Espaces de Solidarité Départementale. Le conseil local de santé mentale est un lieu de concertation et de coordination entre les services de psychiatries publics, l'État, les élus locaux, les usagers et les aidants. Le projet territorial de santé mentale Nord Franche-Comté 2019-2023 recense et décrit l'offre de soins présent sur le territoire pour les enfants, les adolescents, des adultes, l'addictologie et les personnes âgées et définit les actions à venir : - Améliorer l'accès au diagnostic et aux soins psychiatriques, - Mieux prendre en compte les spécificités de certaines populations, - Améliorer l'accompagnement social et médico-social, - Favoriser l'accès aux soins somatique des personnes atteintes de pathologie psychiatriques, - Mieux prévenir et gérer les épisodes aigus.
Partenaire(s)	Les communes – Conseil départemental
Public cible	Individus souffrant de troubles psychiatriques
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de prise en charge par les forces de l'ordre

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation Stratégique	**Protection des personnes vulnérables**
ACTION	**88- La permanence d'un travailleur social auprès des forces de l'ordre**
Pilotage	Conseil départemental
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Permanence d'un travailleur social au sein du commissariat de Belfort et des différentes brigades de Gendarmerie (répartition 80% en zone police, 20% en zone gendarmerie).
Objectifs	Répondre rapidement à un besoin de prise en charge pour les personnes victimes de violence qui, devant l'acte de maltraitance, se sentent isolés et démunies au regard de l'acte subi et ne sachant pas où se renseigner.
Déroulement/Descriptif de l'action	Entretien avec les personnes ayant subi des actes de violences et qui souhaitent obtenir de l'aide. Orientation et accompagnement vers les différents acteurs du réseau. Ce travailleur social, membre de la cellule de régulation, assure le lien entre les différents partenaires et les Espaces de Solidarité Départementale.
Partenaire(s)	Préfecture, Services du Conseil Départemental, Gendarmerie Nationale, Police Nationale, Parquet, Association Solidarité Femmes, Centre d'addictologie, Service social du Centre Hospitalier Belfort Montbéliard, Protection Judiciaire de la Jeunesse…
Public cible	Toute personne victime de violences conjugales, intrafamiliales, détresse sociale, personnes âgées et personnes vulnérables.
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de personnes prises en charge.

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**Protection des personnes vulnérables**
ACTION	**89- La gestion de la mendicité**
Pilotage	Ville de Belfort
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Mendicité agressive ou passive aux abords des espaces commerciaux.
Objectifs	Prise en charge des individus en situation de mendicité.
Déroulement/Descriptif de l'action	Ilotages journaliers d'un médiateur social spécialisé dans ce public pour aller à la rencontre des individus sans domicile et/ou en situation de mendicité et établir le contact. Demande d'interventions des partenaires dans le cas de situations d'urgence. Réalisation d'un diagnostic social de la personne et orientation vers les professionnels compétents. Suivi des individus dans la durée y compris après la prise en charge par les structures compétentes pour éviter les récidives. Prise d'un arrêté anti mendicité agressive dans certains secteurs de la ville.
Partenaire(s)	CCAS, Armée du Salut, Conseil départemental, UDAF, services de santé, Préfecture et Protection civile.
Public cible	Individus en situation de mendicité
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Nombre de personnes rencontrées et suivies

AXE	**L'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**
Orientation stratégique	**La maltraitance animale**
ACTION	**90- Lutter contre la maltraitance animale**
Pilotage	Ville de Belfort – Syndicat intercommunal de la fourrière animale – Les communes
Date de mise en œuvre	2021-2023
Contexte de mise en œuvre	Actes de maltraitance et actes de cruauté envers les animaux, Ignorance des besoins vitaux des animaux, Abandons d'animaux de compagnie, Des signalements parfois trop tardifs ou absence de signalement.
Objectifs	Lutter contre la maltraitance animale, Sensibiliser le grand public et notamment le public jeune, Éviter que les maltraitants puissent à nouveau posséder des animaux.
Déroulement/Descriptif de l'action	Campagnes d'information : - Diffusion d'une plaquette pour sensibiliser le grand public à informer les forces de l'ordre lorsque l'on est témoin de maltraitance, - "Journée contre la maltraitance" pour sensibiliser le grand public avec présence de stands des différentes associations engagées dans la cause animale, - Création d'un livret "mon animal en ville" pour apporter des réponses quant à la situation des animaux de compagnie ou sauvages en Ville, - Communication sur les différentes possibilités de faire garder son animal durant son absence pour éviter les abandons. Interventions des policiers municipaux, des gardes champêtres, des policiers nationaux et des gendarmes sur signalements. Propreté canine : mise à disposition de sachets, caniparc, nettoyage, verbalisation, campagne de communication. Création de points de nourrissage pour les chats sans maîtres dans chaque commune. Les sont chats identifiés (aux frais de la fourrière) et stérilisés (aux frais de la commune). Création de stages d'éducation canine. Engager des actions judiciaires lorsque les actes de maltraitance sont avérés et tenter d'obtenir l'interdiction pour les auteurs de détenir des animaux.
Partenaire(s)	Grand Belfort Communauté d'Agglomération, Les communes Gardes champêtres, police municipale, police nationale, gendarmerie nationale Associations de protection animale
Public cible	Ensemble de la population
Indicateurs d'activité - Éléments d'évaluation	Évolution du nombre d'actes de maltraitance envers les animaux

Annexes

A Belfort le

Le Président de Grand Belfort Communauté d'Agglomération Président du C.I.S.P.D.	**Le Préfet du Territoire de Belfort**	**Le Procureur de la République**	**Le Président du Conseil Départemental**

GRAND BELFORT

Annexe 1

Bilan de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de Grand Belfort Communauté d'Agglomération 2018-2020

Axe 1 Les structures partenariales

Structure partenariale	Pilotage	Objectifs	Bilan	Perspectives 2021-2023
Assemblée plénière / Bureau du CISPD	**Grand Belfort Communauté d'Agglomération**	Définition, mise en œuvre et évaluation d'objectifs communs et d'actions Pilotage de la stratégie territoriale Echanges d'informations	Le CISPD s'est réuni chaque année pour établir le bilan de l'année écoulée et définir les perspectives de l'année suivante. Réunions de l'assemblée plénière les 06/04/2018 et 20/05/2019 et du bureau (en raison de la crise sanitaire) le 02/12/2020. Le CISPD du 06/04/2018 a également validé la charte déontologique pour l'échange d'informations au sein de la cellule de régulation et des groupes thématiques	* Prévoir des réunions du bureau sur des problématiques récurrentes (rodéos, attroupements, stupéfiants...) * Membres à préciser, cf. nouvel arrêté * Réalisation d'un diagnostic territorial par la police nationale et la gendarmerie présenté chaque année en CISPD dans le cadre du bilan intermédiaire de la stratégie territoriale
Commission départementale d'assiduité scolaire	**Education nationale**	Repérer les jeunes en difficulté scolaire et absentéistes Déceler et prévenir les décrochages Mobiliser et coordonner les intervenants pour la définition de parcours individualisés	Trois réunions de la commission pour l'année scolaire 2019-2020 avec 39 situations examinées (contre 34 pour l'année scolaire 2018-2019) dont 13 en école et 26 en collège. Mise en place en 2019 d'un plan de lutte contre la violence scolaire avec pour objectifs de renforcer la responsabilisation des parents, renforcer le dispositif relais, renforcer la prise en charge des élèves perturbateurs et poly-exclus, rendre les procédures disciplinaires plus efficaces, renforcer la protection des personnels. Nomination d'un référent départemental en 2019 et réunion de la cellule départementale violences scolaires en février 2020. Parmi les situations traitées, 51 % relèvent du collège, 34 % du lycée professionnel, 9 % du lycée général et technique et 3 % de l'école. Répartition des faits de violences : 22 atteintes physiques, 20 violences verbales, 15 menaces, 9 ports d'arme, 9 harcèlements, 16 cyber-violences.	Partenaires : associer le coordonnateur du service de médiation et la direction de l'éducation de la ville de Belfort à la commission selon les besoins
Cellule de régulation	**Grand Belfort Communauté d'Agglomération**	Espace d'échanges interinstitutionnels Traitement partenarial des situations signalées	La cellule de régulation se réunit tous les 15 jours, soit près de 26 séances par an. C'est un lieu privilégié d'échanges d'informations entre les différents partenaires et de détermination des actions à mettre en œuvre pour répondre aux différentes problématiques. Sont présents : la Police nationale, la Gendarmerie, l'Education nationale, le Conseil départemental, Optymo, la Suge, Territoire habitat, Néolia et le coordonnateur du CISPD (animation et compte rendu des séances). La Préfecture a participé à une cellule de régulation en 2020. A noter que depuis 2018, la PJJ a cessé de participer à la cellule de régulation.	* Participation de la Préfecture (services des sécurités et/ou le délégué du Préfet aux quartiers) * Participation de la PJJ/SPIP ou modalités de transmission des informations * Restreindre au territoire du Grand Belfort en termes d'échanges d'informations
Groupe thématique opérationnel / Groupes partenariaux opérationnels	**Grand Belfort Communauté d'Agglomération**	Le GTO vise à répondre à une problématique spécifique	Trois Groupes Thématiques Opérationnels (Ville de Belfort) : secteur des rues Blum et Braille le 23/09/2018 et la gare et ses abords les 25/01/2019 et 13/03/2019 En 2019, la police nationale a mis en place des Groupes Partenariaux Opérationnels sur le même mode de fonctionnement que les GTO : 9 en 2019 dont Essert (Zac du Port), Valdoie, Offemont (Arsot) et Belfort (rue Gambiez, rue de Sienne, rue Payot, rue As de carreau) et 7 en 2020 dont Danjoutin (rue de Lorraine), sécurité des transports, Belfort (rue de Bruxelles, rue Barcot, rue du Four à chaux, rue Defferre)	A développer en zone Gendarmerie selon les besoins
Cellule de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles	**Etat**	Recensement des situations de radicalisation signalés par les partenaires Définition de mesures d'accompagnement Définition de mesures de prévention	Participation du coordonnateur du CISPD à l'ensemble des réunions de la CPRAF permettant de transmettre les éléments recensés par la police municipale et les médiateurs de la ville de Belfort, les gardes champêtres du Grand Belfort et l'ensemble des autres services de la ville de Belfort du Grand Belfort. 9 CPRAF ont été organisées entre 2018 et 2020.	* Présentation d'un bilan annuel en CISPD * Rôle de la psychologue de la CPRAF (3 missions)
Groupe acteurs de terrain	**Ville de Belfort**	Echanges sur le climat et la vie du quartier afin de répondre aux dysfonctionnements et apporter des réponses de proximité	Il existe 4 "groupes acteurs de terrain" pour les quartiers des Résidences, des Glacis du Château, Bougenel et Dardel. Chaque GAT se réunit 2 à 3 fois par an pour évoquer les problématiques du quartier et proposer des actions et projets communs. Participent aux GAT : Territoire habitat, Néolia, les établissements scolaires, les structures périscolaires, le CCAS, les médiateurs, les éducateurs de prévention, le délégué du Préfet, la Mission locale, le CIDFF.	
Commission de coordination sociale	**Conseil départemental**	Traitement des situations individuelles ne pouvant être traitées en cellule de régulation Définition de parcours sociaux et d'insertion	Il n'existe pas de commission formalisée mais les situations individuelles ne pouvant être traitées en cellule de régulation sont recensées par le représentant du Conseil départemental à la cellule de régulation pour être transmises à l'Espace de Solidarité Départemental de secteur.	Toutes les situations évoquées en cellule de régulation ou autres instances sont transmises aux ESD de secteur par le référent du Conseil départemental à la cellule de régulation
Conseil pour les droits et devoirs des familles	**Ville de Belfort**	Soutien aux familles en matière d'autorité parentale Réapprendre aux familles leurs devoirs et le vivre ensemble	Cette instance n'a pas été mise en œuvre au cours de la période 2018-2020.	Libre adhésion des communes - information et accompagnement des communes dans la mise en œuvre
Coordonnateur du CISPD	**Grand Belfort Communauté d'Agglomération**	Préparation des CISPD et autres structures partenariales Préparation, animation et suivi de la Stratégie territoriale	Le directeur de la sécurité et de la tranquillité publique de la Ville de Belfort et de Grand Belfort Communauté d'Agglomération est le coordonnateur du CISPD.	Développer les missions de prospective, veille, développement du partenariat, accompagnement des communes Légitimité du coordonnateur sur l'ensemble du territoire du Grand Belfort

Orientation	Action	Pilotage	Objectifs et bilan de l'action	
Echanges d'informations	**Déontologie dans le cadre du partage d'informations**	Grand Belfort Communauté d'Agglomération	Définir les modalités du partage d'informations dans le respect du secret professionnel et du droit des personnes. Rédaction d'une charte déontologique pour le partage d'informations - Le CISPD du 06/04/2018 a validé la charte déontologique pour l'échange d'informations au sein de la cellule de régulation et des groupes thématiques - Charte diffusée et signée par les membres de la cellule de régulation.	* A élargir au-delà des GTO/GPO et cellule de régulation * Promouvoir l'échange d'informations confidentielle dans le respect de l'article 11 du code de procédure pénale

GRAND BELFORT

Annexe 2

Bilan de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de Grand Belfort Communauté d'Agglomération 2018-2020

Axe 2 La sécurité et la tranquillité publiques

Orientation	Action	Pilotage	Objectifs	Description de l'action et bilan	Perspectives 2021-2023
Echanges d'informations entre les partenaires	**Observatoire de la tranquillité publique**	Grand Belfort Communauté d'Agglomération	Analyser l'évolution des problématiques de sécurité Favoriser l'échange d'informations Evaluer la portée des actions mises en place	**Inter-transmission des statistiques** : * police nationale : transmission du bulletin journalier (zone police) et des statistiques mensuelles (aux communes), * Gendarmerie : transmission des éléments aux communes mais pas au coordonnateur du CISPD pour les communes du Grand Belfort, * police municipale : transmission du tableau d'activités hebdomadaire à la police nationale et des statistiques annuelles à l'occasion du bilan annuel de la convention de coordination * SDIS : transmission des interventions journalières aux communes mais pas au coordonnateur du CISPD pour les communes du Grand Belfort. **Etablissement d'un observatoire des faits** par quartier (Belfort) ou par commune (Grand Belfort) - les éléments recensés dans cet observatoire sont ensuite transmis aux membres de la cellule de régulation.	**Axe d'amélioration** * transmission de statistiques annuelles de la PM à l'occasion du bilan de la convention de coordination * transmission des statistiques mensuelles et annuelles de la Gendarmerie et des principaux faits recensés sur les communes de GBCA au coordonnateur du CISPD * transmission du bulletin du SDIS pour les communes de GBCA au coordonnateur du CISPD * transmission des statistiques annuelles des bailleurs, Optymo, Suge
	Outils de diagnostic de sureté et études de sécurité	Police nationale / Gendarmerie nationale	Eléments d'aide à la décision et d'orientation dans le domaine de la sécurité par l'établissement de diagnostics par les référents sureté	Etablissement de diagnostics de sureté. Pour la police nationale, 12 diagnostics ont été réalisés en 2018, 10 en 2019 et 7 en 2020. Intégration de l'avis des référents sureté dans les projets structurants. Validation par les référents sureté du dossier de sécurité des manifestations de la Ville de Belfort.	* Intérêt de faire un diagnostic général de la commune sur les différentes problématiques de sécurité * Associer les référents sureté dans l'analyse des grands projets structurants
	Observatoire des faits au sein du parc d'habitat social Procédure de signalement des attroupements Recueil et traitement des plaintes des locataires	Territoire Habitat / Néolia	Identifier les actes d'incivilité Alimenter l'observatoire global Recenser de manière continue et active les lieux d'attroupements Agir en partenariat pour faire cesser les troubles	Territoire Habitat et Néolia ont créé un observatoire permettant de recenser l'ensemble des faits (par nature) constatés par les gardiens sur le parc locatif, qu'il s'agisse d'incivilités, de dégradations, d'attroupements ou de troubles et conflits de voisinage. Cet observatoire permet une première intervention des agents de Territoire Habitat ou de Néolia et est transmis aux membres de la cellule de régulation pour une intervention coordonnée des différents acteurs (médiateurs, police municipale, police nationale ou gendarmerie). Territoire Habitat a recensé 2311 faits en 2018, 4120 faits en 2019 et 3737 faits en 2020.	Associer ICF : transmission de leurs éléments pour un traitement en cellule de régulation
	Marches exploratoires	Ville de Belfort	Modèle participatif de la prévention situationnelle, outil d'aide à la décision	Une marche exploratoire été organisée en mars 2019 sur le quartier Jean Jaurès notamment en présence de représentants de la Maison de quartier et la Présidente du quartier. L'association des habitants et des acteurs locaux se concrétise au sein des 9 conseils de quartiers de la ville de Belfort. Les présidents de quartier sont en contact avec la direction de la sécurité et de la tranquillité publique et reçoivent à échéances régulières des informations sur les différentes problématiques de sécurité recensées dans leur quartier.	Elargir à tous les dispositifs permettant d'associer les habitants pour recenser les problématiques et trouver des solutions = marches exploratoires, conseils de quartier, voisins vigilants ou participation citoyenne, questionnaires et sondages, plateforme de déclaration de faits... et voir d'autres dispositifs en lien avec la citoyenneté
Coordination et interventions des forces de l'ordre	**Convention de coordination police nationale / police municipale**	Police nationale / Ville de Belfort	Coordination des modalités d'intervention entre la police nationale et la police municipale	Signature d'une convention de coordination entre la police nationale et la police municipale le 06/04/2018. Signature d'un avenant le 10/01/2019 : déménagement de la police municipale, gestion des objets trouvés par la police municipale et mise en place de l'interopérabilité. Réalisation d'un rapport annuel dressant les éléments d'activités et de coordination, transmis à Monsieur le Préfet et Monsieur le Procureur. Une réunion de coordination est organisée tous les 15 jours entre le DDSP, le DDSP adjoint, l'élu en charge de la sécurité et le directeur de la sécurité et de la tranquillité publique de la ville de Belfort. L'interopérabilité entre la police nationale et la police municipale mise en œuvre en décembre 2018 n'est pas utilisée. La police municipale participe chaque année aux "Rencontres de la sécurité" initiées par l'Etat.	**Continuum de sécurité** * Convention de coordination Gardes champêtres / Gendarmerie * Enrichissement de la convention police municipale de la ville de Belfort /police nationale pour la période 2021/2023 : à compléter
	Renforcement de la police municipale de la ville de Belfort	Ville de Belfort	Sécurisation de la ville de Belfort	La police municipale est composée de 27 agents dont 2 encadrants, 3 brigades de proximité, une brigade motocycliste, une brigade canine et une brigade en charge du contrôle des débits de boissons. Les agents sont armés de révolvers, pistolets à impulsion électrique et de bâton télescopiques. Elle dispose de caméras piétons, 3 cinémomètres, 5 voitures, 3 motos et 12 VTT. Elle gère le service des objets trouvés depuis le 1er janvier 2019. Quelques données chiffrées : en 2019, 379 procès verbaux, 154 mises à disposition à la police nationale, 347 mains courantes, 1505 interventions sur sollicitations, 982 contrôles de vitesse, 387 mises en fourrière, 780 sécurisations d'écoles. Pour l'année 2020, participation active aux contrôles liés à la crise sanitaire (confinement, port du masque). Création en 2019 d'une mission de recensement et suivi des chiens catégorisés confiée à un policier municipal spécialisé dans ce domaine. A noter également la reprise depuis le 1er janvier 2018 par le Grand Belfort des gardes champêtres : 47 communes adhèrent à ce service. Il est composé de 8 gardes champêtres et 2 ASVP. En 2019, le service a réalisé 1960 interventions sur les différentes communes dont 901 pour des animaux, 538 surveillances du banc communal, 341 en police de la route, 119 pour des dépôts sauvages ou pollutions.	* Création d'une fiche sur l'organisation et les missions des gardes champêtres de GBCA * Pour la police municipale, à compléter = travail du dimanche et ajouter la mission de suivi des chiens catégorisés
	Police municipale à caractère intercommunal pour la sécurisation du parc de la Douce et du stade nautique	Grand Belfort Communauté d'Agglomération / Ville de Belfort	Sécurisation du parc de la Douce	Développement de la vidéoprotection au sein du parc de la Douce par Grand Belfort (convention de coordination entre Belfort, Grand Belfort, Essert et Bavilliers en date du 25/03/2019) - 3 caméras ont été installées et reliées directement au COCS de la ville de Belfort. Arrêté préfectoral annuel de mise en commun de la police municipale de la ville de Belfort entre les communes de Bavilliers et Belfort pour assurer une sécurisation du stade nautique du Grand Belfort pour les mois de juin, juillet et août.	Mise à disposition de la police municipale entre les communes de Belfort, Bavilliers et Essert pour une meilleure sécurisation du Parc de la Douce et de la zone des loisirs

	Opération "tranquillité vacances"	Police nationale / Gendarmerie nationale	Lutter contre les cambriolages	Sécurisation des habitations lors de l'absence des occupants, action mise en œuvre par la police nationale et de la Gendarmerie (soutien de la police municipale pour la ville de Belfort). Pour la police nationale, 371 adresses surveillées en 2018, 354 en 2019 et 204 en 2020. Pour la Gendarmerie, 4 adresses surveillées en 2018, 117 en 2019 et 60 en 2020.	Reconduction
Mobilité	**Gestion des engins motorisés sur l'espace public**	Police nationale / Gendarmerie nationale	Réduire les nuisances et les dangers provoqués par les engins motorisés sur l'espace public	Création de la cellule rodéo 90 par la police nationale à laquelle la police municipale et notamment le COCS sont associés. Création d'une brigade motorisée au sein de la police municipale, 3 agents et 3 motos, particulièrement chargée de la police de la route. Prise d'arrêtés municipaux par la ville de Belfort interdisant la circulation des engins depuis le 1er mai 2016. Création par la ville de Belfort d'une zone de stockage des engins immobilisés, mise à disposition de la Justice depuis le 28/07/2016. Etendre la verbalisation des contrevenants notamment par vidéo-verbalisation.	* Accroitre la présence des forces de l'ordre * Aéroparc : aménagements réduisant la possibilité de rodéos * Etablir une cartographie des lieux récurrents de rodéos pour définir des actions partenariales
	Gestion des cortèges de mariage	Ville de Belfort	Sécuriser les personnes et les biens lors des cortèges de mariage	Création par la ville de Belfort d'une charte des mariages rappelant les règles à respecter par les futurs époux et leurs invités. Surveillance renforcée par le COCS des cortèges : vidéo verbalisations, transmission des images à la police nationale, interventions de la police municipale. Présence des policiers municipaux à proximité de l'hôtel de ville. Transmission de la liste des mariages à la police nationale afin de déterminer les risques de débordements.	Reconduction
	Sécurisation des arrêts de bus et des lignes de bus	RTTB	Sécurisation des biens et des personnes	Présence des agents de la RTTB sur le réseau : 6 vérificateurs assermentés et agréés sont présents quotidiennement sur les réseaux urbains et suburbain (ils ont dressé 2789 procès verbaux en 2017 sur 112 306 clients contrôlés, 3570 procès verbaux en 2018 pour 152 601 clients contrôlés et 3328 procès verbaux en 2018 pour 133 560 clients contrôlés) et 7 contrôleurs techniques présents pour prêter assistance aux agents de conduite et intervenir en cas de besoin, ils sont également assermentés et agréés. Présence régulière de la police municipale dans les bus, aux arrêts de bus et pour les scolaires sur le chemin entre l'école, le collège, le lycée et les arrêts de bus. Présence régulière des médiateurs aux arrêts de bus et pour les scolaires sur le chemin entre l'école, le collège, le lycée et les arrêts de bus. Présence régulière de la police nationale et de la Gendarmerie dans les bus, aux arrêts de bus (523 contrôles communs avec la police nationale et 705 contrôles avec la gendarmerie en 2019). Vidéoprotection renforcée des arrêts de bus placés à proximité d'une caméra. Favoriser les dépôts de plainte pour agression physique ou verbale envers le personnels (10 dépôts de plainte en 2017, 17 en 2018 et 3 en 2019), dégradations (12 dépôts de plainte en 2017, 11 en 2018 et 5 en 2019) ou fraudes d'habitude (18 dépôts de plainte en 2017, 40 en 2018 et 19 en 2019). Installation de la vidéoprotection dans les bus : 33 réquisitions en 2017, 39 en 2018, 16 en 2019 et 9 en 2020. Globalement, sur les réseaux, ont été recensés 84 incidents en 2017, 77 en 2018, 69 en 2019 et 58 en 2020.	* Définition, dans le cadre d'un GTO ou GPO, d'un plan d'actions pour les lignes faisant l'objet d'incivilités * Présentation d'un bilan annuel par Optymo en cellule de régulation et CISPD
	Sécurisation de la gare et ses abords	SNCF - SUGE	Sécurisation des biens et des personnes	Renforcement de la vidéoprotection dans le hall de la Gare et sur les quais. Présence journalière de la police municipale et des médiateurs dans le hall de la Gare et aux abords. Présence régulière de la police nationale Mise en œuvre d'actions coordonnées SUGE / police nationale / police municipale en janvier et février 2019 pour répondre à des problématiques d'attroupements, dégradations et consommations de stupéfiants. **Interventions de la SUGE.** La SUGE intervient sur les gares de Belfort ville et Belfort TGV. En fonction des problématiques rencontrées, des renforts du Département des Forces Projetables Spécialisées et l'Unité Nationale d'intervention rapide sont intervenus. Deux types d'actions de la SUGE en gare : préventive (690 interventions en 2018, 225 en 2019 et 3328 en 2020) ou sur sollicitations (11 interpellations en 2018, 10 en 2019 et 4 en 2020, 149 procès verbaux dressés en 2018, 175 en 2019 et 116 en 2020 - création d'un équipage cyno-défense en décembre 2020.	* Définition, dans le cadre d'un GTO ou GPO, d'un plan d'actions en cas de problématiques récurrentes * Présentation d'un bilan annuel par la SUGE en cellule de régulation et CISPD
Sécurisation des espaces publics et des bâtiments	**Etat d'urgence - plan Vigipirate**	Etat / Communes	Sécurisation des biens et des personnes	Sécurisation des manifestations au regard du risque attentat par la mise œuvre de moyens techniques et humains. Etablissement, pour les manifestations plus importantes d'un dossier de sécurité transmis à la Préfecture après validation par les référents sureté de la police nationale et du SDIS. Transmission à l'ensemble des partenaires d'un tableau mensuel récapitulant l'ensemble des manifestations organisées sur le territoire de la commune de Belfort, tableau indiquant les mesures de sécurité déployées pour chaque manifestation.	* Diagnostic par les référents sureté * sécurisation permanente de la place d'Armes, place Corbis et parking de l'Arsenal
			Sécurisation de la voie	Fermeture par la police municipale, les ASVP ou les médiateurs de certains lieux en dehors des heures d'accessibilité du public : squares, passages Semard, passages du Faubourg de France. Gestion coordonnée des attroupements : les attroupements sont signalés en cellule de régulation et un plan d'actions multi-partenariales est mise en œuvre pour réguler la problématique (médiateurs, police municipale, police nationale ou gendarmerie) et une surveillance renforcée est mise en place par le COCS (si caméra à proximité). Gestion des dépôts sauvages : mise en œuvre par la ville de Belfort d'un plan de propreté renforcé permettant dans les meilleurs délais de détecter, éliminer et si possible verbaliser les dépôts sauvages - les frais d'enlèvement sont également facturés aux contrevenants.	**Gestion des dépôts sauvages :** * interventions rapide des forces de l'ordre sur les attroupements * dépôt de plainte systématique * développer la signalétique (GBCA) et communication auprès des administrés * installation d'une caméra mobile de GBCA

	Sécurisation de la voie publique	Grand Belfort Communauté d'Agglomération / Ville de Belfort	Sécurisation de la voie publique au regard des attroupements , nuisances, dégradations, incivilités Gérer les dépôts sauvages Gérer le stationnement Renforcer la vidéoprotection	Surveillance du stationnement : cette mission est confiée à l'ensemble des policiers municipaux et de 7 ASVP de la direction du domaine public. Renforcement de la vidéoprotection : le centre opérationnel de commandement et de supervision assure aujourd'hui la surveillance de 116 caméras dont 92 pour la ville de Belfort, 18 pour Grand Belfort, 3 pour la ville d'Essert et 3 pour la ville de Valdoie et un partenariat est en cours d'élaboration avec Territoire habitat. Le COCS gère également les transmissions radios entre le central et les équipes de policiers municipaux sur le terrain ainsi que les communications et les transferts d'images à la police nationale. Le COCS dispose depuis 2020 d'un logiciel Briefcam, facilitant les recherches approfondies et depuis 2019 d'une géolocalisation des policiers municipaux. Le COCS fonctionne 7jours/7 et 365 jours par an et est composé de 8 agents permanents. Quelques données chiffrées en 2019 : 215 réquisitions des forces de l'ordre, 4526 transferts d'images à la police nationale, 828 vidéo-verbalisations La ville de Bavilliers a également installé 25 caméras de vidéoprotection (non reliées au COCS)	**Gestion du stationnement** : - poursuivre l'installation de zones bleues - aménagement de nouveaux espaces de stationnement **Vidéoprotection** : - poursuivre l'installation de nouvelles caméras selon les problématiques recensées en assurant une continuité et en supprimant les zones aveugles - renforcer le nombre d'opérateurs du COCS pour plus d'efficacité (50 caméras par agent)
Sécurisation des espaces publics et des bâtiments	**Sécurisation des commerces**	Etat / communes / CCI	Sécurisation des biens et des personnes	Réalisation de diagnostics de sécurité par les référents sureté de la police nationale et de la gendarmerie. Présence régulière de la police nationale, de la gendarmerie et de la police municipale à proximité des commerces notamment lors des périodes de fortes affluence. Mise en œuvre d'une procédure de pré-plainte pour les commerçants. Mise en œuvre par la ville de Belfort d'un fonds de soutien permettant aux commerces de s'équiper de dispositifs de sécurité (alarme, vidéoprotection) : 14 demandes en 2018 pour 11811 euros, 3 demandes en 2019 pour 3000 euros et 3 demandes en 2020 pour 3000 euros. Vidéoprotection des espaces publics à proximité des espaces commerciaux (Faubourg de France, Avenue Jean Jaurès, Belfort Nord, Pépinière...),. Mise en place d'une procédure Alerte commerces par la CCI.	Reconduction
	Programme de prévention technique	Communes	Renforcer l'éclairage public Améliorer la sécurité des bâtiments	Renforcement de l'éclairage public dans des sites insécurisants (zone des loisirs) Mise en place de matériels dissuasifs tels que alarmes, périmètres grillagés, détecteurs de présence, caméra de vidéoprotection... Actions particulières pour sécuriser les déchetteries du Grand Belfort : installation de la vidéoprotection reliées au COCS de la ville de Belfort, périmètres grillagés, alarmes, fermeture des lieux de stockage. Retrait rapide des tags sur les bâtiments publics ou sur demande pour des propriétaires privés - en 2019 la Ville de Belfort a traité 13 demandes représentant 70 m2, en 2020, 120 m2 de tags ont été retirés par la Ville de Belfort. Les tags injurieux, racistes... sont retirés sans délai.	* Lutter contre l'affichage sauvage (communication pour rappeler l'interdiction, favoriser les mobiliers urbains avec reliefs, identification des auteurs) * Tags : aménagements techniques permettant de limiter les tags (treillis, plantes grimpantes, peinture anti-accroche...)
	Prévention des incendies	Grand Belfort Communauté d'Agglomération	Prévention du risque d'incendie et traitement lors de leur survenance	Création d'un observatoire des incendies sur l'ensemble des quartiers de la ville de Belfort. Surveillance renforcée notamment par vidéoprotection des lieux ayant fait l'objet d'incendies volontaires. Installation de conteneurs enterrés par Grand Belfort : 14 en 2018, 3 en 2019 et 6 en 2020. Interventions dans les meilleurs délais pour supprimer les dépôts sauvages. Intervention rapide pour évacuer les véhicules incendiés - suivi par la direction de la sécurité de chaque incendie en lien avec la police nationale.	* nouvelle procédure concernant les dépôts sauvages * nouveaux conteneurs enterrés de GBCA
	Sécurisation des services publics	Communes	Sécurisation des lieux d'accueil du public et des personnels	Installation de "boutons d'urgence" anti-agression reliés directement au COCS pour les services de l'accueil de l'hôtel de ville, l'état civil et la bibliothèque municipale. Installation d'une caméra de vidéoprotection à l'accueil de la police municipale. Installation d'un vitrage à l'accueil de la police municipale. Formation des personnels aux situations d'accueil difficiles et la gestion des conflits (12 agents formés en 2019), à la laïcité (10 agents formés en 2019), la sécurité incendie (34 agents formés en 2019). Création d'une procédure interne visant à favoriser les dépôts de plainte des personnels ayant fait l'objet de menaces ou d'agressions physiques ou verbales et pour l'ensemble des dégradations aux biens et bâtiments publics.	Installation de visiophones, de portes sécurisées
	Sécurisation des chantiers	Grand Belfort Communauté d'Agglomération	Sécuriser les chantiers de construction ou de voirie	Création d'une plaquette d'information à destination des usagers et des entreprises : les bons gestes pour sécuriser son chantier. Création d'une procédure interne visant à favoriser les dépôts de plainte pour l'ensemble des dégradations aux biens et bâtiments publics. Installation de caméras provisoires de vidéoprotection pour surveiller les chantiers.	Reconduction
	Sécurisation des équipements sportifs ou culturels	Grand Belfort Communauté d'Agglomération / Ville de Belfort	Sécurisation des biens et des personnes	Renforcement de l'éclairage public dans des sites insécurisant (Zone des loisirs) Mise en place de matériels dissuasifs tels que alarmes, périmètres grillagé, détecteurs de présence, caméra de vidéoprotection... Présence régulières des policiers municipaux et des médiateurs. Présence d'agents de sécurité lors de manifestations.	Création d'une fiche spécifique sur le stade nautique
Sécurisation du	**Développement de la vidéoprotection**	Territoire Habitat / Néolia	Sécurisation des parties communes des immeubles	Territoire habitat : 200 caméras installées dans les halls, ascenseurs ou paliers. Certaines reliées à une centrale (1 et 3 rue de Madrid, 3, 5 et 7 rue Dorey, 2 et 6 place Schuman, 8 rue de Budapest) et d'autres autonomes (rue Dufay, 2 rue de Moscou, 2 rue Joliot-Curie, 44 rue Parant). Néolia : caméras installées dans les 4 halls de la rue Lescot.	associer ICF
	Développement de dispositifs de sécurisation des immeubles	Territoire Habitat / Néolia	Sécurisation des parties communes des immeubles	Mise en place de dispositifs limitant l'accès aux immeubles. Territoire habitat : tous les immeubles sont équipés d'interphonie et d'accès par badge individuel -modification physique des entrées des 18 et 20 rue Blum (entrées accessibles et visibles depuis la rue) Néolia : tous les immeubles sont équipés d'accès par badge ou clé individuel.	associer ICF

parc locatif	**Gestion des comportements des locataires posant des difficultés Traitement des conflits de voisinage**	Territoire Habitat / Néolia	Recenser les locataires créant des troubles et réduire les nuisances Traiter les conflits de voisinage	Territoire habitat : Création de procédures internes graduées pour l'identification des auteurs et l'intervention des différentes strates hiérarchiques de Territoire Habitat : gestionnaire de vie locative, chargé de clientèle, responsable d'unité territoriale, responsable prévention-sécurité. Identification des auteurs et mobilisation des différents acteurs pour une prise en charge individualisée (social, emploi, santé...) - situations transmises si nécessaire en cellule de régulation. Néolia a créé une fiche alerte concernant les immeubles faisant l'objet d'une problématique importante - rencontre des principaux acteurs dont les locataires pour élaborer des actions correctives.	associer ICF

GRAND BELFORT

Annexe 3

Bilan de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de Grand Belfort Communauté d'Agglomération 2018-2020

Axe 3 L'action sociale et la prévention de la délinquance

Orientation	Action	Pilotage	Objectifs	Description de l'action et bilan	Perspectives 2021-2023
Accompagnement à la scolarité	**Lutte contre l'absentéisme**	DSDEN	Contrôle de l'absentéisme et suivi des élèves	Repérage des élèves absentéistes, rencontre de l'élève et sa famille, mobilisation des différents partenaires pour l'accompagnement de la famille et favoriser la préscolarisation au travers d'un parcours individualisé. Information préoccupante adressée au Conseil départemental lorsque cela s'avère nécessaire. Trois réunions de la commission d'assiduité scolaire pour l'année scolaire 2019-2020 avec 39 situation examinées (contre 34 pour l'année scolaire 2018-2019)dont 13 en école et 26 en collège. Concernant les 39 situations : 17 cas d'assiduité retrouvée, 16 cas de poursuite de l'absentéisme, 2 cas de scolarisation dans un autre département et 4 cas de fin de scolarité (plus de 16 ans) et 38 situations ont donné lieu à une contribution partenariale (36 pour le conseil départemental, 2 situations pour la PJJ)	Reconduction Quid du PRE ?
	Les mesures de responsabilisation à destination des collégiens	DSDEN / Ville de Belfort	Prévenir le décrochage scolaire Responsabiliser l'élève pour le faire prendre conscience de ses actes Permettre à l'élève de s'impliquer sans sa sanction	Signature d'une convention tripartite entre le collège, la Ville de Belfort et l'élève (et sa famille). Prise en charge de l'élève par les médiateurs durant toute la durée de la mesure. Bilan effectué par les médiateurs et transmission au collège. En 2018, 16 jeunes positionnés dans le dispositif soit 34 demi journées. En 2019, 11 jeunes positionnés dans le dispositif soit 34 demi journées. En 2020, 12 jeunes positionnés dans le dispositif soit 24 demi journées.	Reconduction pour les collèges et mise en œuvre pour les lycées
Accompagnement social et professionnel	**Les chantiers éducatifs**	Ville de Belfort / Mission locale / Conseil départemental / Régie des quartiers	Favoriser la réinsertion professionnelle et prévenir la récidive Mise en situation de travail de personnes éloignées de l'emploi et des autres dispositifs de droit commun Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de jeunes sous main de Justice Permettre aux individus de se réapproprier positivement leur territoire	Chantiers multi-partenariaux engageant le service médiation de la ville de Belfort, les éducateurs du Conseil départemental et les conseillers de la Mission locale. Les supports des chantiers : espaces verts, propreté, peinture au profit de collectivités territoriales ou bailleurs. En 2018 : 8 chantiers éducatifs organisés pour 45 jeunes dont 16 jeunes adultes sont sous-main de justice. En 2019 : 14 chantiers organisés pour 91 jeunes dont 22 jeunes adultes ou mineurs sont sous-main de justice. En 2020 : 8 chantiers organisés pour 51 jeunes dont 10 sous main de justice.	Reconduction Développer le nombre de chantiers Formation des tuteurs
	Implication des locataires dans la vie de leur immeuble - les conseils de résidents	Territoire habitat / Néolia	Impliquer les locataires dans la vie de leur immeuble pour une réappropriation des espaces collectifs Développer des actions pour susciter l'auto-responsabilisation Diminuer les conflits et troubles du voisinage	Formaliser des rencontres régulières avec les locataires. Développer des actions les impliquant directement. Organisation de chantiers éducatifs au sein du parc locatif. Territoire habitat : Les conseils de résidents ont été transformés en amicale des locataires, les représentants des locataires siègent au conseil d'administration et autres instances représentatives et des groupes de travail sont créés avec des locataires pour des projets structurants comme des réhabilitations. Néolia : les locataires sont associés dans les différentes instances représentatives dont le conseil d'administration.	Reconduction
	Prise en charge sociale des auteurs d'attroupements Signalement et accompagnement des publics en grande difficulté de comportement Traitement des situations de locataires générant des troubles importants au sein des immeubles	Territoire habitat / Néolia	Enrayer les attroupements par des actions individuelles à long terme Prise en charge d'individus présentant des troubles d'ordre psychiatrique créant des nuisances dans leur immeuble ou quartier Prise en charge d'individus générant des troubles tels que les nuisances, l'hygiène, les dégradations	Création de procédures internes graduées pour l'identification des auteurs et l'intervention des différentes strates hiérarchiques de territoire Habitat : gestionnaire de vie locative, chargé de clientèle, responsable d'unité territoriale, responsable prévention-sécurité. Identification des auteurs et mobilisation des différents acteurs pour une prise en charge individualisée (social, emploi, santé...) - situations transmises si nécessaire en cellule de régulation. Néolia a créé une fiche alerte concernant les immeubles faisant l'objet d'une problématique importante - rencontre des principaux acteurs dont les locataires pour élaborer des actions correctives.	reconduction

	Gestion de la mendicité	Ville de Belfort	Prise en charge d'individus sans domicile ou en situation de mendicité	Ilotages journaliers d'un médiateur spécialisé dans ce public pour aller à la rencontre des individus sans domicile et/ou en situation de mendicité, établir un contact, effectuer un diagnostic social et rediriger vers les structures de droit commun. Il s'agit d'une réponse sociale aux arrêtés anti-mendicité mis en œuvre par la Ville de Belfort. Le suivi des personnes se poursuit y compris après la prise en charge par les structures compétentes pour éviter les récidives. 114 contacts ont été réenregistrés en 2018, 196 en 2019 et 157 en 2020 (certaines personnes pouvant faire l'objet de plusieurs contacts).	reconduction
Accompagnement social et professionnel	**Permanence d'un travailleur social auprès des forces de l'ordre**	Conseil départemental	Répondre à un besoin de prise en charge sociale rapide pour les personnes victimes ou auteurs	Mise à disposition par le Conseil départemental d'un travailleur social auprès de la police nationale (80 %) et de la Gendarmerie (20 %) avec présence sur les brigades de Grandvillars, Delle, Belfort et Giromagny. L'intervenant social a une mission d'accueil, d'écoute et de réorientation des usagers vers les dispositifs existants (ESD, MDPH, associations d'aide aux victimes, CCAS). Il peut être sollicité par les policiers nationaux, gendarmes, DCPP, policiers municipaux. Son activité porte aujourd'hui majoritairement sur des situations de violences conjugales ou familiales en lien avec le CIDFF ou solidarité femmes. L'intervenant social a ainsi pris en charge 550 personnes en 2018, 459 en 2019 et 200 en 2020 (zone police uniquement).	reconduction
Prévention de la récidive	**Mesures de réparation pénale**	Parquet / PJJ	Développer les mesures de réparation pénale Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes délinquants	Accueil et suivi des personnes condamnées à une mesure de réparation pénale. En 2018 : 51 dossiers traités (3 mesures de réparation au sein de la ville de Belfort). En 2019 : 61 dossiers traités (2 mesures de réparation au sein des services de la ville de Belfort). En 2020 : 35 dossiers traités au 17 novembre.	reconduction
	Développement des mesures de travail d'intérêt général	SPIP / PJJ	Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle et prévenir la récidive Mise en situation de travail d'individus éloignés de l'emploi et des autres dispositifs	Accueil et suivi des personnes condamnées à un TIG. En 2018 le SPIP a fait exécuter 10 042 heures de TIG dont 4802 heures au sein de la ville de Belfort (68 suivis SPIP). Pour la PJJ l'accueil TIG au sein de la ville de Belfort a concerné 4 jeunes pour 352 heures. En 2019 Le SPIP a fait exécuter 10 370 heures de TIG sur le département, 4669 heures sont réalisées au sein de la ville de Belfort. Pour la PJJ 4 jeunes ont exécuté leur TIG à la ville de Belfort soit 160 heures. En 2020, 2154 heures de TIG réalisées au sein des services de la ville de Belfort pour des suivis SPIP et 76 heures pour 2 suivis PJJ (au 17 novembre).	reconduction - développer les nombre de lieux d'accueil - cf. mission référent PJJ
	Développement des stages de citoyenneté	Parquet / PJJ / SPIP	Favoriser une prise de conscience des auteurs de leur responsabilité civile et pénale Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle Prévenir la récidive	Stages animés par des professionnels de la PJJ et des partenaires extérieurs. 5 stages de citoyenneté réalisés sur la période 2018/2020.	reconduction
	Mise en place du rappel à l'ordre	Communes / Parquet	Mettre un terme à des faits qui ne constituent pas un crime ou un délit	Cette action n'a pas été mise en place sur la période 2018-2020.	sécuriser la procédure en informant les communes - libre adhésion des communes
Prévention de la délinquance	**La médiation sociale**	Ville de Belfort	Contribuer à la tranquillité publique et favoriser l'accompagnement de mesures individualisées	Présence dissuasive et préventive dans les différents lieux (espaces publics, établissements publics, habitat social) faisant l'objet d'incivilités, de troubles, d'attroupements. Accompagnement des mesures de réparation pénale, TIG, mesures de responsabilisation, individus en situation de mendicité. Participations aux chantiers éducatifs (un chantier annuel mis en place directement par le service). Le service est composé de 5 médiateurs dont un coordonnateur. Les interventions des médiateurs donnent lieu à l'établissement d'un tableau de bord de suivi communiqué aux membres de la cellule de régulation. A noter, depuis 2019, un partenariat renforcé avec Territoire habitat s'agissant des problématiques rencontrées dans le parc locatif. Le service de médiation et la direction des sports ont initié la manifestation Prox'aventure permettant un rapprochement des forces de l'ordre et du jeune public autour du sport : 3 éditions, quartiers des Glacis du Château en 2017, des Résidences en 2018 et de Belfort Nord en 2019.	Expérimentation sur soirée et dimanche avec 3 adultes relais Partenariat avec TH
	Ressources face à la violence	Solidarité femmes	Accompagner les jeunes à développer un regard et un sens critique Apporter des éléments de connaissance sur les différentes formes de violence Promouvoir la gestion non violente des conflits	Création de projets de prévention et interventions dans les établissements scolaires ou structures accueillant un jeune public. Double enjeu, lutte contre les stéréotypes sexistes et lutte contre toutes les formes de violence. Pour l'année scolaire 2017/2018, 168 heures d'intervention pour 1202 élèves et pour l'année scolaire 2018/2019, 150 heures d'interventions pour 851 élèves. En 2019, création d'un nouvel outil d'intervention mêlant réflexion sur les stéréotypes et création artistique et une action de sensibilisation sur le cyber harcèlement et le cyber sexisme.	reconduction

	Violences faites aux femmes	Solidarité Femmes	Informer et accompagner les femmes victimes de violences physiques et/ou psychologiques	Les Missions de Solidarité femmes sont : la formation et la sensibilisation du grand public, favoriser les signalements, la mise en relation des victimes avec l'association et la prise en charge des victimes. Le centre d'hébergement et de réinsertion sociale (sécurité des femmes et des enfants, accompagnement psycho-social, activités collectives) : 25 femmes et 45 enfants accueillis en 2018 et 32 femmes et 57 enfants en 2019. L'accueil de jour (primo-accueil, écoute, information, orientation) : 192 personnes accueillies en 2018, 434 en 2019. Les permanences d'accueil (accompagnement spécialisé des personnes non hébergées) : 369 personnes accueillies en 2018 et 415 en 2019. La référente "violences conjugales", personnes ressource pour les professionnels : 36 accueils en 2018 et 40 en 2019. Entre 2018 et 2019, plus 112% en accueil de jour et plus 47 % d'accompagnement individualisé chiffres Département du Territoire de Belfort	reconduction
Prévention de la délinquance	**Stage de responsabilisation pour la prévention des violences conjugales et sexistes**	SPIP / Tribunal de Grande Instance	Réponse pénale à visée éducative Responsabilisation des auteurs de violences conjugales et prévention de la récidive	1 stage a été organisé en 2018 : 17 personnes ont été convoquées et 14 ont suivi la totalité du stage. 4 sessions de stage ont eu lieu en 2019 (février, juin, octobre te décembre) en alternance à Belfort et à Montbéliard. Pour le ressort du Tribunal Judicaire de Belfort, 42 personnes ont été convoquées et 25 ont suivi la totalité du stage. Seuls 2 stages ont pu être mis en œuvre en 2029 en raison de la crise sanitaire. En 2020, 16 personnes ont été convoquées et 10 personnes ont suivi les stages. Entre 2018 et 2020, 49 personnes ont bénéficié de ce dispositif sur le ressort du tribunal Judiciaire de Belfort.	reconduction
	Jeu "questions pour un citoyen"	RTTB	Formation destinée à présenter les différentes catégories d'infractions et les sanctions prévues Développer la citoyenneté	Formation à destination des élèves de 6éme et de 4éme des 7 collèges publics de l'agglomération Belfortaine : 39 classes en 2017 pour 940 élèves, 40 classes en 2018 pour 950 élèves, 40 classes en 2019 pour 960 élèves.	reconduction
	Accueil et formation des classes de CM2	RTTB	Adopter les bons comportements lors des trajets en bus, aux arrêts de bus et sur le chemin jusqu'à l'arrêt de bus	Formation à destination des élèves de CM2 : 10 écoles en 2017 pour 281 élèves, 11 écoles en 2018 pour 268 élèves, 10 écoles en 2019 pour 271 élèves.	reconduction
	Prévention des conduites addictives	DSDEN/Police nationale/Gendarmerie	Sensibilisation des élèves aux risques encourus (drogues, tabac, alcool et autres dépendances) Repérage de consommateurs Prévention des conduites à risque	Interventions dans les établissements scolaires à la demande du chef d'établissement et actions de communication. Pour la police nationale, 39 interventions en 2018 pour 561 élèves, 28 interventions en 2019 pour 735 élèves, pas d'interventions en 2020 au regarde de la situation sanitaire. Pour la Gendarmerie, 14 collégiens ont été reçus en 2018, 6 en 2019 et 12 en 2020.	reconduction
	Le citoyen roulant	Service jeunesse Ville de Belfort / police nationale	Sensibiliser les jeunes aux risques de la conduite d'engins motorisés Informer les jeunes sur le cadre règlementaire Former les jeunes à une pratique sécurisée Améliorer la relation forces de l'ordre / jeunes	Mise en place d'ateliers de sécurité routière pour les 11 - 16 ans : 5 jours durant les vacances de Pâques, 5 semaines durant les vacances estivales et 2 semaines durant les congés de la Toussaint, chaque année. Mise en place de Quiz CO dans les collèges, examen de sélection basé sur le code de la route : 1 jour par an dans les collèges Signoret, Vauban, De Vinci et Châteaudun. Pour 2018/2019 : 960 jeunes ont bénéficié de Quizco (82h) et 45 jeunes ont préparé le permis AM (40 permis délivrés) et pour 2019/2020 : 575 jeunes ont bénéficié de Quizco (23h) et 44 jeunes ont préparé le permis AM (44 permis délivrés). Cette action permet une mixité des publics et une mixité géographique, un partenariat fort entre la ville de Belfort et la police nationale, un échange privilégié des jeunes et des forces de l'ordre. Les classes de 4ème (âge de passage du permis AM) sont privilégiées. A noter que la Ville de Belfort a obtenu le label nationale "Ville prudente" en 2018.	reconduction
	Prévention des dangers d'internet	Police nationale / Gendarmerie	Sensibiliser les collégiens aux risques d'internet	Intervention d'un représentant des forces de l'ordre dans les collèges. Pour la police nationale, 17 interventions en 2018 pour 646 élèves, 28 interventions en 2019 pour 735 élèves et pas d'intervention en 2020 en raison de la situation sanitaire. Pour la Gendarmerie, 14 collégiens ont été reçus en 2018, 6 en 2019 et 12 en 2020.	reconduction
	Prévention séniors	Ville de Belfort	Assurer la sécurité des séniors	Diffusion d'une plaquette d'information sur les bons gestes et réflexes à avoir pour assurer sa sécurité. Formation à destination des personnes âgées par les policiers municipaux au sein des maisons de quartier et centres socio-culturels.	Stage de remise à niveau pour les séniors Action menée par l'OPABT Suivi individuel pendant canicule ou confinement suivi dans le cadre de la commission sociale
	Lutte contre la maltraitance animale	Grand Belfort Communauté d'Agglomération	Lutter contre la maltraitance animale	"Journée contre la maltraitance" pour sensibiliser le grand public avec présence de stands des différentes associations engagées dans la cause animale sur une journée en juin (2018 et 2019), Faubourg de France. Diffusion d'une plaquette pour sensibiliser le grand public et informer les forces de l'ordre lorsque l'on est témoin de maltraitance. Interventions des policiers municipaux ou des gardes champêtres.	reconduction
	Sensibilisation au cyber-harcèlement	Association d'aide aux victimes	Prévention auprès des lycéens sur les dangers d'internet : réseaux sociaux et cyber-harcèlement	Interventions auprès des élèves des lycées - action non reconduite sur la période 2018-2020.	à supprimer - cf. fiche "prévention des dangers d'internet"

	Sensibilisation des collégiens aux droits et devoirs	Association d'aide aux victimes	Sensibiliser les collégiens sur les droits et devoirs	Intervention auprès des élèves de 4ème - action non reconduite sur la période 2018-2020.	à supprimer

Annexe 4

Actions	Avez-vous mis en œuvre cette action ?			Vous diriez que cette action est :				Comment feriez vous évoluer cette action ?
	oui	non	commentaire	efficace	assez efficace	pas efficace	commentaire	
Sécurité et tranquillité publiques								
Diagnostics ou études de sécurité réalisés par la police nationale ou la gendarmerie	4	10	Sécurisation aux abords de l'école pour les manifestations organisées par la commune requalification des espaces extérieurs	3	1		intérêt des GPO ou GTO pour traiter de manière collaborative certains problématiques	Intérêt de faire un diagnostic général Associer les référents sureté dans l'analyse de grands projets structurants
Marches exploratoires avec les habitants / autres actions associant les habitants	3	11	sur la base d'un questionnaire visite du Maire et marches patrimoniales nettoyage d'un quartier		3		connaitre l'opinion des habitants adhésion partielle lors des journées citoyennes	communiquer davantage
Police municipale : fonctionnement et missions	4	10	Interventions régulières des gardes-champêtres présence d'un ASVP	4				contacts réguliers avec le responsable des gardes champêtres projet de création d'une police municipale
Actions visant à la gestion des engins motorisés dans l'espace public	4	10	Interventions de la Gendarmerie nombreux rodéos à l'aéroparc zones 30, radars pédagogiques, écluses et coussins berlinois	1	2	1	surveillances, verbalisation, opération "coup de poings"	Accroitre la présence des forces de l'ordre Aéroparc : aménagements réduisant la possibilité de rodéos augmenter les aménagements en accord avec les habitants
Actions visant à la gestion des cortèges de mariages	1	13	difficile d'anticiper d'éventuelles difficultés	1				
Sécurisation des biens et des personnes dans le cadre de l'état d'urgence	4	10	Plan de secours actif Plan de sauvegarde sécurisation des abords des écoles	3	1		application des mesures vigipirate	Adhésion au service des gardes champêtres GBCA
Gestion des attroupements	4	10	Rassemblement de jeunes de la commune	3	1		interventions des gardes champêtres 2	
Gestion des dépots sauvages	10	4	Installation d'une caméra mobile de GBCA Interventions des gardes champêtres 5 intervention de la police nationale / Gendarmerie Installation d'une signalétique par GBCA installations de caméras Enlèvements rapides	4	5	1	Dépots récurrents Information sur le site internet et magazine de la commune bonne réactivité du service des OM de GBCA	Dépôt de plainte systématique Développer la signalétique (GBCA) et communication auprès des administrés
Gestion du stationnement	7	6	Installation de zones bleues Aménagement d'espaces de stationnement prise d'arrêtés Courriers aux riverains interventions des gardes champêtres 2 verbalisations	7			interventions efficaces des gardes champêtres développer la prévention	Poursuivre l'installation de zones bleues Aménagement de nouveaux espaces de stationnement Prévenir puis verbaliser
Développement de la vidéoprotection	6	8	Groupe scolaire salle des fêtes terrains de sports création de 4 périmètres, 5 caméras	4	1		prêt d'une caméra mobile par GBCA manque de recul pour vérifier l'efficacité	aide pour les services de police bon retour de la part de la population
Sécurisation des commerces	4	10	Barrières de sécurité 2 vidéoprotection	3			aide pour retrouver les auteurs d'effractions	
Renforcement de l'éclairage public et sécurisation des bâtiments publics	6	8	Hôtel de ville équipé d'une alarme 3 Eclairage des voies communales 2 éclairage de la salle des fêtes vidéoprotection mise en place d'un éclairage led	3	1		la vidéoprotection n'empêche pas toujours une effraction	Révision de l'éclairage public systématiser les ampoules led
Sécurisation des lieux d'accueil du public et des personnels	6	8	Plan vigipirate pour les écoles Hôtel de ville - visiophone sécurisation de la salle polyvalente	4	1	1		Porte sécurisée à l'hôtel de ville avec digicode renforcer par la vidéoprotection
Sécurisation des chantiers de construction ou de voie publique	7	7	Par arrêté municipal Présence d'un bureau de contrôle plan de prévention mise en place d'une signalétique vérification des chantiers	7				renforcer les contrôles un agent communal dédié à cette mission de contrôle
Sécurisation des équipements culturels ou sportifs	4	10	Vidéoprotection mise en place de clôtures fermetures des aires de jeux	4				coût élevé pour la commune
Dispositifs "Voisins vigilants ou Participation citoyenne"	3	11	Participation citoyenne Voisins vigilants depuis 2015 soutien logistique de la commune		2		risque de délation	En réflexion 4 Demande en cours 3 favoriser les initiatives citoyennes
Prévention de la délinquance								
Conseil pour les droits et devoirs des familles (loi du 5/3/2007)	1	13	PRE et volet parentalité	1				prise en charge et échange en équipe pluridisciplinaire PRE
Accompagnement à la scolarité	2	12	PRE et études surveillées	2				50 enfants pris en charge par le PRE et 30 enfants en études surveillées
Lutte contre l'absentéisme scolaire	2	12	appel des parents et visiste des enfants scolarisés à domicile	1	1			
Les mesures de responsabilisation à destination des collégiens	1	13		1				
Les chantiers éducatifs	3	11	Ateliers jeunes 3 chantiers éducatifs par an	1	1			action à reconduire
Accompagnement des personnes sans domicile et/ou en situation de mendicité	3	11	accompagnement en lien avec les services sociaux domicialisation possible au CCAS	2	1			Permet un meilleur suivi des personnes mais peut entrainer des situations conflictuelles en mairie
Actions visant à la prévention de la radicalisation	2	12	soutien aux actions de la CLE	1	1			gestion déléguée à la CLE
Les mesures de réparation pénale	2	12	intégration de jeunes aux chantiers éducatifs	2				résultats positifs de l'intégration des jeunes aux chantiers éducatifs
Le travail d'intérêt général	2	12	intégration de jeunes aux chantiers éducatifs	1				résultats positifs de l'intégration des jeunes aux chantiers éducatifs

Le rappel à l'ordre (article 2212-2-1 du CGCT)	3	11	Réalisé par le Maire 2 rappels effectués par les gardes champêtres pour les stationnements gênants	2	1			Nécessité de nombreux rappels
La médiation sociale : fonctionnement et missions	4	10	action à destination des adolescents présence d'un adulte relais et mise à disposition d'une salle	2	2			échec de la mise à disposition d'une salle (non respect du règlement)
Les violences conjugales ou intrafamiliales	3	11	action à destination des adolescents actions dans le cadre du PRE	1	2			gestion déléguée à la CLE
La prévention des conduites addictives	2	12	action à destination des adolescents		2			
La prévention routière	6	8	Stage de remise à niveau pour les séniors 3 Aménagements routiers radars pédagogiques Ateliers code de la route pour les colaires 2	6			difficilement évaluable	bonne adhésion des participants (scolaires ou séniors)
La prévention des dangers d'internet / cyberharcèlement	1	13	Intervention de la Gendarmerie à l'école primaire		1			
Les actions de prévention à destination des séniors	7	7	Stage de remise à niveau code de la route pour les séniors 2 Action menée par l'OPABT Suivi individuel pendant canicule ou confinement suivi dans le cadre de la commission sociale ateliers mémoire et équilibre	7			difficilement évaluable retour positif des participants bonne adhésion des participants	Action menée par l'OPABT à poursuivre
La lutte contre la maltraitance animale	3	11	Journée contre la maltraitance suivi en lien avec la gendarmerie suivi en lien avec les gardes champêtres		2		revoir l'organisation de la journée contre la maltraitance	Interventions de personnes spécialisées repose sur les signalements en mairie interventions efficaces des gardes champêtres

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-83

Convention de mise à disposition de la police municipale de Belfort aux communes de Bavilliers, Essert et Offemont

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-83

de M. Tony KNEIP
Adjoint chargé de la sécurité et du devoir de mémoire

Direction Sécurité et Tranquilité Publique

Références : TK/JJL/VS/MM
Code matière : 6.1

***Objet* : Convention de mise à disposition de la police municipale de Belfort aux communes de Bavilliers, Essert et Offemont**

La police municipale de la Ville de Belfort est aujourd'hui composée de 30 agents constitués en quatre équipes de proximité dont une brigade VTT et deux équipes spécialisées dont une brigade motocycliste et une brigade cynophile. Elle fonctionne 7 jours sur 7.
Lors de leurs interventions dans le quartier des Résidences, dans le secteur du stade Roger Serzian et dans le secteur de la rue de la Fraternité, les policiers municipaux sont régulièrement confrontés à des délits de fuite des auteurs de rodéos ou autres incivilités sur le territoire des communes de Bavilliers, Essert ou Offemont.

Par ailleurs, chaque année, du 1er juin au 31 août, les policiers municipaux interviennent pour sécuriser le stade nautique dans le cadre d'un arrêté préfectoral portant mise en commun exceptionnelle entre les communes de Belfort et Bavilliers.

Aussi, afin de pouvoir sécuriser ces espaces, le code de la sécurité intérieure offre la possibilité de mettre en commun les effectifs de police municipale entre plusieurs communes. Les agents sont alors placés sous l'autorité du maire de la commune dans laquelle ils interviennent.

Cette mise à disposition des agents de la police municipale de la ville de Belfort serait effective sur une partie du territoire des communes de :

- Bavilliers : parc de la Douce et zone des loisirs, rue de Rond d'Alembert (entre la rue de Zaporojie et le canal de la Haute Saône, le chemin de Cravanche, la rue de Délémont,
- Essert : parc de la Douce et zone des loisirs, rue de l'Aspirant Boutrelles, rue des carrières, rue des vergers, rue du Port (entre la rue du Général de Gaulle et le canal de Haute Saône, Parc d'Essert, chemins entre la rue de la Fraternité et la rue des Pins et la rue du Sous-Lieutenant Cadinot,
- et Offemont : voie de bus reliant la rue Floréal et la rue Aristide Briand, rue Jean Macé entre la rue Floréal et rue de la Rosemontoise, la rue du 11 novembre 1918, la rue du 8 mai 1945, la rue du 19 mars 1962.

Pour ce faire, la signature d'une convention de mise à disposition entre les quatre communes concernées est nécessaire. Aussi, il est proposé d'expérimenter cette nouvelle organisation sur une période de trois années.

Considérant que ce fonctionnement permet essentiellement de traiter des actes dont l'origine est située sur le territoire de la ville de Belfort, il est proposé que cette dernière continue de supporter l'intégralité du coût des moyens et des effectifs mis à disposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition des agents de la police municipale de la Ville de Belfort aux communes de Bavilliers, Essert et Offemont, ainsi que la nouvelle convention de coordination entre la police municipale et la police nationale qui en découle.

Pour	38	
Contre	0	
Suffrages exprimés	38	
Abstentions	2	Mme Samia JABER, M. Christophe GRUDLER.
Ne prend pas part au vote	2	Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13954-DE-1-1

Convention de mise à disposition des agents de la police municipale de la Ville de Belfort aux communes de Bavilliers, Essert et Offemont

Entre :

La ville de Belfort représentée par son maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération du conseil municipal en date du …

La ville de Bavilliers représentée par son maire en exercice, Monsieur Éric KOEBERLE, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération du conseil municipal en date du …

La ville d'Essert représentée par son maire en exercice, Monsieur Frédéric VADOT, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération du conseil municipal en date du …

La ville d'Offemont représentée par son maire en exercice, Monsieur Pierre CARLES, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération du conseil municipal en date du …

Vu les articles L2212-2 du code général des collectivités territoriales et L512-1, R512-1 et suivants du code de la sécurité intérieure

Considérant que la ville de Belfort dispose d'un service de police municipale et que les communes de Bavilliers, Essert et Offemont ne disposent pas d'un tel service,

Considérant que lors de leurs interventions dans les secteurs des Résidences, de la rue de la Fraternité et du stade Serzian, les policiers municipaux de la ville de Belfort sont régulièrement confrontés à des délits de fuite des auteurs de rodéos ou autres incivilités sur les communes de Bavilliers, Essert et Offemont,

Considérant que le secteur de Belfort situé autour du stade Serzian et comprenant le skate park fait régulièrement l'objets d'attroupements avec consommation d'alcool et de stupéfiants, de rodéos d'engins motorisés, de dégradations des bâtiments ou mobiliers urbains,

Considérant que le secteur de la rue de la Fraternité de Belfort et notamment le city stade fait régulièrement l'objet d'attroupements avec consommation d'alcool et de stupéfiants et de rodéos d'engins motorisés,

Considérant que le Parc de la Douce et la zone des loisirs, placés sur les communes de Bavilliers, Belfort et Essert, lieux très fréquentés, font régulièrement l'objet d'attroupements avec consommation d'alcool et de stupéfiants, de rodéos d'engins motorisés, de dégradations des bâtiments ou mobiliers urbains,

Considérant que les policiers municipaux de la ville de Belfort interviennent chaque année du 1er juin au 31 août pour sécuriser le stade nautique dans le cadre d'un arrêté préfectoral portant mise en commun exceptionnelle des moyens et effectifs de la police municipale des communes de Bavilliers et Belfort, en vertu de l'article L512-3 du code de la sécurité intérieure,

Considérant que le Parc de la Douce et la zone des loisirs sont placés sous vidéoprotection et dont les caméras, appartenant à Grand Belfort Communauté d'Agglomération, sont gérées, par conventionnement par le centre opérationnel de commandement et de supervision de la police municipale de la Ville de Belfort,

Considérant que le parc de caméras de vidéoprotection de la Ville d'Essert (dont deux sont situées à proximité du Parc de la Douce) est géré par conventionnement par le centre opérationnel de commandement et de supervision de la police municipale de la Ville de Belfort,

Il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La ville de Belfort met à disposition des communes de Bavilliers, Essert et Offemont les moyens et effectifs de son service de police municipale selon les périmètres communaux définis à l'article 2 de la présente convention

ARTICLE 2 – Périmètres d'application de la convention

La mise à disposition définit à l'article 1 de la présente convention s'applique aux périmètres communaux suivants (plans joints en annexe de la présente convention) :

- Bavilliers :
    - Parc de la Douce et zone des loisirs, rue de Rond d'Alembert (entre la rue de Zaporojie et le canal de la Haute Saône, le chemin de Cravanche, la rue de Délémont
- Belfort :
    - Ensemble du territoire communal
- Essert
    - Parc de la Douce et zone des loisirs, rue de l'Aspirant Boutrelles, rue des carrières, rue des vergers, rue du Port (entre la rue du Général de Gaulle et le canal de Haute Saône)
    - Parc d'Essert, chemins entre la rue de la Fraternité et la rue des Pins et la rue du Sous-Lieutenant Cadinot
- Offemont
    - Voie de bus reliant la rue Floréal et la rue Aristide Briand, rue Jean Macé (entre la rue Floréal et rue de la Rosemontoise), la rue du 11 novembre 1918, la rue du 8 mai 1945, la rue du 19 mars 1962.

ARTICLE 3 – Organisation de la mise à disposition

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, les agents de police municipale sont placés sous l'autorité du maire de cette commune et rendront compte à ce dernier de leurs interventions. Les agents devront être assermentés et agréés par la Préfecture et le procureur pour chacune des communes concernées par la mise à disposition.

Les agents de police municipale sont compétents sur le territoire des communes de Belfort, Bavilliers, Essert et Offemont conformément aux périmètres définis dans l'article 2 de la présente convention.

Les missions des policiers municipaux et la nature de leurs interventions sont définies conformément à l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales.

La mise à disposition concerne 29 agents de police municipale de la ville de Belfort répartis selon les grades suivants : un chef de service de Police municipale, 8 brigadiers-chefs principaux, 20 gardiens-brigadiers

Les agents de la police municipale de la ville de Belfort mis à disposition sont organisés de la manière suivante :

- Encadrement du service : un chef de service de police municipale, un brigadier-chef principal chargés du contrôle et de l'évaluation des activités des agents de police municipale (bulletins de service, mains courantes, rapports),
- Quatre brigades de proximité composées d'un chef d'équipe, un chef d'équipe adjoint (brigadiers-chefs principaux) et quatre gardiens-brigadiers. Une des équipes de proximité comprend une brigade cynophile composée d'un maitre-chien, un assistant maitre-chien et un chien de race malinois,
- Une brigade motocycliste composée de deux brigadiers-chefs principaux et un gardien-brigadier.

La police municipale est dotée d'un équipement défensif de catégorie B1, B6, B8 et D. La ville de Belfort est chargée d'acquérir, détenir et conserver les armes, éléments d'armes et munitions utilisés par les agents de police municipale mis à disposition. La demande individuelle de port d'arme est établie conjointement par les maires de Belfort, Bavilliers, Essert et Offemont.

Les policiers municipaux sont équipés de caméras piétons (décret 2019-140 du 27/2/2019 portant application de l'article L241-2 du code de la sécurité intérieure), 3 cinémomètres, 3 éthylotests électroniques et effectuent des patrouilles pédestres, motorisées (3 motos, 5 voitures) ou à VTT (12).

La police municipale fonctionne selon les horaires suivants :

- Du 1er octobre au 31 mars
  - Du lundi au samedi de 7h30 à 20h
  - Dimanche de 11h30 à 20h
- Du 1er avril au 30 septembre
  - Du lundi au samedi de 7h30 à 22h
  - Dimanche de 13h30 à 22h

Les locaux de la police municipale et du centre opérationnel de commandement et de supervision sont situés au sein de l'Hôtel du Gouverneur sis 4 place de l'Arsenal 90000 Belfort.

La mise à disposition de chaque agent de police municipale sera prononcée par arrêté individuel de la Ville de Belfort après avis de la commission administrative paritaire.

La répartition du temps de présence des agents de police municipale mis à disposition dans chaque commune sera établie en fonction des nécessités de service et des besoins d'interventions recensés auprès des maires des communes contractantes et des éléments transmis par les différents membres de la cellule de régulation.

La mise à disposition de la police municipale de la ville de Belfort aux communes de Bavilliers, Essert et Offemont donnera lieu à une convention de coordination de la police municipale et la police nationale pour chacune de ces communes.

ARTICLE 4 : Conditions financières

La ville de Belfort supporte l'intégralité du coût des moyens et effectifs mis à disposition auprès des communes de Bavilliers, Essert et Offemont.

ARTICLE 5 : Durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par la dernière des parties contractantes, renouvelable une fois pour la même durée. Au-delà, elle ne peut être renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 6 : Avenant

Toute modification affectant la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit et signé par toutes les parties. Aucune entente verbale ne pourra lier les contractants.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de quatre mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : Responsabilité - Assurance

Chacune des parties contractantes est seule responsable du respect des obligations qui lui incombe.

Chaque partie fera son affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurance qu'elle estimera nécessaire pour couvrir les responsabilités visées ci-avant.

ARTICLE 8 : Résiliation

ARTICLE 8.1 : Procédure

La convention peut être dénoncée ou résiliée par l'une ou l'autre des parties après un préavis de trois mois minimum par lettre recommandée avec accusé de réception

ARTICLE 8.2 : Effets

Quelle que soit la cause de résiliation de la convention, aucune indemnité ne sera versée par la Partie à l'origine de la résiliation aux autres Parties contractantes.

ARTICLE 9 : Litige

En cas de litige relatif à la bonne exécution de la présente convention, les parties s'engagent à coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable.

Si le désaccord devait néanmoins persister, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents.

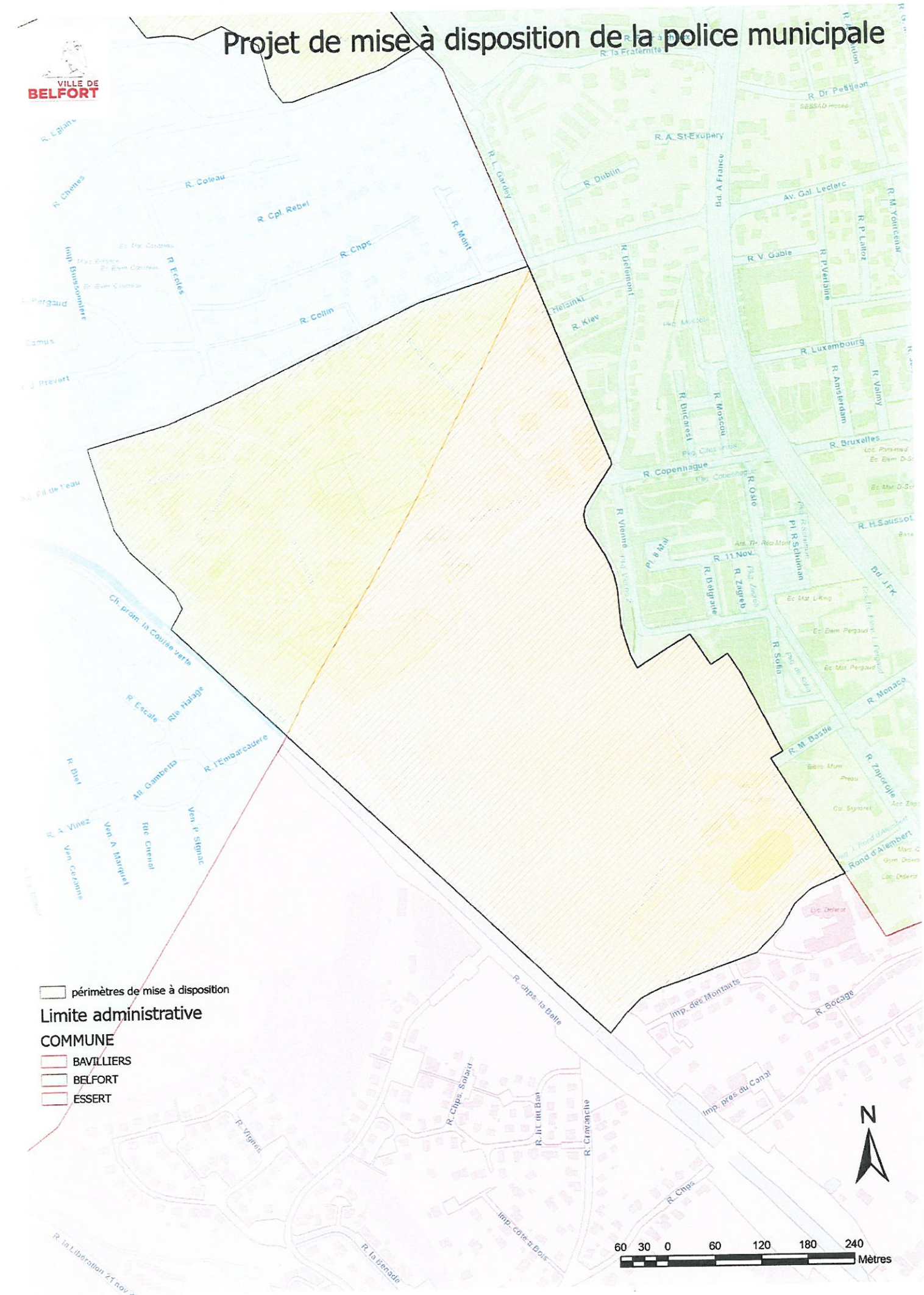
ARTICLE 10 : Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

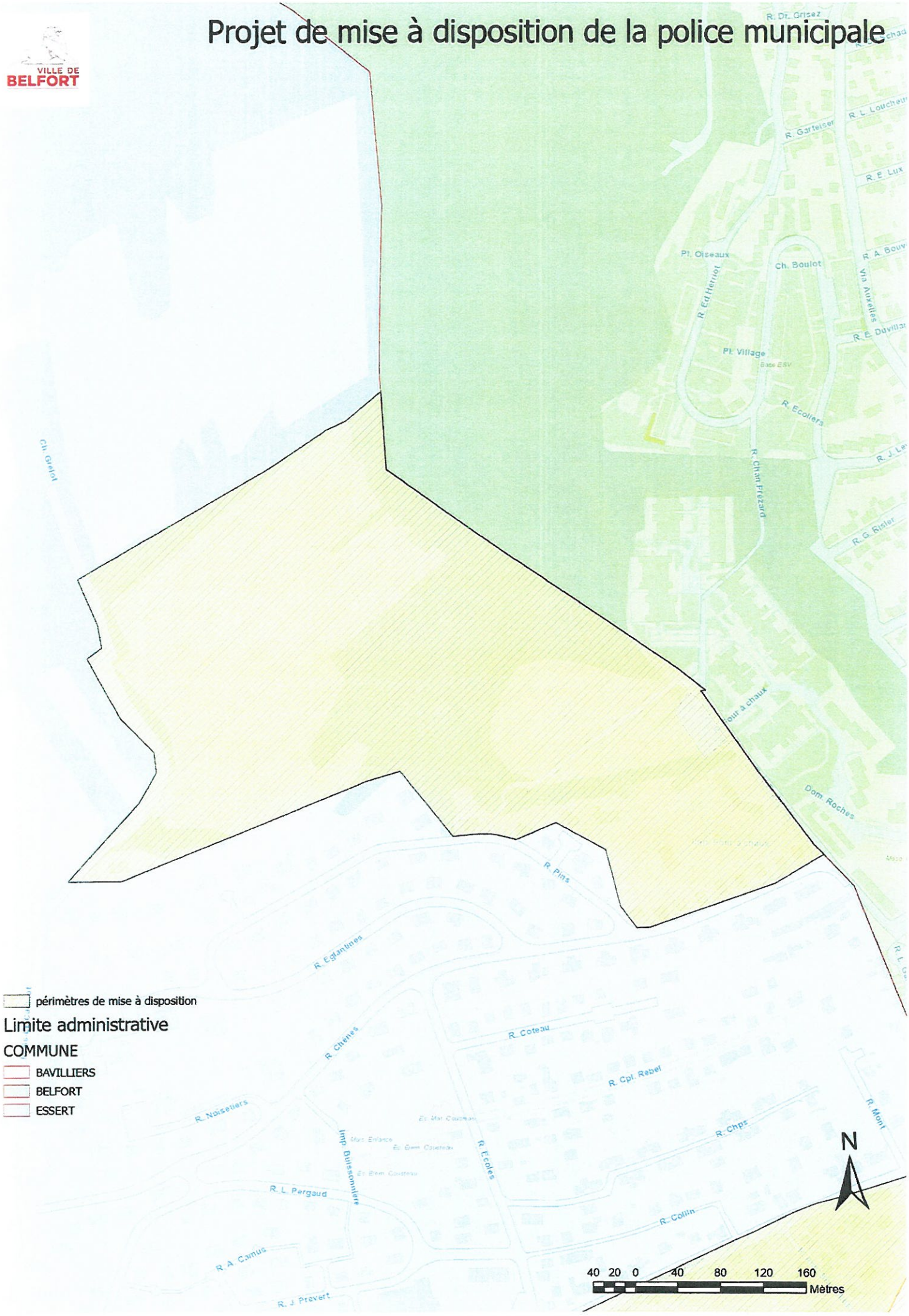
Fait à Belfort, le

Le maire de Belfort	Le maire de Bavilliers	Le maire d'Essert	Le maire d'Offemont
Damien MESLOT	Eric KOEBERLE	Frédéric VADOT	Pierre CARLES

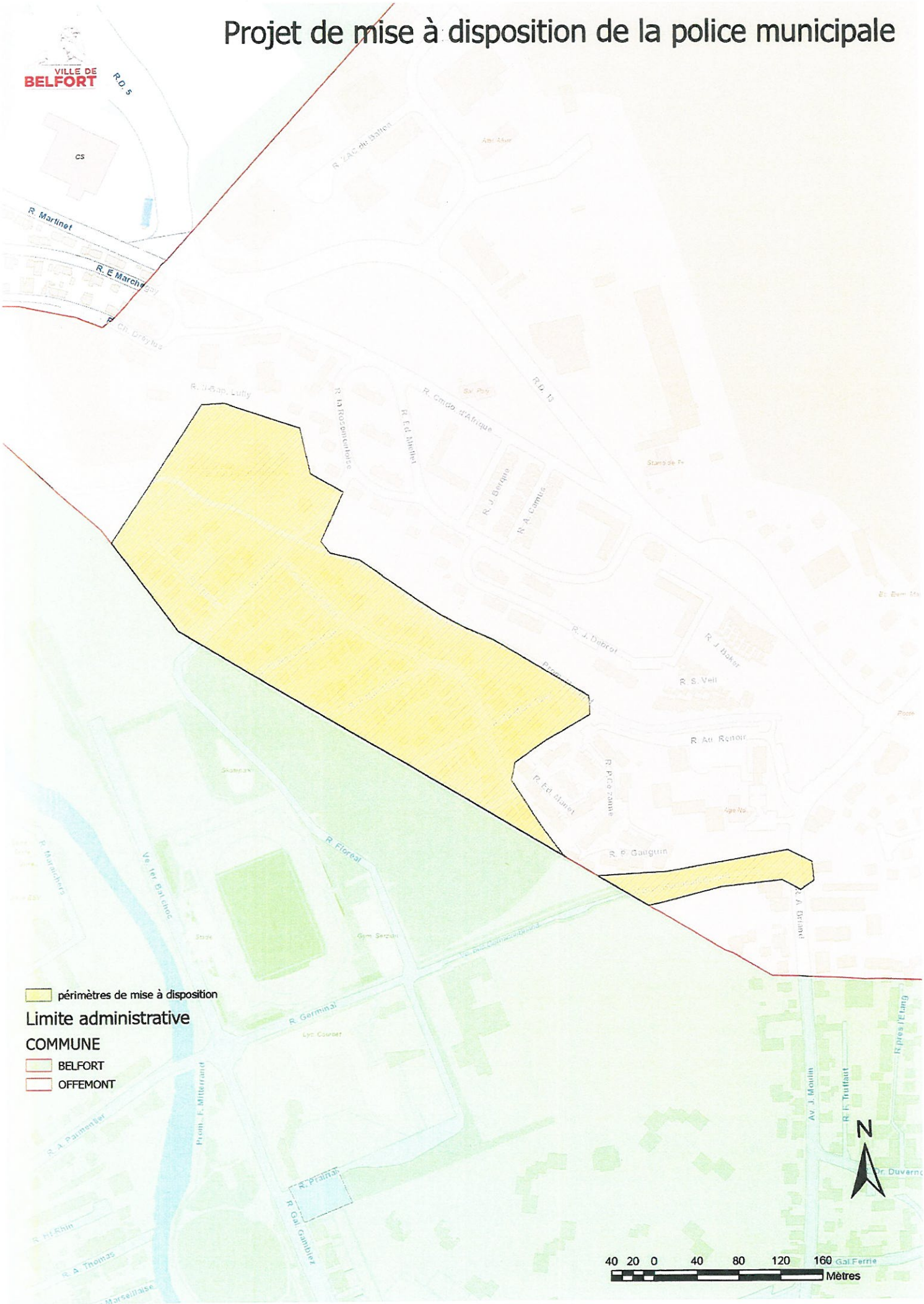
Projet de mise à disposition de la police municipale



Projet de mise à disposition de la police municipale



Projet de mise à disposition de la police municipale



Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-84

Rémunération forfaitaire du personnel municipal sollicité pour la tenue des élections

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-84

de Mme Corinne CASTALDI

Adjointe chargée de la citoyenneté et de la promotion du civisme

Direction des Affaires Générales

Références : CC/LS/JL
Code matière : 4.1

***Objet* : Rémunération forfaitaire du personnel municipal sollicité pour la tenue des élections**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code électoral ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La tenue des élections nécessite la mobilisation d'un grand nombre d'agents municipaux pour assurer le bon déroulement des scrutins et garantir l'application des dispositions du code électoral. Ainsi, des agents de la collectivité sont sollicités pour assurer les fonctions de secrétaire centralisateur, secrétaire et secrétaire adjoint de bureau de vote ainsi que distributeur d'enveloppes.

Ces fonctions s'exercent en dehors des bornes horaires du cycle de travail des agents et n'entrent pas dans les attributions qui leur sont normalement dévolues. Elles doivent donc être rétribuées en complément de leur rémunération habituelle.

La particularité de cette année réside en la tenue d'un double scrutin. En effet, les élections régionales et les élections départementales se tiendront les 20 et 27 juin prochains et seront clôturées à 18h.

Pour tenir compte de cette particularité et des sujétions induites, il est proposé de revaloriser les forfaits appliqués par la collectivité d'un montant de 30 euros.

Il est donc proposé d'allouer au personnel sollicité pour la tenue des élections et par tour de scrutin, les indemnités forfaitaires suivantes :

Fonction	Scrutin clôturé à 18h	
	Indemnité forfaitaire (montant brut)	Horaires
Distributeur d'enveloppes	144€	7h30 à 13h
Secrétaire adjoint	196€	12h à fin des opérations du bureau de vote
Secrétaire	260€	7h30 à fin des opérations du bureau de vote
Secrétaire centralisateur	280€	7h30 à fin des formalités électorales complètes

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser l'octroi d'indemnités forfaitaires au personnel municipal sollicité pour la tenue des élections selon les modalités précitées.

Pour	41	
Contre	0	
Suffrages exprimés	41	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	1	Mme Mathilde REGNAUD

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14154-DE-1-1

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-85

Marché de transport collectif pour la Ville de Belfort, les communes du Grand Belfort Communauté d'Agglomération et les RPI - Convention pour un groupement de commandes

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents :

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance : M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-85

de M. Pierre-Jérôme COLLARD
Adjoint chargé des sports et des relations avec les clubs sportifs

Direction des Affaires Générales

Références : PJC/MR/CE/AC
Code matière : 1.1

***Objet* : Marché de transport collectif pour la Ville de Belfort, les communes du Grand Belfort Communauté d'Agglomération et les RPI - Convention pour un groupement de commandes**

La convention constitutive de groupement de commande ayant pour objet le transport des participants aux activités sportives, éducatives et d'animation, coordonnée par la Ville de Belfort, arrive à échéance le 6 juillet 2021.

Pour la Ville de Belfort, cette convention concerne le transport des enfants participant aux activités sportives, éducatives et d'animation organisées par le service des sports, le service éducation et le service jeunesse.

Pour les communes et les RPI membres du groupement de commandes, il s'agissait d'assurer le transport des élèves des écoles primaires en direction des piscines et de la patinoire.

Il est proposé de passer une nouvelle convention constitutive et de l'étendre à tous les transports collectifs afin de répondre à l'ensemble des besoins des collectivités et RPI au-delà des seules activités éducatives, sportives et de loisirs.

Aussi, il est proposé de constituer, avec les communes de Grand Belfort Communauté d'Agglomération et les RPI intéressés, un nouveau groupement de commandes conformément aux articles L 2113-6 à L 2123-8 du Code de la commande publique, afin d'obtenir de meilleures offres financières.

La Ville de Belfort assurera la coordination de ce groupement, la passation des marchés publics, la signature et la notification, chaque membre du groupement assurant individuellement la commande et le suivi des prestations pour chaque lot.

Chaque commune ou RPI intéressé transmet le recensement de ses besoins et adopte, par voie de délibération, l'adhésion au groupement de commandes d'une durée indéterminée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à procéder à la création d'un groupement de commandes avec les communes de Grand Belfort Communauté d'Agglomération et les RPI intéressés,

de prononcer l'adhésion de la Ville au présent groupement,

d'accepter les présentes dispositions afférentes à la convention,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention,

d'accepter de mandater la Ville de Belfort comme coordonnateur du marché.

Pour	41	
Contre	0	
Suffrages exprimés	41	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	1	Mme Samia JABER

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage	Affiché le : 2 juin 2021 Date de télétransmission : 2 juin 2021 Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc14480-DE-1-1

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique

Entre :
La Ville de Belfort, dont le siège social et administratif est situé Place d'Armes à Belfort (90020),
Représentée par Monsieur Damien Meslot, son Maire, régulièrement habilité à signer la présente convention par une délibération du n° ,
Ci-après dénommée « le Coordonnateur »

Et :

Les communes de :

Ci-après-dénommées « les membres »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT,

Article 1. PREAMBULE

Afin de réaliser des économies d'échelle et de réduire les coûts de procédure, les parties ont convenu de constituer un groupement de commandes relatif aux prestations de transport collectif.

Article 2. OBJET DE LA CONVENTION

En application des dispositions des articles L. 2113-6 à L.2123-8 du Code de la commande publique, la présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre les membres signataires pour la passation, la signature, puis la notification des marchés de prestations de transport collectif.

Article 3. DESIGNATION DU COORDONNATEUR

Les parties conviennent de désigner la Ville de Belfort comme coordonnateur du groupement de commandes, ayant la qualité d'acheteur.

Article 4. MISSIONS DU COORDONNATEUR

Pour la réalisation de l'objet du groupement, dans le respect du Code de la commande publique, les missions du coordonnateur sont les suivantes :

4.1. RECUEIL DES BESOINS

Le coordonnateur recense les besoins de l'ensemble des membres du groupement de commandes, en vue de la passation des marchés. Il assiste, si nécessaire, les membres du groupement dans la définition de leurs besoins.

Les membres du groupement s'engagent à fournir au coordonnateur toute information nécessaire à la réalisation de sa mission.

4.2. ORGANISATION DE LA PROCEDURE DE CONSULTATION

Le coordonnateur est chargé d'accomplir, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique applicables, l'ensemble des actes et opérations matérielles et juridiques, nécessaire à l'accomplissement des formalités de publicité, de mise en concurrence et de sélection afférentes à la procédure retenue et nécessaire à la réalisation de l'objet du groupement défini à l'article II de la présente convention.

Cette mission implique notamment :

- L'élaboration de l'ensemble des pièces de consultation,
- La rédaction et l'envoi des avis d'appel à la concurrence et avis d'attribution,
- La mise en ligne, via un profil acheteur, des documents de consultation,
- L'analyse des offres,
- Le secrétariat de la commission d'appel d'offres,
- La rédaction et la notification des lettres de rejet,
- La notification des marchés,
- Le cas échéant, la transmission au contrôle de légalité.

Le coordonnateur s'engage à tenir informé les autres membres du groupement du déroulement de la procédure. Il transmettra une copie des pièces du marché à chaque participant à la procédure, à charge pour ces derniers de les transmettre au comptable de leur collectivité.

Les membres du groupement conviennent de la possibilité d'utiliser la technique d'achat de l'accord-cadre telle que prévue par les dispositions des Articles R.2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

Le coordonnateur est responsable des opérations de passation jusqu'à la notification des marchés.

4.3. SIGNATURE ET NOTIFICATION

Le coordonnateur est chargé de signer au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement le(s) marché(s) avec le(s) Titulaire(s) retenu(s) sur la base des besoins exprimés par chaque membre.

De même, le coordonnateur procède à la notification de(s) marché(s) au nom et pour le compte des membres du groupement.

4.4. MODIFICATION DES MARCHES CONCLUS

Seul le coordonnateur est compétent pour engager et conclure les éventuelles modifications des marchés conclus au titre du présent groupement de commandes.

4.5. RESILIATION DES CONTRATS CONCLUS

Seul le coordonnateur est compétent pour résilier les marchés conclus au titre du présent groupement de commande.

4.6. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

Dès lors que le différend concerne l'interprétation des clauses du ou des contrats conclu(s), le coordonnateur est seul compétent pour recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

4.7. ACTION EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans les limites des missions qui lui sont confiées.

Article 5. MISSIONS DES MEMBRES

Chaque membre désigne un correspondant qui est chargé d'assurer la relation avec le coordonnateur. Son identité et ses coordonnées sont transmises au coordonnateur.

5.1. PASSATION DES MARCHES

Les membres du groupement sont chargés de définir la nature et l'étendue de leurs besoins. Ils communiquent un état descriptif détaillé de leurs besoins au coordonnateur, dans des délais permettant l'accomplissement des formalités nécessaires à la satisfaction du besoin de l'ensemble des membres. Ils s'engagent à respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans les délais impartis.

Chaque membre du groupement s'engage à respecter la décision du Coordonnateur.

5.2. EXECUTION DES MARCHES

Dans la limite des dispositions de l'article 4 de la présente convention, chaque membre du groupement se charge lui-même de l'exécution du marché pour la partie qui le concerne.

Chaque membre est tenu d'exécuter les différents marchés en vue de la satisfaction des besoins qu'il a préalablement exprimés et de régler les prestations qui le concerne directement au compte du ou des Titulaire(s) ou de leur(s) créancier(s), mandataire(s) et sous-traitant(s) éventuel(s),

Ainsi, chaque membre s'engage à respecter les clauses du ou des marché(s) signé(s) par le coordonnateur et en assurer l'exécution (passation des bons de commande, gestion budgétaire, avances, acomptes, etc.).

Chaque membre gèrera sa relation commerciale avec le(s) fournisseur(s), procède à la vérification du service fait avant paiement et s'acquitte des prestations qu'il a commandées.

Chaque membre s'assure de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne et s'engage à informer le coordonnateur de toute difficulté ou litige survenant dans le cadre de l'exécution contractuelle.

Les membres s'engagent à participer au bilan de l'exécution des marchés publics conclus en vue de son amélioration, de sa reconduction ou de sa relance.

Les membres du groupement sont responsables, chacun en ce qui le concerne, des obligations qui leur incombent pour les missions non confiées au coordonnateur.

Article 6. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Commission d'Appel d'Offres du groupement compétente est celle du coordonnateur. Elle intervient dans les conditions fixées par les dispositions de l'article L. 1414-2 et L. 1414-4 du Code générale des collectivités territoriales.

Article 7. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Les frais de publication d'avis d'appel public à la concurrence, de réunion de la commission d'appel d'offres et d'avis d'attribution sont assumés par le coordonnateur.

Article 8. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à sa date de signature. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Article 9. ADHESION ET RETRAIT

9.1. ADHESION

Un nouveau membre peut adhérer au présent groupement de commandes en vertu d'une délibération exécutoire de son assemblée délibérante approuvant la présente convention et autorisant son exécutif à signer la présente convention.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur au moins trois (3) mois avant l'entrée en vigueur de l'adhésion. Celle-ci ne devient définitive qu'après signature de la présente convention, étant précisé que l'adhésion ne vaut que pour les marchés qui seront passés ultérieurement à la date de signature.

9.2. RETRAIT

Chacun des membres peut se retirer du groupement par simple décision de l'exécutif agissant en vertu d'une délibération exécutoire de son assemblée, notifiée au coordonnateur au moins six (6) mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation, étant précisé que le retrait ne vaut que pour les procédures à venir.

En cas de retrait, le membre sortant s'engage à accomplir ses obligations contractuelles nées des contrats éventuellement conclus par le coordonnateur et à prendre en charge les conséquences financières résultant de ces contrats, et ce, jusqu'à leur terme.

Ainsi, tout membre qui se retire est tenu de solder ses engagements financiers dans le respect des dispositions de la présente convention et des marchés conclus sur son fondement.

Article 10. MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant, approuvée par l'ensemble des membres du groupement selon les règles qui leur sont propres.

Article 11. RESILIATION

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations concordantes des assemblées délibérantes de l'ensemble de ses membres ou, le cas échéant, en l'absence de marché passé sur le fondement de la présente convention pendant au moins 60 mois consécutifs, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le coordonnateur qui en informera l'ensemble des parties.

La résiliation de la présente convention est sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera jusqu'à leur terme.

Article 12. DIFFERENDS ET LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation de la présente convention.

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Belfort, le

Pour la Commune de

Pour le Coordonnateur,
La Commune de BELFORT
Représentée par D. Meslot,
Son Maire,

PROJET

Territoire
de
BELFORT

Objet de la délibération

N° 2021-86

Nouvelle convention
"Cap'jeunes 90"

République Française

VILLE DE BELFORT

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021

Le 27 mai 2021, à 19h00, les membres du conseil municipal, dont le nombre en exercice est de 43, régulièrement convoqués, se sont réunis salle Olivier Barillot, située au 1er étage de l'annexe de l'Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi à Belfort, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents **:**

M. Damien MESLOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Yves VOLA, Mme Delphine MENTRÉ, M. Bouabdallah KIOUAS, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Tony KNEIP, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Corinne CASTALDI, M. Pierre-Jérôme COLLARD, Mme Rachel HORLACHER, M. Nikola JELICIC, Mme Nathalie BOUDEVIN, Mme Christiane EINHORN, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Marie-Thérèse ROBERT, M. Ian BOUCARD, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Loïc LAVAILL, Mme Charlène AUTHIER, Mme Marie STABILE, M. Samuel DEHMECHE, M. Alain PICARD, Mme Parvin CERF, M. Joseph ILLANA, Mme Marianne DORIAN, M. David DIMEY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Mathilde REGNAUD, M. René SCHMITT, Mme Zoé RUNDSTADLER, M. Florian CHAUCHE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Marie-José FLEURY, M. Christophe GRUDLER.

Etaient absents **:**

Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Claude JOLY - mandataire : Mme Nathalie BOUDEVIN
M. Brice MICHEL - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Romuald ROICOMTE - mandataire : Mme Marianne DORIAN
M. François BORON - mandataire : M. Alain PICARD

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Bastien FAUDOT

Secrétaire de séance **:** M. Loïc LAVAILL

La séance est ouverte à 19h00 et levée à 23h46.

VILLE DE
BELFORT

CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2021

DELIBERATION N° 2021-86

de M. Nikola JELICIC
Conseiller municipal délégué chargé de la Jeunesse

DGA Culture, Sports et Attractivité

Références : NJ/MR/MC/JT
Code matière : 8.5

Objet : Nouvelle convention "Cap'jeunes 90"

Le dispositif « Cap'jeunes » a été créé à partir de la volonté de quatre partenaires :

la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, le Conseil Départemental du Territoire de Belfort, la Ville de Belfort et la Caisse d'Allocations Familiales.

La finalité du dispositif est de proposer aux jeunes de 15 à 25 ans du Territoire de Belfort, une aide pédagogique et financière pour la réalisation d'un projet qui leur tient à cœur et qui participe à leur parcours vers l'indépendance (séjour de volontariat, défi pour soi...). Il s'agit d'encourager les démarches d'engagement citoyen (avec des valeurs comme le mérite, l'écoute, le partage, la solidarité...).

Mais ces dernières années, au vu des problèmes liés au terrorisme et à l'insécurité de plus en plus importante dans de nombreuses régions du monde, il a fallu établir de nouveaux critères de sélection pour les projets de séjour à l'étranger. Désormais, les projets de séjour dans les pays indiqués comme « vigilance renforcée » (classés jaune) sur le site du Ministère des affaires étrangères ne seront plus autorisés à passer devant le jury « Cap'jeunes » d'attribution d'une bourse. Et cela, en plus des zones classées rouge ou orange qui étaient bien évidemment déjà refusées.

La priorité sera donc donnée aux projets locaux.

En 2019, « Cap'jeunes » a dû être suspendu pour établir une nouvelle convention qui renforce la sécurité et l'accompagnement pédagogique des jeunes porteurs d'un projet. En 2020, l'arrêt temporaire du dispositif a été prolongé à cause de la Covid 19.

- **Les modalités financières et d'accompagnement du dispositif**

a) L'accompagnement pédagogique

L'accompagnement pédagogique sera assuré par le Belfort Information Jeunesse (BIJ). Son rôle sera d'aider les jeunes à construire leur projet en conformité avec les critères attendus pour obtenir la bourse (utilité sociale du projet, créativité, originalité, sécurité, éléments administratifs et financiers).
Les jeunes disposeront d'un délai de 5 semaines à compter de leur candidature au dispositif pour élaborer le projet.
A la fin de ce délai, ils auront à présenter leur projet devant un jury composé des signataires du dispositif qui décideront d'octroyer ou de ne pas octroyer de bourse.

Les modalités d'instruction et d'octroi de la bourse sont détaillées dans le règlement joint en annexe.

b) Les modalités financières

Le montant de l'aide financière (la bourse) déterminé par le jury à l'issue de la soutenance est variable et dépend de la nature du projet. Les quatre partenaires participent financièrement de manière égale à la bourse.

La participation financière de la Ville de Belfort au dispositif pour 2021 est de 1 000 €.

La Mission Locale est l'opérateur gestionnaire du fond d'aide à projets « Cap'jeunes » qui est constitué à part égale par chaque partenaire du dispositif. Cet opérateur est chargé du versement des bourses allouées.

- **Les exemples de projets déjà réalisés**

En 2017, deux projets ont obtenu une bourse CAP Jeunes :

Une étudiante de 22 ans à l'UTBM, a effectué un voyage en Inde, dont les objectifs étaient de réaliser un voyage en solitaire pour le défi personnel, de se rendre utile en participant à une action de volontariat, et de découvrir la culture indienne.

Aussi, deux jeunes étudiants de 19 et 20 ans ont effectué un projet de mission solidaire au Togo, dans lequel ils ont proposé des cours de soutien scolaire et des activités de loisirs à destination de collégiens, en lien avec les enseignants et les habitants d'un village.

Les deux projets ont obtenu chacun, une bourse de 600 €, motivée par l'aspect utilité sociale, d'investissement dans la vie locale et de défi personnel.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

d'approuver la reconduction de l'engagement de la Ville au dispositif « Cap'Jeunes 90 »,

d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention partenariale.

Pour	40	
Contre	0	
Suffrages exprimés	40	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	2	Mme Marie STABILE, Mme Samia JABER

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 27 mai 2021 ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort
et par délégation
Le Directeur Général des services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Affiché le : 2 juin 2021
Date de télétransmission : 2 juin 2021
Identifiant de télétransmission : 090-219000106-20210527-lmc13914-DE-1-1

Territoire de Belfort Le Département

VILLE DE BELFORT

ALLOCATIONS FAMILIALES Caf du Territoire de Belfort

ACADÉMIE DE BESANÇON
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Territoire de Belfort

Règlement Cap' jeunes 90

Partenaires du dispositif

Caisse d'allocations Familiales
Conseil Départemental
Préfecture du Territoire de Belfort
Ville de Belfort

Préambule

Cap'jeunes formalise la volonté de quatre partenaires de proposer aux jeunes de 15 à 25 ans du Territoire de Belfort une aide pédagogique et éventuellement financière pour la réalisation d'un projet qui leur tient à cœur et qui participe à leur parcours vers l'autonomie et l'émancipation. Il a pour objectif d'encourager les démarches d'engagement citoyen (avec des valeurs comme l'écoute, le partage, la solidarité...) et de responsabilité sociale. Les projets à dimension locale seront favorisés.

Les critères de recevabilité

Art 1. Cap'jeunes est accessible à tous les jeunes de 15 ans révolus à 25 ans inclus (à la date du jury), résidant dans le Territoire de Belfort (de manière permanente ou pendant la durée de leurs études). Dans le cas des projets collectifs, tous les jeunes doivent respecter ces critères.
Art 2. Le projet doit être initié et réalisé par les jeunes eux-mêmes. Dans le cas des projets collectifs, tous les jeunes s'engagent à participer, à part la plus égale possible, à la préparation, la réalisation et la restitution du projet.
Art 3. Les jeunes doivent s'impliquer personnellement dans le financement du projet à hauteur de 30 % minimum du budget total.
Art 4. Le dossier de demande de bourse doit présenter un budget équilibré.
Art 5. Le ou les porteurs de projet devront avoir pris un premier contact au plus tard 5 semaines avant la date du jury avec la DDCSPP afin de permettre de réaliser un entretien préalable qui permettra au(x) jeune(s) de présenter leur projet, de vérifier sa recevabilité au dispositif et d'envisager un accompagnement. Le cas échéant, les jeunes seront orientés vers la personne chargée d'assurer un accompagnement pédagogique
Art 6. Les dossiers de demande de bourse complets (dossier et pièces annexes) devront être déposés auprès de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations au plus tard 3 semaines avant la date du jury.
Art 7. Le dossier de demande se compose d'un document de présentation des jeunes et du projet à remplir (accompagné par tout document que les jeunes souhaitent ajouter au dossier), d'une copie de pièce d'identité de chaque jeune participant, du RIB du porteur de projet ainsi que du présent règlement signé par l'ensemble des jeunes concernés.

Art 8. Sont exclus des projets pouvant faire l'objet d'une bourse :

- les projets s'apparentant à des vacances touristiques (y compris toutes les formes de tourisme solidaire),
- les projets scolaires, universitaires ou professionnels,
- les projets à caractère cultuel,
- les projets initiés par des associations, animateurs accueils jeunes...
- une inscription à une manifestation déjà organisée (exemple : compétition, raid...),
- les projets dont l'objet se limite à l'achat de matériel,
- les projets déjà financés, renouvelés à l'identique ou pour une grande partie (exemple : même projet dans une autre lieu).

Art 9. La direction départementale de la cohésion sociale et de la protection de la population (DDCSPP), chargée de la gestion administrative du dispositif s'assure de la recevabilité des projets et dossiers. Seuls les projets recevables pourront être soutenus en jury.

Art 10. Les membres du jury, après lecture des dossiers recevables, pourront faire remonter aux porteurs de projets quelques questions ou remarques en prévision de la présentation.

Art 11. Il ne pourra être déposé, que ce soit en projet individuel ou projet collectif, plus de deux dossiers de demande par jeune.

Les projets, réalisation et restitution

Art 12. Les projets pourront avoir lieu au niveau local, en France ou à l'étranger. Les projets de séjour dans les zones, régions ou pays indiqués comme « Formellement déconseillés » (classés rouges), « Déconseillés sauf raison impérative » (classés oranges) ou « Vigilance renforcée » (classés jaunes) sur le site du Ministère des Affaires étrangères (rubrique sécurité de la fiche pays « Conseils aux voyageurs ») ne pourront être soutenus. Dans les pays ne faisant pas partie de ce cadre, le jury se réservera la possibilité d'évaluer la dangerosité du projet.

Art 13. Le ou les porteurs de projet peuvent bénéficier d'un accompagnement pédagogique effectué par l'un des partenaires du dispositif.

Attention : cet accompagnement ne garantit pas l'attribution de la bourse.

Art 14. Pour les projets ayant été retenus par le jury pour l'octroi d'une bourse, le porteur principal s'engage à informer régulièrement la DDCSPP des étapes de la réalisation du projet et lui signaler tout changement de situation, notamment ses coordonnées, ainsi que toute difficulté éventuellement rencontrée.

Art 15. Le projet doit être réalisé dans un délai d'un an à compter de la notification écrite d'attribution de la bourse, sauf cas de force majeur dûment justifié auprès de la DDCSPP.

Art 16. Les jeunes dont le projet fait l'objet d'une bourse s'engagent à réaliser (lorsque le projet le permet) une restitution type exposition, projection, débat, édition de documents, événement...afin de partager leur expérience.

Art 17. Dans un délai de deux mois à compter de la réalisation finale du projet, le ou les jeunes doivent :

- fournir à la DDCSPP le compte-rendu et le rapport financier du projet (un document à compléter sera transmis au porteur de projet)
- communiquer les modalités et délais de restitution

La bourse

Art 18. L'aide financière est une bourse. Le montant est variable et dépend de la nature du projet. Il est déterminé par le jury départemental lors des délibérations après soutenance des projets par les jeunes, lorsque ceux-ci sont retenus. La bourse est versée en deux fois : un premier versement de 90 % est versé après le jury, les 10 % restants sont versés après la réalisation du projet et une fois les conditions de restitution remplies.

Art 19. En cas d'abandon total ou partiel du projet, la DDCSP peut demander la restitution de la bourse attribuée, déduction faite, le cas échéant, des frais engagés et dûment justifiés sur présentation de factures.

Le jury

Art 20. Le jury départemental est composé de représentants de chacune des quatre structures partenaires du dispositif. Il se réunit plusieurs fois par an. Le nombre de jurys et les dates sont fixés chaque début d'année.

Art 21. Le jury départemental, organisé par la DDCSPP, est souverain. Il peut décider :

- d'accorder une bourse et d'en fixer le montant,
- d'accorder une bourse et d'en fixer le montant sous conditions (exemple : faire évoluer le projet dans un délai donné),
- de ne pas soutenir le projet.

Art 22. Le jury apprécie les projets selon tout ou partie des 3 critères suivants :

- **défi pour soi/parcours personnel :** appréciation de l'enjeu du projet par rapport à la situation et au parcours personnel du ou des jeunes. Le défi pour soi évalue la motivation et la mobilisation du ou des jeunes sur le projet et le chemin à parcourir.
  utilité sociale : appréciation du contenu du projet, en termes de dépassement des intérêts particuliers dans une perspective d'intérêt général, exemples : solidarité locale ou internationale, dialogue interculturel ou intergénérationnel, citoyenneté active, amélioration de l'image des jeunes dans la société, etc...
- **impact local :** appréciation des retombées du projet sur l'environnement local (quartier, commune, département...)

Art 23. Le jury départemental s'engage à évaluer les projets avec neutralité et impartialité. Il veillera à ce que seuls les projets respectant le principe de laïcité ainsi que les valeurs de la République et du bien-vivre ensemble (mixité, liberté, solidarité...) soient soutenus.

Le dossier de candidature et suivi administratif

Art 24. Le dossier de candidature comprend :

- le dossier de demande présentant le projet,
- le règlement Cap'jeunes signé par l'ensemble des jeunes impliqués dans le projet,
- la photocopie de la pièce identité de chaque participant,
- 1 relevé d'identité bancaire du porteur de projet,
- tous les documents que le/les jeune(s) peut(vent) estimer utiles à la compréhension du projet.

Art 25. Le dossier de restitution comprend :

- le compte-rendu d'action et rapport financier,
- la restitution.

Art 26. Les projets recevables devront être soutenus par le ou les jeunes devant le jury. Le cas échéant, une convocation est envoyée au porteur principal du projet. Le passage devant le jury consiste en un entretien de 30 minutes (10 minutes de présentation et 20 minutes d'échanges/questions).

Engagement des participants au projet

Art 27. Le ou les participant(s) au projet s'engage(ent) à respecter l'ensemble des conditions établies dans ce règlement.

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Territoire de Belfort

Territoire de Belfort
Le Département

ACADÉMIE DE BESANÇON
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Territoire de Belfort

VILLE DE BELFORT

DISPOSITIF Cap' jeunes 90

Convention partenariale

entre les soussignés :

la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale
Place de la Révolution Française-CS 60129, 90003 Belfort Cedex
représenté par Monsieur Krantz, directeur académique des services de l'éducation nationale

et

le Conseil Départemental du Territoire de Belfort
6 place de la révolution française, 90020 Belfort cedex
représenté par Monsieur Bouquet, président du conseil départemental du Territoire de Belfort

et

la ville de Belfort
Place d'Armes, 90020 Belfort Cedex
représenté par son maire, Monsieur Meslot

et

la Caisse d'Allocations Familiales du Territoire de Belfort
12 Rue Strolz, 90000 Belfort
représenté par Monsieur Paraire, directeur de la caisse d'allocations familiales du Territoire de Belfort

Préambule

Cap'jeunes formalise la volonté de quatre partenaires de proposer aux jeunes de 15 à 25 ans du Territoire de Belfort une bourse d'aide au projet. Il a pour objectif d'encourager les démarches d'engagement citoyen et de responsabilité sociale.
Il permet aux jeunes de recevoir un accompagnement pédagogique et, après présentation de leur projet devant un jury, de peut-être recevoir une bourse pour la réalisation d'un projet qui leur tient à cœur et qui participe à leur parcours vers l'autonomie. Les projets à dimension locale et d'utilité sociale sont privilégiés.

Article 1 :

Les quatre partenaires s'engagent à faire vivre le dispositif Cap'jeunes. Le réglement du dispositif définissant l'ensemble des modalités de fonctionnement est annexé à la convention.

Article 2 :

Les quatre partenaires s'engagent à :

- participer aux réunions relatives à Cap'jeunes,
- définir conjointement le fonctionnement et les orientations du dispositif au travers du réglement Cap'jeunes,
- respecter les modalités du réglement et notamment l'engagement de neutralité et d'impartialité dans la promotion du dispositif et l'évaluation des projets,
- participer au financement du dispositif,
- assurer sa communication auprès des jeunes,
- étudier les dossiers des projets des jeunes et participer aux jurys en veillant à ce que les projets respectent le principe de laïcité ainsi que les valeurs de la République et du bien vivre ensemble.

Article 3 :

La gestion et le suivi administratif du dispositif sont assurés par le Service Départemental Jeunesse, Engagement, Sports (SDJES) de la DSDEN :

- coordination des actions des partenaires,
- suivi administratif des dossiers des jeunes,
- organisation des jurys.

L'accompagnement pédagogique est assuré par le Bureau Information Jeunesse de la Ville de Belfort et le SDJES de la DSDEN.

Article 4 :

Le jury départemental est composé d'un représentant de chacune des quatre strutures partenaires du dispositif. Il se réunit plusieurs fois par an. Le nombre de jurys et les dates sont fixés chaque début d'année.

Article 5 :

Concernant le financement du dispositif, chaque partenaire définira le montant qu'il souhaite verser au regard du bilan de l'année écoulée et des projections faites par les membres du jury pour l'année à suivre. Les crédits non utilisés sont affectés automatiquement au budget de l'année suivante.
La mission locale, espace jeunes perçoit les financements des 4 partenaires et en assure la gestion selon les directives résultant des jurys ou des réunions des quatre partenaires.

Article 6 :

La convention est signée pour une durée d'un an. Elle prend effet à la date de sa signature. Elle est prolongée par tacite reconduction, sans pouvoir excéder 3 années de validité. Chaque partenaire pourra mettre fin à sa participation au dispositif à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 :

Toute modification des conditions de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention et sera porté en annexe de la convention.

Article 8 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Le renoncement d'un des partenaires n'entraine le versement d'aucune indemnité. Les parties s'engagent à régler de manière amiable tous différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente saisira les tribunaux compétents.

Fait en quatre exemplaires, à Belfort, le .....

Le maire de Belfort

Damien Meslot

Le directeur académique de l'éducation nationale

Eugène Krantz

Le président du conseil départemental du Territoire de

Florian Bouquet

Le directeur de la caisse d'allocations familiales

Olivier Paraire

ARRÊTÉS

Date	N°	Objet
06/04/2021	21-0530	Délégation de signature à Monsieur Frédéric CONTRERES, Directeur du Centre de Formation d'Apprentis (CFA) – Signature des bons de commande et des dossiers déposés à l'OPCO
08/04/2021	21-0554	Rue du Magasin – Stop – Réglementation permanente de la circulation
09/04/2021	21-0562	Visite périodique – avis favorable – Ecole Primaire Jules Heidet – 4 place des Bourgeois à Belfort
09/04/2021	21-0563	Visite périodique et de réception après travaux – avis favorable – INSPE – 49 faubourg des Ancêtres à Belfort
19/04/2021	21-0603	Rue Léon Bourgeois - Vitesse limitée à 30 km/h - Réglementation permanente de la circulation
20/04/2021	21-0608	Visite périodique - avis favorable - cinéma des quais - 1 boulevard Richelieu à Belfort
20/04/2021	21-0609	Absence de Madame Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, 8e Adjointe au maire - Délégation de signature donnée à Madame Florence BESANCENOT, 2e Adjointe au maire - du 22 au 29 mai 2021 inclus
20/04/2021	21-0610	Taxis - Autorisation de stationnement n° 17 de la société TAXILG90 représentée par Monsieur Lilian GUTIERREZ - Changement de véhicule en date du 9 avril 2021
21/04/2021	21-0641	Visite périodique - avis favorable - Centre chorégraphique - 3 avenue de l'Espérance à Belfort
21/04/2021	21-0642	Visite périodique - avis favorable - Ecole d'art Jacot - 2 avenue de l'Espérance à Belfort
21/04/2021	21-0643	Visite périodique - avis favorable - Association Amitiés Franco-Turques (salle de culte) - 18 rue de Thann à Belfort
21/04/2021	21-0644	Visite périodique - avis favorable - Association Amitiés Franco-Turques (siège de l'Association) - 18 rue de Thann à Belfort
21/04/2021	21-0645	Levée d'avis défavorable de la visite périodique - avis favorable - City Market - 15 rue de l'As de Carreau à Belfort
21/04/2021	21-0646	Visite périodique - avis favorable - Hôtel Ibis Styles - Rue Gaston Deffere à Belfort
21/04/2021	21-0647	Visite périodique - avis favorable - Eglise Sainte Jeanne Antide - 1 rue de Varsovie à Belfort
22/04/2021	21-0658	Constat de l'incorporation de biens sans maître dans le domaine communal
23/04/2021	21-0663	Arrêté municipal fixant les conditions d'obtention des salles municipales à titre gratuit en période de campagne électorale pour les élections départementales et régionales
27/04/2021	21-0677	Rue du Salbert – Vitesse limitée à 30 km/h – Réglementation permanente de la circulation
03/05/2021	21-0711	Visite périodique - avis favorable - Théâtre Louis Jouvet - Rue de l'As de Carreau à Belfort
03/05/2021	21-0712	Délégation de signature à Monsieur Anthony STIRNEMANN, Responsable adjoint en charge de l'espace public et de la mobilité au sein de la Direction du patrimoine bâti, de l'espace public et des mobilités - Signature des bons de commande
03/05/2021	21-0713	Délégation de signature à Madame Tania DE STEFANO, Directrice de l'urbanisme - Signature des bons de commande
03/05/2021	21-0714	Délégation de signature à Madame Tania DE STEFANO, Directrice de l'urbanisme

03/05/2021	21-0715	Délégation de signature à Madame Amandine DEBLAY chargée de l'instruction des autorisations liées au doit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0716	Délégation de signature à Madame Charlène HOUZÉ chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0717	Délégation de signature à Madame Maryline HUNOLD, chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0718	Délégation de signature à Madame Monique NANINO chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0719	Délégation de signature à Monsieur Thomas DENISET chargé de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0720	Délégation de signature à Monsieur Vincent COTTAZ chargé de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0721	Délégation de signature à Monsieur Alan PECORARI chargé de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0722	Délégation de signature à Monsieur Anthony ROPELÉ chargé de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0723	Délégation de signature à Madame Perrine BERTHELOT chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la direction de l'urbanisme
03/05/2021	21-0724	Délégation de signature à Madame Jeanne-Marie FOUSSE GUILLARD, directrice adjointe de l'accueil périscolaire au sein de la direction de la vie scolaire - Signature des bons de commande - Abrogation
03/05/2021	21-0725	Délégation de signature à Madame Virginie WEISSANG, responsable au pôle scolaire de la direction de la vie scolaire - Signature des bons de commande
03/05/2021	21-0726	Délégation de signature à Madame Stella HUMBERT, directrice du développement touristique et commercial - Signature des bons de commande
03/05/2021	21-0727	Délégation de signature à Madame Delphine PATRICIO, directrice de la politique de la ville, de la citoyenneté et de l'habitat - Signature des demandes de subventions, via le système dématérialisé IODA, au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) pour les opérations conventionnées avec l'ANRU
03/05/2021	21-0728	Délégation de signature à Monsieur Thierry ROUSSEAU, chef de projet contrat de la ville et NPNRU au sein de la direction de la politique de la ville, de la citoyennté et de l'habitat - Signature des demandes de subventions, via le système dématérialisé IODA, au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) pour les opérations conventionnées avec l'ANRU
03/05/2021	21-0729	Délégation de signature à Madame Célia LERLEY, chargée de mission NPNRU et parc de logement social au sein de la direction de la politique de la ville, de la citoyennté et de l'habitat - Signature des demandes de subventions, via le système dématérialisé IODA, au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) pour les opérations conventionnées avec l'ANRU
05/05/2021	21-0747	Visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - Hôtel Saint Christophe - Place d'Armes à Belfort

05/05/2021	21-0748	Visite périodique - avis favorable - Centre culturel et social des Résidences Bellevue - 4 rue de Madrid à Belfort
05/05/2021	21-0749	Visite périodique - avis favorable - Centre culturel et sociale Belfort Nord (2 bâtiments : principal et annexe) - 29 et 58 b avenue des Frères Lumières à Belfort
05/05/2021	21-0750	Visite périodique - avis favorable - Centre Leclerc (Parking silo) - 1 avenue du Général de Gaulle à Belfort
10/05/2021	21-0776	Visite de contrôle sur demande du Maire - levée de l'avis défavorable de la visite périodique - avis favorable - Lycée professionnel Diderot (Bâtiment A) rue Alembert à Belfort et Bavilliers
11/05/2021	21-0786	Visite périodique - levée de l'avis défavorable - avis favorable - Lycée professionnel Diderot (Bâtiments M et C) - Rue Alembert à Belfort et Bavilliers
11/05/2021	21-0787	Visite périodique - levée de l'avis défavorable - avis favorable - Lycée professionnel Diderot (Bâtiments E, G, R, H et F) - Rue Alembert à Belfort et Bavilliers
14/05/2021	21-0795	Absence de Madame Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée - Délégation de signature donnée à Madame Nathalie BOUDEVIN, Conseillère municipale déléguée - du 24 au 30 mai 2021
17/05/2021	21-0804	Visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - magasin Saphir (centre commercial des Glacis) - Avenue de la Laurencie à Belfort
21/05/2021	21-0828	Répartition des fonctions entre les membres de la Municipalité - Madame Latifa GILLIOTTE, Conseillère municipale déléguée en charge de la Vie associative et du Handicap
21/05/2021	21-0829	Répartition des fonctions entre les membres de la Municipalité - Madame Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, 8e Adjointe au Maire chargé de la Solidarité et de la cohésion sociale
02/06/2021	21-0907	Absence de Monsieur Jean-Marie HERZOG, 9ème Adjoint au maire – Délégation de signature donnée à Monsieur Yves VOLA, 3ème Adjoint au maire – du 7 au 12 juin 2021 inclus
07/06/2021	21-0943	Absence de Madame Rachel HORLACHER, 12ème Adjointe au maire – Délégation de signature donnée à Madame Corinne CASTALDI, 10ème Adjointe au maire – du 7 au 11 juin 2021 inclus
08/06/2021	21-0951	Délégation pour l'admission d'urgence à l'aide sociale (article L.131-3 CASF) donnée à M. Mickael MAGRON, Directeur du centre communal d'action sociale
09/06/2021	21-0965	Règlement du stationnement payant sur voirie (hors parcs en enclos)
11/06/2021	21-0991	Elections départementales et régionales - Scrutin des 20 et 27 juin 2021 - Désignation des Présidents de bureaux de vote
15/06/2021	21-1005	Avenue Jean Jaurès – Stationnement réservé livraison – Réglementation permanente de la circulation – à hauteur du n°144
15/06/2021	21-1016	Visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - CCI/Banque de France (nouveaux bureaux) - ESTA - 1 et 3 rue du Docteur Frery à Belfort
15/06/2021	21-1017	Visite d'autorisation d'ouverture - avis favorable - Burger King - 6 faubourg de Besançon à Belfort
15/06/2021	21-1018	Levée de l'avis différé de la visite périodique - avis favorable - Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph - 14 rue de Badonvilliers à Belfort

15/06/2021	21-1019	Visite périodique - avis favorable - Ecole maternelle et élémentaire Hubert Metzger (Bâtiment A, B, C et SESSAD) - Rue Cuvier à Belfort
15/06/2021	21-1020	Visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - Ecole maternelle Victor Hugo (Bâtiments A et B) - Ecole élémentaire Victor Hugo et gymnase - 2 Quai Schneider - square Géhant - faubourg de Montbéliard à Belfort
15/06/2021	21-1025	Rue de l'As de Trèfle - Vitesse limitée à 30 km/h - Réglementation permanente de la circulation - entre le n°29 et le n°45
15/06/2021	21-1026	Rue Edith Cavell - Stop - Réglementation permanente de la circulation
15/06/2021	21-1027	Rue Edith Cavell - Sens unique - Réglementation permanente de la circulation
15/06/2021	21-1028	Rue Edith Cavell - Cédez le passage - Réglementation permanente de la circulation
15/06/2021	21-1029	Rue Raymond Schmittlein - Stop - Réglementation permanente de la circulation
15/06/2021	21-1030	Rue Raymond Schmittlein - Cédez le passage - Réglementation permanente de la circulation
23/06/2021	21-1096	Accès à la zone piétonne du Faubourg de France et du Passage de France pour les véhicules de l'établissement « Fleurs du Midi »
23/06/2021	21-1110	Campagne annuelle de marquage au sol - Réglementation du stationnement et de la circulation - sur la période du 01/07/2021 au 28/01/2022
29/06/2021	21-1143	Permission de voirie n°21DAET00157/21PER00113 - Avenue du Maréchal Juin - Intervention d'une nacelle - Travaux voirie - Travaux d'éclairage public - du 01/07/2021 au 30/06/2022
29/06/2021	21-1144	Permission de voirie n°21DAET00158/21PER00112 - Avenue du Château d'eau - Intervention d'une nacelle - Travaux voirie - Travaux éclairage public - du 01/07/2021 au 30/06/2022
29/06/2021	21-1145	Permission de voirie n°21DAET00155/21PER00111 - Avenue du Maréchal Juin - Travaux voirie - Mobilier urbain - du 01/07/2021 au 30/06/2022
29/06/2021	21-1146	Permission de voirie n°21DAET00156/21PER00110 - Avenue du Château d'eau - Travaux voirie - Mobilier urbain - du 01/07/2021 au 30/06/2022
29/06/2021	21-1147	Permission de voirie n°21DAET00153/21PER00109 - Avenue du Maréchal Juin - Aménagement chaussée et trottoirs - Plantation d'arbres - Travaux voirie - du 01/07/2021 au 30/06/2022
29/06/2021	21-1148	Permission de voirie n°21DAET00154/21PER00108 - Avenue du Château d'eau - Aménagement chaussée et trottoirs - Plantation d'arbres - Travaux voirie - du 01/07/2021 au 30/06/2022
29/06/2021	21-1149	Permission de voirie n°21DAET00150/21PER00106 - Avenue du Château d'eau - Aménagement chaussée et trottoirs - Travaux voirie - Mobilier urbain - du 01/07/2021 au 30/06/2022
29/06/2021	21-1150	Permission de voirie n°21DAET00149/21PER00105 - Avenue du Maréchal Juin - Aménagement chaussée et trottoirs - Travaux voirie - Mobilier urbain - du 01/07/2021 au 30/06/2022
30/06/2021	21-1156	Absence de Madame Nathalie BOUDEVIN, Conseillère municipale déléguée - Délégation de signature donnée à Madame Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée - du 1er au 20 juillet 2021 inclus

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210406-210530-AI
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 06/04/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210530

Date affichage

- 6 AVR. 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Monsieur Frédéric CONTRERES, Directeur du Centre de Formation d'Apprentis (CFA) – Signature des bons de commande et des dossiers déposés à l'OPCO**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article L.2125-1-1° portant sur les accords-cadres ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 portant délégation générale donnée au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et autorisant le Maire à confier les prérogatives relevant de l'alinéa 4 à certains agents de la collectivité ;

Vu l'arrêté n° 201120 en date du 8 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Frédéric CONTRERES pour le sobns de commande ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature à certains agents communaux pour les catégories d'actes qui relèvent de la gestion quotidienne d'une collectivité ;

Considérant que les bons de commandes émis dans le cadre de l'article susvisé au code de la commande publique sont des mesures d'exécution des marchés publics ;

Considérant le nombre important de dossiers à traiter portant sur la prise en charge du financement des contrats d'apprentissage des jeunes inscrits au CFA ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201120 est abrogé.

210530

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Frédéric CONTRERES, Directeur adjoint du CFA, aux fins de signer :

- les bons de commande émis :
- Soit dans le cadre d'un marché passé sous la forme d'un accord-cadre dans la limite du montant autorisé du marché,
- Soit pour les prestations de travaux, fournitures et services passées sur simple bon de commande dont le seuil est inférieur à 4.000 euros H.T

- tous documents de validation et de facturation à l'Opérateur de Compétences (OPCO) qui est le financeur des formations de chaque jeune inscrit en contrat d'apprentissage au CFA, selon la branche professionnelle correspondante à la formation suivie.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise au contrôle de légalité et à la Trésorerie municipale.

Belfort, le - 6 AVR. 2021

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Le Maire,
Damien MESLOT

Date affichage

- 8 AVR. 2021

N° 210554

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue du Magasin - Stop - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,
Vu le Code de la Route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,
Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant que pour des raisons de sécurité, il y a lieu de remplacer le cédez le passage rue du Magasin par un stop afin de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents,

ARRETE

ARTICLE 1 : Notre arrêté n°130953 en date du 14 juin 2013 est abrogé.

ARTICLE 2 : Tout conducteur de véhicule sortant de la rue du Magasin et se dirigeant vers le pont du Magasin, devra obligatoirement marquer un temps d'arrêt et de sécurité et céder la priorité aux véhicules entrant ou sortant Quai du Magasin.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Belfort, le - 8 AVR. 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210409-210562-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/04/2021

N° 210562

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique – avis favorable – Ecole Primaire Jules Heidet 4 place des Bourgeois à Belfort*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-2016-12-20-003 du 20 décembre 2016 fixant le règlement départemental de Défense extérieure contre l'incendie du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 11 mars 2021, suite à la visite périodique en date du 25 février 2021, transmis au responsable de l'école primaire Jules Heidet,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 25 février 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *R, N* de 4e catégorie** pour un effectif **total déclaré** de **132 personnes**,

210562

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'Ecole primaire Jules Heidet est autorisé.

ARTICLE 2 : Le responsable de l'école primaire Jules Heidet est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 11 mars 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 4, **de manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions de 5 à 7, **sans délai puis de manière permanente**,
- pour la prescription 8, **dans un délai d'une semaine.**

ARTICLE 3 : Le responsable de l'école primaire Jules Heidet est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le - 9 AVR. 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210562 MH

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **11/03/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00039-000 378**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **ECOLE PRIMAIRE JULES HEIDET**

Activité : **Enseignement Sans Hébergement** Type : **R, N** Catégorie : **4**

Adresse (n°, rue, commune) : **4 Place des Bourgeois - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 25/02/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent(s) excusé(s) :
Mme CALOPRISCO-CHAGNOT représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme SIMON SDIS 90

210562

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Bâtiment R + 1 + sous-sol partiel avec cour intérieur comprenant :

Etage :
- 6 salles de classe ;
- 1 salle de musique ;
- des sanitaires.

Rez-de-chaussée :
- 1 salle de restauration scolaire (75 places) ;
- 1 local cuisine fermé ;
- 1 salle de sport ;
- 1 salle BCD ;
- 1 local chaufferie gaz accès extérieur ;
- 1 salle informatique ;
- des sanitaires.

Sous-sol partiel :
- 1 cave.

Les combles non accessibles au public ne sont pas utilisés.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement relevant de personnes de droit public

Effectif total de l'établissement selon la déclaration du chef d'établissement le jour de la visite.

Effectif :	125 enfants
Personnel :	07 personnes

Effectif total :	**132 personnes**

Etablissement de **type R, N** de **4ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

(2) - **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

(3) - **Arrêté du 4 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement **(type R)** ;

(4) - **Arrêté du 21 juin 1982** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons **(type N) ;**

(1) - **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;

(5) - **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge.

210562

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme *Type 4*	Vérifiée par ESP le 03/01/2021
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par VERITAS le 10/02/2020 N° 8112898/29.3.1. R
Installation électrique	ERP : 2 observations ERT : 7 observations Observations levées par EIMI le 19/02/2021
Extincteurs	Vérifiés par SICLI le 07/08/2020
Installation de chauffage *Chaufferie gaz*	Vérifiée par CTM de BELFORT le 05/01/2021
Installation de gaz	Vérifiée par LACAVE le 17/03/2020
Conduit de fumée	Vérifié par MAILLOT le 16/10/2020
Exercice d'évacuation	Effectué le 08/09/2020

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15). • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).

210562

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES

Procès-verbal de visite du : 29/03/2016
Prescriptions réalisées : n° 05 - 06 - 07
Prescription non maintenue : observation (travaux non réalisés)
Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire

N°	DESIGNATION
05	Désencombrer autant que possible les salles de classe de manière à diminuer le potentiel calorifique (murs et plafonds) - (article R123-48 du CCH). Immediat et Permanent
06	Aménager les salles de classe (tables, chaises et autres mobiliers) de façon à garantir une évacuation rapide et sûre du public (article CO 35). Immediat et Permanent
07	Verrouiller les tableaux électriques pour réserver leur accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5). Immediat et Permanent
08	Peindre la canalisation gaz par la couleur conventionnelle (jaune) définie par la norme NFX 08-100 de février 1986 dans le local rangement donnant sur la cour (article GZ 12). Delai 1 semaine

210562

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

ECOLE PRIMAIRE JULES HEIDET - BELFORT - E-010-00039-000 - 378

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 11/03/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

210562

DECISION DE L'AUTORITE MUNICIPALE CHARGEE DE LA SECURITE : LE MAIRE

Avis :

SIGNATURE
(cachet du Maire)

Transmission du procès-verbal (complet) et de la décision à l'exploitant (jour, mois, heure) :
(avec récépissé ou accusé de réception)

Dans le cas d'un Avis Défavorable à la poursuite de l'activité ou Favorable à l'ouverture au public, en application respectivement des articles R 123-52 et R 123-46 du Code de la Construction et de l'Habitation, le Maire doit prendre un Arrêté précisant les aménagements et travaux à réaliser ainsi que les délais d'exécution. Cet Arrêté devra être **transmis au SDIS (service Prévention) dans les 15 jours** après réception du procès-verbal (ci-joint un exemplaire type d'Arrêté).

ECOLE PRIMAIRE JULES HEIDET - BELFORT - E-010-00039-000 - 378

Document à renvoyer au S.D.I.S. - Service Prévention

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210409-210563-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/04/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°210563

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - INSPE 49 faubourg des Ancêtres à Belfort*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 16 Z0081, délivrée le 27 septembre 2016, relative à l'aménagement d'espaces d'attente sécurisé,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 janvier 2021, suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 4 janvier 2021 transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE),

Considérant l'absence de prescriptions de la commission communale d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 16 Z0081, qui précise que le dossier portant sur l'aménagement d'espaces d'attente sécurisé, n'a pas de conséquences sur l'application de la règlementation en matière d'accessibilité,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 4 janvier 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *R* de *4e* catégorie** pour un effectif **total déclaré** de ***280* personnes**,

210563

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) ainsi que l'ouverture au public des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT n°090 010 16 Z0081, délivrée le 27 septembre 2016, sont autorisés.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 7 janvier 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 5 de **manière continue et permanente**,
- pour la prescription 6, **dans un délai de deux semaines.**

ARTICLE 3 : Le directeur de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le - 9 AVR. 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210563

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : **07/01/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

DOSSIER N° : **E-010-00075-000 428**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 1° classe GAMBA Philippe

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DU PROFESSORAT ET DE L'EDUCATION - INSPE**

Activité : **Enseignement** Type : **R** Catégorie : **4**

Adresse (n°, rue, commune) : **49 Faubourg des Ancêtres - 90000 BELFORT**

N° de dossier : **AT-090-010-16-Z0081** *(Aménagement d'EAS et solutions équivalentes)*

Motif de la visite : **visite périodique et de réception après travaux**

Rapport de visite **du 04/01/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Présidente de la Commission de Sécurité :

Mme CZAJKA Directrice des sécurités, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
Mme GARRET représentant le SIDPC
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent excusé :
M. VIVOT représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

210563

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Bâtiment de type R + 3 sur sous-sol destiné à l'enseignement supérieur.

3ème étage :
Salles de cours
Salle de pause
Local ménage

2ème étage :
Salles de cours
Un bureau

1er étage :
Salles de cours
Un bureau

Rez de chaussée :
Salles de réunion
Centre de documentation CANOPE
Deux bureaux
Un accueil

Sous-sol :
Locaux de stockage
Chaufferie GAZ
Archives

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Effectif théorique du public
Sur déclaration contrôlée du chef d'établissement le jour de la visite

Public:	250	personnes
Personnel:	30	personnes
Effectif total :	**280**	**personnes**

Etablissement de **type R** de **4ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement **(type R)** ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210563

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
SSI C **Alarme 2b** Portes asservies (cage d'escalier)	Vérifié par SITEA le 18/12/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par VERITAS le 02/10/2020 Rapport n°8474149/1.3.1.RVRE ***5 observations levées***
Installation électrique	
Extincteurs « ESPE » **Extincteurs « CANOPE »**	Vérifiés par IPS le 17/06/2020 Vérifiés par EUROFEU le 4/02/2020
Installation de chauffage	Vérifiée par COFELY le 16/11/2020
Désenfumage	Vérifié par SITEA le 18/12/2020
Ascenseur	Vérification quinquennale prévue en février 2021 Vérifié par OTIS le 2/12/2020
Exercice d'évacuation	Réalisé le 22/09/2020
Formation du personnel	18/12/2020 par SITEA 3 personnes formées
Installation GAZ	Vérifiée par VERITAS le 02/10/2020
Ramonage	Réalisé par Maillot le 13/01/2020
DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX REALISES (SOLUTIONS EQUIVALENTES D'ESPACES D'ATTENTE SECURISES)	Rapport de **Vérifications Réglementaires Après Travaux** de l'organisme agréé **ALPES CONTROLES** Rapport n° : 900C 1602/1 du 25/04/2017 ***Aucune non conformité***

210563

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Ascenseur : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Limiter les effectifs des salles ne comportant qu'un dégagement à 19 personnes (article CO 38 § 1).

210563

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès verbal de visite du 26/01/2016
Prescriptions réalisées : Toutes
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : /

Procès verbal d'étude du 09/08/2016
Prescriptions réalisées : Toutes

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
06	Installer un dispositif permettant l'ouverture du dégagement du local de stockage expo donnant sur l'extérieur et permettant l'ouverture par une manœuvre simple (article CO 45).

210563

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DU PROFESSORAT ET DE L'EDUCATION - INSPE - BELFORT - E-010-00075-000 - 428

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 6 pages

Date de la Sous-Commission : le 07/01/2021

Signature du Président de séance : le Président

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Date affichage

19 AVR. 2021

N° 210603

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue Léon Bourgeois - Vitesse limitée à 30 km/h - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'au sein de ce quartier résidentiel, il y a lieu de modérer les vitesses pour préserver la qualité de vie des riverains et garantir la sécurité sur l'espace public

ARRETE

ARTICLE 1 : La vitesse maximale à laquelle les véhicules sont autorisés à circuler :

- Rue Léon Bourgeois, entre la Via d'Auxelles et la rue Duvilars, est fixée à 30 km/h.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Belfort, le 19 AVR. 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210420-210608-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/04/2021

N° 210608

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : VC/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique – avis favorable – Cinéma des quais 1 boulevard Richelieu à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 7 juillet 1983 (modifié) portant approbation des dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles de danse et de jeux (type P),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-2016-12-20-003 du 20 décembre 2016 fixant le règlement départemental de Défense extérieure contre l'incendie du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 17 décembre 2020, suite à la visite périodique en date du 10 décembre 2020, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du cinéma des Quais, 1 boulevard Richelieu à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 10 décembre 2020 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *L, P, N* de 1e catégorie** pour un effectif **total déclaré** de **2950 personnes**,

210608

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du cinéma des Quais est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur du cinéma des Quais est cependant chargé, de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 17 décembre 2020 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 5, **de manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions de 11 à 13, **de manière immédiate**,
- pour la prescription 10, **dans un délai de deux semaines,**
- pour les prescriptions 6, 14, 15, 17 et 18 **dans un délai d'un mois,**
- pour les prescriptions 7, 8, 9 et 16 **dans un délai de deux mois,**

ARTICLE 3 : Le directeur du cinéma des Quais est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 20 AVR. 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210608

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : **17/12/2020**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

DOSSIER N° : **E-010-00344-000 334**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **CINEMA DES QUAIS**

Activité : **Salle polyvalente** Type : **L, P, N** Catégorie : **1ère**

Adresse (n°, rue, commune) : **1 Boulevard Richelieu - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 10/12/2020**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absents excusés :
M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)
M. HELET représentant le Directeur Départemental de la Sécurité Publique (Avis Ecrit et Motivé)

Autre personne présente :

Mme SIMON SDIS 90

210608

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT

DESCRIPTION DES LIEUX

Le bâtiment se situe sur le site des anciens abattoirs.

Le bâtiment se développe selon un axe Nord-Sud :

- la façade Nord constitue l'entrée principale,
- la façade Sud constitue l'entrée depuis l'extension du centre commercial Leclerc,
- la façade Est est bordée par la rivière Savoureuse,
- à l'Ouest est implanté l'espace Vauban.

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement comporte 14 salles de cinéma numérotées de 1 à 15 (absence du n° 13) établies en rez-de-chaussée autour d'un hall central. La salle n°4 dispose de la technologie 4 DX.

Ces salles sont en pente et sont donc accessibles en partie haute par l'intermédiaire d'un déambulatoire : mezzanine située à + 2,45 m et + 3,45 m comportant une sortie directe sur l'extérieur.

Les cabines de projection, non accessibles au public, sont établies au niveau + 3,90 m.

Le rez-de-chaussée comporte au niveau du hall d'entrée (entrée Nord) les différents locaux de service (bar, caisses, confiserie, espace jeux, toilettes, poste de sécurité...) ainsi que les locaux techniques (transfo, compacteur), les locaux réserves ainsi que les locaux "cinéma d'aujourd'hui ".

La mezzanine comporte un espace "vente".

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples **(type L)** ;

- **Arrêté du 7 juillet 1983** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles de danse et salles de jeux **(type P)** ;

- **Arrêté du 21 juin 1982** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons **(type N)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978**, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

Dispositions administratives applicables à la Direction unique
et aux établissements placés sous sa responsabilité

Conformément à l'article R 123-21 du Code de la Construction et de l'Habitation, il est rappelé que ce groupement d'exploitations (cinéma des quais et cinéma d'aujourd'hui) non isolée entre elles est autorisé parce que l'ensemble des exploitations est placé sous une direction unique **(Directeur d'exploitation du cinéma)**, seule responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'entre elles.

Tout changement dans l 'organisation de cette direction doit être impérativement signalé à la commission de sécurité.

Dans le cadre de ce groupement d'exploitations, cette direction unique doit s'acquitter de certaines missions, à savoir :

- elle est tenue de s'assurer tant dans les communs que dans chaque exploitation, que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les textes en vigueur. A cet effet, elle fait respectivement procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires et réglementaires par des organismes agréés (article R 123-43) ;
- elle doit s'assurer que les procès-verbaux et compte rendus de vérification cités précédemment sont tenus à la disposition des membres de la commission de sécurité (article R 123-44) ;
- elle doit veiller à ce que toutes les transformations, changements d'exploitations projetés dans les différentes exploitations sont bien soumis à l'avis de la commission de sécurité (article R 123-22) avant réalisation.

Classement de l'établissement

Type : **L, P, N**

Catégorie : **1ère**

Détermination du nouvel effectif : (à compter du 5 janvier 2009)

- salles de cinémas : nombre de personnes assises sur les sièges
- hall – confiserie – espace salon : 1 pers. / 5 m²
- café du cinéma : zone assise : 1 pers. / m²
  bar : 2 pers. / m²
- espace jeux : 2 pers. / jeu

Les espaces salon rez-de-chaussée et **salon mezzanine** ne sont pas utilisés pour des activités spécifiques, ce sont des circulations où le public peut attendre avant l'accès aux salles de cinéma. Cet effectif ne sera pas cumulé à celui des salles.
La surface du salon au rez-de-chaussée sera ajoutée à la surface du hall pour le calcul de l'effectif du hall.

L'espace jeux comprend des jeux électroniques individuels et 2 jeux de palets.

La confiserie a une activité directement liée au cinéma. Le calcul de l'effectif sera le même que pour le hall (1 pers. / 5 m²).

210608

TABLEAU DES EFFECTIFS

Locaux	Surface (m²)	Effectif
Salles de cinéma		
Salle 1	186	97 fauteuils + 3 PMR
Salle 2	163	98 fauteuils + 3 PMR
Salle 3	181	99 fauteuils + 3 PMR
Salle 4 (objet de l'étude)	180	77 fauteuils + 3 PMR
Salle 5	230	156 fauteuils + 5 PMR
Salle 6	719	464 fauteuils + 11 PMR
Salle 7	719	455 fauteuils + 11PMR
Salle 8	230	142 fauteuils + 4 PMR
Salle 9	180	100 fauteuils + 3 PMR
Salle 10	201	133 fauteuils + 4 PMR
Salle 11	202	133 fauteuils + 4 PMR
Salle 12	202	133 fauteuils + 4 PMR
Salle 14	182	115 fauteuils + 4 PMR
Salle 15	491	300 fauteuils + 7 PMR
total		**2502 fauteuils + 69 PMR = 2571 personnes**
Activités annexes		
Hall (y compris confiserie, espace salon)	940 (1 p./5m²)	188
Café du ciné		
- Zone assise	90 (1 p./m²)	90
- Bar	23,5 (2p./m²)	47
Espace jeux	150 (2p./jeu)	36
total		**361**
Personnel		18
Total cumulé maximum	**2571 + 361 + 18**	**2950**

210608

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) <u>CONTROLES EFFECTUES</u> : Cinéma des quais

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme/Détection	Vérifiées par SSI Service le 09/11/2020 (contrat) Vérification triennale par SOCOTEC le 09/11/2020 Rapport n° 941V2/20/2900 **6 observations à lever**
Installation électrique	Vérifiés par SOCOTEC le 26/10/2020 Rapport n° 941V2/20/2716 ERT : **63 observations à lever** ERP : aucune observation
Eclairage de Sécurité	
Extincteurs	Vérifiés par SECURIS le 09/11/2020
Installation de chauffage (Deux chaudières gaz)	Vérifiée par SOCOTEC le 27/10/2020 Rapport n° 941V2/20/2717 1 observation levée par AXIMA le 09/12/2020
Conduit de cheminée	Vérifié par AXIMA le 30/06/2020
Désenfumage	Vérifié par AXIMA le 27/08/2020
Ascenseur	Vérifié par KONE - contrat d'entretien Vérifié par SOCOTEC le 29/09/2020 Rapport n° 941V2/20/2477
Portes automatiques	Vérifiées par RECORD le 08/12/2020
Climatisation	Vérifiée par AXIMA le 30/06/2020
Formation du personnel	Réalisée par SECURIS le 12/03/2020 (11 personnes)
Exercice d'évacuation	Réalisé en interne le 12/03/2020

210608

CONTROLES EFFECTUES : Cellule « cinéma d'aujourd'hui »

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme/Détection	SSI du cinéma des quais
Installation électrique	Vérifiés par APAVE le 02/12/2020 **rapport** n° 2078551.1.1.R
Eclairage de Sécurité	ERP : 8 observations à lever ERT : 2 observations à lever
Extincteurs	Vérifiés par SICLI le 29/09/2020
Installation de chauffage	Chauffage du cinéma des quais

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). Lorsque existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées **tous les trois ans** par un organisme agréé (article DF 10). - Ascenseur – escaliers mécaniques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73). • Ligne téléphonique directe : essai périodique (article MS 71). - Portes automatiques : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

PRESCRIPTIONS PERMANENTES - suite -

N°	DESIGNATION
	Dégagement extérieur :
04	A l'arrière de la salle 15, le portail existant devra être ouvert pendant la présence du public. Ce dégagement permet de rejoindre le boulevard Richelieu et assure l'évacuation des salles 10 – 11 – 12 – 14 (article CO 35).
	Service Sécurité Incendie : (articles L 14 § 2 et MS 46)
05	Le service de sécurité incendie est réalisé par des personnes désignées par le chef d'établissement et entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. **Ce service de sécurité est composé** au minimum de 3 personnes à l'ouverture au public : - 1 personne à l'espace confiserie, - 1 technicien cabine, - 1 personne de l'encadrement responsable de l'exploitation présente dans les bureaux. En période d'affluence, l'effectif maximal sera de 13 personnes : **Ce service est chargé** de l'organisation générale de la sécurité dans l'établissement. Il a notamment pour missions : a) d'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ; b) d'assurer l'accès à tous les locaux communs ou recevant du public aux membres de la commission de sécurité lors des visites de sécurité ; c) d'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie, y compris dans les locaux non occupés ; d) de faire appliquer les consignes en cas d'incendie ; e) de diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ; f) de veiller au bon fonctionnement de tout le matériel de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou faire effectuer l'entretien (extincteurs, équipements hydrauliques, dispositifs d'alarme et de détection, de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ; g) de tenir à jour le registre de sécurité prévu à l'article R 123-51 du Code de la Construction et de l'Habitation. h) d'accompagner et d'assurer la mise en sécurité des PMR.

☞ **HISTORIQUE** :

Par courrier en date du 7 décembre 2012, M. Bernard POLY, directeur d'exploitation du cinéma des quais, sollicite l'avis de la sous-commission départementale de sécurité pour démonter l'installation de détection linéaire située au sommet de la voûte du hall de l'établissement.
En effet, le directeur rencontre des difficultés dans la maintenance de ces détecteurs en raison de leur emplacement et génèrent un dysfonctionnement au niveau du Système de Sécurité Incendie.

Compte tenu de la difficulté rencontrée pour la maintenance de ces détecteurs linéaires, que l'effectif total de l'établissement est inférieur à 3 000 personnes et que ces détecteurs génèrent un défaut permanent au SSI, les membres de la sous-commission départementale de sécurité, lors de la visite de sécurité du 20 décembre 2012, autorisent le directeur de l'établissement à faire déposer les détecteurs linéaires par une entreprise qualifiée.
Ces travaux devront être reportés sur le registre de sécurité et le dossier d'identité du SSI devra être mis à jour.

Système de Sécurité Incendie : (articles L 15 et MS 53)

Le SSI de catégorie A pourvu d'un équipement d'alarme de type 1 existant est conservé en l'état. Le CMSI est situé au poste de sécurité et deux reports d'alarme restreinte sonore et lumineux sont placés au bar et à la confiserie.
La durée de temporisation pour le déclenchement de l'alarme générale est de 3 minutes.

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès verbal de visite du 19/12/2017
Prescriptions réalisées : toutes sauf n°06 et 15
Prescription non maintenue : n° 06
Prescription maintenue : n° 15

N°	DESIGNATION
06	*15/17* - Protéger les canalisations du SSI dans une gaine technique coupe-feu de degré 1 heure (article MS 53).

Procès verbal d'étude du 16/12/2019 *(AT-090-010-19-Z0096 réception salle 4 DX*
Prescriptions réalisées : toutes
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
07	Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification des contrôles techniques et fournir une attestation de levée de ces observations (articles R123-43 et R123-44).
08	S'assurer de la stabilité des structures métalliques dans le local réserve coté cinéma d'aujourd'hui (article CO 13).
09	S'assurer de la restitution du degré coupe-feu de la gaine de ventilation traversant le local réserve du cinéma d'aujourd'hui (articles CO 30 à 33).
10	Interdire les inscriptions en blanc sur fond vert qui sont réservées exclusivement au balisage des dégagements (article CO 42).
11	Supprimer les fiches multiples (triplettes) et en interdire leur emploi (article EL 11).
12	Désencombrer de tout potentiel calorifique superflu la salle de réunion de l'étage (article R 123.48 du CCH).
13	Supprimer et interdire tout stockage dans l'accès et dans les cabines n° 6 et 7 (article R 123.48 du CCH).
14	Remettre en bon état de fonctionnement le ferme porte du bloc porte donnant accès à l'étage des régies n° 6 et 10 (article CO 28).
15	Boucher le trou dans le plafond de la régie n° 10 (article R 123.48 du CCH).
16	Remettre en état les balisages d'ambiance lumineux des marches dans les salles de projection où il est défectueux (article L 34).
17	Supprimer toutes les cales sur les portes dotées de ferme porte (article CO 28).
18	Réaliser l'inventaire des clapets coupe-feu et les identifier (article MS 72).

210608

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

CINEMA DES QUAIS - BELFORT - E-010-00344-000 - 334

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 11 pages

Date de la Sous-Commission : le 17/12/2020

Signature du Président de séance : le Président,

~~L'adjoint au~~ chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civile

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210420-210609-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/04/2021

N° 210609

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date affichage
20 AVR. 2021

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des affaires générales
Initiales : MG
Code matière : 5.5

Objet *: Absence de Madame Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, 8e Adjointe au maire - Délégation de signature donnée à Madame Florence BESANCENOT, 2e Adjointe au maire – du 22 au 29 mai 2021 inclus*

Le maire de la Ville de Belfort,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 20-22 du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de maire de la Ville de Belfort,

Vu la délibération n° 20-23 du 3 juillet 2020 portant le nombre d'adjoints au maire à douze,

Vu la délibération n° 20-24 du 3 juillet 2020 portant élection des adjoints au maire,

Vu l'arrêté municipal n° 20-1079 du 7 juillet 2020, portant délégation de fonctions à Madame Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT,

Considérant que Madame Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, 8e Adjointe au maire, sera absente du 22 au 29 mai 2021 inclus,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée pendant cette période à Madame Florence BESANCENOT, 2e Adjointe au maire, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **solidarité et cohésion sociale.**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées, publié par affichage et dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Belfort, le 20 AVR. 2021

Le Maire,

Damien MESLOT

VILLE DE BELFORT TERRITOIRE

Objet *: Absence de Madame Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, 8e Adjointe au maire - Délégation de signature donnée à Madame Florence BESANCENOT, 2e Adjointe au maire – du 22 au 29 mai 2021 inclus*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210420-210610-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/04/2021

N° 210610

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Gestion du Domaine Public
LR/AB/2021/434
Code matière : 6.1

***Objet** : Taxis – Autorisation de stationnement n° 17 de la société TAXILG90 représentée par Monsieur Lilian GUTIERREZ – Changement de véhicule en date du 9 avril 2021*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2213-3 alinéa 2,

Vu le Code la route,

Vu le Code des transports et notamment les articles L.3121-2 à L.3121-8 et R.3121-4 à R.3121-7,

Vu le décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes,

Vu l'arrêté préfectoral n° 84-165 du 17 janvier 1984 portant réglementation de l'industrie du taxi,

Vu l'arrêté municipal n° 15-883 du 13 décembre 1977 fixant le nombre de places autorisées à stationner et à charger les voyageurs sur le territoire de la commune de BELFORT modifié par l'arrêté n°031171 du 22 juillet 2003,

Vu l'arrêté n° 21-0269 du 19 février 2021 portant sur l'autorisation de stationnement n° 17 délivrée par le Maire de BELFORT à Monsieur Lilian GUTIERREZ lui permettant de stationner, en qualité de chauffeur de taxi, sur les aires de taxis ouvertes à Belfort,

Considérant la demande de prise en compte de son nouveau véhicule de Monsieur Lilian GUTIERREZ en date du 9 avril 2021,

210610

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 21-0269 du 19 février 2021 est abrogé.

ARTICLE 2 : La société TaxiLG90, domiciliée 23 A rue de la Gare à LACHAPELLE-SOUS-CHAUX (90300), représentée par Monsieur Lilian GUTIERREZ, est, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, titulaire de l'autorisation de stationnement n° 17 à BELFORT pour le véhicule PEUGEOT 5008 immatriculé FD-646-HR. Tout changement devra être signalé aux services municipaux.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TaxiLG90, et dont copie sera transmise à Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et à Monsieur le Préfet.

Belfort, le 20 AVR. 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

MAIRIE DE BELFORT * TERRITOIRE *

Tony KNEIP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210421-210641-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2021

N° 210641

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - avis favorable - Centre chorégraphique 3 avenue de l'Espérance à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1er avril 2021, suite à la visite périodique en date du 16 mars 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du centre chorégraphique, 3 avenue de l'Espérance à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 16 mars 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *L* de *3e* catégorie** pour un effectif **total déclaré** de ***362* personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

210641

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du centre chorégraphique est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur du centre chorégraphique est cependant chargé, de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 1er avril 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 4, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions de 5 à 7, dans **un délai de trois mois,**

ARTICLE 3 : Le directeur du centre chorégraphique est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 21 AVR. 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210641

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **01/04/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00188-000 534**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **CENTRE CHOREGRAPHIQUE**

Activité : **Salle de spectacles** Type : **L** Catégorie : **3ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **3 avenue de l'Espérance - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 16/03/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Bâtiment isolé de type R + 2 comprenant :

Côté rue Morimont

rez-de-chaussée
- foyer / salle d'exposition
- une salle de spectacle « 182 places assises »
- un espace dépôt service

1er étage par demi-niveau
- vestiaires / local montage son
- régie
- local gradateur
- salle de répétition « petit studio »

2ème étage
- local "centrale hydraulique"
- réserve

Côté Centre Atria

rez-de-chaussée
- hall d'entrée
- bureaux « centrale d'alarme »
- grande loge
- local reprographie

1er étage
- 2 loges individuelles
- 2 chambres
- local TGBT
- sanitaires
- bureaux

2ème étage
- atelier de costume
- salle de convivialité *(puissance cuisine inférieure à 20 KW)*
- locaux techniques *(DAD sur CTA)*
- chaufferie gaz « accès extérieur RCH»

210641

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme *SSI B - Type 2 a changé en 2018* *DAD pour désenfumage*	Vérifiée par VERITAS le 19/10/2020 N°8547081/121.2.1.R **10 observations à lever** Entretien par ELECEQUIPEMENT le 24/06/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par VERITAS le 23/10/2020 pour la partie bureaux et locaux annexes rapport n°8547081/20.3.1.P **ERT : 8 observations à lever** **ERP : 3 observations à lever**
Installation électrique	Vérifiés par VERITAS le 18/05/2020 pour la partie espace scénique rapport n°448514/3.9.1.P **ERT : 2 observations à lever** **ERP : 1 observation à lever**
Extincteurs	Vérifiés par P.P.I. 25 le 16/03/2020
Installation de gaz *chaufferie gaz-accès extérieur-2ème étage*	Vérifiées par VERITAS le 19/10/2020 rapport n°8547081/23.3.1.R. **1 observation à lever**
Installation de gaz	
Installation de chauffage *Chaufferie gaz – 2ème étage*	Vérifiée par MDTE le 09/04/2020
Conduit de fumée	Vérifié par CHATILLON le 22/02/2021
Désenfumage par détection *Hall d'entrée jardin - DAD*	Vérifié par VERITAS le 19/10/2020 Entretien par SSI le 11/02/2021
Désenfumage *Salle de spectacles*	Vérifié par SSI France le 11/02/2021
VMC	Vérifié par MDTE le 09/04/2020
Porte coupe-feu *sur fusible* *Espace dépôt service*	Vérifiée par SSI France le 12/02/2021
Installations de levage *Salle de spectacles*	Vérifiées par VERITAS le 18/05/2020 Entretien ACTEMIUM le 04/01/2021

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement est classé dans le type L « salle de spectacles » (article GN 1).

L'effectif se calcule sur la base d'une personne par mètre carré de la surface totale de la salle et au nombre de places assises (article L 3).

Effectif du public

rez-de-chaussée :

- salle de spectacles :	182 personnes	
- salle de spectacles	20 personnes	(artistes)
- foyer / salle d'exposition	80 personnes	

1er étage :

- salle de répétition *«144 m²~»* :	50 personnes
Effectif du personnel	30 personnes
Total :	**362 personnes**

Etablissement de **type** L « salle de spectacles » de **3ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (**type L**) ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210641

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). • Systèmes de protection contre la foudre : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15). • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). Lorsque existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées **tous les trois ans** par un organisme agrée (article DF 10). - Grande cuisine : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (article GC 22). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38 et MS 73). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent (article MS 73). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Mettre en place pendant les spectacles un service de sécurité incendie composé de deux personnes désignées et formées à l'évacuation du public et à l'utilisation des moyens de secours et un agent de sécurité incendie titulaire de la qualification SSIAP 1 (**article L 14**).

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 29/03/2016
Prescription réalisée : toutes
Prescriptions non maintenues : /
Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire

N°	DESIGNATION
05	Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir une attestation de levée de ces observations (article R123-44).
06	Equiper le local lingerie d'un ferme porte (article L 8).
07	S'assurer que le fonctionnement de l'alarme générale soit précédé automatiquement : - de la mise en fonctionnement de l'éclairage normal des salles plongées dans l'obscurité pour des raisons d'exploitation ; - de l'arrêt du programme en cours afin que le message d'évacuation soit audible (article L16).

☞ Observation :

Le groupe de visite propose de proroger la périodicité de la prochaine visite de cet établissement à cinq ans au lieu de trois ans, considérant les deux avis favorables consécutifs (article GE4 § 3).

210641

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

CENTRE CHOREGRAPHIQUE - BELFORT - E-010-00188-000 - 534

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 01/04/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210421-210642-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2021

N° 210642

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - avis favorable - Ecole d'art Jacot
2 avenue de l'Espérance à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 12 juin 1995 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux musées (type Y),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1er avril 2021, suite à la visite périodique en date du 16 mars 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'Ecole d'art Jacot, 2 avenue de l'Espérance à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 16 mars 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *R, Y* de *3e* catégorie** pour un effectif **total déclaré** de ***531* personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'Ecole d'art Jacot est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'Ecole d'art Jacot est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 1er avril 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 8, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions 10, 11 et 14, **sans délai puis de manière permanente**,
- pour la prescription 13, **sans délai puis de manière permanente** pour la suppression des cales ou autres dispositifs visant à retenir les portes munies de ferme-porte, et **2 semaines** pour asservir les portes à l'équipement d'alarme si pour des raisons d'exploitation, elles doivent rester ouvertes,
- pour la prescription 12, dans **un délai d'une semaine,**
- pour la prescription 9, dans **un délai de deux mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur de l'Ecole d'art Jacot est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 21 AVR. 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210642

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **01/04/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00077-000 360**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **ECOLE D'ART JACOT**

Activité : **Enseignement - Salle d'exposition** Type : **R, Y** Catégorie : **3ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **2 Avenue de l'Espérance - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 16/03/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent(s) excusé(s) :
M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

210642

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

L'établissement se situe dans un ancien bâtiment militaire à structure lourde. Le dernier niveau accessible au public est supérieur à 8 mètres. Le bâtiment possède 3 escaliers (1 en façade Nord, 1 en façade Sud et 1 central) et un ascenseur. Au 2ème étage, un escalier de 2 UP permet d'évacuer sur l'ouvrage militaire mitoyen.

Ce bâtiment de type R+2 – 1 + combles, comprend :

- Sous-sol : une salle d'exposition (90 m² environ au milieu du bâtiment) ;
- RDC : accueil, salle de sculpture, salle d'exposition escalier central, 1 local de stockage, *1 local indépendant de l'établissement classé en 5ème catégorie (Hôtel des ventes - Cf. PV d'étude du 13/01/97) ;*
- 1er étage : atelier peinture, atelier gravure/sérigraphie communiquant avec la galerie qui mène à la cage d'escalier central, un local bibliothèque, salle d'archives, salle de cours/conférence, salle des profs, 2 bureaux, sanitaires, 3 escaliers et la terrasse ;
- 2ème étage : 3 espaces « atelier enfants », 2 salles de cours, 1 labo photo, sanitaires, 3 escaliers et la terrasse ;
- Combles : chaufferie et CTA (côté Nord) non accessible au public.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Effectif mis à jour dans la notice de sécurité du 11 août 2015 point IV « classement - effectif »

Calcul de l'effectif :

Type R : l'effectif est déterminé suivant la déclaration du maître d'ouvrage (article R 2),

Type Y : l'effectif se calcule sur la base d'une personne par 5 mètres carrés de la surface totale de la salle accessible au public (article Y 2 §1).

Sous-sol :	public :	**19 personnes**
RDC :	public :	99 personnes
	Personnel :	3 personnes
	Total RDC :	**102 personnes**
1er étage :	public :	242 personnes
	Personnel :	9 personnes
	Total 1er étage :	**251 personnes**
2ème étage :	public :	135 personnes
	Personnel :	6 personnes
	Total 2ème étage :	**141 personnes**
Effectif total du public :		513 personnes
Effectif du Personnel :		18 personnes
Effectif total :		**531 personnes**

Etablissement de **type R, Y de 3ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123-1 et L 123-2 - Articles R 123-1 à R 123-55 - Articles R 152-4 et R 152-5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 4 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement **(type R)** ;

- **Arrêté du 12 Juin 1995** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux musées **(type Y)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210642

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme - Détection SSI catégorie A Alarme type 1	Vérification triennale faite par APAVE le 27/04/2018 prochaine programmée en avril 2021 Rapport n° 1847291.5.1 **1 observation à lever** Vérifications annuelles par ESP le 10/02/2021 Ajout détection local SSI, flashs sanitaires et DM entrée principale par CHUBB le 18/04/2018 ***RVRAT** établi par VERITAS n° 6280184/1 le 27/04/2018*
Clapets coupe-feu	Vérifiés par SICLI le 18/06/2020
Installation électrique	Vérification triennale faite par VERITAS le 10/08/2020 Rapport n° 8473746/17.3.1 ERP : aucune observation ERT : **4 observations à lever** Vérifiés par CTM de la ville de Belfort le 10/03/2021
Eclairage de Sécurité	
Extincteurs (x21)	Vérifiés par SICLI le 07/08/2020
Installation de chauffage (gaz)	Vérifiées par DALKIA le 25/06/2020
Installation GAZ	
Désenfumage	Vérifié par SSI FRANCE le 29/04/2020
Ascenseur	Entretien par 2MA le 08/03/2021 Vérification quinquennale par APAVE le 13/03/2021 N° R215511901.1.1
Conduit de fumée	Vérifié par DALKIA le 10/12/2020
Exercice d'évacuation	Réalisé le 24/02/2021 avec 58 personnes présentes

L'établissement dispose d'un DAE (défibrillateur automatique externe)

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Ascenseur : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - Escaliers mécaniques et trottoirs roulants : tous les ans par une personne ou un organisme agréé (article AS 10). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Ne pas stocker de matériel et/ou réduire la largeur des circulations notamment dans les galeries du 1er et 2ème étage, au niveau de la circulation au 2ème étage menant vers les remparts et dans la circulation au 1er étage menant à la salle de projection (article CO 37).
06	Garantir la visibilité permanente des déclencheurs manuels de diffusion de l'alarme sonore. Un déclencheur manuel est masqué par des productions artistiques accrochées au mur dans l'atelier 1 du 2ème étage (article MS 39).

210642

PRESCRIPTIONS PERMANENTES - suite -

N°	DESIGNATION
07	Limiter le stockage de l'atelier gravure au 1er étage, ce local ne disposant pas de paroi toute hauteur et étant en communication avec la galerie (article CO 28).
08	Supprimer et interdire tout stockage dans les circulations, dégagements et EAS de l'escalier central (article CO 37 et CO 53).

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du 17/05/2018
Prescriptions réalisées : toutes sauf n° 13
Prescription non maintenue : n° 13
Prescriptions maintenues : /

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
09	Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir une attestation de levée de ces observations (article R123-44).
10	Dégager les pots de fleurs et plantes devant la fenêtre de l'EAS sur le palier d'escalier au R+1 (articles CO 59 et GN 8).
11	Supprimer et interdire le stockage de bois dans l'escalier principal (article CO 53).
12	Régler les ferme-porte de manière à garantir une fermeture complète des portes équipées de cette installations (articles CO 53, R 10 et Y 8).
13	Supprimer les cales ou autres dispositifs visant à retenir les portes munies de ferme-porte. Les asservir à l'équipement d'alarme si pour des raisons d'exploitation ces portes doivent rester ouvertes (article R123.48 du CCH).
14	Interdire le stockage de containers poubelles sous l'escalier d'accès chaufferie coté rempart (article R123.48 du CCH).

210642

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

ECOLE D'ART JACOT - BELFORT - E-010-00077-000 - 360

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 01/04/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210421-210643-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2021

N° 210643

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - avis favorable - Association Amitiés Franco-Turques (salle de culte)
18 rue de Thann à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 avril 1983 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de culte (type V),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 28 janvier 2021, suite à la visite périodique en date du 5 janvier 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'Association Amitiés Franco-Turques, 18 rue de Thann à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 5 janvier 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *V* de *2e* catégorie** pour un effectif **total déclaré** de ***712* personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

210643

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de la salle de culte de l'Association Amitiés Franco-Turques est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'Association Amitiés Franco-Turques est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 28 janvier 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions 4 et 6, dans **un délai d'une semaine,**
- pour les prescriptions 5 et 7, dans **un délai de trois mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur de l'Association Amitiés Franco-Turques est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 21 AVR. 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

21C643

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **28/01/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00723-000 240**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Lieutenant 1° classe GAMBA Philippe

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **AMITIES FRANCO TURQUES - Salle de culte**

Activité : **Etablissements de culte** Type : **V** Catégorie : **2ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **18 rue de Thann - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 05/01/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent excusé :
Mme CASTALDI représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre personne présente :

Mme SIMON SDIS 90

210643

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Salle de culte

Etablissement mitoyen au bâtiment R+1 « siège de l'association », isolé sur le plan de la sécurité incendie (voir PV de visite du 14 décembre 2011).

Ce bâtiment comprend :

- une salle de culte de 356 m²,
- des sanitaires (salle d'ablutions),
- un local sono,
- une chaufferie gaz accès extérieur (puissance de 65 kW),
- une mezzanine destinée aux femmes dont l'accès se fait par le bâtiment « siège de l'association » (porte de communication).

Classement de l'établissement

Effectif théorique du public :
A raison de deux personnes par m² de la surface réservée aux fidèles:

Effectif total : 712 personnes

Etablissement de **type V** de **2ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 21 Avril 1983** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de culte **(type V)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210643

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme type 4	Vérifiée par VERITAS le 21/12/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par VERITAS le 21/12/2020
Installation électrique	**3 observations à lever**
Extincteurs	Vérifiés par A2P le 04/03/2020
Installation de gaz	Vérifiée par VERITAS le 21/12/2020
Désenfumage naturel	Vérifié par VERITAS le 21/12/2020
Installation de chauffage Salle de culte : 1 chaufferie murale de 65 kW	Vérifiée par CS 90 le 28/12/2020

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité (article L 111-8 du CCH). La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 05/04/2018
Prescriptions réalisées : n° 04 - 07
Prescription non maintenue : n° 05
Prescription maintenue : n° 06

N°	DESIGNATION
04	*06/18 - 09/14* Accrocher les extincteurs de manière à ce que la poignée de portage ne soit pas à plus de 1,20 mètre du sol (article MS 39).

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
05	Lever les observations figurant dans les différents rapports de vérification et fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée de ces observations (articles GE 6 et R 123-43).
06	Afficher un plan schématique de l'établissement, sous forme de pancarte inaltérable, à chaque entrée du bâtiment. Il devra avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF X 08-070 (article MS 41).
07	Installer un système d'alarme perceptible (flashs lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (exemple WC, ...) - (article MS 64).

210643

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

AMITIES FRANCO TURQUES - Salle de culte - BELFORT - E-010-00723-000 - 240

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 6 pages

Date de la Sous-Commission : le 28/01/2021

Signature du Président de séance : le Président,

L'adjoint au chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civiles

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210421-210644-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2021

N° 210644

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - avis favorable - Association Amitiés Franco-Turques (siège de l'Association)
18 rue de Thann à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 22 décembre 1981 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux magasins de vente et centres commerciaux (type M),

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 21 avril 1983 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux (type W),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 28 janvier 2021, suite à la visite périodique en date du 5 janvier 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'Association Amitiés Franco-Turques, 18 rue de Thann à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 5 janvier 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *L, N, R, M, W* de *4*e catégorie** pour un effectif **total déclaré** de ***237* personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du Siège de l'Association Amitiés Franco-Turques est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'Association Amitiés Franco-Turques est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 28 janvier 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions 5 et 7, dans **un délai d'une semaine,**
- pour les prescriptions 4 et 6, dans **un délai de trois mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur de l'Association Amitiés Franco-Turques est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 21 AVR. 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210644

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : **28/01/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

DOSSIER N° : **E-010-00121-000 240-1**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 1° classe GAMBA Philippe

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **AMITIES FRANCO TURQUES - Siège de l'Association**

Activité : **Salle polyvalente** Type : **L, N, R, M, W** Catégorie : **4 ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **18 rue de Thann - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 05/01/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent excusé :
Mme CASTALDI représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre personne présente :

Mme SIMON SDIS 90

210644

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Bâtiment R+1 dénommé «siège de l'association» : isolé sur le plan de la sécurité incendie (voir PV de visite du 14 décembre 2011).

Il est composé:

- Etage :
  - 1 salle d'activités culturelles de 88 m² comportant une porte de communication avec la salle de culte (communication avec établissement tiers) ;
  - 1 cuisine (puissance < à 20 kW) ;
  - 1 bureau ;
  - 2 salles de cours pour des enfants dont une comportant une réserve.

- Rez-de-chaussée :
  - 1 salon de thé/salle de réunion ;
  - 2 bureaux ;
  - 1 local coiffeur ;
  - 1 épicerie/réserves ;
  - des sanitaires ;
  - 1 cuisine (puissance < à 20 kW) non accessible au public.

Locaux	Surface accessible au public	Mode de calcul	Effectif		
			Public	Personnel	Total
Salle d'activités culturelles	89 m²	1 personne par m²	89	0	89
bureau	/	déclaration	0	2	2
Salle de cours n°1	/	déclaration	19	1	20
Salle de cours n°2	/	déclaration	19	1	20
Total étage	/	/	127	4	131
Salon de thé/salle de réunion	86 m²	1 personne par m²	86	0	86
bureaux	/	déclaration	0	4	4
Local coiffeur	2.80 m²	1 personne sur le 1/3 de la surface	1	1	2
épicerie	37 m²	1 personne sur le 1/3 de la surface	13	1	14
Total rez-de-chaussée	/	/	100	6	106
Total établissement			227	10	237

2A0644

Classement de l'établissement

Effectif théorique du public : - voir tableau -

Effectif total : 237 personnes

Etablissement de **type L, N, R, M, W** de **4ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples **(type L)** ;
- **Arrêté du 21 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons **(type N)** ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement **(type R)** ;
- **Arrêté du 22 décembre 1981** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux magasins de vente et centres commerciaux **(type M)** ;
- **Arrêté du 21 Avril 1983** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux **(type W)** ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210644

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme type 4	Vérifiée par VERITAS le 21/12/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par VERITAS le 21/12/2020
Installation électrique	**3 observations à lever**
Extincteurs	Vérifiés par A2P le 04/03/2020
Installation de gaz	Vérifiée par VERITAS le 21/12/2020
Désenfumage naturel	Vérifié par VERITAS le 21/12/2020
Installation de chauffage Siège : 2 chaudières RDC et étage	Vérifiée par CS 90 le 28/12/2020

2A0644

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité (article L 111-8 du CCH). La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

2A0644

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 05/04/2018
Prescriptions réalisées : n° 06 – observation – 08 à 11 – 14 – 16 – 17
Prescriptions non maintenues : n° 04 - 05 – 07 – 12 – 13 – 15 – 18 à 20
Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
04	Lever les observations figurant dans les différents rapports de vérification et fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée de ces observations (articles GE 6 et R 123-43).
05	Afficher un plan schématique de l'établissement, sous forme de pancarte inaltérable, à chaque entrée du bâtiment. Il devra avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF X 08-070 (article MS 41).
06	Installer un système d'alarme perceptible (flashs lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (exemple WC, ...) (article MS 64).
07	Ajouter un BAES au-dessus de la porte d'isolement entre la salle de culte et le siège étant l'unique dégagement de la mezzanine (article EC 8).

210644

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

AMITIES FRANCO TURQUES - Siège de l'Association - BELFORT - E-010-00121-000 - 240-1

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 28/01/2021

Signature du Président de séance : le Président,

~~L'adjoint au~~ chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civiles

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210421-210645-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2021

N° 210645

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : PB/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : levée d'avis défavorable de la visite périodique - avis favorable - City Market 15 rue de l'As de Carreau à Belfort*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5ème catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 18 février 2021, suite à la visite sur demande du Maire, en date du 26 janvier 2021, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception aux gérants du magasin City Market, 15 rue de l'As de Carreau à Belfort,

Vu le courrier de mise en demeure de réaliser les prescriptions de la sous-commission de sécurité, transmis en lettre recommandée avec accusé réception et notifié en date du 27 février 2021, aux gérants du magasin City Market, 15 rue de l'As de Carreau à Belfort,

Vu la réception par courrier, le 16 mars 2021, au service urbanisme, des pièces justificatives demandées,

Vu le procès-verbal de réunion sur la levée de l'avis défavorable de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1er avril 2021, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception aux gérants du magasin City Market, 15 rue de l'As de Carreau à Belfort,

Considérant l'AVIS DÉFAVORABLE au maintien de l'ouverture au public du magasin City Market, émis le 18 février 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par l'utilisation d'un appareil de cuisson d'une puissance de 34,8 kW sans protection vis-à-vis du public et pour un défaut de dégagement,

2A0645

Considérant la réception par courrier, le 16 mars 2021, au service urbanisme, des pièces justificatives permettant de :

- préciser la surface accessible au public et de définir l'effectif public de l'établissement,
- garantir en quantité et qualité les dégagements par rapport à l'effectif public (45 personnes)
- trouver un appareil de cuisson d'une puissance inférieure à 20 kW,

Considérant la levée de l'avis défavorable en AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS au maintien de l'ouverture du magasin City Market, émis le 1er avril 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *M* de *5e* catégorie** pour un effectif **total** de ***49* personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du magasin City Market est autorisé.

ARTICLE 2 : Les Gérants du magasin City Market sont cependant chargés de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 1er avril 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente,**
- pour les prescriptions 4 et 5, **dans un délai d'un mois.**

ARTICLE 3 : Les Gérants du magasin City Market sont tenus de maintenir leur établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 21 AVR. 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210645

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : **01/04/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

DOSSIER N° : **E-010-00682-000 A 5759**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE REUNION RELATIVE A UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **CITY MARKET**

Activité : **Magasin de vente,** Type : **M** Catégorie : **5**

Adresse (n°, rue, commune) : **15 rue de l'As de Carreau - 90000 BELFORT**

Motif de la réunion : **Réunion sur levée de l'avis défavorable du 18/02/2021 – Avis Favorable -**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent(s) excusé(s):
M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

210645

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

L'établissement se situe dans un immeuble à usage mixte (ERP/habitation). Présence de tiers mitoyens et superposés.

L'établissement comprend :
Niveau rez-de-chaussée (200 m²) :

- 1 espace de vente **(133 m²)** ;
- 1 zone boucherie ;
- 1 espace de cuisson viennoiseries et caisses ;
- des sanitaires (privés).

Une issue de secours pour le public de 1,78 m de largeur.
Une issue de secours pour le personnel de 0,78 m de largeur (ne s'ouvre pas dans le sens de l'évacuation).

Sous-sol non accessible au public (80 m²) desservi par un escalier de 1 mètre de largeur :

- 1 réserve avec peu de stockage (ex. salle des coffres) ;
- 1 local électrique / bureau ;
- 1 local pompe à chaleur (chaufferie).

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

L'effectif théorique du public admis est déterminé selon la densité d'occupation suivante :

Une personne pour 3 mètres carrés :

Effectif théorique du public : (133/3)	45 personnes
Effectif du Personnel :	4 personnes
Effectif total :	**49 personnes**

Etablissement de **type M de catégorie 5ème**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 22 Juin 1990** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de **5ème catégorie** ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210645

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme Type 4	Vérifiée par GUNELEC le 10/01/2021
Eclairage de Sécurité	Vérifiées par SOCOTEC le 25/01/2021 Rapport n°941V2/21/342 ERP : aucune observation ERT : aucune observation
Installation électrique	
Extincteurs (x2, 1 par niveau)	Vérifiés par ISOFIRE en janvier 2021
Installation de gaz	1 bouteille 13 kg butane pour appareil de cuisson (rôtissoire)
Installation de chauffage (pompe à chaleur)	**A réaliser**
Appareil de cuisson (four à pain 8,4 kW et rôtissoire 12 kW)	Rôtissoire remplacée par une de puissance 12kW le 16 mars 2021
Formation du personnel	**A réaliser**

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement : • installations électriques • éclairage de sécurité • chauffage • appareil de cuisson • moyens de secours (alarme et extincteurs) - (article PE 4). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission départementale de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 18/02/2021
Prescriptions réalisées : n° 04 – 06 et 07
Prescription non maintenue : /
Prescriptions maintenues : n° 05 et 08

N°	DESIGNATION
04	*05/21* - Attester de l'isolement de l'établissement de tous locaux occupés par des tiers mitoyens par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure (article PE 6).
05	*08/21* - Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours (article PE 27).

210645

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

➢ **Observation :**

La sous-commission départementale de sécurité a émis **un avis défavorable** motivé par :

- l'utilisation d'un appareil de cuisson (P = 34,8 kW) sans protection vis-à-vis du public (prescription n° 06) ;
- défaut de dégagement (pour 67 personnes)
  Dégagements exigés : 2 issues de 0,90 m de largeur ou 1 issue de 1,40 m de largeur complété par 1 de 0,60 de largeur.
  Dégagement réalisé : 1 issue de 1,78 mètre.

Le mardi 16 mars 2021, les services de la mairie ont envoyé les pièces justificatives permettant de :

- préciser la surface accessible au public et de définir l'effectif public de l'établissement ;
- garantir en quantité et qualité les dégagements par rapport à l'effectif public (45 personnes) ;
- trouver un appareil de cuisson d'une puissance inférieure à 20 kW ;

de ce fait, l'avis défavorable peut donc être levé et un **avis favorable** émis.

210645

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

CITY MARKET - BELFORT - E-010-00682-000 - A 5759

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 6 pages

Date de la Sous-Commission : le 01/04/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210421-210646-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2021

N° 210646

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - avis favorable - Hôtel Ibis Styles
Rue Gaston Defferre à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 25 octobre 2011 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux hôtels et pensions de famille (type O),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 28 janvier 2021, suite à la visite périodique en date du 15 janvier 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'hôtel Ibis Styles, rue Gaston Defferre à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique, en date du 15 janvier 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *O, N* de 4e catégorie** pour un effectif **total déclaré** de ***183*** **personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

210646

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'hôtel Ibis Styles est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'hôtel Ibis Styles est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 28 janvier 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente**,
- pour la prescription 4, dans **un délai de trois mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur de l'hôtel Ibis Styles est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 21 AVR. 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210646

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **28/01/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00156-000 356**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Lieutenant 1° classe GAMBA Philippe

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **HOTEL IBIS STYLES**

Activité : **Hôtels - restaurant** Type : **O, N** Catégorie : **4ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **rue Gaston Defferre - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 15/01/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental de l'Equipement
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absente excusée :
Mme CALOPRISCO-CHAGNOT représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme SIMON SDIS 90

2A0646

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement est un bâtiment de type R + 4 comportant :

- 12 chambres (2 personnes) au 4ème étage,
- 12 chambres (2 personnes) au 3ème étage,
- 12 chambres (2 personnes) au 2ème étage,
- 12 chambres (2 personnes) au 1er étage dont 2 chambres PMR,
- un escalier encloisonné,
- un escalier extérieur,
- un ascenseur desservant l'ensemble des étages.

Au RDC

- un hall d'entrée avec accueil comprenant la centrale SSI A
- 2 chambres (1 personne) et 1 chambre PMR (2 personnes),
- un restaurant,
- un local lingerie,
- une cuisine avec réserves et local technique,
- une chaufferie gaz pour eau chaude sanitaire et un local électrique,
- des sanitaires.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Effectif théorique du public :

étages :

- 1er étage :	12 chambres (2 personnes) :	**24 personnes**
- 2ème étage :	12 chambres (2 personnes) :	**24 personnes**
- 3ème étage :	12 chambres (2 personnes) :	**24 personnes**
- 4ème étage :	12 chambres (2 personnes) :	**24 personnes**

rez-de-chaussée :

- 3 chambres (2 x 1 pers. + 1 x 2 pers.) :	**4 personnes**
- salle de restauration (73 m²) :	**73 personnes**
Personnel :	**10 personnes**
Effectif total :	**183 personnes**

Etablissement de **type O, N** de **4ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 25 octobre 2011** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux hôtels et pensions de famille (**type O**) ;

- **Arrêté du 21 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (**type N**) ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
SSI A **DAI généralisée**	Vérification triennale par QUALICONSULT le 11/09/2020 ***2 observations à lever*** Vérification annuelle par INEO
Installation électrique	Vérifiés par QUALICONSULT le 10/09/2020 ***Toutes observations levées par GR ELEC***
Eclairage de Sécurité **(BAES – BAEH)**	
Installation de chauffage *Chauffage électrique*	
Extincteurs	Vérifiés par EXTINCTEUR ECLAIR le 21/07/2020
Installation de gaz **Appareils de cuisson** *Cuisine* **Production eau chaude par gaz**	Vérification annuelle par HORIS le 28/10/2020 ***1 observation levée*** Vérifiée par QUALICONSULT le 10/09/2020 ***Remise en service de l'installation gaz suite à l'incident du 20/06/2020 par MEUNIER le 8/09/2020***
Désenfumage *escalier*	Vérifié par EXTINCTEUR ECLAIR le 21/07/2020
Ascenseur	Contrat avec OTIS, dernière vérification le 22/12/2020 ***1 observation à lever***
Portes automatiques	Vérification quinquennale par QUALICONSULT le 10/11/2020 ***8 observations à lever***
Hotte cuisine + VMC	Vérifiées par SDI Ventilation le 09/09/2020
Formation du personnel	Réalisée par PROTEGO INCENDIE le 9/10/2020 (ensemble du personnel)

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). Lorsque existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées **tous les trois ans** par un organisme agréé (article DF 10). - Grande cuisine : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GC 21 et GC 22). - Ascenseur – escaliers mécaniques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour - les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73). - Portes automatiques : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

210646

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite périodique du 22/02/2018
Prescriptions réalisées : toutes
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
04	Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir à la sous-commission départementale de sécurité, par l'intermédiaire de la mairie, une attestation de levée de ces observations (articles R 123-43 et GE 6).

210646

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

HOTEL IBIS STYLES - BELFORT - E-010-00156-000 - 356

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 6 pages

Date de la Sous-Commission : le 28/01/2021

Signature du Président de séance : le Président,

L'adjoint au chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civiles

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210421-210647-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/04/2021

N° 210647

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - avis favorable - Eglise Sainte Jeanne Antide 1 rue de Varsovie à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 avril 1983 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de culte (type V),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1er avril 2021, suite à la visite périodique en date du 23 mars 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au responsable de l'église Sainte Jeanne Antide, 1 rue de Varsovie à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 23 mars 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *V* de *2e* catégorie** pour un effectif **total déclaré** de ***800*** **personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

210647

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'église Sainte Jeanne Antide est autorisé.

ARTICLE 2 : Le responsable de l'église Sainte Jeanne Antide est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 1er avril 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente**.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'église Sainte Jeanne Antide est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 21 AVR. 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210647

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **01/04/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00112-000 362**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe JACOUTOT Denis

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **EGLISE SAINTE JEANNE ANTIDE**

Activité : **Etablissements du culte** Type : **V** Catégorie : **2ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **1 rue de Varsovie - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 23/03/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent(s) excusé(s) :
Mme CASTALDI représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

210647

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Eglise comprenant un rez-de-chaussée et un étage partiel (tribunes).

Le sous-sol est isolé de l'église (cf. observation du procès-verbal de visite du 4 mai 1995).

Il comprend :
- une salle (utilisée 3 fois/an),
- des locaux de stockage.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Effectif théorique du public :	800 personnes
Effectif du Personnel :	0 personnes
Effectif total :	**800 personnes**

Etablissement de **type V** de **catégorie 2**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 21 Avril 1983** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de culte **(type V)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210647

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme *Type 4*	Vérifiée par BELFORT PROTECTION INCENDIE le 12/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par APAVE le 06/11/2020
Installation électrique	
Extincteurs	Vérifiés par BELFORT PROTECTION INCENDIE le 12/2020
Installation de chauffage *Chaudière gaz*	Vérifiée par MDTE le 02/06/2020
Conduit de fumée	Vérifié par PAILLARD le 04/02/2021
Installation de gaz	Vérifiée par APAVE le 06/11/2020
Clapet coupe-feu *Local soufflerie*	Vérifié par MDTE le 02/06/2020

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du 08/03/2016
Prescriptions réalisées : n° 04 - 05 - 06
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

210647

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

EGLISE SAINTE JEANNE ANTIDE - BELFORT - E-010-00112-000 - 362

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 5 pages

Date de la Sous-Commission : le 01/04/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210422-210658-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/04/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210658

Date affichage

22 AVR. 2021

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : PEP
Initiales : DM/JP/CW
Code matière : 3.1

***Objet** : Constat de l'incorporation de biens sans maître dans le domaine communal*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu les articles L.1123-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'article 713 du Code Civil,

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-2020-05-25-001 du 25 mai 2020 portant constatation d'immeubles susceptibles d'être présumé vacants et sans maître sur la commune de Belfort

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-2021-03-11-012 du 11 mars 2021 portant présomption de biens sans maître dans la commune de Belfort,

Vu la délibération n° 2021-39 du Conseil Municipal du 31 mars 2021 décidant de l'incorporation dans le domaine communal des parcelles AC 276 et 279 présumées sans maître et sises rue de la Spainière et rue Pergaud,

Considérant que les biens cadastrés AC 276 d'une superficie de 804 m² sis rue de la Sapinière d'une part et AC 279 d'une superficie de 27 m² sis rue Pergaud d'autre part, n'ont pas de propriétaire connu et qu'il ne s'en est pas fait connaitre dans le délai de 6 mois à compter de la dernière mesure de publicité de l'arrêté préfectoral n° 90-2020-05-25-001 constatant la situation desdits biens,

Considérant, au regard des procédures mises en œuvre, qu'il convient d'incorporer ces parcelles dans le patrimoine communal,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les biens cadastrés AC 276 sis rue de la Sapinière d'une part et AC 279 sis rue Pergaud d'autre part, sont incorporés dans le domaine privé communal.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie et sur site.

210658

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Belfort, le 22 AVR. 2021

Le Maire,

Damien MESLOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210423-210663-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/04/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210663

Date affichage

23 AVR. 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Gestion du Domaine Public
LR/AR/2021/394
Code matière : 3.5

***Objet** : Arrêté municipal fixant les conditions d'obtention des salles municipales à titre gratuit en période de campagne électorale pour les élections départementales et régionales*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2144-3 relatif aux conditions d'utilisation des locaux municipaux par les partis politiques,

Vu le décret n° 2019-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu le décret n° 2021-251 du 5 mars 2021 portant convocation des collèges électoraux, pour procéder à l'élection des conseillers départementaux et des conseillers régionaux,

Vu la délibération n° 2021-31 actualisant les tarifs municipaux, en date du 31 mars 2021,

Vu l'arrêté municipal n° 20-1863 fixant les conditions d'obtention des salles municipales à titre gratuit en période de campagne électorale pour les élections départementales et régionales,

Vu le règlement de la Salle des Fêtes, en date du 16 décembre 2016,

Vu le règlement intérieur de la Maison du peuple, en date du 27 septembre 2018,

Considérant que la tenue des élections départementales et régionales est prévue les 20 et 27 juin 2021,

ARRETE

ARTICLE 1 : DATES DE GRATUITE

La mise à disposition de salles municipales pourra se faire à titre gratuit (comprenant les frais de location, les charges et les frais de personnel de sécurité incendie) :

- du 12 avril 2021 jusqu'à la veille de la date du second scrutin des élections.

ARTICLE 2 : CONDITION RELATIVE AU DEMANDEUR

Le demandeur doit être un parti politique présentant un candidat, un candidat ou son mandataire financier.

ARTICLE 3 : CONDITION RELATIVE AU DELAI ET A LA FORME DE LA DEMANDE

Toute demande de mise à disposition de salle municipale peut être faite par téléphone auprès du service municipal chargé de la gestion de la salle mais doit être confirmée par courriel adressé à courrier@mairie-belfort.fr ou courrier reçu au moins 3 jours ouvrés avant la date d'utilisation de la salle. Cette confirmation doit comporter les informations suivantes :

- nom de la salle, date, heure de début et heure de fin de l'utilisation,
- adresse postale du parti politique pour l'envoi du titre d'occupation et de l'attestation de gratuité,
- la mention « dans le cadre de la campagne électorale des départementales ou des régionales, selon le cas »,
- nom du candidat à l'élection,
- nom, adresse mail et coordonnées téléphoniques de la personne chargée du dossier,
- nombre de personnes attendues,
- mesures envisagées dans le cadre de la lutte contre la propagation de la covid-19
- une attestation d'assurance *Responsabilité Civile*.

En outre, pour la Salle des Fêtes et la salle de spectacle de la Maison du Peuple, un formulaire fourni par le service Gestion du Domaine Public doit être renseigné par l'utilisateur.

Toute confirmation de la demande parvenant incomplète ou hors délai sera refusée.

ARTICLE 4 : DISPONIBILITE DES SALLES

Si les conditions précédentes sont réunies, les salles demandées seront attribuées sous réserve que la réglementation en vigueur permette leur ouverture au public et sous réserve d'être disponibles. Le planning d'attribution respectera l'ordre chronologique des demandes.

ARTICLE 5 : TITRE D'OCCUPATION, ATTESTATION DE GRATUITE

Un titre d'occupation et une attestation de mise à disposition sont délivrés pour chaque utilisation.

ARTICLE 6 : CAUTION, UTILISATION, ETAT DES LIEUX, ENTRETIEN, MATERIEL

Selon la salle utilisée, une caution pourra être demandée au bénéficiaire de la mise à disposition, dans les conditions fixées par le règlement intérieur de la salle.

L'utilisation de la salle (et donc tout ce qui concerne la mise en place du mobilier, son rangement et le ménage à l'issue de la manifestation) est régie par les règlements intérieurs de la ville. Ceux-ci seront communiqués à l'utilisateur dès confirmation de la réservation de la salle.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

La responsabilité de l'organisation de la manifestation, du respect des mesures de lutte contre l'épidémie de covid-19 en vigueur au moment de l'utilisation et de la sécurisation (sauf la

210663

sécurisation liée au risque d'incendie pour la salle des fêtes et la salle de spectacle de la Maison du Peuple) appartient à l'utilisateur.

Toute dégradation de la salle, de son mobilier ou de ses abords immédiats constatés suite à la manifestation donne lieu à une remise en état dont le coût sera mis à la charge de l'utilisateur, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

La responsabilité de la Ville de Belfort ne peut en aucun cas être recherchée pour des faits provoqués ou subis par l'utilisateur ou les participants notamment en cas d'accidents, de vols et de dégradations d'effets personnels.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 9 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Belfort, le 23 AVR. 2021

Par délégation,
L'Adjoint au maire

MAIRIE DE BELFORT * TERRITOIRE *

Tony KNEIP

Date affichage

27 AVR. 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210677

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue du Salbert - Vitesse limitée à 30 km/h - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant que suite au réaménagement de la rue, il y a lieu de modérer la vitesse afin de préserver la qualité de vie des riverains, garantir la sécurité des usagers et favoriser les modes doux.

ARRETE

ARTICLE 1 : La vitesse maximale à laquelle les véhicules sont autorisés à circuler :

- Rue du Salbert est fixée à 30 km/h.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Belfort, le 27 AVR. 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210711-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

N°210711

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique - avis favorable - Théâtre Louis Jouvet*
Rue de l'As de Carreau à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 11 mars 2021, suite à la visite périodique en date du 23 février 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au responsable unique de sécurité du Théâtre Louis Jouvet, rue de l'As de Carreau à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 23 février 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *L, N* de *3e* catégorie** pour un effectif **total** de **434 personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

210711

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du Théâtre Louis Jouvet est autorisé.

ARTICLE 2 : Le responsable unique de sécurité du Théâtre Louis Jouvet est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 11 mars 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 6, de **manière continue et permanente**,
- pour la prescription 9, **sans délai puis de manière permanente**,
- pour la prescription 10, dans **un délai de deux semaines,**
- pour la prescription 8, dans **un délai d'un mois,**
- pour la prescription 7, dans **un délai de deux mois,**

ARTICLE 3 : Le responsable unique de sécurité du Théâtre Louis Jouvet est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

21071

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **11/03/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-01024-000 991**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **THEATRE LOUIS JOUVET**

Activité : **Salle polyvalente** Type : L - **N** Catégorie : **3**

Adresse (n°, rue, commune) : **rue de l'As de Carreau - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 23/02/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
Mme MENTRÉ représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme SIMON SDIS 90

2107M.

HISTORIQUE

Le Théâtre Louis Jouvet était intégré jusqu'au 3 mars 2015 au centre commercial des 4 As, un groupement d'établissements construit en 1976.

L'ensemble était classé en Etablissement Recevant du Public (ERP) de 1ère catégorie et composé de différents types :

- M (commerces)
- N (restaurants)
- PS (parcs de stationnement)
- W (bureaux)
- P (salles de jeux)
- L (salles de spectacles)
- X (salles de sport)
- U (cabinets médicaux)

Aujourd'hui, le théâtre Louis JOUVET est au centre d'un complexe d'établissements recevant du public qui, dans le cadre du schéma directeur de sécurité incendie déposé par le directeur unique, M. Stéphane RADOVISE, en date du 7 juin 2013 et de l'avis rendu par la sous-commission départementale de sécurité le 16 juillet 2013, ont acté une mise en sécurité de ce groupement d'établissements. Il a ainsi été réalisé 5 établissements indépendants et isolés les uns des autres, à savoir :

- un groupement d'établissements formé par les commerces, classé ERP de type M et N de 1ère catégorie (Cf. PV de visite du 21/03/2019) ;
- **le Théâtre Louis Jouvet, classé ERP de type L, N de 3ème catégorie (Cf. PV du 10 mars 2015) ;**
- le parking public, classé ERP de type PS (Cf. PV du 24/03/2016) ;
- le bowling, classé ERP de type X, P et N de 3ème catégorie (Cf. PV du 25/01/2019) ;
- un groupement d'établissements formé par les 3 tours et le parking privé, classé en ERP de type W et U de 2ème catégorie (Cf. PV du 17/12/2020).

❖ **Procès-verbal d'étude du 10 décembre 2013 concernant la création d'un établissement indépendant dans le cadre du schéma directeur de mise en sécurité avis favorable :**

Le dossier a été étudié dans le cadre d'une mise en sécurité de l'ensemble de l'établissement des 4 AS. Cet ensemble immobilier existant ne pourra pas être mis en conformité avec la réglementation sécurité incendie actuelle. Cependant comme le permettent les articles R 123-13 du CCH et GN 10 du règlement de sécurité incendie, certaines dispositions existantes seront validées en l'état, d'autres nécessiteront des compensations.

Pour autant le but recherché est d'améliorer la sécurité du public. L'esprit de cette étude était :

- o que le sinistre soit limité aux locaux et établissement concernés,
- o que les dégagements et circulations permettent une évacuation sûre et rapide du public,
- o que les fumées soient extraites efficacement,
- o que l'éclairage de sécurité fonctionne,
- o que l'alarme puisse jouer le rôle qui lui est dévolue, d'informer rapidement l'ensemble du public et personnel présent dans l'établissement,
- o que le personnel de surveillance soit capable d'identifier l'endroit concerné et d'intervenir rapidement,
- o que les secours publics puissent intervenir dans des conditions de sécurité acceptables.

A cet effet, les travaux suivants ont été réalisés :

1) Isolement de l'établissement par rapport au centre commercial des 4 As, comprenant :

- la création de parois coupe-feu de degré 2 heures au rez-de-chaussée en lieu et place de l'ensemble porte et cloison vitrées sur le mail ;
- le déplacement de la porte vitrée de 3UP sur place à plus de 2 m de la façade du tiers (centre commercial) ;
- la mise en place d'une paroi vitrée pare-flamme ½ heure sur 2 m par rapport au dièdre formé avec la façade du tiers (centre commercial) ;

- le remplissage coupe-feu de degré 2 heures dans la première cellule de la galerie commerciale jouxtant le Théâtre Louis Jouvet.

2) Etablissement de conventions écrites formalisant les évacuations empruntant des espaces situés chez des tiers :
   - pour l'évacuation de l'escalier du Théâtre Louis Jouvet dans un dégagement du centre commercial ;
   - pour l'évacuation du CROUS par le Théâtre Louis Jouvet (à noter que la porte de communication ne servira qu'à l'évacuation, en sortie de secours, et que celle-ci ne sera plus considérée comme une entrée au CROUS).

3) Pour l'application de l'article GN 8, réalisation de 2 Espaces d'Attente Sécurisés (EAS) au sous-sol : parois séparatives avec un degré coupe-feu 1 heure, remplacement d'une porte coupe-feu ½ heure par une porte coupe-feu 1 heure, téléphones pour permettre aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de se signaler.

4) Vérification des dispositions relatives au désenfumage :
déplacement du rideau pour ne pas perturber la bouche d'évacuation dans la salle de théâtre,

☞ **Demande de dérogation n°1**

La demande de dérogation formulée dans la notice de sécurité jointe au dossier était la suivante :
«Argumentaire concernant la stabilité des structures par rapport à l'isolement d'un tiers contigu en vue d'une demande de dérogation.
L'article CO7 § 1 précise que l'isolement latéral entre un établissement recevant du public et un bâtiment ou un local contigu occupé par des tiers doit être constitué par une paroi coupe-feu de degré 2 heures. Ce degré est porté à 3 heures si l'un des bâtiments abrite une exploitation à risques particuliers d'incendie (Arrêté du 22 novembre 2004. Les structures de chaque bâtiment doivent être conçues soit de manière à ce que l'effondrement de l'un n'entraîne pas l'effondrement de l'autre, soit de manière à ce que leurs structures principales présentent une stabilité au feu de même degré que le degré coupe-feu des parois d'isolement.

A ce jour, l'ensemble du groupement immobilier est construit sur la base de l'arrêté du 23 mars 1965 et notamment l'article
CO14 § 3. - Les éléments porteurs ou autoporteurs constituant le gros œuvre des bâtiments de plus de deux niveaux, mais de 28 mètres ou moins utilisés pour abriter des établissements de 1ère catégorie doivent offrir au moins une stabilité au feu de degré 1 heure ½, à l'exception de faux planchers dont la stabilité peut être réduite à ½ heure.
Toutefois, les planchers doivent être coupe-feu de degré 1 heure ½.

Au niveau de l'analyse du risque, l'isolement avec les tiers superposés et contigus est réalisé conformément à la réglementation actuelle. Cependant les poteaux se situent pour la plupart, dans les murs de l'Espace Louis Jouvet. Il n'y a pas de tiers en dessous de l'Etablissement Recevant du Public.
De plus l'article GN10 précise dans son § 1 : À l'exception des dispositions à caractère administratif, de celles relatives aux contrôles et aux vérifications techniques ainsi qu'à l'entretien, le présent règlement ne s'applique pas aux établissements existants.

§ 2 : Lorsque des travaux de remplacement d'installation, d'aménagement ou d'agrandissement sont entrepris dans ces établissements, les dispositions du présent règlement sont applicables aux seules parties de la construction ou des installations modifiées. Toutefois si ces modifications ont pour effet d'accroître le risque de l'ensemble de l'établissement, notamment si une évacuation différée est rendue nécessaire, des mesures de sécurité complémentaires peuvent être imposées après avis de la commission de sécurité.

Les travaux n'ont pas vocation à accroître le risque mais bien à limiter le risque au vue du schéma directeur. Le but des travaux est d'isoler le risque courant de l'établissement et d'augmenter le niveau de sécurité de l'ensemble immobilier.

Etant donné que la stabilité au feu des poteaux existant n'atteint pas le degré de stabilité au feu requis par rapport à la réglementation actuelle, l'exploitant demande une dérogation concernant la stabilité au feu des dits poteaux.

Avis de la commission
La demande concerne les poteaux supportant la partie de dalle commune avec le centre commercial et l'espace Louis Jouvet. Les poteaux devraient être stables au feu de degré 2 heures.
Etant donné la conformité du bâtiment au règlement de sécurité incendie dit «règlement de 1965», la commission de sécurité **émet un avis favorable** à cette demande de dérogation mais précise que lors de futures rénovations de l'espace Louis Jouvet, les poteaux devront être habillés afin d'obtenir une stabilité au feu de 2 heures pour la partie concernée.

Partie de l'établissement dont la dalle n'est pas commune avec le centre commercial :
L'établissement classé en 3ème catégorie devra posséder des structures stables au feu 1 heure (article CO 12).

- **Demande de dérogation n°2 : sorties de secours du rez-de-chaussée distantes de moins de 5 mètres**
  Afin d'isoler et de rendre indépendant l'établissement, le dégagement donnant dans le mail est supprimé et déplacé sur la façade situé place du forum.
  L'inconvénient de cette solution est de ne pas être réglementaire, par contre l'avantage de déplacer cette issue sur cette façade permettra de créer une sortie directe sur l'extérieur depuis les escaliers du sous-sol et évitera ainsi une évacuation par le mail du centre commercial.
  La commission **émet un avis favorable** à cette demande de dérogation.

- **Locaux à risques importants** : loge collective et local à décors.
  Une dérogation a été accordée par la sous-commission départementale de sécurité (PV du 03/04/2006 rapport n°E01000011-009-0-200) compte tenu que ces deux locaux ne possèdent pas de sas d'isolement contrairement aux articles L8, CO27 § 2 et CO 28.

- **Le 5 novembre 2019** : La mairie souhaite supprimer les RIA de l'établissement.
  Réponse de la sous-commission départementale de sécurité : **Avis défavorable**
  L'établissement est implanté dans un ensemble immobilier complexe à proximité du centre commercial des 4 AS en avis défavorable (article L35).

- **Le 9 janvier 2020** : La mairie explique la complexité technique de supprimer la partie sprinkler de la galerie marchande sur le théâtre et souhaite conserver ce matériel.
  Réponse de la sous-commission départementale de sécurité : **Avis favorable**
  L'installation de sprinklage peut être maintenue sous réserve de permettre à la galerie marchande des 4 AS de réaliser les opérations de maintenance et de vérification de ce moyen de secours.

210711

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Bâtiment de construction traditionnelle de 2 niveaux en rez-de-chaussée et sous-sol, il comprend :

- Au sous-sol :
  - 1 grande salle de 148,25 m² (EAS) ;
  - 1 petite salle de 99,59 m² ;
  - 1 salle de spectacle (EAS) de 266,81 m² avec scène intégrée et régie.
  - 1 loge collective ;
  - 1 local décors ;
  - 1 local technique ;
  - 1 local rangement ;
  - des sanitaires.

- Au rez-de-chaussée :
  - 1 foyer de 80,38 m² ;
  - 1 bureau responsable ;
  - des sanitaires.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement	Niveau locaux	Nature de l'activité	Surface en m²	Calcul de l'effectif	Effectifs	
					public	personnel
Théâtre Louis JOUVET	RDC	Foyer (type N)	80.38	1 pers/m²	81	5
	Sous-sol	Grande salle	148.25	1 pers/m²	149	/
	Sous-sol	Petite salle	99.59	1 pers/m²	100	/
	Sous-sol	Salle de spectacle	266.81	172*	180	/
Sous-total					**429**	**5**
TOTAL					**434**	

* déclaration : 180 personnes.

Lorsque le sous-sol est occupé, la salle du RDC ne l'est pas. Les effectifs du sous-sol et du RDC ne se cumulent pas.

Etablissement de Type : **L, N** Catégorie : **3ème**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples **(type L)** ;
- **Arrêté du 21 Juin 1982 (modifié)** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons **(type N)** ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

--*

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme de type 2a **SSI de catégorie B** Sans temporisation	Vérifiés par MPS le 26/08/2020 Vérification triennale par SOCOTEC le 15/02/2021 Rapport n° 941V12/21/541 *1 observation levée par MPS le 15/02/2021*
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par VERITAS le 14/02/2020 Rapport n° 8112898/121.3.1. R ERP : aucune observation ERT : 2 observations à lever Entretien par MS SECURITE le 15/02/2021
Installation électrique	
Extincteurs **RIA (3)**	Vérifiés par SICLI le 25/11/2020

CONTROLES EFFECTUES : - suite -

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Désenfumage naturel rez-de-chaussée	Vérifié par SSI le 03/11/2020
Désenfumage mécanique sous-sol (les 3 salles + circulations sous-sol)	Vérifié par SICLI le 18/06/2020
Clapets coupe-feu asservis	Vérifiés par MS SECURITE le 15/02/2021
Ascenseur (appareil levage PMR)	Vérifié par 2MA le 17/12/2020
Source centrale éclairage	Vérifiée par EATON le 11/03/2020
Installation de chauffage CTA (3)	Vérifiée par TECHNORAM le 28/11/2020
« Porteuses » Equipements de levage décors, son...	**A vérifier**
Formation du personnel	Personnel SSIAP en présence du public

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). Lorsque existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées **tous les trois ans** par un organisme agréé (article DF 10). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Ascenseur : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent (articles MS 72 et 73). - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73). - Dispositifs des équipements de levage scénique : tous les ans par une personne ou un organisme agréé (article L 57). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	La surveillance de l'établissement devra être assurée par des employés spécialement désignés et entraînés à la mise en œuvre des moyens de secours. L'organisation de cette surveillance relève de la responsabilité du chef d'établissement. En complément des missions spécifiques, le personnel affecté à la surveillance doit être formé à l'évacuation des personnes à mobilité réduite (article GN 8).
05	Mentionner dans les consignes à tenir en cas d'incendie à destination des personnels désignés la nécessité de fermer les deux vantaux de porte de façon hermétique pour garantir la protection des Personnes à Mobilité Réduite (PMR) contre le feu et les fumées au sein des locaux servant d'Espaces d'Attente Sécurisés (EAS) - (articles GN 8 et CO 59).
06	*15/18* - Mettre en place pendant les spectacles, se déroulant dans la salle de spectacles, un service de sécurité incendie composé de deux personnes désignées et formées à l'évacuation du public et à l'utilisation des moyens de secours et un agent de sécurité incendie titulaire de la qualification SSIAP 1 (article L 14).

21071

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du :15/03/2018
Prescriptions réalisées : toutes sauf n° 06 – 08 – observation n° 2 - 10 et 15
Prescriptions non-maintenue : observation n° 2 - n° 10
Prescription maintenue : n° 06 – 08 et 15 (permanente)

N°	DESIGNATION
07	*06/18* - Faire procéder à la vérification annuelle des dispositifs des équipements de levage scénique par un organisme agréé et fournir le Rapport de Vérification Réglementaire en Exploitation de cette installation à la sous-commission départementale de sécurité (article L 57).
08	*08/18* - Fournir le rapport d'audit du SSI à la sous-commission de sécurité (article R 123-48 du CCH).

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
09	Verrouiller le tableau électrique du bureau au rez-de-chaussée pour réserver son accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5).
10	Installer à proximité de la régie un extincteur à eau pulvérisé et deux extincteurs pour feux d'origine électrique (article L 48).

210711

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

THEATRE LOUIS JOUVET - BELFORT - E-010-01024-000 - 991

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 10 pages

Date de la Sous-Commission : le 11/03/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210712-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°210712
Date affichage
- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Monsieur Anthony STIRNEMANN, Responsable adjoint en charge de l'espace public et de la mobilité au sein de la Direction du patrimoine bâti, de l'espace public et des mobilités – Signature des bons de commande**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article L.2125-1-1° portant sur les accords-cadres ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 portant délégation générale donnée au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et autorisant le Maire à confier les prérogatives relevant de l'alinéa 4 à certains agents de la collectivité ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature à certains agents communaux pour les catégories d'actes qui relèvent de la gestion quotidienne d'une collectivité ;

Considérant que les bons de commandes émis dans le cadre de l'article susvisé au code de la commande publique sont des mesures d'exécution des marchés publics ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Anthony STIRNEMANN, Responsable adjoint en charge de l'espace public et de la mobilité, aux fins de signer les bons de commande émis :

- Soit dans le cadre d'un marché passé sous la forme d'un accord-cadre dans la limite du montant autorisé du marché,
- Soit pour les prestations de travaux, fournitures et services passées sur simple bon de commande dont le seuil est inférieur à 4.000 euros H.T.

210712

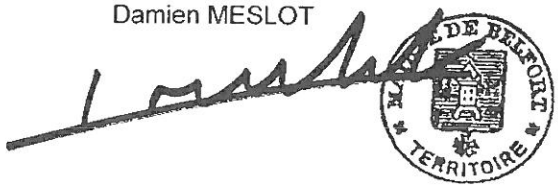
ARTICLE 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise au contrôle de légalité et à la Trésorerie municipale.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210713-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210713

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

Objet **: Délégation de signature à Madame Tania DE STEFANO, Directrice de l'Urbanisme – Signature des bons de commande**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article L.2125-1-1° portant sur les accords-cadres ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 portant délégation générale donnée au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et autorisant le Maire à confier les prérogatives relevant de l'alinéa 4 à certains agents de la collectivité ;

Vu l'arrêté n° 201110 en date du 8 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Tania DE STEFANO en tant que directrice adjointe de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fontion de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature à certains agents communaux pour les catégories d'actes qui relèvent de la gestion quotidienne d'une collectivité ;

Considérant que les bons de commandes émis dans le cadre de l'article susvisé au code de la commande publique sont des mesures d'exécution des marchés publics ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201110 est abrogé

210713

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Madame Tania DE STEFANO, Directrice de l'Urbanisme, aux fins de signer les bons de commande émis :

- Soit dans le cadre d'un marché passé sous la forme d'un accord-cadre dans la limite du montant autorisé du marché,
- Soit pour les prestations de travaux, fournitures et services passées sur simple bon de commande dont le seuil est inférieur à 4.000 euros H.T.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité et à la Trésorerie municipale.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210714-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210714

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : DAJ/GW
Code matière : 5.5

Objet **: Délégation de signature à Madame Tania DE STEFANO, Directrice de l'Urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.410-1-a portant sur la délivrance des certificats d'urbanisme ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L.111-8 portant sur les autorisations de travaux ,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.581- 9 portant sur la publicité, les enseignes et préenseignes à l'intérieur des agglomérations, ainsi que l'article L.581-21 portant sur la délivrance des autorisations ;

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201681 en date du 22 septembre 2020 portant délégation de signature à Madame Tania DE STEFANO en tant que directrice adjointe de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature à certains agents communaux pour les catégories d'actes qui relèvent de la gestion quotidienne d'une collectivité ;

210714

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201681 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Madame Tania DE STEFANO, Directrice de l'Urbanisme, aux fins de signer les actes suivants :

Dans le cadre de l'instruction des autorisations liées au droit des sols :

- Les certificats d'urbanisme et renseignements d'urbanisme de simple information,
- Les lettres de demande de pièces complémentaires,
- Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
- Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

Dans le cadre de l'instruction des autorisations de travaux :

- Les notifications de prolongation des délais d'instruction des dossiers,
- Les notifications des demandes de pièces complémentaires,
- Les demandes d'avis des services extérieurs sur les dossiers précités.

Dans le cadre de l'instruction des demandes d'enseignes et publicités :

- Les notifications de prolongation des délais d'instruction des dossiers,
- Les notifications des demandes de pièces complémentaires,
- Les demandes d'avis des services extérieurs sur les dossiers.

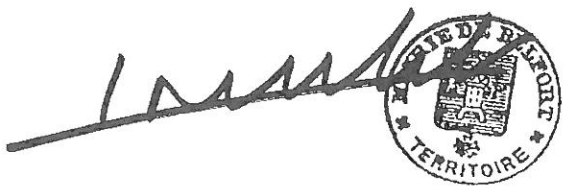
ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210715-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210715

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

Objet : **Délégation de signature à Madame Amandine DEBLAY chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210715

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Amandine DEBLAY chargée de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

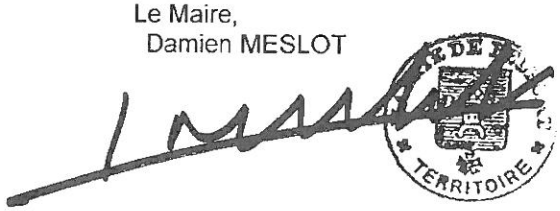
ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé-e et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210716-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210716

Date affichage
- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

Objet **: Délégation de signature à Madame Charlène HOUZÉ chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210716

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Charlène HOUZÉ chargée de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé-e et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210717-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210717

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Madame Maryline HUNOLD chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210717

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Maryline HUNOLD chargée de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

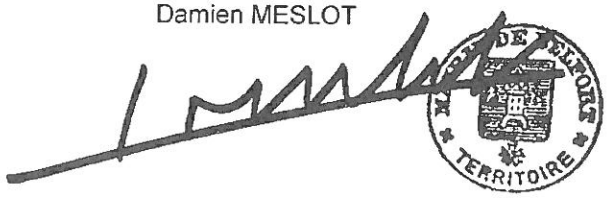
ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé-e et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210718-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210718

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Madame Monique NANINO chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210718

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Monique NANINO chargée de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé-e et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210719-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

N° 210719

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date affichage
- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Monsieur Thomas DENISET chargé de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210719

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Thomas DENISET chargé de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210720-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210720

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Monsieur Vincent COTTAZ chargé de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210720

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Vincent COTTAZ chargé de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210721-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210721

Date affichage
- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

Objet : **Délégation de signature à Monsieur Alan PECORARI chargé de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210721

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Alan PECORARI chargé de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210722-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210722

Date affichage
- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Monsieur Anthony ROPELÉ chargé de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210722

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Anthony ROPELÉ chargé de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT

MAIRIE DE BELFORT * TERRITOIRE *

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210723-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210723

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

Objet : **Délégation de signature à Madame Perrine BERTHELOT chargée de l'instruction des autorisations liées au droit des sols (ADS) au sein de la Direction de l'urbanisme**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1 qui autorise le maire à déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir et des déclarations préalables ainsi que ses articles R.410-5 et R.423-15 prévoyant que le Conseil Municipal peut décider de confier l'instruction des autorisations relatives à l'occupation du sol à un groupement de collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°14-216 du 18 décembre 2014 portant habilitation statutaire de la communauté d'agglomération belfortaine pour l'instruction des autorisations d'urbanisme des communes membres et la création d'un service communautaire d'instruction de ces autorisations ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort ;

Vu l'arrêté n° 201419 en date du 10 août 2020 portant délégation de signature à l'ensemble des agents chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols au sein de la direction de l'urbanisme ;

Considérant la nomination de Madame Tania DE STEFANO à la fonction de directrice de l'urbanisme au 1er avril 2021 ;

Considérant la nécessité de prendre des arrêtés individuels autorisant ainsi une gestion différenciée par agent qui permet de tenir compte des mouvements au sein du service ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature aux agents communaux chargés de l'instruction des autorisations liées au droit des sols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201419 est abrogé.

210723

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Perrine BERTHELOT chargée de l'instruction des autorisations d'occupation des sols afin de signer les actes suivants :

a) Les lettres de demande de pièces complémentaires,
b) Les lettres de notification des majorations et prolongations des délais d'instruction,
c) Les lettres de consultation des personnes publiques, services et commissions intéressées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé-e et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210724-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

N° 210724

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

Objet **: Délégation de signature à Madame Jeanne-Marie FOUSSE GUILLARD, Directrice adjointe de l'Accueil périscolaire au sein de la Direction de la vie scolaire – Signature des bons de commande - Abrogation**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article L.2125-1-1° portant sur les accords-cadres ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 portant délégation générale donnée au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et autorisant le Maire à confier les prérogatives relevant de l'alinéa 4 à certains agents de la collectivité ;

Vu l'arrêté n° 201121 en date du 8 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Jeanne-Marie FOUSSE-GAILLARD en tant que directrice adjointe de la vie scolaire ;

Considérant l'évolution des missions de Madame Jeanne-Marie FOUSSE-GAILLARD qui a changé de poste ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201121 est abrogé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

210724

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité et à la Trésorerie municipale.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT

VILLE DE BELFORT TERRITOIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210725-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°210725

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Madame Virginie WEISSANG, responsable du pôle scolaire au sein de la Direction de la vie scolaire – Signature des bons de commande**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article L.2125-1-1° portant sur les accords-cadres ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 portant délégation générale donnée au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et autorisant le Maire à confier les prérogatives relevant de l'alinéa 4 à certains agents de la collectivité ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature à certains agents communaux pour les catégories d'actes qui relèvent de la gestion quotidienne d'une collectivité ;

Considérant que les bons de commandes émis dans le cadre de l'article susvisé au code de la commande publique sont des mesures d'exécution des marchés publics ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Virginie WEISSANG, responsable du pôle scolaire, aux fins de signer les bons de commande émis :

- Soit dans le cadre d'un marché passé sous la forme d'un accord-cadre dans la limite du montant autorisé du marché,
- Soit pour les prestations de travaux, fournitures et services passées sur simple bon de commande dont le seuil est inférieur à 4.000 euros H.T.

210725

ARTICLE 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité et à la Trésorerie municipale.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210726-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210726

Date affichage
3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

Objet **: Délégation de signature à Madame Stella HUMBERT, Directrice du développement touristique et commercial – Signature des bons de commande**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article L.2125-1-1° portant sur les accords-cadres ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 portant délégation générale donnée au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et autorisant le Maire à confier les prérogatives relevant de l'alinéa 4 à certains agents de la collectivité ;

Considérant l'importance de la ville de Belfort et le nombre d'actes dont elle a la responsabilité, qu'il est de bonne gestion, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services communaux, de donner délégation de signature à certains agents communaux pour les catégories d'actes qui relèvent de la gestion quotidienne d'une collectivité ;

Considérant que les bons de commandes émis dans le cadre de l'article susvisé au code de la commande publique sont des mesures d'exécution des marchés publics ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Stella HUMBERT, directrice du développement touristique et commercial, aux fins de signer les bons de commande émis :

- Soit dans le cadre d'un marché passé sous la forme d'un accord-cadre dans la limite du montant autorisé du marché,
- Soit pour les prestations de travaux, fournitures et services passées sur simple bon de commande dont le seuil est inférieur à 4.000 euros H.T.

210726

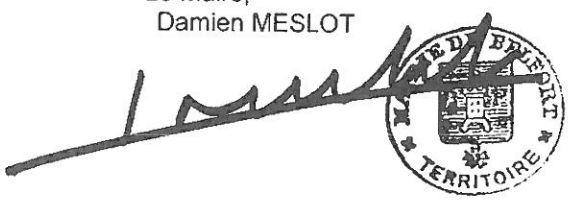
ARTICLE 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité et à la Trésorerie municipale.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210727-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°210727

Date affichage
- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Madame Delphine PATRICIO, Directrice de la politique de la ville, de la citoyenneté et de l'habitat - Signature des demandes de subventions, via le système dématérialisé IODA, au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) pour les opérations conventionnées avec l'ANRU**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 19-19 en date du 13 mars 2019 portant sur le programme de renouvellement urbain du quartier des Résidences ;

Considérant le règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU, adopté le 6 octobre 2020, et notamment ses articles 2.3, 3.3.1.2, 3.3.2 et 5.1 du règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU portant sur la capacité à agir au nom de l'organisme demandeur ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Delphine PATRICIO, Directrice de la politique de la ville, de la citoyenneté et de l'habitat, aux fins de signer par voie dématérialisée l'ensemble des dossiers de demandes de subventions déposé au titre du NPNRU, y compris les pièces justificatives portant sur :

- les demandes de contractualisation,
- les demandes d'engagement,
- les comptes-rendus d'exécution annuels (CREA),
- les demandes de paiement complémentaire et de solde,

pour les opérations conventionnées avec l'ANRU.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

210727

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210728-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210728

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Monsieur Thierry ROUSSEAU, Chef de projet contrat de ville et NPNRU au sein de la direction de la politique de la ville, de la citoyenneté et de l'habitat - Signature des demandes de subventions, via le système dématérialisé IODA, au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) pour les opérations conventionnées avec l'ANRU**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 19-19 en date du 13 mars 2019 portant sur le programme de renouvellement urbain du quartier des Résidences ;

Considérant le règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU, adopté le 6 octobre 2020, et notamment ses articles 2.3, 3.3.1.2, 3.3.2 et 5.1 du règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU portant sur la capacité à agir au nom de l'organisme demandeur ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry ROUSSEAU, Chef de projet contrat de ville et NPNRU, aux fins de signer par voie dématérialisée l'ensemble des dossiers de demandes de subventions déposé au titre du NPNRU, y compris les pièces justificatives portant sur :

- les demandes de contractualisation,
- les demandes d'engagement,
- les comptes-rendus d'exécution annuels (CREA),
- les demandes de paiement complémentaire et de solde,

pour les opérations conventionnées avec l'ANRU.

210728

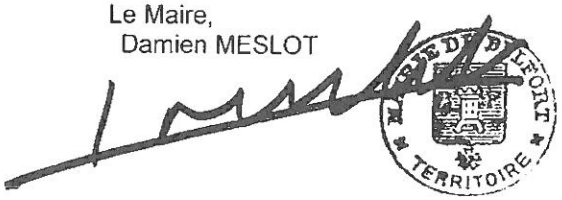
ARTICLE 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210503-210729-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°210729

Date affichage

- 3 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet* : Délégation de signature à Madame Célia LERLEY, Chargée de mission NPNRU et parc de logement social au sein de la direction de la politique de la ville, de la citoyenneté et de l'habitat - Signature des demandes de subventions, via le système dématérialisé IODA, au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) pour les opérations conventionnées avec l'ANRU**

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux directeurs et responsables de services communaux ;

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la ville de Belfort ;

Vu la délibération n° 19-19 en date du 13 mars 2019 portant sur le programme de renouvellement urbain du quartier des Résidences ;

Considérant le règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU, adopté le 6 octobre 2020, et notamment ses articles 2.3, 3.3.1.2, 3.3.2 et 5.1 du règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU portant sur la capacité à agir au nom de l'organisme demandeur ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Célia LERLEY, Chargée de mission NPNRU et parc de logement social, aux fins de signer par voie dématérialisée l'ensemble des dossiers de demandes de subventions déposé au titre du NPNRU, y compris les pièces justificatives portant sur :

- les demandes de contractualisation,
- les demandes d'engagement,
- les comptes-rendus d'exécution annuels (CREA),
- les demandes de paiement complémentaire et de solde,

pour les opérations conventionnées avec l'ANRU.

210729

ARTICLE 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le - 3 MAI 2021

Le Maire,
Damien MESLOT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210505-210747-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 05/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210747

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : VC/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - Hôtel Saint Christophe
Place d'Armes à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5ème catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 20 Z0063, délivrée le 24 août 2020, relative à la réalisation d'une trappe de livraison de fûts de boisson,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1er avril 2021, suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 18 mars 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'hôtel Saint Christophe, place d'Armes à Belfort,

Considérant l'absence de prescriptions de la commission communale d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 20 Z0063, qui précise que le dossier portant sur la réalisation d'une trappe de livraison de fûts de boisson, n'a pas de conséquences sur l'application de la règlementation en matière d'accessibilité,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique et de réception après travaux, en date du 18 mars 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *O, N* de *5e* catégorie** pour un effectif **total** de ***154* personnes**,

210747

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'Hôtel Saint Christophe, ainsi que l'ouverture au public des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT n°090 010 20 Z0063 sont autorisés.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'Hôtel Saint Christophe est cependant chargé, de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 1er avril 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 4, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions de 5 à 7, dans **un délai d'un mois**.

ARTICLE 3 : Le directeur de l'Hôtel Saint Christophe est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le - 5 MAI 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210747

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : **01/04/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

DOSSIER N° : **E-010-00151-000 510**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **HOTEL SAINT CHRISTOPHE**

Activité : **Hôtels** Type : **O et N** Catégorie : **5**

Adresse (n°, rue, commune) : **Place d Armes - 90000 BELFORT**

N° de dossier : **AT 090-010-20-Z0063** - réalisation d'une trappe de livraison de fûts de boissons

Motif de la visite : **visite périodique et visite de réception après travaux**

Rapport de visite **du 18/03/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
Mme BESANCENOT représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

210947

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Bâtiment de type R + 5 sur sous-sol comprenant 21 **chambres** réparties comme suit (déclaration Cf. visite du 18/03/2021) :

- au 5ème étage 3 chambres
- au 4ème étage 5 chambres
- au 3ème étage 5 chambres
- au 2ème étage 5 chambres
- au 1er étage 3 chambres

Les étages disposent d'un escalier encloisonné et d'une sortie sur toiture au moyen d'une échelle aérienne de sapeur-pompier donnant sur la rue du Repos.

Rez-de-chaussée
- un espace accueil / réception,
- un espace bar (51 m²),
- une salle de restauration (49 m²),
- sanitaires,
- local EDF « *puissance 150 kW* »,
- local plonge.

Sous sol
- cuisine.

Le rez-de-chaussée dispose de quatre dégagements d'une unité de passage, chacun donnant directement sur l'extérieur dont un permettant l'accès des personnes à mobilité réduite.

EFFECTIF MAXIMAL DU PUBLIC ADMISSIBLE

Etabli selon la capacité admissible par chambre réparties comme suit :

Effectif théorique du public			Cumul par niveau
- 5ème étage	03 chambres :	10 personnes	10 personnes
- 4ème étage	05 chambres :	11 personnes	21 personnes
- 3ème étage	05 chambres :	11 personnes	32 personnes
- 2er étage	05 chambres :	11 personnes	43 personnes
- 1er étage	03 chambres	06 personnes	**49 personnes**
Rez-de-chaussée			
- espace bar	51 m²	51 personnes	
- salle de restauration	49 m²	49 personnes	
Effectif du personnel		5 personnes	
Effectif total			**154 personnes**

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Type : **O** « hôtel » avec activité de type **N** « restaurant et débit de boisson » de **5ème** catégorie

TEXTES DE REFERENCE

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 22 Juin 1990** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de **5ème catégorie** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210747

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme *SSI de catégorie A* *EA de type 1*	Vérifiée par APAVE le 26/10/2020 N° R2041126-1-1 6 observations à lever dont 5 levées par EGS le 15/03/2021
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par APAVE le 25/10/2020 N° R2029356-1-1 ERP : **3 observations à lever** ERT : 33 observations levées par EGL le 17/03/2021
Installation électrique	
Extincteurs (x11)	Vérifiés par A2P le 30/07/2020
Installation de gaz *Chaufferie - cuisine*	Vérifiée par APAVE le 23/02/2021 N° R2129363-1-1
Hotte de cuisine	Vérifiée par LOGISSAIN le 28/02/2020
Installation de chauffage *Chaufferie gaz (48 kW)*	Vérifiée par DEP'AIR le 11/02/2021
Installation de désenfumage *Cage d'escalier*	Vérifiée par AIIP le 30/07/2020
Ascenseur *(1)*	Contrat de maintenance 2 MA Vérifié le 09/03/2021 Vérifié par APAVE le 15/02/2021 N° R212935801-1-1

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Portes automatiques	Vérifiées par ASSA ABLOY le 25/02/2020
Formation du personnel	3 personnes formées au SSI

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement : • installations électriques ; • éclairage de sécurité ; • désenfumage ; • chauffage ; • ascenseur ; • installation gaz ; • hotte de cuisine ; • portes automatiques ; • moyens de secours (Article PE 4). **Locaux à sommeil :** un contrat annuel d'entretien des systèmes de détection automatique d'incendie doit être souscrit par l'exploitant (article PE 4).
03	Faire réaliser par un organisme agrée un contrôle triennal du SSI A (avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du 28/05/2019). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission départementale de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
04	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

210747

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES

Procès-verbal de visite du : 31/05/2016
Prescriptions réalisées : n° 05 – 06
Prescription non maintenue : n° 04
Prescription maintenue : /

Observation :

Les travaux concernant une trappe de livraison de fûts de boissons n'ont pas été réceptionnés ce jour faute de réalisation (Cf. AT 090-010-20-Z0063 du 03/08/2020).

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
05	Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir une attestation de levée de ces observations (article R123-44).
06	Remettre les ferme-portes dans les locaux lingerie du 1er et 2ème étages (article PE 9).
07	Mettre à jour les plans d'évacuation et d'intervention (article PE 27).

Observations :

Le groupe de visite est informé que l'établissement a réalisé les travaux nécessaires pour rendre l'alarme perceptible par les personnes pouvant se trouver isolées des autres (WC).
De plus, l'exploitant déclare que la configuration des lieux et de la cage d'ascenseur ne permet pas de recevoir des PMR dans son établissement (il bénéficie à ce titre d'une dérogation délivrée par la commission accessibilité).

Le groupe de visite a constaté que les travaux de l'annexe de l'hôtel saint Christophe ne sont pas terminés à ce jour (SSI non installé). L'exploitant déclare ne pas héberger de public dans les deux chambres de cet établissement.

210747

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

HOTEL SAINT CHRISTOPHE - BELFORT - E-010-00151-000 - 510

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un :

- ✓ **Avis Favorable à la visite périodique ;**
- ✓ **Sans Avis à la visite de réception après travaux.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 01/04/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210505-210748-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 05/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210748

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : VC/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - avis favorable - Centre Culturel et Social des Résidences Bellevue
4 rue de Madrid à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (type X),

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 12 juin 1995 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux musées et aux salles destinées à recevoir des expositions à vocation culturelle (type Y),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 17 décembre 2020, suite à la visite périodique en date du 9 décembre 2020, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Centre Culturel et Social des Résidences Bellevue,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 9 décembre 2020 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

210748

Considérant que cet établissement est de **type *L, X, N et Y* de *2e* catégorie** pour un effectif **total** de ***913*** **personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité et d'accessibilité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du Centre Culturel et Social des Résidences Bellevue est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur du Centre Culturel et Social des Résidences Bellevue est cependant chargé, de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 17 décembre 2020 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 4, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions 7, 11 et 12, **immédiat puis de manière permanente**,
- pour les prescriptions 8 et 10, dans **un délai d'un mois,**
- pour les prescriptions 5 et 9, dans **un délai de deux mois,**
- pour la prescription 6, dans **un délai de trois mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur du Centre Culturel et Social des Résidences Bellevue est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le - 5 MAI 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210748

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **17/12/2020**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00176-000 94**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **CENTRE CULTUREL ET SOCIAL DES RESIDENCES BELLEVUE**

Activité : **centre socio culturel** Type : **L, X, N, Y** Catégorie : **2**

Adresse (n°, rue, commune) : **4 rue de Madrid - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 09/12/2020**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***rapporteur***

Absents excusés :
M. VOLA représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)
M. MELODRAMMA représentant le Directeur Départemental de la CSPP – service jeunesse et sports

Autre personne présente :

Mme SIMON SDIS 90

210748

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT

Bâtiment aménagé sur 2 niveaux : rez-de-chaussée haut et bas comprenant :

- **Rez-de-chaussée haut**
  - hall d'accueil **(EAS)**
  - salle d'exposition **110 m²**
  - salle des pas perdus
  - cafétéria **82 m²**
  - terrasse extérieure **(EAS)**
  - salle de spectacles de **316 places + 7 places PMR**
  - centre de ressources (ordinateurs – C.I.D.)
  - permanence de l'état civil
  - club adolescents
  - bureaux

- **Rez-de-chaussée bas**
  - salle familiale **145 m²**
  - local cours de cuisine
  - local de stockage divers
  - hall entre sol **(EAS)**
  - local activités artistiques et manuelles
  - salle de musculation avec vestiaires
  - local " Maison des Femmes "
  - salle de formation
  - annexe club adolescents
  - salle ludique
  - local stockage
  - salle de rencontre (belote, tarot, bridge...)

La visite périodique est agrémentée par deux réceptions de travaux, le procès verbal d'étude en date du 03/01/2017 concerne la mise en accessibilité et le procès verbal d'étude du 09/05/2017 porte sur le remplacement d'une façade rideau.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Effectif :

Rez-de-chaussée :	584	personnes
Entresol :	315	personnes
Personnel :	14	personnes
Total :	**913**	**personnes**

Etablissement de **types L, X, N, Y** de **2ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (**type L**) ;

- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (**type X**) ;

- **Arrêté du 21 juin 1982** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (**type N**) ;

- **Arrêté du 12 juin 1995** (modifié) portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité, relatives aux musées et aux salles destinées à recevoir des expositions à vocation culturelle (**type Y**) ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210748

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme *SSI de catégorie B* *Equipement d'alarme de type 2a* *Une seule zone d'alarme*	Vérifiée par MPS le 01/09/2020 Triennale par APAVE le 01/12/2020 Rapport n°1847291-26-1-R **5 observations à lever**
Asservissements portes coupe-feu	Vérifiés par MPS le 01/09/2020
Eclairage de Sécurité avec source centrale installée dans un local en arrière scène	Vérifiés par VERITAS le 03/03/2020 Rapport n° 8112898/83.3.1.R 2 observations levées par CTM Source centrale vérifiée par EATON le 16/09/2020
Installation électrique	
Extincteurs	Vérifiés par SICLI le 22/09/2020
RIA (x4)	Vérifiés par SICLI le 25/11/2020
Installation de chauffage GAZ *Chaufferie située au centre Léon Blum*	Vérifiée par CTM Ville de BELFORT le 28/08/2020 Contrôle d'étanchéité par LACAVE le 12/03/2020
Désenfumage *Salle de spectacle* *Espace d'Attente Sécurisé*	Vérifié par SSI FRANCE le 14/10/2020
Hotte de cuisine	Vérifiée par TECHNORAM le 23/06/2020
Ascenseur	Vérifié par 2MA le 12/10/2020 Vérification quinquennale par APAVE le 23/03/2016
Elévateur PMR Salle de sport	Vérifié par 2MA le 12/10/2020
Equipements scéniques	Vérifiés par TAMBE et VERITAS le 04/06/2020
Exercice d'évacuation	Effectué le 02/05/2018, notifié sur registre de sécurité

L'établissement dispose d'un DAE (défibrillateur automatique externe)

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Grande cuisine : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (article GC 22). - Ascenseur : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B – (article MS 73). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Mettre en place pendant les spectacles un service de sécurité incendie composé de deux personnes désignées et formées à l'évacuation du public et à l'utilisation des moyens de secours et un agent de sécurité incendie titulaire de la qualification SSIAP 1 (article L 14).

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 19/12/2017
Prescriptions réalisées : toutes sauf n°05
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : n° 05

N°	DESIGNATION
05	*05/17* - Etendre le système d'alarme existant en installant une alarme perceptible dans des lieux ou des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (article MS 64). **Constatation** : Des flashs lumineux sont manquants dans certains sanitaires. Le groupe de visite est informé de prochains travaux pour compléter l'installation.

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
06	Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir une attestation de levée de ces observations (article R 123.44 du CCH).
07	Supprimer le stockage de carton dans la régie et le guichet du rez-de-chaussée (article R123.48 du CCH).
08	Doter la régie et le local de projection : - d'un extincteur à eau pulvérisée, disposé en un endroit bien visible et toujours accessible ; - de deux extincteurs adaptés aux feux d'origine électrique (article L 44).
09	Faire en sorte, qu'en présence du public, toutes les portes de l'espace bar puissent s'ouvrir de l'intérieur par simple poussée ou par une manœuvre facile d'un seul dispositif par vantail (bec de canne, crémone, bouton moleté etc...) - (article CO 45).
10	Remettre un ferme-porte sur le bloc porte du local ménage (article CO 28).
11	Supprimer et interdire tout stockage dans les sanitaires de la salle de restauration (article R123.48 du CCH).
12	Verrouiller les tableaux électriques pour réserver leur accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5).

☞ **Observation** :

Le groupe de visite a procédé hors alimentation électrique à l'essai :

- alarme sonore : audible dans tout le bâtiment ;
- éclairage de sécurité : satisfaisant ;
- fermeture des portes asservies : OK.

210743

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

CENTRE CULTUREL ET SOCIAL DES RESIDENCES BELLEVUE - BELFORT - E-010-00176-000 - 94

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 17/12/2020

Signature du Président de séance : le Président,

[redacted] chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civiles

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210505-210749-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 05/05/2021

N° 210749

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique - avis favorable - Centre Culturel et Social Belfort Nord (2 bâtiments : Principal et Annexe)*
29 et 58 b avenue des Frères Lumières à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1er avril 2021, suite à la visite périodique en date du 15 mars 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Centre culturel et social Belfort Nord, 29 et 58 b avenue des Frères Lumières à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 15 mars 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'ensemble des bâtiments isolés entre-eux, composant le Centre Culturel et Social Belfort Nord, est un établissement **type *L* de *4e* catégorie** pour un effectif **total** de **352 personnes** réparti comme suit :

- le bâtiment principal, pour un effectif total de 250 personnes,
- le bâtiment annexe, pour un effectif total de 102 personnes

210749

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du Centre Culturel et Social Belfort Nord est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur du Centre culturel et social Belfort Nord est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 1er avril 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente**,
- pour la prescription 8, de **manière immédiate puis permanente,**
- pour les prescriptions 9 et 10, dans **un délai d'une semaine,**
- pour les prescriptions 4 et 5, dans **un délai de deux semaines,**
- pour la prescription 11, dans **un délai d'un mois,**
- pour la prescription 6, dans **un délai d'un mois puis de manière permanente,**
- pour la prescription 7, dans **un délai de deux mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur du Centre culturel et social Belfort Nord est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le - 5 MAI 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210749

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **01/04/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00191-000 544**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe JACOUTOT Denis

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **CENTRE CULTUREL ET SOCIAL BELFORT NORD - 2 BATIMENTS (PRINCIPAL et ANNEXE)**

Activité : **Salle polyvalente** Type : **L** Catégorie : **4ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **29 et 58 b Avenue des Frères Lumières - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 15/03/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)
M. MELODRAMMA représentant le Directeur Départemental de la CSPP (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Le centre culturel et social Belfort Nord est composé de deux bâtiments isolés entre eux :
- ✓ bâtiment principal,
- ✓ bâtiment annexe.

- **Bâtiment principal :**

  ✓ ***Description***

  Bâtiment de type R + 1 comprenant :

  - rez-de-chaussée : des salles d'activités
  - 1er étage : des salles d'activités et une grande salle

  ✓ ***Classement***

  Effectif théorique du public : 250 personnes

  Effectif total : 250 personnes

Etablissement de **type L de 4ème catégorie**

- **Bâtiment annexe :**

  ✓ ***Description***

  Bâtiment à simple rez-de-chaussée comprenant :

  - 1 atelier bois 20 personnes
  - 1 atelier pédagogique 5 personnes
  - 1 local jeunes 77 personnes
  -

  ✓ ***Classement***

  Effectif théorique du public : 102 personnes

  Effectif total : 102 personnes

Etablissement de **type L de 4ème catégorie**

210749

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples **(type L)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210749

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme	Vérifiée le 06/01/2021 par ESP
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par Veritas le 25/01/2021 Rapports n°8473746/75.4.1. R et 8473746/75.4.2. R
Installation électrique	**Observations levées par le CTM LE 12/02/2021**
Extincteurs	Vérifiés par SICLI le 15/09/2020
Installation de gaz	Vérifiée par LACAVE LE 01/03/2021
Installation de chauffage	Bâtiment principal, chaudière gaz vérifiée par CTM le 06/08/2020
	Bâtiment annexe, chaudière murale vérifiée par MUST le 19/02/2020
Conduit de fumée	Vérifié par Maillot le 19/10/2020 - certificat n°09431
Ascenseur	Vérifié par 2MA le 16/12/2020
	Vérification quinquennale par APAVE le 10/03/2021 Rapport N° 215511101-11-1
Formation du personnel	**A réaliser**
Exercice évacuation	Réalisé le 1003/2021 - RAS

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15). • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38 et MS 73). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent (article MS 73). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

210749

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du 29/03/2016
Prescriptions réalisées : n°07 - 08 - 09 - 10 - 12
Prescriptions non maintenues : /
Prescriptions maintenues : n° 04 - 05 - 06 - 11

N°	DESIGNATION
04	*04-/16 - 07/11* - S'assurer que le téléphone, dans le bâtiment principal, fonctionne en cas de coupure électrique dans le cas contraire prévoir son remplacement (MS 70 et L 17).
05	*05/16 - 08/11* - installer un téléphone, dans le bâtiment annexe qui ne fonctionne pas forcément avec les mêmes horaires d'ouverture que le bâtiment principal, et s'assurer qu'il fonctionne en cas de coupure électrique (articles MS 70 et L 17).
06	*06/16 - 04/14 - 14/13* - Des employés spécialement désignés devront être instruits sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraînés à la mise en œuvre des moyens de secours et à l'évacuation des PMR (article L 14).
07	*11/16* - Installer, dans le bâtiment annexe, un système d'alarme perceptible (flashs lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouvées isolées des autres (ex. WC, ...) (article MS 64).

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
08	Maintenir le coffret électrique fermé à clé dans le local rangement de la salle polyvalente dans le bâtiment principal (article EL 5).
09	Faire régler les ferme-portes le nécessitant dans les 2 bâtiments (article CO 28).
10	Faire en sorte, qu'en présence du public, toutes les portes puissent s'ouvrir de l'intérieur par simple poussée ou par une manœuvre facile d'un seul dispositif par vantail (bec de canne, crémone, bouton moleté, etc...) (article CO 45).
11	Rendre coupe-feu de degré 1 heure le lieu de stockage de bois conformément aux articles L 28, CO 27 et au PV d'étude du 09/05/2005.

Observation :

Le groupe de visite a procédé à l'essai des alarmes de type 4, dans les deux bâtiments, après coupure de l'énergie électrique. Les deux alarmes ne fonctionnaient pas. La directrice de l'établissement et la représentante du service patrimoine bâti de la ville de Belfort se sont engagées à mettre en place un autre dispositif de diffusion sonore répondant à l'IT 248 à l'issue de la visite, et dans l'attente de la réparation du dispositif en place.

210749

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

CENTRE CULTUREL ET SOCIAL BELFORT NORD – 2 BATIMENTS (PRINCIPAL et ANNEXE) - BELFORT - E-010-00191-000 – 544 et 544-1

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 01/04/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210505-210750-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 05/05/2021

N° 210750

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - avis favorable - Centre Leclerc (Parking silo)
1 avenue du Général de Gaulle à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 09 mai 2006 (modifié par arrêté du 26 juin 2008) portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 11 mars 2021, suite à la visite périodique en date du 17 février 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Centre Leclerc, 1 avenue du Général de Gaulle à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 17 février 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *PS* de 476 places de stationnement**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

210750

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du parking silo du Centre Leclerc est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur du Centre Leclerc est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 11 mars 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions 1 à 5, de **manière continue et permanente**,
- pour recquérir l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) concernant l'installation classée sous la rubrique 1185.2.a, et le transmettre au secrétariat de la commission de sécurité avant la réalisation des travaux, dans **un délai d'une semaine,**
- pour la prescription 6, dans **un délai d'un mois,**
- pour les prescriptions 7 à 9, dans **un délai de deux mois,**

ARTICLE 3 : Le directeur du Centre Leclerc est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le - 5 MAI 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210750

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **11/03/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00074-000 1023-1**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **CENTRE LECLERC - PARKING SILO**

Activité :**Parcs à stationnement** Type : **PS** Catégorie : **sans**

Adresse (n°, rue, commune) : **1 Avenue du Général de Gaulle - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 17/02/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent(s) excusé(s) :
M. COLLARD représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)
M. PIQUEREZ représentant le Directeur Départemental de la Sécurité Publique (AEM)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme SIMON SDIS 90

210750

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Parc de stationnement aérien largement ventilé dit «parking silo » de **476 places de véhicules** construit sur l'emprise du parking extérieur du centre commercial E. Leclerc de Belfort.

Le bâtiment possède 3 étages sur rez-de-chaussée. Les 4 niveaux sont accessibles aux véhicules et desservis par des rampes à double sens situées en façade Est, le long de la Savoureuse.
L'entrée et la sortie des véhicules dans le parc de stationnement s'effectuent en façade Ouest.

Les piétons accèdent principalement au parking par la galerie couverte reliant l'entrée du centre commercial au parking silo.
Deux escaliers et un ascenseur permettent d'accéder aux différents niveaux.

Les places adaptées aux Personnes à Mobilité Réduite (3,3 x 5 m), au nombre de 12, sont toutes situées au rez-de-chaussée afin de permettre une meilleure accessibilité et une liaison plus aisée au centre commercial.

Le parc de stationnement est isolé du centre commercial par une aire libre de plus de huit mètres de façade à façade.
Des travelators et paliers intermédiaires sont implantés en façade Est du parc de stationnement dans l'aire d'isolement des deux bâtiments. Ces équipements techniques ne présentent pas de potentiel calorifique (RVRAT Alpes contrôles du 17/08/2015).

Compte tenu de l'implantation du parc de stationnement sur une voie engins existante, un espace libre avec chemin d'accès de 1,80 mètre a été réalisé en façade Sud du centre commercial.

Le service de sécurité du centre commercial est constitué de 3 SSIAP dont un chef d'équipe + 1SSIAP 1 en complément du service de sécurité réglementaire.

EFFECTIF MAXIMAL DE VEHICULES ADMISSIBLES :

Nombre de places de stationnement : **476 places**

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Type : **PS** Catégorie : **sans**

TEXTES DE REFERENCE

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 09 mai 2006** (modifié par arrêté du 26 juin 2008) portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public **(parcs de stationnement couverts)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210750

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme *Equipement d'alarme de type 3* *Avec message préenregistré*	Vérifiée par EIMI le 06/02/2020 **3 observations à lever**
Installation électrique	Vérifiés par SOCOTEC le 01/04/2020 - **Triennale** Rapport n° 941V2/20/935 **ERT : 5 observations à lever**
Eclairage de Sécurité	**ERP : 1 observation à lever**
Extincteurs	Vérifiés par ISOGARD en 13/01/2021
Colonnes sèches (02)	Vérifiées par TYCO le 16/05/2017 **A réaliser**
Travelators	Vérifié par SOCOTEC le 12/06/2020 Rapport n° 942V2/20/1470 **6 observations à lever** Vérifiés par OTIS - contrat de maintenance

210750

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer une maintenance régulière des installations suivantes par un professionnel qualifié. A cette occasion des essais de fonctionnement seront réalisés une fois par an : - installations électriques ; - dispositifs de signalisation ; - systèmes d'alarme, de détection et de sécurité incendie ; - moyens de lutte contre l'incendie ; - Dispositifs d'obturation coupe-feu. Ces installations devront être également vérifiées par un organisme agréé tous les cinq ans (article PS 32).
03	Effectuer les vérifications suivantes : - ascenseur : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - trottoirs roulants (travelators) : • tous les ans par une personne ou un organisme agréé : ➢ Examen du maintien de la conformité acquise lors de la mise en service ou après une transformation importante ➢ Examen de l'état de conservation des éléments d'installation ➢ Vérification du fonctionnement des dispositifs de sécurité • au milieu de la période annuelle ci-dessus par le service ou l'entreprise chargé de l'entretien : examen supplémentaire des chaines et crémaillères (article AS 10) **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
04	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
05	Conformément à l'article GN 8 de l'arrêté du 24 septembre 2009 relatif aux principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation des personnes en situation de handicap, les personnes en situation de handicap seront accueillies au rez-de-chaussée du parc, elles pourront évacuer soit par leur propre moyen, soit être évacuées par le personnel de l'établissement (prescription n° 40 du PV d'étude du 11/08/201.

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES

Procès-verbal de visite du : 12/09/2017
Prescriptions réalisées : toutes sauf n° 07 – 08 -
Prescription non maintenue : /
Prescriptions maintenues : toutes sauf n° 11 et 12

N°	DESIGNATION
	En façade Est, à proximité des rampes et à une distance de 14,5 mètres de la façade du parking, il existe un groupe froid fonctionnant avec du gaz frigorigène R404A. La rubrique 2920 ne s'applique plus au gaz frigorigène sauf pour les fluides dangereux (par exemple l'ammoniac ou gaz inflammables). L'installation de la société Beldis est maintenant classée sous la rubrique 1185.2.a (Gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone - Emploi dans des équipements clos - Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg). L'arrêté ministériel correspondant à la rubrique 1185 est l'arrêté du 02/04/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185. Le § 1.2 de l'annexe de l'arrêté du 02/04/02 précise notamment : « **Toute modification apportée par le déclarant** à l'installation, à son mode d'exploitation ou **à son voisinage**, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, **doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet** qui peut exiger une nouvelle déclaration (référence : article 31 du décret du 21 septembre 1977) ». **L'exploitant doit donc informer le préfet via la DREAL qu'un parc de stationnement couvert va s'implanter à 2 mètres de ces installations en plein air protégées par une enceinte grillagée.** **Dans un souci d'harmonisation et de cohérence des avis des administrations, la commission recommande au maire de demander à l'exploitant de requérir l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et de transmettre cet avis au secrétariat de la commission de sécurité avant réalisation des travaux.**
06	*07/17 - 05/15* - Fournir à la sous-commission de sécurité un courrier confirmant l'information du Préfet, via la DREAL, de l'implantation du parc de stationnement à proximité du groupe froid fonctionnant avec du gaz frigorigène R404A (réf. Prescription n° 08 du PV d'étude du 11/08/2015).
07	*08/17 - 06/15* - Fournir à la commission de sécurité une attestation du service des eaux confirmant les débits simultanés des deux poteaux d'incendie obtenus lors des essais du 06/08/2015 à 09 h 00 (article MS 6, prescription n° 36 du PV d'étude du 11/08/2015).

210750

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

N°	DESIGNATION
08	Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérifications réglementaires et fournir, par l'intermédiaire de la mairie, une attestation de levée de ces observations (article GE 6).
09	Réaliser le contrôle des colonnes sèches par un professionnel qualifié (article PS 32).

210730

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

CENTRE LECLERC - PARKING SILO - BELFORT - E-010-00074-000 - 1023-1

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 8 pages

Date de la Sous-Commission : le 11/03/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210510-210776-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/05/2021

N° 210776

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite de contrôle sur demande du Maire - levée de l'avis défavorable de la visite périodique - avis favorable - Lycée Professionnel Diderot (Bâtiment A) Rue Alembert à Belfort et Bavilliers*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5ème catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 22 février 2018, suite à la visite périodique en date du 8 février 2018, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Lycée Professionnel Diderot, rue Alembert à Belfort et Bavilliers,

Vu la transmission par courrier le 29 mars 2018 au SDIS, via la mairie, des rapports de vérification règlementaires en exploitation pour les installations électriques et d'éclairage de sécurité, ainsi que les informations complémentaires apportées au groupe de visite le 28 janvier 2021, relatives à l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP),

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 28 janvier 2021, suite à la visite de contrôle sur demande du Maire, en date du 19 janvier 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Lycée Professionnel Diderot, rue Alembert à Belfort et Bavilliers,

Considérant l'AVIS DÉFAVORABLE au maintien de l'ouverture au public du bâtiment A du Lycée Professionnel Diderot, émis le 22 février 2018, par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par :

- l'absence de réalisation à cette date, de solutions équivalentes ou d'Espaces d'Attente Sécurisés pour permettre l'évacuation différée des PMR occupant tous les niveaux de l'établissement et de dispositifs permettant de percevoir l'alarme en cas de déficience sensorielle,
- l'absence de contrôles périodiques de l'ensemble des installations électriques et de l'éclairage de sécurité par l'organisme agréé SOCOTEC,

Considérant la transmission par courrier le 29 mars 2018 au SDIS, via la mairie, des rapports de vérification règlementaires en exploitation pour les installations électriques et d'éclairage de sécurité,

Considérant que le bâtiment A de cet établissement, bénéficie d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP), validé jusqu'en 2023 et que les demandes d'autorisations de travaux ont été déposées en 2020 pour la réalisation de ces mesures,

Considérant la levée de l'avis défavorable en AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS au maintien de l'ouverture du bâtiment A du Lycée Professionnel Diderot, émis le 28 janvier 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'ensemble des bâtiments isolés entre-eux, composant le bâtiment A du Lycée Professionnel Diderot, pour un **effectif total** de **917 personnes** est réparti comme suit :

- **le bâtiment A, de type R de 5e catégorie, pour un effectif total de 93 personnes,**
- les bâtiments E, G, R, H et F, de type R, N de 3e catégorie, pour un effectif total de 570 personnes,
- les bâtiments M et C, de type R de 4e catégorie, pour un effectif total de 254 personnes,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment A du Lycée Professionnel Diderot est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur du Lycée Professionnel Diderot est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 28 janvier 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente**,
- pour la prescription 4, **immédiat puis de manière permanente**,
- pour les prescriptions 5, 6, 7, 9 et 10, dans **un délai de deux semaines,**
- pour les prescriptions 8 et 11, dans **un délai de trois mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur du Lycée Professionnel Diderot est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

210776

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 10 MAI 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210776

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : **28/01/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

DOSSIER N° : **E-008-00015-000 59-1**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **LYCEE PROFESSIONNEL DIDEROT - Bâtiment A**

Activité : **Enseignement** Type : **R** Catégorie : **5**

Adresse (n°, rue, commune) : **rue Alembert - 90800 BAVILLIERS – 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite de contrôle sur demande du maire – Levée de l'avis défavorable**

Rapport de visite **du 19/01/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEURS représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
M. JUHIN représentant le Maire de BAVILLIERS (Avis Ecrit et Motivé)
M. KNEIP représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme SIMON SDIS 90

210776

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Etablissement composé de **3 bâtiments isolés entre eux** :

- **Bâtiment A** (R + 1 sur sous-sol) **Objet de la présente visite**
  - administration, 5 salles de classe, ateliers électroniques, archives, 1 chaufferie gaz.

- **Bâtiments EGRHF** (R + 2 sur sous-sol) **Type R - N de 3ème catégorie**
  - ateliers, salles de classe, foyer, restauration, CDI, 2 chaufferies gaz

Bâtiment MC (simple rez-de-chaussée) **Type R de 4ème catégorie**
  - ateliers, salles de cours, bureaux, infirmerie, 1 chaufferie gaz.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement relevant de personnes de droit public

- **Bâtiment A** **Total : 93 personnes**

Type R de 5ème catégorie

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 22 Juin 1990** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de **5ème catégorie** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;

- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge.

210776

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES : contrôles communs aux bâtiments (EGRFH, MC, A)

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
SSI. A – Alarme de type 1 **Alarme commune à tous les bâtiments** **DM dans les circulations** **Temporisation à 2 mn** **Détection pour le bâtiment M**	Vérification triennale par SOCOTEC le 13/01/2021 N°941V2/21/157 **1 observation à lever** Vérifiée par CHUBB (contrat d'entretien) le 16/09/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiées par SOCOTEC le 26/06/2020 N° 941V2/20/2099 **ERP : aucune observation** **ERT : 9 observations à lever**
Installation électrique	
Extincteurs	Vérifiés par CARON SECURITE le 12/02/2020
Rideau d'eau cuisine ouverte - *bât. R*	Remis en état de fonctionnement par THERCO le 24/10/2020
Colonnes sèches - *bât. A et G*	installations HS démontées ou signalisation supprimée en 2020
Installation de gaz	Vérifiée par APAVE le 17/01/2020 Rapport n° 2017298-1-1 **1 observation à lever**
Installation de chauffage GAZ **3 chaufferies** **Conduits**	Vérifiée par APAVE le 17/01/2020 Contrat d'entretien par Sté COFELY (entretien fait le 11/02/2020 pour bât A et R - le 03/11/2020 pour bât M) Ramonage fait par MAILLOT le 14/01/2020
Désenfumage	Vérifié par CARON SECURITE le 10/03/2020
Ascenseurs **2 dans bâtiments EGRFH** **1 dans bâtiment A**	Vérifications annuelles par OTIS Vérification quinquennale par SOCOTEC le 25/09/2020 N°941V2/20/2437 **1 observation à lever**
Appareils de cuisson - *bât. R*	Vérifiés par INSTALL'NORD le 16/09/2020
Hotte de cuisine - *bât. R*	Vérifiée par TECHNIVAP le 29/08/2020
Exercice d'évacuation	Réalisé le 03/10/2020
Formation du personnel	5 personnes formées au SSI en 2019

210776

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement : • installations électriques, • éclairage de sécurité, • installation de chauffage, • installation de gaz, • installation de désenfumage, • ascenseurs • moyens de secours (alarme, SSI, extincteurs, poteaux incendies privés...) - (article PE 4). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 22/02/2018
Prescriptions réalisées : toutes sauf n° 11 et 24
Prescription non maintenue : /
Prescriptions maintenues : n° 11 et 24

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

N°	DESIGNATION
04	***11/18*** - Maintenir les issues des salles de classe déverrouillées et dégagées en présence du public. A défaut, faire en sorte que toutes les portes de ces issues puissent s'ouvrir de l'intérieur par simple poussée ou par une manœuvre facile d'un seul dispositif par vantail (bouton moleté, bec de canne, crémone etc.) Les salles susceptibles d'accueillir plus de 19 personnes doivent disposer d'au moins deux points d'évacuation. Les portes interclasses ne doivent pas donner accès à une salle verrouillée (article PE 11).
05	***24/18*** - Ajouter un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres au rez-de-chaussée (article PE 26).

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

N°	DESIGNATION
	Pour l'ensemble des bâtiments :
06	Verrouiller les tableaux électriques pour réserver leur accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5).
07	Faire en sorte que les extincteurs soient visibles et facilement accessibles (article MS 39),
08	Modifier les portes de classe équipées d'un oculus en PVC qui donnent sur les circulations. Celles-ci doivent être pare-flammes de degré ½ heure (article CO 24).
09	Remettre en bon état de fonctionnement les ferme-portes afin de garantir une fermeture complète des portes qui en sont équipées (articles CO 28 et CO 53).
10	Aménager les salles de classes (tables et chaises) afin de permettre une évacuation rapide et sûre (article CO 35).
	Pour l'atelier :
	L'atelier technique est d'une superficie de 707,8 m². Celui-ci doit donc disposer d'un dispositif de désenfumage.
11	Réaliser, lors de prochains travaux, le désenfumage de l'atelier selon les dispositions de l'instruction technique n°246 (article PE 14).

Observations :

L'avis défavorable de l'établissement était motivé en partie par l'absence de mesures prises pour l'évacuation différée des personnes à mobilité réduite. Le représentant de la région informe le groupe de visite que l'établissement bénéficie d'un ADAP validé jusqu'en 2023. De plus, plusieurs autorisations de travaux ont été déposés en 2020 pour la réalisation de ces mesures. Enfin, le secrétariat de la sous-commission de sécurité avait reçu le 29/03/2018, via la mairie, les rapports de vérification règlementaires en exploitation pour les installations électriques et d'éclairage de sécurité qui motivaient également l'avis défavorable. De ce fait, l'avis défavorable peut donc être levé et un **avis favorable émis.**

210776

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

LYCEE PROFESSIONNEL DIDEROT - Bâtiment A – BAVILLIERS - BELFORT – E-008-00015-000 - 59-1

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 6 pages

Date de la Sous-Commission : le 28/01/2021

Signature du Président de séance : le Président,

~~L'adjoint au~~ chef du service
Interministériel de Défense
de Protection Civile

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210511-210786-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 11/05/2021

N° 210786

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

Objet : visite périodique - levée de l'avis défavorable - avis favorable - Lycée Professionnel Diderot (Bâtiments M et C)
Rue Alembert à Belfort et Bavilliers

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 22 février 2018, suite à la visite périodique en date du 8 février 2018, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Lycée Professionnel Diderot, rue Alembert à Belfort et Bavilliers,

Vu la réception des documents permettant de justifier du contrôle des installations électriques et de l'éclairage de sécurité par un organisme agréé, ainsi que du Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux (RVRAT) relatif aux travaux définis dans le procès-verbal d'étude du 6 mars 2012,

Vu le procès-verbal de visite périodique, de la sous-commission départementale de sécurité en date du 19 janvier 2021, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Lycée Professionnel Diderot, rue Alembert à Belfort et Bavilliers,

Considérant l'AVIS DÉFAVORABLE au maintien de l'ouverture au public des bâtiments M et C du Lycée Professionnel Diderot, émis le 22 février 2018, par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par :

- l'absence de RVRAT relatif aux travaux définis dans le procès-verbal d'étude du 6 mars 2012,
- l'absence de contrôles périodiques de l'ensemble des installations électriques et de l'éclairage de sécurité par l'organisme agréé SOCOTEC,

Considérant la réception des documents permettant de justifier du contrôle des installations électriques et de l'éclairage de sécurité par un organisme agréé, ainsi que du RVRAT relatif aux travaux,

Considérant la levée de l'avis défavorable en AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS au maintien de l'ouverture des bâtiments M et C du Lycée Professionnel Diderot, émis le 19 janvier 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'ensemble des bâtiments isolés entre-eux, composant les bâtiments M et C du Lycée Professionnel Diderot, pour un **effectif total** de **917 personnes** est réparti comme suit :

- le bâtiment A, de type R de 5e catégorie, pour un effectif total de 93 personnes,
- les bâtiments E, G, R, H et F, de type R, N de 3e catégorie, pour un effectif total de 570 personnes,
- **les bâtiments M et C, de type R de 4e catégorie, pour un effectif total de 254 personnes,**

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public des bâtiments M et C du Lycée Professionnel Diderot est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur du Lycée Professionnel Diderot est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 19 janvier 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 4, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions 8, 11 et 12 dans **un délai de deux semaines,**
- pour les prescriptions 6, 7, 9 et 10, dans **un délai d'un mois,**
- pour la prescription 5, dans **un délai de six mois**.

ARTICLE 3 : Le directeur du Lycée Professionnel Diderot est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

210786

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 11 MAI 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210786

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : **19/01/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

DOSSIER N° : **E-008-00016-000 59-2**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **LYCEE PROFESSIONNEL DIDEROT - Bâtiments M et C**

Activité : **Enseignement** Type : **R** Catégorie : **4**

Adresse (n°, rue, commune) : **rue Alembert - 90800 BAVILLIERS – 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique – Levée avis défavorable du 22/02/2018**

Rapport de visite **du 19/01/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent(s) excusé(s) :
M. JUHIN représentant le Maire de BAVILLIERS (Avis Ecrit et Motivé)
M. KNEIP représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme SIMON SDIS 90

210786

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Etablissement composé de **3 bâtiments isolés entre eux** :

- **Bâtiments MC** (simple rez-de-chaussée) **Objet de la présente visite**
  - ateliers, 8 salles de cours, bureaux, infirmerie, 1 chaufferie gaz.
- **Bâtiments EGRHF** (R + 2 sur sous-sol) **Type R - N de 3ème catégorie**
  - ateliers, salles de classe, foyer, restauration, CDI, 2 chaufferies gaz
- **Bâtiment A** (R + 1 sur sous-sol) **Type R de 5ème catégorie**
  - administration, salles de classe, ateliers électroniques, archives, 1 chaufferie gaz.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement relevant de personnes de droit public

- **Bâtiments MC** Total : **254 personnes**

Type R de 4me catégorie

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement **(type R)** ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de **l'éducation** et dont les collectivités locales ont la charge.

210786

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES : contrôles communs aux bâtiments (EGRFH, MC, A)

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
SSI. A – Alarme de type 1 **Alarme commune à tous les bâtiments** **DM dans les circulations** **Temporisation à 2 mn**	Vérification triennale par SOCOTEC le 13/01/2021 N°941V2/21/157 **1 observation à lever**
Détection pour le bâtiment M	Vérifiée par CHUBB (contrat d'entretien) le 16/09/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiées par SOCOTEC le 26/06/2020 N° 941V2/20/2099 **ERP : aucune observation** **ERT : 9 observations à lever**
Installation électrique	
Extincteurs	Vérifiés par CARON SECURITE le 12/02/2020
Rideau d'eau cuisine ouverte - *bât. R*	Remis en état de fonctionnement par THERCO le 24/10/2020
Colonnes sèches - *bât. A et G*	installations HS démontées ou signalisation supprimée en 2020
Installation de gaz	Vérifiée par APAVE le 17/01/2020 Rapport n° 2017298-1-1 **1 observation à lever**
Installation de chauffage GAZ **3 chaufferies**	Vérifiée par APAVE le 17/01/2020
Conduits	Contrat d'entretien par Sté COFELY (entretien fait le 11/02/2020 pour bât. A et R - le 03/11/2020 pour bât. M) Ramonage fait par MAILLOT le 14/01/2020
Désenfumage	Vérifié par CARON SECURITE le 10/03/2020
Ascenseurs **2 dans bâtiments EGRFH** **1 dans bâtiment A**	Vérifications annuelles par OTIS Vérification quinquennale par SOCOTEC le 25/09/2020 N°941V2/20/2437 **1 observation à lever**
Appareils de cuisson - *bât. R*	Vérifiés par INSTALL'NORD le 16/09/2020
Hotte de cuisine - *bât. R*	Vérifiée par TECHNIVAP le 29/08/2020
Exercice d'évacuation	Réalisé le 03/10/2020
Formation du personnel	5 personnes formées au SSI en 2019

210786

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Grande cuisine : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GC 21 et GC 22). - Ascenseur : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • RIA/CS : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A (détection) – (article MS 73). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire. Le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).

210786

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 22/08/2018
Prescriptions réalisées : toutes sauf n° 06 et 10
Prescription non maintenue : /
Prescriptions maintenues : n° 06 et 10

Les prescriptions anciennes qui figurent ci-dessous ne concernent que les bâtiments M et C

N°	DESIGNATION
05	*06/18 - 17/15 -* Réaliser les travaux qui peuvent être nécessaires, d'une part, à la perceptibilité de l'alarme incendie par les personnes handicapées (physiques, sensorielles...) pouvant se trouver isolées des autres (WC, locaux...) et, d'autre part, à la mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie. (articles L 123-2, R 123-4, L 111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et nouveaux articles GN 8, MS 64... du règlement de sécurité du 25 juin 1980). Avant leur réalisation, **ces travaux s'ils s'avèrent nécessaires devront être impérativement autorisés par l'autorité de police** compétente dans les conditions fixées aux articles L 111-8 et R 111-19-17 du CCH (notamment).
06	*10/18 -* Installer des dispositifs permettant l'ouverture des portes par une manœuvre simple de la seconde sortie de la salle de cours ou à défaut, limiter l'effectif de la salle à 19 personnes (articles CO 45 et CO 38). **Observation :** La prescription n°11 demandait un RVRAT par un organisme agréé attestant de la conformité de la réalisation de la plateforme pédagogique et permettant la réception des travaux définis au procès-verbal d'étude du 6 mars 2012. ⇨ RVRAT établi par SOCOTEC le 14/02/2018 n° 941V2/18/537

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

N°	DESIGNATION
	Pour l'ensemble des bâtiments :
07	Verrouiller les tableaux électriques pour réserver leur accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5).
08	Faire en sorte que les extincteurs soient visibles et facilement accessibles (article MS 39).
09	Modifier les portes de classe équipées d'un oculus en PVC qui donnent sur les circulations. Celles-ci doivent être pare-flammes de degré ½ heure (article CO 24).
10	Remettre en bon état de fonctionnement les ferme-portes afin de garantir une fermeture complète des portes qui en sont équipées (articles CO 28 et CO 53).
11	Aménager les salles de classes (tables et chaises) afin de permettre une évacuation rapide et sûre (article CO 35).
	Bâtiments M
12	Equiper d'un ferme porte le local technique au rez-de-chaussée (article CO 28).

210786

Observations :

L'avis défavorable de l'établissement était motivé par l'absence de contrôles des installations électriques et de l'éclairage de sécurité par un organisme agréé ainsi que par l'absence de RVRAT concernant les travaux du procès-verbal d'étude du 06 mars 2012.

L'ensemble des documents a été fourni, de ce fait, l'avis défavorable peut donc être levé et un **avis favorable** émis.

210786

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

LYCEE PROFESSIONNEL DIDEROT - Bâtiments M et C – BAVILLIERS - BELFORT – E-008-00016-000 - 59-2

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 28/01/2021

Signature du Président de séance : le Président,

~~L'adjoint au~~ chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civiles

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210511-210787-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 11/05/2021

N° 210787

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique - levée de l'avis défavorable - avis favorable - Lycée Professionnel Diderot (Bâtiments E, G, R, H et F)*
Rue Alembert à Belfort et Bavilliers

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 22 février 2018, suite à la visite périodique en date du 8 février 2018, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Lycée Professionnel Diderot, rue Alembert à Belfort et Bavilliers,

Vu les informations transmises au groupe de visite le 19 janvier 2021, relatives à l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP), à la remise en état du rideau d'eau de la cuisine et du contrôle des installations électriques,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 28 janvier 2021, suite à la visite périodique en date du 19 janvier 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du Lycée Professionnel Diderot, rue Alembert à Belfort et Bavilliers,

Considérant l'AVIS DÉFAVORABLE au maintien de l'ouverture au public des bâtiments E, G, R, H et F, du Lycée Professionnel Diderot, émis le 22 février 2018, par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par :

- l'absence de réalisation à cette date, de solutions équivalentes ou d'Espaces d'Attente Sécurisés pour permettre l'évacuation différée des PMR occupant tous les niveaux de l'établissement et de dispositifs permettant de percevoir l'alarme en cas de déficience sensorielle,
- l'absence de contrôles périodiques de l'ensemble des installations électriques et de l'éclairage de sécurité par l'organisme agréé SOCOTEC,
- la non-conformité de l'isolement de la cuisine, non attestée par un organisme agréé, comme demandé dans la prescription 19 du procès-verbal du 14 février 2012, ainsi que dans la prescription 11 du procès-verbal du 10 mars 2015,

Considérant que les bâtiments E, G, R, H et F de l'établissement bénéficie ADAP, validé jusqu'en 2023, et que les demandes d'autorisations de travaux ont été déposées en 2020 pour la réalisation de ces mesures,

Considérant la remise en état du rideau d'eau de la cuisine, attestée par THERCO le 24 octobre 2020, ainsi que du contrôle des installations électriques effectué par SOCOTEC le 26 juin 2020,

Considérant la levée de l'avis défavorable en AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS au maintien de l'ouverture des bâtiments E, G, R, H et F du Lycée Professionnel Diderot, émis le 28 janvier 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'ensemble des bâtiments isolés entre-eux, composant les bâtiments E, G, R, H et F du Lycée Professionnel Diderot, pour un **effectif total** de **917 personnes** est réparti comme suit :

- le bâtiment A, de type R de 5e catégorie, pour un effectif total de 93 personnes,
- **les bâtiments E, G, R, H et F, de type R, N de 3e catégorie, pour un effectif total de 570 personnes,**
- les bâtiments M et C, de type R de 4e catégorie, pour un effectif total de 254 personnes,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public des bâtiments E, G, R, H et F du Lycée Professionnel Diderot est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur du Lycée Professionnel Diderot est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 19 janvier 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 4, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions 9, 10 et 17, **immédiat puis de manière permanente,**
- pour les prescriptions 5, 6, 8, 11, 13, 14, 15 et 18, dans **un délai de deux semaines,**
- pour les prescriptions 7 et 19, dans **un délai de trois mois,**
- pour la prescription 16, dans **un délai de deux semaines** pour vider de tout potentiel calorifique le local détente, ou, à défaut et dans **un délai de trois mois**, pour isoler cette salle en local à risques particuliers.

210787

ARTICLE 3 : Le directeur du Lycée Professionnel Diderot est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 11 MAI 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210787

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **28/01/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-008-00014-000 59**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **LYCEE PROFESSIONNEL DIDEROT - Bâtiments EGRHF**

Activité : **Enseignement - Restauration** Type : **R, N** Catégorie : **3**

Adresse (n°, rue, commune) : **rue Alembert et rue de Zaporojie - 90800 BAVILLIERS – 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique – Levée avis défavorable du 22/02/2018**

Rapport de visite **du 19/01/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent(s) excusé(s) :
M. JUHIN représentant le Maire de BAVILLIERS (Avis Ecrit et Motivé)
M. KNEIP représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme SIMON SDIS 90

210787

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Etablissement composé de **3 bâtiments isolés entre eux** :

- **Bâtiments E-G-R-H-F** (R + 2 sur sous-sol) **Objet de la présente visite**
  - ateliers, salles de classe, foyer, restauration, CDI, 2 chaufferies gaz
  - bâtiment E occupé par le GERTA (locaux mis à disposition).

- **Bâtiment M-C** (simple rez-de-chaussée) **Type R de 4ème catégorie**
  - ateliers, 8 salles de cours, bureaux, infirmerie, 1 chaufferie gaz.

- **Bâtiment A** (R + 1 sur sous-sol) **Type R de 5ème catégorie**
  - administration, 5 salles de classe, ateliers électroniques, archives, 1 chaufferie gaz.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement relevant de personnes de droit public
Pas de modification d'effectif souhaité par le chef d'établissement lors de la visite.

- **Bâtiments EGRHF** Total : **570 personnes**

  Type R - N de 3ème catégorie

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 4 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement **(type R)** ;

- **Arrêté du 21 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons **(type N)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;

- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de **l'éducation** et dont les collectivités locales ont la charge.

210787

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES : contrôles communs aux bâtiments (EGRFH, MC, A)

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
SSI. A – Alarme de type 1 **Alarme commune à tous les bâtiments** **DM dans les circulations** **Temporisation à 2 mn** **Détection pour le bâtiment M**	Vérification triennale par SOCOTEC le 13/01/2021 N°941V2/21/157 **1 observation à lever** Vérifiée par CHUBB (contrat d'entretien) le 16/09/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiées par SOCOTEC le 26/06/2020 N° 941V2/20/2099 **ERP : aucune observation** **ERT : 9 observations à lever**
Installation électrique	
Extincteurs	Vérifiés par CARON SECURITE le 12/02/2020
Rideau d'eau cuisine ouverte - *bât. R*	Remis en état de fonctionnement par THERCO le 24/10/2020
Colonnes sèches - *bât. A et G*	installations HS démontées ou signalisation supprimée en 2020
Installation de gaz	Vérifiée par APAVE le 17/01/2020 Rapport n° 2017298-1-1 **1 observation à lever**
Installation de chauffage GAZ **3 chaufferies** **Conduits**	Vérifiée par APAVE le 17/01/2020 Contrat d'entretien par Sté COFELY (entretien fait le 11/02/2020 pour bât A et R - le 03/11/2020 pour bât M) Ramonage fait par MAILLOT le 14/01/2020
Désenfumage	Vérifié par CARON SECURITE le 10/03/2020
Ascenseurs **2 dans bâtiments EGRFH** **1 dans bâtiment A**	Vérifications annuelles par OTIS Vérification quinquennale par SOCOTEC le 25/09/2020 N°941V2/20/2437 **1 observation à lever**
Appareils de cuisson - *bât. R*	Vérifiés par INSTALL'NORD le 16/09/2020
Hotte de cuisine - *bât. R*	Vérifiée par TECHNIVAP le 29/08/2020
Exercice d'évacuation	Réalisé le 03/10/2020
Formation du personnel	5 personnes formées au SSI en 2019

210787

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Grande cuisine : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GC 21 et GC 22). - Ascenseur : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • RIA/CS : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A (détection) – (article MS 73). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire. Le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).

210787

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 22/02/2018
Prescriptions réalisées : toutes sauf n° 13 – 20 – 22 – 28 et 33
Prescription non maintenue : /
Prescriptions maintenues : n° 13 – 20 – 22 – 28 et 33

Les prescriptions anciennes qui figurent ci-dessous ne concernent que les bâtiments EGRHF

N°	DESIGNATION
	Bâtiment G
05	*13/18* - Salle G 112 : Identifier les arrêts d'urgence (article R 25).
	Bâtiment R
06	*20/18* - Supprimer le verrou à aiguille du dormant du dégagement de la salle de restauration de 2 UP et le remplacer par un dispositif permettant l'ouverture complète par une manœuvre simple (article CO 45).
07	*22/18* - Rendre conforme l'isolement de la cuisine ouverte aux dispositions des articles GC notamment selon la puissance cumulée des appareils de cuisson et en terme d'isolement (voir prescription n°06 du présent document) - (article R 123-48).
08	*28/18* - Installer un dispositif permettant par une manœuvre simple d'utiliser les dégagements communs aux salles de classe communicantes (article CO 45).
	Bâtiment F
09	*33/18* - Maintenir en permanence le second dégagement du foyer ouvert ou installer des dispositifs permettant son ouverture par une manœuvre simple (article CO 45).

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

N°	DESIGNATION
	Observation :
	Le groupe de visite est informé d'un programme de travaux pour poser des boutons moletés sur toutes les portes donnant directement sur l'extérieur et la suppression de tous les canons de serrures sur les portes d'intercommunication de salles de cours.
	Pour l'ensemble des bâtiments :
10	Verrouiller les tableaux électriques pour réserver leur accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5).
11	Faire en sorte que les extincteurs soient visibles et facilement accessibles (article MS 39).
12	Modifier les portes de classe équipées d'un oculus en PVC qui donnent sur les circulations. Celles-ci doivent être pare-flammes de degré ½ heure (article CO 24).
13	Remettre en bon état de fonctionnement les ferme-portes afin de garantir une fermeture complète des portes qui en sont équipées (articles CO 28 et CO 53).
14	Aménager les salles de classes (tables et chaises) afin de permettre une évacuation rapide et sûre (article CO 35).

210787

PRESCRIPTIONS NOUVELLES - suite -

N°	DESIGNATION
	Bâtiment H
15	Baliser les issues de secours de la salle H105 (article CO 42).
	Bâtiment E mis à disposition du GRETA
16	Vider de tout potentiel calorifique le local détente. A défaut, isoler cette salle en local à risques particuliers (articles CO 28 et R123.48 du CCH).
17	Supprimer et interdire tout stockage dans les circulations (article CO 37).
18	Equiper le local électrique d'un ferme porte (article EL 5).
	Observations :
	Les sanitaires au rez-de-chaussée des bâtiments G, R et H ont été équipés de flashs lumineux permettant la perceptibilité de l'alarme pour les malentendants.
19	Poursuivre les travaux permettant de compléter l'alarme par un équipement perceptible (flash lumineux) dans tous les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (articles GN 8 et MS 64).
	L'avis défavorable de l'établissement était motivé en partie par l'absence de mesures prises pour l'évacuation différée des personnes à mobilité réduite. Le représentant de la région informe le groupe de visite que l'établissement bénéficie d'un ADAP validé jusqu'en 2023. De plus, plusieurs autorisations de travaux ont été déposés en 2020 pour la réalisation de ces mesures. Enfin, la remise en état du rideau d'eau de la cuisine est attestée par THERCO le 24/10/2020 et le contrôle des installation électriques réalisé par SOCOTEC le 26/06/2020. De ce fait, l'avis défavorable peut donc être levé et **un avis favorable émis**.

210987

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

LYCEE PROFESSIONNEL DIDEROT - Bâtiments EGRHF – BAVILLIERS - BELFORT – E-008-00014-000 - 59

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 7 pages

Date de la Sous-Commission : le 28/01/2021

Signature du Président de séance : le Président,

L'~~adjoint~~ au chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civiles

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210514-210795-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/05/2021

N° 210795

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date affichage
14 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Générales
Initiales : DM/ML/MG
Code matière : 5.5

***Objet** : Absence de Madame Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée - Délégation de signature donnée à Madame Nathalie BOUDEVIN, Conseillère municipale déléguée – du 24 au 30 mai 2021 inclus*

Le maire de la Ville de Belfort,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 20-22 du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de maire de la Ville de Belfort,

Vu la délibération n° 20-23 du 3 juillet 2020 portant le nombre d'adjoints à douze,

Vu la délibération n° 20-24 du 3 juillet 2020 portant élection des adjoints au maire,

Vu l'arrêté municipal n° 20-1088 du 7 juillet 2020 modifié par l'arrêté municipal n° 20-1386 du 5 août 2020, portant délégation de fonctions à Madame Claude JOLY,

Considérant que Madame Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée, sera absente du 24 au 30 mai 2021 inclus.

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée pendant cette période à Madame Nathalie BOUDEVIN, Conseillère municipale déléguée, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **droit des femmes.**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées, publié par affichage et dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Belfort, le 14 MAI 2021

Le Maire,

Damien MESLOT

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Objet : Absence de Madame Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée - Délégation de signature donnée à Madame Nathalie BOUDEVIN, Conseillère municipale déléguée – du 24 au 30 mai 2021 inclus

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210517-210804-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/05/2021

N° 210804

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : VC/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - magasin Saphir (centre commercial des Glacis)*
Avenue de la Laurencie à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 22 décembre 1981 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux magasins de vente et centres commerciaux (type M),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 16 Z0006, délivrée le 11 mai 2016, relative à des travaux d'extension,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 28 janvier 2021, suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 12 janvier 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au responsable du magasin Saphir, avenue de la Laurencie à Belfort,

Considérant l'absence de prescriptions de la commission communale d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 16 Z0006, qui précise que le dossier relatif à des travaux d'extension sur des locaux non accessibles au public, n'a pas de conséquences sur l'application de la règlementation en matière d'accessibilité,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 12 janvier 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *M* de *3e* catégorie** pour un effectif **total** de ***319* personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité et d'accessibilité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public du magasin Saphir est autorisé.

ARTICLE 2 : Le responsable du magasin Saphir est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 28 janvier 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente**,
- pour la prescription 5, dans **un délai de deux semaines,**
- pour les prescriptions 4 et 6, dans **un délai d'un mois,**
- pour la prescription *7*, dans **un délai de six mois.**

ARTICLE 3 : Le responsable du magasin Saphir est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 17 MAI 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

210804

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **28/01/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00865-000 437**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **SAPHIR - CENTRE COMMERCIAL DES GLACIS**

Activité : **Magasin de vente** Type : **M** Catégorie : **3ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **Avenue de la Laurencie - 90000 BELFORT**

N° de dossier : **AT-090-010-16-Z0006** (construction d'un local poubelles)

Motif de la visite : **visite périodique et visite de réception après travaux**

Rapport de visite **du 12/01/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absente excusée :
Mme BESANCENOT représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre personne présente :

Mme SIMON SDIS 90

21084

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Etablissement à simple rez-de-chaussée sur sous-sol, isolé de la cellule contiguë :

- **rez-de-chaussée :**
  - surface de vente : 468 m²
  - réserves : 172 m²
  - sanitaires du personnel
  - bureau direction
  - sas d'entrée

- **sous-sol :** réserves

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Effectif maximal du public admissible :

Etabli selon la densité d'occupation suivante, soit :
- 2 personnes au m² sur le tiers de la surface accessible au public (article M 2)
  (468 m² x 2pers/3m²)

Public :	312	personnes
Personnel :	7	personnes
Total :	**319**	**personnes**

Classement de l'établissement :

Type : **M** Catégorie : **3ème**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

- **Arrêté du 22 Décembre 1981** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux magasins de vente et centres commerciaux (**type M**) ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

210804

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme (neuve type 4)	Vérifiée par PRESTA ELEC le 17/12/2020
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par SOCOTEC le 26/11/2020 Rapport n° 941V2/20/3211 **ERP : 1 observation à lever** **ERT : 38 observations à lever**
Installation électrique	
Extincteurs - RIA x5	Vérifiés par A2P le 05/01/2021
Climatisation	Vérifiée par IDE FROID en janvier 2020
Installation de chauffage	N'utilise plus le gaz, électrique uniquement
Désenfumage	Vérifié par A2P le 05/01/2021
Portes automatiques	Vérifiées par PORTALP le 27/08/2020
Formation du personnel	Réalisée par CK Incendie en janvier 2018 (9 pers)

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15). • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73). • RIA : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Système de Sécurité Incendie : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - Portes automatiques : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

210804

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal d'étude du 29/03/2016 AT -090-010-16-Z0006 - construction d'un local poubelles
Prescriptions réalisées : /
Prescription non maintenue : /
Prescriptions maintenues : /

Observation :

Le groupe de visite constate que les travaux sont réalisés, mais en l'absence de RVRAT ceux-ci ne peuvent être réceptionnés (sans avis).

IV) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du 16/02/2016
Prescriptions réalisées : n° 05 - 07 - 09
Prescription non maintenue : n° 04
Prescriptions maintenues : n° 06 et 08

N°	DESIGNATION
04	***06/16*** - Equiper la porte coupe-feu entre la surface de vente et la réserve d'un ferme porte ou l'asservir à un Détecteur Autonome Déclencheur (articles CO 28 et M 49).
05	***08/16*** - Régler le ferme porte de la porte d'accès au sous-sol afin d'obtenir une fermeture complète (article CO 28).

V) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
06	Faire lever par un technicien compétent les observations du rapport électrique de l'organisme agréé SOCOTEC et fournir une attestation de levée de ces observations (articles R123-43 et R123-44).
07	Doter l'établissement d'un équipement d'alarme de type 3 (classement type M de catégorie 3) ou solliciter le reclassement de l'établissement en catégorie inférieure par une demande conforme à R 123.22 du CCH (article M 32).

210804

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

SAPHIR - CENTRE COMMERCIAL DES GLACIS - BELFORT - E-010-00865-000 - 437

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable** à la visite périodique et n'émet **pas d'avis** à la réception des travaux (absence RVRAT).

Ce document comprend 6 pages

Date de la Sous-Commission : le 28/01/2021

Signature du Président de séance : le Président,

L'adjoint au chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civiles

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210521-210828-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210828

Date affichage
21 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

Objet : Répartition des fonctions entre les membres de la Municipalité – Madame Latifa GILLIOTTE, Conseillère municipale déléguée en charge de la Vie associative et du Handicap

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18 et L.2122-22 autorisant le Maire à déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Adjoints et à des membres du Conseil municipal,

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort,

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 portant délégation générale donnée au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et autorisant le Maire à confier les mêmes prérogatives aux Adjoints et Conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, y compris en cas d'empêchement du Maire,

Vu l'arrêté n° 201086 en date du 7 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Latifa GILLIOTTE, Conseillère municipale déléguée en charge de la Vie associative,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201086 est abrogé.

ARTICLE 2 : Mme Latifa GILLIOTTE, Conseillère municipale déléguée, est désignée pour exercer sous ma surveillance et ma responsabilité, en mes lieu et place ou conjointement avec moi, toutes les attributions relevant du secteur : ***vie associative et handicap.***

ARTICLE 3 : Mme Latifa GILLIOTTE est habilitée à délivrer et à signer tous arrêtés, contrats, documents comptables, administratifs et courriers courants se rapportant à sa délégation, à savoir :

- développer la vie associative au sein de la Ville de Belfort,
- organiser des événements de promotion de la vie associative,
- relations et partenariats avec les associations,
- handicap y compris mobilisation et cohérence globale de l'action sur les personnes handicapées.

Ces attributions pourront se faire par voie dématérialisée le cas échéant.

210328

ARTICLE 4 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le 21 MAI 2021

Le Maire,

Damien MESLOT

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210521-210829-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/05/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210829

Date affichage

21 MAI 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Juridiques
Initiales : GW
Code matière : 5.5

***Objet** : Répartition des fonctions entre les membres de la Municipalité – Madame Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, 8e Adjointe au Maire en charge de la Solidarité et de la cohésion sociale*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18 et L.2122-22 autorisant le Maire à déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Adjoints et à des membres du Conseil municipal,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment son article L.3212-3 permettant au Maire d'arrêter toutes les mesures provisoires nécessaires en cas de danger imminent pour la sûreté des personnes et des biens,

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de Maire de la Ville de Belfort,

Vu la délibération n° 20-24 en date du 3 juillet 2020 portant élection des Adjoints-e-s au Maire de la Ville de Belfort,

Vu la délibération n° 20-26 en date du 3 juillet 2020 portant délégation générale donnée au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et autorisant le Maire à confier les mêmes prérogatives aux Adjoints et Conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, y compris en cas d'empêchement du Maire,

Vu l'arrêté n° 201079 en date du 7 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, 8e Adjointe au Maire en charge de la Solidarité et de la cohésion sociale,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 201079 est abrogé.

ARTICLE 2 : Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT, 8e Adjointe au Maire, est désignée pour exercer sous ma surveillance et ma responsabilité, en mes lieu et place ou conjointement avec moi, toutes les attributions relevant des secteurs : ***solidarité et cohésion sociale.***

210829

ARTICLE 3 : Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT est habilitée à délivrer et à signer tous arrêtés, contrats, documents comptables, administratifs et courriers courants se rapportant à sa délégation, à savoir :

- Solidarité et action sociale,
- Lien avec le CCAS.

Ces attributions pourront se faire par voie dématérialisée le cas échéant.

ARTICLE 4 : Spécifiquement sur les périodes d'astreinte durant lesquelles elle se trouve de permanence, Mme Evelyne CALOPRISCO-CHAGNOT reçoit délégation de fonctions et de signatures pour toute question urgente relative à l'intérêt général, y compris dans les domaines ne relevant pas de sa délégation. Elle est ainsi notamment autorisée à signer les arrêtés prescrivant des mesures provisoires nécessaires contre les personnes atteintes de troubles mentaux manifestes, dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés, dans le respect des conditions visées aux Articles L 2212-2 du CGCT et L 3213-2 et suivants du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa publicité. Il sera ainsi transcrit au recueil des actes administratifs et affiché.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Belfort, le 21 MAI 2021

Le Maire,



Damien MESLOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210602-210907-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/06/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210907

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Date affichage
- 2 JUIN 2021

Direction des affaires générales
Initiales : MG
Code matière : 5.5

***Objet** : Absence de Monsieur Jean-Marie HERZOG, 9ème Adjoint au maire - Délégation de signature donnée à Monsieur Yves VOLA, 3ème Adjoint au maire – du 7 au 12 juin 2021 inclus*

Le maire de la Ville de Belfort,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de maire de la Ville de Belfort,

Vu la délibération n° 20-24 du 3 juillet 2020 portant élection des adjoints au maire,

Vu la délibération n° 20-23 du 3 juillet 2020 portant le nombre d'adjoints à douze,

Vu l'arrêté municipal n° 20-1080 du 7 juillet 2020, portant délégation de fonctions à Monsieur Jean-Marie HERZOG,

Considérant que Monsieur Jean-Marie HERZOG, 9ème Adjoint au maire, sera absent du 7 au 12 juin 2021 inclus,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée pendant cette période à Monsieur Yves VOLA, 3ème Adjoint au maire, sous ma responsabilité et ma surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **urbanisme et aménagements publics.**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, publié par affichage et dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Belfort, le - 2 JUIN 2021

Le Maire,

Damien MESLOT

Objet : Absence de Monsieur Jean-Marie HERZOG, 9ème Adjoint au maire - Délégation de signature donnée à Monsieur Yves VOLA, 3ème Adjoint au maire – du 7 au 12 juin 2021 inclus

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210607-210943-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/06/2021

N° 210943

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date affichage
- 7 JUIN 2021

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des affaires générales
Initiales : MC
Code matière : 5.5

***Objet** : Absence de Madame Rachel HORLACHER, 12ème Adjointe au maire - Délégation de signature donnée à Madame Corinne CASTALDI, 10ème Adjointe au maire – du 7 au 11 juin 2021 inclus*

Le maire de la Ville de Belfort,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 20-22 en date du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de maire de la Ville de Belfort,

Vu la délibération n° 20-23 du 3 juillet 2020 portant le nombre d'adjoints au maire à douze,

Vu la délibération n° 20-24 du 3 juillet 2020 portant élection des adjoints au maire,

Vu l'arrêté municipal n° 20-1083 du 7 juillet 2020, portant délégation de fonctions à Madame Rachel HORLACHER,

Considérant que Madame Rachel HORLACHER, 12ème Adjointe au maire, sera absente du 7 au 11 juin 2021 inclus,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée pendant cette période à Madame Corinne CASTALDI, 10ème Adjointe au maire, sous ma responsabilité et ma surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **démocratie locale.**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées, publié par affichage et dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Belfort, le - 7 JUIN 2021

Le Maire,

Damien MESLOT

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

***Objet** : Absence de Madame Rachel HORLACHER, 12ème Adjointe au maire - Délégation de signature donnée à Madame Corinne CASTALDI, 10ème Adjointe au maire – du 7 au 11 juin 2021 inclus*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210608-210951-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 08/06/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210951

Date affichage
- 8 JUIN 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : CCAS
Initiales : DM/MM/AM
Code matière : 8.2

***Objet** : Délégation pour l'admission d'urgence à l'aide sociale (article L.131-3 CASF) donnée à M. Mickaël MAGRON, Directeur du Centre Commmunal d'Action Sociale*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R 123-24 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article L.131-3 ;

Vu l'arrêté 7395 du Président du Centre Communal d'Action Sociale nommant M. Mickaël MAGRON à la fonction de Directeur du CCAS à compter du 20 janvier 2021 ;

Considérant l'objet et la nature même de l'aide sociale d'urgence s'adressant à des personnes en situation de précarité ou vulnérabilité aigue, de personnes notamment âgées ou en situation de handicap, appelant à une réponse rapide et personnalisée ;

Considérant les délais de réponse aux demandes d'admission à l'aide sociale d'urgence prévus à l'article L131-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ; qu'il convient dès lors de garantir une prise de décision dans les délais impartis en cas d'empêchement du Maire de la Ville de Belfort ;

Considérant que la continuité de l'action sociale du CCAS doit être assurée en toutes circonstances,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Miclaël MAGRON, Directeur du Centre Communal d'Action Sociale, pour prononcer l'admission d'urgence à l'aide sociale prévue à l'article L. 131-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

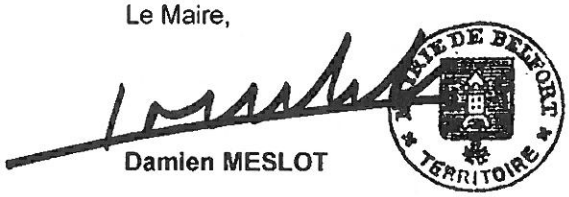
ARTICLE 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'intéressé.

210951

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'une recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de la publicité. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes délais.

Belfort, le - 8 JUIN 2021

Le Maire,



Damien MESLOT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210609-210965-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/06/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210965

Date affichage
- 9 JUIN 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : Gestion du Domaine Public
Initiales :LR/AB/2021/508
Code matière :3.5

***Objet** : Règlement du stationnement payant sur voirie (hors parcs en enclos)*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1,

Vu le Code de la route,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et ses décrets d'application,

Vu le règlement général de la circulation et du stationnement de Belfort et notamment l'arrêté n° 12800 du 29 janvier 1970,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 20 mai 2010 portant sur le stationnement payant et mobilités,

Vu l'arrêté n° 2010-2788 en date du 29 octobre 2010 portant sur le stationnement payant,

Vu l'arrêté n° 2015-0094 en date du 26 janvier 2015 portant sur le parking du Théâtre,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 29 juin 2017 n° 2017-13 portant sur la décentralisation du stationnement payant sur voirie,

Vu l'arrêté municipal n° 2018-1178 en date du 9 juillet 2018 portant règlement du stationnement payant sur voirie (hors parcs en enclos),

Vu l'arrêté municipal n° 2019-0657 en date du 10 avril 2019 portant sur le stationnement des véhicules électriques,

Considérant que la régulation du stationnement en favorisant une rotation plus fluide des véhicules sur les places de stationnement est un levier de renforcement de l'accessibilité au centre-ville de Belfort et de développement de son activité touristique,

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter la réglementation municipale pour permettre la mise en œuvre de la dépénalisation des amendes du stationnement payant,

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter l'offre d'abonnement aux riverains et aux professionnels en réponse à la saturation de certains secteurs,

210965

ARRETE

SECTION I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

L'arrêté municipal n° 2018-1178 du 9 juillet 2018 portant règlement du stationnement payant sur voirie (hors parcs en enclos) est abrogé et remplacé par le présent arrêté ayant le même objet.

ARTICLE 2 : DELIMITATION DES EMPLACEMENTS PAYANTS

Des emplacements payants sur le domaine public sont mis à la disposition des usagers pour le stationnement de leurs véhicules. Leur localisation et les modalités de paiement sont définies ci-dessous. Une signalisation verticale ou horizontale ou la présence d'horodateur matérialiseront le stationnement payant et ceci, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 : REGLES D'UTILISATION DES EMPLACEMENTS PAYANTS

Le stationnement sur ces emplacements est subordonné à l'acquittement d'un droit de stationnement, sous forme d'un ticket horaire ou d'un abonnement.

ARTICLE 4 : MODALITES DE PAIEMENT DU TICKET HORAIRE

L'acquittement du ticket horaire s'opère soit directement sur horodateur, soit de façon dématérialisée *via* la plate-forme de paiement à distance gérée par la société prestataire de la Ville de Belfort, indiquée sur les horodateurs et accessible depuis une application mobile ou un site internet. Dans ce cas, l'usager enregistre ses coordonnées bancaires et son compte est débité à la fin du stationnement.

Le paiement du droit de stationnement s'effectue à l'arrivée du véhicule sur la place de stationnement. Les usagers peuvent s'acquitter du droit de stationnement :

- par pièces de monnaie (0,10 €, 0,20 €, 0,50 €, 1 €, 2 €), les horodateurs ne rendent pas la monnaie ;
- par carte bancaire, avec ou sans contact.

L'entrée de l'information « numéro de plaque numérologique » est obligatoire et il n'est plus nécessaire d'apposer le justificatif de paiement derrière le pare-brise.

En cas de panne d'un horodateur, l'usager est tenu de se rendre à l'horodateur le plus proche situé sur la même zone (verte ou rouge décrite plus loin).

En cas d'inaccessibilité de la plate-forme de paiement à distance, l'usager est tenu de se rendre à l'horodateur le plus proche situé sur la même zone.

L'utilisation de la plate-forme de paiement à distance permet de prolonger un paiement de droit de stationnement entamé ou de l'arrêter avant l'heure de fin prévue initialement.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT DE L'ABONNEMENT

L'acquittement de l'abonnement s'opère soit au guichet de l'Hôtel de Police municipale, soit de façon dématérialisée (par mobile et internet *via* la plate-forme de paiement à distance gérée par la société prestataire de la Ville de Belfort).

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE DE LA VILLE DE BELFORT LIEE A LA PERCEPTION D'UN DROIT DE STATIONNEMENT

La perception d'un droit de stationnement n'entraîne, en aucun cas, une obligation de gardiennage à la charge de la Ville de Belfort qui n'est pas responsable des détériorations, vols ou accidents dont pourraient être victimes les propriétaires et utilisateurs des véhicules en stationnement sur les emplacements payants.

L'obtention d'un abonnement ne garantit pas de trouver une place de stationnement.

SECTION II : DEFINITION DES ZONES PAYANTES

Les zones énumérées ci-après correspondent à différentes tarifications et durées de stationnement. Le tarif applicable pour chacune des zones payantes est fixé par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 7 : ZONE 1 ROUGE

a. **DEFINITION**

La zone rouge correspond à un stationnement payant de courte durée.

La durée maximum de stationnement est de 02 h 15. Le stationnement y est payant du lundi au samedi de 09 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 19 h 00 sauf jour férié.

b. **POSITIONS (hors places PMR)**

- Parking derrière le Théâtre Granit : 27 places
- Parking derrière le magasin Monoprix : 26 places
- Parking Pyramide : 16 places
- Quai Vauban partie Sud : 33 places
- Parking et rue Kléber : 29 places
- Faubourg des Ancêtres : 37 places
- Avenue Wilson : 19 places
- Rue de l'Ancien Théâtre après l'avenue Sarrail : 18 places
- Rue des Boucheries : 3 places
- Rue Metzger : 6 places
- Rue du Quai : 6 places

ARTICLE 8 : ZONE 2 VERTE

a. **DEFINITION**

La zone verte 2 correspond à un stationnement payant de longue durée.

La durée maximum de stationnement est de 06 h 15. Le stationnement y est payant du lundi au vendredi de 09 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 sauf jour férié.

b. **POSITIONS (hors places PMR)**

- Parking de l'Arsenal : 53 places

ARTICLE 9 : ZONE 3 VERTE

a. **DEFINITION**

La zone verte 3 correspond à un stationnement payant de longue durée.

La durée maximum de stationnement est de 08 h 15. Le stationnement y est payant du lundi au samedi de 09 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 19 h 00 sauf jour férié.

b. **POSITIONS (hors places PMR)**

- Place de la Résistance : 40 places
- Parking Jardot : 37 places
- Rue Gaston Defferre : 54 places
- Rue Rossel : 28 places
- Parking Strolz : 29 places
- Rue Mazarin : 44 places
- Parking Veit : 81 places
- Parking Janet : 26 places
- Faubourg de Montbéliard : 35 places
- Rue des Capucins : 11 places
- Rue du Comte de la Suze : 45 places
- Parking du Comte de la Suze : 46 places
- Rue Michelet : 18 places
- Rue François Géant : 62 places
- Rue Stractman : 37 places
- Place de la Révolution : 92 places
- Place de la République : 102 places
- Quai Vauban partie Nord : 40 places
- Rue Dreyfus-Schmidt : 37 places
- Rue Roosevelt : 12 places
- Parking du Marché Fréry : 73 places
- Rue Bonnef : 17 places
- Rue du Docteur Fréry : 16 places
- Rue Metz Juteau : 42 places
- Rue Reiset : 34 places
- Rue de la République : 8 places
- Rue Emile Zola : 28 places
- Quai du Magasin : 10 places

SECTION III : DEROGATIONS :

STATIONNEMENT POUR OCCUPATION PARTICULIERE SUR LE DOMAINE PUBLIC

ARTICLE 10 : BENEFICIAIRES ET MODALITES D'OBTENTION

Les particuliers et entreprises occupant avec leur véhicule des emplacements payants pour effectuer ou faire effectuer des livraisons exceptionnelles, déménagements, avec réservation de ces emplacements doivent solliciter la Ville de Belfort pour obtenir une autorisation de stationnement les dispensant de payer sur l'horodateur.

Cette autorisation, selon son type, donne lieu à l'émission d'un titre de recette basé sur le tarif concerné fixé par délibération du conseil municipal.

La demande doit être faite auprès du service du Domaine public situé à l'Hôtel de Police municipale au moins 7 jours calendaires avant la date de début d'intervention. Après instruction, une autorisation d'occupation du domaine public est délivrée qu'il convient d'afficher derrière le pare-brise du véhicule.

Une demande reçue moins de 7 jours calendaires avant la date de début du stationnement ne pourra donner lieu à autorisation et chaque stationnement devra être réglé selon les modalités de la section I.

ARTICLE 11 : STATIONNEMENT DES PROFESSIONNELS DE SANTE

Le stationnement des véhicules des professionnels de santé dans l'exercice de leurs fonctions est toléré sans acquittement de la redevance sur les places et voies visées dans la section II. Le caducée réglementaire devra être disposé de manière visible à l'intérieur du véhicule.

ARTICLE 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES D'INTERET GENERAL PRIORITAIRES OU BENEFICIANT DE FACILITES DE PASSAGE

Le stationnement des véhicules d'intérêt général dans l'exercice de leurs fonctions est toléré sans acquittement de la redevance sur les places et voies visées dans la section II. Il s'agit des véhicules :

- du Service Mobile d'Urgence et de Réanimation (SMUR) ;
- des services d'incendie ;
- de la Police nationale, de la Police municipale, de la Gendarmerie nationale ;
- de transport des détenus ;
- des douanes ;
- des ambulances de transport sanitaire ;
- d'intervention d'ERDF et GRDF ;
- sérigraphiés « OPTYMO – services RTTB » (Régie des Transports du Territoire de Belfort).

SECTION IV : ABONNEMENTS

ARTICLE 13 : TYPES D'ABONNEMENTS ET BENEFICIAIRES

Les abonnements de stationnement sont des droits de stationnement délivrés sur autorisation donnant lieu au paiement d'une redevance et dispensant leur détenteur du règlement du ticket horaire visé à l'article 4 du présent arrêté.

On distingue quatre types d'abonnement :

- abonnements « Résidents » ;
- abonnements « Non Résidents » ;
- abonnements « Forfait artisan » ;
- abonnements « Services des Collectivités ».

Les abonnements « Résidents » sont réservés aux résidents des zones définies dans la section II, plus ceux des :

- rues bordant des parkings payants ou entourées de rues payantes (ex : rue Thiers, boulevard Carnot), les rues et les zones piétonnes.

Les abonnements « Non Résidents » sont ouverts à tous les usagers dans la limite d'un quota défini ci-après.

Les abonnements « Forfait artisan » sont ouverts à toutes les entreprises de travaux souhaitant stationner un ou plusieurs véhicules dans une zone verte.

Les abonnements « Services des Collectivités » sont attribués aux véhicules utilisés pour les besoins de la Ville de Belfort, du CCAS et du GRAND BELFORT Communauté d'Agglomération ainsi qu'aux véhicules de professionnels payant déjà une redevance d'occupation du domaine public incluant le stationnement.

Un abonnement payé ne peut être cédé à un autre usager ni transmis à un autre conducteur. Un changement de véhicule, alors qu'un abonnement payé avec l'application Paybyphone est en cours, n'est pas possible depuis l'application.

Un changement de véhicule, alors qu'un abonnement payé au guichet de l'accueil de la Police municipale est en cours, est possible aux seuls motifs suivants :

- Changement définitif de véhicule car le véhicule initial a été remplacé. La nouvelle carte grise doit être au même nom que l'ancienne.
- Changement provisoire pour une réparation. Un justificatif de prêt de véhicule par un garage ou une attestation de prêt est présentée.

La démarche initiale de création du titre est à refaire sans frais supplémentaire.

Les tarifs des abonnements sont fixés par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 14 : ABONNEMENTS « RESIDENTS »

Résidents particuliers

Les abonnements de type « Résidents » sont délivrés aux usagers pouvant justifier :

- d'une adresse de domicile définie dans l'article 13 ;
- d'un ou de plusieurs véhicules immatriculés au même nom et à la même adresse ;
- d'un prêt de véhicule, le cas échéant.

Des abonnements peuvent être attribués à plusieurs véhicules par foyer fiscal.

Les documents admis pour justifier du domicile sont (un des documents au choix dans la liste suivante) :

- facture de téléphone (y compris de téléphone mobile) ;
- facture d'électricité ou de gaz ;
- quittance de loyer (d'un organisme social ou d'une agence immobilière) ou titre de propriété ;
- contrat de location datant de moins de trois mois ;
- facture d'eau ;
- avis d'imposition ou certificat de non imposition ;
- justificatif de taxe d'habitation ;
- attestation ou facture d'assurance du logement ;
- relevé de la Caf mentionnant les aides liées au logement.

Les documents admis pour justifier du véhicule sont :

- une copie de la carte grise du véhicule ;
- une attestation de prêt de véhicule, le cas échéant.

Résidents professionnels

Les abonnements de type « Résidents » peuvent aussi être délivrés aux commerçants ou professionnels pouvant justifier :

- d'une adresse d'établissement définie dans l'article 13.

Il peut y avoir autant d'abonnements par établissement que de gérants ou dirigeants inscrits sur l'extrait k-bis ou le répertoire INSEE. Il n'est pas nécessaire que le véhicule soit celui utilisé par le gérant.

Les documents admis sont :

- un extrait k-bis ou un avis de situation au répertoire de l'INSEE datant de moins de trois mois ;
- une copie de la carte grise du véhicule ;
- une attestation de prêt de véhicule, le cas échéant.

Il suffit soit de les présenter à l'accueil de l'Hôtel de Police municipale, soit de les envoyer par courrier, courriel ou *via* la plate-forme internet dédiée de la Ville de Belfort. La Ville de Belfort se réserve le droit de demander les documents originaux. La validation des documents permet la création du titre (autorisation de bénéficier d'un abonnement), le paiement de l'abonnement ouvre réellement le droit à stationner. Comme pour le paiement des tickets horaires, aucune carte n'est délivrée. C'est le numéro de la plaque d'immatriculation qui est contrôlable.

Les titulaires d'un abonnement de type « Résidents » sont autorisés à stationner sur toutes les places payantes de la Ville de Belfort hormis la zone 1 rouge. En cas de stationnement en zone rouge, l'abonné devra régler son ticket horaire suivant les modalités définies à l'article 4 du présent arrêté.

L'abonné peut choisir la date de début de son abonnement et le renouveler ensuite de date à date. Un abonnement mensuel débutant le jour n du mois x s'achèvera le jour précédant le jour n du mois suivant. Un abonnement trimestriel débutant le jour n du mois x s'achèvera le jour précédant le jour n du 3^{e} mois suivant x. Un abonnement annuel débutant le jour n du mois x s'achèvera le jour précédant le jour n du 12^{e} mois suivant x.

Le renouvellement de l'abonnement peut être opéré au guichet de l'Hôtel de Police municipale ou *via* la plate-forme de paiement à distance mentionnée à l'article 4 du présent arrêté.

Au bout d'un an, la démarche initiale de création du titre est à refaire sans frais supplémentaire.

Tout abonnement payé n'est ni résiliable, ni remboursable.

ARTICLE 15 : ABONNEMENTS « NON RESIDENTS »

Les abonnements de type « Non Résidents » sont délivrés à tous les usagers qui le souhaitent dans la limite de 300 titres créés (soit environ 60% des places disponibles).

Les documents demandés sont :

- une copie de la carte grise du véhicule ;
- une copie de la carte d'identité ;
- une attestation de prêt de véhicule, le cas échéant.

Il suffit soit de les présenter à l'accueil de l'Hôtel de Police municipale, soit de les envoyer par courrier ou courriel à la Ville de Belfort. La validation des documents permet la création du titre (autorisation de bénéficier d'un abonnement), le paiement ouvre réellement le droit. Comme pour le paiement des tickets horaires, aucune carte n'est délivrée. C'est le numéro de la plaque d'immatriculation qui est contrôlable.

Les titulaires d'un abonnement de type « Non Résidents » sont autorisés à stationner sur les places payantes de la Ville de Belfort des parkings situés dans les zones vertes 2 et 3. En cas de stationnement en zone rouge ou dans les rues des zones vertes, l'abonné devra régler son ticket horaire suivant les modalités définies à l'article 4 du présent arrêté.

L'abonné peut choisir la date de début de son abonnement et le renouveler ensuite de date à date. Un abonnement mensuel débutant le jour n du mois x s'achèvera le jour précédant le jour n du mois suivant. Un abonnement trimestriel débutant le jour n du mois x s'achèvera le jour précédant le jour n du 3^{e} mois suivant x.

Le renouvellement de l'abonnement peut être opéré au guichet ou *via* la plate-forme de paiement à distance mentionnée à l'article 4 du présent arrêté.

Au bout d'un an, la démarche initiale de création du titre est à refaire sans frais supplémentaire.

Tout abonnement payé n'est ni résiliable, ni remboursable.

ARTICLE 16 : ABONNEMENTS « FORFAIT ARTISAN »

Les abonnements de type « Forfait artisan » sont délivrés à toutes les entreprises de travaux qui le souhaitent.

Les documents demandés sont :
- une copie de la carte grise du véhicule ;
- un extrait k-bis.

Il suffit soit de les présenter à l'accueil de l'Hôtel de Police municipale, soit de les envoyer par courrier ou courriel à la Ville de Belfort. La validation des documents permet la création du titre (autorisation de bénéficier d'un abonnement), le paiement ouvre réellement le droit. Comme pour le paiement des tickets horaires, aucune carte n'est délivrée. C'est le numéro de la plaque d'immatriculation qui est contrôlable.

Les titulaires d'un abonnement de type « Forfait artisan » sont autorisés à stationner sur les places payantes de la Ville de Belfort situées dans les zones vertes 2 et 3 du lundi au vendredi. En cas de stationnement en zone rouge, l'abonné devra régler son ticket horaire suivant les modalités définies à l'article 4 du présent arrêté.

L'abonné peut choisir la date de début de son abonnement et sa durée : journée, semaine du lundi au vendredi ou année.

Le renouvellement de l'abonnement peut être opéré au guichet de l'Hôtel de Police municipale ou *via* la plate-forme de paiement à distance mentionnée à l'article 4 du présent arrêté.

Tout abonnement payé n'est ni résiliable, ni remboursable.

ARTICLE 17 : ABONNEMENTS « SERVICES DES COLLECTIVITES »

Les abonnements de type « Services des Collectivités » sont délivrés aux véhicules utilisés dans un cadre professionnel pour les besoins du service public.

Ils sont attribués aux véhicules concernés par année civile et renouvelés si nécessaire chaque année au mois de janvier. Ces abonnements ne donnent pas lieu à redevance.

SECTION IV : CONTROLE ET CONTESTATION DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT (FPS)

ARTICLE 18 : CONTROLE DES VEHICULES ET CONTESTATIONS

Les véhicules stationnés sur des places payantes sont contrôlés *via* leur numéro de plaque d'immatriculation. En cas de droit de stationnement non acquitté ou insuffisamment acquitté pour un véhicule ne faisant pas partie des listes visées aux articles 10, 11 et 12 du présent arrêté et ne présentant pas de carte GIC-GIG, un avis de paiement de FPS sera émis.

L'usager a la possibilité de payer dans un délai de 5 jours calendaires un FPS basé sur un tarif minoré soit sur horodateur, soit sur la plate-forme de paiement à distance, soit au guichet de l'Hôtel de Police municipale. Sans paiement dans ce délai de 5 jours, il reçoit à domicile un avis de paiement basé sur le tarif FPS non minoré.

Pour contester un avis de FPS minoré ou non, l'usager doit dans le délai d'un mois suivant la date de réception de l'avis, déposer un RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire). Pour ce faire, il adresse un courrier en recommandé avec accusé de réception ou un courriel à la Ville de Belfort. Pour être recevable, le recours doit être accompagné d'une copie de l'avis de FPS, du certificat d'immatriculation du véhicule et de toute pièce justificative, assorti de l'exposé des faits et moyens sur lesquels la demande est fondée.

La Ville de Belfort a un mois à compter de la date de réception du RAPO pour examiner ce recours.

En cas d'absence d'une de ces pièces obligatoires, la Ville de Belfort informera l'usager qu'il doit fournir la ou les pièces manquantes dans un délai de 15 jours. Le délai d'un mois recommencera à courir après ces 15 jours.

L'absence de réponse à l'expiration du délai d'un mois vaut rejet du recours.

Le paiement ou le non-paiement du FPS ne sont pas des conditions d'irrecevabilité du RAPO. Tout FPS déjà payé ne peut donner lieu à remboursement, en dehors de la procédure normale de contestation.

En cas d'acceptation partielle ou totale du RAPO, un avis de paiement rectificatif est envoyé.

En cas de rejet implicite ou explicite du RAPO par la Ville de Belfort, l'usager peut saisir la CCSP (Commission du Contentieux du Stationnement Payant) à l'adresse suivante : 2 rue Edouard Michaud – 87100 LIMOGES.

ARTICLE 19 : DATE DE PRISE D'EFFET

La date de prise d'effet du présent règlement est celle à laquelle il sera rendu exécutoire.

ARTICLE 20 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 21 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise à monsieur le Préfet.

Belfort, le - 9 JUIN 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Tony KNEIP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210611-210991-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 11/06/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 210991

Date affichage
11 JUIN 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : Affaires Générales
Initiales : DM/LS/SB/SW
Code matière : 5.3
***Objet** : Elections départementales et régionales - Scrutin des 20 et 27 juin 2021 - Désignation des Présidents de bureaux de vote -*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu l'Article R 43 du code électoral,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour présider les bureaux de vote à l'occasion des élections départementales et régionales, pour le double-scrutin des 20 et 27 juin 2021 :

A1 - Hôtel de Ville - Place d'Armes
Mme Delphine MENTRÉ - 4ème adjointe

A2 - Salle des fêtes - Place de la République
Mme Marianne DORIAN – Conseillère municipale

A3 – Maison de quartier Vieille ville – 3 rue des Boucheries
Mme Latifa GILLIOTTE – Conseillère municipale déléguée

B1 - Ecole élémentaire Victor Hugo - Faubourg de Montbéliard
M. François BORON - Conseiller municipal

B2 - Ecole élémentaire Victor Hugo - Faubourg de Montbéliard
M. Jean-Marie HERZOG - 9ème adjoint

C1 - Ecole élémentaire Victor Schoelcher - Rue Gaston Defferre
M. Sébastien VIVOT - 1er adjoint

C2 - Maison du Peuple - Place de la Résistance
M. Brice MICHEL – Conseiller municipal

C3 - Maison du Peuple - Place de la Résistance
M. Pierre-Jérôme COLLARD - 11ème adjoint le 20 juin 2021
M. David DIMEY – Conseiller municipal le 27 juin 2021

D1 – Gymnase Parrot - Rue de Châteaudun
M. Loïc LAVAILL – Conseiller municipal

D2 – Gymnase Parrot - Rue de Châteaudun
Mme Christiane EINHORN - Conseillère municipale déléguée

D3 - Gymnase Parrot - Rue de Châteaudun
Mme Marie-Hélène IVOL – 6ème adjointe

E1 - Ecole élémentaire Raymond Aubert - Rue de la 1ère Armée Française
pour les élections Départementales
Mme Isabelle CUNAT – électrice
pour les élections Régionales
Mme Corinne CASTALDI – 10ème adjointe

E2 - Ecole élémentaire Raymond Aubert - Rue de la 1ère Armée Française
Mme Nathalie BOUDEVIN – Conseillère Municipale déléguée

E3 - Ecole maternelle Raymond Aubert - Rue de la 1ère Armée Française
Mme Rachel HORLACHER - 12ème adjointe

F1 - Maison de l'Enfant - Rue Allendé
M. Samuel DEHMECHE - Conseiller municipal

F2 - Ecole maternelle Emile Géhant - Avenue des Frères Lumière
M. Romuald ROICOMTE- Conseiller municipal

G1 - Ecole élémentaire Hubert Metzger - Rue Cuvier
M. Tony KNEIP - 7ème adjoint

G2 - Ecole maternelle Hubert Metzger - Rue Claude Bernard
M. Joseph ILLANA – Conseiller municipal

H1 - Collège Léonard de Vinci - Faubourg de Lyon
Mme Marie-Thérèse ROBERT – Conseillère municipale déléguée

J1 - Centre Culturel et Social Résidences Bellevue - Rue de Madrid
M. Alain PICARD - Conseiller municipal

J2 - Ecole maternelle René Rucklin - Rue Braille
Mme Évelyne CALOPRISCO-CHAGNOT - 8ème adjointe

K1 - Ecole maternelle Louis Pergaud - Rue de Zaporojie
M. Yves VOLA - 3ème adjoint

K2 - Ecole élémentaire Louis Pergaud - Rue de Zaporojie
pour les élections Départementales
Mme Samia JABER – Conseillère municipale
pour les élections Régionales
M. Bouabdallah KIOUAS – 5ème adjoint

L1 - Centre culturel et social des Barres et du Mont - 26, avenue du Château d'Eau
Mme Dominique CHIPEAUX - Conseillère municipale

L2 - Ecole maternelle Les Barres - Via d'Auxelles
Mme Marie STABILE - Conseillère municipale

L3 - Ecole élémentaire Les Barres - Rue Ernest Duvillard
Mme Charlène AUTHIER - Conseillère municipale

M1 - Ecole maternelle Antoine de Saint-Exupéry - Rue de la Paix
M. Nikola JELICIC - Conseiller municipal délégué

N1 - Gymnase Serzian – 3, rue Floréal
Mme Loubna CHEKOUAT - Conseillère municipale

N2 - Maison de quartier des Forges - 33, rue de Marseille
M. Ian BOUCARD - Conseiller municipal

210991

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'ensemble des présidents des bureaux de vote et dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort.

Belfort, le 11 JUIN 2021

Le Maire,

Damien MESLOT

MAIRIE DE BELFORT * TERRITOIRE *

N° 211005

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date affichage
15 JUIN 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Avenue Jean Jaurès - Stationnement réservé livraison - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant que pour faciliter les opérations de livraison du secteur et garantir de bonnes conditions de circulation pour piétons et automobilistes, il convient d'aménager un emplacement réservé aux véhicules effectuant des opérations de livraison.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est instauré une aire de livraison:

- Avenue Jean Jaurès, à hauteur du n° 144.

Il est interdit aux autres véhicules de stationner et de s'arrêter à cet emplacement.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

-1176-

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210615-211016-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/06/2021

N° 211016

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - CCI / Banque de France (nouveaux bureaux) - ESTA*
1 et 3 rue du Docteur Frery à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 21 avril 1983 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux (type W),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 19 Z0066, refusée le 29 août 2019, relative à des travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 19 Z0065, refusée le 26 septembre 2019, relative à des travaux d'aménagement et à la création de volumes nouveaux dans des volumes existant, au sein de la Banque de France,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 19 Z0113, délivrée le 13 janvier 2020, relative à des travaux d'aménagement et à la création de volumes nouveaux dans des volumes existant, au sein de la Banque de France,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1er avril 2021, suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 25 mars 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au responsable unique de sécurité,

Considérant l'AVIS DEFAVORABLE de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité en date du 23 juillet 2019, concernant des travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie, avis motivé par le non-respect de la règlementation concernant l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public,

Considérant l'AVIS DEFAVORABLE de la commission communale d'accessibilité en date du 12 septembre 2019, concernant des travaux d'aménagement et à la création de volumes nouveaux dans des volumes existant, au sein de la Banque de France, avis motivé par le non-respect de la règlementation concernant l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public,

Considérant l'AVIS FAVORABLE de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité en date du 12 novembre 2019, concernant des travaux d'aménagement et la création de volumes nouveaux dans des volumes existants au sein de la Banque de France, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des Établissement Recevant du Public,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 25 mars 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'ensemble des bâtiments, non isolés entre-eux, composant la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Banque de France et l'Ecole Supérieure des Technologies et des Affaires, est un établissement **type *R, L, W* de 3e catégorie** pour un effectif **total déclaré** de **700 personnes** réparti comme suit :

- L'hôtel consulaire (CCI et Banque de France), pour un effectif **total déclaré de 330 personnes,**
- L'immeuble de formation ESTA, pour un effectif **total déclaré de 370 personnes,**

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Banque de France, de l'Ecole Supérieure des Technologies et des Affaires, ainsi que l'ouverture au public des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT 090 010 19 Z0113, délivrée le 13 janvier 2020, sont autorisés.

ARTICLE 2 : Le responsable unique de sécurité de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Banque de France et de l'Ecole Supérieure des Technologies et des Affaires est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 1er avril 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 5, de **manière continue et permanente,**
- pour les prescriptions 6, 8, 9, 11, 12, 13 et 14 dans **un délai de deux semaines,**
- pour les prescriptions 7 et 10, dans **un délai de deux mois.**

ARTICLE 3 : Le responsable unique de sécurité de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Banque de France et de l'Ecole Supérieure des Technologies et des Affaires est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

2M016

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **01/04/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00099-000 425 et 425-01**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE / ESTA - BANQUE DE FRANCE (NOUVEAUX BUREAUX)**

Activité : **Formation – réunions - bureaux** Type : **R, L, W** Catégorie : **3ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **1 - 3 Rue du Docteur Fréry - 90000 BELFORT**

N° de dossier : **AT-090-010-19-Z0065 - aménagement de bureaux**
AT-090-010-19-Z0066 - création d'EAS
AT-090-010-19-20113 - amenagement de bureaux
Motif de la visite : **visite périodique et visites de réception après travaux**

Rapport de visite **du 25/03/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
M. VIVOT représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

2M016

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Bâtiment isolé de type R + 2 sur sous-sol accueillant comme plusieurs activités dont la banque de France et la Chambre de Commerce et d'Industrie « **C.C.I.** » sur le bâtiment principal (hôtel consulaire de 1929) et l'annexe côté droit puis l'Ecole Supérieure des Technologies et des Affaires « **E.S.T.A.** » côté gauche, comprenant :

Sous-sol
- garage VL du personnel « *35 places* » ;
- sanitaires du public ;
- chaufferie gaz « 2 chaudières 470 KW » « côté CCI » ;
- sous station « côté ESTA » et CTA de la banque de France ;
- divers locaux dont locaux de stockage et archives.

Rez-de-chaussée « *côté CCI* »
- hall d'accueil « *disposant d'un report d'alarme* » ;
- bureaux « côté droit » ;
- local SSI « *SSI A – alarme type 1 – temporisation 2 minutes* » ;
- logement « gardienne » *disposant d'un report d'alarme* ***actuellement VIDE*** ;
- salle réception ;
- amphithéâtre **« 177 places + 3 PMR ».**

Rez-de-chaussée « *côté ESTA* »
- hall d'accueil et patio ;
- bureaux.

Demi-niveau plus un étage « *côté CCI* » *bâtiment annexe*
- bureau direction CCI

1er étage « *côté ESTA* »
- salles de cours ;
- sanitaires.

1er étage « *côté CCI* » *loué par SIFCO*
- bureaux « côté droit » ;
- sanitaires « côté droit » ;
- 10 bureaux (Ex. salle « Territoire »).

2ème étage « *côté ESTA* »
- salles de cours ;
- sanitaires.

2ème étage « *côté CCI* »
- bureaux « côté droit »
- salles « Jura » et « Vosges » (*effectif maximum cumulé* ***50 personnes***)

L'établissement dispose :
- **côté CCI**, d'un escalier monumental non encloisonné et d'un ascenseur desservant tous les niveaux et d'un escalier côté droit desservant tous les niveaux ;

- **côté ESTA**, un escalier débouchant du hall et desservant tous les niveaux, cet escalier est commun avec la salle Territoire du 1er étage côté CCI. Un petit escalier encloisonné desservant le rez-de-chaussée, 1er et 2ème étages, débouche au rez-de-chaussée dans le patio.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement est classé dans les types **R** « enseignement », **L** « salles de réunions / conférences » et **W** « administrations / bureaux » (**article GN 1**).

- L'effectif maximum des personnes admises simultanément dans cet établissement est déterminé suivant la déclaration « contrôlée » du chef d'établissement. Cette déclaration doit préciser la capacité d'accueil maximale par niveau (**article R 2**).

- L'effectif maximal du public admis est déterminé comme suit :
  - nombre de personne assise sur des sièges « amphithéâtre »,
  - une personne par mètre carré de la surface totale des salles (**article L 3**).

- L'effectif maximal des personnes admises simultanément dans cet établissement est déterminé suivant la déclaration du chef d'établissement (**article W 2**).

Tableau de capacité d'accueil maximum des personnes admises simultanément
Déclaration de l'exploitant (visite périodique du 25/03/2021) :

Niveaux	Hôtel consulaire (CCI)		Immeuble de formation (ESTA)		
	Effectif du public	Effectif du personnel	Effectif du public	Effectif du personnel	Effectif par niveau
2ème étage	50	10	100	20	180
2ème demi niveau	/	10	/	/	10
1er étage	40	10	130	/	180
1er demi niveau	/	10	/	/	10
rez-de-chaussée	180	15	120	/	315
sous-sol	5	/	/	/	5
TOTAL	**275**	**55**	**350**	**20**	**700**

Effectif déclaré par le chef d'établissement

Effectif du public :	625 personnes
Effectif du personnel :	75 personnes
Effectif total :	**700 personnes**

L'établissement est classé dans les types **R** « enseignement », **L** « salles de réunions / conférences » et **W** « administrations / bureaux » de **3ème** catégorie.

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement **(type R)** ;

- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples **(type L)** ;

- **Arrêté du 21 Avril 1983** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux **(type W)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;

Dispositions administratives applicables à la Direction unique et aux établissements placés sous sa responsabilité

Conformément à l'article R 123-21 du Code de la Construction et de l'Habitation, il est rappelé que ce groupement d'exploitations non isolées entre-elles est autorisé parce que l'ensemble des exploitations est placé sous une direction unique **(M. Jean Noel CARNEVALI de la CCI)** seule responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'entre-elles.

Tout changement dans l'organisation de cette direction doit être impérativement signalé à la commission de sécurité.

Dans le cadre de ce groupement d'exploitations, cette direction unique doit s'acquitter de certaines missions, à savoir :

- elle est tenue de s'assurer tant dans les communs que dans chaque exploitation, que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les textes en vigueur. A cet effet, elle fait respectivement procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires et réglementaires par des organismes agréés (article R 123-43) ;

- elle doit s'assurer que les procès-verbaux et compte rendus de vérification cités précédemment sont tenus à la disposition des membres de la commission de sécurité (article R 123-44) ;

- elle doit veiller à ce que toutes les transformations, changements d'exploitations projetés dans le centre commercial sont bien soumis à l'avis de la commission de sécurité (article R 123-22) avant réalisation.

2M016

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I)CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme / Détection *SSI A / alarme type 1* *local rez-de-chaussée - côté CCI*	Triennal par APAVE le 04/09/2020 Rapport n° :R2039967-1-1 **1 observation à lever** Entretien par SIEMENS
Eclairage de Sécurité	Vérifiées par APAVE le 11/12/2020 Rapport n° R2051813-1-1 **ERP : 1 observation à lever** **ERT : 22 observations à lever**
Installation électrique	
Extincteurs	Vérifiés par KIEBER INCENDIE le 16/10/2020
Installation de gaz *chaufferie gaz* *sous-sol - côté CCI*	Contrat avec MTDE Vérifiées par APAVE le 04/09/2020 Rapport n° R2043421-1-1
Installation de chauffage *chaufferie gaz – 2 chaudières 470 KW* *sous-sol - côté CCI*	
Sous-station *sous-sol - côté ESTA*	
Conduit de fumée (2) *chaufferie gaz - sous-sol - côté CCI*	Vérifiés par ARCANGELI le 20/11/2020
Désenfumage *naturel – côté CCI* *escalier demi-niveau puis étage* *escalier monumental*	Vérifiés par APAVE le 04/09/2020 Rapport n° R2036482-1-1 **1 observation à lever**
Désenfumage *naturel – côté ESTA* *petit escalier encloisonné* *Salle des profs 2ème étage*	
Ascenseur (2) *un côté CCI* *un côté ESTA*	Vérifiés par APAVE le 05/12/2018 – ***quinquennale.*** Vérifiés par OTIS le 16/02/2021 Contrat avec 2MA le 18/02/2021
Portes automatiques (1) *entrée principale* *côté CCI*	Vérifiées par PORTALP le 09/03/2021 (x5) Vérifiées par PORTIS le 28/09/2020 (x3) Vérifiées par DORMA le 18/11/2020 (amphi)
Portes automatiques (2) *porte garage / porte accès garage* *sous-sol*	
Exercice d'évacuation	Réalisé le 05/11/2020 avec 20 personnes Prévu le 21/05/2021 avec ensemble établissement

L'établissement dispose d'un DAE (défibrillateur automatique externe)

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 14). • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). Lorsque existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées **tous les trois ans** par un organisme agrée (article DF 10). - Ascenseur : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38 et MS 73). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73). - Portes automatiques : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Limiter à 19 personnes l'effectif dans les salles ne comportant qu'une sortie (article CO 38).
05	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).

PRESCRIPTIONS PERMANENTES – (suite)

☞ ***Observations :*** *« Procès-verbal de visite du mercredi 17 mars 2010 »*
L'exploitant utilise certaines salles en configuration particulière (réceptions, remise de distinctions…) et souhaite pour les salles «Territoire », « Réception », « Jura » connaître l'effectif maximum qu'elles peuvent accueillir.

Salle de « spectacle » (RDC) *: Elle peut accueillir un effectif de* ***180 personnes****. Dans ce cas là, il y a lieu de maintenir la porte de communication avec l'ESTA en positon ouverte car son sens d'ouverture n'étant pas orienté dans le sens de l'évacuation.*

Salle «Territoire » (1er étage) *: Elle possède 1 sortie de 1,40 m (2 UP) et 1 sortie de 1,20 m (1 UP). Elle peut accueillir un maximum de 199 personnes. L'exploitant limite l'effectif de cette salle à* ***60 personnes****. (Transformée en 10 bureaux Cf. le PV de visite du 01/04/2021).*

Salle «Vosges» (2ème étage) *: Elle possède 2 sorties de 0,90 chacune distante entre elles de moins de 5 m dont 1 qui ne s'ouvre pas dans le sens de l'évacuation. Elle peut accueillir un maximum de* ***50 personnes****.*

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 05/04/2016
Prescriptions réalisées : toutes
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal d'étude du : 08/08/2019 - AT-090-010-19-Z0065 - aménagement de bureaux - RVRAT de QUALICONSULT du 12/11/2020 n°111901900363 – aucune non-conformité
Prescriptions réalisées : toutes
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : /

V) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal d'étude du : 08/03/2016 modifié le 08/08/2019 - AT-090-010-19-Z0066 - création d'EAS – RVRAT de SOCOTEC du 29/03/2021 n°24440/21/251 - 1 non-conformité à lever
Prescriptions réalisées : toutes sauf n°16
Prescriptions non maintenues : /
Prescription maintenue : n° 16

N°	DESIGNATION
06	***16/19*** - Faire en sorte que les dispositifs d'ouverture soient accessibles aux PMR (fenêtres quand les EAS en sont dotés) afin d'être facilement manœuvrés (article CO 59). Dispositif non réalisé dans l'EAS des locaux de la société SIFCO.

VII) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire

N°	DESIGNATION
07	Faire lever par un technicien compétent les observations des différents rapports de contrôle et fournir une attestation de levée de ces observations (articles R123-43 et R123-44).
08	Vider de tout potentiel calorifique les locaux AM202, S11 et archives DAF. A défaut, réaliser les travaux d'isolement conformément aux locaux à risques particuliers (article W 4).
09	Doter d'un ferme porte le local à risques particuliers S12A au sous-sol (article W 4).
10	Compléter l'alarme par un équipement perceptible (flash lumineux) dans tous les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (WC des locaux de la société SIFCO) - (articles GN 8 et MS 64).
11	Régler la porte de l'issue de secours du parc de stationnement couvert afin de garantir une ouverture et une fermeture complète (article CO 44).
12	Interdire le stockage de poubelles sur le palier d'escalier du sous-sol de l'ESTA (articles CO 53 et R123.48 du CCH).
13	Equiper d'une poignée la deuxième porte de la salle 21 de l'ESTA (article CO 45).
14	Remplacer le système de fermeture à aiguilles des portes de la salle de l'ESTA par un dispositif par vantail tel que bec-de-cane, poignée tournante, crémone à poignée ou à levier permettant une manœuvre simple (article CO 45).

☞ **Observation :**

Le groupe de visite est informé que d'importants travaux seront prochainement réalisés sur la partie ESTA (suppression de salles de classe au profit d'un amphithéâtre). Il a été rappelé au directeur unique la nécessité de déposer une autorisation de travaux en mairie pour recueillir l'avis de la sous-commission départementale de sécurité.

2M016

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE / ESTA - BANQUE DE FRANCE NOUVEAUX BUREAUX - BELFORT - E-010-00099-000 – 425 et 425-01

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable à la visite périodique et aux visites de réception après travaux.**

Ce document comprend 9 pages

Date de la Sous-Commission : le 01/04/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service Interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210615-211017-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/06/2021

N° 211017

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : Visite d'autorisation d'ouverture - avis favorable - Burger King 6 faubourg de Besançon à Belfort*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 19 Z0091 délivrée le 31 octobre 2019 relative à des travaux d'aménagement intérieur suite à un changement d'enseigne au sein du restaurant Burger King (ex restaurant Quick), 6 faubourg de Besançon à Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 18 février 2021, suite à la visite d'autorisation d'ouverture en date du 5 février 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur du restaurant Burger King, 6 faubourg de Besançon à Belfort,

Vu l'arrêté municipal n°210347 du 2 mars 2021, autorisant uniquement l'ouverture du dispositif « Drive » du restaurant, compte-tenu de la situation sanitaire à cette date, et dans l'attente de la visite de l'accessibilité,

Vu la visite de la commission communale d'accessibilité en date du 15 mars 2021,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS de la commission communale d'accessibilité en date du 15 mars 2021 concernant des travaux d'aménagement intérieur suite à un changement d'enseigne, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des Établissement Recevant du Public,

Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 18 février 2021 suite à la visite d'autorisation d'ouverture en date du 5 février 2021, qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public du restaurant Burger King, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant l'arrêté municipal n°210347 du 2 mars 2021, autorisant uniquement l'ouverture du dispositif « Drive » du restaurant, compte-tenu de la situation sanitaire à cette date et dans l'attente de la visite de l'accessibilité,

Considérant les prescriptions du procès-verbal de la commission communale d'accessibilité en date du 15 mars 2021, suite à la visite d'autorisation d'ouverture en date du 5 février, qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public du restaurant Burger King, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'établissement Burger King est un établissement de type N de 4e catégorie pour un effectif total déclaré de 261 personnes,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité ainsi que celles de la commission communale d'accessibilité afin d'obtenir un niveau de sécurité et d'accessibilité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'ouverture au public du restaurant Burger King est autorisée.

ARTICLE 2 : Le directeur du restaurant Burger King est cependant chargé de respecter les prescriptions émises par la commission communale d'accessibilité à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- Prolonger les bandes de guidage du domaine public au parking PMR, dans **un délai d'un mois,**
- Prolonger les bandes de guidage du parking PMR à la porte d'entrée située côté terrasse, dans **un délai d'un mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur du restaurant Burger King est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 18 février 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 3, de **manière continue et permanente**,
- pour la prescription 4, dans **un délai de deux semaines,**
- pour la prescription 5, dans **un délai d'un mois,**

ARTICLE 4 : Le directeur du restaurant du Burger King est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 5 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 6 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

2MC17

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 8 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

2/1/017

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **18/02/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00129-000 492**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **BURGER KING (ex QUICK)**

Activité : **Restaurants et débits de boissons** Type : **N** Catégorie : **4**

Adresse (n°, rue, commune) : **6 Faubourg de Besançon - 90000 BELFORT**

N° de dossier : **AT-090-010-19-Z0091** *(changement d'enseigne et travaux d'aménagement intérieur)*

Motif de la visite : **visite d'autorisation d'ouverture**

Rapport de visite **du 05/02/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ***Rapporteur***

Absent(s) excusé(s) :
Mme BESANCENOT représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme SIMON SDIS 90

21/10/17 .

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Le bâtiment isolé de tous tiers est à simple rez-de-chaussée à l'exception d'un étage partiel recevant les locaux du personnel non modifiés par le projet.

L'établissement comporte au rez-de-chaussée :
- 1 surface de restauration de 229.34 m² (dont 182.52 m² de restauration assise y compris la zone d'attente de 16 m² et l'aire de jeux de 30.82 m²),
- des sanitaires publics de 15.53 m²,
- 1 grande cuisine ouverte de 50.04 m², légumerie de 5.60 m², stockage pains de 4.30 m²,
- 1 réserve de 9.00 m², chambre froide positive de 9.30 m², chambre froide négative de 12.90 m² et local technique boisson de 7.40 m².
- 1 zone plonge de 8.20 m²,
- 2 espaces DRIVE de 9.40 m²,
- des bureaux et locaux sociaux en rez-de-chaussée et étage partiel,
- des sanitaires.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

- Restauration assise :
  L'effectif se calcule sur la base d'une personne par mètre carré de la surface totale de la salle accessible au public.

- File d'attente :
  L'effectif se calcule sur la base de trois personnes par mètre carré de la zone d'attente (article N 2).

Effectif théorique du public :	183 personnes	*salle de restaurant, aire de jeux*
Effectif théorique du public :	48 personnes	*zone d'attente*
Effectif du personnel :	30 personnes	
Effectif total :	**261 personnes**	

Etablissement classé en **type N de 4ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 21 juin 1982** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons **(type N)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

2/10/17

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme SSI A - EA type 1 Sans temporisation *détection bureau et faux plafond* *1 clapet coupe-feu non asservi* *(thermofusible)*	**RVRAT établi par BTP CONSLTANTS** **le 03/02/2021** **Rapport n° C-MECT-2020-20-100563** **1 non-conformité levée le 04/02/2020**
Installation électrique	
Eclairage de Sécurité	
Installation de chauffage Climatisation réversible électrique Installée en toiture terrasse	
Extincteurs (x9)	
Extinction automatique sur friteuses (x2)	
Cuisine *Appareils de cuisson(>70kW)*	
Hotte de cuisine extracteurs (x2)	
Formation du personnel	Formation SSI par LONGUVILLE le 04/02/2021 (3 pers) Formation incendie prévue le 02/03/2021 (13 pers)

L'établissement disposera d'un DAE (défibrillateur automatique externe)
livraison prévue en mars 2021

21017 .

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Grande cuisine : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GC 21 et GC 22). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73). • Extinction automatique : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article MS 73). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES

Procès-verbal d'étude du : 10/10/2019 (AT-090-010-19-Z0091 – *changement d'enseigne et travaux d'aménagement intérieur)*
Prescriptions réalisées : toutes
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : /

2/11/17

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
04	Boucher les trous dans le plafond du local TGBT (article EL 5).
05	Faire en sorte, qu'en présence du public, toutes les portes puissent s'ouvrir de l'intérieur par simple poussée ou par une manœuvre facile d'un seul dispositif par vantail (crémone, bouton moleté, etc...) - (article CO 45).

Observation :

Le groupe de visite a procédé hors alimentation électrique à l'essai de :

- alarme : audible dans tout le bâtiment et perceptible dans les sanitaires (flashs) ;
- éclairage de sécurité : satisfaisant ;
- téléphone urbain : bon fonctionnement.

2/10/17

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

BURGER KING (Ex QUICK) - BELFORT - E-010-00129-000 - 492

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 6 pages

Date de la Sous-Commission : le 18/02/2021

Signature du Président de séance : le Président,

L'adjoint au chef du service
Interministériel de Défense et
de Protection Civiles

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210615-211018-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/06/2021

N° 211018

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : CH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : levée de l'avis différé de la visite périodique - avis favorable - Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph*
14 rue de Badonvilliers à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 octobre 1976 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 21 avril 1983 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux (type W),

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5ème catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de visite périodique de la sous-commission départementale de sécurité en date du 20 janvier 2020, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph, 14 rue de Badonvilliers à Belfort,

2/11018

Vu la transmission par courriel, le 20 mai 2020 au SDIS des attestations de vérifications concernant les appareils de cuisson ainsi que des attestations de vérifications en cours de validité pour les extincteurs et le désenfumage naturel,

Vu le procès-verbal de visite périodique de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1er avril 2021, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph, 14 rue de Badonvilliers à Belfort,

Considérant que l'avis différé au maintien de l'ouverture au public de l'Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph, émis le 20 mai 2020 par la sous-commission de sécurité était motivé principalement par l'absence de vérification du monte-charge et des appareils de cuisson, ainsi que par l'absence des attestations de vérification en cours de validité pour les extincteurs et le désenfumage naturel,

Considérant la réception par courriel le 20 mai 2020 au SDIS, des attestations de vérifications concernant les appareils de cuisson (à l'exception du monte-charge) ainsi que des attestations de vérifications en cours de validité pour les extincteurs et le désenfumage naturel,

Considérant la levée de l'avis différé en AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS au maintien de l'ouverture de l'Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph, émis le 1er avril 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'ensemble des bâtiments isolés entre-eux, composant l'Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph, est un établissement **type *R, N,* de 3e catégorie et R, W de 5e catégorie** pour un effectif **total** de **595 personnes** réparti comme suit :

- le bâtiment primaire et maternelle pour un effectif total de **461 personnes**,
- le bâtiment administratif et périscolaire pour un effectif total de **134 personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 1er avril 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 4, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions 7, 12, 13, 14, 15 et 16, **immédiat puis de manière permanente**,
- pour les prescriptions 6, 8, 9, 10 et 11, dans **un délai d'un mois,**
- pour les prescriptions 5 et 17, dans **un délai de trois mois,**

ARTICLE 3 : Le directeur de l'Ecole maternelle et élémentaire Saint-Joseph est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

2/11018

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT
TERRITOIRE

2/11/018

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **01/04/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00083-000 324**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE REUNION RELATIVE A UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **ECOLE MATERNELLE ET ELEMENTAIRE SAINT JOSEPH**

Activité : **Enseignement - Restauration** Type : **R, N** Catégorie : **3ème**

Nom ou raison sociale : **ADMINISTRATION ET PERISCOLAIRE SAINT JOSEPH**

Activité : **Enseignement - Bureaux** Type : **R, W** Catégorie : **5ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **14 rue de Badonvilliers - 90000 BELFORT**

Motif de la réunion : **Visite périodique - Réunion sur levée de l'avis différé – Avis Favorable -**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANÇOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

2/11/18

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement comprend **deux bâtiments isolés** :

1) **Ecole maternelle et élémentaire :**

1-a) **Ecole maternelle de type R +1**

- 1er étage — 4 classes, une salle de sieste ;
- rez-de-chaussée — 2 classes, une salle de sieste.

1-b) **Ecole élémentaire de type R+3**

- 3ème étage — 2 classes / une bibliothèque ;
- 2ème étage — 6 classes ;
- 1er étage — salle de restauration (110 repas), 3 classes, salle de sport ;
- rez-de-chaussée — jardin maternel, 1 salle de sieste, 1 salle d'étude, un préau couvert, une salle de restauration (70 repas), une cuisine, locaux divers pour la cuisine.

2) **Administration et périscolaire : de type R + 2**

1er étage :

- 3 salles de classe ;
- un local rangement (sur le palier) ;
- un bureau ;
- sanitaires.

Rez-de-chaussée :

- accueil / secrétariat / comptabilité ;
- salle de réunions (34,04 m²) ;
- salle des professeurs ;
- vestiaires / sanitaires ;
- 3 salles de classe.

2MCI8

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Établissement relevant de personnes de droit public.
Sur déclaration contrôlée du chef d'établissement le jour de la visite.

1) Bâtiment primaire et maternelle

Ecole primaire sur 4 niveaux
Effectif théorique des élèves : 234 personnes
Effectif du personnel : 16 personnes

Ecole maternelle sur 2 niveaux
Effectif théorique des élèves : 193 personnes
Effectif du personnel : 13 personnes

Cuisine :
Effectif du personnel : 5 personnes

Effectif total **461 personnes**

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement de **type R** « enseignement » – **N** « restauration » de **3ème catégorie**

2) Bâtiment administratif et périscolaire

1er étage
Effectif théorique du public : 55 personnes
Effectif du personnel : 10 personnes

Rez-de-chaussée
Effectif théorique du public : 64 personnes « *2 classes périscolaire* »
Effectif du personnel : 5 personnes

Effectif total **134 personnes**

- Le périscolaire est ouvert au public de 07 h 00 à 08 h 30 et de 16 h 00 à 18 h 30.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement de type R « enseignement » – **W** « bureaux » de **5ème catégorie**

2/10/18

TEXTES DE REFERENCE

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 22 Juin 1990** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de **5ème catégorie** ;

- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement **(type R)** ;

- **Arrêté du 21 juin 1982** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons **(type N) ;**

- **Arrêté du 21 Avril 1983** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux **(type W)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;

- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge ;

- **Arrêté du 14 octobre 1976** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public.

2/10/18

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES : ensemble des deux bâtiments

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme *Équipement d'alarme de type 2b commun aux deux bâtiments*	Vérifiée par SOCOTEC le 19/04/2019
Asservissement des portes	
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par SOCOTEC le 24/10/2019 ***5 observations dont 4 levées***
Installation électrique	
Extincteurs (x34) **Désenfumage naturel** ***cages d'escalier***	Vérifiés par CARON SÉCURITÉ le 29/01/2020 (contrat d'entretien)
Installation de gaz (étanchéité) *Cuisine/Chaufferie/Bâtiment primaire*	Vérifiée par SOCOTEC le 24/10/2019
Installation de chauffage 2 chaudières gaz 288 kW chacune *Bâtiment primaire*	Vérifiée par MDTE le 28/10/2019
Conduit de fumée *Conduit unitaire pour les 2 chaudières gaz*	Vérifié par PERTILE le 09/10/2019
Appareils de cuisson *Cuisine* *Bâtiment primaire*	Vérifiés par FRANCODEP le 29/01/2020
Hotte de cuisine *Cuisine* *Bâtiment primaire*	Vérifiée par ISS le 03/04/2019
Exercice d'évacuation	Réalisé le 28/11/2019
Monte charge *Cuisine* *Bâtiment primaire desservant le rez-de-chaussée au 1er*	Vérifié en 2019 Contrat de maintenance : OTIS

21/01/18

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Grande cuisine : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GC 21 et GC 22). - Ascenseur – monte charge : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Alarme de type 2B : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent (article MS 73). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).

2/1/2018

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES

Procès-verbal de visite du : 20/01/2020
Prescription réalisée : n° 06 partiellement
Prescription non maintenue :
Prescription maintenue : observation – n° 05 – 06 (partiellement) – 07 à 17

	DESIGNATION
	Observation **:** *Le bâtiment primaire bénéficie de l'antériorité par rapport à la réglementation. Néanmoins, afin d'augmenter le niveau de sécurité, toutes les cloisons situées entre les salles de classe et les dégagements devront être coupe-feu de degré 1 heure et les éléments vitrés pare-flammes de degré ½ heure.*

➢ **Bâtiment primaire et maternelle**

N°	DESIGNATION
05	*05/20* - Lever les observations contenues dans les différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité une attestation confirmant la levée de ces observations (articles R 123 - 43 et 44 du CCH, GE 7 et 8).
06	*06/20* - Faire vérifier l'installation technique suivante : **- monte charge ;** et fournir à la sous-commission de sécurité ,via la mairie, l'attestations de vérification (articles GE 6 et R123-43).
07	*07/20* - Faire en sorte que l'équipement d'alarme de type 2B soit surveillé en permanence en présence du public par un personnel permanent qualifié, susceptible d'alerter les sapeurs-pompiers et de mettre en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie. Cette surveillance doit être effective au niveau du Tableau Répétiteur d'Alarme situé au niveau de l'accueil (articles MS 57 et 66).
08	*08/20* - Compléter l'alarme par un équipement perceptible (flash lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (WC...) - (article MS 64).
09	*09/20* - Identifier l'arrêt d'urgence électrique des installations de cuisson (article GC 4).
10	*10/20* - Installer un ferme porte sur la porte du local réserve cuisine (article CO 28).
11	*11/20* - Faire en sorte que les arbres de Noël soient équipés de guirlandes répondant aux conditions prévues à l'article EL 23 (arrêté du 19 novembre 2001) : «Les guirlandes électriques doivent répondre aux dispositions de la norme NF EN 60598-2-20». «L'emploi de toute flamme nue et de sources d'étincelles est interdit». L'arbre doit être placé à une distance raisonnable de toute source de chaleur. Le pied de l'arbre doit être dégagé de tout objet combustible. Une neige artificielle ou un givrage peuvent être utilisés à condition qu'ils ne risquent pas de propager rapidement la flamme. Si la hauteur d'un arbre est supérieure à 1,70 m, il doit être placé hors de portée du public. Prévoir un moyen d'extinction à proximité (article AM 19).

PRESCRIPTIONS ANCIENNES - *suite* -

➢ **Bâtiment primaire et maternelle**

N°	DESIGNATION
12	***12/20*** - Retirer tout potentiel calorifique du local au 2ème étage, ce local étant accessible uniquement par l'escalier encloisonné. L'article CO 53 précise que le volume de l'escalier encloisonné ne peut donner accès à un quelconque local annexe.
13	***13/20*** - Supprimer le stockage dans le dégagement de la grande section, le potentiel calorifique important pourrait en cas d'incendie compromettre l'évacuation (article R 123-48).
14	***14/20*** - Supprimer le stockage dans l'escalier encloisonné, les différents placards servant de dépôt ne peuvent être installés dans ce type d'escalier (article CO 53).
15	***15/20*** - Supprimer le stockage dans le bloc sanitaire de la petite section, ce local ne dispose pas des critères d'isolement d'un local à risques particuliers (article R 123-48).
16	***16/20*** - Maintenir fermé en permanence les tableaux électriques (article EL 9).

➢ **Bâtiment administratif et périscolaire**

N°	DESIGNATION
17	***17/20*** - Isoler le volume des archives en combles considéré comme un local à risques particuliers d'incendie et proscrire tout stockage en combles en dehors de ce local (article PE 9).

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

Observation :

Le 20/01/2020, la sous-commission départementale de sécurité a émis un avis différé compte tenu de l'absence de vérification de :

- monte charge ;
- appareils de cuisson ;

et des attestations de vérification en cours de validité pour :

- extincteurs ;
- désenfumage naturel.

Un courriel de l'établissement a été adressé le 20/05/2020 au secrétariat de la commission de sécurité accompagné des attestations de vérifications demandées ci-dessus à l'exception du monte-charge (voir prescription n°06).

De ce fait, l'avis différé peut donc être levé et un **avis favorable** émis.

2M018

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

ECOLE PRIMAIRE (MATERNELLE ET ELEMENTAIRE) SAINT JOSEPH - BELFORT - E-010-00083-000 - 324

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 9 pages

Date de la Sous-Commission : le 01/04/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210615-211019-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/06/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 211019

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique - avis favorable - Ecole maternelle et élémentaire Hubert Metzger (Bâtiment A, B, C et SESSAD)*
Rue Cuvier à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 12 mai 2021, suite à la visite périodique en date du 4 mai 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'Ecole maternelle et élémentaire Hubert Metzger, rue Cuvier à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique en date du 4 mai 2021 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'ensemble des bâtiments isolés entre-eux, composant l'école élémentaire et maternelle « Hubert Metzger », est un établissement **type *R* de *4e* catégorie** pour un effectif **total** de 456 personnes réparti comme suit :

- le bâtiment A et SESSAD pour un effectif total de **180 personnes**,
- le bâtiment B pour un effectif total de **122 personnes**,

2M019

- le bâtiment C pour un effectif total de **154 personnes**.

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'école maternelle et élémentaire Hubert Metzger est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'école maternelle et élémentaire Hubert Metzger est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 12 mai 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 7, de **manière continue et permanente**,
- pour la prescription 12, **immédiat puis de manière permanente**,
- pour les prescriptions 13, 14 et 15, dans **un délai de deux semaines,**
- pour la prescription 11, dans **un délai de deux mois puis de manière permanente,**
- pour les prescriptions 8, 9 et 10, dans **un délai de trois mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur de l'école maternelle et élémentaire Hubert Metzger est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT B F TERRITOIRE

Objet : visite périodique - avis favorable - Ecole maternelle et élémentaire Hubert Metzger (Bâtiment A, B, C et SESSAD)

2/11/19

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **12/05/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00036-000 367**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **ECOLE MATERNELLE "Hubert Metzger" – Bâtiment C**
ECOLE ELEMENTAIRE "Hubert Metzger" – Bâtiments A + SESSAD Bâtiment B

Activité : **Enseignement** Type : **R** Catégorie : **4ème**

Adresse (n°, rue, commune) : **rue Cuvier - 90000 BELFORT**

Motif de la visite : **visite périodique**

Rapport de visite **du 04/05/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

21/01/19

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

L'école primaire se compose de trois bâtiments isolés entre eux. Un bâtiment accueille l'école maternelle (C) et les deux autres bâtiments accueillent l'école élémentaire (A et B).

- **ECOLE ELEMENTAIRE « Hubert Metzger » : Bâtiments A + SESSAD**
  Bâtiment B

Ecole élémentaire composé de deux bâtiments isolés de type R + 2.

Bâtiment A : 2ème étage : Scolaire – 6 salles de classe dont 2 en EAS, local ménage.
1er étage : Scolaire - Locaux (kinésithérapie, hydrothérapie, ergothérapie, orthophonie psychologue et informatique)
Local atelier – 2 bureaux
Salles psychologie et psy RASED
Salle de musique aménagée en EAS **(voir dérogation)**
Local rangement/laverie - Sanitaires.
RDC : SESSAD – salle de réunion et secrétariat SESSAD
Salle d'attente – salle des maîtres – bureaux (médical et direction)
Classe adaptée PMR
Locaux (rangement – stockage) – sanitaires
Préau ouvert – hall d'entrée.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement relevant de personnes de droit public

Effectif théorique du public scolaire :	120 personnes
Personnel scolaire :	12 personnes
Effectif théorique du public SESSAD :	31 personnes
Personnel SESSAD :	17 personnes
Effectif total :	**180 personnes**

Bâtiment A : Etablissement de **type R** de **4ème catégorie**

☞ **DEMANDES DE DEROGATION : Bâtiment A de l'école élémentaire Hubert Metzger**

DEGAGEMENTS

Demande de dérogation
Demande de dérogation pour la conservation des sanitaires au 1er et 2ème étage et du local ménage au 2ème étage dans la cage d'escalier encloisonnée.
Mesure compensatoire proposée : détection incendie.
Réglementation
Le volume d'encloisonnement ne doit comporter aucun conduit présentant des risques d'incendie ou d'enfumage à l'exception des canalisations électriques propres à l'escalier « et à l'ascenseur ». En outre, ce volume ne doit pas donner accès à aucun local annexe (sanitaires, dépôts, etc) - (article CO 53 §4).

Réponse de la sous-commission départementale de sécurité
Compte tenu de l'existence de ces locaux, ne pouvant être déplacés et ne disposant d'aucun pouvoir calorifique pour les sanitaires, la sous-commission départementale de sécurité émet un **avis favorable** à cette demande de dérogation à condition que le local ménage soit équipé du matériel servant uniquement au ménage du niveau et la porte devra être équipée d'un ferme porte.

ESPACE D'ATTENTE SECURISE

Demande de dérogation
Demande de dérogation concernant l'installation d'un seul EAS au 1er étage.
Réglementation
Les Espaces d'Attente Sécurisés doivent être au nombre minimum de deux par niveau (article CO 59).
Réponse de la sous-commission départementale de sécurité
Compte tenu que les locaux du 1er étage sont utilisés par une majorité de personnes en fauteuil roulant et que chacun des locaux reçoit un nombre limité de PMR, il est judicieux de regrouper l'ensemble des PMR dans une seule classe soit la salle de musique. La sous-commission départementale de sécurité émet un **avis favorable** à cette demande de dérogation.

BLOC PORTE CAGE D'ESCALIER

Demande de dérogation
Le maître d'ouvrage sollicite une dérogation concernant **l'article CO 53 § 3 a** de l'arrêté du 25 juin 1980 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public et de **l'article R 15 § 2** de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié.
Cette dérogation concerne l'absence d'asservissement au rez-de-chaussée de la cage d'escalier encloisonnée n° 2 d'un bloc porte deux vantaux donnant dans le préau ouvert et une porte un vantail donnant directement sur l'extérieur.

Commentaire :

La réglementation stipule qu'en aggravation de l'article CO 53, paragraphe 3, les accès aux cages d'escaliers protégés doivent être munis de portes à fermeture automatiques répondant aux dispositions de l'article CO 47 lorsqu'il est fait usage d'un équipement d'alarme de type 1 ou 2.
Cette disposition ne s'oppose pas au maintien des portes en position fermée.

L'architecte demande donc l'avis de la commission départementale de sécurité.

Avis de la commission :

Compte tenu :
- que le bloc porte deux vantaux donne dans le préau ouvert et que la porte un vantail donne directement sur l'extérieur,

la sous-commission départementale de sécurité **émet un avis favorable à cette demande.**

Toutefois, en compensation à la dérogation, la sous-commission départementale de sécurité demande :
- que ces portes soient fermées et déverrouillées pendant la présence du public,
- la mise en place de consignes particulières d'évacuation,
- d'informer le personnel sur le fonctionnement de ces portes.

Bâtiment B : Bâtiment de type R+2 dont le plancher du niveau le plus bas est situé à moins de 8 mètres du sol (7,57 m).
Le bâtiment dispose de deux escaliers et d'un ascenseur desservant l'ensemble des niveaux.

2ème étage	scolaire : 2 salles de classe – salle d'art visuel – salle informatique
	Salle de musique (EAS) – salle d'étude (EAS)
	Local ménage.
1er étage	Scolaire : 3 salles de classe - salle de maîtres (EAS)
	Salle BCD/périscolaire – salle lecture/périscolaire (EAS)
	1 bureau – un local attente – sanitaires
RDC	Restauration : Préau – hall d'entrée
	Salle de restauration (184 m²) – office
	2 bureaux (directeur et coordinateur périscolaire)
	1 local rangement – sanitaires.
Sous-sol partiel	chaufferie

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement relevant de personnes de droit public

Effectif théorique du public scolaire :	120 personnes
Personnel scolaire :	12 personnes
Effectif total :	**122 personnes**

Bâtiment B : Etablissement de **type R de 4ème catégorie**

OBJET DE LA DEMANDE DE DEROGATION - Bâtiment B

Le maître d'ouvrage sollicite une dérogation concernant **l'article CO 53 § 3 a** de l'arrêté du 25 juin 1980 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public et de **l'article R 15 § 2** de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié.
Cette dérogation concerne l'absence d'asservissement au rez-de-chaussée de la cage d'escalier encloisonnée n° 2, d'un bloc porte deux vantaux donnant dans le préau ouvert et d'une porte à un vantail donnant directement sur l'extérieur.

➢ **Commentaire :**

La réglementation stipule qu'en aggravation de **l'article CO 53, paragraphe 3,** les accès aux cages d'escaliers protégés doivent être munis de portes à fermeture automatiques répondant aux dispositions de l'article CO 47 lorsqu'il est fait usage d'un équipement d'alarme de type 1 ou 2.
Cette disposition ne s'oppose pas au maintien des portes en position fermée.

Le maître d'ouvrage demande donc l'avis de la commission départementale de sécurité pour que ces portes ne soient pas asservies.

➢ **Avis de la commission :**

Compte tenu :
- que le bloc porte deux vantaux donne dans le préau ouvert,
- qu'il existe sur le palier du rez-de-chaussée de la cage d'escalier concernée, une issue de secours donnant directement sur l'extérieur,

la sous-commission départementale de sécurité **émet un avis favorable à cette demande.**

Toutefois, en compensation à la dérogation, la sous-commission départementale de sécurité demande :
- que ces portes soient fermées et déverrouillées pendant la présence du public,
- la mise en place de consignes particulières d'évacuation,
- d'informer le personnel sur le fonctionnement de ces portes.

- **ECOLE MATERNELLE « Hubert Metzger » : Bâtiment C**

Bâtiment à simple rez-de-chaussée réparti en trois parties :

Partie centrale : - hall d'entrée, 1 bureau, 1 espace cuisine, 1 salle de réunion, 1 salle de motricité / salle polyvalente, une salle périscolaire / BCD et 1 local poubelles.

Partie aile nord : - 2 salles de classe, 1 salle de repos et le logement du concierge.

Partie aile sud : - 1 salle de propreté / sanitaires, 3 salles de classe, 1 bureau ATSEM, 1 local tricycle et 1 préau.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement relevant de personnes de droit public

Effectif théorique du public :	144	personnes
Personnel :	10	personnes
Effectif total :	**154**	**personnes**

Bâtiment C : Etablissement de **type R de 4ème catégorie**

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances **(type R) ;**

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;

- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge.

2M019

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES : Ecole élémentaire « Hubert Metzger » - Bâtiments A + SESSAD Bâtiment B

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
SSI A – EA de type 1 Bâtiment A	Vérifié par MPS le 07/04/2021 Triennale par APAVE le 13/06/2018 Rapport n° R1847291-13-2 **14 observations à lever**
SSI A – EA de type 1 Bâtiment B	Vérifié par MPS le 07/04/2021 Triennale par APAVE le 13/06/2018 Rapport n° R1847291-14-2 **14 observations à lever**
Portes coupe-feu	Vérifiées par MPS le 20/08/2021
Eclairage de Sécurité	Triennale par APAVE le 18/08/2020 Rapport n° 8473746/43.3.1
Installation électrique	ERP : 1 observation levée par CTM en avril 2021 ERT : aucune observation
Extincteurs	Vérifiés par SICLI le 28/07/2020
Portes automatiques	Vérifiées par SCHINDLER le 08/01/2021
Installation de chauffage gaz (3 chaudières dans bât B) Pour bâtiments A et B	Vérifiée par DALKIA le 05/08/2020
Installation de gaz Bâtiment A et B	Vérifiée par DALKIA le 05/08/2020
Désenfumage cages d'escalier Bâtiments A et B	Vérifié par SSI FRANCE le 20/07/2020
Conduit de fumée (3 cheminées) bâtiments A et B	Vérifiée par DALKIA le 05/08/2020
Ascenseurs Bâtiments A et B	Vérification quinquennale par APAVE le 04/03/2016 n° 1635193-3 – **prochaine prévue en mai 2021** Vérifiés par 2MA le 29/04/2021
Clapets coupe-feu Bâtiments A et B	Vérifiés par SICLI le 30/06/2020
Exercice d'évacuation Bât. A + SESSAD + Bat. B	Réalisé le 30/03/2021 bâtiment A Réalisé le 23/02/2021 bâtiment B Réalisé le 26/02/2021 bâtiment B avec périscolaire

21/10/19

CONTROLES EFFECTUES : Ecole maternelle « Hubert Metzger » - Bâtiment C

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme type 4	Vérifiée par ESP le 03/05/2021
Eclairage de Sécurité	Triennale par APAVE le 18/08/2020 Rapport n° 8473746/43.3.1
Installation électrique	ERP : 1 observation levée par CTM en avril 2021 ERT : aucune observation
Extincteurs	Vérifiés par SICLI le 28/12/2020
Installation de chauffage gaz commune avec élémentaire	Vérifiée par DALKIA le 05/08/2020
Clapets coupe-feu Bâtiments A et B	Vérifiés par SICLI le 30/06/2020
Exercice d'évacuation	Réalisé le 05/10/2020

2M019

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de gaz : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : **(école élémentaire)** : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Ascenseur **(bâtiment A – école élémentaire)** : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les **3 ans OBLIGATOIREMENT** par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73). - Portes automatiques **(école élémentaire)** : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48). **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Aménager les salles de cours de façon à ne pas compromettre l'évacuation sure et rapide du public (article CO 35).

PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
06	Maintenir l'ensemble des portes d'intercommunication entre les classes constamment dégagées et déverrouillées en présence des élèves (CO 45 § 2).
07	Dans les EAS, les rideaux occultants les baies dotées du logo signalant l'EAS devront être remontés aux horaires d'ouverture de l'établissement (article CO 59).

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du 31/05/2016
Prescriptions réalisées : toutes sauf n°08 et 09 - observation
Prescription non maintenue : /
Prescriptions maintenues : n° 08 et 09 - observation

N°	DESIGNATION
08	***08/16 - 13/14*** - Les parois entre locaux et dégagements accessibles au public devront être coupe-feu de degré ½ heure (article CO 24).
09	***09/16 - 14/14*** - Les blocs portes et les éléments verriers des baies d'éclairage équipant les parois verticales doivent être pare flammes de degré ½ heure (article CO 24 § 1 b).

Observation

Les parois de distribution, les blocs portes et les éléments verriers situés aux 1er et 2ème étages n'ont pas été changés car ils n'étaient pas concernés par les travaux.
Dans le cadre de futurs travaux de remplacements de ces éléments, ceux-ci devront répondre aux critères suivants :
Les parois entre locaux accessibles au public et locaux non accessibles au public classés à risques courants et non réservés au sommeil devront être pare flammes de degré ½ heure (article CO 24).

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

N°	DESIGNATION
	ENSEMBLE DES BATIMENTS
10	Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans le rapports de vérification des SSI et fournir une attestation de levée de ces observations (articles R123-43 et R123-44).

PRESCRIPTIONS NOUVELLES - suite -

N°	DESIGNATION
	ENSEMBLE DES BATIMENTS
11	Former le personnel de l'établissement au fonctionnement de l'alarme, à l'utilisation des moyens de secours (extincteurs, ...) et aux consignes de sécurité propres à l'établissement ; tenir à jour le registre de sécurité sur la formation du personnel (articles MS 47 et MS 51).
12	Faire surveiller pendant les heures d'exploitation de l'établissement les tableaux de signalisation de l'équipement d'alarme de type 1 (article MS 66).
	BATIMENT B
13	Equiper d'un ferme-porte la porte de la salle faisant fonction d'EAS au R+2 (article CO 59).
14	Equiper d'un ferme-porte la porte de la chaufferie (article CH 5).
	BATIMENT C (maternelle)
15	Equiper d'un ferme-porte la porte de la bibliothèque donnant sur la circulation (article R 10).
	Observation : Le groupe de visite a procédé aux essais de toutes les portes coupe-feu des circulations ainsi qu'aux essais des lignes téléphoniques des EAS.

2/10/19

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

ECOLE MATERNELLE "Hubert Metzger" – Bâtiment C - ECOLE ELEMENTAIRE "Hubert Metzger" – Bâtiments A + SESSAD Bâtiment B - BELFORT - E-010-00036-000 - 367

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable.**

Ce document comprend 12 pages

Date de la Sous-Commission : le 12/05/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210615-211020-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/06/2021

N° 211020

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme
Initiales : MH/CT
Code matière : 6.1

***Objet** : visite périodique et de réception après travaux - avis favorable - Ecole maternelle Victor Hugo (Bâtiments A et B) - Ecole élémentaire Victor Hugo et gymnase*
2 Quai Schneider - square Géhant - faubourg de Montbéliard à Belfort

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (type X),

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 17 Z0126, délivrée le 27 novembre 2017, relative à des travaux de rénovation de l'installation gaz concernant l'Ecole maternelle Victor Hugo,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 19 Z0063, délivrée le 29 août 2019, relative à des travaux de rénovation de la chaufferie concernant l'Ecole élémentaire Victor Hugo et du gymnase,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 12 mai 2021, suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 26 avril 2021, transmis en lettre recommandée avec accusé réception au directeur de l'Ecole maternelle et élémentaire Victor Hugo, 2 quai Schneider - square Géhant - faubourg de Montbéliard à Belfort,

Considérant l'absence de prescriptions de la commission communale d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 17 Z0126, qui précise que le dossier portant sur des travaux de rénovation de l'installation gaz au sein de l'Ecole maternelle Victor Hugo, n'a pas de conséquences sur l'application de la règlementation en matière d'accessibilité,

Considérant l'absence d'avis de la commission communale d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 19 Z0063, qui précise que les travaux portant sur la rénovation de la chaufferie au sein de l'Ecole élémentaire Victor Hugo et du gymnase, relèvent uniquement de la commission de sécurité,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS suite à la visite périodique et de réception après travaux en date du 26 avril 2021, par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet établissement est de **type *R, X* de *4e* catégorie** pour un effectif **total** de ***500* personnes**,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le maintien de l'ouverture au public de l'Ecole maternelle et élémentaire Victor Hugo ainsi que du gymnase est autorisé.

ARTICLE 2 : Le directeur de l'Ecole maternelle et élémentaire Victor Hugo est cependant chargé de respecter les prescriptions, édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 12 mai 2021 (annexé au présent arrêté), à compter de la notification du présent arrêté, selon les délais suivants :

- pour les prescriptions de 1 à 6, de **manière continue et permanente**,
- pour les prescriptions 7 et 12, **immédiat puis de manière permanente**,
- pour la prescription 9, **immédiat puis de manière permanente** *(tant que les travaux prenant en compte les mesures d'évacuation différée n'ont pas été effectués)*,
- pour la prescription 11, dans **un délai de trois semaines,**
- pour la prescription 10, dans **un délai d'un mois,**
- pour la prescription 8, dans **un délai de trois mois.**

ARTICLE 3 : Le directeur de l'Ecole maternelle et élémentaire Victor Hugo est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 4 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

211020

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

2/11020

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT — Date de la commission : **12/05/2021**

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE — DOSSIER N° : **E-010-00037-000 372**

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
Affaire suivie par : Lieutenant JACOUTOT Denis

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **ECOLE MATERNELLE Victor Hugo - BATIMENTS A ET B**
ECOLE ELEMENTAIRE Victor Hugo et GYMNASE

Activité : **Enseignement Sans Hébergement** — Type : R Catégorie : 4ème
Type : R Catégorie : 4ème

Adresse (n°, rue, commune) : **2 Quai Schneider**
Square Géhant / Faubourg de Montb - 90000 BELFORT

N° de dossiers : **AT-090-010-17-Z0126 - Rénovation de l'installation gaz : école maternelle**
AT-090-010-19-Z0063 - Rénovation de la chaufferie : école élémentaire

Motif de la visite : **Visite périodique et visite de réception après travaux**

Rapport de visite **du 26/04/2021**

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GSCHWIND Chef du SIDPC, représentant le Préfet du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. FRANCOIS représentant le Directeur Départemental des Territoires
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
Rapporteur

Absent(s) excusé(s) :
M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT (Avis Ecrit et Motivé)

Autre(s) personne(s) présente(s) :

Mme DESCHASEAUX SDIS 90

2M020

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

- **ECOLE MATERNELLE « Victor Hugo »**

Bâtiment de type R + 2 en forme de L, comprenant 2 ailes (R+2) et une partie centrale à simple rez-de-chaussée, le 2ème étage n'est pas accessible au public et comprend des combles non utilisés.
Cet établissement se décompose comme suit :

- **Bâtiment B**

Rez-de-chaussée
- 1 hall d'entrée, 1 salle de classe avec mezzanine, vestiaires, sanitaires,
- 1 salle de gymnastique *« partie centrale »*

1er étage
- 2 salles de classe, vestiaires.

- **Bâtiment A**

Rez-de-chaussée
- 1 hall d'entrée, 2 salles de classe, tisanerie, sanitaire,

1er étage
- 2 salles de classe, 2 salles annexe, 1 salle BCD, sanitaires, 1 bureau, 1 local ménage.

Combles - vides

Classement de l'établissement

Etablissement relevant de personnes de droit public

L'effectif maximum des personnes admises simultanément dans cet établissement est déterminé suivant la déclaration contrôlée du chef d'établissement « ville de Belfort » *notice de sécurité du 16 juin 2009.*

Effectif théorique du public :	210 personnes	*« 7 classes de 30 élèves »*
Effectif du personnel :	15 personnes	
Effectif total :	**225 personnes**	

Type : R - Catégorie : 4ème

- **ECOLE ELEMENTAIRE « Victor Hugo » ET GYMNASE**

- Bâtiment isolé de type R + 2 + combles.
  Le 2ème niveau est occupé par des logements non occupés.
- Un gymnase à simple rez-de-chaussée

Classement de l'établissement

Etablissement relevant de personnes de droit public

Effectif théorique du public :	264 personnes
Effectif du personnel :	11 personnes
Effectif total :	**275 personnes**

Type : R – X - Catégorie : 4ème

2M020

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;

- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;

- **Arrêté du 4 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement **(type R)** ;

- **Arrêté du 4 Juin1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts **(type X)** ;

- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de **l'éducation** et dont les collectivités locales ont la charge ;

- **Arrêté du 14 mai 1975** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public du ministère de l'éducation.

211020

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER SELON L'AVIS DE LA COMMISSION

I) CONTROLES EFFECTUES :

DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
Alarme / Détection	Vérifiées par EPS le 23/03/2021 pour les 2 établissements
Eclairage de Sécurité	Vérifiés par APAVE le 13/08/2020 pour les 2 établissements
Installation électrique	Aucune observation
Extincteurs	Vérifiés par SICLI le 06/08/2020
Installation de gaz	Vérifiées par : DALKIA pour l'école élémentaire le 01/09/2020 LACAVE pour l'école maternelle le 03/05/2020
Installations de chauffage	Vérifiées par : DALKIA pour l'école élémentaire le 01/09/2020 CTM pour l'école maternelle le 02/09/2020
Désenfumage	Vérifié par SSI pour l'école maternelle le 20/07/2020 Sans objet pour l'école élémentaire
Conduits de fumées	Vérifiés par : DALKIA pour l'école élémentaire le 02/09/2020 MAILLOT pour l'école maternelle le 05/11/2020
Clapets coupe-feu (2)	Vérifiés par : SICLI pour l'école élémentaire le 23/06/2020 Sans objet pour l'école élémentaire
Exercice d'évacuation	Réalisé le : 11/03/2021 pour l'école élémentaire 16/10/2020 pour l'école maternelle

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
	II Ecole maternelle « Victor Hugo » - Ecole élémentaire « Victor Hugo » et gymnase
01	Tenir à jour les registres de sécurité sur lesquels sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : - Installations électriques : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). - Eclairage de sécurité : • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - Installation de chauffage : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - Désenfumage : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). - Moyens de secours : • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). • Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. **Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.**
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
	Ecole maternelle « Victor Hugo » :
05	Ranger les matelas et laisser libre les dégagements dans la salle des « petits », salle 05 (article CO 37).
06	Limiter à 19 personnes l'effectif dans les salles dotées d'une seule sortie (CO 38)

2M020

HISTORIQUE

Ecole maternelle « Victor Hugo » :

Procès-verbal d'étude du lundi 5 octobre 2009 - Le local BCD du 1er étage dispose d'un seul dégagement, l'effectif sera limité à 19 personnes maximum, à afficher dans la salle.
La salle de classe du 1er étage dispose de deux dégagements.

Demande de dérogation point 8 de la notice de sécurité

L'escalier existant extérieur à une largeur de 0,80 mètre au lieu de 0,90 mètre requis, cette dérogation pourrait être acceptée par la commission de sécurité étant donné la taille du public à évacuer (enfant de 7 ans maximum).

La circulation commune au rez-de-chaussée débouche sur une seule sortie de 2 UP (la porte vers l'escalier ne s'ouvre pas dans le sens de la fuite et débouche sur la voie publique : trottoir étroit). Par contre, un des escaliers de l'étage est extérieur et ne transite pas par le hall du rez-de-chaussée. Les deux classes du rez-de-chaussée possèdent deux dégagements dont 1 ne transite pas par le hall (directement sur l'extérieur pour une et la salle de gymnastique pour l'autre). En compensation, l'éclairage d'évacuation sera renforcé au droit de ces 2 portes. Cette disposition est soumise à l'avis de la commission de sécurité.

Réponse

→ L'effectif admissible sur le 1er étage du bâtiment A est de 31 personnes pour la 1ère classe + 19 personnes pour le local BCD + 1 personne pour le bureau + 31 personnes pour la deuxième classe, **soit 82 personnes** pour le niveau.

- Dégagements exigés : 2 dégagements de 1 unité de passage.
- Réalisés : 2 dégagements.

Le deuxième dégagement existant donnant sur l'extérieur possède une largeur de 0,80 mètre au lieu de 0,90 mètre. Ce dégagement est accepté par la sous-commission départementale de sécurité sous les conditions suivantes :

- Mise en place d'un éclairage de sécurité d'évacuation,
- Installer un déclencheur d'alarme à proximité immédiate du dégagement,
- Les marches ne doivent pas être glissantes,
- Disposer d'une main courante.

→ L'effectif admissible sur l'ensemble des niveaux du bâtiment A est :

- 1er étage : 82 personnes
- rez-de-chaussée : 2 classes de 31 personnes chacune **soit 144 personnes** au total.

Le dégagement exigé est 1 dégagement de 2 unités de passage complété par un dégagement accessoire.
Le dégagement accessoire peut être réalisé par les dégagements des deux salles de classe du niveau rez-de-chaussée, l'un donnant directement sur l'extérieur, l'autre transitant par la salle de gymnastique. Ceux-ci sont acceptés par la sous-commission départementale de sécurité sous les conditions suivantes :

- Mise en place d'un éclairage de sécurité d'évacuation pour les dégagements : des deux salles de classe du rez-de-chaussée et de la salle de gymnastique donnant sur l'extérieur,
- Installer un déclencheur d'alarme à proximité immédiate des dégagements,
- Les dégagements des salles de classe du rez-de-chaussée et de la salle de gymnastique donnant sur l'extérieur doivent pouvoir s'ouvrir par une simple manœuvre.

2M020

Procès-verbal d'étude du 14/11/2017

Demande de dérogation AT-090-010-17-Z0126 :

➢ **Motivations :**

Pour la pose de ventouse verticale pour chaque chaudière, il est demandé une dérogation à l'article CH 5 §4 compte tenu que la chaufferie n'étant pas située en terrasse ou au dernier niveau.

Le pétitionnaire souhaite déroger aux dispositions de l'**article CH 5 § 4** qui stipule :

§ 4. Appareils à circuit de combustion étanche :
(Arrêté du 24 septembre 2009) « A l'exception des modules de production de chaleur associés à des appareils de production par combustion de froid et/ou de chaud thermodynamique visés au paragraphe 3 du présent article, seuls les appareils à circuit de combustion étanche, raccordés à un terminal vertical, peuvent être installés :
- soit dans une chaufferie située en terrasse ou au dernier niveau conformément aux prescriptions du paragraphe 1 ;
- soit en terrasse dans les conditions fixées au paragraphe 2. »

La chaufferie est située au droit d'une façade pignon non aveugle puisque comportant une fenêtre donnant sur les combles de l'ERP.

➢ **Mesures compensatoires proposées :**

Le pétitionnaire propose une mesure compensatoire qui sera de boucher la fenêtre donnant sur les combles par une cloison coupe-feu 2 h. Il explique que, d'après le guide Uniclima, l'implantation d'une chaufferie dominée par un pignon comportant une fenêtre n'est pas autorisée.
Par contre, l'implantation serait possible pour une puissance installée inférieure à 250 kW en l'absence de fenêtre sur ce pignon.

Le pétitionnaire informe également d'une modification des ventilations hautes et basses du local chaufferie aux dimensions règlementaires, du remplacement de la porte de la chaufferie par une porte coupe-feu ½ h munie de ferme-porte.

➢ **Avis de la sous-commission :**

Du fait que :

→ le local chaufferie est conforme aux dispositions de l'article CO 28 en tant que local à risques importants compte-tenu de la puissance cumulée des deux chaufferies existantes ;

→ le pétitionnaire garantit le degré coupe-feu du mur pignon en bouchant la fenêtre. Il s'engage à rétablir également le degré coupe-feu de la paroi entière et le remplacement de la porte coupe-feu de la chaufferie comportant la ventilation basse par une porte coupe-feu ½ h munie de ferme-porte conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 juin 1978 ;

→ l'installation des cheminées est conforme aux dispositions de l'article CH9 §4 ;

→ les préconisations du guide Uniclima sont respectées afin de rendre conforme l'installation des nouveaux conduits de fumée et l'implantation selon la façade ;

la sous-commission départementale de sécurité émet un **avis favorable à cette demande de dérogation.**

211020

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du 10/05/2016
Prescriptions réalisées : n° 08 - 09 -11 -12 - 13 - 17 - 18
Prescriptions non maintenues : n° 10- 14 - 15 - 16
Prescription maintenue : /

Procès-verbal d'étude du : 14/11/2017 - AT-090-010-17-Z0126 - Rénovation de l'installation de chauffage au gaz - RVRAT N° 24440/21/281-1 du 18-04-2021, rédigé par SOCOTEC, ne comporte pas de non-conformité.
Prescriptions réalisées : toutes
Prescription non maintenue : /
Prescription maintenue : /

Procès-verbal d'étude du : 08/08/2019 - AT-090-010-19-Z0063 - Rénovation de la chaufferie - RVRAT N° 24440/21/281 du 18-04-2021, rédigé par SOCOTEC, ne comporte pas de non-conformité.
Prescriptions réalisées : toutes
Prescriptions non maintenues : /
Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

N°	DESIGNATION
	Pour les deux établissements :
07	Accrocher les extincteurs de manière à ce que la poignée de portage ne soit pas à plus de 1 m 20 du sol (article MS 39)
08	Réaliser les travaux qui peuvent être nécessaires à la mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie, dans le cas où les niveaux sont rendus accessibles aux PMR (articles GN 8 et R 123-4). Avant leur réalisation, ces travaux s'ils s'avèrent nécessaires devront être impérativement autorisés par l'autorité de police compétente dans les conditions fixées aux articles L 111-8 et R 111-19-17 du CCH.
09	Interdire l'accès aux PMR dans les étages, tant que les travaux prenant en compte les mesures d'évacuation différée n'ont pas été effectués (article R123-13).
10	Compléter le signal sonore par un dispositif destiné à rendre l'alarme perceptible en tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément (sanitaires, sauna, etc...) (article MS 64).
	Pour l'école maternelle :
11	Rendre accessible les 2 vantaux de l'issue de secours se trouvant dans la salle 0.09 du bâtiment B (article CO 37).
	Pour l'école élémentaire :
12	Maintenir l'ensemble des portes d'intercommunication entre le périscolaire et le perron 4 constamment dégagées et déverrouillées en présence des élèves (article CO 45)

2M020

PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite

ECOLE MATERNELLE ET ELEMENTAIRE VICTOR HUGO ET GYMNASE - BELFORT - E-010-00037-000 - 372

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable** à la visite périodique et à la réception des travaux.

Ce document comprend 8 pages

Date de la Sous-Commission : le 12/05/2021

Signature du Président de séance : le Président,

Le Chef du service interministériel
de Défense et de Protection Civiles,

Jean-Marcel GSCHWIND

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- *Le Président de la CCDSA*
- *Le Maire*
- *Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

N° 211025

Date affichage

15 JUIN 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue de l'As Trèfle - Vitesse limitée à 30 km/h - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant, qu'en raison du caractère résidentiel de cette rue en impasse, de la présence d'un ralentisseur, il y a lieu de modérer la vitesse afin de préserver la qualité de vie des riverains, garantir la sécurité des usagers et favoriser les modes doux.

ARRETE

ARTICLE 1 : La vitesse maximale à laquelle les véhicules sont autorisés à circuler :

- Rue de l'As Trèfle, entre le n° 29 et le n° 45 (aire de retournement) est fixée à 30 km/h.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

N° 211026

Date affichage

15 JUIN 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue Edith Cavell - Stop - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents,

ARRETE

ARTICLE 1 : Tout conducteur de véhicule sortant de la Rue Edith Cavell devra obligatoirement marquer un temps d'arrêt et de sécurité, et céder la priorité aux véhicules circulant rue R. Schmittlein

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT
TERRITOIRE

Date affichage

15 JUIN 2021

N° 211027

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue Edith Cavell - Sens unique - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents,

ARRETE

ARTICLE 1 : La circulation de tout véhicule s'effectuera en sens unique, rue Edith Cavell, entre le n° 9 et la rue R. Schmittlein et dans ce sens.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

MAIRIE DE BELFORT ★ TERRITOIRE ★

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

Date affichage

15 JUIN 2021

N° 211028

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue Edith Cavell - Cédez le passage - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents,

ARRETE

ARTICLE 1 : Tout conducteur de véhicule sortant de l'impasse n° 11 et 13 devra céder le passage aux usagers circulant rue Edith Cavell.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

Date affichage

15 JUIN 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 211029

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue Raymond Schmittlein - Stop - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents,

ARRETE

ARTICLE 1 : Tout conducteur de véhicule sortant de la Rue R. Schmittlein devra obligatoirement marquer un temps d'arrêt et de sécurité, et céder la priorité aux véhicules circulant Rue Philippe Grille.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

MAIRIE DE BELFORT
TERRITOIRE

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

N° 2M030

Date affichage

15 JUIN 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Rue Raymond Schmittlein - Cédez le passage - Réglementation permanente de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le carrefour, rue Schmittlein, à hauteur de la rue Edith Cavel et des n° 12, 16, 17 sera régie par la règle du cédez le passage.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Belfort, le 15 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210623-211096-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/06/2021

N° 211096

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date affichage
23 JUIN 2021

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Gestion du Domaine Public
LR/AB/2021/813
Code matière : 3.5

***Objet** : Accès à la zone piétonne du Faubourg de France et du Passage de France pour les véhicules de l'établissement « Fleurs du Midi »*

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2214-3,

Vu le Code de la route,

Vu le règlement général de la circulation et du stationnement à Belfort et notamment l'arrêté n° 12800 du 29 janvier 1970,

Vu le règlement municipal de voirie du 22 mars 2012,

Vu l'arrêté municipal n° 2008-3003 du 25 novembre 2008 réglementant le stationnement et la circulation dans la zone piétonne du Faubourg de France et du Passage de France,

Vu la demande de Madame Laure MONNIER, gérante de l'établissement « Fleurs du Midi », sis Place de la Commune de Paris, reçue le 8 juin 2021,

Considérant la nécessité de faciliter les conditions de livraison de ce magasin,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les véhicules immatriculés BF-812-PB et EL-401-EL sont autorisés à accéder à la zone piétonne du Faubourg de France et du Passage de France chaque mardi de 12 h 00 à 14 h 00 pour la livraison du magasin.

ARTICLE 2 : Le stationnement dans cette zone reste conforme à l'arrêté municipal n° 2008-3003, et notamment d'une durée limitée à trente minutes.

ARTICLE 3 : Le conducteur devra appuyer sur le bouton de l'interphone pour entrer en contact avec l'opérateur qui lui autorisera un stationnement de trente minutes.

211096

ARTICLE 4 : La présente autorisation est valable jusqu'au 30 juin 2022. Il appartiendra au bénéficiaire d'effectuer le renouvellement de la demande au moins un mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services, la Directrice du service Gestion du Domaine Public, M. le Chef de police municipale et les agents de police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Laure MONNIER, gérante de l'établissement « Fleurs du Midi », et dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Belfort, le 23 JUIN 2021

Par délégation,
L'Adjoint au Maire

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Tony KNEIP

Envoyé le

23 JUIN 2021

N° 21M10

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date affichage

23 JUIN 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Campagne annuelle de marquage au sol - Réglementation du stationnement et de la circulation

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Vu le Règlement Municipal de Voirie du 22 Mars 2012,

Considérant que pour ces travaux de marquage au sol, il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le stationnement de tout véhicule sera interdit:

sur la période du 01/07/2021 au 28/01/2022, à l'avancement des travaux

- dans les Rues et Parkings de la Ville de Belfort, dans l'emprise des panneaux

Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront déplacés et mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 2 : Les panneaux relatifs au stationnement seront mis en place 48 H avant la date d'effet de l'interdiction de stationner par l'entreprise T1 GROUPE HELIOS.

N° 21110

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 3 : Des opérations de marquage au sol, sur la chaussée, vont occasionner une gêne pour la circulation de tout véhicule, piétons et cycles :

sur la période du 01/07/2021 au 28/01/2022, à l'avancement des travaux

- dans les Rues et Parkings de la Ville de Belfort

ARTICLE 4 : En cas de nécessité, pour des raisons de sécurité, l'entreprise T1 GROUPE HELIOS pourra interdire la circulation dans l'emprise du chantier après accord préalable des autorités compétentes.

ARTICLE 5 : La présignalisation, la signalisation de position de chantier nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par l'entreprise T1 GROUPE HELIOS.
L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 6 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piéton, protégé de la circulation, devra être maintenue.

ARTICLE 7 : L'entreprise T1 GROUPE HELIOS demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 9 : M. Le Directeur général des services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise à Monsieur le Directeur de l'Entreprise T1 GROUPE HELIOS - 3 rue Georges Boillot - 25200 MONTBELIARD.

Belfort, le 23 JUIN 2021
Par délégation,
L'Adjoint au Maire
Jean-Marie HERZOG

MAIRIE DE BELFORT
TERRITOIRE

RG

Date affichage

29 JUIN 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2111143

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Permission de voirie n° 21DAET00157 / 21PER00113 - Avenue du Maréchal Juin - Intervention d'une nacelle - Travaux voirie - Travaux éclairage public - du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 24/06/2021 par laquelle Ville de Belfort, domicilié Mairie de Belfort Hôtel de Ville / Place d'Armes 90020 BELFORT, ci-après désigné le bénéficiaire, sollicite l'autorisation de réaliser un chantier Avenue du Maréchal Juin sur la commune de BELFORT,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier, de manière visible et consultable par tous, pendant toute la durée des travaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable du 01/07/2021 au 30/06/2022. A l'issue de ce délai, elle est périmée de plein droit.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée correspondant à la durée d'utilisation des ouvrages exécutés. Elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire.

Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité pour le bénéficiaire. En cas de révocation de l'autorisation, ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux en leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office par la Ville de Belfort, aux frais du bénéficiaire.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages exécutés aux frais du bénéficiaire, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter la durée de chantier de 365 jours.

Conformément au Règlement de Voirie, tout dépassement sera signalé à la Ville de Belfort qui devra valider cette modification.

Le bénéficiaire informera la Ville de Belfort de l'ouverture du chantier au démarrage des travaux et de sa fermeture au terme du chantier. La date de transmission de l'avis de fermeture déterminera la date de réception des travaux (article 56 du Règlement de Voirie Municipal).

ARTICLE 4 : Les travaux objet de la demande devront être réalisés en respectant l'ensemble des prescriptions techniques du Règlement de Voirie Municipal (articles 17 à 35 en particulier).

ARTICLE 5 : Les travaux feront obligatoirement l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de l'ensemble des gestionnaires de réseaux avant toute action sur le terrain.
La liste des gestionnaires de réseaux à contacter est disponible auprès de la Mairie de Belfort ou sur le guichet Unique, conformément à la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de la présente permission de voirie est informé d'un risque potentiel de présence d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A la demande du bénéficiaire, la Ville de Belfort fournira les informations éventuelles dont elle dispose sur la section de voie concernée par la présente demande (sous réserve que celle-ci ait déjà fait l'objet d'investigations et que les résultats lui aient été communiqués).

Ainsi, conformément à l'article L 4531-1 du Code du travail, il est rappelé que le bénéficiaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujetti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Le bénéficiaire est invité à communiquer à la Ville de Belfort les résultats de toutes investigations qu'il aura effectuées en matière de recherche d'amiante et d'HAP dans les emprises routières concernées par les travaux objet de la présente permission de voirie. Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du Code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations. Aussi, l'entreprise mandatée par le bénéficiaire devra donc être parfaitement informée par celui-ci des résultats des investigations, afin qu'elle puisse mettre en œuvre les mesures adaptées.

Enfin, il est rappelé au bénéficiaire ses obligations en tant que producteur potentiel de déchets contenant de l'amiante ou des HAP qui devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de réglementation de la circulation : il appartient au bénéficiaire ou à l'entreprise intervenant pour son compte, de solliciter les autorisations auprès de la commune de Belfort, après réunion de piquetage sur place.

La signalisation du chantier dans les zones sous circulation sera réalisée par l'entreprise exécutante, sous sa responsabilité, et ce conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise sera tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, les coordonnées, notamment téléphoniques, du responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier devront être communiquées à la Ville de Belfort.

L'ensemble de la signalisation devra impérativement respecter les prescriptions de l'arrêté de la Ville de Belfort et le Règlement de Voirie (articles 43, 46, 47 et 48 en particulier).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Belfort que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté,
le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la Ville de Belfort se substituera à lui.
Les frais de cette intervention seront, conformément au Règlement de Voirie Municipal (articles 59, 60 et 61), à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter, auprès de la Ville de Belfort, l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Les réfections devront être réalisées conformément aux prescriptions indiquées au marché de travaux d'aménagement de l'Avenue du Maréchal Juin.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : M. Le Directeur général des services est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise :
– au demandeur
– au bénéficiaire si celui-ci est différent du demandeur

Belfort, le 29 JUIN 2021

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

VILLE DE BELFORT TERRITOIRE

Jean-Marie HERZOG

RG

Date affichage

29 JUIN 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 211144

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Permission de voirie n° 21DAET00158 / 21PER00112 - Avenue du Château d'Eau - Intervention d'une nacelle - Travaux voirie - Travaux éclairage public - du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 24/06/2021 par laquelle Ville de Belfort, domicilié Mairie de Belfort Hôtel de Ville / Place d'Armes 90020 BELFORT, ci-après désigné le bénéficiaire, sollicite l'autorisation de réaliser un chantier Avenue du Château d'Eau sur la commune de BELFORT,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier, de manière visible et consultable par tous, pendant toute la durée des travaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable du 01/07/2021 au 30/06/2022. A l'issue de ce délai, elle est périmée de plein droit.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée correspondant à la durée d'utilisation des ouvrages exécutés. Elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire.

Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité pour le bénéficiaire. En cas de révocation de l'autorisation, ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux en leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office par la Ville de Belfort, aux frais du bénéficiaire.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages exécutés aux frais du bénéficiaire, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter la durée de chantier de 365 jours.

Conformément au Règlement de Voirie, tout dépassement sera signalé à la Ville de Belfort qui devra valider cette modification.

Le bénéficiaire informera la Ville de Belfort de l'ouverture du chantier au démarrage des travaux et de sa fermeture au terme du chantier. La date de transmission de l'avis de fermeture déterminera la date de réception des travaux (article 56 du Règlement de Voirie Municipal).

ARTICLE 4 : Les travaux objet de la demande devront être réalisés en respectant l'ensemble des prescriptions techniques du Règlement de Voirie Municipal (articles 17 à 35 en particulier).

ARTICLE 5 : Les travaux feront obligatoirement l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de l'ensemble des gestionnaires de réseaux avant toute action sur le terrain.
La liste des gestionnaires de réseaux à contacter est disponible auprès de la Mairie de Belfort ou sur le guichet Unique, conformément à la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de la présente permission de voirie est informé d'un risque potentiel de présence d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A la demande du bénéficiaire, la Ville de Belfort fournira les informations éventuelles dont elle dispose sur la section de voie concernée par la présente demande (sous réserve que celle-ci ait déjà fait l'objet d'investigations et que les résultats lui aient été communiqués).

Ainsi, conformément à l'article L 4531-1 du Code du travail, il est rappelé que le bénéficiaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujetti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Le bénéficiaire est invité à communiquer à la Ville de Belfort les résultats de toutes investigations qu'il aura effectuées en matière de recherche d'amiante et d'HAP dans les emprises routières concernées par les travaux objet de la présente permission de voirie. Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du Code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations. Aussi, l'entreprise mandatée par le bénéficiaire devra donc être parfaitement informée par celui-ci des résultats des investigations, afin qu'elle puisse mettre en œuvre les mesures adaptées.

Enfin, il est rappelé au bénéficiaire ses obligations en tant que producteur potentiel de déchets contenant de l'amiante ou des HAP qui devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de réglementation de la circulation : il appartient au bénéficiaire ou à l'entreprise intervenant pour son compte, de solliciter les autorisations auprès de la commune de Belfort, après réunion de piquetage sur place.

La signalisation du chantier dans les zones sous circulation sera réalisée par l'entreprise exécutante, sous sa responsabilité, et ce conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise sera tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, les coordonnées, notamment téléphoniques, du responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier devront être communiquées à la Ville de Belfort.

L'ensemble de la signalisation devra impérativement respecter les prescriptions de l'arrêté de la Ville de Belfort et le Règlement de Voirie (articles 43, 46, 47 et 48 en particulier).

RG

N° 2021/44

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Belfort que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté,
le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la Ville de Belfort se substituera à lui.
Les frais de cette intervention seront, conformément au Règlement de Voirie Municipal (articles 59, 60 et 61), à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter, auprès de la Ville de Belfort, l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Les réfections devront être réalisées conformément aux prescriptions indiquées au marché de travaux d'aménagement de l'Avenue du Maréchal Juin.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : M. Le Directeur général des services est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise :
– au demandeur
– au bénéficiaire si celui-ci est différent du demandeur

Belfort, le 29 JUIN 2021

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Jean-Marie HERZOG

RG
Date affichage

29 JUIN 2021

N° 21145

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Permission de voirie n° 21DAET00155 / 21PER00111 - Avenue du Maréchal Juin - Travaux voirie - Mobilier Urbain - du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 24/06/2021 par laquelle Ville de Belfort, domicilié Mairie de Belfort Hôtel de Ville / Place d'Armes 90020 BELFORT, ci-après désigné le bénéficiaire, sollicite l'autorisation de réaliser un chantier Avenue du Maréchal Juin sur la commune de BELFORT,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier, de manière visible et consultable par tous, pendant toute la durée des travaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable du 01/07/2021 au 30/06/2022. A l'issue de ce délai, elle est périmée de plein droit.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée correspondant à la durée d'utilisation des ouvrages exécutés. Elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire.

Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité pour le bénéficiaire. En cas de révocation de l'autorisation, ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux en leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office par la Ville de Belfort, aux frais du bénéficiaire.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages exécutés aux frais du bénéficiaire, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter la durée de chantier de 365 jours.

Conformément au Règlement de Voirie, tout dépassement sera signalé à la Ville de Belfort qui devra valider cette modification.

Le bénéficiaire informera la Ville de Belfort de l'ouverture du chantier au démarrage des travaux et de sa fermeture au terme du chantier. La date de transmission de l'avis de fermeture déterminera la date de réception des travaux (article 56 du Règlement de Voirie Municipal).

ARTICLE 4 : Les travaux objet de la demande devront être réalisés en respectant l'ensemble des prescriptions techniques du Règlement de Voirie Municipal (articles 17 à 35 en particulier).

ARTICLE 5 : Les travaux feront obligatoirement l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de l'ensemble des gestionnaires de réseaux avant toute action sur le terrain.
La liste des gestionnaires de réseaux à contacter est disponible auprès de la Mairie de Belfort ou sur le guichet Unique, conformément à la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de la présente permission de voirie est informé d'un risque potentiel de présence d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A la demande du bénéficiaire, la Ville de Belfort fournira les informations éventuelles dont elle dispose sur la section de voie concernée par la présente demande (sous réserve que celle-ci ait déjà fait l'objet d'investigations et que les résultats lui aient été communiqués).

Ainsi, conformément à l'article L 4531-1 du Code du travail, il est rappelé que le bénéficiaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujetti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Le bénéficiaire est invité à communiquer à la Ville de Belfort les résultats de toutes investigations qu'il aura effectuées en matière de recherche d'amiante et d'HAP dans les emprises routières concernées par les travaux objet de la présente permission de voirie. Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du Code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations. Aussi, l'entreprise mandatée par le bénéficiaire devra donc être parfaitement informée par celui-ci des résultats des investigations, afin qu'elle puisse mettre en œuvre les mesures adaptées.

Enfin, il est rappelé au bénéficiaire ses obligations en tant que producteur potentiel de déchets contenant de l'amiante ou des HAP qui devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de réglementation de la circulation : il appartient au bénéficiaire ou à l'entreprise intervenant pour son compte, de solliciter les autorisations auprès de la commune de Belfort, après réunion de piquetage sur place.

La signalisation du chantier dans les zones sous circulation sera réalisée par l'entreprise exécutante, sous sa responsabilité, et ce conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise sera tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, les coordonnées, notamment téléphoniques, du responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier devront être communiquées à la Ville de Belfort.

L'ensemble de la signalisation devra impérativement respecter les prescriptions de l'arrêté de la Ville de Belfort et le Règlement de Voirie (articles 43, 46, 47 et 48 en particulier).

RG

N°211145

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Belfort que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté,
le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la Ville de Belfort se substituera à lui.
Les frais de cette intervention seront, conformément au Règlement de Voirie Municipal (articles 59, 60 et 61), à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter, auprès de la Ville de Belfort, l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Les réfections devront être réalisées conformément aux prescriptions indiquées au marché de travaux d'aménagement de l'Avenue du Maréchal Juin.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : M. Le Directeur général des services est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise :
– au demandeur
– au bénéficiaire si celui-ci est différent du demandeur

Belfort, le 29 JUIN 2021

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

VILLE DE BELFORT TERRITOIRE

Jean-Marie HERZOG

RG
Date affichage

29 JUIN 2021

N° 211146

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Permission de voirie n° 21DAET00156 / 21PER00110 - Avenue du Château d'Eau - Travaux voirie - Mobilier Urbain - du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 24/06/2021 par laquelle Ville de Belfort, domicilié Mairie de Belfort Hôtel de Ville / Place d'Armes 90020 BELFORT, ci-après désigné le bénéficiaire, sollicite l'autorisation de réaliser un chantier Avenue du Château d'Eau sur la commune de BELFORT,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier, de manière visible et consultable par tous, pendant toute la durée des travaux.

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable du 01/07/2021 au 30/06/2022. A l'issue de ce délai, elle est périmée de plein droit.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée correspondant à la durée d'utilisation des ouvrages exécutés. Elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire.

Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité pour le bénéficiaire. En cas de révocation de l'autorisation, ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux en leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office par la Ville de Belfort, aux frais du bénéficiaire.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages exécutés aux frais du bénéficiaire, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter la durée de chantier de 365 jours.

Conformément au Règlement de Voirie, tout dépassement sera signalé à la Ville de Belfort qui devra valider cette modification.

Le bénéficiaire informera la Ville de Belfort de l'ouverture du chantier au démarrage des travaux et de sa fermeture au terme du chantier. La date de transmission de l'avis de fermeture déterminera la date de réception des travaux (article 56 du Règlement de Voirie Municipal).

ARTICLE 4 : Les travaux objet de la demande devront être réalisés en respectant l'ensemble des prescriptions techniques du Règlement de Voirie Municipal (articles 17 à 35 en particulier).

ARTICLE 5 : Les travaux feront obligatoirement l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de l'ensemble des gestionnaires de réseaux avant toute action sur le terrain.
La liste des gestionnaires de réseaux à contacter est disponible auprès de la Mairie de Belfort ou sur le guichet Unique, conformément à la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de la présente permission de voirie est informé d'un risque potentiel de présence d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A la demande du bénéficiaire, la Ville de Belfort fournira les informations éventuelles dont elle dispose sur la section de voie concernée par la présente demande (sous réserve que celle-ci ait déjà fait l'objet d'investigations et que les résultats lui aient été communiqués).

Ainsi, conformément à l'article L 4531-1 du Code du travail, il est rappelé que le bénéficiaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujetti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Le bénéficiaire est invité à communiquer à la Ville de Belfort les résultats de toutes investigations qu'il aura effectuées en matière de recherche d'amiante et d'HAP dans les emprises routières concernées par les travaux objet de la présente permission de voirie. Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du Code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations. Aussi, l'entreprise mandatée par le bénéficiaire devra donc être parfaitement informée par celui-ci des résultats des investigations, afin qu'elle puisse mettre en œuvre les mesures adaptées.

Enfin, il est rappelé au bénéficiaire ses obligations en tant que producteur potentiel de déchets contenant de l'amiante ou des HAP qui devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de réglementation de la circulation : il appartient au bénéficiaire ou à l'entreprise intervenant pour son compte, de solliciter les autorisations auprès de la commune de Belfort, après réunion de piquetage sur place.

La signalisation du chantier dans les zones sous circulation sera réalisée par l'entreprise exécutante, sous sa responsabilité, et ce conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise sera tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, les coordonnées, notamment téléphoniques, du responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier devront être communiquées à la Ville de Belfort.

L'ensemble de la signalisation devra impérativement respecter les prescriptions de l'arrêté de la Ville de Belfort et le Règlement de Voirie (articles 43, 46, 47 et 48 en particulier).

RG

N° 211146

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Belfort que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté,
le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la Ville de Belfort se substituera à lui.
Les frais de cette intervention seront, conformément au Règlement de Voirie Municipal (articles 59, 60 et 61), à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter, auprès de la Ville de Belfort, l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Les réfections devront être réalisées conformément aux prescriptions indiquées au marché de travaux d'aménagement de l'Avenue du Maréchal Juin.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : M. Le Directeur général des services est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise :
– au demandeur
– au bénéficiaire si celui-ci est différent du demandeur

Belfort, le 29 JUIN 2021

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Jean-Marie HERZOG

RG

Date affichage

29 JUIN 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 21147

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Permission de voirie n° 21DAET00153 / 21PER00109 - Avenue du Maréchal Juin - Aménagement chaussée et trottoirs - Plantation d'arbres - Travaux voirie - du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 24/06/2021 par laquelle Ville de Belfort, domicilié Mairie de Belfort Hôtel de Ville / Place d'Armes 90020 BELFORT, ci-après désigné le bénéficiaire, sollicite l'autorisation de réaliser un chantier Avenue du Maréchal Juin sur la commune de BELFORT,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier, de manière visible et consultable par tous, pendant toute la durée des travaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable du 01/07/2021 au 30/06/2022. A l'issue de ce délai, elle est périmée de plein droit.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée correspondant à la durée d'utilisation des ouvrages exécutés. Elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire.

Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité pour le bénéficiaire. En cas de révocation de l'autorisation, ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux en leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office par la Ville de Belfort, aux frais du bénéficiaire.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages exécutés aux frais du bénéficiaire, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter la durée de chantier de 365 jours.

Conformément au Règlement de Voirie, tout dépassement sera signalé à la Ville de Belfort qui devra valider cette modification.

Le bénéficiaire informera la Ville de Belfort de l'ouverture du chantier au démarrage des travaux et de sa fermeture au terme du chantier. La date de transmission de l'avis de fermeture déterminera la date de réception des travaux (article 56 du Règlement de Voirie Municipal).

ARTICLE 4 : Les travaux objet de la demande devront être réalisés en respectant l'ensemble des prescriptions techniques du Règlement de Voirie Municipal (articles 17 à 35 en particulier).

ARTICLE 5 : Les travaux feront obligatoirement l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de l'ensemble des gestionnaires de réseaux avant toute action sur le terrain.
La liste des gestionnaires de réseaux à contacter est disponible auprès de la Mairie de Belfort ou sur le guichet Unique, conformément à la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de la présente permission de voirie est informé d'un risque potentiel de présence d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A la demande du bénéficiaire, la Ville de Belfort fournira les informations éventuelles dont elle dispose sur la section de voie concernée par la présente demande (sous réserve que celle-ci ait déjà fait l'objet d'investigations et que les résultats lui aient été communiqués).

Ainsi, conformément à l'article L 4531-1 du Code du travail, il est rappelé que le bénéficiaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujetti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Le bénéficiaire est invité à communiquer à la Ville de Belfort les résultats de toutes investigations qu'il aura effectuées en matière de recherche d'amiante et d'HAP dans les emprises routières concernées par les travaux objet de la présente permission de voirie. Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du Code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations. Aussi, l'entreprise mandatée par le bénéficiaire devra donc être parfaitement informée par celui-ci des résultats des investigations, afin qu'elle puisse mettre en œuvre les mesures adaptées.

Enfin, il est rappelé au bénéficiaire ses obligations en tant que producteur potentiel de déchets contenant de l'amiante ou des HAP qui devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de réglementation de la circulation : il appartient au bénéficiaire ou à l'entreprise intervenant pour son compte, de solliciter les autorisations auprès de la commune de Belfort, après réunion de piquetage sur place.

La signalisation du chantier dans les zones sous circulation sera réalisée par l'entreprise exécutante, sous sa responsabilité, et ce conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise sera tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, les coordonnées, notamment téléphoniques, du responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier devront être communiquées à la Ville de Belfort.

L'ensemble de la signalisation devra impérativement respecter les prescriptions de l'arrêté de la Ville de Belfort et le Règlement de Voirie (articles 43, 46, 47 et 48 en particulier).

RG

N° 211147

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Belfort que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté,
le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la Ville de Belfort se substituera à lui.
Les frais de cette intervention seront, conformément au Règlement de Voirie Municipal (articles 59, 60 et 61), à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter, auprès de la Ville de Belfort, l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Les réfections devront être réalisées conformément aux prescriptions indiquées au marché de travaux d'aménagement de l'Avenue du Maréchal Juin.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : M. Le Directeur général des services est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise :
– au demandeur
– au bénéficiaire si celui-ci est différent du demandeur

Belfort, le 29 JUIN 2021

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

VILLE DE BELFORT TERRITOIRE

Jean-Marie HERZOG

RG Date affichage

29 JUIN 2021

N° 21148

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Permission de voirie n° 21DAET00154 / 21PER00108 - Avenue du Château d'Eau - Aménagement chaussée et trottoirs - Plantation d'arbres - Travaux voirie - du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 24/06/2021 par laquelle Ville de Belfort, domicilié Mairie de Belfort Hôtel de Ville / Place d'Armes 90020 BELFORT, ci-après désigné le bénéficiaire, sollicite l'autorisation de réaliser un chantier Avenue du Château d'Eau sur la commune de BELFORT,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier, de manière visible et consultable par tous, pendant toute la durée des travaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable du 01/07/2021 au 30/06/2022. A l'issue de ce délai, elle est périmée de plein droit.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée correspondant à la durée d'utilisation des ouvrages exécutés. Elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire.

Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité pour le bénéficiaire. En cas de révocation de l'autorisation, ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux en leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office par la Ville de Belfort, aux frais du bénéficiaire.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages exécutés aux frais du bénéficiaire, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter la durée de chantier de 365 jours.

Conformément au Règlement de Voirie, tout dépassement sera signalé à la Ville de Belfort qui devra valider cette modification.

Le bénéficiaire informera la Ville de Belfort de l'ouverture du chantier au démarrage des travaux et de sa fermeture au terme du chantier. La date de transmission de l'avis de fermeture déterminera la date de réception des travaux (article 56 du Règlement de Voirie Municipal).

ARTICLE 4 : Les travaux objet de la demande devront être réalisés en respectant l'ensemble des prescriptions techniques du Règlement de Voirie Municipal (articles 17 à 35 en particulier).

ARTICLE 5 : Les travaux feront obligatoirement l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de l'ensemble des gestionnaires de réseaux avant toute action sur le terrain.
La liste des gestionnaires de réseaux à contacter est disponible auprès de la Mairie de Belfort ou sur le guichet Unique, conformément à la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de la présente permission de voirie est informé d'un risque potentiel de présence d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A la demande du bénéficiaire, la Ville de Belfort fournira les informations éventuelles dont elle dispose sur la section de voie concernée par la présente demande (sous réserve que celle-ci ait déjà fait l'objet d'investigations et que les résultats lui aient été communiqués).

Ainsi, conformément à l'article L 4531-1 du Code du travail, il est rappelé que le bénéficiaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujetti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Le bénéficiaire est invité à communiquer à la Ville de Belfort les résultats de toutes investigations qu'il aura effectuées en matière de recherche d'amiante et d'HAP dans les emprises routières concernées par les travaux objet de la présente permission de voirie. Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du Code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations. Aussi, l'entreprise mandatée par le bénéficiaire devra donc être parfaitement informée par celui-ci des résultats des investigations, afin qu'elle puisse mettre en œuvre les mesures adaptées.

Enfin, il est rappelé au bénéficiaire ses obligations en tant que producteur potentiel de déchets contenant de l'amiante ou des HAP qui devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de réglementation de la circulation : il appartient au bénéficiaire ou à l'entreprise intervenant pour son compte, de solliciter les autorisations auprès de la commune de Belfort, après réunion de piquetage sur place.

La signalisation du chantier dans les zones sous circulation sera réalisée par l'entreprise exécutante, sous sa responsabilité, et ce conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise sera tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, les coordonnées, notamment téléphoniques, du responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier devront être communiquées à la Ville de Belfort.

L'ensemble de la signalisation devra impérativement respecter les prescriptions de l'arrêté de la Ville de Belfort et le Règlement de Voirie (articles 43, 46, 47 et 48 en particulier).

RG

N° 211148

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Belfort que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté,
le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la Ville de Belfort se substituera à lui.
Les frais de cette intervention seront, conformément au Règlement de Voirie Municipal (articles 59, 60 et 61), à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter, auprès de la Ville de Belfort, l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Les réfections devront être réalisées conformément aux prescriptions indiquées au marché de travaux d'aménagement de l'Avenue du Maréchal Juin.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : M. Le Directeur général des services est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise :
– au demandeur
– au bénéficiaire si celui-ci est différent du demandeur

Belfort, le 29 JUIN 2021

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Jean-Marie HERZOG

RG Date affichage

29 JUIN 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 211149

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Permission de voirie n° 21DAET00150 / 21PER00106 - Avenue du Château d'Eau - Aménagement chaussée et trottoirs - Travaux voirie - Mobilier Urbain - du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 23/06/2021 par laquelle Ville de Belfort, domicilié Mairie de Belfort Hôtel de Ville / Place d'Armes 90020 BELFORT, ci-après désigné le bénéficiaire, sollicite l'autorisation de réaliser un chantier Avenue du Château d'Eau sur la commune de BELFORT,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier, de manière visible et consultable par tous, pendant toute la durée des travaux.

RG

N° 2111149

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable du 01/07/2021 au 30/06/2022. A l'issue de ce délai, elle est périmée de plein droit.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée correspondant à la durée d'utilisation des ouvrages exécutés. Elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire.

Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité pour le bénéficiaire. En cas de révocation de l'autorisation, ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux en leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office par la Ville de Belfort, aux frais du bénéficiaire.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages exécutés aux frais du bénéficiaire, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter la durée de chantier de 365 jours.

Conformément au Règlement de Voirie, tout dépassement sera signalé à la Ville de Belfort qui devra valider cette modification.

Le bénéficiaire informera la Ville de Belfort de l'ouverture du chantier au démarrage des travaux et de sa fermeture au terme du chantier. La date de transmission de l'avis de fermeture déterminera la date de réception des travaux (article 56 du Règlement de Voirie Municipal).

ARTICLE 4 : Les travaux objet de la demande devront être réalisés en respectant l'ensemble des prescriptions techniques du Règlement de Voirie Municipal (articles 17 à 35 en particulier).

ARTICLE 5 : Les travaux feront obligatoirement l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de l'ensemble des gestionnaires de réseaux avant toute action sur le terrain.
La liste des gestionnaires de réseaux à contacter est disponible auprès de la Mairie de Belfort ou sur le guichet Unique, conformément à la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de la présente permission de voirie est informé d'un risque potentiel de présence d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A la demande du bénéficiaire, la Ville de Belfort fournira les informations éventuelles dont elle dispose sur la section de voie concernée par la présente demande (sous réserve que celle-ci ait déjà fait l'objet d'investigations et que les résultats lui aient été communiqués).

Ainsi, conformément à l'article L 4531-1 du Code du travail, il est rappelé que le bénéficiaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujetti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Le bénéficiaire est invité à communiquer à la Ville de Belfort les résultats de toutes investigations qu'il aura effectuées en matière de recherche d'amiante et d'HAP dans les emprises routières concernées par les travaux objet de la présente permission de voirie. Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du Code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations. Aussi, l'entreprise mandatée par le bénéficiaire devra donc être parfaitement informée par celui-ci des résultats des investigations, afin qu'elle puisse mettre en œuvre les mesures adaptées.

Enfin, il est rappelé au bénéficiaire ses obligations en tant que producteur potentiel de déchets contenant de l'amiante ou des HAP qui devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de réglementation de la circulation : il appartient au bénéficiaire ou à l'entreprise intervenant pour son compte, de solliciter les autorisations auprès de la commune de Belfort, après réunion de piquetage sur place.

La signalisation du chantier dans les zones sous circulation sera réalisée par l'entreprise exécutante, sous sa responsabilité, et ce conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise sera tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, les coordonnées, notamment téléphoniques, du responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier devront être communiquées à la Ville de Belfort.

L'ensemble de la signalisation devra impérativement respecter les prescriptions de l'arrêté de la Ville de Belfort et le Règlement de Voirie (articles 43, 46, 47 et 48 en particulier).

RG

N° 211149

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Belfort que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté,
le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la Ville de Belfort se substituera à lui.
Les frais de cette intervention seront, conformément au Règlement de Voirie Municipal (articles 59, 60 et 61), à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter, auprès de la Ville de Belfort, l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Les réfections de voirie devront être réalisées conformément aux prescriptions indiquées au marché de travaux d'aménagement de l'Avenue du Maréchal Juin.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : M. Le Directeur général des services est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise :
– au demandeur
– au bénéficiaire si celui-ci est différent du demandeur

Belfort, le 29 JUIN 2021

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

VILLE DE BELFORT * TERRITOIRE *

Jean-Marie HERZOG

Date affichage

29 JUIN 2021

N° 211150

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Espace Public et Mobilités

Objet : Permission de voirie n° 21DAET00149 / 21PER00105 - Avenue du Maréchal Juin - Aménagement chaussée et trottoirs - Travaux voirie - Mobilier Urbain - du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Le Maire de la Ville de Belfort,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 23/06/2021 par laquelle Ville de Belfort, domicilié Mairie de Belfort Hôtel de Ville / Place d'Armes 90020 BELFORT, ci-après désigné le bénéficiaire, sollicite l'autorisation de réaliser un chantier Avenue du Maréchal Juin sur la commune de BELFORT,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier, de manière visible et consultable par tous, pendant toute la durée des travaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable du 01/07/2021 au 30/06/2022. A l'issue de ce délai, elle est périmée de plein droit.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée correspondant à la durée d'utilisation des ouvrages exécutés. Elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire.

Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité pour le bénéficiaire. En cas de révocation de l'autorisation, ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux en leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office par la Ville de Belfort, aux frais du bénéficiaire.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages exécutés aux frais du bénéficiaire, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter la durée de chantier de 365 jours.

Conformément au Règlement de Voirie, tout dépassement sera signalé à la Ville de Belfort qui devra valider cette modification.

Le bénéficiaire informera la Ville de Belfort de l'ouverture du chantier au démarrage des travaux et de sa fermeture au terme du chantier. La date de transmission de l'avis de fermeture déterminera la date de réception des travaux (article 56 du Règlement de Voirie Municipal).

ARTICLE 4 : Les travaux objet de la demande devront être réalisés en respectant l'ensemble des prescriptions techniques du Règlement de Voirie Municipal (articles 17 à 35 en particulier).

ARTICLE 5 : Les travaux feront obligatoirement l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de l'ensemble des gestionnaires de réseaux avant toute action sur le terrain.
La liste des gestionnaires de réseaux à contacter est disponible auprès de la Mairie de Belfort ou sur le guichet Unique, conformément à la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE
BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de la présente permission de voirie est informé d'un risque potentiel de présence d'amiante et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A la demande du bénéficiaire, la Ville de Belfort fournira les informations éventuelles dont elle dispose sur la section de voie concernée par la présente demande (sous réserve que celle-ci ait déjà fait l'objet d'investigations et que les résultats lui aient été communiqués).

Ainsi, conformément à l'article L 4531-1 du Code du travail, il est rappelé que le bénéficiaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujetti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Le bénéficiaire est invité à communiquer à la Ville de Belfort les résultats de toutes investigations qu'il aura effectuées en matière de recherche d'amiante et d'HAP dans les emprises routières concernées par les travaux objet de la présente permission de voirie. Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du Code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations. Aussi, l'entreprise mandatée par le bénéficiaire devra donc être parfaitement informée par celui-ci des résultats des investigations, afin qu'elle puisse mettre en œuvre les mesures adaptées.

Enfin, il est rappelé au bénéficiaire ses obligations en tant que producteur potentiel de déchets contenant de l'amiante ou des HAP qui devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté ne vaut pas arrêté de réglementation de la circulation : il appartient au bénéficiaire ou à l'entreprise intervenant pour son compte, de solliciter les autorisations auprès de la commune de Belfort, après réunion de piquetage sur place.

La signalisation du chantier dans les zones sous circulation sera réalisée par l'entreprise exécutante, sous sa responsabilité, et ce conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. L'entreprise sera tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, les coordonnées, notamment téléphoniques, du responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier devront être communiquées à la Ville de Belfort.

L'ensemble de la signalisation devra impérativement respecter les prescriptions de l'arrêté de la Ville de Belfort et le Règlement de Voirie (articles 43, 46, 47 et 48 en particulier).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Belfort que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans le présent arrêté,
le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la Ville de Belfort se substituera à lui.
Les frais de cette intervention seront, conformément au Règlement de Voirie Municipal (articles 59, 60 et 61), à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter, auprès de la Ville de Belfort, l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Les réfections de voirie devront être réalisées conformément aux prescriptions indiquées au marché de travaux d'aménagement de l'Avenue du Maréchal Juin.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : M. Le Directeur général des services est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise :
– au demandeur
– au bénéficiaire si celui-ci est différent du demandeur

Belfort, le 29 JUIN 2021

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

MAIRIE DE BELFORT & TERRITOIRE

Jean-Marie HERZOG

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
090-219000106-20210630-211156-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/06/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 211156

Date affichage

30 JUIN 2021

VILLE DE BELFORT

ARRETE DU MAIRE

Direction des Affaires Générales
Initiales : MG
Code matière : 5.5

Objet *: Absence de Madame Nathalie BOUDEVIN, Conseillère municipale déléguée - Délégation de signature donnée à Madame Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée – du 1er au 20 juillet 2021 inclus*

Le maire de la Ville de Belfort,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 20-22 du 3 juillet 2020 désignant Monsieur Damien MESLOT en qualité de maire de la Ville de Belfort,

Vu la délibération n° 20-23 du 3 juillet 2020 portant le nombre d'adjoints à douze,

Vu la délibération n° 20-24 du 3 juillet 2020 portant élection des adjoints au maire,

Vu l'arrêté municipal n° 20-1084 du 7 juillet 2020, portant délégation de fonctions à Madame Nathalie BOUDEVIN,

Considérant que Madame Nathalie BOUDEVIN, Conseillère municipale déléguée, sera absente du 1er au 20 juillet 2021 inclus.

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée pendant cette période à Madame Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée, sous ma responsabilité et ma surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **aînés et accessibilité.**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 3 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées, publié par affichage et dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Belfort, le 30 JUIN 2021

Le Maire,

Damien MESLOT

MAIRIE DE BELFORT TERRITOIRE

Objet *: Absence de Madame Nathalie BOUDEVIN, Conseillère municipale déléguée - Délégation de signature donnée à Madame Claude JOLY, Conseillère municipale déléguée – du 1er au 20 juillet 2021 inclus*